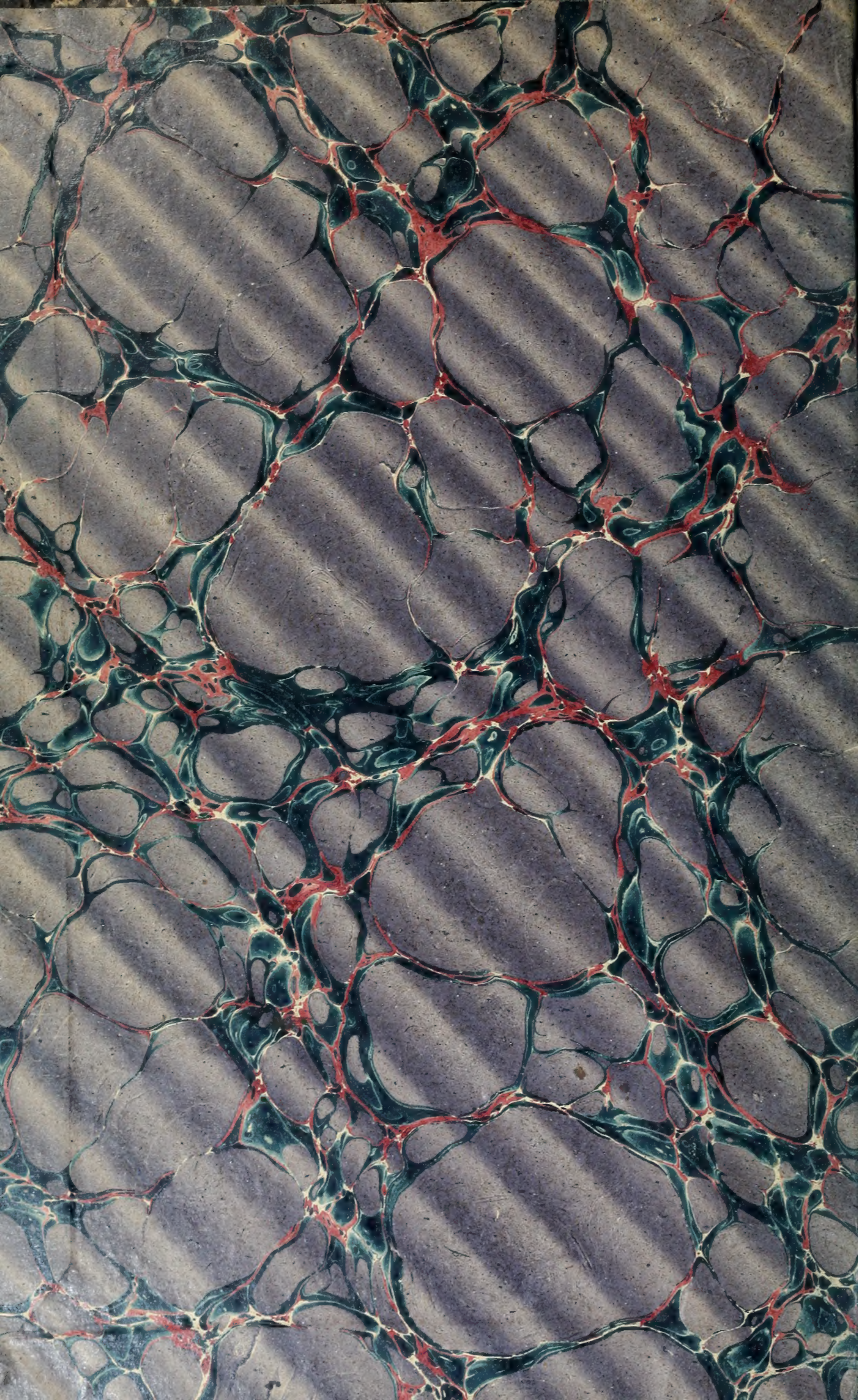






REVUE

DES

DEUX MONDES

QUATRIÈME SÉRIE

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET C[IE],
RUE DE SEINE, 14 BIS.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME VINGT-UNIÈME

QUATRIÈME SÉRIE

PARIS

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DES BEAUX-ARTS, 10

1840

VIE, CORRESPONDANCE

ET ÉCRITS

DE WASHINGTON.[1]

Le monde manque de grands hommes, et l'on dit qu'il n'en reverra pas. On condamne les sociétés modernes à ignorer ou à méconnaître ceux qui naîtraient dans leur sein; on leur refuse jusqu'à la faculté d'en produire. Sur leur sol, le blé pousse encore, mais le chêne ne croîtra plus. On dit que c'est la faute de notre civilisation, et l'on s'en prend à ce qu'elle a de meilleur. Elle est, à ce qu'on assure, trop raisonnable, trop régulière en tout, trop formaliste en politique, pour donner carrière au génie de l'action. Ce respect jaloux de tous les droits, ce respect plus jaloux encore de tous les intérêts, les progrès continuels de l'esprit d'examen, l'amour inquiet de l'égalité, la publicité qui ne laisse rien dans l'ombre, le contrôle de l'opinion qui repousse l'illusion et discute la confiance, paraissent autant d'obstacles insurmontables à ce pouvoir presque absolu qu'affectent les grands hommes, et qui leur est nécessaire pour se faire appeler de

(1) Publiés d'après l'édition américaine, et précédés d'une *Introduction* sur l'influence et le caractère de Washington dans la révolution des États-Unis d'Amérique, par M. Guizot.

ce nom. Il semble qu'il n'y ait plus pour eux de public. Là où il y a tant de juges, les admirateurs sont rares. Or, la gloire est l'admiration universelle, et les grands hommes ne vivent que par la gloire. En même temps, les affaires sociales sont devenues quelque chose de si vaste et de si connu, qu'aucune intelligence ne peut les dominer, que toute intelligence se croit capable de les comprendre. Tout est donc plus difficile et moins mystérieux. Les hautes ambitions, gênées, entravées, surveillées, ne peuvent compter sur aucun prestige. On ne croit plus à la puissance individuelle. Ainsi, tout ce qui se fera de mémorable ne devra désormais s'opérer que par le concours de tous. Et qui peut aujourd'hui égaler tout le monde? Qui peut prétendre à mettre du sien dans les choses humaines? Ceux à qui l'histoire a donné le titre de grands, ont pris leurs aises avec leurs contemporains, et quelques sacrifices qu'ils aient faits à la nécessité, ils ont presque toujours agi en maîtres, et donné l'impulsion à leur siècle. Il en est peu dont la vie tout entière ait été autre chose qu'un long et prodigieux effort pour faire consentir le monde à la liberté de leurs passions. Une personnalité qui s'impose, tel a été jusqu'ici le signe de la grandeur. Un pareil privilége est-il possible à présent, et n'a-t-il pas à jamais péri avec tous les priviléges?

Il y a eu pourtant un homme, un seul peut-être, qui certes a mérité la gloire, et qui n'a violenté ni son temps ni son pays, qui s'est fait admirer de notre siècle en respectant ses principes, et dont la renommée n'a rien coûté à la conscience de l'humanité; un homme qui a partagé et soutenu toutes les idées vraies, toutes les passions légitimes de notre époque, sans en connaître ni les excès, ni les chimères, ni les faiblesses; qui est parvenu à faire dominer son nom dans l'évènement le plus national, et qui a été grand dans une révolution; grand par la guerre et par la politique, dans la liberté et dans le gouvernement, pour les philosophes et pour le peuple; un sage enfin et un héros : c'est le général Washington.

Voilà donc un exemple; et, dût-il rester unique au milieu des sociétés modernes, il serait bon et juste de le rappeler à leur mémoire; il serait surtout utile de le retracer à la France, de l'opposer à l'incrédulité qui se répand en matière de grandeur et de gloire. Notre pays n'est jamais le dernier à se jeter dans le scepticisme qui décourage, dans le dédain qui rabaisse. Ç'a donc été une heureuse idée que de mettre sous ses yeux, dans leur pureté la plus authentique, les titres irrécusables de Washington à l'admiration des deux mondes, que de nous montrer dans un même tableau les droits des

nations honorés et défendus, les exigences du siècle ménagées ou satisfaites, ses idées réalisées et servies, et cependant, au milieu de tout cela, l'action propre et personnelle, et, pour ainsi parler, l'originalité d'un homme supérieur, d'accord avec tout et distinct de tout, non pas seul mais dominant, représentant sa patrie, son époque, sa cause, et restant lui-même *unité et multitude*, comme dit Pascal. C'était un beau spectacle à présenter à nos regards, et assurément nous avons besoin de beaux spectacles. Cette œuvre ne convenait à personne mieux qu'à celui qui l'a entreprise. M. Guizot est de ces esprits qui ne se plaisent à voir que le grand côté des choses humaines. C'est son goût comme son talent que d'élever tout ce qu'il touche, et, mise en présence de l'histoire, sa raison se proportionne aisément à la hauteur des évènemens et des hommes. L'histoire, en effet, doit éviter deux écueils. Il est une philanthropie banale et complaisante, qui ignore et dissimule le mal mêlé à toutes choses, et pallie le faible des théories, le danger des passions, l'insuffisance de la volonté et de la raison humaine. Il est un rigorisme étroit et dénigrant qui doute de l'empire de la vérité comme de la vertu, et qui, méconnaissant la puissance du bon génie de l'humanité, lui conteste ses progrès et ses droits, et la montre incessamment esclave ou dupe de ses passions ou de ses rêves. L'une ou l'autre rend tour à tour l'histoire flatteuse ou satirique, corruptrice ou décourageante. Il y a loin de ces deux erreurs à l'esprit de M. Guizot, à cet optimisme sévère qui nous paraît caractériser la vraie philosophie de l'histoire comme la vraie politique. Ni l'une ni l'autre ne doit caresser nos faiblesses ou rabaisser notre ambition. L'une doit tout comprendre, sans rien absoudre de ce qui est mal, sans rien cacher de ce qui est vrai, sans rien rabattre de ce qui est grand, comme l'autre prescrit à l'homme d'état de savoir résister à son parti sans le trahir, aimer son temps sans trop lui complaire, et faire pénétrer ensemble et vivre en accord dans tous les esprits la vérité et l'espérance.

M. Guizot qui, ce nous semble, a toujours ainsi conçu la politique et l'histoire, devait se sentir à l'aise en parlant de la révolution américaine et du général Washington. Aucun évènement, et à coup sûr aucun homme n'a moins donné lieu à ces restrictions dans l'approbation et la sympathie, qui sont un devoir pénible pour l'historien. Aussi, croit-on sentir, en lisant M. Guizot, que c'est avec un enthousiasme vif et grave, ardent et contenu, qu'il a écrit la belle introduction où il annonce et juge Washington. Sa pensée s'est plue, s'est reposée dans la contemplation de ce qu'il y a de plus beau dans les

affaires du monde : une juste cause, une révolution nationale, un évènement irréprochable, un grand homme vertueux. En écrivant, il s'est efforcé, lui aussi, de concilier dans son esprit et dans son œuvre ce qu'il trouvait associé dans la réalité : les idées généreuses et les idées pratiques, les principes de la liberté et les maximes de l'ordre, la juste défiance qu'inspire l'expérience de soi et de l'humanité, et l'inaltérable foi que doit la raison à l'empire du bien et à la victoire de la vérité. Aucun homme sérieux, lancé dans la mêlée de nos opinions et de nos discordes, ne lira, sans que son esprit soit ému, ce que M. Guizot vient d'écrire. Ceux qui pensent de ce monde autrement que lui, se demanderont si peut-être ils ne se tromperaient pas. Je voudrais espérer qu'il troublera les prétentions illimitées des esprits violens et chimériques. Surtout, je voudrais croire qu'il rendra quelque force et quelque audace à ceux qui, sans passions comme sans espérances, se défient des convictions, méprisent les idées, et prennent la timidité pour la sagesse. De ce côté-là, en effet, vient aujourd'hui le vrai danger, et si quelque chose en ce moment expose à quelques risques l'avenir de la société, c'est ce que l'Écriture appelle avec dérision *la prudence des prudens.*

Nous essaierons, après M. Guizot, de donner encore une fois une idée de Washington et de son temps, et puis nous verrons s'il n'en résulterait pas quelque enseignement pour le nôtre.

Le premier devoir d'une révolution est d'être légitime. Dieu merci, nous écrivons dans un temps où l'on ne contestera pas la légitimité de la révolution d'Amérique; mais ce mérite ne lui est point particulier. La révolution suisse, celle de Hollande, celle d'Angleterre, la révolution française, ont été légitimes. Mais la révolution américaine se présente avec des caractères qui en font peut-être, de tous les évènemens de cet ordre, le plus pur et le plus heureux. *Notre heureuse révolution,* disent les Anglais, en parlant de 1688. Ils ont raison, car de là date pour eux l'honneur d'avoir donné les premiers l'exemple d'un gouvernement grand et libre à l'Europe moderne. Mais on ne peut séparer 1688 de 1640, et les Anglais aussi ont payé cher le bonheur de réussir après cinquante ans. Le ciel traita mieux leurs nobles frères, émigrés pour la même cause, et formés en nation au nom des mêmes principes sur les rivages de l'Atlantique.

On a dit souvent que les Américains étaient un peuple neuf, jeune, et qu'une révolution lui était tout autrement facile qu'aux sociétés européennes. Courbées sous le faix du passé, toutes chargées de souvenirs et de traditions, celles-ci ne peuvent secouer leur joug

sans de cruels et quelquefois coupables efforts. Chez elles, des passions violentes éclatent dans l'attaque comme dans la défense. Le fanatisme est nécessaire pour détruire ce que protége le fanatisme. De là ces luttes, ces vengeances, ces extrémités terribles que connaissent la France et l'Angleterre. Il est vrai, et sans nul doute, le passé pesait d'un moins grand poids sur la société américaine. Toutefois elle n'était pas si nouvelle, ni si dénuée d'antécédens et d'expérience qu'on le suppose. Un peuple naissant, c'est-à-dire récemment parvenu à l'état social, à la civilisation, n'eût pas accompli, comme elle l'a fait, une révolution d'aussi bon exemple. Le pays des habitans des treize colonies était neuf; eux ne l'étaient pas. C'étaient les acteurs de l'ancien monde transportés sur le théâtre du nouveau; c'étaient les vieux Anglais dans la nouvelle Angleterre. Ils portaient l'empreinte profonde des habitudes et des opinions héréditaires dans leur race; ses vertus natives avaient pris plus de simplicité dans la vie rude du cultivateur d'un pays vierge, et plus d'énergie dans les luttes du pionnier contre les fatigues et les périls du désert. Il y avait là une singulière union des mœurs dont nous aimons à parer les sociétés primitives, et des traditions qui ne peuvent appartenir qu'aux sociétés avancées. Leur foi sociale était vieille, si leur société ne l'était pas, et ils s'étaient rapprochés de la nature sans perdre leurs lumières ni leurs souvenirs. Ennemis du désordre comme de l'oppression, respectueux et fiers, résolus et modérés, ils n'avaient rien de l'inexpérience et de la fougue des nations novices, alors qu'ils s'insurgèrent gravement et presque paisiblement pour l'indépendance et la liberté.

L'honneur et la conviction les armèrent seuls contre le despotisme de l'Angleterre, non le mépris d'un pouvoir débile et de lois décriées, non la tentation de révolte qui vient naturellement aux témoins d'un gouvernement qui se corrompt et s'énerve. Ce n'était pas l'esprit de critique excité par les abus et les fautes, le raisonnement spéculatif encouragé par la controverse, qui les avaient conduits à faire en quelque sorte la découverte de la liberté. Elle n'était pour eux ni une induction philosophique, ni une nouveauté littéraire, mais une croyance nationale et un sentiment de famille. Ainsi comprise, aimée ainsi, la liberté ne risque pas de devenir cette idée exclusive, cette négation destructrice qui brise tous les freins avec tous les jougs, déchaîne toutes les passions contre toutes les règles, et ravage le monde pour le délivrer. L'ancien régime d'un pays civilisé offre souvent dans ses dernières années un spectacle dangereux pour la mo-

ralité des peuples, celui de la vieillesse qui n'est pas respectable. L'habitude d'insulter les institutions devance alors le désir de les changer. Une société se déprave, quand elle méprise long-temps ce qui lui commande; elle se dégoûte de l'obéissance plutôt qu'elle n'aime la liberté; elle perd le sens de l'autorité légitime, et tombe dans l'impiété politique. Rien de pareil chez les Américains du dernier siècle. Leur libéralisme sérieux et traditionnel ne ressemblait pas à cet esprit de réaction novatrice qui aime la révolte pour elle-même, et renverse en passant tout ce qu'il voit debout. Plus simplement fiers que les Sicambres de notre histoire, n'ayant jamais fléchi le genou devant les idoles, les Américains n'avaient point à brûler ce qu'ils n'avaient jamais adoré.

D'un tel peuple quelle devait être la révolution?

Les passions humaines ne respectent rien. Lorsqu'une fois les évènemens les soulèvent, elles corrompent les meilleurs, égarent les plus sages; elles emportent avec elles les mœurs mêmes à l'ombre desquelles elles ont pris naissance, et dévastent, comme un chaume qui s'enflamme, le champ qui les a portées.

Si l'oppression qui révolta les colonies eût été cette tyrannie violente qui provoque des ressentimens égaux à ses fureurs, ses excès eussent appelé des représailles; pour s'affranchir, les Américains se seraient vengés; ils étaient des hommes. Mais c'est ici qu'il faut admirer leur bonne fortune! Certes, la résistance leur était permise; ils la devaient aux principes sacrés et aux vérités inviolables dont ils se sentaient dépositaires. Néanmoins elle n'était pas une obligation absolue; pour eux, point de revanche à prendre contre des rigueurs insupportables; une passion impétueuse ne les poussait pas; ils n'avaient point, comme par exemple le Brabant sous Philippe II, à renverser des bûchers et des échafauds. Le gouvernement britannique n'avait attenté qu'à un principe constitutionnel; on ne pouvait dire qu'il eût persécuté les Américains, il ne leur avait guère que manqué de respect; ils trouvèrent que c'était bien assez, et cela les honore: mais enfin, ils purent délibérer avant d'agir, ils ne coururent pas aux armes précipitamment et du premier bond, ils prirent conseil de la prudence, continrent leur courroux, mesurèrent la résistance, graduèrent la révolte, et semblèrent s'attacher à légitimer à chaque pas la révolution. Ils l'accomplirent comme un devoir.

D'ailleurs, le gouvernement qu'ils attaquaient n'était pas là, sous leurs yeux, tour à tour insolent et faible, joignant aux prétentions irritantes les vexations de détail, les excès de répression. Il punit

peu ; de loin, on ne punit pas, on fait la guerre. Ce fut une guerre civile, puisque les deux armées avaient même origine, même langage, et que pendant long-temps elles avaient eu même gouvernement et même drapeau. Cependant, lorsque la mer sépare les deux fractions d'un peuple, et que, pour se combattre, il faut que l'une d'elles embarque ses soldats pour une expédition lointaine, la guerre civile perd beaucoup de ses douleurs ; les haines moins vives y enfantent moins de crimes ; le droit des gens subsiste et la modère ; la victoire ne se montre pas impitoyable, et la force reconnaît des lois. C'est encore là une de ces circonstances bienheureuses qui firent la révolution d'Amérique si peu révolutionnaire ; aussi, ce mot même de révolutionnaire est-il en Amérique une qualification toute honorable, lorsqu'en d'autres pays il est une injure.

Ainsi s'explique le caractère incomparable de la révolution de 1776. Il se lit, écrit et signé de la main même de ceux qui l'ont faite, dans cette immortelle déclaration d'indépendance où respire en quelque sorte l'ame de la nation américaine. Rien qu'à la lire, on devine comment procédera une révolution si réfléchie, si scrupuleuse, si inquiète de montrer son bon droit, et de mettre de son côté le suprême arbitre de la justice. On prévoit que dans un évènement, précédé d'un tel manifeste, tout sera d'accord, les principes, les moyens, le résultat, et que ce qui s'est entrepris au nom de la liberté, s'accomplira par la liberté, pour aboutir à la liberté.

La liberté est, en effet, sortie de cette révolution. Quelque doute qu'on se plaise à concevoir aujourd'hui sur l'avenir des États-Unis, on ne contestera pas que leur révolution ait réussi. Quand elle n'aurait produit que les cinquante ans qui viennent de s'écouler, la décadence tant prédite de cette singulière société fût-elle commencée, les sacrifices et les souffrances de la génération de 1776 n'auraient pas été perdus, et le salaire vaudrait le travail. L'humanité a rarement aussi bien employé sa peine, et des peuples qui se sont plus laborieusement affranchis ne se sont pas si bien gouvernés.

Après la guerre de la révolution, rien ne fut plus honorable à la nation que l'effort de raison et de vertu qu'elle fit sur elle-même pour se donner un gouvernement. Elle n'en possédait qu'une vaine apparence dans les pouvoirs improvisés qui avaient servi jusque-là. Ces deux causes ordinaires de despotisme, l'insurrection et la guerre, n'avaient pas produit leurs effets accoutumés. Les comités de salut public de cette révolution-là n'avaient rien eu de dictatorial, et le congrès exhortait plus souvent qu'il ne commandait. Sans oser s'aban-

donner à l'autorité militaire, il se défiait de la sienne, et les assemblées coloniales qui suspectaient à la fois celle du congrès et celle de l'armée, usaient de leurs droits plutôt comme d'une liberté locale que comme d'un ressort de gouvernement. Une sorte d'esprit municipal, tel que le moyen-âge l'a développé, dominait dans les treize états, esprit de résistance plutôt que de direction, propre à protéger les droits privés plus qu'à sauver ceux de la société. Il tenait comme en échec le pouvoir central. Ces hommes intrépides, qui avaient osé disputer à une métropole redoutable l'autorité suprême, n'osaient la garder pour eux. Ils déclaraient la guerre et ils hésitaient à y contraindre leur pays; ils reprenaient à l'Angleterre le droit de lever l'impôt, sans en user pour leur compte; ils revendiquaient toutes les prérogatives d'un gouvernement et ne gouvernaient pas. Un excessif respect pour la liberté les exposait à ne la point conquérir.

Ces scrupules ou ces défiances mirent plus d'une fois en question le salut de l'Amérique, et la guerre eut plus d'un jour où l'on regretta la dictature. Mais finalement tout réussit, et le dénouement n'en valut que mieux. Tandis que d'ordinaire le danger public arme le pouvoir et ajourne la liberté, ce fut au moment de la victoire et de la paix que la nation aperçut la faiblesse, le néant de son gouvernement, et la nécessité de le fortifier ou plutôt de le refaire. L'union n'avait été qu'un mot d'ordre national; le lien fédéral n'existait que de nom; aucune institution puissante ne le consacrait. Ces États-Unis, qui avaient captivé l'admiration de l'univers, déclinaient en naissant. Ils n'avaient point d'armée, de finances, de diplomatie. La vie politique semblait prête à s'éteindre en eux au moment où ils étaient libres. Ils sentirent le mal, et quoi qu'il leur en coûtât, ils voulurent le réparer. Leurs opinions ni leurs habitudes ne les portaient vers une organisation centrale; amis de l'union en théorie, ils en supportaient impatiemment les conséquences, et tout ce qu'ils accordaient à la force de la nationalité, leur semblait autant de pris sur la liberté locale et sur la liberté populaire; mais leur bon sens fit taire leurs préjugés et leurs goûts. La constitution de 1787, cette constitution qui, de ce côté-ci de l'Océan, semble l'utopie écrite, le rêve légal de la démocratie, fut une œuvre de raison, un produit de l'expérience, un sacrifice à la nécessité. C'est une réaction de l'esprit de gouvernement qui a organisé la grande république américaine; elle fut établie contre l'anarchie, et, en effet, à dater de 1789, les États-Unis ont pris leur rang dans le monde.

Le caractère qui nous a frappé dans le peuple américain, et dans

l'évènement le plus mémorable de son histoire, nous le retrouverons plus remarquable et plus éclatant encore dans le général Washington. En lui, la nation et la révolution se sont personnifiées. Sa vie réfléchit l'histoire de sa patrie. Peut-être, quelque jour, ne devrons-nous plus admirer que les masses : pendant qu'il en est temps encore, donnons-nous le loisir d'admirer un grand homme.

Washington descendait d'une famille ancienne en Angleterre. Celui de ses aïeux qui vint le premier s'établir en Virginie, sur les bords du Potomac, avait quitté l'Europe en 1657. Il appartenait donc à cette génération tout ensemble religieuse et politique, contemporaine de la révolution. Il acheta des terres, il fut planteur, et son arrière-petit-fils naquit dans les conditions de famille, de profession, de situation sociale, où nous avons vu que se reproduisait le plus complètement le caractère américain. Si le sort l'eût à jamais confiné dans la vie privée, il eût été un propriétaire intelligent, un agriculteur éclairé, d'une instruction simple, de mœurs sévères, soumis à la religion, jaloux de son honneur, robuste, actif, fait au travail, au danger, à la solitude, froid dans ses manières, obéi dans sa maison, respecté dans sa contrée, et obtenant facilement la déférence de tous par l'excellence de son jugement et l'énergie de sa volonté. Il eût ignoré toute sa vie que ses qualités, mises à l'épreuve des affaires publiques, s'élèveraient sans peine à leur niveau, et grandiraient à la mesure du théâtre où elles devraient se déployer. La plus modeste situation lui eût convenu, pourvu qu'elle fût digne; il convint à la plus haute, égal à toutes par ses talens, supérieur à toutes par son caractère.

Il avait le goût des mathématiques, et il en savait ce qu'il faut pour être un arpenteur habile, profession importante et difficile dans une société qui s'approprie des forêts primitives et qui défriche le désert. C'est dans les travaux de l'arpentage qu'il commença l'apprentissage de la fatigue et du péril, et qu'il sentit naître en lui cette vocation militaire que la guerre de 1755 vint développer. Major dans la milice de son district à dix-neuf ans, il prit part à plusieurs expéditions hasardeuses au-delà des monts Alleghanis, et devint commandant en chef de la poignée d'hommes que la Virginie appelait son armée, et qui soutenait une guerre de frontières contre les Indiens et contre les Français. C'était sans doute un officier capable, alliant à la prudence une froide audace. Mais ce qui frappe le plus dans ce début de sa vie publique, c'est le soin jaloux qu'il montre en toute occasion de maintenir sa dignité personnelle; c'est le sentiment consciencieux d'une responsabilité qui porte sur lui tout entière, lors

même qu'il agit en commun; c'est enfin l'idée qu'il répandait involontairement autour de lui, de sa supériorité naturelle. Partout il était ou devenait le premier. Partout il inspirait la confuse croyance qu'il était réservé à de grandes destinées.

Il siégeait depuis quelques années dans la chambre des bourgeois, assemblée nationale de la Virginie, lorsque l'Angleterre commença ses fautes. On sait que la première fut l'établissement aux colonies d'un droit de timbre, par un parlement dont elles n'élisaient aucun membre, violation flagrante du principe élémentaire, source historique et commune de la liberté moderne. Le nouvel impôt fut déclaré inconstitutionnel, les assemblées protestèrent, et celle de Virginie ne fut pas la moins animée. L'Angleterre céda, et l'acte du timbre fut révoqué. « Si elle l'avait maintenu, écrivait dès-lors Washington, sa persistance aurait eu des conséquences plus terribles qu'on ne le croit communément, tant pour la mère-patrie que pour ses colonies (1). » Mais le parlement, qui n'avait fait qu'une feinte retraite, inventa d'autres taxes et ne dissimula plus la prétention d'exercer un contrôle illimité sur toutes les parties du territoire britannique, et de placer les colons sur un pied d'exception parmi tous les sujets anglais. Cette prétention fut le grief fondamental de l'Amérique; il motiva à lui seul les protestations, les remontrances, les pétitions, puis le refus de l'impôt, puis la rupture des relations de commerce, puis la déclaration d'indépendance et la guerre. Washington passa, comme son pays, par tous les degrés de la résistance. Dès le premier moment, il décida que c'était à l'Angleterre de céder, et que réparation serait faite à l'Amérique. Inflexible sur ce point, il dut vouloir et faire tout le reste, tout, y compris une révolution. Sans la désirer, sans la poursuivre, quoique de bonne heure il la prévît, il approuva ou conseilla toutes les mesures par lesquelles elle fut progressivement amenée. Toujours présent et actif dans la législature locale deux fois dissoute, dans la convention de Williamsburg, dans les assemblées de comtés, enfin dans le congrès, il prit vivement part à tous les actes décisifs qui signalèrent le patriotisme de la Virginie. « Les armes, disait-il dès 1769, doivent être la dernière ressource; mais il n'est pas un seul homme qui doive hésiter ou craindre de les prendre pour défendre la liberté que nous avons reçue de nos ancêtres. » Cinq ans après, il s'écriait : « La crise est arrivée, il n'y a de remède pour nous que dans la détresse de l'Angleterre. Il faut maintenir nos

(1) Lettre écrite en 1767, citée par M. Sparks dans la *Vie de Washington*.

droits, ou nous soumettre à toutes les charges dont on voudra nous accabler. » Il ne demandait pas l'indépendance, mais il déclarait que « jamais aucun homme, sur le continent américain, ne se soumettrait à perdre ses droits et ses priviléges. » Il détestait la rébellion, mais « si le ministère, disait-il, pousse les choses à l'extrême, il y aura plus de sang répandu qu'il n'en a jamais coulé dans les guerres dont les annales de l'Amérique du Nord ont conservé la mémoire. » La Virginie réorganise ses milices : « J'accepterai bien volontiers l'honneur de commander, car ma résolution bien arrêtée est de consacrer ma vie et ma fortune à notre cause. » La journée de Lexington inaugure le règne de la force : « Les plaines de l'Amérique doivent être abreuvées de sang ou habitées par des esclaves. Triste alternative! mais un homme vertueux peut-il hésiter sur le choix? » Aussi n'hésite-t-il pas. Le congrès où il siégeait décrète à l'unanimité que les colonies doivent être mises en état de défense. Une armée américaine est formée, le commandement en chef lui en est donné. Il répond « qu'il accepte, qu'il est prêt, mais qu'il ne se croit pas à la hauteur des fonctions difficiles dont on l'honore. — Mon inquiétude est inexprimable, écrit-il à sa femme; un mois passé près de vous, chez nous, me donnerait cent fois plus de bonheur que sept fois sept ans de commandement; mais puisque la destinée m'entraîne, j'espère... Je ne pouvais refuser sans ternir ma réputation... Je me confie donc à la Providence (1). »

On résumerait difficilement la guerre d'Amérique; il ne serait pas aisé de raconter en peu de mots ces huit années de combats, de souffrances et d'anxiétés, pendant lesquelles tout fut indécis, tout fut en péril jusqu'au dernier jour, et dont l'Europe attentive suivit le spectacle avec un prophétique intérêt. A parler comme les militaires, ce ne fut pas une grande guerre; mais peu de grandes guerres ont autant ému, autant servi le monde. « Ce sont des rencontres de patrouilles, disait M. de Lafayette à Napoléon, qui ont décidé des droits du genre humain. »

Nul plus que Washington n'a prouvé que dans le gouvernement aussi il n'y a point de génie sans la patience. La sienne fut mise à l'une des plus dures épreuves que puisse subir un homme responsable tout à la fois de son armée et de sa cause. C'était peu que

(1) Lettre à George Mason, 1769, citée par M. Sparks. — Lettre à Bryan Fairfax, 1774; tome III de la traduction. — Lettre au capitaine Mackensie, citée par M. Sparks. — Lettre à son frère, citée par le même. — Réponse au congrès et lettre à Mme Marthe Washington, 1775; tome III de la traduction.

d'avoir à braver les dangers et les maux auxquels la guerre condamnait une armée pauvre et nue, opérant, par des saisons rigoureuses, dans un pays vaste, d'une richesse médiocre et d'une population rare. La fermeté et l'activité de son général y pouvaient suffire; mais il eut à vaincre deux grandes difficultés, l'une militaire, l'autre politique, toutes deux particulières à sa situation.

C'est une infériorité à la guerre que de ne pouvoir risquer son armée. Les succès décisifs ne sont quelquefois possibles qu'à cette condition, et tous les capitaines célèbres ont su jouer le tout pour le tout. Washington ne le pouvait pas; il eût craint d'anéantir en une fois tout l'espoir de l'insurrection américaine. Avec des troupes trop faibles et trop mal organisées pour être aisément maniables, il se voyait obligé de laisser passer cent occasions favorables de frapper un grand coup, car il y avait tel revers qui eût perdu sa cause et son pays. De là une perpétuelle contrainte, une vie d'abnégation et de sacrifice, insupportable à la tête d'une armée. Son esprit le portait naturellement à prendre en toute situation hasardeuse le parti d'une judicieuse audace. Il s'en abstenait et résistait à toute tentation de gloire. Presque toujours le plus hardi dans le conseil, il se résignait à l'avis qui risquait et obtenait le moins, et cet homme si entreprenant a laissé la renommée du plus prudent général. Dès le commencement des hostilités, il voulut tenter d'enlever Boston avec une poignée d'hommes. Tous ses officiers s'y opposèrent. Il céda et se borna à la guerre de position. C'est alors qu'il écrivait : « Si j'avais prévu les obstacles qui hérissent notre marche, si j'avais connu l'éloignement des vieux soldats pour rentrer au service, tous les généraux du monde ne m'auraient pas convaincu qu'il fallût ajourner une attaque sur Boston (1). » Mais le plus souvent il se soumettait sans murmure à son impuissance, et se contentait de tenir la campagne sans courir la chance d'une victoire ou d'un échec. Cependant il sentait par intervalle la nécessité de ranimer l'ardeur de ses soldats et de ses concitoyens par une action d'éclat. Après avoir consumé des mois dans une stérile défensive, il risquait un engagement qui ravivait les couleurs du drapeau aux yeux de la nation, car il fallait qu'elle fût toujours contente de son armée.

La situation politique de Washington n'était pas moins difficile. L'esprit républicain est toujours défiant. Le pouvoir militaire inspirait des craintes à ceux-là qu'il devait sauver. Le peuple s'alarmait

(1) Lettre à Joseph Reed, 1775. Tome III de la traduction.

pour sa liberté avant de l'avoir conquise, et le gouvernement central craignait d'être usurpateur. Comme toute assemblée, il avait ses factions intérieures; divisé et timide, il fut long-temps au-dessous du rôle auquel les circonstances l'appelaient. Il ne manquait point de patriotisme, mais de volonté. Malgré de sourdes inimitiés, le général en chef y trouva toujours une confiance personnelle, rarement une coopération énergique. Soumis avec un religieux respect à l'autorité civile, il ne lui contestait aucun droit et ne lui cachait aucune vérité. Sa correspondance est une perpétuelle remontrance : soit qu'il s'adresse à l'assemblée, à ses comités, à ses principaux membres, soit qu'il écrive aux chambres ou aux gouverneurs des divers états, il ne se lasse pas de leur représenter avec force les besoins de l'armée, les vices des règlemens, les nécessités de la guerre, les devoirs d'un gouvernement. Quand il leur parle, il n'a garde de diminuer leur responsabilité; quand il agit, il accepte toute la sienne et même un peu de la leur, sans ménager jamais sa réputation aux dépens de son pays, en laissant percer le secret des fautes qu'il n'aurait pas faites. Il consent à être blâmé sans répondre, quand son inaction ne vient que de l'insuffisance des moyens qu'on lui donne, quand ses revers ont pour cause l'exécution d'un ordre qu'il n'approuvait pas. Tous les sentimens personnels semblent s'être anéantis dans son ame pour y laisser dominer le seul dévouement au devoir. Cet homme, dont le caractère était impérieux, et qui prêtait à son jugement une confiance assez hautaine, sait tout souffrir et tout dévorer, se sacrifie sans se plaindre, et immole à sa cause jusqu'à sa renommée; ou plutôt, en pénétrant plus avant, on découvre en lui une pensée secrète qui le soutient et le console au milieu de ses plus sombres ennuis, on voit au fond de son ame luire, comme le rayon d'un jour serein, quelque chose de pur et d'inaltérable, l'espérance; cette noble, cette sublime espérance qui ne peut naître que dans une ame fièrement assurée de sa force et de sa grandeur, pieusement convaincue d'une alliance infaillible entre la justice de sa cause et la justice de Dieu.

On se trompe sur Washington : sa contenance est calme, son jugement sévère; il a la passion de l'ordre, l'amour du vrai, le sentiment du possible, nulle illusion; rien qui annonce l'entraînement. On en conclut la froideur de son ame, et l'on exalte sa force morale. Mais la force morale donne le stoïcisme et non cette ardeur confiante qu'il conservait en dépit du sort. Lisez sa correspondance, si franche, si ingénue, si sensée; vous le verrez malheureux, mais point abattu. Jamais il ne se flatte, il ne désespère jamais. Il est capable de s'em-

porter comme le jour où il déchargea ses deux pistolets sur ses soldats en fuite (1); mais il est vraiment incapable de désespoir. C'est qu'il sent, comme il le dit lui-même, que *la voix du genre humain est avec lui*. C'est que, « convaincu de son bon droit, il ne peut se figurer que les Américains périssent, bien que leur étoile puisse rester encore quelque temps cachée sous un nuage. » C'est qu'il se dit sans cesse : « La Providence a si souvent pris soin de nous relever, lorsque nous avions perdu toute espérance, que j'ose croire que nous ne succomberons jamais (2). »

Sa confiance fut justifiée, sa cause triompha. Libérateur de son pays, ce titre pouvait suffire à la gloire de son nom; mais une destinée plus complète lui était réservée : il devait gouverner sa patrie après l'avoir délivrée. Il devait la sauver deux fois.

Rentré dans la retraite après la paix, étranger, non indifférent au gouvernement de l'Union, il le voyait avec douleur s'affaiblir et se perdre. Il signalait le mal énergiquement à ses amis. Trois choses, qui font la force d'un état, lui paraissaient manquer à l'Amérique : une politique, des finances, une armée. Ce sont ces trois choses qu'il souhaitait et réclamait pour elle. C'était demander qu'avant tout on reconstituât le pouvoir fédéral. Tous les hommes éclairés, nous l'avons déjà dit, reconnurent bientôt cette nécessité. Ceux même qui craignaient toute centralisation politique comme une restriction des droits des états et du peuple, ceux qui, soupçonnant toujours un retour des idées et des influences anglaises, formaient dès-lors le parti qui s'est appelé républicain ou, plus justement, démocratique, en opposition au parti fédéraliste, ceux-là voulaient alors la constitution; et, quand elle fut faite, ils voulurent pour premier président des États-Unis le général Washington.

Gardons-nous de retracer ici son gouvernement. Il faudrait citer M. Guizot, qui le premier l'a jugé. Et pourquoi citer par fragmens ce qui sera lu tout entier? Disons seulement que, malgré les luttes, les dissensions, les passions croissantes d'une société démocratique, Washington réussit à rester le chef de l'état, à ne point devenir un chef de parti; c'est le grand problème du gouvernement d'un peuple libre. En montant au pouvoir, il avait réuni dans le même cabinet les deux chefs des opinions belligérantes, Hamilton et Jefferson,

(1) Ce fut à la retraite de Haerlem. *Correspondance*, tome III; lettre au président du congrès, 1776.

(2) Lettre à Bryan Fairfax, tome III. — Lettre à J.-A. Washington, tome III. — *Vie de Washington*, par M. Sparks. — Appendice.

donnant ainsi l'exemple de ce goût pour les hommes supérieurs, qui manque parfois aux hommes supérieurs eux-mêmes, de cette impartialité haute et confiante qui n'est jalouse d'aucun mérite, et qui, loin de chercher à isoler, à mutuellement opposer les influences et les talens, les rapproche au contraire, et cherche la force dans leur alliance. Il parvint à les conserver assez long-temps auprès de lui sans abdiquer dans leurs mains. Avec eux comme sans eux, il sut créer et maintenir pour lui-même une position indépendante, pour les États-Unis une politique indépendante. Il assura la liberté de son pays, et il fit sa volonté.

L'œuvre fut difficile; l'inimitié et la défiance lui suscitèrent plus d'un obstacle; on put croire par momens qu'il succomberait. Il n'échappa point à la plus douloureuse et à la plus commune des épreuves du pouvoir, l'injustice de l'opinion. La presse ne lui épargna aucune de ces iniquités calomnieuses auxquelles celui qui veut agir doit s'attendre sans crainte et résister sans colère, et qui ont du moins cet avantage d'imposer aux hommes d'état la double nécessité d'une volonté forte et d'une conviction profonde. Rien ne l'arrêta, et il sut tout vaincre. L'opposition la plus vive avait précédé sa réélection; elle ne put ou n'osa pas en troubler l'unanimité. Et lorsqu'après avoir gouverné huit ans comme il avait huit ans commandé l'armée, déjà vieux et las, il déposa la puissance. On dit qu'il eût été maître de la reprendre encore, et que la nation s'était accoutumée à regarder comme indissoluble l'alliance formée entre la présidence de Washington et la liberté de l'Amérique; mais il sentait l'heure de la retraite arrivée: l'existence la plus active et la plus animée n'avait jamais affaibli son goût passionné pour la vie domestique, pour les soins de l'agriculture. Son esprit impérieux commençait à trouver difficile de se plier aux ménagemens, aux exigences, aux sacrifices inséparables du métier de gouvernement; sans cesser de tenir fixé sur sa patrie un œil attentif, de suivre avec une sollicitude mêlée de quelque dédain le cours des affaires publiques, il redevint ce qu'il avait été au commencement, un planteur, comme pour réaliser en tout dans sa personne le type exact de la société américaine.

Nous voilà revenu à cette idée que nous croyons avoir justifiée, d'une parfaite harmonie entre Washington et l'Amérique. Il commence, il sent, il se conduit comme elle. Le développement de ses idées, de son caractère et de sa fortune correspond au développement des mêmes choses dans la nation contemporaine. Il la représente dans tout ce qu'elle a de plus distinctif et de meilleur, mais

avec cette unité, cette valeur, cet attrait de la supériorité individuelle. Les qualités de tous sont en lui comme elles ne sont chez personne. Il ressemble à tous, mais il n'a point d'égal. Il est, comme le disait un orateur en annonçant sa mort au sénat, *le premier dans la guerre, le premier dans la paix, le premier dans le cœur de ses concitoyens.* « Tout ce qui est grand, tout ce qui est bon, lui écrivait l'homme qu'il aima le plus, M. de Lafayette, ne s'était pas jusqu'à présent trouvé réuni dans le même individu. Jamais il n'avait existé d'homme que le soldat, le politique, le patriote et le philosophe pussent également admirer; et jamais révolution ne s'était accomplie qui, dans ses motifs, sa conduite et ses conséquences, pût si bien immortaliser son glorieux chef (1). » Telle est la pensée qui a été développée dans cet article.

Terminons par un mot ce que nous avions à dire sur Washington; il fut heureux; ou, du moins, si l'on suit l'opinion commune, et que l'on croie le bonheur renfermé dans les conditions médiocres, si le bonheur est un mot inconnu dans le monde de la politique, dans la région du gouvernement, disons que Washington fut le plus heureux des grands hommes.

A présent que pensera-t-on de notre question : Les grands hommes sont-ils encore possibles? Si l'on ne trouve d'obstacle à la manifestation de ces natures d'élite que dans les principes et les formes modernes des sociétés, l'exemple de Washington a répondu. Sa grandeur est dans le goût du siècle, et la civilisation n'y trouve rien à reprendre.

Mais ce n'est pas de nos principes qu'il s'agit, c'est de nos défauts. Il est de mode, aujourd'hui, de rechercher tous les défauts des sociétés démocratiques. C'est un texte fertile en commentaires. Dans les pays dévots, on ne se croit éclairé que si l'on parle mal de la religion; dans les sociétés démocratiques, c'est faire preuve d'esprit que d'en médire. Des partis qui se disaient populaires, les ont si follement, si indignement flattées, qu'une réaction s'est faite, et qu'on voit naître chez un grand nombre une disposition à juger la politique du siècle du point de vue du misanthrope.

Ainsi, que ne dit-on pas de la société américaine? Depuis quelques années, les États-Unis, gouvernement et nation, sont un peu déchus dans l'opinion commune. De là peut-être une sérieuse

(1) *Vie de Washington*, par M. Sparks. — *Mémoires du général Lafayette*, tome II.

objection contre tout ce qu'on vient de lire. Si nous avons dit vrai, d'où vient que le présent ressemble si mal au passé? Si nous n'avons pas exagéré le bien, pourquoi ce bien n'a-t-il pas duré? Car enfin, non-seulement voilà quarante ans qu'il ne s'est rien produit entre le Maine et la Louisiane, et du Michigan aux Florides, de comparable à Washington et à ses contemporains; non-seulement il n'y a plus de Washington aux États-Unis, mais encore, à les considérer dans leur situation actuelle, on se prend à douter que des Washington y puissent renaître. Serait-ce qu'il y a, soit dans les opinions de l'époque, soit dans la constitution des sociétés démocratiques, un vice caché qui s'oppose au développement de ce qui est bon et grand, dès que la jalousie populaire en est offensée? Tous ces lieux communs de la politique libérale, *self-government*, gouvernement du pays par le pays, plus grand bonheur du plus grand nombre, souveraineté du peuple, suffrage universel, sont-ils donc de tristes talismans qui frappent d'impuissance et de nullité les esprits supérieurs, les vertus brillantes, les caractères dominateurs? Enfin, serait-il vrai que les sociétés, enchaînées par les mille formalités, les mille préjugés qui importent à la liberté même, tourmentées par la défiance qui craint l'usurpation, par l'envie qui veille sur l'égalité; préoccupées uniquement du bien-être des masses, beau nom qui signifie le ménagement collectif des intérêts particuliers; dévouées par conséquent à la poursuite des améliorations matérielles et à la garde des droits politiques, doivent tomber dans le pire des nivellemens, le nivellement moral? et, par une cruelle déception de notre philosophie, faut-il croire que la liberté moderne rapetisse l'humanité?

Et cette question une fois lancée, le scepticisme, on le prévoit bien, ne s'en tient pas à l'Amérique. Il passe l'Océan et s'attaque à la France.

Mes convictions ne sont pas douteuses. Je suis passionnément de mon temps et de mon pays. La liberté et l'égalité, aux États-Unis avec la république, en France avec la monarchie; la liberté et l'égalité sont, à mes yeux, des biens inappréciables et de saintes vérités. D'autres temps et d'autres idées ont produit, je le sais, des choses éclatantes; *non equidem invideo, miror magis*. La France personnifiée sous le dais pompeux du trône de Versailles, ou sous le glorieux pavillon du radeau de Tilsitt, m'inspire peu de regrets, et ne vaut pas, pour moi, la France telle que 1830 l'a faite. Mais je ne ferme pas les yeux sur ce que tant d'autres voient; nos faiblesses, nos peti-

tesses me touchent, et je ne puis nier au scepticisme politique qu'à un certain degré ses questions ne subsistent. Je ne puis nier qu'il n'y ait quelque raison dans ces doutes inquiets que fait naître, et l'aspect des États-Unis, et l'aspect de la France elle-même.

Discuter ces questions dans leur entier, excèderait mes forces. C'est le sujet d'un livre, et ce sera le sujet d'un beau livre, car c'est de cela que traitera M. de Tocqueville dans la continuation du sien. Mais j'en ai trop dit pour n'en pas dire davantage, et d'ailleurs assez de gens fuient les questions difficiles et craignent d'avoir un avis.

Les grands évènemens font les grands hommes, ou du moins les manifestent. La guerre seule n'y suffit pas. La bataille de Naseby et celle de Worcester seraient peu de chose pour Cromwell, s'il n'eût gouverné l'Angleterre; si Frédéric II n'eût fait que combattre, il ne serait peut-être, dans l'histoire, que l'égal du prince Henri. Nous avons parlé de Washington; nous ne parlons pas de Napoléon. Lorsque le monde politique est calme, il faut donc s'attendre à moins de gloire. Ce serait porter dans les affaires réelles une curiosité romanesque, que de vouloir, en quelque sorte, des grands hommes à tout propos. On n'a pas chaque jour un état à fonder, un gouvernement à créer, une révolution à commencer ou à finir, ou même à détourner au profit d'une idée ou d'une passion. Bien gouverner, voilà ce qu'il faut en tout temps, œuvre en tout temps imposante et difficile, et qui, si elle ne réclame pas toujours toutes les qualités qui font, dans le langage historique, le grand homme, exige toujours l'effort des esprits et des caractères supérieurs. Écartons-le donc, ce mot vague de grand homme. Ne demandons pas à la société de produire incessamment quelque météore qui l'éblouisse. Ne la forçons pas à s'asservir constamment aux caprices d'une ambition de génie. Le peuple a autre chose à faire qu'à pousser des acclamations sur la voie triomphale; et s'il était vrai que la raison moderne, qu'une intelligence plus sérieuse de l'ordre social eût pour effet de régulariser l'action de ces sublimes égoïstes qui abusent avec éclat de l'humanité, s'ils étaient désormais forcés de se subordonner à ses intérêts, où serait le mal? où serait la déchéance? N'est-il pas bon que tous soient soumis à la loi commune du dévouement? On peut douter qu'il en soit déjà tout-à-fait ainsi; mais les sociétés marchent évidemment vers ce but. Est-ce un signe de leur décadence que de se montrer plus exigeantes dans leurs admirations, que d'élever encore, que d'épurer le type idéal de l'homme politique, que

de vouloir le génie dans le vrai et la gloire dans l'ordre? Est-ce rapetisser l'humanité que de rendre plus difficiles les conditions de la grandeur?

Cela dit, voyons les sociétés dans leur existence habituelle, et s'il est vrai qu'elles se passent aujourd'hui, plus aisément qu'à une autre époque, des hommes supérieurs dans le gouvernement.

On critique la société américaine. Son gouvernement est sans éclat; la fermeté prévoyante, l'autorité morale, la vraie sagesse paraît lui manquer; les passions populaires éclatent par intervalles, et dominent la justice et les lois; les préjugés publics tolèrent, absolvent, encouragent ces passions. On remarque que les hommes distingués se retirent des affaires, ou s'en voient successivement écartés par la multitude. Le pouvoir ne va plus aux meilleurs. La médiocrité règne, et non-seulement la dignité nationale, mais la morale publique paraît en souffrir. Le peuple, en Amérique, fait mentir Montesquieu qui le déclare *admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité*. C'est, s'il faut en croire certains juges, que Montesquieu s'est trompé, ou plutôt c'est qu'il a parlé avant de connaître les grandes sociétés purement et complètement démocratiques, phénomène nouveau dont l'apparition était réservée à notre âge. Aux État-Unis, la société, en se détériorant, ne fait que suivre la loi de sa nature.

Peut être ce tableau est-il chargé, et, vu de plus près, le mal semblerait moins grand. Mais tout cela n'est pourtant pas imaginaire. Les causes du fait doivent être nombreuses; quelques-unes sont frappantes. Le principal danger de l'Amérique a toujours résidé dans la faiblesse de l'union fédérale et de l'institution qui la représente. Cette institution s'est-elle fortifiée depuis Washington? Nullement. Tout a marché dans un sens contraire. Depuis près de quarante ans, le parti démocratique possède le pouvoir, et cependant le lien commun doit tenir unies, non plus treize républiques, mais près d'un nombre double; non plus des fractions d'une même nation, mais des nations diverses. Au sein même des anciens états, des immigrations continuelles ont versé des élémens nouveaux. Tous les Américains ne sont plus les descendans de la génération célèbre qui fonda l'indépendance. Il ne coule plus sans mélange dans leurs veines, le vieux sang de cette race prédestinée à la liberté politique dans l'ancien comme dans le nouveau monde.

Cette nation, qui n'est plus la même, est deux fois plus nombreuse. Or, à mesure que la masse augmente, la démocratie est plus difficile.

L'esprit qui doit animer ce grand corps s'en rend plus malaisément maître, et la société, au lieu de s'élever, retombe plus pesamment vers la terre. Toute institution où respire la pensée du suffrage universel n'est supportable que si l'état moral de la nation en compense le danger; c'est à la nation de corriger ainsi ses lois. L'Amérique de Washington et de Franklin le pouvait faire; je ne sais si l'Amérique actuelle en est capable. On conçoit que des institutions qui s'adaptaient sans péril à l'état d'une population rare, homogène, agricole, à de petites cités disséminées sur un immense territoire, peuvent devenir hasardeuses quand la population s'est amoncelée dans de vastes et riches villes, quand le commerce et l'industrie rivalisent avec l'agriculture, quand le succès rapide des spéculations mercantiles accroît incessamment l'inégalité et l'instabilité des fortunes, quand les prolétaires ont commencé à se répandre partout, sans que les esclaves aient disparu nulle part. Et dans quelles circonstances le peuple des États-Unis est-il livré aux dangers propres à sa constitution? car toute constitution a les siens; c'est après de longues années de paix et de prospérité, pendant lesquelles le gouvernement a paru facile, trop facile, puisqu'on a pu croire que les choses de ce monde marchaient toutes seules, et que l'impulsion de la volonté populaire remplaçait tout, habileté, savoir, prudence, tout ce qui fait le génie du gouvernement. Le souverain de l'Amérique, comme tous les souverains qui règnent trop aisément, croit un peu à l'infaillibilité du bon plaisir. La révolution avait mis en lumière tout ce que le pays renfermait d'hommes distingués; elle les avait instruits par l'expérience, aguerris par la lutte, illustrés par le succès. Le peuple, et c'est une justice qu'on doit lui rendre, s'est montré reconnaissant et fidèle. Tant qu'il lui est resté un homme révolutionnaire, comme il les appelait, il l'a honoré, il l'a élu, il lui a décerné le pouvoir. Long-temps il a cherché partout la supériorité constatée ou probable. Il l'a cherchée dans l'hérédité en choisissant M. Adams, et dans la seule gloire qui lui restât en nommant le général Jackson. Il semble avoir lutté lui-même contre cette tendance au nivellement qui, j'en conviens, subsiste toujours dans les sociétés démocratiques. Mais il a cédé enfin. Ses institutions le poussaient; les évènemens ne le retenaient pas. Il y a trop long-temps qu'il ne s'est passé en Amérique quelque chose d'assez éclatant pour relever et éclairer les esprits. De grandes circonstances peuvent seules quelquefois recommander les hommes supérieurs et ranimer dans le peuple cet instinct *admirable* sur lequel comptait Montesquieu. Si donc la société, aux États-Unis,

semble en déclin, alarmez-vous pour elle, vous en avez le droit; mais ne la condamnez pas sans retour, et tenez compte de tant de circonstances accidentelles. Quand la leçon des évènemens n'est pas vive et forte, il faut du temps pour que la sagesse reprenne le dessus. Il faut que le mal en s'aggravant, la souffrance en se prolongeant, dénoncent à tous la nécessité du remède. Nous ignorons si l'Amérique souffre autant qu'on le dit; quoi qu'il en soit, le remède existe pour elle, non pas infaillible, non pas prochain peut-être, mais il est dans le bon sens de la nation. Les constitutions reposent sur l'idée que Dieu a donnée pour correctif à la liberté de l'homme, la raison; à la liberté nationale, l'expérience. Or, pour l'expérience et la raison, le temps est nécessaire. « Il est à regretter, je l'avoue, disait Washington, qu'il soit toujours nécessaire aux états démocratiques de *sentir* avant de pouvoir *juger*. C'est ce qui fait que ces gouvernemens sont lents. Mais à la fin le peuple revient au vrai (1). »

Quelle que soit la différence des institutions, la société française n'est pas sans rapports avec la société américaine. Toutes deux sont des sociétés démocratiques, les seules qui occupent un grand pays, qui soient des puissances de premier ordre, et qui soient en même temps soumises à la règle de l'égalité. Seulement, en France, la démocratie n'est pas la forme de l'ordre politique au même degré que de l'ordre social. C'est en ce sens qu'a été dite cette parole fameuse : *La démocratie coule à pleins bords*, et en la répétant, *je rends grace à la Providence,* comme celui qui la prononçait il y a vingt ans. Ce fait éminent de l'égalité civile suffit pour donner à notre nation, malgré ses antécédens historiques et ses souvenirs, malgré sa centralisation et son unité monarchique, plusieurs points de ressemblance avec la république fédérative des État-Unis.

Le temps nous presse, et ce n'est pas le lieu d'instruire le procès de la démocratie française. Assez d'autres se chargent de la tâche inutile de déplorer l'ouvrage des siècles, et de censurer ce que rien ne peut changer, l'état de la société. Assez d'autres croient signaler leur prévoyance en prenant un ton soucieux dès qu'on parle de l'avenir national. Quant à nous, il nous suffira de tirer une courte leçon de l'exemple de l'Amérique.

Il y a dans toute société deux mouvemens qui paraissent se combattre. L'un est dans le sens de l'égalité; il tend à l'abolition des distinctions factices entre les citoyens, à l'amélioration de la con-

(1) Lettre au général Lafayette, 1785.

dition générale, à la diffusion des avantages et des droits sociaux; c'est le progrès, du moins on lui donne souvent ce nom. L'autre est ce mouvement qui résulte de l'inégalité des talens et des positions, qui met à leur rang les supériorités, et qui, dans tous les emplois de l'activité humaine, élève les meilleurs et leur subordonne ceux qui ne les valent pas. L'un ou l'autre de ces deux mouvemens est souvent gêné ou ralenti par les institutions; mais tous deux sont dans la nature des choses. Quand l'égalité est la loi d'un pays, le premier de ces mouvemens est rapide et général. Quand à l'égalité s'unit la liberté politique, il semble que rien ne doive contrarier le second; le champ est ouvert aux supériorités; rien ne s'oppose à leur essor. Si quelque chose est conciliable avec les droits des hommes distingués, favorable même à leur avènement, c'est sans doute un ordre de choses fondé sur la concurrence; et au premier abord, on a peine à deviner comment ils pourraient en souffrir. On le dit cependant.

Il est vrai que, selon les temps, les deux tendances se contrarient, et que l'une, plus forte que l'autre, semble l'annuler. Par exemple, de l'égalité des droits civils, de celle même des droits politiques dans certaines limites, la société peut quelquefois conclure l'égalité de tout le reste. L'amour-propre, la jalousie, la présomption, l'imprévoyance, restent des défauts de notre nature sous toutes les constitutions du monde. Il n'y a pas de loi ni de progrès qui puisse empêcher les hommes de s'estimer plus qu'ils ne valent et d'oublier quelquefois combien les choses sont difficiles et le mérite précieux. Quand ils sont investis d'un certain pouvoir, au moins d'une certaine influence, ils s'imaginent aisément qu'ils en usent à merveille. Qu'une royauté absolue, qu'une aristocratie, que la classe moyenne, que la multitude, gouvernent : elles croiront très volontiers qu'elles sont merveilleusement douées pour le faire, et qu'elles n'ont besoin de personne. Elles seront par conséquent très portées à se passer de ceux qui en savent plus qu'elles; elles se vanteront de suffire à tout. Chacun usurpe quand il peut.

C'est là, non pas l'unique, mais la principale source de l'esprit tant soit peu niveleur dont on accuse les sociétés démocratiques; et quand on dit que tout s'abaisse aujourd'hui, on ne dit qu'une chose, c'est que tout le monde tend à croire qu'il vaut bien tout le monde. Le croire, soit. Mais cela est-il vrai? Non, sans doute, et si cela n'est pas vrai, le fait le prouvera. La société n'est donc pas destinée à s'abaisser éternellement; elle s'arrêtera sur la pente, et remontera par la force des choses.

Mais, en attendant, dira-t-on, elle peut se perdre, elle peut s'éclairer trop tard. Eh bien! éclairez-la tout de suite, et rappelez-lui en toute occasion que la liberté politique est le gouvernement des meilleurs au jugement de la raison publique. Vous surtout, vous qui gémissez sur la tendance actuelle de la société, vous qui tremblez pour son avenir, ne soyez pas les premiers à l'entretenir dans ses erreurs. Cessez de l'exhorter exclusivement à tout sacrifier au goût du bien-être, à l'amour d'une imprévoyante tranquillité. Ne lui prêchez pas incessamment l'indifférence aux grandes choses, l'oubli des nobles pensées, la morale des intérêts, le matérialisme politique. Ne lui répétez plus que le talent, la fierté, la dignité du caractère, sont des superfluités dangereuses. Gardez-vous surtout de lui enseigner que la sagesse, la profonde sagesse en ce monde, se réduise à je ne sais quel mélange de patience et de ruse, de pratique des hommes et de mépris des idées, qui use tout pour réussir un temps, et compromet la raison même en l'humiliant au rang du savoir-faire. Reconnaissez enfin les doctrines ignobles que vous avez laissé paisiblement s'accréditer, et au lieu de crier à l'envahissement de la démocratie, demandez-vous si l'exemple de votre misérable prudence n'a pas été le plus triste et le plus efficace des encouragemens aux idées de nivellement.

La France a plus besoin que jamais qu'on lui parle un noble langage. Les grands hommes sont un don du ciel. Les Washington ne viennent qu'à l'heure qui leur est marquée; mais leur exemple est une leçon perpétuelle; mais les vérités qu'il consacre, les pensées qu'il suggère, les sentimens qu'il inspire, sont de tous les temps. Rappelez-les sans cesse, et forcez à se relever vers de glorieuses images les yeux trop souvent baissés des mortels. Accoutumez leur esprit à concevoir grandement la mission de commander. Suscitez en eux cet orgueil qui sied aux citoyens d'un état libre, aux amis ardens de l'égalité, de n'aimer à être gouvernés que par ceux qui sont dignes du gouvernement. On dit que la démocratie est trop difficile; elle est trop commode au contraire, et se contente à trop bon marché. Si la France a un tort aujourd'hui, c'est peut-être celui de ne pas placer assez haut l'honneur de la guider, c'est d'ignorer qu'il n'y a rien de si élevé dans son sein qui ne soit encore audessous de cette mission-là.

Voilà ce que révèlent à tous les peuples toutes les actions des hommes dignes de l'histoire; voilà l'enseignement qui sort à chaque

page de la correspondance de Washington; voilà ce que, dans le plus remarquable peut-être de ses écrits, M. Guizot vient de montrer avec toute la gravité et tout l'éclat de son talent. Il est plus utile de travailler ainsi à relever les esprits, à ranimer les justes prétentions et les nobles espérances de l'humanité, que d'aller prêcher à tous la résignation au médiocre, l'amour de l'utile, le culte du succès, sous prétexte d'assurer l'ordre et d'affermir le pouvoir. Aujourd'hui que l'empire de toutes les conventions s'est écroulé, aujourd'hui que les hommes ont entrepris de n'être gouvernés que par la raison, la vérité est le seul souverain de ce monde, et les intelligences supérieures sont les ministres de la vérité.

CHARLES DE REMUSAT.

PAULINE.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

III.

Un an s'était écoulé depuis le passage de Laurence à Saint-Front, et l'on y parlait encore de la mémorable soirée où la célèbre actrice avait reparu avec tant d'éclat parmi ses concitoyens, car on se tromperait grandement si l'on supposait que les préventions de la province sont difficiles à vaincre. Quoi qu'on dise à cet égard, il n'est point de séjour où la bienveillance soit plus aisée à conquérir, de même qu'il n'en est pas où elle soit plus facile à perdre. On dit ailleurs que le temps est un grand maître; il faut dire en province que c'est l'ennui qui modifie, qui justifie tout. Le premier choc d'une nouveauté quelconque contre les habitudes d'une petite ville est certainement terrible, si l'on y songe la veille; mais le lendemain, on reconnaît que ce n'était rien, et que mille curiosités inquiètes n'attendaient qu'un premier exemple pour se lancer dans la carrière des innovations. Je connais certains chefs-lieu de canton où la première femme

(1) Voyez la livraison du 15 décembre 1839.

qui se permit de galoper sur une selle anglaise fut traitée de cosaque en jupons, et où, l'année suivante, toutes les dames de l'endroit voulurent avoir équipage d'amazone jusqu'à la cravache inclusivement.

A peine Laurence fut-elle partie, qu'une prompte et universelle réaction s'opéra dans les esprits. Chacun voulait justifier l'empressement qu'il avait mis à la voir, en grandissant la réputation de l'actrice, ou du moins en ouvrant de plus en plus les yeux sur son mérite réel. Peu à peu on en vint à se disputer l'honneur de lui avoir parlé le premier, et ceux qui n'avaient pu se résoudre à l'aller voir prétendirent qu'ils y avaient fortement poussé les autres. Cette année-là, une diligence fut établie de Saint-Front à Mont-Laurent, et plusieurs personnages importans de la ville (de ces gens qui possèdent 15,000 francs de rentes au soleil, et qui ne se déplacent pas aisément, parce que sans eux, à les entendre, le pays retomberait dans la barbarie), se risquèrent enfin à faire le voyage de la capitale. Ils revinrent tout remplis de la gloire de Laurence, et fiers d'avoir pu dire à leurs voisins du balcon ou de la première galerie, au moment où la salle *croulait*, comme on dit, sous les applaudissemens : — Monsieur, cette grande actrice a long-temps habité la ville que j'habite. C'était l'amie intime de ma femme. Elle dînait quasi tous les jours *à la maison*. Oh! nous avions bien deviné son talent! Je vous assure que quand elle nous récitait des vers, nous nous disions entre nous : Voilà une jeune personne qui peut aller loin! — Puis quand ces personnes furent de retour à Saint-Front, elles racontèrent avec orgueil qu'elles avaient été rendre leurs devoirs à la grande actrice, qu'elles avaient dîné à sa table, qu'elles avaient passé la soirée dans son magnifique salon... Ah! quel salon! quels meubles! quelles peintures! et quelle société amusante et honorable! des artistes, des députés; M. un tel, le peintre de portraits; Mme une telle, la cantatrice, et puis des glaces, et puis de la musique... Que sais-je? la tête en tournait à tous ceux qui entendaient ces beaux récits, et chacun de s'écrier : Je l'avais toujours dit, qu'elle réussirait! Nul autre que moi ne l'avait devinée.

Toutes ces puérilités eurent un seul résultat sérieux, ce fut de bouleverser l'esprit de la pauvre Pauline, et d'augmenter son ennui jusqu'au désespoir. Je ne sais si quelques semaines de plus n'eussent pas empiré son état au point de lui faire négliger sa mère. Mais celle-ci fit une grave maladie qui ramena Pauline au sentiment de ses devoirs. Elle recouvra tout à coup sa force morale et physique, et

soigna la triste aveugle avec un admirable dévouement. Son amour et son zèle ne purent la sauver. Mme D... expira dans ses bras, environ quinze mois après l'époque où Laurence était passée à Saint-Front.

Depuis ce temps, les deux amies avaient entretenu une correspondance assidue de part et d'autre. Tandis qu'au milieu de sa vie active et agitée, Laurence aimait à songer à Pauline, à pénétrer en esprit dans sa paisible et sombre demeure, à s'y reposer du bruit de la foule auprès du fauteuil de l'aveugle et des géraniums de la fenêtre, Pauline, effrayée de la monotonie de ses habitudes, éprouvait l'invincible besoin de secouer cette mort lente qui s'étendait sur elle, et de s'élancer en rêve dans le tourbillon qui emportait Laurence. Peu à peu le ton de supériorité morale que, par un noble orgueil, la jeune provinciale avait gardé dans ses premières lettres avec la comédienne, fit place à un ton de résignation douloureuse qui, loin de diminuer l'estime de son amie, la toucha profondément. Enfin des plaintes s'exhalèrent du cœur de Pauline, et Laurence fut forcée de se dire, avec une sorte de consternation, que l'exercice de certaines vertus paralyse l'ame des femmes, au lieu de la fortifier. « Qui donc est heureux, demanda-t-elle un soir à sa mère en posant sur son bureau une lettre qui portait la trace des larmes de Pauline, et où faut-il aller chercher le repos de l'ame? Celle qui me plaignait tant au début de ma vie d'artiste, se plaint aujourd'hui de sa réclusion d'une manière déchirante, et me trace un si horrible tableau des ennuis de la solitude, que je suis presque tentée de me croire heureuse sous le poids du travail et des émotions. »

Lorsque Laurence reçut la nouvelle de la mort de l'aveugle, elle tint conseil avec sa mère, qui était une personne fort sensée, fort aimante, et qui avait eu le bon esprit de demeurer la meilleure amie de sa fille. Elle voulut la détourner d'un projet qu'elle caressait depuis quelque temps: celui de se charger de l'existence de Pauline en lui faisant partager la sienne aussitôt qu'elle serait libre. Que deviendra cette pauvre enfant désormais? disait Laurence. Le devoir qui l'attachait à sa mère est accompli. Aucun mérite religieux ne viendra plus ennoblir et poétiser sa vie. Cet odieux séjour d'une petite ville n'est pas fait pour elle. Elle sent vivement toutes choses, son intelligence cherche à se développer. Qu'elle vienne donc près de nous; puisqu'elle a besoin de vivre, elle vivra.

— Oui, elle vivra par les yeux, répondit Mme S...., la mère de Lau-

rence ; elle verra les merveilles de l'art, mais son ame n'en sera que plus inquiète et plus avide.

— Eh bien ! reprit l'actrice, vivre par les yeux lorsqu'on arrive à comprendre ce qu'on voit, n'est-ce pas vivre par l'intelligence? et n'est-ce pas de cette vie que Pauline est altérée?

— Elle le dit, repartit Mme S.... ; elle te trompe, elle se trompe elle-même. C'est par le cœur qu'elle demande à vivre, la pauvre fille !

— Eh bien ! s'écria Laurence, son cœur ne trouvera-t-il pas un aliment dans l'affection du mien? Qui l'aimerait dans sa petite ville comme je l'aime? Et si l'amitié ne suffit pas à son bonheur, croyez-vous qu'elle ne trouvera pas autour de nous un homme digne de son amour?

La bonne Mme S.... secoua la tête : — Elle ne voudra pas être aimée en artiste, dit-elle avec un sourire dont sa fille comprit la mélancolie.

L'entretien fut repris le lendemain. Une nouvelle lettre de Pauline annonçait que la modique fortune de sa mère allait être absorbée par d'anciennes dettes que son père avait laissées, et qu'elle voulait payer à tout prix et sans retard. La patience des créanciers avait fait grace à la vieillesse et aux infirmités de Mme D.... Mais sa fille, jeune et capable de travailler pour vivre, n'avait pas droit aux mêmes égards. On pouvait, sans trop rougir, la dépouiller de son mince héritage. Pauline ne voulait ni attendre la menace, ni implorer la pitié; elle renonçait à la succession de ses parens et allait essayer de monter un petit atelier de broderie.

Ces nouvelles levèrent tous les scrupules de Laurence et imposèrent silence aux sages prévisions de sa mère. Toutes deux montèrent en voiture, et huit jours après elles revinrent à Paris avec Pauline.

Ce n'était pas sans quelque embarras que Laurence avait offert à son amie de l'emmener et de se charger d'elle à jamais. Elle s'attendait bien à trouver chez elle un reste de préjugés ou de dévotion ; mais la vérité est que Pauline n'était pas réellement pieuse. C'était une ame fière et jalouse de sa propre dignité. Elle trouvait dans le catholicisme la nuance qui convenait à son caractère, car toutes les nuances possibles se trouvent dans les religions vieillies; tant de siècles les ont modifiées, tant d'hommes ont mis la main à l'édifice, tant d'intelligences, de passions et de vertus y ont apporté leurs

trésors, leurs erreurs ou leurs lumières, que mille doctrines se trouvent à la fin contenues dans une seule, et mille natures diverses y peuvent puiser l'excuse ou le stimulant qui leur convient. C'est par-là que ces religions s'élèvent, c'est aussi par-là qu'elles s'écroulent.

Pauline n'était pas douée des instincts de douceur, d'amour et d'humilité qui caractérisent les natures vraiment évangéliques. Elle était si peu portée à l'abnégation, qu'elle s'était toujours trouvée malheureuse, immolée qu'elle était à ses devoirs. Elle avait besoin de sa propre estime, et peut-être aussi de celle d'autrui, bien plus que de l'amour de Dieu et du bonheur du prochain. Tandis que Laurence, moins forte et moins orgueilleuse, se consolait de toute privation et de tout sacrifice en voyant sourire sa mère, Pauline reprochait à la sienne, malgré elle et dans le fond de son cœur, cette longue satisfaction conquise à ses dépens. Ce ne fut donc pas un sentiment d'austérité religieuse qui la fit hésiter à accepter l'offre de son amie, ce fut la crainte de n'être pas assez dignement placée auprès d'elle.

D'abord Laurence ne la comprit pas, et crut que la peur d'être blâmée par les esprits rigides la retenait encore. Mais ce n'était pas là non plus le motif de Pauline. L'opinion avait changé autour d'elle; l'amitié de la grande actrice n'était plus une honte, c'était un honneur. Il y avait désormais une sorte de gloire à se vanter de son attention et de son souvenir. La nouvelle apparition qu'elle fit à Saint-Front fut un triomphe bien supérieur au premier. Elle fut obligée de se défendre des hommages importuns que chacun aspirait à lui rendre, et la préférence exclusive qu'elle montrait à Pauline excita mille jalousies dont Pauline put s'enorgueillir.

Au bout de quelques heures d'entretien, Laurence vit qu'un scrupule de délicatesse empêchait Pauline d'accepter ses bienfaits. Laurence ne comprit pas trop cet excès de fierté qui craint d'accepter le poids de la reconnaissance; mais elle le respecta, et se fit humble jusqu'à la prière, jusqu'aux larmes, pour vaincre cet orgueil de la pauvreté, qui serait la plus laide chose du monde, si tant d'insolences protectrices n'étaient là pour le justifier. Pauline devait-elle craindre cette insolence de la part de Laurence? Non; mais elle ne pouvait s'empêcher de trembler un peu, et Laurence, quoiqu'un peu blessée de cette méfiance, se promit et se flatta de la vaincre bientôt. Elle en triompha du moins momentanément, grace à cette éloquence du cœur dont elle avait le don; et Pauline, touchée, curieuse, entraînée, posa un pied tremblant sur le seuil de cette vie

nouvelle, se promettant de revenir sur ses pas au premier mécompte qu'elle y rencontrerait.

Les premières semaines que Pauline passa à Paris furent calmes et charmantes. Laurence avait été assez gravement malade pour obtenir, il y avait déjà deux mois, un congé qu'elle consacrait à des études consciencieuses. Elle occupait avec sa mère un joli petit hôtel au milieu de jardins où le bruit de la ville n'arrivait qu'à peine, et où elle recevait peu de monde. C'était la saison où chacun est à la campagne, où les théâtres sont peu brillans, où les vrais artistes aiment à méditer et à se recueillir. Cette jolie maison, simple, mais décorée avec un goût parfait, ces habitudes élégantes, cette vie paisible et intelligente que Laurence avait su se faire au milieu d'un monde d'intrigue et de corruption, donnaient un généreux démenti à toutes les terreurs que Pauline avait éprouvées autrefois sur le compte de son amie. Il est vrai que Laurence n'avait pas toujours été aussi prudente, aussi bien entourée, aussi sagement posée dans sa propre vie qu'elle l'était désormais. Elle avait acquis à ses dépens de l'expérience et du discernement, et, quoique bien jeune encore, elle avait été fort éprouvée par l'ingratitude et la méchanceté. Après avoir beaucoup souffert, beaucoup pleuré ses illusions et beaucoup regretté les courageux élans de sa jeunesse, elle s'était résignée à subir la vie telle qu'elle est faite ici-bas, à ne rien craindre comme à ne rien provoquer de la part de l'opinion, à sacrifier souvent l'enivrement des rêves à la douceur de suivre un bon conseil, l'irritation d'une juste colère à la sainte joie de pardonner. En un mot, elle commençait à résoudre, dans l'exercice de son art comme dans sa vie privée, un problème difficile. Elle s'était apaisée sans se refroidir, elle se contenait sans s'effacer.

Sa mère, dont la raison l'avait quelquefois irritée, mais dont la bonté la subjuguait toujours, lui avait été une providence. Si elle n'avait pas été assez forte pour la préserver de quelques erreurs, elle avait été assez sage pour l'en retirer à temps. Laurence s'était parfois égarée, et jamais perdue. Mme S... avait su à propos lui faire le sacrifice apparent de ses principes, et, quoi qu'on en dise, quoi qu'on en pense, ce sacrifice est le plus sublime que puisse suggérer l'amour maternel. Honte à la mère qui abandonne sa fille par la crainte d'être réputée sa complaisante ou sa complice! Mme S... avait affronté cette horrible accusation, et on ne la lui avait pas épargnée. Le grand cœur de Laurence l'avait compris, et, désormais sauvée par elle, ar-

rachée au vertige qui l'avait un instant suspendue au bord des abîmes, elle eût sacrifié tout, même une passion ardente, même un espoir légitime, à la crainte d'attirer sur sa mère un outrage nouveau.

Ce qui se passait à cet égard dans l'ame de ces deux femmes était si délicat, si exquis et entouré d'un si chaste mystère, que Pauline, ignorante et inexpérimentée à vingt-cinq ans comme une fille de quinze, ne pouvait ni le comprendre, ni le pressentir. D'abord, elle ne songea pas à le pénétrer; elle ne fut frappée que du bonheur et de l'harmonie parfaite qui régnait dans cette famille: la mère, la fille artiste et les deux jeunes sœurs, ses élèves (ses filles aussi), car elle assurait leur bien-être à la sueur de son noble front et consacrait à leur éducation ses plus douces heures de liberté. Leur intimité, leur enjouement à toutes faisait un contraste bien étrange avec l'espèce de haine et de crainte qui avait cimenté l'attachement réciproque de Pauline et de sa mère; Pauline en fit la remarque avec une souffrance intérieure qui n'était pas du remords (elle avait vaincu cent fois la tentation d'abandonner ses devoirs), mais qui ressemblait à de la honte. Pouvait-elle ne pas se sentir humiliée de trouver plus de dévouement et de véritables vertus domestiques dans la demeure élégante d'une comédienne, qu'elle n'avait pu en pratiquer au sein de ses austères foyers? Que de pensées brûlantes lui avaient fait monter la rougeur au front, lorsqu'elle veillait seule la nuit à la clarté de sa lampe, dans sa pudique cellule! et maintenant, elle voyait Laurence couchée sur un divan de sultane, dans son boudoir d'actrice, lisant tout haut des vers de Shakespeare à ses petites sœurs attentives et recueillies pendant que la mère, alerte encore, fraîche et mise avec goût, préparait leur toilette du lendemain et reposait à la dérobée sur ce beau groupe, si cher à ses entrailles, un regard de béatitude. Là étaient réunis l'enthousiasme d'artiste, la bonté, la poésie, l'affection, et au-dessus planait encore la sagesse, c'est-à-dire le sentiment du beau moral, le respect de soi-même, le courage du cœur. Pauline pensait rêver, elle ne pouvait se décider à croire ce qu'elle voyait; peut-être y répugnait-elle par la crainte de se trouver inférieure à Laurence.

Malgré ces doutes et ces angoisses secrètes, Pauline fut admirable dans ces premiers rapports avec de nouvelles existences. Toujours fière dans son indigence, elle eut la noblesse de savoir se rendre utile plus que dispendieuse. Elle refusa avec un stoïcisme extraordinaire chez une jeune provinciale les jolies toilettes que Laurence lui voulait faire adopter. Elle s'en tint strictement à son deuil habituel, à

sa petite robe noire, à sa petite collerette blanche, à ses cheveux sans rubans et sans joyaux. Elle s'immisça volontairement dans le gouvernement de la maison, dont Laurence n'entendait, comme elle disait, que la synthèse, et dont le détail devenait un peu lourd pour la bonne Mme S.... Elle y apporta des réformes d'économie, sans en diminuer l'élégance et le comfortable. Puis, reprenant à de certaines heures ses travaux d'aiguille, elle consacra toutes ses jolies broderies à la toilette des deux petites filles. Elle se fit encore leur sous-maîtresse et leur répétiteur dans l'intervalle des leçons de Laurence. Elle aida celle-ci à apprendre ses rôles en les lui faisant réciter; enfin, elle sut se faire une place à la fois humble et grande au sein de cette famille, et son juste orgueil fut satisfait de la déférence et de la tendresse qu'elle reçut en échange.

Cette vie fut sans nuages jusqu'à l'entrée de l'hiver. Tous les jours Laurence avait à dîner deux ou trois vieux amis; tous les soirs, six à huit personnes intimes venaient prendre le thé dans son petit salon et causer agréablement sur les arts, sur la littérature, voire un peu sur la politique et la philosophie sociale. Ces causeries, pleines de charme et d'intérêt entre des personnes distinguées, pouvaient rappeler, pour le bon goût, l'esprit et la politesse, celles qu'on avait, au siècle dernier, chez Mlle Verrière, dans le pavillon qui fait le coin de la rue Caumartin et du boulevart. Mais elles avaient plus d'animation véritable, car l'esprit de notre époque est plus profond, et d'assez graves questions peuvent être agitées, même entre les deux sexes, sans ridicule et sans pédantisme. Le véritable esprit des femmes pourra encore consister pendant long-temps à savoir interroger et écouter, mais il leur est déjà permis de comprendre ce qu'elles écoutent et de vouloir une réponse sérieuse à ce qu'elles demandent.

Le hasard fit que durant toute cette fin d'automne la société intime de Laurence ne se composa que de femmes ou d'hommes d'un certain âge, étrangers à toute prétention. Disons, en passant, que ce ne fut pas seulement le hasard qui fit ce choix, mais le goût que Laurence éprouvait et manifestait de plus en plus pour les choses et partant pour les personnes sérieuses. Autour d'une femme remarquable, tout tend à s'harmoniser et à prendre la teinte de ses pensées et de ses sentimens. Pauline n'eut donc pas l'occasion de voir une seule personne qui pût déranger le calme de son esprit, et ce qui fut étrange, même à ses propres yeux, c'est qu'elle commençait déjà à trouver cette vie un peu monotone, cette société un peu pâle, et à se demander si le rêve qu'elle avait fait du *tourbillon* de Laurence

devait n'avoir pas une plus saisissante réalisation. Elle s'étonna de retomber dans l'affaissement qu'elle avait si long-temps combattu dans la solitude, et pour justifier vis-à-vis d'elle-même cette singulière inquiétude, elle se persuada qu'elle avait pris dans sa retraite une tendance au spleen que rien ne pourrait guérir.

Mais les choses ne devaient pas durer ainsi. Quelque répugnance que l'actrice éprouvât à rentrer dans le bruit du monde, quelque soin qu'elle prît d'écarter de son intimité tout caractère léger, toute assiduité dangereuse, l'hiver arriva. Les châteaux cédèrent leurs hôtes aux salons de Paris, les théâtres ravivèrent leur répertoire; le public réclama ses artistes privilégiés. Le mouvement, le travail hâté, l'inquiétude et l'attrait du succès envahirent le paisible intérieur de Laurence. Il fallut laisser franchir le seuil du sanctuaire à d'autres hommes qu'aux vieux amis. Des gens de lettres, des camarades de théâtre, des hommes d'état, en rapport par les subventions avec les grandes académies dramatiques, les uns remarquables par le talent, d'autres par la figure et l'élégance, d'autres encore par le crédit et la fortune, passèrent peu à peu d'abord, et puis en foule, devant le rideau sans couleur et sans images où Pauline brûlait de voir le monde de ses rêves se dessiner enfin à ses yeux. Laurence, habituée à ce cortége de la célébrité, ne sentit pas son cœur s'émouvoir. Seulement sa vie changea forcément de cours, ses heures furent plus remplies, son cerveau plus absorbé par l'étude, ses fibres d'artiste plus excitées par le contact du public. Sa mère et ses sœurs la suivirent, paisibles et fidèles satellites, dans son orbe éblouissant. Mais Pauline!..... Ici commença enfin à poindre la vie de son ame et s'agiter dans son ame le drame de sa vie.

IV.

Parmi les jeunes gens qui se posaient en adorateurs de Laurence, il y avait un certain Montgenays, qui faisait des vers et de la prose pour son plaisir, mais qui, soit modestie, soit dédain, ne s'avouait point homme de lettres. Il avait de l'esprit, beaucoup d'usage du monde, quelque instruction et une sorte de talent. Fils d'un banquier, il avait hérité d'une fortune considérable, et ne songeait point à l'augmenter, mais ne se mettait guère en peine d'en faire un usage plus noble que d'acheter des chevaux, d'avoir des loges aux théâtres, de bons dîners chez lui, de beaux meubles, des tableaux et des dettes. Quoique ce ne fût ni un grand esprit, ni un grand cœur,

il faut dire à son excuse qu'il était beaucoup moins frivole et moins ignare que ne le sont pour la plupart les jeunes gens riches de ce temps-ci. C'était un homme sans principes, mais par convenance ennemi du scandale; passablement corrompu, mais élégant dans ses mœurs, toutes mauvaises qu'elles fussent; capable de faire le mal par occasion et non par goût; sceptique par éducation, par habitude et par ton, porté aux vices du monde par manque de bons principes et de bons exemples, plus que par nature et par choix; du reste, critique intelligent, écrivain pur, causeur agréable, connaisseur et dilettante dans toutes les branches des beaux-arts, protecteur avec grace, sachant et faisant un peu de tout; voyant la meilleure compagnie sans ostentation, et fréquentant la mauvaise sans effronterie, consacrant une grande partie de sa fortune, non à secourir les artistes malheureux, mais à recevoir avec luxe les célébrités. Il était bien venu partout, et partout il était parfaitement convenable. Il passait pour un grand homme auprès des ignorans, et pour un homme éclairé chez les gens ordinaires. Les personnes d'un esprit élevé estimaient sa conversation par comparaison avec celle des autres riches, et les orgueilleux la toléraient parce qu'il savait les flatter en les raillant. Enfin, ce Montgenays était précisément ce que les gens du monde appellent un homme d'esprit, les artistes un homme de goût. Pauvre, il eût été confondu dans la foule des intelligences vulgaires; riche, on devait lui savoir gré de n'être ni un juif, ni un sot, ni un maniaque.

Il était de ces gens qu'on rencontre partout, que tout le monde connaît au moins de vue, et qui connaissent chacun par son nom. Il n'était point de société où il ne fût admis, point de théâtre où il n'eût ses entrées dans les coulisses et dans le foyer des acteurs, point d'entreprise où il n'eût quelques capitaux, point d'administration où il n'eût quelque influence, point de cercles dont il ne fût un des fondateurs et un des soutiens. Ce n'était pas le dandysme qui lui avait servi de clé pour pénétrer ainsi à travers le monde, c'était un certain savoir-faire, plein d'égoïsme, exempt de passions, mêlé de vanité, et soutenu d'assez d'esprit pour faire paraître son rôle plus généreux, plus intelligent et plus épris de l'art qu'il ne l'était en effet.

Sa position l'avait, depuis quelques années déjà, mis en rapport avec Laurence; mais ce furent d'abord des rapports éloignés, de pure politesse, et si Montgenays y avait mis parfois de la galanterie, c'était dans la mesure la plus parfaite et la plus convenable. Laurence s'était

un peu méfiée de lui d'abord, sachant fort bien qu'il n'est point de société plus funeste à la réputation d'une jeune actrice que celle de certains hommes du monde. Mais quand elle vit que Montgenays ne lui faisait pas la cour, qu'il venait chez elle assez souvent pour manifester quelque prétention, et qu'il n'en manifestait cependant aucune, elle lui sut gré de cette manière d'être, la prit pour un témoignage d'estime de très bon goût, et craignant de se montrer prude ou coquette en se tenant sur ses gardes, elle le laissa pénétrer dans son intimité, en reçut avec confiance mille petits services insignifians qu'il lui rendit avec un empressement respectueux, et ne craignit pas de le nommer parmi ses amis véritables, lui faisant un grand mérite d'être beau, riche, jeune, influent, et de n'avoir aucune fatuité.

La conduite extérieure de Montgenays autorisait cette confiance; chose étrange cependant, cette confiance le blessait en même temps qu'elle le flattait. Soit qu'on le prît pour l'amant ou pour l'ami de Laurence, son amour-propre était caressé. Mais lorsqu'il se disait qu'elle le traitait en réalité comme un homme sans conséquence, il en éprouvait un secret dépit, et il lui passait par l'esprit de s'en venger quelque jour.

Le fait est qu'il n'était point épris d'elle. Du moins depuis trois ans qu'il la voyait de plus en plus intimement, le calme apathique de son cœur n'en avait reçu aucune atteinte. Il était de ces hommes déjà blasés par de secrets désordres, qui ne peuvent plus éprouver de désirs violens que ceux où la vanité est en cause. Lorsqu'il avait connu Laurence, sa réputation et son talent étaient en marche ascendante; mais ni l'un ni l'autre n'étaient assez constatés pour qu'il attachât un grand prix à sa conquête. D'ailleurs il avait bien assez d'esprit pour savoir que les avantages du monde n'assurent point aujourd'hui de succès infaillibles. Il apprit et il vit que Laurence avait une ame trop élevée pour céder jamais à d'autres entraînemens que ceux du cœur. Il sut, en outre, que trop insouciante peut-être de l'opinion publique alors que son ame était envahie par un sentiment généreux, elle redoutait néanmoins et repoussait l'imputation d'être protégée et assistée par un amant. Il s'enquit de son passé, de sa vie intime, il s'assura que tout autre cadeau que celui d'un bouquet serait repoussé d'elle comme un sanglant affront; et en même temps que ces découvertes lui donnèrent de l'estime pour Laurence, elles éveillèrent en lui la pensée de vaincre cette fierté, parce que cela était difficile et aurait du retentissement. C'était donc dans ce but

qu'il s'était glissé dans son intimité, mais avec adresse, et pensant bien que le premier point était de lui ôter toute crainte sur ses intentions.

Pendant ces trois ans, le temps avait marché, et l'occasion de risquer une tentative ne s'était pas présentée. Le talent de Laurence était devenu incontestable, sa célébrité avait grandi, son existence était assurée, et, ce qu'il y avait de plus remarquable, son cœur ne s'était point donné. Elle vivait repliée sur elle-même, ferme, calme, triste parfois, mais résolue de ne plus se risquer à la légère sur l'aile des orages. Peut-être ses réflexions l'avaient-elles rendue plus difficile, peut-être ne trouvait-elle aucun homme digne de son choix... Était-ce dédain, était-ce courage? Montgenays se le demandait avec anxiété. Quelques-uns se persuadaient qu'il était aimé en secret, et lui demandaient compte, à lui, de son indifférence apparente. Trop adroit pour se laisser pénétrer, Montgenays répondait que le respect enchaînerait toujours en lui la pensée d'être autre chose pour Laurence qu'un ami et un frère. On redisait ces paroles à Laurence, et on lui demandait si sa fierté ne dispenserait jamais ce pauvre Montgenays d'une déclaration qu'il n'aurait jamais l'audace de lui faire. Je le crois modeste, répondait-elle, mais pas au point de ne pas savoir dire qu'il aime, si jamais il vient à aimer. Cette réponse revenait à Montgenays, et il ne savait s'il devait la prendre pour la raillerie du dépit ou pour la douceur de l'indifférence. Sa vanité en était parfois si tourmentée, qu'il était prêt à tout risquer pour le savoir, mais la crainte de tout gâter et de tout perdre le retenait; et le temps s'écoulait sans qu'il vît jour à sortir de ce cercle vicieux où chaque semaine le transportait d'une phase d'espoir à une phase de découragement, et d'une résolution d'hypocrisie à une résolution d'impertinence, sans qu'il lui fût jamais possible de trouver l'heure convenable pour une déclaration qui ne fût pas insensée, ou pour une retraite qui ne fût pas ridicule. Ce qu'il craignait le plus au monde, c'était de prêter à rire, lui qui mettait son amour-propre à jouer un personnage sérieux. La présence de Pauline lui vint en aide, et la beauté de cette jeune fille sans expérience lui suggéra de nouveaux plans sans rien changer à son but.

Il imagina de se conformer à une tactique bien vulgaire, mais qui manque rarement son effet, tant les femmes sont accessibles à une sotte vanité. Il pensa qu'en feignant une velléité d'amour pour Pauline, il éveillerait chez son amie le désir de la supplanter. Absent de Paris depuis plusieurs mois, il fit sa rentrée dans le salon de Lau-

rence un certain soir où Pauline, étonnée, effarouchée de voir le cercle habituel s'agrandir d'heure en heure, commençait à souffrir du peu d'ampleur de sa robe noire et de la raideur de sa collerette. Dans ce cercle, elle remarquait plusieurs actrices toutes jolies ou du moins attrayantes à force d'art; puis, en se comparant à elles, en se comparant à Laurence même, elle se disait avec raison que sa beauté était plus régulière, plus irréprochable, et qu'un peu de toilette suffirait pour l'établir devant tous les yeux. En passant et repassant dans le salon, selon sa coutume, pour préparer le thé, veiller à la clarté des lampes et vaquer à tous ces petits soins qu'elle avait assumés volontairement sur elle, son mélancolique regard plongeait dans les glaces, et son petit costume de demi-béguine commençait à la choquer. Dans un de ces momens-là, elle rencontra précisément dans la glace le regard de Montgenays, qui observait tous ses mouvemens. Elle ne l'avait pas entendu annoncer; elle l'avait rencontré dans l'antichambre sans le voir lorsqu'il était arrivé. C'était le premier homme d'une belle figure et d'une véritable élégance qu'elle eût encore pu remarquer. Elle en fut frappée d'une sorte de terreur; elle reporta ses yeux sur elle-même avec inquiétude, trouva sa robe flétrie, ses mains rouges, ses souliers épais, sa démarche gauche. Elle eût voulu se cacher pour échapper à ce regard qui la suivait toujours, qui observait son trouble, et qui était assez pénétrant dans les sentimens d'une donnée vulgaire pour comprendre d'emblée ce qui se passait en elle. Quelques instans après, elle remarqua que Montgenays parlait d'elle à Laurence, car, tout en s'entretenant à voix basse, leurs regards se portaient sur elle. Est-ce une première cameriste ou une demoiselle de compagnie que vous avez là? demandait Montgenays à Laurence, quoiqu'il sût fort bien le roman de Pauline. — Ni l'une ni l'autre, répondit Laurence. C'est mon amie de province dont je vous ai si souvent parlé. Comment vous plaît-elle? — Montgenays affecta de ne pas répondre d'abord, de regarder fixement Pauline; puis il dit d'un ton étrange que Laurence ne lui connaissait pas, car c'était une intonation mise en réserve depuis long-temps pour faire son effet dans l'occasion : — Admirablement belle, délicieusement jolie! — En vérité! s'écria Laurence, toute surprise de ce mouvement; vous me rendez bien heureuse de me dire cela! venez, que je vous présente à elle. — Et, sans attendre sa réponse, elle le prit par le bras et l'entraîna jusqu'au bout du salon, où Pauline essayait de se faire une contenance en rangeant son métier de broderie. Permets-moi, ma chère enfant, lui dit Laurence, de te présenter un de

mes amis que tu ne connais pas encore, et qui depuis long-temps désire beaucoup te connaître. — Puis, ayant nommé Montgenays à Pauline, qui, dans son trouble, n'entendit rien, elle adressa la parole à un de ses camarades qui entrait; et, changeant de groupe, elle laissa Montgenays et Pauline face à face, pour ainsi dire tête-à-tête dans le coin du salon.

Jamais Pauline n'avait encore parlé à un homme aussi bien frisé, cravaté, chaussé et parfumé. Hélas! on n'imagine pas quel prestige ces minuties de la vie élégante exercent sur l'imagination d'une fille de province. Une main blanche, un diamant à la chemise, un soulier verni, une fleur à la boutonnière, sont des recherches qui ne brillent plus en quelque sorte dans un salon que par leur absence; mais qu'un commis-voyageur étale ces séductions inouies dans une petite ville, et tous les regards seront attachés sur lui. Je ne veux pas dire que tous les cœurs voleront au-devant du sien, mais du moins je pense qu'il sera bien sot, s'il n'en accapare pas quelques-uns.

Cet engouement puéril ne dura qu'un instant chez Pauline. Intelligente et fière, elle eut bientôt secoué ce reste de *provincialité;* mais elle ne put se défendre de trouver une grande distinction et un grand charme dans les paroles que Montgenays lui adressa. Elle avait rougi d'être troublée par le seul extérieur d'un homme. Elle se réconcilia avec sa première impression, en croyant trouver dans l'esprit de cet homme le même cachet d'élégance dont toute sa personne portait l'empreinte. Puis cette attention particulière qu'il lui accordait, le soin qu'il semblait avoir pris de se faire présenter à elle retirée dans un coin parmi les tasses de Chine et les vases de fleurs, le plaisir timide qu'il paraissait goûter à la questionner sur ses goûts, sur ses impressions et ses sympathies, la traitant de prime-abord comme une personne éclairée, capable de tout comprendre et de tout juger, toutes ces coquetteries de la politesse du monde, dont Pauline ne connaissait pas la banalité ou la perfidie, la réveillèrent de sa langueur habituelle. Elle s'excusa un instant sur son ignorance de toutes choses; Montgenays parut prendre cette timidité pour une admirable modestie ou pour une méfiance dont il se plaignait d'une façon cafarde. Peu à peu Pauline s'enhardit jusqu'à vouloir montrer qu'elle aussi avait de l'esprit, du goût, de l'instruction. Le fait est qu'elle en avait extraordinairement eu égard à son existence passée, mais qu'au milieu de tous ces artistes brisés à une causerie étincelante, elle ne pouvait éviter de tomber parfois dans le lieu commun. Quoique sa nature distinguée la préservât de toute expression tri-

viale, il était facile de voir que son esprit n'était pas encore sorti tout-à-fait de l'état de chrysalide. Un homme supérieur à Montgenays n'en eût été que plus intéressé à ce développement; mais le vaniteux en conçut un secret mépris pour l'intelligence de Pauline, et il décida avec lui-même, dès cet instant, qu'elle ne lui servirait jamais que de jouet, de moyen, de victime, s'il le fallait.

Qui eût pu supposer dans un homme froid et nonchalant en apparence une résolution si sèche et si cruelle? Personne, à coup sûr. Laurence, malgré tout son jugement, ne pouvait le soupçonner, et Pauline moins que personne devait en concevoir l'idée.

Lorsque Laurence se rapprocha d'elle, se souvenant avec sollicitude qu'elle l'avait laissée auprès de Montgenays troublée jusqu'à la fièvre, confuse jusqu'à l'angoisse, elle fut fort surprise de la retrouver brillante, enjouée, animée d'une beauté inconnue, et presque aussi à l'aise que si elle eût passé sa vie dans le monde.

— Regarde donc ton amie de province, lui dit à l'oreille un vieux comédien de ses amis; n'est-ce pas merveille de voir comme en un instant l'esprit vient aux filles?

Laurence fit peu d'attention à cette plaisanterie. Elle ne remarqua pas non plus, le lendemain, que Montgenays était venu lui rendre visite une heure trop tôt, car il savait fort bien que Laurence sortait de la répétition à quatre heures, et depuis trois jusqu'à quatre heures il l'avait attendue au salon, non pas seul, mais penché sur le métier de Pauline.

Au grand jour, Pauline l'avait trouvé fort vieux. Quoiqu'il n'eût que trente ans, son visage portait la flétrissure de quelques excès, et l'on sait que la beauté est inséparable, dans les idées de province, de la fraîcheur et de la santé. Pauline ne comprenait pas encore, et ceci faisait son éloge, que les traces de la débauche pussent imprimer au front une apparence de poésie et de grandeur. Combien d'hommes dans notre époque de romantisme ont été réputés penseurs et poètes, rien que pour avoir eu l'orbite creusé et le front dévasté avant l'âge! Combien ont paru hommes de génie qui n'étaient que malades!

Mais le charme des paroles captiva Pauline encore plus que la veille. Toutes ces insinuantes flatteries que la femme du monde la plus bornée sait apprécier à leur valeur, tombaient dans l'ame aride et flétrie de la pauvre recluse comme une pluie bienfaisante. Son orgueil, trop long-temps privé de satisfactions légitimes, s'épanouissait au souffle dangereux de la séduction, et quelle séduction déplorable! celle d'un homme parfaitement froid, qui méprisait sa cré-

dulité, et qui voulait en faire un marchepied pour s'élever jusqu'à Laurence!

V.

La première personne qui s'aperçut de l'amour insensé de Pauline, fut Mme S.... Elle avait pressenti et deviné, avec l'instinct du génie maternel, le projet et la tactique de Montgenays. Elle n'avait jamais été dupe de son indifférence simulée, et s'était toujours tenue en méfiance de lui, ce qui faisait dire à Montgenays que Mme S... était, comme toutes les mères d'artistes, une femme bornée, maussade, fâcheuse au développement de sa fille. Lorsqu'il fit la cour à Pauline, Mme S..., emportée par sa sollicitude, craignit que cette ruse n'eût une sorte de succès, et que Laurence ne se sentît piquée d'avoir passé inaperçue devant les yeux d'un homme à la mode. Elle n'eût pas dû croire Laurence accessible à ce petit sentiment; mais Mme S..., au milieu de sa sagesse vraiment supérieure, avait de ces enfantillages de mère qui s'effraie hors de raison au moindre danger. Elle craignit le moment où Laurence ouvrirait les yeux sur l'intrigue entamée par Montgenays, et, au lieu d'appeler sa raison et sa tendresse au secours de Pauline, elle essaya seule de détromper celle-ci et de l'éclairer sur son imprudence.

Mais, quoiqu'elle y mît de l'affection et de la délicatesse, elle fut fort mal accueillie. Pauline était enivrée; on lui eût arraché la vie plutôt que la présomption d'être adorée. La manière un peu aigre dont elle repoussa les avertissemens de Mme S... donnèrent un peu d'amertume à celle-ci. Il y eut quelques paroles échangées où perçait d'une part le sentiment de l'infériorité de Pauline, de l'autre l'orgueil du triomphe remporté sur Laurence. Effrayée de ce qui lui était échappé, Pauline le confia à Montgenays, qui, plein de joie, s'imagina que Mme S... avait été en ceci la confidente et l'écho du dépit de sa fille. Il crut toucher à son but, et, comme un joueur qui double son enjeu, il redoubla d'attentions et d'assiduités auprès de Pauline. Déjà il avait osé lui faire ce lâche mensonge d'un amour qu'il n'éprouvait pas. Elle avait feint de n'y pas croire, mais elle n'y croyait que trop, l'infortunée! Quoiqu'elle fût se défendue avec courage, Montgenays n'en était pas moins sûr d'avoir bouleversé profondément tout son être moral. Il dédaignait le reste de sa victoire, et attendait, pour la remporter ou l'abandonner, que Laurence se prononçât pour ou contre.

Absorbée par ses études et forcée de passer presque toutes ses journées au théâtre, le matin pour les répétitions, le soir pour les représentations du répertoire, Laurence ne pouvait suivre les progrès que Montgenays faisait dans l'estime de Pauline. Elle fut frappée, un soir, de l'émotion avec laquelle la jeune fille entendit Lavallée, un vieux comédien homme d'esprit qui avait servi de patron et pour ainsi dire de répondant à Laurence lors de ses débuts, juger sévèrement le caractère et l'esprit de Montgenays. Il le déclara vulgaire entre tous les hommes vulgaires; et, comme Laurence défendait au moins les qualités de son cœur, Lavallée s'écria: Quant à moi, je sais bien que je serai contredit ici par tout le monde, car tout le monde lui veut du bien. Et savez-vous pourquoi tout le monde l'aime? c'est qu'il n'est pas méchant. — Il me semble que c'est quelque chose, dit Pauline avec intention et en lançant un regard plein d'amertume au vieil artiste, qui était pourtant le meilleur des hommes et qui ne prit rien pour lui de l'allusion. — C'est moins que rien, répondit-il, car il n'est pas bon, et voilà pourquoi je ne l'aime pas, si vous voulez le savoir. On n'a jamais rien à espérer et l'on a tout à craindre d'un homme qui n'est ni bon, ni méchant.

Plusieurs voix s'élevèrent pour défendre Montgenays et celle de Laurence par-dessus toutes les autres; seulement elle ne put l'excuser lorsque Lavallée lui démontra, par des preuves, que Montgenays n'avait point d'ami véritable, et qu'on ne lui avait jamais vu aucun de ces mouvemens de vertueuse colère qui trahissent un cœur généreux et grand. Alors Pauline, ne pouvant se contenir davantage, dit à Laurence qu'elle méritait plus que personne le reproche de Lavallée, en laissant accabler un de ses amis les plus sûrs et les plus dévoués sans indignation et sans douleur. Pauline, en faisant cette sortie étrange, tremblait et cassait son aiguille de tapisserie; son agitation fut si marquée, qu'il se fit un instant de silence, et tous les yeux se tournèrent vers elle avec surprise. Elle vit alors son imprudence et essaya de la réparer en blâmant d'une manière générale le train du monde en ces sortes d'affaires. — C'est une chose bien triste à étudier dans ce pays, dit-elle, que l'indifférence avec laquelle on entend déchirer des gens auxquels on ne rougit pourtant pas un instant après de faire bon accueil et de serrer la main. Je suis une ignorante, moi, une provinciale sans usage, mais je ne peux m'habituer à cela... Voyons, monsieur Lavallée, c'est à vous de me donner raison, car me voici précisément dans un de ces mouvemens de vertu brutale dont vous reprochez l'absence à M. Mont-

genays. — En prononçant ces derniers mots, Pauline s'efforçait de sourire à Laurence pour atténuer l'effet de ce qu'elle avait dit, et elle y avait réussi pour tout le monde, excepté pour son amie, dont le regard, plein de sollicitude et de pénétration, surprit une larme au bord de sa paupière. Lavallée donna raison à Pauline, et ce lui fut une occasion de débiter avec un remarquable talent une tirade du *Misanthrope* sur l'ami du genre humain. Il avait la tradition de Fleury pour jouer ce rôle, et il l'aimait tellement, que, malgré lui, il s'était identifié avec le caractère d'Alceste plus que sa nature ne l'exigeait de lui. Ceci arrive souvent aux artistes; leur instinct les porte à moitié vers un type qu'ils reproduisent avec amour; le succès qu'ils obtiennent dans cette création fait l'autre moitié de l'assimilation, et c'est ainsi que l'art, qui est l'expression de la vie en nous, devient souvent en nous la vie elle-même,

Lorsque Laurence fut seule le soir avec son amie, elle l'interrogea avec la confiance que donne une véritable affection. Elle fut surprise de la réserve et de l'espèce de crainte qui régnait dans ses réponses, et elle finit par s'en inquiéter. — Écoute, ma chérie, lui dit-elle en la quittant, toute la peine que tu prends pour me prouver que tu ne l'aimes pas, me fait craindre que tu ne l'aimes réellement. Je ne te dirai pas que cela m'afflige, car je crois Montgenays digne de ton estime; mais je ne sais pas s'il t'aime, et je voudrais en être sûre. Si cela était, il me semble qu'il aurait dû me le dire avant de te le faire entendre. Je suis ta mère, moi! La connaissance que j'ai du monde et de ses abîmes me donne le droit et m'impose le devoir de te guider et de t'éclairer au besoin. Je t'en supplie, n'écoute les belles paroles d'aucun homme avant de m'avoir consultée; c'est à moi de lire la première dans le cœur qui s'offrira à toi, car je suis calme, et je ne crois pas que lorsqu'il s'agira de Pauline, de la personne que j'aime le plus au monde après ma mère et mes sœurs, on puisse être habile à me tromper.

Ces tendres paroles blessèrent Pauline jusqu'au fond de l'ame. Il lui sembla que Laurence voulait s'élever au-dessus d'elle, en s'arrogeant le droit de la diriger. Pauline ne pouvait pas oublier le temps où Laurence lui semblait perdue et dégradée, et où ses prières orgueilleuses montaient vers Dieu comme celle du pharisien, demandant un peu de pitié pour l'excommuniée rejetée à la porte du temple. Laurence aussi l'avait gâtée comme on gâte un enfant, par trop de tendresse et d'engouement naïf. Elle lui avait trop souvent répété dans ses lettres qu'elle était devant ses yeux comme un ange de lu-

mière et de pureté dont la céleste image la préserverait de toute mauvaise pensée. Pauline s'était habituée à poser devant Laurence comme une madone, et recevoir d'elle désormais un avertissement maternel lui paraissait un outrage. Elle en fut humiliée et même courroucée à ne pouvoir dormir. Cependant le lendemain elle vainquit en elle-même ce mouvement injuste, et la remercia cordialement de sa tendre inquiétude; mais elle ne put se résoudre à lui avouer ses sentimens pour Montgenays.

Une fois éveillée, la sollicitude de Laurence de s'endormit plus. Elle eut un entretien avec sa mère, lui reprocha un peu de ne pas lui avoir dit plus tôt ce qu'elle avait cru deviner, et, respectant la méfiance de Pauline, qu'elle attribuait à un excès de pudeur, elle observa toutes les démarches de Montgenays. Il ne lui fallut pas beaucoup de temps pour s'assurer que Mme S... avait deviné juste, et trois jours après son premier soupçon elle acquit la certitude qu'elle cherchait. Elle surprit Pauline et Montgenays au milieu d'un tête-à-tête fort animé, feignit de ne pas voir le trouble de Pauline, et dès le soir même elle fit venir Montgenays dans son cabinet d'étude, où elle lui dit : — Je vous croyais mon ami, et j'ai pourtant un manque d'amitié bien grave à vous reprocher, Montgenays. Vous aimez Pauline, et vous ne me l'avez pas confié. Vous lui faites la cour, et vous ne m'avez pas demandé de vous y autoriser.

Elle dit ces paroles avec un peu d'émotion, car elle blâmait sérieusement Montgenays dans son cœur, et la marche mystérieuse qu'il avait suivie lui causait quelque effroi pour Pauline. Montgenays désirait pouvoir attribuer ce ton de reproche à un sentiment personnel. Il se composa un maintien impénétrable, et résolut d'être sur la défensive jusqu'à ce que Laurence fît éclater le dépit qu'il lui supposait. Il nia son amour pour Pauline, mais avec une gaucherie volontaire, et avec l'intention d'inquiéter de plus en plus Laurence.

Cette absence de franchise l'inquiéta en effet, mais toujours à cause de son amie, et sans qu'elle eût seulement la pensée de mêler sa personnalité à cette intrigue.

Montgenays, tout homme du monde qu'il était, eut la sottise de s'y tromper, et, au moment où il crut avoir enfin éveillé la colère et la jalousie de Laurence, il risqua le coup de théâtre qu'il avait longtemps médité, lui avoua que son amour pour Pauline n'était qu'une feinte vis-à-vis de lui-même, un effort désespéré, inutile peut-être pour s'étourdir sur un chagrin profond, pour se guérir d'une passion

malheureuse... Un regard accablant de Laurence l'arrêta au moment où il allait se perdre et sauver Pauline. Il pensa que le moment n'était pas venu encore, et réserva son grand effet pour une crise plus favorable. Pressé par les sévères questions de Laurence, il se retourna de mille manières, inventa un roman tout en réticences, protesta qu'il ne se croyait pas aimé de Pauline, et se retira sans promettre de l'aimer sérieusement, sans consentir à la détromper, sans rassurer l'amitié de Laurence, et sans pourtant lui donner le droit de le condamner.

Si Montgenays était assez maladroit pour faire une chose hasardée, il était assez habile pour la réparer. Il était de ces esprits tortueux et puérils qui, de combinaison en combinaison, marchent péniblement et savamment vers un *fiasco* misérable. Il sut durant plusieurs semaines tenir Laurence dans une complète incertitude. Elle ne l'avait jamais soupçonné fat et ne pouvait se résoudre à le croire lâche. Elle voyait l'amour et la souffrance de Pauline, et désirait tellement son bonheur, qu'elle n'osait pas la préserver du danger en éloignant Montgenays. — Non, il ne m'adressait pas une impudente insinuation, disait-elle à sa mère, lorsqu'il m'a dit qu'un amour malheureux le tenait dans l'incertitude. J'ai cru un instant qu'il avait cette pensée, mais cela serait trop odieux. Je le crois homme d'honneur. Il m'a toujours témoigné une estime pleine de respect et de délicatesse. Il ne lui serait pas venu à l'esprit tout d'un coup de se jouer de moi et d'outrager mon amie en même temps. Il ne me croirait pas si simple que d'être sa dupe.

— Je le crois capable de tout, répondait Mme S.... Demandez à Lavallée ce qu'il en pense; confiez-lui ce qui se passe; c'est un homme sûr, pénétrant et dévoué.

— Je le sais, dit Laurence, mais je ne puis cependant disposer d'un secret que Pauline refuse de me confier: on n'a pas le droit de trahir un mystère aussi délicat, quand on l'a surpris volontairement; Pauline en souffrirait mortellement, et, fière comme elle l'est, ne me le pardonnerait de sa vie. D'ailleurs Lavallée a des préventions exagérées : il déteste Montgenays; il ne saurait le juger avec impartialité. Voyez quel mal nous allons faire à Pauline si nous nous trompons! S'il est vrai que Montgenays l'aime (et pourquoi ne serait-ce pas? elle est si belle, si sage, si intelligente!) nous tuons son avenir en éloignant d'elle un homme qui peut l'épouser et lui donner un rang dans le monde qu'à coup sûr elle désire; car elle souffre de nous devoir son existence, vous le savez bien. Sa position l'affecte

plus qu'elle ne veut l'avouer; elle aspire à l'indépendance, et la fortune peut seule la lui donner.

— Et s'il ne l'épouse pas! reprit Mme S... Quant à moi, je crois qu'il n'y songe nullement.

— Et moi, s'écria Laurence, je ne puis croire qu'un homme comme lui soit assez infame ou assez fou pour croire qu'il obtiendra Pauline autrement.

— Eh bien! si tu le crois, repartit la mère, essaie de les séparer; ferme-lui ta porte, ce sera le forcer à se déclarer. Sois sûre que, s'il l'aime, il saura bien vaincre les obstacles et prouver son amour par des offres honorables.

— Mais il a peut-être dit la vérité, reprenait Laurence, en s'accusant d'un amour mal guéri qui l'empêche encore de se prononcer. Cela ne se voit-il pas tous les jours? Un homme est quelquefois incertain des années entières entre deux femmes dont une le retient par sa coquetterie, tandis que l'autre l'attire par sa douceur et sa bonté. Il arrive un moment où la mauvaise passion fait place à la bonne, où l'esprit s'éclaire sur les défauts de l'ingrate maîtresse et sur les qualités de l'amie généreuse. Aujourd'hui, si nous brusquons l'incertitude de ce pauvre Montgenays, si nous lui mettons le couteau sur la gorge et le marché à la main, il va, ne fût-ce que par dépit, renoncer à Pauline, qui en mourra de chagrin peut-être, et retourner aux pieds d'une perfide qui brisera ou desséchera son cœur, tandis que si nous conduisons les choses avec un peu de patience et de délicatesse, chaque jour, en voyant Pauline, en la comparant à l'autre femme, il reconnaîtra qu'elle seule est digne d'amour, et il arrivera à la préférer ouvertement. Que pouvons-nous craindre de cette épreuve? que Pauline l'aime sérieusement? c'est déjà fait; qu'elle se laisse égarer par lui? c'est impossible. Il n'est pas homme à le tenter; elle n'est pas femme à s'y laisser prendre.

Ces raisons ébranlèrent un peu Mme S.... Elle fit seulement consentir Laurence à empêcher les tête-à-tête que ses courses et ses occupations rendaient trop faciles et trop fréquens entre Pauline et Montgenays. Il fut convenu que Laurence emmènerait souvent son amie avec elle au théâtre. On devait penser que la difficulté de lui parler augmenterait l'ardeur de Montgenays, tandis que la liberté de la voir entretiendrait son admiration.

Mais ce fut la chose la plus difficile du monde que de décider Pauline à quitter la maison. Elle se renfermait dans un silence pénible pour Laurence; celle-ci était réduite à jouer avec elle un jeu puéril,

en lui donnant des raisons dont elle ne la croyait point dupe. Elle lui représentait que sa santé était un peu altérée par les continuels travaux du ménage; qu'elle avait besoin de mouvement, de distraction. On lui fit même ordonnancer par le médecin un système de vie moins sédentaire. Tout échoua contre cette résistance inerte, qui est la force des caractères froids. Enfin Laurence imagina de demander à son amie, comme un service, qu'elle vînt l'aider au théâtre à s'habiller et à changer de costume dans sa loge. La femme de chambre était maladroite, disait-on; Mme S... était souffrante et succombait à la fatigue de cette vie agitée; Laurence y succombait elle-même. Les tendres soins d'une amie pouvaient seuls adoucir les corvées journalières du métier. Pauline, forcée dans ses derniers retranchemens, et poussée d'ailleurs par un reste d'amitié et de dévouement, céda, mais avec une répugnance secrète. Voir de près et chaque jour les triomphes de Laurence était une souffrance à laquelle jamais elle n'avait pu s'habituer; et maintenant cette souffrance devenait plus cuisante. Pauline commençait à pressentir son malheur. Depuis que Montgenays s'était mis en tête l'espérance de réussir auprès de l'actrice, il laissait percer par instans, malgré lui, son dédain pour la provinciale. Pauline ne voulait pas s'éclairer, elle fermait les yeux à l'évidence avec terreur; mais, en dépit d'elle-même, la tristesse et la jalousie étaient entrées dans son ame.

VI.

Montgenays vit les précautions que Laurence prenait pour l'éloigner de Pauline, il vit aussi la sombre tristesse qui s'emparait de cette jeune fille. Il la pressa de questions; mais comme elle était encore avec lui sur la défensive, et qu'il ne pouvait plus lui parler qu'à la dérobée, il ne put rien apprendre de certain. Seulement il remarqua l'espèce d'autorité que, dans la candeur de son amitié, Laurence ne craignait pas de s'arroger sur son amie, et il remarqua aussi que Pauline ne s'y soumettait qu'avec une sorte d'indignation contenue. Il crut que Laurence commençait à la faire souffrir de sa jalousie; il ne voulut pas supposer que ses préférences pour une autre pussent laisser Laurence indifférente et loyale.

Il continua à jouer ce rôle fantasque, décousu avec intention, qui devait les laisser toutes deux dans l'incertitude. Il affecta de passer

des semaines entières sans paraître devant elles; puis, tout à coup, il redevenait assidu, se donnait un air inquiet, tourmenté, montrant de l'humeur lorsqu'il était calme, feignant l'indifférence lorsqu'on pouvait lui supposer du dépit. Cette irrésolution fatiguait Laurence et désespérait Pauline. Le caractère de cette dernière s'aigrissait de jour en jour. Elle se demandait pourquoi Montgenays, après lui avoir montré tant d'empressement, devenait si nonchalant à vaincre les obstacles qu'on avait mis entre eux. Elle s'en prenait secrètement à Laurence de lui avoir préparé ce désenchantement, et ne voulait pas reconnaître qu'en l'éclairant, on lui rendait service. Lorsqu'elle interrogeait Montgenays, d'un air qu'elle essayait de rendre calme, sur ses fréquentes absences, il lui répondait, s'il était seul avec elle, qu'il avait eu des occupations, des affaires indispensables; mais, si Laurence était présente, il s'excusait sur la simple fantaisie d'un besoin de solitude ou de distraction. Un jour, Pauline lui dit devant Mme S..., dont la présence assidue lui était un supplice, qu'il devait avoir une passion dans le grand monde, puisqu'il était devenu si rare dans la société des artistes. Montgenays répondit assez brutalement : — Quand cela serait, je ne vois pas en quoi une personne aussi grave que vous pourrait s'intéresser aux folies d'un jeune homme? — En cet instant, Laurence entrait dans le salon. Au premier regard, elle vit un sourire douloureux et forcé sur le visage de Pauline. La mort était dans son ame. Laurence s'approcha d'elle et posa la main affectueusement sur son épaule. Pauline, ramenée à un sentiment de tendresse par une souffrance qu'en cet instant du moins elle ne pouvait pas imputer à sa rivale, retourna doucement la tête et effleura de ses lèvres la main de Laurence. Elle semblait lui demander pardon de l'avoir haïe et calomniée dans son cœur. Laurence ne comprit ce mouvement qu'à moitié, et appuya sa main plus fortement, en signe de profonde sympathie, sur l'épaule de la pauvre enfant. Alors Pauline, dévorant ses larmes et faisant un nouvel effort : — J'étais, dit-elle en crispant de nouveau ses traits pour sourire, en train de reprocher à *votre ami* l'abandon où il vous laisse. — L'œil scrutateur de Laurence se porta sur Montgenays. Il prit ce regard d'une sévère équité pour un élan de colère féminine, et, se rapprochant d'elle. — Vous en plaignez-vous, madame? dit-il avec une expression qui fit tressaillir Pauline. — Oui, je m'en plains, répondit Laurence d'un ton plus sévère encore que son regard. — Eh bien! cela me console de ce que j'ai souffert loin de vous, dit Montgenays en lui baisant la main. — Laurence sentit frissonner Pauline. — Vous avez souf-

fert? dit Mme S..., qui voulait pénétrer dans l'ame de Montgenays; ce n'est pas ce que vous disiez tout à l'heure. Vous nous parliez de *folies de jeune homme* qui vous auraient un peu étourdi sur les chagrins de l'absence. — Je me prêtais à la plaisanterie que vous m'adressiez, répondit Montgenays, Laurence ne s'y fût pas trompée. Elle sait bien qu'il n'est plus de folies, plus de légèretés de cœur possibles à l'homme qu'elle honore de son estime. — En parlant ainsi, son œil brillait d'un feu qui donnait à ses paroles un sens fort opposé à celui d'une paisible amitié. Pauline épiait tous ses mouvemens; elle vit ce regard, et elle en fut atteinte jusqu'au cœur. Elle pâlit et repoussa la main de Laurence par un mouvement brusque et hautain. Laurence eut un moment de surprise. Elle interrogea des yeux sa mère, qui lui répondit par un signe d'intelligence. Au bout d'un instant, elles sortirent sous un léger prétexte, et, enlaçant leurs bras l'une à l'autre, elles firent quelques tours de promenade sur la terrasse du jardin. Laurence commençait enfin à pénétrer le mystère d'iniquité dont s'enveloppait le lâche amant de Pauline. — Ce que je crois deviner, dit-elle à sa mère avec agitation, me bouleverse. J'en suis indignée, je n'ose y croire encore. — Il y a long-temps que j'en ai la conviction, répondit Mme S.... Il joue une odieuse comédie; mais ses prétentions s'élèvent jusqu'à toi, et Pauline est sacrifiée à ses orgueilleux projets. — Eh bien! répondit Laurence, je détromperai Pauline; pour cela, il me faut une certitude; je le laisserai s'avancer, et je le dévoilerai quand il se sera pris au piége. Puisqu'il veut engager avec moi une intrigue de théâtre si vulgaire et si connue, je le combattrai par les mêmes moyens, et nous verrons lequel de nous deux sait le mieux jouer la comédie. Je n'aurais jamais cru qu'il voulût se mettre en concurrence avec moi, lui dont ce n'est pas la profession.

— Prends garde, dit Mme S..., tu t'en feras un ennemi mortel, et un ennemi littéraire, qui plus est.

— Puisqu'il faut toujours avoir des ennemis dans le journalisme, reprit Laurence, que m'importe un de plus? Mon devoir est de préserver Pauline, et, pour qu'elle ne souffre pas de l'idée d'une trahison de ma part, je vais, avant tout, l'avertir de mes desseins.

— Ce sera le moyen de les faire avorter, répondit Mme S.... Pauline est plus engagée avec lui que tu ne penses. Elle souffre, elle aime, elle est folle. Elle ne veut pas que tu la détrompes. Elle te haïra quand tu l'auras fait.

— Eh bien! qu'elle me haïsse s'il le faut, dit Laurence en laissant

échapper quelques larmes, j'aime mieux supporter cette douleur que de la voir devenir victime d'une infamie.

— En ce cas, attends-toi à tout : mais, si tu veux réussir, ne l'avertis pas. Elle préviendrait Montgenays, et tu te compromettrais avec lui en pure perte.

Laurence écouta les conseils de sa mère. Lorsqu'elle rentra au salon, Pauline et Montgenays avaient échangé aussi quelques mots qui avaient rassuré la malheureuse dupe. Pauline était rayonnante, elle embrassa son amie d'un air où perçaient la haine et l'ironie du triomphe. Laurence renferma le chagrin mortel qu'elle en ressentit et comprit tout-à-fait le jeu que jouait Montgenays.

Ne voulant pas s'abaisser à donner une espérance positive à ce misérable, elle imita son air et ses manières, et s'enferma dans un système de bizarreries mystérieuses. Elle joua tantôt la mélancolie inquiète d'un amour méconnu, tantôt la gaieté forcée d'une résolution courageuse. Puis elle semblait retomber dans de profonds découragemens. Incapable d'échanger avec Montgenays un regard provoquant, elle prenait le temps où elle était observée par lui, et où Pauline avait le dos tourné, pour la suivre des yeux avec l'impatience d'une feinte jalousie. Enfin, elle fit si bien le personnage d'une femme au désespoir, mais fière jusqu'à préférer la mort à l'humiliation d'un refus, que Montgenays transporté oublia son rôle, et ne songea plus qu'à deviner celui qu'elle avait pris. Sa vanité l'interprétait suivant ses désirs, mais il n'osait encore se risquer, car Laurence ne pouvait se décider à provoquer clairement une déclaration de sa part. Excellente artiste qu'elle était, il lui était impossible de représenter parfaitement un personnage sans vraisemblance, et elle disait un jour à Lavallée, que, malgré elle, sa mère avait mis dans la confidence (il avait d'ailleurs tout deviné de lui-même) : — J'ai beau faire, je suis mauvaise dans ce rôle. C'est comme quand je joue une mauvaise pièce, je ne puis me mettre dans la situation. Il te souvient que quand nous étions en scène avec ce pauvre Mélidor, qui disait si tranquillement les choses du monde les plus passionnées, nous évitions de nous regarder pour ne pas rire. Eh bien! avec ce Montgenays, c'est absolument de même; quand tu es là, et que mes yeux rencontrent les tiens, je suis au moment d'éclater; alors, pour me conserver un air triste, il faut que je pense au malheur de Pauline, et ceci me remet en scène naturellement, mais à mes dépens, car mon cœur saigne. Ah! je ne savais pas que la comédie fût plus fatigante à jouer dans le monde que sur les planches!

— Il faudra que je t'aide, répondit Lavallée, car je vois bien que seule tu ne viendras jamais à bout de faire tomber son masque. Repose-toi sur moi du soin de le forcer dans ses derniers retranchemens sans te compromettre sérieusement.

Un soir, Laurence joua Hermione dans la tragédie d'*Andromaque*. Il y avait long-temps que le public attendait sa rentrée dans cette pièce. Soit qu'elle l'eût bien étudiée récemment, soit que la vue d'un auditoire nombreux et brillant l'électrisât plus qu'à l'ordinaire, soit enfin qu'elle eût besoin de jeter dans ce bel ouvrage toute la verve et tout l'art qu'elle employait si désagréablement depuis quinze jours avec Montgenays, elle y fut magnifique, et y eut un succès tel qu'elle n'en avait point encore obtenu au théâtre. Ce n'était pas tant le génie que la réputation de Laurence qui la rendait si désirable à Montgenays. Les jours où elle était fatiguée, et où le public se montrait un peu froid pour elle, il s'endormait plus tranquillement dans la pensée qu'il pouvait échouer dans son entreprise; mais lorsqu'on la rappelait sur la scène et qu'on lui jetait des couronnes, il ne dormait point, et passait la nuit à machiner ses plans de séduction. Ce soir-là, il assistait à la représentation, dans une petite loge sur le théâtre, avec Pauline, Mme S... et Lavallée. Il était si agité des applaudissemens frénétiques que recueillait la belle tragédienne, qu'il ne songeait pas seulement à la présence de Pauline. Deux ou trois fois il la froissa avec ses coudes (on sait que ces loges sont fort étroites) en battant des mains avec emportement. Il désirait que Laurence le vît, l'entendît par-dessus tout le bruit de la salle; et Pauline s'étant plainte avec aigreur de ce que son empressement à applaudir l'empêchait d'entendre les derniers mots de chaque réplique, il lui dit brutalement : — Qu'avez-vous besoin d'entendre? Est-ce que vous comprenez cela, vous?

Il y avait des momens où, malgré ses habitudes de diplomatie, Montgenays ne pouvait réprimer un dédain grossier pour cette malheureuse fille. Il ne l'aimait point, quelles que fussent sa beauté et les qualités réelles de son caractère, et il s'indignait en lui-même de l'aplomb crédule de cette petite bourgeoise, qui croyait effacer à ses yeux l'éclat de la grande actrice; et lui aussi était fatigué, dégoûté de son rôle. Quelque méchant qu'on soit, on ne réussit guère à faire le mal avec plaisir. Si ce n'est le remords, c'est la honte qui paralyse souvent les ressources de la perversité.

Pauline se sentit défaillir. Elle garda le silence; puis, au bout d'un instant, elle se plaignit de ne pouvoir supporter la chaleur; elle se

leva et sortit. La bonne Mme S..., qui la plaignait sincèrement, la suivit et la conduisit dans la loge de Laurence, où Pauline tomba sur le sofa et perdit connaissance. Tandis que Mme S... et la femme de chambre de Laurence la délaçaient et tâchaient de la ranimer, Montgenays, incapable de songer au mal qu'il lui avait fait, continuait à admirer et à applaudir la tragédienne. Lorsque l'acte fut fini, Lavallée s'empara de lui, et, se composant le visage le plus sincère que jamais l'artifice du comédien ait porté sur la scène : — Savez-vous, lui dit-il, que jamais notre Laurence n'a été plus étonnante qu'aujourd'hui? Son regard, sa voix, ont pris un éclat que je ne leur connaissais pas. Cela m'inquiète!

— Comment donc? reprit Montgenays. Craindriez-vous que ce ne fût l'effet de la fièvre?

— Sans aucun doute; ceci est une vigueur fébrile, reprit Lavallée. Je m'y connais; je sais qu'une femme délicate et souffrante comme elle l'est, n'arrive point à de tels effets sans une excitation funeste. Je gagerais que Laurence est en défaillance durant tout l'entr'acte. C'est ainsi que cela se passe chez ces femmes dont la passion fait toute la force.

— Allons la voir! dit Montgenays en se levant.

— Non pas, répondit Lavallée en le faisant rasseoir avec une solennité dont il riait en lui-même. Ceci ne serait guère propre à calmer ses esprits.

— Que voulez-vous dire? s'écria Montgenays.

— Je ne veux rien dire, répondit le comédien de l'air d'un homme qui craint de s'être trahi.

Ce jeu dura pendant tout l'entr'acte. Montgenays ne manquait pas de méfiance, mais il manquait de pénétration. Il avait trop de fatuité pour voir qu'on le raillait. D'ailleurs il avait affaire à trop forte partie, et Lavallée se disait en lui-même : Oui-dà, tu veux te frotter à un comédien qui pendant cinquante ans a fait rire et pleurer le public sans seulement sortir ses mains de ses poches! tu verras!

A la fin de la soirée, Montgenays avait la tête perdue. Lavallée, sans lui dire une seule fois qu'il était aimé, lui avait fait entendre de mille manières qu'il l'était passionnément. Aussitôt que Montgenays s'y laissait prendre ouvertement, il feignait de vouloir le détromper, mais avec une gaucherie si adroite, que le mystifié s'enferrait de plus en plus. Enfin, durant le cinquième acte, Lavallée alla trouver Mme S... — Emmenez coucher Pauline, lui dit-il; faites-vous accompagner de la femme de chambre et ne la renvoyez à votre fille qu'un

quart-d'heure après la fin du spectacle. Il faut que Montgenays ait un tête-à-tête avec Laurence dans sa loge. Le moment est venu ; il est à nous : je serai là, caché derrière la psyché ; je ne quitterai pas votre fille d'un instant. Allez, et fiez-vous à moi.

Les choses se passèrent comme il l'avait prévu, et le hasard les seconda encore. Laurence, rentrant dans sa loge, appuyée sur le bras de Montgenays, et n'y trouvant personne (Lavallée était déjà caché derrière le rideau qui couvrait les costumes accrochés à la muraille, et la glace le masquait en outre), demanda où étaient sa mère et son amie. Un garçon de théâtre, qui passait dans le couloir, et à qui elle adressa cette question, lui répondit (et cela était malheureusement vrai) qu'on avait été forcé d'emporter Mlle D... qui avait des convulsions. Laurence ne savait pas la scène que lui ménageait Lavallée; d'ailleurs, elle l'eût oubliée en apprenant cette triste nouvelle. Son cœur se serra, et, l'idée des souffrances de son amie se joignant à la fatigue et aux émotions de la soirée, elle tomba sur son siége et fondit en larmes. C'est alors que l'impertinent Montgenays, se croyant le maître et le tourment de ces deux femmes, perdit toute prudence et risqua la déclaration la plus désordonnée et la plus froidement délirante qu'il eût faite de sa vie. C'était Laurence qu'il avait toujours aimée, disait-il; c'était elle seule qui pouvait l'empêcher de se tuer ou de faire quelque chose de pire, un suicide moral, un mariage de dépit. Il avait tout tenté pour se guérir d'une passion qu'il ne croyait pas partagée : il s'était jeté dans le monde, dans les arts, dans la critique, dans la solitude, dans un nouvel amour; mais rien n'avait réussi. Pauline était assez belle pour mériter son admiration; mais pour sentir autre chose pour elle qu'une froide estime, il eût fallu ne pas voir sans cesse Laurence à côté d'elle. Il *savait* bien qu'il était dédaigné, et dans son désespoir, ne voulant pas faire le malheur de Pauline en la trompant davantage, il allait s'éloigner pour jamais!.. En annonçant cette humble résolution, il s'enhardit jusqu'à saisir une main de Laurence, qui la lui arracha avec horreur. Un instant elle fut transportée d'une telle indignation, qu'elle allait le confondre; mais Lavallée, qui voulait qu'elle eût des preuves, s'était glissé jusqu'à la porte qu'il avait à dessein recouverte d'un pan de rideau jeté là comme par hasard. Il feignit d'arriver, frappa, toussa et entra brusquement. D'un coup d'œil, il contint la juste colère de l'actrice, et, tandis que Montgenays le donnait au diable, il parvint à l'emmener, sans lui laisser le temps de savoir l'effet qu'il avait produit. La femme de chambre arriva, et tandis qu'elle r'habillait sa

maîtresse, Lavallée se glissa auprès d'elle, et en deux mots l'informa de ce qui s'était passé. Il lui dit de faire la malade et de ne point recevoir Montgenays le lendemain; puis il retourna auprès de celui-ci, et le reconduisit chez lui, où il s'installa jusqu'au matin, lui montant toujours la tête, et s'amusant tout seul, avec un sérieux vraiment comique, de tous les romans qu'il lui suggérait. Il ne sortit de chez lui qu'après lui avoir persuadé d'écrire à Laurence, et, à midi, il y retourna et voulut lire cette lettre que Montgenays, en proie à une insomnie délirante, avait déjà faite et refaite cent fois. Le comédien feignit de la trouver trop timide, trop peu explicite. — Soyez sûr, lui dit-il, que Laurence doutera de vous encore longtemps; votre fantaisie pour Pauline a dû lui inspirer une inquiétude que vous aurez de la peine à détruire. Vous savez l'orgueil des femmes; il faut sacrifier la provinciale et vous exprimer clairement sur le peu de cas que vous en faites. Vous pouvez arranger cela sans manquer à la galanterie. Dites que Pauline est un ange peut-être, mais qu'une femme comme Laurence est plus qu'un ange; dites ce que vous savez si bien écrire dans vos nouvelles et dans vos saynètes. Allez, et surtout ne perdez pas de temps; on ne sait pas ce qui peut se passer entre ces deux femmes. Laurence est romanesque, elle a les instincts sublimes d'une reine de tragédie. Un mouvement généreux, un reste de crainte, peuvent la porter à s'immoler à sa rivale... Rassurez-la pleinement, et si elle vous aime, comme je le crois, comme j'en ai la ferme conviction, bien qu'on n'ait jamais voulu me l'avouer, je vous réponds que la joie du triomphe fera taire tous les scrupules.

Montgenays hésita, écrivit, déchira la lettre, la recommença..... Lavallée la porta à Laurence.

VII.

Huit jours se passèrent sans que Montgenays pût être reçu chez Laurence, et sans qu'il osât aller demander compte à Lavallée de ce silence et de cette consigne, tant il était honteux de l'idée d'avoir fait une école, et tant il craignait d'en acquérir la certitude.

Pendant qu'elles étaient ainsi enfermées, Pauline et Laurence étaient en proie aux orages intérieurs. Laurence avait tout fait pour amener son amie à un épanchement de cœur qu'il lui avait été impossible d'obtenir. Plus elle cherchait à la dégoûter de Montgenays, plus elle irritait sa souffrance sans hâter la crise favorable dont elle espérait son salut. Pauline s'offensait des efforts qu'on faisait pour

lui arracher le secret de son ame. Elle avait vu les ruses de Laurence pour forcer Montgenays à se trahir, et les avait interprétées comme Montgenays lui-même. Elle en voulait donc mortellement à son amie d'avoir essayé et réussi à lui enlever l'amour d'un homme que, jusqu'à ces derniers temps, elle avait cru sincère. Elle attribuait cette conduite de Laurence à une odieuse fantaisie suggérée par l'ambition de voir tous les hommes à ses pieds. Elle a eu besoin, se disait-elle, d'y attirer même celui qui lui était le plus indifférent, dès qu'elle l'a vu s'adresser à moi. Je lui suis devenue un objet de mépris et d'aversion dès qu'elle a pu supposer que j'étais remarquée, fût-ce par un seul homme, à côté d'elle. De là son indiscrète curiosité et son espionnage pour deviner ce qui se passait entre lui et moi; de là tous les efforts qu'elle fait maintenant pour l'empêcher de me voir; de là enfin l'odieux succès qu'elle a obtenu à force de coquetteries, et le lâche triomphe qu'elle remporte sur moi en bouleversant un homme faible que sa gloire éblouit et que ma tristesse ennuie.

Pauline ne voulait pas accuser Montgenays d'un plus grand crime que celui d'un entraînement involontaire. Trop fière pour persévérer dans un amour mal récompensé, elle ne souffrait déjà plus que de l'humiliation d'être délaissée; mais cette douleur était la plus grande qu'elle pût ressentir. Elle n'était pas douée d'une ame tendre, et la colère faisait plus de ravages en elle que le regret. Elle avait d'assez nobles instincts pour agir et penser noblement au sein même des erreurs où l'entraînait l'orgueil blessé. Ainsi elle croyait Laurence odieuse à son égard, et dans cette pensée qui, par elle-même, était une déplorable ingratitude, elle n'avait pourtant ni le sentiment ni la volonté d'être ingrate. Elle se consolait en s'élevant dans son esprit au-dessus de sa rivale et en se promettant de lui laisser le champ libre, sans bassesse et sans ressentiment. Qu'elle soit satisfaite! se disait-elle, qu'elle triomphe! je le veux bien. Je me résigne à lui servir de trophée, pourvu qu'elle soit forcée un jour de me rendre justice, d'admirer ma grandeur d'ame, d'apprécier mon inaltérable dévouement, et de rougir de ses perfidies! Montgenays ouvrira les yeux aussi, et saura quelle femme il a sacrifiée à l'éclat d'un nom. Il s'en repentira, et il sera trop tard; je serai vengée par l'éclat de ma vertu!

Il est des ames qui ne manquent pas d'élévation, mais de bonté. On aurait tort de confondre dans le même arrêt celles qui font le mal par besoin, et celles qui le font malgré elles, croyant ne pas s'écarter

de la justice. Ces dernières sont les plus malheureuses; elles vont toujours cherchant un idéal qu'elles ne peuvent trouver, car il n'existe pas sur la terre, et elles n'ont point en elles ce fonds de tendresse et d'amour qui fait accepter l'imperfection de l'être humain. On peut dire de ces personnes qu'elles sont affectueuses et bonnes seulement quand elles rêvent.

Pauline avait un sens très droit et un véritable amour de la justice; mais entre la théorie et la pratique il y avait comme un voile qui couvrait son discernement : c'était cet amour-propre immense, que rien n'avait jamais contenu, que tout, au contraire, avait contribué à développer. Sa beauté, son esprit, sa belle conduite envers sa mère, la pureté de ses mœurs et de ses pensées, étaient sans cesse là devant elle comme des trésors lentement amassés dont on devait sans cesse lui rappeler la valeur pour l'empêcher d'envier ceux d'autrui ; car elle voulait être quelque chose, et plus elle affectait de se rejeter dans la condition du vulgaire, plus elle se révoltait contre l'idée d'y être rangée. Il eût été heureux pour elle qu'elle pût descendre en elle-même avec la clairvoyance que donne une profonde sagesse ou une généreuse simplicité de cœur; elle y eût découvert que ses vertus bourgeoises avaient bien eu quelque tache, que son christianisme n'avait pas été toujours fort chrétien, que sa tolérance passée envers Laurence n'avait jamais été aussi complète, aussi cordiale qu'elle se l'était imaginé; elle y eût vu surtout un besoin tout personnel qui la poussait à vivre autrement qu'elle n'avait vécu, à se développer, à se manifester. C'était un besoin légitime et qui fait partie des droits sacrés de l'être humain; mais il n'y avait pas lieu de s'en faire une vertu, et c'est toujours un grand tort de se donner le change pour se grandir à ses propres yeux. De là à la vanité d'abuser les autres sur son propre mérite, il n'y a qu'un pas, et ce pas, Pauline l'avait fait. Il lui était impossible de revenir en arrière et de consentir à n'être plus qu'une simple mortelle, après s'être laissé diviniser.

Ne voulant pas donner à Laurence la joie de l'avoir humiliée, elle affecta la plus grande indifférence et endura sa douleur avec stoïcisme. Cette tranquillité dont Laurence ne pouvait être dupe, car elle la voyait dépérir, l'effrayait et la désespérait. Elle ne voulait pas se résoudre à lui porter le dernier coup en lui prouvant la honteuse infidélité de Montgenays; elle aimait mieux endurer l'accusation tacite de l'avoir séduit et enlevé. Elle n'avait pas voulu recevoir la lettre de Montgenays. Lavallée lui en avait dit le contenu, et elle l'avait prié de la garder chez lui toute cachetée pour s'en servir au-

près de Pauline au besoin; mais combien elle eût voulu que cette lettre fût adressée à une autre femme! Elle savait bien que Pauline haïssait la cause plus que l'auteur de son infortune.

Un jour, Lavallée, en sortant de chez Laurence, rencontra Montgenays, qui, pour la dixième fois, venait de se faire refuser la porte. Il était outré, et, perdant toute mesure, il accabla le vieux comédien de reproches et de menaces. Celui-ci se contenta d'abord de hausser les épaules; mais quand il entendit Montgenays étendre ses accusations jusqu'à Laurence, et, se plaignant d'avoir été joué, éclater en menaces de vengeance, Lavallée, homme de droiture et de bonté, ne put contenir son indignation. Il le traita comme un misérable, et termina en lui disant : — Je regrette en cet instant plus que jamais d'être vieux; il semble que les cheveux blancs soient un prétexte pour empêcher qu'on se batte, et vous croiriez que j'abuse du privilége pour vous outrager sans conséquence. Mais j'avoue que si j'avais vingt ans de moins, je vous donnerais des soufflets.

— La menace suffit pour être une lâcheté, répondit Montgenays pâle de fureur, et je vous renvoie l'outrage. Si j'avais vingt ans de plus, en fait de soufflets j'aurais l'initiative.

— Eh bien! s'écria Lavallée, prenez garde de me pousser à bout, car je pourrais bien me mettre au-dessus de tout remords comme de toute honte en vous faisant un outrage public, si vous vous permettiez la moindre méchanceté contre une personne dont l'honneur m'est beaucoup plus cher que le mien.

Montgenays, rentré chez lui et revenu de sa colère, pensa avec raison que toute vengeance qui aurait du retentissement tournerait contre lui, et, après avoir bien cherché, il en inventa une plus odieuse que toutes les autres : ce fut de renouer à tout prix son intrigue avec Pauline, afin de la détacher de Laurence. Il ne voulut pas être humilié par deux défaites à la fois. Il pensa bien qu'après le premier orage ces deux femmes feraient cause commune pour le railler ou le mépriser. Il aima mieux se faire haïr et perdre l'une, afin d'effrayer et d'affliger l'autre.

Dans cette pensée, il écrivit à Pauline, lui jura un éternel amour et protesta contre les trames ignobles que, selon lui, Lavallée et Laurence auraient ourdies contre eux. Il demandait une explication, promettant de ne jamais reparaître devant Pauline, si elle ne le trouvait complètement justifié après cette entrevue. Il la fallait secrète, car Laurence voulait les séparer. Pauline alla au rendez-vous; son orgueil et son amour avaient également besoin de consolation.

Lavallée, qui observait tout ce qui se passait dans la maison, sur-

prit le message de Montgenays. Il le laissa passer, résolu à ne pas abandonner Pauline à son mauvais destin, et dès cet instant il ne la perdit pas de vue; il la suivit comme elle sortait le soir, seule, à pied, pour la première fois de sa vie, et si tremblante, qu'à chaque pas elle se sentait défaillir. Au détour de la première rue, il se présenta devant elle et lui offrit son bras. Pauline se crut insultée par un inconnu, elle fit un cri et voulut fuir. — Ne crains rien, ma pauvre enfant, lui dit Lavallée d'un ton paternel; mais vois à quoi tu t'exposes d'aller ainsi seule la nuit. Allons, ajouta-t-il en passant le bras de Pauline sous le sien, tu veux faire une folie! au moins fais-la convenablement. Je te conduirai, moi, je sais où tu vas, je ne te perdrai pas de vue. Je n'entendrai rien, vous causerez, je me tiendrai à distance, et je te ramènerai. Seulement rappelle-toi que si Montgenays se doute le moins du monde que je suis là, ou si tu essaies de sortir de la portée de ma voix, je tombe sur lui à coups de canne.

Pauline n'essaya pas de nier. Elle était foudroyée de l'assurance de Lavallée; et ne sachant comment s'expliquer sa conduite, préférant d'ailleurs toutes les humiliations à celle d'être trahie par son amant, elle se laissa conduire machinalement, et à demi égarée, jusqu'au parc de Monceaux, où Montgenays l'attendait dans une allée. Le comédien se cacha parmi les arbres, et les suivit de l'œil tandis que Pauline, docile à ses avertissemens, se promena avec Montgenays sans se laisser perdre de vue, et sans vouloir lui expliquer l'obstination qu'elle mettait à ne pas aller plus loin. Il attribua cette persistance à une pruderie bourgeoise qu'il trouva fort ridicule, car il n'était pas assez sot pour débuter par de l'audace. Il se composa un maintien grave, une voix profonde, des discours pleins de sentiment et de respect. Il s'aperçut bientôt que Pauline ne connaissait ni la malheureuse déclaration, ni la fâcheuse lettre, et dès cet instant il eut beau jeu pour prévenir les desseins de Laurence. Il feignit d'être en proie à un repentir profond et d'avoir pris des résolutions sérieuses; il arrangea un nouveau roman, se confessa d'un ancien amour pour Laurence, qu'il n'avait jamais osé avouer à Pauline, et qui de temps en temps s'était réveillé malgré lui, même lorsqu'il était aux genoux de cette aimable fille, si pure, si douce, si humble, si supérieure à l'orgueilleuse actrice. Il avait cédé à des séductions terribles, à des avances délirantes, et dernièrement encore il avait été assez fou, assez ennemi de sa propre dignité, de son propre bonheur, pour adresser à Laurence une lettre qu'il désavouait, qu'il détestait, et dont cependant il devait la révélation textuelle à Pauline. Il lui répéta cette lettre mot à mot, insista sur ce qu'elle

avait de plus coupable, de moins pardonnable, disait-il, ne voulant pas de grace, se soumettant à sa haine, à son oubli, mais ne voulant pas mériter son mépris. — Jamais Laurence ne vous montrera cette lettre, lui dit-il, elle a trop provoqué mon retour vers elle pour vous fournir cette preuve de sa coquetterie; je n'avais donc rien à craindre de ce côté, mais je n'ai pas voulu vous perdre sans vous faire savoir que j'accepte mon arrêt avec soumission, avec repentir, avec désespoir. Je veux que vous sachiez bien que je me rétracte, et voici une nouvelle lettre que je vous prie de faire tenir à Laurence. Vous verrez comme je la juge, comme je la traite, comme je la méprise, elle! cette femme orgueilleuse et froide qui ne m'a jamais aimé et qui voulait être adorée éternellement. Elle a fait le malheur de ma vie, non pas seulement parce qu'elle a déjoué toutes les espérances qu'elle m'avait données, mais encore parce qu'elle m'a empêché de m'attacher à vous comme je le devais, comme je le pouvais, comme je le pourrais encore, si vous pouviez me pardonner ma lâcheté, mon crime et ma folie. Partagé entre deux amours, l'un orageux, dévorant, funeste, l'autre pur, céleste, vivifiant, j'ai trahi celui qui eût relevé mon ame pour celui qui la tue. Je suis un misérable, mais non un scélérat. Ne voyez en moi qu'un homme affaibli et vaincu par les longues souffrances d'une passion déplorable; mais sachez bien que je ne survivrai pas à mes remords : votre pardon eût seul été capable de me sauver. Je ne puis l'implorer, car je sais que je ne le mérite pas. Vous me voyez tranquille, parce que je sais que je ne souffrirai pas long-temps. Ne craignez pas de m'accorder au moins quelque pitié; vous entendrez dire bientôt que je vous ai fait justice. Vous avez été outragée, il vous faut un vengeur. Le coupable c'est moi, le vengeur ce sera moi encore.

Pendant deux heures entières, Montgenays tint de tels discours à Pauline. Elle fondait en larmes; elle lui pardonna, elle lui jura d'oublier tout, le supplia de ne pas se tuer, lui défendit de s'éloigner, et lui promit de le revoir, fallût-il se brouiller avec Laurence : Montgenays n'en espérait pas tant et n'en demandait pas davantage.

Lavallée la ramena. Elle ne lui adressa pas une parole durant tout le chemin. Sa tranquillité n'étonna point le vieux comédien; il pensa bien que Montgenays n'avait pas manqué de belles paroles et de robustes mensonges pour la calmer. Il pensa qu'elle était perdue, s'il n'employait les grands moyens; avant de la quitter, à la porte de Laurence, il glissa dans sa poche la lettre de Montgenays à Laurence, qui n'avait pas encore été décachetée.

Laurence fut fort surprise le soir, au moment de se coucher, de

voir entrer dans sa chambre, d'un air calme et avec des manières affectueuses, Pauline, qui, depuis huit jours, ne lui avait adressé que des paroles sèches et ironiques. Elle tenait une lettre qu'elle lui remit, en lui disant que c'était Lavallée qui l'en avait chargée. En reconnaissant l'écriture et le cachet de Montgenays, Laurence pensa que Lavallée avait eu quelque bonne raison pour la charger de ce message, et que le moment était venu de porter aux grands maux le grand remède. Elle ouvrit la lettre d'une main tremblante, la parcourant des yeux, hésitant encore à la faire connaître à son amie, tant elle en prévoyait l'effet terrible. Quelle fut sa stupéfaction en lisant ce qui suit!

« Laurence, je vous ai trompée; ce n'est pas vous que j'aime, c'est Pauline; ne m'accusez pas, je me suis trompé moi-même. Tout ce que je vous ai dit, je le pensais en cet instant-là; l'instant d'après, et maintenant, et toujours, je le désavoue. C'est votre amie que j'adore et à qui je voudrais consacrer ma vie, si elle pouvait oublier mes bizarreries et mes incertitudes. Vous avez voulu m'égarer, m'abuser, me faire croire que vous pouviez, que vous vouliez me rendre heureux; vous n'y eussiez pas réussi, car vous n'aimez pas, et moi j'ai besoin d'une affection vraie, profonde, durable. Pardonnez-moi donc ma faiblesse, comme je vous pardonne votre caprice; vous êtes grande, mais vous êtes femme; je suis sincère, mais je suis homme; au moment de commettre une grande faute, qui eût été de nous tromper mutuellement, nous avons réfléchi et nous nous sommes ravisés tous deux, n'est-ce pas? mais je suis prêt à mettre aux pieds de votre amie le dévouement de toute ma vie, et vous, vous êtes décidée à me permettre de lui faire ma cour assiduement, si elle-même ne me repousse pas. Croyez qu'en vous conduisant avec franchise et avec noblesse, vous aurez en moi un ami fidèle et sûr. »

Laurence resta confondue; elle ne pouvait comprendre une telle impudence. Elle mit la lettre dans son bureau, sans témoigner rien de sa surprise. Mais Pauline croyait lire au dedans de son ame, et s'indignait des mauvaises intentions qu'elle lui supposait. Il y avait une lettre outrageante contre moi, se disait-elle en se retirant dans sa chambre, et on me l'a remise; en voici une qu'on suppose devoir me consoler, et on ne me la remet pas. Elle s'endormit pleine de mépris pour son amie, et, dans la joie dont son ame était inondée, le plaisir de se savoir enfin si supérieure à Laurence empêchait l'amitié trahie de placer un regret. L'infortunée triomphait, lorsqu'elle-même venait de coopérer avec une sorte de malice à sa propre ruine.

Le lendemain, Laurence commenta longuement cette lettre avec Lavallée. Le hasard ou l'habitude avait fait qu'elle était absolument conforme, pour le pli et le cachet, à celle que Montgenays avait écrite sous les yeux de Lavallée. On demanda à Pauline si elle n'avait pas eu deux lettres semblables dans sa poche lorsqu'elle avait remis celle-ci à Laurence. Triomphant en elle-même de leur désappointement, elle joua l'étonnement, prétendit ne rien comprendre à cette question, ne pas savoir de qui était la lettre, ni comment, ni pourquoi on l'avait glissée dans sa poche. L'autre lettre était déjà retournée entre les mains de Montgenays. Dans sa joie insensée, Pauline, voulant lui donner un grand et romanesque témoignage de confiance et de pardon, la lui avait renvoyée sans l'ouvrir.

Laurence voulait encore croire à une sorte de loyauté de la part de Montgenays. Lavallée ne pouvait s'y tromper. Il lui raconta le rendez-vous où il avait conduit Pauline et se le reprocha. Il avait compté qu'au sortir d'une entrevue où Montgenays aurait menti impudemment, l'effet de la lettre sur Pauline serait décisif. Il ne pouvait s'expliquer encore comment Pauline avait si merveilleusement aidé sa perversité à triompher de tous les obstacles. Laurence ne voulait pas croire qu'elle aussi s'entendît à l'intrigue et y prît une part si funeste à sa dignité.

Que pouvait faire Laurence? Elle tenta un dernier effort pour dessiller les yeux de son amie. Celle-ci, éclatant enfin, et refusant de croire à d'autres éclaircissemens que ceux que Montgenays lui avait donnés, lui déchira le cœur par l'amertume de ses reproches et le dédain triomphant de son illusion. Laurence fut forcée de lui adresser quelques avertissemens sévères, qui achevèrent de l'exaspérer; et comme Pauline lui déclarait qu'elle était indépendante, majeure, maîtresse de ses actions, et nullement disposée à se laisser enchaîner par les volontés arbitraires d'une personne qui l'avait indignement trompée, elle fut forcée de lui dire qu'elle ne pouvait donner les mains à sa perte, et qu'elle ne se pardonnerait jamais de tolérer dans sa maison, dans le sein de sa famille, les entreprises d'un corrupteur et d'un lâche. — Je réponds de toi devant Dieu et devant les hommes, lui dit-elle; si tu veux te jeter dans un abîme, je ne veux pas, moi, t'y pousser. — C'est pourquoi votre dévouement a été si loin, répondit Pauline, que de vouloir vous y jeter vous-même à ma place.

Outrée de cette injustice et de cette ingratitude, Laurence se leva, jeta un regard terrible sur Pauline, et, craignant de laisser déborder le torrent de sa colère, elle lui montra la porte avec un geste et une

expression de visage dont elle fut terrifiée. Jamais la tragédienne n'avait été plus belle, même lorsqu'elle disait dans *Bajazet* son impérieux et magnifique : *Sortez !*

Lorsqu'elle fut seule, elle se promena dans sa chambre comme une lionne dans sa cage, brisant ses vases étrusques, ses statuettes, froissant ses vêtemens et arrachant presque ses beaux cheveux noirs. Tout ce qu'elle avait de grandeur, de sincérité, de véritable tendresse dans l'ame, venait d'être méconnu et avili par celle qu'elle avait tant aimée, et pour qui elle eût donné sa vie! Il est des colères saintes où Jehovah est en nous, et où la terre tremblerait, si elle sentait ce qui se passe dans un grand cœur outragé. La petite sœur de Laurence entra, crut qu'elle étudiait un rôle, la regarda quelques instans sans rien dire, sans oser remuer; puis, s'effrayant de la voir si pâle et si terrible, elle alla dire à Mme S... : — Maman, va donc voir Laurence; elle se rendra malade à force de travailler. Elle m'a fait peur.

Mme S... courut auprès de sa fille. Dès que Laurence la vit, elle se jeta dans ses bras et fondit en larmes. Au bout d'une heure, ayant réussi à s'apaiser, elle pria sa mère d'aller chercher Pauline. Elle voulait lui demander pardon de sa violence, afin d'avoir occasion de lui pardonner elle-même. On chercha Pauline dans toute la maison, dans le jardin, dans la rue... On revint dans sa chambre avec effroi. Laurence examinait tout, elle cherchait les traces d'une évasion; elle frémissait d'y trouver celles d'un suicide. Elle était dans un état impossible à rendre, lorsque Lavallée entra et lui dit qu'il venait de rencontrer Pauline dans un fiacre se dirigeant vers les boulevarts. On attendit son retour avec anxiété : elle ne rentra pas pour dîner. Personne ne put manger; la famille était consternée, on craignait de faire un outrage à Pauline en la supposant en fuite. Enfin, Lavallée allait s'informer d'elle chez Montgenays, au risque d'une scène orageuse, lorsque Laurence reçut une lettre ainsi conçue :

« Vous m'avez chassée, je vous en remercie; il y avait longtemps que le séjour de votre maison m'était odieux; j'avais senti, dès le premier jour, qu'il me serait funeste. Il s'y était passé trop de scandales et d'orages pour qu'une ame paisible et honnête n'y fût pas flétrie ou brisée. Vous m'avez assez avilie! vous avez fait de moi votre servante, votre dupe et votre victime! Je n'oublierai jamais le jour où, dans votre loge au théâtre, trouvant que je ne vous habillais pas assez vite, vous m'avez arraché des mains votre diadème de reine, en disant : « Je me couronnerai bien sans toi et

malgré toi! » Vous vous êtes couronnée en effet! Mes larmes, mon humiliation, ma honte, mon déshonneur (car vous m'avez déshonorée dans votre famille et parmi vos amis), ont été les glorieux fleurons de votre couronne; mais c'est une royauté de théâtre, une majesté fardée qui n'en impose qu'à vous-même et au public qui vous paie. Maintenant, adieu; je vous quitte pour jamais, dévorée de la honte d'avoir vécu de vos bienfaits; je les ai payés cher. »

Laurence n'acheva pas cette lettre; elle continuait sur ce ton pendant quatre pages : Pauline y avait versé le fiel amassé lentement durant quatre ans de rivalité et de jalousie. Laurence la froissa dans ses mains et la jeta au feu, sans vouloir en lire davantage. Elle se mit au lit avec la fièvre, et y resta huit jours accablée, brisée jusque dans ses entrailles, qui avaient été pour Pauline celles d'une mère et d'une sœur.

Pauline s'était retirée dans une mansarde où elle vécut cachée et vivant misérablement du fruit de son travail durant quelques mois. Montgenays n'avait pas été long à la découvrir; il la voyait tous les jours, mais il ne put vaincre aisément son stoïcisme. Elle voulait supporter toutes les privations plutôt que de lui devoir un secours. Elle repoussa avec horreur les dons que Laurence faisait glisser dans sa mansarde avec les détours les plus ingénieux. Tout fut inutile. Pauline, qui refusait les offres de Montgenays avec calme et dignité, devinait celles de Laurence avec l'instinct de la haine, et les lui renvoyait avec l'héroïsme de l'orgueil. Elle ne voulut point la voir, quoique Laurence fît mille tentatives; elle lui renvoyait ses lettres toutes cachetées. Son ressentiment fut inébranlable, et la généreuse sollicitude de Laurence ne fit que lui donner de nouvelles forces.

Comme elle n'aimait pas réellement Montgenays, et qu'elle n'avait voulu que triompher de Laurence en se l'attachant, cet homme sans cœur, qui voulait en faire sa maîtresse ou s'en débarrasser, lui mit presque le marché à la main. Elle le chassa. Mais il lui fit croire que Laurence lui avait pardonné, et qu'il allait retourner chez elle. Aussitôt elle le rappela, et c'est ainsi qu'il la tint sous son empire pendant six mois encore. Il s'attachait à elle de son côté par la difficulté de vaincre sa vertu; mais il en vint à bout par un odieux moyen bien conforme à son système, et malheureusement bien propre à émouvoir Pauline. Il se condamna à lui dire tous les jours et à toute heure que Laurence était devenue vertueuse par calcul, afin de se faire épouser par un homme riche ou puissant. La régularité des mœurs de Laurence, qu'on remarquait depuis plusieurs années, avait été

souvent, dans les mauvais mouvemens de Pauline, un sujet de dépit. Elle l'eût voulu désordonnée, afin d'avoir une supériorité éclatante sur elle. Mais Montgenays réussit à lui montrer les choses sous un nouveau jour. Il s'attacha à lui démontrer qu'en se refusant à lui, elle s'abaissait au niveau de Laurence, dont la tactique avait été de se faire désirer pour se faire épouser. Il lui fit croire qu'en s'abandonnant à lui avec dévouement et sans arrière-pensée, elle donnerait au monde un grand exemple de passion, de désintéressement et de grandeur d'ame. Il le lui redit si souvent, que la malheureuse fille finit par le croire. Pour faire le contraire de Laurence, qui était l'ame la plus généreuse et la plus passionnée, elle fit les actes de la passion et de la générosité, elle qui était froide et prudente. Elle se perdit.

Quand Montgenays l'eut rendue mère, et que toute cette aventure eut fait beaucoup de bruit, il l'épousa par ostentation. Il avait, comme on sait, la prétention d'être excentrique, moral par principes, quoique, selon lui, il fût roué par excès d'habileté et de puissance sur les femmes. Il fit parler de lui tant qu'il put. Il dit du mal de Laurence, de Pauline et de lui-même, et se laissa accuser et blâmer avec constance, afin d'avoir l'occasion de produire un grand effet en donnant son nom et sa fortune à l'enfant de son amour.

Ce plat roman se termina donc par un mariage, et ce fut là le plus grand malheur de Pauline. Montgenays ne l'aimait déjà plus, si tant est qu'il l'eût jamais aimée. Quand il avait joué la comédie d'un admirable époux devant le monde, il laissait pleurer sa femme derrière le rideau, et allait à ses affaires ou à ses plaisirs sans se souvenir seulement qu'elle existât. Jamais femme plus vaine et plus ambitieuse de gloire ne fut plus délaissée, plus humiliée, plus effacée. Elle revit Laurence, espérant la faire souffrir par le spectacle de son bonheur. Laurence ne s'y trompa point, mais elle lui épargna la douleur de paraître clairvoyante. Elle lui pardonna tout, et oublia tous ses torts, pour n'être touchée que de ses souffrances. Pauline ne put jamais lui pardonner d'avoir été aimée de Montgenays, et fut jalouse d'elle toute sa vie.

Beaucoup de vertus tiennent à des facultés négatives. Il ne faut pas les estimer moins pour cela. La rose ne s'est pas créée elle-même; son parfum n'en est pas moins suave, parce qu'il émane d'elle sans qu'elle en ait conscience; mais il ne faut pas trop s'étonner si la rose se flétrit en un jour, si les grandes vertus domestiques s'altèrent vite sur un théâtre pour lequel elles n'avaient pas été créées.

George Sand.

CONSTANTINOPLE

SOUS ABDUL-MEDJID.

Nous venions de traverser la Valachie (1) et nous étions arrivés à Braïlow, d'où nous pouvions nous embarquer pour Constantinople; mais dans le dessein de visiter Galatz, le seul port de la Moldavie, nous préférâmes ne prendre le paquebot que dans cette dernière ville. Le trajet de Braïlow à Galatz se fait en deux heures et demie; la route est assez pittoresque. Les forêts qui couvraient les collines furent dévastées pendant la guerre, mais les plantations nouvelles poussent avec une vigueur remarquable; les campagnes commencent à être sillonnées par la charrue, les paysans paraissent moins pauvres que dans les autres districts, le commerce exerce enfin aux environs de Braïlow son heureuse influence. Le Sheret forme la ligne de démarcation des deux principautés. On passe cette rivière, assez importante, sur un pont volant qu'il est question d'établir d'une manière plus solide. La Moldavie s'annonce tout de suite comme un pays de montagnes, et quoique le nord-est de la Valachie soit assez accidenté, la transition semble brusque. La route, passablement entretenue, traverse une vallée fertile, abritée par des bois magnifiques et arrosée par des cours d'eau qui rendent le pays aussi propre à l'exploitation des usines qu'aux travaux agricoles.

(1) Voyez les livraisons des 15 mars et 15 avril 1839.

On découvre Galatz d'assez loin. Cette ville se divise en deux parties; la cité nouvelle occupe une colline élevée d'où le regard plane sur le Danube et sur les belles montagnes de la Bulgarie; des maisons élégantes et construites en pierres donnent à ce quartier un aspect européen; les inondations fréquentes du Danube forceront les habitans de la vieille ville à suivre l'exemple de ceux qui se sont établis sur la hauteur. Les masures qui obstruent le port une fois détruites, on pourra songer à profiter des carrières voisines pour construire quelques quais qui deviendront des remparts contre la crue des eaux et permettront de placer avec sécurité des magasins sur les bords même du Danube. On descend à ce fleuve par des rues tortueuses, remplies encore de vieilles constructions turques où les négocians ont provisoirement ouvert leurs comptoirs. Une population cosmopolite se presse dans les bazars et dans les nombreux cafés de Galatz. Les Moldaves, les Grecs, les Ioniens et les Génois, dont les relations commerciales avec l'Orient ont repris assez d'activité, se partagent en groupes où dix idiomes se confondent; les juifs, méprisés de tous, traînent honteusement leurs souquenilles noires sur le port, dans l'attente des étrangers qu'ils persécutent de leurs offres de service et de leur opiniâtre persistance. Depuis 1832, quatre cents navires abordent chaque année à Galatz. Le Danube, en cet endroit de son cours, ne s'élève plus qu'à trois mètres au-dessus du niveau de la mer, et les bâtimens de trois cents tonneaux le remontent facilement depuis le mois d'avril jusqu'à la fin de novembre. Le bois, les blés, des huiles de diverses espèces, les meilleures cires de l'Europe, et entre autres une cire verte et parfumée particulière à la Moldavie, tels sont les principaux produits de la province. Ainsi que la Valachie, la Moldavie eut beaucoup à souffrir du gouvernement phanariote; selon l'insolente expression des *hatti-scherifs*, les deux principautés étaient les fermes de Stamboul; la seconde cependant fut toujours moins misérable que la première. Aujourd'hui encore, la Moldavie, moins étendue et moins peuplée que la Valachie, est cependant plus riche; les boyards y vivent davantage sur leurs terres; l'hospodar actuel, Michel Stourdza, connaît à merveille les ressources du pays, et si on peut lui reprocher un amour un peu prononcé pour le gain, il faut avouer aussi que, tout en augmentant sa fortune particulière, il donne à l'agriculture et au commerce une impulsion favorable aux intérêts généraux. Aleko Ghika, prince de Valachie, est un homme à imagination romanesque, plein de bonnes intentions, mais trop faible pour les exécuter, probe, et cependant incapable de réprimer la corruption

qui l'entoure; prudent à l'excès, il n'oserait agir sans les avis du cabinet russe, et guidé par ces conseils, il s'aliène toute la noblesse. Michel Stourdza, plus fin, plus hardi peut-être, s'il n'outrepasse jamais la limite de ses droits, sait aussi les faire respecter. La Russie, après avoir fondé Braïlow dans un instant d'illusion ou de générosité, entrevoit l'avenir de cette ville et craint d'y trouver une rivale pour Kerson et Odessa ; le gouvernement valaque n'ose pas poursuivre lui-même les travaux commencés et laisse ce soin aux particuliers. Stourdza, sans s'inquiéter des phrases ambiguës du consul impérial, s'intéresse ouvertement à la prospérité toujours croissante de Galatz. Les revenus de cette ville, qui en 1833 ne dépassaient pas 85 mille piastres, ont atteint en 1838 la somme de 116 mille piastres; son port est de plus en plus fréquenté. Les Moldaves remarquent avec regret que le pavillon de France est celui qui s'y montre le moins. A Galatz, ainsi qu'à Braïlow, nous n'avons point de vice-consul; cet état de choses apporte aux progrès du commerce français dans les principautés un obstacle fort grave. Nous n'avons encore malheureusement qu'un commerce très restreint avec la Moldo-Valachie, mais il importe à notre influence politique que des relations plus suivies s'établissent entre nos ports de la Méditerranée et ceux de la mer Noire. Le gouvernement l'a si bien senti, que le ministre du commerce du 15 avril, par une lettre remarquable adressée à la chambre de Marseille, a vivement engagé nos armateurs à diriger leurs navires vers les bouches du Danube; pourquoi tarder alors à déployer comme une brillante enseigne à Braïlow et à Galatz le pavillon français à côté des drapeaux des autres nations?

Le paquebot autrichien *le Ferdinand*, qui fait le trajet de Braïlow à Constantinople, arriva le 23 juin à Galatz. Sur la foi du prospectus, pensant partir le jour même, nous nous rendîmes à bord, mais il nous fallut attendre vingt-quatre heures la levée de l'ancre. *Le Ferdinand* avait pris des passagers sur la rive droite du fleuve; les gardes du lazaret ne nous permettant plus de retourner à terre, nous n'eûmes rien de mieux à faire que d'observer la petite société dont le hasard nous rendait membres pour trois jours. Une princesse phanariote, petite-fille d'un hospodar de Moldavie, tenait sa cour sur le pont. Le costume de cette illustre dame était emprunté dans une égale proportion aux modes d'Europe et d'Asie : Brousse avait fourni la brillante étoffe du turban, et Vienne la toile à grands ramages d'une robe dont les manches *à l'imbécille* annonçaient chez celle qui les portait la prétention d'imiter, en 1838, les exagérations pa-

risiennes de 1832. La princesse, assise sur un tapis de Smyrne, était flanquée de ses deux filles, petites personnes assez jolies et passablement coquettes, qui surent confier à chaque passager leur désir de visiter Paris, Londres ou Vienne, et de trouver promptement un mari.

Anglais, Italiens, Allemands, venaient souvent faire cercle autour du noble groupe, et le français devenait pour un moment le lien de cette réunion hétérogène, à tel point que ceux qui ne pouvaient parler notre langue, abandonnés de tous, n'avaient contre leur ennui d'autres remèdes que les douces rêveries excitées par le chibouk et le café d'Arabie. Un gros bourgeois de Hambourg entretenait la gaieté de l'assemblée par un feu continuel de quolibets et de grosses plaisanteries : ce brave homme, touriste de profession, avait parcouru le monde entier; mais, comme beaucoup de monomanes de même espèce, lorsqu'il avait comparé les auberges d'Allemagne à celles d'Italie, et le bordeaux au porter, il se trouvait au bout de sa science.

Le lendemain de bonne heure nous quittâmes le port de Galatz. Les Balkans apparaissent à quelque distance de la rive droite du fleuve; les steppes de la Bessarabie descendent jusqu'à la rive gauche, qui, de l'embouchure du Sheret à celle du Pruth, paraît presque entièrement déserte. La misérable ville de Réni est située à peu de distance de cette seconde rivière. Vers midi, nous arrivâmes devant Tuldscha, où la maladresse de notre capitaine, dont la tournure annonçait plutôt un maître-d'hôtel bien nourri qu'un marin consommé, faillit nous faire échouer. Tuldscha, bâtie sur le flanc d'une belle colline, ressemble, comme toutes les villes turques, à une ravissante décoration de théâtre; approchez, l'illusion s'enfuit. Chacune de ces maisons, qui, vues à distance, promettent un séjour délicieux, est un cloaque habité par la misère et par une malpropreté sans exemple. Tuldscha néanmoins ne manque pas d'une certaine importance; elle fait un commerce assez considérable de poissons salés, de bois et de grains, qui profitera sans doute du réveil de l'industrie dans ces contrées où les hommes, abrutis par la crainte et la paresse, ont long-temps semblé prendre à tâche d'anéantir les bienfaits de la création. De Tuldscha jusqu'à son embouchure, le Danube est triste et monotone; tantôt il coule resserré par des îles dont la solitude n'est troublée que par d'innombrables troupes de pélicans, tantôt il déploie au loin une énorme masse d'eau. Un assez grand nombre de navires se croisèrent avec notre paquebot; de distance en distance, des carènes échouées et des agrès flottans rappellent que le Danube, comme la

mer, a ses tempêtes et ses écueils. A trois heures, nous étions à Souliné. Le Danube se jette dans la mer Noire par six embouchures, dont les trois principales sont celles de Kilia, de Souliné et de Saint-George au midi. Les Génois, dont la puissance avait pris en Orient une si étonnante extension, avaient fondé un comptoir à Kilia; cette bouche est presque complètement envasée; celle de Saint-George n'est accessible qu'aux bâtimens pêcheurs; le seul bras de Souliné, qui depuis le traité d'Andrinople est une dépendance de l'empire russe, livre passage aux navires de trois cents tonneaux. Toutefois, comme le lit du Danube n'a plus, aux approches de la mer, qu'une pente assez faible, il est à craindre que des amas de sable et de limon ne viennent entraver encore cette unique voie laissée au commerce et à la navigation; il est à redouter surtout que cette circonstance ne fournisse à la Russie l'occasion de porter avec quelque apparence de justice une atteinte à la liberté des mers et des fleuves, liberté reconnue par le congrès de Vienne. En effet, si la Russie entreprend seule les grands travaux de curage et d'entretien nécessités par des envasemens périodiques, ne pourra-t-elle point se croire fondée à prélever un droit sur les navires à l'entrée et à la sortie du bras de Souliné? N'a-t-elle pas essayé déjà d'établir ce péage? Bien plus, l'Autriche, la première intéressée à la franchise du Danube, n'a-t-elle point pendant quelque temps subi la loi tyrannique de sa rivale? Le traité de 1829, en reconnaissant nommément aux pavillons russe et turc la liberté d'entrer et de sortir par les bouches de Kilia et de Souliné, lorsqu'il proclame aussi cette liberté pour les vaisseaux marchands de toutes nations dans les passages des Dardanelles et du Bosphore, semblerait vouloir consacrer, dans le premier cas, une mesure restrictive du droit commun. La Russie est trop habile pour afficher ses ambitieuses prétentions : elle a nié l'établissement légal du péage et désavoué les officiers qui en avaient exigé l'acquittement; mais elle n'a point perdu l'espoir d'arriver à ses fins par des voies détournées, et il sera fort difficile à la diplomatie européenne d'empêcher le czar sinon d'accroître encore sa puissance aux dépens de la Turquie, du moins de ne pas profiter des grands avantages que lui a concédés le traité d'Andrinople. L'article 3 de cette convention est ainsi conçu : « Le Pruth continuera de former la limite des deux empires, depuis le point où cette rivière touche au territoire de la Moldavie, jusqu'à sa jonction avec le Danube. De ce point, la ligne frontière suivra le cours du Danube jusqu'à l'embouchure de Saint-George, de sorte que, laissant toutes les îles formées par les

divers bras du fleuve en possession de la Russie, la rive droite demeurera, comme anciennement, en possession de la Porte ottomane. Cependant il est convenu que cette rive droite restera inhabitée depuis le point où le bras de Saint-George se sépare de celui de Souliné. Aucune construction n'y sera faite non plus que dans les îles qui resteront au pouvoir de la cour de Russie, où, *à l'exception des quarantaines qui pourront y être placées*, il ne sera permis de fonder aucun établissement. » Cette dernière phrase, fort inoffensive en apparence, fournit à la Russie les moyens d'exercer ses prétentions à la souveraineté du delta du Danube. On élève une quarantaine, les bâtimens du lazaret sont assez vastes pour loger les passagers et subsidiairement un bataillon d'infanterie; des pêcheurs, des pilotes-côtiers, des marchands de vivres et d'agrès, viennent tout naturellement se mettre sous la protection des soldats. Peu à peu l'île, naguère déserte, se trouve habitée, au grand profit de la civilisation sans doute, mais au grand mépris du sens des traités.

La Porte ose-t-elle se plaindre, on lui répond : Vous nous avez donné le droit d'établir des quarantaines, et la convention n'a déterminé ni le plan du lazaret, ni le nombre des employés. C'est ainsi que les Russes sont parvenus à occuper militairement l'île de Souliné, position fort avantageuse, puisqu'elle leur laisse la faculté de fermer au besoin l'accès du fleuve, et d'exercer sans cesse une sorte d'inspection sur tous les navires. Les officiers hèlent les bâtimens, montent quelquefois à bord, et parviennent à s'instruire de ce qu'ils veulent savoir. Ils engagent les capitaines à prendre des pilotes, à se munir de cordages, à acquitter enfin un impôt déguisé que l'on compte bien remplacer un jour par un véritable péage. L'Autriche commence à comprendre qu'elle a suivi une fausse route en se livrant presque sans réserve à l'alliance russe : les intérêts nouveaux que la navigation du Danube a créés dans les plus fertiles provinces de son empire appellent aujourd'hui son attention, qui n'est plus, comme en 1831, tournée avec une inquiétude exclusive vers la France de juillet. L'Autriche a protesté contre l'établissement de Souliné, elle met même de l'amour-propre à nier que des navires aient jamais acquitté le droit de péage; mais elle sent combien il est dangereux pour elle de laisser, pour ainsi dire, entre les mains d'autrui la clé de ses magasins; elle comprend que l'avenir de la Hongrie et de la Transylvanie ne sera pas assuré tant que l'accès de la mer Noire pourra être fermé à leurs produits. De là les négociations entamées avec la Porte pour obtenir la faculté de percer, entre Rassova et Cos-

tendjy, un canal qui, outre l'avantage d'une navigation plus courte et plus facile, aurait surtout celui de paralyser les effets politiques de la cession à la Russie du delta du Danube. Quelques voyageurs pensent que l'une des branches de l'Ister se jetait dans le Pont-Euxin, à Costendjy. Il est inutile de discuter ici les fondemens de cette hypothèse; mais il est certain que les travaux du canal n'offriraient pas de très grandes difficultés. L'Autriche, dit-on, a fait proposer à la Porte de les entreprendre à ses frais; on ne lui a répondu que d'une manière évasive, et tant que le sultan ne sera pas soustrait à l'influence absolue de Saint-Pétersbourg, il n'osera pas participer à l'exécution d'une mesure hostile à son trop puissant allié.

Notre paquebot passa tranquillement du Danube à la mer Noire; quelques passagers eurent à souffrir du mal de mer, mais le plus grand nombre y échappa. La soirée fut magnifique, et je ne me lassai point d'admirer le spectacle que l'immensité de l'onde offrait à mes regards pour la première fois. Le lendemain, le soleil se leva radieux, et bientôt les cieux et les flots, colorés des mêmes teintes, parurent se confondre à l'horizon. Nous entrâmes, à sept heures, dans la baie formée au sud par le cap Galata, et au nord par le cap Godrof; quelques minutes après, nous jetions l'ancre devant Varna. Cette ville, dont la longue défense tint en suspens le succès de l'expédition russe de 1828, occupe, au fond de la baie, une fort belle position. Le paquebot devant s'arrêter quelque temps pour recevoir de nouveaux voyageurs, le capitaine nous laissa descendre à terre. Varna est à la fois le boulevart et le marché de la Bulgarie; ses fortifications s'écroulèrent sous les bombes moscovites, mais elles ont été relevées depuis peu par les soins de quelques officiers prussiens. Elles ne consistent, au surplus, que dans une simple muraille de circonvallation qui serait tout-à-fait incapable de résister à un feu bien nourri. Varna ne doit donc être considérée que comme un camp retranché dont la possession néanmoins pourrait coûter du sang. Les Turcs, privés de discipline et de connaissances stratégiques, lâchent promptement pied en rase campagne; mais, derrière les plus faibles bastions, ils combattent et meurent en héros. La nouvelle caserne, construite à l'extrémité d'une immense place d'armes, recevrait facilement six mille hommes; c'est à peine si deux cents soldats l'habitent aujourd'hui, et déjà elle tombe en ruines. Les canons des remparts, placés sans aucun ordre, sont démontés et presque tous hors d'état de servir; l'insouciance la plus complète préside à toutes les opérations des Turcs. Les rues semblent désertes; nous ne rencontrâmes pas une seule femme;

les hommes, abrutis par l'opium et la pipe, encombrent les cafés. La paresse, cette lèpre des musulmans, d'autant plus incurable qu'ils la regardent comme une marque distinctive de puissance, règne partout en souveraine.

Au détour d'une ruelle, et en face du séraï du pacha, nous rencontrâmes notre capitaine, suivi d'un officier turc et d'un grand Anglais qui depuis deux jours avait promené sa mélancolie sur le pont, sans adresser la parole à personne. Les deux groupes se réunirent; mais, au même instant, un esclave noir, richement costumé, parut à l'une des fenêtres du palais, et je m'arrêtai seul pour le considérer. Ce nègre était sans doute chargé de la garde des femmes du pacha, car, à la vue de mon lorgnon, il fit une horrible grimace, et prononça quelques mots avec un accent qui me les fit comprendre. Mes compagnons entraient alors dans la cour du séraï, et sans trop savoir où j'allais, je les suivis d'assez loin. Après avoir traversé un long corridor et une antichambre où un état-major plus nombreux que brillant reposait étendu sur des nattes de joncs, nous arrivâmes à la salle d'apparat. Le pacha, qui s'y trouvait, ne se leva point; mais il nous invita du geste à prendre place sur le divan. J'essayai donc de me mettre à la hauteur des circonstances, c'est-à-dire de croiser mes jambes ainsi qu'un vrai fils de Mahomet. Satisfait de mes efforts, je reportai les yeux vers son excellence; elle tirait une langue démesurée à notre taciturne insulaire. Je trouvai le salut grotesque. Mais lorsque je vis le pacha livrer son bras charnu aux doigts effilés de l'Anglais, je compris que nous ne devions l'honneur de notre réception qu'au titre de médecin de ce dernier. Le malade se plaignait en turc; un juif répétait en italien les doléances de son maître, en n'oubliant pas d'y joindre les siennes, et le capitaine traduisait le tout en anglais au docteur, qui répondait par le même canal. Notre bon citoyen de Hambourg, habitué dans ses longs voyages à parler à tous les puissans de la terre, ne laissa pas échapper l'occasion de faire une nouvelle connaissance; et quoique sa petite veste de nankin, son pantalon rose et ses pantoufles jaunes ne fussent pas d'une étiquette bien rigoureuse, il s'avança, saisit aussi le bras du pacha, et dit d'un air assuré : *Vomitivo, purgativo, non è pericolo.* Un fou rire nous suffoquait, l'Anglais seul ne déridait point sa longue et pâle figure. Deux noirs nous apportèrent fort à propos des chibouks et de la conserve de roses, au moment où notre gaieté, devenue expansive, allait faire une esclandre. Cette consultation, digne de M. Purgon, retarda notre départ, qui n'eut lieu que vers deux heures.

Nous courûmes jusqu'à la nuit des bordées le long des côtes; le lendemain, à notre réveil, un beau soleil dorait les cimes élevées des montagnes de l'Asie. Le paquebot marchait rapidement; bientôt il doubla le cap Fanaraki, et le Bosphore déploya devant nous son magnifique panorama. Bouyoukdéré est le premier de ces gracieux villages qui se succèdent sans interruption sur la côte d'Europe jusqu'au faubourg de Tophana. Thérapia, résidence habituelle de notre ambassadeur, se montre ensuite pittoresquement adossé à la croupe de cette riche et verdoyante colline où campa Godefroy de Bouillon. La côte d'Asie, moins habitée que celle d'Europe, la surpasse cependant par le luxe de sa végétation, la hardiesse de ses montagnes et la fraîcheur de ses délicieuses vallées. A chacune de ses sinuosités, le Bosphore, tranquille et majestueux comme un grand fleuve, découvre un nouveau tableau, une scène enchanteresse éclairée par un ciel admirable; nulle part la nature prodigue n'a rassemblé plus de magnificences. Les murailles blanchies des deux châteaux de Mahomet commandent le passage le plus resserré du détroit, et ajoutent à la beauté des lieux qu'ils dominent la majesté des souvenirs antiques. Les palais du sultan, légers kiosques de bois soutenus par des colonnes de Paros, les élégantes demeures des pachas, celles des riches négocians, forment en Europe et en Asie la ville la plus charmante, la plus pittoresque, la plus originale du monde.

Le bateau nous faisait passer sans intervalle de merveille en merveille; en moins d'une heure nous avions laissé à gauche Scutari, la ville des tombeaux, et nous entrions dans le port de l'ancienne capitale des Constantins. Là, de quelque côté que l'on tourne ses regards, on reste, je ne dirai pas ravi, mais stupéfait d'admiration.

Les collines de Constantinople et celles où s'élèvent, comme suspendus dans les airs, les faubourgs de Péra et de Galata, vont en se resserrant jusqu'à la vallée des *eaux douces* d'Europe, et comprennent cette partie du canal que l'on appelle la *Corne d'Or :* c'est le port sans cesse rempli d'une multitude de navires. Nous jetâmes l'ancre devant l'échelle de Tophana; Scutari, avec ses magnifiques casernes, ses champs des morts et ses noirs cyprès, s'étend en face sur la côte d'Asie; à gauche Péra, Tophana, Galata, trois villes immenses, superposées en gradins, étalent leurs innombrables étages de maisons bariolées et leurs quais animés par des passans nombreux, actifs, bruyans, séparés par leurs costumes comme leurs habitations le sont par leurs couleurs. A droite, c'est Constantinople, la grande cité trois fois reine, qui, entre Sainte-Sophie et la mosquée d'Hyoub,

se déploie sur sept collines, et lance dans les airs comme autant de soleils les légères coupoles de ses mosquées. Le Bosphore, chargé de vaisseaux de guerre et de bâtimens de commerce, traversé en tous sens par quatorze mille barques qui se croisent, s'évitent, se dépassent, semble lui-même porter une ville flottante aussi peuplée, aussi belle que celles qui l'entourent. Nous étions tous impatiens de débarquer; mais avant d'obtenir la libre pratique, il nous fallut passer à la quarantaine. Les journaux, depuis quelques mois, faisaient grand bruit de cette nouvelle réforme, et la fondation d'un lazaret à Constantinople était regardée comme le dernier monument de la victoire *de la raison de Mahmoud sur les aveugles préjugés des ulémas.* La raison est une si belle chose, surtout lorsqu'un sultan daigne s'en faire l'apôtre, que je me soumis, sans trop de regrets, aux ennuyeuses formalités que dédaignait naguère le fatalisme oriental. Je cherchais des yeux sur le rivage quel pouvait être le bâtiment destiné aux voyageurs suspects, lorsque notre *caïque* s'arrêta contre le flanc d'un vieux vaisseau démâté. Un Turc, armé d'une longue baguette blanche, nous fit signe de franchir une petite échelle assez mal assurée, et, pour faciliter notre ascension, il nous jeta un cable, excellent conducteur de la peste, que nous n'eûmes garde de toucher. Arrivés, non sans peine, dans l'entrepont, nous y trouvâmes un second employé qui nous fit entrer dans une chambre basse et obscure, au milieu de laquelle était un réchaud. Notre guide en ranima les charbons éteints, et les saupoudra d'un encens qui répandit dans la cabine un nuage tellement épais et d'une odeur si nauséabonde, que l'un de nous, pour mettre fin à la cérémonie, ouvrit brusquement la porte, et donna quelque monnaie au parfumeur, qui nous laissa tous fuir. Notre quarantaine était faite! Cette première épreuve me fit soupçonner ce que mon séjour à Constantinople me démontra complètement, c'est-à-dire le ridicule ou l'impuissance des réformes de Mahmoud.

Constantinople est bien connue aujourd'hui. M. de Chateaubriand a écrit sur cette ville quelques lignes immortelles, M. de Lamartine a consacré à la décrire la meilleure partie de son voyage en Orient; M. le maréchal de Raguse, enfin, a parlé du Bosphore en politique consommé et en habile écrivain. Les livres de ces voyageurs illustres ont été précédés et suivis d'un certain nombre de relations dont la plus intéressante est celle de MM. Michaud et Poujoulat. Je n'ai point la prétention de vouloir m'étendre sur un sujet déjà traité tant de fois et d'une manière si remarquable. Il est une de mes courses cependant dont je rendrai compte, parce que les voyageurs

n'ont eu que bien rarement l'occasion de la faire; je veux parler d'une visite au grand séraï. L'usage est d'accorder aux ambassadeurs nouvellement accrédités auprès de la Sublime-Porte le droit de voir les principales mosquées. M. le ministre de Belgique obtint pendant mon séjour un firman à cet effet, et en outre la faveur de pénétrer dans l'antique demeure des sultans. M. le baron O'Sullivan eut l'obligeance de prévenir les étrangers qu'ils pouvaient se joindre à son cortége; heureux de saisir cette occasion de parcourir en détail des lieux que l'ombrageuse susceptibilité musulmane rend d'un accès si difficile, je me trouvai à l'heure convenue à *l'échelle du séraï*.

Au moment où l'ambassadeur descendit de son caïque pavoisé, une porte de bronze, surmontée d'un soleil d'or, s'ouvrit devant nous, et nous entrâmes dans une cour longue et étroite dont le fond est occupé par un palais d'une architecture assez lourde. Un péristyle soutenu par des colonnes d'ordres divers arrachées aux temples païens, et un escalier de marbre d'une remarquable élégance, conduisent à la première salle. Cette pièce, la plus belle du séraï, est circulaire et percée d'un grand nombre de croisées dont les embrasures sont remplies par de magnifiques glaces de Venise. Des fresques médiocres, où figurent des amours bouffis dignes de Boucher, surchargent les murs et le plafond. Un divan de soie, en forme de fer à cheval, où prend place le sultan, et quelques chaises de crin composent tout l'ameublement. Les autres chambres, fort nombreuses, sont en général petites et assez obscures; devant toutes les fenêtres règne un treillage serré. Des panneaux ciselés et dorés, des ornemens répandus à profusion, mais sans goût, sur les portes et les boiseries, font de ces appartemens un assez mauvais pastiche du style *Louis XV;* les cheminées seules sont d'un travail parfait. La salle de bains est charmante. Un marbre éblouissant comme la neige recouvre les murailles et le parquet; la voûte est un damier de cristal brut qui laisse tomber un jour mystérieux et voilé sur une large cuve ornée de bas-reliefs admirables. Mahmoud n'habitait plus le grand séraï, qui lui retraçait sans cesse les plus tristes époques de sa vie passée; aussi nous fut-il permis de pénétrer dans le harem. Ce célèbre et vaste appartement des femmes est formé de cinquante chambres environ, donnant toutes sur un long corridor sombre. Où sont les tapis de Smyrne, les somptueux divans, les magnifiques tentures de Perse? Dans *les Mille et une Nuits*. Rien n'est triste comme la prison de ces malheureuses, livrées ordinairement par leurs mères aux caprices fantasques d'un homme. Quelques vieux eunuques se promenaient

encore par habitude dans ces lieux jadis confiés à leur garde. Étonnés de nous voir, ils nous regardaient d'un air stupide. Du harem nous descendîmes dans un jardin divisé en plates-bandes aussi régulières et en allées aussi droites que si Lenôtre en eût tracé le plan. Un parterre couvert de fleurs qui firent commettre à plusieurs personnes un larcin sentimental, s'étend devant un kiosque dont l'intérieur est délicieux. Des parois de marbre de l'appartement jaillissent des fontaines qui retombent en cascatelles sur de larges coquilles garnies de fleurs, et vont ensuite alimenter un bassin et le plus gracieux jet d'eau que j'aie vu. C'est dans cette salle si fraîche et si jolie que l'on comprend tout le charme de la vie orientale, car l'existence des Turcs dans leurs frêles maisons de bois, exposées à la chaleur le jour, à l'humidité la nuit, et par surcroît à une effrayante quantité d'insectes, m'a paru, n'en déplaise à nos poètes, un enfer anticipé.

Après avoir traversé plusieurs cours encaissées dans de grandes murailles blanchies, nous pénétrâmes dans le vieux palais de Mahomet II, abandonné depuis long-temps aux icoglans et aux domestiques. Dans la première pièce est enfoui, perdu peut-être, un trésor inappréciable, la bibliothèque des empereurs bysantins. Dans des placards hermétiquement grillés et cadenassés depuis des siècles, pourrissent de précieux manuscrits qui combleraient sans doute bien des lacunes dans la littérature, la jurisprudence et l'histoire. Un homme aussi spirituel qu'instruit, et dont le nom est aimé de toute la jeunesse, M. Saint-Marc Girardin, a dû, cette année même, essayer de visiter ce poudreux sanctuaire. Pour moi, je dus accepter de bonne grace le rôle du renard de la fable.—La bibliothèque s'ouvre sur une chambre assez petite et tellement sombre, que les yeux ont besoin de s'habituer aux ténèbres pour y distinguer quelque chose. Ce réduit mystérieux est la salle du trône. Dans la partie la plus obscure reluit un divan tout éclatant d'émeraudes et de pierreries. C'était de cette place que jadis le sultan, vêtu de la tunique blanche, recevait les ambassadeurs européens, ou plutôt assistait à leur entrevue avec son grand-visir. Les représentans des plus fiers monarques, annoncés à l'héritier de Mahomet, à la loi vivante, comme de pauvres diables à demi morts de faim et de froid, étaient amenés devant une fenêtre basse et grillée. On leur apportait une pelisse de soie, des sorbets et des conserves; une fois rassasiés et vêtus, il leur était permis de décliner, mais du dehors seulement, leurs titres et qualités que le grand-visir faisa connaître au sultan. Sa hautesse daignait alors se lever à demi et congédier du geste le ministre chrétien. Depuis les menaces

de la république française, cet étrange cérémonial appartient à l'histoire ancienne. Mahmoud recevait lui-même les envoyés des rois ses bons cousins et de *son grand ami* l'empereur Nicolas.

La salle du trône donne sur une galerie dégradée, mais qui cependant n'a point perdu toute sa magnificence. Les pilastres qui la soutiennent étaient entièrement dorés. C'est dans cet endroit que fut massacré Sélim, pendant que Mahmoud, caché sous de vieilles tapisseries, entendant l'horrible tumulte de l'émeute et les cris déchirans de son ami, croyait toucher plutôt à la dernière heure de sa vie qu'à la première de sa puissance et de sa liberté. Que de drames se sont passés là! Mais qui pourrait les raconter? Les pierres sont muettes, elles ne conservent même pas les traces du sang. Les jardins règnent derrière le vieux palais, ils sont immenses : ici de grandes pelouses, là des bosquets de platanes et de cyprès à travers lesquels apparaissent les dômes dorés des kiosques; on les parcourt pour arriver à l'hôtel des monnaies. Cet établissement est vaste, mais sous tous les rapports inférieur à ceux du même genre que j'ai visités en Europe; il est dirigé par des Arméniens qui depuis longtemps, pour satisfaire aux exigences des derniers padischas, n'ont émis que de la fausse monnaie. La valeur de la piastre, qui s'élevait, il y a cinquante ans, à un écu, est tombée au-dessous de 25 centimes! Que l'on juge d'après ce seul fait de l'affreuse misère de l'empire!

L'ambassadeur et son cortége quittèrent le séraï par la porte de l'*Atmeidan*, où l'on exposait autrefois les têtes des pachas rebelles. Ce pilori privilégié chôme depuis plusieurs années, et néanmoins (je ne fus pas le seul à faire cette remarque), il a conservé une odeur de cadavre en putréfaction.

La mosquée de Sainte-Sophie est voisine du séraï. Pour nous y rendre, nous traversâmes une petite portion de l'Atmeidan, ou marché aux chevaux de Stamboul, qui fut l'hippodrome de Constantinople. L'Atmeidan rappelle cette terrible journée où Mahmoud ordonna le massacre des janissaires, mesure énergique sans doute, mais en général mal comprise; car, si elle sauva la vie du sultan, elle priva l'empire de sa meilleure milice. L'hippodrome aussi fut souvent ensanglanté par les querelles des rouges et des bleus, à l'époque où les Grecs, sans force contre leurs ennemis, s'entretuaient pour un cocher ou une courtisane. Le centre de cette vaste place est occupé par un obélisque moins élevé, mais d'un plus beau granit que le nôtre. Derrière ce monument, on voit les restes informes d'une colonne de bronze formée jadis par deux serpens enlacés, dont, s'il faut en croire

la tradition, Mahomet II trancha les têtes d'un coup de cimeterre. L'une des extrémités de la lice était marquée par une autre colonne recouverte d'airain et considérée comme l'une des merveilles du monde; elle est encore debout, mais dépouillée de son enveloppe, et sa chute paraît imminente. Les ruines du Bas-Empire manquent de grandeur; ce mot ne doit cependant pas s'appliquer à Sainte-Sophie. On connaît l'histoire de ce temple célèbre : fondé par Constantin, détruit en partie par les flammes, il fut relevé sous Justinien, et la conquête musulmane l'a laissé subsister jusqu'à nos jours. L'architecture extérieure de Sainte-Sophie a perdu de sa majesté et de son harmonie par suite des mutilations que les ingénieurs turcs lui ont fait subir pour lui donner, autant que possible, l'aspect ordinaire des mosquées. Des minarets sans grace écrasent les coupoles; la porte principale a été supprimée, mais à peine a-t-on franchi le magnifique vestibule qui précède le sanctuaire, que l'on est saisi d'une respectueuse admiration. Peut-être dois-je attribuer la vivacité de mes impressions à l'étrangeté de notre visite et au sentiment pénible que tout chrétien doit éprouver à la vue d'un lieu saint profané. Toujours est-il que nulle église ne produisit sur moi plus d'effet que la vieille basilique de Justinien. La nef est vaste et soutenue de chaque côté par une double colonnade de marbre et de porphyre; les chapiteaux des piliers et les cintres qui les réunissent sont recouverts de mosaïques étincelantes d'or et d'azur; le grand dôme est d'une hardiesse remarquable; je l'entendais comparer autour de moi à la coupole de Saint-Pierre. Toutes les anciennes peintures ont disparu sous les versets du Coran; il ne reste plus que les images bizarres de deux évangélistes, qui ne donnent pas une très haute idée de l'art du Bas-Empire. L'autel a été détruit et remplacé par la chaire où l'iman fait la prière. Au moment où nous entrâmes, la cérémonie finissait. Plusieurs Turcs étaient encore à genoux, se frappant la poitrine et baisant la terre. Les bas-côtés étaient remplis par des groupes de ces malheureux qui, en tout pays, n'ont d'autre asile que la maison de Dieu. On parvient aux galeries par un escalier en spirale d'une pente si douce, qu'il est facile de le gravir à cheval. Le jour de l'assaut de Constantinople, le dernier empereur grec, suivi de ses officiers, le monta de cette manière, et reçut les sacremens avant de courir à la mort glorieuse qu'il trouva près de la porte d'Andrinople. La brèche sur laquelle les soldats de ce malheureux prince firent tardivement honneur à leur illustre origine est encore reconnaissable. Les murailles de Constantinople n'ont pas été réparées depuis 1453.

Mais quelque intérêt que puissent offrir en tout temps des souvenirs de Constantinople, on s'étonnerait sans doute qu'en présence des grands évènemens qui tiennent le monde entier dans l'incertitude sur ses propres destinées, le voyageur ne songeât qu'à compter des tronçons de colonnes et des statues mutilées. Ce qu'il faudrait montrer, c'est cet empire se débattant dans sa lente agonie, sous le coup d'une protection insolente autant qu'oppressive, compromis en même temps et par les aveugles sectateurs du passé, et par les maladroites imitations de l'Europe occidentale. Ceci nous convie à apprécier brièvement la portée des réformes essayées par Mahmoud et continuées par son faible successeur; car, par la fatalité des circonstances, ces réformes sont devenues pour l'empire ottoman le plus redoutable des dangers.

La population des états du grand-seigneur situés en Europe s'élève environ à douze millions d'hommes dont *deux millions à peine sont d'origine musulmane;* le reste est un mélange confus de Grecs, d'Arméniens, de Bulgares, de Juifs, séparés par leurs usages, leurs langues et leurs religions. Il y a peut-être encore plus d'antipathie entre les rayas de races différentes qu'il n'en existe entre eux et les Turcs, entre l'abrutissement du vaincu et l'insolence du vainqueur. Les querelles religieuses ne sont envenimées que parmi les diverses sectes chrétiennes. Les Arméniens catholiques et les Grecs soumis au patriarche vivent dans un état continuel d'hostilité et de défiance. Le clergé du rit non uni est composé d'hommes ignorans et corrompus; les prêtres arméniens, au contraire, ont plus d'austérité et de véritable foi. Ils obéissent à toute la rigueur des canons de l'église romaine et observent la loi du célibat; les popes grecs ont la faculté de se marier. Cependant (le fait est remarquable, car il vient à l'encontre de certaines théories philosophiques), les premiers partagent et exploitent les vices de la foule, les seconds mènent une conduite exemplaire. Ils forment la tête de leur nation, qui est aussi la plus saine portion des classes opprimées. Le czar, en sa qualité de chef de la religion, possède la confiance des rayas grecs, et c'est en lui qu'ils espèrent. Il serait peut-être possible à une puissance européenne de créer un contre-poids à cette influence énorme en excitant les sympathies religieuses des rayas arméniens. Mais quelle n'est pas la faiblesse d'un pouvoir, lorsque les peuples qu'il devrait réunir sont assez divisés d'intérêts et de mœurs pour que les gouvernemens étrangers aient la faculté d'ourdir leurs intrigues, non-seulement dans les cabinets ministériels, mais pour ainsi dire

sur la place publique? Telle est la position désespérée des Turcs. Le célèbre hémistiche de Lucain sur Pompée : *Stat magni nominis umbra*, est la seule explication de leur existence politique. Ils ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. La question d'Orient n'est donc nullement, au fond, celle de savoir si Abdul-Medjid l'emportera sur Méhémet-Ali, ou s'il subira la loi de cet orgueilleux vassal; il s'agit de fondre vingt peuples dans une régénération sociale. Or, les Turcs ne semblent destinés qu'à paralyser les progrès du Levant par leur lente agonie. Lorsqu'un peuple a tenu sa place dans l'histoire, lorsqu'il a jeté de vives lueurs sur le monde, il est triste d'apercevoir à ses destinées une fin prochaine et déplorable; aussi nous faut-il une conviction profonde pour nous décider à écrire ces lignes. En Turquie, le vice est radical et sans remède. Tous les ressorts du gouvernement sont détendus, la corruption gagne tous les jours du terrain, la religion de Mahomet elle-même, malgré les principes élevés qu'elle enseigne, est dans l'état actuel de l'Europe un véritable anachronisme. Elle prêche la guerre, et le monde veut la paix. Jusqu'au dernier sultan, la Turquie a ressemblé à un arbre encore majestueux resté debout par la seule force de son poids; Mahmoud y a porté la hache, il ne croyait qu'émonder le branchage, il a fendu le tronc, et l'arbre est mort. La presse française, abusée par quelques écrits, a, pendant un temps, grandi outre mesure le génie du sultan; les ouvrages de MM. de Lamartine et de Raguse auraient dû éclairer l'opinion.

L'histoire tiendra compte à Mahmoud des difficultés insurmontables de sa position, mais elle le fera descendre du piédestal où on a voulu l'élever. Rien dans la conduite de ce prince n'a révélé un homme supérieur, capable d'animer, pour ainsi dire, tout un peuple de son souffle puissant; supposons d'ailleurs qu'il ait eu le noble cœur et les grandes pensées qu'on lui a prêtés, qui donc pouvait seconder ses efforts?

Abdul-Medjid, dès ses premiers pas, chancèle sous le poids énorme de l'héritage paternel. Exposé à un grand nombre de périls extérieurs que ne dissiperait point l'accord de Constantinople et d'Alexandrie, le nouveau padischa, par un acte imprudent, vient encore d'irriter les plaies intérieures de son empire. Je veux parler de cet étrange hatti-scheriff de Gulhamé, revêtu par nos journaux du titre pompeux de *charte ottomane*. La presse française a, pendant quelques jours, fait trève à ses querelles intestines pour exécuter un bruyant concert d'éloges en l'honneur de *ce jeune souverain qui a senti la nécessité de poser lui-même des bornes à sa puis-*

sance. Les organes de l'opinion la plus avancée voient déjà, grace au régime constitutionnel, les arts, l'industrie et l'agriculture fleurir à l'envi sous le beau ciel du Levant. Des feuilles plus modérées, sur un ton moins pastoral, il est vrai, mais aussi singulier, établissent un rapprochement burlesque entre la Turquie de 1840 et la France de 1789, oubliant que dans le premier de ces pays il n'y a ni aristocratie, ni bourgeoisie, mais une nation tout entière courbée sous le niveau de la misère et de l'ignorance. J'ai exposé brièvement la triste situation des Turcs; pour preuve de la fidélité du tableau, je renvoie simplement le lecteur au hatti-schériff du 3 novembre. En présence de pareils faits, si disposé qu'on soit à former des vœux ardens pour l'amélioration prochaine des affaires de la Turquie, l'espérance devient presque impossible. Examinons rapidement la charte d'Abdul-Medjid et jugeons les conséquences probables de ses principales dispositions. Ce monument législatif se compose de deux parties distinctes : la première est un préambule en deux paragraphes où le gouvernement turc, avec une franchise poussée jusqu'à l'humilité, confesse et son impéritie et les maux qu'elle a causés, c'est-à-dire une administration sans force et un appauvrissement général. La seconde partie annonce des réformes et promet un nouveau système financier, un mode plus régulier de recrutement, des garanties capables d'assurer aux sujets ottomans une parfaite sécurité quant à leur vie, leur honneur et leurs biens; en un mot, une révolution sociale complète. Que cette œuvre soit nécessaire en Turquie, ce n'est une question pour personne; mais on peut douter qu'il soit prudent de la vouloir accomplir, pour ainsi dire en bloc, et par des moyens si peu appropriés à l'Orient. Lorsque du sein d'un peuple industrieux les siècles ont fait surgir d'immenses fortunes, de grands talens et de légitimes ambitions, un gouvernement qui se sent près de crouler sous ses décombres, peut faire un appel à la nation tout entière, et s'il est enlevé dans la tourmente, le pays, après des secousses plus ou moins longues et douloureuses, n'en reprendra pas moins son équilibre. Or, en Turquie, quels seront les soutiens de l'ordre? Les rayas? mais ils sont travaillés en tous sens par les influences étrangères. Les Turcs? ils avaient des priviléges, et le hatti-schériff les leur enlève. — Les tentatives de Mahmoud avaient échoué, mais elles avaient eu du moins pour résultat de familiariser les musulmans avec certaines idées de réforme; l'immobilité n'était plus la loi suprême, et il n'eût pas été aussi difficile, disons mieux, aussi impossible au nouveau sultan qu'à son prédécesseur d'intro-

duire dans ses états quelques améliorations. Selon l'expression de Joseph II, il devait essayer d'inoculer la révolution à ses peuples, déraciner secrètement les honteux abus de la chancellerie, choisir des gouverneurs de provinces probes et capables, sans annoncer à son de trompe que jusqu'ici les pachas avaient acheté à beaux deniers comptans le droit de ruiner l'empire. Les traités récemment faits avec la France, l'Angleterre et la Belgique ouvraient aux produits du pays des débouchés nouveaux, et détruisaient implicitement des monopoles ruineux; il suffisait de veiller sévèrement à leur loyale exécution pour ranimer le commerce du Levant. Le recrutement militaire s'opérait avec une cruauté inouie; des ordres formels adressés aux pachas par le séraskier, et au besoin des châtimens exemplaires eussent arrêté cette hideuse exploitation des classes pauvres. La patience est la courageuse compagne de la force. Par une téméraire précipitation à tout vouloir abattre, lorsque rien n'est préparé pour reconstruire, Abdul-Medjid a donné la mesure de sa faiblesse. On ne régénère pas un peuple *ex abrupto;* on ne transforme pas ses mœurs, on ne corrige point ses vices, on ne lui crée pas des forces avec une charte ou un hatti-schériff.

Nos journaux, trop enclins à juger les étrangers d'après leurs propres idées, sans examiner si elles sont applicables hors de France, se sont laissés surprendre par ce mot magique de constitution, ils ont répondu à l'appel qui leur était fait. Les feuilles françaises ont assez de force à Constantinople pour ébranler le crédit des courtisans; sous le règne de Mahmoud, un favori fut disgracié sur la simple lecture d'un numéro de la *Revue de Paris*. Les ministres de la Porte ont eu sans nul doute pour but, en conseillant à leur maître le hatti-schériff de Gulhamé, de se créer, au préjudice de Méhémet-Ali, une sorte de popularité dans les comités rédacteurs de nos journaux; ils y sont parvenus. Les articles les plus louangeurs auront été traduits et commentés en plein divan; mais il est un autre cabinet dont les intérêts auront été mieux servis encore, c'est celui de Saint-Pétersbourg. Le gouvernement russe, avec une habileté machiavélique, se sert au besoin des chartes comme des firmans; c'est au moyen d'une constitution qu'il a renversé le prince Milosch, dont le noble caractère lui faisait ombrage. Nous souhaitons sincèrement que l'avenir nous démente, mais nous craignons fort que la Russie ne sache profiter du hatti-schériff du 3 novembre, comme d'un nouvel aliment pour ourdir ses intrigues à Péra.

Comment la presse française ne louerait-elle pas à outrance ce

qu'elle appelle la charte turque, lorsque Constantinople devient un faubourg de Paris, et que des journalistes émérites ou sans travail s'acheminent des bords de la Seine à ceux du Bosphore? Le dernier paquebot vient de transporter dans la capitale des Osmanlis une petite colonie littéraire qui va exploiter les idées libérales en Turquie, et se propose bien de ne pas revenir avant d'avoir assisté à une discussion parlementaire au sein d'une chambre musulmane, ou fait élever des barricades dans les rues tortueuses de Stamboul.

Efforts impuissans, pastiches ridicules d'une nationalité qui succombe sous une civilisation qu'elle est aussi incapable de comprendre que de supporter! Il est difficile que la France intelligente applaudisse à ces tentatives de décomposition si contraires aux vues de conservation désintéressée qu'elle manifeste sur l'Orient. Délivrer le pays de toute tutelle exclusive, y laisser les choses à leur cours naturel, tant à Constantinople qu'à Alexandrie, faire durer, sinon pour bien des siècles, du moins pour des années encore, un état de choses dont la Russie et l'Angleterre ont un égal intérêt à voir la chute, telle est évidemment son intérêt comme sa pensée, et c'est parce qu'un libéralisme de contrebande et une presse exploitée par des hommes sans moralité sont un obstacle à ces vues loyales, qu'elle ne peut applaudir à ces symptômes d'une décadence imminente. La France doit désirer consacrer en Turquie comme en Égypte les faits qui résultent de la force des choses, faits qui ont en ce moment la sanction de la victoire, et jusqu'à un certain point de la volonté des peuples. C'est précisément parce qu'elle entend laisser l'Orient à lui-même qu'elle appuie et qu'elle seconde la division si naturelle de cet empire, dont un lien nominal peut-être, mais sacré, pourrait encore rattacher les deux parties au centre de l'unité nationale. Dans l'intérêt même de l'empire ottoman, la France doit vouloir une division qui le rende plus fort, et elle fait de la politique turque en garantissant les destinées nouvelles de l'Égypte, non moins qu'en interdisant à la Russie l'accès des rives du Bosphore.

Ce n'est pas que les esprits prévoyans se fassent trop d'illusions sur l'avenir des deux nations musulmanes, en admettant même que le cours de leurs destinées ne soit pas violemment interrompu par l'ambition hâtive de deux cabinets européens, dont l'un est pressé par ses intérêts et l'autre par ses haines, et qui semblent se rapprocher pour s'assurer une part également belle dans le grand partage. L'œuvre fondée par Méhémet-Ali n'offre pas sans doute tous les caractères de durée que la France serait heureuse d'y trouver; il est difficile de

ne pas concevoir quelques doutes sur sa consolidation, en admettant même que les journalistes ne s'abattent pas en masse sur le Caire, comme ils paraissent vouloir le faire sur Constantinople. Mais quelles que soient les incertitudes de l'avenir, il est évident qu'elle doit favoriser de tous ses efforts la chance de l'établissement d'un gouvernement national en Égypte, aussi bien que le maintien du pouvoir vénéré qui siége encore dans la capitale de l'islamisme. C'est dans ce sens que paraissent avoir été conduites les négociations de ces derniers temps, sur lesquelles la discussion parlementaire va bientôt jeter un grand jour; et si cette politique honorable rencontre à chaque instant des difficultés nouvelles, à quoi l'attribuer, si ce n'est à des vues moins désintéressées que les nôtres? La Russie ne peut vouloir fixer définitivement une situation de l'incertitude de laquelle elle est plus que tout autre appelée à profiter; l'Angleterre, dans sa résistance à l'Égypte, est stimulée à la fois par ses antipathies et par ses espérances, et l'Autriche n'ose embrasser énergiquement une pensée qui la lierait trop ouvertement à la France. Ainsi le provisoire se prolonge, et les complications deviennent chaque jour plus inextricables.

Mais de tels intérêts ne sauraient être appréciés incidemment, et je reviens à ma tâche de voyageur, dont la gravité des circonstances m'a pour un instant écarté.

Constantinople est le point militaire d'où les sultans, appuyés à la fois sur l'Europe et l'Asie, ont fait trembler le monde civilisé; mais les musulmans croient à une ancienne et menaçante prophétie qui leur annonce qu'un jour leurs armées vaincues repasseront le Bosphore, et Brousse alors redeviendrait de nouveau leur capitale. Cette ville a servi de théâtre à de grands évènemens, elle est encore la seconde cité de l'empire; cette double raison me décida à la visiter. Par une belle soirée du mois de juillet, je m'embarquai dans un caïque rapidement mené par quatre rameurs grecs. Nous devions souper à l'île des Princes. On nomme ainsi l'une des quatre îles qui forment un groupe à l'entrée de la mer de Marmara, parce que souvent les empereurs y reléguaient les hauts personnages dont l'influence eût pu devenir dangereuse. Ce petit coin de terre, placé aux portes de Constantinople, n'a pas souffert de la conquête; il a été long-temps l'apanage du patriarche, et, sous cette double tutelle, il a échappé à la misère qui, comme une maladie contagieuse, a étendu sa lèpre sur le reste de l'empire.

Un gros bourg, où les négocians européens viennent chercher un

refuge contre les chaleurs pestilentielles de l'été, occupe le contrefort d'une montagne située au centre de l'île. La vue que l'on découvre de ce point est admirable. Les murailles de Constantinople, Scutari et la côte de Chalcédoine ferment, à droite, l'horizon qui s'étend, à gauche, aussi loin que la paisible Propontide. Après avoir joui d'un splendide coucher de soleil, nous descendîmes au village où, dans une auberge tenue par un Marseillais, nous attendait un bon repas provençal. Vers onze heures, la brise de nuit souffla, et nos marins nous firent remonter dans la barque. Un ciel étoilé et une lune brillante comme le soleil du nord guidèrent notre marche; le lendemain de bonne heure nous arrivions à Moudania. Cette misérable ville possède une bonne rade. Voisine de Brousse, dont elle est l'échelle, elle doit à cette position assez d'importance. Grace à notre firman de poste, nous obtînmes facilement des chevaux; mais pour des coursiers arabes, ils étaient fort dégénérés.

Brousse est à cinq lieues environ de Moudania. Le pays que l'on parcourt pour s'y rendre est d'une admirable fertilité; les Turcs, plus actifs dans cette contrée que dans les autres parties de l'empire, se livrent aux travaux de l'agriculture; la campagne offre un aspect d'aisance et de prospérité qui étonne le voyageur dont les yeux sont attristés à quelques toises même de Constantinople par une nature entièrement morte. De nombreux plants de mûriers annoncent de loin l'industrie de Brousse, si célèbre en Orient par ses manufactures de soieries. Avant d'arriver à la grande vallée de Brousse, qui passe avec raison pour être l'une des plus belles du monde, nous traversâmes plusieurs vallons fertiles où les lauriers-roses croissent sur les bords des ruisseaux, et où les grenadiers aux fleurs écarlates se mêlent aux tristes cyprès; le fond du tableau est majestueusement dominé par l'Olympe, dont Brousse occupe les premiers mamelons. Cette ville très considérable, puisque sa population s'élève à plus de cent mille habitans, sectateurs de Mahomet pour la plupart, n'est belle que par sa position. Elle remonte à une haute antiquité; sous le nom de Prusée, elle était la capitale de la Bithynie. Les craintes du roi Prusias se réalisèrent, les aigles romaines poussèrent leur vol hardi jusqu'à l'Olympe, et on en voit encore les empreintes sur les ruines d'un vieux château dont la cour à demi comblée sert aujourd'hui d'arsenal. Trois canons dont le premier est démonté, le second encloué, et le troisième en aussi bon état que les autres, composent tout le matériel de l'artillerie; néanmoins il nous fallut pour le visiter une permission spéciale. Les Romains dégénérés en Grecs du Bas-Empire durent reculer devant

les Turcs. Brousse devint le centre des conquêtes d'Othman, et Orcan fut assez puissant pour forcer un Cantacuzène à lui donner sa fille comme concubine. Les tombes de ces vaillans fondateurs de la puissance turque s'élèvent dans un hameau voisin de leur ville de prédilection.

Brousse fait un grand commerce de soieries. Les étoffes que l'on y fabrique sont d'une grande richesse; mais pour la finesse du tissu et surtout pour le goût des dessins, elles restent bien en arrière de celles de Lyon. Telles qu'elles sont du reste, on a peine à concevoir qu'elles puissent sortir des métiers informes en usage dans le pays. Un métier à la Jacquard y produirait une révolution, et il faut ici prendre ce mot dans son acception rigoureuse. Un négociant français voulut introduire à Brousse un simple métier à dévider; les femmes qui étaient chargés de cette opération préparatoire s'ameutèrent contre lui à tel point qu'il jugea prudent d'éloigner de la ville sa malencontreuse mécanique. Il la fit fonctionner dans la campagne; peu à peu les Turcs en comprirent les avantages et l'adoptèrent en dépit de leurs femmes.

Des contreforts de l'Olympe jaillissent des sources d'eaux chaudes d'un goût insipide, mais dans la composition desquelles existe cependant du sulfate de soude et du soufre. Dans un des faubourgs de Brousse, il existe de vastes établisssemens thermaux d'où cette ville tire son nom.

De Brousse nous regagnâmes Constantinople assez à temps pour y prendre le paquebot français *le Tancrède* en partance pour Smyrne.

ÉDOUARD THOUVENEL.

ÉTAT ACTUEL

DES INDES ANGLAISES.

PREMIÈRE PARTIE.

AFFAIRES DE L'AFGHANISTAN. — EXPÉDITION ANGLAISE AU-DELA DE L'INDUS.

Les changemens politiques qui s'opèrent en ce moment à l'ouest de l'Indus, et qui nous semblent devoir être étudiés avec soin, reconnaissent pour cause première la nécessité où se trouvait l'Angleterre de faire triompher son influence dans la Perse et l'Asie centrale sur l'influence rivale de la Russie.

Comme ces évènemens joueront nécessairement un grand rôle dans les destinées de l'Orient, et que ce qui se passe depuis quelques mois près des rives de l'Indus commence, selon toute probabilité, une ère nouvelle pour l'empire hindo-britannique, nous croyons utile de résumer et d'examiner sommairement ce que l'on sait de positif tant sur les causes prochaines ou éloignées de l'expédition des Anglais dans l'Afghanistan, que sur les circonstances mêmes de cette expédition et sur ses résultats.

Nous nous proposons de présenter ensuite le tableau de l'organi-

sation actuelle et des ressources du vaste empire hindo-britannique, de montrer quelle a été, dans l'ordre providentiel, la mission donnée à l'Angleterre en Asie, et d'examiner enfin comment cette mission a été remplie jusqu'à ce jour. Dans ce but et dans l'intention d'arriver, s'il se peut, à une appréciation exacte des graves évènemens dont il s'agit, il nous semble nécessaire de revenir sur l'ensemble des faits déjà connus, et de montrer leur liaison avec d'autres faits de quelque importance qui ont à peine été indiqués en France ou qui y sont entièrement ignorés. Un long séjour aux Indes anglaises nous a permis d'étudier sur les lieux le développement des forces de cet empire, la marche de sa politique, et, jusqu'à un certain point, les probabilités de son avenir. Nous nous efforcerons de jeter quelque lumière sur cette grande question, bien moins en nous livrant à nos propres conjectures qu'en offrant aux méditations des esprits sérieux les véritables données du problème. La plus importante de toutes, dans l'état présent des affaires de l'Asie, est, sans aucun doute, la conquête de l'Afghanistan. Quelques considérations générales établiront cette vérité. Nous tracerons ensuite une esquisse rapide de l'expédition, et ce coup-d'œil préliminaire une fois donné, nous entrerons dans les détails que comporte le plan que nous nous sommes tracé.

L'Afghanistan proprement dit s'étend du 61e au 70e degré de longitude est, et du 30e au 35e degré de latitude nord environ. Il est borné à l'est par la Perse, à l'ouest par l'Indus, au nord par l'Hindou-Koh (prolongement de l'Himalaya), au sud par le Balouchistan. Les deux principaux états de l'Afghanistan sont les royaumes de *Kaboul* et de *Kandahar*. Les capitales qui donnent leurs noms à ces royaumes sont les points de communication de l'Inde avec la Perse et la haute Asie. « Depuis l'antiquité la plus reculée, disait l'historien du règne d'Akbar, Aboulfazel (en 1602), Kaboul et Kandahar sont regardées comme les portes de l'Hindoustan; l'une y donne entrée du Tourân, l'autre de l'Irân; et, *si ces places sont bien gardées, le vaste empire de l'Hindoustan est à l'abri des invasions étrangères* (1). »

Dans ce peu de mots révélés à l'Europe pour la première fois en 1783, sous l'administration de Warren Hastings (2), a été l'enseignement de l'Angleterre; elle vient de prouver, quoique un peu tard, qu'il n'avait pas été perdu pour elle.

(1) *Aïn-Akbery*, vol. II, pag. 165.

(2) Warren Hastings était gouverneur-général des Indes anglaises quand F. Gladwin entreprit la traduction de l'*Aïn-Akbery*. Ce fut sous le patronage de ce grand homme que l'ouvrage fut publié, et il lui fut dédié à Calcutta, le 1er sept. 1783.

L'Afghanistan fit partie de l'empire mogol jusqu'à l'invasion de Nadir-Shah (1738-39). « Kandahar, qui tire son nom de la ville capitale ou qui lui donne le sien, dit un vieux voyageur, est la province la plus occidentale de toutes les Indes et a pour voisin le roi de Perse, qui en a souvent été le maître : *aussi est-ce pour cette province que les rois de Perse sont presque toujours en guerre avec le Grand-Mogol*, comme ils le sont du côté de la Turquie pour Bagdad et Erivan (1). » Ainsi, il y a deux cents ans, des rivalités semblables à celles qui nous occupent aujourd'hui étaient déjà depuis long-temps en présence.

Nadir-Shah exigea la cession des provinces à l'ouest de l'Indus, avant de rendre à l'empereur Mohammed-Shah le sceptre qu'il avait arraché à sa main débile. Privé de cette base et miné intérieurement par une organisation vicieuse, l'empire mogol croula de toutes parts. La France et l'Angleterre, accourues au bruit de sa chute, se disputèrent long-temps ses débris. Quand la France fut forcée d'abandonner la suzeraineté de l'Inde à son habile rivale, celle-ci put donner toute son attention à l'affermissement et à l'agrandissement de sa puissance. Elle s'attacha à consolider tour à tour, par les négociations ou par les armes, sa domination et son influence, surtout dans le nord et dans l'ouest de l'Hindoustan. La Perse, obligée, depuis la mort de Nadir-Shah, de renoncer à la souveraineté de l'Afghanistan, n'abandonnait cependant pas ses prétentions sur ce pays. D'un autre côté, la Russie, qui touche à ces contrées par la mer Caspienne, ne pouvait méconnaître l'importance politique de l'Afghanistan, les richesses naturelles et les facilités qu'il offre à ses possesseurs pour se rendre maîtres du commerce de l'Indus et de la haute Asie. Elle cherchait donc depuis long-temps à s'y créer des relations dont son commerce pût profiter. L'Angleterre, jalouse de toute participation, même en espérance, aux avantages de sa position dans l'Inde, et calculant les chances d'un avenir éloigné, suivait d'un œil inquiet les explorations de la politique russe et les démarches plus directes et plus hostiles du gouvernement persan. Elle n'attendait qu'une occasion pour se mettre ouvertement sur cette défensive qui, dans son système habituel, ressemble si bien à l'attaque! L'occasion s'est présentée.

La question que les luttes des négociateurs avaient laissée indécise, l'épée vient de la trancher d'un seul coup. Une expédition, aussi

(1) Jean-Albert de Mandelslo, 1638.

hardie que bien combinée, formée dans l'Inde britannique, vient de replacer sur le trône de Kaboul *Shah-Shoudjá-oul-Moulk*, exilé depuis trente ans de son royaume, et depuis vingt-quatre ans pensionnaire du gouvernement suprême des Indes anglaises qui lui avait accordé, ainsi qu'à son frère aveugle, *Shah-Zéman*, un asile à Loudiana, sur les bords du Sutledje. C'est de ce point que le shah est parti, le 14 novembre 1838, pour reconquérir ses états; c'était la troisième fois depuis vingt ans! Mais cette fois les astres lui étaient favorables, l'étoile de l'Angleterre marchait devant lui. Des troupes levées pour son service par le gouvernement suprême, payées par ce gouvernement, commandées par des officiers anglais, entouraient sa personne. L'armée du Bengale, destinée à *appuyer* ce mouvement, s'était réunie à Firozepour d'où elle marcha, le 10 décembre, pour suivre avec le shah la rive gauche du Sutledje, et traversa l'Indus à *Bakker*, du 12 au 17 février, se dirigeant par Shikarpour sur les passes du Kandahar. En même temps, un corps d'armée, parti de Bombay et débarqué aux bouches de l'Indus, à la fin de décembre, remontait les rives de ce fleuve, prenait possession d'Hyderabad, le 8 février, après avoir imposé un traité aussi humiliant qu'onéreux aux Amirs de Sindh, et marchait de là, le 11 février, pour opérer sa jonction avec le corps d'armée du Bengale. Cette jonction était complétée, et la passe du Bolan franchie par les dernières colonnes de l'armée, le 4 avril. Le lieutenant-général sir John Keane prenait ce jour même le commandement en chef des corps d'armée réunis sous le nom d'*armée de l'Indus*, et marchait sur Kandahar. Un corps auxiliaire *sikh*, commandé par le petit-fils du maharaja Ranjît-Singh, et où se trouvait le général Ventura, se préparait en même temps à pénétrer dans le Kaboul par la route de *Peshaver*. L'ensemble de ces opérations a eu le succès le plus complet. Shah-Shoudja, après avoir été solennellement reconnu et salué souverain de l'Afghanistan à Kandahar, le 8 mai dernier, par l'armée anglaise, a fait, le 7 août, son entrée triomphale à Kaboul, dont la prise de *Ghizni*, enlevée d'assaut en deux heures, le 23 juillet, lui avait ouvert les portes. M. Macnaghten, envoyé du gouvernement suprême et ministre *plénipotentiaire* (dans toute l'étendue du terme) près du roi de Kaboul, s'occupait activement, à la date des dernières nouvelles, de la réorganisation de ses états. Ainsi a été rétabli en quelques mois, au profit de l'Angleterre et presque sans coup férir, le royaume de Kaboul; ainsi une barrière, de long-temps inébranlable, a été élevée entre la Russie et l'empire hindo-britannique!

Par ce vigoureux coup de main, la suprématie politique et commerciale du gouvernement anglais et, aux yeux des peuples de l'Inde, le caractère *impérial* de sa domination, sont établis dans tout le nord de l'Hindoustan. Ils avaient été assurés dans l'Hindoustan central par l'extermination des *Pindaries* en 1817, et par la prise de Bhurtpore en 1826. Dans le sud, tout reconnaît la souveraineté absolue ou le pouvoir suzerain de la compagnie; dans l'est et le sud-est enfin, l'influence anglaise, quoique moins définitivement établie, s'est manifestée victorieusement par les traités imposés au Népal et à l'empire Birman, *et ne tardera pas à se compléter.* Mais n'anticipons pas sur cette partie de notre sujet.

Le dénouement de la question de l'Afghanistan a été précipité, sans aucun doute, par la tentative de la Perse contre Hérat, tentative sinon conseillée, au moins appuyée par la Russie; mais, depuis plusieurs années, la nécessité de reculer les frontières de l'empire hindo-britannique jusqu'à l'Indus, et d'affermir l'influence anglaise à l'ouest de ce fleuve, se faisait sentir de plus en plus, et l'histoire du passé témoigne de la sollicitude inquiète avec laquelle le gouvernement suprême suivait ou cherchait à diriger la marche des évènemens dans cette partie de l'Orient. Pour bien comprendre l'œuvre lente et progressive de sa politique, il est indispensable de rappeler les principaux faits historiques qui ont préparé l'accomplissement des destinées de l'Afghanistan.

A la mort du roi de Perse, Nader-Shah, en 1747, *Ahmed-Khan*, l'un de ses généraux, et chef de la tribu des *Abdalies* (connus depuis sous le nom de *Douranies*), devint maître de l'Afghanistan, et se fit couronner roi à Kandahar sous le titre de *Ahmed-Shah* DOURDOURAN (la perle du siècle). Actif et habile autant que brave, Ahmed-Shah porta la terreur de ses armes de Delhi à Asterabad; et, à sa mort, en 1773, il laissa à son fils *Timour* un empire dont les limites extrêmes avaient été naguère l'Oxus au nord, la mer et les embouchures de l'Indus au midi, le Kashmir et les monts Himalaya à l'est, la Perse au-delà de Meshed à l'ouest (1). *Timour-Shah*, loin de continuer la vie belliqueuse de son père, ne fit aucun effort pour rétablir l'autorité royale, compromise dans le Pandjab et les provinces voisines, et se contenta de régner paisiblement pendant vingt ans sur les provinces à l'ouest de l'Indus. Il mourut en 1793. Les intrigues du *Zénana*, appuyées

(1) Ahmed mourut à Kandahar, et cette ville est souvent nommée par les Afghans, d'après lui, *Ahmed-Shâhi*.

de l'influence de la tribu des *Barekzaïs,* placèrent d'abord sur le trône l'un des plus jeunes fils de Timour, *Zéman-Shah*, qui, pendant un règne agité de quelques années, essaya de reconquérir le Pandjab, et annonça même la folle intention d'envahir l'Hindoustan. Si ce projet eût pu avoir un commencement d'exécution, les intérêts anglais dans l'Inde auraient été sérieusement, quoique momentanément, compromis. Le gouverneur-général des Indes anglaises à cette époque (homme si justement célèbre, et auquel la postérité rendra encore un plus éclatant hommage que celui qu'il obtient de ses contemporains), le marquis de Wellesley (1), ne crut pas inutile de se prémunir contre le danger qui semblait menacer l'influence anglaise dans le nord de l'Hindoustan. La mission du capitaine J. Malcolm (depuis sir John Malcolm) à la cour de Perse, en 1799-1800, eut pour objet principal de déterminer la Perse à donner *tant d'occupations à Zéman-Shah chez lui*, qu'il ne pût songer sérieusement, *de trois ans au moins,* à troubler la tranquillité de l'Hindoustan. Le gouverneur-général assignait ce terme de trois ans aux arrangemens politiques et financiers qu'il avait en vue pour mettre les possessions de la compagnie et de ses alliés en état de défier toute agression étrangère. Comme encouragement à l'adoption de ces mesures, Malcolm était autorisé à offrir à la Perse un subside annuel de trois à quatre *lacs de roupies* (environ un million de francs), garanti pour trois ans. Il lui était recommandé en outre de tirer parti, autant que faire se pourrait, de l'inimitié qui depuis la mort de Timour régnait entre ses fils, et qui avait déjà amené des luttes sanglantes à la suite desquelles deux de ces princes s'étaient réfugiés à la cour de Perse (2). Admettant que le shah de Perse s'engageât à suivre le plan d'opérations tracé par le gouvernement anglais, celui-ci *déclarait ne prétendre à aucune part des conquêtes ou du butin qui pourraient être acquis par la Perse, en cas de guerre avec Zéman-Shah. A cette époque,* l'Angleterre trouvait convenable de jouer précisément le rôle qu'elle accuse la Russie d'avoir joué dernièrement devant Hérat. Lord Wellesley armait *la Perse contre l'Afghanistan;* aujourd'hui, au contraire, lord Auckland arme *l'Afghanistan contre la Perse.* Les faits curieux que nous venons de rapporter sont constatés par la cor-

(1) Frère aîné du duc de Wellington. Le marquis de Wellesley était capitaine-général en même temps que gouverneur-général. Le duc de Wellington, alors seulement l'*honorable* Arthur Wellesley, servait dans l'Inde à cette époque en qualité de major-général.

(2) Shah-Mahmoud et le prince Kamran son fils.

respondance de lord Wellesley, récemment publiée en Angleterre, et qui forme un recueil du plus haut intérêt (1). Shah-Zéman eut bientôt en effet *trop d'occupations chez lui* pour songer à inquiéter l'Inde anglaise (2). Les prétentions rivales de ses frères (Mahmoud et Shoudjâ) trouvèrent de nouveaux et de plus actifs soutiens. Leurs intrigues et les imprudences du shah armèrent contre lui la tribu des *Barekzaïs*, dont l'influence l'avait porté au trône. Une conspiration fut découverte : le shah fit mettre à mort six des principaux chefs qui s'y trouvaient compromis, et parmi eux, le chef de cette puissante tribu, *Sarferaze-Khan*. Le fils de ce dernier, le célèbre *Fatteh-Khan*, avec tous les *Barekzaïs*, épousa immédiatement les intérêts de *Shah-Mahmoud*, cet autre fils de Timour, que la Perse, de concert avec l'Angleterre, avait pris sous sa protection.

Le royaume, après quelques mois de tranquillité, fut livré de nouveau aux horreurs de la guerre acharnée que se livraient depuis six ans ces malheureux frères. Dans le cours de cette campagne, *Shah-Zéman*, trahi par un des siens, fut livré à *Mahmoud*, qui lui fit arracher les yeux. Plus tard (en 1803), *Mahmoud* était à son tour détrôné par *Shah-Shoudjâ*, et *Shah-Zéman* délivré par le nouveau roi (son frère par la même mère), dont il devait suivre désormais la fortune et partager les humiliations et l'exil. Ainsi le gouvernement de la compagnie fut délivré d'un ennemi qu'il avait un instant redouté, mais dont il avait si activement contribué à amener la ruine. Réfugié d'abord dans le *Pandjab*,— où Randjît-Singh, le sachant sans ressources, lui avait accordé à regret un asile, — et quand il eut expié par quinze années d'infortunes les alarmes que son ambition avait causées, le monarque aveugle et mendiant, depuis long-temps à

(1) *Wellesley Dispatches*, vol. V, pag. 82 et suiv.

(2) Il n'est pas sans intérêt de voir comment sir John Malcolm lui-même rend compte des résultats généraux de cette première mission, dans son *Histoire politique de l'Inde :* « Cette mission, dit-il, eut le succès le plus complet. L'envoyé anglais non-seulement réussit à décider le roi de Perse *à attaquer de nouveau le Khorassan, ce qui eut pour effet d'obliger Zéman-Shah à abandonner ses desseins sur l'Inde*, mais encore il détermina ce prince à conclure avec le gouvernement anglais des traités d'alliance et de commerce excluant *complètement les Français de la Perse*, et assurant aux Anglais tous les avantages qui pouvaient résulter de ces nouvelles relations. Il n'y a aucun doute, ajoute Malcolm, que si l'on eût cultivé cette alliance avec le même esprit de prévoyance et la même pénétration qui l'avaient commencée, *l'influence du gouvernement anglais, dans cette partie de l'Orient, aurait été à l'abri* de la plupart des dangers auxquels elle a été subséquemment exposée. » (*Political History of India*, 1826, vol. I, pag. 272.)

charge à son hôte, trouva enfin un exil paisible et du pain à Loudiana, où *Shah-Shoudjä* lui-même l'avait précédé.

De 1803 à 1809, *Shah-Soudjá* avait occupé un trône mal affermi, et conclu à *Peshaver,* en 1809, un traité d'alliance avec le gouvernement suprême des Indes anglaises, qui, à l'effet de négocier ce traité, avait envoyé M. Elphinstone à la cour de Kaboul, en qualité d'ambassadeur. Cette même année, ce prince, qui n'avait pu réussir à rallier les Barekzaïs à sa cause, fut obligé de fuir devant le visir *Fatteh-Khan,* qui, déjà une fois, avait placé la couronne sur la tête de *Shah-Mahmoud,* et qui de nouveau exerça le pouvoir suprême en son nom, de 1810 à 1818. *Shah-Shoudjá* avait trouvé dans le *Pandjab* un asile qui devait, trois ans plus tard, lui coûter si cher. Il fit de courageux mais vains efforts pour rétablir son autorité, d'abord dans la province de *Peshaver,* puis dans le *Moultan*, et enfin dans le *Kashmir.* Il fut forcé de repasser l'Indus en 1810, et une seconde tentative en 1811 eut pour résultat de le faire tomber entre les mains du gouverneur d'*Attock* sur l'Indus. Celui-ci le livra bientôt à son frère, gouverneur de Kashmir, d'où, après des dangers et des souffrances inouis, il parvint à s'échapper en 1812, et vint de nouveau demander l'hospitalité à Randjît-Singh. S'il ne restait plus au roi fugitif ni armée, ni ressources politiques, il lui restait encore, et Randjît-Singh le savait, des pierres précieuses d'une immense valeur, et une entre autres, le *Koh-é-nour* (montagne de lumière), ce diamant merveilleux qu'aucun souverain n'était assez riche pour acheter, et que la conquête ou le pillage pouvaient seuls faire changer de maître! Du trésor de Golconde, il était passé au palais des empereurs mogols, du palais de Delhi à la tente de *Nader-Shah*, où, quand ce conquérant fut assassiné en 1747, Ahmed saisit le *Koh-é-nour* d'une main et la couronne de l'Afghanistan de l'autre. Randjît-Singh aspirait depuis long-temps à la possession du *Koh-é-nour;* après avoir offert sans succès un *djághir* (fief) avec une place forte pour la cession du trésor qu'il convoitait, il eut recours aux menaces, puis aux traitemens les plus insultans et aux persécutions les plus incessantes. Les tourmens de la captivité, de la faim, de la soif, tout fut mis en usage, et si Randjît-Singh s'arrêta devant l'assassinat, on peut croire qu'il ne fut retenu que par l'incertitude où il était sur les moyens employés par le shah pour soustraire le diamant aux recherches, et par la crainte que sa proie ne lui échappât à la mort de sa victime. Le shah, vaincu par la persévérance de son bourreau, et craignant non-seulement pour sa vie, mais encore pour l'honneur

et la vie des *bégoms* (1), consentit enfin à remettre aux mains cupides du *mahabadja* le joyau si ardemment désiré. Mais Randjît-Singh n'était pas encore satisfait : il fit, peu de temps après, saisir par des femmes, dans l'intérieur des appartemens des *bégoms*, tous les objets précieux sur lesquels on put mettre la main, et examinant les paquets qui en furent faits et qui lui furent apportés, il s'appropria un grand nombre de bijoux, d'armes de prix, de tapis, etc. *Shah-Shoudjâ* et sa famille furent ensuite relégués par ses ordres dans un obscur réduit où il leur fit éprouver toute sorte d'indignités, les accusant de menées hostiles à ses intérêts. En novembre 1814, les bégams, sous le costume de femmes hindoues, parvinrent à s'échapper et se réfugièrent à Loudiana, sur le territoire anglais. *Shah-Shoudjâ* réussit à son tour à se soustraire, comme par miracle, à la surveillance de Randjît-Singh, et après avoir tenté, mais en vain, de pénétrer dans le Kashmir à la tête d'un corps de troupes qu'il était parvenu à lever dans les montagnes, vint rejoindre sa famille à Loudiana, en septembre 1816, et reçut une pension annuelle de 50,000 roupies du gouvernement anglais. *Shah-Zéman* fut admis plus tard à partager la retraite de son frère, et il lui fut alloué 24,000 roupies par an.

Cependant le gouvernement de l'Afghanistan reprenait quelque unité et quelque force sous l'administration vigoureuse de *Fatteh-Khan;* mais ce ministre, dont les hautes qualités et l'influence portaient ombrage à *Shah-Kamran*, fils de *Mahmoud*, ne jouit pas long-temps de sa fortune. Il fut égorgé, en 1818, en présence des deux princes et par leurs ordres, de la manière la plus barbare. *Shah-Kamran* lui avait fait arracher les yeux peu de temps auparavant. La mort de ce chef fut le signal d'une insurrection générale des *Barekzaïs*, et bientôt les frères de *Fatteh-Khan* se disputèrent les dépouilles des fils de *Timour*. *Azim-Khan*, l'aîné des frères, et gouverneur de Kashmir, s'était hâté de se rendre à Kaboul, et de se mettre à la tête de ce mouvement, son frère *Dost-Mohammed*, déjà en possession de Kaboul, lui ayant déféré le commandement dans ce moment de crise. *Azim-Khan*, blessé par quelques paroles offensantes ou quelque acte impolitique de *Shah-Shoudjâ*, qu'il voulait d'abord replacer sur le trône, accepta les propositions du jeune prince *Ayoub* (un autre fils de Timour), qui se contentait du titre de

(1) ***Bégom*** ou ***bégam***, princesse ou femme d'un haut rang chez les musulmans. Femme de ***Bég***, chef ou seigneur, en moghol.

roi et s'engageait à lui en laisser la puissance. Mais dans ces temps difficiles, où des ambitions rivales éclataient de toutes parts, ce sceptre de parade était encore trop lourd pour la main d'*Ayoub*, qui, effrayé des scènes de violence dont il était témoin chaque jour, prit la fuite et alla demander à son tour un refuge à la cour de Lahore. Les différentes provinces de la monarchie passèrent sous la domination des chefs *Barekzaïs*, qui finirent, de guerre lasse, par s'entendre sur le partage. La seule province d'Hérat, où *Shah-Mahmoud* s'était réfugié avec son fils deux jours après le meurtre de *Fatteh-Khan*, pour échapper aux ressentimens des *Barekzaïs*, resta en possession d'un prince de la dynastie des *Douranies*. *Mahmoud*, qui s'était replacé sous la protection de la Perse, mourut en 1829. *Shah-Kamran* lui succéda comme souverain d'Hérat, mais la Perse continua à se considérer comme suzeraine de ce petit état (qui, par sa position géographique et ses antécédens historiques, appartient au *Khorassan*), et à en exiger le tribut. Le détail des luttes sanglantes dont l'Afghanistan et le haut Indus ont été le théâtre, à dater de cette époque jusqu'en 1828, serait ici superflu; deux faits importans dominent les autres : l'affermissement du pouvoir de *Dost-Mohammed-Khan* à *Kaboul*, l'affermissement et l'agrandissement du pouvoir de Randjît-Singh dans le Pandjab. Randjît-Singh avait su de bonne heure profiter des troubles de l'Afghanistan pour s'emparer successivement des diverses provinces sur la rive gauche de l'Indus; et ayant soumis, de 1819 à 1823, la principauté de *Peshaver* sur la rive droite, et le Kashmir, il s'ouvrait ainsi la route de Kaboul. Dès 1809, il avait eu soin de fortifier sa puissance de fraîche date par un traité d'alliance avec le gouvernement anglais, intéressé à la consolidation et à la durée de cette puissance. Mais à mesure que les empiétemens progressifs de Randjît-Singh le rapprochaient des territoires de Kaboul, la haine politique et religieuse des deux chefs ne pouvait qu'enfanter de nouveaux troubles et compromettre sans cesse l'avenir.

Examinons maintenant quelle était la situation politique de l'Afghanistan de 1823 à 1838.

Dost-Mohammed-Khan, Barekzaï, régnait à *Kaboul*. Trois autres frères de Fatteh-Khan étaient conjointement souverains de Kandahar et en mauvaise intelligence avec Dost-Mohammed. Un quatrième frère était gouverneur de Peshaver, mais tributaire de Randjît-Singh. D'autres chefs de cette famille avaient établi leur autorité à *Ghizni* et à *Djellalabad*, dans une dépendance plus ou moins contestée de Dost-Mohammed. Les *Amirs de Sindh*, anciens vassaux de la couronne de

Kaboul, avaient secoué le joug, sans rompre entièrement toutefois leurs relations avec *Shah-Shoudjâ*, dont ils avaient même, à diverses reprises, secondé les tentatives malheureuses pour remonter sur le trône de ses pères. Les Amirs avaient conclu des traités d'alliance et de commerce avec le gouvernement anglais (1); le dernier datait de 1832, et stipulait, de la part de chacune des parties contractantes, le respect le plus inviolable pour les possessions de l'autre, de *génération en génération* (article 2 des traités). *Balk* était tombé dans la dépendance de *Bokhara*. Le *Moultân* et le *Kashmir* étaient, ainsi que *Peshaver*, au pouvoir de Randjît-Singh. Hérat enfin était, comme nous l'avons vu, le seul débris de la grande monarchie Douranie que possédât encore un prince de la famille royale des *Saddozaïs, Shâh-Kamran*.

De tous les chefs de la tribu des *Barekzaïs*, depuis la mort des deux aînés de cette famille, *Fatteh-Khan* et *Azim-Khan*, *Dost-Mohammed-Khan* paraît avoir été le seul homme de tête et le seul propre aux affaires de gouvernement, le seul surtout, tant à cause de ses talens militaires que de ses ressources, qui fût en état de résister aux envahissemens de Randjît-Singh. Il est probable qu'il aurait fini par ranger la plus grande partie de l'Afghanistan sous sa loi et fondé peut-être une monarchie durable, si les Anglais, par une inspiration *soudaine* de leur politique, n'eussent songé à faire prévaloir les droits si long-temps oubliés ou méconnus de leur hôte Shah-Shoudjâ au trône de Kaboul. Les frères de Dost-Mohammed n'avaient, au contraire, réussi à se faire remarquer, dans leur gouvernement de Kandahar, que par la persistance infatigable de leur cupidité et de leur tyrannie. Ils avaient ruiné le commerce et l'industrie, et réduit les populations à désirer le retour de leurs anciens maîtres, les *Saddozaïs*, originaires, comme tous les *Douranies*, de cette portion du pays où leur antique race est en grande vénération. Hérat n'était guère plus heureux sous la domination de *Shah-Kamran;* mais ce prince était le seul rejeton de la race royale autour duquel on pût se rallier sans intervention étrangère. Il manifestait, d'année en année, l'intention de marcher contre les Barekzaïs, et l'espoir de rentrer en possession de Kandahar, siége primitif du pouvoir de ses ancêtres. Hérat appelait de ses vœux le jour où l'ancienne capitale lui succéderait dans l'onéreuse distinction de servir de résidence ha-

(1) Le premier traité datait de 1809. Il y était stipulé que la *tribu* des Français (*the tribe of the French*) serait exclue de tout établissement dans le pays. Voyez *Auber's Rise et Progress of the British Power in India*, vol. II, pag. 460.

bituelle au souverain. Les chefs de Kandahar, de leur côté, menaçaient sans cesse Hérat d'une invasion prochaine.

Il est nécessaire d'ajouter un dernier trait à ce tableau. L'infortuné Shah-Shoudjâ, avec plus de persévérance que de jugement, au travers de mille dangers, d'humiliations, de fatigues et de misères de toute espèce, s'était efforcé, à diverses reprises, de ressaisir, aux mains des usurpateurs, les tronçons d'un sceptre brisé. Le gouvernement suprême des Indes anglaises avait assisté, avec son humanité impassible, au triste spectacle de cette longue agonie. La dernière tentative du royal exilé eut lieu, avec l'assentiment du gouverneur général, en 1833-34; elle faisait le sujet de toutes les conversations dans le haut Hindoustan, où nous nous trouvions à cette époque. Comme précédemment, le gouvernement anglais resta spectateur de la lutte, qui fut, cette fois, assez sérieuse et d'assez longue durée, mais qui se termina d'une manière aussi désastreuse que les expéditions antérieures. Il en eût été autrement sans doute, si les Anglais eussent pensé dès-lors avoir un intérêt réel ou immédiat au rétablissement de Shah-Shoudjâ sur le trône de l'Afghanistan. Un secours modéré en hommes (surtout en officiers) et en argent eût suffi, selon toute apparence, pour assurer son triomphe. Il est permis de penser, en voyant ce qui se passe aujourd'hui, qu'il eût été à la fois plus honorable pour le gouvernement anglais, et plus conforme à ses véritables intérêts, de soutenir franchement et activement, en 1834, la cause qu'il a épousée avec une sympathie si inattendue en 1838. Il en eût coûté peut-être bien des millions de moins à l'Angleterre, et son attitude politique eût été, selon nous, plus forte encore et surtout plus digne qu'elle ne l'est aujourd'hui. Cette occasion fut manquée. Shah-Shoudjâ rentra à Loudiana, au mois de mars 1835, avec une centaine d'hommes, débris de la petite armée qu'il avait conduite jusque sous les murs de Kandahar. Les Amirs de Sindh l'avaient aidé dans cette expédition aventureuse; ils le secoururent dans sa retraite précipitée, et lui facilitèrent les moyens de regagner le territoire de la compagnie, où il fut accueilli par le reproche que lui fit la presse anglaise d'avoir survécu à sa défaite (1).

Tel était donc l'état des choses, quand le roi de Perse résolut de châtier un vassal insolent qui, depuis plusieurs années, pillait et ravageait les territoires du Khorassan et du Seistan avec impunité, marcha en personne contre Shah-Kamran, et mit le siége devant

(1) *Gazette de Delhi*, 1er avril 1835.

Hérat. Les motifs ne manquaient pas sans doute pour entreprendre cette expédition; les deux ministres anglais qui se sont succédés à la cour de Perse, M. Ellis et M. Mac-Neill (depuis sir John Mac-Neill), avaient été forcés d'admettre la légitimité de ces motifs. M. Ellis, dans son rapport du 17 avril 1836, s'exprimait ainsi : « J'ai eu une audience du shah aujourd'hui; sa majesté m'a fait observer que, comme roi et musulman, les plus fortes raisons lui faisaient un devoir de marcher sur le Khorassan; que Kamran-*Mirza* (c'est ainsi que les autorités persanes affectaient de le désigner), et les Afghans sous ses ordres avaient enlevé douze mille sujets persans qu'ils avaient vendus comme esclaves, et avaient forcé le chef de Khaïn, également sujet de sa majesté, de payer tribut à Kamran, etc. » M. Ellis avait déjà reconnu auparavant que le prince Kamran avait manqué aux engagemens pris envers la Perse, et dont les principales stipulations étaient de raser le fort de Ghorian, de renvoyer certaines familles en Perse, et de payer dix mille tomans au roi. « Le shah, disait M. Ellis, est conséquemment en droit d'exiger satisfaction par la force des armes, et, dans ces circonstances, quand bien même le gouvernement anglais ne serait pas lié par l'article 9 du traité existant (1), qui lui interdit toute intervention entre les Persans et les Afghans, il paraîtrait difficile de s'opposer à une attaque contre Hérat, ou de définir la limite exacte où devrait s'arrêter cette opposition. » M. Mac-Neill, qui succède à M. Ellis, reconnaît plus clairement encore, dans sa dépêche à lord Palmerston du 24 février 1837, les justes motifs qu'a la Perse de déclarer la guerre au prince Kamran :

« Mettant de côté les prétentions de la Perse à la souveraineté d'Hérat, et considérant la question comme élevée entre deux souverains indépendans, *je suis porté à croire qu'on trouverait que c'est le gouvernement d'Hérat qui a été l'agresseur.* A la mort d'Abas-Mirza, quand le shah actuel revint de son expédition infructueuse contre Hérat, des négociations s'ouvrirent, et le résultat fut la conclusion d'une convention qui fit cesser les hostilités et marqua les limites des territoires respectifs. De cette époque jusqu'au moment actuel, la Perse n'a commis aucun acte d'hostilité contre les Afghans; mais, à la mort du dernier shah, le gouvernement d'Hérat fit des incursions sur le territoire persan de concert avec les Turkomans et les Ha-

(1) L'article 9 du traité de la Perse (25 novembre 1814) est conçu ainsi qu'il suit : « En cas de guerre entre les Afghans et les Persans, le gouvernement anglais n'interviendra auprès d'aucune des parties, à moins que sa médiation n'ait été sollicitée par toutes deux dans le but d'amener la paix. »

zarehs, pilla et captura les sujets de la Perse pour les vendre en esclavage. Les Afghans d'Hérat ont continué ce système de guerre et de rapine sans intermission depuis cette époque, et la Perse n'a répondu à ces actes d'agression par aucune mesure hostile, à moins qu'on ne considère comme telle la déclaration publique de son intention d'attaquer Hérat. Dans ces circonstances, *il ne saurait, je pense, exister de doute quant à la justice de la guerre que le shah veut entreprendre;* et, bien que la prise d'Hérat par la Perse fût certainement *un grand mal,* nous ne devrons pas nous étonner que le shah, sans égards pour nos remontrances, maintienne le droit qu'il a sans doute de faire la guerre à un ennemi qui l'a poussé à bout, et qu'il peut se regarder comme obligé, par son devoir envers ses sujets, de punir ou même de déposséder entièrement. »

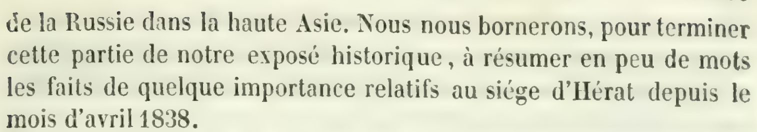
Rien ne saurait être plus concluant, ce nous semble, que ces aveux de M. Mac-Neill. Mais nous ne sommes pas au bout. A tous les sujets de plaintes énumérés par la cour de Perse, vinrent s'ajouter les réponses hautaines de Kamran aux propositions qui lui furent faites à la fin de 1836, d'après le désir et par l'intermédiaire de l'ambassadeur anglais. Enfin, et comme dernière insulte, Kamran, se dégageant ouvertement de toute dépendance envers la Perse (dont la suzeraineté sur cette partie de l'Afghanistan était établie et *reconnue depuis long-temps par les chefs afghans eux-mêmes* (1), prit le titre de *shah* (2) et la haute désignation de *kéblé alem* (père du monde). Des négociations furent renouvelées l'année suivante sans succès, et, en juillet 1837, le shah se mit à la tête d'une nouvelle expédition contre Hérat. Le siége traîna en longueur. Un officier d'artillerie anglais, le lieutenant Pottinger, « voyageant dans l'Afghanistan par ordre du gouverneur-général de l'Inde (3), » et arrivé à Hérat en octobre, dirigeait la défense de la place. M. Mac-Neill offrit de nouveau sa médiation pour la conclusion d'un traité, et, pour donner plus de poids à ses démarches, il se rendit au camp en mars 1838. L'ambassadeur russe l'y suivit. Les dépêches du gouverneur-général de l'Inde, et les instructions du cabinet de Saint-James, faisaient un

(1) Les chefs de Kandahar et celui de Kaboul. Bien plus : le ministre persan, dans sa réponse à l'une des lettres de M. Mac-Neill, affirme que le prince Kamran avait reçu l'investiture de la principauté d'Hérat à Tehran même, où il était venu faire sa soumission au feu roi, et que le fait est de notoriété publique, ce qui n'est en aucune manière démenti par M. Mac-Neill.

(2) C'est-à-dire qu'il se fit appeler Kamran-*Shah* au lieu de Shah-Kamran.

(3) Correspondance de M. Mac-Neill.

devoir à M. Mac-Neill de s'opposer par tous les moyens possibles à ce que la Perse donnât suite à ses projets de vengeance contre le souverain d'Hérat. La question d'Hérat devenait, aux yeux du gouvernement anglais, la question de l'Afghanistan; et depuis que la réception favorable, faite à un envoyé russe par le chef de Kaboul, était connue, et que la mission russe à la cour de Perse avait rejoint le camp royal devant Hérat, et donné ses conseils pour la direction des opérations du siége, il fallait, à tout prix, empêcher que la ruine de Kamran ne se consommât. Aussi M. Mac-Neill assiégeait-il régulièrement à son tour de ses demandes, de ses plaintes, de ses menaces, le monarque persan et son conseil, et il n'eut de repos ni de cesse qu'il ne les eût poussés à bout et forcés, pour ainsi dire, de penser à se jeter entièrement dans les bras de la Russie. M. Mac-Neill avait pénétré lui-même dans Hérat, le 19 avril, pendant un armistice, avec le consentement du shah, et après une longue conférence avec le vizir du prince Kamran, Yar-Mahommed-Khan, qu'il appelle « l'un des hommes les plus remarquables de son temps et de son pays, » il avait rapporté le projet d'un traité qui contenait toutes les concessions demandées par la Perse, sauf le point de la suzeraineté. Le shah n'avait pas voulu, cette fois plus que les autres, céder sur un point qu'il considérait comme la base de tous ses droits. De là nouvelles persécutions de la part de M. Mac-Neill, nouvelles résistances, pleines d'égards et de mesure, du cabinet persan. Nous croyons inutile de nous arrêter sur les détails de ces négociations, et de suivre les négociateurs anglais ou russes sous leurs tentes. La correspondance publiée des cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg a fait connaître le résultat de la lutte diplomatique qui s'était engagée entre les représentans des deux grandes puissances dans l'extrême Orient. Des explications données il semblerait résulter que la Russie n'a songé qu'à établir des relations avantageuses pour son commerce. L'Angleterre, de son côté, ne demandait qu'à placer des sentinelles de *son choix* sur la rive droite de l'Indus, afin que les intérêts de *son* commerce et la sûreté de ses frontières fussent respectés. Nous n'examinerons pas, en ce moment, quel a été le *caractère* des moyens employés; nous admettons que tel était, en effet, le but qu'on se proposait d'atteindre de part et d'autre. Nous acceptons en conséquence les déclarations de l'Angleterre et de la Russie comme l'expression provisoire de leurs intentions, mais (surtout en ce qui concerne la Russie) comme *réservant l'avenir*. Nous aurons d'ailleurs occasion de traiter plus tard des intérêts réels et des vues



de la Russie dans la haute Asie. Nous nous bornerons, pour terminer cette partie de notre exposé historique, à résumer en peu de mots les faits de quelque importance relatifs au siége d'Hérat depuis le mois d'avril 1838.

Au mois de mai, M. Mac-Neill spécifie, par ordre de son gouvernement, les motifs de plaintes que le cabinet anglais croit avoir contre le gouvernement persan, et, au commencement du mois de juin, les concessions faites par ce dernier gouvernement ne paraissant pas suffisantes, M. Mac-Neill annonce sa détermination de quitter la Perse, et se met presque immédiatement en marche vers les frontières de la Turquie. De Tehran, il envoie, le 30 juillet, sur de nouvelles instructions, son *dernier* ultimatum au shah de Perse, par le colonel Stoddart. Dans l'intervalle (20 juin), une expédition anglaise débarque à l'île de Kharak, dans le golfe Persique, et s'en empare. Le shah donne l'assaut à la citadelle d'Hérat le 23 juin, et est repoussé avec une perte immense. Il n'en est pas moins résolu de continuer le siége; mais la nouvelle de la prise de Kharak et la réception de la lettre menaçante de sir J. Mac-Neill le déterminent enfin, le 9 septembre, à abandonner ses projets et à lever le siége. Dans une proclamation à son peuple, le shah n'hésite pas à assigner pour cause de cette détermination soudaine la conduite de l'Angleterre, qui, *méconnaissant les traités encore en vigueur, le menace d'une guerre immédiate, et, comme manifestation de ces sentimens hostiles, a déjà envoyé une expédition armée dans le golfe Persique!* Cette expédition n'était, en effet, que le prélude d'opérations plus importantes et plus décisives. Le gouverneur-général de l'Inde avait résolu d'assurer par la voie des armes le triomphe de l'influence anglaise dans l'Afghanistan.

Comme la déclaration du gouverneur-général, au moment où l'armée se préparait à entrer en campagne, contient une exposition, faite de main de maître, de l'état des relations de son gouvernement avec les princes du nord-ouest de l'Inde, et comme, d'ailleurs, elle récapitule avec beaucoup de force et de clarté les motifs politiques qui ont, selon lord Auckland, *nécessité* l'expédition de l'Afghanistan, nous ne pouvons mieux faire que de donner ici une traduction complète de ce manifeste et de la déclaration non moins remarquable dont il a été suivi, lorsque le gouverneur-général a appris la retraite des troupes persanes devant Hérat. Le premier de ces documens porte la date du 1er octobre 1838. En voici la teneur :

« Le très honorable gouverneur-général de l'Inde ayant, avec le

concours du conseil suprême, ordonné le rassemblement d'un corps de troupes destiné à servir au-delà de l'Indus, sa seigneurie juge à propos de publier l'exposé suivant des motifs qui ont conduit à l'adoption de cette importante mesure.

« Il est de notoriété publique que les traités conclus par le gouvernement britannique en l'année 1832 avec les Amirs de Sindh, le navâb de Bhavalpour et le maharadja Randjît-Singh, *avaient pour objet, en ouvrant la navigation de l'Indus, de faciliter l'extension du commerce, et d'assurer à la nation anglaise, dans l'Asie centrale, cette influence légitime qu'un échange d'avantages devait naturellement produire.*

« Dans l'intention d'inviter les gouvernemens DE FAIT de l'Afghanistan à adopter les mesures nécessaires pour donner un entier effet à ces traités, le capitaine Burnes fut député, vers la fin de l'année 1836, en mission près de Dost-Mohammed-Khan, chef de Kaboul. L'objet de la mission de cet officier était, dans l'origine, d'une nature purement commerciale; toutefois, tandis que le capitaine Burnes était en route pour Kaboul, le gouverneur-général reçut avis que les troupes de Dost-Mohammed-Khan avaient soudainement, et sans provocation, attaqué celles de notre ancien allié, le maharadja Randjît-Singh. Il était naturel d'appréhender que son altesse le maharadja ne tarderait pas à se venger de cette agression, et on devait craindre que, la guerre une fois allumée dans les pays où nous cherchions à étendre notre commerce, *les intentions pacifiques et bienfaisantes du gouvernement anglais ne fussent entièrement paralysées. Dans le but d'échapper à une telle calamité,* le gouverneur-général résolut d'autoriser le capitaine Burnes à intimer à Dost-Mohammed-Khan que, dans le cas où il se montrerait disposé à un arrangement juste et raisonnable avec le maharadja, sa seigneurie emploierait ses bons offices auprès de son altesse pour le rétablissement de la bonne harmonie entre les deux états. Le maharadja, avec cette confiance caractéristique qu'il n'a cessé de placer dans la bonne foi et l'amitié de la nation anglaise, consentit immédiatement aux propositions du gouverneur-général, et à suspendre provisoirement toute hostilité de son côté.

« Il vint subséquemment à la connaissance du gouverneur-général qu'une armée persane assiégeait Hérat, *que d'actives intrigues se poursuivaient dans l'Afghanistan, dans le but d'étendre l'influence et l'autorité de la Perse jusqu'aux bords de l'Indus et même au-delà,* et que la cour de Perse avait nonseulement commencé une série

d'injures et d'insultes envers les officiers de la mission de sa majesté britannique à la cour de Perse, mais encore donné des preuves de ses desseins, entièrement opposés aux principes et à l'objet de son alliance avec la Grande-Bretagne.

« Après un long temps passé par le capitaine Burnes en vaines négociations à Kaboul, il devint évident que Dost-Mohammed-Khan, comptant surtout sur les encouragemens et l'assistance de la Perse, persistait à avancer les prétentions les plus déraisonnables par rapport à ses différends avec les Sikhs, prétentions telles que le gouverneur-général ne pouvait, sans déroger à la justice et à ce qu'il devait à l'amitié de Randjît-Singh, consentir à les soumettre à la considération de son altesse. Il fallait reconnaître également que Dost-Mohammed-Khan affichait des plans d'agrandissement et d'ambition nuisibles à la sécurité et à la paix de nos frontières, et qu'il menaçait ouvertement de faire concourir à l'exécution de ces plans toute assistance étrangère dont il pourrait disposer. Enfin il donnait hautement son appui aux desseins de la Perse sur l'Afghanistan, quoique parfaitement instruit du caractère hostile de ces desseins en ce qui touchait à la puissance anglaise dans l'Inde; et, par son mépris absolu pour les vues et les intérêts du gouvernement anglais, il obligea le capitaine Burnes à quitter Kaboul sans avoir rempli aucun des objets de sa mission.

« Il devenait évident dès-lors que le gouvernement anglais ne pouvait exercer aucune influence ultérieure pour rétablir la bonne intelligence entre le souverain sikh et Dost-Mohammed-Khan, et la politique hostile de ce dernier chef montrait trop clairement qu'aussi long-temps que Caboul resterait sous sa loi, nous ne pourrions espérer de maintenir aucune tranquillité dans notre voisinage, ou que les intérêts de notre empire dans l'Inde pussent se conserver intacts.

« Le gouverneur-général juge nécessaire de revenir ici sur le siége d'Hérat et la conduite de la nation persane. Le siége de cette ville par l'armée persane continuait depuis plusieurs mois. Cette attaque sur Hérat avait un caractère de cruauté que rien ne pouvait justifier; elle avait été commencée et continuée nonobstant les remontrances solennelles et réitérées de l'envoyé anglais à la cour de Perse, et après que toutes les offres d'arrangement justes et raisonnables eurent été faites et rejetées. Les assiégés s'étaient conduits avec une bravoure et une énergie dignes de la justice de leur cause, et le gouverneur-général se plaît à espérer encore que leur héroïsme maintiendra la lutte *jusqu'à l'arrivée des secours que l'Inde anglaise leur*

envoie. Cependant les desseins ultérieurs de la Perse, en tant qu'ils pouvaient affecter les intérêts du gouvernement anglais, se sont manifestés de plus en plus ouvertement par la succession des évènemens. Le gouverneur-général a récemment acquis la certitude, par une dépêche officielle de M. Mac-Neill, envoyé de sa majesté, que son excellence a été obligée, par le refus d'obtempérer à ses justes demandes et par un manque systématique d'égards et de respect envers lui, de quitter la cour du shah et de déclarer publiquement que toute communication avait cessé entre les deux gouvernemens. *La nécessité où se trouve placée la Grande-Bretagne de regarder la marche des armées persanes dans l'Afghanistan comme un acte d'hostilité envers elle, a été également communiquée au shah d'une manière officielle, d'après les ordres exprès du gouvernement de sa majesté.*

« Les chefs du Kandahar (frères de Dost-Mohammed-Khan de Kaboul) ont avoué leur adhésion à la politique de la Perse, ainsi que la pleine et entière connaissance que cette politique était en opposition avec les droits et les intérêts de la nation anglaise dans l'Inde, et ils ont donné ouvertement leur concours aux opérations dirigées contre Hérat.

« *Dans l'état critique des affaires, depuis le départ de notre envoyé de Kaboul, le gouverneur-général a senti de quelle importance il était de prendre des mesures immédiates pour arrêter les progrès rapides de l'influence étrangère et de l'agression qui menaçait notre propre territoire.*

« *L'attention du gouverneur-général a été naturellement appelée, dans cette conjoncture, sur la position et les droits de shah Shoudjâ-Oul-Moulk*, qui, tant qu'il avait eu le pouvoir entre les mains, avait cordialement accédé aux mesures de résistance combinée que le gouvernement anglais avait jugé nécessaire d'adopter à cette époque contre les ennemis du dehors, et qui, lors de l'usurpation de son empire par les chefs actuels, avait trouvé dans nos domaines un honorable asile.

« Il avait été clairement établi, d'après les renseignemens fournis par divers officiers qui avaient visité l'Afghanistan, que les chefs Barekzaïs, par suite de leur désunion et de leur impopularité, ne pouvaient devenir, dans aucune circonstance, d'utiles alliés à notre gouvernement, ou nous aider dans les mesures justes et nécessaires qu'exigeait la défense de nos intérêts nationaux. Néanmoins, aussi long-temps que ces chefs s'abstinrent d'actes nuisibles à nos intérêts et à notre sécurité, le gouvernement anglais reconnut et respecta

leur autorité. Mais une politique différente paraissait plus que justifiée aujourd'hui par la conduite de ces chefs, et indispensable pour notre salut. Le bien-être de nos possessions dans l'Orient exige que nous ayons sur notre frontière de l'ouest un allié intéressé à s'opposer à l'agression et à maintenir la tranquillité, au lieu de chefs toujours disposés à servir les vues d'un pouvoir hostile et à favoriser ses plans de conquête et d'agrandissement.

« Après de sérieuses et mûres délibérations, le gouverneur-général s'était *convaincu qu'une nécessité pressante, aussi bien que les principes de la politique et de la justice, nous autorisait à épouser la cause de Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk*, dont la popularité, dans toute l'étendue de l'Afghanistan, avait été établie aux yeux de sa seigneurie par le témoignage aussi fort qu'unanime des meilleures autorités. Une fois arrivé à cette détermination, le gouverneur-général était également d'avis qu'il était juste et convenable, non moins à cause de la position du maharadja Randjît-Singh qu'en conséquence de son inébranlable amitié envers le gouvernement anglais, d'offrir à son altesse de prendre part aux opérations projetées. M. Macnaghten fut, en conséquence, député, en juin dernier, à la cour de son altesse, et le résultat de sa mission a été la conclusion d'un triple traité entre le gouvernement anglais, le maharadja et Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk, traité qui garantit à son altesse ses possessions actuelles, et par lequel elle s'engage à coopérer au rétablissement du shah sur le trône de ses ancêtres. Les amis et ennemis de l'une quelconque des parties contractantes seront considérés comme amis ou ennemis des trois. Plusieurs points discutés entre le gouvernement anglais et son altesse le maharadja ont été réglés de manière à montrer aux états environnans l'identité de ses intérêts avec ceux de l'honorable compagnie. *On offrira aux Amirs de Sindh une indépendance garantie à des conditions favorables, et la possession d'Hérat par son souverain actuel sera respectée dans toute son intégrité*, en même temps que des mesures déjà prises ou en cours d'exécution auront pour résultat, on peut raisonnablement l'espérer, d'encourager la liberté générale et la sécurité du commerce. Le nom et la juste influence du gouvernement anglais se feront connaître d'une manière convenable parmi les nations de l'Asie centrale; la tranquillité sera rétablie sur la frontière la plus importante de l'Inde, *et nous élèverons une barrière durable contre les intrigues et les empiétemens de nos ennemis.*

« Sa majesté Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk entrera dans l'Afghanistan,

entouré de ses propres troupes et soutenu, par une armée anglaise, *contre toute intervention étrangère et toute opposition factieuse.* Le gouverneur-général espère avec confiance que le shah sera promptement replacé sur son trône par ses propres sujets et ses amis, et, une fois son pouvoir affermi et l'intégrité et l'indépendance de l'Afghanistan bien établies, l'armée anglaise sera rappelée. *Le gouverneur-général a été conduit à l'adoption de ces mesures par le sentiment du devoir qui lui est imposé de veiller à la sûreté de la couronne d'Angleterre; mais il est heureux de penser qu'en remplissant ce devoir, il aura pu contribuer à rétablir l'union et la prospérité des peuples de l'Afghanistan.* Dans le cours des opérations qui se préparent, l'influence anglaise sera soigneusement dirigée vers l'exécution des mesures d'un intérêt général; elle s'attachera à apaiser les différends, assurer l'oubli des injures, et mettre un terme aux dissensions dont le bien-être et la prospérité du peuple afghan ont souffert depuis tant d'années. Elle s'emploiera à assurer un traitement honorable et libéral, même à ces chefs dont les actes hostiles ont justement offensé le gouvernement anglais, s'ils savent se soumettre à temps et cesser toute opposition aux mesures qui peuvent être jugées les plus convenables pour l'avantage général de leur pays.

« Par ordre du très honorable gouverneur-général de l'Inde,

W. H. Macnaghten,

« Secrétaire du gouvernement de l'Inde près du gouverneur-général. »

A la suite de cette déclaration remarquable, on trouve la nomination de M. Macnaghten comme envoyé et ministre du gouvernement suprême à la cour de Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk, et celles de divers officiers, destinés à servir, comme agens politiques, sous ses ordres. En apprenant la retraite des troupes persanes employées au siége d'Hérat, le gouverneur-général publia la déclaration suivante :

« Le très honorable gouverneur-général de l'Inde juge à propos de publier l'extrait ci-joint d'une lettre du lieutenant-colonel Stoddart, datée d'Hérat, le 10 septembre 1838, et adressée au secrétaire du gouvernement de l'Inde :

« Par ordre de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de sa majesté britannique, et envoyé de l'honorable compagnie des Indes orientales à la cour de Perse, j'ai l'honneur de vous informer, pour que cela soit porté à la connaissance du très honorable gouverneur-général de l'Inde en conseil, que sa majesté le shah de Perse

a levé hier le siége de cette ville et commencé son mouvement rétrograde vers ses propres états. Toutes les troupes ont campé à *Sang-bust*, à environ quatre lieues d'ici. Sa majesté se rend sans délai à *Tehran* par *Tourbat*, *Shekhi-Jaum* et *Meshed*.

« Ce mouvement a eu lieu par suite de l'acquiescement de sa majesté aux demandes du gouvernement anglais, que j'avais eu l'honneur de lui remettre le 12 août, et auxquelles sa majesté a *accédé en entier* le 14.

« *Sa majesté Shah-Kamran*, son vizir Yar-Mahommed-Khan et la ville entière reconnaissent pleinement la sincérité de l'amitié du gouvernement anglais, et M. Pottinger et moi-même, nous partageons leur gratitude envers la Providence pour l'heureux évènement que j'ai l'honneur de vous annoncer.

« En publiant ces importantes nouvelles, le gouverneur-général croit convenable de déclarer aussi que, tout en pensant que le gouvernement de l'Inde et ses alliés doivent se féliciter à bon droit de l'abandon par le shah de Perse de ses desseins hostiles contre Hérat, il n'en continuera pas moins à poursuivre avec vigueur l'exécution des mesures qui ont été annoncées, *dans le but de substituer une domination amie à un pouvoir hostile dans les provinces orientales de l'Afghanistan*, et d'établir une barrière permanente contre tout plan d'agression qui pourrait menacer notre frontière au nord-ouest.

« Le très honorable gouverneur-général juge à propos de nommer le lieutenant Eldred Pottinger (du corps de l'artillerie de Bombay), agent politique à Hérat, sous les ordres de l'envoyé et ministre à la cour de Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk. Cette nomination doit dater du 9 septembre dernier, jour où le shah de Perse a levé le siége d'Hérat.

« En nommant le lieutenant Pottinger au poste désigné ci-dessus, le gouverneur-général se félicite de l'occasion qui lui est offerte d'applaudir hautement, comme il le doit, aux services signalés de cet officier, qui, pendant le long siége d'Hérat, et dans des circonstances particulièrement dangereuses et difficiles, a, par son courage, son habileté et son jugement, soutenu honorablement la renommée et les intérêts de son pays.

« Par ordre du très honorable gouverneur-général de l'Inde,

« W. H. MACNAGHTEN,

« Secrétaire du gouvernement de l'Inde près du gouverneur-général. »

A la lecture de ces importans documens, les réflexions se présentent en foule. Les principes de libéralité, d'humanité, de justice,

invoqués dans cette circonstance pour motiver les actes du gouvernement anglais, paraissent, il faut en convenir, en contradiction avec ces actes eux-mêmes. L'application insolemment capricieuse de ces principes est ici par trop manifeste, surtout en ce qui touche *les droits* de Shah-Shoudjâ, et la conduite si *cruelle*, selon le gouverneur-général, de la Perse envers le prince d'Hérat. La presse libérale dans l'Inde et en Angleterre n'a pas épargné lord Auckland à cet égard. Le blâme, le sarcasme, sinon l'injure, lui ont été prodigués. On a condamné la résolution prise de replacer Shah-Shoudjâ sur le trône; on a critiqué ensuite les moyens d'exécution de cette grande mesure; on ne manquera pas de se plaindre des résultats. Chez nos voisins, rien de tout cela ne doit étonner, et il se passe bien, de temps à autre, quelque chose d'analogue chez nous; mais, à examiner de près cette grande affaire d'Orient, il nous semble que la gloire et les intérêts de l'Angleterre n'ont pas eu à souffrir de la détermination prise par lord Auckland, et si le langage du gouverneur-général, dans le manifeste que nous venons de lire, manque un peu de franchise dans les détails, il ne manque certainement, au total, ni de dignité, ni de force. Nous irons plus loin, et nous ne craindrons pas de dire que jamais homme dont les résolutions devaient influencer les destinées d'un grand empire, n'a pris son parti plus à propos et avec plus de vigueur, n'a avoué plus hautement et plus distinctement ses amitiés ou ses haines politiques, et proclamé enfin avec plus d'indépendance ses motifs et son but.

Au moment où lord Auckland annonçait ainsi la chute prochaine des princes Barekzaïs et la restauration du shah de Kaboul, les immenses préparatifs de l'expédition s'achevaient entre la Djamna et le Sutledje. Tous les corps destinés à former l'*armée de l'Indus* avaient été portés au grand complet. Le rendez-vous indiqué pour les troupes du Bengale était à la station de Karnaul, au nord de Delhi, et de là elles devaient marcher sur Firozepour, aux bords du Sutledje, et s'y concentrer. Le corps d'armée du Bengale se composait dans l'origine de cinq brigades d'infanterie, de trois régimens chacune, partagées en deux divisions; d'une brigade de cavalerie et d'une d'artillerie; en tout 15,000 hommes environ, dont trois mille Européens. Des arrangemens subséquens le réduisirent à 12,000 hommes.

Le corps d'armée levé pour le service particulier de Shah-Shoudjâ, dans le nord, s'était formé à Loudiana et se composait de 2,000 hommes de cavalerie, 4,000 hommes d'infanterie et une compagnie d'artillerie à cheval: en tout environ 6,000 hommes commandés par des

officiers anglais. En même temps, à Bombay, s'organisait le corps d'armée auxiliaire destiné à occuper le Sindh et à marcher ensuite sur Kandahar, après avoir opéré sa jonction avec les troupes du Bengale. Bombay fournissait pour son contingent deux brigades d'infanterie, une de cavalerie, une d'artillerie, offrant un effectif d'à peu près 6,000 hommes, dont 2,500 à 3,000 Européens. Le gouverneur-général, de Simla où il s'était établi depuis long-temps, surveillait tous les mouvemens de troupes et dirigeait les opérations des nombreux agens politiques qu'il avait expédiés de toutes parts. Une entrevue se préparait entre le représentant du léopard britannique et le *lion du Pandjab.* Le capitaine (depuis major et bientôt lieutenant-colonel honoraire) Wade, agent politique à Loudiana, présidait à tous les arrangemens préliminaires. Un ordre du gouverneur-général, sous la date du 11 octobre, avait désigné cet officier pour rejoindre, en temps utile, l'armée du maharadja Randjît-Singh à Peshaver, et l'avait chargé, d'après les instructions qui lui seraient données, de la surintendance des affaires du gouvernement anglais, en tout ce qui aurait rapport aux états et aux troupes de son altesse. Il devait être assisté à Peshaver de plusieurs officiers, parmi lesquels se trouvait un lieutenant Mackeson, *agent anglais pour la navigation de l'Indus.* Le célèbre voyageur, sir Alexandre Burnes (1), que son activité, son intelligence, sa persévérance infatigable et sa connaissance des intérêts politiques et commerciaux à l'ouest de l'Indus avaient signalé depuis long-temps comme le guide et l'avant-garde intellectuelle, en quelque sorte, de l'expédition, s'occupait sans relâche des moyens d'aplanir les difficultés que l'armée pouvait s'attendre à rencontrer sur sa route. La plus grande activité, le zèle le plus animé, l'accord le plus parfait, se montraient dans toutes les branches du service. Des approvisionnemens considérables avaient été faits sur plusieurs points, des marchés conclus pour les besoins à venir, des convois organisés; l'armée allait se concentrer à Firozepour, pour y passer la revue du gouverneur-général et *du souverain du Pandjab,* le seul chef redoutable que le gouvernement de l'Inde comptât parmi ses alliés, et auquel, ainsi qu'à tous les siens, il importait de donner à la fois l'idée la plus imposante des forces militaires dont ce gouvernement pouvait disposer, et un témoignage éclatant d'estime politique et de confiance.

Le général commandant en chef, qui était venu rejoindre le gou-

(1) Nommé chevalier par la reine et lieutenant-colonel honoraire.

verneur-général à Simla, publia, le 22 octobre, un ordre du jour qui semblait indiquer qu'il n'avait pas encore une parfaite confiance dans ses troupes, sous le rapport de la discipline, et qui causa d'abord quelque mécontentement dans l'armée. Cependant les officiers, jeunes et vieux, n'en burent pas moins à la santé de sir Henry Fane, et en général l'ardeur et l'enthousiasme des troupes, soit européennes, soit indiennes, se manifestèrent partout et en toute occasion de la manière la plus flatteuse pour leurs chefs, par des acclamations, par des chants, pendant la marche au rendez-vous général à Firozepour, en un mot par les explosions de la joie la plus bruyante.

Le gouverneur-général et le commandant en chef étaient à Firozepour dès le 27 novembre. Il paraîtrait qu'à cette époque le gouverneur-général avait déjà reçu avis de la levée du siége d'Hérat par l'armée persane. D'un autre côté, la santé de Randjît-Singh, depuis long-temps affaiblie par des excès de tout genre, donnait lieu de penser que dans quelques mois, dans quelques semaines peut-être, le maharadja aurait cessé de vivre; et bien que déjà, dans plus d'une circonstance, il eût trompé les prévisions des médecins, des renseignemens positifs ne permettaient guère de douter, cette fois, que le terme fatal de cette longue carrière d'ambition et d'iniquités n'approchât en effet (1). Aux précautions prises de longue main pour que la tranquillité du Pandjab ne fût pas troublée à la mort de son chef, il paraissait prudent d'en ajouter de nouvelles. C'est à ces divers motifs qu'il nous semble naturel d'attribuer les dispositions suivantes de l'ordre du jour du 27 novembre : « Les circonstances ont tellement changé dans les pays à l'ouest de l'Indus depuis le rassemblement de l'armée destinée à entrer en campagne, que le très honorable gouverneur-général ne juge pas nécessaire de faire marcher toutes les troupes dont une partie suffira pour remplir le but de l'expédition. En conséquence, d'après les instructions de sa seigneurie, toute la cavalerie, une compagnie d'artillerie à cheval, une batterie de campagne, l'artillerie de siége, les sapeurs et mineurs et trois brigades d'infanterie, se mettront en marche. Le reste des troupes attendra des ordres à Firozepour. La tête de la colonne commencera son mouvement aussitôt que l'armée aura été passée en revue par le gouverneur-général et le maharadja Randjît-Singh. »

La première entrevue de lord Auckland et de Randjît-Singh eut

(1) Randjît-Singh est mort, en effet, le 27 juin dernier, sept mois environ après la visite du gouverneur-général, léguant le *Koh-é-nour* au temple hindou de *Djaggarnât*. Il avait soixante ans.

lieu le 29, et, à dater de ce jour, pendant plus d'un mois, ce ne fut qu'échange de politesses, de cadeaux, de protestations affectueuses, entre les deux grands personnages, soit à Firozepour, soit à Lahore, où le gouverneur-général accompagna son royal *ami* peu de temps après la grande revue qui avait eu lieu le 3 décembre. Ainsi Randjît-Singh s'était trouvé deux fois, dans l'espace de sept ans, assis sur un même éléphant ou à la même table avec le vice-roi des Indes anglaises, passant en revue les troupes de ses alliés et faisant défiler devant eux les siennes, organisées et disciplinées par des officiers français. Toutefois cette dernière entrevue avait un caractère politique et militaire plus marqué que la rencontre de lord William Bentinck avec le souverain sikh, au mois d'octobre 1831 (1).

Enfin tous ces préparatifs et ces préliminaires, indispensables à l'exécution du traité passé entre les hautes parties contractantes, étant terminés, l'armée commença sa marche le 10 décembre. Le 22 du même mois, le corps d'armée de Bombay débarquait aux bouches de l'Indus, et marchait sur Hyderabâd, en même temps qu'une expédition destinée à occuper Aden faisait voile de Bombay. Un vaisseau de soixante-quatorze, le *Wellesley*, avait démoli, le 2 février, le petit fort de *Manhara*, situé vers l'embouchure la plus occidentale de l'Indus, et débarqué des troupes qui avaient occupé ce fort et la ville voisine de *Karatchi* le jour suivant. La nouvelle de la prise de Karatchi accéléra la soumission des Amirs. Le corps d'armée du Bengale passa l'Indus à Bâkker pendant les journées des 14, 15, 16 et 17 février, sur un pont de bateaux jeté par les soins du capitaine Thomson, commandant l'arme du génie, aux sons de la musique de trois régimens. C'était la première fois qu'un corps de troupes régulières et disciplinées à l'européenne passait ce fleuve fameux, que les préjugés des Hindous leur font considérer comme impur.

(1) Cette entrevue de lord William avec Randjît-Singh avait eu lieu à Rouper, petit bourg situé sur les bords du Sutledje, à une distance, sur la droite, à peu près moitié de celle à laquelle Firozepour se trouve de Loudiana sur la gauche.

Dans cette circonstance, Randjît-Singh, malgré le voisinage du roi exilé et alors *oublié*, Shah-Shoudjâ, n'avait pas hésité à faire parade du *Koh-è-nour*, que lord et lady William et les personnes de leur suite avaient pu se passer de main en main et admirer à leur aise. Cette fois, mieux avisé, quoique les sœurs de lord Auckland et plusieurs autres dames prissent part aux fêtes brillantes qui s'échangeaient entre les Anglais et les Sikhs, le maharadja aura paru peut-être plus désireux de montrer ses troupes que ses diamans. Environ dix mille hommes d'élite de son armée furent passés en revue par le gouverneur-général et le général en chef, sir H. Fane, le 5 décembre.

Toutefois les sipahies ne montrèrent pas moins d'empressement que les Européens à s'élancer sur la rive opposée. Des négociations conduites par sir Alex. Burnes avaient amené un traité entre l'amir de Khaerpour et le gouvernement suprême, en vertu duquel la forteresse de Bâkker, située sur une île au milieu du cours du fleuve, était cédée en toute propriété aux Anglais; résultat d'une immense importance en lui-même, et sur lequel nous aurons occasion de revenir par la suite. Le 31 janvier, les troupes anglaises, après quelques hésitations de l'amir, qui ne semblait pas vouloir s'exécuter de bonne grace, avaient pris possession du fort. Le 20 février, tout le corps d'armée du Bengale et les troupes de Shah-Shoudjà étaient réunies à Shikarpour. Le commandant en chef, sir Henry Fane, avait pris congé de l'armée le 16 février pour se rendre à Bombay; l'état des affaires dans le Deccan et les vues ultérieures du gouvernement (par suite des circonstances extraordinaires dans lesquelles les Indes anglaises étaient placées) nécessitaient sa présence dans l'Hindoustan. Le lieutenant-général Keane, destiné à lui succéder dans le commandement immédiat de l'expédition, s'avançait pour opérer sa jonction avec les troupes du Bengale, après avoir rangé le Sindh sous l'autorité anglaise et imposé aux amirs d'Hyderabad un nouveau traité qui assurait la libre navigation de l'Indus, la possession du port de Karatchi aux Anglais, et d'autres avantages matériels ou politiques qui rendent par le fait tout le Delta de l'Indus *province anglaise*.

Dans les premiers jours d'avril, la jonction des deux armées s'était opérée à Quetta, capitale de la province de Shâl. Dès le 17 mars, sir Alex. Burnes, à la tête d'un détachement d'avant-garde, avait franchi les passes du Bolan et s'était occupé, avec son activité ordinaire, des moyens de diminuer, autant que possible, les privations et les souffrances qui attendaient l'armée dans sa marche à travers ces défilés, formidables par les obstacles naturels qu'ils opposent au passage, et la difficulté, ou même l'impossibilité, de s'y procurer de l'eau. Cependant ses efforts n'eurent pour résultat que de rassembler vers le milieu de la passe principale (qui n'a pas moins de quatorze à quinze lieues de long) quelques chameaux chargés d'outres remplies de ce précieux liquide dont chaque goutte valait, pour les malheureux soldats, son pesant d'or. Toute l'armée cependant était arrivée saine et sauve de l'autre côté des passes, dans la délicieuse vallée de Shâl, sans avoir encore rencontré aucun ennemi sérieux, mais inquiétée sur ses flancs et sur ses derrières par des nuées de Bélout-

chies et ayant à lutter dans ses longues marches contre la fatigue, la poussière, souvent la faim et toujours la soif (1). Comment il s'est fait que les chefs de Kandahar n'ont pas défendu les passes du Bolan, c'est ce qu'il est impossible d'expliquer, car on ne possède encore que des renseignemens incomplets sur cette partie de l'histoire de l'expédition. Peut-être l'argent a-t-il, avec sa toute-puissance ordinaire, aplani aussi cet obstacle. « Jamais armée dans l'Inde, dit un de nos correspondans, n'a été si largement pourvue de fonds *pour toutes les branches du service*. La patience, le courage, l'admirable discipline de nos troupes, ont surmonté bien des difficultés pendant cette marche aventureuse de trois cents lieues : l'argent a fait le reste! » Néanmoins, au-delà du Bolan et sur le plateau de Kandahar, une résistance formidable pouvait avoir été organisée par les chefs Barekzaïs : on s'y attendait en quittant Quetta, d'où le shah, M. Macnaghten, sir John Keane et le quartier-général avec toute la cavalerie, l'artillerie et la première brigade d'infanterie, avaient marché le 6 avril sur Kandahar : quelques-uns prétendaient cependant que les Serdars enverraient leur soumission à l'approche du gros de l'armée. Toutes ces prévisions furent déçues. M. Macnaghten, dans son rapport au gouverneur-général sous la date du 24 avril, rend un compte si intéressant des évènemens qui avaient précédé l'arrivée du shah dans son ancienne capitale, que nous croyons ne pouvoir mieux faire que d'en reproduire les principaux passages.

« Dans ma dépêche du 12 de ce mois, dit M. Macnaghten, j'avais cru pouvoir annoncer qu'un laps de quelques jours suffirait pour montrer la haute considération dont sa majesté Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk jouit parmi ses compatriotes, aussi bien que la sagesse des mesures adoptées par le gouvernement anglais et dont l'exécution nous

(1) Nos journaux ont reproduit d'après les feuilles anglaises, parmi beaucoup de données inexactes, plusieurs détails aussi vrais qu'intéressans sur la marche de l'armée et sur le passage du Bolan; mais ils ont accueilli trop légèrement des récits évidemment entachés d'exagération, tant sur la force des troupes expéditionnaires au départ de l'Hindoustan, que sur les pertes qu'elles ont éprouvées pendant cette marche mémorable de quatre cents lieues. Comparer les accidens et les catastrophes partielles du passage du Bolan aux désastres de Moscou, c'était, en vérité, passer toute mesure. Une armée qui eût éprouvé une désorganisation pareille, se serait trouvée hors d'état de continuer la campagne. Tout montre, au contraire, que l'armée anglo-indienne n'a rencontré aucun obstacle stratégique sérieux jusqu'à *Ghisni*, et n'a éprouvé, vu les immenses obstacles naturels qu'elle avait à surmonter, que des pertes tout-à-fait insignifiantes en hommes, et plus fortes à la vérité, mais prévues d'avance, en bagages et en bêtes de somme. Les dépêches officielles et les correspondances sérieuses ne sauraient laisser aucun doute à cet égard.

est confiée. Hier le shah, avec ses troupes régulières, fit une marche de vingt-deux milles, qui le conduisit à Deh-Hadji, où il eut la satisfaction d'apprendre que les Serdars étaient sur le point de décamper. Nous avons acquis la certitude qu'en effet ils ont pris la fuite hier au soir, suivis de deux ou trois cents cavaliers au plus. Leur conduite, jusqu'au dernier moment, a été marquée par la bassesse et la rapacité. Tandis que d'une main ils vendaient aux marchands de la ville les grains qu'ils avaient accaparés, de l'autre ils épuisaient les ressources des pauvres habitans par tous les moyens possibles d'exaction et de violence. Ils sont partis au milieu des malédictions et de l'exécration de toutes les classes. Ce matin nous avons marché sur Kandahar, distant d'environ dix-huit milles, et nous sommes en ce moment campés à moins de deux milles (environ trois quarts de lieue) de la ville. Le spectacle qui s'est offert à nos yeux est, sans aucun doute, le plus intéressant dont il m'ait jamais été donné d'être témoin. Sir John Keane, avec l'armée de l'Indus, était à une marche en arrière de nous;.... les troupes régulières du shah étaient également en retard, et sa majesté avança, accompagnée seulement des officiers de la mission et des gens de sa maison. A chaque centaine de toises, nous rencontrions des troupes d'hommes bien armés et bien montés venant faire leur soumission au roi, tandis que les paisibles habitans des campagnes accouraient en foule, et, se pressant autour du shah, exprimaient en termes non équivoques la joie que leur causait son retour. La tranquillité est rétablie... Sa majesté se proposait d'envoyer un détachement à la poursuite des Serdars en fuite, et il est certain qu'ils méritent peu d'égards après la perversité et la folie de leur conduite, en dépit des avertissemens solennels et répétés qu'ils avaient reçus. Il serait sans aucun doute dangereux de les laisser libres de fomenter de nouveaux troubles, mais j'ai dû appréhender que, dans l'état d'excitation des esprits, ils ne fussent exposés à des cruautés inutiles s'ils tombaient entre les mains des troupes du shah; j'ai donc persuadé à sa majesté de me permettre de faire aux Serdars une offre qui, s'ils l'acceptent, les mettra à même de se retirer en sûreté sur notre territoire. La pension que sa seigneurie le gouverneur-général pourrait juger convenable de leur assigner sera nécessairement beaucoup moindre que celle qu'ils auraient reçue, s'ils eussent accepté nos propositions dès l'origine, et je pense qu'une allocation de 500 roupies par mois, pour chacun d'eux, serait amplement suffisante... Je leur ai fait écrire dans ce sens, et je ne suis pas sans espoir de les amener à souscrire à ces conditions. »

M. Macnaghten rend compte ensuite de ce qui s'est passé du 12 au 23 avril. Les Serdars avaient eu quelques instans l'idée d'arrêter l'armée à la passe de Kadjak, mais la rapidité des mouvemens de l'avant-garde les avait surpris avant qu'ils ne fussent en mesure, et un détachement envoyé par eux dans la passe avait fait une retraite précipitée après avoir échangé quelques coups de fusil avec la tête de la colonne de marche. Leurs efforts pour soulever la population des provinces contre l'invasion des *infidèles*, avaient complètement échoué. Deux des frères, Raham-dil-Khan et Mehr-dil-Khan, s'étaient enfin décidés à sortir de Kandahar, avec deux ou trois mille cavaliers, dans l'intention de harceler l'armée anglaise et avec l'espoir d'intercepter les convois, de surprendre des traînards ou des détachemens isolés, etc., laissant au troisième frère, Kohun-dil-Khan, la garde de la ville. Mais ces efforts tardifs de résistance n'aboutirent qu'à s'emparer de deux éléphans de M. Macnaghten, qui s'étaient trop écartés du camp en allant au fourrage, à tuer quelques misérables non combattans qui s'étaient imprudemment avancés dans le pays, et à priver le camp anglais d'eau, pendant quelques heures, en détournant un ruisseau. Dans la journée du 20, quelques-uns des principaux chefs, à la suite des Serdars Barekzaïs, les abandonnèrent et vinrent faire leur soumission. Consternés de ces défections soudaines et de l'approche des troupes anglaises, les Serdars s'étaient repliés en toute hâte sur Kandahar d'où ils se déterminèrent à fuir, comme on l'a vu, dans la soirée du 23. Puisque nous sommes sur le chapitre des trois frères qui, depuis tant d'années, opprimaient, à l'envi l'un de l'autre, les provinces du Kandahar, nous ne pouvons nous empêcher de dire, en passant, qu'il nous paraît difficile que ces chefs subissent, aussi promptement que M. Macnaghten l'espérait, les conditions humiliantes qu'il leur a fait notifier. Les districts sous l'administration despotique de Raham-dil-Khan, la ville de Kandahar y comprise, rapportaient environ cinq lacs de roupies, c'est-à-dire plus de 1,200,000 francs. Kohun-dil-Khan retirait des neuf districts de son gouvernement, dans l'ouest, à peu près quatre lacs (un million). Mehr-dil-Khan, le plus jeune des frères et le plus insouciant, homme de plaisir avant tout et l'un des génies poétiques de l'Afghanistan, s'il faut en croire la renommée, se contentait des trois sacs qu'il levait chaque année des districts du sud. Ces gens-là auront bien de la peine à se résigner à subir la loi du vainqueur : il leur semblera bien dur de descendre si promptement d'une royale indépendance à l'humble condition de pensionnaires à 500 roupies par mois, eux qui,

pendant si long-temps, en ont eu plus du double par jour à leur disposition! D'ailleurs ils sont Afghans, le sang des Barekzaïs coule dans leurs veines, et se révolte sans doute à l'idée de se rendre, pour ainsi dire, à discrétion, quand il leur reste peut-être encore des moyens, sinon de salut, au moins de résistance. L'avenir nous apprendra ce que les chefs fugitifs auront résolu en recevant les propositions de M. Macnaghten. Au reste, il ne faut pas prendre, selon nous, dans un sens absolu tout le mal que les Anglais ont pu dire ou penser de ces chefs. La tribu des Barekzaïs est une des plus puissantes et des plus honorées de l'Afghanistan. Elle a produit plus d'un homme de cœur et de tête, plus d'un ministre, plus d'un guerrier. Les chefs de Kandahar ont, sans aucun doute, tous les vices de leur race, et probablement à un haut degré; mais ils en ont aussi les vertus. Ils sont braves, intelligens dans les affaires, généreux envers leurs alliés, leurs cliens, leurs serviteurs; hospitaliers envers les étrangers. Plus d'un voyageur anglais a été reçu en ami par eux, comblé d'égards, d'attentions, de soins; protégé dans sa personne et ses bagages en traversant leur territoire. Nous en avons les preuves sous les yeux, et, tout en reconnaissant que la civilisation européenne fera, selon toute probabilité, du bien à l'Afghanistan, même en s'y introduisant brusquement et les armes à la main, nous pensons qu'elle a plus à gémir qu'à s'indigner et qu'elle ne doit pas s'étonner si elle n'est pas comprise tout d'un coup par des hommes comme Rahem-dil-Khan et ses dignes frères, ou même par la génération qui les suivra. Nous croyons, au reste, avec M. Macnaghten, que Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk est mille fois plus digne de régner sur l'Afghanistan que les Serdars Barekzaïs de Kandahar ou de Kaboul; mais nous soutenons aussi, à part les considérations politiques qui ont déterminé les Anglais à prendre si chaudement le parti de Shah-Kamran contre la Perse et les princes Barekzaïs, que ces derniers, aux yeux de tout homme civilisé et de tout juge impartial, méritaient plus de considération et d'égards que ce petit roi d'Hérat, dont les dangers avaient excité si inopinément les sympathies britanniques. Ce Kamran, qu'un journal représentait tout dernièrement comme un souverain *jeune, brave, entreprenant*, est un vieillard usé par les débauches les plus honteuses et l'usage continuel de l'opium, le tyran le plus cruel et le plus abject en même temps qu'il soit possible d'imaginer. Les témoignages sont unanimes à cet égard. Les officiers anglais « voyageant en Afghanistan par ordre du gouverneur-général » représentent eux-mêmes, sans exception, le souverain

d'Hérat comme un prince d'un caractère cruel, tyrannique, avare, débauché, écrasant son peuple d'impôts et arrachant à ses sujets par la torture et tous les genres de supplices les contributions extraordinaires dont il ne cesse de grossir son trésor. Et voilà cependant le protégé de l'Angleterre, tandis que les Barekzaïs sont signalés par son gouvernement au mépris et à la haine des nations. Nous croyons Shah-Shoudjâ meilleur qu'eux tous, sans aucun doute, mais par un accident de sa nature, et nous nous en réjouissons pour les peuples qu'il est appelé à gouverner de nouveau après un exil si long et si instructif à la fois. Toutefois nous craignons, pour eux et pour lui, le retour des anciennes habitudes de despotisme, les mauvais conseils et les flatteurs. Ce qui nous rassure cependant, c'est la présence, ce sont les conseils du ministre anglais; et d'ailleurs les Afghans, il faut en convenir, n'ont pas le droit d'être difficiles en fait de gouvernement. Ceci nous rappelle un trait d'humanité et de justice de Shah-Shoudjâ lui-même, que nous avons entendu raconter dans l'Inde, et que les gens du pays admiraient fort. Un des serviteurs intimes du shah, disait-on, ayant commis un crime qui méritait la mort, le shah, fort attaché à cet homme et résolu cependant de ne pas laisser le crime impuni, fit couper les oreilles du coupable qui, dévoué plus que jamais au maître dont la clémence avait épargné sa vie, ne voulut pas se séparer un instant de lui au milieu de ses plus cruelles infortunes. Un souverain absolu qui, pouvant faire abattre la tête, se contentait des oreilles, méritait, dans les idées de ses compatriotes, la palme de la modération et de l'indulgence. Rentrons à Kandahar avec Shah-Shoudjâ et l'envoyé du gouvernement britannique, dont la prudence, aidée des baïonnettes anglaises, a amené ce triomphe et en prépare de nouveaux.

L'entrée du roi dans l'ancienne capitale de l'empire afghan présenta le spectacle le plus imposant et le plus touchant à la fois. L'enthousiasme de la population était à son comble : les femmes se pressaient sur les balcons; les hommes, en masse compacte, bordaient les rues de chaque côté; les acclamations de cette foule heureuse enfin du présent, parce qu'elle était confiante dans l'avenir, retentissaient de toutes parts, « Soyez le bien-venu, fils de Timour! vous êtes notre refuge! Kandahar a été ruiné par les Barekzaïs! Que votre pouvoir nous protège à jamais! Périssent vos ennemis! » Tels étaient les vœux et les félicitations qui accueillaient le souverain sur son passage. On jetait des fleurs sur lui et des corbeilles pleines de pain sous les pas de son cheval. Shah-Shoudjâ, après avoir traversé la

ville, se rendit avec tout son cortége à la mosquée où est suspendue, dit-on, la tunique du prophète, et offrit ses actions de graces au Dieu des croyans. De là le shah se rendit au tombeau de son grand-père, Ahmed-Shah, pour y prier encore. Son émotion était visible; le souvenir de ses maux passés, le sentiment de sa prospérité actuelle, prospérité si inattendue, ce témoignage muet, devant ses yeux, de la vanité de la conquête et du néant des grandeurs humaines : tout se réunissait pour remuer fortement son cœur et lui inspirer des sentimens à la hauteur de sa situation. Aussi, se tournant vers l'une des personnes de sa suite, donna-t-il l'ordre de faire courir après les chefs Barekzaïs, non plus cette fois avec des idées de vengeance, mais pour leur dire de sa part de ne pas errer à l'aventure comme des mendians et des gens sans aveu, de venir à lui, et qu'il prendrait soin de leur avenir. « Je ne sais plus faire de différence, ajouta-t-il, entre les Barekzaïs et les Saddozaïs! » Ce sont là des mots heureux, des inspirations de bon augure. Le shah ne se borna cependant pas à des paroles, et le premier acte de son gouvernement a été, à ce qu'on assure, la remise d'un lac et demi d'impôts.

Le roi prit possession solennelle de son trône le 8 mai avec tout l'appareil et l'éclat que pouvaient donner à cette imposante cérémonie la présence des troupes anglaises, la foule des chefs alliés autour du souverain légitime, et l'empressement des populations accourues de toutes parts pour jouir de ce spectacle. Le général en chef avait donné ses ordres pour qu'on ne laissât au camp que le nombre de troupes strictement nécessaire à la garde des malades, du trésor et des bagages. Huit mille homme de toutes armes furent commandés pour la parade; une plate-forme avait été élevée pour le roi sur le front de la ligne occupée par les troupes.

A l'approche du roi, un salut fut tiré par une des batteries, et lorsqu'il eut atteint le centre de la ligne et pris place sur son trône, les drapeaux saluèrent, les tambours battirent aux champs, et une salve de cent-un coups de canon annonça que la main de l'Angleterre venait de replacer sur le front de Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk la couronne de l'Afghanistan. L'envoyé et ministre anglais, M. Macnaghten, le général en chef et leurs suites, avec les principaux chefs afghans, étaient à la droite du roi, les sayèdes et les moullas à sa gauche. Immédiatement après, le ministre et le général en chef présentèrent leurs *nazzers* (offrandes), circonstance digne de remarque, et qui avait pour but sans doute de grandir Shah-Shoudjâ aux yeux de ses sujets, en témoignant ainsi publiquement du respect du gouverne-

ment anglais pour lui. Les officiers anglais des troupes du shah furent ensuite admis à présenter leurs nazzers, et enfin ceux de ses propres sujets qui avaient droit à cette distinction. Le défilé des troupes en grande tenue termina la cérémonie. Le roi présenta à sir John Keane un sabre magnifique, et exprima l'intention d'offrir un gage de sa reconnaissance à chaque officier présent, et le soir même un ordre du jour, d'après le *commandement exprès de sa gracieuse majesté*, exprimait aux généraux, officiers, sous-officiers et soldats présens dans cette occasion mémorable, la profonde reconnaissance de sa majesté pour les grandes obligations qu'elle leur avait, ainsi qu'à la nation anglaise en général.

L'armée anglaise, après s'être reposée à Kandahar de ses immenses fatigues, se remit en marche du 27 au 30 juin; mais, bien que la distance de Kandahar à Ghizni ne soit que de cent soixante milles, bien que la route soit presque droite et en général assez belle, l'insuffisance des moyens de transport, d'autres causes matérielles de retard, et les précautions indispensables à la sûreté de l'armée en avançant dans le pays, ne permirent pas d'atteindre les environs de cette place avant le 21 juillet. Dans la matinée de ce jour, l'armée marcha en trois colonnes, cavalerie, artillerie et infanterie, sur Ghizni, dont l'ennemi défendit les approches d'abord par une vive fusillade, et bientôt par une canonnade qui annonçait enfin une lutte sérieuse. L'artillerie de siége était restée à Kandahar, l'armée n'était point pourvue de moyens d'escalade; la place était plus forte d'assiette et d'ouvrages qu'on ne se l'était figuré. Il n'y avait pas de temps à perdre; le général en chef prit ses mesures, et, après s'être concerté avec l'habile directeur du génie, capitaine Thomson, il fut décidé qu'on ferait sauter la porte de Kaboul (le point le plus faible de l'enceinte) d'après un plan indiqué par le colonel Pasley en 1835. (Des copies lithographiées de ce plan avaient été adressées par la cour des directeurs au gouvernement de l'Inde, et distribuées aux officiers d'artillerie et du génie.) Tous les préparatifs s'achevèrent dans la journée du 22. Le 23, à deux heures du matin, sir John Keane et son état-major prirent position sur les hauteurs de Balloul, à portée de canon de la place. Les batteries étaient en avant avec quatre régimens d'Européens, suivis des sipahies, prêts à se porter à l'assaut. A trois heures, la canonnade commença, et bientôt après, avant que le jour eût paru, une explosion terrible annonça que le plan arrêté la veille avait été mis à exécution. Il avait eu le succès le plus complet. Les troupes s'étaient précipitées sur les

décombres, avaient pénétré dans la place après une lutte courte, mais acharnée, et à cinq heures, aux premiers rayons du jour, les couleurs anglaises flottaient sur la citadelle de Ghizni. Protection fut immédiatement accordée aux femmes, dit le rapport du général en chef, et ce mot honore la conquête, s'il ne suffit pas pour la justifier.

La garnison et la colonne d'assaut étaient à peu près d'égale force, au moins numériquement parlant, environ 3,500 hommes de part et d'autre. La perte totale du côté des Anglais en tués et en blessés, dans cette brillante affaire, n'a été que de 182 hommes, tant officiers, que sous-officiers et soldats. A l'assaut de Bhurtpour, le 18 janvier 1826, l'armée anglaise avait perdu 580 hommes, après une lutte corps à corps avec les Djats. Nous mettons ces deux faits en présence pour prouver que les Afghans, malgré la bravoure qu'ils ont montrée à Ghizni, n'ont pas été les adversaires les plus redoutables que les Anglais aient eu à combattre dans l'Inde. Plus de 500 Afghans paraissent avoir trouvé la mort dans cette rencontre sanglante. La garnison était sous les ordres de Mohammed-Hyder, un des fils de Dost-Mohammed, qui fut fait prisonnier dans un des bastions où il s'était réfugié, quelques heures après la prise de la place, et confié, d'après sa demande, à la surveillance bienveillante de sir Alex. Burnes, qui l'avait connu à la cour de son père. Celui-ci avait compté que le siége de Ghizni arrêterait un an ou deux l'armée anglaise; la prise de cette place produisit une grande impressiou sur les Afghans et sur le chef de Kaboul lui-même. Toutefois, en apprenant le désastre de son fils, il se mit à la tête d'un corps de 12 à 13,000 hommes avec 28 pièces de canon et prit position à Argbandie, à trente milles de Kaboul; mais ici, comme à Kandahar, les derniers efforts des usurpateurs furent inutiles : à l'approche de l'armée anglaise, qui s'était dirigée de Ghizni sur Caboul en deux colonnes les 30 et 31 juillet, les troupes de Dost-Mohammed-Khan se débandèrent; il ne resta autour de lui que les hommes de sa propre tribu, les Barekzaïs. Enfin ce malheureux chef, après quelque hésitation, convaincu de l'impossibilité de défendre les approches de son ancienne capitale, se détermina au dernier moment à prendre la fuite dans la direction de Balk, laissant en position à Argbandie toute son artillerie, qui, presque immédiatement après, tomba entre les mains de 200 lanciers formant l'avant-garde de l'armée.

Enfin le terme de tant d'efforts approchait. Le but de cette expédition lointaine allait être atteint. Le 6 août, Shah-Shoudjà-Oul-Moulk, avec l'armée anglaise, campa en vue de Kaboul; le 7, dans

la soirée, le roi fit son entrée dans sa capitale, accompagné de M. Macnaghten, du général en chef, de l'état-major-général, et escorté, d'après son désir exprès, par un escadron du quatrième régiment de dragons légers de la reine. La réception du vieux monarque par ses sujets de Kaboul, parut aussi cordiale que celle qui lui avait été faite à Kandahar, quoique l'enthousiasme ne se manifestât pas d'une manière aussi bruyante. La dernière dépêche officielle du ministre anglais, qui nous soit connue, conclut ainsi : « De Kandahar à Kaboul, Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk a été rejoint par toutes les personnes d'un rang un peu élevé et de quelque influence dans le pays, et il a fait son entrée triomphale en cette ville dans la soirée du 7 courant. Sa majesté a établi sa résidence dans le Bala-Hissar, et a voulu que la mission anglaise s'y établît provisoirement près de lui.»

Au moment où le roi de Kaboul arrivait sous les murs de sa capitale, le corps d'armée auxiliaire, fourni par le souverain du Pandjab pour coopérer avec les troupes anglaises, se rendait maître des passes de Kheyber, d'où Mohammed-Akber (autre fils de Dost-Mohammed) chargé de défendre ces défilés, avait été rappelé en toute hâte par son père pour le rejoindre avec ses troupes sur la route de Kaboul à Ghizni. Ce corps sikh avait été placé sous la direction du colonel Wade qu'accompagnait le prince Timour, fils de Shah-Shoudjâ. Le colonel Wade était campé, d'après les derniers avis, à l'ouest des passes sur la route de Djallalabad, et se préparait à occuper cette ville, située entre Peshaver et Kaboul. Le pays d'alentour avait reconnu l'autorité du shah. Les dernières nouvelles de Kaboul sont de la fin d'août; à cette époque, le roi paraissait assez affermi sur son trône pour qu'un ordre du jour du général en chef de l'armée de l'Indus pût annoncer déjà le prochain départ de la majeure partie des troupes anglaises. D'après les dispositions de l'ordre du jour, sous la date du 27 août, deux régimens d'infanterie du Bengale, un régiment d'infanterie européenne, deux compagnies d'artillerie et quelques escadrons de cavalerie, resteront campés autour de Kaboul, un régiment d'infanterie du Bengale et une compagnie d'artillerie à Kandahar, enfin deux régimens d'infanterie dans la province de Shâl. On peut évaluer l'effectif de ces corps réunis à environ 5000 hommes. Le reste des troupes du Bengale devait rentrer en octobre dans la présidence de Calcutta en passant par le Pandjab, et les troupes de Bombay retourner dans leur présidence par les passes du Bolan et Quetta en septembre. Avant de rentrer sur le territoire du Sindh, ces troupes paraîtraient avoir eu mission de châtier les Béloutchies, et de

déposer leur principal chef, le khan de Kélat. L'artillerie et les munitions envoyées à Hérat, sous la conduite du major Todd, avaient atteint leur destination. Le shah d'Hérat avait accepté les propositions qui lui étaient faites par le gouvernement suprême; il s'était résigné à reconnaître Shah-Shoudjâ, son oncle, comme roi de Kaboul. Les Anglais se chargeaient de réparer les fortifications d'Hérat. Kamran est un homme d'une soixantaine d'années, d'un extérieur peu recommandable; nous avons vu ce qu'on devait penser de son caractère. Shah-Shoudjâ a également atteint sa soixantième année, mais il a une belle figure, une physionomie où la majesté et la bonté se peignent dans chaque trait. Un officier présent à l'intronisation du shah à Kandahar écrit qu'il ne paraît pas avoir plus de quarante ans. Ce monarque reprend le sceptre sous les plus heureux auspices. Il y a cependant beaucoup à faire encore pour arriver à la reconstruction de l'unité gouvernementale dans l'Afghanistan, et la consolidation du pouvoir royal sera, avant tout, l'œuvre de l'influence anglaise. Le commerce, ruiné par les troubles continuels dont ces malheureux pays ont été le théâtre pendant tant d'années, va renaître et s'accroître rapidement à la faveur des mesures actives et intelligentes que M. Macnaghten ne manquera pas de recommander au souverain. La conquête, quand elle a ainsi pour but l'organisation et le commerce, est, nous le répétons, un puissant moyen de civilisation. On pensait que M. Macnaghten resterait au moins un an à Kaboul pour y asseoir le nouveau gouvernement sur des bases durables.

Il sera d'un haut intérêt d'étudier les nouvelles relations qui, en conséquence de ces grands changemens, vont s'établir entre la Perse d'un côté, l'Asie centrale et la Russie de l'autre, et ces riches provinces de l'Afghanistan placées si hardiment sous le protectorat de l'Angleterre, relations auxquelles se rattache la déclaration toute récente et si remarquable de la Russie contre le khan de Khiva. La navigation de l'Indus et de ses affluens va aussi se régulariser et se développer au profit surtout de nos voisins. Ce sont des questions importantes et dont la solution intéresse non seulement les destinées de l'Inde britannique, mais celles du monde entier.

Dans la suite de ce travail, nous apprécierons les ressources naturelles et commerciales de l'Afghanistan et du Delta de l'Indus, que l'Angleterre vient aussi de ranger sous sa loi. Nous examinerons ensuite en quoi l'annexation de ces contrées à l'empire, déjà si vaste, des Indes anglaises, modifie l'état politique et commercial de cet empire et engage son avenir.

A. DE JANCIGNY.

SILVIA.

A MADAME ***.

Il est donc vrai, vous vous plaignez aussi,
Vous dont l'œil noir, gai comme un jour de fête,
Du monde entier pourrait chasser l'ennui.
   Combien donc pesait le souci
   Qui vous a fait baisser la tête?
C'est, j'imagine, un aussi lourd fardeau
   Que le roitelet de la fable;
   Ce grand chagrin qui vous accable
   Me fait souvenir du roseau;
   Je suis bien loin d'être le chêne.
Mais, dites-moi, vous qu'en un autre temps
(Quand nos aïeux vivaient en bons enfans)
J'aurais nommée Iris, ou Philis, ou Climène,
   Vous qui, dans ce siècle bourgeois,
   Osez encor me permettre parfois
   De vous appeler ma marraine,
Est-ce bien vous qui m'écrivez ainsi,
Et songiez-vous qu'il faut qu'on vous réponde?
   Savez-vous que, dans votre ennui,

Sans y penser, madame et chère blonde,
Vous me grondez comme un ami?
Paresse est manque de courage,
Dites-vous; s'il en est ainsi,
Je vais me remettre à l'ouvrage.
Hélas! l'oiseau revient au nid,
Et quelquefois même à la cage.
Sur mes lauriers on me croit endormi;
C'est trop d'honneur pour un instant d'oubli,
Et dans mon lit les lauriers n'ont que faire.
Ce ne serait pas mon affaire.
Je sommeillais seulement à demi,
A côté d'un brin de verveine
Dont le parfum vivait à peine,
Et qu'en rêvant j'avais cueilli.
Je l'avouerai, ce coupable silence,
Ce long repos, si maltraité de vous,
Paresse, amour, folie ou nonchalance,
Tout ce temps perdu me fut doux.
Je dirai plus, il me fut profitable;
Et si jamais mon inconstant esprit
Sait revêtir de quelque fable
Ce que la vérité m'apprit,
Je vous paraîtrai moins coupable.
Le silence est un conseiller
Qui dévoile plus d'un mystère;
Et qui veut un jour bien parler
Doit d'abord apprendre à se taire.
Et quand on se tairait toujours,
Du moment qu'on vit et qu'on aime,
Qu'importe le reste? et vous-même,
Quand avez-vous compté les jours?
Et puisqu'il faut que tout s'évanouisse,
N'est-ce donc pas une folle avarice,
De conserver comme un trésor
Ce qu'un coup de vent nous enlève?
Le meilleur de ma vie a passé comme un rêve
Si léger qu'il m'est cher encor.
Mais revenons à vous, ma charmante marraine.
Vous croyez donc vous ennuyer?

Et l'hiver qui s'en vient, rallumant le foyer,
A fait rêver la châtelaine.
Un roman, dites-vous, pourrait vous égayer;
Triste chose à vous envoyer!
Que ne demandez-vous un conte à La Fontaine?
C'est avec celui-là qu'il est bon de veiller;
Ouvrez-le sur votre oreiller,
Vous verrez se lever l'aurore.
Molière l'a prédit, et, j'en suis convaincu,
Bien des choses auront vécu
Quand nos enfans liront encore
Ce que le bonhomme a conté,
Fleur de sagesse et de gaieté.
Mais quoi! la mode vient, et tue un vieil usage.
On n'en veut plus, du sobre et franc langage
Dont il enseignait la douceur,
Le seul français, et qui vienne du cœur;
Car, n'en déplaise à l'Italie,
La Fontaine, sachez-le bien,
En prenant tout, n'imita rien;
Il est sorti du sol de la patrie,
Le vert laurier qui couvre son tombeau;
Comme l'antique, il est nouveau.
Ma protectrice bien-aimée,
Quand votre lettre parfumée
Est arrivée à votre enfant gâté,
Je venais de causer en toute liberté
Avec le grand ami, Shakspeare.
Du sujet, cependant, Boccace était l'auteur;
Car il féconde tout, ce charmant inventeur;
Même après l'autre, il fallait le relire.
J'étais donc seul, ses Nouvelles en main,
Et de la nuit la lueur azurée,
Se jouant avec le matin,
Étincelait sur la tranche dorée
Du petit livre florentin;
Et je songeais, quoi qu'on dise ou qu'on fasse,
Combien c'est vrai que les Muses sont sœurs;
Qu'il eut raison, ce pinceau plein de grace,
Qui nous les montre au sommet du Parnasse,

Comme une guirlande de fleurs!
La Fontaine a ri dans Boccace,
Où Shakspeare fondait en pleurs.
Sera-ce trop que d'enhardir ma muse
Jusqu'à tenter de traduire à mon tour
Dans ce livre amoureux une histoire d'amour?
Mais tout est bon qui vous amuse.
Je n'oserais, si ce n'était pour vous;
Car c'est beaucoup que d'essayer ce style
Tant oublié, qui fut jadis si doux,
Et qu'aujourd'hui l'on croit facile.

Il fut donc, dans notre cité,
Selon ce qu'on nous a conté,
(Boccace parle ainsi; la cité, c'est Florence),
Un gros marchand, riche, homme d'importance,
Qui de sa femme eut un enfant,
Après quoi, presque sur-le-champ,
Ayant mis ordre à ses affaires,
Il passa de ce monde ailleurs.
La mère survivait; on nomma des tuteurs,
Gens loyaux, prudens et sévères,
Capables de se faire honneur
En gardant les biens d'un mineur.
Le jouvenceau, courant le voisinage,
Sentit d'abord douceur de cœur
Pour une fille de son âge
Qui pour père avait un tailleur;
Et peu à peu, l'enfant devenant homme,
Le temps changea l'habitude en amour,
De telle sorte que Jérôme
Sans voir Silvia ne pouvait vivre un jour.
A son voisin la fille accoutumée
Aima bientôt comme elle était aimée.
De ce danger la mère s'avisa,
Gronda son fils, long-temps moralisa,
Sans rien gagner par force ou par adresse.
Elle croyait que la richesse
En ce monde doit tout changer.

Et d'un buisson peut faire un oranger (1).
Ayant donc pris les tuteurs à partie,
La mère dit : « Cet enfant que voici,
« Lequel n'a pas quatorze ans, Dieu merci,
« Va désoler le reste de ma vie.
« Il s'est si bien amouraché
« De la fille d'un mercenaire,
« Qu'un de ces jours, s'il n'en est empêché,
« Je vais me réveiller grand'mère.
« Soir ni matin, il ne la quitte pas;
« C'est, je crois, Silvia qu'on l'appelle;
« Et s'il doit voir quelqu'autre dans ses bras,
« Il se consumera pour elle.
« Il faudrait donc, avec votre agrément,
« L'éloigner par quelque voyage;
« Il est jeune, la fille est sage,
« Elle l'oubliera sûrement;
« Et nous le marierons à quelque honnête femme. »
Les tuteurs dirent que la dame
Avait parlé fort sagement :
« Te voilà grand, dirent-ils à Jérôme,
« Il est bon de voir du pays.
« Va-t-en passer quelques jours à Paris,
« Voir ce que c'est qu'un gentilhomme,
« Le bel usage, et comme on vit là-bas;
« Dans peu de temps tu reviendras. »
A ce conseil, le garçon, comme on pense,
Répondit qu'il n'en ferait rien,
Et qu'il pouvait voir aussi bien
Comment l'on vivait à Florence.
Là dessus, la mère en fureur
Répond d'abord par une grosse injure;
Puis elle prend l'enfant par la douceur,
On le raisonne, on le conjure.
A ses tuteurs il lui faut obéir;
On lui promet de ne le retenir
Qu'un an au plus. Tant et tant on le prie,
Qu'il cède enfin. Il quitte sa patrie;

(1) Proverbe florentin.

Il part, tout plein de ses amours,
Comptant les nuits, comptant les jours,
Laissant derrière lui la moitié de sa vie.
L'exil dura deux ans; ce long terme passé,
Jérôme revint à Florence,
Du mal d'amour plus que jamais blessé,
Croyant sans doute être récompensé;
Mais c'est un grand tort que l'absence.
Pendant qu'au loin courait le jouvenceau,
La fille s'était mariée.
En revoyant les rives de l'Arno,
Il n'y trouva que le tombeau
De son espérance oubliée.
D'abord il n'en murmura point,
Sachant que le monde, en ce point,
Agit rarement d'autre sorte.
De l'infidèle il connaissait la porte,
Et tous les jours il passait sur le seuil,
Espérant un signe, un coup d'œil,
Un rien, comme on fait quand on aime.
Mais tous ses pas furent perdus;
Silvia ne le connaissait plus,
Dont il sentit une douleur extrême.
Cependant, avant d'en mourir,
Il voulut de son souvenir
Essayer de parler lui-même.
Le mari n'était pas jaloux,
Ni la femme bien surveillée.
Un soir que les nouveaux époux
Chez un voisin étaient à la veillée,
Dans la maison, au tomber de la nuit,
Jérôme entra, se cacha près du lit,
Derrière une pièce de toile;
Car l'époux était tisserand
Et fabriquait cette espèce de voile
Qu'on met sur un balcon toscan.
Bientôt après les mariés rentrèrent,
Et presque aussitôt se couchèrent;
Dès qu'il entend dormir l'époux,
Dans l'ombre, vers Silvia, Jérôme s'achemine,

Et lui posant la main sur la poitrine,
Il lui dit doucement : « Mon ame, dormez-vous ? »
La pauvre enfant, croyant voir un fantôme,
Voulut crier; le jeune homme ajouta :
« Ne criez pas, je suis votre Jérôme. »
« Pour l'amour de Dieu, dit Silvia,
« Allez-vous-en, je vous en prie.
« Il est passé ce temps de notre vie
« Où notre enfance eut loisir de s'aimer.
« Vous voyez, je suis mariée.
« Dans les devoirs auxquels je suis liée,
« Il ne me sied plus de penser
« A vous revoir ni vous entendre.
« Si mon mari venait à vous surprendre,
« Songez que le moindre des maux
« Serait pour moi d'en perdre le repos;
« Songez qu'il m'aime et que je suis sa femme. »
A ce discours, le malheureux amant
Fut navré jusqu'au fond de l'ame.
Ce fut en vain qu'il peignit son tourment,
Et sa constance et sa misère;
Par promesse ni par prière,
Tout son chagrin ne put rien obtenir.
Alors, sentant la mort venir,
Il demanda que, pour grace dernière,
Elle le laissât se coucher
Pendant un instant auprès d'elle,
Sans bouger et sans la toucher,
Seulement pour se réchauffer,
Ayant au cœur une glace mortelle;
Lui promettant de ne pas dire un mot,
Et qu'il partirait aussitôt
Pour ne la revoir de sa vie.
La jeune femme, ayant quelque compassion,
Moyennant la condition,
Voulut contenter son envie.
Jérôme profita d'un moment de pitié;
Il se coucha près de Silvie.
Considérant alors quelle longue amitié
Pour cette femme il avait eue,

Et quelle était sa cruauté,
Et l'espérance à tout jamais perdue,
Il résolut de cesser de souffrir,
Et, rassemblant dans un dernier soupir
Toutes les forces de sa vie,
Il serra la main de sa mie,
Et rendit l'ame à son côté.
Silvia, non sans quelque surprise,
Admirant sa tranquillité,
Resta d'abord quelque temps indécise :
« Jérôme, il faut sortir d'ici,
« Dit-elle enfin, l'heure s'avance. »
Et, comme il gardait le silence,
Elle pensa qu'il s'était endormi.
Se soulevant donc à demi,
Et doucement l'appelant à voix basse,
Elle étendit la main vers lui,
Et le trouva froid comme glace.
Elle s'en étonna d'abord;
Bientôt, l'ayant touché plus fort,
Et voyant sa peine inutile,
Son ami restant immobile,
Elle comprit qu'il était mort.
Que faire? Il n'était pas facile
De le savoir en un moment pareil.
Elle avisa de demander conseil
A son mari, le tira de son somme,
Et lui conta l'histoire de Jérôme
Comme un malheur advenu depuis peu,
Sans dire à qui, ni dans quel lieu.
« En pareil cas, répondit le bonhomme,
« Je crois que le meilleur serait
« De porter le mort en secret
« A son logis, l'y laisser sans rancune,
« Car la femme n'a point failli,
« Et le mal est à la Fortune. »
« C'est donc à nous de faire ainsi, »
Dit la femme, et, prenant la main de son mari,
Elle lui fit toucher près d'elle
Le corps sur son lit étendu.

Bien que troublé par ce coup imprévu,
L'époux se lève, allume sa chandelle,
Et, sans entrer en plus de mots,
Sachant que sa femme est fidèle,
Il charge le corps sur son dos,
A sa maison secrètement l'emporte,
Le dépose devant la porte,
Et s'en revient sans avoir été vu.
Lorsqu'on trouva, le jour étant venu,
Le jeune homme couché par terre,
Ce fut une grande rumeur;
Et le pire, dans ce malheur,
Fut le désespoir de la mère.
Le médecin aussitôt consulté,
Et le corps partout visité,
Comme on n'y vit point de blessure,
Chacun parlait à sa façon
De cette sinistre aventure.
La populaire opinion
Fut que l'amour de sa maîtresse
Avait jeté Jérôme en cette adversité,
Et qu'il était mort de tristesse,
Comme c'était la vérité.
Le corps fut donc à l'église porté,
Et là s'en vint la malheureuse mère,
Au milieu des amis en deuil,
Exhaler sa douleur amère.
Tandis qu'on menait le cercueil,
Le tisserand, qui, dans le fond de l'ame,
Ne laissait pas d'être inquiet:
« Il est bon, dit-il à sa femme,
« Que tu prennes ton mantelet,
« Et t'en ailles à cette église
« Où l'on enterre ce garçon
« Qui mourut hier à la maison.
« J'ai quelque peur qu'on ne médise
« Sur cet inattendu trépas,
« Et ce serait un mauvais pas,
« Tout innocens que nous en sommes.
« Je me tiendrai parmi les hommes,

« Et prierai Dieu, tout en les écoutant.
« De ton côté, prends soin d'en faire autant
« A l'endroit qu'occupent les femmes.
« Tu retiendras ce que ces bonnes ames
« Diront de nous, et nous ferons
« Selon ce que nous entendrons. »
La pitié trop tard à Silvie
Était venue, et ce discours lui plut.
Celui dont un baiser eût conservé la vie,
Le voulant voir encore, elle s'en fut.
Il est étrange, il est presque incroyable,
Combien c'est chose inexplicable
Que la puissance de l'amour.
Ce cœur si chaste et si sévère,
Qui semblait fermé sans retour
Quand la fortune était prospère,
Tout à coup s'ouvrit au malheur.
A peine dans l'église entrée,
De compassion et d'horreur
Silvia se sentit pénétrée;
L'ancien amour s'éveilla tout entier.
Le front baissé, de son manteau voilée,
Traversant la triste assemblée,
Jusqu'à la bière il lui fallut aller;
Et là, sous le drap mortuaire,
Sitôt qu'elle vit son ami,
Défaillante et poussant un cri,
Comme une sœur embrasse un frère,
Sur le cercueil elle tomba;
Et comme la douleur avait tué Jérôme,
De sa douleur ainsi mourut Silvia.
Cette fois ce fut au jeune homme
A céder la moitié du lit;
L'un près de l'autre on les ensevelit.
Ainsi ces deux amans séparés sur la terre
Furent unis, et la mort fit
Ce que l'amour n'avait pu faire.

ALFRED DE MUSSET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 décembre 1839.

Nos prévisions sur l'état des esprits dans la chambre des députés ne s'étaient que trop réalisées. La chambre s'est trouvée, dans ses premières réunions, plus fractionnée, plus découragée que nous n'osions le dire; et la conscience de cette atonie lui donnait une tristesse visible, une apathie qui n'était qu'un profond mécontentement de toutes choses et d'elle-même.

Le discours de la couronne ne pouvait l'aider à sortir de cette fâcheuse situation. Le ministère pouvait-il proclamer l'état maladif des esprits, proposer des remèdes qui auraient été des reproches, et rappeler l'assemblée à la vie politique, lui qui n'était pas encore sûr d'être regardé par la chambre comme un être vivant? A qui aurait-il pu s'adresser? Au nom de quel système politique, de quels intérêts du moins, de quelles passions, aurait-il prétendu rallier autour de lui une puissante majorité? On ne rallie pas sans drapeau.

Le ministère, qu'on nous permette une expression vulgaire, ne pouvait que voir venir; il y était condamné par son origine, par sa position, par la combinaison, telle que le 12 mai l'a faite, des élémens dont il se compose; en exiger davantage, ç'aurait été une injustice et une contradiction.

Considéré de ce point de vue, le discours de la couronne a été tout ce qu'il pouvait être. Habilement rédigé, il n'a paru dépasser la mesure que par une expression dont l'explication et le commentaire ne seront pas chose facile à la tribune. Le ministère affirme que notre politique est toujours d'assurer *l'intégrité* de l'empire ottoman. Lord Palmerston et Reschid-Pacha n'auraient pas choisi une autre expression. Peut-être a-t-on voulu dire que la France ne permettra dans aucun cas que l'empire soit démembré au profit d'une puissance européenne, que le turban ne sera nulle part remplacé par le bonnet moscovite ou par le chapeau anglais; que ce principe une fois établi, peu importe à l'Europe que l'empire des Osmanlis soit gouverné par un seul monarque ou par deux. Peut-être aussi ajoutera-t-on que dans toutes les concessions à faire à Méhémet-Ali, on aura soin de réserver à la Porte un droit quelconque de su-

zeraineté, et que dès-lors, tout en diminuant la puissance du sultan, on ne porte cependant aucune atteinte à l'intégrité de l'empire. Mais à coup sûr on n'ajoutera pas qu'on a entendu parler de l'intégrité de l'empire ottoman tel qu'il existe aujourd'hui, l'Égypte, la Syrie et l'île de Candie se trouvant déjà séparées de fait et en possession du pacha. Le ministère n'a certes pas imaginé, on ne saurait trop dans quel but, un détour si peu digne, et qui rappellerait ces bons pères que fustigeait si cruellement l'auteur des *Provinciales*.

Quoi qu'il en soit, le mot d'intégrité est exorbitant. Pris au pied de la lettre, il jetterait la France dans une politique toute nouvelle, à la suite de l'Angleterre, et nous obligerait, pour être d'accord avec nous-mêmes, et pour conserver en tout cas à la France son rang et sa dignité, de coopérer aux mesures coërcitives que le cabinet anglais paraît si désireux d'employer contre Méhémet-Ali. Expliqué, commenté, ce mot jette notre gouvernement dans de graves embarras politiques et diplomatiques, et il est difficile de concevoir quelle utilité indirecte peut en résulter pour la France. On dit que les affaires d'Orient sont dans ce moment l'objet d'une conférence au petit-pied qui se tient à Londres, et dont M. Brunow pour la Russie, et M. Neumann pour l'Autriche font les frais. Fallait-il au négociateur français le mot *d'intégrité* pour s'y déployer à son aise?

Malgré cette pointe si inattendue dans le domaine de la politique extérieure, le discours de la couronne avait laissé les esprits froids, mornes, découragés. Le passage où le roi parlait du zèle ardent du prince royal et de ses frères pour le service de la patrie et l'honneur de la France, jeta seul une étincelle électrique au sein de l'assemblée. La France sentit qu'on lui parlait de ses enfans, et fut émue de leur amour et de leur dévouement.

L'élection de M. Sauzet à la présidence, ainsi que nous l'avions annoncé, n'a pas rencontré d'obstacles sérieux. La chambre était encore hors d'état, je ne dis pas de faire, mais de désirer, mais d'imaginer une élection plus significative. M. Sauzet, bon président d'ailleurs, convenait à la chambre, autant par les qualités dont il manque que par celles dont il est doué. Il lui épargnait la peine de se réveiller brusquement, et pour ainsi dire en sursaut, de cette espèce d'étourdissement léthargique où l'avait jeté la dernière session.

Cependant le frottement des hommes politiques avait recommencé. Après s'être regardés, toisés, en rechignant, en bâillant, on s'était avoué qu'on sommeillait plus qu'il ne convient à la dignité d'un grand corps politique et aux intérêts de la France; mais bientôt on se le dit si souvent et si haut, qu'il fut évident pour tout le monde qu'on touchait au réveil. C'est ainsi que les choses se passent chez nous; toute situation ne dure guère que le temps nécessaire pour la bien constater; le jour où tout le monde la reconnaît et l'avoue hautement, ce jour-là elle disparaît. C'est comme une mode, elle tombe le jour où, devenue générale, elle n'est plus une distinction pour personne. Cette fois, le changement s'opère, nous l'espérons du moins, au profit et pour l'honneur de la France, qui certes n'avait rien à attendre de grand ni d'utile de l'abaissement et de la décomposition d'un des grands pouvoirs de l'état.

L'organisation des bureaux n'a rien offert de remarquable. Un incident du premier bureau est seul venu réveiller la polémique de la salle des conférences, et rappeler aux députés que le moment était arrivé pour chacun de prendre son parti et de choisir son drapeau. M. Dufaure avait donné sa voix à M. Jacques Lefèbvre! De là, grande rumeur et de violentes attaques contre le jeune ministre qui est venu, avec une partie des siens, des rangs du centre gauche de la coalition. Apparemment que le centre gauche avait résolu de voter, le cas échéant, pour M. Dufaure, malgré sa défection. Si cela est, M. Dufaure a eu grand tort, il faut le dire, de ne pas préférer cette conduite toute chrétienne aux règles de la politique; il a eu tort de ne pas voter contre lui-même et contre le ministère dont il fait partie. Nous, cependant, pouvons-nous le blâmer d'avoir voté pour un 221?

Un fait, en apparence du moins plus significatif, a signalé le réveil de la chambre : M. Martin du Nord, après une lutte assez vive, l'a emporté, dans la nomination des vices-présidens, sur M. Vivien. Nous ne voulons pas cependant abuser nos lecteurs en jouant sur les noms propres. Tout le monde sait que la nomination de M. Martin n'est pas due seulement aux votes des 221; plus d'un suffrage lui est venu des rangs des adversaires les plus ardens du 15 avril. Cela est très naturel : il n'est pas d'assemblée politique où ces combinaisons n'arrivent fort souvent sans concert ni préparation aucune. Ceux des membres de la gauche et du centre gauche qui veulent, avant tout, renverser le ministère, ont voté pour M. Martin du Nord, parce que sa nomination était un échec pour les ministres. Les 221, même ceux qui ne se soucient point de précipiter la crise ministérielle, ont voulu témoigner par leurs suffrages combien ils avaient été blessés de l'exclusion donnée pour la première présidence de Douai à un homme des plus honorables et des plus dignes, par cela seul qu'il avait été un des ministres du 15 avril. Ils ont voulu prouver qu'il faudrait toujours compter avec eux.

Au reste, la nomination de M. Martin était plutôt remarquable comme acte de vigueur que comme démonstration politique. La chambre avait fait voir par là qu'elle voulait être; mais elle n'avait pas encore dit ce qu'elle ferait. Il y avait eu une sorte d'accord imprévu pour faire sentir au ministère qu'il n'était pas le maître de la chambre, et qu'il ne pouvait pas même se reposer sur l'apathie de l'assemblée. Il n'y avait encore rien qui annonçât un parti pris, la reconstitution délibérée d'une majorité voulant reprendre sa place au pouvoir. La nomination de M. Martin était plus qu'un accident; mais elle n'était pas la proclamation d'un système : elle ne pouvait pas même servir de prélude, de fait précurseur d'un système politique.

Elle a cependant produit des effets d'une haute importance. Elle a mis la chambre sur ses gardes. La chambre a compris, au retentissement de cette nomination, que le moment des actes sérieux était arrivé, qu'il n'y aurait plus désormais rien d'indifférent dans ses démarches, rien qui ne fût le sujet de commentaires importans, d'interprétations décisives; que tout ce qu'elle ferait deviendrait obstacle ou appui; qu'appelée à exercer nécessairement une grande

et immédiate influence sur le pouvoir, il lui importait de ne pas se tendre des piéges à elle-même, en paraissant favoriser ce qu'elle ne veut pas, et repousser ce qu'elle désire. Elle a surtout compris que sa mission était, avant tout, de reformer une majorité conservatrice, stable, compacte, véritable point d'appui pour le pouvoir, menacé dans l'intérieur par la légèreté et l'insouciance générale des esprits plus encore que par les efforts désespérés des derniers factieux, appelé à l'extérieur à soutenir d'une main ferme et prudente l'honneur national, les intérêts français. Elle a compris qu'il ne s'agissait pas de savoir d'abord par quels hommes nous serions gouvernés, mais bien quelle majorité nous aurions; qu'il appartenait à la majorité de présenter des candidats pour le ministère, et nullement à tel ou tel député de se faire une majorité pour son service. Une majorité due à l'analogie réelle des opinions et au besoin, également et profondément senti, de force et d'élévation dans le gouvernement, pouvait seule servir de base solide à un système politique, et présenter des chances raisonnables d'avenir. Cette majorité, si elle était possible, ne pouvait pas être faite de main d'hommes; elle ne pouvait être que le résultat naturel, spontané des circonstances, l'œuvre de la chambre elle-même, des principes qui y dominent, des sentimens dont elle se trouve réellement animée lorsqu'elle se consulte dans l'apaisement de la tourmente politique.

C'est à ce point de vue qu'il faut se placer pour bien apprécier le fait grave, décisif peut-être, de la nomination de la commission de l'adresse dans la chambre des députés. Non-seulement les opinions extrêmes n'ont pu y faire arriver un seul de leurs représentans, mais il en a été de même de la gauche constitutionnelle. Le centre gauche opposant y est faiblement représenté, comme pour lui indiquer qu'on ne voulait pas désespérer de le voir, lui aussi, se rallier au parti gouvernemental. Les opinions conservatrices, quelles que soient leurs nuances, ont envahi la commission. La majorité s'est révélée. Elle existe. Il faut seulement la cimenter, la consolider, et l'aider à jouer dans les affaires du pays le rôle qui lui appartient.

Un rapprochement curieux, significatif, ne saurait échapper à l'observateur: c'est qu'en réalité le même esprit a dirigé les deux chambres dans le choix des commissaires. Dans la chambre des députés, M. Quesnault, M. Dumont, M. Legentil, siégent à côté l'un de l'autre, en parfaite harmonie, dit-on; un fait analogue, autant du moins que le permettent les nuances toujours plus adoucies de la chambre des pairs, se reproduit dans la commission qu'elle a nommée.

Encore une fois, et nous nous plaisons à insister sur ce fait, parce qu'il est honorable pour la France, parce qu'il prouve qu'il ne faut jamais désespérer de nos assemblées politiques qu'au jour même où tout y paraît désordre et dissolution, la vie, l'action, l'harmonie y renaissent tout à coup, comme par enchantement; — encore une fois, disons-nous, le fait capital du moment, c'est l'intention positive, manifestée par la chambre des députés, de donner au pouvoir l'appui d'une majorité forte et compacte, d'une majorité conservatrice, qui ne sera ni une coterie ni même un parti, qui recevra également dans

son sein tous ceux qui, oubliant de vieilles discordes et de vieilles misères, reconnaissent que le maintien et le progrès de nos belles institutions exigent un gouvernement ferme, éclairé, et une complète harmonie entre les grands pouvoirs de l'état.

Espérons que ce premier pas ne tardera pas à être suivi d'autres pas également décisifs, et, avant tout, d'un projet d'adresse qui réponde dignement à la pensée de la chambre. Nous n'en doutons point. La commission s'est déjà rassemblée; nul dissentiment n'y a percé; la discussion s'y annonce telle qu'elle doit être entre des hommes habiles, honorables, qui, marchant tous au même but, veulent seulement éclairer la situation du pays.

L'adresse ne sera point hostile au ministère; le but n'est pas de le culbuter, ni d'amener demain une crise ministérielle qui, évidemment, ne ferait que rouvrir et envenimer les plaies du malade, disons mieux, de tous les malades. Loin de là : il faut que la nouvelle situation politique se raffermisse, que la nouvelle majorité reprenne fortement possession de son terrain; elle y sera attaquée, vivement attaquée; escarmouches, combats, peut-être aussi batailles rangées, rien n'y manquera. Là, sur le terrain, en face de l'ennemi, devront se montrer à nu toutes les alliances; là la neutralité sera regardée du même œil que Solon la regardait dans les luttes athéniennes; là la majorité reconnaîtra ses véritables chefs, et le pouvoir ses candidats; là aussi le ministère apparaîtra tel qu'il est, c'est-à-dire un composé d'hommes que le hasard et les nécessités d'un moment difficile ont seuls amenés au pouvoir, d'hommes qui, par l'effet des mêmes circonstances, n'ont pas occupé dans le ministère la place qui leur était naturellement dévolue, enfin d'hommes habiles que tout cabinet doit être heureux de conserver, nous dirons plus, d'hommes dont la retraite pourrait compromettre de nouveau cette majorité qu'il est si important de consolider et de maintenir.

Nous ne faisons, du reste, que répéter ce qui est dans la pensée et désormais dans la bouche de tout le monde. Le ministère ne doit pas être culbuté, mais réformé. Il est incomplet et mal combiné. Il le sent, il le sait comme nous, comme tout le monde.

C'est à la majorité de fournir à la couronne les élémens nécessaires pour le réformer et le compléter. Nous ne voulons faire ici ni pronostics ni conjectures. Rien ne serait plus aisé, rien aussi n'est plus hasardé, plus inopportun. On en a fait plus d'une fois l'expérience.

Il est facile, sans doute, de répéter les noms du petit nombre d'hommes que l'opinion publique signale dès qu'il s'agit de crise ou de réforme ministérielle. A quoi bon? Peuvent-ils, tous ou plusieurs d'entre eux, arriver ensemble au pouvoir? Dieu le veuille! la France s'en réjouira, la France qui, à vrai dire, a autre chose à faire que d'assister, comme à un spectacle de gladiateurs, aux luttes parlementaires des candidats au ministère. Les souvenirs, les colères, l'incompatibilité des humeurs, les prétentions personnelles, disons-le, les petites passions, car au fond il n'y a rien là de noble ni de grand, empê-

chent-ils cet accord? Tant pis, mais encore faut-il que nous soyons gouvernés, fortement et dignement gouvernés.

La majorité qui se forme n'est point étroite, tracassière, exclusive. Ceux qui resteront en dehors s'en seront exclus eux-mêmes; ceux qui, doués des moyens nécessaires, n'auront pas su prendre parmi ses chefs le rang qui leur appartiendrait, auront obéi à je ne sais quelles fantaisies, et auront préféré rester dans d'autres camps que dans le camp gouvernemental.

Quoi qu'il arrive, la session nous paraît s'ouvrir sous d'heureux auspices, et certes on nous permettra d'en féliciter nos amis. Les 221 ont fait preuve d'une modération et d'un tact politique qui les honorent, et nous ne doutons pas qu'ils ne persévèrent jusqu'au bout dans l'œuvre de reconstruction dont ils sont une partie si essentielle.

Un écrit remarquable a paru ces derniers jours. *Le Roi, la Chambre, le Ministère, le Pays,* tel est son titre. « Ceci est l'œuvre d'un homme de bonne foi, » telle est son épigraphe. Nous la croyons sincère. L'écrit se fait remarquer par une appréciation fort ingénieuse, souvent caustique, presque toujours vraie, des choses et des hommes. Mais l'auteur aussi n'est qu'un homme. A force de sonder à fond les passions d'autrui, il n'a pas pris garde aux siennes. Certes, nous sommes tout prêts à rendre, avec lui, pleine et entière justice aux hommes éminens qui ont mérité ses éloges; mais nous ne saurions souscrire également à certaines critiques et à certaines attaques. On dirait qu'il y a là de la rancune, tant les paroles sont amères et les reproches graves et mal fondés. On peut ne pas approuver toute la conduite politique même des hommes les plus haut placés par leur talent; mais il ne faut jamais oublier les services qu'ils ont rendus à la France.

L'Académie française a fourni matière à conversation pendant vingt-quatre heures. C'est beaucoup par le temps qui court. M. Berryer y a obtenu dix voix, dont six de légitimistes. Il faut espérer, pour l'honneur des *immortels,* que pareilles aberrations ne recommenceront pas. M. Berryer n'est pas Châteaubriand. Loin que sa gloire littéraire puisse faire oublier son rôle politique, ce n'est au contraire que par son rôle politique qu'on a pu concevoir la pensée de le porter au fauteuil académique. M. Berryer, homme d'esprit, a dû rire des suffrages qu'il s'était fort habilement procurés. C'est fort beau pour lui d'avoir lutté; il doit lui suffire d'avoir fait peur; il ne recommencera pas; un second échec changerait les rôles, et ce n'est pas le plus beau qui lui resterait.

On dit que M. Cormenin se présente à l'Académie des sciences morales et politiques. C'est donc une gageure des opinions extrêmes? Elles veulent faire irruption dans l'Institut. Apres avoir échoué dans la région des faits, elles veulent se mettre en évidence dans celle des idées. Il serait déplorable de voir l'Institut, ce pacifique asile des lettres et des sciences, devenir le champ de bataille des partis politiques. Déjà, dans l'Académie des Inscriptions, il y a eu, dit-on, des alliances qui ne rappellent que trop celles qui se sont réalisées dans certains colléges électoraux.

Mais si la politique ne doit pas envahir l'Institut, nous devons encore moins ici envahir, à notre tour, le domaine des sciences et des lettres. Revenons à la politique.

Bien que le discours de la couronne n'ait point annoncé la conversion des rentes, il paraît qu'un projet de loi sur la matière fait partie du bagage, assez lourd, dit-on, avec lequel le ministère veut se présenter aux chambres. Nous persistons à ne pas reconnaître l'à-propos de cette mesure, surtout si elle se trouve réduite aux plus chétives proportions. Dans ce cas, il n'y aurait pas même utilité financière, profit notable pour le trésor. La mesure devrait être repoussée même par ceux qui ne contestent pas le principe. A quoi bon tant de bruit, et une commotion qui ne laisserait pas d'être profonde, pour un si mince résultat? D'ailleurs, est-ce au moment d'une crise financière qui a jeté la perturbation dans les marchés des deux mondes; est-ce au moment où nous avons la guerre en Afrique, une question immense qui pend toujours en Orient, et des expéditions militaires, sans résultats jusqu'ici, dans l'Amérique du Sud; est-ce dans une année où la cherté du blé se fait sentir dans plus d'une localité, qu'il convient d'agiter les esprits, d'inquiéter les intérêts par une discussion de cette nature? Jamais les circonstances n'auront mieux justifié le gouvernement qui aura la sagesse de s'abstenir.

Ajoutons qu'il y a de l'inconnu partout, et qu'on ne trouve nulle part une profonde tranquillité.

Les affaires d'Espagne n'offrent pas les résultats que laissait espérer la convention de Bergara. Cabrera est plus fort et plus entêté que jamais. Espartero n'a fait que compliquer, par l'intervention, réelle ou non, de son nom, la situation intérieure du pays. Le triomphe du parti modéré est loin d'être assuré. Nous ne pouvons pas nous relâcher dans nos mesures de surveillance.

La Suisse, qui couvre une partie si importante de nos frontières, n'est pas tranquille. Le directoire fédéral, faible lui-même et à peine accepté, depuis la contre-révolution de Zurich, par une partie très considérable de la Suisse, s'est promptement alarmé du bruit que la guerre civile allait éclater dans le Valais, et il a ordonné la mise sur pied de plusieurs bataillons fédéraux. C'était une vaine alarme et une fausse mesure; mais tout est à craindre dans l'état des esprits, et avec un gouvernement aussi faible.

La Hollande offre le spectacle d'une scission entre le roi et les états-généraux. Après un accord si admirable aux jours difficiles, la discorde les surprend au sein de la paix. Ce fait ne manque pas de gravité. L'histoire de plusieurs siècles nous apprend qu'il n'est pas aisé de mettre fin aux dissentimens qui éclatent entre le pays et la maison d'Orange. Les Hollandais sont tenaces, pour ne pas dire entêtés, et nul n'est plus Hollandais que le roi Guillaume.

Le duc de Bordeaux est sur le point de quitter Rome. La comédie qu'il voulait y jouer, le premier moment de curiosité une fois passé, a manqué de spectateurs. En réalité, il y était à charge à tout le monde, en particulier au gou-

vernement pontifical. Rome n'est un asile convenable que pour les prétendans qui n'ont plus d'autres prétentions que de mourir en paix.

Le pape vient de publier des lettres pastorales contre la traite des noirs. Quoiqu'un peu tardive, applaudissons à cette déclaration toute chrétienne du chef de l'église. C'est là la mission de Rome : seconder de toute sa puissance spirituelle les progrès de l'humanité, les conquêtes de la civilisation, l'affranchissement des peuples. Rome fut grande et sainte lorsqu'elle comprit, — ces temps sont bien loin de nous, — que c'était là son rôle, sa gloire, sa puissance. Espérons que l'acte que nous venons de signaler n'a pas été une concession faite du bout des lèvres aux importunités de la diplomatie.

Un passage de l'article sur *les Journaux chez les Romains*, de la dernière livraison de la *Revue*, paraît avoir ému M. Berger de Xivrey qui a écrit, à ce sujet, une lettre aux *Débats :* nous n'avons pas à nous en plaindre. Il a pris la peine d'expliquer plus en détail ce que nous n'avions qu'indiqué. Il n'est pas fâcheux, quand on a affaire à de certaines parties adverses, de les amener ainsi à se dessiner elles-mêmes : cela justifie. Nous continuons de croire que M. Berger n'a point apporté, à l'égard de M. Varin, une intention de critique impartiale et désintéressée; il s'est efforcé, en effet, de déprécier cet intéressant travail dans deux articles consécutifs, en deux journaux différens; il s'est pesamment acharné à quelques phrases surtout de la préface de M. Varin, et il est allé même jusqu'à le railler sur sa santé, trop altérée effectivement. Pour que M. Berger, d'ordinaire si soigneux des prérogatives académiques, s'armât de cette sévérité soudaine contre un ouvrage honoré par l'Académie d'une distinction spéciale et imprimé dans une collection du gouvernement, il fallait quelque raison secrète que nous nous persuadons avoir bien touchée. M. Berger voudrait faire croire qu'il a eu besoin d'un grand courage pour cela, et il se pose là-dessus en vrai chevalier, ou même en martyr. Allons! si M. Berger est un brave pour avoir attaqué M. Varin, nous sommes, nous, des héros pour avoir attaqué M. Berger, et tout est pour le mieux. — Il nous revient, au reste, que, dans la dernière séance de l'Académie des Inscriptions, M. Berger aurait été grondé pour avoir mêlé hors de propos le nom de l'illustre compagnie dans cette discussion toute personnelle : c'est plus, assurément, que nous n'en pouvions demander.

V. DE MARS.

HISTOIRE ET COLONISATION

DE

LA NOUVELLE-ZÉLANDE.

PRESENT STATE OF THE ISLANDS OF NEW-ZEALAND;

REPORT BROUGHT FROM THE LORDS,
ORDERED BY THE HOUSE OF COMMONS TO BE PRINTED.

I. — VUES GÉNÉRALES SUR LES ILES POLYNÉSIENNES.

L'hypothèse accréditée par Malte-Brun, et reproduite par divers géographes, que les archipels du monde océanien ne sont que les sommets, et pour ainsi dire les arêtes d'un continent englouti, semble avoir été ruinée de nos jours par des observations plus judicieuses et plus complètes. L'Océanie, tout invite à le croire, est la plus récente, la plus jeune des parties du globe. Quiconque l'a parcourue a pu lui dérober le secret de sa formation. Deux agens énergiques y concourent, ici les volcans, là les madrépores. Autour des pics ignivomes s'agglomèrent des îles de lave, onduleuses et tourmentées; dans les centres de travail des lithophites, coraux vivans, la mer soulève des îlots unis et bas. Taïti, Hawaii (les Sandwich), appartien-

nent à la première de ces origines; Tonga-Tabou (groupe des Amis), Pomotou (groupe de la Société), procèdent de la seconde. Ainsi, l'eau elle-même coopère aux créations géogoniques; ainsi, dans les profondeurs de la mer, la pierre végète, se meut, s'anime, et des myriades d'architectes y construisent les aiguilles fatales contre lesquelles viendront se briser d'imprudens vaisseaux. On se ferait difficilement une idée de la régularité qui préside au développement de ces îlots de corail. On les voit poindre, on les voit grandir. Ce n'est d'abord qu'une couronne de récifs, qui, graduellement exhaussée, sort du sein de l'Océan en forme de corbeille, et conserve dans son centre un petit lagon, véritable coupe d'eau salée; puis, quand les détritus madréporiques ont peu à peu enrichi le sol, une végétation spontanée s'y manifeste, et l'écueil se pare d'une ceinture de cocotiers et de palétuviers qui le signalent aux navigateurs. Alors les agens sous-marins cèdent la place aux agens terrestres; ils vont soulever d'autres îlots que ceux-ci auront plus tard la mission d'embellir. En présence de cette loi de productions successives, de cette explication si simple et si satisfaisante, qu'est-il besoin de poursuivre des solutions empiriques et de rêver d'autres Atlantides perdues, après celles de Théopompe et de Platon?

L'Océanie offre d'ailleurs des problèmes bien plus graves que ne l'est celui de sa constitution géologique. Son ethnographie est pleine de mystères. Des races diverses, les unes cuivrées, les autres noires, toutes inégalement douées, se présentent distribuées comme au hasard sur ces nombreux archipels, sans qu'on puisse apprécier d'une manière satisfaisante quelle loi de migration, quel mouvement de proche en proche a déterminé ces contrastes et régi cet éparpillement. Partout la navigation, encore dans l'enfance, témoigne que la haute mer n'a été pour ces peuples que le théâtre de voyages involontaires, et que leur dissémination confuse sur les différens points de l'Océan Pacifique tient plutôt à des causes fortuites, à des accidens imprévus, qu'à une tendance régulière et réfléchie. Rien qu'à voir leurs frêles pirogues, il est aisé de se convaincre que de pareils esquifs n'ont pu servir à des fins aventureuses et à des découvertes lointaines. Cependant voici le phénomène qui frappe l'observateur. Sur quatre groupes distincts, éloignés l'un de l'autre de mille lieues en moyenne, la même race a été retrouvée, rappelant, à peu de variantes près, les mêmes mœurs, le même type, le même idiome, les mêmes préjugés, et entre autres cet impérieux *tabou* ou *tapou*, interdiction religieuse qui frappe ou temporairement ou à toujours

certains objets, certains hommes, certaines localités. Ces quatre groupes sont ceux d'Hawaii, de Tonga, de Taïti et de la Nouvelle-Zélande; cette race est la race polynésienne, celle qui va nous occuper.

Sans chercher à pénétrer des origines obscures, domaine de l'imagination plutôt que de la science, il suffit de dire que la race polynésienne est l'une des plus curieuses qui se soient produites dans l'état de nature. Tout ce qui fait l'orgueil des nations civilisées, la dignité naturelle, le respect de la foi jurée, le courage, l'enthousiasme, le désir de connaître, le besoin d'activité, l'aptitude à tous les rôles et à toutes les fonctions, l'intelligence des choses nouvelles, se rencontre chez ces tribus à un degré qui charme et qui étonne. Limitée à un seul de ces groupes, l'anthropophagie y est regardée moins comme une satisfaction physique que comme une excitation morale. Il est honorable pour le vaincu d'être dévoré par le vainqueur. C'est le sort des armes; des deux parts on y compte. Tout prisonnier est avili s'il ne meurt. L'anthropophagie ne règne, d'ailleurs, qu'entre les tribus belligérantes, et seulement durant la guerre, ou bien encore de chefs à esclaves. Il est à croire que la présence des Européens sur les parages de la Nouvelle-Zélande, et l'influence toujours croissante d'une civilisation plus humaine, feront disparaître cette horrible coutume de toute la surface de la Polynésie. Une passion raisonnée capitule plus facilement qu'un appétit brutal.

L'état social de ces tribus n'est autre chose que cette organisation instinctive commune aux peuples enfans. On retrouve chez elles les deux conditions de toute existence collective, l'autorité et l'obéissance, les droits de la supériorité physique et même les priviléges de la naissance. La population se partage en chefs et en esclaves, et chacune de ces deux classes exprime dans son maintien et dans ses traits le sentiment de sa dignité ou la conscience de son abjection. Le tatouage est le blason des chefs; ses lignes constituent toute une science héraldique. Entre nobles, la hiérarchie s'établit un peu par le sang, beaucoup par le courage. Les instincts guerriers ayant, chez ces peuples, dominé et absorbé tous les autres, le pouvoir a dû aller naturellement vers la force en délaissant l'intelligence, et de cette investiture sont nées des mœurs intraitables, une susceptibilité inquiète et une vie incessamment militante. Ce résultat s'est surtout produit à la Nouvelle-Zélande où le fractionnement infini des tribus éternise les hostilités. Les habitudes belliqueuses ont, en revanche, servi à maintenir la beauté du type polynésien, la vigueur muscu-

laire des formes. En effet, cette famille se compose de sujets robustes et sveltes, avec un teint d'un jaune plein de vie, des yeux bien découpés, un angle facial qui rappelle celui des Européens, des cheveux noirs et lisses, des lignes pures et correctes, seulement trop labourées par le tatouage. Nulle part ce type n'est plus pur que dans la Nouvelle-Zélande, moins accessible que les autres îles à une invasion d'élémens étrangers. L'obésité, devenue commune à Hawaii et à Taïti, est jusqu'à ce jour demeurée inconnue dans le groupe zélandais, et les progrès de la civilisation n'y ont pas été suivis encore de symptômes d'énervement.

Partout où l'Europe passe, il faut qu'elle laisse son empreinte, soit politique, soit religieuse. La Polynésie lui appartient désormais. A Hawaii, à Taïti, l'esprit indigène n'a pas même songé à la résistance; il s'est livré sans conditions, il s'est résigné au sort du vaincu. Le vêtement national a fait place à un costume sans nom qui a cessé d'être sauvage sans devenir pour cela européen. Toute originalité s'est effacée devant des imitations grotesques, et la race elle-même semble dépérir sous les atteintes de cette contagion que le commerce promène autour du globe avec ses infatigables vaisseaux. La Nouvelle-Zélande n'a pas désarmé aussi promptement : elle a protesté à diverses reprises par des révoltes soudaines et des colères imprévues. Ses mœurs militaires se sont refusées à une assimilation immédiate. L'archipel a tenu tête à l'ascendant européen avant de le subir, et, tout en cédant, il s'est mieux défendu. Aujourd'hui même qu'il se soumet en obéissant à l'admiration plutôt qu'à la crainte, ni ses mœurs guerrières, ni ses allures indépendantes ne semblent être entamées par le contact civilisateur. Le *tabou* y est toujours impérieux, la loi du talion toujours implacable. Ce que la Nouvelle-Zélande demande surtout à l'Europe, ce sont des mousquets, c'est-à-dire les plus énergiques agens de destruction, les derniers raffinemens de la force brutale. On peut juger, par ce fait, de ses tendances.

En matière d'influence religieuse, le contraste a été le même. Hawaii et Taïti sont, à l'heure qu'il est, deux petits royaumes gouvernés par des missionnaires américains ou anglicans. Rien ne s'y dérobe à leur juridiction, pas plus le temporel que le spirituel. Quand les populations ne sont pas au prêche, elles travaillent pour leurs évangélistes; elles ne quittent la Bible que pour aller féconder de leurs sueurs les champs de la mission. Peu s'en faut que, sur ces deux points, ces apôtres n'aient réuni dans leurs mains un double monopole, celui des cultures et celui du commerce. Tout se fait par eux et

presque uniquement pour eux. C'est l'idéal du pouvoir théocratique. A la Nouvelle-Zélande, au contraire, les missions ont été, pendant vingt années, plutôt souffertes que reconnues. Quelques esclaves formaient le noyau de cette petite église; les chefs, les nobles échappaient à son action et y échappent encore. Les grands guerriers du pays se contentaient de la couvrir d'une protection dédaigneuse, déguisant mal leur pitié pour des hommes qui ne faisaient pas leur chemin par les armes. Si aujourd'hui, grace aux bras européens et à la merveilleuse fécondité du territoire, les établissemens des missionnaires ont acquis, dans le nord de la Nouvelle-Zélande, une valeur considérable, le succès semble avoir porté plutôt sur le sol que sur les ames, plutôt sur les castes subalternes que sur la classe supérieure. L'esprit indigène n'a pas encore abdiqué ici comme il l'a fait dans les groupes situés entre les tropiques. La trempe était plus forte; elle a mieux résisté.

Telle est, dans un aperçu sommaire, la physionomie de la famille polynésienne. On a pu voir par quels points ses diverses branches se touchent et par quelles nuances elles se séparent. C'est la même race, éprouvée par des modifications de climats. Avant d'appeler l'attention sur les tribus zélandaises, il était utile de constater rapidement leur filiation. Nous allons maintenant passer à leur histoire.

II. — PREMIERS VOYAGES A LA NOUVELLE-ZÉLANDE.

Tasman, ce hardi navigateur du XVIIe siècle, découvrit le premier, en 1642, et nomma la Nouvelle-Zélande. Entré dans le vaste détroit qui sépare les deux grandes îles, et qu'il prit pour un golfe profond, il jeta l'ancre près du rivage et envoya ses canots vers une aiguade voisine. Pendant cette opération, des pirogues survinrent, chargées de naturels armés de lances et couverts de nattes pour tout vêtement. On les invita à monter à bord du *Zeehan;* ils s'y refusèrent, méditant une surprise. En effet, peu de minutes après, l'un des canots hollandais fut abordé de vive force et perdit quatre hommes dans cette attaque. Il fallut, pour se débarrasser des agresseurs, faire jouer l'artillerie. Tasman quitta ces parages inhospitaliers, qu'il nomma *Moordenaar's-Bay* (baie des Meurtriers), et, après avoir côtoyé l'île septentrionale, il doubla le cap Nord et cingla vers l'Europe, laissant dans la mémoire des indigènes quelques souvenirs confus de son apparition.

Après Tasman, la Nouvelle-Zélande est oubliée durant cent trente années environ. Cook la retrouve et vient mouiller, en 1769, dans la baie de Taone-Roa. Comme Tasman, Cook fut dès le premier jour obligé de recourir à la force des armes. Les naturels ayant tenté d'enlever une chaloupe, on ajusta le plus hardi d'entre eux et on l'étendit raide mort. L'effet de l'arme à feu fut d'abord puissant; mais, le jour suivant, les tentatives de vol recommencèrent. Il fallut sévir, et une nouvelle lutte s'engagea. Avec leurs massues en bois ou leurs petits casse-têtes en jade vert, les indigènes ne pouvaient tenir long-temps contre la mousqueterie. Ils cédèrent à la deuxième décharge, laissant un mort et plusieurs blessés sur le champ de bataille. Pour en finir, le capitaine fit enlever trois de ces hommes, dans l'espoir de les apprivoiser par de bons traitemens. Ils restèrent deux jours à bord de *l'Endeavour*, et repartirent enchantés de l'accueil qu'ils avaient reçu.

Cependant Cook, qui ne faisait rien à demi, se prit à poursuivre, dès ce premier voyage, la reconnaissance complète de ces régions inconnues. Avant tous les autres, il constata que la Nouvelle-Zélande se composait de deux grandes îles, Ika-na-Mawi et Tavaï-Pounamou, d'égale étendue à peu près et séparées par un canal étroit. Il découvrit et releva une foule de mouillages; la baie Pauvreté, la baie Tolaga, la baie des Iles, la baie Mercure, la rivière Tamise, la baie de l'Amirauté et le canal de la Reine-Charlotte. Dans presque tous les lieux où il aborda, il fallut user de démonstrations vigoureuses afin d'assurer les relations et d'intimider les mauvais desseins. A Teahoura, dans la baie d'Hawke, devant le cap Runaway, dans la baie d'Abondance, l'artillerie et les mousquets jouèrent un rôle court, mais décisif. La baie Wangari, les îles Motou-Kowa, furent aussi le théâtre d'exécutions sanglantes. Peut-être Cook se montra-t-il un peu prompt à employer cet argument souverain et à voir des prises d'armes dans toutes les manifestations bruyantes de ces sauvages. Chez un peuple qui ne laisse rien d'impuni, et qui, sous la loi de son *outou* (satisfaction), exerce ses représailles n'importe dans quel temps et sur quelles personnes, cette manière d'imposer l'obéissance, si elle est irrésistible, devient quelquefois funeste. Il est à croire que plusieurs des massacres qui suivirent le passage de Cook, celui de Furneaux par exemple, furent une revanche des rigueurs du navigateur anglais, comme l'assassinat du capitaine français Marion servit d'expiation aux coupables excès de Surville.

On sait comment Cook et ses collaborateurs exécutaient leurs tra-

vaux de reconnaissance. Explorée par eux, la Nouvelle-Zélande appartint à la science européenne. Cook en assura la configuration et la compléta dans trois voyages successifs. L'ethnographie, l'histoire naturelle de ces contrées, furent fixées avec autorité, avec certitude. Dès-lors, l'identité de cette race avec la famille de Taïti et des Sandwich fut soupçonnée et dénoncée. C'était la même constitution physique, seulement plus martiale, plus riche, plus vigoureuse. Chez les uns comme chez les autres, la coutume du tatouage, blason vivant de l'individu, sillonnait désagréablement les chairs et dénaturait l'harmonie des lignes. C'était aussi la même souplesse de formes, la même dignité et la même fierté dans le maintien. Les chefs portaient d'élégantes nattes de *phormium*, espèce de lin soyeux et lustré, particulier à la Nouvelle-Zélande. Ces nattes, qui ressemblaient à de longues chapes, leur recouvraient le buste et descendaient jusqu'à mi-jambe. Les cheveux, relevés à la japonnaise sur le sommet de la tête, étaient, chez quelques-uns, ornés de plumes flottantes d'oiseaux de mer. Les femmes avaient moins de distinction dans le type que les hommes : courtes, ramassées, elles n'étaient jolies que par exception et seulement dans leur première jeunesse. Cook put recueillir, sur divers points, des preuves irrécusables d'anthropophagie; il trouva même, sur la plage du Canal de la Reine-Charlotte, les débris d'un festin de chair humaine. Le chirurgien Anderson acheta une de ces têtes devenues depuis fort communes dans nos musées, et que recommande leur parfait état de conservation, obtenue à l'aide des procédés les plus simples.

Cependant la flore du pays se classait sous les mains d'intelligens naturalistes. Ce n'étaient plus ici les merveilleux paysages des tropiques où les palmiers, les bananiers, les pandanus s'épanouissent avec une si gracieuse élégance. Dans son aspect général, la Nouvelle-Zélande tranche complétement sur cette nature molle et riante, et la plus australe de ses grandes îles reproduit plutôt les majestueuses perspectives de notre Europe. Sur les hauteurs, les arbres rappellent le port de nos essences, l'aspect sombre et sévère de nos forêts. Dans les vallées, la végétation étale un luxe inoui. On y chercherait vainement un espace qui pût se comparer à nos pâturages et à nos pelouses; mais des buissons touffus et des plantes sarmenteuses les tapissent dans toute leur étendue. A part les familles de l'organisation la plus simple, comme les lichens et les mousses, aucun de ces végétaux n'a d'analogues dans nos zônes. Les plus grands arbres appartiennent au genre *dacrydium* et *podocarpus*, ou bien au *dracœna australis*, dont les équipages de

Cook assaisonnaient les sommités en guise de chou-palmiste. Le *hinou* sert aux Zélandais à teindre leurs étoffes en noir; le *tawa* rappelle le sycomore pour le feuillage; le *rewa*, le hêtre pour le grain du bois; l'écorce du *wao* est une sorte de liége. Quant aux arbustes, ils sont innombrables : dans les ravins humides et à l'ombre de quelques myrtacées, vivent deux cyathées qui sont l'honneur du genre; puis se déroulent des champs de fougère comestible, dont les rameaux serpentent et s'entrelacent de manière à former des fourrés impénétrables.

Point ou peu de mammifères à la Nouvelle-Zélande. Avant que le cochon y eût été importé des groupes des tropiques, on n'y connaissait que le chien et le rat. Les oiseaux sont plus nombreux, et il en est, dans le nombre, de particuliers à ces îles, comme le glaucope à caroncules, l'aptérix, sorte de casoar à bec grêle, un échassier du genre annarynque, peut-être le sphénisque nain, une colombe à reflets métalliques, un gros perroquet nestor au plumage sombre, puis un philédon à cravate blanche des plus gracieux et des plus coquets que l'on puisse voir. Il faut citer encore un grimpereau si familier, qu'il vient se poser jusque sur l'épaule du voyageur. Les espèces communes aux autres contrées y paraissent abondantes; on y remarque des tourterelles, des perruches, des moucherolles, des synallaxes, des cormorans, des huîtriers. En fait de reptiles, on n'a encore aperçu que de petits lézards. Le poisson, appartenant aux familles des spares, scombre, serran et labre, est abondant sur certains parages, rare sur d'autres. La classe des mollusques a fourni quelques sujets importans, des haliotides, des struthiolaires, et un nouveau genre ampullacère, encore plus recherché.

Ainsi Cook avait tracé la route aux explorateurs qui devaient le suivre. Un capitaine français, Surville, poussé par les vents, abordait toutefois les côtes de la Nouvelle-Zélande presque en même temps que le marin anglais, et y poursuivait des explorations parallèles. Surpris par une tempête dans la rade d'Oudou-Oudou, il dut à un chef du pays le salut d'une portion de son équipage, et, par un fatal malentendu, ce fut sur ce même chef qu'il fit peser ses vengeances pour la perte d'un canot qu'on lui avait enlevé. Arraché de sa hutte et transporté à bord, ce malheureux insulaire, avant de s'éloigner, vit encore incendier son village. Ces douleurs successives le tuèrent; il succomba en vue des îles de Juan-Fernandez. Cette mort et ce rapt allaient être cruellement expiés. Deux ans plus tard, un Français, le capitaine Marion, commandant les navires *le Mascarin* et *le Castries*,

parut dans la baie des Iles. Dès l'arrivée, les meilleurs rapports s'établirent entre les naturels et les Européens. Des milliers de pirogues accouraient échanger, le long du bord, du poisson, des nattes et du lin contre de vieux clous, des morceaux de fer et quelques verroteries. Doués d'une intelligence merveilleuse, ces visiteurs surent bientôt les noms de tous les officiers, et voulurent, suivant l'usage local, les échanger contre leurs propres noms. On eût dit que Zélandais et Français ne formaient plus qu'une famille, tant la liberté des rapports était poussée loin, même entre sexes différens.

Marion n'avait paru dans ces îles que pour y réparer quelques avaries souffertes par ses vaisseaux. Quand il se vit entouré d'une sécurité suffisante, il fit établir ses chantiers dans une forêt distante de trois lieues du rivage, en assurant ses communications au moyen de postes intermédiaires. Les travaux commencèrent au milieu du concours le plus affectueux de la part des naturels. Quand les matelots se trouvaient trop fatigués de leurs courses dans les terres, les Zélandais les chargeaient sur leurs épaules, et les ramenaient ainsi à bord. Les échanges de services et de présens étaient continuels de part et d'autre. Marion prodiguait les verroteries et les couteaux, les sauvages apportaient les plus beaux turbots de leur pêche. Le capitaine semblait être l'idole du pays. On le proclama grand-chef, et comme insignes de sa dignité on lui posa sur la tête une couronne surmontée de quatre magnifiques plumes blanches.

Tous ces témoignages d'affection et de déférence cachaient une perfidie. Un jour Marion descendit à terre sous la conduite de Tekouri, son courtisan le plus assidu, et chef du plus important village de la baie. Quelques officiers accompagnaient seuls leur capitaine. Il s'agissait d'une partie de plaisir, d'une pêche. Le soir venu, Marion ne reparut pas; mais personne ne s'en inquiéta à bord : les rapports étaient si sûrs, les relations si bienveillantes. Au jour, on expédia la chaloupe à terre pour y faire les provisions d'eau et de bois. Elle revint avec un seul homme; le reste avait été massacré, coupé en morceaux par les sauvages. Dès-lors plus de doute : Marion et son escorte avaient subi le même sort; la guerre était déclarée, et s'annonçait par la trahison la plus inattendue et la plus affreuse. Les officiers survivans songèrent d'abord au salut de leurs équipages. Désormais aucune opération pacifique n'était plus possible sur cette plage souillée de sang; il fallait seulement dégager les matelots et les ouvriers compromis au milieu des terres. On forma un détachement qui marcha vers la forêt et parvint à ramener

à bord les hommes des chantiers et ceux des postes intermédiaires. Quelques furieux essayèrent de s'opposer à l'embarquement, mais on en fit aisément justice. Une ambulance avait été improvisée sur une île de la baie; on l'évacua en faisant payer aux naturels une résistance insensée.

Cependant Crozet, qui avait succédé à Marion dans le commandement, ne voulait pas quitter la Nouvelle-Zélande sans s'être assuré qu'il ne laissait aucun Français vivant sur ces funestes parages. La mort du capitaine et de ses compagnons était une présomption, douloureusement fondée il est vrai, mais pas une certitude. On avait entendu dans les groupes ces tristes paroles : *Tekouri mate Marion* (Tekouri a tué Marion); mais aucune preuve matérielle du fait n'était acquise aux équipages. Un détachement bien armé marcha donc vers le village, théâtre présumé de la catastrophe. A l'approche des soldats de marine, les insulaires s'enfuirent, et l'on put voir de loin Tekouri revêtu du manteau de Marion, qui était de deux couleurs, écarlate et bleu. En fouillant dans les cabanes, on trouva la chemise ensanglantée du capitaine, les vêtemens et les pistolets du jeune lieutenant Vaudricourt, diverses armes du canot et des lambeaux de hardes des marins. Sur le sol gisaient le crâne d'un homme mort depuis quelques jours, auquel adhéraient des chairs à demi rongées, et une cuisse humaine dévorée aux trois quarts, affreux débris d'un horrible banquet. Dans un second village, où commandait un chef complice de Tekouri, on trouva de nouveaux vestiges, des entrailles humaines nettoyées et cuites, des chapeaux, des souliers, des sabres, des ustensiles européens. C'étaient plus de preuves qu'il n'en fallait pour corroborer de pénibles convictions : on mit le feu à ces cases inhospitalières, et les deux villages furent réduits en cendres. Marion eut son hécatombe.

Long-temps on put croire que le massacre de cet officier et de ses lieutenans n'avait eu d'autre cause que la férocité naturelle de ces peuples. On ignorait alors cette loi sauvage et terrible qui les régit, cet *outou* si analogue à la *vendetta* corse, et qui, perpétuant la vengeance, la rend héréditaire dans les tribus. Aujourd'hui l'on sait que Marion expia les fautes de Surville. Le Français paya pour le Français. Tekouri appartenait à la même tribu que le chef enlevé de vive force et d'une manière si barbare par les équipages de Surville. D'après le code des représailles, la tribu devait avoir une satisfaction; elle l'eut par les mains de Tekouri et dans la personne de Marion. Malgré cette fin malheureuse, le nom du capitaine français

est demeuré en grande vénération parmi ces peuplades, et c'est aujourd'hui encore un titre auprès d'elles que d'appartenir à la tribu de Marion.

La catastrophe arrivée au capitaine Furneaux dans le canal de la Reine-Charlotte dut aussi être provoquée par des raisons analogues. Un matin, la yole quitte le bord du navire anglais pour aller cueillir sur la plage quelques plantes comestibles : elle ne reparaît plus. On envoie à sa recherche une chaloupe armée qui, après une minutieuse exploration, découvre, sur les bords d'une crique déserte, les débris de l'embarcation, quelques hardes, des souliers, des corbeilles, les unes pleines de fougère, les autres de chair humaine rôtie. Une main à demi brûlée portait deux lettres T. H. : c'était celle du matelot Thomas Hill, comme le témoignaient ces initiales tatouées d'après un procédé familier aux marins. Plus loin, on reconnut encore les têtes, les cœurs, les poumons d'hommes fraîchement égorgés; dix Anglais avaient péri de la sorte. Furneaux, mal servi par le temps et les circonstances, ne put les venger, et Cook, revenu sur les lieux, aima mieux amnistier le passé que de s'exposer à d'interminables représailles. La tolérance, cette fois, fut poussée si loin qu'elle scandalisa un Taïtien alors embarqué sur les vaisseaux anglais. On savait que l'auteur principal du massacre était un chef nommé Kahoura qui, malgré ce fâcheux précédent, n'en montait pas moins tous les jours avec une imperturbable assurance à bord de *la Résolution*. Chaque fois que le Taïtien apercevait cet homme, il s'élançait vers Cook et lui disait : « Tuez-le! tuez-le! c'est le meurtrier des Anglais! » Puis, voyant que Cook s'obstinait à faire grace : « Pourquoi ne le tuez-vous pas? s'écriait-il; vous m'assurez qu'on pend en Angleterre celui qui en assassine un autre; ce barbare en a massacré dix, et de vos compatriotes. Tuez-le donc! » Le meurtrier écoutait ces propos sans s'émouvoir, et, pour témoigner qu'il ne redoutait pas la mort, il reparut un jour avec sa famille, hommes, femmes, enfans, en tout vingt personnes. Cook sympathisait avec de tels courages : il persista dans son pardon. Cependant il obtint quelques éclaircissemens au sujet de la catastrophe. Une querelle pour des vivres avait amené des voies de fait de la part des Anglais, et les indigènes, accourus en force, les avaient accablés sous le nombre. Telle fut la version donnée par les coupables. Cook s'en contenta, et les relations se maintinrent dès-lors sur le meilleur pied.

Après le prince des navigateurs, tous les explorateurs s'effacent. La moisson est faite; il faut se contenter des épis oubliés. Vancou-

vert en 1791, d'Entrecasteaux en 1793, longent ces îles sans y constater aucun fait nouveau. Hansen, du *Dedalus*, y paraît à son tour en pirate plutôt qu'en marin. La voie est ouverte : ce que les expéditions officielles ont commencé, les spéculations particulières l'achèveront. Les baleiniers, accourus pour la pêche des phoques, s'engagent dans les baies, sondent les passes, signalent les récifs. Ils reconnaissent le détroit de Foveaux, à l'extrémité méridionale de Tavaï-Pounamou, relèvent l'île Stewart, rectifient l'hydrographie du groupe, éclairent les mouillages et indiquent les points de reconnaissance. La Nouvelle-Zélande est devenue le but d'armemens nombreux; le commerce s'en empare et la livre à une notoriété plus vulgaire et moins scientifique. La marine marchande étudie ces peuples dans des vues d'exploitation, et l'intérêt pénètre une foule de détails qui s'étaient dérobés aux observations les plus intelligentes. C'est ainsi que l'on entrevit le double côté du caractère des naturels, aussi dévoués dans leurs amitiés qu'implacables dans leurs haines. On connut mieux ce qu'ils étaient, irascibles mais prompts à se calmer, violens mais sincères, fiers mais généreux. Grace à quelques concessions mutuelles, les relations devinrent plus régulières, les massacres moins fréquens, et, s'il en survint encore, on ne put les regarder que comme les revanches de provocations odieuses. Maîtres absolus dans ces parages, ne relevant que de Dieu et de leur conscience, les capitaines baleiniers durent se livrer à des actes de violence qui n'ont pas tous été révélés. Ce que l'on sait, c'est qu'à diverses reprises, ils *firent des rafles* au sein des tribus, et enlevèrent des hommes, qui devenaient des marins excellens, voués à un service gratuit. Ils s'en servirent pour la pêche, les épuisèrent de fatigue, les accablèrent de mauvais traitemens, les vendirent même comme esclaves sur d'autres archipels, couronnant ainsi ce système d'exploitation brutale et aggravant le rapt par la traite. Aux abus de la force, les insulaires ne pouvaient opposer que des massacres; et leurs vengeances, mieux raisonnées, furent plus rares, mais plus éclatantes et plus sûres.

L'affaire du *Boyd* en est la preuve. Le capitaine de ce navire, John Thompson, avait reçu à son bord, comme passager, et contre le paiement d'une indemnité convenue, le fils de l'un des chefs de Wangaroa, connu sur le navire sous le nom de George, et dans son pays sous celui de Taara. George, actif et vigoureux, se prêta d'abord volontairement au service de la manœuvre, et remplit de bonne grace le devoir d'un matelot pendant la traversée de Port-Jackson à la Nouvelle-Zélande. Un jour seulement, malade, souffrant, il se

permit quelque repos. Le capitaine éclata en invectives, priva l'insulaire de sa ration, le menaca de le jeter à la mer, puis, poussant la barbarie plus loin, le fit fouetter au pied du grand mât. En vain George se plaignit-il de ce traitement; en vain, invoquant sa qualité de passager, ajouta-t-il qu'il était chef dans son pays, et qu'on outrageait son rang en le traitant comme un esclave : on ne l'écouta point, et de nouveau on le déchira de coups. Quand il arriva dans la baie de Wangaroa, ses reins étaient sillonnés de cicatrices.

A peine débarqué, George raconta tout à son père, lui montra les stigmates de sa honte, et lui en demanda la réparation. Un complot fut tramé. On profita du moment où le capitaine s'était rendu à terre avec une portion de son équipage pour surprendre le navire et massacrer les matelots qui le gardaient. En même temps le chef indigène attaquait sur la plage les Anglais, qui s'y étaient imprudemment dispersés, et assommait le capitaine d'un coup de casse-tête. Tous ses compagnons eurent le même sort : les victimes furent rôties et dévorées; et plus tard les héros de ce banquet se plaignaient d'un singulier mécompte, la chair des blancs étant infiniment moins délicate, disaient-ils, et moins succulente que celle des sauvages. Sur soixante-dix personnes qui montaient *le Boyd*, il n'échappa que deux femmes et un enfant. Le mousse de la chambre fut aussi sauvé, grace à l'intervention de George. Ce jeune homme avait eu quelques attentions, quelques soins pour l'insulaire durant la traversée. Au plus fort du carnage, il l'aperçut, et se jetant dans ses bras : — George, s'écria-t-il, vous ne voudriez pas me tuer, n'est-ce pas? — Malgré l'exaltation du moment, le Zélandais se sentit ému. — Non, mon garçon, lui dit-il; vous êtes un bon enfant, on ne vous fera point de mal. — En effet, il fut épargné. Cette catastrophe du *Boyd* fut fatale de plusieurs manières. Dans la première ivresse du triomphe, les vainqueurs mirent le feu à un baril de poudre qui fit sauter une portion du navire et quelques naturels, parmi lesquels se trouvait le père de George; et plus tard, quand il s'agit de tirer vengeance de cette sanglante affaire, les Anglais en firent retomber la responsabilité, par une déplorable confusion de noms, sur un chef qui y avait joué un rôle honorable et conciliateur. Ainsi les représailles s'engendraient les unes des autres.

A la longue, cependant, on éprouva des deux côtés le besoin de s'entendre. Les Européens y furent conduits par le mobile commercial, les indigènes par le désir de posséder des armes à feu. Ces armes devaient leur assurer la supériorité dans les guerres locales, et rien

ne leur coûta pour s'en procurer, ni les sacrifices en nature, ni les avances bienveillantes, ni même l'oubli complet des griefs passés. Le prestige guerrier de l'Europe captiva ces peuples militaires, sur lesquels l'ascendant religieux ne devait exercer qu'une faible et lente influence. Ils reconnurent tacitement le patronage de la Grande-Bretagne, non comme foyer de christianisme, mais comme atelier de carabines et de mousquets. L'autorité d'un chef se mesurant désormais au nombre de ses fusils, la suprématie devenait une question d'arsenal. Aussi s'établit-il dès-lors, à l'effet d'acquérir ce mode d'influence, un mouvement alternatif de tentatives particulières. D'une part, des guerriers indigènes se hasardaient à visiter l'Europe, dans l'espoir de lui dérober son foudroyant secret; de l'autre, des matelots européens étaient enlevés par surprise et transportés au milieu des terres pour le service de quelques tribus. Ces aventures isolées forment, dans l'histoire de la Nouvelle-Zélande, une suite de chroniques dont nous détacherons un petit nombre d'épisodes.

III. — VOYAGES EN EUROPE DE QUELQUES ZÉLANDAIS.

Les premiers indigènes qui s'embarquèrent sur des navires européens soit avec Surville, soit avec Cook, périrent misérablement dans la traversée. Ceux qu'enleva *le Dedalus* furent plus heureux. Débarqués sur l'île de Norfolk, ils y trouvèrent un protecteur dans le gouverneur King, qui les ramena lui-même sur les côtes de la Nouvelle-Zélande. Cet acte de loyauté laissa de profondes traces dans le pays, et, quelques années après, un chef du nom de Tépahi arriva, avec cinq de ses fils, dans la colonie de Sydney, où il rencontra l'accueil le plus bienveillant et le plus empressé. Il repartit pour son île, comblé de présens et abondamment pourvu d'instrumens utiles. Son exemple décida la vocation de son neveu Doua-Tara, que l'on peut regarder comme un martyr de la civilisation zélandaise.

Doua-Tara n'eut, dans sa courte vie, qu'une idée dominante, celle de naturaliser chez les siens les procédés agricoles de l'Europe. Pendant que les autres chefs dirigaient toute leur activité vers la guerre, seul il aspirait à des conquêtes pacifiques et s'immolait à la réalisation de ce dessein. Dès l'âge de dix-huit ans, il servait comme matelot à bord de baleiniers qui, après l'avoir employé à des travaux pénibles et gratuits, le déposaient sur quelque côte déserte, nu, souffrant, exténué de fatigue. Jouet des caprices de la fortune, l'insulaire persistait toujours; il voulait acquérir l'expérience des choses nouvelles, il espérait voir

l'Angleterre et le roi George. Enfin ce vœu fut exaucé. A la suite d'une longue pêche sur l'îlot de Bounty, où, durant six mois, il s'était nourri de la chair des phoques et désaltéré avec l'eau de pluie, Doua-Tara arriva enfin en vue de Londres. Là, d'autres déceptions l'attendaient. Comme il insistait pour voir le roi, on le traita comme un enfant, on l'amusa avec des paroles. L'insulaire n'osait se plaindre, mais il souffrait visiblement : sa santé dépérissait à vue d'œil; la fièvre et la toux le consumaient. Enfin, il repartit pour les mers australes, et rencontra, à bord du bâtiment qui le portait, M. Marsden, chapelain de Sydney et chef de la mission de Parramatta, qui le prit en amitié, le fit soigner, le vêtit, le consola. A son arrivée dans la Nouvelle-Galles du Sud, on employa l'insulaire aux travaux du petit domaine des missions: il y apprit à semer et à récolter le blé, et, quand son éducation agricole fut assez avancée, on le renvoya dans sa patrie avec quelques sacs de semences et des instrumens de labour.

Il était dit que le malheureux insulaire passerait par les plus rudes épreuves. Au lieu de déposer son passager sur les plages de la Nouvelle-Zélande, ainsi qu'il s'y était engagé, le nouveau capitaine se conduisit comme ses devanciers; il le garda, s'en servit pour traiter le long des côtes, et l'employa ensuite à la pêche de la baleine. Dans cette campagne, Doua-Tara donna une preuve bien remarquable de son courage et de son dévouement. Une baleine venait d'être achevée; elle flottait sur l'eau, quand le capitaine voulut s'assurer sa proie par un dernier coup de harpon. L'animal conservait encore un reste de vie : il se débattit sous le fer, et, brisant d'un coup de queue la fragile embarcation, il blessa grièvement le capitaine à la jambe. Le navire louvoyait alors à un mille de distance : la seule chance de salut était de le rejoindre à la nage. Tout l'équipage du canot prit ce parti à l'exception de Doua-Tara, qui ne désespéra pas de sauver son capitaine. Avec une adresse inouie et tout en maintenant sur l'eau ce corps presque inanimé, il parvint à composer des débris de l'embarcation une sorte de radeau sur lequel il le déposa, puis il poussa ce lit flottant dans la direction du navire. On accourut et on les recueillit tous les deux.

Ainsi la Nouvelle-Zélande, objet des vœux de l'insulaire, semblait fuir devant ses yeux comme un mirage. Doua-Tara ne la revit qu'après avoir fait une dernière halte à Sydney et à Parramatta, où de nouveaux dons complétèrent son capital d'instrumens agricoles. Il arriva dans la baie des Iles, heureux de pouvoir enfin commencer ses expériences. Sans perdre de temps, il rassembla ses parens, ses

voisins, ses amis, leur montra son grain, ses outils, ses instrumens de labour, puis il leur expliqua comment le blé se multipliait à l'aide de cette semence, et comment avec le blé on préparait le biscuit qu'ils mangeaient à bord des vaisseaux européens. Les chefs se prêtèrent tous à un essai; ils confièrent le grain à la terre. Doua-Tara en fit autant de son côté, avec plus de soin seulement et plus de sollicitude. Le blé poussa d'une manière merveilleuse; mais la plupart des chefs l'arrachèrent encore vert et dans sa première crue, s'imaginant que le produit adhérait aux racines, comme les pommes de terre. Désappointés, ils vinrent vers Doua-Tara, et lui dirent : — Parce que tu as voyagé, tu t'es cru en droit d'abuser de notre inexpérience. C'est mal, Doua-Tara ! — Attendez, leur répliquait celui-ci, et vous me rendrez justice. — En effet, sa récolte étant arrivée à une maturité complète, les indigènes purent voir de beaux épis d'or se balancer sur leurs tiges. Restaient encore la mouture et la panification. Doua-Tara ne savait comment s'y prendre; il manquait d'outils. Un moulin d'acier que lui envoya M. Marsden le tira fort heureusement de peine. Il broya son grain devant les chefs assemblés, le convertit en farine et en fit un gâteau qu'ils se partagèrent à la ronde. La cause du novateur fut gagnée, et le blé fut décidément en honneur dans la Nouvelle-Zélande.

Ces succès n'étaient rien auprès de ceux que rêvait le Zélandais. Dans un nouveau voyage qu'il fit à Sydney, en compagnie d'autres chefs, il disait à M. Marsden : « Je viens d'introduire le blé dans ma patrie, et, avec nos récoltes de blé, nous aurons ici des pioches, des haches, des bêches, du thé, du sucre. Mais ce n'est rien encore : il faut que mon pays ait une ville. » En effet, à son retour, il en dressa le plan et en traça les rues. Elle devait renfermer une église, une maison pour le chef, une hôtellerie pour les marins. Des cultures étendues l'auraient environnée, des glacis l'auraient défendue contre les surprises guerrières. Tels étaient les projets de Doua-Tara quand la mort l'enleva à vingt-huit ans. La Nouvelle-Zélande perdit en lui un de ses plus nobles enfans, et la civilisation européenne un intelligent propagateur.

Le voyage du grand chef Shongui ne fut pas inspiré par des desseins aussi pacifiques. Shongui n'estimait que l'art de la guerre, et il ne voyait dans l'Angleterre qu'un grand atelier d'armes à feu. Pressé par un ennemi redoutable, il résolut d'aller chercher au dehors les moyens de le vaincre. En vain les hommes de sa tribu voulurent-ils le détourner de son projet; il fut inébranlable : « Laissez-moi partir,

leur disait-il; je vous rapporterai douze mousquets et un fusil à deux coups. » Il s'embarqua en 1820 avec un missionnaire, M. Kendall. A Londres, aucun sentiment de curiosité ne vint faire diversion au but passionné de son voyage. Les évolutions des troupes, les manœuvres de l'artillerie avaient seules le privilége de l'intéresser. Présenté à George IV, qui le combla de présens, il conserva, au milieu des splendeurs de la cour, une gravité et une dignité naturelles : on eût dit qu'il était fait à ce luxe et à cette pompe des grands états. Parmi les présens du roi figuraient quelques armes, une cuirasse et un magnifique uniforme : cette attention seule le toucha, et ces objets l'accompagnèrent désormais dans toutes ses campagnes. Quant au reste, il l'échangea à Sydney contre des munitions de guerre. Ce voyage de Shongui tourna d'ailleurs contre les missionnaires, qui, les premiers, lui en avaient suggéré l'idée. Le chef zélandais avait pu se convaincre que ces évangélistes n'étaient, dans leur pays, ni au premier rang ni de première naissance, et cette circonstance suffisait pour les faire déchoir dans son opinion : « Les missionnaires sont des esclaves du roi George, avait-il coutume de dire. Quand je lui ai demandé s'il avait défendu qu'on me donnât des fusils, il m'a répondu que non. Les missionnaires auraient voulu qu'on m'en refusât, mais le roi leur a dit : « Esclaves, taisez-vous; je veux contenter mon ami Shongui (1). »

Ce qu'il y a de plus singulier dans le voyage du chef Toupe, c'est la hardiesse avec laquelle il s'imposa comme passager à un capitaine anglais qui traversait le détroit de Cook. Monté à bord, il renvoya sa pirogue et déclara son intention d'aller en Europe. On essaya de se défaire de cet hôte importun, mais il se cramponna si fortement aux mâts et fit une si belle résistance, que le capitaine se laissa toucher. Toupe était un guerrier célèbre de l'île du Nord; il aimait aussi les fusils, et se plaisait à suivre les exercices à feu. Souvent il s'écriait : — Qu'on me fournisse beaucoup de mousquets, et je serai aussi grand que le roi d'Angleterre. — Durant son séjour en Europe, il donna une foule de preuves de son intelligence. Rien n'échappait à ses observations, surtout en matière de travaux mécaniques. Il mesurait l'importance des choses à leur utilité, et prisait avant tout les ustensiles en fer, les instrumens aratoires, les couteaux, les scies,

(1) Ce fut pendant le séjour de Shongui en Angleterre que se passa entre le chef zélandais et le baron Charles de Thierry un traité pour une concession de terre à la Nouvelle-Zélande.

les haches, les ciseaux. Un homme à cheval lui paraissait une merveille; on voulut la lui expliquer par sa propre expérience, mais l'initiation fut si malheureuse, qu'il y renonça. A Liverpool, un peintre demanda à faire son portrait. Il s'y prêta, et n'y mit qu'une condition, celle de reproduire fidèlement son tatouage. Il disait à ce sujet : — L'homme d'Europe trace son nom avec une plume; Toupe porte son nom écrit sur son visage.

Les Zélandais que l'on vient de citer ne sont pas les seuls qui aient voulu s'instruire au spectacle de la civilisation européenne. D'autres guerriers importans, d'autres chefs de tribus, ont paru dans nos contrées, et récemment encore un baleinier du Hâvre amenait en France deux Zélandais que l'Angleterre a accueillis et utilisés à notre refus. Ces émigrations sont devenues si fréquentes, qu'elles ont perdu leur premier intérêt de curiosité. Tantôt la société des missions expédie à Londres de jeunes sujets que l'on forme pour le sacerdoce et qui succombent presque tous sous l'influence du climat; tantôt des individus isolés s'embarquent sur des baleiniers, et, en retour d'un apprentissage bien incomplet, se dévouent aux plus répugnans services. Pour satisfaire cette soif de connaître, l'un des personnages les plus influens de l'île du Nord n'a pas craint naguère de s'enrôler comme cuisinier à bord d'un navire marchand. Ce même instinct a poussé d'autres chefs à s'assurer, tantôt par la ruse, tantôt par la violence, de quelques matelots européens dont ils se sont fait de redoutables auxiliaires.

IV. — EUROPÉENS NATURALISÉS DANS LA NOUVELLE-ZÉLANDE.

Le premier Européen qui se fixa sur ces îles fut l'Anglais Bruce, qui consentit à se laisser tatouer, et épousa, en 1805, la fille d'un chef. Il vivait heureux au sein de sa nouvelle famille, quand un de ses compatriotes, capitaine de marine, l'enleva, lui et sa femme, et vendit cette dernière comme esclave dans une île de la mer des Indes. Bruce parvint cependant à gagner Calcutta, où sa jeune compagne put le rejoindre un peu plus tard; mais ni l'un ni l'autre ne revirent la Nouvelle-Zélande.

De toutes les aventures de ce genre, la plus dramatique et la plus romanesque est celle du matelot anglais Rutherford. Il servait sur *l'Agnès*, brick américain, quand celui-ci laissa tomber l'ancre au fond d'une baie de la Nouvelle-Zélande qu'on croit être celle

de Takou-Malou. A la vue du bâtiment européen, des pirogues se détachèrent du rivage, et le pont fut bientôt couvert de naturels. Leurs intentions ne paraissaient pas hostiles, mais des vols multipliés mirent sur-le-champ de l'aigreur dans les rapports. Les hommes s'attaquaient à tout, même aux clous du navire et aux bordages des embarcations. Quant aux femmes, elles étaient si profondément versées dans l'art du larcin, que l'idée les en poursuivait jusque dans les momens où tout s'oublie. Pour couper court à des scènes fâcheuses et éviter un éclat, le capitaine ordonna l'appareillage. Il était trop tard; deux cents naturels, armés de petits casse-têtes en jade vert, encombraient alors le navire, et leur chef, se dépouillant de sa natte, entonna le chant de guerre. Ce fut le signal d'un carnage affreux. Le capitaine tomba le premier, frappé au crâne; le maître, le timonier succombèrent à leur tour, mortellement atteints. Le reste de l'équipage fut terrassé, garrotté et transporté sur la plage. Durant le trajet, on put voir les vainqueurs lécher le sang qui coulait des blessures des morts. A terre, le drame continua : sur les douze prisonniers, six furent assommés, dépouillés, dépecés et rôtis par quartiers sur des pierres ardentes. Le banquet eut lieu le lendemain, et les convives eurent le courage d'offrir aux Européens survivans des lambeaux de leurs camarades. Cette expédition terminée, les tribus quittèrent la plage, et les prisonniers, partagés entre les vainqueurs, furent emmenés dans l'intérieur des terres. Rutherford échut, avec l'un de ses compagnons d'infortune, à un chef qui se nommait Emaï.

Dans les premiers jours de sa captivité, Rutherford vécut en proie à des inquiétudes mortelles : il croyait son supplice seulement différé, et la mort l'attendait. Quand, poussées par une curiosité inquiète, les femmes et les filles de la tribu venaient le regarder de près, le toucher, l'examiner en détail, il s'imaginait qu'elles choisissaient sur sa personne le meilleur et le plus désirable morceau. Ses terreurs ne cessèrent que lorsqu'on procéda à son tatouage. Quelque cruelle que fût cette opération, il s'y résigna avec joie : elle entraînait une reconnaissance de naturalisation et le don formel de la vie. Le tatouage est, d'ailleurs, une œuvre compliquée, un travail d'artiste. Voici ce qu'en dit Rutherford : « On nous dépouilla de nos vêtemens et on nous coucha sur le dos. Quatre naturels nous retenaient, les autres allaient nous scalper. Ils y procédèrent avec un os tranchant comme un ciseau qu'ils trempaient au préalable dans du charbon pilé et légèrement humecté. L'os était aiguisé à son extré-

ne lancette de vétérinaire, de sorte qu'en frappant sur
un petit bâton, on ouvrait la peau et on l'incisait
ent. L'instrument allant jusqu'au vif, le sang coulait
ais les femmes l'essuyaient avec des étoffes de lin.
licat, les naturels se servent de divers instrumens,
un os d'albatros, tantôt d'une dent de requin. L'opération est des plus douloureuses, et cependant je ne poussai pas un cri, bien qu'elle se prolongeât durant quatre heures. J'ignore quelle pensée présidait à la distribution des figures, mais elles étaient harmonieusement et régulièrement dessinées. Quand le travail fut achevé, les femmes me conduisirent vers la rivière en me guidant par la main, car j'étais devenu complètement aveugle. Nous étions alors à la fois tatoués et *taboués*, c'est-à-dire *sacrés*. On ne devait pas nous toucher, et nous-mêmes nous ne devions toucher à rien. Les femmes avaient seules le droit de porter des vivres à notre bouche. Elles se montrèrent attentives, douces, vigilantes, empressées. Grace à leurs soins, au bout de trois jours mes souffrances étaient apaisées. Je recouvrai d'abord la vue, et au bout de quelques semaines il ne me restait plus de cette rude secousse que les traces indélébiles empreintes sur mon corps. »

Bientôt Rutherford sut à quoi s'en tenir sur ses fonctions auprès du chef indigène. Durant les hostilités il était guerrier, chasseur et pêcheur durant les trèves. Un fusil et des munitions provenant du dernier pillage lui furent confiés, et il trompa l'ennui et l'oisiveté en tuant quelques ramiers et quelques cochons sauvages. Un seul évènement douloureux assombrit cette première période de sa captivité. Son compagnon fut immolé pour une violation puérile de la loi du *tabou*. Une vieille parente du chef étant morte après avoir mangé des patates pelées par mégarde avec le couteau d'un blanc, les prêtres et les médecins du pays déclarèrent que ce blanc devait mourir. En vain Rutherford essaya-t-il d'intervenir et d'excuser son malheureux camarade. La loi était inflexible : l'Européen fut sacrifié. Dans le même moment, on célébrait avec une grande pompe les funérailles de la morte. Le cadavre, porté dans la campagne, avait été adossé à un poteau et revêtu de magnifiques nattes. Le visage fut enduit d'une couche d'huile de requin ; la tête fut couronnée de feuilles de phormium et ornée de plumes blanches. Aux premières décharges de la mousqueterie, les populations accoururent de tous les environs, et, s'agenouillant devant le cadavre, elles se dépouillèrent de leurs nattes et se déchirèrent les chairs jusqu'à en faire jaillir le sang. Un festin

splendide termina la cérémonie; puis le chef congédia ses convives en échangeant avec eux le salut du nez (1).

Demeuré seul, Rutherford comprit de nouveau que sa vie était à la merci d'un caprice ou du tort le plus involontaire et le plus puéril. Il résolut, pour conjurer tout malheur, de s'identifier plus que jamais avec les mœurs, la vie, les habitudes locales. Son costume européen, grace à des réparations infatigables, avait duré trois ans; mais il était impossible de lui demander un plus long service. Il adopta les vêtemens du pays, se couvrit de nattes et marcha désormais sans chapeau ni souliers. Cette métamorphose produisit un tel effet, que son protecteur l'éleva au rang de chef dans une cérémonie publique. On lui coupa les cheveux sur le devant avec une coquille d'huître, on lui donna un casse-tête en serpentine, on passa tant sur sa figure que sur ses nattes une composition d'huile et d'ocre rouge, tous signes distinctifs d'un rang élevé. Pour épuiser ses priviléges, Rutherford n'avait plus qu'à prendre deux ou trois femmes, selon l'usage des chefs. Il choisit les deux filles de son protecteur, qui se prêtèrent à cet arrangement avec la meilleure grace du monde.

Cependant la guerre venait d'éclater. La tribu de Rutherford devait marcher en auxiliaire contre les peuplades de la baie des Iles, et l'Anglais fit naturellement partie du contingent. La rencontre eut lieu sur les bords d'une petite rivière qui coulait entre les deux camps. Le chant de guerre ayant été entonné, les armées, fortes de mille hommes chacune, se formèrent sur un front de deux combattans d'épaisseur, tandis que les esclaves se repliaient sur l'arrière pour ramasser les armes et recueillir les blessés. L'affaire commença par une décharge générale des mousquets et se poursuivit dans une mêlée corps à corps. Les cris des femmes, qui suivent leurs maris sur les champs de bataille, les chants des guerriers, les plaintes des mourans animaient cette scène et la remplissaient d'une sauvage terreur. Les massues, les lances, tourbillonnaient dans l'air, maniées avec une dextérité merveilleuse; la main gauche des combattans cherchait à saisir la chevelure du champion ennemi, tandis que la main droite, armée du casse-tête, menaçait de lui fendre le crâne. Le choc fut vif, mais il dura peu : l'armée de la baie des Iles céda, et battit en retraite à travers les bois. Rutherford, heureux jusque-là, fut blessé à la cuisse par un fuyard, puis soigné et pansé sur le

(1) Le salut de la Nouvelle-Zélande consiste à s'appuyer fortement les nez l'un contre l'autre.

champ de bataille. Quand vint le soir, un beau spectacle réjouit l'ame des vainqueurs. Vingt têtes plantées sur des lances figuraient comme autant de trophées, et quarante cadavres promettaient d'autres joies pour le lendemain. Ces saturnales de la victoire durèrent deux jours.

Enfin le moment approchait où Rutherford devait voir finir sa captivité laborieuse. Quoique fixé depuis dix ans sur cette terre, il regrettait secrètement la patrie et n'attendait qu'une occasion favorable pour s'évader. Cette occasion s'offrit. Un jour, dans tous les villages de l'intérieur, le bruit courut qu'un navire venait de paraître sur la côte, et la fumée s'élevant de la crête des montagnes confirma cette nouvelle. A ce signal familier, les tribus, poussées par la soif du butin, se précipitèrent vers la plage. Rutherford s'y rendit avec plus d'empressement que les autres, mais dans des intentions bien différentes. Quand il arriva, un brick était en vue, quoique fort au large. Les chefs se consultèrent et résolurent de dépêcher l'Anglais pour attirer ce bâtiment dans un piége. Rutherford accepta et s'embarqua dans une pirogue avec cinq naturels. Quand il monta sur le pont du brick, qui était un baleinier américain, le capitaine s'écria tout étonné : — Voilà un Zélandais blanc! — Dites un Anglais tatoué, répliqua Rutherford. — Puis il raconta aux officiers ses romanesques aventures. Le capitaine compâtit aux infortunes du matelot et consentit à le recevoir : on renvoya la pirogue montée par les naturels, et le baleinier reprit le large. Le chef zélandais ne revit plus son gendre, et ses deux filles attendent encore leur époux.

Il paraît, au surplus, qu'une foule d'existences analogues se rencontrent dans l'intérieur de la Nouvelle-Zélande, peuplée de marins déserteurs et de *convicts* échappés des geôles de Botany-Bay. Partout où ces hommes se sont fixés, ils ont donné le spectacle d'une dépravation raffinée jointe à un abrutissement barbare, et ont vécu avec les naturels dans un état de promiscuité révoltante. Rutherford en nomme deux établis dans son voisinage, l'un et l'autre tatoués et mariés à des filles de chefs. M. de Blosseville en cite un troisième, matelot réfractaire, qui non seulement avait perdu le sentiment de sa nationalité antérieure, mais qui s'était identifié avec ces mœurs hideuses au point de devenir un cannibale passionné. Il faut le dire à la honte de notre civilisation, elle a souvent été représentée dans ces mers par des hommes plus dégradés que ne le sont des sauvages.

V. — LA NOUVELLE-ZÉLANDE DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DES MISSIONS.

L'origine des missions de la Nouvelle-Zélande se fait remarquer par le concours des plus fortes et des plus douces vertus évangéliques, le courage, la patience, la résignation et le dévouement. Quand l'apôtre qui fut la tête et le bras de cette pieuse entreprise, le révérend M. Marsden, songea à fonder un établissement sur ces parages, l'archipel n'était guère connu en Europe que comme un théâtre de catastrophes sanglantes. Des massacres réitérés, des agressions audacieuses attestaient les mœurs féroces et l'intrépidité naturelle des tribus indigènes. Elles semblaient aussi inaccessibles à la douceur qu'à la crainte, aux bons procédés qu'aux voies de rigueur. Aucun navire, si bien armé qu'il fût, n'était en sûreté le long de cette côte, et *le Boyd* venait d'être enlevé et anéanti avec soixante hommes d'équipage.

Ce fut au milieu d'un peuple suspect et redoutable à tant de titres que descendirent, au mois de décembre 1814, trois missionnaires, MM. Kendall, Hall et King, avec leurs femmes, leurs enfans en bas âge et un petit nombre de serviteurs. A cette époque et dans l'état du pays, le succès était plus douteux que le martyre. M. Marsden seul avait la conscience d'heureux résultats. Il avait étudié le caractère zélandais moins d'après les impressions publiques qu'à l'aide d'observations intelligentes et personnelles. Divers chefs s'étaient assis à ses foyers dans l'établissement central de Parramatta, et l'étude qu'il en fit lui permit de dire, dès 1813, que cette race était *susceptible de toute amélioration morale*. Aussi ne recula-t-il ni devant les périls de l'œuvre, ni devant les hésitations de son gouvernement. Confiant dans les promesses de quelques chefs indigènes, il partit lui-même avec ses missionnaires et alla présider à leur installation.

Quand il arriva à la baie des Iles, la saison d'été animait ces parages. Le ciel était pur, la terre étalait une végétation puissante. Tout parut sourire aux nouveaux venus, la nature et les habitans. Les chefs se montrèrent tels que M. Marsden les avait jugés, méchans pour les méchans, bons pour les bons. On traita avec eux d'un terrain qui devait servir aux premières cultures de la mission. Deux cents acres furent cédés, dans le district de Rangui-Hou, en échange de douze haches. La pieuse colonie s'y installa, improvisa quelques cases, s'occupa de ses premiers besoins, défricha et ensemença son petit domaine. Ce fut là le berceau des missions de la Nouvelle-Zé-

lande, composées d'abord de vingt-cinq membres, hommes et femmes, maîtres et serviteurs. Dans quatre voyages consécutifs, M. Marsden poursuivit le développement de son œuvre avec un zèle intelligent et un courage infatigable. D'autres acquisitions furent faites sur divers points, et l'on vit ainsi, dans un rayon de vingt lieues et au sein des tribus principales de l'île du Nord, se fonder des missions nouvelles qui toutes avaient leurs jardins, leurs chapelles, leurs desservans anglais et leurs protecteurs indigènes. L'œuvre de Dieu se fraya sa voie, surtout par des moyens temporels. Le succès parut si probable dès ce temps, que la concurrence s'en mêla. L'église anglicane avait eu jusqu'alors les honneurs exclusifs de cette conversion; les églises dissidentes voulurent s'y ménager un rôle. Des missionnaires wesleyens, secte de méthodistes, parurent dans la baie de Wangaroa, et, chassés de ce point par les naturels, se reformèrent sur les rives de l'Hoki-Anga et à Mangounga. Malgré les nuances et les intérêts qui les séparaient, la meilleure harmonie régna constamment entre les deux églises.

Cependant leurs progrès n'ont pas été aussi rapides qu'on l'avait espéré d'abord. Soit que l'élément spirituel du culte protestant ne soit pas doué de ce prestige inhérent au catholicisme, soit qu'absorbés dans les soins de leur ménage les missionnaires n'aient pu agir assez efficacement sur leur grande famille, il est certain que l'influence religieuse fut à peu près nulle dans les premiers temps. En acceptant la supériorité des faits, les naturels ne voulurent pas comprendre la supériorité des idées. Ils voyaient dans les missionnaires, artisans pour la plupart, d'excellens forgerons, des armuriers inestimables; mais il ne leur venait nullement à la pensée de les regarder comme les dispensateurs d'un royaume céleste. Rencontrant chez eux quelques commodités de la vie matérielle, ils les estimaient beaucoup pour cela, peu pour le reste; ils les respectaient, mais ne les écoutaient pas. Leurs traditions guerrières, mêlées d'un vague sentiment d'immortalité, suffisaient pour satisfaire leurs instincts religieux. Ils y tenaient; ils ne voulaient pas d'autre croyance. Aussi, même aujourd'hui, quoi que les missionnaires aient pu dire ou faire dire, il n'y a pas, à la Nouvelle-Zélande et parmi les indigènes, d'église chrétienne qui mérite ce nom. On a gagné quelques esclaves, on a formé quelques enfans; mais à peine cite-t-on un seul chef qui se soit ouvertement rallié au giron des deux missions. En exagérant les chiffres, on peut attribuer, sur le papier, à l'une douze cents prosélytes, à l'autre quatorze cents; mais qu'est-ce que ce faible contingent auprès des

cent cinquante mille ames de population que renferme la grande île du Nord? Les missionnaires épiscopaux ne se sont point abusés sur un semblable succès, et, renonçant à éveiller une foi inerte, ils ont sur-le-champ aspiré à un autre mode d'influence. Grace à l'or de la société centrale, ils se sont rendus acquéreurs de vastes espaces de terrains, les ont défrichés, les ont livrés à une active culture. Aujourd'hui ils peuvent passer pour les seigneurs suzerains de la baie des Iles, et désormais, pour gagner des ames à Dieu, leurs richesses seront plus éloquentes que leurs paroles.

Le plus grand obstacle à la propagation du christianisme s'est rencontré dans l'essence même de notre loi divine, incompatible avec les habitudes belliqueuses des tribus zélandaises. On leur défendait la guerre, qui était leur tradition, leur culte, leur vie. On leur interdisait la vengeance des injures, qui formait leur code d'honneur. On leur proposait d'échanger leurs mœurs inquiètes contre des mœurs paisibles, l'impétuosité contre la patience, la pétulance contre la tranquillité. Un peuple ne se refait pas en un jour, il ne se livre pas à l'inconnu sans combat et sans résistance. Les préjugés, les usages, les lois du pays ne se laissèrent donc pas entamer, et plus d'une fois ils réagirent violemment contre les étrangers qui les menaçaient par leur présence. Presque toutes les querelles entre les naturels et les missionnaires provinrent de l'incompatibilité des tendances et des doctrines réciproques. Les missionnaires refusaient des mousquets aux chefs, qui, à leur tour, refusaient des vivres aux missionnaires. Les baleiniers, se prêtant sans aucune difficulté au commerce des armes à feu, devaient obtenir et obtenaient toutes les préférences des indigènes, qui ne pouvaient s'expliquer les scrupules des ministres de l'Évangile. Sous l'empire de ces rancunes, les établissemens religieux furent, à diverses reprises, inquiétés, menacés, pillés, dévastés. Les wesleyens de Wangaroa subirent un sac complet; leur maison fut démolie, leurs champs furent ravagés, leur vie même se trouva en péril. A Pahia, à Waïmate, à Tepuna, à Waï-Tangui, ces scènes se reproduisirent, mais toutefois avec moins de violence. La cause de ces ruptures soudaines était ou la mort d'un chef puissant, ou une demande d'armes à feu à l'occasion d'une guerre prochaine.

La meilleure preuve du peu de succès des missionnaires pendant les vingt premières années de leur séjour, peut se tirer de l'activité même des hostilités entre les tribus zélandaises durant cette période. Ce fut presque une extermination régulière et systématique. A peine une trêve était-elle conclue sur un point, qu'une rupture éclatait sur

l'autre. Les grandes luttes de Shongui et de Pomare datent de ce temps. Quand Shongui se rend à Londres avec un ministre de paix, c'est pour y mieux préparer la guerre. Les personnages importans du pays périssent tous par les armes. Shongui meurt des suites d'une blessure; Pomare est dévoré par son ennemi. Entre les peuplades du centre et celles de la baie des Iles, le combat s'éternise sans merci et sans trève. Chaque renfort de mousquets est un encouragement à de nouvelles tentatives. Ceux qui n'ont pas cette ressource imaginent mille ruses pour en neutraliser l'effet. Un chef de l'ouest fait coucher ses gens à plat ventre au moment de la première décharge, l'esquive ainsi, et se précipite ensuite sur ses antagonistes, fort embarrassés d'armes qui ont épuisé leur effet. Aucune des anciennes coutumes guerrières n'a disparu; la victoire a toujours son horrible lendemain. Le *tabou* règne plus impérieusement que jamais, et il vient frapper les missionnaires jusque dans leurs champs, leurs cultures, leurs maisons, leurs néophytes. Les nouveaux chrétiens respectent ce que la loi du pays tient pour sacré. Le code des représailles n'a point adouci ses rigueurs. Rien n'est changé, si ce n'est qu'on souffre sur les lieux des hommes qui y ont importé une civilisation matérielle. C'est une question de reconnaissance, d'égards, de bons procédés, voilà tout. Les indigènes n'ont jamais rendu le mal pour le bien.

Si la vie locale ne s'est que faiblement modifiée, il ne faut pas croire que les missionnaires aient assisté, sans tenter aucun effort, au spectacle de leur impuissance. Les voyages de M. Marsden, les laborieux travaux de ses collègues, sont des témoignages d'une activité louable, bien qu'infructueuse. Mais là où le zèle religieux a échoué, le mouvement commercial imprime déjà de profondes traces. La baie des Iles, rendez-vous des baleiniers, a reçu en 1836 cent cinquante-un navires, en 1837 cent quarante-neuf, en 1838 cent soixante-douze. C'est devenu une échelle importante où plus de six cents Européens forment une sorte de comptoir et un noyau de colonisation. Si l'esprit indigène doit être transformé, c'est par ce contact et non par l'influence religieuse. Les Zélandais sont surtout un peuple pratique; l'habitude plutôt que la parole les domptera. Des rapports plus fréquens avec les Européens entraîneront des besoins et des penchans plus identiques, et déjà les naturels de la baie des Iles ont vaincu leur répugnance pour les liqueurs spiritueuses, que les autres tribus repoussent toujours avec dégoût. La population de ces îles gagnera-t-elle à cette métamorphose? Ceci est un autre problème qui serait trop long à résoudre. Un peuple ne change pas ses mœurs,

ses habitudes, ses vêtemens, sans subir de graves et cruelles altérations. La vie sociale est comme la vie de l'homme : une modification de régime l'atteint dans sa source même. L'énervement physique qui s'est déjà produit à Taïti et à Hawaii n'épargnera pas sans doute la Nouvelle-Zélande. Il se peut même qu'aucun de ces groupes ne résiste à cette épreuve décisive, et ainsi se trouverait justifiée cette loi qui fait succéder les races aux races, comme les individus aux individus.

Avec les baleiniers, la Nouvelle-Zélande a vu paraître en bien plus grand nombre les vaisseaux des puissances européennes, les uns chargés de missions scientifiques, les autres d'une surveillance militaire. L'Angleterre y a envoyé quelques croiseurs, et dans le nombre, le capitaine Hobson du *Rattlesnake*. La France n'est point demeurée en arrière, et, dans l'espace de douze ans, cinq expéditions successives ont montré aux indigènes des *hommes de Marion*, comme ils les nomment encore. En 1824, *la Coquille* mouille dans la baie des Iles et y exécute de beaux travaux d'hydrographie. En 1827, *l'Astrolabe*, après avoir exploré et relevé toute la côte orientale de la Nouvelle-Zélande, jette à son tour l'ancre dans les mêmes eaux, et complète avec une grande autorité les observations antérieures. *La Favorite* y paraît en 1831, et nous donne de son voyage une relation pleine de charme et d'intérêt. L'année 1838 est encore plus féconde : deux fois le pavillon français se montre dans la baie des Iles, la première fois sur la corvette *l'Héroïne*, capitaine Cécile; la seconde sur la frégate *la Vénus*, capitaine Dupetit-Thouars. *L'Héroïne* trouva sur les lieux le premier missionnaire catholique qui s'y soit fixé, M. de Pompallier, évêque de Maronée. Arrivé à la Nouvelle-Zélande vers la fin de 1837, ce digne ecclésiastique avait eu toutes les peines du monde à se soustraire aux violences furieuses des naturels, ameutés par les missionnaires épiscopaux. La présence de *l'Héroïne* (1), l'appui énergique et loyal du commandant Cécile firent sur-le-champ au prêtre catholique un meilleur sort et une meilleure place. La malveillance fut intimidée, les haines s'apaisèrent. *La Vénus* acheva ce que *l'Héroïne* avait si dignement commencé, et le brave capitaine Dupetit-Thouars, nom glorieux dans notre marine, couronna l'importance de sa station par des travaux qui vont être publiés prochainement.

Cependant, depuis 1832, les Anglais avaient compris qu'ils ne pouvaient laisser la Nouvelle-Zélande à la merci des criminels et des

(1) *L'Héroïne* ne quitta la baie des Iles que pour aller châtier les insulaires de Chatam, qui avaient massacré l'équipage du *Jean Bart*, bâtiment français.

forbans de toutes les nations. Sur un point si fréquenté par les vaisseaux, il fallait établir une justice ou tout au moins une surveillance. Les pouvoirs qui avaient été donnés aux missionnaires en vertu d'une loi de George IV étaient illusoires et insuffisans. Cette écume sociale qui, dès 1813, arrachait de douloureuses plaintes à M. Marsden, ne faisait que gagner chaque jour du terrain. Encore quelques années de tolérance, et la Nouvelle-Zélande devenait une république de boucaniers, régis par la loi d'une souveraine impunité. Il fallait aviser : on avisa, mais d'une manière timide. L'Angleterre avait peur alors d'être soupçonnée d'envahissemens; elle se contenta d'envoyer à la baie des Iles, en 1835, un consul, M. Busby, avec des attributions vagues et impuissantes. Ce consul n'avait et n'a encore ni juridiction définie, ni moyens d'action appréciables. Quelques procès-verbaux, quelques rapports, voilà à quoi s'est réduit jusqu'ici son rôle officiel. Mais avec cette intelligence qui caractérise les fonctionnaires anglais, il a su s'en créer un autre, et il ne doit pas être demeuré étranger aux dernières combinaisons commerciales qui se rattachent à l'exploitation de cet archipel.

Ce consul venait à peine de s'installer dans la baie des Iles, quand il apprit par la voix publique qu'un baron français réclamait et s'attribuait la souveraineté de la Nouvelle-Zélande. Voici à quels faits se rattachait cette prétention. En 1820, durant le séjour de Shongui à Cambridge, le baron Charles de Thierry avait acheté de ce chef zélandais, par l'entremise de M. Kendall, missionnaire, quatre-vingt mille acres de terre sur les bords de l'Hoki-Anga et ailleurs moyennant trente-six haches (1). L'acte fut mis en règle, et, comme droit, l'enquête du parlement n'a pas atténué sa valeur. Comme fait, c'est différent; non-seulement la possession a été contestée, mais elle semble avoir été refusée. Cependant, en 1834, M. Charles de Thierry songea à donner cours à son titre de propriétaire. Il forma à la Guadeloupe une société qui devait poursuivre la colonisation de la Nouvelle-Zélande, en la combinant avec la canalisation de l'isthme de Panama. A l'appui de ses vues et pour préparer les esprits, il lança un manifeste qui ne manquait ni d'adresse ni d'assurance, et dans lequel, ne retirant rien de ses prétentions sur le territoire qui

(1) Ce marché, tout surprenant qu'il peut sembler, n'est pas le seul de ce genre. M. Marsden avait acquis aussi, en 1814, un assez grand espace de terrain moyennant douze haches. Il faut ajouter que M. de Thierry se dit acquéreur à un titre bien plus onéreux et parle de dix mille livres sterling qu'il avait données à M. Kendall comme contre-valeur de ses achats.

lui avait été inféodé, il déclarait cependant reconnaître et vouloir respecter les droits des tenanciers actuels. C'était à la fois juste et habile, même en prenant la chose au sérieux. A cette déclaration imprévue de suzeraineté, M. Busby crut devoir répondre par une contre-déclaration d'indépendance. Il réunit trente-cinq chefs de l'île du Nord et leur fit signer un acte dérisoire qui ressemblait beaucoup à une constitution européenne, avec congrès, séances annuelles et équilibre des pouvoirs. Rien ne manquait à cette parodie. Muni de cette pièce, il attendit M. Charles de Thierry de pied ferme. Par surcroît de précaution, il voulut même que la Nouvelle-Zélande eût son pavillon, qui fut solennellement reconnu par l'Angleterre.

Cependant M. Charles de Thierry n'arrivait pas. Il ne venait pas assurer son droit par une investiture réelle. Long-temps retenu à Taïti et dans la Nouvelle-Galles du Sud, il ne débarqua à la Nouvelle-Zélande que vers la fin de 1837, amenant avec lui soixante hommes qu'il avait recrutés à Sydney, et qui n'étaient pas, comme on peut le croire, des hommes de choix. A son arrivée, on s'occupa de ses droits et de ses prétentions. S'il faut en croire l'enquête de la chambre des lords, une assemblée de chefs aurait déclaré que la vente des quatre-vingt mille acres, datant de 1820, était nulle et périmée. Mais, comme compensation, un des chefs d'Hoki-Anga aurait cédé à M. de Thierry quatre mille acres d'excellente terre, au prix de 200 liv. sterl. payables en denrées. Voilà où en étaient les choses à cette date. Aujourd'hui, si l'on s'en rapporte aux documens de l'enquête des lords, M. de Thierry n'en maintient pas moins ses protestations contre toute occupation anglaise, en prenant le titre un peu ambitieux de roi de Rahaheva.

Cet incident une fois vidé, la Nouvelle-Zélande restait partagée, vers la fin de 1838, entre trois influences : celle de l'esprit indigène, toujours indomptable et entier; celle des missionnaires, qui continuaient à petit bruit et sur une échelle réduite leur lent travail de prosélytisme; enfin celle de l'esprit européen, envahissant le pays par tous les bouts, utilisant le mal comme le bien, se propageant par le commerce et par la politique, par les résidens et par les voyageurs. C'est ce dernier phénomène qui a éveillé l'attention de l'Angleterre sur un pays où elle entretient déjà un grand commerce sans y avoir fondé aucune organisation régulière; c'est lui qui a donné naissance aux vastes projets de colonisation dont il nous reste à parler.

VI. — COLONISATION ANGLAISE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE.

Quand on récapitule ce que l'esprit d'entreprise a fait depuis un siècle pour l'Angleterre, et ce que l'Angleterre a fait par lui, on ne peut se défendre d'un profond étonnement. Au temps où le commodore Drake et le lord Delaware ouvrirent cette carrière de glorieuses aventures, l'un en promenant le pavillon britannique autour du globe, l'autre en portant la hache du pionnier sur les forêts du Nouveau-Monde, la Grande-Bretagne ne possédait que ses deux îles européennes et quatorze millions de sujets directs. Ce qu'elle a réalisé depuis lors en fait de conquêtes dépasse toute imagination, et la statistique de nos temps positifs prend à ce sujet la couleur d'une tradition fabuleuse. Comme si c'était une tâche légère que d'avoir peuplé et renouvelé l'Amérique du Nord, l'une des grandes Antilles et les plus belles îles de l'Océan atlantique, l'Angleterre s'est attaquée à l'Asie, et y a fondé son empire des Indes, — aux terres australes, et s'y est adjugé un continent. Jetant en chemin des garnisons sur toutes les plages et plantant son drapeau sur tous les rochers, elle n'a eu pour son génie de découvertes d'autres limites que celles du monde. Aujourd'hui la Grande-Bretagne étend son pouvoir sur une superficie de 775,000,000 lieues carrées et commande à cent quarante-huit millions de sujets immédiats. La dixième partie du globe est dans ses mains. Qu'on parle maintenant de sa décadence!

Ce succès merveilleux tient à deux causes, à l'esprit public et au génie particulier. Point de lutte, point de rivalité entre ces deux expressions de la grandeur nationale. L'action collective a toujours appuyé, complété, chez nos voisins, l'initiative individuelle, et la force de tous n'a nulle part fait défaut aux hardiesses de chacun. Jamais un plus bel ensemble d'efforts n'a concouru à de plus brillans résultats. Il faut ajouter que l'élévation du rôle a dû influer beaucoup sur le caractère du peuple qui s'en était hardiment emparé. Il est des mérites qu'une situation commande et aussi des vices qu'elle impose. Une fois lancée dans sa voie d'envahissement, l'Angleterre n'a plus eu ni le choix des moyens, ni la liberté des allures. Il fallait marcher devant soi sans s'arrêter, sans regarder en arrière, entreprendre toujours et toujours réussir. A défaut du droit le fait, à défaut de l'adresse la violence; tout était bon, pourvu que le succès fût au bout. On ne saurait dire tout ce qu'il s'est dépensé, dans cette mission, d'égoïsme persévérant et d'énergie impitoyable. De tels mandats

n'échoient qu'à de fortes races, douées de l'esprit de suite et du plus grand des génies, celui de la patience. Aujourd'hui même l'élan est tel qu'il emporte la nation malgré elle, malgré un retour réfléchi sur son état intérieur. Le gouvernement a beau se refuser à de nouvelles expériences, le parlement a beau se tenir en garde contre l'esprit remuant des spéculations lointaines; le mouvement d'irradiation coloniale ne cessera, pour l'Angleterre, que le jour où l'univers se dérobera sous ses pieds : *ubi defuit orbis*. Sa force d'expansion a tous les caractères de celle de la vapeur : elle n'a été puissante qu'à la condition d'être implacable.

Ce qui arrive à propos de la Nouvelle-Zélande, est une preuve bien décisive de cette tendance à un impérieux entraînement. Certes, on n'ignorait rien à Londres, dans les bureaux des colonies et du *Foreign Office*, de tout ce qui se rattache à ces deux grandes îles australes, si dignes d'intérêt et d'un si précieux avenir. On avait pu s'assurer depuis long-temps des avantages inhérens à leur possession, et des inconvéniens attachés à cette espèce de déshérence qui les frappe; on connaissait les ressources du sol, on pressentait quel immense parti le commerce pouvait tirer de ce *phormium tenax*, le plus beau lin du monde, objet d'inépuisables récoltes, et des magnifiques bois de mâture que recèlent les forêts de cet archipel. On se disait encore que la Nouvelle-Zélande, rendez-vous des baleiniers anglais, ne pouvait demeurer sans péril un terrain vague, ouvert à tous les criminels, une sentine pour tous les vices, un lieu d'asile pour toutes les corruptions. Oui, plus d'une fois, le gouvernement anglais a dû se poser ces questions, interroger son courage, calculer sa force, sonder ses reins. Mais le cœur lui a manqué, comme on l'a dit : il a craint d'ajouter un tourbillon nouveau aux tourbillons qui l'emportent; il s'est sagement défié du vertige. L'Inde et l'Australie, le Canada et la Jamaïque, sans compter les appoints, lui paraissaient constituer une somme assez forte de responsabilité coloniale et un fardeau assez lourd, même pour les épaules les plus vigoureuses.

Eh bien! telle est la loi irrésistible des destinées humaines, que, lorsque le gouvernement anglais a fait une halte, étonné, effrayé de ses succès, le génie particulier l'a repris par la main, l'a forcé de se remettre en route, l'a rendu à la fatalité de son rôle. En Angleterre, l'association des forces individuelles est depuis long-temps élevée à la hauteur d'un pouvoir public; c'est presqu'un état dans l'état. L'empire des Indes fut fondé par une compagnie de marchands, qui l'administra avec une majesté et une prudence dont peu de souve-

rains seraient capables. L'association aspire encore à ces merveilles impossibles aujourd'hui, et elle a voulu tenter pour la Nouvelle-Zélande ce que d'autres avaient réalisé pour l'Inde. Le gouvernement semblait décidé à oublier cet archipel, moins par indifférence que par lassitude : l'association a offert de le suppléer dans cette tâche, de se substituer à ses devoirs. Elle ne demandait qu'une jouissance temporaire, qu'un usufruit, couvrant ainsi la spéculation sous le manteau du patriotisme. Pressé de la sorte, le gouvernement n'a pu résister, il a été entraîné sur un terrain qu'il n'avait pas choisi, et a obéi, par contre-coup, à des pensées d'agrandissement dont il avait d'abord cherché à se défendre. Ainsi, ce que n'avaient pu amener ni les sollicitations itératives de M. Busby, consul résident à la baie des Iles, qui se chargeait de faire toute la police de la Nouvelle-Zélande avec soixante soldats réguliers, ni les rapports du capitaine Hobson du *Rattlesnake*, ni les dépêches du gouverneur de Sydney, ni les pétitions incessantes des armateurs pour la pêche de la baleine, une compagnie entreprit de le faire à côté du gouvernement, en ne lui demandant qu'une investiture légale, mais limitée. Telle est l'origine de la *compagnie territoriale de la Nouvelle-Zélande* (*New-Zealand land company*), qui a excité et excite encore une si vive attention de l'autre côté de la Manche.

Cette compagnie s'est, à son début, constituée l'héritière d'une société commerciale fondée sous le nom de *New-Zealand flax company* (*compagnie linière de la Nouvelle-Zélande*), et dont l'existence remonte à 1825. Le nom de lord Durham, qui a si souvent figuré dans les entreprises de ce genre, a servi de lien aux deux spéculations. La première avait eu une fin ridicule. Une troupe de colons, débarquée à la Nouvelle-Zélande et accueillie sur la plage par des naturels qui exécutaient une danse guerrière, fut saisie d'une telle frayeur à l'aspect de ces gestes et en entendant ces cris, qu'elle remonta précipitamment sur ses chaloupes, se croyant menacée d'une agression soudaine. Les vaisseaux repartirent comme ils étaient venus, sans laisser un seul homme à terre. Ainsi avorta ce projet prématuré. La nouvelle compagnie a opéré sur d'autres bases et avec une tout autre puissance. L'un des secrétaires de lord Durham, M. Wakefield, en a été le plus ardent promoteur. Grace à lui, de grands noms de l'aristocratie s'empressèrent d'offrir leur patronage; des banquiers, des membres de la chambre des communes, de jeunes baronnets se chargèrent de donner l'élan et mirent leur influence au service de l'affaire. L'essentiel était d'abord d'obtenir une sanction

législative. Les lords Durham et Petre se chargèrent de solliciter le concours de la chambre haute; MM. Francis Baring, Molesworth, William Thompson, celui de la chambre des communes. Un peu de charlatanisme se mêlant toujours aux spéculations, la compagnie commença par s'emparer de deux Zélandais du détroit de Cook, qu'un bâtiment du Havre avait conduits en Europe. Elle les attacha à son entreprise et s'en fit une sorte de prospectus. L'un d'eux est mort depuis; mais l'autre, nommé Hiakai, a survécu. Son témoignage a été recueilli dans l'enquête de la chambre des lords, et il est vraiment curieux d'y lire ses réponses empreintes d'une précision judicieuse et pleines d'une intelligente réserve. Hiakai a dû être et a été l'interprète naturel de la première expédition.

Le plan de la compagnie était d'obtenir, avant tout, la reconnaissance formelle du parlement, et, pour dissimuler jusqu'aux apparences d'une spéculation privée, elle se refusa à énoncer aucune espèce de capital social. Cette manière de procéder cachait un piége. Elle impliquait deux choses, une prise de possession de la part de l'Angleterre, et une délégation de ses pouvoirs à une association commerciale. La compagnie se réservait, comme moyen financier, de contracter un emprunt qui aurait eu pour fonds d'amortissement le premier produit de terres, et qui, émis sous l'empire d'une investiture solennelle, se serait assuré sur-le-champ une belle place dans le crédit public. On le voit, il y avait là-dessous bien des primes d'encouragement à l'agiotage. L'enquête de la chambre des lords n'avait pas à s'en occuper; mais, devant la chambre des communes, saisie de la question durant la session de 1838, ces difficultés furent mises en évidence, ces intentions secrètes furent pénétrées. On comprit qu'on allait engager le pays, avant l'heure, dans une solidarité qu'il ne pouvait pas subir, et mettre son influence au service d'un intérêt particulier. D'ailleurs, une prise de possession, si détournée qu'elle fût, était un acte essentiellement diplomatique, et, en risquant une semblable initiative, le parlement franchissait les limites de sa compétence. D'autres circonstances militaient encore contre l'acceptation du bill. La société évangélique de Londres, puissante par ses richesses et par ses relations, s'était dès l'abord prononcée contre toute colonisation civile. A l'entendre, ses missionnaires seuls pouvaient poursuivre sagement et utilement la première éducation d'un pays sauvage, lui inspirer des mœurs religieuses et des habitudes sociales. Tout autre mode d'initiation devait non-seulement échouer, mais encore entraîner des résultats funestes. Les

exemples pervers n'abondaient déjà que trop sur le littoral de la Nouvelle-Zélande, séjour d'une population nomade et corrompue, école de vices, de crimes et d'infamies. Ainsi parla M. Coates, secrétaire de la société des missions épiscopales. Les délégués wesleyens en dirent autant, repoussant de toutes leurs forces l'intrusion d'élémens profanes dans la transformation religieuse du pays. Il est évident que ces raisonnemens spécieux ne servaient qu'à couvrir des vues personnelles et des jalousies transparentes : riches propriétaires du pays, les missionnaires ne pouvaient envisager d'un bon œil la concurrence imminente de grands capitalistes. Cependant leur résistance fut d'un grand poids : lord Glenelg et lord Howick, membres du cabinet, s'y associèrent. Sous ces diverses influences, le bill fut écarté; mais il demeura constant que la principale cause de ce rejet était la crainte d'engager légèrement l'Angleterre dans une question de droit international. Lord Melbourne fit à quelque temps de là une déclaration qui résumait cette pensée et attribuait ce sens à la conduite du cabinet. Enfin, avant tous les autres, le comité de la chambre des lords, interrogé sur cette mesure, avait répondu que « l'augmentation du nombre des colonies anglaises était une question qui ne relevait que de la couronne. » Voilà des faits dont notre diplomatie doit avoir pris acte.

Ainsi la *compagnie zélandaise* n'avait abouti qu'à un avortement. Mais, à défaut d'un caractère officiel, elle pouvait prendre celui d'une spéculation nationale. L'attention publique avait été vivement excitée à son égard : elle était dans les conditions des choses dont l'opinion se préoccupe, c'est-à-dire certaine de réussir. On lui avait contesté sa forme, elle en revêtit une autre. Elle se fit *compagnie territoriale de la Nouvelle-Zélande*, au capital de 250,000 livres sterling (6,500,000 francs), divisé en 2,500 actions de cent livres sterling chaque. Elle eut pour gouverneur lord Durham, pour gouverneur-délégué M. Joseph Somes, pour secrétaire M. John Ward, pour agent principal M. Wakefield. La compagnie était déjà propriétaire de plusieurs terrains acquis par la société précédente, et notamment de divers lots cédés autrefois au lieutenant Donnell sur le territoire de Kaipara. Elle se constitua ce fonds qu'elle devait compléter par des achats successifs, jusqu'à la concurrence de cent dix mille acres de terre, divisés en onze cents sections, dont cent dix étaient réservées pour les indigènes, et les neuf cent quatre-vingt-dix autres mises à la disposition des émigrans au prix d'une livre sterling l'acre. Un quart du produit des ventes de terrain devait amortir les dépenses de la

compagnie; le reste se distribuait entre des destinations diverses, toutes dans l'intérêt des colons, telles que les frais de transport, les achats d'ustensiles, les débours de premier établissement, et les améliorations locales.

La spéculation, on le voit, était parfaitement combinée. On comptait sur un succès, on obtint un véritable triomphe; ce ne fut pas seulement de l'assentiment, mais de l'enthousiasme. De tous les coins de l'Angleterre et de l'Écosse arrivaient des laboureurs, des ouvriers, des fermiers, suivis de leurs enfans et de leurs femmes. L'engouement gagna même les jeunes têtes de l'aristocratie, et à côté de la grande compagnie se forma un comité de colonisation qui se chargea de recruter pour la Nouvelle-Zélande des fils de famille et des hommes considérables. La nouvelle colonie aura donc, comme membres résidens, des noms qui tiennent de près aux grandes maisons d'Angleterre : MM. Henri Petre, Dudley-Sainclair, Daniell, Évans, Molesworth et divers autres. Ces messieurs ont vu là une sorte de gageure, une manière de faire de l'originalité patriotique; même ainsi, c'est un noble passe-temps. Malheureusement tout n'est pas demeuré aussi pur et aussi irréprochable dans cette entreprise. Comme on devait s'y attendre, l'agiotage s'en est mêlé. Les actions de terrains ont été l'objet de négociations aléatoires; on a spéculé sur le premier feu de l'opinion, on a abusé de la crédulité populaire. Ainsi le même acre de terre que la compagnie cédait à une livre sterling, était coté dans un journal à quatre-vingts livres. Ce journal lui-même peut être regardé comme une de ces graves plaisanteries dont les Anglais seuls ont le secret. Il s'intitulait *New-Zealand Gazette*, et, en lançant son premier numéro à Londres, il déclarait que le second ne paraîtrait qu'à la Nouvelle-Zélande, ce qui ne l'empêchait pas d'appeler des abonnemens immédiats. Le charlatanisme alla si vite et si loin, que le *Times* crut devoir insérer la note suivante sous le titre d'Avis aux émigrans : *Quatre mille lieues séparent notre pays de la Nouvelle-Zélande, et, dans l'hypothèse d'un désappointement, ce n'est pas là une distance facile à franchir. Il règne, à l'heure qu'il est, une fièvre d'émigration qu'exploitent des personnes intéressées, sans se préoccuper des souffrances qui attendent leurs victimes. C'est pour prévenir les misères qui doivent résulter de ces calculs égoïstes et sordides que nous conjurons le public de se tenir en garde contre toutes les séductions de ce genre.* Cette accusation est trop formelle pour qu'elle ne soit pas méritée.

Cependant les chefs de la compagnie, il faut leur rendre cette justice, entraient activement et sérieusement dans les détails de la réalisation. Dès le mois de mai, une expédition préparatoire, composée des navires *le Tory* et *le Cuba*, montés par le lieutenant Smith, inspecteur-général, et M. Wakefield, agent principal de la compagnie, appareillait pour la Nouvelle-Zélande. Les instructions de M. Wakefield, qui ont été livrées à la publicité, lui enjoignaient de se rendre d'abord dans le détroit de Cook et d'y choisir un lieu propice pour un établissement agricole, le port Hardy, par exemple, sur l'île Durville, ou à son défaut le port Nicholson. Ce point une fois fixé, M. Wakefield devait remonter la côte occidentale de l'île du Nord, toucher à Kaïpara et s'y faire mettre en possession des terres de la compagnie, acquises par l'intermédiaire du lieutenant Donnel. En même temps, et sur tous les points, M. Wakefield avait pour mission de reconnaître et d'acheter les meilleurs lots de territoire, prenant en considération les avantages naturels des localités, les forêts, la qualité du sol, les cours et les chutes d'eau. Son exploration achevée, il devait retourner au port Hardy et y attendre l'arrivée des premiers colons. Ces colons sont partis en effet d'Europe dans les mois d'août, septembre et octobre derniers, sur de beaux navires de cinq à six cents tonneaux et parfaitement aménagés. Cette émigration se compose principalement d'artisans et d'agriculteurs, choisis avec le plus grand soin et d'une moralité éprouvée. Tout ce qui est nécessaire à une installation durable se trouve sur ces transports, qui forment autant de petites bourgades flottantes. On en est même arrivé aujourd'hui à songer aux objets de luxe, et il se construit à Londres, aux frais de l'état, un hôtel portatif en bois de Norwége, qui pourra se monter et se démonter avec la plus grande facilité. Ce sera, dit-on, le logement du gouverneur. On n'évalue pas à moins de trois mille le nombre des émigrans qui vont chercher une patrie dans ces zônes australes. Dieu garde ces nouveaux pionniers des mécomptes si fréquens en matière de colonisations lointaines! L'Angleterre et la France ont eu en ce genre deux expériences cruelles, celle du cacique des Poyais et celle du Guazacoalco.

La compagnie avait bien prévu qu'en marchant elle entraînait le gouvernement à sa suite, et peut-être le gouvernement ne demandait-il pas mieux que d'être entraîné. A l'heure où nous écrivons, le cabinet anglais s'est déjà bien départi de ses rigueurs, et il semble que la question n'est pas demeurée pour lui au point où le parlement l'avait laissée. En face d'un mouvement qu'il n'a pu vaincre, même

en refusant de s'y associer, il lui a paru qu'il ne pouvait pas abandonner sans tutelle trois mille de ses sujets émigrant en masse sur le même point. Déjà, au mois de juin 1839, en réponse à une pétition du commerce de Glasgow, M. Labouchère, secrétaire d'état, déclarait que le gouvernement préparait les moyens d'ériger la Nouvelle-Zélande en colonie anglaise. Plus tard, et dans les premiers jours d'août, le marquis de Normanby expédiait sur *le Druid* le capitaine Hobson, déjà au fait des localités, avec le titre de consul et de lieutenant-gouverneur, s'il faut en croire le *Colonial Gazette*. Ses instructions, citées par *le Globe*, impliquent, si elles sont authentiques, une sorte de prise de possession. Il y est dit que, la Nouvelle-Zélande tendant à devenir une colonie anglaise, il importe que désormais les cessions de territoire se fassent au nom de la couronne britannique, et que toutes les transactions de cette nature soient minutieusement surveillées. On s'y étend avec complaisance sur des considérations de cet ordre en les déguisant sous les apparences d'une protection à accorder aux indigènes contre les agioteurs de terrains (*land-jobbers*).

Évidemment le cabinet anglais médite un changement de front à l'égard de la Nouvelle-Zélande. Il est vaincu par l'opinion, qui en fait un conquérant malgré lui; il subit, à son corps défendant, la charge de possessions nouvelles. Mais la France ne peut, ce nous semble, accepter la question dans ces termes, et c'est à elle qu'il appartient de la ramener au point où elle était restée dans le sein du parlement. La Nouvelle-Zélande est encore maintenant un terrain neutre pour tous les pavillons, une plage accessible à toutes les colonisations européennes. Elle se trouve dans le même cas que Taïti et Hawaii, échelles polynésiennes avec un gouvernement local, nominal peut-être, mais du moins titulaire. En vain invoque-t-on un titre ancien résultant de la priorité de la découverte et des trois voyages de Cook: cette priorité n'appartient pas à l'Angleterre, et Cook a été, on l'a vu, devancé sur ce point par Tasman. D'ailleurs, les temps sont passés de ces prises de possession illusoires, au moyen desquelles cinq ou six puissances et vingt navigateurs pourraient se disputer le même îlot. On invoque aussi le cap. 96 des lois de George IV, qui, fixant l'organisation des poursuites pénales dans la terre de Van-Diemen et la Nouvelle-Galles du Sud, étend, pour certains faits, la juridiction de ce ressort jusqu'à la Nouvelle-Zélande, Taïti et les Sandwich. Mais cette loi ne fait que déplacer une compétence en conférant aux tribunaux de Sydney les pouvoirs que jusqu'alors la métropole avait retenus, et en renvoyant à des juges mieux informés les marins coupables de baraterie et d'autres crimes de [cette nature. Au reste,

l'assimilation de la Nouvelle-Zélande avec Taïti et les Sandwich ne tranche-t-elle pas souverainement la difficulté?

Non, il n'y a pas de droit sérieux du côté de l'Angleterre, et il y a, du côté de la France, un intérêt réel à ce que la Nouvelle-Zélande conserve son indépendance. Depuis quelques années, le principal rendez-vous de nos baleiniers est dans les nombreuses rades qui l'entourent. A la date des dernières nouvelles, on en comptait neuf dans la seule baie des Iles. C'est beaucoup, vu l'état de notre marine marchande. Aujourd'hui, ces pêcheurs sont accueillis dans les hâvres zélandais au même titre et sur le même pied que ceux de l'Angleterre. Que celle-ci s'approprie cet archipel, et à l'instant même des taxes différentielles d'ancrage et de tonnage, des droits d'entrée et de sortie, rendront ces relâches onéreuses à nos bâtimens, qui déjà soutiennent mal une concurrence redoutable. Vienne ensuite une guerre, et, placés sous le canon britannique, nos bâtimens seront confisqués en un clin d'œil. Nous avons vu avec regret, nous l'avouons, une plume habile aller au-devant des projets de l'Angleterre, les pressentir, les caresser, presque les encourager. La hardiesse n'est pas ce qui manque à nos entreprenans voisins, et ce n'est point à nous de leur donner du cœur. Oublions qu'il existe sur ces îles des Français qui invoquent quelques sympathies d'origine, oublions qu'il y a là aussi un prêtre catholique, un évêque en butte aux haines de schismes intolérans et qui se réclame de notre nationalité, à défaut de notre orthodoxie (1). Ne tenons compte que des intérêts, puisqu'ils ont la parole haute de notre temps. La Nouvelle-Zélande n'appartient encore qu'à la spéculation particulière; pourquoi la France en céderait-elle sa part? Pourquoi n'aurait-elle pas son lot dans ce commerce que l'on dit appelé à de belles destinées, dans ces récoltes de lin, dans ces coupes de bois de construction? En supposant même que rien ne soit prêt parmi nous pour d'aussi vastes entreprises, pourquoi engagerions-nous l'avenir? Pourquoi aliénerions-nous des droits qui peuvent être réservés?

A cela on ne trouve qu'une réponse, c'est que la France n'a pas l'esprit colonisateur. Ce reproche, souvent reproduit, manque de justesse. Dans le courant du siècle passé, nous avons colonisé Saint-Domingue, la Louisiane, le Canada, et notre empreinte ne s'y est point encore effacée. On nous oppose Alger, et en regard on nous

(1) Nous avons eu sous les yeux une lettre vraiment touchante, écrite par M. de Pompallier au capitaine Villeneuve, qui commande avec une fermeté et une activité louables notre station des mers du Sud. Cette situation d'un prêtre isolé au milieu de concurrens jaloux et de sauvages fanatisés doit exciter l'intérêt et la sollicitude du gouvernement.

présente l'Inde. Mais nulle part les Anglais n'ont eu affaire au désert et à des cavaliers insaisissables; mais l'Inde n'a été acquise qu'au prix de quarante ans de luttes sanglantes, et pour la soumettre il a fallu toute l'intrépidité d'un Clive, tout le sang-froid d'un Wellesley, toute la sagesse d'un Cornwallis. Loin de nous la pensée d'encourager des spéculations hasardeuses ou de venir en aide à de chimériques projets. Il n'y a plus aujourd'hui ni de Walter Raleigh, ni de Dorados imaginaires. Mais l'esprit d'entreprises n'en est pas moins le plus beau don que Dieu ait pu départir à un peuple, le signe le plus infaillible de sa grandeur. Les richesses créées dans son propre foyer n'ont qu'une valeur directe; celles qu'il fonde au loin s'accroissent de toute l'activité indirecte qu'elles entraînent, de l'ascendant qu'elles procurent, du jeu qu'elles donnent aux facultés nationales. Ayons donc la volonté de devenir des colonisateurs intelligens, et nous le serons comme nous l'avons été; nous le serons d'une manière moins personnelle que l'Angleterre, et avec des tendances plus généreuses.

On assure que notre gouvernement est décidé à ne pas fermer les yeux sur une occupation officielle de la Nouvelle-Zélande. Les journaux anglais s'en offusquent déjà et se plaignent surtout de la fermeté de notre ministre de la marine. Ce reproche lui fait honneur : il doit être fier de le mériter. Un acte aussi important que celui d'une prise de possession doit être nécessairement précédé de l'échange de notes diplomatiques; il convient de les attendre. Jusqu'ici, d'ailleurs, l'entreprise ne sort pas de la ligne d'une spéculation commerciale, spéculation légitime et de droit commun. Pour y répondre, des expéditions se préparent dans nos ports de mer, et l'une d'elles doit être actuellement sur la route des mers australes. Le gouvernement les a ouvertement encouragées; il a répondu, tant à la chambre de commerce de Dunkerque qu'aux armateurs isolés, que, sur la question de la Nouvelle-Zélande, le cabinet était investi d'une liberté entière; enfin, il est à la veille d'expédier pour ces parages la gabarre *l'Aube*, chargée d'un nombreux renfort de missionnaires catholiques. Rien ne périclite donc, ni la dignité du pavillon, ni les prétentions des tiers. Maintenant, si des négociations s'ouvrent, on traitera. On verra s'il n'existe pas un arrangement facile dans un grand partage naturel; ou bien, si, défiante de ses forces, la France craint d'encourir un jour le blâme d'avoir empêché les autres d'agir, pour ne rien faire elle-même, on recherchera si cette concession lointaine ne peut pas être compensée par des avantages équivalens et plus voisins de nous. Tout est possible, parce que rien n'a été compromis.

LOUIS REYBAUD.

ÉCRIVAINS

CRITIQUES ET MORALISTES

DE LA FRANCE.

VII.

M. DE LA ROCHEFOUCAULD.

Il faut savoir montrer l'esprit de son âge et le fruit de sa saison. Il vient un moment dans la vie où La Rochefoucauld plaît beaucoup et où il paraît plus vrai peut-être qu'il ne l'est. Les mécomptes de l'enthousiasme jettent dans le dégoût. Mme de Sévigné trouve qu'il serait joli d'avoir un cabinet tout tapissé de dessous de cartes ; dans son imprudence aimable, elle n'en voit que le piquant et l'amusant. Le fait est qu'à un certain jour toutes ces belles dames de cœur, ces nobles et chevaleresques *valets* de carreau, avec lesquels on jouait si franc jeu, se retournent ; on s'était endormi en croyant à Hector, à Berthe ou à Lancelot ; on se réveille dans ce cabinet même dont parle Mme de Sévigné, et on n'aperçoit de tous côtés que l'envers. On

cherche sous son chevet le livre de la veille : c'était Elvire et Lamartine; on trouve en place La Rochefoucauld. Ouvrons-le donc; il console, à force d'être chagrin comme nous; il amuse. Ces pensées qui aux jours de la jeunesse révoltaient comme trop fausses ou ennuyaient comme trop vraies, et dans lesquelles on ne voyait que la morale des livres, nous apparaissent pour la première fois dans toute la fraîcheur de la nouveauté et le montant de la vie; elles ont aussi leur printemps à elles; on les découvre : *Que c'est vrai!* s'écrie-t-on. On en chérit la secrète injure, on en suce à plaisir l'amertume. Cet excès même a de quoi rassurer. S'enthousiasmer pour elles, c'est déjà en quelque façon les dépasser et commencer à s'en guérir.

M. de La Rochefoucauld lui-même, il est permis de le conjecturer, en adoucit sur la fin et en corrigea tout bas certaines conclusions trop absolues; durant le cours de sa liaison délicate et constante avec Mme de La Fayette, on peut dire qu'il sembla souvent les abjurer, au moins en pratique; et cette noble amie eut quelque droit de se féliciter d'avoir réformé, ou tout simplement d'avoir réjoui son cœur (1).

La vie de M. de La Rochefoucauld, avant sa grande liaison avec Mme de La Fayette, se divise naturellement en trois parties, dont la Fronde n'est que le milieu. Sa jeunesse et ses premiers éclats datent d'auparavant. Né en 1613, entré dans le monde dès l'âge de seize ans, il n'avait pas étudié, et ne mêlait à sa vivacité d'esprit qu'un bon sens naturel encore masqué d'une grande imagination. Avant le nouveau texte des *Mémoires* découvert en 1817, et qui donne sur cette période première une foule de particularités retranchées par l'auteur dans la version jusqu'alors connue, on ne se pouvait douter du degré de chevalerie et de romanesque auquel se porta tout d'abord le jeune prince de Marsillac. Buckingham et ses royales aventures paraissent lui avoir fait un point de mire, comme Catilina au jeune de Retz. Ces premiers travers ont barré plus d'une vie. Tout le beau feu de La Rochefoucauld se consuma alors dans ses dévouemens intimes à la reine malheureuse, à Mlle d'Hautefort, à Mme de Chevreuse elle-même : en prenant cette route du dévouement, il tournait, sans y songer, le dos à la fortune. Il indisposait le roi, il irritait le cardinal : qu'importe? le sort de Chalais, de Montmorency, de ces illustres décapités, semblait seulement le piquer au jeu. Dans un certain moment (1637, il avait vingt-trois ou vingt-

(1) Voir dans cette *Revue* l'article sur Mme de La Fayette, 1er septembre 1836.

quatre ans), la reine persécutée, « abandonnée de tout le monde, « nous dit-il, et n'osant se confier qu'à Mlle d'Hautefort et à moi, me « proposa de les enlever toutes deux et de les emmener à Bruxelles. « Quelque difficulté et quelque péril qui me parussent dans un tel « projet, je puis dire qu'il me donna plus de joie que je n'en avais « eu de ma vie. J'étais dans un âge où l'on aime à faire des choses « extraordinaires et éclatantes, et je ne trouvais pas que rien le fût « davantage que d'enlever en même temps la reine au roi son mari « et au cardinal de Richelieu, qui en était jaloux, et d'ôter Mlle d'Hau-« tefort au roi qui en était amoureux. » Toutes ces fabuleuses intrigues finirent pour lui, à la fuite de Mme de Chevreuse, par huit jours de Bastille et un exil de deux ou trois ans à Verteuil (1639-1642) : c'était en être quitte à bon compte avec Richelieu, et cet exil un peu languissant se trouvait encore agréablement diversifié, il l'avoue, par les douceurs de la famille (1), les plaisirs de la campagne, et les espérances surtout d'un règne prochain où la reine paierait ses fidèles services.

Cette première partie des *Mémoires* était essentielle, ce me semble, pour éclairer les *Maximes,* et faire bien mesurer toute la hauteur d'où l'ambitieux chevaleresque était tombé pour creuser ensuite en moraliste : les *Maximes* furent la revanche du roman.

Il résulte de plus de cette première période mieux connue, que Marsillac, qui, en effet, avait trente-trois ans bien passés lors de son engagement avec Mme de Longueville, et trente-cinq ans à son entrée dans la Fronde, n'y arriva que déjà désappointé, irrité et, pour tout dire, fort perverti : et cela, sans l'excuser, explique mieux la détestable conduite qu'il y tint. On le voit gâté tout d'abord. Il ne se cache pas sur les motifs qui l'y jetèrent : « Je ne balançai point, dit-il, et je ressentis un grand plaisir de voir qu'en quelque état que la dureté de la reine et la haine du cardinal (Mazarin) eussent pu me réduire, il me restait encore des moyens de me venger d'eux. » Mal payé de son premier dévouement, il s'était bien promis qu'on ne l'y prendrait plus.

La Fronde présente donc la seconde période de la vie de M. de La Rochefoucauld; la troisième comprend les dix ou douze années qui suivirent, et durant lesquelles il se refit, comme il put, de ses blessures au physique, et s'en vengea, s'en amusa, s'en releva au moral

(1) Il avait épousé fort jeune Mlle de Vivonne, dont je ne vois pas qu'on dise rien de plus par rapport à lui, sinon qu'il en eut cinq fils et trois filles.

dans ses *Maximes*. L'intime liaison avec Mme de La Fayette, qui les adoucit et les consola véritablement, ne vint guère qu'après.

On pourrait donner à chacune des quatre périodes de la vie de M. de La Rochefoucauld le nom d'une femme, comme Hérodote donne à chacun de ses livres le nom d'une muse. Ce seraient Mme de Chevreuse, Mme de Longueville, Mme de Sablé, Mme de La Fayette; les deux premières, héroïnes d'intrigue et de roman; la troisième, amie moraliste et causeuse; la dernière, revenant, sans y viser, à l'héroïne par une tendresse tempérée de raison, repassant, mêlant les nuances, et les enchantant comme dans un dernier soleil.

Mme de Longueville fut la passion brillante : fut-elle une passion sincère? Mme de Sévigné écrivait à sa fille (7 octobre 1676) : « Quant à M. de La Rochefoucauld, il allait, comme un enfant, revoir Verteuil et les lieux où il a chassé avec tant de plaisir; je ne dis pas où il a été amoureux, car je ne crois pas que ce qui s'appelle amoureux, il l'ait jamais été. » Lui-même, au rapport de Segrais, disait qu'il n'avait trouvé de l'amour que dans les romans. Si la *maxime* est vraie : « Il n'y a que d'une sorte d'amour, mais il y en a mille différentes copies, » celui de M. de La Rochefoucauld et de Mme de Longueville pourrait bien n'être, en effet, qu'une copie des plus flatteuses. Marsillac, au moment où il s'attacha à Mme de Longueville, voulait, avant tout, se pousser à la cour et se venger de l'oubli où on l'avait laissé: il la jugea propre à son dessein. Il nous a raconté comment il traita d'elle, en quelque sorte, avec Miossens (1), qui avait les devants : « J'eus sujet de croire que je pourrais faire un usage plus considérable que Miossens de l'amitié et de la confiance de Mme de Longueville; je l'en fis convenir lui-même. Il savait l'état où j'étais à la cour; je lui dis mes vues, mais que sa considération me retiendrait toujours, et que je n'essaierais point à prendre des liaisons avec Mme de Longueville, s'il ne m'en laissait la liberté. *J'avoue même que je l'aigris exprès contre elle pour l'obtenir, sans lui rien dire toutefois qui ne fût vrai* (2). Il me la donna tout entière, mais il se repentit.... » L'attrait s'en mêla sans doute; l'imagination et le désir s'y entr'aidaient. M. de La Rochefoucauld aimait les *belles passions* et les croyait du fait d'un *honnête homme*. Quel plus bel objet pour s'y appliquer! Mais tout cela, à l'origine du moins, n'est-ce pas du parti pris?

(1) Depuis maréchal d'Albret.

(2) N'admirez-vous pas la franchise? Durant la Fronde, le sobriquet de La Rochefoucauld était le camarade *la Franchise :* il l'a mieux justifié depuis.

Du côté de Mme de Longueville, il n'y aurait pas moins à raisonner, à distinguer. On n'a pas à craindre de subtiliser avec elle sur le sentiment, car elle était plus que tout subtile. En dévotion, nous avons par Port-Royal ses examens secrets de conscience : les raffinemens de scrupules y passent toute idée. En amour, en galanterie, c'était de même, sauf les scrupules (1). Sa vie et son portrait ne sauraient être ici brusqués en passant : elle mérite une place à part et elle l'aura. Sa destinée a de tels contrastes et de telles harmonies dans son ensemble, que ce serait une profanation d'y rien dégrader. Elle est de celles, d'ailleurs, dont on a beau médire; la raison y perd ses droits; il en est de son cœur comme de sa beauté, qui, avec bien des défauts, avait un éclat, une façon de *langueur*, et un charme enfin, qui attachaient.

Ses vingt-cinq ans étaient déjà passés quand sa liaison avec M. de La Rochefoucauld commença. Jusqu'alors elle s'était assez peu mêlée de politique : Miossens avait pourtant tâché de l'initier. La Rochefoucauld s'y appliqua et lui donna le mouvement plus que l'habileté, qu'en ce genre il n'atteignit lui-même qu'à peu près.

Le goût naturel de Mme de Longueville était celui qu'on a appelé de l'hôtel de Rambouillet : elle n'aimait rien tant que les conversations galantes et enjouées, les distinctions sur les sentimens, les délicatesses qui témoignaient de la *qualité* de l'esprit. Elle tenait sur toutes choses à faire paraître ce qu'elle en avait de plus fin, à se détacher du commun, à briller dans l'élite. Quand elle se crut une personne politique, elle n'était pas fâchée qu'on l'estimât moins sincère, s'imaginant passer pour plus habile. Les petites considérations la décidaient dans les grands momens. Il y avait chimère en elle, fausse gloire, ce que nous baptiserions aussi *poésie* : elle fut toujours hors du positif. Sa belle-fille (2), la duchesse de Nemours, qui, elle, n'en sortait pas, argus peu bienveillant, mais très clairvoyant, nous la montre telle dans les *Mémoires* si justes, qu'on voudrait toutefois moins rigoureux. La Rochefoucauld, à sa manière, ne dit pas autre chose, et lui, si bien posé pour le savoir, il se plaint encore de cette facilité qu'elle avait à être gouvernée, dont il usa trop et dont il ne resta pas maître : « ..... Ses belles qualités étaient moins brillantes,

(1) « Les femmes croient souvent aimer, encore qu'elles n'aiment pas : l'occupation d'une intrigue, l'émotion d'esprit que donne la galanterie, la pente naturelle au plaisir d'être aimées, et la peine de refuser, leur persuadent qu'elles ont de la passion, lorsqu'elles n'ont que de la coquetterie. » (*Maximes.*)

(2) Fille de M. de Longueville, d'un premier lit.

dit-il, à cause d'une tache qui ne s'est jamais vue en une princesse de ce mérite, qui est que, bien loin de donner la loi à ceux qui avaient une particulière adoration pour elle, elle se transformait si fort dans leurs sentimens qu'elle ne reconnaissait plus les siens propres. » En tout temps, que ce fût M. de La Rochefoucauld, ou M. de Nemours, ou à Port-Royal M. Singlin, qui la gouvernât, Mme de Longueville se servit moins de son esprit que de celui des autres.

M. de La Rochefoucauld, pour la guider dans la politique, n'y était pas assez ferme lui-même : « Il y eut toujours du je ne sais quoi, dit Retz, en tout M. de La Rochefoucauld. » Et dans une page merveilleuse où l'ancien ennemi s'efface et ne semble plus qu'un malin ami, il développe ce *je ne sais quoi* par l'idée de quelque chose d'irrésolu, d'insuffisant, d'incomplet dans l'action au milieu de tant de grandes qualités. « Il n'a jamais été guerrier, quoiqu'il fût très soldat. Il n'a jamais été par lui-même bon courtisan, quoiqu'il eût toujours bonne intention de l'être. Il n'a jamais été homme de parti, quoique toute sa vie il y ait été engagé. » Et il le renvoie à être le plus honnête homme dans la vie privée. Sur un seul point j'oserai contredire Retz : il refuse l'imagination à La Rochefoucauld, qui me semble l'avoir eue grande (1) : encore une fois, il commença par pratiquer le roman, du temps de Mme de Chevreuse; sous la Fronde, il essaya l'histoire, la politique, et la manqua. La vengeance et le dépit l'y poussaient plus qu'une ambition sérieuse : de beaux restes de romans venaient à la traverse; la vie privée et sa douce paresse, par où il devait finir, l'appelaient déjà. A peine embarqué dans une affaire, il se montrait impatient d'en sortir : sa pensée essentielle n'était pas là. Or, avec la disposition entraînée de Mme de Longueville, qu'on songe à ce qu'elle dut devenir en conduite dès l'instant que ce *je ne sais quoi* de M. de La Rochefoucauld fut son étoile, et autour de cette étoile, comme autant de lunes, ses propres caprices.

Ce serait trop entreprendre que de les suivre; et, à l'égard de M. de La Rochefoucauld, ce serait souvent trop pénible et trop humiliant (2), pour ceux qui l'admirent, que de l'accompagner. Le résultat chez lui vaut mieux que le chemin. Qu'il suffise d'indiquer que, du-

(1) Même comme écrivain, quand il dit : « Le soleil ni la mort ne se peuvent regarder fixement. »

(2) Ce mot d'*humiliant* ne semblera pas trop fort à ceux qui ont lu sur son compte les *Mémoires* de la duchesse de Nemours, le récit surtout de cette triste scène au parlement, où il tient Retz entre deux portes, et les propos qu'il y lâcha et qu'il essuya. Oh! que de sensibles déchirures au noble et galant pourpoint!

rant la première Fronde et le siége de Paris (1649), son ascendant fut entier sur Mme de Longueville. Lorsque après l'arrestation des princes elle s'enfuit en Normandie, puis de là par mer en Hollande, d'où elle gagna Stenay, elle se déshabitua un peu de lui (1). A son retour en France et à la reprise d'armes, on la retrouve gouvernée encore quelque temps par les avis de M. de La Rochefoucauld, qui cette fois les donne meilleurs à mesure qu'il va être plus désintéressé. Elle lui échappe enfin tout-à-fait (1652), et prête l'oreille à l'aimable duc de Nemours.

M. de Nemours plaisait surtout à Mme de Longueville en ce qu'il lui sacrifiait Mme de Châtillon.

« On a bien de la peine à rompre, quand on ne s'aime plus. » On en était à ce point de difficulté : M. de Nemours le trancha, et M. de La Rochefoucauld saisit avec joie une occasion d'être libre, en faisant l'offensé : « Quand nous sommes las d'aimer, nous sommes bien aises qu'on nous devienne infidèle pour nous dégager de notre fidélité. »

Il fut donc bien aise, mais non pas sans mélange ni sans des retours amers : « La jalousie, il l'a dit, naît avec l'amour; mais elle ne meurt pas toujours avec lui. » Le châtiment de ces sortes de liaisons, c'est qu'on souffre également de les porter et de les rompre. Il voulut se venger et manœuvra si bien, que Mme de Châtillon reconquit M. de Nemours sur Mme de Longueville, et qu'en veine de triomphe, elle fit encore perdre à celle-ci le cœur et la confiance du prince de Condé qu'elle s'attacha également. Entre Mme de Châtillon, M. le Prince et M. de Nemours, La Rochefoucauld, qui était l'ame de cette intrigue, s'applaudissait cruellement. Vue et blessure trois fois aigrissante pour Mme de Longueville!

A peu de temps de là, M. de Nemours fut tué en duel par M. de Beaufort, et (bizarrerie du cœur!) Mme de Longueville le pleura comme si elle l'eût encore possédé. Ses idées de pénitence suivirent de près.

M. de La Rochefoucauld fut puni tout le premier de sa vilaine action; il reçut, au combat du faubourg Saint-Antoine, cette mousquetade qui lui perça le visage et lui fit perdre les yeux pendant quelque temps. On a cité maintes fois, et avec toutes sortes de variantes, les vers tragiques qu'il tourna et parodia à ce sujet. Ils ne

(1) « L'absence diminue les médiocres passions et augmente les grandes, comme le vent éteint les bougies et allume le feu. » (*Maximes.*)

furent sérieux à aucun moment, puisqu'à cette époque il était déjà brouillé avec Mme de Longueville.

> Pour ce cœur inconstant qu'enfin je connais mieux,
> J'ai fait la guerre aux rois : j'en ai perdu les yeux!

Chacun est ainsi. Du jour où on ne répond au jeu du sort que par une moquerie de cette devise héroïque de la jeunesse :

> J'ai fait la guerre aux rois, je l'aurais faite aux dieux;

de ce jour-là, plus de tragédie ni d'acte sérieux; on est entré dans l'ironie profonde.

Ce fut, à lui, le terme de ses actives erreurs. Il a près de quarante ans : la goutte le tient déjà, et le voilà presque aveugle. Il retombe dans la vie privée et s'enfonce dans le fauteuil pour n'en plus sortir. Les amis empressés l'entourent, et Mme de Sablé est aux petits soins. L'honnête homme accompli commence, et le moraliste se déclare.

M. de La Rochefoucauld va nous paraître tout sage, du moment qu'il est tout désintéressé. Ainsi des hommes : sagesse d'un côté, et action de l'autre. Le bon sens est au comble quand on n'a plus qu'à juger ceux qui n'en ont pas.

Le *je ne sais quoi* dont Retz cherchait l'explication en M. de La Rochefoucauld, se réduit à ceci, autant que j'ose le préciser : c'est que sa vocation propre consistait à être observateur et écrivain. Ce fut la fin à quoi lui servit tout le reste. Avec ses diverses qualités essayées de guerrier, de politique, de courtisan, il n'était dans aucune tout entier; il y avait toujours un coin essentiel de sa nature qui se dérobait et qui déplaçait l'équilibre. Sa nature, sans qu'alors il s'en doutât, avait son *arrière-pensée* dans toutes les entreprises. Cette arrière-pensée était d'y réfléchir quand ce serait passé. Toutes les aventures devaient finir chez lui, non comme la Fronde par des chansons, mais par des maximes; une moquerie aussi, couverte et grave. Ce qui semblait un débris ramassé par l'expérience après le naufrage, composa le vrai centre, enfin trouvé, de sa vie.

Un léger signe très singulier me paraît encore indiquer en M. de La Rochefoucauld cette destination expresse de la nature. Pour un homme de tant de monde, il avait (Retz nous le dit) un air de honte et de timidité dans la vie civile. Huet (dans ses *Mémoires*) nous le montre comme tellement embarrassé en public, que s'il avait eu à parler

d'office devant un cercle de six ou sept personnes, le cœur lui aurait failli. L'effroi de la solennelle harangue l'empêcha toujours d'être de l'Académie Française. Nicole était ainsi et n'aurait pu prêcher ni soutenir une thèse. Un des traits du moraliste est dans cette observation à la dérobée, dans cette causerie à mi-voix. Montesquieu dit quelque part que, s'il avait été forcé de vivre en professant, il n'aurait pu. Combien l'on conçoit cela de moralistes surtout, comme La Rochefoucauld, comme Nicole ou La Bruyère! Les *Maximes* sont de ces choses qui ne s'enseignent pas : les réciter devant six personnes, c'est déjà trop. On n'accorde à l'auteur qu'il a raison, que dans le tête-à-tête. A l'homme en masse, il faut plutôt du Jean-Jacques ou du La Mennais (1).

Les *Réflexions ou Sentences et Maximes morales*, parurent en 1665. Douze ans s'étaient écoulés depuis la vie aventureuse de M. de La Rochefoucauld et ce coup de feu, sa dernière disgrace. Dans l'intervalle, il avait écrit ses *Mémoires* qu'une indiscrétion avait divulgués (1662), et auxquels il dut opposer un de ces désaveux qui ne prouvent rien (2). Une copie des *Maximes* courut également, et s'imprimait en Hollande. Il y para en les faisant publier chez Barbin. Cette première édition, sans nom d'auteur, mais où il est assez désigné, renferme un *Avis au Lecteur* très digne du livre, un *Discours* qui l'est

(1) M. de La Rochefoucauld n'était pas sans se rendre très bien compte, sous d'autres noms, de ces différences. Segrais (en ses *Mémoires anecdotes*) raconte ceci : « M. de La Rochefoucauld était l'homme du monde le plus poli, qui savait garder toutes les bienséances, et surtout qui ne se louait jamais. M. de Roquelaure et M. de Miossens avaient beaucoup d'esprit, mais ils se louaient incessamment : ils avaient un grand parti. M. de La Rochefoucauld disait en parlant d'eux, bien loin pourtant de sa pensée : « Je me repens de la loi que je me suis imposée de ne me pas louer; « j'aurais beaucoup plus de sectateurs si je le faisais. Voyez M. de Roquelaure et « M. de Miossens, qui parlent deux heures de suite devant une vingtaine de per« sonnes en se vantant toujours; il n'y en a que deux ou trois qui ne peuvent les « souffrir, et les dix-sept autres les applaudissent et les regardent comme des gens « qui n'ont point leurs semblables. » Si Roquelaure et Miossens avaient mêlé à leur propre éloge celui de leurs auditeurs, ils se seraient encore mieux fait écouter. Dans un gouvernement constitutionnel, où il faut tout haut se louer quelque peu soi-même (on en a des exemples) et louer à la fois la majorité des assistans, on voit que M. de La Rochefoucauld n'aurait pu être autre chose que ce qu'il fut de son temps, un moraliste toujours.

(2) Il fallait aller au-devant du mécontentement de M. le Prince pour certains passages où il était touché. Il y avait d'autres mécontentemens plus violens de personnages secondaires, qui pourtant n'auraient pas laissé d'embarrasser : on en peut prendre idée par la furieuse colère du duc de Saint-Simon, racontée dans les *Mémoires* de son fils, tom. I, page 91.

beaucoup moins, qu'on a attribué à Segrais, qui me semble encore trop fort pour lui, et où l'on répond aux objections déjà courantes avec force citations d'anciens philosophes et de pères de l'église. Le petit avis au lecteur y répond bien mieux d'un seul mot : « Il faut prendre garde,... il n'y a rien de plus propre à établir la vérité de ces *Réflexions* que la chaleur et la subtilité que l'on témoignera pour les combattre (1). »

Voltaire, qui a jugé les *Maximes* en quelques lignes légères et charmantes, y dit qu'aucun livre ne contribua davantage à former le goût de la nation : « On lut rapidement ce petit recueil; il accoutuma à penser et à renfermer ses pensées dans un tour vif, précis et délicat. C'était un mérite que personne n'avait eu avant lui, en Europe, depuis la renaissance des lettres. » Trois cent seize pensées formant cent cinquante pages eurent ce résultat glorieux. En 1665, il y avait neuf ans que *les Provinciales* avaient paru; les *Pensées* ne devaient être publiées que cinq ans plus tard, et le livre des *Caractères* qu'après vingt-deux ans. Les grands monumens de prose, les éloquens ouvrages oratoires qui consacrent le règne de Louis XIV, ne sortirent que depuis 1669, à commencer par l'oraison funèbre de la reine d'Angleterre. On était donc, en 1665, au vrai seuil du beau siècle, au premier plan du portique, à l'avant-veille d'*Andromaque;* l'escalier de Versailles s'inaugurait dans les fêtes : Boileau, accostant Racine, montait les degrés; La Fontaine en vue s'oubliait encore; Molière dominait déjà, et le *Tartuffe,* achevé dans sa première forme, s'essayait sous le manteau. A ce moment décisif et d'entrain universel, M. de La Rochefaucauld, qui aimait peu les hauts discours, et qui ne croyait que causer, dit son mot : un grand silence s'était fait; il se trouva avoir parlé pour tout le monde, et chaque parole demeura.

C'était un misanthrope poli, insinuant, souriant, qui précédait de bien peu et préparait avec charme l'autre *Misanthrope.*

Dans l'histoire de la langue et de la littérature française, La Ro-

(1) Et encore : « Le meilleur parti que le lecteur ait à prendre est de se mettre d'abord dans l'esprit qu'il n'y a aucune de ces maximes qui le regarde en particulier, et qu'il en est seul excepté, bien qu'elles paraissent générales. Après cela, je lui réponds qu'il sera le premier à y souscrire... » Pourquoi ce malin petit *Avis* ne se trouve-t-il reproduit dans aucune des éditions ordinaires de La Rochefoucauld? En général, les premières éditions ont une physionomie qui n'est qu'à elles, et apprennent je ne sais quoi sur le dessein de l'auteur, que les autres, augmentées et complétées, ne disent plus. Cela est vrai surtout des premières éditions de La Rochefoucauld et de La Bruyère.

chefoucauld vient en date au premier rang après Pascal, et comme en plein Pascal (1), qu'il devance même en tant que pur moraliste. Il a cette netteté et cette concision de tour que Pascal seul, dans ce siècle, a eues avant lui, que La Bruyère ressaisira, que Nicole n'avait pas su garder, et qui sera le cachet propre du XVIII[e] siècle, le triomphe perpétuellement aisé de Voltaire.

Si les *Maximes* peuvent sembler, à leur naissance, n'avoir été qu'un délassement, un jeu de société, une sorte de gageure de gens d'esprit qui jouaient aux proverbes, combien elles s'en détachent par le résultat, et prennent un caractère au-dessus de la circonstance! Saint-Évremond, Bussy, qu'on a comparés à La Rochefoucauld pour l'esprit, la bravoure et les disgraces, sont aussi des écrivains de qualité et de société; ils ont de l'agrément parfois, mais je ne sais quoi de corrompu; ils sentent leur régence. Le moraliste, chez La Rochefoucauld, est sévère, grand, simple, concis; il atteint au beau; il appartient au pur Louis XIV.

On ne peut assez louer La Rochefoucauld d'une chose, c'est qu'en disant beaucoup il n'exprime pas trop. Sa manière, sa forme est toujours honorable pour l'homme, quand le fond l'est si peu.

En correction il est de l'école de Boileau, et bien avant l'*Art Poétique*. Quelques-unes de ses maximes ont été refaites plus de trente fois, jusqu'à ce qu'il fût arrivé à l'expression nécessaire. Avec cela il n'y paraît aucun tourment. Ce petit volume original, dans sa primitive ordonnance qui s'est plus tard rompue, offrant ses trois cent quinze pensées si brèves, encadrées entre les considérations générales sur l'*amour-propre* au début et les réflexions sur le *mépris de la mort* à la fin, me figure encore mieux que les éditions suivantes un tout harmonieux, où chaque détail espacé arrête le regard. Le parfait moderne du genre est là : c'est l'aphorisme aiguisé et poli. Si Racine se peut admirer après Sophocle, on peut lire La Rochefoucauld après Job, Salomon, Hippocrate et Marc-Aurèle.

Tant d'esprits profonds, solides ou délicats, en ont parlé tour à tour, que c'est presque une témérité d'y vouloir ajouter. J'indiquerai parmi ceux dont j'ai sous la main les notices particulières, Suard, Petitot, M. Vinet, tout récemment M. Géruzès. A peine s'il y a à glaner encore.

(1) Celui-ci était mort dès 1662; mais la mise en ordre et la publication de ses *Pensées* furent retardées par suite des querelles jansénistes jusqu'à l'époque dite de *la paix de l'église* (1669). Il résulte de ce retard que La Rochefoucauld ne put rien lui emprunter : tous deux restent parfaitement originaux et collatéraux.

Nul n'a mieux traité de la philosophie des *Maximes*, que M. Vinet (1). Il est assez de l'avis de Vauvenargues, qui dit : « La Bruyère était un grand peintre, et n'était pas peut-être un grand philosophe. Le duc de La Rochefoucauld était philosophe et n'était pas peintre. » Quelqu'un a dit en ce même sens : « Chez La Bruyère, la pensée ressemble souvent à une femme plutôt bien mise que belle : elle a moins de corps que de tournure. » Mais, sans prétendre diminuer du tout La Bruyère, on a droit de trouver dans La Rochefoucauld un angle d'observation plus ouvert, un coup d'œil plus à fond. Je crois même qu'il eut plus de système et d'unité de principe que M. Vinet ne voudrait lui en reconnaître, et que c'est par là qu'il justifie en plein ce nom de philosophe que l'ingénieux critique lui accorde si expressément. Les *souvent*, *quelquefois*, *presque toujours*, *d'ordinaire*, par lesquels il modère ses conclusions fâcheuses, peuvent être pris pour des précautions polies. Tout en mettant le doigt sur le ressort, il faisait semblant de reculer un peu; il lui suffisait de ne pas lâcher. Après tout, la philosophie morale de La Rochefoucauld n'est pas si opposée à celle de son siècle, et il profita de la rencontre pour oser être franc. Pascal, Molière, Nicole, La Bruyère, ne flattent guère l'homme, j'imagine; les uns disent le mal et le remède, les autres ne parlent que du mal : voilà toute la différence. Vauvenargues, qui commença l'un des premiers la réhabilitation, le remarque très bien : « L'homme, dit-il, est maintenant en disgrace chez tous ceux qui pensent, et c'est à qui le chargera de plus de vices. Mais peut-être est-il sur le point de se relever et de se faire restituer toutes ses vertus,... et bien au-delà (2). » Jean-Jacques s'est chargé de cet *au-delà;* il l'a poussé si loin, qu'on le pourrait croire épuisé. Mais non : on ne s'arrête pas en si beau chemin; la veine orgueilleuse court et s'enfle encore. L'homme est tellement réhabilité de nos jours, qu'on n'oserait lui dire tout haut ni presque écrire ce qui passait pour des vérités au XVIIe siècle. C'est un trait caractéristique de ce temps-ci. Tel rare esprit qui, en causant, n'est pas moins ironique qu'un La Rochefoucauld (3), le même, sitôt qu'il écrit ou parle en public, le prend sur un ton de sentiment et se met à exalter la nature humaine. On proclame à la tribune le beau et le

(1) *Essais de Philosophie morale*, 1837.

(2) Vauvenargues répète cette pensée en deux endroits presque dans les mêmes termes.

(3) Benjamin Constant, par exemple.

grand dont on fait des gaietés dans l'embrasure d'une croisée, ou des sacrifices d'un trait de plume autour d'un tapis vert. Le philosophe ne pratique que l'intérêt et ne prêche que l'idée pure.

Les *Maximes* de La Rochefoucauld ne contredisent en rien le christianisme, bien qu'elles s'en passent. Vauvenargues, plus généreux, lui est bien plus contraire, là même où il n'en parle pas. L'homme de La Rochefoucauld est exactement l'homme déchu, sinon comme l'entendent François de Sales et Fénelon, du moins comme l'estiment Pascal, Duguet et Saint-Cyran. Otez de la morale janséniste la *rédemption*, et vous avez La Rochefoucauld tout pur. S'il paraît oublier dans l'homme le roi exilé que Pascal relève, et les restes brisés du diadème, qu'est-ce donc que cet insatiable orgueil qu'il dénonce, et qui, de ruse ou de force, se veut l'unique souverain? Mais il se borne à en sourire; et ce n'est pas tout d'être mortifiant, dit M. Vinet, il faut être utile. Le malheur de La Rochefoucauld est de croire que les hommes ne se corrigent pas : « On donne des conseils, pense-t-il, mais on n'inspire pas de conduite. » Lorsqu'il fut question d'un gouverneur pour M. le Dauphin, on songea un moment à lui : j'ai peine à croire que M. de Montausier, moins aimable et plus doctoral, ne convenait pas mieux.

Les réflexions morales de La Rochefoucauld semblent vraies, exagérées ou fausses, selon l'humeur et la situation de celui qui lit. Elles ont droit de plaire à quiconque a eu sa Fronde et son coup de feu dans les yeux. Le célibataire aigri les chérira. L'honnête homme heureux, le père de famille rattaché à la vie par des liens prudens et sacrés, pour ne pas les trouver odieuses, a besoin de ne les accepter qu'en les interprétant. Qu'importe si aujourd'hui j'ai paru y croire? Demain, ce soir, la seule vue d'une famille excellente et unie les dissipera. Une mère qui allaite, une aïeule qu'on vénère, un noble père attendri, des cœurs dévoués et droits, non alambiqués par l'analyse, les fronts hauts des jeunes hommes, les fronts candides et rougissans des jeunes filles, ces rappels directs à une nature franche, généreuse et saine, recomposent une heure vivifiante, et toute subtilité de raisonnement a disparu.

Du temps de La Rochefoucauld et autour de lui, on se faisait les mêmes objections et les mêmes réponses. Segrais, Huet, lui trouvaient plus de sagacité que d'équité, et ce dernier même remarquait très finement que l'auteur n'avait intenté de certaines accusations à l'homme que pour ne pas perdre quelque expression ingénieuse et

vive dont il les avait su revêtir (1). Si peu *auteur* qu'on se pique d'être en écrivant, on l'est toujours par un coin. Si Balzac et les *académistes* de cette école n'ont jamais l'idée que par la phrase, La Rochefoucauld lui-même, le strict penseur, sacrifie au mot. Ses lettres à Mme de Sablé, dans le temps de la confection des *Maximes*, nous le montrent plein de verve, mais de préoccupation littéraire aussi; c'était une émulation entre elle et lui, et M. Esprit, et l'abbé de La Victoire : « Je sais qu'on dîne chez vous sans moi, écrivait-il, et que vous faites voir des sentences que je n'ai pas faites, dont on ne me veut rien dire... » Et encore, de Verteuil où il était allé, non loin d'Angoulême : « Je ne sais si vous avez remarqué que l'envie de faire des sentences se gagne comme le rhume : il y a ici des disciples de M. de Balzac qui en ont eu le vent et qui ne veulent plus faire autre chose. » La mode des maximes avait succédé à celle des portraits : La Bruyère les ressaisit plus tard et les réunit toutes les deux. Les *post-scriptum* des lettres de La Rochefoucauld sont remplis et assaisonnés de ces sentences qu'il essaie, qu'il retouche, qu'il retire presque en les hasardant, dont il va peut-être avoir regret, dit-il, dès que le courrier sera parti : « La honte me prend de vous envoyer des ouvrages, écrit-il à quelqu'un qui vient de perdre un quartier de rentes sur l'hôtel-de-ville; tout de bon, si vous les trouvez ridicules, renvoyez-les moi sans les montrer à Mme de Sablé. » Mais on ne manquait pas de les montrer, il le savait bien. Courant ainsi d'avance, ces pensées excitaient des contradictions, des critiques. On en a une de Mme de Schomberg, cette même Mlle d'Hautefort, objet d'un chaste amour de Louis XIII, et dont Marsillac, au temps de sa chevalerie première, avait été l'ami et le serviteur dévoué : « Oh! qui l'aurait cru alors, pouvait-elle lui dire; et se peut-il que vous vous soyez tant gâté depuis? » On leur reprochait aussi de l'obscurité; Mme de Schomberg ne leur en trouvait pas, et se plaignait plutôt de trop les comprendre; Mme de Sévigné écrivait à sa fille en lui envoyant l'édition de 1672 : « Il y en a de divines; et, à ma honte, il y en a que je n'entends pas. » Corbinelli les commentait. Mme de Maintenon, à qui elles allaient tout d'abord, écrivait en mars 1666 à Mlle de Lenclos, à qui elles allaient encore mieux : « Faites, je vous prie, mes complimens à M. de La Rochefoucauld, et dites-lui que le livre de Job et le livre des *Maximes* sont mes seules lectures. »

(1) *Huetiana*, pag. 251.

Le succès, les contradictions et les éloges ne se continrent pas dans les entretiens de société et dans les correspondances; les journaux s'en mêlèrent; quand je dis *journaux*, il faut entendre le *Journal des Savans*, le seul alors fondé, et qui ne l'était que depuis quelques mois. Ceci devient piquant, et j'oserai tout révéler. En feuilletant moi-même (1) les papiers de Mme de Sablé, j'y ai trouvé le premier projet d'article destiné au *Journal des Savans* et de la façon de cette dame spirituelle. Le voici :

« C'est un traité des mouvemens du cœur de l'homme qu'on peut « dire avoir été comme inconnus, avant cette heure, au cœur même « qui les produit. Un seigneur aussi grand en esprit qu'en naissance « en est l'auteur. Mais ni son esprit ni sa grandeur n'ont pu empê- « cher qu'on n'en ait fait des jugemens bien différens.

« Les uns croient que c'est outrager les hommes que d'en faire « une si terrible peinture, et que l'auteur n'en a pu prendre l'original « qu'en lui-même. Ils disent qu'il est dangereux de mettre de telles « pensées au jour, et qu'ayant si bien montré qu'on ne fait les bonnes « actions que par de mauvais principes, la plupart du monde croira « qu'il est inutile de chercher la vertu, puisqu'il est comme impossi- « ble d'en avoir si ce n'est en idée; que c'est enfin renverser la morale, « de faire voir que toutes les vertus qu'elle nous enseigne ne sont « que des chimères, puisqu'elles n'ont que de mauvaises fins.

« Les autres, au contraire, trouvent ce traité fort utile, parce qu'il « découvre aux hommes les fausses idées qu'ils ont d'eux-mêmes, « et leur fait voir que, sans la religion, ils sont incapables de faire « aucun bien; qu'il est toujours bon de se connaître tel qu'on est, « quand même il n'y aurait que cet avantage de n'être point trompé « dans la connaissance qu'on peut avoir de soi-même.

« Quoi qu'il en soit, il y a tant d'esprit dans cet ouvrage et une « si grande pénétration pour connaître le véritable état de l'homme, « à ne regarder que sa nature, que toutes les personnes de bon sens « y trouveront une infinité de choses qu'*ils* (sic) auraient peut-être « ignorées toute leur vie, si cet auteur ne les avait tirées du chaos du « cœur de l'homme pour les mettre dans un jour où quasi tout le « monde peut les voir et les comprendre sans peine. »

En envoyant ce projet d'article à M. de La Rochefoucauld, Mme de Sablé y joignait le petit billet suivant, daté du 18 février 1665 :

(1) Sur le conseil de M. Libri, si docte en toutes choses. — Bibliothèque du roi, mss. résidu de Saint-Germain, paquet 3, n° 2.

« Je vous envoie ce que j'ai pu tirer de ma tête pour mettre dans le « *Journal des Savans*. J'y ai mis cet endroit qui vous est si sensible,... « et je n'ai pas craint de le mettre parce que je suis assurée que vous « ne le ferez pas imprimer quand même le reste vous plairait. Je « vous assure aussi que je vous serai plus obligée, si vous en usez « comme d'une chose qui serait à vous, en le corrigeant ou en le jetant « au feu, que si vous lui faisiez un honneur qu'il ne mérite pas. Nous « autres grands auteurs sommes trop riches pour craindre de rien « perdre de nos productions.... »

Notons bien tout ceci : Mme de Sablé dévote, qui, depuis des années, a pris un logement au faubourg Saint-Jacques, rue de la Bourbe, dans les bâtimens de Port-Royal de Paris ; Mme de Sablé, tout occupée, en ce temps-là même, des persécutions qu'on fait subir à ses amis les religieuses et les solitaires, n'est pas moins très présente aux soins du monde, aux affaires du bel-esprit ; ces *Maximes*, qu'elle a connues d'avance, qu'elle a fait copier, qu'elle a prêtées sous main à une quantité de personnes et avec toutes sortes de mystères, sur lesquelles elle a ramassé pour l'auteur les divers jugemens de la société, elle va les aider dans un journal devant le public, et elle en *travaille* le succès. Et d'autre part, M. de La Rochefoucauld, qui craint sur toutes choses de faire l'auteur, qui laisse dire de lui, dans le *Discours* en tête de son livre, « qu'il n'aurait pas moins de chagrin de savoir que ses *Maximes* sont devenues publiques, qu'il en eut lorsque les *Mémoires* qu'on lui attribue furent imprimés ; » M. de La Rochefoucauld, qui a tant médit de l'homme, va revoir lui-même son éloge pour un journal ; il va ôter juste ce qui lui en déplaît. L'article, en effet, fut inséré dans le *Journal des Savans* du 9 mars ; et, si on le compare avec le projet (1), l'endroit que Mme de Sablé appelait *sensible* y a disparu. Plus rien de ce second paragraphe : « Les uns croient que c'est outrager les hommes, etc. » Après la fin du premier, où il est question des *jugemens bien différens* qu'on a faits du livre, on saute tout de suite au troisième, en ces termes : « L'on peut dire néanmoins que ce traité est fort utile, parce qu'il découvre, etc. etc. » Les autres petits changemens ne sont que de style. M. de La Rochefoucauld laissa donc tout subsister, excepté le paragraphe moins agréable. Le premier journal littéraire qui ait paru ne paraissait encore que depuis trois mois, et déjà on y arrangeait soi-même

(1) C'est ce que n'a pas fait Petitot, qui a donné, dans sa notice sur La Rochefoucauld, le projet d'article comme étant l'article même : il n'en a pas tiré parti.

son article. Les journaux se perfectionnant, l'abbé Prévost et Walter Scott y écriront le leur tout au long.

La part que Mme de Sablé eut dans la composition et la publication des *Maximes*, ce rôle d'amie moraliste et un peu littéraire qu'elle remplit durant ces années essentielles auprès de l'auteur, donnerait ici le droit de parler d'elle plus à fond, si ce n'était du côté de Port-Royal qu'il nous convient surtout de l'étudier : esprit charmant, coquet, pourtant solide; femme rare, malgré des ridicules, à qui Arnauld envoyait le Discours manuscrit de la *Logique* en lui disant: « Ce ne sont que des personnes comme vous que nous voulons en avoir pour juges; » et à qui presque en même temps M. de La Rochefoucauld écrivait : « Vous savez que je ne crois que vous sur de certains chapitres, et surtout sur les replis du cœur. » Elle forme comme le vrai lien entre La Rochefoucauld et Nicole.

Je ne dirai qu'un mot de ses *Maximes* à elle, car elles sont imprimées; elles peuvent servir à mesurer et à réduire ce qui lui revient dans celles de son illustre ami. Elle fut conseillère, mais pas autre chose. La Rochefoucauld reste l'auteur tout entier de son œuvre. Dans les quatre-vingt-une pensées que je lis sous le nom de Mme de Sablé, j'en pourrais à peine citer une qui ait du relief et du tour. Le fond en est de morale chrétienne ou de pure civilité et usage de monde; mais la forme surtout fait défaut; elle est longue, traînante; rien ne se termine ni ne se grave. La simple comparaison fait mieux comprendre à quel point (ce à quoi autrement on ne songe guère) La Rochefoucauld est un *écrivain*.

Mme de La Fayette, dont il est très peu question jusque-là dans la vie de M. de La Rochefoucauld, y intervient d'une manière intime aussitôt après les *Maximes* publiées, et s'applique en quelque sorte à les corriger dans son cœur. Leurs deux existences, dès lors, ne se séparent plus. J'ai raconté, en parlant d'elle, les douceurs graves et les afflictions tendrement consolées de ces quinze dernières années. La fortune, en même temps que l'amitié, semblait sourire enfin à M. de La Rochefoucauld ; il avait la gloire; la faveur de son heureux fils le relevait à la cour et même l'y ramenait : il y avait des momens où il ne bougeait de Versailles, retenu par ce roi dont il avait si peu ménagé l'enfance. Les joies, les peines de famille le trouvaient incomparable. Sa mère ne mourut qu'en 1672 : « Je l'en ai vu pleurer, écrit Mme de Sévigné, avec une tendresse qui me le faisait adorer. » Sa grande douleur, on le sait, fut à ce *coup de grêle* du passage du Rhin. Il y eut un de ses fils tué, et l'autre blessé. Mais le jeune duc

de Longueville, qui fut des victimes, né durant la première guerre de Paris, lui était plus cher que tout. Il avait fait son entrée dans le monde, vers 1666, à peu près l'année des *Maximes;* le livre chagriné et la jeune espérance, ces deux enfans de la Fronde ! Dans la lettre si connue où elle raconte l'effet de cette mort sur Mme de Longueville, Mme de Sévigné ajoute aussitôt : « Il y a un homme dans le monde qui n'est guère moins touché ; j'ai dans la tête que, s'ils s'étaient rencontrés tous deux dans ces premiers momens, et qu'il n'y eût eu personne avec eux, tous les autres sentimens auraient fait place à des cris et à des larmes que l'on aurait redoublés de bon cœur : c'est une vision. »

Jamais mort, au dire de tous les contemporains, n'a peut-être tant fait verser de larmes et de belles larmes que celle-là. Dans sa chambre de l'hôtel Liancourt, à un dessus de porte, M. de La Rochefoucauld avait un portrait du jeune prince. Un jour, peu de temps après la fatale nouvelle, la belle duchesse de Brissac, qui venait en visite, entrant par la porte opposée à celle du portrait, recula tout d'un coup, puis, après être demeurée un moment comme immobile, elle fit une petite révérence à la compagnie, et sortit sans dire une parole. La seule vue inopinée du portrait avait réveillé toutes ses douleurs, et, n'étant plus maîtresse d'elle-même, elle n'avait pu que se retirer (1).

Dans ses soins et ses conseils autour des gracieuses ardeurs de la princesse de Clèves et de M. de Nemours, M. de La Rochefoucauld songeait sans doute à cette fleur de jeunesse moissonnée, et il retrouvait à son tour à travers une larme quelque chose du portrait non imaginaire. Et même sans cela, le front du moraliste vieilli, qu'on voit se pencher avec amour sur ces êtres romanesques si charmans, est plus fait pour toucher que pour surprendre. Lorsqu'au fond l'esprit est droit et le cœur bon, après bien des efforts dans le goût, on revient au simple ; après bien des écarts dans la morale, on revient au virginal amour, au moins pour le contempler.

C'est à Mme de Sévigné encore qu'il faut demander le récit de sa dernière maladie et de ses suprêmes momens ; ses douleurs, l'affliction de tous, sa constance : il regarda *fixement* la mort. Il mourut le 17 mars 1680, avant ses soixante-sept ans accomplis. C'est Bossuet qui l'assista aux derniers momens, et M. de Beausset en a tiré quelque induction religieuse bien naturelle en pareil cas. M. Vinet semble

(1) Voir tout le récit dans les *Mémoires* de l'abbé Arnauld, à l'année 1672.

moins convaincu; on fera, dit-il, ce qu'on voudra de ces passages de Mme de Sévigné, témoin de ses derniers momens : « Je crains bien pour cette fois que nous ne perdions M. de La Rochefoucauld; sa fièvre a continué; il reçut hier Notre-Seigneur : mais son état est une chose digne d'admiration. Il est fort bien disposé pour sa conscience, *voilà qui est fait*.... Croyez-moi, ma fille, ce n'est pas inutilement qu'il a fait des réflexions toute sa vie; il s'est approché de telle sorte de ces derniers momens qu'ils n'ont rien de nouveau ni d'étranger pour lui. » Il est permis de conclure de ces paroles, ajoute M. Vinet, qu'il mourut, comme on l'a dit plus tard, *avec bienséance*.

On a rassemblé dans les pages suivantes un certain nombre de pensées qui ont paru plus ou moins analogues de forme ou d'esprit aux *Maximes*. Si, au premier vent qu'on en eut, l'envie en prenait *comme un rhume* vers 1665, rien d'étonnant que nous l'ayons gagnée à notre tour par un long commerce avec le livre trop relu. Il faut y voir surtout un dernier hommage à l'auteur, et même d'autant plus grand qu'on aura moins réussi.

I. Dans la jeunesse les pensées me venaient en sonnets, maintenant c'est en maximes.

II. En entrant au bal masqué, tout paraît nouveau; mais il vient un moment où l'on peut dire à toute cette bigarrure : *Beau masque, je te connais!*

III. La vanité dans l'homme est comme du vif-argent : chez les uns en masse, en globules chez d'autres. Quelques-uns se flattent de la détruire. Dès qu'ils voient le moindre globule, ils y mettent le doigt et le réduisent en parcelles : mais il y a toujours le même poids et la même quantité.

IV. Les humeurs et les mœurs sont diverses; mais elles rentrent toutes dans une certaine quantité de formes qui se reproduisent invariablement.

V. L'étude de la nature humaine est infinie : au moment où l'on croit la tenir et se pouvoir reposer un peu, elle échappe, et c'est à recommencer.

VI. Nos opinions en tout résultent de la nature individuelle de notre esprit bien plus que des choses.

VII. Si nous serrions bien de près notre persuasion la plus chère, nous verrions que ce que nous appelons plus ou moins *folie* dans les autres, c'est tout ce qui n'est pas purement et simplement notre

pensée propre et elle seule, tout ce qui n'est pas *moi : fou*, c'est le synonyme intime de *toi*.

VIII. En avançant dans la vie, il en est déjà des pensées de la plupart des hommes comme il en sera bientôt de leurs corps, qui tous iront en poussière aux mêmes élémens. Quelle que soit la diversité des points de départ, les esprits capables de mûrir arrivent, plus qu'on ne croit, aux mêmes résultats; mais les rôles sont pris, les apparences demeurent, et le secret est bien gardé.

IX. Le moment est dur où l'on s'aperçoit clairement qu'on n'a pas fait son chemin dans le monde à cause d'une qualité ou d'une vertu. Mais prenez garde : l'irritation qui en résulte, si elle se prolonge, vaut à elle seule ce mal qui révolte, et l'opère en vous.

X. Par un sens profond, le mot *innocence*, qui littéralement veut dire qu'on ne *fait* pas le mal, signifie qu'on ne le *sait* pas. Savoir le mal, si l'on n'y veille aussitôt, c'est le faire.

XI. Il y en a qui, pour avoir trop fait, chaque matin et chaque soir, le tour extérieur du Palais-Royal dans les infections et les boues, ne savent plus jouir d'une heure de soleil dans la belle allée.

XII. Combien de gens meurent avant d'avoir fait le tour d'eux-mêmes !

XIII. Il faut un peu d'illusion au train de la vie: quand on en sait trop le fin mot, la nature vous retire, parce que rien qu'à le regarder d'un certain air, on empêcherait le drame d'aller.

XIV. Si l'on se mettait à se dire tout haut les vérités, la société ne tiendrait pas un instant; elle croulerait de fond en comble avec un épouvantable fracas, comme ces galeries souterraines des mines ou ces passages périlleux des montagnes, dans lesquels il ne faut pas, dit-on, élever la voix.

XV. Jeunes, nous aimons, nous admirons à chaque pas; nous croyons aimer les autres : c'est notre jeunesse que nous aimons en eux.

— Mais quelques-uns, après la jeunesse, continuent d'admirer et d'aimer. — Heureuses natures! c'est leur jeunesse d'ame prolongée, c'est leur belle humeur heureuse et leur vive source de joie naturelle qu'ils continuent d'aimer autour d'eux.

XVI. Les lieux les plus vantés de la terre sont tristes et désenchantés lorsqu'on n'y porte plus ses espérances.

XVII. Il en est des lieux comme des œuvres des hommes : quand une fois leur réputation est faite, chacun y passe à son tour et les admire; si elle était à faire, bien d'autres qui sont sans nom pourraient concourir avec eux.

Des lieux cités, la moitié est à rabattre, une moitié seule reste divine.

XVIII. Il y a assez de variété dans les choses pour que chaque esprit juste, à son jour et selon son humeur, puisse y prendre sa part, paraître se contredire et avoir raison.

XIX. En appréciant La Rochefoucauld, on ne doit pas oublier ceci :

Tous ceux qui ont mal usé de leur jeunesse, ont intérêt à ce que ce soit une duperie que les hautes pensées de la jeunesse.

Il est vrai que, de leur côté, ceux qui en ont bien usé, c'est-à-dire sobrement, ont intérêt à ne pas perdre le fruit de leur économie.

XX. Si l'on se demandait à quelle occasion particulière on a commencé à lire dans tel ou tel cœur, on trouverait que c'est presque toujours en une circonstance intéressée où l'amour-propre en éveil est devenu perçant; mais il n'importe avec quelle vrille on ait fait le trou à la cloison, pourvu qu'on voie.

XXI. Montesquieu a dit des *Maximes* de La Rochefoucauld : « Ce sont les proverbes des gens d'esprit. » Et Voltaire : « C'est moins un livre que des matériaux pour orner un livre. » Ce sont des pierres fines gravées qu'on enchâsse ensuite dans le discours.

XXII. Les proverbes de Franklin sont des grains de pur froment à mettre en terre et qui fructifieront.

XXIII. Il n'y a pas un seul nom propre dans les *Maximes* de La Rochefoucauld; pour un penseur de cette condition, c'eût été déroger.

XXIV. On est piqué : on a reçu une lettre d'ami qui nous blâme, et on vient de cacheter pour lui une vive réponse. Par distraction on ouvre La Rochefoucauld et cette maxime s'est rencontrée : « Le vrai honnête homme est celui qui ne se pique de rien. » On jette au feu sa réponse; mais, comme les *Maximes* de La Rochefoucauld ne corrigent pas, on reste piqué.

XXV. Une grande partie des qualités du style, chez tel auteur brillant, tient à un défaut du caractère. L'inquiétude chatouilleuse où il est de chacun le force de s'ingénier aux nuances : plus calme, il ferait moins.

XXVI. Le poète, l'artiste, l'écrivain n'est trop souvent que celui qui sait rendre : il ne garde rien.

XXVII. Il y a des jours où l'esprit s'éveille au matin, l'épée hors du fourreau, et voudrait tout saccager.

XXVIII. Le degré où l'ennui prend est l'indice le plus direct peut-être de la qualité de l'esprit. Ceux qui s'ennuient vite sont délicats, mais légers. Ceux qui ne s'ennuient pas aisément sont vite ennuyeux. Ceux qui, tout en ressentant l'ennui, le supportent trop long-temps, finissent par s'en imbiber et l'exhaler.

XXIX. Un peu de sottise avec beaucoup de mérite ne nuit pas : cela fait levain.

XXX. A la philosophie du XVIIIe siècle, qui préconisait la nature de l'homme, a succédé le gouvernement parlementaire, qui lui fait des complimens soir et matin : comment ne serait-il pas gâté?

XXXI. A tous ces édifices fantastiques, à ces façades de palais enchantés que nos philosophes construisent au plus grand honneur et bonheur de l'homme, je lis toujours cette ironique inscription tirée du plus pieux des poètes : *Mortalibus ægris!*

XXXII. On a beaucoup parlé de la folie de vingt ans, il y a celle de trente-cinq, qui n'est pas moins particulière ni moins fréquente : Alceste après Werther. Rousseau n'a écrit qu'après cette seconde folie et a continuellement mêlé les deux en un même reflet.

La Rochefoucauld l'a dit : En vieillissant on devient plus fou et plus sage.

Si quelqu'une des précédentes maximes choquait trop, je me promets bien de ne pas tarder à la réfuter.

SAINTE-BEUVE.

HISTOIRE PARLEMENTAIRE

DE

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR MM. BUCHEZ ET ROUX.[1]

L'*Histoire parlementaire de la Révolution française*, publiée par MM. Buchez et Roux, est aujourd'hui tout-à-fait terminée et ne forme pas moins de quarante volumes. C'est la collection la plus complète de tout ce qui s'est dit, écrit et pensé pendant le long enfantement de notre régénération. Non-seulement elle reproduit les débats de nos assemblées, de la constituante, de la législative, de la convention, du conseil des cinq cents, du conseil des anciens, du tribunat, du sénat, du corps législatif, de la chambre des représentans pendant les cent jours; mais elle nous fait connaître deux faces de la révolution que des publications du même genre avaient laissées dans l'ombre : nous voulons dire le club des jacobins et la presse révolutionnaire. Enfin, trente-trois volumes de l'*Histoire parlementaire* s'ouvrent tous par une préface où se développe une doctrine particulière. Comment l'esprit, au milieu de tant de matériaux,

(1) Paris, Paulin, libraire-éditeur, rue de Seine, 33.

ne chercherait-il pas à se rendre compte de ce qu'il doit admettre et de ce qu'il doit rejeter?

Il est, dans l'histoire des sociétés humaines, des faits primordiaux dont la fécondité paraît inépuisable. D'innombrables générations en ressentent les effets, et elles en déduisent, à travers les siècles, les conséquences dernières. La révolution française est un de ces faits générateurs, et nous ne nous apercevons pas assez que nous sommes au début de ses déductions, méprise ordinaire qu'on retrouve souvent dans l'histoire, et dont ne peut même nous préserver l'expérience d'une humanité qui se croit vieille. Je voudrais ici, m'occupant, non des hommes, mais des principes, non des faits, mais des idées, discerner ce qui, dans les théories conçues par nos pères, est durable et vrai, ce qu'elles peuvent avoir d'éphémère et de controuvé; distinguer dans leurs passions les élans généreux d'avec les emportemens injustes, les flammes pures de l'enthousiasme d'avec les sombres ardeurs du délire et du crime. Cet examen nous semble d'autant plus opportun, que le moment est arrivé pour notre âge d'affirmer son esprit et son but. Il a, pour ainsi dire, assez cultivé sa mémoire; il doit surtout aujourd'hui exercer son jugement : il sait assez d'où il procède, il doit s'informer où il tend. Les traditions et les faits révolutionnaires sont présens à la pensée de tous; ils ont triomphé de l'oubli qu'avaient voulu jeter sur eux l'empire et la restauration : connus, ils veulent être jugés. Quand l'homme est en pleine possession de sa raison, le premier usage qu'il en fait n'est-il pas de jeter un œil scrutateur sur les traditions et les maximes avec lesquelles on l'a élevé, de les soumettre à une analyse sévère, afin de connaître ce qu'elles renferment d'alliage et d'erreurs, ce qu'elles contiennent de vérités et d'or pur? Dans l'ordre politique, la même obligation se retrouve, et nous l'estimons aujourd'hui plus impérieuse que jamais; car il faut marcher en avant, il faut savoir à quel génie appartiendra notre siècle, s'il sera la proie de mouvemens désordonnés, la dupe de parodies impuissantes, ou bien si, vivant de sa propre pensée, il pourra remplir le devoir et la grandeur d'une originalité nécessaire.

La France du dernier siècle, jusqu'à l'explosion de 1789, fut une académie et un salon. On élaborait les idées; on écrivait des livres clairs, précis, éloquens. Les théories les plus hardies circulaient dans des entretiens vifs et légers; et tout avait été conçu, rédigé, compris, avant que l'action commençât. Tous conspiraient pour une réforme générale, aucun ne pensait qu'il pût en être victime; on ne demandait rien contre personne. Rien de plus caractéristique et de plus

honorable pour l'esprit français que cette bonne foi et cette sécurité. La noblesse applaudissait à l'ambition et aux talens du tiers-état. La grande majorité du clergé des villes et des campagnes ne croyait pas que la religion fût menacée par les progrès et les applications de la philosophie. Lorsque la révolution de 1640 éclata de l'autre côté du détroit, la lutte s'engagea sur l'interprétation de la constitution même; les deux camps furent sur-le-champ nettement tracés, et, après la guerre, les résultats politiques d'une collision qui avait immolé un roi sans changer la société furent rédigés d'une manière précise. Chez nous, rien de pareil; on ne songe pas, au début, à se combattre les uns les autres, mais à marcher tous ensemble vers une félicité commune; on va vers l'inconnu, et l'on se propose l'infini. Ce fut notre grandeur dans l'histoire de l'humanité, ce fut notre écueil pour nos intérêts politiques. Chaque siècle refera l'histoire de la révolution française : ce magnifique sujet viendra toujours d'intervalle en intervalle provoquer le génie de l'artiste et du penseur, et cette inévitable séduction multipliera les peintures de ce prodigieux mouvement. Mais si nos pères ont légué à l'imagination et à la philosophie des âges futurs un inépuisable aliment, ils ne nous ont pas laissé, à nous, une succession claire, un héritage tranquille. L'irruption des idées, et non le développement des institutions, a produit les changemens sociaux qu'a commencés l'année 1789. Tout a été immense, mobile, variable. Nous avons ébranlé le monde, et nous ne sommes pas encore remis du choc que nous lui avons imprimé. Mais aujourd'hui que les autres peuples ont reçu la commotion électrique, il nous est bien permis de songer à nous et d'appliquer nos forces à nos propres destinées. Le dévouement d'une nation a des bornes; il est beau sans doute pour un peuple de répandre des idées et de distribuer aux hommes des principes, comme un pain fortifiant, mais à la condition de survivre à son apostolat. Un peuple ne peut pas, comme un seul homme, disposer de lui-même, pour se jeter dans le gouffre au profit de tous, et il doit se proposer la perpétuité comme un devoir sacré. Quand la Grèce eut donné la philosophie au monde, elle mourut, comme si elle eût partagé la ciguë avec Socrate. La Judée, comme nation, expira sur la croix du Christ; car, lorsqu'elle eut enfanté la religion nouvelle, elle fut dispersée et condamnée au vagabondage d'un exil éternel. Heureusement il a été donné aux peuples modernes d'échapper à la fatalité antique; mais c'est toutours un périlleux honneur de donner la vie à une grande idée, et cette gloire onéreuse veut être accompagnée de beaucoup de pru-

dence. Comme la révolution française a été de tous les mouvemens de l'histoire moderne le plus fécond en idées et en passions, elle se trouve naturellement, pour le peuple qui en fut le promoteur, une cause de grandeur et de périls, de régénération et de ruines. On peut lui dire comme Joad au Dieu des Juifs :

Tu frappes et guéris, tu perds et ressuscites.

Or, qu'y a-t-il de mieux à faire, après des crises héroïques, que de recueillir et de concentrer toutes les ressources de la vie pour passer de la fièvre à la santé, de l'exaltation à la force qui se modère, se connaît et s'augmente par ce gouvernement d'elle-même?

Ce qui distingue la révolution française dans l'histoire des sociétés, ce n'est pas d'avoir fait retentir si haut les mots et les principes de démocratie et d'égalité. Que de fois, avant elle, ces mots proclamés avaient servi de signal à des commotions politiques! Mais ne relever dans ses entreprises que de l'autorité de l'esprit humain, se séparer des traditions pour les juger toutes, et n'admettre, en les transformant, que celles qui pouvaient gagner leur cause au tribunal de la raison; enfin, opérer un changement radical dans les institutions et les destinées d'un peuple, au point de vue métaphysique, voilà ce qui se passa en 1789, voilà qui fut inoui, voilà qui fut nouveau. La réforme de Luther au XVIe siècle avait procédé par l'interprétation des textes et par le retour aux erremens du christianisme primitif. La révolution française ne s'attachait qu'à la pensée même, prise dans sa plus pure abstraction. Aussi de grands métaphysiciens, qui la contemplaient comme un spectacle, la saluèrent avec enthousiasme; Kant et Fichte reconnaissaient dans ses principes l'indépendance pratique de cette raison dont ils professaient la souveraineté dans la sphère spéculative.

Ainsi s'ouvrait pour les sociétés une expérience immense; on faisait de la raison aux affaires humaines une application directe, et l'ère philosophique commençait. Tout est contenu dans ce fait fondamental, la nouveauté de l'œuvre, sa grandeur, ses dangers, l'inévitable fatalité qui devait entraîner à des erreurs les imaginations surexcitées, l'infini de l'avenir, la multiplicité des événemens et des formes que devait amener et que pouvait revêtir l'idée révolutionnaire. On vit les représentans d'un grand pays penser comme un seul homme, écrire une société nouvelle comme un livre, et leur raison sut édifier en même temps qu'elle effaçait. L'esprit humain, dans ce début qui intéressait tous les peuples, n'eut point à se plaindre

du génie français, qui se montra, dans une entreprise si nouvelle, organisateur et positif. La constituante, la convention, l'empereur, ont apporté dans la discussion des droits, des intérêts et des affaires, une affirmation puissante, et la révolution française durera, parce que son esprit est positif. Elle pourrait être fort compromise, si elle n'eût fait que protester et déclamer; mais comme, dans une existence de cinquante années, elle a déjà su se faire un héritage, et, pour ainsi dire, une antiquité d'institutions et de lois qui lui appartiennent, elle est destinée à toujours gagner en profondeur dans le sol, en étendue sur la surface du globe.

On peut se représenter l'esprit de l'homme s'appliquant aux affaires humaines dans trois situations principales : il renverse de fond en comble les institutions établies, il en crée d'entièrement nouvelles, ou bien il réforme, développe et transforme les institutions qui sont debout. Dans les deux premiers rôles, il paraît plus en saillie; révolutionnaire ou fondateur, il est la cause présente et exclusive de tout ce qui périt et de tout ce qui s'élève. Aussi les hommes qui se sont habitués à ce grand spectacle sont enclins à penser qu'il n'y a d'autre occupation digne de l'activité humaine que de tout jeter bas et de construire sur de nouveaux fondemens. Cependant on ne peut ni toujours détruire, ni toujours fonder, et la continuité de ce qu'elles trouvent en arrivant à la vie est aussi un devoir pour les générations. L'homme politique se trouve-t-il à une de ces époques où les bases de la société sont usées par le temps, où tout est impuissant, corrompu, où il n'y a rien à développer parce que tout est à retrancher, qu'il soit alors hardiment révolutionnaire, qu'il renverse et qu'il édifie; c'est le moment où il est permis d'être Mirabeau, où il n'est pas hors de propos d'être Sieyes. Que si, au contraire, il vit dans un temps héritier de ces grandes innovations qui changent les empires, où l'esprit nouveau, malgré les progrès et les conquêtes qui lui restent à faire, est cependant plutôt satisfait qu'opprimé, où il exerce sur les destinées sociales une initiative d'autant plus certaine, qu'elle sera plus habile et plus modérée, il acceptera son époque avec les différences qui la distinguent et les obligations qu'elle lui impose; il n'enflera pas sa voix pour imiter le tonnerre des premiers tribuns de la révolution; il ne se désespérera pas de ne pouvoir tracer d'un seul jet une constitution complète; mais, étudiant la réalité sans colère comme sans dédain, examinant le corps social dans son ensemble et ses détails, il en reconnaîtra les parties vigoureuses, à quels endroits moins sains il faut appliquer le remède et la réforme. La rai-

son n'a plus nulle part d'invasion à faire, puisque son droit est reconnu dans les trois domaines de la religion, de la philosophie et de la politique; mais elle doit s'affermir là où elle est acceptée, et s'y fortifier en exerçant sur elle-même et sur ses méthodes un travail de perfectionnement. C'est dans l'étendue de ses vues et de ses conceptions qu'elle trouvera des forces et des applications nouvelles : en face des constitutions des sociétés modernes, elle ne doit plus tant se porter comme adversaire que comme arbitre. Faut-il se plaindre de vivre dans un siècle où les passions haineuses s'éteignent à mesure que les lumières brillent, où l'esprit de l'homme qui s'interroge de bonne foi ne peut plus partager les vives colères que gardaient comme un culte les ames de nos ancêtres, où il n'est plus ni protestant, ni catholique, ni royaliste, ni républicain, mais où il cherche la vérité pour elle-même, où il ne peut trouver de satisfaction que dans l'intelligence complète de l'ensemble des choses? Cette transformation dans notre manière de sentir et de penser est le plus sûr indice des changemens qui attendent le monde. Il faut bien que nos petites dissensions tombent avec les barrières et les obstacles qui séparent les peuples. Évidemment, pour les sociétés, l'ancre de salut est dans la pénétration toujours plus profonde de la réalité; elles n'ont plus d'illusions; leurs croyances s'altèrent, parce que la foi, cette immortelle affection de l'ame, se déplace et change d'objet; la réflexion seule peut les conduire, en leur faisant connaître de plus en plus les lois générales qui gouvernent l'homme et les peuples. Pendant que l'Orient, sous l'influence de l'Europe, s'initie aux principes de volonté individuelle, et tempère par nos inspirations libérales ses tendances immodérées vers une fatalité sans limites, l'Occident pourrait sans dommage recevoir quelques leçons de ce génie méditatif, qui sait étudier, pour les accomplir, les desseins de Dieu, et prendre une assiette stable au moment même où une agitation salutaire remue les peuples entre le Gange et le Nil.

La révolution française a été mise au monde par la volonté individuelle; c'est le *moi* de Descartes devenu mouvement politique. Il se trouva que la très grande majorité des membres d'une même nation fut animée en même temps de la conscience des droits naturels et imprescriptibles que l'homme apporte en naissant, et que par cet accord elle put en assurer le triomphe. Le point de départ fut donc le droit individuel, et le résultat un nouveau droit social. Pour la première fois dans l'histoire, des principes abstraits devinrent rapidement des faits puissans, et cette prompte métamorphose conve-

nait bien au génie du peuple chez lequel elle s'accomplissait. Nous concevons naturellement les choses humaines d'une manière abstraite et générale; puis nous nous proposons sur-le-champ l'application des maximes auxquelles nous nous sommes arrêtés, quelle que soit l'étendue de leurs effets.

Aussi ce droit social, qui venait de se former par l'unanimité des consciences individuelles, ne tarda pas, de conséquence qu'il était, à devenir à lui-même sa cause et sa loi, et l'on vit bientôt la société nouvelle se substituer à la personnalité de chacun. Là est la force du droit nouveau qui s'est développé depuis 1789: individuel par sa racine, dès son apparition il a été social dans sa forme; né de l'homme, il s'est fait humanité.

Comment mieux prouver ce que nous affirmons qu'en rappelant que le principe de la souveraineté nationale fut inscrit tout à côté du droit et de la liberté naturelle de l'homme? L'homme se sentait libre et la nation souveraine par le même acte de conscience et de raison. Décréter que la souveraineté résidait dans la nation, ce n'était pas décréter le despotisme des masses; c'était dire : La France est un être moral dont le génie doit régler la destinée : ce génie aura désormais des représentans légaux dont la majorité rédigera la loi sociale. Il y avait dans cette formule promulguée tous les élémens de la vérité; car l'intelligence, ce principe suprême des choses, se retrouvait tant dans l'idée de souveraineté, qui n'est pas un pouvoir capricieux, que dans la majorité nationale, qui n'est pas une multitude ignorante. C'est donc un grossier sophisme de prétendre que les principes de la révolution française contiennent le droit d'insurrection pour une minorité : ils le lui refusent, au contraire, de la manière la plus expresse et la mieux motivée.

Dès-lors il devint facile d'établir dans les lois et dans les faits une distinction fondamentale, il devint facile de ne plus confondre le gouvernement avec la souveraineté même; et c'est ici qu'éclata par des signes irrécusables tout ce qu'il y avait d'infini dans l'esprit de la révolution française. Elle n'érigea pas en devoir essentiel telle ou telle forme de gouvernement, et ne fit ni une religion de la république, ni un crime de la monarchie. C'est l'instinct des révolutions morales qui doivent changer le monde de ne pas enfermer leur fortune dans des entraves, leur génie dans des enveloppes qui ne dépendent que de l'action du temps. Ainsi, le christianisme entra dans les institutions païennes, et les fit tomber par sa vertu, sans même les avoir discutées. Plus tard, il revêtit les formes les plus diverses, tant dans sa propre

hiérarchie que dans les gouvernemens temporels, et c'est à cette flexibilité qu'il doit encore sa force. Nos pères montrèrent donc une grande justesse d'esprit, quand ils acceptèrent le gouvernement monarchique après avoir établi le principe de la souveraineté nationale, et ils ne mentirent pas à la vérité des choses. Un homme, en 1791, comprit très bien tout cela, non pas en métaphysicien, mais en politique, et il l'exprimait avec sa verve oratoire : « Je demande, disait Barnave, à celui de vous tous qui pourrait avoir conçu contre le chef du pouvoir exécutif toutes les préventions, tous les ressentimens les plus profonds et les plus animés; je lui demande de nous dire s'il est plus irrité contre lui qu'attaché à la loi de son pays. Et remarquez que cette différence naturelle à l'homme libre, entre l'importance des lois et l'importance des hommes, que cette différence doit surtout s'établir relativement au roi, dans une monarchie libre et représentative..... Vous avez fait une constitution vicieuse, ou bien celui que le hasard de la naissance vous donne ne peut pas être si important, par ses actions personnelles, au salut du gouvernement, et doit trouver dans la constitution le principe de sa conduite et l'obstacle à ses erreurs. S'il en était autrement, ce ne serait pas dans les fautes du roi que j'apercevrais le plus grand danger, ce serait dans ses grandes actions; je ne me méfierais pas tant de ses vices que de ses vertus; car je pourrais dire à ceux qui s'exhalent avec une telle fureur contre l'individu qui a péché, je leur dirais : — Vous seriez donc à ses pieds si vous étiez contens de lui ! » Barnave, en parlant ainsi, commentait éloquemment le *Contrat social*, dont la doctrine avait passé dans la constitution, et s'efforçait d'entraîner ses concitoyens dans la pratique d'une liberté possible.

Malheureusement, les idées n'ont pas la soudaine puissance d'éclairer et de désarmer les passions. Les législateurs de la révolution avaient assigné au gouvernement sa place, ses devoirs et ses droits, mais sans convaincre les esprits, et sans obtenir d'eux l'obéissance, tant à la vérité qu'à la loi. On ne songeait au gouvernement que pour le soupçonner, l'accuser et le maudire; on ne se rappelait pas ce que Rousseau lui-même avait enseigné, que les citoyens, souverains d'un côté, sont sujets de l'autre (1); que le gouvernement, pour être bon, doit être relativement plus fort à mesure que le peuple est plus nombreux (2). Alors, les hommes politiques et les masses tombèrent

(1) *Contrat social,* liv. III, chap. I.
(2) *Ibid.*

dans ce contre-sens de calomnier et de détruire leur œuvre, leur instrument, et la société fut entretenue dans un état d'insurrection permanente. Tout cela s'explique sans doute par la fatalité des passions révolutionnaires, et il serait puéril de s'étonner de ces déviations fougueuses; mais il ne faut pas moins remarquer les habitudes qu'elles ont laissées après elles. Depuis cinquante ans, la nation française, si l'on excepte le consulat et les premiers temps de l'empire, a toujours eu à l'égard de ses divers gouvernemens des sentimens de défiance et de négation : pendant les quinze années de la restauration, ces habitudes se sont élevées au rang de théories et de vérités politiques. Jean-Baptiste Say, faisant d'une épigramme de Beaumarchais un axiome social, disait que, pour un gouvernement, c'est déjà faire beaucoup de bien que de ne pas faire de mal. Benjamin Constant, avec la dextérité la plus ingénieuse, tirait des maximes de l'opposition anglaise un système de philosophie politique. Aujourd'hui il est permis de reconnaître que les gouvernemens ne sont ni une institution de droit divin, ni un fléau envoyé aux peuples par la colère de Dieu. Un gouvernement est le ministre de la société, il est la société même s'appliquant à la gestion des intérêts généraux. En aucun temps sa bonté n'est absolue; en aucun temps ses intentions ne sont radicalement perverses. Reflet des mœurs sociales, il en suit nécessairement les progrès : depuis qu'à la fin du XVe siècle l'esprit humain est entré dans un mouvement nouveau, il a fait pénétrer dans les gouvernemens toutes les réformes qu'il a voulues avec fermeté et qu'il avait raison de vouloir.

Si la révolution française avait judicieusement distingué la souveraineté du gouvernement, elle ne montra pas un sens moins droit dans la manière dont elle établit le dogme de l'égalité. Que les hommes soient égaux par la racine même de leur nature, voilà une vérité qui a toujours été confusément sentie dès qu'il y a eu société humaine, quelque imparfaites ou si tyranniques qu'aient été les formes de l'association. C'est le développement de cette vérité même qui fait dans l'histoire la différence des temps et des constitutions, car elle fut toujours présente, même au milieu des castes de l'Inde et de l'Égypte, puisqu'on ne pouvait l'opprimer qu'en la reconnaissant. Elle devait encore être moins oubliée dans l'ordre de la spéculation pure, et partout nous trouvons sa trace dans les monumens de la philosophie antique. La fameuse théorie d'Aristote sur l'esclavage ne nous dément pas; car elle était une contradiction flagrante des enseignemens de Socrate et de Diogène. Sénèque, qui résuma la sagesse

du polythéisme quand Virgile en eut résumé la poésie, exprima de toutes les manières que les hommes ont les mêmes commencemens et la même origine, que nul n'est plus noble qu'un autre, s'il n'a l'esprit plus droit et mieux doué (1). Le christianisme, qui tira sa plus grande puissance de la promesse d'une autre vie, déclara les hommes égaux devant Dieu, pour la rétribution des récompenses et des peines éternelles. Aussi cette manière de poser la question n'empêcha pas les sociétés modernes de puiser leur origine et leur légitimité dans l'antiquité des races et la noblesse du sang. L'esprit lutta contre ces obstacles. Les prêtres et les jurisconsultes représentèrent les résistances et la supériorité de l'intelligence. Les lettrés et les philosophes leur succédèrent. Enfin la conscience sociale fut émue; elle proclama tout ensemble l'égalité des hommes entre eux et les droits de l'esprit. La loi révolutionnaire écrivit ces mots : Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Tous les citoyens sont admissibles aux places et emplois, sans autre distinction que celle des vertus et des talens. On eût dit qu'on se fût proposé de traduire la pensée du philosophe romain que nous avons cité : *Nisi rectius ingenium et artibus bonis aptius.*

La conséquence de cette reconnaissance de l'égalité était l'élection, qui n'est elle-même que la volonté envahissant la sphère du hasard. Au fond, dans la réalité, tout est élection. Quelque chose et quelqu'un sont toujours préférés à d'autres choses et à d'autres hommes, et la liberté est incessamment présente à quelque degré dans les faits sociaux. Mais il y a des époques et des constitutions où elle se manifeste davantage, où elle s'écrit expressément. Alors les affaires humaines ne vont plus par instinct, mais par délibération : on discute les actes et les hommes; on parle beaucoup, quelquefois trop; souvent aussi l'élection démocratique est corrompue par l'envie, la calomnie, l'ignorance; et, si l'investiture par la naissance ou par le choix du roi a ses inconvéniens, l'élection populaire a aussi ses écueils. Le problème que doit se proposer toute démocratie intelligente, est d'arriver au choix du mérite par le bon sens; il ne saurait jamais recevoir une solution complète, et voici pourquoi : choisir, c'est préférer; préférer, c'est juger. Un jugement à porter sur les choses et sur les hommes demande une raison tantôt moyenne, tantôt supérieure; les électeurs officiels d'une démocratie peuvent souvent suffire à la première

(1) Eadem omnibus principia, eademque origo : nemo altero nobilior, nisi cui rectius ingenium et artibus bonis aptius. (*De Beneficiis*, lib. III, cap. XXVIII.)

occurrence, rarement à la seconde. Rome républicaine consolidait sa liberté intérieure et sa gloire au dehors, quand elle remettait au sénat, s'exprimant par l'organe d'un des consuls, le choix d'un dictateur. L'état où l'élection populaire règne seule, manque d'un élément nécessaire, car la société se trouve privée de la force que lui prêterait le jugement des esprits supérieurs sur ses destinées, ses actes et ses affaires. Cette considération n'échappait pas à un des plus profonds penseurs de la révolution, quand, après avoir distribué la France en trois divisions politiques, la commune, le département et l'état, il imaginait de confier le pouvoir exécutif à un *proclamateur-électeur,* fonctionnaire supérieur, inamovible, irresponsable, qui représentait la nation au dehors, constituait le gouvernement avec un conseil d'état délibérant et un ministère responsable, choisissait dans les listes de candidature des juges, depuis les tribunaux de paix jusqu'à la cour de cassation, des administrateurs, depuis les maires jusqu'aux ministres (1). On sait avec quelles expressions de dédain cynique cette proposition fut repoussée par celui qui montrait de plus en plus l'audace et le génie de César. Mais il n'est pas moins remarquable qu'un homme aussi sincère et aussi complet que Sieyes, comme démocrate et comme *idéologue*, ait pensé que la république ne pouvait exister sans un élément et des fonctions qui rappelaient exactement la royauté; c'était pour établir la démocratie qu'il lui demandait de se modérer et de reconnaître d'autres faits qu'elle-même. La loi d'élection est une loi nécessairement mobile qu'il faut, d'époque en époque, amender et modifier; c'est l'expression légale de la démocratie, dont le plus grand intérêt est que jamais la somme de ses droits ne dépasse la mesure de ses lumières.

Ce rapport intime entre l'élection et la capacité morale de l'électeur fut saisi sur-le-champ par les fondateurs de la révolution, qui jetèrent les bases d'une *instruction publique* commune à tous les citoyens, et gratuite pour les connaissances indispensables. Le plan d'une éducation nationale, qui figure parmi les premières pensées de nos pères, témoigne qu'ils entendaient fonder la liberté sur l'intelligence, et populariser les idées, pour rendre le nouveau droit social applicable et légitime. On trouve toujours, chez les initiateurs du mouvement de 1789, la double conscience de la dignité de l'homme et de la solidarité sociale; ils pourront, un moment, être plus préoccupés de l'un de ces faits que de l'autre, mais au fond ils travaille-

(1) *Histoire de la révolution française*, par M. Mignet, chap. XIV.

ront à les concilier tous les deux. S'ils restituent à la nation les biens que possédait l'église, comme un dépôt et un instrument, ils ne reconnaissent pas moins que la propriété émane de la personnalité humaine, et doit être inviolable comme elle. Leur raison peut subordonner le droit individuel à l'intérêt social, mais elle le consacre par le sacrifice même qu'elle lui demande.

C'est dans l'organisation interne de la société que se manifesta la force de l'esprit nouveau; dans cette France, partagée jusqu'alors par des coutumes, des habitudes, des préjugés si dissemblables, il créa une législation uniforme. Montesquieu demandait avec raison si la grandeur du génie ne consisterait pas à savoir dans quel cas il faut l'uniformité, et dans quel cas il faut des différences. S'il eût assisté à la révolution française, il eût reconnu que le moment était venu, pour la France, d'une grande uniformité; elle jaillissait naturellement de la conscience sociale, comme de la pensée d'un seul homme. Les idées se trouvaient assez fécondes et assez mûres pour enfanter de nouvelles mœurs; aussi les changemens s'opérèrent sans contrainte ni violence; aussi l'uniformité qui s'établit en France ne fut pas, pour ainsi parler, mécanique; mais elle fut une uniformité vivante qui devait elle-même être la cause d'une organisation forte et d'une variété nouvelle. En effet, quand une loi uniforme s'étend à propos sur un vaste empire, elle s'y enracine promptement, et ne tarde pas à produire des mœurs qui bientôt deviennent des coutumes; c'est une autre vie qui sort d'un principe fécond. Cela se voit en France depuis cinquante ans. Les lois nouvelles et fondamentales de l'ordre politique et civil ont passé dans la pratique commune, dans les habitudes de tous, et l'uniformité de la règle s'est trouvée naturellement tempérée par les inévitables mouvemens de la liberté humaine. Voilà ce qui fonde vraiment un ordre social et le rend indestructible, parce que tout y a concouru, parce qu'aucun élément de la vie générale n'a été laissé en arrière.

Comment une rénovation aussi complète de la nation française, dans ses idées et dans sa propre constitution, ne lui eût-elle pas inspiré, à l'égard des autres peuples, des sentimens supérieurs aux anciens préjugés et à de vieilles antipathies? L'auteur de l'*Esprit des Lois*, en comparant le droit des gens européen à celui de la république romaine, dit qu'en ce point il faut rendre hommage à nos temps modernes, à la raison présente, à la religion d'aujourd'hui, à notre philosophie, à nos mœurs. Le droit des gens, dont ce grand homme félicitait ainsi l'Europe, était un effet naturel des principes

chrétiens, et avait reçu sa première rédaction scientifique de Grotius qu'inspirait l'esprit évangélique de la réforme. Mais au XVIII[e] siècle les idées étaient encore supérieures à cette pratique même, et l'esprit avait embrassé toute l'étendue de la solidarité humaine. Ce qui n'avait été qu'une affection de l'ame, était devenu une théorie rationnelle que la majorité nationale concevait assez fortement pour l'écrire dans ses lois. Pour la première fois, on vit un peuple déclarer officiellement qu'il renonçait à entreprendre aucune guerre, dans la vue de faire des conquêtes, et qu'il n'emploierait jamais ses forces contre la liberté d'aucune nation. Comme il fallait que le sentiment de l'humanité eût pénétré à fond dans les entrailles du peuple français, pour que ses représentans aient pu faire spontanément cette déclaration philosophique! Les évènemens devaient un peu contrarier ces promesses, mais elles n'en furent pas moins dictées par une sainte affection pour le genre humain. La France se déclarait citoyenne du monde, et par là méritait d'en être la reine; plus elle témoignait d'un désintéressement sincère, plus elle abdiquait la force qui envahit, plus sa glorieuse et pacifique initiative lui méritait la première place au banquet des nations. Elle conviait les autres peuples à l'imiter dans l'œuvre de sa régénération; elle n'avait pas l'ambition jalouse d'un affranchissement égoïste, elle ne disait pas, comme une des héroïnes de Corneille :

La liberté n'est rien quand tout le monde est libre (1).

Mais elle ne se proposait pas non plus d'imposer à d'autres la liberté par la violence, et confiait l'avenir des peuples à l'irrésistible attraction des principes qu'elle avait embrassés. Elle comprenait que sa révolution, fille du génie philosophique, ne devait pas convertir par le glaive, comme Mahomet et Charlemagne, et que les allures du fanatisme religieux ne lui convenaient pas.

Sur presque tous les points importans, les aperçus des fondateurs de la révolution se recommandèrent par une sagacité pénétrante, et nous pouvons confirmer cet éloge par la manière dont furent entendus les rapports de l'église et de l'état. Depuis l'origine de la société française, ces rapports s'étaient réglés naturellement suivant les développemens de la civilisation même. A mesure que l'état, représenté par les rois, les parlemens et les grands ministres de la monarchie, avait affermi son autorité politique et conduit avec intelligence les

(1) Viriate dans *Sertorius*.

affaires et les destinées du pays, ces progrès et cette action avaient circonscrit, en les respectant, l'influence et le pouvoir de l'église. Aussi n'est-il pas téméraire d'affirmer qu'en cette matière la révolution ne fit que suivre les erremens du régime qu'elle changeait. La constitution civile du clergé qu'elle décréta n'était un empiétement ni sur la doctrine ecclésiastique ni sur l'autorité papale; elle était une traduction et une conséquence des vieilles libertés gallicanes. Il était de droit public, dans l'ancienne monarchie, que le magistrat politique exerçait son examen et sa répression sur tout ce qui concernait la discipline extérieure et l'exercice de l'autorité du clergé. En ce point la révolution n'innovait pas, elle continuait. Quels étaient d'ailleurs les rédacteurs des lois nouvelles qui réglementaient l'église ? Des chrétiens jansénistes. C'était, par un singulier retour de fortune, l'esprit de Port-Royal qui conduisait la plume de Camus, prescrivant aux membres du sacerdoce le serment constitutionnel. L'intention manifeste de nos pères fut d'unir la France nouvelle et la religion catholique, sans confondre l'ordre politique avec l'ordre spirituel. On sait quelles horribles tempêtes succédèrent à ce sage dessein. Mais aujourd'hui les rapports entre l'église et l'état sont déterminés et paisibles. L'église possède l'indépendance spirituelle; l'état, la souveraineté politique; l'église est dans l'état, et il dépend d'elle de s'y incorporer de plus en plus; l'état vénère l'église, la dote et la surveille. L'église, dépositaire des antiques doctrines de la spiritualité chrétienne, les communique aux ames qui les appellent. L'état conçoit les pensées du siècle, les mûrit et les applique : c'est le cerveau de la société.

Les lois qui furent écrites pendant les deux premières années de la révolution, ont un caractère théorique, et, pour ainsi parler, prêcheur, qu'on ne peut méconnaître : on dirait qu'elles veulent être plutôt un enseignement qu'une règle. C'est comme le commencement de quelque chose d'infini. Dénouement d'un siècle, exorde d'un autre, effet et cause tout ensemble, conséquence et principe, la révolution est à la fois dans son essence l'application de vérités senties et la recherche de vérités inconnues. Elle est une religion rationnelle qui a cet avantage sur d'autres religions, de n'être pas enchaînée par des textes éternellement obligatoires, mais qui quelquefois aussi a pu s'égarer dans cet infini même. Au XVI[e] siècle, on demandait toute vérité à l'Écriture interprétée par l'esprit; la révolution française l'a demandée à l'esprit humain lui-même, s'interrogeant sans cesse pour résoudre les questions que lui pose la nature des choses : la liberté est donc de l'essence même de la révolution; aussi, tout en annonçant des

vérités sociales, tout en fécondant les affirmations de son génie, il lui est interdit, sous peine de manquer à sa propre loi, d'employer la violence et le despotisme pour assurer le triomphe de ce qu'elle a conçu.

Et cependant il y eut un débordement de passions furieuses et d'idées fausses, qui, rompant toute digue, donnèrent un démenti funeste à toutes les vérités et à toutes les espérances. L'esprit s'égara et le cœur s'avilit, comme si la profondeur de la chute devait expier la sublimité de l'essor. Il arriva qu'un mouvement philosophique et social, qui s'était fait au nom de tous et dans l'intérêt de tous, devint entre les mains de quelques-uns un monopole sanglant; on poussa le *peuple* à proscrire la bourgeoisie, et les dernières classes s'insurgèrent contre ceux qui leur avaient frayé la route de la liberté. Le jacobinisme est à coup sûr une des plus étranges aberrations de l'esprit humain : non-seulement il est hideux par le sang qu'il a versé, mais il est radicalement faux dans les principes qui l'ont fait mouvoir.

En cherchant à mettre la bourgeoisie en dehors du peuple, les jacobins dénaturaient les bases même de la révolution française; car ils niaient la généralité de son génie, comme ils nièrent le principe de l'intelligence en plaçant la souveraineté dans le nombre et dans l'agglomération des masses. D'un côté, ils proscrivaient une partie du peuple; de l'autre, au lieu d'élever la multitude, ils la corrompaient en lui donnant à croire que la force était le droit.

Deux conséquences découlèrent immédiatement de cette déification de la multitude : l'extermination en masse des ennemis de la république, et la dictature. Par ces deux mesures transitoires, on se proposait d'arriver à un état social entièrement nouveau, reconnaissant pour principe et pour maître *le peuple souverain, qui devait se composer de l'universalité des citoyens.* Les jacobins avaient un sentiment profond et sauvage de l'unité sociale, qu'ils exagérèrent jusqu'à la folie. Le peuple était pour eux comme le César de la Rome impériale, ils lui apportaient tout à dévorer, et ils fondaient sa puissance sur le mépris des droits de chacun. Au moment où était décrété comme un devoir sacré le bonheur commun, les passions les plus violentes étaient déchaînées, l'envie prenait toutes les formes, fermentait dans les ames, se dressait contre les plus nobles têtes, et s'appelait patriotisme. Voilà la plaie de toute démocratie, voilà le vice qu'elle doit s'arracher du cœur, pour être digne de ses destinées. Le jacobinisme l'exalta outre mesure, et trouva des crimes dans toutes les supériorités. Avec l'envie marchait la haine du passé et de

l'histoire; cela convenait bien à l'ignorance. La passion du jacobinisme fut de séparer l'avenir qu'il rêvait de tout contact avec les siècles précédens. Ç'a toujours été la manie des innovations politiques de poursuivre l'abolition de ce qui fut avant elles. Ainsi le pape Grégoire Ier proscrivait l'antiquité. Peine inutile, le temps ramène sur la scène les grandeurs et les vérités dont on avait tramé le bannissement irrévocable. Il y avait aussi quelque chose que le jacobinisme ne pouvait tolérer : c'était le talent. Le génie de l'artiste, du penseur, de l'écrivain, lui était insupportable; il n'aimait pas ce qui était éloquent et beau, surtout quand la parole et la plume osaient lutter contre ceux qui versaient le sang. Force fut bien à l'infortuné Camille Desmoulins de reconnaître cette vérité. Qui ne serait attendri par l'étonnement douloureux exprimé dans les dernières lignes qu'il a tracées. « Si c'était Pitt ou Cobourg qui me traitassent si durement; mais mes collègues! mais Robespierre, qui a signé l'ordre de mon cachot; mais la république, après tout ce que j'ai fait pour elle! c'est là le prix que je reçois de tant de vertus et de sacrifices!... J'avais rêvé une république que tout le monde eût adorée. Je n'ai pu croire que les hommes fussent si féroces et si injustes. Comment penser que quelques plaisanteries dans mes écrits contre des collègues qui m'avaient provoqué effaceraient le souvenir de mes services? » *Brûler n'est pas répondre*, disait encore Camille à Robespierre, qui lui proposait de jeter au feu son admirable prose. Imprudent! il ignorait que la polémique des jacobins n'était autre que l'échafaud, et que par la mort seule ils réduisaient leurs adversaires au silence.

Le jacobinisme se compose de deux élémens qui sembleraient ne pouvoir se rencontrer ensemble, et dont néanmoins il faut bien reconnaître ici l'association : c'est d'abord un machiavélisme qui laissait bien loin derrière lui les théories du *Prince* et la pratique de César Borgia; puis un naturalisme qui, se séparant de toute l'expérience acquise du genre humain, aspirait à fonder une société entièrement nouvelle.

Le machiavélisme des jacobins a pour preuve un fait assez connu de tous, la terreur. Leurs chefs affectaient les maximes et le langage des hommes d'état les plus énergiques. Ainsi, dans la question capitale qui eut pour dénouement l'immolation du 21 janvier, Robespierre s'exprimait ainsi : « Il n'y a point ici de procès à faire; Louis n'est pas accusé, vous n'êtes pas des juges; vous n'êtes et ne pouvez être que des hommes d'état. » Il est inutile de multiplier les exemples. Les jacobins avaient de hautes prétentions à jouer le rôle de grands

politiques, sachant accepter tout ce qui est déclaré nécessaire, et sur ce point le cynisme de leur langage ne le cédait pas à l'immoralité de leurs actes.

En même temps on mettait la justice et la probité à l'ordre du jour. Robespierre voulait que toutes les idées morales, telles qu'il les concevait, fussent rappelées par des fêtes solennelles à l'esprit des citoyens et proposées à leur émulation. On devait fêter l'*Être suprême*, la *Gloire*, l'*Immortalité*, la *Justice*, la *Bonne Foi*, l'*Amitié*. Le jacobinisme aspirait à remplacer les usages et les coutumes séculaires par des abstractions offertes à l'intelligence du peuple; il sacrifiait tout à un naturalisme sans profondeur, sans vérité, oubliant que l'histoire et le passé sont aussi dans la nature des choses. Enfin, les principes, les qualités et les droits qui constituent l'homme même, étaient méconnus par une philosophie non moins superficielle qu'ambitieuse.

Il est un homme qui, peut-être encore mieux que Robespierre, représente le jacobinisme : c'est Saint-Just, type achevé du fanatisme politique. Saint-Just a porté dans l'erreur une sincérité au-dessus de tout soupçon, et il s'est servi du crime avec bonne foi; il a mêlé le délire à l'héroïsme, les plus implacables fureurs à un dévouement absolu. Puis, non-seulement il s'est montré le lieutenant passionné de Maximilien, auquel il voulait inspirer sa fougue et son audace; mais ce fut aussi un théoricien esquissant d'une main hardie les principes régénérateurs de l'utopie révolutionnaire. Les *Fragmens sur les Institutions républicaines* sont le jet d'une imagination enthousiaste, où viennent se heurter les conceptions les plus extravagantes, quelques traits d'un style mâle et fier, et des réminiscences de l'antiquité, que l'auteur prend pour des conceptions originales. Quand dans le premier fragment il parle des grands hommes qui furent malheureux dans les républiques, il dit : « Scipion fut accusé. Il se disculpa en opposant sa vie entière à ses accusateurs; il fut assassiné bientôt après. Ainsi les Gracques moururent; ainsi Démosthène expira au pied de la statue des dieux; ainsi l'on immola Sidney, Barneveldt; ainsi finirent tous ceux qui se sont rendus redoutables par un courage incorruptible. Les grands hommes ne meurent pas dans leur lit. » Cette manière d'écrire ne manque, à coup sûr, ni de fermeté ni de grandeur. Maintenant, si l'on veut constater combien les théories du jacobinisme méconnaissaient ce que peut être la liberté dans nos sociétés modernes, voici d'assez étranges propositions : « Quiconque est magistrat n'est plus du peuple. Il ne peut entrer dans le peuple aucun pouvoir individuel. Si les au-

torités faisaient partie du peuple, elles seraient plus puissantes que lui. Les autorités ne peuvent affecter aucun rang dans le peuple. Elles n'ont de rang que par rapport aux coupables et aux lois; un citoyen vertueux doit être plus considéré qu'un magistrat... Lorsqu'on parle à un fonctionnaire, on ne doit pas dire *citoyen;* ce titre est au-dessus de lui. » Il n'est pas mauvais de rencontrer ici élevés à leur plus haute puissance les préjugés contre les fonctionnaires publics; ces préjugés se trouvent ainsi confondus par l'absurde. Continuons : « L'opulence est une infamie... Il ne peut exister de peuple vertueux et libre qu'un peuple agriculteur... Un métier s'accorde mal avec le véritable citoyen; la main de l'homme n'est faite que pour la terre ou pour les armes. » Que devient alors la liberté moderne, qui compte parmi ses plus puissans leviers le commerce et l'industrie? Le libre exercice des facultés de l'individu n'est pas moins méconnu : « Tout propriétaire qui n'exerce point de métier, qui n'est point magistrat, qui a plus de vingt-cinq ans, est tenu de cultiver la terre jusqu'à cinquante ans. Tout propriétaire est tenu, sous peine d'être privé des droits de citoyen pendant l'année, d'élever quatre moutons en raison de chaque arpent de terre qu'il possède. L'oisiveté est punie, l'industrie est protégée... Tout citoyen rendra compte tous les ans, dans les temples, de l'emploi de sa fortune. » Dans l'utopie de Saint-Just, les temples publics sont ouverts à tous les cultes, qui sont également permis et protégés; mais, dans aucun des engagemens civils, les considérations du culte ne sont permises, et tout acte où il est parlé de culte est nul. Le peuple français reconnaît l'Être suprême et l'immortalité de l'ame. Les premiers jours de tous les mois sont consacrés à l'Éternel : on y célèbre tour à tour la nature, le peuple, la jeunesse, le bonheur, la vieillesse, le travail, etc. » Nous finirons ces citations par une pensée originale. « Le concours pour le prix d'éloquence n'aura jamais lieu par des discours d'apparat. Le prix d'éloquence sera donné au laconisme, à celui qui aura proféré une parole sublime dans un péril. »

Les *Fragmens sur les Institutions républicaines* sont le testament le plus authentique des théories du jacobinisme. On y trouve, exprimé dans toute sa franchise, le désir insensé de séparer la cause de la révolution française des principes même de la civilisation européenne. L'explication de ce délire est, s'il est permis de le dire, dans sa naïveté. Il a été un moment où l'esprit de quelques hommes a été la proie d'un vertige fatal qui les a emportés loin de la réalité, loin de l'histoire et de toutes les conditions du possible. Ils disaient

vouloir construire un édifice social, et foulaient aux pieds tous les principes connus des sociétés; ils se proclamaient religieux, et proscrivaient toutes les traductions historiques de l'idée religieuse. D'aussi monstrueuses erreurs ne peuvent être sincères qu'une fois. Les premiers, les vrais jacobins croyaient à leurs propres extravagances; mais ceux qui vinrent après, ceux qui veulent encore aujourd'hui continuer cette funeste école, n'ont plus même l'excuse du premier entraînement. Or, si le fanatisme est hideux, que penser de l'hypocrisie qui veut contrefaire le fanatisme, et que dire de ceux qui prêchent d'effroyables erreurs dont leur raison pénètre elle-même le néant?

M. Buchez est d'avis que, si les jacobins eussent pu disposer d'une publicité mieux organisée, ils auraient été jugés avec moins de défaveur. « Ce fut un grand malheur, dit-il, qu'au lieu de ces milliers de factums, de brochures et de pamphlets, forme de publicité décriée par l'usage qu'on en avait fait sous les deux derniers règnes; qu'au lieu de cette correspondance entre les clubs, moyen tout spécial, nécessairement réduit aux proportions de l'affiliation, nécessairement rétréci par l'esprit de corps; qu'au lieu de ces quelques feuilles périodiques qui venaient de loin en loin traiter, pour un petit nombre de lecteurs, des points ardus de la science sociale, les chefs des jacobins ne songeassent pas à fonder dès 1791, et *dès qu'ils virent la constituante manquer la révolution*, un grand journal quotidien d'où ils pussent parler à la France entière (1). » On trouve dans ces lignes le point de vue d'où M. Buchez a jugé la révolution entière. Selon lui, la constituante n'a pas eu l'intelligence de notre régénération commencée en 1789: les jacobins l'eurent davantage; mais l'absence d'une vaste publicité, le mélange inévitable pendant un moment des jacobins avec les hébertistes, ont à la fois dénaturé leur influence et dérobé à l'histoire la pureté de leurs intentions.

La philosophie de M. Buchez consiste toute entière dans une nouvelle interprétation de l'Évangile : selon lui, tout l'enseignement du Christ, qu'on a cru adressé à l'homme individuel, doit être appliqué à l'homme social. La révolution, à ses yeux, est en principe la réalisation de la morale chrétienne. Cette morale a pour fondement la révélation, et, si l'on ne croit pas à la révélation, on ne croit à rien. Jésus-Christ affirma qu'il était le fils de Dieu fait homme, et qu'il venait sceller de son sang la nouvelle qu'il nous apportait de la part

(1) *Histoire parlementaire,* tom. XXVII. Préface.

de son père. Cette nouvelle, c'était l'égalité d'origine et l'unité de but. Nier le titre divin de celui qui apporta la vérité, c'est ne croire à aucune vérité.

Il y a deux choses dans M. Buchez qui commandent l'estime, sa conviction et sa science : il a consacré plusieurs années de sa vie, avec son collaborateur M. Roux, à rassembler tous les documens de la révolution, puis il nous en a donné une interprétation philosophique. Les documens sont précieux; plusieurs renseignemens importans échapperont à l'oubli, en prenant place dans une collection vaste et bien ordonnée. L'interprétation ne peut appartenir qu'à un esprit énergique et distingué; mais elle nous semble erronée. La révolution française n'est ni anti-religieuse ni anti-chrétienne, car elle s'accorde, dans plusieurs de ses conséquences, avec les principes du christianisme : mais, si l'on ne veut pas se départir de l'exactitude scientifique, il faudra dire que la révolution française est plutôt philosophique dans ses causes et ses maximes. Elle appartient à une autre tradition que la tradition chrétienne; elle ne la nie pas, mais elle s'en distingue.

Que gagnent la science sociale et la vérité dans la confusion de deux ordres d'idées qui ne doivent pas s'exclure, mais se compléter? Quand M. Buchez oppose hostilement la morale à la science, quand il parle de la méthode *chrétienne* de Bacon et de Descartes, est-il bien sûr de s'entendre lui-même? Jusqu'où peut aller la préoccupation d'une idée fixe, puisque cet écrivain ne craint pas d'attribuer à l'humilité chrétienne les progrès de l'astronomie moderne? « La vanité des Grecs d'Alexandrie, dit-il, avait cru que l'homme et la terre, qui lui servait d'habitation, étaient le centre du monde. L'humilité chrétienne trouva que nous ne devions pas être si haut placés dans la hiérarchie des mondes, et elle vit que le soleil était central et la terre un de ses satellites (1). »

Au même moment où M. Buchez attribue au christianisme des mérites qui lui semblent assez étrangers, il tombe dans un inconcevable oubli de son esprit et de sa charité, quand il cherche à établir le droit qu'a la société d'écraser ses ennemis, et quand il s'égare jusqu'à risquer une apologie des journées de septembre. « A la Saint-Barthélemy, écrit-il, on poursuivit ceux qui avaient introduit la guerre civile et étrangère, ceux qui voulaient fédéraliser la France, en rétablissant et perfectionnant le régime féodal. Aux journées de septembre, on

(1) *Histoire parlementaire*, tom. XVI. Préface.

s'attaquait à ceux qui avaient travaillé avec le plus d'ardeur à faire avorter la révolution, à ceux qui conspiraient avec l'étranger contre l'indépendance nationale, et enfin à des hommes condamnables ou déjà condamnés pour des crimes que l'on punit dans tous les temps et chez tous les peuples (1). » La conclusion est que la terreur est une méthode qu'on peut employer de temps à autre. La souveraineté du peuple, dans la langue de M. Buchez, est la souveraineté du but qui fait un peuple. Pour atteindre ce but, tout est permis : le droit naît du devoir. Pourquoi donc faire un si grand détour pour arriver à cette maxime connue, *que la fin justifie les moyens ?*

Il est singulier que, de nos jours, tout ce qui est violent, soit dans la théorie, soit dans la pratique, cherche à s'autoriser du christianisme et de l'Évangile. Nous lisons des pamphlets où le nom du Christ se trouve écrit à côté du nom de Spartacus. En Angleterre, les chartistes se disent enrôlés sous la bannière du fils de Dieu. Les organes du christianisme ne sauraient protester trop hautement contre de semblables commentaires. Quant à la philosophie sociale, qui ne sépare pas les principes de la raison des résultats de l'expérience, elle rejette ces panacées, non moins stériles que sanglantes, qui outragent si cruellement le droit humain. Selon elle, il n'y a rien qui doive être imité dans les passions tumultueuses et les faits désordonnés qui ont altéré le cours de la révolution ; car ces emportemens, loin d'être une conséquence de ce mouvement intellectuel, en furent, au contraire, une violation funeste. Ce sont les tempêtes de l'histoire, ce n'en sont pas les exemples; mais le monde moral a cette supériorité sur le monde physique, que l'homme peut prétendre à resserrer, par la propagation des idées, l'empire des passions mauvaises et des faits anarchiques. La révolution française doit être, pour nous, dans l'ordre politique, ce qu'est le XVIIIe siècle dans l'ordre philosophique, un passé dont les grandes lignes sont belles, mais dont les erreurs ne nous enchaînent pas. Nous ne pouvons même nous promettre de progrès véritables, dans la pratique comme dans la pensée, qu'en nous affranchissant de plus en plus de souvenirs qui deviennent, à notre insu, des imitations; c'est par cette liberté que nous trouverons le sens de notre siècle.

En général, on ne remarque pas assez combien des réminiscences et une sorte de routine prennent souvent la place de convictions personnelles et d'actions vraiment volontaires. On est la dupe de sa

(2) *Histoire parlementaire*, tom. XIX. Préface.

propre mémoire; on parodie en croyant innover. La liberté de la presse n'est pas un obstacle à cet entraînement; elle le favorise, au contraire. Les divers organes de la publicité développent un thème une fois donné, qu'ils n'ont ni l'intention ni la force de modifier ou d'agrandir, et il pourrait arriver que, dans un pays, on pensât d'autant moins qu'on écrirait davantage. L'esprit d'une nation doit donc, de siècle en siècle, veiller sur l'indépendance de ses allures, et cette sollicitude intelligente devient surtout un devoir pour un peuple qui prétend aux honneurs de l'initiative.

A qui, aujourd'hui, en Europe, doit appartenir l'initiative? Nous désirons vivement que le nom de la France sorte de la bouche des autres peuples; mais il ne suffit pas de prétendre à cette gloire: il faut la mériter. Sans doute, les principes vrais et les résultats salutaires de la révolution française sont un grand titre; mais, pour le faire valoir, nous devons aller devant nous et non pas regarder en arrière. Nos pères ont eu leur esprit, ayons le nôtre. L'Europe à laquelle nous avons affaire n'est plus celle de 89, ni celle de 93; elle n'est plus même celle de 1815. Le monde a changé, et cependant il est des révolutionnaires qui ne veulent pas changer avec lui. Il y a cinquante ans, au début de notre régénération, la politique seule était sur le premier plan de la scène; tout avait une cause et un caractère politiques, droits, intérêts, motifs de guerre, troubles civils. Au civisme démocratique succéda la dictature napoléonienne qui fut l'apogée du génie politique. Depuis la chute du géant, d'autres intérêts et d'autres pensées ont pénétré peu à peu dans la sphère de la politique pure; aujourd'hui ils lui disputent puissamment l'attention générale: ces intérêts sont les travaux industriels; ces pensées sont les idées religieuses. Entre l'industrie et la religion, la politique semble un peu déconcertée qu'on ne lui permette plus d'être son but à elle-même, et qu'on la prenne comme un instrument, ne s'apercevant pas que ses propres enseignemens ont amené ce résultat. C'est en raison même de l'éveil donné par la révolution au droit qu'apporte l'homme sur cette terre au bonheur et au bien-être, que les sociétés s'inquiètent surtout aujourd'hui de façonner et d'améliorer leur terrestre séjour. Au travail, elles demandent l'abondance et la richesse; elles consentent à supporter laborieusement la chaleur du jour pour s'épanouir plus tard, à la face du soleil, dans une magnificence conquise. Attentives à ce but, elles s'inquiéteront moins de querelles de mots, de passions surannées qui n'ont plus d'objet. Les principes même de la révolution française n'ont pas de plus grand

intérêt que de comprendre cette disposition et de s'y accommoder. Il leur serait funeste de vouloir contrarier un mouvement qu'ils ont eux-mêmes produit, et de ne pas envisager l'élan industriel dont nous avons le spectacle comme un développement nécessaire et moral du genre humain. Quand les gouvernans, rois, princes ou sénats, creusent des canaux, étendent sur les routes des lignes de fer, décuplent la rapidité des communications, établissent sur tous les points des rapports de commerce et d'échange, des comptoirs, des entrepôts; quand ils font passer l'agriculture des habitudes d'une pratique instinctive aux procédés puissans que permet l'alliance de la science mécanique et de capitaux nombreux, ils accomplissent une œuvre démocratique, ils travaillent pour tous, et le bon sens des peuples, sans incidenter sur les formes, recueille ces résultats populaires. Laissons marcher le monde dans les voies de l'industrie; les véritables droits du genre humain ne seront pas pour cela frappés de déchéance; les progrès de la matière deviendront les moyens de l'esprit. Ne voyons-nous pas la pensée ne rien ralentir de son activité? Les idées les plus abstraites sont contemporaines des travaux les plus matériels, et la religion n'excite pas moins de ferveur que l'industrie. L'ébranlement communiqué aux imaginations et aux ames par la révolution française a fécondé chez les uns les travaux de la science, a rallumé chez d'autres les ardeurs de la foi. Les rapports de la philosophie et de la religion ont paru plus étroits et plus vifs, et l'identité de leurs élémens s'est fait jour à travers de spécieuses hostilités. De nos jours, l'humanité se livre également à deux dispositions qui semblent cependant fort contraires : nous voulons dire l'abstraction et le mysticisme. Par l'abstraction, l'intelligence, se repliant sur elle-même, soumet la réalité à une décomposition analytique. Par le mysticisme, l'ame, sortant d'elle-même sur les ailes de la foi, enveloppe le monde d'une synthèse dont la grandeur passionnée défie le scepticisme. L'homme aujourd'hui, tout ensemble abstrait et mystique, examine toutes les idées, passe par toutes les croyances, étudie les titres de la loi connue, cherche les possibilités d'une loi nouvelle, soupçonne l'avenir, défend le passé, et témoigne de sa puissance par les contradictions qui le déchirent. Heureusement, au milieu de toutes ces luttes et de toutes ces divisions, s'élève la liberté : les hommes ont enfin cette conviction dans le cœur, que la violence ne doit pas être appelée au secours des croyances et des idées; la religion et la philosophie doivent mutuellement se déclarer inviolables. Dans ce siècle, l'unité est d'autant

plus impossible qu'elle est plus certaine dans l'avenir; travaillons sans nous opprimer les uns les autres, et confions le triomphe de la vérité aux lois de la fatalité divine.

C'est à tous ces développemens scientifiques, industriels, philosophiques et religieux, que doivent concourir puissamment les partisans de la révolution française, ceux qui en comprennent vraiment le génie. La régénération sociale de 1789 a une autre portée que celle d'un mouvement politique, et ce n'est pas la servir aujourd'hui que de travailler à mettre dans notre histoire une insurrection de plus. Cette régénération a ouvert un monde nouveau qui demande, pour se développer, l'infini du temps et de l'espace. La révolution française touche à toutes les idées, à toutes les croyances, à tous les élémens des sociétés humaines, et c'est pour cela que nous l'avons vue affecter tous les peuples. Comprenons bien que les autres nations ne se sont pas éprises d'un enthousiasme passionné pour la France, mais pour la cause de l'humanité qu'elles ont reconnue dans ses glorieuses mains. Elles ont senti que nous nous occupions de leurs propres affaires, et que nos débats roulaient sur les intérêts de tous. La France doit se garder de descendre de cette haute généralité : plus ses pensées et ses sentimens porteront l'empreinte d'un cosmopolitisme intelligent, plus elle acquerra d'autorité morale au-delà de ses frontières, plus aussi elle se trouvera fidèle à l'esprit d'une révolution tout-à-fait *humaine,* à l'esprit de sa vocation historique.

Séparés par cinquante années de l'œuvre d'émancipation accomplie par nos pères, nous ne pouvons l'affermir et la développer que par l'individualité même de nos pensées et de nos doctrines. Le cours du temps nous a portés plus loin que nos devanciers dans la connaissance des principes des choses et des lois morales qui régissent les sociétés. Étrangers à la confusion et aux colères d'une lutte ardente, nous voyons plus et mieux : la scène se prolonge indéfiniment devant nos regards, et en même temps le but où tend l'humanité se dessine d'une manière plus claire. A travers des mœurs différentes, à travers les religions, les systèmes des philosophes, les recherches des savans, les révolutions dans les lois, c'est le bonheur qu'elle poursuit, c'est l'épanouissement de ses facultés, de sa force, de sa vertu. Ce fait élémentaire est le mobile et la raison de l'histoire. Sous mille formes, le genre humain travaille sans relâche à son éducation, dont les progrès peuvent seuls amener raisonnablement, d'époque en époque, un degré de plus d'émancipation et de liberté. Cette révolution française, dont M. Buchez a recueilli laborieusement en quarante volu-

mes les travaux et les documens, ne pourrait aujourd'hui trouver d'écueils et de naufrages que dans les exagérations et les excès où quelques-uns cherchent encore à l'entraîner. Elle a pour elle l'autorité d'un demi-siècle, l'adhésion morale des peuples, et désormais ses ennemis seront impuissans contre elle, tant qu'elle saura se montrer intelligente et modérée. Les jacobins en avaient si fort dépravé le génie, que Napoléon put fonder sa dictature, non-seulement sur la gloire, mais sur le mépris systématique des théories et des idées, et faire de sa volonté une sorte de destin qui remplaçait à la fois la Providence et la liberté. Une recrudescence de folies démagogiques pourrait seule aujourd'hui faire reculer la civilisation libérale de la France et de l'Europe. C'est ce dont, malheureusement, ne paraît pas convaincu M. Buchez, qui a cherché à rajeunir les théories du jacobinisme en leur donnant une base chrétienne. L'éditeur de l'*Histoire parlementaire* a tenté de jeter les fondemens d'un système qui pût s'appuyer à la fois sur Jésus-Christ et Robespierre. Le christianisme rejette à coup sûr cet amalgame : la philosophie désavoue une doctrine qui étouffe son indépendance sous le joug d'un mysticisme étroit et cruel, et la liberté se trouverait encore une fois compromise, si elle pouvait un seul instant chercher ses inspirations dans des paradoxes aussi profondément erronés.

LERMINIER.

LA

RÉPUBLIQUE D'AMALFI.

I. — LA COSTIERA ET LE GOLFE D'AMALFI.

Le petit pays d'Amalfi est l'un des plus visités et des moins connus de l'Italie. Chaque année plusieurs centaines de *touristes* le traversent processionnellement. Partis de quelque ville voisine, de Salerne ou de Sorrente, ils se rendent en quelques heures à Amalfi, se logent au couvent des capucins (c'est la mode), et jettent à peine un coup d'œil sur la ville, qu'ils trouvent affreuse; les plus jeunes et les plus curieux vont faire une promenade à Atrani, et grimpent même jusqu'à Ravello, admirant pour la forme les ruines moresques de cette ville singulière; puis nos voyageurs se rembarquent, n'ayant guère vu là, les gens du monde, que des vignes en guirlandes, des oliviers, de blanches maisons perdues dans la verdure sombre des orangers, des grenadiers et des garoubiers; les artistes, que des paysages aux lignes grandioses. Quelques-uns ont appris vaguement qu'ils parcouraient un pays jadis fameux; mais ils ignorent que cette misérable ville d'Amalfi fut autrefois l'une des plus puissantes cités maritimes de l'Italie; qu'elle dut au caractère aventureux, à l'admirable industrie, aux passions même de ses habitans, une splendeur qu'effacèrent seules les magnificences de Pise, de Gênes et de Venise; qu'elle ouvrit la route de l'Orient à ces villes rivales, qu'elle eut des comptoirs dans toutes les parties du monde alors connu, qu'elle couvrit la Méditerranée de ses flottes; qu'enfin, lorsque les barbares en armes se partageaient les populations de

l'Europe effrayée, la liberté, bannie du reste du monde, trouva un asile au milieu de ces rocs et de ces monts escarpés.

Il y a quatorze siècles qu'Amalfi fut fondée par des Romains fuyant devant l'invasion des barbares, et pendant tout ce temps, même au xe et xie siècle, époque de sa plus grande prospérité, elle ne communiquait avec Naples et Salerne qu'au moyen de sentiers praticables à dos de mulet. Avant la fin de 1840, cette ville aura un chemin pour les voitures; en passant par Vietri, la Cava et Nocera, on pourra se rendre d'Amalfi à Naples en une journée; c'était le temps qu'il fallait autrefois aux galères de la république pour aller soutenir ou combattre les Napolitains, tour à tour alliés ou ennemis.

Aujourd'hui les galères d'Amalfi se sont transformées en barques que manœuvrent quatre rameurs et un timonier. Ces barques, pour peu que le vent les seconde, tiennent bien la mer et marchent rapidement. L'une d'elles avait relâché à Salerne et attendait des passagers pour retourner à Amalfi. Nous fîmes marché avec son patron, rusé compère taillé en Hercule, et un quart d'heure après avoir doublé la jetée du port de Salerne, nous longions les rochers et la plage de Vietri. Une population nombreuse se pressait autour des bâtimens échoués sur le rivage, étendant des filets, embarquant ou débarquant les denrées du commerce, car Vietri est, à proprement parler, le vrai port de Salerne. On voit encore, au centre de sa marine, les restes d'une grosse tour qui servait à protéger contre les Barbaresques les bâtimens qui s'y arrêtaient. Aussitôt qu'ils nous aperçurent, tous les marins de la plage nous saluèrent par de grands cris, et, pour n'en pas perdre l'habitude, leurs femmes et leurs enfans tendirent les mains du rivage.

Vietri, vue de la mer, présente un admirable coup d'œil. Ses bourgades étagées l'une sur l'autre, et dont quelques-unes semblent collées au front des rochers dont le pied plonge dans les flots; ses maisons blanches auxquelles les reflets soyeux de la mer donnent la transparence de l'albâtre; ses massifs de citronniers, d'orangers et de grenadiers, aux branches chargées de fruits dorés; ses bois d'oliviers, au milieu desquels apparaît d'espace en espace la cime arrondie et d'un vert plus vigoureux du garoubier naturalisé sur ces rivages; ses montagnes, revêtues de la base au sommet de myrthes, d'arbousiers, d'arbustes épineux, et dont les cimes dentelées se dressent vers le ciel avec une sorte de fierté sauvage, tout concourt à former de ce coin du golfe de Salerne l'un des plus séduisans et des plus magnifiques paysages qui soient au monde.

La brise de mer s'était élevée peu après notre départ et creusait de profondes vallées sur la *plaine azurée*, comme disaient les poètes il y a deux mille ans, lorsque le golfe de Salerne s'appelait la mer Tyrrhénienne. Notre petite barque descendait gracieusement au fond de ces vallées, et remontait légèrement sur leurs pentes; on eût dit un dauphin se jouant au milieu des flots. Mais toute cette grace et cette gaieté ne nous plaisaient guère, et les nausées auraient bientôt succédé à la désagréable ivresse du mal de mer, si nous n'eussions donné ordre à nos rameurs de se rapprocher de la terre. Là nous commen-

çâmes une prudente navigation, pénétrant dans toutes les anses, nous abritant derrière les caps, perdant sans doute beaucoup de temps au grand mécontentement de nos bateliers, mais jouissant de la double satisfaction d'éviter le mal de mer et de pouvoir admirer le paysage dans ses moindres détails.

Toute cette côte, qui s'étend de Vietri au cap du Tombeau, est singulièrement triste; elle présente de grandes pentes boisées par places, ou des escarpemens de roches calcaires couronnés de créneaux et d'obélisques naturels. De distance en distance, ces escarpemens sont sillonnés d'étroites et profondes vallées au fond desquelles bouillonnent les eaux noires d'un torrent. A l'embouchure du torrent s'élèvent quelques petites maisons sans toits ou aux terrasses cintrées comme le couvercle d'un tombeau. Chacune de ces maisons, qu'ombrage un oranger ou un figuier qu'à leurs dimensions et à leur stature robuste on prendrait pour de grands chênes, sert d'asile à une famille de pêcheurs dont les filets sèchent au soleil, près de la barque échouée sur le sable.

Toujours côtoyant, nous arrivâmes bientôt à Cetara, le premier port de la *Costiera* (1) d'Amalfi. C'était l'heure de midi, et sa flottille, composée d'une trentaine de barques de pêcheurs, profitait de la brise de mer pour gagner le large en louvoyant. Ces voiles blanches, que le vent poussait dans la même direction, leur donnant à chacune la même forme triangulaire, éclairées par l'ardent soleil du midi, égayaient toute cette partie du golfe. Ce départ des pêcheurs, leurs cris de joie, les chants qu'ils répétaient en chœur et dont ils se renvoyaient les refrains d'une barque à l'autre, donnaient au paysage de Cetara une inexprimable couleur antique. Les souvenirs, il est vrai, aidaient à l'illusion; car devant nous, sur cette pointe élevée d'Erchia, nos mariniers nous montraient les ruines d'un temple antique consacré à Hercule, qui aurait laissé son nom à ce promontoire, et à notre gauche les monts de Pœstum et de l'Agropoli fermaient l'horizon de leur barrière azurée.

Cetara, au temps de la république d'Amalfi, était la dernière de ses possessions du côté de Salerne. Aujourd'hui cette petite ville, peuplée de 2,400 habitans, fait partie du district de la Cava. Cetara, du IXe au XIe siècle, fut, à diverses reprises, occupée par les Sarrasins.

Les habitans de Cetara ont gardé quelque chose de leur origine sarrasine; leur visage maigre et olivâtre, leurs bras et leurs jambes couleur de cuivre, leurs chants rudes et gutturaux, l'éclat inaccoutumé de leurs yeux noirs qui brillent comme des étoiles sous leur brun capuchon, tout jusqu'à ce vêtement des pêcheurs, pareil au burnouss des Arabes, complète la ressemblance, que leurs mœurs rendent encore plus parfaite. Cetara est en effet l'un des bourgs les plus mal famés du royaume de Naples, après ceux des Calabres. Les riverains du golfe se rappellent encore avec terreur le brigandage et les pirateries qu'exercèrent en 1799 une poignée d'hommes déterminés, fortifiés dans cette

(1) On appelle *Costiera* d'Amalfi toute la partie du golfe de Salerne qui s'étend de Cetara à Positano. C'est à peu de chose près le territoire de l'ancienne république.

petite marine; les habitans de Salerne et de la côte d'Amalfi pouvaient se croire revenus au temps où Barberousse et Sinan-Bassa infestaient leurs parages et faisaient la chasse aux chrétiens dans leur voisinage. Si le châtiment se fit attendre, il fut terrible, et cette fois il était mérité (1).

Cetara a un monastère de frères mineurs et une église paroissiale dédiée à saint Pierre. Dans la muraille de cette église, à gauche de la porte principale, est enclavé un tombeau sur lequel on a gravé en forme d'épitaphe une sorte de narration poétique qui piqua ma curiosité.

« Grandonetto Aulisio repose dans cette tombe, disait l'inscription; après avoir parcouru les mers sur son fidèle navire, il rentra sain et sauf dans Parthenope et délivra de la prison de Salerne le prince Frédéric; la gloire fut sa dernière compagne, etc., etc. (2).

Quel était ce Grandonetto? et à quelle action de sa vie l'épitaphe faisait-elle allusion? Voici ce que m'a raconté à ce sujet un érudit d'Amalfi :

En 1484, le roi Ferdinand, ayant essuyé une grande défaite dans la plaine de Sarno, au pied du Vésuve, fit la paix avec ses barons soulevés. Le prince de Salerne, Antonello Sanseverino, avait seul refusé d'acquiescer à cet arrangement. Il donnait pour prétexte à ce refus que les conditions du traité lui paraissaient obscures : « Que le roi envoie à Salerne le prince Frédéric son frère, il m'expliquera les articles que je n'ai pu comprendre; rien ne s'opposera plus alors à un accommodement entre nous. » Le roi, sans méfiance, envoya donc Frédéric à Salerne. Le jeune prince y fut reçu avec les marques du plus grand respect et du plus vif enthousiasme. Il convoqua les barons au palais du prince de Salerne et se rendit au milieu de leur assemblée. Les portes de la salle n'étaient pas encore refermées derrière lui, qu'Antonello Sanseverino, se levant et s'adressant au prince, lui déclara solennellement, au nom de tous les barons présens, que leur intention était de déposer le roi Ferdinand son frère et de le mettre sur le trône à sa place. « Nos bras, nos armes, nos cœurs, sont à vous, ajouta-t-il; le saint-père est d'accord avec nous; le jour même de votre acceptation, vous recevrez son investiture. » Frédéric aimait son frère, et, ce qui était fort rare à cette époque, il avait autant de désintéressement que de loyauté. Il fut saisi d'horreur à la proposition des barons; repoussant avec fermeté et circonspection des offres qu'il déclarait ne pouvoir accepter sans manquer à son devoir, il fit connaître les propositions du roi et sortit. Mais Sanseverino et ses complices avaient bien pris leurs mesures. Le prince fut retenu captif dans le palais; il avait à choisir entre le trône et la prison; il choisit la prison, et il y languissait de-

(1) La population mâle de Cetara fut décimée.

(2) Grandenectus in hac Aulisius accubat urna
Nobilis ingenii quem cava blanda tulit.
Mox fida solers cymba per cerula vexit,
Donec Parthenope reddidit incolumem, etc.

puis vingt jours, s'attendant à être mis à mort par les rebelles, quand Grandonetto Aulisio, patron d'une felouque de Cetara, à l'ancre dans le port de Salerne, et Mariotto Broggi, originaire de la Corse, qui avait servi autrefois sous le prince, résolurent de le délivrer. Mariotto Broggi était logé dans la forteresse qui servait de prison à Frédéric; il lui fit passer par l'un des gardes qu'il avait gagné un costume de jeune fille; le prince s'en revêtit et descendit dans une cour où Broggi l'attendait. Celui-ci, le prenant gaiement par la taille, passa devant les sentinelles auxquelles il laissait entendre par des signes mystérieux qu'il reconduisait son amoureuse, qui était venue le trouver ce soir-là. Il le mena ainsi jusqu'au port où Grandonetto les attendait. Sa felouque mit aussitôt à la voile, et le lendemain, au point du jour, le jeune prince débarquait sur la place du palais de Naples.

En reconnaissance de sa généreuse intervention, le roi Ferdinand créa le capitaine Broggi baron d'Arnesano dans la province d'Otrante; quant à Grandonetto, il lui fit de riches présens, et, à sa prière, il accorda à Cetara, son pays, divers priviléges. Aussi les habitans de Cetara lui ont-ils élevé le tombeau qu'on remarque à l'entrée de leur église.

Au-delà de Cetara et de la petite marine d'Erchia, qui semble cachée sous le grand rocher du temple d'Hercule, l'aspect de la côte devient horrible. Nulles traces d'habitations, nulle végétation; partout d'immenses rochers nus des formes les plus bizarres, les uns se dressant comme des obélisques de sept à huit cents pieds de hauteur, les autres suspendus dans les airs comme des voûtes d'arcs ruinés sous lesquels un des titans de la fable eût passé sans courber la tête. La base de ces pyramides et de ces rocs qui semblent descendre des cieux, s'enfonce perpendiculairement dans la mer. Poussée par les vents d'est et de sud, la vague s'y brise en fureur et les corrode. Les flancs de ces rochers offrent donc de tous côtés de bizarres déchirures, des cavernes profondes au fond desquelles pendent de gigantesques stalactites, ou des grottes étroites et tortueuses dont l'ouverture est à demi cachée par les flots. La mer, en s'engouffrant dans ces abîmes, en tire des bruits sourds et singuliers, d'affreux cris pareils aux mugissemens de l'ours en fureur; aussi le cap que forment ces rochers a-t-il reçu le nom de *Cap de l'Ours*. A l'extrémité de ce promontoire, un long banc de rochers, formant une espèce de cirque, se détache de la masse principale; cette pointe, qui s'avance au loin dans les flots, a reçu le nom de *Cap du Tombeau*. Les marins de Naples et d'Amalfi ne répètent qu'avec un respect mêlé de terreur les noms de ces deux caps redoutables; ils vous racontent longuement la fatale histoire de ceux de leurs compagnons que l'*Ours* a dévorés ou qui dorment dans le *Tombeau*. Ce qui rend ces parages si dangereux, ce sont des bancs de roches sous-marines qui, à la profondeur de deux ou trois brasses, s'allongent au loin dans la mer. Malheur à la barque qui par un jour de tempête s'est aventurée sur cet écueil.

Lorsque nous traversâmes la *Secca del Gaetano*, — c'est le nom que les marins donnent à ces brisans, — le temps était magnifique; la mer, légèrement agitée par

la brise, fraîchissait à peine dans le reste du golfe; et cependant notre petit navire ne marchait qu'à travers un banc d'écume, que le vent nous soufflait au visage, et qui donnait à notre navigation une agréable apparence de danger. Le bruit des vagues qui s'engouffraient dans ces cavernes et en fermaient l'entrée, tantôt retentissait comme un coup de canon parti des entrailles de la montagne, tantôt grondait comme la voix de l'ours irrité. Les cris d'innombrables oiseaux, décrivant de mobiles spirales autour des gigantesque pyramides des rochers, se mêlaient au bruit de la mer. Les voix haletantes et les gestes expressifs de nos rameurs s'encourageant l'un l'autre à lutter contre les courans qui se croisent autour de ces écueils, complétaient l'intérêt. J'aurais voulu croire au danger; mais notre vieux timonier, qui, tout en fumant sa pipe et en tenant le gouvernail, sifflait joyeusement l'air de la *Campanella,* ne me le permettait pas. S'il y eût eu le moindre indice de péril, au lieu de montrer ce grand sang froid, notre homme fût tombé à genoux au fond du bateau et eût invoqué avec ferveur saint André, sainte Trophimène ou le grand saint Janvier.

Ce promontoire est célèbre par la victoire que les flottes génoise et française, commandées par Philippino Doria, le neveu du fameux André Doria, remportèrent, lors du siége de Naples par Lautrec, sur la flotte espagnole, qui avait pour amiral le vice-roi don Hugues de Moncade. Hugues savait que Doria, dont la flotte ne se composait que de huit galères et de quelques bâtimens, attendait des renforts de Venise et de France; comme ses forces étaient supérieures, il résolut de surprendre le Génois avant que ces renforts ne lui fussent parvenus. Il embarqua donc à la pointe de Pausilippe mille arquebusiers choisis parmi ses vieilles bandes espagnoles, et réunit sur sa flotte, qu'il grossit de petits bâtimens, tous ses meilleurs officiers, espérant, ainsi compenser la supériorité des marins génois. Moncade espérait surprendre Doria; mais celui-ci, averti par les intelligences que Lautrec avait dans Naples, avait de son côté renforcé ses équipages de trois cents arquebusiers français, et avait donné ordre à Nicolo Lomellino, l'un de ses amiraux, de prendre le large avec trois galères et de se tenir prêt à fondre sur l'ennemi au signal qu'il lui donnerait.

Hugues de Moncade partit dans la nuit de la pointe de Pausilippe; il croyait rencontrer les Génois aux environs de Caprée et les surprendre avant que le soleil ne fût levé. Comme ses galères longeaient les immenses rochers perpendiculaires au sommet desquels se dressent les ruines sinistres du palais de Tibère, on entendit tout à coup une voix sonore et imposante qui retentissait au milieu de ces rochers. Les yeux des marins et des soldats de la flotte s'étaient tournés vers le rivage, cherchant d'où partait cette voix, quand on vit une figure étrange apparaître à l'entrée d'une grotte creusée dans les flancs de la montagne. C'était un ermite, autrefois soldat, qui, après avoir long-temps fait la guerre, s'était consacré à la vie solitaire; il s'appelait Gonsalve Barretto. A la vue des galères et de l'armée, le vieux soldat avait senti se ranimer son ancienne ardeur; s'avançant sur la pointe d'un rocher penché sur la mer et d'où sa voix pouvait

être entendue de toute la flotte, il commença une exhortation prophétique, engageant ses anciens compagnons à combattre avec courage, et leur promettant la victoire, car cette nuit même il avait eu une vision : l'Archange Michel lui était apparu et lui avait annoncé que ses compatriotes triompheraient de leurs ennemis; il acheva en bénissant chacune des galères de la flotte, à mesure qu'elles défilaient devant son rocher, et rentra dans sa caverne (1).

Cette apparition et l'oracle que le solitaire venait de prononcer enflammèrent tellement le courage des soldats de Moncade, que tous demandèrent le combat à grands cris. L'amiral se hâta donc de cingler vers Amalfi, où l'on apercevait les voiles de la flotte de Doria, qui croisait aux environs du cap du Tombeau. La journée était déjà avancée quand les galères de Moncade vinrent l'assaillir.

Doria laissa arriver l'amiral espagnol jusqu'à portée de sa mousqueterie; il se hâta alors de faire feu le premier. Sa décharge tua quarante hommes sur le navire de Moncade, et comme le vaisseau génois se trouvait enveloppé de sa propre fumée, il reçut la bordée de l'espagnol sans en éprouver de grands dommages. Moncade, cependant, ne perdit pas courage, il commanda l'abordage; mais les galères de Doria, manœuvrées par d'excellens matelots, l'évitèrent adroitement, et les arquebusiers qui les montaient dirigèrent du haut des huniers, sur le pont des navires espagnols, le feu le plus meurtrier; toutefois, deux galères génoises, serrées de près par trois galères impériales, étaient sur le point de se rendre, quand Doria fit à Lomellino le signal convenu. Celui-ci, profitant du vent favorable, fondit sur la flotte de Moncade, et le choc de sa galère, qui s'attaquait au vaisseau amiral, fut si terrible, que le grand mât de ce navire fut brisé du coup. Moncade, blessé au bras droit, restait sur le pont pour exhorter ses soldats; les Génois l'écrasèrent sous une grêle de pierres et d'artifices qu'ils lancèrent du haut des mâts; il rendit le dernier soupir comme son vaisseau fracassé coulait à fond. La galère que commandait César Fieramosca, un de ses meilleurs officiers, sombra également; toutes les autres furent prises, à l'exception de deux seulement qui, voyant mal tourner l'affaire, avaient quitté le champ de bataille. Ces deux galères s'étaient réfugiées à Naples, mais le prince d'Orange, qui commandait dans cette ville, ayant fait pendre le capitaine de l'une d'elles, l'autre remit sur-le-champ à la voile et se livra aux Génois. Les Espagnols perdirent dans cette affaire leur amiral et leurs plus braves officiers; en dépit des prédictions de l'ermite de Caprée, la victoire des Français fut complète. Le corps du vice-roi, Hugues de Moncade, fut retrouvé par des pêcheurs d'Amalfi, qui le déposèrent dans une église de leur ville. Plus tard ses compatriotes le transportèrent à Valence.

Ce combat du cap du Tombeau se donna le 1er mai 1528, il y a plus de trois siècles de cela; les pêcheurs de la côte assurent que de temps à autre la mer rejette encore sur le rivage des débris des galères espagnoles coulées à fond à peu de distance du promontoire.

(1) Des historiens ont prétendu que cette comédie de la bénédiction était convenue avec Moncade.

Quand on a doublé le cap du Tombeau et franchi l'écueil *del Gaëtano,* les grottes creusées dans le roc se multiplient, et la forme des rochers devient plus extraordinaire. De distance en distance et dans les endroits abordables, de grosses tours carrées, surmontées de créneaux à deux dents et percées de larges machicoulis, se dressent fièrement sur des rocs isolés; la plupart de ces tours furent construites par don Pedro de Tolède, lieutenant de Charles-Quint, lorsque Soliman II, et l'immense flotte qui prit Rhodes, menaçaient les côtes du royaume de Naples; chacune de ces tours avait une garnison de soldats espagnols payés par les habitans de la côte. Aussitôt qu'un navire barbaresque apparaissait à l'horizon, la tour faisait un signal, la nuit en allumant un grand feu, le jour en tirant un coup de canon, et aussitôt tous les paysans de la côte se fortifiaient dans leurs villages, ou se réfugiaient avec leurs bestiaux dans l'intérieur des terres. Ces alarmes continuelles furent une des principales causes de la dépopulation de ces côtes, tous ceux qui n'étaient pas attachés au sol s'étant réfugiés à Naples et dans les villes de l'intérieur.

Au-dessous de ces rochers et de ces tours, on aperçoit de petites *cales* (c'est le nom que l'on donne ici à de petites anses sablonneuses) qui semblent cachées sous les montagnes au sommet desquelles conduisent de longues et étroites rampes. Au bas de ces rampes est bâtie quelque maisonnette blanche, sans toit, ressemblant à un tombeau antique. Devant chaque maisonnette, sur le sable du rivage, sont attachées de petites barques autour desquelles joue toute une famille de pêcheurs. La ligne tourmentée du chemin de Salerne à Amalfi se dessine, dans la montagne, bien au-dessus de ces tours et de ces criques solitaires. Tantôt on le voit descendre près du rivage, tantôt grimper au sommet des rocs les plus élevés, dont il contourne hardiment les cônes nuageux. Sur ce chemin, à quelques milliers de pieds de haut et dans l'infiniment petit, se montrent, de distance en distance, des convois de mulets ou des groupes de piétons qui se rendent d'une ville à l'autre. Ce chemin, auprès duquel la route de la *Corniche* paraîtrait tracée dans la plaine, ne sera ouvert aux voitures qu'à la fin de 1840; Amalfi et toutes les bourgades de la côte l'auront attendu quatorze siècles.

De la tour *del Cane,* située sur la dernière pointe du cap de l'Ours, on aperçoit tout le golfe d'Amalfi, que les riches bourgades de Majori, Minori et Atrani semblent enceindre comme une seule ville, et que dominent de hautes montagnes couvertes de villages et de châteaux gothiques debout ou en ruines. Majori, la plus rapprochée de ces bourgades, est située au fond du golfe et à l'embouchure d'une jolie rivière. Majori n'a pas de port; ses pêcheurs échouent leurs barques sur la plage, qui est magnifique, et, quand la tempête menace, ils les traînent à terre à l'aide de cabestans. Au centre des montagnes couvertes d'habitations qui s'élèvent au-dessus de Majori, est placé le curieux pays de Tramonti; on appelle ainsi toute la contrée comprise entre les monts Albinio, Chiancolella, Falesio et Mirteto. Ce district semble un morceau des Alpes éclairé par le soleil de l'Italie. Le climat en est délicieux; trois torrens y entretiennent une éternelle fraîcheur, et les mœurs de ses habitans ont quelque

chose de pastoral qui les distingue du reste des rudes et avides populations de la côte. Treize hameaux ou *casali* (1) sont répandus dans la vallée et sur les flancs des collines de Tramonti.

L'antique tour de Chiunzo défendait, du côté du nord, le pays de Tramonti, que protégeait, du côté du sud, le château de Majori. On aperçoit ce château de fort loin en mer; l'aspect en est singulier. Ses murailles à seize pans, flanquées de tours crénelées à chaque angle, enveloppent toute la colline; ces murailles et treize de ces tours sont parfaitement conservées; on dirait les remparts d'une ville restés seuls debout quand la ville aurait disparu. Ce château contient de vastes appartemens, une chapelle, des arsenaux, des prisons et des écuries pour toute une petite armée. Il fut construit par Raimond Orsino, prince de Salerne, en 1457; Raimond Orsino était grand feudataire du duché d'Amalfi. C'est l'une des plus belles et des plus complètes constructions de ce genre, et l'on a peine à s'expliquer le but de semblables ouvrages dans des lieux déjà inaccessibles.

En 1260, Manfred fit don à Jean de Procida du pays de Tramonti, lui accordant le titre de marquis de Tramonti. Le dévouement à la maison de Souabe dont Procida fit preuve dans la suite, lors de la conspiration des vêpres siciliennes, n'était donc pas tout-à-fait gratuit.

Quand on vient de passer les horribles rochers des caps de l'Ours et du Tombeau, l'aspect de Majori et de ses environs est vraiment ravissant. Ses maisons, de construction élégante, qui se composent de voûtes superposées et entretenues avec une propreté tout-à-fait anglaise, sont perdues au milieu de forêts de vignes, de mûriers, d'orangers, de citronniers, de cédrats et de grenadiers, et d'une foule d'arbres toujours verts et chargés de fruits en tout temps. On dirait une de ces villes créées par l'imagination des poètes, dont chaque maison est entourée d'un jardin enchanté.

Rimira in verdi rami i pomi d'auro;
E come spieghi nell' ombrosa riva
Natura ogni sua pompa, ogni tesauro (2).

Majori a sur toutes les autres villes et bourgades de la côte l'avantage d'être construit en grande partie dans la plaine, de sorte que ses rues sont plus spacieuses que celles d'Amalfi, d'Atrani ou même de Salerne. La plupart des jardins de la ville donnent sur la rue principale; une jolie rivière sert de ruisseau à cette belle rue. On traverse ce ruisseau sur plusieurs ponts tout blancs qui lui donnent l'air d'un canal de Venise. Le bruit, le mouvement des eaux courantes, les exhalaisons balsamiques des jardins, les branches dorées des

(1) Polvica, S.-Elia, Paterno, Figlino, Corsano, Cesarano, Lepietre, Capitignano, Campinola, Ponte, Geta, Novella e Pocara. La population de ces bourgades réunies s'élève à environ huit mille habitans.

(2) T. Tasso, cant. I, 51, 62.

arbres qui pendent en berceau sur la rue qu'elles ombragent, forment de cette partie de la ville une des plus agréables promenades qui soient au monde. C'est là que le soir se réunissent tous les oisifs de la côte, amenés par douze ou quinze calèches ou carrosses du pays, condamnés jusqu'à ce jour à ne jamais dépasser la distance d'Amalfi à Majori.

La beauté des femmes de Majori est renommée, surtout celle des femmes du peuple; ce sont, comme à la Cava, de fortes et robustes beautés. Aussi, tandis qu'à l'heure de midi les maris faisaient la sieste, voyions-nous les femmes faire sur la place l'office de porte-faix et de manœuvres, chargeant ou déchargeant les barques, portant sur la tête des poutres ou d'énormes planches, s'aidant d'une main et s'appuyant de l'autre sur un grand bâton. La plupart de ces femmes sont vêtues en Dianes, le sein nu, les jambes nues, et la robe relevée fort au-dessus des genoux, sans doute pour que l'eau de mer ne mouille pas la jupe.

Minori, situé à deux milles environ de Majori, dont il n'est séparé que par un petit cap, est un joli bourg de deux mille quatre cents habitans. Au temps de la république d'Amalfi, c'était le plus important de ses arsenaux et de ses chantiers de construction. Les récits des chroniqueurs sont remplis de fables sur la nature de ses premiers habitans. Freccia, ce grave jurisconsulte, se fait l'écho de ces fables. « Forcella, nous dit-il (c'était le nom antique de Minori), cette bourgade dépendante de Ravello, eut autrefois pour habitans des hommes dont la taille dépassait dix palmes. Leurs forces étaient supérieures à celles des géans, et ils soulevaient les fardeaux les plus considérables. De nos jours on voit encore, dans l'église de Saint-Sébastien, quatre os des pieds et des bras de ces géans (1). »

Aujourd'hui les habitans de Minori sont revenus à des proportions plus naturelles. Les femmes seules semblent descendre des géans de Freccia; elles sont, s'il est possible, plus fortes et plus robustes encore que celles de Majori, et, à leur exemple, elles se livrent aux travaux les plus pénibles.

Minori, après s'être appelé Forcella, prit le nom de *Rhegina minor*, comme Majori de *Rhegina major*. Rhegina, à ce que prétendent les érudits, est un dérivé du mot grec ῥήγνυμι (je brise, je romps), et ce nom s'appliquait à la vallée qui brisait la chaîne des montagnes. Les érudits nous expliquent encore comment *Rhegina* se transforma en *i*, et se plaça à la suite des mots *major* et *minor*, qui servaient à qualifier chacune de ces anfractuosités; de là *Majori* et *Minori*.

La situation de Minori, au pied de la montagne de Ravello, est peut-être plus délicieuse encore que celle de Majori; son église contient quelques tableaux remarquables, entre autres une *Résurrection* d'un maître inconnu, et une fort belle copie du Calvaire, de Marco de Sienne, tableau dont l'original existe à l'église de Saint-Jacques de Naples.

(1) Furcella, Ravellensium villa, homines habuit ex ea genitos, statura proceres, miræ altitudinis palmorum decem, etc. (*Freccia de subfeud.*, pag. 78.)

Les jardins de Minori, comme ceux de Majori, abondent en fruits de toute espèce; mais ses habitans s'adonnent surtout à la culture d'une espèce de gros cédrat, qu'on appelle *ponsiri*. Rien de merveilleux comme un bel arbre chargé de ces fruits, dont quelques-uns ont la grosseur de la tête. On pourrait croire que les souhaits de l'homme de La Fontaine se sont réalisés, et que les chênes portent des citrouilles. Les ponsiri de Minori sont bien supérieurs à tous les autres cédrats du royaume de Naples; leur dureté et leur suc, d'une exquise acidité, les rendent même préférables aux cédrats de Sicile. Ils ont sur ces derniers l'avantage de pouvoir supporter de longues navigations; aussi en expédie-t-on de grandes quantités à Rome, Livourne, Gênes, Marseille, et même dans l'Orient. Ce sont les ponsiri de Minori que, dans leur paradis, les Turcs font servir aux élus sur des plats d'argent par des pages richement vêtus (1).

II. — AMALFI.

Plus l'on s'éloigne du cap du Tombeau, plus l'aspect du pays devient ravissant. Il semble que d'un affreux désert on soit passé dans une terre promise. De tous côtés de beaux bourgs et de jolis villages se groupent sur les pentes des collines, ou s'élèvent en amphithéâtre jusqu'au sommet des montagnes. Souvent cinq de ces bourgs ou de ces villages sont étagés l'un sur l'autre, Villamena sur Minori, Ravello sur Villamena, Saint-Martino sur Ravello, et enfin Cesarano sur Saint-Martino. Ce dernier village, perdu dans les nuages, auxquels se mêlent les fumées de ses maisons, est bâti sur l'un des pics les plus élevés du mont Cereto; c'est un nid d'aigle habité par des hommes.

En avant de ces villages, et à l'entrée d'une vallée si étroite et si sombre qu'on la prendrait pour la bouche d'une vaste caverne dont la voûte se serait écroulée, on aperçoit Atrani. Ses maisons occupent le fond du ravin, ou sont admirablement groupées sur des rochers des deux côtés de la vallée. La plus élevée de ces maisons, à droite du ravin, et non loin d'une chapelle collée au rocher, à l'entrée d'une immense grotte, est la maison du fameux Masaniello (Thomas Agnello). Pour un pêcheur, la situation était singulièrement choisie; cette position aérienne et isolée eût mieux convenu aux méditations d'un

(1) « Après que les Turcs auront bu et mangé leur saoul dedans ce paradis, alors les pages, ornés de leurs joyaux et de pierres précieuses et anneaux aux bras, mains, jambes et oreilles, viendront aux Turcs, chacun tenant un beau plat à la main, portant un gros citron ou *poncire* dedans, que les Turcs prendront pour odorer et sentir, et soudain que chaque Turc l'aura approché de son nez, il sortira une belle vierge, bien ornée d'accoutremens, qui embrassera le Turc et le Turc elle.... Et, après cinquante ans, Dieu leur dira : O mes serviteurs! puisque vous avez fait grand'chère en mon paradis, je vous veuille montrer mon visage, etc. »(Pierre Belon, *Observations de plusieurs singularités,* liv. III, ch. IX, pag. 392.)

ermite. Mais peut-être Mas Agnello méditait-il sur son rocher l'affranchissement de son pays.

Atrani n'est rien autre chose qu'un morceau d'Amalfi, détaché du reste de la ville par un petit cap, sur l'extrémité duquel s'élève une tour en ruines. La belle route d'Amalfi à Majori traverse Atrani sur de hautes et solides voûtes, construites en avant du quartier de la ville bâti sur la plage. Ces voûtes s'élèvent à la hauteur du toit des maisons de ce quartier, et ont la solidité d'un ouvrage romain. La place publique d'Atrani, qui s'étend sur un petit espace laissé vide derrière ces belles arcades, sert de refuge aux barques quand le sirocco souffle et que la mer est menaçante. A l'aide de câbles et de cabestans, les barques, et même les petits navires, sont traînés sous les voûtes qui portent la route, et de là amarrés sur cette place, qui, en quelques heures, se trouve transformée en port. Ce port paraît bien misérable, surtout si l'on vient à penser qu'autrefois Atrani était l'un des principaux bassins d'Amalfi, que là mouillaient de nombreuses galères, et que la mer à une grande distance était couverte de jetées et d'ouvrages qui joignaient les deux ports.

Ces immenses constructions n'ont pas même laissé de ruines. Minée par la mer, la roche à laquelle elles étaient sans doute appuyées est vive, pleine de cavités formées par le flot qui la corrode, et ne laisse apercevoir aucune trace d'un travail humain. On m'a assuré cependant qu'à la hauteur de la tour ruinée qui s'élève sur la pointe du petit cap situé entre Amalfi et Atrani, on découvrait, quand la mer était parfaitement calme, et à la suite de tempêtes qui en avaient profondément remué le fond, de gros blocs de pierres taillés par la main de l'homme, et comme les restes d'un môle. Pour moi, quelque temps qu'il fît, je n'ai rien pu découvrir de semblable. Amalfi n'ayant jamais eu de port naturel, ces constructions devaient être fort considérables, puisque plus de deux cents galères vinrent quelquefois s'abriter derrière ces jetées, sans compter de nombreuses flottes marchandes. La ville elle-même, avec sa population, qui était encore de cinquante mille ames au commencement du XIVe siècle, c'est-à-dire au temps de sa décadence, couvrait sans doute de grands terrains, envahis aujourd'hui par la mer. Ce qui reste maintenant d'Amalfi ne doit pas valoir un sixième de l'ancienne ville, puisque sa population ne dépasse pas cinq mille habitans. Il est vrai qu'au temps de sa prospérité, tout le pays d'Amalfi, du cap de Minerve au port de Cetara, comptait près de cinq cent mille habitans, et qu'aujourd'hui il en renferme à peine trente-deux mille.

Ce n'est que par-delà le petit cap d'Amalfi que cette ville apparaît tout entière, mais comme un spectre de ville. Ses maisons, dont un grand nombre ressemblent plutôt à des ruines qu'à des habitations, s'étendent en demi-cercle de la pointe du cap à mi-côte des hauts rochers qui de l'autre côté du Cannetto dominent la ville. La haute tour d'une église, surmontée d'un dôme, se montre au-dessus de ces maisons, en avant desquelles s'étendent un bout de quai désert et une petite plage où quelques barques sont échouées. Voilà donc

Amalfi, cette souveraine des mers, cette rivale de Venise, cette Tyr du xe siècle! Où sont ses fortes murailles, ses chantiers, ses arsenaux, ses innombrables galères, son industrieuse population? Il n'en reste rien; la ville qui recueillit les Pandectes, qui fonda la législation maritime, qui perfectionna et popularisa l'usage de la boussole, cette ville a tout perdu, tout jusqu'à sa monnaie, la seule qui pendant trois siècles eut cours dans l'Orient, jusqu'à ses couleurs, autrefois si glorieuses, l'étendard pourpre des Romains, ancêtres des Amalfitains, blasonné de la croix blanche au champ noir des chevaliers hospitaliers, cette autre fondation d'Amalfi.

Nous longeâmes toute la ville avant d'arriver à l'endroit où nous devions débarquer; ce fut l'affaire de quelques minutes pendant lesquelles la vue d'une barque portant plusieurs étrangers fit renaître quelque apparence de vie sur la plage et le quai. Une armée de *faquins,* sortant de petits passages voûtés pratiqués dans la montagne et courant à travers les rochers, venait attendre notre barque, les bras nus, les jambes dans l'eau, et poussant des cris féroces, absolument comme s'il s'agissait de repousser la descente d'un corsaire ou de piller des naufragés. La barque fut à peine échouée que déjà voyageurs et bagages étaient enlevés et déposés sur la plage. Là, nous attendait le gros de la troupe avec des fauteuils à bras que portaient huit hommes, et il fallut opposer une vive résistance pour n'y être pas assis de force et enlevés. C'est que nous avions choisi pour gîte le fameux couvent de capucins, aujourd'hui supprimé, bâti sur des rochers à l'entrée d'une vaste grotte au nord de la ville, et que, pour s'y rendre, il s'agissait de gravir à peu près trois fois la hauteur des tours de Notre-Dame.

Une fois arrivés là, nous fûmes, il est vrai, bien payés de nos peines par la singularité du site et par l'admirable vue dont nous jouissions. Mais, avant de se laisser aller au plaisir, il fallait se débarrasser des vingt faquins qui avaient porté nos très modestes bagages, et ce n'était pas une petite affaire. Chacun d'eux réclamait un ducat pour sa peine, et beaucoup n'avaient pas même droit à une baioque. Je leur jetai une piastre en leur criant: Arrangez-vous. Les bateliers qui venaient de faire le long et difficile trajet de Salerne à Amalfi ne m'avaient pas demandé davantage. On ne peut se figurer les cris d'horreur qui sortirent du groupe des faquins à la vue de la piastre; une baioque ne les eût pas plus indignés. Ils la jetaient à terre, la foulaient aux pieds d'un air superbe; enfin, l'explosion de leur colère ne dura pas moins d'une grande heure, l'aubergiste n'osant pas les mettre à la porte de chez lui; mais tout à coup une nouvelle barque ayant paru à l'entrée du golfe, ils ramassèrent lestement la misérable piastre et coururent vers le rivage. Quand ils furent dehors, l'aubergiste m'assura que je les avais payés trop cher de moitié.

L'auberge-couvent d'Amalfi est connue de tous les touristes, chacun d'eux y ayant fait sans aucun doute son pèlerinage obligé. En 1815, le nombre des frères étant fort réduit, on les réunit à un autre couvent; celui-ci fut abandonné, et un industriel s'établit dans ses bâtimens qu'il transforma en hôtel, ne tou-

chant pas toutefois à la chapelle. Cet hôtel est plus curieux que commode; on a supprimé des cloisons; de deux cellules on a fait une chambre où l'on se trouve encore fort à l'étroit; le parloir a été métamorphosé en petit salon, et le réfectoire en salle à manger. De vieilles peintures décorent ses murailles à demi reblanchies. N'étaient nombre de jolies *sœurs* qui viennent s'asseoir aux tables du réfectoire et coucher dans les cellules des pères, on pourrait se croire frère capucin, la chère étant à peu près aussi frugale que par le passé, et la propreté à peu de chose près la même. Quoi qu'il en soit, l'auberge des capucins a la vogue, nous ne devons pas en médire, d'autant mieux que, chose qui console de tout, on n'y meurt de faim qu'en excellente compagnie. Toute la pairie anglaise a couché dans ces cellules; toute la noblesse italienne, tout le pêle-mêle des voyageurs français s'y est donné rendez-vous. Pendant les douze jours que nous y vécûmes en retraite, nous y vîmes passer des peintres, des poètes, des officiers, des diplomates, et M. Rothschild lui-même, vivant de régime et réveillé le matin dans sa cellule par une chèvre sa nourrice.

Chacune de ces cellules n'a que de fort petites fenêtres percées dans d'épaisses murailles. Comme de chacune de ces ouvertures on n'aperçoit d'abord que la mer, on dirait les sabords d'un navire. Une pierre lancée de ces fenêtres avec force alla tomber à cinq ou six cents pieds au-dessous de nous dans la petite anse où nous avions débarqué; les eaux de cette partie de la mer étaient d'une merveilleuse transparence; on pouvait compter les coquilles, les mousses, les galets de couleurs brillantes qui en tapissaient le fond. En se penchant un peu en dehors de ces fenêtres, on jouit d'une immense vue; à gauche on découvre la ville, le port et de hauts rochers couronnés de tours; au centre les montagnes de Majori, le cap du Tombeau, la côte de Pœstum et les montagnes de la Calabre; sur la droite, la vaste étendue des mers.

Ce couvent, dans le principe, fut une abbaye fondée au temps de la grandeur d'Amalfi; elle florissait au XIIe siècle sous le nom de l'abbaye de *Saint-Pierre a Toczolo* ou *Toczolano,* lorsque le cardinal Pierre Capouan y établit un ordre de chanoines réguliers consacrés à saint Pierre, et auquel Frédéric II fit don, par un diplôme qui porte la date de 1212 et qui existe dans les archives d'Amalfi, d'une rente de mille *taris* d'or à prélever sur ses domaines de Tropœa. Cet ordre religieux habita l'abbaye pendant près de trois siècles; mais les mille taris ayant cessé d'être payés, l'abbaye fut délaissée, et ses bâtimens commençaient à se dégrader lorsqu'en 1583 les Amalfitains invitèrent le père don Inigo d'Avalos à y établir quelques-uns des capucins dont il était le général. Ces capucins y séjournèrent jusqu'à la suppression du couvent, en 1815.

La proximité d'une vaste grotte, au fond de laquelle, selon la coutume du temps, ils pouvaient élever un calvaire, avait sans doute engagé les fondateurs de l'abbaye à la placer sur cette pente escarpée de la montagne. Ils retinrent les terres cultivables par des murs, en formèrent des terrasses, et sur ces terrasses ils établirent de véritables jardins suspendus, plantés de vignes, d'orangers et de figuiers. La situation des bâtimens du couvent est d'autant plus

agréable qu'à deux heures de l'après-midi ils sont abrités du soleil qui se cache derrière les immenses montagnes auxquelles on les a adossés, de sorte que, même dans les journées les plus chaudes de l'été, on y jouit, pendant une bonne partie du jour, de la plus agréable fraîcheur. Les ouvriers arabes, qui bâtirent tant de curieux édifices sur toute cette côte, avaient sans doute présidé à la construction de l'abbaye. Le cloître du couvent est tout-à-fait moresque; sur chacune de ses façades intérieures, de petites colonnes accouplées, en marbre blanc du pays, soutiennent des voûtes ogivales qui s'entrelacent de trois en trois, formant une sorte de broderie réticulaire d'un charmant effet. Au-dessus de la gracieuse colonnade et de ces broderies s'élèvent de hautes murailles percées sur chacune de leurs façades de petites fenêtres en ogives accouplées. La voûte de la porte principale du cloître qui fait face à la grotte, et les fenêtres des murailles à demi ruinées de son antique chapelle, sont aussi en ogives. Une chapelle plus moderne a été ajoutée, il y a un siècle et demi, aux bâtimens du couvent; cette chapelle est dans le détestable goût de l'époque; aujourd'hui elle est entièrement abandonnée. Le laid calvaire que l'on voit au fond de la grotte, et qui en détruit la beauté, est sans doute du même temps. Le Christ, en bois peint, sculpté d'une manière barbare et tout barbouillé de sang, est entouré de saintes femmes et d'anges également en bois peint, agenouillés dans les positions les plus ridicules. Au pied du Christ on a établi une sorte d'autel sur lequel on officiait autrefois. La voûte de cette grotte est tapissée d'énormes stalactites dont quelques morceaux, de la grosseur du corps et de plusieurs toises de longueur, semblent la queue de monstrueux reptiles dont la tête serait cachée dans les sombres anfractuosités du rocher.

Après avoir pris possession de ma cellule, je m'empressai de courir à la ville. Je me rappelais le passé, et ma curiosité était vivement excitée. Je l'avais déjà traversée que je la cherchais encore; j'avais suivi d'étroits sentiers, construits sur les corniches du rocher, ne me doutant guère que ce fût là le grand chemin de Naples par Castellamare. J'avais descendu d'abominables escaliers, étagés dans de dégoûtans passages; j'avais franchi des voûtes obscures, traversé une petite place, couverte d'un peuple en haillons, sur laquelle s'élevait une église, le seul objet que j'eusse remarqué dans mon excursion. Au-delà de cette place et de cette église, j'avais retrouvé les voûtes, les couloirs, les ruelles sombres et mal propres, et j'étais arrivé au fond du ravin, sans avoir aperçu une rue ou entrevu une maison digne de ce nom. Était-ce donc là tout ce qui restait de la magnifique Amalfi? Que sont, auprès d'une semblable dégradation, cet abandon de Venise et ces solitudes de Pise dont les voyageurs nous entretiennent? Du moins ces villes sont encore debout, et l'on peut lire sur les murailles de leurs palais l'histoire de leur ancienne splendeur. Mais que reste-t-il du passé d'Amalfi? Rien au monde. La place où cette ville fut construite n'existe même plus qu'en partie, la mer s'en est emparée. Aussi le voyageur, en parcourant l'étroit ravin que remplit la bourgade moderne, se demande-t-il à chaque pas : Où donc, entre ces rochers, a-t-on pu bâtir une ville? Où donc ses cinquante mille habitans trouvèrent-ils à se loger?

Au retour, un *cicerone,* qui m'avait épié, s'était attaché à moi; il voulait me faire de vive force les honneurs de la ville, et signala à mon admiration deux palais bâtis sur le seul petit bout de quai qui existe encore. Ces palais du moderne Amalfi seraient partout ailleurs des maisons fort ordinaires. L'un a été construit tout récemment et n'est pas encore meublé; l'autre, flanqué à chaque angle de tourelles peintes, couvert en faïence peinte, et sur les murailles duquel on a *barbouillé* un ciel, des orangers et des oiseaux, sert d'auberge aux gens du port. Derrière ces maisons, et près de l'embouchure du Cannetto, j'aperçus enfin quelques voûtes antiques : c'est là, avec quelques substructions portant aujourd'hui des papeteries et des moulins à eau, tout ce qui reste des premiers temps d'Amalfi.

La cathédrale, que l'on m'avait beaucoup vantée, est loin de mériter sa réputation. C'est un édifice bizarre qui n'a pas même le mérite de l'antiquité, ayant été réparé et restauré nombre de fois depuis sa fondation, et en dernier lieu au commencement du XVIIIe siècle, lorsque l'archevêque d'Amalfi, Michel Bologna, le fit reconstruire presque entièrement. Il faut excepter la façade et les portes de bronze, qui sont vraiment curieuses, ayant seules échappé à la transformation de l'édifice. On arrive à cette façade par un grand escalier, qui règne sur toute la largeur de l'édifice, et qui atteint presque à la moitié de sa hauteur. L'église est placée sur une plateforme élevée, à laquelle cet escalier conduit, comme un temple grec sur son stylobate. La façade est dans le goût moresque; elle se compose d'un vestibule couvert, soutenu par un grand nombre de colonnes de marbre de divers caractères, et dont les chapiteaux sont tous différens; quelques-unes de ces colonnes sont antiques. Des ogives entrelacées, comme les ogives du cloître des capucins, reposent sur ces chapiteaux. Les nervures de ces ogives sont peintes en brun et se détachent comme une dentelle noire sur la muraille blanche. Quatre portes ouvrent sur le vestibule placé derrière cette colonnade, et conduisent à autant de nefs dont les voûtes reposent sur des piliers de marbre. Les battans de la porte principale sont en bronze; ils ont été travaillés en Grèce, et portent la date du Xe siècle; l'inscription suivante nous apprend que Pantaleone de la famille de Mauro de Maurone, consul de la république, a fait faire cet ouvrage pour le salut de son ame.

Hoc opus fieri jussit pro redemptione animæ suæ Pantaleo
Filii Mauri de Pantaleone de Mauro de Maurone comite (1).

Ces portes, d'un travail estimé, ont servi de modèle à celles de l'église du mont Cassin, comme nous l'apprend la chronique d'Aimon : « Didier, nous dit-il, étant venu à Amalfi, en 1062, pour acheter les étoffes de soie dont il

(1) Un peu au-dessus de cette inscription, on lit ces lignes rimées :

Hoc opus Andreæ memori consistit
Effectus Pantaleonis bis honore auctoris studiis
Ut pro gestis succedat gratia culpis.

voulait faire présent à l'empereur d'Allemagne, Henri IV, vit les portes de son église épiscopale, et fut si enchanté de la manière dont elles étaient travaillées, qu'il envoya sur-le-champ à Constantinople la mesure des portes de l'église-vieille, où il eut soin qu'on les fît parfaitement belles (1). »

Le plan de l'église dessine une croix grecque. La nef du milieu est portée sur dix-huit piliers de marbre. Le pavé est également en marbre, et l'autel principal est orné de colonnes de marbre antique et de riches incrustations. L'église renferme quelques morceaux antiques assez curieux : une superbe conque de porphyre qui sert de baptistère, et deux sarcophages dont l'un, de travail grec, représente l'enlèvement de Proserpine, l'autre les noces de Thétis et de Pélée. Ce dernier n'est qu'une répétition plus détaillée de deux sarcophages du même genre qu'on voit à Rome au palais Mattei et que Winckelmann a décrits (2).

On descend à la crypte par un double escalier de marbre. Cette crypte, ornée de marbres curieux et d'une statue colossale de Saint-André (en bronze), a été refaite comme le reste de l'édifice. Autrefois, cette église souterraine n'était éclairée que par les lampes qui brûlaient sans cesse devant la châsse où est renfermé le corps de l'apôtre saint André, patron de la ville, et auquel la cathédrale est consacrée. Le corps de saint André fut transporté de Constantinople à Amalfi dans les premières années du XIIIe siècle (1207), par le cardinal Capouan, qui le déroba sans façon à l'église des Saints-Apôtres, où il reposait depuis l'an 353, avec saint Luc, saint Timothée, et beaucoup d'autres saints du second ordre. Débarquée mystérieusement à Amalfi, cette relique fut ensuite déposée en grande pompe dans un cercueil d'argent massif.

Le premier moment de ferveur était passé, et saint André n'était plus pour les Amalfitains qu'un saint comme un autre, lorsqu'en 1304, le 24 novembre, un vieillard qui faisait ses dévotions devant la châsse du saint, poussa tout à coup un grand cri de joie; il était arrivé infirme et se trouvait guéri. Il racontait qu'ayant vu découler de cette châsse une huile qui avait l'odeur du nectar, il s'en était frotté en invoquant le saint, et que le miracle avait eu lieu. Cette nouvelle se répandit aussitôt dans la ville, où elle ranima l'enthousiasme expirant. Dès ce jour, Amalfi eut, comme Naples, son miracle permanent, car depuis la découverte du vieillard, la *manne* (3) d'Amalfi ne cessa de découler

(1) Aimon., *Chron. Cassin.*, lib. III, cap. XIX.

(2) *Monum. antichi inediti*, part. II, sez. II, cap. I, nº 110.

(3) Vide in sembianza placida tranquilla
Il divo, che di manna Amalfi instilla.
(*Tasso*, lib. II, st. 82.)

La citation suivante peut donner idée de la façon dont les écrivains du pays entendaient encore ce miracle en 1836 :

« Ecco un epoca fortunata ad indelebile negli annali amalfitani. Mentre un Gioja Colla scoverta della Bussola disserra al mondo intero l'ampio varco de' mari; contemporaneamente il nostro protettore S. Andrea, disvela dal suo tabernacolo il sacro ed incorruttibile liquore della *Manna*, cotanto prodigioso nel sanare i lan-

des os du saint et de guérir tous ceux qui avaient la foi, au grand préjudice sans doute des docteurs de la faculté de Salerne.

A en juger par la liste que j'ai sous les yeux, Amalfi, au temps de sa grandeur, avait au moins autant d'églises qu'elle compte aujourd'hui de maisons. La plupart de ces églises sont détruites, et il n'en reste pas de traces. Beaucoup sont abandonnées, et un très petit nombre sont encore consacrées au culte.

A droite de cette cathédrale et sur le même plan que sa façade, dont elle n'est séparée que par un étroit intervalle, s'élève la tour du Campanile, dont la construction remonte au XIIIe siècle (1) (1276). Cette tour est d'une architecture assez singulière; ainsi le dernier étage qui est de forme circulaire, tandis que le reste de la tour est carré, est entouré de colonnettes portant une coupole avec tambour et lanterne.

Dans le petit espace compris entre cette tour, l'église et la montagne, était placé le *Campo Santo* d'Amalfi, vulgairement appelé le *Paradis;* c'était là que ses plus illustres citoyens étaient inhumés. Aujourd'hui ce cimetière est abandonné, et, sans aucun doute, il a été dépouillé dans des temps plus reculés, car on n'y voit plus un seul des sarcophages, une seule des pierres tumulaires sous lesquels dix générations reposaient. Il ne reste de ce cimetière que son cloître, orné de colonnettes accouplées.

On m'avait assuré à Naples que Flavio Gioja, le prétendu inventeur de la boussole, *Gioja della nautica*, comme disent avec orgueil les Amalfitains, avait un tombeau dans ce cimetière. Flavio Gioja n'a pas été plus favorisé que ses compatriotes illustres. Si son tombeau exista autrefois dans le *Campo Santo* d'Amalfi, il n'en reste pas de traces aujourd'hui; nul fragment de marbre, nulle pierre, nulle inscription ne porte son nom; aussi quelques esprits sceptiques ont-ils mis en doute son existence.

Flavio Gioja exista-t-il réellement? Quelle était sa profession? Que sait-on de son caractère? Est-il en effet l'inventeur de la boussole? Fit-il cette découverte à la suite de longues recherches ou par l'effet du hasard? Avant de me rendre à Amalfi, je m'étais proposé de résoudre ces différentes questions, et j'avoue qu'après plusieurs jours de recherches je n'ai pu trouver de solution satisfaisante à aucune d'elles. La seule preuve qu'on ait de l'existence de Flavio Gioja, c'est une sorte de notoriété historique ou plutôt poétique. Mais comment à l'appui de cette notoriété n'existe-t-il, dans les archives du pays ou dans les chroniques du temps, aucune pièce de quelque valeur? car cet acte de décès du moine Domenico da Muro, signé de la sœur Angiola Gioja dite *la Fla-*

guori. » (Matho Camera. *Descrizione antica e moderna d'Amalfia.*) — L'auteur de cette compilation est inspecteur des fouilles et des antiquités de la province de Salerne; cet ouvrage, sans methode et sans critique, et dont cette singulière citation peut faire connaître l'esprit, contient néanmoins de curieux renseignemens et ne nous a pas été inutile.

(1) On lit sur la façade occidentale de cette tour l'inscription suivante:

« *Anno Dom. 1276. D. Philippus Augustariccius præsul et civis Amalphitanus, hoc campanile et magnam campanam fieri fecit.* »

viana, prouverait seulement qu'il a existé à Amalfi une famille de ce nom, mais il ne prouverait pas l'existence de Flavio Gioja.

Admettons que Flavio Gioja ait existé. Quand fit-il sa découverte et comment la fit-il? Tous les écrivains du temps gardent à ce sujet le silence le plus complet. On fixe l'année 1302 comme celle de cette découverte, mais on ne cite aucune autorité à l'appui de cette date qui ne peut donc être considérée comme certaine. Aussi les incrédules ont-ils eu beau jeu, et chaque peuple a-t-il pu, sans trop de présomption, revendiquer l'honneur de cette invention. Les Anglais ont dit : Boussole ou *bussola* vient de notre mot *box* qui veut dire boîte, donc nous sommes les inventeurs. — Nullement, répliquent les Allemands, la rose des vents de la boussole porte des dénominations allemandes, c'est donc l'Allemagne qui a fait cette découverte. — Les Français, comme on le pense, ne sont pas restés en arrière, et, nous l'avouerons, leurs raisons nous paraissent les meilleures. Ces raisons sont de divers genres : ils citent d'abord ces vers de Guyot de Provins, tirés d'un manuscrit qui porte la date de 1180 (1) (date antérieure de cent vingt-deux ans par conséquent à celle des Amalfitains).

Icelle étoile (la polaire) ne se muet
Un art font que mentir ne puet
Par vertu de la marinette
Une pierre laide, et noirette
Ou li fer volontiers se joint, etc.

Ils ajoutent que toutes les nations semblent d'accord pour faire honneur aux Français de l'invention de la boussole, toutes ayant mis la fleur de lys sur la rose au point nord, et l'on sait que pendant des siècles la fleur de lys fut le symbole de la nation française.

A cette dernière raison les Amalfitains répondent que lys se traduit en italien par *Giglio*, que *Giglio* et *Gioja*, c'est absolument la même chose, et que, par une sorte de rébus héraldique fort en usage autrefois, au lieu du nom écrit de l'inventeur, on a mis sur la rose des vents une fleur de lys, sorte de traduction figurée du mot. L'explication nous paraît un peu forcée. Quant aux vers de Guyot de Provins, ils les regardent comme fort peu concluans; ils prouvent seulement, disent-ils, que les Français connaissaient la propriété qu'avait la pierre d'aimant de se tourner du côté de l'étoile polaire, mais nullement qu'ils aient su s'en servir en mer. Mais alors pourquoi appelaient-ils *marinette* cette pierre qui se tournait vers l'étoile polaire? La marinette était, sans aucun doute, le nom de la boussole (2).

(1) Guyot de Provins se trouvait en 1181 à la cour de l'empereur Frédéric, à Mayence.

(2) On lit cette description de la marinette dans un vieil ouvrage du commencement du XVIe siècle, sans nom d'auteur :

« La *marinette* fait connaître qu'on faisait nager l'aimant dessus du liége dans l'eau, pour lui donner la facilité de se tourner vers le nord. » (*L'art de Naviguer*, pag. 87.)

Convenons-en, les Amalfitains n'ont aucune pièce aussi concluante à apporter à l'appui de leurs prétentions; car ces vers du Panormita qu'ils citent à tout propos :

> Prima dedit nautis usum magnetis Amalphis
> Vexillum Solymis, militiæque typum;

ces vers n'ont été écrits que dans le cours du xv[e] siècle, près de cent cinquante ans après l'époque fixée comme celle de l'invention par Gioja. Ce n'est donc là qu'une de ces preuves de notoriété poétique dont nous parlions tout à l'heure.

On conçoit facilement qu'on veuille s'attribuer le mérite d'une invention qui a fait découvrir un monde nouveau et une moitié de l'ancien monde. Nous venons de prouver que les Français peuvent, avec quelque fondement, en revendiquer l'honneur. Nous ne chercherons cependant pas à ravir toute gloire aux Amalfitains, et nous conviendrons que, d'après le consentement unanime des peuples européens, ou, pour mieux dire, des historiens et des poètes de ces peuples, s'ils n'inventèrent pas la boussole, du moins ils la perfectionnèrent; nous ajouterons qu'il est fort probable qu'on doit attribuer ce perfectionnement qui popularisa l'invention en facilitant son application, à un certain Flavio Gioja, dont aujourd'hui rien ne prouve plus l'existence, et auquel les Amalfitains, ne fût-ce que par amour-propre national, auraient bien dû élever un monument.

Les aventuriers réfugiés, vers le vi[e] siècle, dans les montagnes du voisinage, et qui, plus tard, s'établissant sur la plage, fondèrent Amalfi, se prétendaient issus des Romains; ils ne crurent pas cependant déroger en s'adonnant au commerce, et ce fut là le principe de la fortune de leur ville. Leurs descendans ont gardé quelque chose de cet esprit industrieux. C'est encore l'une des populations les plus actives du royaume de Naples et celle qui fournit peut-être les meilleurs marins, mais aussi elle est affligée plus qu'une autre des deux vices qui dégradent le peuple napolitain : la mendicité et le vol. Mendier et prendre est en quelque sorte un besoin pour un grand quart des habitans de la côte, et ce n'est souvent ni par cupidité ni par nécessité qu'ils mendient ou qu'ils volent, mais tout simplement par instinct ou plutôt par habitude. Cette habitude est si forte chez eux, qu'ils continuent a mendier quand ils sont dans l'aisance, et qu'ils volent des objets qui, pour eux, sont sans valeur et dont jamais ils ne pourront tirer aucun parti. Des femmes du peuple, qui paraissent au-dessus du besoin, vêtues même avec élégance et propreté, nous ont souvent barré le chemin en nous montrant l'enfant qu'elles portaient et en s'écriant d'une voix lamentable : *Date qualche cosa a questo poverino!* Dans les montagnes, aux environs de la ville, si nous nous arrêtions pour dessiner, aussitôt des curieux accouraient tendant la main; si par hasard, absorbés par le travail, nous avions un moment de distraction et cessions d'être sur nos gardes, canifs, crayons, pinceaux disparaissaient comme par enchantement. Un peintre napolitain nous assurait que ces hardis filous avaient été jusqu'à

ôter les vis et les charnières d'une boîte de peinture que, dans son sommeil, il avait oubliée près de lui. Il y a plus, on nous a raconté que des voyageurs qui s'étaient endormis dans la montagne, s'étaient réveillés sans bottes ou avec un habit transformé en veste ronde, les pans et les poches en ayant été enlevés. On voit que la côte d'Amalfi pourrait, à assez juste titre, être nommée la *côte des Larrons*.

Leur mendicité prend souvent les formes les plus détournées et les plus amusantes. Leur ténacité vous révolte, et vous êtes étonné de céder et de donner à l'homme que tout à l'heure vous auriez volontiers assommé. Ils vous suivront trois milles avec une orange ou une grenade à la main; il faut la prendre et la payer, autrement ils ne vous quitteraient pas du jour et ne vous laisseraient pas un moment de solitude et de liberté. Si vous portez un livre ou un calepin, trois ou quatre grands gaillards viendront à vous et vous l'enlèveront de force. Vous croyez avoir affaire à des bandits; nullement : ce sont des obligeans qui tantôt réclameront leur salaire. D'autres fois, une troupe de jeunes gens et de jeunes filles vous entoure, amenant un pauvre muet, ou un aveugle, dont ils vous peignent la misère et les infirmités de la façon la plus déchirante; vous vous laissez attendrir, vous donnez quelque petite monnaie; aussitôt le muet recouvre la parole, l'aveugle voit, et toute la bande se sauve en riant.

Le petit nombre de gens comme il faut du pays est affligé et comme honteux de ces habitudes qu'ils tentent vainement d'extirper : les idées rétrogrades, ou, si l'on aime mieux, la politique d'un clergé puissant, l'absence d'esprit public, et par-dessus tout l'égoïsme de ceux qui sont dans l'aisance, rendent toute réforme impossible.

Le cinquième de la population d'Amalfi se compose de *faquins;* c'est une autre espèce de mendians; on pourrait les définir des mendians qui travaillent. Ils ne manquent pas de besogne dans un pays où tout, jusqu'à l'homme, doit être transporté par eux. Le chemin d'Amalfi à Majori est, comme nous l'avons vu, la seule route du pays ouverte aux voitures; les autres chemins ne sont que des sentiers de montagnes formés la plupart du temps d'escaliers superposés, de sorte que, pour se rendre d'un point à un autre, on a souvent trois ou quatre mille marches à monter. Les ânes et les mulets sont assez bien dressés à les gravir sans trébucher, et par conséquent sans danger pour le voyageur; lorsqu'il s'agit de descendre, c'est autre chose : l'animal a le pied sûr et ne bronche pas, mais ses sabots de derrière se trouvent la plupart du temps au niveau de ses oreilles. Il faut mettre forcément pied à terre si l'on ne veut passer par-dessus le cou de la bête et rouler dans les précipices; on a donc cherché un autre mode de transport, et la *portantine* a remplacé l'âne et le mulet. La *portantine* n'est autre chose qu'un grossier palanquin que portent quatre hommes; les gens riches des bourgades de la montagne ont leurs porteurs; les autres en louent, et ce sont les faquins qui sont employés à cet ouvrage. Dans l'été, lors du passage des voyageurs, les faquins d'Amalfi doivent faire fortune; dans ces sentiers impraticables, les voyageurs se voient en effet contraints, les femmes surtout,

de cheminer à la chinoise ou plutôt à la romaine, car la portantine d'Amalfi n'est peut-être que l'ancienne litière romaine transformée ou continuée.

Chacune de ces caravanes de voyageurs forme, au milieu de la montagne, un tableau des plus singuliers. Tandis qu'un gros chanoine passe lestement sur les épaules de ses deux porteurs, vous voyez la moitié de la population du pays, réunie autour de la portantine de quelque frêle Anglaise, se disputant chaque brancard et paraissant plier sous le fardeau. C'est encore là une sorte de mendicité déguisée; l'étrangère ou ses cavaliers auront négligé de faire leurs conditions au départ et de limiter le nombre des porteurs; au retour, il faudra payer toute cette population ou soutenir un combat.

Le Cannetto, ce torrent qui prend sa source au pied du mont Cereto et que les historiens d'Amalfi ont décoré du nom de fleuve, n'est guère plus large que la rivière des Gobelins. Mais, dans un cours de moins de deux lieues, il fait tourner de nombreuses usines dont quelques-unes ne sont pas sans importance; ce sont des manufactures de papier, de fer ou de savon. Ces papeteries sont au nombre de seize, et fabriquent des quantités considérables de papier, de qualité très secondaire, il est vrai; la principale industrie du pays, c'est la fabrication des macaroni et de diverses pâtes, les plus estimées du royaume de Naples. Ces usines réunies emploient un nombre d'ouvriers qui n'est pas déterminé, mais dont le salaire, chaque semaine, n'est pas inférieur à mille ducats. Ces forges et ces papeteries se groupent d'une manière fort pittoresque au fond du ravin, jetant leurs ponts et leurs bâtimens d'une rive à l'autre du torrent. Ces bâtimens et la vallée sont dominés de tous les côtés par des rochers d'une hauteur inimaginable; du sommet de ces rochers au fond du ravin sont tendus d'énormes câbles le long desquels descendent de grosses fascines pareilles à de grands oiseaux qui se précipiteraient dans le vallon; c'est un moyen de transport rapide, économique et très en usage dans le pays. Les bois de toutes les pentes supérieures des montagnes sont amenés de cette façon dans les vallées, d'où les mulets et les femmes les transportent au rivage.

Cinq villages ou *casali* dépendent aujourd'hui d'Amalfi, dont toute la côte relevait autrefois. Ce sont les villages de Pogerola, Pastina, Lone, Vettica-Minore et Tovere; tous les cinq sont situés sur la rive droite du Cannetto, les uns sur le sommet de la montagne, les autres au bord de la mer.

FRÉDÉRIC MERCEY.

DE

LA POLITIQUE ROMAINE

ENVERS LES PEUPLES CONQUIS.[1]

I.

ACTION DE ROME SUR LES RACES DE L'ITALIE.

Denys d'Halicarnasse, exposant les institutions primitives des Romains, celles qu'on attribue communément à Romulus, loue beaucoup ce peuple de n'avoir, contre l'usage suivi par les autres, ni exterminé ni réduit en servitude les habitans des villes conquises,

(1) L'auteur de l'*Histoire des Gaulois,* M. Amédée Thierry, doit publier dans quelques mois, pour faire suite à ce livre, dont la réputation est consacrée, une ***Histoire de la Gaule sous la domination romaine.*** En tête de ce nouvel ouvrage, dans une introduction qui ne forme pas moins d'un volume, l'auteur trace un vaste tableau de la société et du gouvernement envisagés en dehors de Rome, sous le point de vue des intérêts provinciaux et de la civilisation du monde soumis par la conquête. C'est une véritable histoire romaine, telle qu'un sujet de Rome aurait pu l'écrire vers le IIIe siècle, quand l'unité de l'empire était à peu près accomplie. On y sent par degrés et tour à tour l'action de la cité victorieuse sur toutes les races de l'ancien monde, puis la réaction de ces races sur l'Italie et sur Rome : conception neuve, qui donne la clé non-seulement des destinées de tant de peuples si fortement marqués à l'empreinte romaine, mais de celles de Rome elle-même, qui, après avoir détruit toutes les nationalités autour d'elle, vit à son tour sa propre nationalité emportée par le mouvement qui poussait tous ces peuples vers la même unité sociale.

mais de les avoir laissés libres et propriétaires d'une partie de leur territoire, souvent même de les avoir admis comme citoyens dans ses propres murailles : « Ce fut là, dit-il, la plus ferme base de l'indépendance de Rome; ce fut la source féconde de sa puissance (1). » Là-dessus il s'élève contre la politique des états grecs, de Thèbes, de Sparte, d'Athènes, qui professèrent, à leur grand détriment, ajoute-t-il, la haine de l'étranger.

Ces mêmes idées, Tacite les exprime à son tour avec son éloquence et son autorité ordinaires. Dans le beau passage de ses Annales, où il nous montre l'empereur Claude demandant au sénat le droit des honneurs pour la Gaule chevelue, et réfutant, à ce sujet, par des raisons tirées de l'histoire, les doctrines d'exclusion sur lesquelles le vieux patriciat appuyait ses refus, il met dans la bouche du prince ces remarquables paroles : « Pourquoi Lacédémone et Athènes, si puissantes par les armes, ont-elles péri, si ce n'est pour avoir repoussé les vaincus comme des étrangers? tandis que notre fondateur Romulus, bien plus sage, vit la plupart de ses voisins, en un seul jour, ennemis de Rome et ses citoyens (2). »

L'importance que semblent attacher à ce parallèle un Grec d'une science si incontestable et si variée, et le plus profond des historiens romains; les conséquences politiques qu'ils en tirent tous deux; la solennité de la discussion où Tacite fait intervenir ce rapprochement comme un argument d'une grande portée, et presque comme une solution de la controverse; tout cela doit, à mon avis, appeler sur la question notre attention la plus sérieuse. C'est un mot qui nous signale bien des mystères que l'histoire n'a pas suffisamment examinés; c'est un éclair jeté dans les entrailles mêmes de la société antique.

L'exclusion de l'étranger, le resserrement, l'isolement de la cité : tel fut le principe sur lequel posa généralement la constitution des états grecs. Et ce principe ne tenait pas seulement à une idée d'arrangement et de beauté plastiques; il n'avait pas seulement pour but un certain équilibre plus parfait de la machine politique; il était accepté et amplifié, mais non créé à dessein, car il dérivait de lois nécessaires, se rapportant elles-mêmes aux conditions primitives de la société dans ces petits gouvernemens. En Grèce, les constitutions furent diamétralement opposées à tout système de rapprochement et

(1) *Ant. rom.*, II, 16.
(2) Tacit., *Ann.*, XI, 24.

de fusion entre les peuples. Chaque gouvernement avait à tâche de se façonner un peuple exceptionnel, improgressif, dans l'acception la plus large de ce mot. La forme politique ne s'y moulait pas sur l'état social; elle refaisait la société à son usage; des institutions bizarres la garantissaient contre les progrès naturels du genre humain; on l'élaborait comme une œuvre d'art coulée dans un moule arbitraire, et d'autant plus admirée qu'elle était plus inflexible; puis on l'isolait pour la mieux conserver. Tel était le génie grec, surtout le génie dorien, génie politique par excellence chez les Hellènes.

A Rome, au contraire, la forme politique fut mobile, progressive, livrée incessamment aux fluctuations de l'état social; elle n'occupa même, à vrai dire, dans la vie nationale, qu'une place secondaire et subordonnée. Rome apparaît dès l'origine avec un double caractère. Comme ville, comme état particulier, elle suit les phases de développement intérieur naturelles à tous les états; mais cette ville ne reste point, si je l'ose dire, renfermée en elle-même; elle se répand au dehors; elle admet dans son sein d'autres villes, d'autres peuples, d'autres races d'hommes; elle devient la tête d'une véritable société qui va se grossissant de jour en jour, et qui atteint enfin à des proportions gigantesques. Évidemment, l'action portée à l'extérieur dut amener de grandes perturbations dans l'économie intérieure : si Rome agit sur le monde, le monde réagit sur elle. Or il y eut dans cette seconde destinée, toute mêlée à celle du genre humain, quelque chose de bien autrement grand et fécond que la fortune domestique d'une petite république guerrière, développant isolément les combinaisons de sa constitution bien ou mal pondérée. L'histoire de Rome n'est que la lutte de ces deux actions. L'action sociale, comme la plus forte, grandit, domine, absorbe tout, bouleverse plusieurs fois la constitution, finit par la briser, et emporte avec elle jusqu'à la nationalité de la reine des nations.

Comme cette situation est unique dans l'histoire de l'antiquité, je m'arrêterai quelques instans à rechercher les conditions primitives qui purent la produire; et, pour cela, j'examinerai ce que fut Rome à son berceau, et ce que furent aussi, dans leurs commencemens, la plupart des états grecs.

Deux races d'hommes différentes, superposées sur le même sol, mais séparées par une inimitié implacable, éternelle; l'une spoliatrice, l'autre dépouillée; l'une guerrière et oisive, l'autre désarmée, dépérissant dans l'abjection et dans les fatigues du labeur servile; en un mot, la violence perpétuée en système, l'opposition de race à

race, l'abrutissement intéressé de l'homme par l'homme, voilà ce que nous rencontrons constamment à l'origine des cités de la Grèce. Bien au contraire, le fait primitif qui préside à l'organisation de la cité romaine est un fait, non d'esclavage territorial, non d'oppression d'une race par une autre race, mais d'association. Des hommes de toute race, de toute tribu, de tout rang, se donnent la main dans un asile; l'association d'individus devient une association de tribus, puis de nations et de races entières. L'avenir possible des états grecs était restreint et caduc, parce qu'il était fondé sur l'exclusion; celui de Rome, par la raison contraire, fut immense en étendue, immense en durée. Le résultat de part et d'autre se rattache au fait originel par un enchaînement évident, et n'en est, en quelque façon, que la dernière conséquence logique.

Rome naquit donc affranchie des funestes nécessités qui pesaient sur les villes de la Grèce. Dans l'asile du mont Palatin vécurent, confondus sans distinction de sang, des hommes de tous les coins de l'Italie, Latins, Sabins, Étrusques, fugitifs de la grande Grèce, aventuriers de l'Ombrie; grands et petits, libres et esclaves, bannis, meurtriers même, tous y furent admis. « On ne saurait croire, disent les historiens romains, avec quelle facilité merveilleuse s'effacèrent les dissemblances d'origine, de langage, de mœurs; — et de ces élémens si divers, agglomérés en un seul corps, sortit le peuple romain (1). » Une vieille tradition, probablement symbolique, racontait que pour créer en quelque sorte à cette colonie universelle un sol qui lui fût propre, une patrie qui la représentât matériellement, chaque habitant nouvellement admis dut apporter avec lui et déposer sur le *comitium*, dans une fosse consacrée, une poignée de sa terre natale (2). Ainsi se forma, suivant l'expression de Denys d'Halicarnasse, « la ville commune par essence; la cité hospitalière et civilisatrice entre toutes (3). »

En grandissant, Rome se montra fidèle au principe de son origine; elle chercha autour d'elle des citoyens; elle en acquit par la paix et les traités, elle en acquit par la guerre même. On la vit importer ses vaincus comme un butin précieux, et les établir de force dans ses murailles, sur son forum, dans son sénat, avec une entière communauté de droits. Tantôt, sur un soupçon d'infidélité, elle confisque,

(1) Flor., I, 1. — Tit-Liv., I, 8.

(2) Plut., *Rom.*, 10. — Fest., V. *Mundus*.

(3) *Antiq.*, I, 89.

pour ainsi dire, ses alliés albains; elle se les approprie; elle s'accroît des ruines d'Albe, comme dit énergiquement Tite-Live (1). Elle s'approprie jusqu'à ses ennemis victorieux; elle invite les Sabins, déjà maîtres par surprise d'une moitié de son enceinte, à n'en point sortir, à y fixer leurs pénates, à y vivre fraternellement avec les vaincus. La formule consacrée à ces transfusions témoigne assez de la parfaite égalité qui les sanctionnait. « Que ceci soit bon, favorable et heureux au peuple romain, à moi et à vous, Albains! disait Tullus Hostilius au peuple d'Albe; j'ai dessein de transférer le peuple albain à Rome, de donner à la multitude le droit de cité, aux nobles une place dans le sénat, afin qu'il n'existe plus entre nous qu'une même ville et qu'une même république (2). » Cette formule fut répétée si souvent durant les deux premiers siècles de Rome, elle s'appliqua à tant de peuplades latines, étrusques, sabelliennes, qu'un recensement fait dans la ville et sur son territoire, deux cent quarante-six ans après sa fondation, fournit le chiffre énorme de cent trente mille citoyens (3), au-dessus de l'âge de seize ans. Le dénombrement fait par Servius Tullius, cinquante-six ans auparavant, n'en avait présenté que quatre-vingt-quatre mille (4).

Pendant que Rome allait ainsi se développant par voie d'agrégation, que se passait-il dans ses murailles? Cette population, incessamment croissante, subissait la loi qui pèse sur toute société : ses membres se divisaient en classes; il se créait au milieu d'elle une aristocratie qui devint par l'hérédité le premier pouvoir politique. Le gouvernement s'y modela d'abord sur celui de la plupart des états voisins : il fut monarchique, avec un sénat et une assemblée du peuple dont l'action était reconnue nécessaire dans certains cas. La royauté, investie d'une autorité modératrice, maintint quelque temps l'équilibre entre le peuple et la noblesse; mais, affaiblie par les attaques du patriciat qui grandissait chaque jour en puissance, et enfin devenue odieuse à tous par les crimes des derniers Tarquins, elle tomba, laissant le gouvernement tout entier entre les mains des patriciens.

La révolution consulaire ne fut point favorable aux progrès de

(1) Tit.-Liv., I, 30.

(2) Tit.-Liv., I, 28.

(3) Dionys., *Ant.*, V, 20. — Plut., *Public.*, 13.

(4) Tit.-Liv., I, 44. — Denys d'Halicarnasse, *Ant.*, IV, 22, en compte 85,000 d'après les tables des censeurs; et Eutrope (I, 71), 83,000.

l'association romaine, qui marchait jusqu'alors si rapidement et si largement. Tandis que les rois avaient travaillé, à l'envi l'un de l'autre, à multiplier le nombre des citoyens, la république aristocratique sembla tendre tout d'abord à le restreindre. C'était son intérêt sans doute, dans une vue de domination sur le peuple, dans la vue de réduire, par exemple, le plébéien romain à la condition du client étrusque. Pour cela, il fallait arrêter l'agrandissement indéfini de l'état, maintenir la ville dans des limites médiocres, principe observé par toutes les oligarchies anciennes; il fallait surtout prévenir les perturbations, toujours vives, qu'apportait dans le balancement des forces politiques l'introduction soudaine d'une foule de nouveaux citoyens.

On vit donc, dès les premiers jours du gouvernement consulaire, les adjonctions collectives de citoyens cesser tout à coup et ne se reproduire plus qu'à de longs intervalles, dans des circonstances rares et en quelque sorte exceptionnelles. Le témoignage des faits historiques est confirmé en cela par les chiffres mêmes des dénombremens. Ainsi le cens qui avait suivi l'expulsion des rois, celui de Valérius Publicola, en 246, avait donné cent trente mille citoyens en âge de puberté, non compris les pères sans enfans, les pupilles, tous ceux enfin qui, suivant l'institution de Servius, ne devaient point figurer au rôle censorial; le rôle de l'année 278 ne présenta plus qu'un chiffre de cent dix mille citoyens, que le recensement de l'année 288 réduisit à cent quatre mille deux cent quatorze, et qui ne remonta en 295 qu'à un peu plus de cent dix-sept mille; et pourtant Rome, pendant ces cinquante années, fut livrée à des guerres continuelles avec ses voisins. Évidemment, le système politique avait changé; ce que cherchait le gouvernement consulaire, ce n'était plus l'accroissement de la cité, mais sa domination au dehors. Les guerres même prirent un caractère plus marqué d'injustice et d'acharnement. Tout paraissait avoir été habilement calculé pour détourner le peuple romain des voies de sa véritable grandeur, pour élever autour de lui une sanglante, une infranchissable barrière de ressentimens et d'inimitiés.

Mais le bon sens plébéien aperçut le piége et sut en partie l'éviter. Malgré les haines que durent provoquer à la longue, de part et d'autre, ces guerres sans fin, la masse du peuple romain ne renia jamais sa vieille sympathie pour l'étranger vaincu ou devenu ami. L'histoire nous la montre réclamant sans cesse, en faveur de ses alliés, des trai-

temens plus doux et des droits plus étendus, ou protégeant, contre l'avarice et la dureté des magistrats, les nations soumises par ses armes. Toutes les fois que, dans les luttes intérieures de la république, l'esprit plébéien devient prédominant, la condition des étrangers s'améliore aussitôt. C'est un fait remarquable que, depuis Sp. Cassius, auteur de la première loi agraire (1), jusqu'aux Gracques, et depuis les Gracques jusqu'à César, les défenseurs des intérêts plébéiens furent également ceux des intérêts italiens. L'instinct populaire qui animait ces grands tribuns leur révélait le but réel où Rome devait tendre; on eût dit qu'ils travaillaient à en faire d'abord la ville de l'Italie, pour qu'elle fût plus tard la ville du monde (2).

Pourtant, l'esprit d'exclusion et d'usurpation aristocratique, le désir de fortifier le privilége du dedans par celui du dehors, de rendre le peuple romain tyran pour le mieux asservir, ce calcul du patriciat ne fut pas la raison unique du ralentissement qu'éprouvèrent avec le temps les agrégations de citoyens; d'autres causes y contribuèrent aussi pour une forte part. Ainsi, à mesure que les mœurs se policèrent, ces transfusions volontaires ou forcées, qui portaient en soi un caractère incontestable de barbarie, devinrent de moins en moins praticables. Il fallut songer à un mode d'agrandissement moins sauvage et moins violent. Rome ne devait point s'arrêter dans cette carrière de développemens indéfinis, à laquelle la nature même de sa constitution sociale semblait l'avoir prédestinée. Quand un premier moyen vint à lui manquer, la nécessité lui en suggéra un second, et ce second fut bien autrement puissant entre les mains du parti populaire, bien autrement fécond en conséquences sociales.

Soit qu'on attribue, comme le veut Denys d'Halicarnasse (3), au turbulent consul Cassius, en 261, le premier essai du nouveau système d'agrégation; soit que Rome, suivant l'opinion la plus commune et la plus vraisemblable, n'en ait fait usage qu'en 365, pour récompenser les Cérites de l'hospitalité qu'ils avaient donnée si généreusement à ses prêtres et à ses dieux, pendant l'invasion gauloise (4); ce système consista, non plus à importer les étrangers dans la cité, mais à transporter la cité au dehors; à créer des citoyens romains

(1) An de Rome 268.

(2) Roma sola urbs, cætera oppida. Isid., VIII, 6. — Sidon. Apoll., *Epist.*, I, 6.

(3) *Antiq.*, VIII, 69, 74, 77. — Beaufort réfute cette assertion de Denys., *Rep. rom.*, V, 84, 127 et seqq. — Cf. Spanh., *Ex.*, I, 7.

(4) A. Gell., *Noct. att.*, XVI, 13. — Strab., V, 222. — Tit-Liv., V, 50. — Spanh., *Orb. rom. Exerc.*, I, 7.

dans des domiciles autres que Rome ou le territoire de Rome; à fractionner même ce droit de citoyen d'après certaines règles que déterminaient les circonstances de la concession. Ainsi, les habitans de Céré (et tel avait été probablement leur désir, dans le but de conserver leurs lois particulières) ne reçurent que la communication du droit civil romain, sans la participation aux actes du gouvernement de Rome, sans la capacité politique; ils n'eurent ni le droit de suffrage, ni celui d'éligibilité (1). D'autres peuples plus favorisés obtinrent tous les droits dérivant du titre de citoyen. La cité compta dès-lors, à côté de ses fils domiciliés, des fils non domiciliés qui, sur le forum, dans les légions, au sénat, furent en tout point les égaux des premiers.

Sans doute on avait vu les gouvernemens grecs accorder quelquefois, sous les noms d'*isopolitie* et d'*isotélie*, des priviléges de la même nature que ceux-ci, quoique plus étroits et non liés ensemble par un enchaînement systématique; mais ces concessions étaient rares, ordinairement individuelles, décernées à titre d'honneur pour des services d'exception, et non point destinées, comme à Rome, à grandir la chose romaine (2). Graduer ces concessions, les coordonner en système, les répandre autour de soi de la manière la plus large et la plus libérale, en faire la base d'une association de peuples, en les appliquant à son propre accroissement; ce fut une grande idée que Rome jeta dans le monde, et plus tard les nations de la terre durent saluer de leurs bénédictions, à travers les siècles, le jour où le droit de cité avait été conféré aux Cérites.

Alors, pour la première fois dans l'histoire, la cité, dégagée des conditions matérielles de lieu, de langage, d'habitudes, prit un caractère de spiritualité dont les sociétés anciennes n'offraient point d'exemple. Il se créa, en dehors de la fraternité de sang ou de cohabitation, une fraternité d'idées et de sentimens qui eut, ainsi que l'autre, sa conscience, ses devoirs, son héroïsme. On devint citoyen de la même loi, et le patriotisme consista dans une coopération mutuelle aux mêmes destinées sociales. On ne saurait nier que la constitution intérieure de la ville, déjà travaillée avec tant de force par les progrès de l'esprit plébéien, n'en fût réellement ébranlée, qu'il

(1) De là l'expression *in tabulas Cæritum referre*, pour désigner l'acte des censeurs qui privait un citoyen du droit de suffrage. A. Gell., *l. c.* — Ascon. Pædian., *in Civ. Divin.* — Cærite cera digni... Horat., *Ep.*, I, 6.

(2) Ad augendam rem romanan. Tit-Liv.; VIII, 13.

n'y eût là le germe d'une révolution inévitable et profonde. Aussi, les écrivains modernes qui, se plaçant au point de vue exclusif de Rome, oublient trop de porter quelquefois leurs regards hors de Rome, n'ont point hésité à blâmer le système des concessions de droits, comme funeste à cette république, comme une des causes les plus actives de sa ruine. « La ville, dit Montesquieu, ne forma plus un tout ensemble, et, comme on n'était citoyen que par une fiction, qu'on n'avait plus les mêmes magistrats, les mêmes murailles, les mêmes dieux, les mêmes temples, les mêmes sépultures, on ne vit plus Rome des mêmes yeux (1). » Peut-être; mais on la vit de plus haut. Ce que l'esprit de patriotisme local perdit en énergie fut plus que compensé, dans la vie morale du peuple romain, par les sentimens nouveaux de fraternité, par l'amour du bien universel que fit jaillir, comme une source inépuisable, l'esprit de large et libérale association. Non, le jour où Rome cessa d'être un petit état dominateur pour devenir la tête d'une grande société, ne fut point un jour néfaste dans son histoire; Rome lui dut sa puissance, sa durée, et une gloire devant laquelle toutes les nationalités s'effacent.

C'est ici le lieu d'exposer sommairement en quoi consistaient les droits du citoyen romain; comment ils pouvaient être fractionnés et concédés partiellement; enfin dans quelle situation se trouvaient, à l'égard de Rome, les villes ou les peuples qui en avaient reçu l'octroi en tout ou en partie.

Le citoyen romain, jouissant de la plénitude de son titre (2), réunissait deux espèces de droits, les uns privés ou civils (3), les autres politiques (4). La loi civile réglait les formes et les effets du mariage, l'exercice de la puissance paternelle, la jouissance et la transmission de la propriété, la faculté de tester, celle d'hériter, etc.; elle garantissait aussi la sûreté et l'inviolabilité des personnes (5). La loi politique conférait le droit de cens et de suffrage dans l'élection des magistrats ou dans le vote des lois, ceux d'aptitude aux emplois publics, d'initiation à certains rites religieux, enfin de service militaire dans les légions (6). La réunion de ces facultés constituait le citoyen de plein droit.

(1) *Grandeur et Décadence des Romains*, c. 9.

(2) Civis optimo jure.

(3) Jus Quiritium.

(4) Jus civitatis.

(5) Connubium; patria potestas; jus legitimi dominii, testamenti, hæreditatis, libertatis.

(6) Jus census, suffragiorum, honorum et magistratuum, sacrorum et militiæ.

L'admission d'une ville étrangère ou alliée à cette plénitude du droit de cité entraînait pour elle, en premier lieu, la renonciation à ses lois. Elle adoptait le droit civil romain, et elle s'organisait intérieurement sur le modèle de la ville de Rome, avec une assemblée du peuple, une curie représentant le sénat, et des magistrats électifs (deux ordinairement) représentant les consuls : une ville ainsi constituée prenait le nom de *municipe* (1). Ses habitans jouissaient du droit de suffrage aux comices de Rome, quand ils s'y présentaient; ils étaient aptes à toutes les magistratures de l'état (2).

Mais on vit assez fréquemment les petits peuples de l'Italie, attachés aux formes de leurs institutions domestiques, à leurs vieilles fédérations nationales, repousser la concession du droit politique romain (3), et se contenter du droit civil qui les mettait sur le pied d'égalité avec les habitans de Rome, quant aux relations d'affaires, au mariage, à l'autorité de la famille, aux garanties de la propriété, à l'inviolabilité de la personne. Rome se plia à ces calculs, d'abord par condescendance, puis par intérêt et par système, afin de ménager en la morcelant une faveur qui devenait plus précieuse de jour en jour, et fut bientôt le but suprême de toutes les ambitions. Tantôt donc elle octroya le bienfait dans toute son étendue; tantôt elle le restreignit aux seuls droits civils qu'elle réduisait même quelquefois ou qu'elle augmentait d'une portion des droits politiques, suivant les services qu'elle voulait récompenser. Ainsi se formèrent, dans la communauté romaine, plusieurs catégories de priviléges, répondant à des situations civiles et politiques différentes, dont chacune représentait, si je puis ainsi parler, une fraction plus ou moins forte du citoyen romain.

Chaque ville municipale conservait une autorité entière sur tout ce qui concernait : 1° l'exercice du culte et les cérémonies religieuses; 2° l'administration des finances locales, la construction et l'entretien des édifices publics, la célébration des fêtes, l'élection des magistrats préposés à ces divers services et à la comptabilité des revenus communaux, objets étrangers au pouvoir central; 3° la police intérieure.

Les citoyens des municipes avaient donc deux patries, suivant l'expression de Cicéron, l'une naturelle, et l'autre politique, l'une de

(1) Festus, V. *Municipium* et *Municeps*. A. Gell., XVI, 13. — Beaufort, *Rep. rom.*, V, 212 et suiv.

(2) L, 18. D. *de Verb. signific.* — Cf. Ulpian., L, 1, § 1. D. *ad. Municip.*

(3) Tit.-Liv., XXIII, 28. — Cf., IX, 43; XXVI, 20; XXXIV, 43. — Cicer., *Pro Balb.*, 21. — Spanh., *Orb. rom. Ex.*, II, 9.

fait, l'autre de droit (1). « Ainsi, ajoute-t-il, nous regardons comme notre patrie et le lieu qui nous a vus naître et celui qui nous a adoptés; mais celle-là a des droits plus puissants à notre affection, qui, sous le nom de république, forme la grande patrie; c'est pour elle que nous devons mourir... Je ne renierai jamais Arpinum pour ma patrie; mais Rome sera toujours la première et la plus grande; car elle contient l'autre. »

Rome ne se borna pas à classer ses citoyens d'adoption, elle prit soin de coordonner, avec non moins de régularité, autour d'elle le vaste corps des nations latines et italiennes qui, l'une après l'autre, vinrent tomber sous sa domination.

Le premier rang parmi les alliés appartenait aux peuples de la confédération latine (2); leurs traités avec la république continrent généralement des conditions plus favorables que n'en obtenaient les autres peuples de l'Italie. Ainsi ils conservèrent leur territoire, leurs lois, leurs alliances, sous le contrôle de Rome; ils furent rangés, quant aux tributs, sur le pied d'égalité à peu près complète avec les citoyens romains; on leur imposa seulement un contingent de soldats qu'ils devaient payer et nourrir. Ils purent acquérir le droit de cité romaine par l'exercice d'une magistrature annuelle dans leur pays, par la translation de leur domicile à Rome, pourvu qu'ils laissassent des enfans dans leur ville, par une accusation publique de concussion contre un magistrat romain, s'ils parvenaient à le faire condamner; ils jouissaient, quant à la propriété, d'une portion du privilége romain. D'ailleurs, ils n'avaient ni le droit de mariage romain, ni la puissance paternelle romaine sur leurs enfans, ni la capacité de tester en faveur d'un citoyen romain, ni celle d'hériter de lui, ni l'inviolabilité de leur personne. Leur condition était bien meilleure que celle des autres sujets de la république; elle était inférieure à celle du citoyen; elle se résumait en une aptitude à acquérir facilement la plénitude de ce titre, et déjà en une participation limitée à ses capacités.

Ce corps de priviléges particuliers aux peuples latins et émanant des traités obtenus par eux, devint avec le temps, sous le nom de *droit du Latium ou de Latinité* (3), un droit concessible que des in-

(1) Cicer., *de Leg.*, II, 2.

(2) *Socii, Socii latini, Socii nominis latini.* — Cf. Dionys., *Ant.*, VI, 95. — Tit.-Liv., II, 22. — Cicer., *Pro Balb.*, 21, 23.

(3) Jus Latii, jus Latinitatis. — Tit.-Liv., VIII, 14; IX, 43; XXV, 3; XXXVIII, 36, 44; XLI, 8. — Cicer., *Pro Sext.*, 13; *Pro Balb.*, 13; *Brut.*, 6, etc.

dividus et des peuples non latins réclamèrent, et qu'ils obtinrent fréquemment (1). Une fiction avait créé des Romains en dehors de Rome; en dehors du Latium, une fiction semblable créa des Latins. Les nouveaux Latins, assimilés aux anciens, en prirent le nom, et ce nom devint l'expression d'une condition politique, le titre d'une des catégories dans lesquelles se divisait la vaste association romaine.

Au second rang, dans les alliances de Rome, figuraient les peuples italiens.

Les nations italiques, en cédant aux armes romaines, avaient fait avec la république des traités généralement avantageux, moins avantageux pourtant à bien des égards que ceux qui servaient de base au droit des Latins. Les services rendus dans les guerres de Rome par les alliés italiens contribuèrent encore à rendre leur condition meilleure. En général, les Italiens conservèrent leur indépendance intérieure, leur gouvernement, leurs lois, leurs magistrats, leurs tribunaux; mais toute alliance entre eux de peuple à peuple leur était interdite, et, quoique libres en apparence, ils recevaient des ordres supérieurs du sénat, qui jugeait leurs moindres querelles de voisinage. Avec la liberté domestique, ils avaient, à l'égard de Rome, immunité de tribut pour les terres et pour les personnes: c'était aussi le droit commun pour les villes latines. Enfin, l'Italien, de même que le Latin, participait aux garanties de la loi romaine, quant à l'acquisition et à la conservation de la propriété. Ce qui rendait surtout sa condition inférieure à celle du Latin, c'est qu'il ne possédait point les mêmes aptitudes à devenir citoyen romain (2). Dans l'ordre naturel des choses, il fallait que l'Italien passât par la *latinité*, ou, comme on disait, par le *Latium*, pour atteindre à la cité, ce point de mire de toutes les prétentions italiennes au commencement du VI[e] siècle de Rome. Au reste, ce qui était arrivé pour les titres de citoyen et de latin arriva pareillement pour celui d'italien; il se forma un droit abstrait appelé *droit italique* (3), qui, appliqué hors de l'Italie, y créa des libertés, des immunités, une condition politique et civile semblable en tout à celles des villes italiennes.

Ce système d'association graduée ne sortit point, comme on le

(1) Tacit., *Ann.*, XV, 32. — Plin., *Hist. nat.*, III, 3.

(2) Sigon., *de Ant. jure Ital.*, I, 9 et seqq. — Beaufort, *Rep. rom.*, V, 166 et seqq. — Savigny, *Geschichte des rœm. Rechts*, I, b. 1, k.; et Ueber das *Jus italicum*. — M. Naudet, *Des Changemens opérés dans toutes les parties de l'administration romaine*, etc., I, 42.

(3) Jus italicum.

voit, tout d'une pièce et complet, des méditations du gouvernement romain : il dut sa formation à de longs tâtonnemens, à beaucoup d'évènemens fortuits. Quand il fut organisé, l'Italie présenta, sous la prééminence de Rome, une hiérarchie de peuples, dont les uns étaient déjà pleinement Romains, les autres allaient le devenir, ou le pouvaient, le voulaient, et s'y préparaient dans des conditions inférieures. Mais la même influence qui avait fermé jadis l'enceinte de la ville aux bandes latines ou étrusques que Rome y déportait par la main de ses rois, l'intérêt aristocratique entrava de tout son pouvoir le nouveau système d'agrandissement; il défendit avec la même opiniâtreté les portes de cette cité immatérielle de l'égalité et du droit. Forcée de céder au mouvement qui poussait Rome hors d'elle-même, l'aristocratie défendit pied à pied son ancien terrain, n'accordant que la moindre faveur, empêchant les Latins de devenir citoyens, les Italiens de devenir Latins. Le ve et vi^e^ siècles de Rome sont remplis de ces luttes qui tournèrent en définitive au profit des alliés.

Dans les crises de cet enfantement laborieux, Rome atteignit la six cent vingtième année depuis sa fondation. Elle s'était élevée successivement, par des guerres toujours heureuses, à la domination d'une partie du monde : maîtresse de l'Afrique carthaginoise, de la Sicile, de l'Espagne, de la Grèce et de l'Asie mineure, elle enchaînait, par la terreur de son nom, les peuples qui n'avaient point encore éprouvé la force de ses armes. Un moment de repos suivit la ruine de Carthage, et l'Italie, occupée jusqu'alors, sous le drapeau romain, à ces guerres lointaines, put ramener ses regards sur elle-même. Les peuples latins et italiens avaient versé le plus pur de leur sang pour la cause de Rome, sur tous les champs de bataille de l'univers; ils réclamèrent, les uns une condition meilleure, les autres l'égalité de tous les droits; les Latins commencèrent, et furent suivis de près par les Italiens. C'était dans le présent une question vitale entre Rome et l'Italie; dans l'avenir, une question vitale entre l'Italie et le monde; elle se présentait alors aux comices et au sénat avec toute sa gravité. Le peuple, qui appuya les réclamations, le sénat, qui les combattit, sentaient tous deux qu'il ne s'agissait pas là seulement du sort des alliés, mais aussi de la constitution romaine. Pondérée pour quelques milliers de citoyens, comment embrasserait-elle l'Italie? Verrait-on les routes incessamment couvertes de nations entières venant voter au Forum de tous les points de la presqu'île, ou retournant du Forum dans leurs municipes? Par quels moyens

assurerait-on à cette multitude l'exercice effectif du droit de suffrage? Quelle serait l'étendue de son vote? Égaux en droits aux anciens citoyens, les Italiens les écraseraient par le nombre, ils disposeraient de la ville et de l'empire; Rome perdrait sa suprématie et jusqu'à sa liberté intérieure. Au contraire, restreindre le droit serait ne rien accorder; les concessions partielles ne contentaient plus personne, et un jour ou l'autre, on le reconnaissait bien, il fallait que les inégalités disparussent.

Il était impossible de concilier tout cela, c'est-à-dire, la formation d'une grande société italienne à droit égal, avec l'individualité de Rome, à part de cette société.

Le sénat prit, dans la question, sa place habituelle d'opposition à tout ce qui menaçait d'altérer la constitution de l'état, et de diminuer sa propre autorité. Les plébéiens se jetèrent aventureusement au milieu des chances que le triomphe des Italiens pouvait présenter; les Gracques furent en cela leurs conseillers et leurs guides. Quant aux alliés, dominés par une haine profonde contre les patriciens qu'ils rencontraient toujours devant eux, ils confondirent, dans leurs malédictions, la forme républicaine avec l'arrogante domination de leurs ennemis. Plus assurés de réussir sous le gouvernement d'un seul, ils appelèrent de tous leurs vœux une *royauté*, et attirèrent plus d'une fois à ce leurre les ambitieux tribuns qui s'étaient déclarés leurs patrons. Plusieurs prêtèrent l'oreille à ces dangereuses séductions; un d'eux fut même proclamé *roi* dans une émeute d'alliés italiens (1). Mais le rétablissement de la royauté fut repoussé avec force par les plébéiens eux-mêmes, que le mot effrayait plus que la chose. L'odieux attaché à ce nom depuis quatre siècles, avait passé dans les mœurs romaines, et l'on n'avait pas encore deviné que le pouvoir absolu se trouverait tout aussi à l'aise sous les titres républicains de *dictateur* et d'*empereur*.

Tibérius Gracchus engagea la lutte; il périt de la main d'un sénateur sur les degrés du Capitole. Caius reprit la noble tâche, et rejoignit bientôt son frère. Drusus osa revêtir la robe de tribun, ensanglantée par ces grands hommes : une main inconnue vint le frapper, au milieu d'une foule d'alliés, au pied de son tribunal, dans l'exercice des fonctions sacrées de sa charge. Ces meurtres audacieux, dirigés, avoués hautement par le patriciat, épouvantèrent les plé-

(1) Flor., III, 16. — Cf. Appian., *Bell. civ.*, I, 28 et seqq. — Vell. Pat., II, 12. — Plut., *Mar.*

béiens, et, à la faveur de leur effroi, le sénat fit passer une loi qui déclarait ennemi public quiconque, suivant l'exemple de Drusus et des Gracques, proposerait d'accorder le titre de citoyen aux peuples alliés.

Contre une pareille loi un seul recours était ouvert, les armes : les Italiens s'armèrent donc. « De leur part, dit un écrivain romain, c'était la guerre la plus juste ; car enfin que demandaient-ils ? le droit de bourgeoisie dans la capitale d'un empire dont ils étaient les défenseurs (1). »

Le succès se rangea du côté de l'équité. Un acharnement et des désastres jusqu'alors inouis signalèrent cette lutte d'alliés et de frères. Mais il fallut bien qu'enfin, sur un amas de décombres, le gouvernement romain proclamât des concessions devenues inévitables, et dont Rome elle-même avait semé les germes autour d'elle. Le droit de citoyen, conféré d'abord aux seuls Latins (2), fut étendu bientôt à tous les Italiens (3). Vainement le sénat chercha-t-il à restreindre, par des chicanes de forme (4), le bienfait arraché par la force; le triomphe complet des alliés ne laissait plus de doute, car le principe était solennellement reconnu. Depuis le détroit de Sicile jusqu'au Rubicon, l'homme libre marchait l'égal de l'homme libre; Rome n'était plus la maîtresse de l'Italie; elle était la première des villes italiennes, et la tête d'une société de peuples égaux.

II.

ACTION DE ROME SUR LES RACES ÉTRANGÈRES A L'ITALIE.

L'œuvre était donc accomplie pour les vieilles populations de la presqu'île italique, pour ces races qui avaient assisté à la naissance de Rome, et toutes ou presque toutes avaient compté des représentans dans son berceau : elle allait commencer pour le reste du monde.

Le détroit de Sicile, au midi; au nord, le cours de l'Æsar et celui du Rubicon, c'est-à-dire les limites de l'Italie, furent long-temps aussi les limites de la sympathie romaine. Long-temps le

(1) Vell. Pat., II, 15.

(2) Loi Julia, *de Civitate sociis et latinis danda,* an de Rome, 664. — Avant J.-C., 90.

(3) Loi Plautia, an de Rome, 665. —Av. J.-C., 89.— Les Samnites et les Lucaniens ne furent admis qu'en 670.

(4) Vell. Paterc., II, 20. — Appian., *Bell. civ.*, I, 49. — Epit., Tit.-Liv., LXXX.

même peuple qui comprenait les souffrances de l'Ombrien ou de l'Étrusque, ne voulut voir, en dehors de son étroite presqu'île, que des états rivaux à détruire, des villes opulentes à piller, ou des barbares qui ne méritaient pas même le nom d'hommes. Pourtant ce peuple, vers la fin du premier siècle avant notre ère, avait soumis les contrées les plus civilisées du globe; et, malgré la dureté de son gouvernement, on doit l'avouer, à la honte de l'antiquité, il ne faisait qu'appliquer ce qui était alors le droit commun des nations.

Les territoires que la république assujettissait hors de l'Italie, étaient rangés dans trois grandes classes, sous la dénomination de *provinces*, *pays libres* ou *fédérés*, *royaumes alliés* ou *amis*.

Le mot de province indiquait l'état d'assujettissement absolu; il signifiait que la république prétendait exercer, sur le sol et sur les habitans du pays, les droits illimités dérivant de la conquête (1).

Ainsi, le sol provincial appartenait, en principe, au peuple romain, qui pouvait, à sa guise, le confondre tout entier dans le domaine public romain, en dépossédant les habitans, ce qu'il faisait quelquefois; qui pouvait aussi n'en confisquer qu'une partie et laisser aux anciens propriétaires la jouissance du reste, moyennant un impôt foncier; c'était le cas le plus ordinaire. Alors pourtant la république ne cessait pas d'être juridiquement propriétaire du tout, les habitans restant simplement *détenteurs* et *usufruitiers* des biens qui leur étaient laissés par l'état.

La condition des hommes n'était pas moins incertaine, moins dénuée de garantie que celle du sol. La province perdait ses anciennes institutions, ses magistrats, ses tribunaux; on lui imposait pour code une formule spéciale (2), loi discrétionnaire, rédigée ordinairement par le général vainqueur, et qui se ressentait, tantôt de l'insolence d'un triomphe facile, tantôt de la colère d'un triomphe disputé. Un arbitraire presque illimité pesait sur la vie comme sur la fortune des provinciaux. Sous le moindre prétexte d'utilité publique, on pouvait les emprisonner, les rançonner, frapper leurs villes de contributions extraordinaires. Lorsque l'Italie eut été rendue exempte d'impôt foncier et de capitation, les provinces durent subvenir en très grande partie à toutes les dépenses de la république : les taxes de toute nature vinrent donc fondre sur elles avec violence, et, à la suite des

(1) Provinciæ appellabantur, quod populus romanus eas provicit, id est, ante vicit. (Festus.)

(2) *Forma, formula, lex provinciæ.*

taxes, une nuée non moins funeste de publicains et de fermiers de l'état. « Partout où il y a un publicain, disaient les Romains eux-mêmes, le droit s'évanouit, la liberté n'est plus (1). » Cette autorité absolue de Rome était appliquée, par ses délégués, avec une arrogance qui ne contribuait guère à la rendre plus supportable. Tite-Live met dans la bouche d'un des ambassadeurs macédoniens, à l'assemblée d'Étolie, ce portrait d'un gouverneur provincial dans l'exercice de sa charge : « Voyez le prêteur romain, du haut de ce rempart où son siége est placé, dictant ses arrêts superbes; une troupe de licteurs l'environne; les verges de ses faisceaux menacent vos corps, ses haches menacent vos têtes, et chaque année le sort vous envoie un nouveau tyran (2) ! »

Mais quelque dure que fût, en tout point, cette condition légale des provinces, le mal le plus affreux, c'était que l'arbitraire de la loi ouvrait la porte à la concussion, aux rapines, aux cruautés, à toutes les mauvaises passions des gouverneurs et des préposés romains; c'était que la courte durée des prétures et des proconsulats ne laissait aux provinces opprimées ni paix, ni trève; c'était aussi que les crimes des magistrats accusés trouvaient trop souvent impunité devant les tribunaux de Rome, composés d'anciens magistrats, dont beaucoup étaient concussionnaires, ou de candidats qui peut-être avaient hâte de le devenir.

Le régime des territoires libres ou fédérés (3) contrastait, par la douceur ordinaire de ses règlemens, avec celui des provinces : il avait pour base l'*autonomie* ou la faculté de conserver ses anciennes lois, quelquefois même de s'en faire de nouvelles. Le sol national, les magistratures, les tribunaux étaient respectés; les villes s'administraient elles-mêmes, et, quand le territoire était vaste, et le peuple fractionné en cités, des assemblées centrales, appelées *convention* ou *conseil commun* (4), se formaient ou continuaient à se réunir, avec le droit de régler les affaires générales de la communauté. Ce droit de gouvernement administratif, si l'on peut ainsi parler, portait le nom de *liberté*, et il y avait là, en effet, une grande liberté intérieure; mais la servitude n'était pas loin. Rome était censée n'exercer sur les peuples et les villes fédérées, lors même que celles-ci (ce qui arri-

(1) Tit.-Liv., XLV, 18.

(2) *Ibid.*, XXXI, 29.

(3) Civitates liberæ, fœderatæ; populi liberi, fœderati.

(4) *Conventus, commune concilium*, ou simplement *commune*.

vait souvent) étaient enclavées dans les provinces, qu'un droit de patronage. « De même que nous considérons nos cliens comme des hommes libres, quoique nous les surpassions en autorité, en dignité, en puissance, dit un jurisconsulte romain, nous devons estimer libres, au même titre, les peuples qui s'obligent à défendre avec affection notre majesté (1). » Mais, en dépit de cette belle théorie, les représentans de la république dans ces cités libres, investis de fonctions mal déterminées, ne se bornaient pas seulement à percevoir le tribut ordinaire et les redevances extraordinaires en argent et en vivres, à présider aux levées d'hommes, à surveiller le jeu des franchises particulières en ce qui pouvait infirmer les lois générales de l'état ou compromettre sa sûreté; ils s'immisçaient dans les affaires les plus intimes des villes; et quand ils n'y portaient ni leur avidité, ni leur tyrannie (2), ils y portaient du moins la preuve trop évidente, que les libertés locales les plus étendues n'auraient rien de réel, tant que la gestion des magistrats ne serait pas l'objet d'un contrôle sévère, et qu'on verrait régner, dans les tribunaux de Rome, la corruption et l'impunité des crimes publics.

Les *rois amis* ou *alliés* (3) formaient une classe de hauts tributaires à qui Rome avait imposé, suivant les circonstances de leur soumission, des redevances plus ou moins fortes en troupes et en argent. Leur situation, semblable en beaucoup de points à celle des peuples libres, était à peu près sans garantie; le sénat pouvait leur écrire comme Auguste à Hérode, roi des Juifs : « Je t'ai tenu pour ami jusqu'à présent, je veux te tenir désormais pour sujet (4); » et « l'instrument de servitude (5) » était brisé, ou le royaume confisqué. Dans les derniers temps, les querelles intestines de Rome, les rivalités des chefs, les guerres civiles rendirent cette condition encore plus précaire.

Tel était le régime légal des contrées romaines extra-italiques; évidemment, il valait mieux en droit qu'en fait. La constitution des pays amis ou fédérés reconnaissait un principe excellent, que Rome développa plus tard sur des bases plus uniformes, le principe qui fait la force et la prospérité des grandes sociétés politiques, celui de

(1) Procul., D. L., 7. *De Capt. et postlim.*

(2) Cicer., *Pison*, passim.

(3) Reges amici, socii; reges inservientes. Tacit., *Hist.*, II, 81.

(4) Joseph., *Ant.*, XVI, 15.

(5) Tacit., *Agric.*, 14.

l'indépendance communale. Dans les provinces même, quoique la formule constitutive fût censée abolir toute législation locale préexistante, et commencer une ère d'organisation complètement nouvelle, il arriva la plupart du temps que les institutions antérieures à la conquête furent conservées en partie par l'impossibilité ou l'inutilité de tout changer brusquement (1). D'ailleurs les concessions de liberté et d'immunité faites à des villes et à de grandes fractions de province étaient nombreuses, et préparaient un adoucissement graduel pour les populations assujetties. Mais tout ce qu'il y avait de bon dans ce régime manquait de solidité; la loi était sans vigueur; l'arbitraire exercé par les gouverneurs s'étendait à tout; rien n'était respecté; et durant le dernier siècle de la république, au milieu des troubles qui la déchiraient, on vit la faiblesse ou la complicité des tribunaux absoudre les plus grands crimes, des crimes qu'on serait tenté de révoquer en doute, si l'histoire n'avait confirmé, par des arrêts irrévocables, l'infamie des Pison, des Gabinius et des Verrès.

Il serait injuste, sans doute, de faire peser sur les hommes du parti patricien tout l'odieux de ces abominables excès : le parti populaire ne possédait assurément ni tant de désintéressement ni tant de vertu. Mais comme les accusations contre les vols publics et les réclamations en faveur des provinciaux sortirent presque toujours de ses rangs; comme il promettait beaucoup de réformes, et que l'appui qu'il avait prêté aux Italiens avant et depuis la guerre sociale, inspirait confiance en sa parole, les provinces s'attachèrent à lui. Elles lui rendirent promesses pour promesses, espérance pour espérance. Il se forma, entre elles et les agitateurs des derniers temps de la république, des liens analogues à ceux qui avaient, un siècle auparavant, compromis les alliés latins dans les entreprises des Gracques. On peut se rappeler avec quel héroïsme l'Espagne adopta et défendit de son sang les derniers chefs du parti de Marius (2). Catilina lui-même parvint à enrôler sous son drapeau la province gauloise cisalpine, et déjà il entraînait quelques parties de la transalpine, réduites aussi en province. L'incident des ambassadeurs allobroges fait voir de quelle façon se tramaient ces périlleux accommodemens, et comment des peuples entiers, dans l'attente d'une révolution que tout leur montrait inévitable et imminente, se livraient au premier conspirateur

(1) Savigny, *Geschichte des rœm. Rechts*, 1. b., 2. k.

(2) Guerre de Sertorius de 677 à 682.

qui leur promettait quelque soulagement présent (1). La gravité des circonstances semblait autoriser même les ambitions les plus indignes, et César n'était pas le seul à dire hautement : « Qu'est-ce que la république? — Un mot, une ombre sans réalité (2). »

Parmi tous ces ambitieux, patriciens ou plébéiens, qui, l'œil fixé sur la catastrophe prochaine, ne se bornaient pas à la prévoir, le plus dangereux pour le gouvernement de Rome, sans doute, était César; et les provinces l'avaient de bonne heure ainsi jugé. Allié de Marius et gendre de Cinna, ce descendant des Jules avait joué, dès l'âge de seize ans, un rôle marquant dans le parti démocratique, auquel se rattachaient alors les Italiens, non encore affranchis. Il trouvait devant ses pas la route de la popularité toute frayée par sa famille; car sans compter les actes de Cinna et de Marius, la grande et humaine loi qui avait terminé la guerre sociale, en conférant le droit de cité aux Latins, la loi *Julia* portait le nom d'un de ses proches. Lui-même consacra les premières inspirations de son éloquence à plaider au forum pour des provinces opprimées ou spoliées (3). On le vit aussi, hors de l'Italie, traîner des préposés romains devant les tribunaux des préteurs, et couvrir, du plus grand nom et du plus grand génie de Rome, ce dangereux protectorat des peuples conquis. Durant ses courses nombreuses en Grèce et en Asie, il se liait avec les hommes les plus notables; il contractait, avec les sénats locaux et les villes, de ces engagemens d'hospitalité, sacrés chez les anciens, et qui se transformèrent plus tard en alliances politiques, quand il eut besoin de les invoquer. On peut croire que César tira plus d'un profit de ces voyages intéressés, qu'ils développèrent chez lui ce cosmopolitisme d'idées et de sentimens qu'il porta plus loin que tous ses contemporains; qu'enfin la fréquentation des nations étrangères, la connaissance de leurs mœurs, l'étude de leurs besoins, l'aidant à mieux comprendre leurs droits, effacèrent dans son ame jusqu'aux derniers préjugés du Romain et du patricien.

Des lois, dont l'intention n'était pas équivoque, signalèrent son premier consulat. Une d'elles portait des pénalités rigoureuses contre la concussion (4) ; une autre affermissait sur des bases nouvelles l'in-

(1) Sall., *Catil.*, 44. — Appian., *Bell. civil.*, II, 4. — Cicer., *in Catil.*, III, 2, 5. — Flor., IV, 1. — Cf., *Histoire des Gaulois*, II, 265 et suiv.

(2) Suet., *J. Cæs.*, 77.

(3) Suet., *J. Cæs.*, 4. — Plut., *J. Cæs.*, 3, 4. — Tacit., *De Caus. corrupt. eloq.*, 34.

(4) *De repetundis.* — Cicer., *Fam.*, VIII, 7; *Pison*, 16, 21, 37; *Rabir.*, 4; *Vatin.*, 12; *ad Attic.*, V, 10, 16. — Suet., *J. Cæs.*, 43.

dépendance précaire des villes de la Grèce. Mais un acte hardi, qui suivit de près ceux-ci, causa une émotion bien autrement vive. Un plébiscite, provoqué par César, vint conférer à la portion de la province cisalpine située à droite du Pô, à la Gaule cispadane, le droit de cité romaine, et la réunit à l'Italie (1), tandis que des concessions du droit de latinité et l'établissement de plusieurs grandes colonies préparèrent la transpadane à recevoir bientôt la même faveur (2). Cette mesure était grave sans doute; elle sanctionnait la réunion d'un territoire *barbare* au sol de l'Italie, réputé sacré, à la terre antique de Saturne; elle concédait à des masses entières d'étrangers la qualité de citoyen, octroyée à peine jusque alors à quelques provinciaux isolés; elle confondait avec les races d'où sortait le peuple romain, une de ces races condamnées à l'asservissement (3), et sur lesquelles il invoquait un droit d'autorité éternelle; elle brisait enfin la borne posée par la religion même entre l'Italie et le reste du monde. L'aristocratie en fut irritée à ce point que le consul Marcellus, plusieurs années après, fit battre de verges, sous ses yeux, comme n'étant pas vraiment romain, le magistrat d'un des municipes transpadans créés en vertu de cette loi : « Les coups sont la marque de l'étranger, lui dit-il avec une ironie cruelle : va montrer tes cicatrices à César (4) ! »

Mais César, dont cette colère et ces barbaries impolitiques augmentaient l'importance, n'en travaillait que plus opiniâtrément à étendre ses relations hors de l'Italie. Il se faisait l'écho de tous les griefs, le centre de toutes les réclamations publiques ou privées, venues des provinces. Au plus fort d'une guerre fatigante et souvent dangereuse, du fond des bois et des marais de la Gaule, il entretenait, avec tous les points de l'empire, une correspondance où sa sollicitude inépuisable semblait embrasser jusqu'aux plus minces intérêts. Ici, il faisait réparer à ses frais des édifices endommagés; là, il en faisait construire de neufs; il reversait en largesses corruptrices sur le monde les trésors dont il dépouillait la Gaule. « Il embellit ainsi par de grands ouvrages, dit un de ses biographes, les villes principales de l'Italie, de la Cisalpine, de l'Espagne, de l'Asie et de la Grèce (5); » affectant de mettre, en toute circon-

(1) Tacit., *Ann.*, XI, 24. — Strab., VI.

(2) Dion., XLI, 36.

(3) Tu regere imperio populos, Romane, memento...

(4) Appian., *Bell. civ.*, II, 26. — Suet., *J. Cæs.*, 28. — Plut., *J. Cæs.*, 37.

(5) Suet., *loc. cit.*

stance, sa fortune personnelle à la place du trésor public, et habituant l'empire à reconnaître en lui un régulateur plus juste et plus libéral des besoins de tous, que n'était le gouvernement du sénat. Des provinciaux dévoués à ses projets lui servaient de négociateurs, tantôt près de leurs compatriotes, tantôt à Rome, près des chefs de parti, des sénateurs et des tribuns. La correspondance de l'Espagnol Balbus, conservée dans celle de Cicéron, nous montre quelle était la puissance de ces agens étrangers, et comment, jusqu'aux portes du sénat, ils venaient signifier les volontés de César, et arbitrer, suivant le mot de Tacite, les conditions de la guerre civile ou de la paix (1).

Enfin commença, dans l'hiver de l'année 705 de Rome, quarante-neuvième avant J.-C., cette guerre civile qui contenait le germe d'une si grande révolution politique et sociale. César y recueillit ce qu'il avait semé. Il vit tout aussitôt la Cisalpine se déclarer pour lui; une partie de l'Illyrie en fit autant; l'Épire, l'Étolie, et successivement la Thessalie et la Macédoine, travaillées par des amis ardens, passèrent à sa cause, sous les yeux mêmes de Pompée, qui occupait la Grèce. L'Asie et la Syrie, entraînées un instant dans le parti contraire, l'accueillirent bientôt comme un libérateur. C'est qu'il pouvait dire à la plupart de ces nations ce qu'il dit un jour aux Espagnols : « Je vous ai rendu tous les services que j'ai pu; mon patronage ne vous a jamais manqué; je me suis fait votre avocat devant le sénat; j'ai soulevé contre moi bien des haines en défendant vos intérêts publics et privés; et vous me combattez (2)!... »

Sa conduite, dans tout le cours de cette guerre, fut habile autant qu'humaine; il adopta envers les provinciaux et les rois alliés un système de ménagemens et de douceur qui ne se démentit que rarement, et qui contrastait avec l'insolence et les rigueurs gratuites dont le parti pompéien semblait au contraire se faire une règle et une gloire. Il tenait la main à ce que ses officiers réprimassent la licence du soldat; lui-même se montrait impitoyable envers tout chef dont les excès eussent compromis sa cause : « Tu n'as pas fait moins de mal à moi qu'à la république, » disait-il à un de ses tribuns qui, sous le prétexte d'enlever des blés, avait pillé la côte de Sicile; et il le cassa ignominieusement, en présence des légions rassemblées. Cette modération lui gagnait les cœurs. La plupart du temps, les

(1) Cicer., *ad Att.*, VIII, 15; IX, 7, 12, 13. — Tacit., *Ann.*, XII, 60.
(2) Cæs., *Bell. hisp.*, 42.

pays occupés par les troupes de Pompée se donnaient secrètement à son rival; les habitans entretenaient avec lui des intelligences, les villes lui ouvraient leurs portes. Les acclamations des citoyens d'Utique, préparant le triomphe du vainqueur, purent troubler Caton à son heure suprême et rendre son agonie plus amère. Ainsi le voulait le progrès du monde. L'ambition de César l'avait mieux compris que la vertu des derniers Romains.

Après la victoire, il y eut de grands comptes à régler entre le dictateur et ce monde romain, qui avait si bien aidé à sa fortune. Aucun service ne fut oublié; beaucoup d'individus, des villes, des peuples entiers reçurent, suivant leurs mérites, les droits quiritaire, latin ou italique. Les soldats de la légion de l'*Alouette* furent faits en masse citoyens romains; c'était une légion levée en Gaule et composée de braves qui s'étaient dévoués à la personne du conquérant.

Ces dettes du champ de bataille une fois payées, la pensée de l'homme d'état se porta vers de plus hautes questions. L'ordre politique était brisé; des espérances sans bornes avaient été inspirées aux sujets de l'empire; il fallait tout reconstituer, la société et le gouvernement. La mort vint le surprendre dans l'enfantement de ce grand travail, où il eût déployé sans doute cette intelligence universelle et cette fermeté de décision qui faisaient, avec sa prodigieuse activité, le cachet particulier de son génie. Quel était son plan? Comment concevait-il cette réorganisation du corps des nations romaines; leur classement, leur initiation aux droits divers qui s'échelonnaient jusqu'au droit de cité? L'histoire ne le dit point; mais, d'après les règlemens qu'il eut le temps d'achever, d'après ceux dont il ne fit que déposer le germe, et que ses premiers successeurs développèrent, dans une pensée qui fut très probablement la sienne, on peut reconnaître que son plan fut un plan d'émancipation graduelle; et que, sans rien précipiter, il voulait amener par degrés et avec le temps toutes les parties de l'empire à l'unité qui régnait déjà en Italie.

D'abord, il entreprit de réunir toutes les lois de la république dans un seul code qui les coordonnât, les fixât, et en répandît en tous lieux la connaissance. « Il projetait, dit Suétone, de réduire le droit civil à une certaine mesure, et de rédiger en très peu de livres ce qu'il y avait de bon et de nécessaire dans l'immense et diffuse quantité des lois existantes (1). » Il ébaucha à peine ce projet de code, qui

(1) Suet., *J. Cæs.*, 41. — Dion., XLIII.

se rattachait par des liens étroits à la conception d'un gouvernement unitaire.

Une des plaies du régime provincial, la plus sensible peut-être, était dans la composition des tribunaux qui jugeaient à Rome les crimes publics, et dont l'iniquité avait soulevé tant de clameurs; il en commença la réforme.

Il exclut du sénat tout magistrat convaincu de concussion; et pour compléter cette assemblée dont il porta le nombre à mille membres, il y fit entrer des provinciaux notables, tirés principalement des deux Gaules cisalpine et narbonnaise, ainsi que de l'Espagne. Dans cette circonstance, il n'oublia point son ami et son conseiller, le Gaditain Cornélius Balbus, qui bientôt même fut promu au consulat (1).

Pour arriver graduellement et sans perturbation à cette communication universelle du droit de cité qui devait créer l'unité romaine, César paraît avoir imaginé un système de catégories qu'il ne fit qu'essayer, mais que ses successeurs perfectionnèrent. Ce système consistait à attacher à certaines conditions de lumières, de fortune, d'utilité, des droits propres, des capacités inhérentes à ces conditions, et qui ne dépendissent plus des concessions individuelles et arbitraires du gouvernement. Par là on introduisait directement dans la communauté les classes riches, éclairées, industrieuses, qui présentaient à la fois avantage et sécurité pour l'ordre. La république s'était assimilé jadis, par un procédé semblable, les magistrats des municipes latins, c'est-à-dire la tête de la population latine. César conféra le droit de cité à tous les médecins étrangers pratiquant à Rome, à tous les professeurs des arts et des sciences (2). Auguste l'étendit aux provinciaux qui, déjà Latins, viendraient dépenser leur fortune en Italie, et feraient, par exemple, à Rome, des constructions d'une certaine valeur : c'est ce qu'on appela le droit *d'édifice* (3). Claude, à son tour, y comprit le Latin propriétaire d'un vaisseau de certain tonnage destiné à certain commerce : ce droit fut connu sous le nom de droit de *navire* (4). D'autres industries furent favorisées de la même manière, non-seulement dans l'intérêt de Rome et de l'Italie, mais dans l'intérêt de tout l'empire. Les lois Ælia Sentia et Junia Norbana, rendues sous Auguste et Tibère, ouvrirent une

(1) Cicer., *ad Famil.*, X, 32. — Plin., *Hist. nat.*, V, 5; VII, 43.
(2) Suet., *J. Cæs.*, 42.
(3) Gaius, *Instit. Comm.*, I, 33. — Cf. Ulpian., *Fragm.*, III, 1.
(4) Ulpian., *Fragm.*, III, 6. — Gaius, I, 34. — Suet., *Claud.*, 18, 19.

voie encore plus large, en déclarant citoyen de plein droit le Latin mari d'une femme latine, et qui l'aurait épousée dans le but d'avoir des enfans. Des concessions de plus en plus libérales du droit de latinité créèrent de toutes parts une multitude de Latins qu'un mariage fécond rendait aussitôt citoyens de Rome, eux et leur famille. Sous Tibère, la loi Vitellia attacha la capacité romaine au service dans certains corps de l'armée. Ces catégories et d'autres encore sur lesquelles je ne m'étendrai pas, réunies aux anciens modes d'acquérir la cité, formèrent des sources abondantes d'où l'assimilation s'étendit chaque jour et sans secousse.

En même temps, et afin de multiplier au milieu des nations sujettes les foyers de vie romaine, César répartit quatre-vingt mille citoyens dans les colonies d'outre-mer (1). Deux villes autrefois illustres, reines toutes deux de la Méditerranée, et toutes deux ruinées depuis cent ans, Corinthe et Carthage, attestaient, par le spectacle de leurs débris, les vengeances de la république; il les fit reconstruire, comme le gage d'un nouveau pacte entre Rome et le monde. Suivant l'historien Appien, il avait médité cette grave mesure pendant son expédition d'Afrique. Se trouvant alors campé près des restes de Carthage, il avait vu en songe une grande armée qui semblait pleurer; réveillé en sursaut, et tout troublé par cette vision, il avait écrit sur ses tablettes: *coloniser Carthage* (2). Cette armée en larmes qui criait à César merci, dans ce songe réel ou supposé, était-ce autre chose que la grande armée des nations conquises? Quoi qu'il en soit du récit d'Appien, l'acte du dictateur rebâtissant Carthage et Corinthe fut accueilli par tout l'empire, comme un acte de haute réparation; l'histoire aussi l'a enregistré comme un acte de haute et humaine politique.

« César, dit à ce sujet Dion Cassius, se montra aussi admirable dans l'administration qu'à la tête des armées; il acquit même une gloire spéciale en relevant Carthage et Corinthe. Rétablir ou fonder plusieurs villes en Italie et hors de l'Italie, il eut cela de commun avec quelques autres. Mais ressusciter Corinthe et Carthage, deux villes antiques et glorieuses, en y envoyant des colons romains, en leur donnant le droit de cité; montrer par là qu'il honorait la mémoire de leurs anciens habitans, et qu'il ne gardait aucune haine contre des lieux célèbres, innocens des actions coupables de leurs premiers

(1) Suet., *J. Cæs.* — Dion., XLIII.
(2) Appian., *Bell. pun.*, VIII, 136.

possesseurs; cette gloire n'appartient qu'à César (1). C'est ainsi que Carthage et Corinthe, qui jadis avaient été détruites à la même époque, commencèrent à reprendre simultanément une vie nouvelle, et devinrent une seconde fois très florissantes. » Trois mille colons furent envoyés à Carthage; le reste fut pris dans le pays voisin et adjoint à la colonie.

Telles furent les lois portées ou projetées par César pendant sa dictature, celles du moins qui avaient pour but l'organisation générale de l'empire. Si l'on examine leur caractère intime, on voit qu'elles se rattachent l'une à l'autre logiquement, qu'elles dérivent d'une pensée commune, l'unité.

Au reste, on se tromperait si l'on croyait que ces théories, mêlées de philanthropie et de politique, fussent des vues particulières à l'homme puissant qui les exécutait, de pures créations de son génie; elles fermentaient dans beaucoup d'âmes; beaucoup d'esprits, que les préjugés romains n'aveuglaient plus, les avaient pressenties, comme un remède efficace aux maux présens. De nombreux passages, pris çà et là chez les écrivains contemporains, en fourniraient au besoin la preuve; mais on la trouve nettement établie par un document trop curieux pour que je ne m'y arrête pas quelques momens, par deux lettres, ou comme nous dirions aujourd'hui, deux pamphlets, adressés à César, l'un avant la bataille de Pharsale, l'autre après, et émanés d'un de ses plus chauds partisans. L'opinion commune les attribue à l'historien Salluste, dont ils portent le nom et reproduisent les formes de style et le talent. Pourtant y aurait-il erreur sur ce point, ce que je ne pense pas, l'erreur importerait peu, car évidemment les pièces dont je parle datent de ce temps, et évidemment encore, elles sont l'œuvre d'un personnage important, versé dans la pratique des affaires.

Encourager César dans ses projets de domination, l'éclairer sur les moyens dont il dispose; lui bien exposer, avec la situation véritable de la république, les désirs et l'attente de son parti : tel est le but de ces deux lettres. L'écrivain politique dépeint le gouvernement romain comme un corps ruiné, qui tombe de vieillesse et menace d'entraîner l'empire avec lui. « Si, en effet, ajoute-t-il, par son état de consomption, ou par les coups du sort, cet empire venait à succomber, qui ne voit qu'aussitôt la terre entière serait livrée à la désolation, à la guerre, au carnage (2)? » C'est au nom de la paix du monde,

(1) Dion., XLIII, 50. — Cf. Plut., *In Cæs.*, 57. — Strab., XVII. — Pausan., II.
(2) Sallust., *ad. Cæs. ep.*, I, 12.

c'est pour la sûreté des provinces et pour le salut de l'Italie (1), que César doit prendre en main le pouvoir suprême; il faut qu'il relève et raffermisse la chose publique.

Pour réussir, trois moyens s'offrent à lui.

Qu'il embrasse d'abord, d'un même regard, toutes les branches de l'administration, tous les membres de l'empire. « Organiser à la fois les terres et les mers; » voilà la première tâche. Son importance rassure quiconque connaît César : de minces détails ne seraient peut-être point accessibles à un génie tel que le sien; mais aux grands travaux les grandes gloires.

En second lieu, qu'il écrase la faction de la noblesse, faction d'hommes corrompus et lâches, mais qui, compacte et armée, gouverne avec insolence non-seulement les nations sujettes, mais le peuple romain et le sénat. Aussi ce sénat, dont la sagesse faisait autrefois l'espoir de la république dans ses périls, flotte çà et là, poussé par le caprice, et décidant des intérêts de l'état, au gré de la haine et de l'arrogance de ceux qui le dominent. Quelques nobles, avec un petit nombre d'auxiliaires de leur faction, sont maîtres d'approuver, de rejeter, de décréter; ils règnent (2).

« Pour rendre de la force au sénat, il faut augmenter le nombre de ses membres, et établir le vote au scrutin secret. Le scrutin sera une sauve-garde à l'abri de laquelle les esprits oseront se prononcer avec plus de liberté; dans l'augmentation de ses membres, ce corps trouvera plus de force et d'action. »

Enfin, César doit régénérer la masse même du peuple, qui s'est dépravée au sein de la corruption générale, qui a fait de sa liberté et de la chose publique un trafic honteux. Autrefois, la multitude était souveraine et en possession de commander aux nations de la terre; mais elle s'est désorganisée; et, au lieu d'une part dans l'autorité publique, chacun s'est créé sa servitude particulière. Or, cette multitude, d'abord infectée de mauvaises mœurs, puis adonnée à une diversité infinie de métiers et de genres de vie, composée d'élémens incohérens, est devenue impropre au gouvernement de l'état. Il faut la mélanger par l'introduction de nouveaux citoyens pris dans les classes les plus honorables des provinces. « J'ai grand espoir, dit l'auteur des lettres, qui se croit obligé, par décence, de parler un peu de liberté; j'ai grand espoir qu'après ce mélange, tous se ré-

(1) Sallust., *Ep.*, II, 5, 6, 8.
(2) *Ep.*, I, 10 : II, 7.

veilleront pour l'indépendance, car, chez les uns, naîtra le désir de la conserver, et chez les autres celui de mettre fin à leur servitude. Tu pourras les établir dans les colonies; ainsi s'accroîtront nos forces militaires, et le peuple, captivé par des occupations honnêtes, cessera de faire le malheur public. »

« Mais, ajoute-t-il, je n'ignore pas, je ne me cache pas combien l'exécution de ce plan excitera d'emportemens et de tempêtes parmi les nobles. Ils s'écrieront avec indignation qu'on bouleverse tout, que c'est imposer l'esclavage aux anciens citoyens, que c'est transformer en royaume un pays libre, si, par le bienfait d'un seul, une multitude nombreuse parvient au droit de bourgeoisie. »

Il cite alors l'exemple de Drusus assassiné pour des projets pareils, et engage César à redoubler de soins, pour s'assurer des amis dévoués et de nombreux appuis.

Tels sont, en résumé, les conseils contenus dans ces lettres, qu'on peut regarder comme une sorte de programme du parti démocratique, donné par un de ses plus fougueux tribuns. Les lois de César semblent n'en être, sur beaucoup de points, que l'application. On y trouve clairement indiqués les trois principes que je signalais tout à l'heure : 1° établir l'unité dans l'empire; 2° propager le droit de cité dans les provinces; 3° atteindre l'aristocratie dans le sénat même, en renouvelant et en agrandissant cette assemblée.

Par malheur, Salluste avait trop bien vu, les innovations du dictateur irritèrent profondément la noblesse, et par-dessus tout et avant tout, l'introduction des provinciaux dans le sénat. Cet acte, en effet, était décisif; il montrait clairement à tous les yeux la voie dans laquelle César poussait sa patrie. S'il n'eût eu que l'intention vulgaire de se faire une assemblée à sa dévotion, l'Italie ne manquait, certes, ni d'admirateurs sincères du grand homme, ni de complaisans de l'homme tout-puissant. Mais l'intrusion des races étrangères venait tout à coup changer le caractère politique du sénat; au corps aristocratique par essence, né et grandi avec Rome, seul représentant, seul conservateur de l'esprit quiritaire, elle tendait à substituer une simple assemblée de notables : c'était le premier germe d'une représentation de tout l'empire, sur le pied d'égalité. Aucun des actes de César ne blessa donc aussi vivement que celui-ci le vieux patriotisme romain. Mais bon gré, mal gré, il fallut obéir. Il fallut que les Cornélius, les Fabius, les descendans de Tullus et de Numa, ouvrissent leurs rangs aux *demi-barbares*, comme on aimait à les appeler, qui venaient voter avec eux, qui parlaient devant eux de leurs droits,

qui décidaient souvent, par leurs suffrages, des institutions de la ville. Il fallut obéir; mais on se vengea de César et des intrus de César par des cris de colère, par des sarcasmes, par de malignes plaisanteries. Tantôt des avis affichés sur les places invitaient le peuple à ne point indiquer aux nouveaux pères conscrits le chemin du sénat; tantôt on faisait chanter par les soldats au triomphe du dictateur : « Qu'il conduisait les Gaulois devant son char, mais pour les mener au sénat, où ils quitteraient leurs braies et prendraient le laticlave (1). » Les paroles, les gestes, l'accent de ces étrangers fournissaient matière aux critiques les plus amères et aux plus ridicules doléances. Parce que l'accent était rude quelquefois et le langage incorrect, on s'écriait que tout était perdu, le bon goût et la belle langue latine, avec la dignité romaine (2); et Cicéron, homme nouveau, ne rougissait pas de se faire l'écho de pareilles puérilités. Mais tout ce courroux, toutes ces insultes n'aboutissaient qu'à resserrer encore davantage les liens qui unissaient les provinciaux à César.

Aussi, le poignard qui le frappa sembla, du même coup, avoir frappé au cœur toutes les provinces. La consternation fut universelle, et lorsqu'on sut que, par son testament, il léguait à la Sicile le droit de cité, comme un magnifique adieu qu'il envoyait en mourant aux nations conquises, la douleur n'eut plus de bornes. Dans ce brusque dénouement de tant d'espérances si vives et si tristement déçues, on crut reconnaître la main d'une fatalité ennemie. La superstition se mêla aux regrets; chaque pays eut ses prodiges ; chaque peuple raconta ses pressentimens; et l'apparition d'une comète, au milieu de cette disposition des esprits, vint donner en quelque sorte à toutes les illusions un droit d'incontestable réalité. Les étrangers qui se trouvaient alors à Rome (et le nombre en était immense) prirent le deuil spontanément, et firent retentir les rues et les places de lamentations prononcées dans tous les idiomes de la terre. Les Juifs se distinguèrent entre tous, dans ce cortége funèbre des peuples, par la vivacité de leur affliction : pendant plusieurs nuits de suite, ils restèrent en sentinelle près du bûcher.

Ces faits, si authentiques qu'ils soient, se refuseraient à toute explication, s'ils ne se rapportaient qu'à l'homme et au peu de bien qu'un homme, fût-il César, peut faire à l'humanité. Mais ici l'action

(1) Suet., *J. Cæs.*, 80.

(2) Cicer., *ad Papir. Pæt.; Div.*, IX, 15.

personnelle du fondateur de l'empire se confondait avec le mouvement intime du monde; son ambition avait favorisé, excité une tendance qui devenait irrésistible; son génie avait trouvé pour point d'appui la plus grande crise qu'ait éprouvée la société antique. La situation des peuples était neuve effectivement; les organisations politiques du passé croulaient de toutes parts; Rome, après avoir détruit les nationalités diverses dans tout l'univers civilisé, sentait à son tour sa propre nationalité chanceler et céder à la réaction de l'univers. Il était manifeste à tous que les conditions sous lesquelles avaient jusqu'alors vécu les sociétés politiques, ne suffisaient plus à une grande portion du genre humain, et qu'un ordre de choses tout nouveau allait commencer. Cet ordre de choses, quel serait-il? L'histoire ne jetait aucun jour sur les incertitudes présentes, car rien dans le passé ne faisait deviner un tel avenir.

Le mot mystérieux qui échappait à la science humaine, les masses le demandèrent à la religion. On feuilleta de toutes parts les livres sacrés; on recueillit les vieux oracles; on en imagina de nouveaux au profit de l'idée qui travaillait toutes les ames. Jamais l'anxiété du doute, jamais la crédulité, ne furent plus en émoi. Des prophéties, en vers et en prose, circulaient d'Orient en Occident, et d'Occident en Orient, par milliers de volumes; chaque nation apportait les siennes, empreintes de sa foi religieuse et de son génie poétique, et les donnait comme la clé de cet avenir sans nom, vers lequel gravitaient toutes choses. Pour le Latium et la Grèce, nourris de fictions gracieuses, c'était un retour à l'âge d'or, au règne du bon Saturne, à la paix perpétuelle, à l'innocence des hommes. L'aruspice étrusque y voyait la fin d'un jour du monde, tandis que des sectes mystiques saluaient en lui l'aurore d'une année céleste, dont les grands mois allaient poindre. En Orient, d'autres interprétations religieuses, d'autres calculs cosmogoniques, d'autres rêves, d'autres espérances. Mais une concordance frappante au milieu de ces diversités, c'est que toutes les traditions, toutes les explications, annonçaient la venue d'un roi, qui réunirait les nations sous son sceptre et fermerait à jamais le temple de la guerre. Cette croyance était surtout répandue parmi les nations orientales (1). A Rome même, à la face du Capitole et sous les yeux du sénat, bien des signes avaient

(1) *Vesp.*, 4. — Tacit., *Hist.*, V, 13. — Joseph., *Bell. jud.*, VII, 28. — Appian. ap. Zonar., *Ann.*, II.

effrayé les pontifes, et bien des voix s'étaient écriées : « La nature est en travail d'un roi (1) ! » César sembla répondre à l'attente universelle, et le monde suivit avec anxiété sa marche à ce trône universel, qu'il élevait sur les débris du gouvernement de sa patrie. Chose étrange, que ce mysticisme politique débordant tout d'un coup au sein d'une société dont la tête rejetait à peu près toute religion positive; que ces prédictions et ces prodiges appliqués à César, à l'ambitieux épicurien qui, en plein sénat, avait nié l'immortalité de l'ame, au profit des complices de Catilina (2) !

Pourtant il en fut ainsi, et, dans la conscience d'un grand nombre d'hommes, cet homme fut vraiment dieu (3). L'auréole dont son laurier impérial avait été environné passa après sa mort au front de son fils. Octave devint à son tour un sujet de prodiges, de prophéties et de visions, même dans une sphère sociale, où l'on sait se garantir des impressions populaires (4). On voulait le croire prédestiné à l'accomplissement du grand travail ébauché par son père; et, comme le poète latin, on suppliait les dieux indigètes, les génies de Rome et du sol italique, divinités exclusives et jalouses, d'épargner au moins ce jeune homme, de ne point arrêter dans ses mains la consolidation du monde :

Dî patrii indigetes, et Romule, Vestaque mater,
Quæ tuscum Tiberim et romana palatia servas,
Hunc saltem everso juvenem succurrere sæclo
Ne prohibite (5) !...

Ainsi finit, dans Rome, ce gouvernement républicain aristocratique, qui n'avait eu de volonté et de puissance que pour subjuguer. Ébranlé profondément par la réaction des races italiques, il tomba sous celle des races étrangères. L'unité de l'Italie avait pu sortir toute faite du bouleversement de la guerre sociale, parce que les Italiens étaient déjà assimilés, parce qu'ils étaient déjà Romains, sauf le droit. Rien de pareil n'existait encore pour les nations sujettes, du moins quant à la plupart; et ni Pharsale, ni Munda, ni Philippes ne durent enfanter l'unité de l'empire. Ce que les provinces gagné-

(1) Suet., *Aug.*, 94.
(2) Sallust., *Catil.*, 51.
(3) Suet., *J. Cæs.*, 88. — Dion., XLV, 7.
(4) Voir dans Suétone et dans Plutarque les songes de Catulus et de Cicéron.
(5) Virg., *Georg.*, I, 498.

rent dans les dernières guerres civiles, fut surtout une conquête morale : ce fut la ruine du système politique qui maintenait l'exclusion sociale; ce fut la reconnaissance définitive du principe d'association, à devoirs et droits mutuels; ce fut enfin, dans une reconstitution de l'ordre politique, la garantie que Rome ne combattrait plus désormais ce principe, sur lequel reposait la destinée de tant de peuples. En fait, l'autocratie des Césars n'eut pas un autre caractère que la toute-puissance tribunitienne des Gracques et de Marius, ou la royauté offerte à Sp. Cassius, à Saturninus et à tant d'autres; pouvoirs extraordinaires confiés à un seul par la majorité contre l'oligarchie, dans un but de progrès général. Cette grande et respectable mission du pouvoir impérial légitima, aux yeux d'une partie du monde, la perte de la liberté politique; aux yeux de l'autre, elle en adoucit le regret.

AMÉDÉE THIERRY.

ÉROSTRATE.[1]

(Érostrate arrive devant le temple, une torche à la main; il fait nuit.)

Depuis trois jours, pensif et muet comme une ombre,
Au bord des flots bruyans et dans la forêt sombre,
Je promène mes pas, et cherche vainement
A calmer de mon cœur le fatal rongement.
Un invisible dieu me ramène sans cesse
Devant le monument de la froide déesse,

(1) La poésie satirique est de tous les temps; mais on peut dire sans misanthropie qu'à notre époque elle aurait droit surtout à une large place. De plus, quand l'art veut la consacrer et lui prêter sa forme souveraine, elle acquiert un prix nouveau. C'est ce qu'a tenté M. Barbier en élevant la satire jusqu'au poème. De là *Érostrate*. Sous ce masque antique, l'auteur a voulu frapper la médiocrité ambitieuse que rien n'effraie, pas même le crime, quand il s'agit d'arriver à la réputation. Toutes les rêveries bizarres, systématiques, immorales, toutes les œuvres effrénées de notre temps, qui ont cherché la gloire ou plutôt le scandale à l'aide de l'exception et de la singularité, semblent stigmatisées par ce symbole frappant de l'incendiaire éphésien. — Outre *Érostrate*, les *Nouvelles Satires* contiennent une pièce étendue, intitulée *Potdevin*, dont le sujet se devine suffisamment. Nous prenons dans le premier de ces poèmes le tableau antique de l'incendie du temple d'Éphèse.

Et toujours me remplit l'ame du noir désir
De voir le vieux Vulcain dans ses bras le saisir.
Toujours le temple est là qui brille sur ma tête;
Toujours mon œil ardent se tourne vers son faîte;
Et le bois résineux qui fume dans ma main
Toujours d'un feu plus vif éclaire mon chemin.
O vision constante! éternelle pensée!
Ainsi qu'une couleuvre à mon ame enlacée,
Qui l'enserre et lui tient plus invinciblement
Que le lin vénéneux du fatal vêtement
Qui recouvrit jadis les épaules d'Hercule!
O poison de mon cœur! ô venin qui me brûle
Plus que le corps puissant du rejeton des dieux!
Pour éteindre à jamais tes élans douloureux,
Je vais te préparer un nouveau lit de flamme,
Et peut-être qu'alors tu quitteras mon ame?
Qui pourrait m'arrêter? L'homme et les animaux
Dans les bras du sommeil ont oublié leurs maux;
Les dieux même étendus sur leur couche embaumée
Respirent les pavots de la nuit enflammée:
La lune dans les airs orageux et brûlans
Ne guide point encor ses jeunes taureaux blancs,
Le silence est partout, sur la terre et sur l'onde;
Et tout autour de moi l'obscurité profonde
Rend le sol montueux, les arbres, le gazon,
Plus noirs que les bosquets des jardins de Pluton.
Nul astre dans les cieux qui luise et me contemple;
Nul mortel qui se tienne à la porte du temple;
Et moi, seul devant lui, comme un dieu souverain,
Prêt à le foudroyer des lueurs de ma main.
Quel sublime moment! quelle énorme puissance!
Moi, créature humaine et de faible existence,
Rien qu'avec un charbon, un mouvement de bras,
Je puis mettre d'un coup une merveille à bas,

Réveiller tous les dieux comme au bruit du tonnerre,
Jusqu'au fond de son cœur épouvanter la terre,
Et sur l'éternité, comme au haut d'un fronton,
Avec des clous d'airain fixer mon large nom!
Et je craindrais le bruit... Quoi! de la tourbe humaine,
Des peuples ignorans la clameur incertaine,
Les malédictions des pontifes menteurs,
Et tout le vain fracas qui suit les destructeurs...
Ah! tous ces bruits ne sont qu'une pâle fumée
Capable d'arrêter une ame mal armée :
Et la mienne est trop forte, et puis il faut finir
Ces terreurs dont la mort vient toujours m'assaillir.
Le sort en est jeté : marchons au sacrifice!
O vents! éveillez-vous; de votre aile propice
Secourez l'incendie en ses sombres élans;
Car ce rameau de pin qui, dans mes doigts tremblans,
Consume avec lenteur sa robe de résine,
Va, comme le porteur de la foudre divine,
L'aigle au bec flamboyant, aux ongles lumineux,
S'abattre sur le temple et l'inonder de feux.

(Au moment où il franchit les premiers degrés du temple, trois femmes en descendent et le font reculer.)

Mais que vois-je? grands dieux! on dirait trois statues,
Qui, de leur piédestal tout à coup descendues,
S'élancent du lieu saint et semblent vouloir fuir
Le terrible fléau prêt à les engloutir.

LA PIÉTÉ.

Il en est temps encore, ô jeune téméraire!
Arrête-toi, ne monte pas;

Laisse à tes pieds rouler la torche incendiaire,
Le vent éteindre ses éclats.
Le crime suspendu sur tes tempes funèbres,
Et plus noir que l'oiseau des nuits,
Peut regagner encor ses épaisses ténèbres,
Rentrer dans les enfers sans bruits.
Arrête, arrête, infame! il en est temps encore :
Ne force pas une cité
A voir, avant le jour, une sanglante aurore
Briller sur son front agité.
Ne fais point qu'en ses murs la terreur souveraine
Traîne ses sandales d'airain,
Et que, d'un œil hagard, toute la foule humaine
Cherche en vain son temple demain.
Une ville sans temple est une solitude,
Un désert immense, odieux;
Et rien n'est malheureux comme une multitude
Qui vit sans autels et sans dieux.

ÉROSTRATE.

O femme! il est trop tard pour empêcher la flamme;
Le ciel s'est tout entier retiré de mon ame,
Et mon ame aujourd'hui ne pense qu'à s'ouvrir
Un chemin lumineux aux champs de l'avenir.

LA BEAUTÉ.

Ah! si la Piété sainte
Par ses gémissemens ne sait pas te toucher;
Si les cris du respect et tous ceux de la crainte
Se brisent sur ton cœur comme sur un rocher;
Grace pour la Beauté, fille de l'Harmonie!

Grace pour un de ses enfans
Que, du haut des cieux triomphans,
Protégea l'œil divin de Vénus-Uranie!
Grace pour l'ame de ces lieux!
Grace pour celle qui respire
Dans les nobles contours et les marbres pieux
De ce beau temple qu'on admire!
Que le flambeau qui brûle et pétille à ta main
Respecte ses formes puissantes!
Que son fronton doré, ses colonnes luisantes
Ne soient pas l'aliment du vorace Vulcain!
Ah! s'il faut qu'il périsse, ô mortel en délire!
Avec lui je mourrai soudain,
Comme le son léger qui dans les airs expire,
Lorsqu'une main brise la lyre
Qui l'enfermait dans le creux de son sein!

ÉROSTRATE.

Je suis comme un nocher battu par la tempête,
J'ai le cœur insensible, et, pour sauver ma tête,
Je pousserais du pied dans les flots écumeux
Les plus beaux corps du monde étalés sous mes yeux.

LA MÉMOIRE.

Et moi, je suis la grande Mnémosyne,
Du monarque des dieux l'amoureuse divine,
La mère des neuf sœurs compagnes de Phœbus;
Je suis celle qui porte en sa large poitrine
Les grands forfaits et les grandes vertus.
Insensé que le mal entraîne,

Tu cours à ta perte certaine,
A l'infamie, au déshonneur;
Et puisque tout l'enfer est au fond de ton cœur,
Voilà de ton ame hautaine
Le reflet rouge et plein d'horreur
Que le temps roulera dans son onde lointaine.
Au bruit sauvage de ton nom,
Les peuples éperdus se voileront la tête,
Comme au sinistre aspect d'une ardente comète,
Au retentissement d'un désastre profond;
Ton nom sera hurlé sur toutes les ruines;
Ton nom sera l'écho des pestes, des famines;
L'épouvante du genre humain;
Et les cris à la bouche et le fouet à la main,
Les malédictions et leur frère l'outrage,
De peuple en peuple et d'âge en âge,
Te poursuivront sans relâche et sans fin.

ÉROSTRATE.

Eh bien! soit, ô déesse! aux noms des grands coupables
Que mon nom soit lié par des chaînes durables!
Que je sois relégué dans le troupeau honteux
Des destructeurs d'empire et des brigands fameux!
Je vivrai, c'est assez! La mort, la mort avare
Ne me plongera pas en entier au Tartare :
Quelque chose de moi, redoutable et certain,
Restera pour toujours dans l'habitacle humain;
Tu l'as dit, ô Mémoire! Allons, légères ombres,
Ainsi que les vapeurs et les nuages sombres
Qui se fondent aux feux de l'astre oriental,
Disparaissez devant ce rameau triomphal!
Et toi, Mort dévorante et toujours affamée,

Lionne impitoyable et jamais désarmée,
Ne bondis plus autour de mes malheureux flancs,
Et cesse de me suivre avec tes hurlemens!
Voici, pour t'apaiser, un sacrifice immense
Qui surpasse en hauteur, comme en magnificence,
Tous ceux que Jupiter et les dieux immortels
Virent jamais offrir au pied de leurs autels!
C'est plus que cent taureaux à la corne dorée
Que j'ose t'immoler, ô gorgone sacrée!
C'est mieux que du sang d'homme et des corps en monceau
Que je vais consumer du feu de mon flambeau;
C'est un temple superbe et toute sa richesse;
Le trône vénéré d'une grande déesse,
L'ouvrage merveilleux des hommes et des temps,
Des vases remplis d'or, des autels éclatans,
Des chapiteaux d'airain, des colonnes sublimes;
Voilà mon hétacombe et voilà mes victimes!
O Mort! accepte-les, et que le vieux néant
Pour moi ferme à jamais son gouffre dévorant!

(Les trois femmes disparaissent, et il entre dans le temple.)

LES ESPRITS DU FEU.

Enfans du Phlégéton, habitans du Tartare,
Sur les ailes des vents, courons, volons aux lieux
Où l'homme nous prépare
Une vaste débauche, un festin spacieux!

LES VENTS.

Dragons, esprits du feu, déroulez vos spirales!
Nous venons à votre aide avec nos sifflemens;

Voici le temple offert à vos enlacemens;
Ouvrez vos gueules infernales!

LES TELCHINES.

Sous la terre pesante, allons, frères, tournons!
L'homme enfin va venger nos antiques affronts.

ÉROSTRATE.

(Il sort de l'édifice, et, lorsqu'il est descendu, il s'appuie contre un arbre en face du temple.)

Mes deux mains ont agi : la chose est consommée.
Dans tout le monument la flamme renfermée
Mugit, roule, et bientôt, débordant vers les cieux,
Portera ses chaleurs jusqu'au palais des dieux.
Ah! mon cœur se désenfle! ah! je vis, je respire
Comme un homme long-temps en proie au noir délire,
Et sur qui le repos vient s'asseoir un instant.
On dirait que soudain un large jet de sang
Soulage en s'écoulant le trop plein de ma veine.
Ah! quel que soit mon sort, je n'ai plus l'ame en peine!
Comme Ajax, j'ai trouvé dans une autre Ilion
Le linceul glorieux qui doit couvrir mon nom.

AUGUSTE BARBIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 janvier 1840.

La discussion de l'adresse dans les deux chambres est à l'intérieur le fait capital de la quinzaine qui vient de s'écouler.

Quelques bruits de salon avaient annoncé un effort de la pairie pour sortir du rôle par trop secondaire auquel elle paraît s'être exclusivement résignée dans ces grands drames politiques. On citait un noble pair préludant par ses lectures, dans un cercle élégant, aux combats de la tribune, et se fortifiant d'illustres approbations et de savans conseils. On disait que les diverses oppositions lanceraient dans l'arène leurs plus vaillans champions, que la lutte serait sérieuse, l'attaque renouvelée, et la victoire long-temps disputée.

Ces espérances des amis sincères et éclairés de nos belles institutions ne se sont pas réalisées. La chambre des pairs n'a employé à la discussion de son adresse qu'une séance et demie, pas tout-à-fait six heures. Le premier jour, la discussion offrit un instant les apparences d'un combat; le second jour, il n'y eut pas même escarmouche.

M. le duc de Noailles lut d'une voix monotone un discours digne d'estime, mais que les coteries avaient eu le tort de trop prôner. Un discours politique n'est pas une pièce de théâtre, et l'attention religieuse et le silence affectueux d'un petit salon, j'ai presque dit d'un boudoir, sont un mauvais *criterium* pour juger à l'avance les effets de la tribune. M. de Noailles a mieux fait lorsqu'il n'a pris conseil que de lui-même.

M. de Brézé a plusieurs des qualités de l'orateur parlementaire. C'est à lui que reviennent les honneurs de cette discussion. Malheureusement son talent est aussi inutile qu'il est incontestable. M. de Brézé est condamné, par ses opi-

nions politiques, à faire tous les ans le commentaire du même chapitre d'histoire ancienne. A moins de dépouiller le vieil homme, il ne peut prendre aucune part vraiment active aux choses réelles, aux affaires vivantes du pays. L'opposition de gauche, celle qui prétend dépasser ce qui est, ou du moins le modifier profondément, peut, malgré son excentricité et ses exagérations, jouer dans nos débats un rôle actif, de tous les jours; mais que peut une opposition qui voudrait, contrairement aux lois de notre nature, ramener le pays en arrière et ressusciter les morts? Le jour n'est pas loin où M. de Brézé ne sera plus compris de personne, où ses refrains obligés fatigueront même la politesse de la pairie, où son beau talent sera perdu pour tout le monde, pour son parti comme pour la France. Les royalistes de quelque valeur devraient pourtant comprendre, à la lumière de l'histoire, que le moment est arrivé de cesser, sous peine du ridicule, d'être des hommes rétrospectifs pour devenir des hommes de leur temps et de leur pays. La France, qui ne veut pas de jacobites, peut encore comprendre et accepter, dans une certaine mesure, des tories

La première séance de la chambre des pairs n'a été remarquable que par deux faits bien divers, et, nous le dirons, la satisfaction que nous avons ressentie du premier de ces faits, n'a pu effacer l'impression pénible que le second nous a fait éprouver.

Un des ministres s'étant servi, pour dire qu'il ne parlerait pas du passé, d'expressions qui, à la rigueur, auraient pu être interprétées comme ne promettant au 15 avril qu'un silence indulgent, M. le comte Molé prit la parole pour déclarer que le 15 avril n'acceptait l'indulgence de personne, qu'il se faisait gloire de son administration et de tous ses actes, qu'il était prêt à les défendre envers et contre tous, et qu'il ne lui manquerait pas de nombreux et fidèles auxiliaires dans l'une et l'autre chambre. Cette déclaration faite d'un ton ferme, en termes pleins de simplicité et de noblesse, fut accueillie par de nombreuses marques d'approbation, et plus d'un membre de la chambre regrettait hautement que les orateurs qui ont parlé après la déclaration de M. Molé, ne lui eussent point fourni l'occasion de monter à la tribune.

Nous n'insisterons pas sur le second fait, sur l'apparition à la tribune de M. le président du conseil. Nous avouerons sans détour qu'il nous est impossible de comprendre la résignation d'un homme aussi éminent à un rôle si peu digne de sa renommée et de sa gloire.

L'adresse ne s'est écartée du cadre tracé par le discours de la couronne que par un amendement en faveur de la Pologne, proposé par MM. d'Harcourt et Tascher, et que la chambre des pairs a adopté

C'est à la chambre des députés que de rudes combats ont été livrés au ministère. Dans la discussion générale, les partis ont essayé de se dessiner: le jeu des répulsions et des attractions n'a pas tardé à se faire apercevoir, et le travail parlementaire pour la reconstruction d'une majorité a pu frapper tous les yeux.

Il n'est pas d'observateur impartial qui, assistant à cette lutte, n'ait dû s'avouer à lui-même trois résultats importans, décisifs.

Le premier, c'est que, pour tout homme sérieux, ministre ou non, il est évident qu'il n'y a dans la chambre de majorité possible que celle qui aura pour noyau l'ancienne majorité, les 221. Hors de là, il n'y a que poussière et impossibilité de gouverner. Aussi c'est à elle que s'adressent toutes les coquetteries de la politique, toutes les séductions du talent. Les ministres ne sont pas les seuls qui la caressent et la flattent. L'ancienne majorité représente assez bien, pendant ces débats, un personnage grave, puissant, et par trop silencieux, qui reçoit sans dédain, sans colère, mais non sans froideur, les soins empressés des hommes qui espèrent capter sa faveur.

Le second fait, non moins grave, et qui, par ses résultats, corrobore et accroît l'importance du premier, c'est la gauche arborant de nouveau sa vieille bannière, et annonçant au pouvoir une hostilité plus dédaigneuse que violente, il est vrai, mais une hostilité qui n'admet pas de trêve et moins encore une transaction. M. Odilon Barrot a lancé contre les centres le manifeste de son parti. La révocation des lois de septembre, le jugement de tous les attentats renvoyé au jury, la réforme électorale admise du moins en principe, tels sont pour le moment les dogmes du catéchisme de la gauche; M. Barrot en a fait l'exposé avec un talent, une éloquence qu'il serait injuste de méconnaître. En reprochant au cabinet, à plusieurs de ses membres du moins, de s'être détachés du centre gauche, d'avoir abandonné leur drapeau, de se laisser entraîner fatalement vers la droite, M. Barrot a voulu à la fois se replacer fortement à la tête de l'opposition, ressaisir les rênes de son gouvernement, et mettre le marché à la main à tous ceux qui, dans les crises de 1839, ont pu avoir avec la gauche des accointances plus ou moins intimes. Qui n'est pas avec nous est contre nous, qui n'est pas avec nous aujourd'hui sera contre nous demain; nous ne voulons plus de mélanges temporaires, de confusion, et par là même d'affaiblissement dans nos rangs. Les situations dans le parlement doivent être désormais nettes et tranchées pour tout le monde. Tels étaient le sens, la pensée dominante de la chaleureuse improvisation de M. Barrot. Ceux qui auraient pu se flatter de le voir peu à peu s'écarter des bancs de la gauche, et marcher lentement vers le pouvoir, au lieu d'attendre fièrement et fort inutilement, selon nous, que le pouvoir vienne à lui; ceux-là, s'il en est, n'ont qu'à faire amende honorable envers eux-mêmes; ils s'étaient trompés.

Peu importe qu'à la fin de son discours et par une transition qui, aux yeux d'un sévère logicien, pourrait peut-être mériter un autre nom, M. Odilon Barrot, après avoir tonné contre la confusion des partis et le pêle-mêle des opinions, ait appelé de tous ses vœux la formation et l'entrée au pouvoir d'un parti qu'il a appelé intermédiaire, intermédiaire entre la gauche et l'ancienne majorité. Quoi qu'il en soit de sa rigueur logique, cette conclusion a dû être avouée, louée même comme habile par les amis politiques de M. Barrot. Ce

parti intermédiaire, en effet, s'il était viable, ne pourrait vivre que des suffrages de la gauche, que dis-je? des suffrages de toutes les oppositions. M. Barrot en serait nécessairement le protecteur, le suzerain. L'avénement de ce parti, s'il pouvait se réaliser, s'il pouvait durer quelque temps, ne serait qu'un pont jeté entre la gauche et le pouvoir. La gauche a raison de le désirer, de l'appeler de tous ses vœux, d'en proclamer les avantages, la nécessité. Elle prêche dans le désert. Ceux-là même auxquels elle paraît s'adresser ne se font pas, ou, si l'on veut, ne se font plus d'illusion. Ils savent, à n'en pas douter, qu'il n'y aurait là pour eux ni probabilité de succès pour le présent, ni sûreté pour l'avenir. Des hommes politiques, des hommes d'état ne se placent pas ainsi entre deux abîmes, sur une crête entourée de précipices, uniquement pour le plaisir de montrer un moment au monde beaucoup d'adresse, beaucoup d'habileté, le talent plus étonnant qu'admirable des danseurs de corde. Ils ne sacrifient point ainsi l'avenir au présent, l'histoire de leur vie politique aux vanités d'un jour. Encore une fois, le conseil n'est ni acceptable ni accepté. Il s'adressait à des hommes qui connaissent mieux que personne la situation de la chambre, l'état du pays, leur propre position et les conditions de tout pouvoir honorable et durable.

Le discours de M. Odilon Barrot, dont la dernière partie, par trop posthume, peut être regardée comme non avenue, n'a donc pu avoir qu'un seul et unique résultat. Mais ce résultat est considérable, il est décisif à nos yeux. Nous tenons le problème de la nouvelle majorité comme à peu près résolu. Les déclarations de la gauche ont dû nécessairement refouler vers nos rangs tous les hommes que les accidens de la politique avaient seuls séparés momentanément du parti gouvernemental. Le travail de la nouvelle fusion est fortement préparé. Qu'on y apporte de tous les côtés de la franchise et de la modération, qu'on reconnaisse surtout de tous les côtés que rien n'est plus ridicule en politique que d'aspirer à l'impossible, et ce travail, si important pour le pays, pour la dignité de la chambre, pour la stabilité du pouvoir, ne tardera pas à être accompli. Nous aurons l'ancienne chambre moins le tiers-parti, moins ce parti bâtard, qui, impuissant par lui-même, avait cependant servi de dissolvant, et amené le gouvernement représentatif à deux doigts de sa perte; moins le tiers-parti, qui, dans la personne de ses membres les plus influens, fait peut-être en ce moment sa dernière expérience du pouvoir. Il y aura sans doute encore, et dans la majorité et dans l'opposition, des variétés, des nuances. C'est l'esprit de notre temps. Les corps puissamment organisés, le renoncement aux éclats d'une individualité impatiente et vaniteuse, la soumission absolue aux règles de conduite de son parti, ne sont plus de nos mœurs; ce sont ou vertus ou défauts étrangers à notre société. Il faut pour cela des aristocraties ou des couvens, des tories ou des jésuites. Nous ne sommes ni l'un ni l'autre. Nous sommes des Français, et des Français du XIXe siècle. Il y aura donc toujours dans nos assemblées un fractionnement : cela est inévitable;

mais ce qu'on peut espérer, ce à quoi on doit travailler, c'est qu'il n'y ait cependant que deux armées, les amis et les adversaires du pouvoir, ceux qui, sans repousser des progrès sages et mesurés, veulent cependant avant tout affermir et maintenir ce qui est, et ceux dont la pensée dominante est l'innovation, dont le premier désir est de toujours marcher en avant, ceux pour qui la société ne devrait jamais connaître ni halte ni repos.

Dans ces deux armées, il pourra sans doute y avoir des nuances, comme il y a des armes et des bannières diverses dans nos camps militaires. Tout le monde cependant suit le même drapeau, et au jour de la bataille tout le monde combat pour la même cause. La variété dans l'unité, ce beau et brillant caractère du génie européen, doit se retrouver même dans nos assemblées politiques.

Le troisième fait mis en évidence par la discussion de l'adresse dans les deux chambres, est celui que nous avions si souvent et si vivement annoncé. C'est que, si nous avons quelques ministres, nous n'avons pas de ministère. Plus les ministres qui n'occupent pas les sommités politiques du cabinet, celles où se traitent nécessairement les grandes affaires du pays, les affaires étrangères et la guerre, montrent d'habileté et de talent parlementaire, plus il est évident pour tous que les intérêts du pays ne peuvent être confiés à des hommes qui ont besoin à chaque instant de trouver parmi leurs collègues un suppléant dévoué. Si nous sommes condamnés à vivre avec le 12 mai tel qu'il est, qu'on mette du moins les hommes qui le composent là où ils peuvent être le plus utiles; qu'on fasse au moins des échanges, qu'on donne à M. Villemain les affaires étrangères, et la guerre à M. Dufaure.

Au surplus, la majorité une fois reconstruite d'elle-même par la force des choses, elle ne se résignera point à ne pas avoir à sa tête les hommes d'état dont elle doit regretter l'absence et l'inaction.

Le cabinet du 12 mai, produit de la nécessité du moment, de circonstances fugitives, n'a pu être qu'une transition. Il a donné l'occasion à quelques hommes de développer leur habileté politique, leur talent de tribune. M. Villemain, en particulier, a pris rang parmi les hommes politiques et a été franchement accepté par la chambre. Mais encore une fois le cabinet est par trop incomplet; l'agencement des hommes est mauvais; il met en évidence les plus faibles, et en forçant les autres à sortir du rôle que leur assignent leurs fonctions, il les place tous dans une situation peu digne de la France et d'eux-mêmes.

La discussion des paragraphes de l'adresse a amené à la tribune M. Thiers. Sa parole a été ce qu'elle est toujours, brillante, vive, lucide, transparente. Son discours n'a pu laisser dans les esprits aucune obscurité, pas le moindre nuage. M. Thiers n'a point fait un discours d'opposition : adoptant sans réserve le système, il a seulement présenté quelques observations sur la conduite du gouvernement. Les armes du combat, si combat il y a eu, ont été si

courtoises, que le cabinet aurait pu à toute rigueur se regarder comme n'ayant pas été attaqué. Les observations douces et polies d'un orateur qui pourrait être si formidable sont à peine des avertissemens. M. Thiers a laissé entendre à plusieurs reprises qu'il aurait pu être sévère : il n'a pas voulu l'être; il a amnistié le cabinet : « Soyons amis, Cinna! » C'est là le résumé.

Le beau discours de M. Thiers a trompé plus d'une attente et donné un démenti spirituel et de bon goût aux prédictions de la salle des conférences. On disait qu'il voulait prendre le ministère corps à corps et le terrasser sur place : à peine s'est-il un instant occupé de lui pour lui dire : Tâchez de mieux vous conduire et vivez si vous le pouvez. On disait que, pour rendre son attaque plus directe et plus décisive, il parlerait de la politique générale, de l'état des partis, de la chambre, du ministère, en un mot de l'intérieur : M. Thiers n'a parlé que d'affaires étrangères, de l'Orient, et surtout de l'alliance anglaise.

Le paragraphe de l'Orient a été voté après quelques observations de M. Duchâtel et de M. Jouffroy, en réponse au discours de M. Thiers.

Il est juste de reconnaître que la position de M. le ministre de l'intérieur, faisant fonctions de ministre des affaires étrangères, n'était pas sans embarras. M. Thiers, simple député, sans responsabilité, sans pièces officielles dans son cabinet, pouvait tout dire, affirmer tout ce qui lui paraissait vrai, probable même. Le ministre, au contraire, devait être d'autant plus réservé qu'il connaissait mieux la vérité, l'état présent des négociations.

Nous croyons qu'il aurait pu faire une réponse péremptoire à une partie du moins du discours de M. Thiers. Nous croyons qu'il aurait pu dire : — L'alliance anglaise n'est point compromise; les nouvelles démarches de la Russie n'ont pas eu de succès; M. de Brunow a de nouveau échoué. Le cabinet anglais ne veut pas se séparer de nous; il n'accédera à aucune proposition que d'accord avec son allié, la France. Nous ne sommes donc pas dépourvus de tout crédit et de toute influence à Londres. Nous avons su à la fois défendre les intérêts et la dignité de la France, et ne pas rompre une alliance également utile et honorable aux deux pays. — C'est là, nous le croyons, la réponse qu'on aurait pu faire, si un ministre pouvait ainsi plier son langage officiel à toutes les vicissitudes du moment, et parler des faits diplomatiques à la tribune, avant qu'ils soient entrés dans le domaine de l'histoire. Il paraît certain, en effet, que tout ce qu'on a dit ces derniers jours sur le succès de la mission de M. de Brunow n'avait heureusement rien de fondé.

En attendant, un autre fait important s'est manifesté dans la chambre, et il n'a certes pas échappé à la sagacité de M. Thiers. C'est que la chambre n'entend pas raillerie sur le compte du pacha d'Égypte. Elle désire sans doute, et elle a raison de le désirer, dans l'intérêt des deux pays et de la paix du monde, elle désire, dis-je, le maintien, le raffermissement de l'alliance anglaise. Mais elle n'entend nullement sacrifier l'Égypte à l'Angleterre.

Les espérances qu'on pourrait lui faire concevoir de l'union
puissances aussi redoutables que l'Angleterre et la France, de
sentée comme puissance essentiellement continentale, de l'An
tenant le sceptre des mers, ces espérances ne la flattent que
ment. Son instinct national lui dit que la question capitale aujo
la question du commerce du monde, et en conséquence la question
et de l'Égypte; que la puissance qui ne ferait pas tous ses efforts ne-
penserait pas son dernier écu pour être une puissance maritime ier
ordre, souscrirait à sa propre déchéance, qu'elle aurait beau obtenir une,
deux provinces d'agrandissement territorial, elle ne serait plus qu'une puissance de second ordre le jour où elle permettrait à la Russie et à l'Angleterre d'exploiter à leur gré l'Orient, et de s'emparer seules de tout ce qu'il renferme d'avenir pour la grandeur et la prospérité de l'Europe. La puissance aujourd'hui est au bord du Nil et de l'Euphrate. La France ne prétend pas s'en faire un privilége; mais elle ne doit y reconnaître privilége et droit exclusif pour personne.

Les affaires d'Espagne n'ont donné lieu qu'à un incident de quelque importance. M. le procureur-général Chégaray a interpelé le cabinet sur la persistance que les Anglais mettent à occuper le port du Passage. La réponse a été faible. Dire que les Anglais évacueront le Passage quand les circonstances le permettront, c'est ne rien dire. Ajoutons que la présence dans le port d'une frégate française ne change rien à l'état de la question. Toujours est-il qu'il y a garnison anglaise au Passage, que l'Angleterre est de fait maîtresse de ce point; qu'un port espagnol, à six lieues de notre frontière, est au pouvoir de ceux qui ont su se maintenir à Gibraltar, garder Malte, s'emparer des sept îles, et qui, tout récemment encore, ont montré, par leurs expéditions et leurs tentatives dans l'Orient, que l'extension et la sûreté de leur immense commerce, et la domination des mers, qui leur semble en être la garantie, sont le but qu'ils ne perdent jamais de vue, et auquel ils subordonnent toute autre considération et tout autre intérêt.

La question d'Afrique jouera probablement un grand rôle dans les discussions de la chambre. A la vérité il nous paraîtrait utile, raisonnable, d'ajourner cette importante question au moment où le gouvernement fera une demande spéciale de crédits pour l'Algérie. Il est peut-être imprudent d'intervenir dans la guerre d'Afrique par un débat prématuré, et qui se ressentira du vague et du décousu qui règne nécessairement dans la discussion de l'adresse. Ces considérations, nous le savons, n'influeront guère sur les luttes de la tribune. Les discours qu'on a préparés, les discours que les commettans attendent, nul ne veut les ajourner, nul du moins de ceux qui doivent les prononcer, et dont le *Moniteur* attend les feuillets. Cependant, dans l'état actuel de la question, il n'y a évidemment qu'une chose à dire, comme il n'est qu'une seule chose à faire : il faut donner, sans délai et sans lésinerie, au gouvernement,

...ns nécessaires pour maintenir en Afrique l'honneur de nos courtoises, que ...r la violation des traités que la France avait bien voulu sanc- pas été attaqu... autre discussion ne peut être qu'ajournée. Le châtiment et la être si formid... bord; ce n'est qu... après, avec une pleine liberté de moyens et ... plusieurs re... la France pourra délibérer sur le parti définitif qu'il lui convien- amnistié l... ...ure relativement à l'Afrique.

Le beau... nce aussi une discussion sur le dernier paragraphe de l'adresse. On ...menti sp... sieurs membres de la majorité sont curieux de savoir si l'expression de... ...it g... ernement parlementaire, dont les hommes de nuances diverses et les ministres eux-mêmes s'emparent comme d'une ancre de salut, est prise par tous dans une seule et même signification. Il est sans doute permis d'être curieux, même aux hommes politiques; mais il est en toutes choses des curiosités téméraires, imprudentes. Nous ne sommes pas frappés de l'utilité de ces débats spéculatifs. Nous ne voyons pas quel profit il peut y avoir à susciter à la tribune de subtiles controverses de théologie constitutionnelle.

Pour dire toute notre pensée, nous craignons qu'il n'y ait là quelques restes de ressentimens et de rancunes politiques que certes nous concevons mieux que personne, mais dont les effets ne seraient utiles ni aux hommes ni aux affaires du pays. L'ancienne majorité doit être satisfaite de la marche des choses; il ne serait ni sage ni politique de la troubler; les choses sont plus habiles que les hommes; elles s'arrangent d'elles-mêmes. Gardons-nous de les brouiller par une intervention plus passionnée que prudente.

V. DE MARS.

LA

PRESSE PÉRIODIQUE

DANS LES TROIS ROYAUMES SCANDINAVES.

Les hommes d'état du Nord sont dans ce moment très préoccupés de la situation de la presse dans leur pays, de la législation à laquelle elle est soumise, et des réformes à apporter à cette législation. En Danemark, l'avénement du prince Chrétien au trône a fait éclater parmi les libéraux des vœux long-temps contenus, et des espérances qu'on n'avouait encore que tout bas, il y a quelques semaines. Dans toutes les adresses présentées au nouveau roi, il est question de la liberté de la presse; dans presque toutes, une idée de réforme constitutionnelle se manifeste à travers les protestations d'un dévouement sincère et les formules d'un langage très respectueux.

En Suède, l'ouverture de la diète préoccupe les esprits d'une autre façon. Là, la presse est libre, et il ne s'agit pas de lui donner plus de franchise; il est question, au contraire, d'imposer une limite à ses priviléges.

En Norvége, le peuple, maître de sa charte démocratique, fier de son indépendance, sûr de son avenir, assiste paisiblement aux débats de ses voisins, et semble, du haut de ses montagnes, contempler cette lutte des idées progressives et des idées absolutistes, comme le voyageur qui, parvenu au port, contemple avec un sentiment de bien-être la barque chassée encore par les vents et battue par les flots.

Pour comprendre cette différence d'action dans les trois royaumes scandi-

naves, il est nécessaire de jeter un coup d'œil en arrière, de rechercher dans le passé les évènemens qui ont préparé la situation actuelle. Nous commencerons par le Danemark.

Il y a deux siècles que la royauté de Danemark était encore élective. Un sénat composé d'une vingtaine de nobles la tenait en tutelle. Le souverain n'avait qu'une autorité très restreinte, souvent contestée et souvent illusoire. Il ne pouvait, sans l'assentiment du sénat, faire aucun traité de paix ou de guerre, ni disposer des revenus de l'état, ni modifier une loi, ni même régir librement sa maison. Le pouvoir de la noblesse devait être contrebalancé par les assemblées de la diète composée des quatre ordres de l'état; mais peu à peu l'usage de convoquer la diète à certaines époques tomba en désuétude. La bourgeoisie fut maîtrisée comme la royauté, et rien ne semblait devoir ébranler l'impérieuse domination de l'oligarchie, lorsqu'elle devint elle-même victime de son égoïsme et de ses exigences. En 1660, après l'invasion des Suédois, le siége de Copenhague et le traité de paix qui enleva au Danemark ses trois belles provinces situées au-delà du Sund, il fallut convoquer la diète pour aviser aux moyens d'adoucir les malheurs de l'état. Le trésor était vide, et le royaume grevé de dettes. Le peuple comprenait lui-même la nécessité de subir un nouvel impôt, mais la noblesse aurait voulu s'en exempter. Les bourgeois, las enfin de toutes ces arrogantes prérogatives, résolurent de les anéantir et de remettre le suprême pouvoir entre les mains du roi. Leur projet, dirigé par deux hommes habiles, soutenu par le roi, et plus fortement encore par la reine, ne fut pas plus tôt connu des nobles, que pour le faire avorter ils résolurent de quitter Copenhague, afin de rompre la diète par leur absence. Mais ils trouvèrent les portes de la ville fermées, et dans leur effroi signèrent le pacte qui leur était proposé. La royauté de Danemark fut déclarée héréditaire, et Frédéric III devint roi absolu.

La noblesse perdit à cette révolution ses nombreux priviléges, son autorité, ses moyens de fortune. Elle fut forcée d'abandonner les terres de la couronne, qui lui étaient affermées pour une très faible redevance, de payer des impôts considérables, et, dans l'espace d'un demi-siècle, ces vieilles familles, jadis si fières et si puissantes, tombèrent, de degré en degré, au niveau de la bourgeoisie. Cependant les taxes auxquelles elles furent assujéties ne rétablirent point l'ordre dans les finances. Les guerres de Chrétien V et de Frédéric IV, les habitudes fastueuses de Chrétien VI, aggravèrent les charges de l'état. A la mort de Frédéric V, la dette du Danemark s'élevait à 25,000,000 de rigsdalers (75,000,000 de fr.), et Chrétien VII, par ses passions ruineuses, par ses voyages extravagans, acheva de mettre le désordre dans un pays qui, pour se relever de son état de malaise, aurait eu besoin de longues années de paix et d'une sage et patiente administration. Les premières années du règne de Frédéric VI, à l'époque où il n'était encore que prince royal et où il gouvernait le Danemark au nom de son père, s'annonçaient sous d'heureux auspices. C'était un homme d'un esprit droit, d'un cœur noble et généreux. Dans un autre temps, il aurait pu relever peu à peu la prospérité de ses états, assurer par de sages institutions

le bien-être de ses sujets; mais il monta sur le trône à une époque où il n'était pas permis aux rois de gouverner pacifiquement leur royaume. Il fut, comme tous les souverains de l'Europe, entraîné dans le tourbillon qui agita le monde pendant vingt ans. Jeune, il était devenu l'allié de Napoléon; il lui resta fidèle, et paya cher cette fidélité. Deux fois il vit sa flotte ravagée et enlevée par les Anglais, et, en 1814, il perdit la Norvége, cette antique sœur du Danemark. Ces malheurs ne purent altérer la sérénité de son caractère; il est mort vénéré et chéri. En 1834, il abdiqua lui-même une partie de ses prérogatives de roi absolu, et, sans attendre que ses sujets lui demandassent par la voix de l'émeute une constitution, il établit une sorte de représentation nationale sur le modèle des états provinciaux de la Prusse. Cet acte de libéralisme n'a été qu'un palliatif à des souffrances invétérées, un indice d'amélioration dans un ordre de choses qui a besoin de grandes réformes. Ce que les hommes de l'opposition demandent, c'est la publicité du budget, une plus grande extension dans le système de représentation nationale, des économies nombreuses dans les diverses branches de l'administration, et surtout la liberté de la presse. Ce dernier point est celui qui paraît le plus difficile à conquérir. Les rois de Danemark n'ont cependant pas été aveuglés par le prestige de l'absolutisme : en lisant leur histoire, on voit qu'ils ont usé assez débonnairement du pouvoir sans bornes dont ils étaient investis, qu'ils auraient pu faire beaucoup de mal, et qu'ils ont eu presque constamment le désir de faire le bien; néanmoins la presse, et la presse même la moins agressive, leur causa toujours une sorte d'effroi qu'ils ne surent ni maîtriser, ni même dissimuler aux yeux de leurs sujets. En 1770, les journaux, les brochures, les écrits périodiques étaient soumis à une censure sévère. Quelque temps après, la censure fut abolie; mais cet éclair de liberté passa rapidement : la presse, affranchie pendant environ deux années de ses rigoureuses entraves, retomba sous le joug du chef de la police, qui pouvait à son gré, sans discussion et sans procès, saisir un journal et le condamner à l'amende. En 1779, l'ordonnance qui attribuait tant de pouvoir à la police fut remplacée par la loi qui régit encore aujourd'hui la presse en Danemark. Quelques articles de cette loi sont d'une effrayante sévérité. Il y a peine de mort pour quiconque publie un écrit tendant à provoquer un changement dans la forme du gouvernement ou à exciter une rébellion contre les ordres du roi; bannissement à perpétuité pour quiconque essaie de tourner en dérision une mesure prise par le roi, bannissement de trois à dix ans pour l'auteur d'un écrit inconvenant contre le roi, la reine ou les princes. Tout ouvrage publié par un Danois dans un pays étranger et toute traduction sont passibles des mêmes peines. Si un écrivain a été ou puni, ou seulement admonesté par le tribunal, son jugement est publié à ses frais dans tous les journaux du royaume, et défense est faite aux imprimeurs de mettre sous presse un nouvel ouvrage de lui, si cet ouvrage n'est revêtu du visa de la police. Si quelqu'un a chez lui des exemplaires d'un écrit incriminé, il doit immédiatement les livrer à la police, sous peine d'une amende de 1,500 francs.

En 1810 parut une autre ordonnance qui défendait de publier dans un

journal des nouvelles politiques sans un privilége spécial du roi. En 1818, une troisième ordonnance interdit aux feuilles périodiques toute attaque contre une puissance étrangère, et défend jusqu'à la reproduction d'un article satirique écrit dans une autre langue et dans un autre pays.

Par suite de cette ordonnance, on vit apparaître en Danemark deux classes de journaux. Les uns obtinrent le privilége de publier les nouvelles étrangères en se soumettant à la censure; d'autres, ne pouvant obtenir ce privilége, ou ne voulant pas se courber sous le poids de la censure, se résignèrent à laisser de côté la politique étrangère.

Un autre réglement entrave la circulation des journaux. Ils ne peuvent être expédiés par la poste aux lettres, qui part chaque jour, mais seulement une fois par semaine, par le *pakkepost*, autrement dit le fourgon, qui porte les marchandises et les bagages (1). Il y en a même à qui la loi refuse ce modeste privilége de voyager par le fourgon, et qui ne peuvent être expédiés que par des occasions particulières. Tous sont cependant soumis à un énorme droit de poste, qui se règle, non point d'après l'étendue ou le volume du journal, mais d'après le prix de l'abonnement. Aussi les abonnemens dans la province n'offrent-ils qu'un très faible avantage à l'éditeur d'une feuille périodique, car c'est lui-même qui paie les frais de poste. L'éditeur de la *Kiœbenhavnspost*, par exemple, reçoit pour chaque abonnement de Copenhague dix écus par an; pour ceux du dehors, il n'en reçoit que six; la poste en prend elle-même six et demi.

Dans un pays de commerce maritime comme le Danemark, dans une grande capitale comme Copenhague, les annonces pourraient très facilement servir à accroître la recette des journaux; mais elles ont été monopolisées. Un des officiers du palais obtint un jour le privilége d'établir à Copenhague des chaises à porteur. Pour additionner ses recettes et ses dépenses, il prit un secrétaire, et, pour occuper les momens de loisir de ce secrétaire, il obtint le droit exclusif de fonder un journal d'annonces. Bientôt le privilége des chaises à porteurs devint nul, car on ne se servait plus que de voitures; celui du journal d'annonces, au contraire, se vendit comme une bonne et féconde propriété.

(1) La même loi qui interdit la circulation quotidienne des journaux danois impose aussi des bornes à celle des journaux étrangers. Les nôtres ne parviennent à Copenhague qu'en vertu d'une permission spéciale, et le tableau de ceux qu'on peut recevoir chaque jour, et de ceux qui ne sont autorisés à entrer en Danemark qu'une fois par semaine, présente de singulières anomalies. *Le Messager des Chambres*, par exemple, obtint sa libre entrée à l'époque où il était ministériel; il s'est rangé depuis dans le parti de l'opposition, et il a gardé son privilége que d'autres feuilles aujourd'hui ministérielles n'ont pas. L'Angleterre est le seul pays avec lequel tous les échanges de journaux soient parfaitement libres. On peut expédier chaque matin, du Danemark, les feuilles de l'opposition pour Londres, et on ne peut pas les expédier pour la ville la plus voisine de Copenhague. Du reste, les envois de journaux par la poste sont fort chers. Le *Journal des Débats* coûte à Copenhague 175 francs.

Il y a quelques années, un spéculateur hardi essaya de lutter contre ce vieux monopole. Il publia une feuille d'annonces à deux tiers meilleur marché que la feuille privilégiée. On lui intenta un procès, et il fut condamné; toutefois, immédiatement après son jugement, il continua sa publication, sous prétexte que le privilége de son concurrent ne s'étendait pas au-delà de Copenhague, et que lui avait le droit d'imprimer des annonces pour la banlieue et les provinces. Là-dessus nouveau procès, dont nous ignorons encore la décision. Les débats de cette affaire mirent en émoi tout le peuple de Copenhague; les domestiques, les ouvriers, les gens du petit commerce, pour qui la création d'une feuille d'annonces à bas prix était une bonne fortune, se pressaient autour du tribunal où l'on discutait cette grave question, et la sensation produite par le jugement qui maintenait le monopole de l'ancien journal fut telle que, quand le terme de ce monopole viendra, on n'osera sans doute pas le renouveler.

Le plus ancien des journaux de Copenhague est le *Berlingske Tidende* (ainsi appelé du nom de ses fondateurs). C'est une feuille quotidienne fort peu osée et fort inoffensive, qui se borne à enregistrer sans commentaire aucun les actes du gouvernement et à publier jour par jour un résumé succinct des nouvelles étrangères. La France est le seul pays sur lequel ce digne journal se permette de temps à autre de publier une nouvelle incertaine, ou une phrase qui frise légèrement l'opposition; car nous ne pouvons invoquer auprès des puissances étrangères l'appui de la censure, puisqu'elles l'invoqueraient vainement pour elles-mêmes chez nous. Mais les ministres des diverses puissances de l'Allemagne, et surtout les ministres de Russie, semblent tenir entre leurs mains les ciseaux vengeurs, et, en fait d'articles *de fonds* sur leur pays, ils ne permettent guère que le panégyrique.

Le *Berlingske Tidende* a seul le droit d'être expédié chaque jour par la poste aux lettres. Il a en outre le monopole des annonces judiciaires et administratives, ce qui lui donne un revenu assez considérable. Ces deux grands priviléges ont fait penser à tort à quelques personnes qu'il était le journal officiel du gouvernement. Le gouvernement danois n'a point de journal officiel: il a pour se défendre contre les tentatives de l'opposition la censure et deux ou trois articles du Code pénal, qui, comme nous l'avons vu, ne plaisante guère avec les écrivains. Puis il est juste de reconnaître que, s'il n'aime pas à être attaqué, il ne paraît pas très désireux non plus de se voir louer. De temps en temps un des employés du ministère lui fait bien la galanterie d'une petite dissertation apologétique dans la *Gazette d'Augsbourg;* mais, à vrai dire, je crois qu'il aimerait encore mieux qu'on ne parlât pas de lui et qu'on le laissât parfaitement tranquille.

Le *Dagen* paraît, comme le *Berlingske Tidende,* tous les jours, et publie les nouvelles politiques. Son numéro du dimanche est consacré à la littérature, c'est-à-dire à des traductions en prose ou en vers, à des notices sur les écrivains étrangers. C'est là qu'un beau jour un jeune poète de Copenhague, qui venait de faire un voyage en Allemagne et en France, apprit au public danois que George Sand n'était qu'un pseudonyme, et révéla le véritable nom

de l'auteur d'*Indiana*. Cette nouvelle, tombant tout à coup au milieu de la paisible société de Copenhague, y produisit à peu près l'effet qui résulterait pour nous d'un bulletin télégraphique annonçant une révolution en Prusse; le soir même, on ne faisait que la répéter dans tous les salons. Quelques incrédules doutaient encore; d'autres, par une basse envie, niaient le fait, afin d'ôter au jeune voyageur le mérite de sa découverte. J'étais dans la capitale du Danemark à l'époque de ce grave évènement, et pendant plus de huit jours chacun m'abordait en me disant: Eh bien! est-ce vrai? avez-vous lu le *Dagen?* George Sand n'est-il réellement pas George Sand? et cent autres questions auxquelles je répondais avec le modeste orgueil d'un homme qui peut, par un seul monosyllabe, confirmer un fait important. Le jeune écrivain danois se fit par son récit une réputation de voyageur distingué et d'observateur profond. Le *Dagen* y gagna plusieurs abonnés, et ceux qui y gagnèrent le plus, ce furent les contrefacteurs belges, à qui les libraires demandèrent aussitôt de nouvelles collections des œuvres de George Sand; car nos productions littéraires modernes n'arrivent guère dans le Nord que par les contrefaçons belges. Depuis quelques années, cette honteuse piraterie a envahi toutes les bibliothèques et tous les cabinets de lecture des villes scandinaves. C'est quand on a passé le Rhin, l'Elbe et la mer Baltique, qu'on reconnaît l'effroyable développement qu'elle a pris, et le tort immense qu'elle nous fait chaque jour par sa merveilleuse habileté à s'emparer des lieux où l'on achète encore des livres, où l'on se fait des bibliothèques. Il y a tel ouvrage qui reste ici douloureusement enfermé dans les magasins de la librairie, et qui se vend là-bas à des milliers d'exemplaires. Comment notre gouvernement n'essaie-t-il pas de conclure avec les différentes puissances de l'Allemagne un traité en vertu duquel elles s'engageraient à ne pas laisser entrer dans leurs états un livre contrefait? Cette tâche n'est pas très difficile à accomplir; elle serait digne de l'ambition de M. Villemain: nous la signalons à la sollicitude de M. le ministre de l'instruction publique, qui se souvient sans doute d'avoir présidé autrefois la commission nommée dans ce but par M. Guizot. L'Allemagne une fois fermée, les transports de livres pour le Nord deviendraient à peu près impossibles, et peut-être obtiendrions-nous du roi de Danemark et du roi de Suède le même arrêté prohibitif. C'est un acte d'honneur et de moralité auquel, j'ose le croire, ces deux souverains aimeraient à apposer leur signature.

Le *Berlingske Tidende* et le *Dagen* sont les deux grands ou plutôt les deux seuls journaux politiques de Copenhague. Ils représentent dans leur sphère septentrionale quelque chose comme *le Moniteur* et *le Journal des Débats*. Pendant plusieurs années, ces deux journaux ne connurent ni les soucis de la concurrence, ni les douleurs de la contradiction. Ils composaient leurs innocens résumés de nouvelles, et publiaient avec une note laudative les ordonnances de l'administration, sans crainte de voir un audacieux confrère les taxer d'ignorance ou les accuser de servilisme. C'était une douce et heureuse vie, inquiétée seulement à de rares intervalles par quelque téméraire brochure que la police réprimait bien vite. La révolution de juillet mit un terme à cet

état de béatitude. La commotion politique qui ébranla la France se fit sentir jusqu'à l'extrémité du Nord. Les hommes attachés opiniâtrément à un ordre de choses stationnaire, qu'ils auraient voulu rendre immuable, eurent peur, et les néophytes du progrès conçurent quelque espoir. En Danemark comme en Allemagne, tous ceux qui sentaient le besoin d'une réforme comprirent que le moment était venu de la demander, et cherchèrent à se créer un organe pour exprimer leurs vœux et soutenir leurs prétentions.

Il y avait alors dans la capitale du royaume un assez mauvais journal littéraire intitulé : *la Poste de Copenhague*, fondé depuis cinq ans et rédigé par des étudians qui y faisaient imprimer sans beaucoup de réserve toutes les fantaisies sérieuses et plaisantes de leur imagination. L'éditeur, éclairé tout à coup par le rayon de feu des barricades, pensa qu'il pouvait faire de son journal quelque chose de mieux qu'un recueil d'anecdotes ou de madrigaux. Un jeune homme intelligent et hardi, M. Lehmann, lui donna des articles politiques qui eurent du succès. Cette première tentative en amena d'autres. Peu à peu *la Poste de Copenhague* se lança dans une nouvelle voie et finit par quitter le champ pacifique de la poésie pour l'arène politique. En 1834, elle paraissait quatre fois par semaine; en 1835, elle parut tous les jours et passa sous la direction de M. Giœdvad. De cette époque date sa véritable importance.

Ce journal n'a pas le droit de s'occuper de nouvelles étrangères, et il ne peut être expédié au dehors qu'une fois par semaine; mais cette entrave n'a point paralysé son zèle, et la loi qui limite ses sujets de discussion n'a servi qu'à lui donner une spécialité qui de jour en jour devient plus redoutable. Il est alerte, actif, courageux. Il ressemble à une sentinelle vigilante toujours debout sur le rempart, toujours prête à jeter le cri d'alarme à la moindre apparence de danger. Dans l'espace de quelques années, il a fait ce que nul journal n'avait encore osé faire en Danemark. Il a signalé à différentes reprises les lacunes ou les vices du système administratif, dévoilé maint abus, et prouvé catégoriquement la nécessité de mainte réforme. Il est le premier enfin qui ait eu le courage d'arborer l'étendard de l'opposition, qui ait offert un point de ralliement à tous les hommes déjà préparés à la lutte constitutionnelle, et qui n'attendaient plus qu'un organe pour se prononcer. Les fonctionnaires le craignent, et cette crainte augmente son succès. Ce n'est pas le journal qui a le plus d'abonnés, mais c'est de tous celui qui est le plus avidement lu par la bourgeoisie, et dans les divers procès qu'il a eu à soutenir, le peuple lui a donné des preuves non équivoques de sympathie. En 1837, il publia un article dans lequel il retraçait d'une manière énergique toutes les promesses auxquelles le gouvernement avait successivement manqué. Le roi avait promis de convoquer les états provinciaux pour le 1er octobre, et cette convocation semblait indéfiniment ajournée. Il avait promis de rendre public l'état des recettes et des dépenses, et on n'avait encore à cet égard que de vagues aperçus. Enfin, il avait promis d'employer chaque année un million d'écus à l'amortissement de la dette, et cette dette, au lieu de diminuer, ne faisait que s'accroître. Traduit pour cet article, il fut acquitté en première instance, et condamné par la cour

suprême à une amende. A l'instant même, et sans qu'il en fît lui-même la demande, une souscription fut ouverte en sa faveur, et le produit de cette offrande volontaire dépassa de mille écus l'amende qui lui était imposée.

En 1834 parut un autre journal d'une nature plus grave, plus dogmatique, destiné à soutenir par de longues dissertations les attaques vives et rapides de *la Poste de Copenhague*. C'était *le Faedreland* (la patrie), rédigé par M. le professeur David. Au onzième numéro, cette feuille fut saisie et accusée d'avoir commis, dans un article qui paraissait cependant fort mesuré, un crime de lèse-majesté. Il y allait de la peine de mort. L'éditeur commença par se réfugier à Paris. Mais ses juges l'acquittèrent; un arrêt administratif lui enleva seulement son emploi de professeur, et il garda son traitement, dont il ne pouvait être dépouillé que par une condamnation judiciaire.

Pendant l'absence de M. David, *la Patrie* fut rédigée par M. Hage, homme instruit, écrivain habile qui obtint un succès manifeste, et donna à son journal un caractère imposant. Au moment où il allait remettre cette feuille entre les mains de son ancien directeur, il écrivit un article qui produisit en Danemark une vive sensation. M. Hage avait essayé, dans cet article, de tracer un aperçu de la politique extérieure depuis la révolution de juillet. Le ministre de Russie trouva que dans cette galerie de faits et d'idées son gouvernement occupait une place peu honorable, et rédigea là-dessus une de ces notes diplomatiques qui épouvantent les petits royaumes. L'administration se hâta de faire saisir l'imprudente feuille qui avait osé jeter une ombre de désapprobation sur la marche du gouvernement russe. M. Hage demanda à être jugé, et pour forcer les magistrats à cet acte de légalité, il reproduisit mot à mot, en forme de brochure, l'article qu'il avait publié en forme de journal. Aux termes de la loi, l'administration ne pouvait plus confisquer cette brochure, la justice intervint. M. Hage fut acquitté par le tribunal de première instance, et condamné par la cour suprême à la censure à vie, c'est-à-dire que désormais il ne pouvait pas faire imprimer une seule ligne, soit littéraire, soit politique, sans l'avoir d'abord soumise à l'approbation des censeurs. Il ne supporta pas long-temps l'écrasant fardeau de cette condamnation : il mourut l'année suivante, et les regrets qui éclatèrent de toutes parts le jour où l'on apprit qu'il avait cessé de vivre, les éloges prononcés sur sa tombe, la foule qui se pressait à ses funérailles, furent pour ceux qui en auraient douté encore un témoignage éclatant de la sympathie qu'il avait excitée par ses écrits, et des progrès que la cause du libéralisme avait faits dans l'espace de quelques années en Danemark.

Le *Faedreland* est moins populaire que la *Kiœbenhavns-Post,* mais il agit sur une classe de lecteurs plus sérieux et plus éclairés, et il s'est toujours maintenu dans une ligne de conduite ferme et convenable. C'est ce qui a décidé les écrivains de l'opposition à le prendre définitivement pour organe. Il ne paraissait d'abord qu'une fois par semaine dans le format in-8°. A dater de cette année, il élargit ses ailes, et paraît chaque jour dans un grand format. MM. David et Lehmann en sont les principaux rédacteurs. Un autre journal de l'opposition s'est élevé dans les dernières années sous le titre de *Frisindende*

(libre penseur). Celui-ci n'est ni savant, ni profond. Il ne discute pas, il plaisante, il traduit en chansons les plaidoyers politiques de ses graves confrères, et formule par de vives et piquantes épigrammes les craintes ou les griefs de l'opposition.

Tels sont les principaux journaux de Copenhague. Cependant il faut y ajouter encore le *Danskfolkblad* (feuille du peuple danois). C'est le journal officiel d'une association nombreuse qui a pour but de répandre dans le pays des livres utiles et à bon marché. Cette feuille s'occupe surtout des intérêts matériels et du développement moral du peuple. Elle est écrite avec une sage réserve et une louable indépendance, et s'est distinguée plusieurs fois par d'excellens articles de science, d'industrie et d'économie politique.

Pour faire un tableau complet de la presse danoise, nous devrions citer encore quelques publications périodiques qui paraissent à Copenhague; mais elles n'ont aucun caractère politique ou littéraire. Tel est par exemple le *Politieven* (ami de la police), qui ne s'occupe que du pavage des rues, ou de l'éclairage des places publiques; le *Hartidende,* où l'on enregistre seulement les nouvelles de la navigation et du commerce, et le *Collegial Tidende,* qui publie les ordonnances des ministères et les arrêtés administratifs.

La science juridique, théologique, médicale, est représentée par des recueils spéciaux, peu nombreux, mais estimés. La littérature n'a que deux journaux : le *Portfolio,* qui paraît tous les dimanches dans le format de la *Revue de Paris,* et la *Revue mensuelle;* rédigée dans de sévères principes de critique par M. Molbech.

La presse des provinces offre, dans un ordre d'idées secondaire, le même tableau que celle de la capitale. D'une part, ce sont d'anciens journaux privilégiés qui, depuis le moment de leur création, n'ont fait que copier, traduire ou répéter mot à mot les nouvelles du nord et du sud, sans se permettre d'y ajouter le moindre commentaire; de l'autre, des journaux jeunes et pleins d'ardeur contrariés par la loi, entravés par l'administration, mais développant avec hardiesse leurs théories, et marchant droit à leur but. C'est là qu'est la force et le talent, c'est là qu'est la vraie vie politique du Danemark; et, quand la presse de l'opposition demande à être sinon complètement affranchie, au moins quelque peu dégagée des chaînes qui l'embarrassent, elle parle au nom d'une population nombreuse dont elle a, dans un assez court espace de temps, éclairé l'opinion et conquis les suffrages. Hâtons-nous d'ajouter qu'il y a maintenant en Danemark un roi jeune, actif, intelligent, plein de sages et généreuses intentions, qui connaît les besoins du pays et saura, nous n'en doutons pas, réaliser toutes les espérances que son nom seul fait concevoir.

Passons maintenant le Sund. A quelques lieues de Copenhague, nous voici sur le sol de Suède, nous voici dans une contrée que la folie d'un roi descendant des Wasa avait entraînée au bord de l'abîme, et que la prudente administration d'un prince né sur la terre de France a relevée de son état d'affaissement. Ici, les finances sont en bon ordre, les dettes du royaume ont été acquittées, et le budget annuel indique un progrès constant dans la prospérité

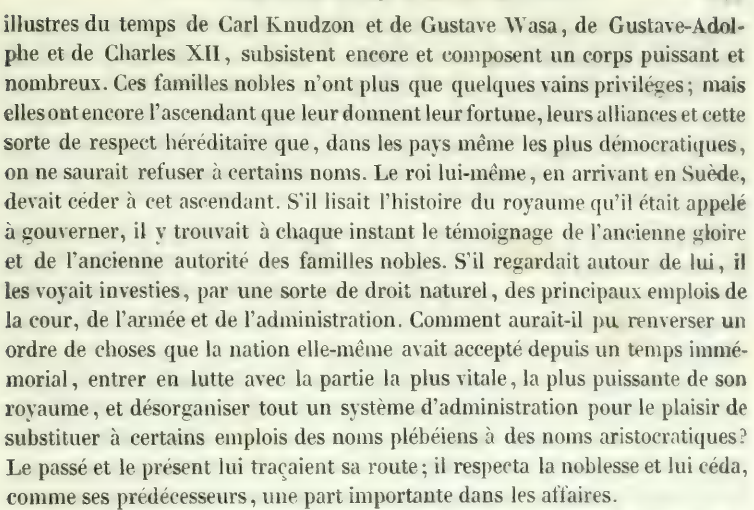
publique. Le système de représentation nationale, basée sur les anciennes coutumes et sur les anciennes lois de la Suède, offre toutes les garanties du gouvernement constitutionnel, sans entraver outre mesure l'autorité du souverain. L'armée bien entretenue et bien exercée pourrait encore, avec un nouveau Gustave-Adolphe, recommencer une guerre de trente ans. Puis partout, en traversant ce pays, on reconnaît les traces d'une administration vigilante et éclairée, partout des routes superbes, des canaux, des ponts nouvellement construits; et quand on songe que ce royaume n'a qu'un budget de vingt-quatre millions, que la moitié de sa population est condamnée à lutter contre un climat rigoureux et une nature ingrate, on ne peut s'empêcher d'admirer le pouvoir qui, avec de si faibles ressources, a entrepris tant d'améliorations et achevé tant d'importans travaux.

Dans cette contrée, la presse est libre. Les éditeurs de journaux ne fournissent point de cautionnement, ne paient pas de droit de timbre, et la taxe de la poste, pour une feuille quotidienne, ne s'élève pas à plus de cinq francs par année. Quiconque veut publier un journal n'a qu'une simple permission à demander au chancelier de la cour, et quiconque veut fonder une imprimerie n'a pas de plus grandes formalités à remplir. L'écrivain qui publie un livre, une brochure, un article, n'est point tenu de joindre ostensiblement son nom à son œuvre; il lui suffit de la remettre sous une enveloppe cachetée à l'imprimeur. En cas d'accusation, c'est à celui-ci de le produire.

La loi défend tout écrit irréligieux, toute attaque directe contre le roi et sa famille, toute manifestation injurieuse contre les fonctionnaires du royaume et les puissances étrangères avec lesquelles la Suède est en paix.

Dans les cas de délits ordinaires, le chancelier de la cour, qui a la surveillance générale de la presse, fait saisir le journal et le supprime. Le propriétaire en est quitte pour prendre un autre éditeur responsable et faire une légère modification au titre de la feuille condamnée. C'est ainsi que l'*Aftonblad* (feuille du soir) paraît maintenant sous la dénomination de *Dix-Huitième Aftonblad*. Chaque fois qu'elle a été saisie, elle a seulement changé son numéro. Dans les cas de délits plus graves, le journal est traduit devant un jury composé de neuf membres; il faut au moins les deux tiers des voix pour le condamner.

En étudiant ces institutions libérales, en énumérant tout ce que le gouvernement actuel a fait depuis vingt ans pour le bien-être et le développement progressif de la Suède, en comparant ce qu'elle était en 1808 à ce qu'elle est aujourd'hui, on ne comprend guère au premier abord quels peuvent être les griefs de l'opposition et d'où vient son aigreur. Ce n'est qu'à la longue, et en la suivant de près dans tous ses mouvemens, qu'on finit par reconnaître la pensée qui la dirige et le but qu'elle désire atteindre. Cette opposition représente un élément démocratique encore faible et incertain, mais qui tend cependant à prendre de la consistance et de la force. Depuis la révolution de 1770, le gouvernement oligarchique de la Suède a passé à l'état de monarchie. Cependant toutes ces grandes familles qui formaient autrefois le sénat régent des rois, tous ces noms



illustres du temps de Carl Knudzon et de Gustave Wasa, de Gustave-Adolphe et de Charles XII, subsistent encore et composent un corps puissant et nombreux. Ces familles nobles n'ont plus que quelques vains priviléges; mais elles ont encore l'ascendant que leur donnent leur fortune, leurs alliances et cette sorte de respect héréditaire que, dans les pays même les plus démocratiques, on ne saurait refuser à certains noms. Le roi lui-même, en arrivant en Suède, devait céder à cet ascendant. S'il lisait l'histoire du royaume qu'il était appelé à gouverner, il y trouvait à chaque instant le témoignage de l'ancienne gloire et de l'ancienne autorité des familles nobles. S'il regardait autour de lui, il les voyait investies, par une sorte de droit naturel, des principaux emplois de la cour, de l'armée et de l'administration. Comment aurait-il pu renverser un ordre de choses que la nation elle-même avait accepté depuis un temps immémorial, entrer en lutte avec la partie la plus vitale, la plus puissante de son royaume, et désorganiser tout un système d'administration pour le plaisir de substituer à certains emplois des noms plébéiens à des noms aristocratiques? Le passé et le présent lui traçaient sa route; il respecta la noblesse et lui céda, comme ses prédécesseurs, une part importante dans les affaires.

Cette conduite, que des raisons graves imposaient à Charles-Jean, est devenue un des sujets les plus fréquens de récrimination de la part des hommes de l'opposition. Ils représentent la noblesse comme un corps rétrograde ou tout au moins stationnaire, et tous leurs efforts tendent à diminuer son action, afin d'accroître et de constituer celle de la bourgeoisie. L'opposition reproche aussi au gouvernement de pencher vers la Russie. Ce grief serait grave s'il était fondé, et l'on conçoit parfaitement qu'il puisse réveiller dans l'esprit du peuple de vieilles haines et effaroucher l'orgueil national; mais nous ne connaissons rien qui justifie les reproches que certains écrivains adressent à cet égard au gouvernement, et nous pourrions citer plusieurs faits qui prouveraient tout le contraire, notamment les coups de canon tirés, il n'y a pas long-temps, par la forteresse de Waxholm sur un vaisseau de guerre russe qui refusait d'arborer son pavillon.

Du reste, les journaux de l'opposition, en Suède, ne sont ni anti-constitutionnels ni anti-monarchiques; ils ne demandent que des modifications au système actuel, et regardent comme une dynastie très légitime et très durable la dynastie de Bernadotte. Tout ce que les utopistes de l'ancien régime ont dit de l'avenir du prince Wasa et des révoltes du peuple en sa faveur est parfaitement ridicule. Il n'y a eu de révoltes en sa faveur que dans les colonnes de la *Gazette de France*, qui s'amusait encore, il y a deux ans, à représenter une émeute de mineurs dans une ville où il n'y a pas un seul mineur. Tout ce que M. Laing a écrit dans son dernier ouvrage, au sujet de la dynastie de Suède actuelle, n'est que le travail inconsidéré d'un homme qui, après avoir passé trois ans à faire un livre sur la Norvége, s'est imaginé qu'il pourrait en faire un, dans l'espace de deux mois, sur la Suède (1). Il en est du prince

(1) M. Laing est un Anglais qui vint s'établir, il y a quelques années, en Nor-

Wasa comme de plusieurs autres princes non moins légitimes qui courent le monde. On ne les hait plus, on les oublie; la haine leur servirait peut-être de marche-pied pour remonter sur le trône de leurs ancêtres; l'indifférence arrête leurs démarches et paralyse leur espoir. L'Autriche est là pour leur donner des brevets de colonel. C'est de leur part chose prudente de les accepter. Qui sait si plus tard ils pourraient, en raison de leur légitimité, obtenir la même faveur?

Mais revenons à nos journaux. Le plus important de ceux qui sont entrés franchement dans la voie de l'opposition est l'*Aftonblad.* Il fut fondé, après la révolution de juillet, par un de ces hommes persévérans qui, ayant une fois conçu une idée heureuse, la poursuivent avec opiniâtreté jusqu'à son entière réalisation. Son but était de donner au peuple une lecture attrayante et instructive, de développer de la manière la plus claire et la plus accessible à toutes les intelligences les principes du gouvernement constitutionnel. Il commença par publier une feuille assez frivole en apparence, mais spirituelle et variée. C'était précisément ce qu'il fallait pour exciter la curiosité du grand nombre, et les autres journaux, qui semblaient deviner sous ces dehors modestes la prospérité future de l'*Aftonblad,* contribuèrent encore à son succès en l'attaquant avec violence. Peu à peu, à mesure que cette feuille gagnait des abonnés, l'éditeur, M. Hierta, agrandit son format et prit un ton plus sérieux et plus explicite. Aujourd'hui, ce journal se distingue entre tous les autres par ses attaques vives et hardies contre toutes les négligences ou les abus de l'administration, par ses théories politiques larges et habilement développées. C'est l'antagoniste le plus ardent des prérogatives héréditaires de la noblesse, le défenseur de la bourgeoisie, et l'ennemi déclaré de toute espèce de pacte avec la Russie. Grace à ses vigoureux plaidoyers en faveur des classes moyennes et des classes inférieures, grace au soin qu'il met à varier ses textes, afin d'éclairer, d'émouvoir et de distraire tour à tour ses lecteurs, ce journal a acquis, dans l'espace de quelques années, une immense popularité. Il compte aujourd'hui plus de cinq mille abonnés; jamais aucun journal suédois n'en réunit à beaucoup près un aussi grand nombre.

Le second journal de l'opposition est le *Dagligt-Allehanda* (mélanges journaliers), rédigé par M. Dahlmann. Il a devancé l'*Aftonblad* dans la voie constitutionnelle, mais il ne fait plus que se traîner lourdement à sa suite. C'est une feuille d'un esprit étroit, taquin, humoristique, qui s'attaque surtout aux

vége, visita le nord et le midi de cette contrée, et publia sur ses mœurs, sur sa constitution, un livre qui n'est pas exempt d'erreurs, mais qui est cependant l'un des ouvrages les plus intéressans et les plus judicieux qui aient paru sur cette partie de la Scandinavie. Le succès de cette publication l'éblouit. Il fit comme mistress Trollope, qui, après son tableau de l'Amérique, échoua dans celui de la France et de l'Allemagne. Au mois de juin 1838, il partit pour la Suède, passa quelques jours à Stockholm, s'embarqua sur *le Norrland* pour Torneo, et à la fin de l'été écrivit sur la Suède un gros volume in-8° en partie complètement nul, et en partie complètement erroné.

petits évènemens de chaque jour, qui s'en prend aux hommes plutôt qu'aux idées, s'insinue dans l'intérieur des bureaux pour y trouver un sujet de critique, et se figure qu'il travaille au progrès des lumières quand il a lancé une personnalité que la moindre menace le force à réparer le lendemain.

Dans les rangs de l'opposition, il faut citer encore le journal qui a pour titre *Freya,* bien qu'il ait parfois viré de bord comme un flibustier, et attaqué ses confrères en libéralisme avec tout autant d'ardeur qu'il en met ordinairement à attaquer le ministère. C'est une petite feuille vive et spirituelle, mélangée de politique et de littérature, de prose et de vers, peu répandue et peu redoutable au fond, mais assez amusante à lire.

Le gouvernement n'a pour lui que deux journaux, la *Minerve* et le *Statstidning* (journal de l'état). La *Minerve* paraît deux fois par semaine, en petit format in-4°. C'est une espèce de catéchisme politique très prétentieux, très lourd et très monotone. Beaucoup de personnes le regardent comme le journal officiel du comte de Brahe. Quant à moi, je ne puis croire qu'un des plus grands seigneurs de Suède, et l'un des hommes les plus aimables qui existent, consente jamais à prendre pour interprète de sa pensée une feuille aussi peu lue et aussi dénuée de toute influence.

Le *Statstidning* paraît, comme les deux grands journaux de l'opposition, tous les jours, excepté le dimanche. Il serait difficile de trouver quelque part un journal officiel plus dépourvu de tact et de courage que celui-ci. Placé en face de deux feuilles qui oublient assez souvent d'être prudentes, il pourrait se faire un très beau rôle, en s'attachant seulement à combattre leurs exagérations, ou à flétrir leurs calomnies; mais il semble condamné à un état perpétuel de somnolence. Il ne sait ni prévenir une agression, ni attaquer, ni se défendre, et souvent même il se rend coupable de graves maladresses. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'époque où les journaux de l'opposition accusaient le plus vivement le gouvernement suédois de se laisser aller aux cajoleries des Russes, le *Statstidning* se mit à publier une longue série d'articles élogieux sur la littérature russe. C'est ainsi que, quand les journaux de l'opposition s'emparaient avec avidité de l'ouvrage de M. Laing, pour le commenter dans leur intérêt, et pour en reproduire les passages les plus hostiles au gouvernement, le *Statstidning* n'eut pas même la pensée de prendre sous un autre point de vue ce même livre, qui alors faisait scandale, et d'en faire voir clairement la fausseté et l'ignorance. Plusieurs fois les amis du gouvernement lui ont représenté la nécessité de renier ce journal comme journal officiel, ou de le reconstituer sur d'autres bases. Je ne sais quelle influence secrète l'a emporté sur leurs sages conseils : le *Statstidning* a continué à vivre comme par le passé, et n'a pas changé d'allure.

Les journaux des provinces sont en général fort insignifians; la plupart sont rédigés par les recteurs ou les professeurs des gymnases, et soumis à la surveillance d'un fonctionnaire auquel le chancelier de la cour délègue ses pouvoirs. Ces journaux se bornent à reproduire les nouvelles de la capitale, et y joignent celles de leur district. On en compte environ une quarantaine. Quatre

à cinq seulement sont dans le parti de l'opposition. Les autres suivent sans hésiter la marche du gouvernement.

Le prix des journaux, en Suède, est moins élevé encore qu'en Danemark. Ceux de Stockholm, qui paraissent six fois par semaine, ne coûtent pas plus de 20 francs par an. Ceux des provinces, qui paraissent deux ou trois fois par semaine, coûtent 8 à 10 francs, et celui de Hernœsand, le plus septentrional de tous, ne coûte que 4 francs. Les annonces se paient un ou deux sous par ligne. Il résulte de cet excessif bon marché que les colonnes des journaux, des grands comme des petits, sont inondées d'une foule de réclames, d'avertissemens, de prospectus qui enlèvent à ces feuilles une place qu'elles pourraient employer bien plus utilement à traiter des questions de politique, de littérature ou d'industrie.

Les abonnemens se font par les directeurs des postes, qui sont personnellement intéressés à distribuer avec exactitude les numéros dont ils sont chargés. Malheureusement les moyens de communication ne sont ni très rapides ni très fréquens. La poste n'arrive à Upsal, la capitale scientifique de la Suède, que deux fois par semaine, plus loin tous les huit jours, à Torneo tous les quinze jours, et à l'extrémité septentrionale du royaume une fois par mois.

La partie littéraire de la presse n'est pas mieux représentée en Suède qu'en Danemark. La guerre des classiques et des romantiques ayant cessé, les journaux qui leur servaient d'organe, *l'Aurore, le Polyphème, l'Iduna*, ont disparu l'un après l'autre de l'arène, comme des champions qui, n'ayant plus d'adversaires à combattre, déposent les armes et se retirent dans leurs foyers. Il y avait cependant encore dans ces derniers temps à Upsal une *Revue* mensuelle, qui se distinguait par des tendances sérieuses et une certaine élévation de talent; mais elle est tombée pour faire place à une pauvre petite feuille intitulée *Eos*, qui ne publie que de pâles lambeaux de vers et d'ignorans bulletins.

Geiier l'historien a rédigé à lui seul pendant deux années un recueil mensuel de critique, dans lequel il a tour à tour abordé, avec son beau talent et sa profonde sagacité, les plus hautes questions de littérature, d'histoire et d'économie politique. Malheureusement il n'avait pour but que de parcourir un cercle d'études déterminé, de dire son opinion sur un certain nombre de choses. Ce cercle est parcouru : il le quitte, et retourne à ses chroniques nationales.

Les journaux politiques n'ont point de feuilleton régulier. De temps à autre seulement, ils publient un article de critique, une traduction de nouvelle, un récit de voyage. Dans le *Dagligt-Allehanda*, cette partie littéraire est ordinairement d'une niaiserie désolante. Dans le *Statstidning*, elle a encore toute la raideur et la sécheresse des vieilles formes classiques; dans *l'Aftonblad*, elle est plus spirituelle et plus variée.

En Norvège, la presse est libre. Nul citoyen, dit l'article 9, § v, de la constitution, ne peut être mis en accusation pour avoir publié ou répandu un écrit quelconque, à moins que cet écrit ne porte atteinte aux lois, à la religion, aux mœurs, au gouvernement constitutionnel, ou qu'il ne renferme des asser-

tions fausses et déshonorantes contre un individu. Il est permis à chacun d'exprimer librement son opinion sur la marche du gouvernement et sur toute autre question.

Il n'y a en Norvége ni droit de timbre, comme en France, ni droit d'annonces, comme en Angleterre. C'est le directeur de la poste qui fait lui-même les abonnemens. On lui remet les feuilles au moment où elles sortent de la presse, sans enveloppe et sans adresse, et il les expédie ainsi à ses correspondans. La taxe de la poste est basée sur le prix de l'abonnement. Pour un journal qui coûte 25 francs par an, la poste perçoit 5 francs; s'il en coûte 50, elle perçoit un dixième en sus; s'il en coûte 75, elle ne reçoit plus qu'un quinzième en sus, et ainsi de suite. La moitié de cette taxe appartient au directeur de la poste, l'autre moitié entre dans la caisse de l'état.

Il y a en Norvége vingt-quatre journaux politiques et huit recueils périodiques consacrés à la médecine, à la jurisprudence, à l'agriculture, etc. Le *Morgenblad* (feuille du matin) et le *Constitutionnel* de Christiania sont les seuls qui paraissent chaque jour. Le premier représente l'élément démocratique dans sa plus grande extension; le second s'en tient au développement progressif des idées libérales. Le *Morgenblad* est écrit parfois d'une façon un peu vulgaire; le *Constitutionnel* est plein de mesure et de dignité. Dans les occasions où il s'agissait de défendre les droits de la Norvége, il a su prendre une attitude ferme et imposante; dans celles où il ne s'agissait que de la Suède, il a su exprimer son opinion en conservant une sage réserve. Les principaux rédacteurs de cette feuille sont MM. Stang, Schweighauser et Motzfeld. MM. Munk et Velhaven lui donnent de temps à autre quelques jolis feuilletons.

Les journaux exercent en Norvége une grande influence, car ils pénètrent dans les habitations les plus isolées et sont lus par tous les paysans. Nous avons vu plus d'une fois, dans une pauvre ferme écartée de la grande route, éloignée de tout village et de toute ville, le laboureur lire le soir les feuilles politiques pour se reposer de ses travaux, et nous avons reçu, au pied du cap Nord, des nouvelles de France par un bateau pêcheur qui apportait les journaux de Christiania dans l'habitation la plus septentrionale du monde.

Toute la jeune presse scandinave, enfantée, comme nous l'avons dit, par le mouvement révolutionnaire de la France, porte encore l'empreinte de son origine, et se tourne de notre côté comme le disciple du côté de son maître pour obtenir un conseil dans les cas douteux, un appui dans les circonstances difficiles. La presse ancienne obéit depuis long-temps à la même influence. Les écrivains étudient avec soin ce qui se passe parmi nous, et puisent tour à tour dans nos journaux ou un nouveau sujet de thême politique, ou un nouvel argument en faveur de leur ancienne théorie. Ceux-ci s'appuient sur le *Journal des Débats*, ceux-là sur *le National;* mais à quelque opinion qu'ils appartiennent, tous portent la même attention du côté de la France. Tous comprennent que c'est là le centre des idées qui agitent aujourd'hui le monde, le foyer d'où partent les rayons de lumière, le sol qui renferme les fruits de l'avenir. C'est un fait que je n'exprime qu'en passant, et que les journaux du Nord

répètent sans cesse de mille manières différentes. Les nouvelles de la France occupent constamment dans leurs colonnes la première place, les débats de nos chambres y sont rapportés jour par jour en détail. Le nom de chacun de nos hommes d'état, et pour ainsi dire de chaque député, est aussi connu là-bas que parmi nous, et un beau discours de M. Thiers ou de M. Guizot retentit à Stockholm et à Christiania proportionnellement autant qu'à Paris.

Le même empressement à accueillir tout ce qui vient de la France se manifeste en littérature comme en politique. Partout on reproduit nos feuilletons, on fait de longs extraits et de longues traductions de *la Revue des deux Mondes* (1), on publie des éditions populaires de nos romanciers. Partout on demande des détails sur nos écrivains, sur leur manière d'être, sur ce qu'ils ont fait et sur ce qu'ils se proposent de faire. Certaines sociétés désœuvrées tombent, il est vrai, à cet égard dans des préoccupations puériles; mais il y a çà et là des cercles choisis où l'on recherche la littérature vraie et sérieuse, et des œuvres périodiques où l'on mesure avec discernement le mérite de nos écrivains. Comme une preuve de ce fait, je pourrais citer plusieurs articles très judicieux de la *Revue* mensuelle (*Maaneds tidskrift*) de Copenhague, et des dissertations académiques d'Upsal, dans lesquelles, tout récemment encore, on rendait un légitime hommage à quelques-uns de nos auteurs actuels, et notamment à M. Sainte-Beuve.

En définitive, sous le rapport intellectuel, la presse du Nord ne peut pas être comparée à la nôtre. Elle n'a ni sa verve, ni son ardeur, ni sa puissance, et il est facile d'en expliquer la raison. D'abord cette presse est née d'hier, et les hommes qui y travaillent sont jeunes aussi. Ils ont fait leurs premières armes dans cette grande joute politique qui éclata de par le monde au coup du clairon de nos trois journées. La plupart de ceux que nous avons cités étaient encore complètement inconnus il y a huit ou dix ans. C'étaient des avocats, des professeurs qui n'avaient rien écrit, ou tout au moins rien publié, et dont la célébrité date du jour où ils sont entrés ouvertement dans la carrière du journalisme. Leur tentative fut hardie, et leur succès plus grand peut-être qu'ils n'auraient osé l'espérer. Mais on comprend très bien qu'une presse aussi récente n'ait pas encore tout l'ascendant qu'elle doit probablement acquérir un jour. C'est un pouvoir qui s'essaie, qui se trace sa route et cherche ses partisans. Le peuple regarde déjà les journaux comme un soutien, mais non pas comme une autorité. C'est une satisfaction pour lui de les lire: ce n'est pas encore un besoin. Il faut observer en outre que cette presse du Nord est arrêtée dans son essor par des entraves qu'elle ne parviendra à surmonter que lentement, par la patience et la ténacité. En Danemark, elle a contre elle les lois de censure et les réglemens de poste; en Suède et en Norvége, le défaut, ou tout au moins

(1) En reproduisant les articles de nos *Revues*, les journaux du Nord nomment au moins les écrivains qu'ils traduisent, ou le recueil auquel ils font des emprunts. En Allemagne, on n'a pas toujours la même loyauté. M. Lewald, à Stuttgardt, a publié dans son *Europa* plusieurs articles de nos collaborateurs sans en indiquer la source, s'en attribuant sans façon tout le mérite.

la lenteur des communications, et la difficulté de se répandre à travers une population disséminée sur une immense surface. Pour que les journaux produisent un effet réel et instantané, il faut qu'ils agissent coup sur coup, comme les béliers des anciens sur les murailles d'une forteresse, et qu'ils tombent au milieu d'une nombreuse agglomération d'hommes. Il faut des échos à cette voix sonore, des quartiers de roc à ce levier puissant, et non pas des grains de sable. Quelle action peuvent-ils produire lorsqu'ils s'en vont, à des intervalles irréguliers, chercher à de longues distances l'une de l'autre quelques bourgades, ou quelques maisons isolées? Assurément ce ne peut être qu'une action très faible en commençant et très lente. Cependant aujourd'hui l'élan est donné, c'est un fait qu'on ne peut plus méconnaître. Les hommes du Nord se sont émus à ce cri de réforme politique qui retentit dans leur cœur, comme le cri de réforme religieuse retentit jadis dans celui de leurs ancêtres. La censure sera-t-elle plus forte que ce besoin instinctif d'émancipation qui gagne tous les peuples? Nous ne le croyons pas. La presse du Nord n'est d'ailleurs pas placée sous la domination de deux tyrans. Tant s'en faut. Les rois de Suède et de Danemark essaieront sans doute de réprimer, par de sages mesures, les injustices ou les exagérations de la presse; mais nous sommes bien convaincu qu'ils ne voudraient ni la bâillonner ni l'anéantir. Ainsi la presse du Nord suivra sa mission. Maintenant quel sera son résultat, et quel but atteindra-t-elle? C'est le problème que l'on pose de tous côtés. Nous n'oserions pas plus le résoudre sur les bords du Sund que sur les bords de la Seine. Les journaux doivent-ils développer en Suède et en Danemark l'élément démocratique au point d'amener ces deux pays au niveau de la Norvége sous le rapport des idées libérales? Ce résultat, s'il doit jamais avoir lieu, nous semble encore si éloigné, que nous ne faisons que l'indiquer. Les trois royaumes scandinaves en viendront-ils, par ce frottement continu des idées, par ce travail de la presse, à un état d'homogénéité politique qui leur fasse désirer et leur permette de se réunir en faisceau comme autrefois, et de ne former qu'une seule puissance? Je sais qu'il y a maintenant en Danemark un parti assez nombreux, un parti jeune et ardent, qui rêve cette nouvelle union de Calmar. Si jamais ce projet était sur le point de se réaliser, l'Angleterre, qui tient à isoler le Danemark pour le tenir sous sa dépendance, et la Russie, qui tend à affaiblir la Suède pour la maîtriser, laisseraient-elles ces deux pays s'allier l'un à l'autre et se fortifier par l'adjonction de la Norvége? Telle est la question, question grave et qui intéresse à un haut degré la politique de l'Europe entière, mais qui me semble encore si lointaine et si indéterminée, que je me contente de la poser sans oser y joindre la moindre hypothèse.

Je ne puis terminer ce tableau, ou, si l'on veut, cette esquisse des journaux scandinaves sans dire quelques mots des journalistes. Comparée à celle de nos écrivains, leur position est bien humble et en apparence excessivement restreinte; mais au moins elle est calme et garantie contre toutes les vicissitudes de la vie aventureuse. Quiconque là-bas veut écrire doit, avant tout, avoir ou une fortune à peu près indépendante ou une place, car la presse ne lui don-

nerait que des moyens d'existence très précaires et vraisemblablement très insuffisans. La plupart de ceux qui rédigent les journaux dans le Nord sont professeurs, ou avocats, ou rentiers. L'état de simple homme de lettres n'existe ni Stockholm, ni à Copenhague. On tâche de se créer d'abord une position honnête et assurée, et l'on devient journaliste, non point par calcul ou par vanité, mais par goût et par conviction, car les bons habitans des contrées scandinaves n'ont pas encore appris à tarifer le cours de leur conscience et à mettre en adjudication leur plume. Ils ignorent tout ce que peut valoir une bonne rame de papier, employée, selon les circonstances, à défendre un système ou à l'attaquer de front. S'ils se trompent, comme nous, sur la valeur de leurs théories et l'avenir de leurs idées, ils se trompent de bonne foi. Ils disent ce qu'ils pensent, et, quand ils se sont rangés sous un drapeau, ils lui restent fidèles. Il y a des gens parmi eux qui regardent encore l'opinion politique comme une idée sainte, et qui ne peuvent pas se figurer que ce soit tout simplement une espèce de marchandise à laquelle on donne à certaines époques un autre nom, une autre couleur, et que l'on vend au grand marché de la presse, comme une denrée indigène ou coloniale. Le fait est qu'à part le libelliste Crusenstolpe, qui, après avoir long-temps vanté les bienfaits du gouvernement suédois, s'essaie aujourd'hui à le tourner en dérision dans ses pamphlets, on ne citerait peut-être pas un seul écrivain qui ait eu l'audace de renier publiquement les principes qu'il avait défendus et d'attenter à l'autel qu'il avait élevé. Du reste, il faut le dire, les habitudes modestes des hommes du Nord servent elles-mêmes de garantie à leur moralité. Quelle séduction l'argent pourrait-il exercer dans un pays où chacun ne demande qu'à vivre paisiblement au milieu de son cercle de famille, où les ministres se croient riches avec un traitement inférieur à celui de nos plus petits préfets, où Berzelius, l'illustre Berzelius a, par le cumul de deux places, 4,000 francs d'appointemens?

X. Marmier.

POÈTES

ET

ROMANCIERS MODERNES

DE LA FRANCE.

XXXIV.

Hégésippe Moreau.

De tout temps les poètes ont accusé la société de méconnaître leur génie et d'être sourde à leurs accens, comme par une sorte d'instinct amer qui paraît être leur privilège: mais jamais peut-être cette accusation n'a été prononcée plus fréquemment et avec autant de force que de nos jours. De telles plaintes de la part d'aussi grands esprits que les poètes méritent d'être considérées avec attention. S'il était vrai que la société eût à se reprocher les torts qu'on lui impute envers la plus noble portion d'elle-même, on ne saurait trop lui jeter l'anathème qu'elle aurait justement encouru; car la société, qui doit protection et secours à quiconque remplit ici-bas sa tâche même la plus

21.

humble, est redevable envers le poète de quelque chose de plus encore que la vie matérielle, c'est-à-dire de la gloire qui est le pain de l'ame. Toutefois, nous pensons qu'il se commet trop souvent à ce sujet une méprise qu'il importe de relever; si je ne me trompe, les poètes ont mis bien des fois la poésie en cause là où réellement elle n'avait point à faire, et plus d'un a plaidé pour des griefs personnels plus ou moins contestables sous prétexte des intérêts de l'art toujours sacrés. Quant au petit nombre des poètes qui n'ont point trouvé de leur vivant la récompense due à leur génie, peut-être, à y regarder avec soin, trouverait-on que la faute provient d'eux-mêmes à quelques égards.

Je ne veux pas prétendre que tout soit pour le mieux en ce monde, et que nul n'ait droit à se plaindre du partage de sa destinée. Il y a parfois ici-bas, je le sais, de fatales iniquités, des méconnaissances funestes dont le cœur doit gémir, et qui tiennent à l'imperfection même des choses humaines. Il arrive tel cas où la force aveugle triomphe de la faiblesse intelligente, où le fait écrase impitoyablement le droit le plus saint, qui le nie? mais plus souvent encore, nous le pensons, on pourrait accuser des plaintes gratuites, des agitations prématurées; en bien des rencontres, tout au moins, la défaite est provenue d'une soumission trop facile, d'une insistance trop faible à poursuivre la victoire. Dans la société actuelle, si mauvaise qu'on la fasse, il existe sans contredit une place réservée pour chaque génie souverain, pour tout mérite décisif. Seulement, cette place est à la condition qu'on saura la conquérir par les patientes luttes du travail et de la volonté; elle sera d'autant plus infaillible qu'on ne se laissera point arrêter par les petites injustices, les mécomptes passagers, les retards inévitables qui semblent le prélude naturel de chaque vie, et en forment comme un seuil redoutable qu'il faut d'abord franchir.

Même à l'encontre de la poésie, la société actuelle ne me paraît point aussi coupable qu'on a voulu la représenter. Assurément, notre époque est loin de réaliser l'âge d'or de la poésie. Je dirai bien plus : par ses tendances et par son rôle dans la sphère dominante des intérêts matériels, notre époque me paraît peu favorable à l'inspiration poétique. Mais c'est peut-être par cela même qu'elle est plus portée à reconnaître et à admirer les poètes, j'entends ceux qui sont vraiment dignes de ce nom. Loin que les hommes d'aujourd'hui veuillent, à l'exemple de Platon, chasser les poètes de la république, ils les acceptent, ils les appellent de tous leurs vœux, et d'autant mieux que leur engendrement est plus rare et plus diffi-

cile. Je ne voudrais d'autre preuve de notre amour sincère pour la poésie que cette haute renommée ou cette popularité rapide que s'est acquise de nos jours un nombre passable de poètes, seulement en France. Le public n'a-t-il pas adopté, en définitive, et avec des sympathies plus ou moins faciles ou choisies, le barde des *Messéniennes* et celui du *Vieux Drapeau*, le poète des *Harmonies* et celui des *Orientales*, le chantre d'*Éloa*, l'auteur des *Consolations* et celui de la *Curée*, et cette charmante muse des *Contes d'Espagne et d'Italie?* Je ne parle pas de quelques autres moins haut placés qui ont eu aussi leur succès sans trop attendre. Il a suffi d'une veine poétique un peu prononcée pour aussitôt être mis en jour. Plus d'une jeune femme, avec quelque grace dans le sentiment ou quelque mélodie dans la voix, a bien vite cueilli son laurier et tressé sa couronne, au-dessous de Mme Valmore. Nous ne sommes donc pas si indifférens qu'on veut bien le dire à la Muse. Seulement notre fibre souvent excitée est devenue quelque peu rebelle à l'émotion; car, chose singulière, au moment où l'on accuse le plus la société d'insensibilité et de prosaïsme, on lui adresse sans fin et sans cesse les produits d'une inspiration dont on lui refuse l'intelligence. Parmi tous ces témoignages si nombreux et si divers de l'activité poétique, on conçoit que le public tienne à choisir; or, pour cela, un peu de temps et de réflexion est nécessaire. Malheur à celui qui ne peut attendre jusqu'à ce que sa voix sonore ait enfin percé tout le bruit confus qui se fait autour d'elle!

Ce ne sera pas un des moindres caractères de notre temps que cette fièvre d'impatience qui nous consume et se déclare en toutes choses. Chacun veut escompter au plus vite son mérite et sa gloire; on n'attend pas même au lendemain. Le présent est tout, l'avenir rien ou très peu. La réalité actuelle a déshérité l'espérance pourtant si douce au cœur de l'homme. Le grain est à peine semé qu'on veut recueillir la moisson. Le labeur de la journée n'est pas encore fini qu'on attend le salaire. Particulièrement les poètes paraissent doués de ce funeste aiguillon qui les pousse sans cesse et trop souvent les égare. L'impatience, mêlée d'orgueil, produit bientôt le découragement et l'amertume. Alors, comme les résultats n'ont pas répondu aux pressentimens de l'ambition, comme la gloire, fruit amer et tardif, n'a pas donné la saveur espérée pour avoir été goûtée trop vite, on maudit la société et l'on meurt. C'est là l'histoire d'une foule d'esprits avortés, depuis Chatterton jusqu'à Escousse, qui ont manqué leur destinée pour la vouloir hâter trop, et qui, modernes

Icares, ont vu leurs ailes fondre au soleil dans un essor précoce. Un moment surtout, cette impatience et ce découragement ont pris parmi nous un caractère en quelque sorte contagieux, alors qu'un de nos poètes les plus gracieux et les plus élégans voulut idéaliser sur la scène le suicide orgueilleux de cet enfant de génie qui sut dérober l'antique vêtement du moine Rowley. M. Alfred de Vigny, par son magnifique drame plus poétique que vrai, amnistia sans y songer de fâcheuses tendances qu'il eût mieux valu contredire.

Il y a eu aussi, de nos jours, bien des illusions touchant ce que peut rapporter la poésie à ceux qui la servent, sur ce qu'elle peut leur promettre de fortune, d'honneurs et d'avantages matériels de toute sorte. On s'est dit avec une apparence de raison que, puisque la poésie était le plus magnifique don de l'homme et sa plus noble occupation, elle devait aussi lui réserver les plus belles récompenses; et, à cet égard, on est allé bien au-delà des espérances même les plus permises. Le succès éclatant de quelques élus de la poésie contemporaine a ébloui bien de faibles yeux. Plus d'un jeune ambitieux, en ses nuits agitées, a rêvé peut-être les ambassades de Châteaubriand, les résidences seigneuriales et les pèlerinages fastueux de Lamartine, toujours, à coup sûr, les élégans et riches loisirs de Victor Hugo. Nuls ne se sont dit que ces hommes, dont ils enviaient la condition, étaient de magnifiques et rares exceptions, autant par le succès que par le génie, et que d'ailleurs tel d'entre eux avait trouvé l'opulence assise dans son berceau. Ils n'ont pas vu que si l'or peut éclater aisément dans la couronne qui ceint le front du poète, rarement il brille dans sa main et s'attache à ses pas. Ils n'ont pas compris qu'il faut d'ailleurs bien des vers chantés à l'oreille de la fortune, bien des coups retentissans frappés à sa porte, pour l'éveiller et la faire marcher à la suite de la poésie comme une humble servante. Ç'a été une grande erreur et une erreur souvent funeste pour ceux qui pratiquent la poésie, de croire qu'il suffit de quelques strophes, même bien inspirées, pour leur conquérir l'existence, et de fonder sur les capricieux élans de la Muse le pénible édifice de leur condition sociale.

Cette préoccupation de lucre, cette supputation de gain en matière de poésie, sont chose d'autant plus pernicieuse qu'en ce moment on n'est que trop enclin à faire métier de vers et à trafiquer de l'inspiration. L'industrialisme poétique, ce dernier mot de la corruption générale, a jeté son venin sur les œuvres contemporaines, comme ces impures chenilles qui souillent le calice des plus belles fleurs. Il semble que la poésie doive réaliser pour la plupart une sorte de

mont fertile en veines sans cesse exploitées. Et ce n'est pas seulement la masse des poètes vulgaires qui pratique ces abusives tendances, mais les chefs même, ceux qui jadis furent élus, s'y adonnent par émulation, et fomentent de plus en plus le mal autour d'eux. A peine si quelques chastes esprits, deux ou trois peut-être, se montrent fidèles au vrai sanctuaire, gardant en eux-mêmes la religion de la poésie, et attendant en recueillement que l'heure de l'inspiration soit venue. Le reste, obéissant à je ne sais quelle rivalité misérable de vogue et de débit, ou à quelle puérile satisfaction d'occuper à tout propos l'attention de la foule, ne craint pas de produire au grand jour la Muse à peine vêtue, sans remords pour sa sainte pudeur outragée. Il s'agit bien plus d'être à pair pour le nombre des volumes, et de faire monter jusqu'à 500,000 francs l'enchère des œuvres, qu'il n'est question d'honorer son génie en parlant au cœur des hommes. Par là on est arrivé bien vite à faire tomber la poésie au dernier rang, non-seulement par ses propres exemples, mais encore par l'indifférence et le mépris qu'on n'a pas hésité de professer en principe. Il en est qui, préférant tout à coup l'agitation du monde extérieur aux paisibles joies de l'ame, le forum à l'asile saint, et le clapotement des publiques discussions aux mystérieux entretiens de la pensée, ont voulu faire de la poésie, cette reine du monde, une sorte d'humble vassale, ou même une courtisane passagère. Mais d'ailleurs ces infidèles amans de la poésie n'ont pas tardé à recevoir la peine de leur trahison. Plus d'un ange déchu, après avoir traîné tout à terre sa robe de lin, n'a pu remonter au sublime empyrée; il semble que la vue des choses infimes d'ici-bas l'ait déshérité de jour en jour des contemplations célestes. Pour ceux-là qui, une fois, ont méconnu la voix de la prêtresse, il n'y a plus eu dès-lors de bois sacré, plus de nymphe Égérie, plus de divins oracles. Contempteurs de l'inspiration, à son tour l'inspiration les a délaissés. Il serait donc particulièrement utile de séparer, d'abstraire la poésie de tous les vains désirs, de tous les espoirs illégitimes qui l'accompagnent, et de la maintenir dans toute la pure intégrité de son désintéressement natif.

Je ne suis pas assurément de ceux qui refusent au poète le droit d'être riche, et le rejettent comme un paria indigne des bienfaits sociaux. Je crois, au contraire, qu'il faut se féliciter lorsque le poète, en dépit de tout, conquiert la fortune, à cette condition pourtant qu'il usera de ses faveurs pour honorer sa Muse, non pour la corrompre et l'amollir. Mais j'adhère encore moins à ceux-là qui s'indi-

gnent et réclament à cor et à cris contre la pauvreté du poète, lorsque celle-ci devient son partage inévitable, c'est-à-dire lorsque le poète n'a pu élever la main jusqu'à ces fruits d'or qu'il n'est donné à personne de cueillir à coup sûr, et que le hasard départit le plus souvent. Pourquoi le poète ne saurait-il rester dans la pauvreté comme il sait parfois aller vers la richesse? Il ne faut pas qu'on croie que la poésie est un marchepied complaisant, une voie infaillible pour arriver aux aises et aux jouissances de la vie. La poésie apparaît bien plutôt comme un sacerdoce qui veut être accepté avec ses devoirs, ses charges, ses périls, en un mot, tout son ministère saintement dévoué. Je dirai plus, elle est un culte spontané, involontaire, qui repousse tout calcul et toute arrière-pensée profanes. Le sentiment poétique se suffit dans sa propre essence. Si le poète est un de ces instrumens sonores qui résonnent d'eux-mêmes, librement, par le privilège de leur nature, sans excitation extérieure, il chantera même dans la nuit, même dans l'abandon, même dans la misère. Il ne faut pas oublier qu'Homère mendiait en composant ses épopées sublimes. Le poète sincère et vraiment inspiré saura trouver toute joie et toute consolation au sein de la poésie seule. Quant aux nécessités matérielles de la vie, le travail des mains y pourvoira, il donnera la nourriture du corps, comme la poésie donne l'aliment de l'ame.

On m'objectera, je le sais bien, que le travail vulgaire est un joug pesant que le poète ne peut supporter ; mais, pour ma part, je n'ai jamais cru sérieusement à cette incompatibilité prétendue du labeur physique et de l'exercice intellectuel. Plus d'un exemple célèbre nous prouverait au besoin que la poésie sait se vêtir de bure tout comme de pourpre, et peut habiter la ferme aussi bien que le palais. Loin que le travail du corps ôte rien à l'intelligence, je supposerais au contraire assez volontiers qu'il l'enrichit d'une faculté austère et concentrée qu'elle n'eût point acquise au milieu des satiétés énervantes du loisir. Le poète qui travaille de ses mains chante peu, il est vrai; mais ses inspirations trempées au creuset de la souffrance et d'une lente réflexion, moins jetées à tout hasard et à tout vent, doivent s'empreindre d'une force et d'une originalité toutes particulières. Après la poésie qui conquiert par l'omnipotence de son prestige toutes les suprématies et tous les honneurs de ce monde, je n'en sais pas de plus belle et de plus digne que celle qui vit humblement au fond de l'atelier. A côté de Châteaubriand faisant du génie une sorte de royauté européenne devant laquelle les plus hauts s'inclinent, j'admire l'Écossais Burns conservant à la poésie tout son

éclat dans l'humilité. Burns, poète et laboureur, sachant être à la fois grand et simple, calme et inspiré; Burns, recevant sa Muse éclatante d'or dans un recoin obscur de la ferme, me semble réaliser le plus beau idéal du poète populaire.

Après tout, est-il absolument indispensable de s'asservir sans partage au démon du vers, d'exercer la poésie à l'état mercenaire, et de donner en toute hâte forme d'in-octavo à ses inspirations? Ne saurions-nous posséder le feu sacré qu'à la condition d'exposer publiquement chaque jour les titres de notre puissance secrète? Lorsque le destin n'a point départi au poète la liberté de chanter à toute heure, et de donner à loisir une forme à sa pensée, pourquoi le poète ne garderait-il pas d'abord pour lui seul, au fond de son cœur, ses inspirations chéries, satisfait de l'émotion et du bonheur qu'elles lui donnent, en vue de sa perfection morale? Estimons ceux-là qui, en attendant mieux, se résignent à épancher les trésors de leur poésie intérieure sur tout ce qui les entoure, qui tentent de lui donner un but moralement pratique. Ces hommes modestes font servir la poésie à embellir l'amour, l'amitié, les sentimens de famille, à rehausser l'idée du devoir; ils sont poètes dans l'intimité du foyer, dans l'accomplissement de leur tâche de chaque jour; ils sont poètes par le sentiment et par l'action, jusqu'à l'heure où ils pourront l'être par la pensée et par la formule. La poésie, renfermée à propos, comme certaines plantes séchées dans le tiroir, embaume souvent tout un intérieur. D'autres, semeurs prédestinés du champ littéraire, se détournent sans en sortir, quand la moisson poétique ne rend pas, et trouvent encore à jeter leur grain en quelque sillon fertile. Au besoin ils émaillent le terrain de la critique si aride au premier abord, mais qui pourtant ne se refuse pas aux fleurs semées par places choisies et discrètes. En un mot, quand la faculté poétique est bien réellement en nous, elle trouve toujours son issue, son emploi, sa fécondation, elle peut se transformer, mais non jamais périr. Si le monde perd ainsi quelques beaux vers qui demeurent refoulés dans la partie la plus secrète de l'ame, et qui n'éclateront peut-être jamais, il gagne d'autre part des existences paisibles, sereines, qui concourent à l'harmonie générale, au bien-être commun. Or, il y a plus de courage, croyez-le bien, à renoncer à sa Muse, à enfouir résolument ses plus chères espérances, qu'il ne peut y en avoir à poursuivre sa gloire personnelle au milieu des plus dures épreuves.

N'en doutons pas, c'est pour avoir méconnu les nécessités de la vie pratique, pour s'être obstinés en un dédain vaniteux et imprévoyant, que tant de poètes ont été déshérités du bonheur et de

l'épanouissement complet de leurs facultés. La fougue des aspirations sans frein a concouru plus que toute autre cause à enfanter ce long martyrologe poétique où chaque nation compte quelque expiateur, où l'Allemagne est représentée par Günther (1), où l'Angleterre lit Savage, Collins, Chatterton, où la France regrette Malfilâtre, Gilbert, sans parler de bien d'autres plus obscurs, qui n'ont pas même acquis, par leur mort lamentable, la célébrité objet de leurs désirs. Parmi cette myriade d'enfans égarés qu'une vocation parfois douteuse précipite fatalement dans les bras de la Muse, on me laissera plaindre pourtant cette triste Élisa Mercœur, que l'ambition d'écrire et trop de confiance en d'imprudentes flatteries arrachèrent à sa paisible Bretagne, pour la jeter sur le sol dévorant de la littérature parisienne, où elle périt bientôt victime de son erreur (2). Mais combien ne doit-on pas déplorer davantage la funeste précipitation de ces hommes qui éteignent dans les noires vapeurs du découragement des lueurs d'un talent vrai auquel l'avenir promettait quelque gloire!

Quant à ceux-là qui, marqués au front du signe divin et déjà couronnés de la main des hommes, quittent l'arène après quelques efforts triomphans, après quelques palmes cueillies, lassés avant l'heure, ou trop tôt dédaigneux d'une glorieuse mission, ils nous paraissent faillir plus encore à la tâche imposée. Il n'est point rare, par malheur, que de jeunes hommes (nous en pourrions citer), doués des mille dons poétiques, tout à coup, à peine la première œuvre accomplie, à peine la carrière ouverte devant leurs pas, se retirent futilement soit dans l'aride contemplation d'eux-mêmes, soit dans l'égoïste satisfaction d'un loisir prématuré. Déjà ils s'endorment au bruit des derniers applaudissemens, sur leurs couronnes tressées à demi, à côté de leur lyre détendue et toute frémissante encore; ou bien, insoucieux, ils s'ébattent au loin, imaginant dans leur paresse, si ce n'est dans leur folie, que c'est assez du tribut offert, qu'ils ont pris assez de part à la mêlée, et que le monde doit désormais tous ses hommages à leur génie infécond ou dissipé. Comme si la mission du poète durait seulement quelques heures, et devait se borner à quelques

(1) En Allemagne pourtant, les circonstances sociales sont un peu différentes, et ce fonds naïf et bon du caractère allemand, ce cordial *gemuth*, laisse plus de jeu au poète que dans les civilisations égoïstes et raffinées d'Angleterre et de France.

(2) Un autre poète, jeune encore et aussi Breton, Émile Roulland, expirait, dit-on, le jour même de la représentation du drame de M. de Vigny, à quelques pas du Théâtre-Français.

chants interrompus par un soudain caprice; comme s'il était bien permis d'émousser dans le silence une parole armée pour les nobles clameurs de la lutte, et de laisser, par sa désertion, le monde en proie aux médiocres et aux pervers. Ainsi, tandis que les impuissans s'obstinent, les forts trop souvent se refusent; et, en vérité, nous devons juger pareillement condamnables ceux qui s'annullent dans une lâche ou hautaine oisiveté, et ceux qui se brisent contre un fol désespoir; les premiers affaiblissent et découragent l'humanité, les seconds l'épouvantent et la calomnient.

Il était réservé à notre époque d'offrir tous ces exemples, et comme toutes ces formes réunies de découragement et d'abandon. Il est tel cas pourtant qui a droit de surprendre de nos jours plus encore qu'au siècle dernier, et dont l'existence même devrait sembler impossible au sein de notre civilisation si avertie. Il y a une année à peine, le bruit courut dans Paris qu'un poète, un nouveau Gilbert, venait de mourir à l'hôpital. Ce poète n'était autre qu'Hégésippe Moreau, dont un volume, le *Myosotis*, publié quelques mois auparavant, avait fait connaître le nom et le talent. Après l'étonnement douloureux où un tel évènement jeta le monde littéraire, on dut se demander quelles causes, quel concours de circonstances l'avaient produit. Il importait de savoir s'il y avait là quelqu'une de ces imprévoyances aveugles dont le monde se rend parfois coupable, ou bien s'il s'agissait d'un tort individuel et en quelque sorte volontaire. Fallait-il demander compte à la société de la mort d'un poète, ou bien n'accuser que ce poète lui-même de sa triste destinée? La vérité ne tarda pas d'être connue, et nous croyons que, pour cette fois, la société doit être déchargée du crime d'homicide.

L'histoire de Moreau, à la différence près des faits accessoires, ressemble exactement, pour l'enchaînement des péripéties fatales, à celle de la plupart des poètes qui l'ont précédé dans une voie d'imprudence et de malheur. C'est ici comme ailleurs la même témérité qui fait affronter une mer orageuse, ce sont les mêmes écueils méconnus où l'on échoue, c'est le même naufrage sans bords où nulle planche de salut ne s'offre pour secourir le passager.

Hégésippe Moreau, né à Provins en 1809 ou 1810, et de bonne heure orphelin, fut recueilli par un prêtre de ses parens qui le mit au séminaire de Fontainebleau où il passa sa jeunesse. Cette circonstance, qui aurait dû revivre pour le poète comme un touchant souvenir, ne laissa au contraire dans son cœur qu'un sentiment amer

qui plus tard se faisait jour dans une de ses pièces, et déjà montre bien de l'ingratitude, il faut l'avouer :

Un ogre ayant flairé la chair qui vient de naître,
M'emporta vagissant dans sa robe de prêtre;
Et je grandis captif parmi ces écoliers,
Noirs frêlons que Montrouge essaime par milliers;
Stupides icoglans que chaque diocèse
Nourrit pour les pachas de l'église française.
Je suais à traîner les plis du noir manteau;
Le camail me brûlait comme un *san-benito;*
Regrettant mon enfance et ma libre misère,
J'égrenais dans l'ennui mes jours comme un rosaire.

Impatient des liens qui le retenaient, Moreau s'échappa du séminaire, revint à Provins, et y apprit l'imprimerie. Puis, après je ne sais quelle satire politique qui lui valut quelques inimitiés dans sa ville natale, il partit pour Paris, poussé par sa fatale étoile à la conquête de la gloire littéraire. Là, comme on le pense bien, les déceptions ne se firent point attendre. La gloire, qui est lente, ne vint pas, la fortune encore moins; et quand le poète l'appelait de tous ses vœux, la misère seule répondait à sa voix. Voué dès-lors au malheur, deçu dans ses illusions, Moreau déposait l'expression de son profond découragement dans ces vers de la même pièce que nous avons déjà citée :

J'ai visité Paris, Paris sol plus aride
Au malheur suppliant que les rocs de Tauride,
Où l'air manque aux aiglons méditant leur essor;
Où les jeunes talens, cahotés par le sort,
Trébuchant à la fin, de secousse en secousse,
Contre la fosse ouverte où disparut Escousse,
N'ont plus en s'abordant qu'un salut à s'offrir,
Le salut monacal : *Frères, il faut mourir!*

Plusieurs années se passèrent, pendant lesquelles Moreau vécut chaque jour de cette vie précaire et inquiète qui semble le partage inévitable de quiconque s'est une fois faussement engagé; ballotté sans cesse entre ses rêves amoureux de gloire à venir et les dures réalités de sa condition présente; tour à tour insouciant ou irrité, suivant qu'il entrevoyait quelque rayon ou quelque ombre à son horizon, mais d'ailleurs, à tout prendre, engagé sous la bannière d'une politi-

que opposante, même résolument hostile. Mêlé, dit-on, aux barricades de juin, il s'y montra toutefois plus par désespoir et envie de mourir que par haine politique. Déjà il s'agissait pour lui de quitter la vie, de renoncer à la lutte. Dans un premier séjour à l'hôpital, en 1832, nous voyons qu'il se nourrissait de pensées funèbres; par une sorte de secret pressentiment il y composait en mémoire de Gilbert une pièce d'une tristesse touchante où revient à la fin de chaque strophe, ce vers sympathique :

Pauvre Gilbert, que tu devais souffrir !

mais peut-être sans trop songer, même alors, que la destinée du malheureux satirique serait un jour la sienne.

Pourtant, si Moreau eût voulu plus tard, quelque repos et quelque bonheur modeste eussent pu encore lui être assurés. Il s'en fallait que toute ressource lui manquât absolument. Il fut successivement maître d'études dans un collége et rédacteur du *Journal des jeunes Personnes*. Puis il se lassa de ces conditions. Une dame qui s'intéressait vivement à son sort, lui offrit de l'argent pour acheter un brevet d'imprimeur; mais Moreau, égaré plus que jamais, refusa, et s'il faut en croire ceux qui nous ont esquissé la vie de Moreau, ceux qui ont le plus amnistié ses fautes et sympathisé le plus pour ses douleurs, le motif de ce refus, au moins singulier, fut que, s'il avait accepté cet argent, il l'aurait dépensé aussitôt sans travailler, *parce qu'il avait faim et soif des plaisirs de la vie.* — Ce sera là, en vérité, une des plus déplorables contradictions d'une époque où l'on a vu bien des prétendus amis du peuple vivre sans remords dans une fastueuse mollesse, où tel qui se proclame puritain et affecte le stoïcisme, aspire en secret aux jouissances du sybarite. — Lorsque peu après Moreau se résolut à entrer dans l'imprimerie de M. Béthune, en qualité de correcteur, il n'était déjà plus temps pour la simplicité et pour le bonheur tranquille. C'en était fait de l'homme aussi bien que du poëte. Pendant que l'ame était ravagée sans retour, les souffrances et les privations avaient déposé dans son corps le germe d'une phtysie qui le conduisit à l'hospice de la Charité, où il mourut le 20 décembre 1838.

Hégésippe Moreau avait une faculté poétique bien supérieure à son organisation morale, et qui en vérité le rendait digne d'un meilleur sort. C'était, il faut le dire, un poëte d'une autre trempe que bien des rimeurs fêtés et prônés chaque jour, dont l'œuvre, plus expérimentée que naïve, n'aura rien à débattre à coup sûr avec la

postérité. Il y a dans le *Myosotis*, dont bien des pages resteront, des morceaux d'une énergie admirable, et d'autres d'une grace exquise où l'expression concise encadre toujours heureusement la pensée, où la philosophie s'unit parfois à l'imagination, la raison à la couleur. Bien que l'ensemble n'ait pas précisément ce cachet d'unité et d'originalité décisive qui distingue les poètes souverainement consacrés, il révèle pourtant trop de véritable inspiration et de franche mélodie pour ne pas frapper vivement. — Le caractère général du talent de Moreau rappelle Béranger, dont il semble avoir voulu s'inspirer plus particulièrement. Cette préoccupation de Béranger est surtout sensible dans deux pièces placées sous l'invocation de son nom, et dont l'une, rapportée à l'année 1828, nous met, par sa date déjà ancienne, sur la trace première de l'imitation. Du reste, Moreau ne se borne pas à prendre le génie et la muse du chansonnier lyrique pour motifs de ses compositions; il en reproduit encore en disciple fidèle les qualités importantes. Un grand nombre des pièces du *Myosotis* ne sont pas autre chose que des odes ou des chansons à la façon de notre poète national, aussi bien par le fond des idées et la nature des sujets que par la forme qui est pure, nette, incisive, avec presque autant de finesse et la même sobriété. Seulement, chez Moreau, la coupe brisée du vers paraît se rapprocher davantage de l'école poétique toute récente, et donne à ses strophes une allure plus dégagée sans nuire à l'harmonie. — Comme Béranger, Moreau professe un libéralisme agressif, frondeur des rois et en général de toute aristocratie; comme lui, il aime le peuple, se montre admirateur passionné de la liberté républicaine et de la gloire impériale; il a aussi ses momens d'indévotion et ses couplets contre le ciel; enfin il chante l'amour, le vin, la gaieté, tout cet accessoire obligé de la philosophie épicurienne vantée par son modèle.

Bientôt, il est vrai, le poète prend un autre ton, il chante sur un mode entièrement opposé; il ajoute à sa lyre anacréontique la corde de l'imprécation et du désespoir; tout à côté des pages les plus fraîches et les plus joyeuses se trouvent des morceaux empreints d'une misanthropie sombre. Le gai chantre de tout à l'heure accuse, maudit maintenant; il aiguise l'ironie, il lance l'anathème. Ce n'est plus le spirituel refrain de Béranger, mais bien l'ardente *satire du dix-huitième siècle* ou la sanglante *Némésis* moderne qu'on croit entendre. Il est aisé de voir que les douleurs et les amertumes parisiennes ont passé par là; on reconnaît qu'une bise meurtrière a soufflé à travers les jardins fleuris du poète et les a desséchés. Son patrio-

tisme a aussi un accent bien différent à ces heures; la couleur en est plus assombrie, l'allure plus menaçante; il quitte visiblement les plaines de la Gironde pour s'égarer sur les bancs de la Montagne.

Puis encore, et parfois dans le même morceau, à quelques lignes d'intervalle, le vers se radoucit, le sentiment se tempère, l'inspiration entre dans une sphère meilleure. Et vraiment nous aimons mieux ainsi l'auteur de *Myosotis,* lorsque son iambe tourne à l'élégie, lorsqu'il mouille ses cris de quelques pleurs. Alors il nous rappelle la suave mélancolie et la grace harmonieuse d'André Chénier, dont il a aussi parfois la simplicité savante. La pièce intitulée *l'Hiver,* après bien des imprécations et même de menaçantes prophéties contre les heureux du monde, nous offre un exemple touchant du retour de l'amertume à la résignation sereine :

Ainsi je m'égarais à des vœux imprudens
Et j'attisais de pleurs mes iambes ardens.
Je haïssais alors, car la souffrance irrite;
Mais un peu de bonheur m'a converti bien vite;
Pour que son vers clément pardonne au genre humain,
Que faut-il au poète? un baiser et du pain.
J'ai ma part de soleil; mais sans ordre et sans nombre,
Mes frères pèlerins marchent là-bas dans l'ombre :
Dieu! protége et conduis ce peuple vagabond!
Pour tous comme pour moi, Dieu, révèle-toi bon!
Que ta manne en tombant étouffe le blasphème;
Empêche de souffrir, puisque tu veux qu'on aime.
Que ton hiver soit doux, et, son règne fini,
Le poète et l'oiseau chanteront : sois béni!

Dans l'*Isolement,* au milieu de toutes les plaintes et de tous les regrets qui s'exhalent, l'esprit se plaît encore à se reposer sur ces derniers vers où respire un sentiment de gratitude et d'espoir auquel le poète a trop souvent négligé d'obéir. Le passage s'adresse à une dame sa bienfaitrice :

. . . .
Il ne fallait qu'un mot : ce mot vous l'avez dit.
Et tout à coup voyez comme le charme opère :
Courage, et je suis fort; espérance, et j'espère.
. . . .
Oh! patience! un jour j'acquitterai ma dette;
J'ignore quel sera mon destin de poète :
Dois-je, tendant ma coupe à l'amour échanson,
De l'écume qui tombe arroser ma chanson?

Phalène qui tournoie à l'éclair d'une épée,
Irai-je dans le sang picorer l'épopée,
Cueillir la blanche idylle en fleur dans le hameau,
Ou du saule pleureur effeuiller un rameau?
Je doute encore; mais cette moisson de gloire,
Vous l'aurez fait éclore, et j'ai longue mémoire,
Et, de mon frais butin parfumant vos genoux,
Prenez, dirai-je alors : tout cela, c'est à vous!...

On n'aime pas moins à retrouver dans Hégésippe Moreau une généreuse indignation contre les honteux hommages qui entourèrent, il y a quelques années, la muse infame de Lacenaire. Il venge noblement les poètes de toute parenté avec cet assassin bel-esprit, dont les vers n'étaient qu'une forfanterie de plus très méprisable, et il montre fort bien que la vraie poésie est inséparable de la probité :

Le poète, amoureux du bien comme du beau,
Attend deux avenirs par-delà le tombeau,
Et, riche en vieillissant de candeur enfantine,
N'a rien à démêler avec la guillotine;
Le poète ne voit qu'un seul bourreau de près,
Le malheur; ou, frappé par d'iniques arrêts,
S'il meurt, c'est en martyr, et le ciel est en fête,
Et personne ici bas ne dit : Justice est faite.
Interrogez Samson : depuis qu'André Chénier
D'un sang si précieux parfuma son panier,
Jamais son doigt savant (Thémis en soit bénie!)
Sur un front condamné ne palpa le génie.
C'est un roi qu'un poète, et la hache des lois
Tua Chénier du temps que l'on tuait les rois.

Dans la pièce qui a pour titre *Un quart d'heure de dévotion*, Moreau exprime comment le désir de prier, le regret de ne pas croire s'emparèrent de son cœur, un soir, au milieu de la solennité recueillie d'une église. Mais peu d'instans après, comme il le dit, il retomba dans le monde incrédule et rieur. Cette brusque transition se reproduit à chaque pas dans son volume. Une fois l'élégie épanchée, le poète, faisant trève à sa douleur, rentre dans sa nature première, et l'œil encore humide de pleurs, il se reprend à l'idylle souriante, voire même il entonne la chanson à boire.

Nous croyons qu'il est résulté de tout ce qui a été dit jusqu'à ce jour sur Hégésippe Moreau une impression générale assez fausse. Ceux qui n'ont point lu le *Myosotis* sont tentés de croire très certainement que

Moreau était d'habitude un rêveur sombre, une nature sauvage, un poète exclusivement élégiaque ou satirique. Eh bien ! nous leur pouvons garantir que c'est généralement le contraire. Moreau était avant tout un esprit aimable, vif, enjoué, qui eût produit les plus charmantes choses, s'il eût vécu dans une région plus sereine; si, par exemple, il se fût tenu sagement dans sa ville natale, occupé à quelque honnête travail. Le fiel qui lui a rongé le cœur n'a fait invasion que plus tard, après la fièvre des ambitions trompées. On trouve non sans plaisir en tête du *Myosotis* plusieurs contes en prose fort agréables et fort naïvement écrits, l'un entr'autres, *Thérèse Sureau*, où perce une raillerie fine et du meilleur goût contre les femmes incomprises et en général contre l'ambition littéraire. On ne serait guère tenté de penser que l'auteur sera lui-même un jour victime de cette ambition qu'il raille, et la plupart de ces historiettes, la dernière surtout, ne font nullement reconnaître le poète de l'*Élégie à Loyson*.

Les qualités les plus distinctives du talent poétique d'Hégésippe Moreau me paraissent être en effet la grace et la fraîcheur. Or, c'est là justement ce qu'on a omis de faire remarquer jusqu'ici, du moins dans un jour suffisant. On n'a qu'à feuilleter le volume du *Myosotis*, et l'on se convaincra bientôt que, pour un morceau d'amertume et de colère, il y a dix pièces toutes d'une inspiration riante et d'un style plein de gaieté. *Souvenir d'enfance, les Contes, les Cloches, les Deux Amours* sont dans ce ton, et bien d'autres moins heureuses ou d'une allure plus risquée, telles que *l'Écolière, le Joli costume, les Modistes hospitalières*. En allant plus loin encore, on trouverait le genre gaillard comme dans *le Tocsin*, ou indévot comme dans *le Dernier jour* et *les Noces de Cana*. En restant dans le milieu tempéré, on lit avec émotion *l'Oiseau que j'attends, Si vous m'aimiez, Soyez bénie*, et deux ou trois encore. La *Voulzie* est une élégie, mais du ton le plus gracieux et le plus frais. Moreau, au milieu des angoisses de la vie parisienne, aimait à se souvenir de son pays natal, cet asile où notre cœur se réfugie dans l'infortune; il se prenait à regretter les jours de son enfance, et les objets qui avaient charmé ses premiers regards. Le titre de cette pièce rappelle précisément un des lieux auxquels il resongeait par prédilection, et que son imagination se plaisait le plus à embellir.

S'il est un nom bien doux, fait pour la poésie,
Oh ! dites, n'est-ce pas le nom de la Voulzie?
La Voulzie, est-ce un fleuve aux grandes îles? Non;

Mais avec un murmure aussi doux que son nom,
Un tout petit ruisseau coulant visible à peine;
Un géant altéré le boirait d'une haleine;
Le nain vert Oberon, jouant au bord des flots,
Sauterait par-dessus sans mouiller ses grelots...

Un peu plus bas, l'amertume gagne le cœur du poète, à mesure que la sensation du présent lui revient, et traverse en quelque sorte de son ombre les blanches images du passé.

J'avais bien des amis ici-bas, quand j'y vins,
Bluet éclos parmi les roses de Provins :
Du sommeil de la mort, du sommeil que j'envie,
Presque tous maintenant dorment; et dans la vie,
Le chemin dont l'épine insulte à mes lambeaux
Comme une voie antique est bordée de tombeaux.
Dans le pays des sourds j'ai promené ma lyre,
J'ai chanté sans échos, et, pris d'un noir délire,
J'ai brisé mon luth; puis de l'ivoire sacré
J'ai jeté les débris au vent, et j'ai pleuré!...

Mais je citerai en entier, dans le genre purement gracieux, une pièce des plus charmantes qu'on puisse lire, parfaite, je crois, d'un bout à l'autre, et qu'on n'a pas assez louée assurément. Je veux parler de *la Fermière*.

Amour à la fermière! elle est
Si gentille et si douce!
C'est l'oiseau des bois qui se plaît
Loin du bruit dans la mousse;
Vieux vagabond qui tends la main,
Enfant pauvre et sans mère,
Puissiez-vous trouver en chemin
La ferme et la fermière.

De l'escabeau vide au foyer
Là le pauvre s'empare,
Et le grand bahut de noyer
Pour lui n'est point avare;
C'est là qu'un jour je vins m'asseoir,
Les pieds blancs de poussière;
Un jour!... Puis en marche, et bonsoir
La ferme et la fermière.

Mon seul beau jour a dû finir,
Finir dès son aurore;

Mais pour moi ce doux souvenir
Est du bonheur encore.
En fermant les yeux je revois
L'enclos plein de lumière,
La haie en fleur, le petit bois,
La ferme et la fermière!

Si Dieu, comme notre curé
Au prône le répète,
Paie un bienfait (même égaré !)
Ah! qu'il songe à ma dette.
Qu'il prodigue au vallon les fleurs,
La joie à la chaumière,
Et garde des vents et des pleurs
La ferme et la fermière!

Chaque hiver qu'un groupe d'enfans
A son fuseau sourie,
Comme les anges aux fils blancs
De la vierge Marie;
Que tous, par la main, pas à pas,
Guidant un petit frère,
Réjouissent de leurs ébats
La ferme et la fermière!

ENVOI.

Ma chansonnette, prends ton vol!
Tu n'es qu'un faible hommage;
Mais qu'en avril le rossignol
Chante et la dédommage.
Qu'effrayé par ses chants d'amour,
L'oiseau du cimetière,
Long-temps, long-temps se taise pour
La ferme et la fermière!

Jamais, à coup sûr, Moreau n'a été mieux inspiré que dans ce délicieux morceau, et il serait à désirer qu'il fût demeuré fidèle à un ordre de sentimens et d'idées qui lui fournit une si heureuse veine poétique.

Pour consacrer sa renommée d'une façon à jamais durable, il n'a manqué peut-être à Hégésippe Moreau que de donner une seconde épreuve de son talent, et d'imprimer à une nouvelle œuvre le sceau

complet et définitif qu'on n'aperçoit pas assez dans la première. Mais, avant tout, il eût fallu vivre (1).

On se demande comment un homme si heureusement doué, et d'ailleurs d'un esprit si naturellement épanoui, a pu se laisser envahir par le désespoir, comment il s'est heurté à une mort qui ressemble presque à un suicide. Que fallait-il donc à Hégésippe Moreau pour bénir la vie et remercier Dieu? avait-il bien le droit de se plaindre et d'accuser? Favori de l'inspiration, il en pouvait goûter toutes les joies intérieures. Non sans quelque appui au dehors, il était libre de choisir entre diverses conditions qui l'auraient mis en repos du côté des soins matériels; en définitive, il avait un état dont il tirait plus que le nécessaire. Dans cette immense cité où tant d'hommes sont seuls et abandonnés comme en un désert aride, Moreau comptait, lui, quelques amis, l'un surtout au seuil duquel il pouvait s'aller asseoir quand il était malade ou fatigué. Il avait, chose plus précieuse et plus rare, la sainte amitié d'une femme. Poète, il vit ses vers chéris couchés sur le papier satiné et vêtus du grand format; sitôt son apparition, des plumes sympathiques proclamèrent sa venue poétique et vantèrent son génie. En vérité, en est-il beaucoup qui puissent se promettre tout autant? N'y a-t-il pas à Paris et partout ailleurs bien des jeunes gens, de talent aussi, plus méconnus, plus isolés qu'il ne le fut jamais, et qui n'auront de leur vie ni les mêmes consolations, ni les mêmes encouragemens dont ses pas ont pu être affermis?

Quelle conclusion faut-il tirer en dernier lieu, de toutes ces fins malheureuses de poètes qui trop souvent viennent affliger le monde? Est-ce à dire que la poésie, cette chose qui nous vient de Dieu, doive être regardée comme un présent funeste, et comme une sorte de breuvage empoisonné, mortel à ceux qui s'y désaltèrent? L'inspiration ne serait-elle en nos mains qu'un instrument de douleur, et comme le vautour de Prométhée attaché à nos flancs? Ou plutôt, ne serait-ce point que les poètes, victimes de la poésie, puisent dans

(1) Il serait à propos, je crois, que l'on publiât une nouvelle édition des poésies d'Hégésippe Moreau, en y retranchant peut-être quelques passages faibles ou de mauvais choix, et l'augmentant d'autre part des pièces posthumes trouvées au chevet du poète à l'hôpital. Une édition à peu près en ce sens avait été solennellement promise par les amis de Moreau, le lendemain même de sa mort; mais on est encore à l'attendre. En serait-il déjà de cette promesse comme de bien des paroles jetées dans le creux des tombes, et que la dernière pelletée de terre, en tombant, ensevelit sans retour?

leur propre égarement la source de leurs malheurs, sans doute parce qu'ils manquent à fortifier les dons de l'intelligence par le développement du caractère moral. Hégésippe Moreau, entre autres, nous le disons à regret, semble avoir creusé lui-même de ses mains sa tombe prématurée, enfermant ainsi pour jamais sous la pierre tant de beaux vers qui ne demandaient qu'à s'élancer librement. Moreau n'a pas été, à bien dire, un vrai poète populaire, paisible et fort, souffrant et chantant tout à la fois. Avec un talent de beaucoup supérieur à celui de quelques prolétaires poètes qui se sont produits dans ces derniers temps, l'auteur du *Myosotis* n'a eu en partage ni leur simplicité ni leur trempe morale. C'était un fruit que la civilisation parisienne avait atteint de son ver rongeur. — Moreau ne sut point accepter la tâche humaine, il ne voulut pas se résigner à la lutte qui est le devoir de chacun ici-bas. Il préféra maudire les obstacles que de les vaincre. Drapé avec orgueil dans son indigent manteau, il se tint immobile, au lieu de marcher d'un pied résolu et les bras tendus au travail.

Il y a une admirable pensée de Vauvenargues, la LI[e] des *Réflexions posthumes*, qui me paraît avoir remarquablement trait à ces sortes d'organisations, et qui trouvera directement ici son application précise. « La nature a ébauché beaucoup de talens qu'elle n'a pas daigné finir. Ces faibles semences de génie amusent une jeunesse ardente qui leur sacrifie les plaisirs et les beaux jours de la vie. Je regarde ces jeunes gens comme les femmes qui attendent leur fortune de leur beauté. Le mépris et la pauvreté sont la peine sévère de ces espérances. Les hommes ne pardonnent point aux misérables l'erreur de la gloire. » Quelle justesse profonde et aussi quelle vivante actualité dans cette sentence du sage et immortel moraliste! Comme Vauvenargues a bien deviné notre temps (1)! Oui, c'est bien cela. Le malheur distinctif, la plaie secrète de la génération présente est dans cette foule de talens inachevés et superbes qui se proclament dès l'abord et veulent s'imposer de vive force, avant d'être parvenus à leur maturité complète. On se fie à de beaux germes, on admire en

(1) Quelques autres pensées de Vauvenargues prouvent qu'il avait su observer à fond ces prétentions, ces ridicules, cette *maladie* des rimeurs, qui pullulaient alors comme aujourd'hui, qui avaient pullulé déjà sous Louis XIII et au XVI[e] siècle, et de tout temps, mais qui disparaissent comme des éphémères et qu'on oublie : « Il n'y a point de faiseur de stances, dit-il, qui ne se préfère à Bossuet, simple auteur de prose... » Et encore : « Un versificateur ne connaît point de juge compétent de ses écrits : si on ne fait pas de vers, on ne s'y connaît pas; si on en fait, on est son rival. »

soi les premiers jets luxurians, et dès que la fleur d'un talent agréable éclot à peine, on respire tout aussitôt le parfum qui caresse, on se repaît avec orgueil du charmant éclat des couleurs. Mais la fleur n'est pas le fruit; on s'est enivré sans se nourrir; on a demandé au talent seul et privé d'une suffisante culture ce qu'il ne peut donner qu'à l'aide du temps et du labeur; on oublie trop que, même en littérature, même en poésie, la plupart des hommes doivent vivre et grandir, non par la sève jaillissante des premières facultés, mais bien par l'emploi fécond et progressif qu'il leur sera donné d'en faire.

Et de ce que chaque ame précoce veut s'en tenir à sa fleur, qu'arrive-t-il? La fleur s'épuise, on le sent trop, et on ne se l'avoue pas; plus d'un alors se met à croire en soi à je ne sais quels immenses trésors cachés. Il ne s'agit que de les faire sortir, et, passant d'un excès à l'autre, on bouleverse sa nature, au lieu simplement d'y labourer. On me racontait, l'autre jour, une singulière histoire, qui peut faire ici apologue. Aux confins du Perche et du Maine, me disait-on, près du bourg de Saint-Cosme, il est un monticule, une petite colline, qu'on appelle le *Mont-Jalut*. Une vague tradition du pays y a placé un trésor que durant la révolution on y aurait enfoui. Des poètes, des spéculateurs y ont cru; une société composée des noms les plus contrastans, unis dans un même rêve, a acheté le mont et l'exploite en tous sens. *Le plus fécond de nos romanciers* est à la tête, assure-t-on. On poursuit le trésor, il fuit; des somnambules, de temps en temps amenés, en rappellent, en indiquent la vraie place: on fouille de plus belle; on perce des puits profonds, des galeries sans fin; la colline, jadis verdoyante, n'est plus de loin qu'un vaste éboulement de terres remuées et jaunies. Voilà l'histoire du talent chimérique au sein de bien des ames. Tout poète ambitieux et manqué a en lui son *Mont-Jalut*.

Pour conclure avec Hégésippe Moreau qui avait, lui, un talent vrai, ce qui l'a perdu, ainsi que bien d'autres, en ce siècle tourmenté, c'est l'immodération de l'ame, l'impatience de la destinée, le débordement inquiet des fermens de l'imagination sur la raison austère, le sacrifice du devoir religieux et moral à l'exigence des passions. Ce qui lui a manqué, c'est la persistance dans l'œuvre, la confiance en sa force, c'est-à-dire dans celle de la poésie; car s'il eût cru sincèrement à la poésie, il se fût attaché à vivre pour elle, pour le service de son culte et de ses autels. Ce qui a failli enfin à Moreau, c'est l'attente sereine de l'avenir, lequel trahit rarement ceux dont la foi ne se lasse pas même dans la douleur.

DESSALLES-RÉGIS.

LA

RÉPUBLIQUE D'AMALFI.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

III. — HISTOIRE D'AMALFI. — LES PRÊTEURS GRECS. — LES CONSULS.

Amalfi se glorifie de son origine romaine, qui paraît prouvée. Outre ces nombreuses inscriptions, ces sarcophages et ces urnes funéraires antiques, qu'on trouve dans chaque église et dont le plus grand nombre n'a pu être apporté du dehors, les noms des anciennes familles du pays sont romains la plupart. Vous retrouvez là les Crispo, les Rustico, les Marino, les Musco, les Orso, les Lupo, etc., etc. Les chroniques contiennent d'ailleurs des détails circonstanciés au sujet de cette origine, et, ce qui nous semble la meilleure des preuves, ces chroniques sont d'accord. Vers le milieu du IVe siècle, nous racontent-elles, beaucoup de nobles familles romaines quittèrent l'Italie pour s'établir dans la métropole que Constantin venait de fonder. Le désir du changement, le besoin de la faveur, la mode enfin, décidaient ces émigrations. Dans l'année 339, cinq navires, chargés de ces émigrés volontaires, et portant toute leur fortune, avaient quitté Ravenne et voguaient vers Constantinople, quand, à la hauteur de Tarente, ils furent assaillis par une terrible tempête qui les repoussa dans la mer d'Adria et les jeta sur les côtes de la Dal-

(1) Voyez la livraison du 15 janvier.

matie, aux environs de Raguse. Les habitans du pays les accueillirent d'abord avec l'humanité qu'on doit à des naufragés. Le respect que ces peuples portaient encore au nom romain les engagea même à leur offrir des terres où ils pourraient s'établir; mais bientôt, les trouvant trop nombreux, ils les craignirent; les voyant riches, ils les envièrent; ils firent plus, ils conspirèrent la perte de leurs hôtes.

Les Romains, contraints de se rembarquer, furent poussés par une nouvelle tempête sur les côtes de la Lucanie, aux environs du cap Palinure, non loin de Pœstum. Là ils descendirent à l'embouchure du petit fleuve Molpha, ou Melfi (1), et fondèrent une ville à laquelle ils donnèrent le nom de ce fleuve. Leur séjour dans cette ville fut encore de courte durée. Les Barbares avaient envahi l'Italie; les villes situées aux bords des fleuves et dans les plaines étaient exposées à leurs déprédations; la plupart des colons de Melfi désertèrent donc leur ville, qui ne tarda pas à être ruinée de fond en comble. On voit encore au midi du village de Molpha, construit sur l'emplacement de la ville antique, une vaste grotte, appelée la *grotta delle Ossa*, où sont entassés des monceaux d'ossemens humains pétrifiés. Les gens du pays racontent que ce sont les ossemens des habitans de Melfi qui ne s'étaient pas retirés à temps devant les Barbares. Orose, qui écrivait cinquante ans après la prise de Rome par Alaric, prétend que ces ossemens appartenaient aux naufragés d'une flotte romaine qui, vers la fin de la république, s'était perdue dans ces parages à son retour d'Afrique (2).

En quittant Melfi, la colonie romaine s'était réfugiée à Éboli; mais cette ville, quoique protégée par une double chaîne de montagnes, n'était pas encore à l'abri des incursions des Barbares; il fallait donc trouver un nouvel asile (3).

Vers le centre de l'échancrure que forme le golfe de Salerne, au fond d'une petite baie comprise entre le cap du Tombeau et le promontoire de la Conque, s'élève un énorme rocher taillé à pic sur trois de ses faces. Ce rocher, séparé de la grande chaîne du mont Saint-Angelo par de profonds ravins et isolé du reste de la côte par deux torrens qui, à sa droite et à sa gauche, coulent au fond d'étroites vallées, fait face à la mer dans laquelle sa base plonge perpendiculairement. Ce rocher offrait donc à la colonie l'inaccessible refuge qu'elle cherchait; ses barques pouvaient s'abriter sur le rivage et à l'embouchure des deux torrens; de vastes pâturages couvraient la cime des monts voisins, et à leur base croissaient la vigne, l'olivier, l'oranger et le figuier. Ce roc faisait partie

(1) Et non à Melphi dans la Pouille, comme l'ont avancé quelques auteurs, entre autres M. de Sismondi. Melphi dans la Pouille est située à quarante milles du cap Palinure, dans l'intérieur des terres. De plus, cette ville n'a été fondée qu'en 937.

(2) P. Orose, lib IV, cap. IX.

(3) Et quia similiter dictus locus Ebuli non erat tutus propter continua prælia... rapinas, etc. Deliberaverunt quietudinem requirere quæ tum temporis in Italiam non reperiebatur nisi in hæremis ac asperrimis locis et montaneis. (*Chronic. amalphitanum.*)

de la montagne de *Cama*. Les colons débarquèrent dans l'un des deux petits ports, et, gravissant les pentes voisines, s'établirent dans la plaine inclinée qui s'étend au sommet de la montagne. Quelques pâtres, derniers débris des réfugiés picentins, habitaient seuls ces solitudes alpestres; ils devinrent citoyens de la nouvelle ville, qui, peu à peu, vit le nombre de ses habitans s'accroître de tous ceux qui, fuyant devant les barbares, apportaient avec eux leurs richesses et leur industrie.

La roche de Cama fut donc bientôt couverte de maisons et d'édifices de tout genre; la nouvelle ville eut un théâtre, un capitole, des bains, des temples, des palais dont on voit aujourd'hui les ruines, et, ses habitans, ne se regardant pas comme suffisamment protégés par la nature, s'entourèrent d'une forte muraille garnie de cent tours dont quelques-unes sont encore debout. Cette ville s'appela la *Scala*, sans doute parce que l'on ne pouvait s'y rendre du rivage de la mer que par une longue suite de degrés.

Dans le courant du VIIe siècle, la tranquillité s'étant rétablie en Italie, et le danger étant moins imminent, quelques-uns des habitans de la Scala, se trouvant à l'étroit sur la montagne, se hasardèrent à transporter leur demeure sur la plage, au bas du rocher (1). Leur exemple fut suivi par tous ceux que fatiguait l'âpreté de la montagne, ou que l'espérance d'une prompte fortune, acquise par le commerce, attirait vers la mer. Ces dissidens donnèrent à la cité qu'ils fondèrent sur la plage le nom d'Amalfi en mémoire de la ville habitée par leurs pères; Amalfi peut donc être considérée comme la fille de la Scala (2).

Amalfi, comme Venise et Pise, qui lui disputèrent et finirent par lui ravir l'empire de la Méditerranée, eut donc des Romains fugitifs pour fondateurs. Les uns se réfugièrent dans des îles au milieu des marais, les autres par-delà une chaîne de montagnes escarpées.

La ville naissante avait besoin d'un appui: elle le chercha auprès du pouvoir qui, à cette époque, offrait les garanties d'ordre et de sécurité les plus grandes; elle reconnut le protectorat des empereurs d'Orient. Constantin Porphyrogenète la compte au nombre des cinq villes principales qui relevaient de l'empire grec dans le midi de l'Italie. Ces cinq villes sont Capoue, Naples, Bénévent, Gaëte et Amalfi.

La colonie, dans le principe, fut régie par des institutions municipales empruntées aux cités romaines. L'un des deux patrices de l'empereur en Italie nommait son préteur, ou *epata*, gouverneur militaire de la ville; les citoyens choisissaient leurs magistrats dans des assemblées annuelles, votaient les dépenses de la cité et le subside destiné au César protecteur. Sans être parfaitement indépendant, le petit état était déjà républicain (3).

Il semble que ces villes de la Campanie et du Picentin, relevant de l'empire

(1) Descenderunt de Scala ad vallem illam usque ad littus maris..... et in eo loco ipsi Malphitani cœperunt ædificare urbem. (*Chron. amalphitanum.*)

(2) Peperit Scala ipsam Amalphiam metropolim. (Ughelli, *Ital. sacra*, tom. VII.)

(3) Camille Peregrin, *in Trad. Benev.*, pag. 31, 71.

grec, auraient dû s'affranchir les premières de cette domination éloignée : ce ne fut cependant que vers la fin du IXe siècle qu'elles brisèrent les faibles liens qui les rattachaient au siége de l'état, et qu'elles nommèrent elles-mêmes leurs chefs militaires et civils : Naples, ses *maîtres de soldats;* Gaëte, ses ducs; Amalfi, ses consuls et ses doges. La cause la plus réelle de la longue sujétion de ces villes était leur propre faiblesse. Ne pouvant, dans le principe, résister aux nombreux ennemis qui les entouraient, elles se regardaient comme plus en sûreté en se plaçant à l'ombre d'un pouvoir encore respecté; mais ce pouvoir s'effaçant de jour en jour, les liens de l'obéissance se relâchèrent. Obligées de se défendre avec leurs propres milices, elles se lassèrent d'un protectorat aussi onéreux qu'inutile, et le jour qu'elles voulurent être libres, elles le furent.

Ce protectorat ne fut peut-être nécessaire à Amalfi que dans une seule occasion : ce fut lors des premiers démêlés de la ville naissante avec les Lombards qui s'étaient établis à Bénévent et à Salerne, où, pendant cinq siècles, ils formèrent le corps d'état le plus considérable du midi de l'Italie.

Arichis, le duc de ces Lombards, qui ne craignit pas de se mesurer avec Charlemagne vainqueur, et qui, plus heureux que le roi Didier, vit son audace couronnée d'une sorte de succès; Arichis avait déclaré la guerre à Amalfi, qu'il assiégeait. Malgré la force de ses murailles et le courage de ses milices, peut-être cette ville aurait-elle succombé à la double attaque d'une armée et d'une flotte, si Étienne, duc de Naples et patrice impérial, n'eût dépêché son fils César à son secours : les Lombards furent vaincus et se retirèrent en désordre (an 786) (1). Les Amalfitains, du reste, surent bientôt se défendre seuls, et même combattre à propos pour la défense et la liberté de leurs voisins. En 813, les Sarrazins ayant menacé la Sicile, le patrice Grégoire, qui ne pouvait leur opposer que des forces insuffisantes, réclama l'appui des forces de Naples, d'Amalfi et de Gaëte. Antimo, duc de Naples, refusa de se rendre à l'appel de Grégoire. Les habitans de Gaëte et d'Amalfi, indignés de cette lâcheté et dirigés sans doute par leur intérêt personnel (les Sarrazins venaient de dévaster sous leurs yeux les îles de Ponza et de Lampeduse), armèrent leurs vaisseaux, les réunirent à la flotte sicilienne, et s'avancèrent à la rencontre des Sarrazins, sur lesquels ils remportèrent une victoire signalée, qui retarda d'un quart de siècle la conquête de cette île par les infidèles (2).

L'esprit d'indépendance, en exaltant les nobles passions d'un peuple, amène malheureusement à sa suite les divisions intestines et les factions. Les récits que nous ont laissés les chroniqueurs de ces démêlés et des désastres qui en furent la suite sont tellement sommaires, qu'il est bien difficile d'en apprécier la nature et les causes. L'ambition et la jalousie des princes lombards de Bénévent et de Salerne semblent jouer surtout un grand rôle dans ces petits drames, qui se terminent d'ordinaire par l'arrivée d'une armée et d'une flotte

(1) Camille Peregrin, *Hist. princip. Langob.*

(2) *Chron. Napolit.*, ap. C. Peregrin., tom. III. — Ce fut en 828 qu'une vengeance d'amour leur livra la Sicile, comme elle leur avait livré l'Espagne.

lombarde sous les murs de la ville qui ferme ses portes et repousse bravement les téméraires. A la longue, la ville finit même par passer pour imprenable, et les poètes du temps mettaient ces descendans des Romains bien au-dessus de leurs ancêtres, qui, eux, se sont laissés surprendre par Brennus et ses Gaulois, lorsqu'un duc de Bénévent, plus habile et plus courageux que les autres, vint les tirer d'une illusion si douce.

Ce duc lombard s'appelait Sicard. C'était, disent les historiens du temps, un homme d'une stature élevée, et dont les forces égalaient celles d'un athlète. Libéral et magnifique, si l'on en croit les Lombards, avide et débauché, si l'on s'en rapporte aux récits des Amalfitains, il était féroce comme un barbare, bigot comme un Grec, et ne reculait devant aucune action, quelque coupable qu'elle fût. Mais aussi plus les crimes qu'il venait de commettre étaient monstrueux, plus son zèle religieux s'exaltait. L'évêque de Bénévent lui refusait-il l'absolution, il volait quelque relique révérée, en faisait présent à son église, et dès-lors se croyait absous.

Cette façon de racheter ses fautes était, du reste, fort à la mode dans ce temps-là. Déjà Sicon, père de Sicard, n'avait pu obtenir la rémission de ses crimes qu'au prix des reliques de saint Janvier, enlevées aux Napolitains, et plus d'une fois Sicard, son digne fils, s'était fait pardonner les siens par quelque donation du même genre. Au mois d'août 838, les Amalfitains lui avaient même prêté leur aide dans une expédition de cette espèce. Il s'agissait d'aller enlever aux habitans des îles de Lipari le corps de l'apôtre saint Barthélemy, en grande vénération dans tout le midi de l'Italie. Les Amalfitains avaient prêté leurs galères au duc lombard, avec lequel ils étaient alors en paix. Sicard s'était donc facilement emparé de la précieuse relique, et l'avait fait transporter à Bénévent. Les Amalfitains, qui déjà trafiquaient de tout, et que Sicard avait généreusement payés, s'étaient fait peu de scrupule de l'aider dans cette expédition; cependant, lorsqu'ils furent de retour dans leur ville, ils commencèrent à réfléchir sur leur action et sur l'audace du prince qui les avait employés. Eux aussi avaient dans l'une des bourgades dépendantes de la république une relique vénérée, que Sicard pouvait vouloir leur enlever : le corps de la bienheureuse vierge et martyre sainte Trophimène. Sainte Trophimène était d'origine sicilienne; les habitans de Minori, où cette relique était conservée, racontent encore de nos jours que les environs de leur bourgade ont tant de charme, que le corps de sainte Trophimène décapitée s'y transporta miraculeusement du rivage de la Sicile (1). Cette relique était conservée dans une petite église à

(1) Sainte Trophimène est encore la patronne de la côte, et l'on voit toujours ses reliques dans l'église de Minori, où elles sont renfermées dans un coffre de marbre. Sainte Trophimène était Sicilienne et de noble origine. Quand elle fut en âge d'être mariée, elle déclara à son père qu'elle avait consacré sa virginité à Jésus-Christ, et refusa tous les partis qui se présentèrent; son père insistait; elle s'enfuit sur le continent. Revenue plus tard en Sicile, elle subit le martyre sous Maxime et Dioclétien.

l'entrée de la bourgade, qui, à cette époque, n'avait ni murailles ni château pour défendre ce précieux dépôt. Les citoyens d'Amalfi se transportèrent donc sans plus tarder à Minori, chargèrent le corps de la sainte sur un navire, et le déposèrent dans l'église de Sainte-Marie et Saint-Jean, aujourd'hui Saint-André, cathédrale d'Amalfi.

Il arriva sur ces entrefaites que Sicard, ayant de nouveau commis quelque gros péché, crut assurer son absolution en faisant présent à son évêque d'une relique fameuse dans le pays; il pensa donc à sainte Trophimène, et, partant un soir de Salerne, à bord de quelques barques pleines de soldats, il pénétra dans la bourgade, força les portes de l'église, mais il chercha vainement le corps de la sainte, le reliquaire était vide. A cette vue, Sicard entra dans une violente colère, et regardant la précaution que les habitans d'Amalfi avaient prise comme une insulte, il fit serment de se venger. Sicard était aussi habile politique que soldat courageux; il se rappela que tous ses prédécesseurs avaient échoué dans leurs entreprises contre Amalfi, et, maîtrisant son ressentiment, avant de rien entreprendre, il étudia soigneusement le terrain, résolu de n'agir que lorsqu'il pourrait frapper un coup décisif.

L'aristocratie faisait la force du petit état, qui, grace à la prudence de ses magistrats et à l'esprit industrieux de ses habitans, voyait ses relations s'étendre et son importance s'accroître. Cette prospérité remplissait même ses citoyens d'orgueil; ils n'avaient plus pour les Napolitains et les Lombards, leurs voisins, que des paroles de mépris. Sicard eut donc recours à tous les moyens pour mettre cette aristocratie dans ses intérêts, caressant les uns, comblant les autres de riches présens; mais le plus assuré de ces moyens, ce fut l'amour et l'espoir de riches alliances. Les nobles Lombards de Salerne et de Bénévent avaient de jolies filles; Sicard fit briller leur beauté aux regards des jeunes patriciens d'Amalfi qu'il invitait à ses fêtes, et dota richement ceux qui les choisirent pour femmes et qui s'établirent dans ses états. Bientôt la désertion fut générale. La fleur de l'aristocratie d'Amalfi, fatiguée, il est vrai, des tracasseries du parti populaire, abandonna le sol natal, emportant avec elle ses richesses, et se soumit volontairement à la domination du prince lombard. Cette fois, ce ne furent donc pas les membres qui se révoltèrent contre l'estomac, mais l'estomac qui se révolta contre les membres (1).

Lorsque Sicard vit ses voisins affaiblis, il songea à les soumettre. L'occasion était favorable. Vers ce même temps, le duc lombard avait rassemblé un corps de troupes avec lequel il se proposait de combattre les Sarrasins débarqués à Brindes. Ceux-ci s'étant précipitamment retirés, cette petite armée devenait inutile; au lieu de la licencier, Sicard la dirigea, le plus secrètement possible, vers les confins du territoire d'Amalfi. Les citoyens, restés dans la ville, ne se tenaient pas sur leurs gardes; tout à coup, au milieu de la nuit du 1er mars 838, des cris d'alarme retentirent dans le voisinage des portes; des paysans, accou-

(1) *Chron. amalphit.*, cap. III. — Anonym. Salern., cap. LXIV.

rant des districts de l'est, annoncèrent qu'une troupe considérable de gens armés venait de traverser leurs montagnes, et que, se glissant par des sentiers regardés comme impraticables, ces soldats avaient déjà investi la ville. Les magistrats coururent au palais et firent sonner les cloches d'alarme; mais, avant que les milices eussent pu prendre les armes et se rassembler, les soldats de Sicard avaient déjà pénétré dans la ville. Tout ce qui résista fut mis à mort, tout ce qui ne put s'enfuir à temps fut fait prisonnier, et plus tard conduit à Salerne. Les maisons, les palais et les temples furent pillés; les tombeaux même furent profanés. On raconte à ce sujet que des soldats, ayant découvert dans la cathédrale la tombe encore nouvelle de l'archevêque Pierre et s'imaginant y trouver des trésors, brisèrent le marbre qui la recouvrait, s'y glissèrent, et, n'y trouvant qu'un cadavre dont la pourriture détachait les membres, s'enfuirent en l'abandonnant aux chiens.

Satisfait de s'être vengé des Amalfitains et croyant leur ville détruite parce qu'il avait ruiné ses maisons et réduit en esclavage une partie de ses habitans, Sicard négligea de s'y établir ou d'y laisser garnison. Amalfi ne perdit donc que des richesses et des citoyens; elle ne perdit pas son indépendance. Aussi, deux années après cette catastrophe, se releva-t-elle glorieusement de ses ruines. Ceux des Amalfitains qui s'étaient dérobés par la fuite à la vengeance de Sicard, revenus dans leur ville, ne tardèrent pas à entrer en relations avec leurs concitoyens captifs et à chercher les moyens de les délivrer. La mort de Sicard, tué l'année suivante dans la cathédrale de Bénévent par des citadins dont il avait outragé les femmes, en face de cette même relique qu'il avait dérobée aux Amalfitains, leur fournit une occasion qu'ils s'empressèrent de saisir. Les citoyens que le duc lombard avait séduits, revenus de leur erreur et rapprochés de leurs concitoyens par le malheur, se disaient l'un à l'autre : « Il est mort, celui qui nous a comblés de ses largesses! un inconnu va venir, qui nous fera endurer la plus cruelle servitude, qui prendra nos filles et les donnera à ses valets (1). » Ils se réunirent donc à leurs compatriotes, résolus, comme eux, à redevenir libres. L'élection d'un nouveau duc avait divisé les habitans de Bénévent et de Salerne; la saison d'automne étant venue sur ces entrefaites, les Salernitains quittèrent la ville en grand nombre, pour faire leurs vendanges et jouir des plaisirs des champs dans leurs *villa*. Les Amalfitains captifs dépêchèrent aussitôt des messagers à leurs concitoyens, qui, le jour même, profitant d'un vent favorable, se présentèrent devant Salerne, montés sur toutes les galères qu'ils avaient pu réunir. A peine les captifs eurent-ils aperçu leur flotte cinglant vers la ville, qu'ils s'armèrent, coururent aux palais et aux églises qu'ils pillèrent par représailles; ayant ensuite chargé leurs vaisseaux des dépouilles de la riche Salerne (*doviziosa Salerno*), ils mirent le feu aux quatre coins de la ville et

(1) Aiebant Amalfitani vicissim inter se : Ille, qui nobis opes varias tribuit abundanter extinctus est, veniet ignotus alius; in servitutem nos deducet, filiasque nostras tollet et suis servis dabit. (Anonym. Salern., cap. LXIX.)

retournèrent en triomphe dans leur patrie, où ils arrivèrent ce même jour, 1er septembre 840. Aussitôt arrivés dans la ville, ils la fortifièrent.

Haine éternelle aux Amalfitains! s'écriaient les habitans de Salerne en rentrant dans leur ville en cendres. Ils y trouvèrent quelques transfuges d'Amalfi qui, retenus par leurs femmes, avaient refusé de prendre part au pillage de la ville et de suivre leurs compatriotes. Ils voulaient les massacrer; les femmes de ces malheureux s'opposèrent à cette injuste vengeance. Ils se contentèrent donc de les reléguer à Vietri, où ils restèrent jusque sous le règne de Guaifar. Chassés alors de ce bourg par l'imminente agression des Maures, on leur donna de nouveau asile à Salerne, dans un quartier qui prit, dès-lors, le nom de *Veteres*, et qui s'appelle aujourd'hui les Fornacelles (*Fornacelle*).

Les Amalfitains avaient puisé dans leur malheur une nouvelle énergie. Nous verrons tout à l'heure que ces désastres, loin de causer leur ruine, leur donnèrent, au contraire, l'occasion d'accroître leur liberté. D'abord, rentrés dans leur ville, ils adoptèrent une meilleure politique, ils apprirent à être unis et à se servir, contre leurs adversaires, de leurs propres armes; dans ce but, ils reportèrent chez eux la discorde.

Les Béréventins, ayant tué Sicard, leur duc, avaient élu à sa place Radelchis, son trésorier. Ceux de Salerne, mécontens de cette élection, qui les mettait sous la dépendance de Bénévent, et dès-lors, songeant à faire de leur ville la capitale de l'état des Lombards, résolurent d'opposer Siconolfe, frère de Sicard, à Radelchis. Siconolfe avait été exilé à Tarente par son frère, qui l'avait fait tonsurer. Mais un obstacle arrêtait les Salernitains; ils manquaient de vaisseaux. Ils recoururent donc à Amalfi, dont la flotte était restée intacte, et promirent à ses citoyens d'oublier leur dernière injure, s'ils voulaient, dans cette entreprise, les aider de leurs galères : « Nous vous pardonnerons l'incendie et le pillage de nos maisons et tous les malheurs que vous avez causés à notre ville, disaient les envoyés de Salerne, mais à une condition, c'est que vous conspiriez avec nous à rendre libre Siconolfe, le frère du prince que nous venons de perdre (1). »

Les Amalfitains, sachant bien qu'une longue guerre entre Bénévent et Salerne suivrait la délivrance du prince, accueillirent avec empressement la demande des habitans de Salerne et arrêtèrent aussitôt avec eux les mesures propres à assurer l'enlèvement de Siconolfe. Des citoyens de Salerne déguisés en marchands montèrent à bord des galères d'Amalfi, qui les transportèrent à Tarente. Le soir de leur arrivée, ils se répandirent dans les rues de la ville, et, se réunissant aux environs du château où Siconolfe était détenu, ils demandèrent à haute voix l'hospitalité comme c'était alors l'usage. Les gardes du château, pensant que ces marchands leur donneraient une ample gratification, vinrent à eux et leur dirent : « Venez au château, nous avons de belles chambres balayées et de la paille; vous pourrez y dormir la nuit, et si demain,

(1) Anonym. Salern., cap. LXIX.

au moment de nous quitter, vous vous montrez généreux, nous serons reconnaissans (1). » Les prétendus marchands n'eurent garde de repousser ces offres d'hospitalité. Une fois introduits au château, ils s'abouchèrent avec le camérier de Siconolfe, qui fit part à son maître du projet de délivrance que l'on avait concerté. Cette nouvelle inattendue et la perspective du passage subit de la misérable condition où il se trouvait, à un avenir de puissance et de grandeur, causèrent au jeune prince une joie si excessive, qu'il pensa s'évanouir.

Siconolfe, dans sa prison, menait toutefois une vie douce et voluptueuse. Le jour, il avait le château pour prison; le soir, son fidèle camérier introduisait dans sa demeure une jeune esclave grecque d'une merveilleuse beauté que l'on cachait sous un long voile noir. Mais ses goûts étaient belliqueux, et cette vie molle le fatiguait.

Quand la nuit fut venue, les faux marchands firent apporter, par les gardiens du château, des mets recherchés et des vins en abondance; tout naturellement ils les invitèrent à partager leur repas, et ils eurent soin de les faire boire copieusement. Lorsqu'il les eurent enivrés, ils les garrottèrent, s'emparèrent de leurs armes, forcèrent ensuite la prison de Siconolfe, délivrèrent le jeune prince et le conduisirent à Salerne, où ils le proclamèrent duc des Lombards. L'état de Bénévent fut dès-lors divisé entre deux compétiteurs qui se combattirent avec acharnement. Cette guerre, qui dura dix ans et fut suivie d'un partage, amena, sinon la ruine, du moins l'affaiblissement de ces voisins dangereux; ce fut l'une des principales causes de la prospérité d'Amalfi, qui n'eut plus à redouter leurs entreprises, et qui profita même de leurs divisions pour s'agrandir.

Le changement qu'au retour de la captivité de Salerne les citoyens d'Amalfi introduisirent dans leur constitution contribua singulièrement aussi à la grandeur de leur république. Le *maitre des soldats* de Naples ne les avait pas secourus dans leur malheur; ils déclinèrent son patronage et se déclarèrent indépendans d'un pouvoir qui ne savait pas les protéger. La forme de gouvernement qu'ils adoptèrent fut calquée sur l'ancienne constitution de la république romaine; ils élurent d'abord un préfet ou dictateur provisoire. Ce dictateur fut remplacé par deux consuls, ou comtes nommés annuellement par tous les citoyens. Le gouvernement consulaire dura cinquante-sept ans, de 840 à 897. Les deux premiers consuls furent Lupo et Giaquinto.

IV. — GUERRES CONTRE LES SARRASINS. — LES DOGES SUBSTITUÉS AUX CONSULS.

Ce fut sous les premiers consuls d'Amalfi que commencèrent les longues guerres de cette ville et des Sarrasins. Tantôt ses milices délivrent Gaëte que les Africains assiégeaient, tantôt elles vont secourir le duché de Rome et le

(1) Anonym. Salern., cap. LXIX.

pape que menaçaient leurs flottes nombreuses. Les galères d'Amalfi attendent l'ennemi, rangées en avant du port d'Ostie; là le pape Léon IV les bénit et donne la communion à chacun des soldats, qui sont vainqueurs sans même avoir combattu (1), car au moment où l'affaire va s'engager, une affreuse tempête s'élève et brise sur la côte voisine les vaisseaux des infidèles. Tous sont ou tués, ou noyés, ou faits prisonniers; ce sont ces captifs d'Ostie qui bâtissent la partie des murailles de Rome qui entoure le Vatican, et le quartier de Trastevere, que l'on a nommé depuis *cité Léonine* (849). Après avoir secouru le pape, ces républicains viennent en aide à l'empereur Louis, en guerre contre les Napolitains, et délivrent l'évêque Athanase et d'autres partisans de l'empereur que le duc de Naples Sergius tenait captifs dans l'île de *Salvador* (aujourd'hui château de l'Œuf). Pour prix de leur concours, ils demandent à l'empereur l'île de Caprée qu'ils convoitaient depuis long-temps; ce prince, sans s'inquiéter des droits que les ducs de Naples ou que l'empereur grec Basile pouvaient avoir sur cette île, en cède la propriété à ses partisans intéressés. Cette île resta plus de trois siècles au pouvoir des Amalfitains.

Toujours vaincus et toujours présens, les Sarrasins, battus à Gaëte, détruits à Ostie et chassés de Naples, où Sergius les avait appelés comme auxiliaires, vinrent dans l'année 874 assiéger Salerne, la voisine d'Amalfi, où régnait Guaifar, prince courageux et libéral. Les détails de ce siége sont pleins d'intérêt.

Un jour que le duc de Salerne sortait du bain et rentrait au palais, un Arabe se prosterna devant lui, et lui montrant du doigt sa riche coiffure : « Donne-moi le bonnet que tu portes, » lui dit-il avec une sorte de fervent désir (2). Le prince, ce jour-là, était de belle et généreuse humeur; il prit son bonnet et le donna au Sarrasin. Peu de temps après, cet homme retourna en Afrique. En débarquant, il vit la mer couverte d'une nombreuse flotte dont on pressait l'armement; il interrogea les matelots et apprit qu'on destinait cette flotte à la conquête de Salerne. La reconnaissance est la première vertu des Orientaux. Consterné de ce qu'il venait d'apprendre, l'Arabe n'eut pas de repos qu'il n'eût prévenu Guaifar du danger qui le menaçait. En parcourant les bazars de la ville, il rencontra un marchand d'Amalfi, nommé Fluro, qui, à l'aide d'un sauf-conduit, faisait le commerce avec les Africains. L'Arabe lui promit tout ce qu'il possédait s'il voulait donner avis au prince de Salerne du péril qu'il courait. « Cette flotte que tu vois, lui dit-il, est destinée à assiéger sa ville; c'est du côté du port qu'on doit l'attaquer, et c'est par l'endroit le plus faible de ses murailles que l'ennemi compte pénétrer. Avertis donc Guaifar et dis-lui d'élever deux fortes tours de ce côté-là. Tu doutes peut-être de la vérité de

(1) Ciacconi, *Vit. pontif.*, tom. I. — Rinaldi, *Eccles.*, tom. II, pag. 381. — Buccelin, *annal. Benedict.*, an 849.

(2) Da mihi, obsecro, tegumentum quod in capite tuo geris, etc. (Anonym. Salern., cap. CXVIII.)

mes paroles, mais tu me croiras quand tu sauras que ce riche bonnet que je porte est un présent du prince généreux qu'on veut dépouiller. »

Le marchand ajouta foi aux avertissemens de l'Arabe. Il s'empressa de terminer ses affaires, retourna dans son pays, passa à Salerne, et instruisit Guaifar des projets des Sarrasins. Ce prince profita de l'avis et se hâta de fortifier les endroits faibles de sa ville. Ces travaux étaient à peine terminés, qu'une flotte nombreuse débarqua trente mille Sarrasins sous les murs de Salerne. Ils croyaient emporter la ville de vive force; mais, trouvant ses habitans sur leurs gardes, ils se contentèrent de la bloquer. Ce blocus dura treize mois, pendant lesquels les assiégés, manquant de vivres, furent réduits aux plus cruelles extrémités. Amalfi était alors en paix avec les Sarrasins; Marino, un de ses consuls, n'hésita pas à rompre une paix si fatale à ses voisins et vint avec sa flotte ravitailler la ville assiégée. Malgré ce secours, Salerne allait succomber, quand un évènement inespéré vint jeter l'épouvante dans l'ame des Sarrasins et leur ôter une partie de leur confiance.

Abdila leur général avait établi ses logemens dans une église. Du chœur de cette église il avait fait sa chambre à coucher, et de l'autel son lit. Là, chaque nuit, des jeunes filles du pays ou des religieuses des couvens voisins, enlevées par ses satellites, étaient victimes de sa lubricité. Un jour qu'on lui avait amené une jeune campagnarde, Abdila voulut la prendre dans ses bras; mais la robuste fille opposa une si vigoureuse résistance à ses tentatives, que dans la lutte une poutre se détacha du dais de l'autel et tua l'infidèle sans la toucher. Les Sarrasins furent épouvantés de cette mort, qu'ils regardèrent comme un châtiment du ciel. Ils ne renoncèrent pourtant pas à leurs attaques, et peut-être eussent-ils fini par s'emparer de la ville aux abois, si l'empereur Louis II n'eût fait mine de venir à son secours. Les Sarrasins effrayés garrottèrent leur général Abimelech, qui s'opiniâtrait à ne pas lever le siége, et s'embarquèrent avec tant de précipitation, qu'ils laissèrent tous leurs bagages dans leur camp et des vivres en abondance (1).

L'héroïsme qui avait poussé les Amalfitains à secourir Salerne assiégée, les mit à deux doigts de leur perte. Les Sarrasins, décidés à tirer vengeance de leur mauvais succès, couvrirent la mer Tyrrhénienne de leurs vaisseaux et menacèrent le territoire de la république. Ces petits états du midi de l'Italie étaient encore trop faibles pour se mesurer contre ces hordes innombrables, et le danger qu'avait couru Salerne les effrayait. Il fallut donc transiger et conclure à de dures conditions une paix peu honorable. Par ce traité, les républiques d'Amalfi, de Naples et de Gaëte, et la principauté de Salerne, s'alliaient aux Sarrasins et devaient réunir leurs milices aux armées arabes pour conquérir les états du pape.

Cette alliance avec les Sarrasins, imposée par la nécessité, était toute politique et ne devait être que temporaire. En effet, aussitôt le danger passé,

(1) Anonym. Salern., cap. CXXI.

nous voyons Amalfi obéir à ses sympathies, se détacher de l'alliance, et, secondée par Guaifar, prince de Salerne, et la flotte de Gaëte, menacer Naples qui persistait (1).

Vers ce même temps, le pape Jean VIII avait remis 10,000 *mancosi* au consul d'Amalfi Pulcharis, sous la condition que celui-ci défendrait avec sa flotte les côtes du duché de Rome. Le consul prit les 10,000 mancosi et n'arma pas un seul navire. Ces petites républiques d'Italie ne se piquaient pas, du reste, d'une parfaite orthodoxie: car, tandis que les consuls d'Amalfi rançonnaient ainsi le pape, nous voyons les Vénitiens faire le commerce d'esclaves chrétiens, en dépit des menaces de leurs doges, qui du moins n'étaient pas complices de cet infame trafic; nous voyons enfin l'évêque et duc de Naples Athanase recevoir un subside du pape et traiter avec les Sarrasins. Le pape eut recours à ses armes ordinaires contre Athanase et Pulcharis : il les excommunia. Pulcharis rendit l'argent et ne secourut pas le pape; les Sarrasins venaient de s'emparer du port de Cetara, à six milles d'Amalfi, et il fallait les en expulser.

Ce fut peu d'années après avoir chassé les Maures de Cetara, qu'à la suite d'une guerre désastreuse contre la république de Sorrente, leur voisine, les Amalfitains, mécontens de leurs comtes ou consuls, qui, à l'exception de Pulcharis et de Sergius III, avaient, depuis la magistrature de Mauro en 872, été tous ou déposés ou chassés, essayèrent de fortifier le pouvoir en le rendant plus stable. Ils remplacèrent donc leurs consuls triennaux par des magistrats à vie, auxquels ils donnèrent le nom de doges. Quoique le peuple prît part à l'élection de ces doges, sans nul doute l'aristocratie de la république provoqua cette révolution. Ce nom de doge, donné au premier magistrat d'Amalfi, devait le distinguer des ducs feudataires; les Amalfitains, en effet, ne s'étant jamais soumis aux Lombards, n'avaient adopté ni leurs lois ni leur système de féodalité. Leurs formes de gouvernement étaient plutôt romaines; ils n'avaient pris des Grecs que les titres honorifiques.

Lorsqu'en 840 Amalfi s'était déclarée indépendante des gouverneurs napolitains, elle n'avait pas cependant renoncé absolument au patronage des empereurs grecs. Une sorte de contrat tacite d'affranchissement s'était établi entre la république et les Césars d'Orient, contrat tout à l'avantage des Amalfitains, qui, n'ayant ni redevance à payer ni serviles hommages à rendre à ces empereurs (leur nom n'était plus même mentionné en tête des actes de la république), se servaient dans l'occasion de leur patronage comme d'un bouclier. Du reste, ils battaient monnaie, s'imposaient eux-mêmes, votaient leurs lois, nommaient leurs magistrats, et construisaient de puissantes flottes sans avoir de comptes à rendre à qui que ce fût. Seulement, après l'élection de leurs magistrats, consuls ou doges, ils en demandaient, mais uniquement pour la forme, la confirmation à l'empereur; celui-ci l'accordait aussitôt, joignant au

(1) *Manu-Cusi*, coniati a Mano. — V. Zaneti, *Racolta delle Monete*, tom. III, pag. 373.

titre de doge quelqu'un de ces titres honorifiques dont les Grecs étaient si prodigues, comme ceux de *seniores, sebasti, protosebasti, magistri militum, antipates* (1).

Ces rapports de la république d'Amalfi avec les empereurs sont singuliers; ils donnent l'idée la plus exacte du degré de faiblesse où l'empire grec était arrivé; car, jusqu'à sa souveraineté, tout était imaginaire.

Le pouvoir du doge était fortement aristocratique, ces magistrats ne pouvant être choisis que dans la noblesse. Si quelquefois cependant on voit le fils succéder au père, ce n'est nullement par droit d'hérédité, mais à la suite d'intrigues, ou parce que le peuple, satisfait du gouvernement du père, voulait lui prouver sa reconnaissance en nommant le fils. Il paraîtrait, du reste, que les doges partageaient le pouvoir avec d'autres magistrats secondaires, car le jurisconsulte napolitain Freccia nous apprend que leur autorité n'était sans limites que pour ce qui concernait les affaires maritimes (2). Les insignes des doges étaient le berret ou *corno ducale,* et la *chlamyde.* Leurs actes étaient scellés de l'antique sceau de plomb emprunté aux Lombards (3).

Mansone Fusile ou Foscolo, fils de l'un des derniers consuls, fut le premier doge, et cette sorte d'hérédité vient à l'appui du caractère aristocratique que nous avons attribué à l'installation du nouveau pouvoir. Mansone fut élu par le peuple en 897, Léon VI, dit *le philosophe,* étant empereur à Constantinople. En 914, après un règne de dix-sept ans, lorsqu'il eut assuré l'hérédité de sa charge à son fils Mastolo, il abdiqua, et, se retirant au monastère de la Cava, échangea le berret ducal contre le capuchon du moine (4).

Sous le gouvernement des doges, le système pacifique que la république avait habituellement suivi avec les Sarrasins fut complètement changé. Aux transactions succéda une guerre sans trève, et, plus heureuse que les villes de Naples, de Gênes, de Tarente, de Pise, de Cumes et de Pœstum, et que tant d'autres cités saccagées par les Africains, Amalfi, dont les galères couvraient la Méditerranée, inspira aux Sarrasins une si juste terreur, que leurs flottes n'osèrent pas même l'attaquer.

Dans cette longue suite de guerres, nous voyons les Amalfitains aider les princes de Capoue et les ducs de Naples à chasser du Garigliano la colonie militaire que les Sarrasins y avaient établie. Ce sont les habiles artisans de leurs galères qui imaginent de fortes et ingénieuses machines à l'aide desquelles on détruit les retranchemens des barbares. Après cette guerre, les milices d'Amalfi retournent dans leur ville chargées d'or et de butin (5). Dans la Pouille, dans les Calabres, en Sicile même, les Amalfitains s'unissent aux Grecs et aux nationaux pour expulser cette race maudite (*pessima gente*), et pour les obliger à

(1) Capaccio, *Hist. Neapol.*, tom. I, cap. XI. — Muratori, *Dissert.*, 4.

(2) Freccia, *de Offic. adm.*, lib. I, pag. 27.

(3) Chiocarello, *Antist. Neapolit. eccles. catal.*, pag. 136.

(4) Manso dux Malfiæ... ipse monachus quoque factus est. (*Chron. Cavens.*)

(5) Ubaldi, *Chronic.*

restituer les provinces conquises. Vainqueurs sur les rives du Cratis, comme au Garigliano, ils délivrent Cosenza, Squillace et Catanzaro, et s'ils ne rejettent pas les Sarrasins de l'autre côté du détroit, c'est que ceux-ci trouvent un refuge derrière les murailles de l'inexpugnable forteresse de Reggio (1).

La gloire qu'ils acquièrent dans ces diverses expéditions, ils la paient chèrement, il est vrai : la captivité d'un grand nombre de leurs concitoyens en est le prix. Baronius nous a conservé une curieuse correspondance entre le patriarche de Constantinople et le doge Mastolo au sujet du rachat de ces esclaves. Le doge avait réclamé quelques secours efficaces auprès du patriarche, dont les richesses étaient immenses; celui-ci lui répond en formant toutes sortes de souhaits pour la délivrance des Amalfitains, en la prophétisant même, et pour toute offrande il lui envoie une livre d'or.

Le siècle qui s'écoula de l'an 913, époque de l'élection du doge Mastolo Ier, à l'an 1013, fut l'ère de la plus grande prospérité d'Amalfi. Ce fut dans l'an 1013 qu'une effroyable tempête détruisit en partie son port, ses murailles et ses tours, rasa le quartier qui s'étendait de la mer à l'archevêché, et abîma toutes les galères qui étaient à l'ancre dans ses bassins. Les chroniques nous racontent que cette invasion de la mer changea totalement l'aspect du pays et arrêta pour long-temps, pour toujours peut-être, le cours des prospérités de la république; en détruisant son port, elle tarit la source de ses richesses et de son prodigieux ascendant. Six doges s'étaient succédés pendant le cours de ce siècle.

Tous ces premiers doges de la république s'étaient mêlés plus ou moins directement aux intrigues qui divisaient les princes de Salerne et de Capoue, et les avaient aidés dans leurs guerres. L'un d'eux, Mansone II, se signala même par un trait d'habileté politique qui eût singulièrement accru la prépondérance d'Amalfi, si ses résultats eussent été plus durables. Pandolfe *Tête-de-Fer*, l'un des ducs lombards, était mort en 981, en laissant un enfant en bas âge. Mansone II se présenta devant la ville de Salerne, où il avait un parti considérable, et se fit nommer prince en sa place. L'esprit de rivalité qui avait existé de tout temps entre les deux villes, s'opposa à la durée de son établissement. Pendant les quatre années que Mansone régna à Salerne, des rixes continuelles eurent lieu entre les deux peuples et aboutirent à l'expulsion des Amalfitains en 985 (2).

Ce fut pendant la longue magistrature de ce même Mansone, l'un des premiers hommes de son siècle, que le commerce des Amalfitains prit sa plus grande extension. L'Italie était alors située au centre du monde civilisé, et les marchands d'Amalfi et les Vénitiens, leurs seuls rivaux, étaient les courtiers de commerce de l'Europe, comme aux temps des croisades, ils devinrent les commissaires des vivres de ses armées. Tandis que les galères et les soldats d'Amalfi luttaient contre les Sarrasins, ses navires de commerce abordaient dans

(1) Chronic. Arnulphi monachi, ap. Peregrin., tom. III. — *Chron. Cavens.*, an. 921.

(2) Pellegrin, cap. CLXX.

tous les ports de la Méditerranée et rapportaient dans leur ville les riches étoffes, les soieries, les épices et les pierres précieuses de l'Orient, qu'ils échangeaient contre les produits bruts de contrées moins fortunées; leurs relations s'étendaient même jusqu'à Babylone ou Bagdad. Un curieux diplôme conservé dans les archives de la Trinité de la Cava nous apprend qu'ils s'y rendaient en *naviguant;* le passage du cap de Bonne-Espérance n'étant point découvert, ce ne pouvait être qu'en traversant l'isthme de Suez, en s'embarquant sur la mer Rouge et en traversant la mer Érythrée et le golfe Persique, c'est-à-dire en contournant toute l'Arabie, qu'ils abordaient à Bagdad. Le marchand dont le diplôme de la Trinité de la Cava nous fait connaître le voyage, s'appelait Léon, fils de Sergius (1).

Du IXe au XIe siècle, les Amalfitains et les Vénitiens dominaient seuls dans toute la Méditerranée et voulaient en exclure tous les autres peuples. Ce ne fut que dans le siècle suivant que les Pisans et les Génois purent lutter contre eux avec avantage. Guillaume de Pouille, le poète et l'historien des Normands de Bénévent, raconte que dans ce temps-là nulle ville au monde n'approchait d'Amalfi pour les richesses et la population; nuls marins ne pouvaient le disputer à ceux de cette ville pour l'ardeur et l'expérience. « Ce sont eux, dit-il, qui chaque jour rapportent les précieuses marchandises d'Antioche et d'Alexandrie. Cette nation civilisée s'est mêlée à toutes les autres; elle transporte et expédie tout ce qu'il y a de riche et de précieux au monde (2). »

Cet éloge était mérité, car, bien différens de son peuple à demi sauvage d'aujourd'hui, les citoyens d'Amalfi s'attiraient alors la bienveillance de toutes les nations avec lesquelles ils trafiquaient, par leur droiture, leur frugalité, leur modestie, leur esprit d'ordre et de justice, et la modération de leurs prétentions. Aussi les rencontrait-on non-seulement à Antioche et dans Alexandrie, mais encore à Caffa, Ptolémaïs, Joppé, Tunis, Tripoli, et même à Bagdad, comme nous venons de le voir.

Hic Arabes, Indi, Siculi noscuntur et Afri (3).

En reconnaissance des services rendus, et surtout des jouissances qu'ils leur procuraient, les califes d'Égypte leur permettaient de fonder à Jérusalem des hôpitaux religieux qui donnèrent naissance à l'ordre des Hospitaliers de Jérusalem. Plus tard, Bohémond III, prince d'Antioche, leur accordait trois bazars, ou *estaconi,* dans lesquels ils pouvaient vendre leurs marchandises avec franchise de la moitié des droits (4). A Constantinople, en Chypre, à Palerme, à Messine, et dans toutes les villes du littoral de l'Italie, ils avaient des établissemens analogues, auxquels ils donnaient souvent leur nom, et qui s'appelaient alors *amalfitania.*

(1) Archives de la Cava, A, 5, no 12.
(2) Guglielmo Pugliese, *Rer. norman.*
(3) Id., *ibid.*, lib. III.
(4) Diplôme de Bohémond, archives d'Amalfi, no 10.

L'obligation où se trouvaient leurs marins et leurs commerçans de décider les nombreux cas de controverse auxquels leurs relations étendues donnaient lieu, les engagèrent à publier un code nautique, qui prit le nom de *Tables amalfitaines*. La célébrité qu'ils avaient acquise, leur expérience consommée, le crédit qu'ils devaient à leur habileté et aux périls soufferts, donnèrent aussitôt un étonnant empire à ces lois, qui servirent de base au droit des gens et de fondement à la jurisprudence du commerce et de la navigation dans toute l'Europe. Vers le xe siècle, ces tables d'Amalfi, *Tavole amalfitane*, avaient remplacé, même à Constantinople et dans l'Archipel, les lois rhodiennes. Les Grecs regardaient ce code comme l'oracle de la jurisprudence, et lorsqu'il s'agissait de décider quelques graves difficultés, ils prenaient toujours pour arbitres les légistes amalfitains. Chose singulière ! il ne reste aujourd'hui de ce code fameux que des lambeaux épars dans les chroniques et dans les archives de Naples. Comment est-il tombé en désuétude? comment s'est-il perdu? On l'ignore. La suppression d'un code d'un usage si répandu a paru assez étrange pour que l'on ait été jusqu'à nier qu'il ait jamais existé; il y a plus : on a traité de fables ce que les chroniqueurs du XIIe siècle rapportent à son sujet. Les recherches critiques de Joseph Amorosi, magistrat napolitain, ont détruit toute espèce de doute, et ont prouvé victorieusement l'existence de ce code maritime et celle d'un code civil également perdu, et qu'on nommait la *Coutume d'Amalfi* (1). Les Amalfitains que j'ai consultés au sujet de l'ancienne législation de leur ville, ne doutent pas que d'un jour à l'autre ces codes ne soient découverts dans quelqu'une des poudreuses archives du royaume, et ne soient remis en lumière.

V. — LES NORMANDS DANS LE SUD DE L'ITALIE. — AMALFI SOUMISE PAR LE ROI ROGER.

Depuis la division des provinces lombardes en duchés de Salerne et de Bénévent, les forces de la petite république et celles des princes lombards s'étaient équilibrées: et, comme nous l'avons vu, une longue trève avait succédé aux éternelles guerres du xe siècle. Trop heureux les deux états si cet équilibre se fût maintenu et si leur faiblesse réciproque les eût toujours empêchés de se nuire; mais l'agent qui a toujours décidé des choses humaines, et qui leur manquait à tous deux, la force, allait leur être fatalement donné; force aveugle comme le glaive, mobile comme la volonté du mercenaire qui vend son bras au plus offrant, et qui, si son intérêt l'y convie, tourne aujourd'hui l'épée contre la poitrine qu'il couvrait hier de son bouclier.

Mansone II, en mourant après trente-six ans de magistrature, avait laissé le pouvoir aux mains de son fils Giovani Petrella (1004). A cette époque, les relations de la république commerçante avec toutes les parties du monde connu

(1) Gius. Amorosi, *Sulle tavole amalfitane*, Nap. 1829.

avaient acquis un immense développement, et ses galères faisaient presque à elles seules tout le commerce de l'Orient. Pendant les dernières années du xe siècle, il avait couru dans l'Occident une prophétie qui annonçait la fin du monde pour l'an 1000; cette prophétie avait frappé l'imagination des peuples; alors chacun croyait, la ferveur était grande dans toutes les classes de la société, et tous, innocens ou coupables, n'avaient plus songé qu'à une seule chose, à faire pénitence et à paraître devant Dieu. Les pélerinages au tombeau du Christ, sur cette terre sainte où le chrétien en débarquant se trouve absous de tous ses crimes, étaient vers cette époque devenus très fréquens. Tous les esprits aventureux, tous les pécheurs énergiques avaient pris le chemin de la Judée, et chaque année les états maritimes de l'Italie avaient conduit et ramené des légions de ces mystiques aventuriers.

Un peuple négociant applique à tout son industrie. Dès le principe, les Amalfitains s'étaient chargés du transport des pèlerins qui souvent les payaient richement. Il arriva que, dans la première année du gouvernement de Petrella, des galères d'Amalfi ramenèrent à Salerne quarante chevaliers normands qui venaient de faire le voyage de la Terre-Sainte. Dans ce siècle, où le courage était une nécessité, les Normands passaient pour le peuple le plus brave de l'Europe. Comme ces chevaliers débarquaient à Salerne, ils virent un camp dressé sous ses murailles. — Quels sont ces guerriers? demandent-ils aux Salernitains. — Des Sarrasins. — Pourquoi poussent-ils ces cris de joie et dansent-ils sur la plage? — C'est que tout à l'heure ils ont partagé la moitié de la rançon que la ville doit leur payer. — Quoi, ces mécréans ont osé rançonner des chrétiens? — Et, sans en demander davantage, les Normands prennent leurs masses d'armes, se mettent à la tête des milices de la ville, se précipitent sur le camp des Sarrasins et font succéder à leurs fêtes une scène de carnage et de terreur: les uns fuient, les autres veulent résister et sont taillés en pièces: le plus grand nombre est fait esclave: quelques-uns seulement se rembarquent, laissant leurs tentes et leurs richesses sur la plage.

Guaimard et les Salernitains comblèrent de présens leurs libérateurs, et, après avoir vainement essayé de les retenir, les renvoyèrent sur un navire chargé de fruits et d'étoffes précieuses. Lorsque, au retour, ils eurent fait goûter ces fruits à leurs compatriotes et qu'ils leur eurent raconté leur merveilleux voyage, ces hommes du nord ne songèrent plus qu'à visiter ce pays où mûrissaient la figue et l'orange. C'est à partir de ce moment qu'apparurent ces nombreuses troupes de pèlerins armés qui, sous le prétexte de visiter les abbayes du mont Cassin et du Gargano, envahirent le midi de l'Italie et se fixèrent à la cour des souverains du pays, au service desquels ils consacraient leur forte épée. Les ducs de Bénévent et de Salerne durent naturellement les accueillir: avec leur aide puissante, ils soumirent d'abord Sorrente et bientôt menacèrent Amalfi qu'affaiblissaient les divisions de la famille ducale. Les deux petits-fils de Giovani Petrella, soutenus chacun par un parti puissant, se disputaient l'autorité: tour à tour doges, ou proscrits, à la tête de la république ou relégués sur l'un des rocs des Syrènes,

au lieu de se tenir en garde contre un voisin ambitieux, ils ne songeaient qu'à se nuire. Ce voisin, c'était Guaimard IV, prince de Salerne; quand il se fut assuré de l'appui des Normands, il vint mettre le siége devant Amalfi (1039). Sur le point de succomber comme les habitans de Sorrente, les Amalfitains eurent recours à la politique qui, jusqu'alors, leur avait réussi; ils cédèrent en faisant leurs conditions, ils déclarèrent Guaimard duc d'Amalfi, mais sous condition que leurs priviléges seraient respectés, que la république garderait sa nationalité et ne serait pas annexée à la principauté de Salerne. Amalfi mettait dès-lors en pratique cette science des transactions qui fut toute la politique des Italiens et qui fit la grandeur de Venise et de Florence. Les Romains avaient pour maxime de ne jamais traiter tant que l'ennemi en armes occupait une partie du territoire de la république. Les Amalfitains, qui se disaient issus des Romains, ne montrèrent jamais cette inflexibilité de caractère; ils s'étudiaient plutôt à céder à propos et ne craignirent pas, quand la crise l'exigeait, d'adopter le patronage d'un voisin puissant et de le mettre même à la tête de la république, de sorte que l'on eût pu dire de ce petit état, comme de Rome républicaine, qu'il n'y avait pas de prospérité dont il n'eût profité et de malheurs dont il ne se fût servi.

Du jour de l'élection de Guaimard, toutes relations cessèrent entre Amalfi et l'empire grec, qui perdit l'ombre d'autorité qu'il avait conservée sur cette ville. Le prince de Salerne en hérita.

Ces concessions de la part d'un état républicain étaient grandes, et cependant toute étincelle de liberté n'était pas éteinte au cœur de ses citoyens. Guaimard, à peine installé au pouvoir, manqua aux engagemens qu'il avait pris : sous prétexte qu'il ne pouvait s'occuper efficacement des affaires de la cité, il nomma doge en sa place Mansone III, précédemment déposé et confiné dans les îles des Syrènes, en le déclarant son feudataire et en se réservant le titre de duc d'Amalfi; mais les Amalfitains refusèrent de se soumettre à ces humiliantes mesures. Quelques-uns même, ayant voulu recourir aux armes, Guaimard les déclara rebelles et les traita avec la dernière rigueur. Dès-lors, une conjuration se forma parmi les citoyens d'Amalfi; des conciliabules se tenaient au milieu des rochers, dans les endroits les plus solitaires des montagnes; les Salernitains, que Guaimard n'opprimait pas moins, se joignirent à eux, et tous, d'un commun accord, firent serment de se délivrer du tyran.

Le chemin qui conduit de Salerne à Amalfi traverse l'une des contrées les plus sauvages de l'Italie; tracé sur l'escarpement de montagnes dont la base plonge dans la mer, tantôt il s'élève au sommet de rocs décharnés, tantôt il descend le long d'étroites et périlleuses corniches au fond d'obscures vallées. Ce fut dans l'un de ces ravins, non loin de Vietri, que les conjurés attendirent le duc Guaimard un jour qu'il se rendait d'Amalfi à Salerne. Les conjurés s'étaient cachés au fond de l'une des nombreuses grottes que longe le chemin; aussitôt qu'ils virent Guaimard à leur portée, ils sortirent tous ensemble, l'épée, la hache et le poignard à la main. Guaimard, abandonné de ses gardes, essaya

vainement de se défendre; il tomba frappé de trente coups de poignard; puis, les conjurés s'attelèrent à son cadavre, et le traînèrent le long des rochers jusque dans les murs de Salerne, dont le peuple se souleva au cri de liberté. Pendant ce temps, les Amalfitains qui étaient du complot rentraient dans leur ville, où leurs complices les attendaient. Le doge aveugle, Mansone, n'essaya pas de leur résister; il prit la fuite, laissant la place à son frère Jean III, qui fut réintégré pour la troisième fois.

Les Sorrentins furent moins heureux que leurs voisins d'Amalfi. Guidone, frère de Guaimard et son lieutenant à Sorrente, ayant appelé les Normands à son aide, maintint son autorité dans cette ville, et marchant aussitôt sur Salerne, y entra de vive force cinq jours après la mort de Guaimard. Il fit sur-le-champ trancher la tête à quatre seigneurs de sa famille impliqués dans la conjuration, et à trente-six des habitans de la ville les plus compromis. Il installa ensuite Gisulfe, fils de Guaimard, comme chef de la principauté, et retourna à Sorrente sans avoir osé attaquer Amalfi. Cette petite république fut donc le seul des trois états qui profita de cette révolution; elle était libre, mais Gisulfe lui fit payer chèrement cette liberté. Gisulfe, dont les états entouraient le territoire d'Amalfi, et qui était maître des ports voisins, se saisissait de tous les navires de la république que les hasards de la mer obligeaient à relâcher dans ces ports, emprisonnant leurs équipages, et quelquefois mettant à mort leurs commandans. Jean III, le vieux doge rétabli, manquait de l'énergie nécessaire pour tirer vengeance de ces insultes. Ce fut alors que les Amalfitains, poussés à bout, eurent recours à une puissante, mais fatale protection.

Entre tous ces pèlerins armés qui avaient envahi l'Italie, on distinguait les fils d'un gentilhomme normand qui descendait du fameux Rollon. Tancrède de Hauteville était le nom de ce gentilhomme; il avait eu douze fils, et dix d'entre eux étaient successivement passés en Italie, Guillaume Bras-de-Fer, Drogon et Humfroi les premiers, puis Robert Guiscard, Humbert et Mauger, et, enfin, Bohémond, Roger et leurs autres frères. Par une faculté assez rare, mais qui tenait, sans doute, au génie naturel de leur nation, ces Normands étaient à la fois guerriers courageux et politiques consommés, *des lions dans le combat, des anges dans le conseil,* a dit Guillaume de Pouille leur historien; s'ils savaient vaincre, ils savaient surtout profiter de la victoire, et fonder en même temps que conquérir. Robert Guiscard fut le plus habile de ces princes. Maître du midi de l'Italie, il avait le premier établi dans ces provinces un pouvoir régulier en se faisant nommer duc de la Pouille et des Calabres. Allié douteux de Gisulfe, dont il avait épousé la sœur, il convoitait ses états et n'attendait qu'une occasion favorable pour s'en emparer. Ce fut à lui que les Amalfitains s'adressèrent, réclamant son appui contre le tyran de Salerne (1).

Cette démarche des Amalfitains fut une immense faute. Robert Guiscard, dont ils invoquèrent le secours, était trop puissant et trop en veine de conquêtes

(1) Gugl. Pugliese, lib. III *de Rer. norman.*

pour rester désintéressé. Ce n'était donc plus un protecteur, c'était un maître qu'ils allaient se donner. Robert Guiscard saisit en effet avec empressement une occasion si favorable de se rendre maître de Salerne. Il investit cette ville du côté de la terre, se rendit avec ses soldats à Amalfi, où les partisans de Gisulfe avaient excité quelques désordres, les chassa, y éleva quatre châteaux dans lesquels il mit garnison, accepta le patronage de la ville que lui offraient les citoyens, garantit pour cette fois encore leur indépendance et leur ancienne constitution, et, traînant après lui leurs milices et leur flotte, il vint achever du côté de la mer le blocus de Salerne.

Maître de cette ville, dont le siége dura huit mois, Robert en chassa Gisulfe, qui se retira au couvent du mont Cassin. Gisulfe fut le dernier des princes de la dernière dynastie lombarde d'Italie. Cette dynastie avait gouverné pendant cinq siècles les provinces de Bénévent et de Salerne; elle périt par sa faute, ayant la première appelé les Normands dans ses états, et entraîna dans sa ruine les républiques voisines de Naples, de Gaëte et d'Amalfi. Les citoyens de cette dernière ville avaient aidé à la conquête de Salerne, ils en furent bientôt punis. Ces Normands, dont ils avaient invoqué le patronage et le secours, ne tardèrent pas à tourner contre eux leurs armes victorieuses, et toute la fin du XIe siècle et le commencement du XIIe nous offrent le spectacle d'une lutte longue et inégale entre la petite république et les successeurs ambitieux de Robert Guiscard. Soumis un jour, le lendemain les citoyens d'Amalfi courent aux armes, réclamant sinon leur entière liberté, du moins le maintien de leurs priviléges et de leurs franchises. Une fois même, en 1096, ils parviennent à chasser les Normands des quatre châteaux que Robert Guiscard avait construits; ils élisent doge Marino Pensabaste, qui dans une première rébellion s'était bravement mis à leur tête, proclament leur indépendance, et luttent cette fois contre l'oppression avec un véritable et trop tardif héroïsme.

Roger, indigné de la révolte des Amalfitains, avait armé contre eux son frère Bohémond et son oncle Roger de Sicile. Les trois princes, à la tête des milices de Sicile, des Calabres et de la Pouille, et secondés par une flotte imposante et vingt mille Sarrasins, assiégèrent la ville par terre et par mer. La flotte bloquait le port, leurs troupes couvraient les monts du voisinage, et en fermaient toutes les issues (1). Les Amalfitains ne se découragèrent cependant pas, et repoussèrent avec succès les attaques des princes confédérés. Néanmoins, privés de tout secours et bloqués étroitement, peut-être eussent-ils fini par succomber, si la nouvelle de la première croisade, prêchée par Urbain II, ne fût venue rompre l'accord qui existait entre les assiégeans. Bohémond, apprenant qu'une armée française traversait Rome pour se rendre dans la Terre-Sainte, fut saisi d'une subite inspiration; il mit en pièces deux chlamydes de pourpre et les fit découper en croix; attachant, ensuite, l'une de ces croix sur son épaule, il distribua les autres à plus de cinq cents chevaliers, ses compagnons. Tancrède, son cou-

(1) Malaterra, *Hist.*, lib. IV.

sin, que le Tasse a immortalisé dans son poème, était au nombre de ces chevaliers. La fleur de l'armée de Roger imita l'exemple de Bohémond et de ses compagnons. Remplis d'enthousiasme et s'écriant : *Dieu le veut!* tous firent serment de ne revenir en Europe que lorsqu'ils auraient conquis la cité sainte. Peu de jours après, l'armée de Bohémond et une partie de celle de Roger suivaient le chemin de Reggio, où ils devaient s'embarquer pour l'Orient. Cette espèce de désertion avait rempli Roger d'une violente indignation ; il fallut bien néanmoins qu'il renonçât à l'espoir de soumettre Amalfi qu'il bloquait depuis six mois. Il leva donc le siége, ramena ses soldats dans la Pouille, et attendit une occasion plus favorable (1).

Cette occasion ne se présenta que cinq ans plus tard, en 1101. Amalfi, surprise, dut se soumettre au prince normand ; mais en 1131 elle avait recouvré son indépendance, car à cette époque nous voyons le roi Roger de Sicile, héritier des ducs de Pouille, sommer ses citoyens de lui livrer leurs forteresses et de faire abandon de leurs priviléges, contraires, disait-il, à ses prérogatives royales, et sur leur refus assiéger de nouveau leur ville. Leur défense fut opiniâtre; ils rappelèrent leurs vaisseaux, armèrent toutes les forteresses de la côte, et jurèrent de s'ensevelir sous les ruines de leur ville plutôt que de reconnaître un roi absolu. Attaqués d'un côté par l'armée normande, de l'autre par la flotte sicilienne, que commandait George d'Antioche, amiral du roi, ils tinrent bravement tête à l'orage. Les garnisons qu'ils avaient mises dans les petits châteaux de la côte ne restaient pas inactives et incommodaient fort les assiégeans ; Roger fut donc obligé d'attaquer ces châteaux et de les emporter successivement, aucune des garnisons n'ayant voulu se rendre qu'après plusieurs assauts, dans lesquels périt la fleur des milices de la république. Caprée et le fort de Guallo dans les îles des Syrènes furent soumis les premiers ; les assiégeans s'emparèrent bientôt de Ravello et de la Scala ; Majori, Tramonti, Cetara, succombèrent ensuite ; enfin, après une résistance qui avait duré une année entière, Amalfi, privée de tout secours, se vit à la merci du roi Roger; sa liberté était donc perdue, et de plus elle avait à redouter la vengeance d'un vainqueur irrité. Cependant Roger lui laissa une ombre d'indépendance, et traita ses citoyens avec douceur. Parmi les chroniqueurs, les uns attribuent cette conduite magnanime du vainqueur à l'intercession de saint André, patron d'Amalfi ; les autres racontent une histoire moins surnaturelle, mais fort peu vraisemblable. La nuit qui précéda la soumission de la ville, le roi Roger, disent-ils, fut tiré subitement de son sommeil par une voix qui l'appelait doucement; Roger ouvrit les yeux, et, se levant sur son séant, vit debout à son chevet un homme armé d'une hache sanglante, et tout prêt à lui ouvrir le crâne s'il appelait. — Qui es-tu ? lui dit le roi; un ange, ou un mauvais esprit? — Je suis un homme comme toi, un homme qui, tu le vois, est maître de ta vie. — D'où viens-tu, et que me veux-tu ? — Je viens d'Amalfi ; cette hache m'a ouvert la porte de ta tente,

(1) Lupi Prostapata, *chron.* an. 1096.

et je viens te demander la liberté de mon pays. — Roger jeta un regard rapide autour de lui, et vit qu'il était seul; il était nu et sans armes, mais d'une force herculéenne et d'un trop grand courage pour être effrayé. — Quel est ton nom, dit-il à l'inconnu, et qui t'a chargé d'une semblable mission? — Je m'appelle Pietro Alferio; je suis le cinquième de six frères décidés tous comme moi à rester libres ou à mourir, et qui m'ont choisi cette fois comme le plus brave. — Eh bien! Pietro Alferio, s'écria Roger en bondissant d'une façon terrible et en saisissant son adversaire à la gorge et lui arrachant sa hache; eh bien! va dire à tes cinq frères et à tes concitoyens que Roger tout nu et dans son sommeil a su terrasser le plus brave des citoyens d'Almafi; dis-leur aussi qu'ils fassent leur soumission, et ils n'auront pas plus à se repentir du passé que toi d'avoir osé réveiller le roi Roger.

Le lendemain Amalfi ouvrit ses portes. Roger reconnut, en effet, par une honorable capitulation, le droit qu'elle avait de se gouverner d'après ses lois municipales, l'incorporant toutefois à sa nouvelle monarchie, et ajoutant à ses autres titres celui de duc d'Amalfi (1).

VI. — LES PISANS SACCAGENT AMALFI; DÉCADENCE DE CETTE VILLE.

La conquête d'Amalfi devait entraîner celle de Naples sa voisine; elle causa un tel effroi à Sergius, son duc, qu'il s'empressa de se rendre à Salerne et de remettre entre les mains de Roger les clés de sa ville, se déclarant son vassal; mais cet acte d'humilité ne le sauva pas. Roger voulait être roi à Naples comme il l'était à Salerne, à Sorrente et à Amalfi. Les Napolitains avaient imprudemment donné asile au prince Robert de Capoue, son compétiteur; Roger leur reprocha cette conduite équivoque, et vint mettre le siége devant leur ville. Roger, pour soumettre Naples, avait requis la flotte et les milices d'Amalfi, qui ne le secondaient qu'en frémissant. Sergius, duc de Naples, s'il eût été plus habile, eût pu détacher les Amalfitains de la cause du roi, et trouver en eux des amis et peut-être des auxiliaires; loin de là, il arma contre eux la rivalité des Pisans, ses alliés, et s'en fit des ennemis irréconciliables.

Depuis long-temps les Pisans nourrissaient le désir d'écraser des concurrens préférés, et qui les avaient devancés sur tous les marchés de l'Orient; ils savaient qu'une fois les Amalfitains détruits, ils hériteraient de leur opulente et nombreuse clientelle; leurs passions haineuses et jalouses n'avaient donc pas besoin d'être stimulées, elles n'attendaient qu'une occasion pour éclater et se satisfaire; cette occasion se présentait enfin, et ils la saisirent avec empressement. Les consuls de Pise, Alzopardo et Cane, avaient amené au secours de Naples une flotte de cent galères. Trouvant le port de Naples bloqué par les vaisseaux d'Amalfi, et apprenant que les milices de cette ville étaient en quartier à Aversa,

(1) *Chron. Cavens.* — *Anonym. Cassinens.* — Capecelatro, *Istor. del Regno di Napoli*, tom. II, pag, 5. — Falco, *Chron. Benevent.*, an. 1130.

dans la terre de Labour, ils laissèrent la moitié de leur flotte à l'entrée du golfe pour observer l'ennemi, et firent voile vers Amalfi avec l'autre moitié. Le 19 août 1135, au point du jour, les habitans de cette ville, étonnés de voir leur rade couverte de navires, s'imaginèrent que leur flotte revenait de Naples, et ouvrirent la chaîne du port pour la recevoir. Les Pisans profitèrent de leur erreur, ne leur donnèrent pas le temps de se reconnaître, forcèrent l'entrée du port, couvrirent le rivage de leurs soldats, pénétrèrent dans la ville dépourvue de défenseurs, et la mirent au pillage (1). Le sac dura trois jours, durant lesquels les Pisans transportèrent sur leurs navires d'immenses richesses enlevées aux temples et aux palais d'Amalfi. Le fameux exemplaire des *Pandectes* qu'on voit aujourd'hui à Florence à la bibliothèque *Laurenzienne* faisait partie de ces dépouilles.

Le double but que les Pisans se proposaient en dévastant Amalfi, était rempli; ils avaient secouru les Napolitains leurs alliés, et détruit leurs rivaux. Les Pisans mettaient déjà en pratique cette politique des puissances maritimes, qui pensent qu'on ne peut brûler assez de vaisseaux, ni détruire assez d'arsenaux : c'est une manière comme une autre d'amortir la concurrence. Mais, enivrés par leur facile victoire, les Pisans prolongèrent imprudemment leur séjour dans la ville dévastée; il y a plus, ils résolurent d'emporter de vive force les deux villes de Ravello et de la Scala, qui passaient pour très riches. La Scala, construite sur la roche de Cama, a donné, on le sait, naissance à Amalfi, qui de ces rocs est descendue vers la mer. Ravello est bâtie comme la Scala sur un rocher, et semble détachée de cette dernière ville par le profond ravin d'Atrani. La Scala était toujours restée soumise à Amalfi; Ravello, fondée vers le IX[e] siècle par les riches patriciens de la république, dans l'une des plus admirables situations du midi de l'Italie, s'en était séparée du temps de Robert Guiscard. Sa population, chose incroyable quand on connaît le site sauvage que cette ville occupait, s'élevait à plus de quarante mille habitans, et ses citoyens étaient les plus riches et les plus fiers des habitans de la contrée. Quand les Amalfitains s'étaient soulevés contre Robert Guiscard, en 1080, l'opulente ville des montagnes lui était restée fidèle, mais plutôt pour se déclarer indépendante d'Amalfi, sa puissante voisine, que par dévouement à la nouvelle dynastie normande. Ravello, avant sa rébellion, s'appelait *Toro;* depuis, les Amalfitains l'avaient appelée *Rebello* d'où *Ravello* par corruption. Ses ruines singulières, et quelquefois magnifiques, nous montrent quelle était alors sa richesse. Sa rébellion contre Amalfi lui avait du reste été profitable, Robert lui ayant donné un évêque et des franchises.

De la plate-forme élevée où est bâtie cette ville, on jouit d'un horizon admirable; l'air qu'on y respire est pur et balsamique; la terre, couverte de figuiers, de vignes, de mûriers et d'arbrisseaux résineux de toute espèce, y est d'une merveilleuse fertilité. Cette riche plate-forme était inaccessible comme celle de la Scala, et le château de la Fratta commandait les rudes sentiers qui

(1) Ab. Telesin., *Rer. a Rogerio gest.*, lib. III, cap. IV.

y conduisaient. Les Pisans crurent néanmoins qu'ils auraient aussi bon marché de Ravello et de la Scala que d'Amalfi, ces villes étant dépourvues de leurs milices les plus braves; mais la petite garnison du château de la Fratta repoussa héroïquement toutes les attaques des Pisans. Ils livraient un dernier et terrible assaut, quand l'armée des Amalfitains, partie en toute hâte de ses quartiers d'Aversa, parut tout à coup sur les hauteurs voisines; le roi Roger la conduisait en personne à travers les défilés du mont Cereto, réputés jusqu'alors inaccessibles. A cette vue, les généraux pisans font cesser l'attaque et rappellent leurs soldats; mais, avant qu'ils aient eu le temps de se reconnaître, les milices d'Amalfi se précipitent sur eux du haut des montagnes, au cri de *Vengeance et saint André!* et les rejettent confusément du côté du ravin. Resserrés entre l'extrême bord du précipice et les piques des Amalfitains, la plupart furent pris ou tués. Des deux consuls de Pise, Alzopardo et Cane, l'un mit bas les armes avec un corps de quinze cents soldats, l'autre fut égorgé dans la mêlée. La défaite des Pisans fut complète; leur flotte, ayant recueilli à la hâte un petit nombre de fuyards, appareillait en désordre, quand les galères d'Amalfi et de Sicile, échappées à la surveillance de la division pisane laissée devant Naples, apparurent, doublant le promontoire de la Conque, et fondirent sur la flotte fugitive. La plupart de ses vaisseaux qu'alourdissait un riche butin furent coulés à fond en essayant de se défendre; les meilleurs voiliers, secondés par un vent favorable, échappèrent seuls aux confédérés (1).

Amalfi était vengée, mais cette première invasion pisane n'en avait pas moins porté un coup mortel à sa prospérité. Ses arsenaux étaient détruits, ses trésors épuisés, ses temples et ses palais dévastés, et son commerce interrompu; de plus, elle avait désormais à redouter l'inimitié des Pisans. Ce ne fut pourtant que deux ans plus tard que ceux-ci, auxiliaires dévoués du duc Sergius et de Robert de Capoue qui se défendaient toujours dans Naples, armèrent de nouveau cent galères auxquelles se joignirent un nombre égal de vaisseaux génois. Cette flotte devait assiéger Salerne, capitale des états du roi Roger en Italie; elle devait surtout venger Pise du désastre de la Fratta. Ce fut un jour fatal pour Amalfi que celui où cette formidable flotte se déploya sous ses murailles et la somma d'ouvrir ses portes. Cette fois elle perdit plus que des hommes et des richesses, elle perdit le prestige moral qui jusqu'alors l'avait soutenue; ses citoyens, qui, en 1096, avaient si courageusement repoussé les assauts répétés de trois princes normands secondés de vingt mille Sarrasins, et que le roi Roger n'avait pu soumettre qu'après une longue suite de combats, ne songèrent pas même cette fois à résister aux Pisans. Il semble qu'en perdant leur indépendance, ils avaient perdu aussi tout courage et toute énergie. Ils se rendirent à merci, offrant de se racheter du pillage à prix d'or : c'était là tout ce que voulaient les Pisans. Ils exigèrent de la malheureuse ville des sommes si considérables, que sa ruine fut en quelque sorte consommée (2).

(1) Al. Telesin., lib. III, cap. IV.

(2) *Chron. Benevent.*, an. 1137.

Mais c'était moins d'Amalfi que de Ravello et de la Scala que les Pisans avaient à cœur de se venger, la résistance de ces deux villes ayant été la première cause de leurs désastres. Ils sommèrent donc leurs habitans de payer également une rançon exorbitante, et sur leur refus ils les assiégèrent avec toutes leurs forces. Cette fois il n'y avait plus de secours à espérer du dehors, et néanmoins, grace à la force de leur situation et à l'appui qu'elles pouvaient mutuellement se prêter, ces villes eussent sans doute repoussé l'attaque des Pisans, si un incident singulier, en livrant l'une d'elles à l'ennemi, n'eût entraîné la perte de l'autre.

Il y avait au centre de la ville de la Scala une espèce de gouffre profond qui servait d'égout, et dans lequel les habitans jetaient leurs immondices, que les eaux pluviales entraînaient dans le torrent voisin, à travers le massif de la montagne. Un des capitaines pisans, ayant trouvé un jour, à la sortie de cet égout, le corps d'un dogue monstrueux, fit remarquer à ses compagnons que, puisque un animal d'une si grande taille avait pu passer sans difficulté par ces couloirs souterrains qui aboutissaient à la ville, un homme pourrait s'y glisser; « et où un homme peut passer, une armée passe, » ajouta-t-il en songeant à profiter de sa découverte. Il en fit part en effet aux autres généraux, qui, le jour même, firent sonder les entrailles de la montagne par de hardis aventuriers; ceux-ci rapportèrent que, tantôt rampant, tantôt marchant, tantôt se hissant le long de ces souterrains, ils étaient arrivés à un endroit où le gouffre s'élargissait. Cet endroit était voisin de son issue dans la ville, et présentait de tous côtés des parois perpendiculaires, dont la hauteur ne pouvait être bien grande, puisque, du fond de cette espèce de puits, ils avaient entendu les conversations des femmes de la ville et vu les toits de ses maisons. « Mais néanmoins, ajoutaient-ils, on ne pourrait escalader ces parois sans échelles; et comment traîner des échelles assez longues dans ces tortueux labyrinthes? » Les généraux pisans tinrent conseil, et décidèrent que, tandis qu'on attaquerait ouvertement la ville, une troupe de soldats déterminés y pénétrerait par surprise en se glissant dans le souterrain. Mais que faire pour escalader les parois du gouffre? « Que cela ne vous cause aucun souci, dit tranquillement l'officier qui avait découvert le passage; donnez-moi le commandement de ces braves gens, je me charge de leur procurer des échelles, et je prends saint Reynier à témoin que, fussent-ils deux mille, je les conduirai tous, jusqu'au dernier, au cœur de la ville. » Le conseil choisit sur-le-champ un homme si brave et qui paraissait tellement sûr de son fait. Le lendemain, au moment où le soleil se couchait, l'armée pisane s'ébranla et donna à la ville un terrible assaut; tandis que tous ses habitans en état de combattre, montés sur le rempart, tenaient bravement tête aux assaillans, tout à coup des cris aigus retentirent au fond de l'égout, placé, comme nous l'avons dit, au centre de la ville : c'étaient les cris d'un jeune campagnard que le chef de la troupe qui s'était glissé sous la montagne avait amené avec lui et faisait battre de verges. « Un de nos enfans se sera laissé choir au fond du puits et se sera grièvement

blessé, » s'écrient les habitans des maisons voisines; et aussitôt vingt échelles sont établies le long des parois du gouffre, et autant d'habitans s'apprêtent à y descendre. Mais quel est leur étonnement et leur effroi, quand tout à coup, au sommet de chacune de ces échelles, apparaît un soldat couvert de fange et la hache à la main! Avant que ces bonnes gens aient eu le temps de se reconnaître et d'appeler du secours, toute cette troupe décidée s'est précipitée hors de l'égout, et, sans s'amuser à les poursuivre, résistant même à la tentation de piller les riches palais voisins, elle court vers l'une des portes, dont elle égorge les défenseurs pris à revers. Une fois maîtres de la porte, les Pisans étaient trop nombreux pour que la Scala pût leur résister. Ses habitans furent tous ou tués ou faits esclaves; la ville fut saccagée d'une manière horrible, puis rasée. Jamais elle ne se releva de ses ruines.

Ravello, la voisine de la Scala, essaya bien encore de résister aux Pisans victorieux; mais elle ne tarda pas à succomber, et fut également dévastée. La perte de ces deux cités auxiliaires acheva la ruine d'Amalfi. La jalousie des Pisans fut satisfaite; ils n'eurent plus à redouter la rivalité d'une ville qui déclina rapidement. Ses comptoirs furent successivement abandonnés, son crédit anéanti, et lorsque, en 1350, les rois de Naples lui enlevèrent ses institutions municipales, seuls restes de son ancienne constitution républicaine, qu'avait maintenues le roi Roger, ils ne frappèrent plus qu'un cadavre, car cette ville, qui en 1137, au commencement de sa décadence, comptait environ cinquante mille habitans, ne renfermait plus alors qu'une insignifiante population.

L'homme avait commencé la ruine d'Amalfi, la nature l'acheva. Déjà en 1013, une violente tempête avait, comme nous l'avons dit, détruit en partie la ville basse et changé complètement l'aspect de la cité. La chronique de *Minori triomphante* nous apprend qu'avant cette tempête le port occupait tout l'espace qui s'étend d'Amalfi à Majori, c'est-à-dire une étendue de près de trois milles. Chacun des petits ports d'Atrani, de Marmorata et de Minori formaient sans doute alors autant de bassins, rattachés l'un à l'autre par des ouvrages dont aujourd'hui il ne reste pas même de traces. Derrière le port s'étendaient les arsenaux, les chantiers, les marchés, un théâtre, des thermes, l'hôpital et la monnaie. La mer gagne sur ces rivages comme sur ceux des golfes de Naples et de Baïa. Lorsque le vent de sirocco souffle avec violence, les vagues, ne rencontrant aucun obstacle, acquièrent une irrésistible puissance et déferlent avec fureur sur les rochers de la côte, dont elles détachent chaque jour des fragmens considérables. Ce n'était donc qu'à force de persévérance et au prix de travaux dispendieux que les Amalfitains étaient parvenus à créer un port. Lors de la décadence de leur ville, les citoyens d'Amalfi, ayant perdu leurs richesses, que le commerce n'alimentait plus, ne purent entretenir ces travaux élevés à grands frais. Les digues furent rompues, les murs s'écroulèrent, et le 24 novembre 1343, la veille de la Sainte-Catherine, une tempête s'étant élevée, la plus terrible de toutes celles dont les annales du royaume aient conservé le souvenir, la mer, renversant ces faibles obstacles,

détruisit le port, et du même coup abîma les quartiers qui l'avoisinaient et rasa tous les édifices bâtis sur la plage (1). Le désastre fut complet et sans remède; des bancs de galets, que la mer venait battre, s'accumulèrent à la place occupée naguère par la ville et le port. De ce jour, tout commerce cessa, et comme république, comme ville commerçante et comme port, Amalfi n'exista plus.

La ruine si rapide d'Amalfi semble justifier cette remarque de Montesquieu, que les puissances fondées par le commerce peuvent subsister long-temps dans la médiocrité, mais que leur grandeur est de peu de durée; elles s'élèvent peu à peu et sans que personne s'en aperçoive, car elles ne font aucun acte particulier qui excite l'attention et signale leur puissance; mais lorsque la chose est venue au point qu'on ne peut s'empêcher de la voir, chacun cherche à priver la nation commerçante d'un avantage qu'elle n'a pris, pour ainsi dire, que par surprise. Nous voyons, en effet, les Lombards, puis les Normands, puis les Pisans, aidés des Génois, commencer ou achever la ruine du petit état d'Amalfi, qui ne devait son importance qu'à ses relations et à son commerce.

La cité d'Amalfi était déjà singulièrement déchue de son opulence et de sa grandeur, lorsqu'en 1254, ressentant sans doute quelques velléités de liberté, elle suivit le parti guelfe, et, embrassant la cause du pape Innocent IV, se souleva contre Manfred. Manfred, ayant reconquis son royaume à l'aide de ses Sarrasins de Nocera, se vengea avec un certain dédain de la rébellion des Amalfitains. Il se contenta de faire occuper Atrani, qui alors faisait partie d'Amalfi, et dont l'archevêque avait été l'instigateur de la révolte, par un corps de mille Sarrasins, et de fermer l'église archiépiscopale, dont il accorda les bénéfices et les rentes au fameux Jean de Procida, son médecin, son ami et son conseil.

La garnison sarrasine occupa long-temps Atrani, exerçant toutes sortes de vexations et de rapines dans le pays, et ne respectant pas même les nombreux couvens de femmes situés aux environs de la ville. Les victimes du libertinage des Africains furent très nombreuses et choisies dans toutes les classes du peuple. De nos jours, la population d'Atrani est encore considérée par ses voisins comme à demi sarrasine. Les habitans d'Amalfi eux-mêmes n'ont point assez de moqueries contre la prétendue prononciation arabe de leurs anciens concitoyens, dont les accens gutturaux *dégoûtent,* disent-ils, *merveilleusement les oreilles* (2).

Dans les siècles qui suivirent, la bourgade d'Amalfi appartint tour à tour à des princes des maisons Colonne et Orsini, auxquels les souverains de Naples en firent don, et aux Piccolomini, alliés à la maison d'Aragon. Ces derniers princes étaient en marché pour la vente de ce duché qu'ils avaient possédé cent

(1) La même tempête brisa tous les vaisseaux à l'ancre dans le port de Naples et ruina la plupart des ports des Calabres et de l'Adriatique.

(2) La cui pronunzia disgutta mirabilmente le orrechie. (*Matteo Camera.*)

treize ans, avec Zénobie del Carreto, princesse de Melfi dans la Pouille, pour la somme de 212,697 ducats; mais le prince de Stigliano ayant enchéri sur la princesse Zénobie, et offrant 216,160 ducats, le duché lui fut adjugé. Ce marché avait lieu en 1584. Qu'eussent dit les consuls, les sénateurs et les doges d'Amalfi, s'ils eussent vu leur république, maîtresse de la Méditerranée pendant deux siècles, adjugée au plus offrant pour quelques milliers de ducats?

Les descendans de ces républicains avaient toutefois conservé assez d'amour-propre national pour s'indigner d'un tel marché. Le prince de Stigliano n'ayant pu en effectuer le paiement sur-le-champ, les habitans d'Amalfi rassemblèrent aussitôt la somme convenue, et réclamèrent auprès du domaine royal la préférence dans une pareille vente. Cette préférence leur fut accordée; les Amalfitains purent donc se racheter, et firent, du reste, une bonne affaire, car dans l'espace de six mois au plus ils trouvèrent moyen de revendre au plus offrant les nombreux fiefs qui dépendaient de leur duché, et ils retirèrent de cette vente un bénéfice de près d'un million de ducats.

Les Amalfitains, dans cette circonstance, avaient su réunir à l'amour-propre national le génie commercial de leurs ancêtres; on eût pu les croire d'un autre siècle.

Ce singulier marché est, en quelque sorte, la dernière page de l'histoire d'Amalfi, qui n'est plus qu'un bourg du second ordre, et qui suit la fortune du royaume de Naples, dont il fait partie. L'Europe avait depuis long-temps oublié l'existence et jusqu'au nom de la petite république, lorsqu'une éclatante et singulière catastrophe vint tout à coup le lui remettre en mémoire. Naples tout entière s'était soulevée, ses *lazarroni* demi-nus avaient vaincu les vieilles bandes espagnoles et frappé de terreur le duc d'Arcos, son orgueilleux vice-roi; pendant plusieurs jours, cette formidable populace avait obéi à un des siens comme à un roi, réclamant, par son organe, avec une effrayante unanimité, le rétablissement de ses priviléges garantis par Charles-Quint, et la suppression des taxes qui l'écrasaient. Cet élu de la grande cité, qui, à son gré, apaisait ou soulevait la tempête populaire, c'était Thomas Agnello, un jeune pêcheur d'un petit port de la côte qui s'appelait Amalfi.

FRÉDÉRIC MERCEY.

HISTOIRE

DE LOUIS XVI

PAR M. DROZ.[1]

Dans un écrit récent où l'on ne sait ce qu'on doit le plus admirer de l'écrivain ou de l'homme d'état, de la profondeur de la pensée ou de la mâle beauté des formes, dans cette biographie politique, image vivante de Washington, simple et grande comme lui, M. Guizot a dit : « Il y a des évènemens que la Providence n'admet pas les contemporains à comprendre, si grands, si complexes qu'ils surpassent long-temps l'esprit de l'homme, et que, même en éclatant, ils demeurent long-temps obscurs dans ces profondeurs où se préparent les coups qui décident des destinées du monde. Telle a été la révolution française. Qui l'a mesurée? De qui n'a-t-elle pas trompé cent fois l'opinion et l'attente, amis ou adversaires, enthousiastes ou détracteurs? Quand l'ame et la société humaine sont à ce point remuées et soulevées, il en sort des choses qu'aucune imagination n'avait connues, qu'aucun dessein ne saurait embrasser. »

Washington lui-même, accoutumé à résoudre les questions poli-

(1) 2 vol. in-8°, librairie de Renouard, rue de Tournon, 6.

tiques les plus délicates, éloigné du choc des partis, désintéressé dans la lutte, animé pour la France d'une bienveillance reconnaissante, Washington n'osait pas porter un jugement sur la révolution française, en prédire la marche, en prévoir l'issue. L'évènement lui paraissait si extraordinaire à son début, si merveilleux dans ses progrès, et tellement gros de prodigieuses conséquences, que ce grand homme demeurait comme perdu dans la contemplation. « Ceci, disait-il, est un océan sans limites d'où l'on ne voit plus de terre. »

Ce que Washington ne discernait pas pouvait-il être aperçu par les hommes qu'aveuglait l'orage de la révolution? par ceux qu'elle rejetait violemment hors de son sein, ou qu'elle emportait dans ses impétueux tourbillons?

Sans doute, une révolution avait été prévue depuis long-temps et annoncée dans leurs écrits par quelques esprits d'élite. On se rappelle, entre autres, les paroles prophétiques de J.-J. Rousseau dans une note de l'*Émile*. Mais il y a loin de cette vue anticipée et générale d'une grande crise à l'exacte appréciation de l'évènement qui vient d'éclater. Celui qui prévoit la tempête pourrait-il en tracer la marche, en calculer la violence, en compter les ravages?

La révolution de 1789 devait être une énigme, un problème trop complexe, non-seulement pour ceux des contemporains qu'elle avait frappés dans ses terribles explosions, mais aussi pour ceux qui, plus heureux et plus habiles, n'avaient vu les éclats de la tempête que du rivage. C'est en vain qu'au premier retour d'un peu de calme ils se flattaient de pouvoir donner une description sincère et complète de cette immense catastrophe. Ils ne pouvaient pas en embrasser toute l'étendue, en apprécier d'une manière équitable les résultat, en prévoir les suites.

Les causes d'erreur étaient inévitables et diverses. Les uns, sous l'impression durable d'une profonde erreur et d'une invincible rancune, voyaient l'abîme toujours ouvert, toujours prêt à tout engloutir; ils désespéraient de la société, et n'avaient pour elle que d'amers reproches et de funestes prédictions. Pour les autres, au contraire, c'était là l'erreur la plus commune, la révolution était désormais un fait accompli. Combien de fois ces optimistes n'ont-ils pas vu l'abîme des révolutions (c'est ainsi qu'ils parlaient) se fermer depuis la chute de Robespierre! Non-seulement sous le consulat, mais déjà sous le directoire, l'ordre public aurait, à les entendre, retrouvé toute sa puissance, et brillé de tout son éclat; la France aurait joui d'un gouvernement régulier qui lui assurait tous les avantages de la révolu-

tion. C'est ainsi que jugeaient la révolution ceux qui, en admettant son principe et sa légitimité, blâmaient cependant ses écarts et déploraient ses excès. Je ne parle pas de ces optimistes pour qui, soit légèreté d'esprit, soit flexibilité de conscience, les jours néfastes de la révolution n'avaient été que de fatales nécessités ou des accidens fugitifs dont il n'était pas plus raisonnable de faire grand bruit que des orages de l'été ou des avalanches des Alpes; encore moins veux-je parler de ceux pour qui la révolution, avec ses proscriptions et son *maximum*, ses principes de nivellement et ses formes grossières, n'était que l'état régulier, le *desideratum* de la société.

Les hommes qui se trompaient ainsi sur le cours et la fin de la révolution, ceux qui prenaient chacune de ses phases pour son terme, n'étaient pas sans excuses. Les grandes révolutions sont comme ces immenses fleuves du sol africain dont les géographes ne peuvent se faire une juste idée, n'en connaissant pas à la fois la source, les embouchures et le cours tout entier.

La révolution de 1789 n'était accomplie ni par l'établissement du directoire, ni sous le consulat, ni au temps de l'empire, pas même par la restauration. Les lois de l'histoire nous apprennent que, lorsqu'une rénovation sociale, arrivée à sa maturité, éclate avec ces terribles et soudains efforts qui mettent l'état en révolution, ce que le pays veut d'abord, c'est uniquement cette juste mesure de réformes et d'innovations qu'une plus haute civilisation ou qu'un trop grand abaissement de l'ancien ordre de choses ont rendu nécessaires. Ce n'est que plus tard que le choc violent des intérêts opiniâtres, aveugles, et l'exaltation orgueilleuse des hommes puissans dont on a voulu contester les droits et disputer la victoire, jettent le pays loin du but. La révolution, se ruant alors sur ses adversaires, s'emporte et s'égare: les crises se multiplient, s'aggravent, se succèdent avec une effrayante rapidité; tout devient possible, les transitions les plus brusques, les plus étonnantes mutations. La licence et la tyrannie, le crime le plus odieux et le dévouement le plus sublime, la grandeur et la bassesse, l'enthousiasme et le dédain pour les mêmes choses, pour les mêmes principes, l'activité et l'énergie, l'épuisement et la fatigue, donnent à la société des apparences inattendues et diverses. A quelques jours de distance, le pays semble profondément changé, les hommes et les choses ne sont plus reconnaissables, et c'est alors que l'observateur, surpris, confondu, se persuade, en voyant la révolution reprendre haleine, qu'elle s'est arrêtée à mille lieues du but primitif.

Il se trompe cependant, il prend une déviation accidentelle pour un changement de direction, et une halte pour le terme de la carrière.

Ainsi, c'était une erreur d'imaginer que la révolution après Robespierre se reposerait dans la république. La France n'a jamais été républicaine. C'est son génie éminemment unitaire et monarchique qui, de bonne heure, sapait en-deçà du Rhin la république féodale, et qui n'a jamais permis à la république municipale de s'établir et de briller en-deçà des Alpes. Qui pourrait le regretter en comparant l'état présent de la France à celui de l'Allemagne, de l'Italie, même de la Suisse? La république de 1792 n'a été qu'un accident, une explosion de colère, *furor brevis*. Il y avait déjà quelques tendances monarchiques, même dans la constitution de l'an III et dans ces fêtes et ces splendeurs un peu théâtrales, passablement burlesques, des cinq proconsuls du Luxembourg.

C'était une erreur plus manifeste encore, si manifeste qu'elle ne pouvait être involontaire, que de ne pas voir une monarchie dans le consulat.

Mais la monarchie du consulat, comme la monarchie de l'empire, n'était pas l'ordre nouveau que la France voulait et que la révolution de 1789 avait eu le dessein et la mission d'établir. Ce que la France avait voulu, c'était dans l'ordre social l'égalité civile, dans l'ordre politique l'alliance de la monarchie avec la liberté, la participation du pays au gouvernement du pays, la monarchie représentative.

Nous en appelons aux souvenirs des partisans les plus dévoués, des admirateurs les plus sincères de Napoléon. Qu'ils disent si l'opinion générale, si leur propre conscience, n'avaient pas toujours besoin de lui pardonner quelque chose dont il fallait l'excuser par la grandeur de ses exploits, l'éclat de sa gloire et le rang de la France impériale dans le monde. Bien malheureux serait celui qui ne concevrait pas l'admiration, l'enthousiasme, le dévouement, même excessif, pour un grand homme, pour un génie qui n'a peut-être pas de supérieur dans l'histoire, pour celui qui avait élevé à une si prodigieuse hauteur la puissance française, pour celui que connaissent et vénèrent l'Arabe du désert, le sauvage de l'Amérique, l'Australasien et l'Indou. Mais toujours est-il qu'il y avait au fond des cœurs une pensée qu'il n'avait pas satisfaite, une pensée sur laquelle ses admirateurs les plus dévoués cherchaient à s'étourdir, une pensée que dans l'intimité on osait avouer, et dont l'accomplissement, disait-on, était réservé à d'autres temps, aux jours de la vieillesse

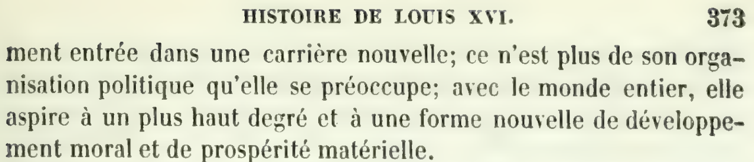
du conquérant, lorsque son système serait fortement assis en Europe, au plus tard à son successeur. Napoléon est si habile et si grand, et la France lui doit tant de gloire et de puissance, qu'elle doit se résigner à son empire. La politique et la reconnaissance le lui commandent. Les règles communes ne sont pas faites pour les génies extraordinaires. C'est ainsi qu'on parlait. Et cette pensée non satisfaite, ce droit blessé, ce devoir non accompli, c'était la liberté politique, la libre participation du pays au gouvernement du pays, la monarchie représentative, ce que la France voulait en 1789 et qu'elle n'a jamais oublié. *Manet alta mente repostum*, cela est vrai des pensées nationales plus encore que des pensées individuelles. L'individu est mobile, faible, mortel; il manque souvent de foi dans lui-même et n'accomplit pas sa propre destinée par défaut de persévérance et de courage. Il est si facile de tomber dans le découragement et de s'arrêter lorsqu'on sait que la mort n'est jamais qu'à quelques pas de distance! Il est si peu d'hommes qui comprennent nettement que la mort elle-même n'est qu'une phase de la vie! Mais les nations ne connaissent guère ces faiblesses de l'individu; elles ne meurent pas, elles ne vieillissent pas; le dire, c'est abuser de la métaphore. Sans doute, composées d'êtres libres et responsables, les nations aussi s'égarent, se corrompent et s'affaissent, comme elles peuvent s'éclairer, grandir, s'épurer. Mais tant qu'un principe nouveau, pénétrant jusqu'aux entrailles du corps social, n'en a pas profondément modifié la substance et fait du pays autre chose que ce qu'il était auparavant, ses tendances restent les mêmes; la nation a son idée fixe comme un individu, mais elle a de plus une ferme espérance et une perpétuelle jeunesse.

C'était le cas de la France sous le consulat et sous l'empire. Par des raisons qu'on a dites mille fois, il prit fantaisie à la France d'aller dans tous les champs clos de l'Europe gagner des couronnes pour la famille de Bonaparte. Mais quoi qu'on pense de ces guerres de géans, ce grand poème écrit à la pointe de l'épée n'était cependant qu'un long épisode du grand poème de la révolution. La grande armée, la nouvelle noblesse, les majorats, les décorations, tout l'attirail impérial, ne touchaient pas au fond des choses. C'était une couche superposée, et nullement une modification de la France. La France voulait toujours ce qu'elle avait voulu en 1789. Napoléon ne l'ignorait pas, et, comme il ne croyait point à la force d'un peuple libre, il s'écriait avec douleur : « Après moi les Cosaques! » La France,

mieux avisée, a répondu : « Après l'égalité et la gloire, la liberté! » Et il en est ainsi.

A la restauration, le cycle paraissait accompli par l'octroi de la charte, qui fondait et organisait la monarchie représentative. C'était encore une apparence trompeuse. La France ne croyait pas aux promesses constitutionnelles de la vieille dynastie; la vieille dynastie ne comptait guère sur l'attachement et la fidélité de la France. Ces opinions auraient été fausses, que l'erreur aurait suffi pour empêcher l'alliance de la vieille royauté avec la France nouvelle. Mais en réalité nul ne se trompait. Les Bourbons détestaient la charte, et le pays n'aimait point les Bourbons. Il aurait fallu des trésors de sagesse, des miracles de prudence, pour changer la situation naturelle des choses et des hommes; sagesse et prudence qu'on ne devait attendre ni des hommes *qui n'avaient rien appris et rien oublié*, ni du pays qui, lui aussi, n'avait rien oublié, tout en ayant en même temps beaucoup appris. De là cette loi de l'histoire que les faits ont désormais suffisamment confirmée : les restaurations sont impossibles. Entre le pays, que la révolution a fait avancer à pas de géans, et l'émigration nécessairement rancunière et stationnaire, il se creuse un abîme infranchissable et que rien ne peut combler. Au fait, la France n'avait point obtenu ce qu'elle voulait, je veux dire une monarchie représentative, franchement établie et solidement garantie. Le France n'était pas satisfaite, et la révolution continuait. En accusant le pays d'être toujours révolutionnaire, la restauration ne le calomniait point; mais, pour dire toute la vérité, elle aurait dû reconnaître en même temps que l'esprit révolutionnaire avait été entretenu, malgré la France, par le préambule hautain et impolitique de la charte octroyée, et par le fameux article 14 fatalement illustré et commenté, même avant les ordonnances, par les étranges doctrines de l'émigration et les témérités du pouvoir.

Ainsi la révolution de 1830 n'a été ni un accident, ni un fait isolé; elle n'a été que la continuation et l'achèvement de la grande révolution. Il fallait à la France une monarchie représentative, garantie par une nouvelle dynastie, et une charte qui fût un pacte librement consenti. C'est du jour où la déclaration du 7 août 1830 lui a donné l'une et l'autre, que la révolution a réellement achevé sa carrière. Aussi le pays a-t-il fermé l'oreille aux provocations et repoussé les tentatives de ceux qui prétendaient dépasser le but déjà atteint. Il y a plus, la France, sa grande tâche une fois accomplie, est évidem-



ment entrée dans une carrière nouvelle; ce n'est plus de son organisation politique qu'elle se préoccupe; avec le monde entier, elle aspire à un plus haut degré et à une forme nouvelle de développement moral et de prospérité matérielle.

Ce n'est donc qu'aujourd'hui que la révolution de 1789 est entrée dans le domaine de l'histoire. Aujourd'hui seulement on peut dire : Elle a été; on peut aujourd'hui l'embrasser tout entière, remonter à ses sources et en suivre le cours dans toutes ses sinuosités et dans tous ses détours. Aujourd'hui seulement il devient possible de l'envisager sans émotion et de la juger avec impartialité. L'historien n'est plus un combattant. Il a sans doute ses principes, ses tendances, ses préférences; mais il est moins enclin qu'il n'aurait été, il y a quelques années, à faire de l'histoire un moyen de guerre, à l'offrir aux lecteurs de son opinion comme un bouclier ou comme une arme offensive. Pouvait-il en être autrement lorsque la révolution était encore menacée dans son principe, incertaine dans ses résultats? Aurait-on pu désirer qu'il en fût autrement en présence du danger, en face de l'ennemi, lorsqu'il importait avant tout à la liberté, au progrès, à la dignité du pays, d'atteindre le but dont la révolution n'était que le moyen, de garantir à la France les résultats d'un long travail, d'une élaboration séculaire?

La restauration vit paraître, peut-être est-il plus exact de dire qu'elle fit naître deux ouvrages historiques qui sont dans les mains de tout le monde. Ce que tout le monde ne sait pas, ce que les deux écrivains ont négligé de rappeler au public, c'est que ces deux livres, d'une si rare maturité de talent, étaient l'ouvrage de deux jeunes hommes qui n'avaient pas encore atteint ou accompli leur vingt-cinquième année. Et cependant on retrouve dans le livre de M. Mignet cette pensée ferme, cet esprit de généralisation et de synthèse, ces formes nettes et arrêtées qui paraissent le partage de l'âge mûr et d'une longue expérience. Il est beau, à vingt-cinq ans, de rappeler Salluste. M. Thiers, avec sa manière plus libre, plus large, paraît jouer avec les difficultés du sujet. Évidemment l'œuvre se modifiait à mesure que l'artiste, avec son esprit vif et perçant, voyait ces immenses catastrophes se développer devant ses yeux, et tous ces hommes si ardens, si puissans, si dévoués, si coupables, retracer à son imagination brillante et fidèle le drame de la révolution. M. Mignet nous a donné dans deux volumes ce qui paraissait alors l'histoire complète de la révolution, de 1789 à 1814. M. Thiers, après avoir renfermé dans un seul volume l'histoire des préliminaires de la

révolution et de l'assemblée constituante, n'a pas dépassé dans le dixième la chute du directoire, le coup d'état de brumaire. Les deux écrivains ont obéi chacun aux lois de leur nature. M. Mignet ne pouvait pas ne pas publier un tout complet, uniforme, harmonique; à cette condition seulement son esprit pouvait être satisfait; tout annonçait en lui une vie de méditation et de travail, un homme de cabinet, un écrivain. Dans M. Thiers, on pouvait pressentir l'homme d'action et de tribune, mêlé aux affaires de la vie, maniant les hommes, faisant un livre pour faire quelque chose, et le faisant bien parce qu'il est des talens qui peuvent tout faire. Jamais deux amis intimes, travaillant au même sujet, en même temps, dans la même ville, n'ont donné le jour à deux ouvrages plus individuels, plus indépendans, plus divers.

M. Mignet, dans son amour de la symétrie et de la synthèse, laisse peu aux variétés et aux écarts de la liberté humaine; pour lui, les diverses phases de la révolution ont été presque obligées; avec les causes qui l'ont amenée, et les passions qu'elle a employées ou soulevées, la révolution ne pouvait avoir une autre marche ni une autre issue. En retraçant les préliminaires de la révolution, M. Mignet a voulu montrer qu'il n'a pas été plus possible de l'éviter que de la conduire.

M. Thiers, esprit moins théorique et nullement systématique, cherche moins à savoir si les évènemens étaient fatalement nécessaires, qu'à les bien comprendre, et à en bien démêler les causes et les nuances. L'un est plus l'historien des choses, de leur enchaînement, de leurs résultats; l'autre des hommes, de leurs passions, de leur influence.

Mais ils écrivaient l'un et l'autre sous l'empire des mêmes principes, des mêmes opinions, des mêmes passions politiques. L'un et l'autre regardaient la révolution comme une nécessité dans son principe, comme un immense progrès par ses résultats. Et tout en regrettant les résistances qu'elle eut à vaincre, et la lutte sanglante qui s'ensuivit, l'un et l'autre n'auraient voulu, à aucun prix, que la révolution n'eût pas eu lieu, convaincus que ses excès passagers étaient largement rachetés par ses bienfaits durables.

Enfin, ils écrivaient l'un et l'autre comme des hommes sur un champ de bataille, persuadés qu'il y avait de nouveaux combats à soutenir, d'autres victoires à remporter. La liberté, disait M. Thiers, en terminant son travail, n'est pas venue, elle viendra; ce qui explique ces paroles de son début : J'ai tâché d'apaiser en moi tout sen-

timent de haine. Ce n'était pas M. Thiers qui pouvait tomber dans l'erreur vulgaire de croire la révolution accomplie avant que la pensée motrice en fût réalisée. M. Mignet terminait également en signalant, en Europe, la guerre de la sainte-alliance contre les peuples, en France, le gouvernement d'un parti contre la charte, mouvement rétrograde, disait-il, qui doit avoir son cours et son terme.

C'est après la crise de 1830 que les esprits sérieux ont pu regarder la révolution comme un fait complet, achevé. On peut aujourd'hui en écrire l'histoire sans les inquiétudes d'une lutte toujours indécise, sans les ressentimens de la défaite ou les enivremens de la victoire. Et voici en effet un écrivain des plus distingués, et un ami sincère d'une liberté régulière, qui nous apporte le fruit de ses longues et patientes recherches, et d'un travail soigné et consciencieux.

M. Droz aurait pu aujourd'hui concevoir la période de 1789 à 1830 comme un tout, comme un problème posé et pleinement résolu. Ce vaste thème n'aurait pas été au-dessus de ses forces, je le dis avec une pleine conviction, et j'ajoute avec la même franchise que je ne l'aurais pas dit avant la publication des deux volumes que j'ai sous les yeux. M. Droz avait fait paraître des ouvrages dignes d'estime; mais les sujets qu'il avait traités ne lui avaient pas donné l'occasion de nous montrer des études aussi profondes, des vues si élevées, un jugement si ferme, un sens politique si exquis et si juste. Empressons-nous d'ajouter que si M. Droz n'a publié son *Histoire de Louis XVI* qu'en 1839, il avait formé le projet de l'écrire déjà en 1811, et qu'il s'était dès-lors journellement occupé des recherches qu'elle rendait nécessaires. Mais au lieu d'embrasser la période entière, M. Droz a préféré se renfermer dans des limites beaucoup plus étroites. Il s'est placé à un certain point de vue, partiel, incomplet en apparence, et qui cependant présente à l'œil de l'observateur attentif un tout, un ensemble qui renferme pour les peuples un haut enseignement historique. Qu'on nous permette d'expliquer notre pensée.

M. Droz laisse dans les affaires de la vie une large part à la liberté humaine. Il croit aux résolutions de l'homme plus qu'à la force des choses, et ne voudrait point, par une sorte de fatalisme historique, décharger les nations et les gouvernemens de toute responsabilité morale. Cette question : la révolution française pouvait-elle être prévenue et dirigée? M. Droz la suppose résolue affirmativement dans tous les esprits. Ce n'est pas même une question à ses yeux; aussi a-t-il intitulé son livre : HISTOIRE DU RÈGNE DE LOUIS XVI PENDANT

LES ANNÉES *où l'on pouvait prévenir ou diriger la révolution française.* Dès-lors la révolution, qu'en fait on n'avait pas prévenue, se partage, pour M. Droz, en deux périodes distinctes : celle où la révolution pouvait être dirigée et accomplie sans bouleversemens, et celle où, échappant désormais à toute direction sage et mesurée, elle se trouvait livrée à la violence des partis; en d'autres termes la révolution légale et la révolution par coups d'état, la révolution que les pouvoirs établis reçoivent dans leur sein en se modifiant, et la révolution qui les envahit et les renverse; la révolution qui, en associant la monarchie aux libertés publiques, la consolide, et celle qui, la proclamant ennemie implacable du peuple, l'attaque, la foule aux pieds et l'anéantit.

Ces deux périodes, on le voit, sont non-seulement différentes, mais jusqu'à un certain point indépendantes l'une de l'autre. Il existe sans doute entre elles un lien, un lien qui peut être regardé comme un rapport de cause à effet, la seconde phase n'ayant lieu que parce que, dans la première, on n'a pas eu le pouvoir, selon les uns, selon d'autres la volonté de réaliser les vœux légitimes de la révolution. Mais évidemment la seconde partie est dépendante de la première plus que celle-ci ne l'est de la seconde. La première forme un tout qui peut être étudié avec profit, sans qu'on ait besoin de connaître de la seconde autre chose que ses résultats généraux et notoires. C'est ainsi que, sans manquer aux lois de l'unité, on pourrait écrire la biographie d'un homme heureusement doué de la nature, en s'arrêtant au jour où les vices de son éducation, l'impéritie et les mauvaises passions de ses instituteurs l'auraient, malgré ses nobles dispositions et son heureux naturel, jeté dans les plus déplorables excès. On n'écrirait pas l'histoire d'une vie d'égarement et de désordre, mais celle d'une éducation manquée. Le but ne serait pas de mettre en relief et de montrer en détail les funestes résultats de la folie humaine, mais de faire sentir que notre avenir dépend toujours soit de nous-mêmes, soit de la moralité et de l'habileté de ceux qui ont le pouvoir et le droit de nous instruire et de nous diriger. Il y a là un enseignement complet, élevé, un puissant appel à la responsabilité morale de l'homme, un noble commentaire du vieil adage : *Principiis obsta, sero medicina paratur.*

On peut donc regretter que M. Droz n'ait pas mis la main à une œuvre plus étendue, élevé un plus vaste édifice; on peut le regretter comme on regrette tout ce qu'un homme habile pourrait faire et ne fait pas. Mais, tel qu'il est, le monument ne laisse rien à

désirer, il est complet. Ce n'est pas là une entreprise avortée ou interrompue, un de ces ouvrages qui ne laissent apercevoir qu'une pensée qui n'a pas eu le temps ou les moyens de se réaliser tout entière.

Il est cependant une question qu'on peut élever, c'est celle-ci : Le point de vue de M. Droz est-il heureusement choisi ? lui permettait-il de voir le sujet sous ses faces principales, en plein, d'en pénétrer tous les replis? le voyait-il d'assez haut? s'en est-il fait une juste idée? Au lieu de chercher ses données dans les réalités de la révolution, n'a-t-il pas écrit sous l'inspiration d'une idée systématique, d'une noble pensée malheureusement démentie par les faits? En d'autres termes, est-il vrai que la révolution française ait pu être prévenue ou dirigée?

Ici l'équivoque est facile, car la réponse peut être différente selon le point de vue, général ou particulier, où l'on se place. En effet, que veut-on dire? Qu'il n'y a jamais eu, qu'il n'y aura jamais de révolution, de rénovation politique ou sociale qui puisse être contenue et dirigée, qui s'accomplisse sans briser, sans réduire en poussière tout ce qui en gêne et en retarde la marche? Ce serait là une erreur insoutenable, le fatalisme dans l'histoire, la négation du progrès; il y a plus, ce serait une intolérable contradiction. Car ces grandes rénovations sociales supposent dans les peuples des besoins nouveaux, une civilisation de plus en plus élevée, un progrès, tandis que imaginer des résistances toujours aveugles, des haines toujours implacables, regarder la violence, les proscriptions, le crime, comme des faits à tout jamais inévitables, c'est dire que l'homme moral reste toujours le même, que les nations n'avancent qu'en prospérité matérielle, qu'il n'y aura jamais de progrès pour la raison et la morale publiques, pour le gouvernement des passions humaines. Dans ce cas, nous devrions souscrire aux opinions dédaigneuses de ces esprits frondeurs et chagrins pour qui le progrès n'est qu'un vain mot; il faudrait croire avec eux que l'humanité, toujours condamnée aux mêmes erreurs, toujours subjuguée par les mêmes passions, tourne incessamment sur elle-même.

Loin de nous cette pensée; et pour en revenir aux réformes sociales et politiques, nous sommes profondément convaincu que le jour arrivera où ces grandes mutations dans la forme et le gouvernement des états s'opéreront sans que la justice et la morale, en applaudissant au résultat, aient en même temps à gémir des moyens

qui l'auront amené. Les intérêts seront plus éclairés, les passions moins violentes, les tempéramens et les transactions plus faciles. Le monde réel ne marche jamais que de transaction en transaction. La transaction sera-t-elle prompte ou retardée, sanglante ou non? Il n'y a jamais d'autre question dans les crises politiques. Le jour où les masses comprendront cette vérité, les luttes seront courtoises, les accommodemens prompts et équitables. C'est l'ignorance qui le plus souvent rend les combats opiniâtres. Quoi qu'en disent les ennemis de l'instruction générale, tout comprendre, c'est peser tous les droits, excuser toutes les faiblesses; toute lutte acharnée devient alors impossible. On a peut-être moins d'énergie, moins de dévouement, moins d'enthousiasme pour sa cause; on y apporte plus de raison, plus d'habileté, plus de mesure. L'élan est moins grand, mais le succès est certain, sans regrets, sans complications, sans retours, et ce qui, plus est, l'avenir ne se trouve pas enchaîné par les souvenirs et la terreur du passé.

Mais si du général on descend au particulier, et du possible au réel, que doit-on penser de la révolution française? La France de 1789 étant donnée, avec ses prolétaires ignorans et grossiers, ses paysans misérables et opprimés, ses nobles sans aucune expérience politique, pleins la plupart de sottise et de vanité, ses bourgeois si inégalement éclairés et presque tous étrangers au maniement des affaires, une école philosophique tranchante, passionnée, ne tenant aucun compte de l'histoire, des parlemens irrités et ne reconnaissant d'autre liberté que la lutte de la robe avec les ministres, d'énormes abus à réformer, de grands sacrifices à demander, d'antiques possessions à contester, des intérêts très compliqués à concilier, pouvait-on espérer, était-il dans les possibilités humaines qu'il y eût une solution pacifique de l'effrayant problème que la révolution venait de poser? Je ne le pense pas. Et qui donc aurait pu le résoudre? ceux qui ne le comprenaient pas du tout? ceux qui n'en avaient encore qu'une connaissance instinctive et confuse? c'était le plus grand nombre; ceux qui le comprenaient, mais voulaient le dépasser? ou bien ceux qui, tout en voulant se renfermer dans de justes limites, pliaient cependant sous le joug d'une philosophie spéculative et orgueilleuse, ou enfin ceux qui voulaient importer en France, pays, depuis le 4 août 1789, de démocratie et d'égalité civile, non l'imitation, mais le calque des institutions anglaises? Certes, nous ne voulons, par nos paroles, justifier aucun crime, excuser aucun excès. Il

est moralement certain, les mœurs de la Corse étant connues, qu'il s'y commettra cette année un certain nombre d'assassinats. Est-ce à dire que les assassins soient innocens à nos yeux?

On se tromperait également si on croyait que nous voulons faire à M. Droz un reproche du point de vue où il s'est placé. Ce n'est pas là notre pensée. Au fond, notre manière de voir diffère peu. Nous croyons que les hommes et les choses de 1789 étant donnés, nul ne pouvait gouverner la révolution et en prévenir les écarts. M. Droz ne dit pas précisément le contraire; mais il reproche avec raison aux hommes leurs erreurs et leurs passions; il prouve que s'ils avaient ét autres qu'ils n'étaient, les choses auraient pu suivre un autre cours, que rien dans les choses elles-mêmes ne s'y opposait invinciblement. C'est, en effet, à nous-mêmes, aux vices de notre éducation, aux dérèglemens de nos passions, aux travers de notre esprit qu'on doit imputer tout ce que les réformes sociales entraînent avec elles de crimes et de malheurs. Les hommes de 1789 n'ont pas fait ce qu'ils devaient, et par là ils n'ont pas évité les maux qui pouvaient être évités. Nous sommes d'accord sur ce point. Seulement M. Droz paraît croire que ces hommes n'ont pas voulu ce qu'ils avaient le pouvoir de faire; nous, nous penchons à croire que cette puissance leur manquait, parce qu'ils n'avaient pas voulu l'acquérir en éclairant davantage leur esprit, pour arriver ensuite sur la scène du monde avec une intelligence plus développée et des sentimens plus élevés.

Quoi qu'il en soit, nous rendons grace à M. Droz du plan qu'il a adopté, du point de vue où il a placé son lecteur. C'est un service rendu à la morale publique et à la cause sacrée du progrès. Il importe de prouver aux ennemis de la liberté qu'en voulant l'étouffer, ils l'irritent et la rendent furieuse; à ses amis, qu'elle peut toujours être maîtresse d'elle-même, modérer son action, vaincre, non sans effort, mais sans colère; que la violence la déshonore, que les emportemens la tuent. Il importe de persuader aux peuples que le crime n'est jamais une nécessité, et que les révolutions légitimes dans leur principe, mais excessives ou iniques dans leurs moyens, n'ont pu atteindre qu'après de longs circuits le but qu'elles avaient sous la main. Il importe également de faire voir aux hommes du vieux temps qu'une résistance opiniâtre, absolue, est aussi mal fondée dans ses prétentions, que funeste à eux-mêmes par ses conséquences.

Le livre de M. Droz est un haut enseignement, d'autant plus op-

portun qu'il paraît dans un moment où les peuples se montrent d'eux-mêmes disposés à entrer dans la noble carrière qu'il leur signale. Tout enseignement a besoin, pour être efficace, de trouver des ames suffisamment préparées. On n'éclaire profondément que les esprits qui aperçoivent déjà quelques lueurs.

La révolution de 1830 n'a pas été souillée d'un seul crime. La Suisse a vu, à la même époque, des cantons travailler, au milieu des révolutions dont ils étaient entourés, à la réforme de leurs institutions politiques, sans commotion aucune, par l'accord du gouvernement et du peuple. Enfin l'Angleterre donne au monde le spectacle d'une magnifique expérience. Dominée par le privilége dans la famille, dans l'état, dans l'église, l'Angleterre, si riche, si éclairée, si libre, doit nécessairement naturaliser chez elle le principe de la civilisation moderne, l'égalité civile. Mais c'est là pour les Anglais une révolution tout entière, une profonde révolution, inévitable cependant; le canal de la Manche ne peut pas fermer à l'esprit moderne l'entrée de la Grande-Bretagne.

Cette grande révolution, l'Angleterre l'a déjà commencée par les voies légales, et la poursuit tous les jours. L'émancipation des catholiques et le bill de réforme en ont été jusqu'ici les deux faits les plus considérables. La résistance est grande, la lutte fort vive; mais, à l'exception de quelques émeutes de prolétaires, sans appui sérieux dans le pays, tout se passe dans l'enceinte du parlement, et dans les limites que la constitution impose aux partis. L'Angleterre pourra-t-elle accomplir sa tâche difficile, contenir et diriger jusqu'au bout, dans les voies légales, une révolution qui doit modifier de si grands intérêts, et pénétrer jusqu'au cœur de si puissantes institutions? Nul ne le sait; mais il n'est pas d'ami de la liberté et du progrès qui ne fasse des vœux pour l'accomplissement d'un fait qui serait une admirable leçon de sagesse et un témoignage irrécusable de la haute civilisation de l'Europe.

M. Droz a placé le terme de la première période de la révolution au 21 septembre 1789, au jour où l'assemblée constituante compléta, par un dernier décret sur le *veto* suspensif, son travail sur les bases principales de l'acte constitutionnel. Les deux chambres et le *veto* absolu avaient été rejetés, bien que Mirabeau lui-même eût soutenu le *veto* illimité; Mounier, Lally-Tollendal, Clermont-Tonnerre et Bergasse donnèrent leur démission de membres du comité de constitution. Les hommes qui pouvaient se flatter de diriger la révolution

étaient vaincus. La révolution qui, selon M. Droz, aurait pu être mesurée, prudente, allait bientôt, furibonde, échevelée, franchir toutes les bornes. « L'assemblée, dit M. Droz, en rejetant le premier projet de constitution, fit voir aux esprits éclairés qu'on ne pouvait plus opposer une digue au torrent. »

Au surplus, M. Droz n'a pas seulement retracé l'histoire de la première période de la révolution, mais l'histoire du règne de Louis XVI jusqu'au mois d'octobre 1789, en la faisant précéder d'une introduction de plus de cent pages qui remonte à Louis XIV et qui est digne d'être proposée comme modèle, tant elle est substantielle, lucide, instructive, également éloignée de la pauvreté et de l'exubérance, de la pompe prétentieuse de l'histoire soi-disant philosophique et de la sécheresse des compilateurs.

« Peut-être, dit M. Droz, donnerai-je plus tard une suite à cet ouvrage. » Nous sommes convaincu qu'il n'est pas une personne ayant lu l'*Histoire de Louis XVI,* qui ne se réunisse à nous pour demander à M. Droz l'accomplissement de cette *quasi-promesse.*

ROSSI.

KANT

ET SA PHILOSOPHIE.

Kant est le père de la philosophie allemande ; il est l'auteur ou plutôt l'instrument de la plus grande révolution philosophique qui ait eu lieu dans l'Europe moderne depuis Descartes. Or, toute révolution digne de ce nom est fille du temps et non d'un homme. Le monde marche, mais nul ne le fait marcher, comme nul ne peut l'arrêter. Je vois à la philosophie de Kant deux grands antécédens : l'esprit général, le mouvement universel de l'Europe, puis l'esprit particulier de l'Allemagne.

L'esprit général de l'Europe, à la fin du XVIIIe siècle, est assez connu : à cette époque, il régnait une fermentation sourde, avant-coureur d'une crise prochaine. A la crédulité des siècles antérieurs avait succédé un goût passionné d'examen et d'investigation, favorable à la decouverte de la vérité. La réflexion appliquée à la recherche des droits et des devoirs de l'homme faisait apercevoir le vide des institutions existantes; on sentait vivement le besoin d'une régénération complète du corps social. Je dois insister davantage sur l'état particulier de l'Allemagne avant Kant. Mais l'histoire d'une nation est essentiellement une, et, à parler rigoureusement, il est presque

impossible de bien comprendre la situation morale de l'Allemagne à la fin du XVIIIe siècle, si l'on ne connaît dans une certaine mesure les temps qui ont précédé et préparé celui qu'on étudie; en sorte qu'il me paraît nécessaire de présenter ici une esquisse rapide de l'histoire de la civilisation germanique depuis ses plus faibles commencemens jusqu'à l'époque où Kant a paru, afin de faire bien saisir l'esprit fondamental et permanent de la grande nation à laquelle notre philosophe appartient, et dont il est le représentant.

Je suis très convaincu que le genre humain est partout le même, quelles que soient les diverses latitudes sous lesquelles sont distribuées les races humaines. Il n'y a point de race privilégiée pour la vérité, pour le beau, pour le bien. L'influence des circonstances extérieures a été souvent surmontée et vaincue, ici par la volonté de certains individus d'élite en ce qui les regardait eux-mêmes, là, pour les masses, par les gouvernemens et les institutions. L'histoire renverse les théories trop absolues qui attribuent la liberté ou l'esclavage à telle ou telle zône. Je pense, en un mot, qu'une civilisation commune appartient à l'espèce humaine tout entière dans toutes les parties du globe. Cependant, si l'humanité est une, il n'en est pas moins vrai que, selon les circonstances, les temps et les lieux, la civilisation affecte des formes très différentes. La distinction la plus saillante est celle des civilisations méridionales et des civilisations septentrionales. Les peuples du Nord aperçoivent les mêmes vérités que les peuples du Midi, mais ils les aperçoivent autrement. Cette différence se remarque à la fois et dans la poésie et dans la religion et dans les institutions politiques. La philosophie suit la même fortune, puisque la philosophie n'est tantôt que la base secrète, et tantôt le faîte de ces trois grands développemens de l'esprit, et leur expression la plus pure et la plus élevée. M. de Sismondi, dans son bel ouvrage sur les littératures du midi, a tracé le caractère de la poésie de l'Italie et de l'Espagne dans son rapport avec la religion et l'état politique de ces deux pays. On pourrait, à son exemple, indiquer aussi les caractères littéraires, politiques et religieux exclusivement propres aux nations du Nord. Le résultat le plus certain de toutes les observations qui déjà ont été faites, c'est que l'homme du Midi, tout en étant au fond le même que l'homme du Nord, est cependant plus expansif, et que l'homme du Nord, au contraire, par l'effet même des impressions que les circonstances extérieures produisent sur lui, est plus facilement reporté vers lui-même et vit d'une vie plus intime.

L'Allemagne est cette grande plaine septentrionale, coupée de plusieurs grands fleuves, séparée du reste du monde par des barrières naturelles rarement franchies, par l'Océan et la Baltique, par les monts Crapacks, le Tyrol et le Rhin. Dans ces limites vit et parle la même langue une nation profondément originale dont l'existence subit assez peu les influences des peuples voisins. L'esprit commun qui unit entre elles ces nombreuses populations est d'aimer la vie intérieure, celle de l'imagination, du sentiment ou de la pensée solitaire comme celle de la famille, de préférer ou de mêler la rêverie à l'action, et d'emprunter à l'ame, à quelque chose d'idéal et d'invisible, la direction de la vie extérieure, le gouvernement de la réalité.

L'histoire de cette nation me paraît se diviser en trois grandes époques.

La première, dont l'origine se perd dans la nuit des temps, ne finit guère qu'à Charlemagne. Les anciens monumens, que Tacite résume, nous montrent les différentes peuplades germaniques répandues sur la surface d'un vaste territoire qu'elles occupent plutôt qu'elles ne le fertilisent. Accoutumées à une vie errante, toujours combattues par les Romains, jamais domptées, nous les voyons attendre dans leurs forêts que l'heure soit venue de refouler chez eux les conquérans, et d'attaquer leurs agresseurs. Jusqu'au moment où les peuples septentrionaux deviennent conquérans à leur tour, et quelque temps même après la conquête, ils ont une civilisation, une forme de gouvernement, une religion, une poésie qui leur est propre. Leur esprit politique consiste à ne reconnaître en général que des chefs élus par eux, à laisser une autorité presque arbitraire aux supériorités physiques ou morales, de sorte qu'on y voit tantôt l'anarchie de la faiblesse, quand le chef a peu de force, tantôt le despotisme d'un guerrier habile et heureux. Ouvrez l'*Edda* et les *Niebelungen;* la lecture la plus superficielle y découvre un goût de rêverie et des sentimens profonds, sombres ou exaltés, qui nous rappellent sans cesse que les héros et les bardes de ces vieilles poésies n'ont pas vu le ciel de l'Italie ou celui de l'Espagne. Ils ont beau s'agiter dans le monde extérieur, ils le revêtent toujours de formes empruntées à la vie intime. Cette époque a aussi sa philosophie, une philosophie à la manière des barbares, vague et indéterminée, parce qu'elle n'est qu'un développement instinctif, un fruit de la spontanéité et non pas de la réflexion, qui seule constitue la vraie philosophie. Cette philosophie primitive est la religion. Dans la mythologie de l'*Edda* et des *Niebelungen,* la supériorité de l'homme sur la nature est partout

exprimée, et là est déjà une sorte de théorie philosophique. Sigurd, Sigefried, Attila, les héros du Nord, se jouent des accidens naturels; ils se plaisent au milieu des tempêtes de l'Océan, soupirent après les combats comme après des fêtes, sourient à la mort comme à une amie, et joignent à un profond mépris de la vie un sentiment énergique du devoir, et le goût d'un amour infiniment plus pur que celui des peuples du midi. Ce sont là, dans le berceau même de l'Allemagne, des germes féconds de la philosophie de l'avenir.

Pendant cette première époque, le Nord est païen, guerrier, libre et poétique; cette première forme de la civilisation germanique commence à s'altérer avec la conquête. Lorsque les peuples du Nord franchirent les barrières qui les séparaient des Gaules et de l'Italie, tout en détruisant la forme romaine, ils furent bien forcés d'en retenir quelque chose. Plusieurs de ces conquérans rapportèrent dans leur patrie les habitudes de la conquête; le despotisme militaire suivit les chefs victorieux et s'établit à la faveur même de leurs services et de leur gloire. Ainsi la conquête enfante toujours le despotisme, non-seulement pour les vaincus, mais aussi pour les vainqueurs. Bientôt la religion des conquérans succomba sous la religion des peuples conquis. Le christianisme, avec son culte et ses pratiques de sacrifice et d'amour, gagna ces grands cœurs barbares, et repassant successivement toutes les barrières que les vainqueurs avaient eux-mêmes franchies, il pénétra jusqu'au sein de la Germanie. Le polythéisme scandinave et germanique, attaqué à la fois par l'épée, par la science, et par l'héroïsme jusqu'alors inconnu de la charité, ne put résister et fut vaincu; avec le paganisme périt la poésie qui naissait de cet état politique et religieux. Charlemagne, plus Franc que Gaulois, en remettant définitivement à l'église le soin de fixer et d'organiser la société barbare, termine cette première époque et commence la seconde.

Le caractère de cette nouvelle période de l'histoire de l'Allemagne est d'être profondément chrétienne et à la fois monarchique et libre. Les électeurs et les princes de l'empire choisissent leur chef tantôt dans une maison, tantôt dans une autre; le chef, l'empereur ainsi élu, reconnaît les limites de son autorité dans des lois grossières, mais religieusement observées, et surtout dans l'esprit électif qui n'était point alors un vain simulacre. Les peuples avaient eux-mêmes des droits défendus par les princes contre les usurpations du pouvoir impérial, et garantis contre les princes eux-mêmes par des institutions qui n'ont jamais été entièrement détruites : civilisation rude

encore, il est vrai, mais pleine de force; la liberté germanique, appuyée sur une unité religieuse qui trouvait dans tous les cœurs et dans tous les esprits une croyance absolue, fait alors de l'Allemagne une nation vraiment grande, respectée et redoutée de l'Europe entière.

La poésie de ces temps se trouve dans les chants des *minnesangers* et dans ceux des *meistersangers*, qui ont beaucoup de ressemblance avec nos troubadours de Provence, et qui peut-être en tirent leur origine. Déjà le nom de *meister* indique qu'ils formaient école; cette poésie paraît d'abord, par cela même, moins originale et moins populaire que celle de la première époque. Toutefois, elle est populaire encore en ce sens qu'elle est en harmonie avec l'esprit général du temps; en effet, elle est accueillie et fêtée, surtout, il est vrai, dans les châteaux. Eh bien! même dans cette poésie plus artificielle se retrouve ce charme de rêveries mélancoliques inconnu à l'Espagne et à l'Italie, et ce parfum de mysticité dans la religion et dans l'amour qui rappelle l'ancienne Allemagne.

La philosophie de cette époque est la scholastique, qui méritait alors autant de respect qu'elle s'est attiré plus tard de mépris, lorsque, voulant garder un empire que les siècles lui avaient ôté, de souveraine légitime qu'elle était, elle se fit tyrannique et persécutrice. La scholastique n'était autre chose que l'ensemble des formules plus ou moins scientifiques dans lesquelles la réflexion naissante, appuyée sur l'*Organum* d'Aristote, avait arrangé les doctrines chrétiennes à l'usage de l'enseignement. Les théologiens sont les philosophes d'alors, et ils se recommandent par un caractère de naïveté et de gravité, par une profondeur de sentimens et une hauteur d'idées qui leur assigne un rang très élevé dans l'histoire de la philosophie. Antérieurement aux universités, de grandes écoles florissaient de toutes parts en Allemagne, à Fulde, à Mayence, à Ratisbonne, et surtout à Cologne. La scholastique d'Allemagne est sans doute moins originale et moins féconde que celle de France, qui n'a ni égale ni rivale; toutefois elle présente de grands noms, dont le plus grand est celui d'Albert. Ne dédaignez pas cette philosophie, malgré sa forme quelque peu barbare; car la foi des docteurs et celle des disciples la vivifiait. Ainsi, d'un côté foi vraie dans le peuple, et liberté par conséquent, puisque le peuple croyait d'une croyance aussi libre que l'amour qui en était le principe; d'autre part, ferme autorité dans le gouvernement, parce que cette autorité se fondait sur le libre assentiment des peuples et sur de nobles croyances. Tel fut l'état philoso-

phique, religieux, littéraire et politique de cette seconde époque. Ce sont là les beaux jours de l'empire germanique, dont de grands écrivains invoquent encore le souvenir avec enthousiasme.

Cette forme passa comme l'autre, comme passent toutes les formes. Ce qui contribua à l'énerver d'abord et à la dégrader ensuite, ce fut la trop grande influence de la domination étrangère en politique et en religion. Peu à peu les étrangers jouèrent en Allemagne un plus grand rôle que les gens du pays. Une ville d'Italie finit par dicter les croyances, les mœurs et les moindres pratiques qui devaient s'observer au fond de la Thuringe. Un jour il arriva que sur le trône d'Allemagne se rencontra un prince dont la domination, s'étendant aussi sur les Pays-Bas, sur les Espagnes et sur la moitié de l'Italie, ne représentait plus aux peuples un gouvernement national. Charles-Quint, Belge et Espagnol bien plus qu'Allemand, était parvenu au faîte d'une puissance qui, ne pouvant s'accroître, devait décliner. L'Allemagne peut se soumettre dans l'ordre extérieur et politique, mais elle ne peut obéir qu'à son propre génie dans l'ordre intellectuel et moral ; elle réclama quelque liberté de détail sur un point de médiocre importance : elle ne fut pas entendue ; elle résista donc, et l'énergie de la résistance appelant la violence de la répression, et celle-ci redoublant celle-là, ainsi éclata et se répandit cette réformation religieuse et politique qui brisa l'unité de l'Europe et arracha le sceptre de l'Allemagne à la maison d'Autriche et à la cour de Rome.

Deux hommes commencèrent cette révolution, deux Allemands, deux hommes du Nord, dont l'un protesta avec une éloquence passionnée contre le despotisme religieux, et l'autre appuya cette protestation de son épée : je veux parler de Luther et de Gustave-Adolphe. Les discours de Luther minèrent le catholicisme ; l'épée de Gustave abattit la maison d'Autriche et émancipa l'Allemagne. Mais, je dois le dire, ces deux grands hommes, en détruisant une forme qui ne convenait plus à l'esprit général, ne la remplacèrent par aucune forme nouvelle, ferme et durable. De là l'anarchie qui dura long-temps et qui dure encore. Quand l'unité du saint-empire eut péri, et que le titre d'empereur fut devenu un titre vain qui n'était plus en réalité que celui d'empereur d'Autriche, les électeurs et les princes, rendus à l'indépendance, devinrent peu à peu des monarques absolus, et au despotisme régulier d'un seul succéda une foule de despotismes particuliers. De même, quand Luther eut détruit l'influence de Rome dans une grande partie de l'Allemagne, les

esprits une fois sortis de la vieille autorité, n'en surent plus reconnaître aucune; le luthéranisme eut aussi ses schismes, le calvinisme ses bûchers, et ce qui restait de foi ne sut plus à quelle forme se prendre et s'arrêter. La poésie, consacrée à chanter les croyances, les sentimens, les évènemens nés d'une forme religieuse et politique qui n'était plus, cessa d'être populaire; et comme une révolution n'est pas une situation, et que la poésie vit de formes déterminées, cette absence de formes ne fit pas éclore de poètes, et c'en fut fait de la poésie allemande. La philosophie du protestantisme suivit sa fortune. On vit s'élever en Allemagne une infinie variété d'écoles où la vieille scholastique subit des améliorations, c'est-à-dire des altérations continuelles; mais au milieu de cette confusion on ne trouve rien de grand, rien d'original, rien qui soit digne d'occuper sérieusement l'histoire.

Cependant un homme de génie, en France, détruisait à jamais la scholastique, et sur ses ruines élevait un système entièrement nouveau dans sa méthode et dans ses directions générales. Ce système, ou du moins son esprit, se répandit parmi les plus beaux génies du siècle de Louis XIV. Bossuet lui-même, quoiqu'il ne l'avouât pas, Fénelon, Malebranche et messieurs de Port-Royal étaient cartésiens. En Hollande, Spinoza n'a fait autre chose que tirer des conséquences rigoureuses des principes de Descartes. La philosophie nouvelle gagna aussi l'Allemagne, et elle fut enseignée et imitée par des docteurs allemands, comme autrefois les poésies provençales avaient eu des imitateurs sur les bords du Rhin. Leibnitz, dont on ne peut trop admirer le génie, Leibnitz lui-même est un disciple de Descartes, disciple, il est vrai, qui a surpassé son maître, mais qui, malheureusement entraîné par une curiosité universelle, la passion de toutes les gloires et les distractions de la vie politique, n'a jeté que d'admirables vues, sans fonder un système net et précis. Wolf tenta de ramener les vues éparses du grand polygraphe à un centre commun et de les réduire en un système régulier; mais Wolf reproduisit plutôt les formes que l'esprit de la philosophie leibnitzienne. Ceux qui vinrent après lui continuèrent cette nouvelle scholastique, et c'est un fait incontestable qu'au milieu et vers la fin du XVIIIe siècle on ne trouve en Allemagne aucun système qui domine assez les esprits pour paraître une véritable philosophie allemande.

Les choses en étaient là, lorsque l'Allemagne entra en relation plus intime avec l'Europe philosophique qui avait cessé d'être cartésienne. L'Angleterre était tombée sous le joug du système de Locke,

et la France avait échangé le cartésianisme exagéré, mais sublime, de Malebranche pour des imitations superficielles de la philosophie anglaise. Une politique, que je ne suis point appelé à retracer, avait abattu les courages. Le sensualisme était devenu la forme philosophique de l'Angleterre et celle de la France. Il passa bientôt en Allemagne avec tout ce qu'il traîne à sa suite, le goût du petit et du médiocre en toutes choses, et entre autres le goût de la petite poésie qui tue la grande. Frédéric régnait alors à Berlin, et ceux des beaux-esprits français qui ne se sentaient pas capables de briller en France à côté de l'astre éblouissant de Voltaire, allaient à Berlin faire en sous-ordre les amusemens de la cour et du maître. Ils frondaient ce qui restait de christianisme et de théologie en Allemagne. Frédéric se plaisait à cette lutte des vieux théologiens avec les nouveaux philosophes. Il payait les premiers, mais il les livrait aux sarcasmes de Lamettrie et du marquis d'Argens; et l'ancienne théologie recula devant l'esprit de la philosophie nouvelle.

Ainsi donc, nulle loi, nulle liberté, nulle poésie nationale; des gouvernemens despotiques soudoyant des sophistes étrangers pour la destruction du vieil esprit germanique; une théologie fléchissant sous l'incrédulité et sous le sarcasme, et ne se défendant même plus; et, pour toute philosophie, une espèce de frivolité dogmatique ne dictant plus que des épigrammes et des brochures de quelques pages à la place des in-folio, respectables témoignages de la vieille science théologique; tel est l'état dans lequel Kant trouva l'Allemagne.

Je me trompe; un homme précéda Kant, et c'est aussi à lui qu'il faut attribuer l'honneur de s'être élevé le premier avec courage contre les frivolités serviles et despotiques de la cour de Berlin. Klopstock, homme de province, simple et grave, chrétien et Allemand au XVIIIe siècle, trouva dans son ame des chants inspirés qui, d'un bout de l'Allemagne à l'autre, furent accueillis comme l'aurore d'une poésie vraiment nationale. La cour de Berlin seule n'en fut point émue. En vain Klopstock présenta à Frédéric, en vers sublimes, l'apologie de la muse germanique : le grand roi ne comprit pas le loyal patriote; mais l'Allemagne l'entendit. La littérature tout entière entra dans la route que le génie de Klopstock lui avait ouverte, et, même avant la mort de Frédéric, on vit éclore un certain nombre de poésies nationales que tout le monde apprit par cœur. Or, quel fut le caractère de cette poésie nouvelle? Avec le sentiment patriotique reparut l'esprit religieux, le génie rêveur et mélancolique de l'ancienne et immortelle Allemagne, et ces amours suaves et purs qui, dans Klop-

stock et dans Bürger, contrastent si noblement avec la fadeur ou la grossièreté de la poésie anacréontique des salons et des cours du XVIIIe siècle.

Au milieu de ce grand mouvement, un homme né à Kœnisberg, et qui, comme Socrate, ne sortit guère des murs de sa ville natale, publia un ouvrage de philosophie qui, d'abord peu lu et presque inaperçu, puis, pénétrant peu à peu dans quelques esprits d'élite, produisit, au bout de huit ou dix ans, un grand effet en Allemagne, et finit par renouveler la philosophie, comme *la Messiade* avait renouvelé la poésie. Kant étudia d'abord la théologie et les langues savantes; il avait un génie extraordinaire pour les mathématiques; il a fait même des découvertes en astronomie. Mais la philosophie présida à tous ses travaux et finit par absorber tous ses goûts : elle devint sa vraie vocation et sa principale gloire. Son caractère distinctif était un vif sentiment de l'honnête, une conscience droite et ferme qui fut révoltée des honteuses conséquences de la philosophie à la mode. D'un autre côté, Kant était de son siècle, et il redoutait, presque à l'égal du sensualisme, les conclusions, selon lui hasardées, de la métaphysique des écoles. On peut dire que Hume est le fantôme perpétuel de Kant : dès que le philosophe allemand est tenté de faire un pas en arrière dans l'ancienne route, Hume lui apparaît et l'en détourne, et tout l'effort de Kant est de placer la philosophie entre l'ancien dogmatisme et le sensualisme de Locke et de Condillac, à l'abri des attaques du scepticisme de Hume.

Mais c'est particulièrement dans la philosophie morale que Kant a combattu le sensualisme du XVIIIe siècle, sans revenir au mysticisme du moyen-âge. Lorsque de toutes parts il n'était question en France, en Angleterre, en Italie, que de plaisir, d'intérêt et de bonheur, une voix s'éleva de Kœnigsberg pour rappeler l'ame humaine au sentiment de sa dignité, et enseigner aux individus et aux nations qu'au-dessus des attraits du plaisir et des calculs de l'intérêt, il y a quelque chose encore, une règle, une loi, une loi immuable, obligatoire en tout temps et en tout lieu et dans toutes les conditions sociales ou privées : la loi du devoir. L'idée du devoir est le centre de la morale de Kant, et sa morale est le centre de sa philosophie. Les doutes que peut laisser une métaphysique sévère, la morale les résout, et sa lumière éclaire à la fois et la religion et la politique. S'il y a dans l'homme l'idée d'une loi supérieure à la passion et à l'intérêt, ou l'existence de l'homme est une contradiction et un problème insoluble, ou bien il faut que l'homme puisse accomplir la loi qui lui est imposée; si

l'homme *doit*, il faut qu'il *puisse*, et le devoir implique la liberté. D'un autre côté, si le devoir est supérieur au bonheur, il faut donc sacrifier dans certains cas extrêmes le bonheur au devoir, et pourtant il y a entre eux une harmonie éternelle, qui peut être momentanément troublée, mais que la raison établit et qu'elle impose, pour ainsi dire, à l'existence et à son auteur; il faut donc qu'il y ait un Dieu, supérieur à toutes les causes secondaires, pour faire régner quelque part l'harmonie de la vertu et du bonheur. De là Dieu et une autre vie. Enfin, l'idée du devoir implique encore l'idée du droit : mon devoir envers vous est votre droit sur moi, comme vos devoirs envers moi sont mes droits sur vous; de là encore une morale sociale, un droit naturel, une philosophie politique, bien différente et de la politique effrénée de la passion et de la politique tortueuse de l'intérêt. Tels sont, en quelques mots, les traits généraux du nouveau système que Kant a donné à l'Allemagne et l'Allemagne à l'Europe. Sans doute la philosophie écossaise avait tenté quelque chose de semblable, et le sage Reid, à Édimbourg, avait eu à peu près les mêmes pensées que le grand philosophe de Kœnigsberg; mais ce qui n'avait été qu'une ébauche indécise en Écosse est devenu un dessein arrêté et parfaitement déterminé sous la forte main de Kant. Ici donc est le dernier degré, le plus haut développement du spiritualisme du XVIII[e] siècle, dont l'école écossaise est le premier degré et le point de départ. Kant couronne et ferme le XVIII[e] siècle. Je n'hésite point à le dire, il est pour ce siècle, en philosophie, ce que la révolution française est pour ce même siècle dans l'ordre social et politique. Kant, né en 1724, publia la *Critique de la Raison pure spéculative* en 1781, la *Critique de la Raison pure pratique* en 1788, *la Religion d'accord avec la Raison* en 1793, les *Principes métaphysiques du droit* en 1799, et, après d'autres ouvrages, il est mort à Kœnigsberg en 1804. Il appartient au XVIII[e] siècle, et en même temps il ouvre un autre siècle, appelé à une tout autre destinée en philosophie comme en politique. C'est cette philosophie, née à la fin du XVIII[e] siècle, mais qui remplit déjà le nôtre de sa renommée, de ses développemens et de ses luttes non encore achevées, c'est cette grande philosophie, considérée surtout dans sa partie morale, que je me propose de faire connaître avec quelque étendue. Je la suivrai en détail, et, pour ainsi dire, pied à pied, dans les principaux monumens qui la renferment; mais j'ai voulu d'abord signaler son caractère le plus général et son rapport avec l'esprit de la civilisation dont elle émane.

I.

Je ne viens pas présenter un résumé de la philosophie de Kant, tiré de ses différens ouvrages mis à contribution et comme recomposés pour servir à une exposition nouvelle; je veux faire connaître cette philosophie plus sincèrement à la fois et plus profondément. Le plus qu'il me sera possible, je laisserai Kant s'expliquer lui-même; j'analyserai successivement les divers monumens célèbres qui renferment son système entier : d'abord la *Critique de la Raison pure*, qui contient sa métaphysique, puis la *Critique de la Raison pure pratique*, qui contient sa morale; enfin, deux ou trois autres écrits qui développent la *Critique de la Raison pure pratique*, et transportent les principes généraux de la morale kantienne dans la morale privée, dans la morale sociale et dans le droit public. Commençons par la *Critique de la Raison pure*.

Cet ouvrage parut en 1781. C'était un très gros volume, composé à la manière de l'école de Wolf, avec une grande régularité, mais avec un tel luxe de divisions et de subdivisions, que la pensée fondamentale se perdait dans le circuit de ses longs développemens. Il avait aussi le malheur d'être mal écrit; ce qui ne veut pas dire qu'il n'y eût souvent infiniment d'esprit dans les détails, et même de temps en temps d'admirables morceaux; mais, comme l'auteur le reconnaît lui-même avec candeur dans la préface de l'édition de 1781, s'il y a partout une grande clarté logique, il y a très peu de cette autre clarté qu'il appelle *esthétique*, et qui naît de l'art de faire passer le lecteur du connu à l'inconnu, du facile au difficile, art si rare, surtout en Allemagne, et qui a entièrement manqué au philosophe de Kœnigsberg. Prenez la table des matières de la *Critique de la Raison pure;* comme là il ne peut être question que de l'ordre logique, de l'enchaînement de toutes les parties de l'ouvrage, rien de plus lumineux, rien de plus précis. Mais prenez chaque chapitre en lui-même, ici tout change : cet ordre en petit que doit renfermer un chapitre, n'y est point; chaque idée est toujours exprimée avec la dernière précision, mais elle n'est pas toujours à la place où elle devrait être pour entrer aisément dans l'esprit du lecteur. Ajoutez à ce défaut celui de la langue allemande de cette époque poussé à son comble, je veux dire ce caractère démesurément synthétique de la phrase allemande qui forme un contraste si frappant avec le

caractère analytique de la phrase française. Ce n'est pas tout : indépendamment de cette langue, rude encore et mal exercée à la décomposition de la pensée, Kant a une autre langue qui lui est propre, une terminologie qui, une fois bien comprise, est d'une netteté parfaite et même d'un usage commode, mais qui, brusquement présentée et sans les préliminaires nécessaires, offusque tout, donne à tout une apparence obscure et bizarre. Aussi la *Critique de la Raison pure* ne produisit pas d'abord une grande impression; il lui fallut plusieurs années pour faire sa route; il fallut que quelques penseurs laborieux et indépendans, après avoir étudié la nouvelle doctrine, attirassent sur elle l'attention en l'exposant à leur manière. Kant en publia, en 1787, une seconde édition, corrigée sur plusieurs points; cette seconde édition est le dernier mot de l'auteur, et c'est sur elle que toutes les éditions subséquentes ont été faites.

La *Critique de la Raison pure* (*Critik der reinen Vernunft*) est précédée de deux préfaces (*Vorrede*), l'une de l'édition de 1781, l'autre de l'édition de 1787, ainsi que d'une longue introduction (*Einleitung*). Ces trois morceaux sont de la plus haute importance; ils contiennent ce qu'il y a peut-être de plus essentiel et de plus durable dans la *Critique de la Raison pure,* à savoir, la méthode de l'auteur. Or, dans tout inventeur, dans tout penseur original, c'est la méthode qu'il faut avant tout rechercher, car cette méthode est le germe de tout le reste; souvent elle survit aux vices de ses applications. Les deux préfaces et l'introduction de la *Critique de la Raison pure* sont pour la philosophie de Kant ce que le *Discours de la Méthode* est pour la philosophie de Descartes. Je m'attacherai donc à faire bien connaître ces trois écrits.

Kant avait la conscience de la révolution qu'il entreprenait; il avait jugé son époque et compris ses besoins. Les grands dogmatismes sans critique du XVIIe siècle avaient engendré le scepticisme de Hume, et dans toute l'Europe l'indifférence en métaphysique était complète. Cette indifférence ne venait pas de la frivolité, mais du découragement; elle était même plus apparente que réelle, et ne signifiait qu'une seule chose, que l'ancienne métaphysique était morte et qu'il en fallait une nouvelle. Il fut un temps, dit Kant, où la métaphysique passait pour la reine de toutes les sciences; aujourd'hui abandonnée et répudiée, elle pourrait dire comme Hécube :

Modo maxima rerum
Tot generis natisque potens....
Nunc trahor exsul, inops. (OVIDE).

Le gouvernement de la philosophie fut d'abord un despotisme, celui des dogmatiques; après le despotisme est venue l'anarchie, et cet esprit de rébellion appelé le scepticisme. Dans ces derniers temps une certaine physiologie intellectuelle introduite par Locke semblait avoir tout pacifié et tout ramené à une seule autorité, celle de l'expérience; mais on s'est aperçu que cette prétendue expérience était elle-même remplie d'hypothèses, et que la nouvelle autorité n'était rien moins qu'un dogmatisme tout aussi tyrannique que ceux dont on avait voulu délivrer la science. Toutes les autorités paraissant donc avoir été inutilement tentées, la dernière et la plus triste des dominations s'ensuivit, celle de l'indifférence, mère de la nuit et du chaos. Mais ce chaos, si la nature humaine subsiste avec ses instincts et avec ses forces, n'est que le prélude d'une transformation prochaine et l'aurore d'une lumière nouvelle.

Cette indifférence, qui désespère au premier coup d'œil, est digne d'une méditation profonde. Entre les écoles qui se battent depuis des siècles dans cette arène de disputes sans fin qu'on appelle la métaphysique, et le public de notre temps, qui confesse ne rien entendre à ces débats et ne pouvoir s'y intéresser, qui a tort et qui a raison? On ne voit pas que le public soit dégoûté des mathématiques et de la physique; pourquoi serait-il plus dégoûté de la métaphysique, si la métaphysique était une science aussi solide, aussi sûre que les deux autres? Notre âge est l'âge de la critique, à laquelle rien ne peut se soustraire, ni la religion, malgré sa sainteté, ni la loi et l'état, malgré leur majesté. Pourquoi donc n'appliquerait-on pas aussi la critique à la métaphysique?

Par là il ne faudrait pas entendre une critique de tel ou tel système. Non; il s'agit d'une critique plus profonde, et qui s'applique à l'instrument même de tout système, de toute métaphysique, à la faculté de connaître, à la raison, qui en détermine la constitution intérieure, l'étendue et aussi les limites :

> Tecum habita et nòris quàm sit tibi curta supellex.
>
> (PERSE.)

Otez cette critique, et la philosophie n'est plus qu'une espèce de magie à laquelle Kant se déclare entièrement étranger.

Toutes les vieilles certitudes sont décriées; mais ce n'est pas à dire que l'esprit humain renonce à la certitude. Il y aspire toujours; mais il la cherche sur une autre route. Il est indifférent à la philo-

sophie des écoles; il ne le serait peut-être pas à une philosophie nouvelle qui s'établirait sur le fondement de la critique.

Pour établir cette nouvelle philosophie, pour arriver à cette nouvelle certitude, Kant passe en revue les sciences les plus avancées, et il cherche quel a été le principe de leur progrès, afin de connaître celui de l'incertitude qui règne encore en métaphysique.

En fait, on dispute beaucoup en métaphysique; on dispute peu en logique, en mathématiques et en physique, ou du moins, si l'on dispute, on finit par s'accorder. Pourquoi les mathématiques, la logique, la physique, sont-elles des sciences qui avancent et se perfectionnent sans cesse?

Depuis Aristote, la logique n'a pas reculé; il n'y a dans ses ouvrages aucune règle du syllogisme, aucun axiome logique qui ne soit aujourd'hui aussi incontestable à nos yeux qu'il ne l'était alors à ceux des Grecs. Disons tout : non-seulement la logique n'a pas reculé, mais elle n'a pas même avancé. On a pu y ajouter différentes parties, une digression sur les facultés de l'ame, une autre sur les causes et les remèdes de nos erreurs; mais ce n'est pas augmenter, c'est dénaturer les sciences que d'en méconnaître et confondre les bornes. La logique proprement dite n'a point fait un pas depuis Aristote, ni en avant ni en arrière. Pourquoi cela? C'est que la logique porte sur des règles qui peuvent se ramener à certaines propositions évidentes par elles-mêmes et indépendantes de toute application. Ces propositions, ramenées à leurs principes, sont des lois de l'esprit humain, lois auxquelles il est soumis toutes les fois qu'il raisonne. La nature de l'esprit humain ne variant pas, ses lois ne sauraient varier. Il y obéit donc toujours et partout; elles sont pour lui un fondement inébranlable de certitude; l'erreur ne saurait venir de là, il faut qu'elle vienne d'ailleurs. Quand donc on demande pourquoi la logique est une science certaine, on doit répondre : C'est qu'elle ne s'occupe d'aucun objet spécial et déterminé; c'est qu'elle est indépendante de ses applications, et que sa vertu réside dans les lois même de la raison, considérée en elle-même et pure de tout élément étranger.

Tel est aussi le principe de la certitude des mathématiques. Tant que les mathématiques s'arrêtèrent à la partie variable des objets mesurables, il est probable qu'elles eurent leur époque d'incertitude et de tâtonnement. Mais dès que Thalès, ou tout autre, négligeant la partie variable et ne s'occupant que de la partie constante des triangles équilatéraux, eut démontré la propriété essentielle du

triangle équilatéral, ce premier pas ouvrit la carrière. La formule de Thalès en fit découvrir d'autres, et peu à peu la science mathématique se forma. En quoi consiste-t-elle? Dans l'étude de propriétés constantes, qui n'existent pas dans la nature, et qui sont des conceptions de l'esprit, de la raison, agissant d'après les lois qui lui sont propres sur les données fournies par la nature, et abstraction faite de ce que ces données ont de variable et d'incertain.

Il en était de la physique avant Galilée comme des mathématiques avant Thalès. La physique ancienne n'était qu'un amas d'hypothèses. Les physiciens modernes antérieurs à Galilée abandonnèrent les hypothèses, se mirent en présence de la nature, observèrent et recueillirent les phénomènes qu'elle leur présentait. C'était déjà quelque chose; mais ce n'est pas encore de là que date la vraie physique, elle n'a commencé qu'avec Galilée. Galilée et d'autres conçurent l'idée de ne plus s'en tenir à la simple observation, aux classifications superficielles et aux lois empiriques qui en résultent. Ils reconnurent qu'il appartient à l'homme d'être le juge et non le disciple passif de la nature : ils posèrent des problèmes physiques *à priori*, et, pour résoudre ces problèmes, ils entreprirent des expériences qu'ils dirigèrent d'après les principes que leur suggéra la raison. Ce fut donc la raison qu'ils suivirent, même en travaillant sur la nature; ce furent les principes de cette raison qu'ils cherchèrent dans la nature, et c'est en devenant rationnelle que la physique devint une science. Mais au lieu d'interpréter Kant, il vaut mieux le laisser ici parler lui-même.

« Depuis que Galilée eut fait rouler sur un plan incliné des boules dont il avait lui-même choisi le poids, ou que Toricelli eut fait porter à l'air un poids qu'il savait être égal à une colonne d'eau à lui connue, ou que plus tard Stahl eut transformé des métaux en chaux, et celle-ci en métaux par la suppression et l'addition de certaines parties, depuis ce moment un flambeau a été donné aux naturalistes. Ils ont reconnu que la raison ne conçoit que ce qu'elle produit elle-même d'après ses propres plans, qu'elle doit prendre les devans avec ses propres principes, et forcer la nature de répondre à ses questions, au lieu de se laisser conduire par elle comme à la lisière. Autrement, les observations accidentelles et faites sans aucun plan arrêté d'avance ne peuvent s'accorder entre elles faute de se rapporter à une loi nécessaire; et c'est là pourtant ce que la raison cherche, et ce dont elle a besoin. La raison doit se présenter à la nature, tenant d'une main ses principes, qui seuls peuvent donner à l'ensemble et à l'harmonie

des phénomènes l'autorité de lois, et de l'autre main les expériences qu'elle a instituées d'après ces mêmes principes. La raison demande à la nature de l'instruire, non pas comme un écolier qui se laisse dire tout ce qui plaît au maître, mais comme un juge légitime qui force les témoins de répondre aux questions qu'il leur adresse. La physique doit l'heureux changement de sa méthode à cette idée : que la raison cherche, je ne dis pas imagine, dans la nature, conformément à ses propres principes, ce qu'elle doit apprendre de la nature, et ce dont elle ne peut rien savoir par elle-même. C'est ainsi que la physique s'est établie sur le terrain solide d'une science, après n'avoir fait qu'errer et tâtonner pendant tant de siècles. »

Maintenant, pourquoi la métaphysique n'est-elle pas aussi avancée que la haute physique, la logique et les mathématiques? Remarquons d'abord que la métaphysique n'est point une étude arbitraire, née d'un caprice de l'orgueil, et à laquelle il nous soit libre de renoncer. Dieu, le monde, l'ame, l'existence future, sont des objets qui provoquent sans cesse la curiosité de l'esprit humain, et auxquels il revient sans cesse, car notre nature se sent dégradée lorsqu'elle les néglige. L'esprit humain a eu beau vouloir se condamner et se résigner, non-seulement à l'ignorance, mais à l'indifférence en métaphysique; il a été forcé de casser les arrêts qu'il avait rendus contre lui-même. Il faut consentir à sa condition, et puisque notre condition est d'être hommes, nous devons agiter les problèmes humains.

Mais pourquoi tant de solutions à ces problèmes, et tant de diversité dans ces solutions? S'il était donné à la nature humaine de trouver la vérité en métaphysique, comment tant de grands hommes, tant de génies sublimes, qui en ont fait leur étude, n'y seraient-ils point parvenus? En un mot, pourquoi tant de certitude dans d'autres sciences, et tant d'incertitude en métaphysique?

Si l'on veut bien se rappeler la marche des sciences et réduire le principe de leurs progrès à sa plus simple expression, on trouve qu'elles avancent à condition de négliger la partie extérieure et variable des choses sur lesquelles elles travaillent, et d'en considérer exclusivement la partie invariable et constante, c'est-à-dire la partie que l'esprit humain met dans toutes ses connaissances. Les lois qui sont la base de la logique, de la métaphysique et des mathématiques, et qui fondent la certitude de ces sciences, ne sont autre chose que des lois de l'esprit humain lui-même; c'est donc, rigoureusement parlant, dans la nature de l'esprit humain, indépendamment de toute

application et de tout objet externe, que se résout la certitude de toutes les connaissances humaines.

Or, si nous examinons le point de vue sous lequel on a envisagé jusqu'ici la métaphysique, nous verrons qu'on a précisément négligé ce qui seul pouvait en fonder la certitude, c'est-à-dire la nature même de l'esprit humain et de ses lois considérées indépendamment des objets auxquels elles s'appliquent. On s'est occupé des objets de nos connaissances et non de l'esprit qui connaît; on a demandé ce que c'était que Dieu, s'il était ou s'il n'était pas; on a fait des systèmes sur le monde; on a comparé les divers êtres entre eux; on a saisi des rapports; on a tiré des conséquences, toujours en travaillant sur des objets, c'est-à-dire sur des existences hypothétiques. Il est peu de philosophes qui aient considéré les connaissances dans leur rapport avec l'esprit humain. C'était là cependant le seul moyen d'arriver à quelque chose de certain, et d'élever la métaphysique à la certitude de la physique, des mathématiques et de la logique.

Frappé de cette idée, Kant entreprit de faire porter sur le sujet même de la connaissance les recherches qui jusque-là ne s'étaient guère appliquées qu'à ses objets : il entreprit en métaphysique la même révolution que Copernic avait opérée en astronomie. Copernic, voyant qu'il était impossible d'expliquer les mouvemens des corps célestes, si l'on supposait que ces corps tournent autour de la terre immobile, fit tourner la terre avec eux autour du soleil; de même Kant, au lieu de faire tourner l'homme autour des objets, fit tourner les objets autour de l'homme.

Otez l'esprit de l'homme et sa constitution nécessaire, il ne vous reste des objets que des notions sans fondement; vous élèverez une théorie hypothétique qu'une autre théorie hypothétique renversera pour être renversée à son tour; les systèmes et les écoles se succéderont sans que la science avance, et la métaphysique, soumise à de continuelles révolutions, cherchera vainement une certitude qui la fuit toujours. Si au contraire, prenant l'esprit humain pour point de départ, on s'attache à déterminer exactement sa nature et à décrire avec rigueur ses lois et leur portée légitime, on donne à la métaphysique une base solide.

Une telle recherche n'est pas la science, mais elle en est la condition. « En nier l'utilité, dit Kant, c'est vouloir nier l'utilité de la police, parce que la seule fonction de la police est d'empêcher les violences auxquelles on pourrait se livrer sans elle, et de faire en sorte que tout le monde vaque à ses affaires avec sécurité. »

Kant avoue qu'une telle méthode pourra bien renverser tous les dogmatismes, qui, selon lui, ne sont pas autre chose que des hypothèses de la raison agissant à l'aventure et sans la critique préalable d'elle-même. Oui, dit-il, la critique détruira beaucoup d'argumens célèbres; mais elle y substituera d'autres argumens inébranlables, parce qu'ils seront fondés sur les lois mêmes de la raison. Et il indique les argumens en faveur de l'existence de Dieu, de la liberté, de l'immortalité que donnait l'ancienne métaphysique, et ceux que la nouvelle mettra à leur place; il soutient que la critique peut bien nuire au monopole de l'école, mais non pas à l'intérêt du genre humain, puisqu'elle-même répare les ruines qu'elle opère. Ici, nous ne contesterons rien d'avance à Kant, mais nous ne lui accorderons rien, et nous faisons toutes nos réserves, non pas en faveur du monopole des écoles, mais en faveur des argumens qu'elles emploient depuis deux mille ans, et qui ne sont peut-être pas aussi vains que Kant le suppose. C'est à la fin de la *Critique* qu'il convient d'ajourner cette discussion, et nous n'avons signalé les prétentions de Kant à cet égard que pour montrer l'étendue et la hardiesse de son dessein. Les deux préfaces que nous venons d'analyser indiquent ce dessein de la manière la plus générale; l'*introduction* le fera connaître avec tout autrement de profondeur et de précision.

II.

Il faut le dire : ici commencent les difficultés d'une exposition à la fois fidèle et claire des idées de Kant. L'*introduction* est déjà hérissée d'une foule de distinctions, fines et vraies, mais subtiles en apparence, exprimées avec une brièveté quelquefois énigmatique et dans un langage qui, par sa sévérité et sa bizarrerie, rappelle trop souvent la scholastique.

Voici la première distinction qui, pour n'être jamais nettement dégagée et exprimée dans l'introduction, la domine et sert de fondement à la *Critique de la Raison pure*.

Dans toute connaissance réelle, il y a deux points de vue qu'on ne peut pas confondre. Par exemple, prenez cette proposition : ce meurtre qui vient d'avoir lieu suppose un meurtrier; quels sont les élémens dont se compose cette proposition évidente par elle-même? Il y a d'abord l'idée particulière d'un certain meurtre commis dans telle ou telle circonstance, avec tel ou tel instrument déterminé; il

y a aussi l'idée non pas d'un meurtrier en général, mais de tel ou tel meurtrier, qu'il s'agit de découvrir. Voilà des élémens incontestables, et qui cependant peuvent varier à l'infini, car il y a un grand nombre d'assassinats qui tous se distinguent les uns des autres par mille circonstances diverses.

Mais n'y a-t-il pas autre chose dans cette proposition : ce meurtre suppose un meurtrier? Il n'est pas difficile d'y discerner encore ce principe général que couvrent les élémens particuliers, mais qu'ils ne contiennent pas, à savoir, tout meurtre suppose un meurtrier, principe qui lui-même se rapporte à ce principe plus général encore, et au-delà duquel il n'est plus possible de remonter : tout accident suppose une cause de cet accident. C'est là le fond même de la proposition en question. Niez ce principe, et vous pourrez consentir à ne point rechercher un meurtrier lorsqu'aura lieu un meurtre. Mais cela n'est pas possible. Le caractère de cet élément nouveau est de ne pas varier avec la foule des circonstances qui font varier sans cesse les autres élémens; celui-là est invariable et toujours le même.

Cette distinction est réelle. Kant, dans sa passion pour la rigueur et l'exactitude de l'expression comme des idées, l'a marquée par deux mots bizarres, mais énergiques, renouvelés du péripatétisme et de la scholastique. Dans la proposition en question, et dans toute proposition semblable, il appelle les élémens particuliers variables et accidentels, la matière (*materie*) de la connaissance, et il donne le nom de forme (*forme*) à l'élément général et logique.

Ainsi il y a dans la connaissance un élément emprunté aux circonstances, et un autre qui n'y est pas emprunté, mais qui s'y ajoute, pour fonder la connaissance. La matière de la connaissance nous est fournie par le dehors et par les objets extérieurs; la forme vient de l'intérieur, du sujet même capable de connaître. D'où il suit que la connaissance, qui se distingue en matière et en forme, peut se distinguer aussi en *subjective* (*subject*, *subjectiv*, *subjectivitat*), et *objective* (*object*, *objectiv*, *objectivitat*); connaissance subjective, c'est-à-dire qui vient du sujet et de la forme qu'il imprime à la connaissance, par le seul fait de son intervention dans la connaissance, — et connaissance objective, c'est-à-dire qui naît de l'extérieur, des circonstances et de la relation du sujet à ses objets. Dans cette proposition : il faut une cause à l'univers; — *il faut une cause*, voilà la partie subjective, la forme de la connaissance; — *l'univers*, voilà la partie objective, la matière de la connaissance.

La conséquence de cette distinction est de la plus haute impor-

tance. Comme la matière de la connaissance n'entre dans la connaissance réelle que par la forme, de même l'objectif ne nous est connu que dans et par le subjectif : on ne prouve point le principe par l'objet auquel il s'applique; on ne part pas de Dieu, par exemple, pour arriver au principe de causalité; c'est au contraire le principe de causalité qui nous fait parvenir à l'idée de la cause du monde; d'où il suit que, pour procéder logiquement, il faut partir de la pensée, de la forme, du subjectif, et non de l'objectif et de l'être. Par là se trouve changée la face de la métaphysique, et deux écoles rivales sont à la fois frappées du même coup et convaincues d'un procédé également vicieux, d'un point de départ également hypothétique. Quand on dit qu'il faut partir du monde extérieur pour arriver à l'homme, des sens pour arriver à l'intelligence, ou bien lorsque l'on pose tout d'abord l'existence de Dieu et que l'on en déduit l'homme et le monde, des deux côtés égale erreur. Ni la thèse du sensualisme, ni la thèse de la théologie ne peuvent se soutenir, car l'une et l'autre vont de la matière à la forme, de l'objet au sujet, de l'être à la pensée, de l'ontologie à la psycologie, tandis que le procédé opposé est le seul qui soit légitime. Nous proclamons hautement notre entière adhésion à ces vues simples et fécondes qui dérivent de la méthode d'observation bien entendue. Nous nous flattons qu'elles sont aujourd'hui solidement établies parmi nous, et sans nous y arrêter davantage, nous reprenons l'analyse de l'*introduction*.

Non seulement on peut distinguer la connaissance en matérielle et formelle, objective et subjective ; mais on peut aussi la considérer par rapport à son origine, et rechercher si toutes nos connaissances viennent ou ne viennent pas de l'expérience.

A cette question, Kant répond avec l'esprit de son siècle entier que toutes nos connaissances présupposent l'expérience. On ne peut pas se prononcer plus nettement. « Nul doute, dit-il, que toutes nos connaissances ne commencent avec l'expérience; car par quoi la faculté de connaître serait-elle sollicitée à s'exercer, si ce n'est par les objets qui frappent nos sens, et qui d'une part produisent en nous des représentations d'eux-mêmes, et de l'autre mettent en mouvement notre activité intellectuelle et l'excitent à comparer ces objets, à les unir ou à les séparer, et à mettre en œuvre la matière grossière des impressions sensibles pour en composer cette connaissance des objets que nous appelons expérience? Nulle connaissance ne précède l'expérience; toutes commencent avec elle. »

Mais Kant distingue entre commencer avec l'expérience et venir

de l'expérience (*mit, aus*). Toutes nos connaissances présupposent l'expérience; mais l'expérience seule ne suffit pas à les expliquer toutes. Prenons l'exemple déjà employé : un meurtre suppose un meurtrier. Si l'expérience n'avait jamais montré de meurtre, l'esprit n'aurait jamais eu l'idée d'un meurtrier; c'est donc l'expérience et l'expérience seule qui peut ici avoir fourni la matière de la connaissance. Mais en même temps la partie formelle et subjective qui s'exprime ainsi : tout changement suppose une cause de ce changement, cette partie formelle, tout en présupposant l'expérience de tel ou tel changement, surpasse cette expérience. Elle n'a pu commencer sans elle, mais elle ne dérive pas d'elle, car il est démontré que l'expérience d'aucun fait ne peut donner à l'esprit humain la notion de cause. L'esprit humain recherche des causes, parce que telle est sa nature, et il les recherche à l'occasion de telle ou telle circonstance. D'où il suit que la proposition : un meurtre suppose un meurtrier, et celle-ci qui la renferme, tout changement suppose une cause, contient en même temps et quelque chose d'expérimental et quelque chose qui ne vient pas de l'expérience.

Kant appelle connaissances *empiriques* ou *à posteriori* (*Erkenntnisse empirischen, à posteriori*) celles qui non-seulement présupposent l'expérience, mais en dérivent, et il appelle connaissances *à priori* (*Erkenntnisse à priori*) celles qui, bien qu'elles ne puissent naître sans l'expérience (*Erfahrung*), n'en dérivent pas et nous sont données par la seule puissance de l'esprit. Et il ne faut point ici d'équivoque. Je juge, dit Kant, sans en avoir fait l'expérience, que si on ôte les fondemens de cette maison, elle tombera. Ce jugement, il est vrai, a l'air de devancer l'expérience, mais en réalité il la suit; car toute sa force repose en dernière analyse sur l'observation que les corps non soutenus tombent. Mais quand je porte cet autre jugement : quelque changement qui puisse jamais arriver, ce changement a nécessairement une cause; non seulement ce jugement anticipe l'expérience à venir, mais il ne repose sur aucune expérience passée, car l'expérience peut bien montrer que tel changement a telle cause, mais nulle expérience ne peut enseigner qu'il en est ainsi nécessairement. Et Kant remarque avec raison qu'il est impossible de réduire cette notion de nécessité à une habitude, née d'une liaison constante : c'est là détruire et non pas expliquer le principe de causalité, qui, pour agir, n'attend pas l'habitude et intervient dans le premier changement comme dans le centième pour nous faire affirmer qu'il ne peut pas ne pas avoir une cause. L'idée de la nécessité ne se

forme pas par morceaux et en détail, elle s'introduit pleine et entière dans l'intelligence. Mille et mille généralisations successives n'engendrent pas la nécessité, elle en diffère d'une absolue différence. Le jugement que tout changement a nécessairement une cause est donc un jugement qui ne repose pas sur l'expérience, c'est un vrai jugement *à priori*.

Eh bien! même dans les connaissances *à priori*, ainsi dégagées de toutes les autres, il faut encore distinguer. Il y a d'abord des principes qui sont appelés à juste titre *à priori*, puisqu'ils n'ont pas leur fondement dans l'observation, mais où se mêle néanmoins un élément que l'observation a donné; tel est ce principe : tout changement a nécessairement une cause. Il ne doit rien à l'expérience, quant à sa certitude, mais il renferme la notion de changement, à l'occasion de laquelle l'esprit conçoit la notion de cause, et cette notion de changement est évidemment empruntée à l'expérience. Le principe de causalité, bien que principe *à priori*, renferme donc un élément empirique. Mais il y a des principes *à priori* absolument (*schlechterdings*) indépendans de toute expérience, et qu'à cause de cela Kant appelle *purs* (*reine*) : tels sont les principes mathématiques.

Or, s'il est vrai qu'il y ait dans l'intelligence des connaissances pures *à priori*, il importe avant tout de rechercher les caractères de ces connaissances. Kant les réduit à deux, la nécessité et l'universalité. Il les avait déjà indiqués, ici il les détermine avec plus de rigueur. L'expérience nous dit ce que sont les choses, mais non ce qu'elles ne peuvent pas ne pas être; elle nous dit ce que les choses sont dans le moment de l'observation et dans le lieu où nous sommes, mais non ce qu'elles sont dans tous les temps et dans tous les lieux. L'universalité et la nécessité sont donc les caractères propres des connaissances pures *à priori*. Où manquent ces caractères, il est aisé de reconnaître les connaissances *à posteriori*. Toute connaissance fondée logiquement sur l'expérience est contingente; elle peut avoir une généralité de comparaison et d'induction, mais jamais une universalité absolue. En énonçant une loi empirique, vous vous bornez à affirmer que jusqu'ici on n'y a pas remarqué d'exception; mais vous ne pouvez pas prononcer qu'elle n'a jamais souffert ni ne souffrira jamais d'exception, encore bien moins qu'elle n'en peut pas souffrir.

La faculté en nous à laquelle se rapportent les principes marqués des caractères d'universalité et de nécessité, les principes purs *à priori*, est la raison (*Vernunft*), et la raison pure. L'étude approfondie

de cette faculté est la *critique de la raison pure*. On comprend maintenant la signification et la portée du titre de l'ouvrage de Kant.

En voyant notre philosophe s'engager dans la critique de la raison pure, des principes qui s'y rapportent et qui ne doivent rien à l'expérience, on est tenté de craindre qu'il ne se perde dans la profondeur même de son analyse, et qu'à force d'habiter le monde des notions pures *à priori* il ne se laisse entraîner à des chimères. Mais cette crainte est bien peu fondée; loin de trop accorder à la raison, nous verrons que Kant ne lui accorde pas même assez. Dès l'*introduction*, à peine a-t-il constaté en nous une faculté de connaître capable de produire les connaissances que nous venons d'énumérer, dès ce premier pas il se hâte de nous avertir que tout cela se passe dans l'esprit, dans la raison, dans le sujet, qu'il faut bien se garder d'y voir une réalité objective; il s'élève d'avance contre la prétention de l'idéalisme de transporter les idées hors de l'enceinte de la raison qui les conçoit, et il veut que, les notions de la raison pure une fois reconnues, on s'applique à rechercher quelle légitimité, quelle étendue, quelle portée on leur doit attribuer. « La raison, dit-il, parce qu'elle est capable de porter de pareils principes, abusée par une telle preuve de sa puissance, ne voit plus de bornes à sa passion de connaître. La colombe légère, lorsqu'elle traverse d'un libre vol l'air dont elle sent la résistance, pourrait croire qu'elle volerait encore bien mieux dans le vide; ainsi Platon oublie le monde sensible, parce que ce monde impose à la raison des bornes étroites, et se hasarde par-delà, sur les ailes des idées, dans l'espace vide de l'entendement pur. Il n'a point remarqué qu'il n'avance pas malgré ses efforts, car il n'a aucun point d'appui pour se soutenir et transporter l'entendement hors de sa place naturelle. Tel est le destin ordinaire de la raison humaine dans la spéculation : elle achève d'abord son édifice le plus vite qu'elle peut, et c'est beaucoup plus tard qu'elle s'inquiète de savoir si le fondement en est solide. »

Il faut donc une science qui, d'une part, recherche et constate les puissances naturelles de la raison, et qui, de l'autre, en mesure et en circonscrive la portée légitime. Encore une fois cette science est la *critique de la raison pure*. Kant, dans la partie de l'*introduction* qu'il nous reste à faire connaître, détermine les fondemens sur lesquels repose cette *critique* par une analyse approfondie du jugement.

Kant distingue deux sortes de jugemens. Tantôt le rapport lie l'attribut au sujet comme inhérent au sujet même, comme renfermé logiquement et nécessairement dans la nature du sujet, en sorte

qu'en exprimant ce rapport vous n'exprimez pas deux connaissances différentes, mais vous présentez deux points de vue ou deux formes de la même connaissance. Quand vous dites : tous les corps sont étendus, comme il est impossible de concevoir la notion de corps sans celle d'étendue, ni celle d'étendue sans celle de corps, vous n'énoncez pas une nouvelle connaissance, vous ne faites que développer celle que vous aviez déjà. Dans ces jugemens vous tirez la partie du tout, vous affirmez le même du même, en vertu du principe de contradiction. Mais il y a une autre espèce de jugemens, des jugemens dans lesquels nous rapportons au sujet un attribut qui n'y était point nécessairement et logiquement renfermé, en sorte que nous n'exprimons plus alors deux points de vue de la même connaissance ou la même connaissance sous deux formes distinctes, mais nous exprimons une nouvelle connaissance, nous ajoutons à la notion du sujet une notion qu'elle ne contenait point. En disant : tous les corps sont pesans, j'affirme du sujet corps un attribut qu'il ne renferme point logiquement. Il ne suffit plus ici d'analyser le sujet pour en tirer l'attribut; car j'aurai beau décomposer la notion de corps, la notion de pesanteur n'en sortira pas comme partie intégrante. Donc ce rapport n'est pas un rapport d'identité, comme le premier, car un des termes étant donné, l'autre n'est pas supposé nécessairement. Le rapport n'étant plus le même, le jugement qui l'exprime n'est donc plus de la même espèce que ceux dont nous avons parlé tout à l'heure.

Kant exprime cette distinction en appelant *analytiques* les jugemens qui affirment le même du même, parce qu'en effet il suffit d'analyser un des termes du rapport qu'ils expriment, pour en tirer l'autre terme, et pour avoir par conséquent et le rapport et le jugement, expression du rapport; et il appelle *synthétiques* les jugemens qui affirment d'un sujet un attribut qui n'y est pas contenu logiquement, parce que, pour trouver le rapport, il ne s'agit plus d'analyser un des termes, mais il faut joindre ensemble deux termes logiquement indépendans, et faire par conséquent un assemblage, une synthèse de deux notions auparavant isolées (*analytischer und synthetischer Urtheile*).

Pour marquer plus fortement encore la différence de ces deux jugemens et les caractères auxquels on peut reconnaître chacun d'eux, Kant leur impose aussi d'autres noms également significatifs. Comme les jugemens analytiques ne font que développer, expliquer, éclaircir une connaissance que nous avions déjà, sans y rien ajouter réellement, il les appelle jugemens *explicatifs*. Comme, au

contraire, les jugemens synthétiques n'expliquent pas et ne développent pas une connaissance déjà acquise, mais qu'ils ajoutent à cette connaissance une connaissance nouvelle, Kant appelle les jugemens synthétiques jugemens *extensifs*, parce qu'en effet ils étendent nos connaissances (*Erläuterungs — Erweiterungs Urtheile*).

Il faut maintenant distinguer deux classes de jugemens synthétiques. Le caractère commun des jugemens de cette espèce est de rapporter à un sujet un attribut qui n'y était pas renfermé logiquement. Or, cette connexion, que nous affirmons entre le sujet et l'attribut, peut nous avoir été donnée de deux manières : ou bien c'est l'expérience qui nous l'a révélée, ou bien nous l'établissons *à priori*, indépendamment de l'expérience. Les corps sont pesans, tout jugement suppose une cause, sont deux jugemens synthétiques, car ni la notion de pesanteur n'est renfermée dans celle de corps, ni la notion de cause dans celle de changement; mais ces deux jugemens diffèrent en ce que, dans le premier, c'est l'expérience qui nous a attesté la réalité de la connexion entre l'idée de pesanteur et celle de corps, tandis que, dans le second, ce n'est pas l'expérience qui a pu nous faire voir la réalité de la connexion entre l'idée de cause et celle de changement. En effet, l'expérience ne donne que des successions de faits, et jamais un rapport tel que celui de causalité. Les jugemens synthétiques sont donc de deux espèces. La vérité des uns repose sur l'expérience, et Kant les appelle jugemens synthétiques *à posteriori;* la vérité des autres ne repose pas sur l'expérience, mais sur la raison seule, et Kant les appelle jugemens synthétiques *à priori*.

Faites encore cette remarque que les jugemens analytiques sont eux-mêmes des jugemens *à priori*, car la réalité de la connexion qu'ils expriment n'est pas donnée par l'expérience, elle repose sur le principe de contradiction qui affirme que le même est le même. Ainsi, à moins de résoudre le principe de contradiction dans l'expérience, il faut admettre que tous les jugemens analytiques sont aussi non empiriques *à priori*.

Si toutes ces distinctions de Kant sont fondées, nous sommes maintenant en état d'apprécier deux assertions célèbres, savoir, 1° que toutes les connaissances humaines dérivent de l'expérience sensible; 2° que tous les jugemens humains sont soumis à la loi d'identité.

Il est faux que toutes les connaissances humaines dérivent de l'expérience sensible, car toute connaissance se résout en une proposition, et toute proposition en un jugement analytique ou synthétique, *à priori* ou *à posteriori*. Or premièrement, les jugemens analy-

tiques sont fondés sur le principe de contradiction qui n'est point empirique; secondement, les jugemens synthétiques *à priori* ne peuvent dériver de l'expérience. Restent les jugemens synthétiques *à posteriori* dont la certitude vient de l'expérience. Encore pourrait-on le contester quand ces jugemens sont généraux, c'est-à-dire quand ils concluent par induction des cas observés aux cas observables, car cette induction repose sur le principe de la stabilité des lois de la nature qui n'est point donné par l'expérience.

S'il n'est pas vrai que toutes nos connaissances dérivent de l'expérience, il n'est pas moins faux que tous nos jugemens soient soumis à la loi d'identité; car, pour cela, il faudrait que, dans les jugemens synthétiques *à priori* ou *à posteriori*, les deux termes du rapport fussent identiques, c'est-à-dire que, l'un étant donné, l'autre le fût logiquement. Or, comment prouver qu'on ne peut avoir la conception de corps sans avoir celle de pesanteur? Comment prouver que l'idée de changement renferme logiquement celle de cause? Ni les jugemens synthétiques *à priori*, ni les jugemens synthétiques *à posteriori* n'expriment un rapport d'identité. Loin donc que tous nos jugemens soient soumis à la loi d'identité, on ne peut ramener à cette loi qu'un seul des trois ordres de nos jugemens, les jugemens analytiques.

Chose singulière, la philosophie sensualiste, qui admet que toutes nos connaissances dérivent de l'expérience, admet en même temps que tous nos jugemens sont soumis à la loi d'identité. Elle prend pour point de départ unique en psychologie les jugemens synthétiques *à posteriori*, les jugemens d'expérience, et, lorsqu'elle en vient à la logique, elle donne pour fondement à cette logique le principe d'identité ou de contradiction. Mais de deux choses l'une : ou le principe de contradiction dérive de l'expérience, ou on est obligé de lui donner une autre base. S'il dérive de l'expérience, il est frappé d'un caractère de contingence et de variabilité, et alors la logique du sensualisme ne repose plus sur la nécessité, elle est variable comme la sensation elle-même, en d'autres termes elle n'est plus une logique. Si l'on maintient au contraire que le principe d'identité n'est pas contingent, mais nécessaire, afin de pouvoir servir de fondement à la logique, le sensualisme est dans l'impuissance de concilier ce principe avec la psychologie, il ne peut tirer le nécessaire du contingent, il est forcé d'admettre dans ses développemens des élémens qu'il rejette à son point de départ. La philosophie de Kant a

donc ruiné de fond en comble et la psychologie et la logique du sensualisme.

Après avoir divisé et classé toutes les connaissances humaines, c'est-à-dire tous nos jugemens, en jugemens analytiques *à priori* et en jugemens synthétiques, les uns *à priori*, les autres *à posteriori*, Kant examine sur quelle espèce de jugemens sont fondées les diverses sciences, et il en distingue deux sortes : celles qui sont fondées sur des jugemens synthétiques *à posteriori*, ou *sciences empiriques*, et celles qui sont fondées sur des jugemens synthétiques *à priori*, et qu'il appelle *sciences théorétiques* (*theoretische Wissenschaften*). Les premières sont les sciences de pure observation : observer, classer, généraliser, voilà toute la part de l'esprit dans leur formation. L'histoire naturelle des animaux, des plantes et des minéraux, une partie de la physique, etc., se rangent dans cette division. Les sciences théorétiques sont l'arithmétique, la géométrie, la haute physique, la mécanique et la métaphysique. Kant établit que cette dernière classe de sciences a pour base des jugemens synthétiques *à priori*.

Quand on étudie les procédés des mathématiques, on est frappé de retrouver partout le même procédé constamment employé. Elles s'appuient toujours sur le principe de contradiction; mais de ce que ce principe est inhérent à la marche de la science, on a conclu qu'il en est le fondement. Cette conséquence ne vaut rien. Le principe d'identité n'engendre pas les démonstrations mathématiques, il en est seulement la condition nécessaire; sans lui, les mathématiques ne peuvent faire un pas, mais ce n'est point par lui qu'elles avancent. S'il était le principe de toutes les vérités mathématiques, ces vérités seraient des propositions purement analytiques; or Kant prouve par des exemples tirés de l'arithmétique et de la géométrie qu'il n'en est point ainsi.

Pour savoir si cette proposition : sept plus cinq égale douze, est analytique ou synthétique, il faut examiner si l'on ne peut avoir la notion de sept plus cinq sans avoir la notion de douze, la notion du sujet sans celle de l'autre terme et du rapport d'égalité qui les unit. Or, après que vous avez ajouté sept à cinq, vous avez l'idée de la réunion de deux nombres en un seul; mais quel est ce nombre nouveau qui contient les deux autres? Vous savez que sept et cinq forment une somme; mais quelle est cette somme? Vous l'ignorez. Cette ignorance devient plus manifeste, si on fait l'expérience sur de plus grands nombres. Quand nous opérons sur de petites quan-

tités, l'habitude que nous avons d'aller des diverses parties à la somme, la rapidité avec laquelle nous saisissons leur égalité nous fait illusion sur le véritable procédé de l'esprit; mais quand nous voulons réunir plusieurs grands nombres en un seul, la difficulté que nous éprouvons à arriver au nombre total qui les renferme nous prouve que nous n'allons pas du même au même, et qu'il s'agit bien pour nous d'acquérir une nouvelle connaissance.

Pourquoi donc a-t-on regardé les propositions arithmétiques comme des propositions analytiques? C'est qu'on a moins considéré les procédés de l'esprit dans la formation de ses connaissances que ces connaissances en elles-mêmes, relativement à leurs objets et indépendamment de l'esprit. Comme sept plus cinq et douze sont en effet des nombres identiques, on a cru que dire : sept plus cinq égale douze, c'est passer d'une même connaissance à une même connaissance. Mais si l'idée du second terme est implicitement dans le premier, elle n'y est pas explicitement et psychologiquement; et la question est ici de savoir si, parce que nous avons la notion des deux unités sept et cinq, nous avons aussi la notion de l'unité totale douze qui les représente.

Les vérités géométriques ne sont pas non plus des vérités identiques. Si cette proposition : la ligne droite est la ligne la plus courte d'un point à un autre, est analytique, il faut prouver que logiquement l'idée de la ligne la plus courte est renfermée dans l'idée de ligne droite. « Mais l'idée de *droit*, dit Kant, ne renferme aucune idée de quantité, mais seulement de qualité. » Les vérités de géométrie sont donc de l'ordre synthétique. Il faut distinguer toutefois deux sortes de vérités géométriques, trop souvent confondues, les unes qui sont purement analytiques, les autres qui ont un caractère synthétique. Les premières sont les axiomes de la géométrie, les secondes sont ses véritables principes. Les axiomes tels que ceux-ci : — *a* égale *a;* le tout est égal à lui-même; le tout est plus grand que la partie; — ces axiomes, qui ne sont peut-être que diverses faces du principe de contradiction, sont indispensables à la science. Est-il, en effet, un seul théorème qui ne les suppose? Est-il possible de faire un seul pas en géométrie si l'on n'admet que le même est le même, que le tout est plus grand que la partie? Mais, d'un autre côté, qu'on nous montre quelque vérité géométrique sortant directement de ces axiomes comme de leur principe. Les axiomes sont donc à la fois indispensables et improductifs. Au contraire, prenez la dernière vérité de la géométrie, et cherchez d'où elle sort; elle sort de la vérité précé-

dente, qui, à son tour, sort d'une vérité antérieure, et chacune d'elles vous paraissant tour à tour principe et conséquence, il vous faudra remonter de théorème en théorème jusqu'à des vérités premières qui aient leur raison en elles-mêmes, qui soient principes, sans être conséquences, c'est-à-dire jusqu'à la définition du triangle, de l'angle, du cercle, de la ligne droite. Les définitions seules sont productives. Sans les axiomes, la science est impossible, mais ils ne font pas la science; sans eux, il n'est pas permis d'établir un principe, de déduire une conséquence, mais ils ne sont ni ces principes, ni ces conséquences. Il y a donc des vérités géométriques qui reposent sur le principe de contradiction, mais les vrais principes géométriques sont les définitions, c'est-à-dire des jugemens synthétiques *à priori.*

Les principes de la haute physique sont de la même nature. Je prends les deux exemples donnés par Kant : — Dans tout changement du monde matériel, la quantité de matière doit rester la même; dans toute communication du mouvement, l'action et la réaction doivent être égales. — Ce sont évidemment là des jugemens synthétiques, car l'idée de matière n'implique pas le moins du monde que dans tous les changemens la quantité de matière est la même; de même on peut avoir l'idée de mouvement sans en déduire que l'action et la réaction sont toujours égales. J'ajoute d'un côté à la notion de matière, de l'autre à celle de mouvement, des notions qui n'y étaient pas contenues, je fais un jugement synthétique. De plus, ce jugement a le caractère de l'universalité, de la nécessité, il n'est donc pas dû à l'expérience; il est donc synthétique *à priori.*

Il n'est pas difficile de se convaincre que la métaphysique repose également sur des jugemens synthétiques *à priori.* Il y a, selon Kant, une métaphysique naturelle qui a toujours été, qui sera toujours, à savoir l'ardente curiosité de voir clair dans des questions que l'intelligence humaine se propose éternellement; ces questions sont Dieu, l'ame, le monde, son éternité ou son commencement, etc. Voilà les objets de la métaphysique; ses principes sont les principes même à l'aide desquels l'intelligence humaine tente de résoudre les questions auxquelles elle ne peut échapper; il suffit d'en citer quelques-uns : tout ce qui arrive a une cause; tout phénomène, toute qualité suppose un sujet; tout évènement suppose le temps; tout corps l'espace, etc. Or, examinez ces principes, et vous verrez que ce ne sont pas moins que des jugemens synthétiques *à priori*, car le second terme du rapport que ces jugemens expriment n'est nullement renfermé dans le premier; le temps n'est pas renfermé dans l'évène-

ment, ni l'espace dans le corps, ni le sujet dans la qualité, ni la cause dans le fait qui commence à paraître; ces jugemens ne sont donc pas analytiques; ce n'est pas l'expérience qui introduit dans l'intelligence les notions de cause, de substance, de temps, d'espace, etc.; ce sont là des notions *à priori;* les jugemens qui les contiennent sont donc des jugemens synthétiques *à priori.*

Il doit être maintenant de la plus entière évidence que toutes les sciences dignes du nom de sciences théorétiques sont fondées sur des jugemens synthétiques *à priori;* reste à savoir comment de tels jugemens sont possibles, en d'autres termes, comment il y a des jugemens qui contiennent un élément indépendant de toute expérience, et quelle peut être la valeur de pareils jugemens. Cette question n'est rien moins que celle de la valeur même de la raison pure, auteur de ces jugemens. Hume est celui de tous les philosophes qui a osé aborder cette question avec le plus de fermeté, mais sous une seule de ses faces, dans le célèbre principe de causalité, et on sait comment il l'a résolue. Kant remarque, à cette occasion, que si Hume, au lieu de s'en tenir au principe de causalité, eût examiné tous les autres principes nécessaires, tous les autres jugemens synthétiques *à priori*, il aurait peut-être reculé devant les conséquences rigoureuses de son opinion. En effet, si Hume rejette la notion de nécessité impliquée dans le principe de causalité, il aurait dû la rejeter aussi des autres principes qui la renferment également, il aurait dû rejeter tout jugement synthétique *à priori*, c'est-à-dire les mathématiques pures et la haute physique, conséquence extrême, qui peut-être aurait retenu cet excellent esprit sur la pente du scepticisme.

Puisque les jugemens synthétiques *à priori* existent, ils sont donc possibles, et on peut en dire autant d'un certain nombre de sciences théorétiques qui reposent sur ces jugemens. Il faut bien que les mathématiques pures, que la physique pure soient possibles, puisqu'elles existent, mais on ne peut faire la même réponse pour la métaphysique; jusqu'ici elle a si peu atteint le but qu'elle s'était proposé, qu'on ne peut contester à personne le droit d'élever cette question : comment la métaphysique est-elle possible?

Si par métaphysique on entend une disposition naturelle de l'esprit humain à se poser et à résoudre un certain nombre de problèmes, on doit répondre assurément que la métaphysique est possible, puisqu'elle est; mais, selon Kant, tous les systèmes nés de cette disposition naturelle sont tellement défectueux et si peu satisfaisans, qu'il

n'est pas permis de leur donner le nom de science ; de sorte que si par métaphysique on entend non pas une disposition naturelle, mais une vraie science, on est forcé de répondre que la métaphysique n'est pas. Mais en même temps Kant n'hésite pas à proclamer qu'elle est possible; il en appelle au besoin éternel de la nature humaine ; il compare la métaphysique à une plante dont on peut bien couper tous les rejetons qui ont poussé jusqu'ici, mais dont on ne peut extirper les racines. Il ne désespère donc point de la métaphysique considérée comme science, mais il la renvoie à l'avenir, et il ne veut qu'en poser les fondemens et en vérifier l'instrument. Cet instrument, c'est la raison pure, avec les puissances qui sont en elle ; ces fondemens, ce sont les jugemens synthétiques *à priori* que la raison pure développe à mesure qu'elle se développe elle-même. Autant valent et cet instrument et ces fondemens, autant, plus tard, vaudra l'édifice entier.

La *Critique de la Raison pure* n'est donc, à vrai dire, qu'une introduction à la science. Sa tâche est à la fois très vaste et très bornée : très bornée, car il ne s'agit pas ici des objets de la raison qui sont infinis, mais de la raison seule; très vaste, car il faut suivre cette raison dans tous ses développemens, pourvu que ces développemens n'aient rien à faire avec l'expérience et avec les sens, et qu'ils conservent ce caractère de pureté qui constitue les jugemens synthétiques *à priori*. Or, comme il plaît à Kant, dans la langue qu'il s'est faite, d'appeler *transcendental* ce qui porte le double caractère d'être indépendant de l'expérience et de ne point s'appliquer aux objets extérieurs, il appelle *philosophie transcendentale* le système parfait de recherches qui porteraient sur la connaissance *à priori*. Ce qu'il entreprend est un simple essai, une esquisse d'une telle philosophie. — Il reste à faire, dit-il, un *novum organum* qui ne serait ni celui d'Aristote, ni celui de Bacon, et qui serait l'*organum* de la raison pure. Cette critique est un canon de ce nouvel *organum*.

D'ailleurs Kant n'hésite point à le reconnaître : la critique doit être une réforme entière et radicale de la philosophie, et par conséquent celle de l'histoire même de la philosophie, puisque la critique seule peut fournir à l'histoire une pierre de touche infaillible pour apprécier la valeur des systèmes. Sans elle, que peut faire l'historien, sinon de déclarer vaines les assertions des autres, au nom de ses propres assertions qui n'ont pas plus de fondement?

L'*Introduction* expose clairement les principaux traits de cette grande entreprise. Ce qui y frappe, au premier coup d'œil, comme

dans le *Discours de la Méthode*, c'est la hardiesse et l'énergie de la pensée. Kant s'y donne ouvertement comme un véritable révolutionnaire. Comme Descartes, il dédaigne tous les systèmes antérieurs à sa *critique;* il s'exprime sur le passé de la philosophie du ton tranchant et superbe des philosophes du XVIIIe siècle. En parlant avec ce dédain de tous les systèmes qui ont précédé, et en les présentant comme un amas d'hypothèses arbitraires, qui contiennent à peine quelques vérités comme par hasard, il ne lui vient pas une seule fois à l'esprit que les auteurs de ces systèmes, ce sont des hommes ou ses égaux ou ses supérieurs, Platon, Aristote, Descartes, Leibnitz. Mais pourquoi serait-il respectueux envers le génie? Il ne l'est pas même envers la nature humaine. Il lui accorde bien une disposition innée à la métaphysique, mais c'est une disposition malheureuse, et qui jusqu'ici n'a produit que des chimères, et il se flatte, lui, à la fin du XVIIIe siècle, de commencer pour la première fois la vraie métaphysique, après trois mille ans d'efforts inutiles. On serait tenté de supposer, dans un tel dessein, sous de telles paroles, un orgueil immense. Pas le moins du monde. Kant était le plus modeste et le plus circonspect des hommes; mais l'esprit de son temps était en lui. Et puis on ne fait pas les révolutions avec de petites prétentions, et Kant voulait faire une révolution en métaphysique. Comme toute révolution, celle-là devait donc proclamer l'absurdité de tout ce qui avait précédé, sans quoi il n'aurait fallu songer qu'à améliorer, et non pas à tout détruire pour tout renouveler. Kant, comme Descartes, auquel il faut sans cesse le comparer, préoccupé de sa méthode, ne voit qu'elle partout. Ce n'est pas de son propre génie qu'il a une grande opinion, c'est de celui de sa méthode.

C'est de là qu'il se relève, c'est de là qu'il triomphe. Descartes a dit quelque part qu'en se comparant aux autres hommes, il s'était trouvé supérieur à très peu et inférieur à beaucoup, et qu'il devait tout à sa méthode. Socrate aussi, deux mille ans avant Kant et Descartes, rapportait tout à sa méthode qui, au fond, était la même que celle du philosophe français et du philosophe allemand. Cette méthode est la vraie, c'est la méthode psychologique qui consiste à débuter par l'homme, par le sujet qui connaît, par l'étude de la faculté de connaître, de ses lois, de leur portée et de leurs limites. Elle naît avec Socrate, se développe avec Descartes, se perfectionne avec Kant, et avec tous les trois elle produit chaque fois une révolution puissante. Mais il n'appartient pas au même homme de commencer une révolution et de la finir. Socrate n'a été ni Platon ni Aristote, mais le père

de l'un et de l'autre. Descartes à son tour n'est point Leibnitz, et Kant, qui a commencé la philosophie allemande, ne l'a ni gouvernée ni terminée. Cette philosophie marche encore, et ne paraît pas avoir atteint son dernier développement. Plus heureuse, la révolution française, née en même temps que la révolution philosophique de l'Allemagne, partie à peu près du même point, de la déclaration des droits primitifs et éternels de l'homme indépendamment de toute société, de toute histoire, comme l'autre des lois pures de la raison humaine indépendamment de toute expérience, proclamant également et le mépris du passé et les espérances les plus orgueilleuses, a parcouru, en quelques années, ses vicissitudes nécessaires, et nous la voyons aujourd'hui arrivée à son terme, tempérée et organisée dans la charte qui nous gouverne. La charte de la philosophie du XIXe siècle n'est pas encore écrite. Kant n'était pas appelé à cette œuvre; la sienne était bien différente : il devait faire une révolution contre tous les faux dogmatismes, et contre les grandes hypothèses de l'idéalisme du XVIIe siècle, et contre les hypothèses mesquines et tout aussi arbitraires du sensualisme de son temps ; et cette entreprise, il l'a accomplie, grace à cette méthode dont je viens de faire connaître le caractère d'après les deux *préfaces* et l'*introduction* de la *Critique de la raison pure*. Peut-être une autre fois essaierons-nous d'aborder cette *Critique* elle-même, et d'introduire les lecteurs de la *Revue* dans l'intérieur de ce grand monument.

V. Cousin.

LETTRES POLITIQUES.

LA CHAMBRE ET LE MINISTÈRE.

Nous voici, monsieur, assez loin de l'ouverture de la session pour pouvoir juger le grand débat par lequel s'inaugure chaque année la saison parlementaire. Il était facile, ce semble, d'en pressentir le résultat, et l'on peut affirmer, sans crainte de paraître prophète après coup, que la situation politique ne comportait pas une solution différente. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner avec quelque soin, et sans parti pris, dans quelles dispositions se sont retrouvés face à face la chambre et le cabinet.

Peu d'évènemens ont rempli l'intervalle des deux sessions; aucun n'a eu un caractère assez décidé pour mettre le ministère du 12 mai en mesure de prendre une couleur politique, en lui enlevant cette physionomie provisoire qu'il avait reçue des circonstances mêmes du sein desquelles il était sorti. Quelques actes maladroits, quelques tentatives imprudentes, dont le cabinet renvoyait la responsabilité à l'un de ses membres en faisant tous ses efforts pour s'en dégager, avaient seuls suscité des irritations et alimenté l'ardeur d'une polémique que l'opinion extérieure n'excitait plus. Le pays en est arrivé à comprendre en effet qu'il y a de la duperie à se préoccuper de noms propres, lorsque ceux-ci n'empruntent plus leur signification à une idée, et ne représentent que des individualités ambitieuses ou des personnalités égoïstes. Le seul résultat moral et utile de la coalition est assurément celui-là, et je le tiens pour acquis. Il existait donc, monsieur, contre le cabinet, des mécontentemens

assez nombreux : on estimait tel ministre insuffisant, tel autre malhabile; mais tous ces griefs ne se groupaient point autour d'une pensée commune, et quelque impolitiques que pussent paraître les dispositions relatives au conseil d'état, quelque imprudentes que fussent les tentatives concernant les offices, tout cela ne suffisait pas pour organiser une opposition systématique. Peut-être direz-vous qu'il n'en a pas fallu davantage pour renverser le 15 avril. Je vous concéderai, si vous voulez, qu'il en a fallu moins; mais qu'importe? les temps sont changés; une grande expérience a été faite, et la France n'entend pas la recommencer. Il peut être fâcheux de voir les fruits de cette expérience recueillis par quelques personnages politiques qui, en morale sévère, n'en devraient pas avoir le droit; mais les faits se présentent ainsi, et l'ancienne majorité se résigne à garder un ministère sorti d'une coalition plutôt que d'en essayer une autre pour le renverser.

Tel a été le sentiment dominant dans son sein le jour où elle a tenu le sort du cabinet entre ses mains, et où elle a pu mesurer toute la responsabilité qu'elle eût attirée sur elle en brisant un ministère qu'aucune combinaison sérieuse n'était en mesure de remplacer. Il n'est, en effet, douteux pour personne que si une combinaison vraiment grave avait préexisté à la discussion de l'adresse, ce débat n'eût présenté une issue très différente. La chambre ne s'est pas fait illusion sur la portée des bruits répandus à cet égard; elle n'a pas cru à des dispositions qu'on disait sincères, et qui l'étaient peut-être; elle a persisté à reconnaître des incompatibilités d'humeur ou d'ambition, à douter de sacrifices qu'elle serait heureuse de voir consommer, mais que son instinct, plus sûr que toutes les affirmations des couloirs, lui fait envisager comme improbables, sinon comme impossibles. Cette universelle incréance à des rapprochemens dont le moment n'est point arrivé, s'il doit jamais venir, est peut-être ce qui a le plus contribué à les faire échouer, car, pour que de telles négociations réussissent, il faut qu'elles soient énergiquement soutenues par l'opinion. Or, en ce moment, l'opinion ne soutient rien, parce qu'elle n'a foi en rien; elle accepte tout sans amour comme sans haine.

Que si nous entrons, monsieur, dans un examen plus étendu des dispositions de chacune des fractions de l'assemblée, il nous sera facile de montrer que le ministère pouvait presque partout compter sur une sorte de neutralité.

La gauche subit, sans trop de résistance, un cabinet qu'elle n'ose-

rait concevoir l'espérance de remplacer; elle comprend qu'une crise ministérielle l'éloignerait du pouvoir, loin de l'en rapprocher. Ce n'est pas trop présumer de la sagacité de M. Barrot que de supposer qu'il voit ceci clairement. Le pouvoir, en échappant aux mains du ministère du 12 mai, irait évidemment aux hommes de l'ancienne majorité, qui forment après tout la seule portion compacte de la chambre, et auxquels une alliance conclue, soit avec le chef du centre gauche, soit avec celui de l'ancien centre droit, assurerait une incontestable prépondérance. Un ministère formé par la réunion de l'élément doctrinaire à l'opinion gouvernementale, ou par l'association de M. Thiers aux amis de M. le comte Molé, c'est là une double éventualité que la gauche dynastique, ambitieuse et pressée pour son propre compte, ne saurait envisager sans une vive appréhension : elle sent que sa creuse rhétorique n'agite pas le pays, que les forces vives du parti démocratique l'abandonnent de plus en plus; et, réduite à un bagage de lieux communs sans portée dans le parlement en même temps que sans écho au dehors, elle comprend qu'une majorité constituée autour d'un ministère définitif lui porterait un coup dont il est difficile de prévoir comment elle parviendrait à se relever. La gauche entend donc maintenir le cabinet, qui lui fait après tout une assez supportable position. Celui-ci repousse, il est vrai, ses quatre cent mille électeurs; mais combien n'a-t-il pas jeté de gâteaux de miel aux agitateurs que vous savez! Combien certains de ses membres ne sont-ils pas empressés de complaire à ces intrépides solliciteurs qui dépensent en petite monnaie d'antichambre leur patriotisme de l'an dernier! Tant qu'à rester dans l'opposition, situation dont on commence à se lasser par pur amour du pays sans doute, mieux vaut en faire contre le 12 mai que contre le 15 avril ressuscité et rajeuni; ainsi raisonne la gauche à laquelle des défections éclatantes viennent révéler chaque jour tout ce qu'il y a dans ses rangs d'ambitions impatientes et de vertus faciles. Ce parti a grandement raison, monsieur, et vous pouvez tenir pour certain que s'il se décide à faire grand bruit à la tribune et dans ses journaux, que s'il attaque le cabinet, ce sera avec des fusils chargés à poudre.

Celui-ci rencontrera au centre gauche des adversaires plus sérieux, des passions plus irréconciliables. Il n'y a pas à s'étonner, en effet, qu'un parti parlementaire, qu'on s'était habitué à regarder comme maître de la situation, soit profondément blessé d'une défection qui lui a ôté une grande partie de son importance. Il est tout simple qu'on garde rancune aux lieutenans qui ont quitté l'armée

pour passer généraux, selon l'expression d'un spirituel orateur. Dans cette partie de la chambre, la blessure est profonde, les ressentimens sont amers et les antipathies implacables. Là est le noyau d'opposition le plus formidable, quoique le moins nombreux, et si cette opposition ne se manifeste pas dans toute l'âpreté que lui donnent des griefs tout personnels et très légitimes, il faut l'attribuer, d'une part, au tempérament de la chambre, de l'autre à la situation que l'illustre chef du centre gauche s'attache à reprendre dans l'opinion gouvernementale, situation qui impose comme un premier devoir la modération dans la pensée et la mesure dans la conduite.

Le parti des anciens 221 reste étranger à ces querelles de famille; et quoique les personnages portés aux affaires par la scission opérée dans les rangs du centre gauche ne soient assurément ni les hommes de ses complaisances, ni ceux de son choix, il ne saurait oublier que son initiative et son insistance ont plus que tout autre motif contribué à cette scission, originairement si difficile. Vous vous rappelez sans doute, monsieur, que ce fut du sein de la réunion Jacqueminot, constituée à l'ouverture de la session dernière, que partirent les propositions dont le premier résultat fut de porter M. Passy au fauteuil, par le concours des 221 et d'une faible partie du centre gauche. Ce jour-là l'œuvre fut consommée, et la formation de l'administration du 12 mai fut la conséquence logique et obligée de ce fait, dont je n'apprécie pas en ce moment la moralité, quant aux personnes, mais dont on ne saurait méconnaître les avantages politiques, il faut bien le dire, en se reportant aux circonstances où la coalition avait placé l'ancien parti conservateur.

Il était difficile que des hommes graves et désintéressés se fissent, contre le cabinet du 12 mai, une arme de la défection qu'ils avaient eux-mêmes provoquée; il était à croire qu'ils sauraient pousser le sacrifice jusqu'au bout en maintenant un contrat sollicité par eux, au mépris de leurs affections et de leurs intérêts personnels. Cet exemple, ils ont su le donner, et le pays doit leur en tenir compte. L'ancienne majorité a estimé plus moral et plus politique d'imposer ses conditions au ministère, que d'user de sa force pour le renverser: ce renversement était parfaitement facile, puisque les boules des deux fractions légitimiste et puritaine auraient fait l'appoint de toute majorité systématiquement hostile; mais il pouvait être sans résultat, et n'était pas sans danger. Dans les prudentes voies où s'est engagé le parti conservateur, il y a, au contraire, garantie pour ses opinions,

sécurité pour le pays, et honneur pour lui-même. D'une part, il a sagement évité à la France les périls d'une crise ministérielle, de l'autre il a contraint le ministère à se livrer à lui sans réserve. Telle est, en effet, la position du cabinet sorti de la coalition qu'il ne saurait dire une parole, ou accomplir un acte de nature à blesser l'ancienne majorité, sans signer par cela seul l'arrêt de sa chute immédiate. Les 221 font plus qu'occuper le pouvoir, ils le dominent, et sont en mesure de lui faire des conditions plus sévères que s'ils l'exerçaient eux-mêmes. M. le ministre de l'instruction publique s'est placé le premier, et ses collègues l'ont bientôt suivi sur le terrain dont l'opinion conservatrice ne pouvait les repousser sans se manquer à elle-même. En cela, M. Villemain s'est quelque peu écarté de la ligne de conduite qu'il avait si vivement poursuivie pendant la coalition; mais ce n'est pas à nous de l'en blâmer. La voie où il s'est engagé avec talent et avec courage a décidé des convictions jusqu'alors indécises; il s'est concilié la majorité en n'hésitant point à se rallier à son drapeau. Il était juste que le ministère fît toutes les avances dans ce traité, dont la conséquence n'était rien moins que le maintien de la politique suivie avant lui; à cet égard, il a su accepter de bonne grace toutes les nécessités qui lui étaient faites, et il a scellé l'alliance en se préoccupant moins des intérêts de sa vanité que de ceux de sa position.

La réforme électorale est le champ de bataille choisi pour rallier le parti conservateur : autant ce terrain qu'un autre; on peut trouver seulement que la question est trop peu sérieuse, et ne tranche pas assez dans le vif. Quand je dis qu'elle n'est pas sérieuse, on comprend que ce n'est pas en ce qui se rapporte au plan de réforme du comité radical : ici au moins il y a une pensée hardie, une machine formidable dont on mesure la portée; c'est une tentative qui ne va à rien moins qu'à changer l'esprit et les formes du gouvernement. Mais savez-vous quelque chose de plus parfaitement niais que la mesure délibérée par le comité de la gauche constitutionnelle, et imposée par le caprice de quelques journalistes aux hommes politiques de ce parti? Y a-t-il une pensée dont la France se préoccupe moins, connaissez-vous rien de plus dénué d'originalité, de portée politique et de vie populaire? Comment l'honorable M. Barrot n'a-t-il pas compris que toute cette agitation s'opérait au profit d'une autre pensée que la sienne? Comment a-t-il consenti à subir la responsabilité d'une conception bâtarde qui ne rencontre de sympathie dans aucun des grands partis nationaux?

Quoi qu'il en soit, si l'opposition a fait une faute immense, le ministère en a profité, et la réforme électorale lui servira à défrayer la session. Des questions plus graves s'élèveront sans doute, et au premier rang je place celles qui tiennent à nos relations diplomatiques, que l'hostilité d'une grande puissance et la froideur d'une autre compromettent de plus en plus. Les propositions itérativement adressées par la Russie à l'Angleterre, l'accueil qui leur serait fait par la majorité du cabinet britannique, la réserve de l'Autriche, qui, tout en reconnaissant la justice de nos prétentions et la sagesse de notre plan dans la question orientale, se refuse à le seconder, tout cela prépare pour l'avenir des péripéties bien inattendues au dedans comme au dehors.

On ne saurait se dissimuler que ce côté de la question acquiert d'heure en heure plus de gravité, et que si l'évènement éclate, il emportera un ministère trop faiblement constitué pour puiser un accroissement de force dans cette épreuve décisive.

J'ai raisonné d'abord en ne tenant compte que des dispositions de la chambre, et je crois les avoir exposées dans toute leur vérité. Livrée à ses impulsions seules, la chambre supportera le cabinet et ne fera rien ou presque rien pour le renverser; mais si au lieu d'un horizon pâle et terne, un prochain avenir nous prépare un ciel orageux, qui pourrait douter qu'elle ne se sentît soudain placée en présence de devoirs tout nouveaux? Un cabinet sous l'administration duquel se serait consommé l'acte le plus inattendu aussi bien que le plus fatal à la France, un cabinet qui, dans la plus importante négociation entamée depuis 1830, se verrait contraint de rappeler brusquement nos ambassadeurs des deux principales résidences diplomatiques, et qui viendrait au sein du parlement notifier un traité qu'il se serait montré impuissant à prévenir, ce serait là une impossibilité devant le bon sens comme devant l'honneur national.

Ce jour-là, de grands devoirs commenceraient pour tous les hommes politiques, et à la manière dont ils sauraient les remplir, l'Europe jugerait en dernier ressort de notre force et de la vitalité même de nos institutions. Le respect pour la France, si ce n'est le respect pour soi-même, suspendrait au moins dans ce jour décisif les querelles de vanité et les questions de préséance, et l'on saurait bien faire quelques sacrifices au pays, à l'instant où il s'agirait pour lui d'être ou de n'être pas.

Ce n'est pas qu'il y ait trop à s'effrayer de l'isolement qui nous serait imposé par deux ambitions rivales momentanément réunies.

L'immoralité même de cette alliance nous donnerait en Europe une force considérable; elle nous doterait de celle qui appartient toujours au droit, et nous serions à la fois puissance révolutionnaire par le souvenir ineffaçable de notre origine, et puissance modératrice par la position même qui nous serait faite. Nous pourrions utiliser au dehors toute l'énergie du principe qui est en nous, sans inquiéter l'opinion européenne en nous montrant ambitieux, et nous serions agressifs par la contagion de nos idées tout en conservant une position défensive et en protégeant l'indépendance des peuples. Que de perspectives nouvelles une telle politique ouvrirait devant nous, que de sympathies à exploiter, quelles terribles facilités pour se faire craindre des gouvernemens sans se faire redouter des peuples! Mettre en œuvre cette double puissance de la révolution et du bon droit, remuer jusqu'au fond de l'Asie les haines accumulées par l'oppression séculaire de deux peuples dominateurs, se préparer en Amérique des alliances maritimes, reprocher aux puissances allemandes le rôle honteux qu'elles subissent, et les menacer, si elles n'en changent, de ce drapeau qui représenterait moins désormais la conquête territoriale que celle de la liberté constitutionnelle : c'est là un rôle assez grand pour être accepté avec une pleine confiance. Le cas échéant, le cabinet de M. le maréchal Soult jugera si ce programme est à sa taille!

Peut-être, monsieur, la tribune et la presse vont-elles se trouver dans le cas de débattre bientôt ces hautes et brûlantes questions, entre lesquelles un changement de ministère serait assurément la moindre de toutes; peut-être aussi l'alarme est-elle prématurée, et la session reprendra-t-elle son cours naturel. Dans ce cas, on doit s'attendre à voir se prolonger une situation qu'aucune des grandes fractions de la chambre n'a un intérêt très prononcé à changer. On voudra peut-être maintenir une transaction qui ne compromet pas l'avenir et contribue indirectement à le préparer.

Mais la victoire obtenue sur le terrain politique sera chaque jour compromise dans les questions de détail que doit soulever une session laborieuse, car le ministère sait sans doute mieux que personne que, s'il a à peu près conquis l'adhésion silencieuse de la majorité, il n'a pas acquis pour cela la sympathie individuelle de tous ses membres; il n'est point assez fort dans la chambre pour arrêter l'essor des rancunes privées ou des pensées excentriques qui viendront sans nul scrupule à l'encontre de ses combinaisons administratives et financières. Or, il n'a jamais été débattu, depuis l'origine du gouvernement représentatif en France, de questions administratives et économiques

d'une solution plus ardue que celles qui résultent des projets de lois sur la conversion de la rente, le renouvellement du privilége de la Banque, l'indemnité réclamée pour le sucre indigène, le système des retraites, la réorganisation du conseil d'état et la liberté de l'enseignement secondaire. Dans la disposition actuelle des esprits, avec le fractionnement et l'indiscipline de toutes les opinions, il est impossible qu'en face de tels problèmes des échecs nombreux ne signalent pas la campagne qui vient de s'ouvrir. Si ces échecs ne sont pas une cause de mort, ils amoindriront de plus en plus un corps déjà bien faible par lui-même; ils inciteront à poser le problème de savoir si un cabinet dépourvu des principales influences parlementaires et d'une haute direction politique peut fonctionner régulièrement, quelle que soit la valeur incontestée de plusieurs d'entre ses membres. Ce problème ressort de l'esprit même du gouvernement représentatif; les circonstances peuvent retarder sa solution, mais rien ne saurait faire qu'il ne soit incessamment posé.

Gouverner par l'ascendant de la parole et de la renommée, agir en vertu d'une pensée qui vous soit propre et dont vous soyez en mesure de défendre la responsabilité, ce sont là, ce me semble, monsieur, les premières conditions de ce gouvernement parlementaire que la France s'est décidée, pour parler le langage de l'adresse, à chercher à travers tous les hasards d'une révolution. Mais en proclamant ces principes, ne dissimulons pas les faits et soyons justes pour tout le monde. Reconnaissons qu'il n'y a pas moins en ceci de la faute de la chambre que de celle du cabinet, et qu'il est au moins difficile d'organiser un gouvernement dans des conditions normales et permanentes, lorsqu'il y a si peu d'hommes politiques groupés autour d'un centre commun. Quel est le personnage éminent dont le nom servît de lien à une majorité compacte, quel est celui qui n'écarterait pas des suffrages au lieu d'en rallier? A cet égard il faut bien reconnaître que le ministère exprime une mauvaise situation sans en être précisément la cause, et qu'il subit l'empire de circonstances auxquelles il serait difficile à tout autre de se dérober. Réunir une majorité, la grouper autour d'idées nouvelles et fécondes, si faire se peut, associer des hommes nouveaux aux influences anciennes, préparer enfin l'avenir sans compromettre le présent, tel sera le programme de cette session, dont j'aurai soin, comme la *Revue* l'a déjà fait pour les sessions antérieures, d'esquisser pour vos lecteurs les phases principales, avec le désintéressement d'un spectateur qui ne voit que de la galerie, mais qui croit voir juste.

***

REVUE

LITTÉRAIRE.

Il est fort question depuis quelque temps des comédies qu'on ne joue pas, et même de celles qu'on joue à peine. Les feuilletons spirituels abondent; on livre des combats pour et contre; on en cause partout durant huit jours : ce sont des succès qui rappellent les beaux salons littéraires dans leurs plus élégans loisirs. La pièce de M. Walewski, qui a fait tant de bruit hors de la scène et tant de chuchoteries dans la salle, vient de paraître avec préface et dédicace. Nous venons de la lire à tête reposée, et de tâcher de nous former un avis sur cette œuvre controversée, qui résume l'observation de *plusieurs années que l'auteur a données au mouvement du monde.* Mais, dès le premier mot à dire, nous nous sentons arrêtés par un scrupule. Sommes-nous, ou non, des critiques *bien placés* pour juger de la pièce? Prenons garde de ressembler à notre tour à ceux qui *ont voulu décider en des matières où ils n'étaient pas tout-à-fait compétens.* Ce sont là les termes que l'auteur de la comédie sème à chaque page de cette préface, qui vient bien après une dédicace à Victor Hugo; car elle est cavalière et de cette école autocratique, avec un certain parfum singulier d'auteur de qualité et d'homme du monde qui veut bien condescendre aux lettres. Qu'est-ce à dire que tout cela? M. Walewski est un excellent gentilhomme qui, pour faire dans le monde un personnage plus considérable, a acquis un journal et l'a dirigé; qui, pour compléter et rehausser encore ce rôle à demi littéraire, a songé à la scène française, et s'y est risqué. M. Walewski est dans le cas de nous tous, journalistes et littérateurs par goût, par convenances (qu'il le sache bien, car en bonne compagnie les nécessités même s'appellent des convenances), littérateurs à nos momens perdus

(et nous en perdons beaucoup); il ne faut pas qu'il s'imagine que nous soyons plus contraints au métier que lui; nous sommes tous des amateurs, et il est étrangement venu à nous dire : « La presse qui semblait devoir, au moins par générosité, accueillir avec indulgence un homme du monde et lui faire les honneurs de la république des lettres, la presse, c'est-à-dire une partie de la presse, s'est montrée peu courtoise. » La presse ne devait et ne doit rien à M. Walewski que de le juger comme un de ses pairs, et, depuis sa préface, comme un de ses pairs qui laisse trop voir la peur maladroite d'avoir dérogé.

De la dédicace et de la préface il résulte que l'auteur a reçu force complimens et cartes de visite pour sa pièce : avant la représentation, c'était *le suffrage* (je copie textuellement) *des hommes les plus éminens dans le monde littéraire, dans le monde politique et dans le monde social;* depuis la représentation et pour contrecarrer les impertinences qu'en ont dites des critiques *mal placés,* « les juges réels de la pièce, ceux qui vivent parmi les choses et qui les voient, viennent tour à tour, auprès de l'auteur, s'inscrire en témoignage et lui apporter leur formelle adhésion. » Le moyen, maintenant, de refuser cette adhésion formelle et de prétendre à passer pour un juge!

Une chose entre mille a frappé M. Walewski depuis qu'il observe le monde, c'est le danger, dit-il, auquel se trouve exposée une jeune femme qui, jetée sans défense parmi les médisances des salons, peut voir, dès le premier pas, sa réputation compromise et son avenir perdu : il en a fait le sujet de sa pièce. Une autre chose l'aurait pu frapper aussi, ce me semble, c'est le danger d'illusion et le travers auquel se trouve exposé un galant homme qui, jeté, jeune et riche, au milieu de l'éclat et des politesses du monde, et s'avisant un beau jour de s'y vouloir faire une réputation d'auteur, se met à croire à tous les complimens qui lui arrivent, et aux cartes de visites sur lesquelles on lui crayonne des *bravos*. Il aurait pu en faire le sujet de sa préface, et l'aurait rendue moins hautaine et moins naïve, mais plus amusante.

J'admire et je vénère le talent d'un illustre poète, je crois aux grandes qualités de son cœur; mais le cœur humain est là aussi, et je me risquerai à dire qu'une pièce de théâtre qui lui fera motiver au crayon un si chaleureux bravo, sera celle qui n'inquiétera jamais sa gloire. L'auteur de *l'École du Monde,* de cette pièce si *usagée,* en est-il donc à ne pas savoir encore cela? — Il est vrai que c'est le cœur des littérateurs qui est fait ainsi; celui des gens du monde l'est tout autrement.

La comédie de *l'École du Monde* est assez agréable à la lecture; elle n'a rien qui choque; on ne laisse pas de s'intéresser à Émilie; les autres caractères y sont assez bien esquissés; on n'y manque pas aux usages; il y a dans le dialogue de la correction, une certaine élégance, quelques traits spirituels. L'auteur se plaint qu'on l'ait traité en *novateur;* il ne l'est pas le moins du monde, et il n'a pas là-dessus à se justifier. On lui a contesté encore la vérité des mœurs qu'il s'est piqué de rendre et l'espèce de haute société où il s'est voulu tenir. C'est M. Janin, dans les très spirituels feuilletons qui récidivent depuis quelque temps sous sa plume de plus en plus heureuse, c'est lui qui a intenté et

soutenu l'accusation. Le grand monde, l'espèce de grand monde où s'est confiné M. Walewski, existe-t-il dans cette pureté au milieu de nous, ou n'est-il qu'une convention scénique?

La question, s'il m'est permis d'intervenir en si grave controverse, n'est pas là à mon sens. M. Janin, dans ses feuilletons sur la pièce de M. Walewski, a contesté la réalité de ce grand beau monde, comme dans sa lettre sur *l'École des Journalistes* il avait contesté la réalité du vilain monde des journaux. Je crois que l'un et l'autre existent plus qu'il ne l'a dit, et lui-même il le sait aussi bien que moi. Mais que fait M. Janin, quand il a un feuilleton à écrire? Il considère son sujet en plein, sans tant de façon, rondement; il voit ce qu'il en peut faire avec esprit, avec verve, avec bon sens à travers; son parti pris, il va; il s'agit, avant tout, que son feuilleton ait vie, qu'il se meuve, qu'il amuse; son feuilleton, c'est sa pièce à lui, il faut qu'elle réussisse; il ne l'écrit pas ce feuilleton, il le joue. Le plus ou moins de vrai et de réel dans le détail, que lui importe? S'il a mis le doigt au milieu sur une idée juste et jaillissante, cela lui suffit. Il pousse au bout et il a gagné son jeu. Eh bien! pour nous en tenir à M. Walewski, l'essentiel reproche à lui adresser, c'est de n'avoir pas fait en grand, avec son sujet, précisément comme M. Janin fait avec son feuilleton. Le mouvement dramatique, comique, voilà ce qui lui a surtout manqué. En petit comme en grand, ne l'a pas qui veut. Dampré est vrai, je le crois volontiers; nous savons tous une quantité de Dampré qui ne sont occupés, en effet, qu'à ce genre de séduction et à tendre leurs filets soir et matin. C'est le Valmont des *Liaisons dangereuses*, un peu moins sensuel et moins pressé d'arriver, c'est le don Juan, plus civilisé et sans trop d'esclandre. Mais il ne s'agit pas de savoir si Dampré et la duchesse, et chacun des personnages pris un à un, et trait pour trait, peuvent être plus ou moins des copies d'un certain monde réel; il s'agit de savoir si tout cet ensemble est comique, intéressant, saisissant. Vous seriez La Bruyère et vous peindriez Onuphre (lequel est une critique pointilleuse et un contre-pied de Tartuffe (1)) que vous n'en seriez pas plus comique à la scène pour cela. Il y a une manière pleine, franche et sensée de prendre les choses (même finement observées en détail) et de les confondre un peu en les *créant*, qui est le vrai procédé et le vrai mouvement dramatique.

Le monde est plein de détails plus ou moins piquans à noter, à relever entre soi, mais qui ne sont matière à drame ni à comédie. Le monde restreint, choisi par M. Walewski pour les évolutions de son œuvre, peut exister quelque part, et il existe plus ou moins; mais il n'offre guère rien que de glacé. M. Walewski, en voulant y être fidèle de ton, a précisément compromis sa pièce; quand Molière a voulu faire rire aux dépens des *précieuses*, il a eu grand soin de charger. D'ailleurs, les restes de l'hôtel Rambouillet étaient

(1) La Motte le premier l'a très bien remarqué : « Molière est à la vérité un grand peintre, mais il lui est échappé de faux portraits. On peut voir dans La Bruyère un tableau de *l'Hypocrite*, où il commence toujours par effacer un trait du *Tartuffe* et ensuite en *recouche* un tout contraire. »

encore menaçans du temps de Molière, et voilà pourquoi il en voulait, avant tout, déblayer la scène, afin d'y établir son franc-parler. Ici, rien de moins menaçant pour le gros du public que ce coin de monde de Dampré, de la duchesse et du commandeur : n'étant ni plus menaçant ni plus amusant qu'il ne l'est, il n'y avait nulle urgence de s'en occuper.

De cette objection générale sur le peu de vérité scénique, si l'on passait à la vérité réelle, et, pour ainsi dire, biographique des personnages, il y aurait beaucoup à dire. Il est faux, par exemple, que Dampré ait pu attendre si long-temps pour s'expliquer avec Émilie; avec ces sortes d'assiégeans, les années entières ne se passent pas dans des manœuvres si discrètes et si respectueuses. Cet hiver de retraite d'Émilie, pendant la maladie du général, était une trop belle occasion pour que Dampré la manquât. Ce retard admis, la scène dans laquelle le fat se démasque, l'impudence qui lui fait tirer argument de son tort même et de son manége prolongé près de la femme compromise, pour en arracher un succès, la menace misérable qui termine, tout cela est vrai, bien vu, animé : « C'est la seule scène de la pièce, » disait à côté de moi une femme.

Les scènes *assises*, dont il a été tant question, sont clairsemées de petits traits, de petites épigrammes anecdotiques qui ne seraient piquantes que si on en savait les personnalités, et qui ne peuvent, dans aucun cas, passer pour plaisantes. Nulle verve, nulle saillie, ni imprévu de détail; toutes les surfaces semblent exactement frottées et polies. La plus grande invraisemblance dans une pièce si exacte d'étiquette est cette lettre remise à Dampré en pleine soirée chez la marquise, et décachetée devant tout le monde. Et que deviendrait la mince action de la pièce sans cela?

M. Victor Hugo, à qui *l'École du Monde* est dédiée, prépare, nous assure-t-on, un nouveau recueil de poésies, qui suivra de près le résultat de la prochaine élection académique. Tout fait espérer que le retard apporté à cette élection aura été favorable au poète dans l'esprit de plusieurs académiciens, auxquels il ne manquait que de laisser tomber d'anciennes préventions et de le mieux connaître. La seconde place vacante à l'Académie par la mort de M. l'archevêque de Paris a suscité jusqu'ici peu de compétiteurs : il semble qu'on ait senti qu'une haute décence venait ici se mêler à la littérature et la dominer en quelque sorte, pour restreindre les choix. M. Molé paraît indiqué dans l'opinion comme le plus convenablement placé pour hériter de ce fauteuil, qui a gardé un je ne sais quoi imposant. Nous n'avons pas besoin de renouveler ici l'expression de nos vœux et de notre entière sympathie pour ce noble esprit, judicieux, élégant, ami des lettres, nourri par elles de bonne heure, et l'ayant prouvé par deux ouvrages que ses *Mémoires*, dès long-temps écrits, devront un jour couronner. M. Molé nous paraît offrir en lui véritablement cet heureux ensemble de considération personnelle, de politesse, de bon goût et de bon langage, qui désigne et qui, pour ainsi dire, définit avec une bienséance parfaite un membre de l'Académie française.

Les divers *on dit* littéraires et politiques, les propos courans sur les per-

sonnes et les choses sont devenus depuis quelque temps matière à des publications légères, périodiques, qui, sous cette forme nouvelle, ont assez réussi pour qu'on s'en occupe en passant et qu'on en relève l'espèce d'influence commençante. Il s'agit des *Guêpes* de M. Alphonse Karr, qui en sont à leur quatrième livraison du 1er février. Dans les trois premières, l'auteur a su amuser avec malice sans être par trop méchant. Qu'il y prenne garde pourtant: l'écueil est là. Il est difficile en ce métier de persévérer sans passer outre; on ne pique pas *au premier sang,* aussi long-temps qu'on veut, et il vient un moment où l'action l'emporte et où l'on ne calcule plus. M. Karr a eu l'idée de dire dans ses *Guêpes* ce qu'on ne lui laisserait dire dans aucun journal, car tout journal a son genre de vérités particulières à l'usage des rédacteurs et des abonnés. Mais ce n'est pas tel ou tel journal qui a seulement ce genre de vérités restreintes, c'est la société elle-même qui ne peut jamais entendre qu'une portion de vérités, et, dès qu'on en est avec elle aux personnes, cette limite est bien vite atteinte. M. Karr a-t-il été toujours vrai dans ce qu'il a dit jusqu'ici? S'il n'a guère pour son compte d'animosités bien vives, n'a-t-il pas eu déjà ses complaisances? Et qu'est-ce que des *Guêpes* parfois complaisantes? Nous n'en voulons que tirer une conclusion, c'est que, si isolé qu'on se fasse, si désintéressé de tout et si moqueur absolu, on tient toujours à quelque chose ou à quelqu'un, ce qui est heureux, mais ce qui gêne le métier. Je concevrais plutôt encore une indignation réelle, sincère, ardente, souvent injuste, une vraie *Némésis;* mais ces guêpes, si acérées qu'elles soient d'esprit, pourtant sans passion aucune, ces guêpes-là ne peuvent aller long-temps sans se manquer à elles-mêmes. Comme tous les recueils d'épigrammes, même des meilleures, les *Guêpes* de M. Karr n'échappent pas à l'épigraphe de Martial : *Sunt bona, sunt quædam mediocria,* etc.; il suffit qu'il y en ait de fort piquantes, en effet, et que l'auteur y fasse preuve en courant d'une grande science ironique des choses. On voudrait voir tant d'esprit et d'observation employé à d'autres fins. Et puis il y a fort à craindre que ces *Guêpes* ne pullulent; on parle déjà d'imitations; allons! *le Charivari* ne suffisait pas; nous aurons mouches et cousins par nuées.

Confession générale, par M. Frédéric Soulié (1). — Le *Diable* de M. Soulié devient bien vieux; mais, quoiqu'il se confesse aujourd'hui, ce n'est point pour se faire ermite. Ce démon, cette muse inépuisable du romancier, si l'on aime mieux, loin de pratiquer le silence et la retraite, abonde plus que jamais en interminables histoires. Ce sont encore et toujours des récits bien mélodramatiques, bien compliqués, des aventures bien invraisemblables, dont le public des cabinets de lecture peut s'amuser de plus en plus, mais où se complaisent un peu moins les esprits sensibles à la délicatesse de l'art. Je ne veux pas contester la verve de M. Frédéric Soulié, une certaine puissance habile qu'on s'accorde assez à lui reconnaître, et qui rencontre souvent des combinaisons intéres-

(1) Deux volumes in-8o, chez Souverain, rue de Seine.

santes, des situations dramatiquement conçues. Sans nul doute, à quelques endroits, on oublie dans quel style tout cela est écrit, et le récit vous prenant de force, pénétrant comme dans votre chair et dans votre sang, vous attache brutalement à ce char qui court à toutes brides dans l'arène. Mais, dès qu'on a le moindre sentiment littéraire, l'illusion se dissipe vite, car la curiosité seule était en jeu.

Dans tous les livres de M. Soulié se retrouve l'empreinte d'une imagination féconde. Certes, l'auteur n'est pas avare de descriptions, de personnages, de situations; au besoin, il amplifie les évènemens, les descriptions se dilatent et s'étendent, les situations se compliquent à l'infini; puis le romancier mène à sa guise les personnages, les pousse au hasard de la passion, les tuant quand ils le gênent, les mettant dehors sans reparler d'eux quand ils deviennent une entrave. Les caractères ne lui coûtent pas davantage, il les prodigue; mais les traits sont partout appuyés, et le crayon pousse incessamment au noir. C'est que la main se fatigue à la longue dans cette continuelle mise en œuvre, dans cette fécondité sans arrêt que rien ne contrôle, qui se produit la même sous toutes les formes, qui donne aujourd'hui en feuilletons ce qu'elle doit donner demain en romans, en romans ce qu'elle doit traduire demain en drames. C'est l'histoire du repas des langues d'Ésope; seulement le public pourrait bien n'être pas toujours d'aussi bonne humeur que Xantus. Hélas! les feuilletons passent, les drames attirent un instant la foule curieuse pour disparaître bientôt de l'affiche; et, quand les feuilletons du journal sont devenus des volumes, ce sont souvent des histoires aussi vieilles et aussi ennuyeuses que les vieilles nouvelles, que les vieux articles politiques du journal. Il y a un autre malheur; les volumes s'accumulent et demeurent comme les témoins accusateurs du passé. Alors arrive le jour où chacun se demande ce qu'est devenu l'art en définitive dans de pareilles conceptions, et si cette hâte besogneuse, si cet entassement multiple des mêmes choses sous tant de formes, sont exclusivement intellectuels; si, enfin, c'est bien là de la littérature? — On prétend en bonne économie politique que la création des machines n'est pas à regretter; mais les lettres ne ressemblent pas à l'industrie, et là il faut, avant tout, admirer l'ouvrier patient, consciencieux, qui se consacre à son œuvre et ne remplace pas la perfection par le nombre. Le génie lui-même ne suffirait pas à une semblable prodigalité d'improvisation. Décidément, au train dont y vont nos contemporains, Lope de Vega ne sera bientôt plus une exception. Il est vrai que les *maréchaux de France littéraires* ne peuvent se contenter, comme les humbles, de quelques sentinelles sûres, et qu'il leur faut tout au moins un gros corps d'armée. Peu importe donc le choix des recrues. Cela fait bonne figure dans la plaine.

La *Confession générale* de M. Soulié n'a encore que deux volumes; elle peut en avoir cent, et je ne vois aucune raison pour que cela finisse, si les acteurs futurs sont tous aussi verbeux qu'un certain M. Valvins, lequel, faisant son droit à Rennes, s'amusait (je ne comprends pas pourquoi) à écrire en dialogues entremêlés de descriptions et de jugemens philosophiques, la vie, les

conversations, les aventures des personnes de sa connaissance. Un premier roman assez vulgaire sert de cadre à des épisodes qui sont autant de romans eux-mêmes : voilà, si je devine bien, le plan de M. Soulié, plan commode qui peut se dilater ou se resserrer, selon l'accueil fait au livre. Rien ne réussit comme le succès, disait spirituellement M. Janin. Cela est vrai, mais le succès ne réussit guère deux fois. Or, la *Confession générale* ne nous paraît qu'une contre-épreuve assez pâle des *Mémoires du Diable*. Asmodée, Asmodée, pourquoi donc sortir encore une fois de cette bouteille magique où vous avait enfermé Lesage? Le confessionnal où vous vous cachez furtivement n'est pas si obscur qu'on ne découvre encore vos griffes. Vous n'avez fait que changer d'habit, et, comme vos histoires n'ont plus leur fraîcheur, et qu'il leur manque l'entrain vif des premiers récits, vous ne tardez guère à les mettre sur le compte d'un M. Valvins, qui n'en peut mais.

Dès l'abord on est en pleine révolution, et, avec son goût de détails *sincères*, M. Soulié n'épargne à ses lecteurs aucun juron sans-culotte. En 93, à Toulon, un soldat épouse la fiancée de son officier pour la sauver de la mort et la lui rendre bientôt. Mais l'officier disparaît. — Rejoignit-il la jeune fille plus tard? Je ne sais, car le récit se brise, et l'explication est réservée pour les volumes à venir. En attendant, une vingtaine d'années se passe entre deux chapitres, et l'on est en présence d'une mère mourante et d'un jeune homme qui recueille son dernier soupir. Nous retrouvons là nos héros de tout à l'heure, nos héros de la révolution; seulement M[me] de Varneuil a eu un fils. L'enfant a grandi, il a été élevé, bien entendu, dans l'ignorance absolue du passé; il n'en sait pas même autant que le lecteur, lequel ne sait pas grand' chose. Sa mère lui laisse quatre lettres de recommandation pour quatre personnages différens qui lui font tous le plus singulier, le plus disgracieux accueil. Tout ceci est plein de mystères, d'acteurs bizarres, inconnus, qui s'expliqueront plus tard. A cette date, le sans-culotte est devenu un riche baron; le soldat dont Noël porte le nom, qu'il n'a jamais vu et qu'il croit son père véritable, a fait fortune et se prélasse dans son titre de général. Il y a aussi un vieil original podagre dont Noël, j'imagine, sera réellement le fils; puis un évêque qui ne vaut pas celui de *Gil Blas* et qui figure aussi en cette affaire. Que veut dire cet imbroglio? C'est un nœud gordien que M. Soulié dénouera longuement dans les tomes suivans, si son livre est lu, ou qu'il tranchera sans doute comme Alexandre si le public n'y prend pas goût.

M. Valvins, un ami de Noël, se charge de lui expliquer ces incompréhensibles rencontres, et, pour ce faire, il tire de ses cartons de volumineux manuscrits qui ne sont autre chose que l'histoire particulière de chacun des personnages. Comment ce M. Valvins en sait-il si long? C'est ce que peut seul dire M. Soulié, lequel l'ignore peut-être lui-même à l'heure qu'il est, car tout ceci semble quelque peu écrit au simple et premier courant de la plume. Valvins raconte deux épisodes *féminins*, et encore nous laisse-t-il, pour le second, au milieu de l'histoire d'une blanchisseuse séduite par un étudiant. Voilà donc deux caractères de femmes, Victorine et Carmélite, une dame et une ouvrière,

L'ouvrière sera intéressante et la femme du monde hideuse. Cela est de rigueur et de bon goût. Victorine n'a presque rien à envier à Mme de Tourvel, et Laclos lui eût fait place dans les *Liaisons dangereuses*. Afin de garder pour amant le fiancé de sa belle-fille, elle compromet la vie de trois honnêtes gens, l'honneur d'une enfant et la bonne foi de son mari, rien que cela. Pour ma part, j'aime mieux Carmélite ; c'est, jusque-là au moins, une bonne et spirituelle fille. Elle plaît assez, malgré les détails de lessive et de table d'hôte, les orgies d'étudians, les duels de toute sorte, les provocations continuelles, les interminables conversations que l'auteur a prodiguées à son sujet. M. de Balzac doit envier ces pieds *flûtés,* ces chevilles d'*une attache admirable*, ces *hanches où bondissent les plis d'une robe courte;* car c'est presque le style du *Lys dans la Vallée*. M. Soulié se vante pourtant, dans la *Confession générale*, de ne point inventer des *ingénuosités d'amour*. C'est trop de modestie. Il est vrai qu'il ajoute *d'amour bien élevé,* ce qui rend la phrase plus juste. Quant à Poyer, l'adorateur de Carmélite, c'est une sorte de fier-à-bras, d'étudiant forcené, dont on n'aime guère les succès amoureux. Malgré ses *étreintes de fer,* et bien qu'il soit l'*homme de cette femme,* on n'en veut pas à Carmélite de son infidélité, qu'on ne fait toutefois que prévoir, car les volumes publiés s'arrêtent en pleine intrigue. Pour ma part, je souhaite bonne chance à Fabien, le rival de Poyer.

M. Soulié, employant à un endroit le mot *désétouffer,* prévient en note que l'expression n'est pas française. C'est un avertissement qu'il aurait fallu rendre plus fréquent. Malgré toute sa verve et tout son talent, M. Soulié écrit trop pour écrire bien.

LE MARQUIS DE LÉTORIÈRE, par M. Eugène Sue (1). — M. Sue a été doublement heureux dans ce livre : d'abord il n'avait point à parler de Louis XIV qu'il poursuit en presque tous ses romans d'une haine acharnée, peu intelligente et à la longue fort ennuyeuse; puis il n'a pas songé aujourd'hui à faire de ses héros, comme d'ordinaire, des mannequins à ficelle qui paraissent remuer d'après la nature et d'après leurs passions, mais qui en réalité n'agissent que dans l'intérêt de quelque paradoxe philosophique, rêvé par l'auteur dans une de ses matinées de misanthropie. Par là, M. Sue n'a perdu aucun avantage, et il a évité deux graves défauts : le premier, de faire de quelques lignes caustiques de Saint-Simon, ou de quelque note bien sèche de Dangeau, une amplification déclamatoire; le second, de développer en plusieurs volumes deux ou trois maximes moroses échappées bien avant lui à la mauvaise humeur de La Rochefoucauld ou de Vauvenargues.

Il est vrai que M. Sue pourrait prendre ici la critique en apparente contradiction. On lui a dit bien souvent : Pourquoi ces prétendues intentions philosophiques? Faites plutôt de bons romans qui ne prouvent rien, qui n'aient point de prétention à la profondeur érudite, mais qui plaisent et amusent.

(1) Un vol. in-8°, chez Gosselin, rue Saint-Germain-des-Prés.

Aujourd'hui M. Sue n'est pas ennuyeux à coup sûr, il n'est ni savant ni philosophe, et cependant, la lecture de son livre achevée, on est en droit de lui adresser la question de d'Alembert sur une tragédie de Racine : « Qu'est-ce que cela prouve? » Seulement d'Alembert disait une sottise, et l'objection de la critique serait au contraire fort sensée. D'admirables vers ne touchaient pas une nature sèche de géomètre, rien de plus naturel. Mais où est dans le livre de M. Sue la valeur littéraire? quelles nuances délicates de sentimens ont été surprises par l'observateur? quels caractères dessinés? quelle éternelle vérité mise en relief sous une forme rajeunie et éclatante? Nous nous intéressons fort peu, pour notre part, à la théorie de l'*art pour l'art*, comme on dit, ou à la théorie contraire de l'*utilité sociale* dans les lettres. En dehors de ces esthétiques transcendantes et fort peu applicables en réalité, la suprême condition demeure toujours : la beauté. Je ne m'imagine pas que M. Sue ait eu la prétention d'y atteindre et qu'il ait voulu donner *le Marquis de Létorière* autrement que comme un conte qui se laisse lire et dont quelques pages sont d'un assez bon comique.

On est tout d'abord sous Louis XV, sous ce roi « bon et spirituel, » comme dit M. Sue, qui, en homme de bon ton, aime son monde de la régence et ne regrette pas les temps durs et la tyrannie cruelle de ce monstre nommé Louis XIV. Notre marquis donc est un garçon charmant, spirituel, plein de séductions, mais qui n'a pas un sou vaillant pour soutenir un gros procès, lequel peut le rendre millionnaire. Toute la première partie du volume est prise par le récit de cette triste phase de misère et par les dons mystérieux, l'appui secret d'une grande dame qui veut demeurer inconnue. C'est là un bien vieux procédé, mais dont les romanciers ne se lassent pas, parce qu'il excite toujours la curiosité. Enfin Létorière fait un chemin brillant à la cour. Les faveurs et les succès mondains l'accablent; pourtant il n'oublie pas la protectrice des premières années qui lui a assigné une date lointaine comme dernier terme de ces mystères. Le jour fixé arrive, et il se trouve que cette providence inconnue est précisément M[lle] de Soissons que Létorière adore. L'important procès, qui dure toujours, pourra, s'il réussit, faire du marquis un riche héritier et sauver, pour ce mariage, les convenances aux yeux du monde. Létorière tient avant tout à cette solution judiciaire; mais M[lle] de Soissons veut que sa main ne soit pas à ce prix, et elle déclare sa volonté définitive à sa parente, la vieille douairière de Rohan, très stricte sur l'étiquette. De là un éclat et une rupture; mais Louis XV est pour son favori, et un ordre du roi permet à M[lle] de Soissons de se retirer provisoirement au couvent, jusqu'au retour de Létorière, qui va en Allemagne pour avoir raison de son procès. Là commence la partie vraiment comique du livre. Le marquis a pour juges trois bons Allemands : un vieux chasseur forcené qui vit dans son château délabré en baron du moyen-âge, un érudit qui a la manie des bouquins et des vers de Perse, enfin un mari ridicule soumis à une femme bizarre, qui cite la Bible à tout propos, comme un puritain. L'affaire était désespérée : Létorière la rend excellente et la gagne en courant le cerf chez le premier juge, en citant

Perse chez le second, en disant modestement des versets sacrés chez le troisième. Quelques passages de mauvais goût, quelques détails empreints d'exagération, déparent ces chapitres peu vraisemblables, mais très amusans.

Les romans de M. Sue finissent d'ordinaire fort mal. A son retour, Létorière trouve Louis XV mourant, et sa faveur tombe avec le maître. Je ne sais plus quel suppôt de la douairière de Rohan le provoque alors en duel et le tue. Quelques années après, Mlle de Soissons se console par le mariage.

Dix ou douze lignes des *Mémoires* apocryphes de Mme de Créquy ont servi de thème à cette histoire facilement racontée, et qui n'est pas assez prétentieuse pour que la critique y attache plus d'importance que l'auteur n'a prétendu lui en donner lui-même. C'est en somme un récit assez piquant ajouté à tous les romans qui le sont déjà. Mais cela suffit-il, et où est l'art?

Chroniques chevaleresques d'Espagne et de Portugal, publiées par M. Ferdinand Denis (1). — L'auteur d'*Ivanhoë* disait que la belle chronique de *la Mort d'Albayaldos* valait bien qu'on apprît l'espagnol, et Mme de Staël, comme Walter Scott, était saisie d'une vive admiration à la lecture des touchantes et dramatiques légendes du romancero. C'est qu'en effet l'âge héroïque de l'Espagne s'est continué, pour ainsi dire, jusqu'au seuil même de notre temps, toujours fécond en puissans souvenirs; c'est qu'on trouve, sur cette terre des ardentes passions et des implacables vengeances, l'amour et la foi dans leur plus redoutable exaltation, en même temps qu'on y retrouve, près des mœurs chevaleresques, quelque chose de la dureté du monde antique. La civilisation, malgré l'effort, n'atteint jamais sa limite, et les plus grandes figures de l'histoire d'Espagne gardent toujours, dans leur héroïsme, quelque chose d'âpre et de fauve, comme les moines de Zurbaran. Il y a donc là, de même qu'en Portugal, de la terreur et des larmes au fond de chaque récit, et le drame est partout dans la chronique. L'Évangile et le Coran sont en présence. Le cachot de l'inquisition est creusé sous l'église, et, quand le monde mystique du moyen-âge est prêt à crouler, des mondes nouveaux se découvrent pour des merveilles nouvelles. Du xe siècle au xvie, des Infans de Lara à dona Lianor, il y a comme une succession non interrompue d'éclatantes infortunes, si terribles *qu'elles furent pleurées,* comme les infortunes d'Inez, *par les statues de bronze et de marbre.* Corneille, prompt à sentir la grandeur et l'héroïsme, avait puisé largement à ces sources fécondes. Mais en France, où l'on n'est d'ordinaire curieux des voisins que par accès et par mode, on était passé vite, à l'égard de la littérature espagnole, d'un enthousiasme exagéré à une indifférence injuste. Il fallait le génie de Lesage pour faire souvenir le xviiie siècle de Salamanque; je ne parle pas de *Gonzalve de Cordoue,* fort innocemment défiguré par Florian : cet essai n'était guère de nature à nous intéresser, une fois sortis du collége, aux chevaliers et aux Arabes de la Péninsule. Depuis, la poésie du romancero a eu ses retours. M. de Châ-

(1) Deux vol. in-8°, chez Ledoyen, Palais-Royal.

teaubriand a évoqué les Abencerrages, et l'attention s'est de nouveau tournée vers l'Escurial et l'Alhambra. M. Ferdinand Denis a donc rendu un service réel en restituant avec goût, sous une forme accessible à tous, à la science comme à la simple curiosité littéraire, les plus remarquables chroniques du Portugal et de l'Espagne. Une longue étude lui rendait familières les littératures qu'ont illustrées Cervantes et Camoëns, et il a apporté, dans le choix des légendes poétiques et des récits historiques, ce tact sûr que donne l'habitude d'un travail spécial. *Les Sept Infans de Lara* ouvrent le premier volume. C'est la chronique guerrière; mais le mysticisme surgit bientôt, et *Sainte Casilda* offre à son tour l'un des types les plus élevés de la légende pieuse : de la sorte, du Xe siècle au XVIe, on rencontre tour à tour, serrés dans un même cadre, les rêves et les pieuses extases, les triomphes ou les désastres qui ont influé, pendant six cents ans, sur les destinées de deux grands peuples. M. Denis a su prendre, entre tant de souvenirs, ceux qu'un intérêt plus vif a rendus toujours présens; et ces héros de l'amour ou des aventureuses conquêtes, dont l'Europe entière a adopté la mémoire, Inez, Fernand Cortez, don Sébastien, par exemple, sont aussi les héros de son livre. Il y a vraiment du charme à retrouver dans le récit original, tout empreint d'une couleur étrangère, et comme entourées de leur manteau castillan, ces nobles figures, tant de fois travesties dans des pastiches de seconde main. La traduction de M. Denis est rapide et concise; il a fait souvent, au texte des historiens, des romanciers et des poètes, de nombreuses coupures, et ce procédé de dégagement nous paraît, en fait de chroniques et de poèmes du moyen-âge, d'une heureuse application. Nous ne doutons pas que cette publication ne fournisse au théâtre quelque canevas nouveau, car il y a dans toutes ces draperies mauresques de quoi tailler bien des costumes pour la scène. Les souvenirs de l'Espagne chevaleresque avaient inspiré *le Cid*, le Portugal a inspiré *Pinto;* en voilà, sans doute, plus qu'il ne faut pour tenter bien des ambitions littéraires. Par malheur, le Tage ou le Guadalquivir ne roulent pas seulement des paillettes d'or, et je crains bien que tel qui voudrait atteindre à Corneille ne retombe tout simplement dans l'imbroglio de Bois-Robert ou de Scudery, et ne se retrouve à 1630, tout en criant au progrès. Quand nous passons les Pyrénées pour en rapporter des études d'art, ne secouons pas toute discipline, parce que nous sommes en pays de guérillas; on pourrait nous reprocher bientôt de faire du drame comme Cabrera fait la guerre.

HISTOIRE DES FRANÇAIS DEPUIS LES GAULOIS, par M. Th. Lavallée (1).— Notre histoire nationale est devenue à cette heure une chose commune et accessible à tous. Mais c'est trop peu de l'étudier : chacun veut l'écrire, ce qui, du reste, est assez facile, car au-delà de MM. Guizot, Thierry, Fauriel, Daunou, au-delà des maîtres dont on s'inspire en les louant, il y a Daniel, Velly, Hénault, Anquetil, que l'on copie, en ayant l'air de les dédaigner; il est, en

(1) Trois vol. in-8o, chez Paulin, rue de Seine.

effet, de bon goût de ce temps-ci, quand on aspire à l'Académie des Inscriptions, de crier bien haut qu'en matière d'érudition, tout reste à faire, que les bénédictins n'avaient que de la patience, que le XVIIIe siècle ne savait rien, et que nous pouvons justement, comme Vico, appeler l'histoire la *scienza nuova* (il faut cependant excepter M. Capefigue, qui n'a de sympathie et d'admiration que pour les morts, y compris M. Le Ragois). A l'aide de quelques citations des bollandistes, de dom Bouquet, et autres recueils dont on n'a consulté que les tables, on prend vite son vernis de savant. On ajoute *des vues* aux très innocens récits de ses devanciers, et l'on fait son histoire comme Vertot faisait son siège, comme au XVIe siècle on faisait un sonnet, au XVIIIe un bouquet à Chloris. Pour peu qu'on aime la variété, on peut même, sans qu'il y ait scandale, commencer, en manière d'introduction, par l'étude de quelques rois méconnus de l'Égypte et de la Perse, découvrir des olympiades, ou réhabiliter des Pharaons, et un beau jour, sans transition apparente, arriver des plateaux *de l'immobile Asie* sur la butte Montmartre, et dévoiler à bien des gens qui ne s'y attendaient guère nos origines obscures et mal comprises. Il y a, dans ces improvisations, dans cet accès facile pour tous, de quoi défigurer tout notre passé, de quoi nous ramener au chaos, tout en criant bien haut: *Fiat lux*. Heureusement on rencontre encore çà et là, mais trop rarement, des hommes d'études sérieuses et dévouées, lesquels pensent avec raison qu'avant de juger les générations qui nous ont précédés dans la vie, il faut au moins apprendre à les connaître. Pour nous parler des morts, ils les évoquent, conversent longuement avec eux, et méditent dix ans avant d'écrire. M. Lavallée a sagement apporté dans son travail cette lenteur de réflexion, ce soin consciencieux du détail et de l'ensemble, et par là il est arrivé à donner un livre qu'on peut citer parmi les plus estimables travaux qui ont notre histoire pour sujet. La religion, la liberté, la patrie, lui ont inspiré, dit-il, la pensée première de son œuvre; il l'a écrite avec foi, avec trop de foi peut-être, et il est parvenu à se faire lire avec intérêt; c'est un succès que des historiens de plus haute réputation n'obtiennent pas toujours.

M. Lavallée a divisé son travail en grandes époques. La première comprend l'histoire de la Gaule avant et pendant la conquête romaine; viennent ensuite les invasions barbares; puis, avec le Xe siècle, commence une époque nouvelle, que l'auteur appelle l'âge héroïque de la féodalité. L'église aspire et atteint en quelque sorte à la monarchie universelle; mais, dans l'éternelle vicissitude des choses humaines, l'église descend bientôt de ce rang suprême. La monarchie féodale, appuyée sur les états-généraux, domine la société du XIVe au XVIe siècle, et fait place à son tour, lors de l'avènement des Bourbons, à la monarchie absolue. On arrive ainsi à 89. Sur cette route, il conviendrait peut-être de déplacer quelquefois les jalons. Une ère nouvelle ne commence pas ainsi pour les sociétés à telle année, à tel quantième, et il faut quelquefois se défier des époques, presque autant que des *mythes* et des *élémens;* mais, pour être juste, on doit reconnaître que les divisions adoptées par M. Lavallée sont en général exactes. Elles attestent un remarquable esprit d'ordre et de mé-

thode; et si parfois elles donnent au livre une certaine sécheresse, je préfère encore, et de beaucoup, cette rigueur qui marche au but par la ligne droite, aux ambages et aux détours sans fin d'un lyrisme érudit, qui vise à l'épopée à propos des capitulaires. La méthode, la clarté, telles sont donc les qualités dominantes du livre de M. Lavallée, livre consciencieux où il y a bien des parties estimables, d'abord une connaissance suffisante des documens originaux et des travaux modernes, et aussi une grande sobriété de détails, et une impartialité d'autant plus remarquable, que l'auteur paraît fort épris du passé et des splendeurs du moyen-âge. Après avoir blâmé, quand il y a lieu, M. Lavallée fouille, jusque dans les replis les plus obscurs, les grandes mémoires historiques, et regarde jusqu'au fond de tous les souvenirs pour voir s'il n'y a pas aussi quelque chose à louer. Louis XI n'est pas seulement pour lui le terrible ami de Tristan; c'est aussi le politique habile et fort qui suit, même à travers le sang, la voie qu'il s'est tracée, pour acquérir à son pays, au prix de ses propres remords, la force et l'unité. L'auteur est juste envers les erreurs, les ambitions de l'église, bien qu'il ait fait, dès les premières pages, une très religieuse profession de foi, et son respect pour les hautes et mystérieuses destinées du catholicisme n'entrave en rien la liberté de sa critique; mais, par malheur, M. Lavallée n'a point échappé complètement à l'influence des idées *humanitaires*. Il voit des élémens de progrès là où d'autres seraient disposés à ne voir que de tristes et lamentables désastres, et il se console volontiers de la honte de Courtray, de Crécy et d'Azincourt, attendu que ces impitoyables tueries de nobles et de barons tournaient, en dernière analyse, au plus grand profit des serfs et des vilains, qu'elles débarrassaient de maîtres incommodes. Je doute fort, du reste, que le lendemain de ces mémorables funérailles, ce système de compensation ait trouvé beaucoup de partisans, même parmi la *pédaille* des communes. En général, M. Lavallée n'est heureux ni dans l'idée ni dans la forme, quand il rencontre sur sa route « l'humanité en travail et en progrès. » Il est vrai qu'il a souvent occasion de la trouver hors de la voie droite et plus près de la perdition que du salut; mais il ne se désole point pour cela, car le progrès arrive à son heure, et sous toutes les formes, et l'humanité finit par *se ruer toujours à la porte de l'avenir*. Nous engageons M. Lavallée à ne pas confondre en une même admiration les écrivains qu'il signale dans sa préface comme les sources habituelles de ses inspirations philosophiques, et je ne sais trop comment il ne s'est point perdu dans un labyrinthe inextricable, en suivant tour à tour Bossuet et M. Buchez, Herder et M. Ballanche, Vico et Saint-Simon. Si, comme nous l'espérons, M. Lavallée conduit jusqu'à nos jours son remarquable travail, il lui sera difficile, sans aucun doute, de dégager avec unité, d'après les systèmes divers de ces esprits élevés, *la formule humanitaire et progressive* de notre société moderne, surtout en la soumettant au contrôle des souvenirs officiels du *Moniteur*.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 janvier 1840.

Le vote de l'adresse avait ranimé les espérances du cabinet et donné aux ministres dirigeans plus de confiance dans leur avenir politique. L'administration n'avait pas été sérieusement attaquée; même les orateurs les plus acerbes n'étaient pas montés à la tribune avec le projet de renverser le ministère. Ils ne voulaient que l'inquiéter et soigner en même temps leur propre situation dans la chambre. Point de plan d'attaque, point d'hostilités concertées; le ministère n'avait rien à craindre; il avait pour lui les souvenirs de la coalition, la terreur de tout ce qui aurait pu lui ressembler. Aussi n'a-t-il pas trouvé devant lui un corps d'armée, mais seulement des tirailleurs guerroyant chacun pour son compte. La victoire, si on peut employer ce mot dans un cas pareil, était plus facile. N'importe; il est toujours bon et heureux de vaincre. L'essentiel est de savoir profiter de ses succès.

C'est ce que les amis du ministère n'ont cessé de lui dire. — Profitez des bons jours; l'adresse n'est pas hostile : faites-en quelque chose. Reformez-vous, renforcez-vous; donnez-vous une organisation plus forte, plus sérieuse. Ce n'est pas dans le danger, en face de l'ennemi, en lui prêtant le flanc, qu'on peut, sans crainte d'une défaite, se reformer, changer ses positions. Demandez plutôt à l'illustre capitaine qui vous préside. Qui mieux que lui connaît l'art de la guerre et tous les secrets du champ de bataille? Aujourd'hui vous avez acquis de la force; des hommes forts pourront s'allier avec vous. Aujourd'hui vous pouvez être écoutés; le serez-vous demain? — Le conseil était sage et devait plaire, ce nous semble, à la majorité du cabinet. Il a cependant eu le sort de la plupart des conseils : il n'en a pas été tenu compte. A-t-on cru que le ministère pouvait traverser tel qu'il est la session tout entière? A-t-on craint que tout essai de réorganisation n'entraînât la dissolution complète du cabinet? Sont-ce les personnes, sont-ce les choses qui ont tout empêché? Nous l'ignorons. Nous savons seulement ce que tout le monde sait; nous savons que le ministère a laissé échapper une occasion honorable pour lui, unique peut-être, de se reconstituer, de donner au pays une administration forte, proportionnée à l'importance des affaires, à la gravité des circonstances.

Aujourd'hui, que reste-t-il de la discussion de l'adresse? Rien, que le souvenir de quelques beaux discours. M. Barrot, M. Villemain, M. de Lamartine, M. Thiers, M. Rémusat, ne sont pas oubliés. Mais comme fait politique, comme moyen d'influence et de gouvernement, que reste-t-il de l'adresse? qu'en reste-t-il au ministère? A peu près rien. La lutte n'ayant pas été sérieuse, elle ne pouvait laisser que des impressions fugitives. Quand la question de cabinet n'a pas été posée, l'adresse, quelle qu'elle soit, ne peut ni renverser le ministère tout à coup, ni lui donner sur la chambre une influence durable. La discussion de l'adresse rentre alors dans la catégorie des faits ordinaires, de ces faits que le règlement impose aux chambres, et qui n'ont presque pas de signification politique. Dans le cas particulier, on ne pouvait lui en donner une qu'en essayant de s'en faire un moyen, en prenant l'initiative franchement, hardiment, pour arriver à une réorganisation du cabinet, en donnant à l'adresse une interprétation tant soit peu forcée, en lui faisant dire un peu plus qu'elle n'avait dit, pas trop toutefois, car il ne faut pas abuser, même des interprétations ingénieuses. « La majorité, une grande majorité est prête à nous accepter, à nous prendre comme le noyau d'une administration forte et compacte; elle nous demande seulement de ne pas rester tels que nous sommes, tels que nous-mêmes nous n'avons jamais cru pouvoir rester; elle nous fait sentir la nécessité de réaliser une pensée qui est la pensée de tout le monde, qui a toujours été celle de la majorité du cabinet. C'est à ce prix, mais à ce prix seulement, qu'on pourra éviter une véritable crise ministérielle, une crise qui serait à la fois dangereuse et ridicule, dangereuse par l'immense responsabilité qu'imposent dans ce moment les affaires du pays, ridicule aux yeux de l'étranger par le contraste qui s'établirait entre la gravité des circonstances et l'impuissance d'un cabinet tombé en dissolution. Si l'occasion n'est pas saisie au vol, le ministère ne tardera pas à déchoir dans la chambre, il s'affaissera tous les jours de plus en plus, il perdra tout principe de force et de cohésion, et, ne pouvant plus servir de noyau à une forte combinaison, l'administration retombera dans cet état de marasme où tout devient impossible, où les hommes les plus habiles deviennent impuissans, et cela précisément lorsque le pays aurait le plus besoin de leur force, de leur capacité et de leur influence politique. » C'est là ce que le cabinet pouvait dire; c'est là, ce nous semble, ce qu'il devait faire et pour lui-même et pour nous; c'est là ce qu'il n'a pas fait. Les conséquences tarderont-elles à s'en faire sentir?

Des symptômes d'abaissement ne sont déjà que trop visibles. Quel accueil a fait la chambre à plus d'un projet, à plus d'un acte ministériel? On dit que les bureaux de la chambre refusent à l'un de MM. les ministres la somme de 6,000 fr.! Mieux vaudrait se faire refuser deux projets de loi. Il importe, avant tout, pour eux-mêmes et pour la France, que les hommes du pouvoir soient pris au sérieux, que nul ne puisse imaginer de jouer avec eux un jeu d'espiégleries et de malices, qui n'est bon à rien ni à personne.

C'est là une position à laquelle il faut s'empresser de mettre un terme. Aussi le bruit a couru que demain, à l'occasion d'une pétition de je ne

sais quels notaires, M. le garde des sceaux veut soulever dans la chambre la question de cabinet pour son compte particulier. Nos paroles pourront être suspectes; elles pourront même donner à M. le ministre l'envie de s'abstenir. Nous ne le dirons pas moins : cette démarche haute et franche lui est également imposée par l'intérêt du pays et par sa dignité personnelle.

Au surplus, tout annonce à l'avenir une discussion plus vive, une opposition plus franche, des attaques impétueuses et directes. On assure que les armes courtoises seront affilées, et que le combat sera sérieux. Sur le champ de bataille, la position des neutres deviendra difficile, celle du ministère plus difficile encore; car, tel qu'il est, il prêtera nécessairement le flanc à l'ennemi, qui saura se porter en masse sur les points faibles et y faire brèche.

Parmi les questions pendantes, il en est une qui, secondaire en apparence, ne laisse pas d'avoir une assez grande portée politique et de sérieuses difficultés de discussion. Nous voulons parler de la dotation de M. le duc de Nemours. Qui ne sait les préventions, les préjugés qu'on a eu soin d'inspirer au public contre toute mesure de cette nature? Ces préventions ne sont pas étrangères à la chambre. Sur neuf commissaires, elle en a nommé trois qui ne paraissent pas disposés à accorder les sommes demandées. Les opposans vont sans doute s'appuyer de l'exemple du parlement anglais, qui vient de réduire de deux cinquièmes les 50 mille livres sterling que les ministres demandaient pour le prince Albert. En dernier résultat, la chambre des députés accordera, nous le croyons, les cinq cent mille francs, mais probablement à la suite d'une discussion fâcheuse, peut-être inconvenante, et qui, au lieu de dissiper les préjugés répandus dans le public, ne sera propre qu'à les répandre encore davantage et à les envenimer. Les critiques tombées de la tribune ont un grand retentissement, et il est si peu d'hommes dont, je ne dis pas l'éloquence, mais l'autorité morale, puisse les repousser avec succès et enlever avec toute la dignité qui appartient à un ministre de la couronne le *verdict* du pays.

Mais ce qui préoccupe dans ce moment l'opinion publique, nous avons presque dit ce qui l'inquiète, ce qui l'agite, c'est la question étrangère, ce sont les négociations qui ont lieu à Londres entre le cabinet anglais et l'envoyé russe. Il s'est répandu à cet égard des bruits divers; on a donné les nouvelles les plus contradictoires. Les uns affirmaient qu'un traité avait été signé, ils ajoutaient même qu'il avait déja été notifié à notre gouvernement, que les parties contractantes nous avaient en quelque sorte mis le marché à la main, et donné à entendre que nous n'avions que deux partis à prendre, y accéder ou nous résigner à voir la question égyptienne tranchée par le sabre russe et le canon des Anglais. Les autres au contraire persistaient à dire que M. de Brunow avait échoué dans toutes ses tentatives, que ses propositions avaient été formellement refusées, qu'en aucun cas le cabinet anglais ne serait assez oublieux des vrais intérêts de l'Angleterre pour conclure avec la Russie un pacte qui pût rompre l'alliance anglo-française.

Nous croyons qu'il y avait exagération dans l'une et l'autre nouvelle. C'était un optimisme par trop crédule que d'imaginer que tout était rompu entre les

négociateurs russes et anglais, et c'était supposer lord Palmerston et le cabinet anglais plus aventureux qu'ils ne le sont en réalité, que de croire que tout était conclu, et qu'on avait fait à la France une communication qui serait à peine soufferte par une puissance de second ordre.

Tout n'est pas terminé ni près de là, comme tout n'est pas rompu, tant s'en faut, entre la Russie et l'Angleterre. Cet état d'incertitude n'est pas près de finir. M. de Brunow rencontre plus de difficultés que ne l'imaginent ceux qui regardent désormais notre alliance avec l'Angleterre comme dissoute. Il n'en est rien. On ne quitte pas légèrement l'alliance française, on ne brise pas brusquement des liens qui nous sont utiles sans doute, mais qui ne le sont pas moins à l'Angleterre.

Les faits sont assez graves par eux-mêmes sans qu'on s'applique à les grossir et à les exagérer.

C'est déjà un fait grave pour l'Europe entière que le refroidissement survenu entre l'Angleterre et la France, que l'affaiblissement d'une alliance qui a été jusqu'ici la clé de voûte du système de paix. C'est un fait grave que cet *à parte* de l'Angleterre et de la Russie sur une question qui n'appartient à personne, ou qui appartient à la France autant qu'à qui que ce soit au monde. Enfin c'est un fait d'une haute gravité que ces négociations isolées des deux puissances qui seules pourraient avoir sur la question d'Orient des intentions secrètes, absolument incompatibles avec l'équilibre et la paix de l'Europe. Le monde n'a pas oublié la Pologne, et la France n'est pas au temps de Louis XV.

Nous ne voulons pas rechercher ici à qui doit être imputée la tournure si peu conforme à la dignité et aux intérêts de la France que paraissent prendre les affaires d'Orient. Est-ce la faute du cabinet anglais ou du nôtre? Faut-il en accuser l'impéritie de nos diplomates ou l'habileté des agens russes? Dans les momens critiques, ce n'est pas sur la conduite des personnes qu'il faut disserter et s'appesantir, et ce ne sont pas les récriminations et les plaintes qui peuvent être utiles à la France : elle a besoin de résolution, de fermeté, d'action, surtout d'union.

La partie est loin d'être perdue. Le cabinet anglais n'est pas sur des roses. Nous ne connaissons pas l'issue du débat solennel du 28 janvier. Mais à supposer, ce qui est probable, que le cabinet ait obtenu une majorité de dix ou douze voix, est-ce là une position forte qui lui permette des évolutions audacieuses, des changemens de front si peu corformes à l'opinion publique de l'Angleterre? Le traité pourrait cacher des projets ultérieurs, des arrière-pensées qui plairaient peut-être au peuple anglais. D'accord; mais ces projets et ces arrière-pensées, quand même ils ne seraient pas de vaines suppositions, de pures chimères, ne pourraient pas être criés aujourd'hui sur les toits : ce ce seraient là *arcana imperii*, et ce n'est pas avec des mystères diplomatiques qu'on peut agir sur l'opinion publique.

D'un autre côté, il n'est pas vrai que les gouvernemens des pays libres puissent, autant que certains diplomates l'imaginent ou se plaisent à le dire, ne tenir aucun compte de la nature des gouvernemens auxquels ils s'allient. Le

cabinet anglais, le cabinet wigh, le cabinet ne vivant que de la tolérance des radicaux et des Irlandais, briserait son alliance avec la France de juillet pour se faire l'allié, l'ami intime de l'oppresseur de la Pologne, de celui qui enlève à l'église catholique, à l'église d'O'Connel, ses temples et ses ouailles, et qui arrache aux habitans de Cracovie jusqu'à l'ombre de la liberté polonaise!

Enfin l'Angleterre n'ignore pas, l'Europe entière sait que la France sera toujours en état de maintenir ses droits, son rang, sa dignité, et de se rendre redoutable au besoin, et que ce n'est pas elle qui aurait le plus à craindre le jour où les circonstances, où le fait d'autrui la forceraient, bien malgré elle, à chercher des alliés et à se donner de puissans auxiliaires à tout prix.

Aussi y a-t-il, ce nous semble, plus de mauvaise humeur, d'entêtement et d'embarras que d'hostilité dans la conduite du cabinet anglais. On a fait grand bruit du silence qu'il a gardé, dans le discours de la couronne, à l'égard de l'alliance française; on a voulu y voir une intention malveillante, un procédé discourtois, une annonce indirecte du pacte qui allait être signé avec la Russie. Très probablement, il n'y avait rien de semblable; nous n'y avons vu qu'un peu de cette gaucherie que donne toujours une situation nouvelle et embarrassée. Le cabinet anglais a été comme ces hommes qui n'ont pas l'esprit prompt et docile, qui ne trouvent le mot propre, la repartie convenable qu'au bas de l'escalier. Allié de la France, il traitait avec la Russie; il ne savait au juste ni ce qu'il faisait, ni ce qui en résulterait; à la veille d'une grande lutte intérieure, il avait des ménagemens à garder vis-à-vis de toutes les opinions. Il a pris le parti qui s'offre le premier dans de telles circonstances, le parti de ne rien dire, de laisser chacun interpréter ce silence à sa guise : il ne voulait ni faire à la France un compliment qui aurait pu nous sembler une ruse, ni décourager la Russie par des paroles amicales pour la France, ni lever au milieu des partis un étendard trop vivement coloré; il a laissé dire aux amis de l'alliance française que le discours ne contenait rien qui lui fût contraire, et au parti russe, s'il y a telle chose en Angleterre qu'un parti russe, que le discours par ses réticences renonçait à l'alliance française. Tout cela n'est pas grand, peut-être même cela n'est pas fort habile; mais nous sommes persuadés que cela est ainsi, et que notre susceptibilité n'avait pas à s'alarmer du discours de la jeune reine.

Quoi qu'il en soit, la question de l'alliance et la question d'Orient ne sont pas décidées. Le moment de l'action est loin d'être passé; certes les choses ne sont pas entières, mais rien n'est encore perdu; c'est sans doute là l'opinion du ministère, puisqu'il s'est décidé à rappeler notre ambassadeur à Londres et à confier ces importantes négociations à M. Guizot.

L'Angleterre, nous le reconnaissons, est placée, pour la question d'Orient, à un point de vue qui lui est particulier. La question commerciale est pour elle la question dominante, une question de vie et de mort. Surchargée d'une population laborieuse dont l'agriculture n'absorbe qu'une faible partie, il lui faut à tout prix avoir de grands marchés ouverts à sa production manufacturière. Le jour où ces marchés lui seraient fermés, ce serait pour elle un jour

de deuil et de ruine. Non-seulement sa richesse, sa prospérité, en recevraient une rude atteinte, mais ses institutions elles-mêmes en seraient ébranlées. C'est alors que ses lois des céréales seraient violemment déchirées par une foule affamée; c'est alors que le système de la grande propriété serait sapé dans sa base. Des millions d'ouvriers sans salaire ne tarderaient pas à se persuader que la division des terres en augmenterait le produit brut, et leur fournirait à tous des moyens de subsistance et de travail. Que nous importent, diraient-ils, ces riches moissons que vous obtenez à peu de frais, si nous n'avons pas de quoi payer le blé que vous portez sur le marché? Ce raisonnement ne serait pas sans réplique, mais la faim raisonne mal.

Le gouvernement anglais ne perd jamais de vue cette face si importante de la question nationale. Il n'est pas d'affaire politique qui puisse en détourner ses regards. Dirigé toujours par cet esprit pratique qui est le caractère distinctif des Anglais, il s'embarrasse peu des théories, des principes; peu lui importe d'être d'accord ou en contradiction avec lui-même, de chercher à obtenir ici ce qu'on lui refuse ailleurs, de faire aujourd'hui le contraire de ce qu'il faisait hier, ou de ce qu'il fera demain. Il ne s'occupe que du résultat. Les producteurs anglais auront-ils un marché de plus ouvert à leurs denrées ou bien une concurrence de moins à redouter? Toute la question est là.

Le continent s'est fait, lui aussi, producteur industriel et manufacturier. Les Anglais lui prêchent aujourd'hui la liberté du commerce. Ils prouvent aujourd'hui fort savamment qu'Adam Smith est le prince des économistes. Son livre est un évangile dont ils propagent les principes avec une rare ferveur. Ils ont leurs apôtres et leurs missionnaires, apôtres fort actifs, missionnaires très habiles.

Peuvent-ils, au contraire, favorisés par les circonstances, par l'habileté de leurs négociateurs, ou à l'aide de leurs immenses possessions et de leur puissance maritime, se flatter d'avoir seuls la jouissance d'un marché, d'en exclure toute concurrence? Les Anglais n'hésitent pas; peuple et gouvernement sont parfaitement d'accord sur ce point. Ils assureront, s'ils le peuvent, ce privilége, ce droit exclusif par tous les moyens possibles. Ils feront la guerre aux Chinois, parce que leur gouvernement ne veut pas qu'ils s'enivrent d'opium.

C'est sous l'influence de cette préoccupation commerciale que l'Angleterre s'est emparée sans façon, dans les deux hémisphères, des points qui sont à sa convenance ou qui pourraient l'être un jour : dans la Méditerranée ou dans l'Océan Pacifique, dans la Nouvelle-Zélande ou en Asie, peu importe. L'Angleterre, il faut l'avouer, a l'œil à tout, ne laisse échapper aucune occasion, ne néglige rien. Seulement elle est toujours disposée à s'exagérer ses besoins et ses dangers, et à ne pas hésiter sur le choix des moyens.

C'est la même préoccupation qui lui donne une inquiétude si soupçonneuse et de si vives jalousies pour tout ce qui, de près ou de loin, aujourd'hui ou dans cent ans, pourrait toucher le moins du monde à ses immenses possessions asiatiques et à son commerce avec l'Orient.

De là sa tendresse pour la Porte faible, impuissante; de là ses antipathies contre Méhémet-Ali, prétendant implanter en Égypte un gouvernement fort

et qui pourrait un jour garantir également à toutes les nations la grande route du commerce de l'Orient avec l'Europe. De là enfin sa position actuelle vis-à-vis des autres puissances, et en particulier de la Russie et de la France. Ses craintes réelles, ses profondes méfiances, sont sans doute pour la Russie. La Russie a fait son dernier effort vers l'Occident; elle ne passera jamais la Vistule; ce serait puéril de le craindre. C'est sur l'Orient que pèse la Russie; c'est vers l'Orient que la portent sa nature, sa géographie, sa civilisation. Il y a là dans l'avenir une lutte inévitable, que l'Angleterre a raison de prévoir, car les deux empires se rapprochent de plus en plus comme deux mers qui débordent et qui auront bientôt franchi l'espace qui les sépare. C'est là le point de vue général; mais on se tromperait souvent si on croyait que tous les faits particuliers de la politique en découleront avec toute la rigueur logique qui rattache les conséquences à leur principe. La Prusse et l'Autriche devaient, à la fin du siècle dernier, se méfier de la Russie, en redouter la puissance croissante, en prévenir l'agrandissement. Elles ne partagèrent pas moins la Pologne avec elle, elles ne contribuèrent pas moins à briser un des boulevarts de l'Occident. Des considérations particulières l'emportèrent sur le point de vue général, une grande erreur fut commise et une grande injustice consommée.

Nous ne voulons pas dire qu'il se prépare quelque chose de semblable en Orient. Nous voulons seulement faire comprendre qu'il ne faudrait pas croire tout traité entre la Russie et l'Angleterre impossible, par cela seul que l'une tend vers l'Orient et que l'autre est intéressée à s'opposer à cette tendance. Un accord temporaire, des concessions partielles peuvent toujours se réaliser. En allant au plus pressé, l'Angleterre désire maintenant protéger le sultan et humilier le pacha, dût-elle sacrifier quelque chose à ce résultat immédiat; ce qui l'inquiète dans ce moment, ce qui trouble son jugement, c'est la puissance de Méhémet-Ali. La Russie lui offre un traité et son concours pour maintenir les droits de la Porte. L'Angleterre prête l'oreille, sans doute sans rien perdre de ses méfiances envers la Russie à l'endroit de l'Orient. Pour éteindre l'incendie de la maison qui sera un jour en litige, l'Angleterre s'unirait à son adversaire, sauf ensuite à faire de la maison un champ de bataille.

La France croit qu'il n'y a rien d'important à changer en Orient. Elle prend les faits accomplis tels qu'ils sont. Maintenir la Porte malgré ses défaites, retenir le pacha malgré ses victoires, rendre ce qui existe stable et régulier, voilà sa politique. La France ne prétend à rien, ni présentement ni dans l'avenir, mais elle veut le maintien de l'équilibre européen et la liberté pour tous. C'est là le but; la consolidation du pacha en est le moyen. De là notre dissentiment avec l'Angleterre, qui veut, comme nous, l'équilibre européen, l'équilibre territorial, mais qui n'aime pas voir s'établir en Égypte et en Syrie une puissance qui serait également liée avec tous les états commerçans de l'Europe, et qui pourrait faire respecter son indépendance et ses droits.

Ainsi, au point de vue général, c'est la Russie qui est la rivale de l'Angleterre en ce qui concerne l'Orient; c'est la France qui est son alliée naturelle.

Dans la question particulière, les préoccupations excessives de l'Angle-

terre peuvent intervertir les rôles et engager le cabinet anglais dans une route funeste. Certes, il serait difficile d'imaginer un expédient plus dangereux pour la paix générale que celui que la Russie et l'Angleterre paraissent vouloir adopter. La Russie peut tout oser : les complications en Orient ne l'effraient pas. Ce serait un grand fait pour elle d'avoir adroitement délié l'alliance anglo-française, entraîné l'Angleterre dans ses projets, et détruit la force qui avait refoulé dans le Nord l'influence que la Russie exerçait en Europe. Mais l'Angleterre est-elle donc si à l'aise à l'intérieur et à l'extérieur, pour courir de semblables aventures, pour sacrifier ainsi des intérêts positifs, majeurs, immédiats, à des jalousies, à des craintes exagérées? Comme si la puissance commerciale et maritime de l'Angleterre pouvait être sérieusement menacée par la consolidation du pacha, comme si le maître de l'Égypte et de la Syrie n'avait pas toute raison de désirer la bienveillance de l'Angleterre; enfin, comme si l'Angleterre ne pouvait pas obtenir, à cet égard, des garanties, non pour aucun privilége, mais pour un égal traitement, garanties qui certes ne laisseraient rien à désirer à la puissance dont la marine est la plus développée et l'industrie la plus riche et la plus active.

L'alliance anglo-française et la politique digne et pacifique de la France en Orient nous paraissent fondées sur des considérations si puissantes, sur des motifs si décisifs pour l'une et pour l'autre nation, que nous nous surprenons souvent à nous demander : Comment se fait-il que ces considérations, que ces motifs n'aient pas prévalu dans les conseils de l'Angleterre? Comment se fait-il que l'Angleterre ait pu un instant être tentée de les méconnaître? Et alors, malgré notre désir de ne pas nous livrer ici à des récriminations et à des plaintes, il nous est difficile de ne pas accuser les hommes plus que les choses, et notre cabinet tout autant que le cabinet anglais. Il nous est impossible de ne pas faire une remarque qui doit frapper tout homme impartial, tout ami sincère de son pays, quelle que soit d'ailleurs la nuance de ses opinions politiques : c'est que rien de pareil n'est arrivé sous l'administration de M. de Broglie et de M. Molé. La France n'était pas alors sur le point de ne pas avoir un seul allié, et de se trouver renfermée dans la politique d'isolement. L'expression même est nouvelle. Ce qui prouve, pour le dire en passant, que la responsabilité se trouve effectivement là où elle doit être et où la constitution la place. S'il en était autrement, notre conduite et nos relations diplomatiques ne dérogeraient pas.

L'Espagne est toujours le pays des énigmes et des mystères. Cabréra est-il mort? Qui le sait? Les modérés l'emporteront-ils dans les élections? Personne ne peut l'affirmer. Que fait Espartero? Autre énigme, autre mystère. Cabréra est malade, Cabréra est mourant, Cabréra est mort; c'est égal; Espartero ne sort pas de ses lignes. Jamais on n'a vu un homme de guerre plus immobile, plus impassible. Nous ne connaissons pas suffisamment les faits pour le condamner; qu'il nous soit permis cependant de nous étonner un peu d'une inaction si prolongée. On dirait qu'il n'a pas mission de vaincre l'insurrection, mais de la garder à vue. Tout ce qu'on nous a appris de particulier sur lui depuis longtemps, c'est sa colère des paroles de M. Dufaure, qui a dit à la

tribune que M. le maréchal Soult avait donné des conseils à Espartero. Nous ne pouvons pas croire à l'exactitude de la nouvelle. Les conseils ont été donnés; M. Dufaure l'a dit, nous n'en doutons pas. Dès-lors que faudrait-il penser du général Espartero, s'indignant d'avoir reçu quelques conseils d'un des premiers lieutenans de l'empereur? Certes, nous ne sommes pas les flatteurs de M. le ministre des affaires étrangères; mais qui aurait pu donner, avec plus d'autorité et plus de droit que le maréchal Soult, des conseils au général de notre allié, se trouvant en face de l'ennemi, devant se battre ou négocier avec lui? Le roi de Prusse avait la manie de faire des vers : ils étaient, certes, fort médiocres; mais ils n'ôtaient rien à la gloire et à l'autorité du grand capitaine.

La chambre ne tardera pas à s'occuper des affaires d'Afrique. Dans les bureaux, toutes les vieilles opinions se sont reproduites avec la même énergie et la même ténacité. Sans doute, personne ne veut refuser au gouvernement les moyens de réprimer sévèrement l'agression d'Abd-el-Kader. Mais cela une fois accordé, quel est le parti définitif qu'il convient de prendre sur l'Algérie? A cette occasion, il est impossible de ne pas faire remarquer un expédient singulier qu'on dit avoir été pris par M. le ministre de la guerre. Ministre depuis neuf mois, ayant joui des loisirs de l'intervalle des deux sessions, ayant auprès de lui une direction des affaires d'Afrique, on pouvait, on devait croire que M. le ministre savait à quoi s'en tenir sur l'Algérie et sur le système à suivre pour l'avenir de cette grande colonie. On devait croire qu'à l'ouverture de la session il était en état de prendre sur la question une initiative forte, raisonnée, propre à rallier la majorité dans la chambre. C'est ainsi qu'on gouverne, c'est ainsi qne le gouvernement est chose sérieuse.

M. le ministre de la guerre en a jugé autrement. C'est après la réunion du parlement, c'est lorsque la question est déjà abordée dans les bureaux, qu'il se serait rappelé tout à coup que lui aussi devait avoir un avis sur la colonisation. Alors il n'a pas hésité à employer le remède héroïque : il a nommé une commission composée de députés qui devront, Dieu aidant, dire ce qu'on peut faire de cette pauvre Algérie, le dire à M. le ministre, qui le dira à la chambre. Certes, c'est là un circuit assez inutile; ces messieurs auraient tout aussi bien donné leur avis directement à leurs collègues. Ainsi, pour dire à la chambre des députés ce qu'il faut faire, M. Schneider attend qu'elle soit convoquée, et qu'elle s'occupe déjà de la question, et alors il prie la chambre de lui fournir quelques-uns de ses membres pour qu'ils lui apprennent, à lui ministre du roi, l'opinion qu'il doit porter à la tribune. Mais, nous en convenons, la faute n'est pas à M. le ministre, elle est à ceux qui ont imaginé de placer une des plus hautes et difficiles questions de législation, d'administration, d'économie et de politique, dans le portefeuille d'un ministre de la guerre.

V. de Mars.

POÈTES

ET

ROMANCIERS MODERNES

DE LA FRANCE.

XXXV.

Népomucène Lemercier.

A la fin du XVIIIe siècle, — c'est une ingénieuse remarque de Grimm, — de tous les ouvrages de l'esprit, celui qu'on pouvait faire avec le moins de talent et d'imagination, c'était une tragédie médiocre. Après Voltaire, le théâtre ne vécut que du souvenir des maîtres, et la pire de toutes les races littéraires, je veux dire les imitateurs, tint exclusivement la scène française. On n'avait même plus des tragédies vulgaires, mais françaises, comme celles de De Belloy, et il fallait la verve bruyante de Beaumarchais pour faire diversion aux froids dialogues de Saurin, de Lemierre et de La Harpe. En versifiant des scènes atténuées de Shakspeare, Ducis ne faisait que ré-

pondre à cette admiration pour l'Angleterre, qui, en politique, avait séduit Montesquieu, et qui alors se traduisait dans les lettres par les imitations d'Young, par les traductions de Letourneur, par l'engouement britannique de Mercier et de Rétif. L'originalité manquait absolument. Aussi, quand il eut la pensée d'écrire une tragédie réellement antique, M. Lemercier montra-t-il le sentiment vrai des besoins de l'art, en demandant à la Grèce même quelqu'une de ses inspirations, et en empruntant plutôt au vieux théâtre d'Eschyle qu'aux scènes déjà raffinées d'Euripide la pensée ferme et hardie de son *Agamemnon*. C'était retremper le drame à sa source la plus lointaine et la plus vive. M. Lemercier s'est donc écarté l'un des premiers, à la fin du XVIIIe siècle, de la route vulgaire des imitations. Joseph Chénier et Raynouard, suivant un instant cette voie, remontèrent aussi, l'un à l'antiquité latine par le portrait de Tibère, l'autre, bien mieux que De Belloy, aux héros de notre histoire, par sa tragédie des *Templiers*.

Ainsi, on peut dire qu'au seuil même de la révolution française il se préparait en littérature comme une école de novateurs classiques que la politique vint interrompre. S'accommodant assez du consulat, au sortir du despotisme de la terreur, mais gardant pour les idées de 89 un culte persistant, cette école, à l'avénement de l'empereur, n'aura pas encore trouvé le temps de se constituer et de s'établir. Je m'imagine que si l'époque du consulat avait été durable, il eût pu se former un centre classique qui eût senti le besoin d'innovations littéraires, et qu'eussent représenté dans le drame M. Lemercier, Joseph Chénier et même Raynouard, lequel aurait retrouvé sans doute les scènes patriotiques du *Caton* de sa jeunesse. Le Brun vieilli en eût été quelques années encore le poète lyrique, et bien d'autres talens se seraient joints à cette phalange. Mme de Staël elle-même, qui a traversé un instant ce mouvement d'idées, et qui devait régner ailleurs avec éclat, y eût peut-être pris place et eût assujetti dans ces limites son ferme et original esprit. Mais l'empire dispersa ces écrivains, à qui il aurait fallu une ère libre, et qui gardaient, avec le sentiment des nécessités nouvelles de l'art et de l'énergie du style, les idées du XVIIIe siècle en religion et en politique. Dès-lors chacun fut isolé dans son talent et réduit ou à une sujétion peu honorable ou à une lutte impuissante. Le Brun, retombant à l'éternelle mythologie, ne retrouva que dans ses souvenirs républicains les accens de l'ode au *Vengeur;* Joseph Chénier, écrivant de mauvaises pièces officielles, ne recouvra son âpre fermeté que dans des vers inspirés par la haine profonde du

despotisme, et des recherches sur les templiers ou les états de Blois mirent à l'avance Raynouard sur la route de l'érudition. Quant à M. Lemercier, de plus en plus mis à part, il résista ouvertement; et tandis que les écrivains de l'empire versifiaient leurs fades tragédies, leurs poèmes didactiques et descriptifs, il épuisa toutes les tentatives, il jeta en tout sens un talent qui n'avait pas sa vraie sphère dans un gouvernement militaire et absolu.

Il n'est donc pas sans intérêt d'étudier à loisir une destinée littéraire qui a eu son éclat, et à laquelle notre génération oublieuse ne donne pas assez sa part d'influence dans le passé. M. de Châteaubriand soutint aussi sous l'empire une lutte puissante, mais cette lutte devait finir par un éclatant triomphe. Au sortir de la révolution et de la philosophie du XVIIIe siècle, c'est-à-dire de la république et de l'athéisme, le génie de René venait proclamer la supériorité des idées religieuses et monarchiques, et substituer à la poésie de Voltaire toutes les pompes du christianisme, toutes les merveilles du moyen-âge et du Nouveau-Monde. Par-là M. de Châteaubriand répondait à la réaction des idées, au vif retour de beaucoup d'esprits d'alors vers le catholicisme et la royauté. Avec la restauration, la littérature nouvelle data des *Martyrs* et de l'*Itinéraire à Jérusalem*. Mais sous l'empire, à côté de Mme de Staël et de M. de Châteaubriand, déjà appuyés par tout un parti, il est juste et il convient de faire sa place à M. Lemercier, à ce génie solitaire et incomplet qui appartenait à la fois au passé et à l'avenir, qui, admirateur de Voltaire et de son école dramatique, s'était efforcé néanmoins de remonter directement à Eschyle, comme André Chénier remontait à Homère; esprit singulier et original qui admirait Dante bien avant nous, retrouvait la tragédie grecque dans *Agamemnon*, la comédie latine dans sa pièce de *Plaute*, créait un genre nouveau dans *Pinto*, mais par malheur n'avait pu se dégager suffisamment de la mauvaise manière de son temps, ni de ses propres entraves.

Au théâtre, l'école moderne date de M. Lemercier, et pourtant c'est le mouvement *romantique* de la restauration qui a surtout rejeté sa renommée dans l'ombre. L'attention était ailleurs; mais, à l'heure qu'il est, au milieu de cette singulière confusion des écoles et des systèmes où chacun est isolé dans son talent ou dans son orgueil, la critique peut revenir sur le passé et remonter aux origines. Il y a des destinées qui ne s'expliquent que par le détail et dont les particularités font seules comprendre le singulier ensemble. Celle de M. Lemercier est du nombre. Placé sur la limite du XVIIIe siècle, de

l'empire et de notre ère littéraire renouvelée, comme en dehors des trois époques, son talent irrégulier, original, fantasque, a subi sans mesure et profondément des influences bien contraires. L'inégalité de son génie poétique, que rien n'effrayait, les chutes les plus désastreuses, comme les plus hautes exaltations, en font une sorte de phénomène intellectuel, qui ne peut s'expliquer qu'à travers les développemens de la biographie.

M. Népomucène-Louis Lemercier est né à Paris, le 21 avril 1771; son aïeul, avocat distingué du barreau de Dijon, avait épousé la sœur du P. de Charlevoix, dont la collaboration au *Journal de Trevoux*, et surtout les travaux historiques sur plusieurs contrées américaines, sont restés célèbres. Un privilége rare et exceptionnel rendait la noblesse héréditaire par les femmes dans la famille de ce jésuite : aussi, à la mort de son frère aîné, M. Lemercier eût-il pu prendre le nom de marquis de Charlevoix; mais il n'y voulut jamais consentir. C'était comme un pressentiment de l'avenir politique si prochain, dans un enfant qui, par les relations des siens et la position de son père, eût dû naturellement se laisser prendre aux illusions dont s'abusait alors cette partie mondaine de la cour, qui, tournée avec regret vers la vie facile du temps de Louis XV, n'apercevait point devant elle la tribune de la constituante. Le père de M. Lemercier avait été successivement secrétaire des commandemens du duc de Penthièvre et du comte de Toulouse, et il remplissait les mêmes fonctions chez la princesse de Lamballe, quand le jeune Népomucène débuta au théâtre.

L'art dramatique n'avait pas été la première pensée de M. Lemercier, et, si sa santé ne l'en eût détourné, il se fût livré exclusivement à la peinture. Un asthme nerveux, qui lui paralysait presque le bras droit, l'enleva à un art dans lequel Boucher ne l'eût pas plus séduit, sans doute, que Dorat ne devait l'attirer en poésie. Cependant, comme ses études avaient été terminées de fort bonne heure, M. Lemercier, enfant encore, fut bientôt répandu dans ces cercles charmans et spirituels, où il se trouva avoir pour premier confident et protecteur poétique le marquis de Bièvre, bel esprit célèbre par ses reparties facétieuses, et auquel sa comédie du *Séducteur* donnait un caractère à la fois mondain et littéraire. Dès que M. Lemercier eut fait des vers, il se sentit appelé vers le théâtre, et il n'écrivit pas moins, dès l'abord, qu'une tragédie de *Méléagre* en cinq actes. Sa marraine, la princesse de Lamballe, en fut charmée, et, profitant de l'amitié de Marie-Antoinette, elle obtint un *ordre*

pour que la pièce fût donnée au Théâtre-Français. M. Lemercier n'avait pas seize ans. Dès qu'on sut que *Méléagre* était l'œuvre d'un enfant, on se rappela Lagrange-Chancel, qui avait déjà offert l'exemple de ce prodige littéraire dans son *Jugurtha*. Il n'était bruit alors que du *Cahier des notables*, et on applaudit beaucoup à ce vers d'un roi sur ses peuples :

Nous ne régnons sur eux que pour les soulager.

Le censeur Suard, quoique devinant juste dans ses objections, n'avait pas trop osé exercer ses ciseaux sur un écolier protégé par la reine; puis il y avait des compensations, et, sans aucun pressentiment de l'avenir, on battait des mains à ces mots de Méléagre venant mourir auprès de sa mère :

Périsse comme moi tout mortel téméraire
Qui porte sur son prince une main sanguinaire!

La pièce fut bien accueillie; néanmoins M. Lemercier, par un sentiment délicat de pudeur littéraire, qui ne voulait pas ramener le public à l'essai d'un tout jeune homme, retira sa tragédie le lendemain, et ne la fit jamais imprimer, non plus que les autres pièces qui se succédèrent jusqu'à l'*Agamemnon*.

La critique traita en général ce début avec bienveillance : l'abbé Aubert, le Geoffroy d'alors, dont on prisait fort les articles de théâtre, en porta le plus favorable jugement dans *les Petites Affiches*, et *le Mercure*, bien qu'il trouvât le style de la pièce « jeune comme son auteur, » loua extrêmement l'énergie et l'imagination qui s'y décelaient. Grimm, de ce ton demi-dédaigneux et sardonique qui plaisait tant à Mme d'Épinay, loua M. Lemercier du bout des lèvres. Quant à La Harpe, que ses chutes rendaient fort ombrageux et morose à l'égard des débutans, il prononça d'un ton doctoral l'arrêt suivant : « Malgré l'indulgence que réclamait l'âge de l'auteur, le public n'a pas paru trouver en lui matière à encouragement. » C'était là une de ces assertions tranchantes, comme on ne s'en permet que trop dans les pronostics littéraires.

Le goût du théâtre ne détourna pas M. Lemercier des salons, où l'élégance de ses manières et la vivacité de son esprit lui assuraient le succès. La considération universelle dont jouissait son père eût suffi d'ailleurs à lui donner une position brillante, et la littérature n'était encore pour lui qu'une aimable distraction. Aussi, quand, par

une *Épître d'un prisonnier délivré de la Bastille* (1), le jeune poète voulut entrer dans la polémique politique, on lui conseilla de retirer vite les exemplaires. Le sujet tout mythologique de *Méléagre* convenait beaucoup mieux à ce monde futile et léger, et il n'était pas sans avantage pour l'auteur lui-même, puisqu'il lui attirait l'amitié prévenante du chevalier de Florian. Du reste, dans les cercles où il était dès-lors répandu, M. Lemercier tenait peu à sa naissante réputation d'écrivain, et il put entendre pendant plusieurs années la conversation courir en passant sur ses propres pièces sans qu'on les sût de lui. On assure qu'il les jugeait même d'un ton détaché et spirituel, et aussi sévèrement que personne.

Éloigné de la scène durant quatre ans et livré tout entier au monde, M. Lemercier revint au théâtre, en avril 92, par une comédie de *Clarisse Harlowe*. C'était une concession à la mode d'alors, et l'originalité du poète ne devait se révéler qu'avec *Agamemnon*. Le succès des *Nuits* d'Young et de la première traduction de *Werther* indiquait un mouvement sentimental où Richardson devait avoir sa place. La comédie de M. Lemercier fut jouée avec succès et eut l'honneur d'une parodie au Vaudeville. Malgré la brutalité de Lovelace, qui se servait de l'opium comme moyen de séduction, il paraît que le héros ne sembla pas à la critique assez raffiné dans le vice; *les Petites Affiches* reprochèrent à l'auteur de n'être pas assez « roué pour bien peindre des roueries. » Un autre journal fut si inconvenant, qu'une lettre très vive de M. Lemercier faillit amener un duel et attira vivement l'attention. L'article était de M. de Tilly (2), *le beau Tilly*, comme on disait, homme fait aux mœurs de la régence, et qui, ayant enlevé avec scandale une jeune Anglaise, regardait sans doute comme une affaire personnelle de prendre le parti de Lovelace.

Le nom de M. Lemercier eut dès-lors quelque retentissement, si bien que l'auteur du *Tableau de Paris* en prit ombrage et réclama contre une similitude de noms qui pouvait amener une erreur à laquelle il n'eût pourtant pas toujours perdu : « J'invite, écrivait-il, M. Mercier de Compiègne, M. Mercier de Fontainebleau, M. Mercier-Méléagre, et tous les autres *Merciers* présens et futurs, quand ils donneront au public leurs productions, à lever entre eux et moi toute

(1) M. Quérard, dans sa *France littéraire*, n'a pas connu cet opuscule (in-8° de quinze pages), que je trouve indiqué avec éloges dans l'*Almanach des Muses* de 1790, pag. 311.

(2) Auteur de trop charmans mémoires pleins de mensonges sur Marie-Antoinette, publiés en 1828.

espèce d'équivoque. » Et à propos de M. *Lemercier-Méléagre* il mettait insolemment en note : « Auteur d'une tragédie de ce nom et d'un drame intitulé *Clarisse Harlowe*, qui, n'ayant pas eu grand succès, m'a valu des complimens de doléance que je lui restitue. » Cette confusion de noms dura long-temps encore. Mercier, persistant dans sa haine des homonymes, dit un jour tout haut en une séance publique de l'Institut : « Je reçois beaucoup de lettres adressées à M. *Le*mercier ; qu'on sache qu'il est plus jeune et qu'il a l'article. » Ce qui fit rire tout l'auditoire.

Après *Clarisse Harlowe,* M. Lemercier appartint exclusivement aux lettres. Le Brun et Ducis devinrent bientôt ses amis de cœur, et l'aidèrent de leurs conseils et de leur expérience. Il vit souvent aussi, durant les premières années de la révolution, André Chénier, qui fréquentait comme lui le salon de Mme Pourrat, la femme du riche financier. Mais, destiné jeune à la mort, ce fils inspiré de l'Attique, qui butinait, comme une abeille, les moindres fleurs de l'antique Hybla, n'eut pas le temps d'apprécier cet autre talent, grec aussi, mais plutôt spartiate qu'athénien, qui allait se révéler dans *Agamemnon*. Plus favorisé qu'André, M. Lemercier put souvent causer de *la Jeune Captive* avec la femme charmante et spirituelle que le poète avait chantée en si admirables vers. Le vœu de la dernière strophe se réalisa même pour lui ; son intime liaison avec la comtesse de Coigny (1) ne cessa qu'en 1820, à la mort de cette personne distinguée et sédui-

(1) Rien de ce qui touche André Chénier n'est indifférent, et la femme chantée dans *la Jeune Captive* a surtout un intérêt poétique plein de charme furtif et de mystère. Comme André Chénier peut trouver quelque jour ce patient et érudit commentateur que lui souhaitait M. Sainte-Beuve, je crois utile d'indiquer une note nécrologique de M. Lemercier, insérée dans le *Moniteur* du 25 janvier 1820. On y lit entre autres choses : « La duchesse de Fleury fut initiée, par sa situation, à tout ce que l'élégance, la délicatesse des bienséances, les graces, donnaient de charme à la cour de Versailles. Depuis que sa séparation d'avec son mari lui fit reprendre le nom de son père, la comtesse de Coigny connut tout ce que la révolution fit naître de plus intéressant, de plus solide, de plus éclairé sur les affaires et sur les personnes qui les avaient dirigées. Sa conversation éclatait en traits imprévus et originaux ; elle résumait toute l'éloquence de Mme de Staël en quelques mots perçans. On a lu d'elle un roman anonyme, qui attache parce qu'elle l'écrivit d'une plume sincère et passionnée... Nous l'avons perdue le 17 janvier 1820. » — Par malheur, le roman dont parle M. Lemercier, et dans lequel les admirateurs du poète eussent cherché avec charme quelques accens de *la Jeune Captive*, n'a pas été imprimé ; et remis, ainsi que des *Mémoires* fort curieux sur la révolution, entre les mains de M. de Talleyrand, il paraît avoir été détruit.

sante, qui, s'intéressant jusqu'au bout aux idées nouvelles, avait néanmoins gardé le bon ton et l'urbanité parfaite d'un autre âge.

La révolution, alors dans toute sa violence, interrompit les tentatives théâtrales de M. Lemercier, qui prit le parti de se réfugier dans l'étude persévérante des maîtres et surtout des tragiques grecs. Il avait cependant écrit une pièce, *le Lévite d'Éphraïm*, dans laquelle on vit plus tard des allusions politiques, et dont le tour de représentation vint pendant la terreur. C'était là un sujet bien biblique et que les comédiens n'osèrent pas risquer sans la permission expresse de Robespierre. Il eût fallu solliciter le tribun; M. Lemercier n'y voulut jamais consentir, et laissa seulement ajouter en second titre, comme passeport : *ou la Justice du Peuple.* Le plus sage était de se faire oublier; aussi, prétextant des corrections, l'auteur réserva-t-il sa pièce pour des temps meilleurs. Paris devenait un séjour peu sûr; il se retira à la campagne du côté d'Alfort, et eut alors l'occasion de connaître Talma, dont le talent dramatique allait se révéler avec éclat dans plusieurs rôles de ses pièces.

De retour à Paris après la chute de Robespierre, M. Lemercier, qui regardait le théâtre comme une tribune, écrivit en quelques jours et fit jouer une comédie politique, exactement imitée de Molière, pleine de hardiesses, et qui avait pour titre *le Tartufe révolutionnaire.* Le faible gouvernement qui était sorti de la terreur, essayait alors de se poser entre toutes les opinions; on emprisonnait à la fois M. Michaud comme rédacteur de *la Quotidienne*, et le continuateur de *l'Ami des Lois* de Marat, comme anarchiste. Aussi la pièce de M. Lemercier ne put-elle être jouée sans de grands obstacles. On exigea que le vrai républicain, l'homme modéré de la pièce, s'appelât *La Montagne*, et *le Moniteur* déclara hautement que ce qui était plaisant dans Molière n'était qu'atroce dans la comédie nouvelle. Le public ne fut pas de cet avis, et il accueillit avec enthousiasme cette parodie audacieuse, ainsi que l'expression franche de vérités politiques que l'indignation commune avait déjà popularisées. Tout, dans cette pièce de réaction, contribuait au succès; l'acteur Baptiste, qui jouait le rôle de Tartufe, prit les longs cheveux, le geste, l'habit et la tournure de Collot-d'Herbois, et, tout au sortir de ce joug odieux, il fut soutenu par le parterre avec frénésie. Chacun rit de la scélératesse raffinée de Tartufe qui, alors qu'Orgon lui demandait :

.... Faut-il fuir ou sauver ma tête?

se hâtait de répondre :

Il faut en homme libre attendre qu'on t'arrête.

La pièce était pleine d'intentions comiques, et on trouva surtout ingénieuse la scène où Orgon, au lieu de se cacher sous une table, était enfermé dans une armoire sur laquelle on avait mis les scellés. Tout, d'ailleurs, avait la couleur du temps, et l'exempt de Molière était remplacé par les bons et loyaux républicains de la section. Mais le directoire, effrayé du succès de la comédie, la fit défendre à la cinquième représentation.

On vit encore, mais à tort cette fois, des allusions politiques dans les trois actes du *Lévite d'Éphraïm*, donné en 1796. Certains journaux montrèrent dans Abaziel le portrait de Robespierre, et la foule appliqua même aux circonstances présentes quelques vers fort innocens. Talma, qui débutait avec bruit, commença à se mettre hors de ligne dans le rôle du lévite, et eût suffi seul à attirer les applaudissemens.

Enfin, le 24 avril 1797, *Agamemnon* fut représenté au Théâtre-Français. Jusque-là, M. Lemercier, comme il l'a écrit lui-même, n'avait donné que de *faibles essais*, qui promettaient cependant un vrai poète dramatique. Esprit varié et fécond, il s'était dispersé déjà en essais de toute sorte, qui montraient à l'avance l'inquiétude d'un talent original cherchant sa destinée. La tragédie mythologique dans *Méléagre*, la tragédie anglaise dans *Clarisse*, le pamphlet théâtral dans *le Tartufe révolutionnaire*, la scène biblique dans *le Lévite d'Éphraïm*, tout cela avait été tenté. Mais M. Lemercier ne trouva pour la première fois sa vraie route qu'en remontant hardiment à la Grèce. Le succès d'*Agamemnon* fut immense, et l'auteur, qui n'avait pas vingt-cinq ans, fut regardé dès-lors comme un maître. Arnault, dont le ton est d'ordinaire fort dédaigneux pour ses rivaux au théâtre, avoue cependant que l'enthousiasme fut universel, et que l'éclat de ce succès effaça ceux de ses amis et tous les siens. Je suppose qu'il mettait à part *Marius à Minturnes*. La critique fut unanime pour louer ce bel essor de talent qui montrait chez un tout jeune homme la maturité d'une étude réfléchie de l'art. Le *Magasin Encyclopédique* de Millin parla de *vernis homérique*, le *Moniteur* de *goût antique;* la *Décade* le mit d'un coup *au-dessus* d'Eschyle, ce que je n'oserais faire assurément, et le déclara bien supérieur à Sénèque et à Thomson, ce que je fais sans la moindre hésitation.

Toutefois la pièce n'eut pas immédiatement au théâtre le succès

qu'elle méritait. La première représentation ayant eu lieu en avril, on ne voulut pas prodiguer et user une tragédie nouvelle pendant la belle saison. L'année suivante, les rôles se trouvèrent très mal distribués. A le bien prendre donc, ce ne fut que trois ans plus tard que cette tragédie parut vraiment au théâtre, mais cette fois avec un éclat prodigieux, que rehaussait encore le jeu de Mlle Duchesnois. Depuis Voltaire, aucune pièce sérieuse n'avait obtenu un succès aussi réel et aussi suivi. Le directoire, sous François de Neufchâteau, ayant demandé à l'Institut quel était le meilleur ouvrage depuis trente ans, *Agamemnon* fut désigné et couronné solennellement au Champ-de-Mars. Ainsi adopté par un gouvernement sorti de la révolution, ainsi séduit par les pompes républicaines d'une grande fête littéraire, M. Lemercier, qui d'ailleurs n'avait pas tardé à suivre avec ardeur les idées de 89, sembla dès-lors avoir besoin, pour le développement de son talent, d'un idéal de liberté politique qu'il avait rêvé, et qui nécessairement lui manqua.

Agamemnon peut être regardé comme le dernier et brillant reflet de la tragédie antique dans notre littérature nationale. Parti de l'*Odyssée*, ce dramatique récit de la mort d'Atride devait être reproduit tour à tour en Grèce, à Rome, dans le moyen-âge, dans l'Italie moderne, en Angleterre, pour trouver enfin sur la scène française un terme définitif peut-être et glorieux. La spirituelle malédiction de Berchoux contre l'éternelle race d'Agamemnon ne pouvait s'adresser à la pièce nouvelle, car cette légende terrible paraissant une dernière fois au théâtre eut, comme le gladiateur qui tombe, un beau moment, le moment du suprême effort.

M. Lemercier avait pour son œuvre des élémens bien divers dont je veux indiquer à la hâte la généalogie littéraire. D'abord il n'a pas été de l'avis de La Harpe; il n'a pas trouvé qu'il n'y eût « absolument rien à tolérer » dans le drame *atroce* d'Eschyle. Ces métaphores hardies et dures, Cassandre qui a, comme un chien, κυνὸς δίκην, l'odorat du meurtre, Clytemnestre qui appelle le sang de son époux *une rosée féconde de mort*, ces images fougueuses, accumulées, sauvages, cette muse indomptée enfin qui semble toujours parler du haut du trépied lyrique, tout cela ne l'effraie pas, et il admire plus encore ce caractère spontané chez Eschyle que chez Dante ou chez l'auteur de *Macbeth*, parce que dans les vers du poète grec on est à la source même de l'art et qu'il y a la consécration séculaire. Eschyle a rarement vérifié avec plus de supériorité entraînante le mot d'Horace : *Docuit magnum loqui*. Il y a une singulière majesté, une

terreur fatale dans le meurtre du dénouement, dont on ne peut que deviner les mystérieux motifs, dans ces ombres secrètes du crime, dans ces sinistres pressentimens qu'augmentent incessamment les hymnes du chœur et les prophéties inspirées de Cassandre. M. Lemercier a profité de ces beautés natives d'Eschyle en les appropriant à notre langue. Les scènes de Sénèque, dont il a su éviter l'emphase sentencieuse, lui ont aussi fourni quelques répliques éloquentes, quelques élans poétiques comme cet admirable accent qui revient toujours au souvenir :

Ilion a péri dans la nuit d'une fête (1).

(1) On se rappelle le passage de Sénèque :

Festus dies est. — Festus et Trojæ fuit, etc.

Après Eschyle, et bien avant Sénèque, Sophocle avait aussi composé une *Clytemnestre*. Matthæi, dans les dernières années du XVIIIe siècle, publia, sous le nom de l'auteur de l'*OEdipe-Roi*, quatre cent trente vers, qu'il prenait pour un fragment de cette tragédie perdue, et qui sont en réalité l'œuvre informe de quelque moine ignorant du XIe siècle. Struve, dans sa réimpression, a parfaitement démontré le ridicule de l'erreur de Matthæi. M. Boissonade aussi a eu bien raison de ne pas comprendre ce plat fragment, *opellæ monstrum*, comme il l'appelle, dans son excellente édition du grand tragique grec. Il est évident que le Pseudo-Sophocle n'avait fait qu'imiter grossièrement Sénèque. — Puisque j'ai indiqué ce fragment peu connu, je profiterai de l'occasion, et je réclamerai ici pour nos imitations françaises de l'*Agamemnon* la priorité chronologique sur celles de Thomson et d'Alfieri. Il y a dans l'histoire de notre théâtre cinq noms antérieurs au tragique anglais, lequel écrivait sa pièce en 1736. C'est un détail ignoré d'histoire littéraire qu'il est bon d'éclaircir. Dès 1557, un ami de Baïf, Charles Toutain, dans le style de Dubartas, armait Clytemnestre d'un couteau *tue-mari*. En 1561, Duchat donnait encore une libre imitation de Sénèque, et, vingt-huit ans plus tard, Roland Brisset dramatisait de nouveau le crime de l'*efféminé paillard* Égisthe. En cette même année 1589, un écrivain coloré de style, et qui mettait assez peu d'idées sous beaucoup d'ambitieuses images, Pierre Matthieu, que l'école de M. Hugo, par sympathie sans doute, a essayé à plusieurs reprises de réhabiliter hautement, donna aussi une *Clytemnestre*. Le beau passage de Sénèque, si admirablement reproduit par M. Lemercier, n'a pas échappé à Matthieu :

Il estoit feste aussi quand Troye tu ravis, etc.

J'indiquerai encore, pour être complet, l'*Agamemnon* du provençal Arnaud (1642), écrit déjà dans le style sentencieux du XVIIIe siècle, et enfin la rapsodie de Boyer, donnée sous un autre nom, et que Racine ne trouva mauvaise qu'à la seconde représentation, lorsqu'il la sut de son pitoyable rival. — Il est bon de remarquer que jusque-là ces nombreux imitateurs s'étaient abreuvés non à la source vive et jaillissante d'Eschyle, mais aux eaux impures et mêlées de Sénèque. M. Lemercier, au contraire, revint directement à la Grèce. Il était le premier en France, car les fragmens traduits en vers médiocres par Terrasson méritent à peine qu'on les rappelle, et on ne possédait pas encore les estimables essais de M. Puech.

Thomson et sa pâle tragédie ont fourni bien moins d'élémens à M. Lemercier. Excepté quelques mots naïfs d'Oreste, le descriptif auteur des *Saisons* n'a à réclamer aucune part dans la tragédie française. Qu'eût emprunté en effet M. Lemercier à ces scènes glacées? eût-ce été le personnage de Mélisandre, cette pâle copie du Philoctète de Sophocle? eût-ce été ces héros bâtards, dépouillés du cothurne antique et déguisés en honnêtes bourgeois du règne de George II? L'*Agamennone* d'Alfieri au contraire, malgré l'inconvenance du rôle d'Electre, confidente de l'adultère maternel, offre, surtout dans les hésitations criminelles de Clytemnestre et dans la conduite de la pièce, de vraies beautés que M. Lemercier a mises à profit.

Il y a d'ailleurs dans l'*Agamemnon* français des parties très belles et entièrement originales : ainsi la teinte sombre et tragique donnée au rôle d'Egisthe, rôle que la passion relève; ainsi les prophéties de la fille de Priam devant le roi d'Argos et Clytemnestre, tandis qu'Eschyle les adressait exclusivement au chœur, et Sénèque au seul Agamemnon; ainsi, pour finir, la belle scène où le jeune Oreste, ce futur vengeur, raconte à sa mère, encore armée du poignard fatal, comment il a vu le cadavre ensanglanté de la victime. Ce n'est pas que la pièce de M. Lemercier n'ait de graves défauts. Les confidens entravent la marche; Atride n'est plus le roi triomphant d'Eschyle et se laisse bien facilement abuser. A côté de morceaux écrits avec la verve des maîtres, il y a des vers traînans et pénibles, des scènes languissantes, de durs hémistiches, mal enchâssés dans les périodes; mais les beautés l'emportent, l'œuvre est consacrée, elle restera.

Dans *Agamemnon*, dans sa première œuvre publiée, M. Lemercier toucha à la beauté, à ce don suprême qu'un si petit nombre peut connaître et que quelques-uns devinent seulement de loin, comme l'étoile qui luit dans l'enfer de Dante. Dès-lors, le poète était parvenu aux hauteurs même de son talent, et d'un coup il se trouvait comme au faîte de sa tour, pareil à ce gardien solennel, *speculator*, qui ouvre la scène d'Eschyle et qui observe le retour du roi d'Argos. Plus tard, il ne fera qu'en descendre (souvent jusqu'aux abîmes), avec des retours pourtant heureux vers certains degrés, d'où se découvrent encore les grands horizons. Heureuses les organisations privilégiées qui savent s'élever jusqu'à l'inaccessible beauté! Quelques-unes ne touchent qu'une fois le but; mais n'est-ce pas déjà une bien rare faveur que de l'avoir atteint? M. Lemercier y arriva par momens dans *Agamemnon*; depuis, ce bonheur lui fut encore donné,

mais à de longs intervalles. Quel grand poète n'eût-il pas été avec sa force de production, s'il n'avait point prodigué sa fécondité naturelle en tout sens, avec tous les hasards !

Je l'ai dit, la critique, entraînée par ce grand triomphe dramatique, fut en général favorable à *Agamemnon*, et il y eut dans les journaux un concert unanime d'éloges. Les protestations contraires ne vinrent que plus tard, en 1804, lors de la reprise ; elles s'élevèrent de la part de Geoffroy avec une violence inouie. L'action, au dire du feuilletoniste, est horrible, atroce, dégoûtante (ce qui tombe sur Eschyle, mais peu importe); c'est une mauvaise caricature de Crébillon, et Pradon connaissait mieux l'art. Quant aux personnages, ils sont tous *bas* et *crapuleux*. « Agamemnon est une bonne pâte de mari, qui, par sa stupidité, peut être comparé au vieillard de nos comédies..... Cassandre n'est pour nous qu'une folle ou une diseuse de bonne aventure. Strophus est aussi empesé que M. Bobinet, et le petit Oreste aussi sot que le comte d'Escarbagnas... Pour Égisthe, ce n'est qu'un gascon, un misérable héros de tripot et de mauvais lieu, admiré par des badauds... » Geoffroy avait trop bien dîné quand il écrivait ces lignes. Il n'eût certainement pas été de cet avis en 97, lors des premières représentations; en digne abbé du XVIIIe siècle, heureux d'être affranchi de la soutane par une révolution, il avait même loué dans un journal le poème fort leste des *Quatre Métamorphoses*, auquel nous arriverons tout à l'heure. Dans l'intervalle, le crédit de M. Lemercier auprès de Bonaparte était tombé, et le ton du critique devait répondre à la colère du maître. Mais nous n'en sommes encore qu'au directoire.

Au milieu de l'élégante dispersion de cette époque, qui renouvelait au seuil de l'empire les mœurs étourdies de la régence, l'auteur d'*Agamemnon*, dont l'esprit aimable et poli rehaussait la gloire déjà brillante, était partout recherché et faisait le charme des salons si courus de Mme Tallien. Ferme dans ses croyances politiques, mais indulgent pour les personnes, il devint à la fois l'ami du républicain David et du royaliste Delille, de Bernardin de Saint-Pierre et de Mme de Staël; il vit aussi très intimement dès-lors deux hommes bien spirituels et depuis fort célèbres, qui devaient se distinguer par une égale et extrême fidélité, l'un à sa foi politique, l'autre à sa fortune, je veux dire le duc de Fitz-James et le prince de Talleyrand. Les mœurs du directoire que nous verrons se traduire tout à l'heure, en leur nuance la plus libre, dans un très fin et trop habile opuscule de M. Lemercier, étaient peintes aussi avec vérité dans sa comédie de

la Prude, donnée en 97 et qui n'a pas été imprimée (1). Tout l'enivrement bizarre d'un peuple joyeux jusqu'à la folie d'être sorti de la terreur, l'extrême liberté de ton et de rapports résultant de l'égalité récente, les modes bizarres, les jeunes gens se déguisant en jockeis et faisant les Alcibiades, tout cet abandon sans frein se trouvait reproduit avec art dans *la Prude*. Un sujet inacceptable et impossible répondait à ce fonds de mœurs singulières et montrait une concession trop facile à l'esprit du temps. En effet, qu'un libertin abuse violemment d'une jeune fille, la laisse mère, et, la retrouvant vingt ans après prude et dévote, s'efforce, sans la reconnaître, de la séduire une fois encore, cela n'est guère probable. Floricourt ne s'introduisait pas chez Angélina autrement que Valmont auprès de Mme de Tourvel. Le souvenir d'un livre comme *les Liaisons dangereuses* n'était justifiable que sous le directoire. Le roué de M. Lemercier avait d'ailleurs une fin moins tragique que le hideux héros de Laclos, et son fils au dénouement le forçait à épouser sa mère, comme avait fait le chevalier de Gramont pour la sœur d'Hamilton.

La Prude réussit; mais un caprice de Mlle Contat vint interrompre les représentations. Abusant de l'amitié du poète, cette actrice voulut faire corriger son rôle à l'auteur. M. Lemercier, dont l'indépendance n'aimait guère le ton leste avec lequel les comédiens traitaient les écrivains, s'empressa de retirer son manuscrit, et prit bientôt sa revanche par la tragédie d'*Ophis*, dont le jeu de Talma fit le succès. Cette pièce était écrite quand Bonaparte revint d'Italie; M. Lemercier, admis dès-lors dans son intimité, la lut un soir au jeune général devant Kléber et Desaix. Comme on était à la veille de l'expédition d'Égypte, ce sujet égyptien lui plut extrêmement. Lorsqu'*Ophis* fut joué, Bonaparte avait déjà débarqué en Afrique. Au retour, la pièce lui eût sans doute paru moins belle qu'avant son départ; mais il savait qu'*Ophis* avait été applaudi, et, après son avènement au consulat, il le fit reprendre, désireux peut-être de se voir appliquer le portrait du héros « tourmenté du soin de s'égaler toujours. » D'ailleurs, il s'agissait dans cette tragédie d'une rivalité pour le trône, et les mots de couronne et de royauté revenaient souvent. C'est à cause de cela sans doute que Bonaparte, au milieu de beaucoup de complimens, avait dit à M. Lemercier : « Le sujet est peut-être plus de circonstance que vous ne pensez. » La pièce fut donc jouée de nouveau, et l'auteur assista à la représentation, dans la loge du premier consul, avec

(1) Voir un curieux passage de *la Prude* dans la *Déc. phil.*, an VI, I. trim., p. 515.

le général Clarke. Le futur empereur apparaissait déjà dans le conquérant républicain, et, au lieu des bravos d'autrefois, quelques royalistes du parterre détournèrent le sens d'un passage contre le gouvernement consulaire. M. Lemercier s'empressa de retirer lui-même sa tragédie. C'était un soin dont on ne devait pas long-temps lui laisser l'initiative.

La gloire du vainqueur de l'Italie avait séduit le jeune écrivain, et, avant l'expédition d'Égypte, il avait promis au général Bonaparte de l'accompagner. Ce lointain voyage, les hasards de la guerre, plaisaient à l'esprit aventureux de M. Lemercier, et mille projets littéraires se rattachèrent bientôt à ce départ; mais son père, averti à temps et plein d'inquiétudes, prit sur lui d'écrire à Bonaparte pour le prier de lui laisser la dernière joie de sa vieillesse. Malgré l'insistance et le désappointement du poète, il fallut se résigner. C'est alors qu'il se rejeta avec ardeur sur les distractions que lui offrait la facile société du directoire; c'est à cette date qu'il faut rapporter, dans la carrière littéraire de M. Lemercier, la dissipation la plus mondaine. Le trop charmant poème des *Quatre Métamorphoses* fut comme le séjour à Capoue de l'auteur d'*Agamemnon;* il en sortit toujours entreprenant, mais moins assuré, avec un goût impatient de conquêtes qui devait le mener quelquefois encore à la victoire, plus souvent à des défaites rachetées par l'audace ou bientôt oubliées dans le nombre.

L'amitié de Beaumarchais n'excuse pas ce libre opuscule, elle l'explique. *Les Quatre Métamorphoses* sont une œuvre très habile et profondément païenne. Dans une conversation comme il devait y en avoir beaucoup sous le directoire, on vint un jour à parler de ces admirables camées, de ces bas-reliefs romains, de ces petits groupes grecs, que désavouerait la noble chasteté de l'art moderne, mais où le génie antique, par ses formes pures et achevées, a su trop souvent consacrer des rêves effrénés sous l'apparence de la volupté la plus suave. Le cabinet secret de Naples était déjà créé. Un interlocuteur affirma que la poésie serait rebutante si elle reproduisait de semblables images, et qu'il était impossible d'arriver, en termes convenables et sans être grossier, à un résultat pareil. M. Lemercier releva le défi. C'était le contraire, dans un même sujet, de la gageure d'Ausone et de l'empereur Valentinien, qui luttaient, en vers, à qui s'exprimerait le plus crûment : on sait le fameux *Centon nuptial* qui en est résulté.

Osons le dire pourtant, bien qu'avec regret : au point de vue de la langue et du style, *les Quatre Métamorphoses* sont sans nul doute la

meilleure œuvre de M. Lemercier. Nulle part il n'a manié à beaucoup près l'idiome avec cette souplesse et cette ressource habile d'expression. Une année tout entière (pourquoi le poète n'a-t-il pas eu toujours cette patience de détails qui l'eût garanti de plus d'une chute?), une année laborieuse fut consacrée à ce court opuscule, à cette secrète fantaisie d'artiste. Aussi, à part quelques rares débris de la mauvaise phraséologie érotique de Dorat et de tout le XVIIIe siècle, on respire un véritable parfum antique, trop antique en tout point, dans les quatre chants de ce petit poème. C'était alors une chose trop rare pour ne la point noter, que ce sens profond de la beauté grecque et latine. Je ne parle pas d'André Chénier : les œuvres de ce grand poète devaient demeurer ensevelies bien des années encore; les formes de son style, pareilles aux contours d'un groupe en marbre de Paros, et, si j'osais dire, cet art raffiné qui ne pouvait pas plus souffrir une syllabe mal sonnante, que le Sybarite un pli de rose, tout cela était enfoui dans l'ombre pour long-temps. Qu'on y veuille songer : comment l'antiquité était-elle sentie? C'est à peine si Parny, parodié par Bertin, se rapprochait çà et là, non de Catulle à coup sûr, mais de Properce. Bitaubé faisait du magnifique canevas d'Homère un vrai revers de tapisserie; l'*Énéide* de Delille pouvait passer pour quelque aimable et mignard tableau de Boucher étendu sur une fresque d'Herculanum, et Saint-Ange ne donnait guère que la menue ou plutôt la très grosse monnaie d'Ovide. M. Lemercier montra donc un goût vrai de l'antique, en remontant à Eschyle au milieu de l'énergique spectacle de la révolution, en remontant à Anacréon ou à quelque contemporain perdu de Sapho, au milieu de la folle dissipation du directoire.

La Muse du poète n'avait pas gardé seulement le souvenir des menaçantes Euménides. Sa déité ici, c'est la Vénus des premiers vers de Lucrèce; et, à voir sa danse libre et sans ceinture, on n'appliquerait pas à cette Muse, ou plutôt à cette Ménade entraînante, le vers d'Horace : *Junctæque Nymphis Gratiæ decentes.* En un mot, le sentiment païen triomphe et s'exalte; la nature n'est plus qu'un immense concert d'amour. Chaque objet semble répéter son hymne passionné, et l'on dirait que les ruisseaux aussi ont leur langage. Tout alors s'oublie en cet épanouissement suprême, et il me semble entendre de près la voix d'Ovide qui chante l'affront d'Europe, l'ivresse de Myrrha et le centaure aux pieds de Déjanire. — N'est-ce point pour cela que le poète aurait été exilé en Scythie?

Les Quatre Métamorphoses, dont les exemplaires sont aujourd'hui

fort rares, parurent en 99, et furent presque immédiatement réimprimées. Beaumarchais, fort vieux alors et accablé de toute manière, s'amusa beaucoup de ce poème; il avait été l'intermédiaire auprès du libraire, prétendant que « c'était un dernier service qu'il voulait rendre à la morale. » On lui envoya même toutes les épreuves, et il voulut absolument que la première édition fût in-4°. « Cela, disait-il, forcera les belles lectrices à la franchise; elles ne pourront le cacher si vite sous le chevet. » M. Lemercier fit comme les femmes, et déroba son nom. L'anonyme pourtant n'était pas difficile à percer, et Rœderer, toujours prudent, rencontrant ce jour-là l'auteur : « Qu'avez-vous fait? lui dit-il tout renversé, vous ne serez jamais de l'Académie! » M. Lemercier se serait plutôt rendu à quelque raison morale, j'en suis bien sûr; mais il paraît que personne n'y songeait sous le directoire.

Alors au moins on aimait les lettres pour elles-mêmes; on en parlait avec charme. C'est ainsi qu'une autre conversation mondaine fit naître *Pinto,* joué deux ans plus tard, en 1800. Dans un cercle aimable où l'on distinguait la spirituelle duchesse d'Aiguillon, Mme de Lameth et la fille de Beaumarchais, Mme de Larue, on affirmait un soir devant M. Lemercier que *le Mariage de Figaro* était la dernière innovation possible. Le jeune poète osa s'opposer au sentiment général, et soutenir, contre la banalité étroite de cette opinion, et avec une hardiesse alors unique, que l'imitation de la nature dans tous ses modes était inépuisable, infinie. Poussé à bout, il accepta même la gageure, et promit de lire bientôt un ouvrage composé d'élémens encore inconnus au théâtre. Telle fut la singulière origine de cette œuvre d'où aurait daté la rénovation de la scène française, s'il n'eût été coupé court aux hardiesses par la régularité de l'empire, et si plus tard on n'eût franchi d'un coup toutes les limites.

Pinto fut écrit en vingt-deux jours, avec toute la verve d'un vif talent mis au défi. Au contraire des poètes tragiques qui ne tiennent aucun compte de l'élément comique mêlé à tout évènement humain, M. Lemercier, comme on l'a dit, s'était proposé d'abstraire, d'élaguer d'une grave catastrophe historique tout ce qu'elle contenait de sérieux, et de n'offrir de ce fait ainsi dédoublé que la partie plaisante ou satirique. Il est inutile d'insister sur *Pinto;* tout le monde a présens cette prose franche, fine, rapide, ces scènes habilement dialoguées, ces répliques dégagées et spirituelles qui ne ressemblent pas pourtant au feu roulant des phrases de *Figaro,* ce mélange de caractères et d'intrigue, cet imbroglio amusant qui manque un peu de concentra-

tion, mais que relève la peinture nette et vraie de tant et de si divers personnages. Dans ce tableau piquant de la conspiration qui mit sur le trône le duc de Bragance, M. Lemercier a traité les grands comme Plaute avait traité les dieux dans son *Amphitryon*.

Cette peinture comique d'une usurpation ne devait guère agréer à Bonaparte : aussi y eut-il combat à la première soirée; *Pinto* finit cependant par l'emporter sur l'obstination de quelques siffleurs obstinés. Le premier consul fit à dessein multiplier les congés des acteurs, et la pièce n'eut qu'une vingtaine de représentations. Le contraste de l'indécision du duc de Bragance, couronné malgré lui, avec le vainqueur de l'Italie qui allait se couronner lui-même, prêtait à des allusions malignes que l'on jugea prudent d'étouffer.

La critique, un peu surprise d'une œuvre aussi inaccoutumée que *Pinto*, prononça des arrêts fort divers, et les plus indulgens la trouvaient au moins *singulière*, comme fit plus tard J. Chénier. Rœderer, dévoué exclusivement au succès, mais à qui cette comédie plaisait beaucoup au fond, la justifia timidement dans le *Journal de Paris;* toutefois, par le vague de ses insinuations, il éludait le danger d'un jugement franc et décidé. Les *Débats* continrent, le lendemain de la représentation, une note fort hostile, qui présentait la pièce comme ridicule et complètement tombée. Le succès ayant démenti cette malveillante annonce, une lettre signée *Lapérouse* (pseudonyme qui déguisait sans doute Geoffroy) vint quelques jours après; elle parlait d'un drame burlesque, détestable, informe, écrit dans le style de Tabarin. L'un des personnages, l'archevêque de Bragues, était traité de *carmagnole de* 93. Nous n'en sommes pas encore, on le voit trop, à la critique fine, polie, délicate, de Mme Guizot, que bientôt nous serons heureux de rencontrer.

On reprocha à M. Lemercier d'avoir imité *le Mariage de Figaro;* mais l'auteur de *Figaro* n'avait pas été de l'avis des critiques, et *Pinto* lui plut singulièrement quand il en lut les scènes inédites. En ses derniers jours, ce maître bruyant de la comédie révolutionnaire se consolait même souvent, dans l'intimité du jeune poète, des obsessions de toute sorte que tant de précédens excès et de ruineuses prodigalités suscitaient à sa vieillesse. L'auteur d'*Agamemnon* dînait chez lui deux jours avant cette fin subite et singulière qu'expliquerait trop bien peut-être une de ces conversations qui lui étaient si familières alors sur les moyens chimiques de mourir sans douleur.

Le succès de *Pinto* avait sa séduction; M. Lemercier essaya de poursuivre cette veine heureuse par trois actes en prose sur Alci-

biade, intitulés *l'Ostracisme*, actes spirituels parfois, mais où l'on est trop loin d'Aristophane. Dans *la Journée des Dupes*, il a tenté aussi d'élever à la hauteur de la grande comédie en vers le genre nouveau dont il avait le premier donné l'exemple. Cette pièce, long-temps arrêtée par la censure et jouée seulement depuis juillet 1830, n'a point réussi. Il faut l'avouer, à cette date récente, le parterre n'avait pas tout-à-fait tort. Je sais qu'un critique habile et très compétent (1) a dit, en parlant de *la Journée des Dupes* : « C'est une tentative nouvelle de cet infatigable athlète dont chaque ouvrage a été un essai, c'est une tentative digne du génie mâle et flexible qui a créé *Agamemnon*, *Pinto* et *Frédégonde*. » Mais le proverbe veut que les inventeurs se ruinent à mettre en œuvre une découverte qui fait souvent la fortune de ceux qui viennent ensuite. Le mot peut s'appliquer ici. Quoi qu'il en soit, la mémoire de M. Lemercier restera sûrement attachée à cette vive et charmante création de *Pinto*, qui a été aussi une *découverte* dans le meilleur sens du mot. L'auteur peut-il se dire toutefois plus heureux que Moïse, pour avoir passé le seuil de cette brillante terre promise, où l'on a élevé depuis tant de veaux d'or?

Après *Pinto*, M. Lemercier, que poursuivait toujours le génie capricieux des tentatives, songea bientôt à revenir aux Grecs, à écrire quelques poèmes dans la manière antique. Le mot de Rousseau contre « les génies plagiaires d'eux-mêmes » semblait le menacer toujours, et, sans compter, il dispersa dès-lors sa force dans la variété et dans le nombre. Enhardi aux libres allures, il alla jusqu'à déclarer que « le génie fait sa langue, » et qu'on pouvait bien innover, puisqu'en leur temps les écrivains de Louis XIV avaient aussi été accusés d'innovation. De plus, l'école descriptive lui paraissait insuffisante, et le poète voulut mêler quelque action, quelque philosophie à l'uniforme procédé de Delille. De là deux récits épiques, *Homère* et *Alexandre*, que distingue une certaine fermeté de facture, mais dont l'épigraphe tirée de Martial (*me raris juvat auribus placere*) est un peu trop justifiée par une froideur qui rappelle bien plutôt Callimaque que Virgile.

M. Andrieux examina le poème d'*Homère* dans *la Décade*, et, tout en rendant malignement justice à la verve et à l'originalité de l'écrivain, à ses vers énergiques et serrés, il lui refusait, avec quelque raison, l'élégance et l'harmonie. Quel dommage, peut-on observer à ce propos, qu'on n'ait pas pétri ensemble, si j'ose le dire, Andrieux

(1) M. Ch. Magnin, *Globe* du 5 janvier 1828.

et Lemercier, *Agamemnon* et *les Étourdis!* Combien le goût y eût gagné, sans que le talent eût perdu! Il est vrai que M. Lemercier rencontra un instant l'esprit fin et délicat d'Andrieux dans sa comédie de *Plaute;* mais, pour s'en tenir à ce charme épuré de diction, à ce léger parfum attique, la muse d'*Agamemnon* était trop parente de celle de Le Brun, ce génie si dur et si incomplet, si élevé pourtant, dont elle disait :

S'il pleure un feu trahi, Vénus même l'inspire,
Et l'aigle fier se change en ramier qui soupire.

Les journaux ne s'occupèrent pas seuls d'*Homère* et d'*Alexandre*. Bonaparte, plein de sympathie alors pour l'énergique talent de M. Lemercier, en lut de longs morceaux avec le poète, qui passait quelquefois plusieurs jours à Saint-Cloud ou à la Malmaison. Les vers où il était question d'Arcole et de Rivoli lui plurent beaucoup; pourtant il ajouta : « Il faut que je vous remercie et que je vous chicane. Vous me traitez fort honorablement et m'avez mis en bonne compagnie de héros; mais vous terminez par deux vers qu'on trouve étranges :

Sache combler l'espoir qu'ont donné tes hauts faits;
Moderne Miltiade, égale Périclès. »

Et le poète s'étonnant qu'un nom comme celui de Périclès, lequel rappelait Auguste, Médicis et Louis XIV, eût quelque chose d'offensant, il reprit : « Cette pensée ne s'offre pas de même à tous les esprits; car, tournée en un autre sens, elle indiquerait à nos Athéniens du jour qu'il y a de la politique à jeter les Miltiades en prison... n'est-ce pas? Hein... vous en devenez rouge. » Alors M. Lemercier : « Et vous, vous en devenez pâle; c'est notre couleur à chacun, quand une chose nous émeut, et celle-ci m'étonne, je l'avoue... — Cette pensée qui vous trouble n'est pas la mienne, répondit le premier consul; mais on l'interprète ainsi... » Et voulant rompre la conversation là-dessus, il ajouta brusquement : « Laissons les propos des beaux-esprits. » Et l'on ne reparla plus du poème d'*Alexandre*.

Ce furent là les prémisses d'une rupture qui éclata plus tard ouvertement. Comment d'ailleurs l'ambitieux conquérant eût-il pu s'accommoder long-temps d'un écrivain qui, dans une ode à la Muse tragique, datée de la Malmaison, osait dire :

Qu'il renaisse immortel sur la scène tragique,

L'homme qui, de l'Europe ayant su triompher,
N'aura pas craint d'asseoir la liberté publique,
Ou qui, nouveau César, aurait pu l'étouffer?

Cependant le premier consul trouva bientôt l'occasion de mettre tout-à-fait M. Lemercier à l'épreuve, et d'essayer d'assouplir au joug impérial cet âpre esprit resté fidèle aux idées d'absolue liberté.

Toujours avide de voies nouvelles, M. Lemercier voulait créer une scène nationale par des sujets empruntés à notre histoire. La route ouverte par le *Tancrède* de Voltaire le tentait, plusieurs années avant que Raynouard eût composé *les Templiers*. Il écrivit la tragédie de *Charlemagne*, et, dès qu'elle fut achevée, il la lut à Bonaparte, qui crut y voir une occasion naturelle d'interroger le désir public. Le premier consul voulut persuader à l'auteur, en le complimentant sur son œuvre *cornélienne*, d'introduire à la fin de la pièce des envoyés qui offriraient au vainqueur des Saxons le trône d'Orient. L'allusion était facile à percer, et les applaudissemens de la foule eussent été doux à l'oreille consulaire. Comme on l'a dit, M. Lemercier eût pu arriver en cette circonstance au conseil d'état; mais *Charlemagne* ne lui sembla point une transition directe à Napoléon, et il refusa. Joseph Chénier, plus souple malgré ses aigreurs, et qui renfonçait parfois le secret de sa haine républicaine, fut chargé de suppléer M. Lemercier en cette délicate affaire, et il rima *Cyrus*. La pièce, mêlée d'ailleurs de regrets et de sentences démocratiques, fut sifflée sans pitié, et Bonaparte se moqua de l'auteur. Chénier n'eut ni le brevet de sénateur qui était en jeu, ni les chœurs de l'Opéra qu'on lui avait promis pour la représentation de son *Œdipe* au Théâtre-Français. Quand Bourrienne vint annoncer la chute de *Cyrus*, le premier consul se contenta de dire : « Le sot! Lemercier me l'avait bien dit. » Quant à la tragédie de *Charlemagne*, elle ne fut jouée qu'en 1816. *Agamemnon* était loin, et M. Duviquet, dans son feuilleton des *Débats*, put opposer, en un dialogue, piquant ce jour-là, M. Lemercier professeur de l'Athénée à M. Lemercier poète dramatique. Il était d'ailleurs trop facile de voir qu'Éginhard avait passé à travers Mably. C'est le défaut capital des tragédies trop nombreuses que le poète emprunta à l'histoire du moyen-âge.

Bonaparte n'oublia pas *Charlemagne*. Dans ses habitudes déjà impériales, il se faisait, comme les rois de France depuis Louis XIV, apporter d'avance chaque semaine le répertoire de ses comédiens ordi-

naires. Voyant le nom de M. Lemercier indiqué pour une première représentation, il dit au poète : « Vous ne donnez pas *Charlemagne*, vous tomberez. » Le tumulte en effet fut si violent, que l'auteur retira son manuscrit des mains du souffleur au troisième acte. Le lendemain les feuilletons se déchaînèrent contre « les dangereuses bizarreries de cet esprit inventif. » *Le Mercure* prouva que le héros était sorti de « l'hôpital des fous, » et Geoffroy, renchérissant sur ses confrères, proclama la pièce « une parade burlesque, donnant le spectacle d'une dévote séduite par son directeur. » Si la nouvelle tragédie, *Isule et Orovèse*, était une œuvre avortée, on y retrouvait encore de loin en loin des éclats puissans et de mâles beautés. Le prêtre gaulois a d'avance l'amour implacable de Claude Frollo, et ce type idéal et solitaire se détache déjà dans l'ombre. Cependant, malgré la dureté du style, Isule se dévoue trop comme Iphigénie, et il reste là quelque faux reflet du ciel de la Grèce. C'est bien le pays de Teutatès et des Carnutes; mais où est donc la lyre d'or de Velléda?

Bravant les sifflets officiels, — et tous les sifflets, même mérités, prirent bientôt ce caractère aux yeux du poète mécontent, — M. Lemercier adressa l'édition d'*Isule* à Mme Bonaparte, qui avait depuis long-temps accepté la dédicace. Ceci se passait en 1803, et ne faisait que mettre de plus en plus au vif ce vieil et opiniâtre amour de la liberté, auquel l'auteur d'*Agamemnon* voulait, malgré tout, rester fidèle. Comme il avait accepté du consul le brevet de la Légion-d'Honneur, l'avènement de l'empire l'obligeait à de nouveaux sermens. Il lui parut donc qu'il fallait subir le joug ou entrer ouvertement en lutte. M. Lemercier n'hésita point, et la lettre suivante parvint à Napoléon en même temps que le sénatus-consulte qui l'appelait au trône :

AU CITOYEN PREMIER CONSUL.

14 floréal, an XII.

« Bonaparte, car le nom que vous vous êtes fait est plus mémorable que les titres qu'on vous fait, vous m'avez permis d'approcher assez de votre personne pour qu'une sincère affection pour vous se mêlât souvent à mon admiration pour vos qualités; je suis donc profondément affligé de ce qu'ayant pu vous placer dans l'histoire au rang des fondateurs, vous préfériez être imitateur.

« Mes sentimens particuliers, plus que votre autorité, me font, à dater de

ce jour, une obligation de me taire. Les vertus de la France parleront pour sa liberté de siècle en siècle.

« Je fais passer à M. de Lacépède mon brevet de la Légion-d'Honneur, ne pouvant m'engager par serment à rien de plus qu'à me soumettre aux lois, quelles qu'elles soient, qu'adoptera mon pays. Mon dévouement pour lui ne cessera qu'avec ma vie. »

Cette lettre ne causa sans doute au conquérant qu'un court instant d'impatience au milieu de ce premier enivrement de l'empire, mais il en conserva toujours le souvenir amer, car il préférait l'obéissance à l'admiration.

La rupture décisive n'avait pas éclaté brusquement. M. Lemercier était fier à juste titre d'une si glorieuse amitié; mais, après avoir accepté la révolution, il en voulait les conséquences. Les durs sacrifices subis, l'affreux holocauste de sang qui lui avait enlevé Mme de Lamballe, sa marraine, et Marie-Antoinette, sa première protectrice, tous ces souvenirs ne faisaient que l'attacher plus obstinément à la difficile et laborieuse conquête de la liberté. L'expérience du gouvernement, le contact des affaires, qui font souvent plier les plus austères esprits au joug des nécessités politiques, n'eurent jamais à assouplir cette nature tenace et imprévoyante de poète. Aucune avance n'avait pu tenter M. Lemercier; au retour d'Égypte, quand il dédia au premier consul la poétique scène d'*Agar*, Bonaparte voulut en vain lui faire accepter 10,000 fr. C'était là un rôle de dupe dans les mœurs faciles du directoire. Un jour, Mme Tallien lui dit même tout haut dans son salon : « Lemercier, vous vous ruinez follement pour la liberté. »

La Liberté, c'est ma coquine....

répondit-il malignement en un madrigal que je ne puis citer, et que Thermidorine (c'était le nom de Mme Tallien) avait trop d'esprit pour ne pas comprendre.

Ce que M. Lemercier, en vrai poète, rêvait volontiers pour Bonaparte, c'était un rôle législatif, une mission de fondateur; mais déjà défiant, il écrivait en 1803 :

Vous abaisserez vos épées
Dans le sang ennemi trempées
Devant la majesté des lois.

Il allait même jusqu'à la menace, et, bien avant le célèbre et reten-

tissant article de M. de Châteaubriand dans *le Mercure*, « Tacite est déjà né dans l'empire, etc., » il se risquait à imprimer :

Tacite sous le joug du crime
Aiguise déjà son burin.

Ainsi s'était préparée et accumulée à l'avance, à côté de l'admiration extrême pour la gloire du vainqueur de l'Italie, cette haine du despotisme qui éclata dans la lettre du 14 floréal.

L'opposition personnelle de M. Lemercier inquiétait fort peu Bonaparte, comme on peut croire, et ne lui était qu'un très mince obstacle; mais, par caprice d'amour-propre sans doute, il tenait à triompher de cet âpre caractère, qui lui faisait peut-être craindre beaucoup de semblables résistances. En mai 1804, peu de temps avant l'inauguration impériale, il s'ouvrit même au poète de ses projets de royauté, et ne dédaigna pas, pendant plus de trois heures, de combattre par ses raisonnemens les vives objections de M. Lemercier. Joséphine racontait plus tard que, parmi le petit nombre de paroles amères que lui avait values son ambition, l'empereur avait été blessé profondément des mots de M. Lemercier à sa dernière visite. « Vous vous amusez à refaire le lit des Bourbons... Eh bien! je vous prédis que vous n'y coucherez pas dix ans. » On a remarqué qu'il n'y coucha, en effet, que neuf ans et neuf mois. Voilà presque le *vates* antique; par malheur, les bonnes prophéties ne sauvent pas les mauvais vers.

Arrivé à l'empire, Napoléon se vengea dans l'occasion par des épigrammes, et n'appela plus M. Lemercier que *le fanatique*. Comme le conquérant, en ses courtes heures de loisir, voulait bien descendre fréquemment à cette petite guerre de ruelle qui lui allait moins que l'autre, l'écrivain, piqué d'amour-propre, riposta par ce quatrain :

Un despote persan appelait fanatique
Un sage Athénien soumis au seul devoir :
« Qui de nous l'est le plus? dit l'homme de l'Attique;
J'aime la liberté, comme toi le pouvoir. »

Et les plaisanteries amères continuèrent de part et d'autre. Les journaux alors étaient forcément silencieux, et ne fournissaient pas incessamment, comme aujourd'hui, une pâture à la polémique des conversations; ces pointes et ces petits évènemens d'intérieur ne faisaient scandale que dans les salons; on en aiguisait les causeries entre deux bulletins de victoire. La fantaisie admirative de Napoléon

pour Ossian était une occasion de taquinerie littéraire qui amena plus d'un bon mot. Les nébuleux chants de Fingal ne devaient pas, du reste, séduire M. Lemercier, dont l'esprit, tout novateur qu'il fût, ne pouvait se détacher complètement des traditions du XVIIIe siècle.

C'est là, en effet, ce qui caractérise surtout le rôle de l'auteur d'*Agamemnon*. Bien qu'il se soit montré étranger et même hostile au grand mouvement littéraire qui date de M. de Châteaubriand et de Mme de Staël, il n'est pas de l'école de l'empire. Le génie nouveau et le génie de l'imitation classique se croisent, se mêlent, et, si je puis dire, s'enchevêtrent souvent en lui. Une certaine insuffisance de goût, un certain manque de discernement délicat dans le détail, font souvent obstacle, et, par les inégalités, empêchent l'œuvre de se déployer à l'aise. Lui aussi, il a ce lutin familier dont Molière dotait Corneille, ce lutin de l'inspiration qui soufflait ses admirables vers au grand tragique, mais qui à certains momens l'abandonnait à sa fougue. Chez le moderne écrivain, le lutin malicieux ne prodigue pas ses apparitions. Par bonheur, il fut assidu lors d'*Agamemnon* et de *Pinto*, et, tout fugitif qu'il soit, nous le ressaisirons encore, surtout dans les tentatives audacieuses qui mettent à part M. Lemercier. Pourquoi, hélas! le poète a-t-il perdu ses meilleurs soldats en éclaireurs hardis sans doute, mais quelquefois égarés par l'isolement? Pourquoi a-t-il laissé le gros de ses troupes fourrager au hasard dans les champs rebattus de la littérature impériale?

Toutefois l'antiquité n'était pas épuisée encore pour lui. Déjà *Agamemnon* et *les Quatre métamorphoses* avaient révélé une connaissance des lettres grecques très réelle et très approfondie. M. Lemercier courait avec la même ardeur curieuse et le même instinct d'assimilation à quelque sublime beauté tragique ou à quelque libre épigramme de l'Anthologie. Rome aussi devait l'attirer à son tour, et bientôt, sans s'arrêter aux banalités du forum qu'il ne garda que pour sa tragédie de *Camille*, il monta droit aux collines d'Évandre. L'admirable génie de Plaute, fort peu goûté sous l'empire, le séduisit aussitôt; dès 1808, il pressentait cette juste réhabilitation qu'ont value au grand comique la traduction de M. Naudet et les leçons de M. Patin. Il s'éprit même si bien de Plaute, qu'il en fit le héros d'une pièce à laquelle il faut sans doute un public tout-à-fait lettré, mais dont la lecture demeure pleine d'agrément.

La trame de ces trois actes est parfaitement antique. Un jeune Romain amoureux d'une esclave qu'il a vue au port, une amante jalouse qui se substitue à cette rivale, un vieil oncle ladre qu'on dupe pour

payer la rançon, un père diseur de préceptes moraux et qui fait une déclaration à la maîtresse de son fils, un esclave chargé de trouver de l'argent et dont l'esprit s'anime par la crainte du bâton; par-dessus tout cela, Plaute mêlé à l'intrigue, qui devient pour lui un sujet de comédie; au dénouement, l'avare puni, le libertinage du père confondu, le fils ramené à la fidélité amoureuse, le poète enfin retrouvant ses manuscrits avec son or: c'est bien là en effet un tableau auquel eussent souri les contemporains de Lucrèce. Sans doute, la crudité choquante des mœurs romaines a quelque peu disparu, et l'on pourrait objecter que la maîtresse de Leusippe est plutôt une veuve enjouée de la connaissance de Marivaux, qu'une de ces courtisanes effrontées de la scène latine. Le père, à son tour, n'est pas aussi cynique que les pères de Plaute; il ne fait pas avec son fils cet ignoble marché de possession préalable qui révolte dans l'*Asinaria*. Mais à Dieu ne plaise que ce soit là un reproche!

La pièce, en son dialogue vif et étincelant d'esprit, était écrite dans le mètre difficile et libre de l'*Amphitryon* de Molière, que Voltaire lui-même n'a guère su manier au théâtre. Un prologue sémillant et ironique, à la manière des anciens, ouvrait la scène. Après quelque lutte, un succès franc l'emporta. A part toute intention latine, on peut remarquer que c'était déjà une ingénieuse conception que de représenter le poète comique faisant agir des personnages réels et les peignant à mesure qu'ils agissent. Je me rappelle bien, il est vrai, une pièce de Boursault où Ésope fait des fables comme Plaute fait ici des scènes; je me rappelle encore le *Térence* de Goldoni, auquel M. Lemercier n'a rien emprunté d'ailleurs; mais là cette idée ingénieuse est à peine indiquée, et on n'en a tiré aucun profit.

Tant d'esprit ne trouva pas grace devant l'humeur de Geoffroy, et il commençait son article par ces mots : « Quel poète usant et jouissant de toutes ses facultés, etc... » Cette colère factice déguisait mal la flatterie à Napoléon. La vraie critique, comme on pense, ne s'en tint pas à ces injures. En somme pourtant, les journaux de l'empire, hostiles aux innovations, appuyaient peu le poète. Arnault (singulier inventeur!) avait créé dans *le Propagateur* ce que nous nommons encore *feuilletons :* accroché des premiers, comme Montfaucon, à ses propres fourches patibulaires, il ne fut pas seul victime de l'invention. C'était aussi pour M. Lemercier, à chaque œuvre produite, à chaque effort, une ligne ennemie qu'il devait traverser seul, sans escorte. Ce génie entreprenant avait assez de ses

propres liens dont il eût fallu le débarrasser en l'aidant; malheureusement on lui barra les chemins, et, ainsi arrêté à toutes les issues, il ne fut que plus faible à rompre les obstacles qui étaient en lui, dans sa nature même, et il s'y engagea de plus en plus.

Pour *Plaute* cependant, malgré quelques restrictions, l'appui d'un talent délicat et judicieux, celui de Mlle de Meulan dans *le Publiciste*, dut singulièrement le flatter. L'éloge était d'autant plus précieux, que cette plume distinguée se montrait d'ordinaire fort sobre de complimens. Le public était assez de l'avis de Mme Guizot, et, en ces heureux loisirs littéraires de l'empire, on s'occupait beaucoup de *Plaute*. Déjà cette pièce avait été jouée six fois. D'après les conseils du peintre David, Napoléon, alors à Paris, vint, sans qu'on le sût d'avance, à la septième représentation. M. Lemercier était à un bal ce soir-là, et quelqu'un lui annonçant que l'empereur assistait à sa comédie : « Alors, répondit-il, c'est la dernière fois qu'on la joue. » Il avait bien deviné, car elle fut immédiatement suspendue.

Les applaudissemens s'adressaient au tableau piquant d'un poète volé : or, l'allusion sembla directe à l'oreille du maître. M. Lemercier était propriétaire, rue de Rivoli, d'un terrain considérable qui composait toute sa fortune. Dès la fin du consulat, l'état prit possession de ces biens pour y percer la rue des Pyramides; la mauvaise humeur impériale fit si bien traîner les comptes (il s'agissait, je crois, de cinq cents mille francs), que M. Lemercier, malgré ses réclamations, ne fut indemnisé qu'à la fin de 1813. On profita de l'absence de l'empereur pour obtenir du conseil-d'état l'arrêté de restitution qui fut rendu à l'unanimité; à son retour de Moscou, Napoléon refusa de ratifier le décret préparé, et il fallut l'insistance réitérée de Daru pour l'obtenir.

Privé momentanément de sa fortune, le poète, comme Plaute tournant sa meule, se consolait avec les lettres. Mais tous les théâtres lui étaient fermés, car les comités de lecture se montraient peu favorables à un écrivain si mal en cour, et dont la police arrêtait obstinément les ouvrages. M. Lemercier en prit son parti; réduit aux plus strictes ressources, au *res angusta domi*, il soutint hardiment le siége, et, ne se laissant pas prendre par la faim, il refusa de capituler. Les consolations ne manquaient pas d'ailleurs à ce ferme caractère; de généreux amis lui offraient de venir à son secours. Ainsi, avec une aimable discrétion, Mme de Staël, durant une de ses courtes apparitions en France, l'invitait sous un prétexte littéraire à passer plusieurs jours à Meulan, et là, abordant franchement la question :

« Mon cher Plaute, vous êtes provisoirement ruiné; je vous ai trompé, il ne s'agit pas de lecture dans votre visite; je veux devenir votre banquier... Avez-vous besoin de vingt ou trente mille francs?... J'en ai fait autant en émigration pour Mathieu de Montmorency... » Touché de tant d'amitié prévenante, M. Lemercier refusait délicatement; mais, poussé avec insistance en ses derniers retranchemens, il fut forcé de promettre à Corinne de ne point emprunter à d'autres.

Le malheur a ses jouissances en ce qu'il révèle les affections loyales et sincères : l'auteur d'*Agamemnon* dut le comprendre à plusieurs marques de touchant intérêt qui partaient du cœur. M. Thénard, par exemple, lui offrait la moitié de son traitement, sa seule richesse, et M. Dupuytren, dont les momens valaient tant d'or, lui donnait, pendant près de trois ans, et seulement pour le distraire, des leçons assidues d'anatomie. Ces amitiés de savans illustres inspirèrent de plus en plus à M. Lemercier une sympathie curieuse pour les sciences physiques, qui le poussa à la composition de l'*Atlantiade*, poème bizarre et long-temps rêvé que nous retrouverons tout à l'heure.

Après la suspension de sa pièce, M. Lemercier, toujours ardent, ne se tint pas pour battu. L'année suivante, en 1809, il risqua une dernière tentative : c'était une comédie, ou plutôt un drame tout-à-fait romantique, qui, sous Napoléon, indiquait autant de hardiesse au moins et d'originalité qu'on en a vu depuis dans *Cromwell* et dans *Henri III*, car le *Germanicus* d'Arnault est plus loin de *Colomb* que *Colomb* ne l'est d'*Hernani*.

Bien que je n'approuve guère ce mélange des genres, et que *Colomb* ne soit, à mon sens, que la tentative de Hénault avec les vers de plus, il me paraît impossible de nier la verve singulière qui éclate dans certaines scènes de cette œuvre, et je répète volontiers le mot de Mme Guizot à propos de *Colomb :* « Chaque succès de M. Lemercier est une conquête. » Seulement, Mme Guizot assure qu'elle ne craint pas d'être indulgente, parce que les éloges ne sont pas ici dangereux pour *l'exemple*. Ceci sent trop sa date de 1809; depuis, M. Lemercier lui-même s'est vu de beaucoup dépasser : mais, comme tous ceux qui commencent les révolutions, il se hâta de faire retraite, et fut vite de la résistance; par là il s'effaça et dut disparaître derrière le feu de la mêlée.

Le succès de la première représentation de *Colomb* avait été un peu surpris à un public étonné. Le lendemain, la pièce fit scandale auprès des classiques; on s'indigna de l'audace d'un écrivain qui

osait mettre l'intérieur d'un vaisseau sur le théâtre. Et où étaient les unités? L'action commençait en Espagne et se dénouait en Amérique. Certes, le péché était capital. Aussi, M. Lemercier s'est-il cru obligé, hélas! de faire depuis pénitence de fautes originales et heureuses. Dès-lors même il se justifiait avec une maligne bonhomie : « L'unité de lieu y est pourtant, disait-il à Talma, car le monde entier n'est-il pas la demeure et le domaine de Colomb? » Mais le parterre de la seconde représentation fut peu sensible à de pareilles raisons. Il y eut un bruit affreux, et les acteurs ne purent réciter plus de vingt vers. Dès le premier jour, il est vrai, quelques expressions avaient failli soulever la salle. On était si loin encore des burlesques lazzis dont un grand poète entremêle tous ses drames comme de traits spirituels, que l'orage grondait déjà à ces vers :

Je réponds qu'une fois saisi par ces coquins,
On t'enverra bientôt au pays des requins.

Au deuxième soir, il y eut une personne tuée et plusieurs spectateurs blessés. Sous Napoléon, force devait demeurer à l'ordre, et, chose bizarre, M. Lemercier, que d'ordinaire on entravait, se vit cette fois joué malgré lui. *Colomb* fut donné onze fois militairement et devant les baïonnettes. Comme le bruit vint à se répandre que l'auteur était d'accord avec la police, il écrivit au *Journal de Paris* qu'il n'avait aucune part au succès bien involontaire de sa pièce.

Par un contraste piquant, représenté quand il ne le voulait pas, repoussé de la scène dès que le succès était conquis, M. Lemercier renonça à faire jouer ses pièces, et garda pour lui seul le fruit de ses inspirations. Tel fut le sort d'une comédie très distinguée, *le Corrupteur,* composée en 1812, et dont l'idée première lui avait été donnée par le peintre David. Cette pièce eût certainement obtenu un long succès, si, quand elle fut représentée en 1823, des allusions qu'on tourna contre M. de Peyronnet n'avaient amené l'irruption bruyante d'une foule de gardes-royaux, qui, par une manière de censure toute nouvelle, vinrent, en plein parterre, s'opposer aux représentations. *Le Corrupteur* est une haute comédie de caractère, dont la pensée est puissante, le développement habile, le dialogue légèrement touché, bien que certains mots bizarres ou vulgaires en rompent désagréablement la trame. Qu'a-t-il manqué à cette pièce pour réussir, pour durer? Ce qui manque aux vastes conspirations qu'un rien suffit à renverser. Ici l'échafaud ou le trône, là l'oubli ou la gloire durable : cela se touche. Mais ce qui a failli réussir, ce

qui a eu de la grandeur ne mérite-t-il pas le souvenir de la critique comme de l'histoire? Fiesque périt dans les flots au moment de triompher; Retz n'en a pas moins tracé avec amour le portrait de ce héros vaincu. Ainsi en est-il des produits de l'art. Quelques traits inégalement appuyés, une fausse veine dans ce marbre, une paille dans ce diamant, et voilà le déchet jeté sur toute une œuvre.

M. Lemercier était-il vraiment doué de l'inspiration comique? Certes, l'homme qui créait successivement *Pinto*, *Plaute* et *le Corrupteur*, avait hérité d'un legs lointain de l'avare testament de Molière; il était bien le contemporain, l'ami, le successeur de Beaumarchais; il était novateur au sein des banalités de l'empire. Je mets à part les scènes spirituelles des *Deux Gendres*, qui sont une exception très distinguée dans un genre médiocre; mais qu'est-ce en somme que la comédie d'alors? Comme tradition continue, on s'en tenait aux madrigaux et au fade persifflage de Dorat, à peine animés par de niaises intentions sentimentales. Comme nouveauté, on posait au milieu d'une anecdote très commune, rimée en langue flasque et pâteuse, quelque dessin de caractère mal crayonné au pastel avec des tons faux et vite passés. M. Lemercier s'est aussi séparé des écrivains comiques de l'empire, et c'est sa gloire. Pourtant il leur a donné quelques gages, mais seulement plus tard, dans les premières années de la restauration, et comme par un retour amical vers des adversaires tout à l'heure vaincus. *Le Frère et la Sœur jumeaux*, *le Faux Bonhomme*, *le Complot domestique*, (qui se souvient aujourd'hui de ces pièces?) se rapportent à la concession tardive que le mauvais goût de son temps arracha au poète. A la fin de la première représentation du *Complot domestique*, au moment même où l'acteur entrait pour nommer l'auteur, une voix s'écria tout haut : « Que Lemercier fasse des pièces comme celle-là, et nous ne le sifflerons point. » Le spectateur avait raison, M. Lemercier n'était plus digne des sifflets; car il abdiquait, il subissait aux dépens de son originalité l'influence de l'école de l'empire. Combien était loin le temps des libres essais, ce temps où il allait jusqu'à dire : « On répète sans s'entendre que la langue est fixée, et, loin d'applaudir à cet axiome banal, j'affirmerais que non-seulement chaque bon écrivain se distinguera toujours par un style particulier, original; mais que chaque genre de sujet qu'il traite, comporte le sien qui lui est propre uniquement, et dont le secret est la mobilité d'imagination et de sentiment. » Sous une forme plus *imagée*, la préface de *Cromwell* ne va guère plus loin. A propos des styles appropriés à chaque genre, ne peut-on pas remar-

quer que M. Lemercier, au contraire, a couru si vite en tout sens, que, sans s'en douter, il gardait souvent pour l'œuvre nouvelle la manière propre à l'œuvre d'hier? Dans plusieurs de ses tragédies en vers, par exemple, ne retrouve-t-on pas quelquefois l'écrivain en prose, l'auteur du *Cours de Littérature?* Ces tragédies sont encore une rançon que l'école de l'empire a arrachée à M. Lemercier. Aux yeux du poète, cette différence singulière entre ses propres œuvres n'existe pas sans doute, et il doit confondre dans une même pensée *Agamemnon* et *Clovis*. De loin et même de près, pourtant, cela est distinct. Sans doute, M. Lemercier faisait des efforts pour demeurer indépendant; il reprenait l'œuvre manquée de De Belloy. Seulement le poète n'avait pas le sentiment du moyen-âge. Il comprenait bien moins dans l'art les mystiques élans de l'ascétisme que le chant du moineau de Lesbie ou les contours rêvés de la Vénus antique. La réaction produite par le *Génie du Christianisme* trouva M. Lemercier hostile (1), et il applaudit peu à cette éclatante réhabilitation d'un passé que la révolution répudiait. Les tournois et les cours d'amour lui plaisaient bien moins que l'arène olympique avec ses lutteurs nus et son ceste.

Par là s'explique la teinte uniforme de ces tragédies, dont la scène est au moyen-âge. Toutes les nuances s'y confondent volontiers aux yeux du poète sous le nom commun de *superstitions gothiques*. On est en plein XVIIIe siècle, et, comme dans Joseph Chénier, on croirait que Louis XIV confine aux barbares. Je sais que M. Lemercier, dans son *Cours de Littérature*, a admirablement parlé de *Polyeucte;* mais ici le génie du grand Corneille l'entraînait, et la beauté de l'art lui révélait la grandeur du martyre. Ce n'est que par une sublime hypocrisie, selon le mot de Joseph de Maistre, que Voltaire a pu trouver les paroles inspirées de Lusignan. M. Lemercier était trop franc pour aussi bien réussir, et l'Athanasie de son *Baudouin* est bien moins une sœur de Cassandre, une prophétesse chrétienne, qu'une dévote fanatique du temps du diacre Pâris. Je reconnais volontiers qu'après le désespérant modèle du *Roi Lear*, la folie est peinte avec énergie dans *Charles VI;* je reconnais que les noirceurs théâtrales de Crébillon et ses raffinemens de terreur sont dépassés dans *Clovis;* j'avouerai

(1) Il fut plus tard de la commission chargée par l'Académie de l'examen de ce livre. Malgré le ton poli, le morceau de M. Lemercier révèle l'ami de J. Chénier et de Volney; mais, se rappelant peut-être les *Sentimens de l'Académie sur le Cid*, l'auteur se plaint en homme d'esprit *d'être obligé à juger*, et *la légère teinte de ridicule* ne lui échappe pas.

même que l'intrigue romanesque de *Louis IX* a dû plaire au temps où M. Michaud préludait à l'*Histoire des Croisades* par une préface à la *Mathilde* de Mme Cottin; l'Arabe Octaïr est un digne pendant de Maleck-Adel, et parle déjà comme l'Yaqôub de M. Dumas. Mais combien l'ombre aujourd'hui couvre cet entassement multiple de tragédies oubliées! Si nous n'étions pas au bout, la critique, je le crains, deviendrait ici une énumération de défaites où se détacheraient peu de victoires.

A mesure qu'on avance dans l'étude du monument démesuré auquel M. Lemercier a voulu attacher son nom, on est saisi d'un regret qui revient toujours; je veux parler de cet idéal long-temps attendu avec assurance, entrevu quelquefois et dont on finit par perdre l'espoir. Les splendeurs de Rome apparaissent à l'horizon; on y touche presque; mais la nuit vient, et l'on s'égare dans les maremmes désolées. Pourquoi M. Lemercier en est-t-il si peu sorti? Pourquoi cet énergique talent a-t-il dispersé sa puissance dans les landes les plus ingrates de l'art? Secrets impénétrables de notre nature! Qui donc trace les limites mytérieuses dans lesquelles l'esprit de l'homme est refoulé malgré lui?

Comprimé de toute manière, rejeté en lui-même par l'influence de son temps, arrêté par ses propres empêchemens, ce talent novateur et incomplet perdit peu à peu son originalité, sa pétulance naturelle, et s'échappa par des voies vulgaires. On ne saurait dire trop de mal de la tragédie de l'empire; mais il faut rendre justice à tout ce que M. Lemercier y a dépensé de verve et de force, aux scènes remarquables dont il a semé ces concessions trop nombreuses. Que de beaux vers lèvent fièrement la tête au milieu des longues tirades mises à la mode par la philosophie sentencieuse du XVIIIe siècle! Ne nous acharnons pas d'ailleurs contre ce procédé dramatique. M. Lemercier nous répondrait par le cinquième acte de *Frédégonde*, où nous retrouverons tout à l'heure quelques éclats de la beauté souveraine. C'est ainsi que le génie déconcerte la critique. Il n'y a d'autre loi absolue dans l'art que la beauté.

Cependant M. Lemercier était de plus en plus contraint dans l'atmosphère impériale, et les lettres suffisaient à peine à satisfaire cette ardente activité qui se dévorait elle-même. La mauvaise humeur de Napoléon durait toujours, et, engagé dans l'opposition, le poète se gardait de faire des avances. On raconte pourtant qu'un jour il fut en députation aux Tuileries avec un assez grand nombre de membres de l'Institut. L'empereur, s'informant poliment des tra-

vaux de chacun, se trouva enfin près de l'auteur de *Plaute;* d'un ton bref, et croyant l'embarrasser, il lui dit : « Et vous, Lemercier, quand nous donnerez-vous quelque chose? — Sire, j'attends. » Réplique presque tragique (c'était en 1812); mot trop vrai, car le rôle littéraire de M. Lemercier, dès l'empire, semble une longue attente, et, quand le moment vint, il était déjà bien tard. Piqué de la réponse, l'empereur n'eut pas le bon esprit de se montrer généreux : il arrêta *Camille* et fit formellement défendre la reprise de *Pinto.*

Des amitiés précieuses consolaient M. Lemercier. Sans l'amour-propre qui s'en mêlait, on serait volontiers intervenu pour détourner la colère impériale. Cambacérès surtout se plaisait au rôle de conciliateur. Les amis nombreux que le poète avait dans l'armée, Junot, Duroc, Marmont, Lannes, s'efforçaient aussi de calmer ces persistantes animosités que d'autres liaisons ne faisaient qu'aigrir. M. de Talleyrand n'avait plus vu que de loin en loin M. Lemercier dans les premières années de l'empire; lors de la guerre d'Espagne, s'étant à peu près séparé de Napoléon, il fit cause commune avec l'auteur de *Pinto,* et les épigrammes s'entrecroisèrent dans la conversation des deux amis. La fréquentation assidue de Ducis, fort en garde aussi contre les séductions du nouveau pouvoir, n'était pas de nature à apaiser cette haine croissante. Ils se voyaient très souvent. Dès 1804, Ducis lui écrivait de Versailles : « Venez prendre votre cellule dans ma Thébaïde; vous n'y serez plus Lemercier, vous y serez frère Louis. » Là ils causaient de théâtre, de ces palmes qu'il leur fallait *moins cueillir qu'arracher;* ils causaient de peinture avec Gérard, leur Corrége, comme ils l'appelaient; Ducis, dans une belle épître, engageait son ami à revenir souvent dans sa solitude :

Rien n'y trouble nos goûts, notre entretien des Muses;
Du terrible et des riens comme moi tu t'amuses.

Dans le monde, ce caractère et un peu ce *rôle* de poète persécuté redoublaient la curiosité et les prévenances autour de M. Lemercier. Les salons se le disputaient, et charmée de cette opposition, la belle princesse d'Olgorowski, ambassadrice de Russie, voulait l'emmener à Pétersbourg; mais c'eût été émigrer, il eût fallu quitter Paris, où de nouveaux liens l'attachaient. M. Lemercier ne tarda pas à trouver le bonheur dans le mariage, et une plus sûre affection le consola des mécomptes littéraires.

A part *Homère,* je n'ai encore rien dit des poèmes de l'auteur d'*Agamemnon.* C'est tout un monde, en effet, où l'on n'ose pas plus

se risquer que dans ces immenses épopées de l'Inde, qui suffiraient à toute une existence d'érudit. Il ne faut aborder rien moins que la Bible et la nature, et, puisque la fable a aussi sa part, qu'Ariane nous prête son fil sauveur pour nous tirer vite de ce labyrinthe. Tout cela sans nul doute se distingue des tirades descriptives ou épiques d'Esménard et du bon M. Parseval; mais l'originalité ici ne sauve pas l'ennui, et l'ennui c'est le tombeau des poèmes.

Laissons d'abord de côté les *Vers dorés* de Pythagore, *les Trois fanatiques* et *les Hérologues,* courtes bluettes que je ne rappelle que pour mémoire. *Les Ages français* méritent plutôt un souvenir, parce qu'un rapide sentiment lyrique y anime le tableau des grandes révolutions de notre histoire, et que l'auteur a tâché d'introduire dans le rhythme de nos poèmes ce mètre court et rapide dont l'Italie avait le secret, et que naguère nous ne réservions qu'à l'ode. Avec M. Lemercier, les transitions ne sont pas faciles : d'un dithyrambe on passe à une plaisanterie bouffonne. Il y a des stances spirituelles dans *la Mérovéide;* mais, au sortir des éblouissantes féeries de l'Arioste, on n'est pas tenté de lire, et on n'a pas lu ce long *post-scriptum* sur Attila.

La tragédie du *Lévite d'Éphraïm* avait donné occasion à M. Lemercier de goûter la poésie des livres saints. Cela n'était pas inconciliable avec les idées du XVIIIe siècle. Roucher, en effet, traduisait les psaumes, et André Chénier songeait à une petite épopée de *Suzanne.* Moïse fut donc pour l'auteur d'*Agamemnon* un de ses premiers sujets de poème, comme il inspira à Châteaubriand son unique tragédie. La Terreur proscrivait toute maxime pieuse et morale : M. Lemercier ne put publier son livre; l'époque du concordat ne lui parut pas plus favorable par une raison toute contraire, et il ne donna *Moïse* que sous la restauration. C'était se tromper de date, car, après le *Génie du Christianisme* et les poésies bibliques de Lamartine, cette inspiration religieuse, à laquelle avait applaudi Volney, était de beaucoup dépassée, et, sous le déguisement de l'art, on entrevoyait trop le *philosophe* qui trouvait là avant tout une veine de merveilleux féconde encore. Aussi, malgré des vers colorés et quelques belles pages, cette œuvre n'a pas dû prendre rang.

Un grand poème sur la nature fut le premier rêve de la jeunesse de M. Lemercier, et, comme le plan en avait été vingt fois fait et refait, il devint sous l'empire son travail de prédilection. L'amitié intime qui liait le poète à plusieurs savans l'engagea de plus en plus dans cette œuvre, et, en son désir d'innovations à tout prix, il voulut, après s'être assimilé leurs beautés de style, traduire le génie

d'invention des poètes antiques, et se faire l'Hésiode du monde newtonien. On n'en est plus dans l'*Atlantiade* aux mignardes galanteries des *Mondes* de Fontenelle. Le ciel, l'univers, voilà le théâtre de l'épopée, et les principes moteurs, les forces virtuelles, en sont les dieux animés, et forment une série d'allégories bizarres, de personnifications étranges. Empédocle dans son temps n'a rien fait auprès de cela. On se trouve tout d'abord dans cette île de l'Atlantide dont les anciens ont raconté l'imaginaire submersion. Les pôles se battent comme deux jumeaux à côté desquels Ethéocle et Polynice ne sont que des enfans en colère; puis viennent les passions amoureuses et rivales des marées, qui ravissaient Bernardin de Saint-Pierre. La lumière et le calorique, la gravitation, l'acoustique, les végétaux, les volcans sont les fantastiques acteurs de ce drame sans nom; et, au milieu de cet entassement confus et gigantesque, des jets étincelans, de magnifiques images surgissent çà et là : la poésie déborde à flots, mais pour s'abîmer dans ce chaos extraordinaire, qui a quelquefois sa grandeur. Par malheur, nous ne sommes plus au temps d'Orphée, et Orphée ne vint pas. Je ne saurais m'étonner qu'une pareille œuvre ait charmé Laplace; elle doit être assez du goût de M. Thénard, qui y a coopéré par ses conseils; mais il faudrait trop souvent que les traités du savant chimiste servissent de commentaires au poème. Ce défaut capital n'échappait pas à M. Dupuytren, qui devait naturellement être le critique littéraire de l'*Atlantiade*. Il en rendit compte, en effet, dans le *Moniteur* (1) : « M. Lemercier doit tout créer, disait-il au milieu de beaucoup d'éloges, et il n'a pour soutenir sa création que l'intérêt qu'elle inspire par elle-même. » Hélas! la conclusion est facile à tirer. Mais à quoi bon se montrer sévère? Après tout, ce n'est là qu'un roman de physique où s'est perdu beaucoup de talent. Pourquoi seulement, objectait-on dès-lors, s'être moqué du dieu d'Eudore et de Cymodocée afin de céder l'empire du monde à l'oxigène et au phosphore?

Ce n'était là que le prélude d'une œuvre plus puissante et plus étrange. *La Panhypocrisiade* est une immense comédie diabolique qui se joue aux enfers : c'est un tableau heurté de toutes les splendeurs, de tous les crimes, de tout le mouvement désordonné du XVIe siècle. Des personnifications multipliées jusqu'à l'ennui, des vers médiocres, des pages communes, s'y mêlent souvent à ce que la poésie fantastique a de plus éclatantes merveilles, à ce que l'inspi-

(1) 15 et 19 avril 1808.

ration a de plus élevé. Une haute et mordante raillerie, que ne rebute pas la crudité de l'expression, l'instinct profond de la foule, les tristes et grotesques réalités de notre être, les effroyables raffinemens du vice, nos faiblesses défaillantes, les extases grandioses de la passion, la nature toujours féconde et nouvelle, la vie naissant éternellement de la mort, le fou rire de Panurge, ou la grossièreté bouffonne de Caliban, à côté de la pensée infinie, voilà ce rêve extraordinaire, cette œuvre à part dont l'action se meut au milieu de la réforme et de la renaissance. Là vous êtes dans les calmes régions de l'idéal, vous veillez aux rayons de cette lampe immortelle des sages qui éclaira Pythagore; puis vous tombez à l'enivrement de la chair : Luther quitte sa Bible pour Bora; François Ier (et le lieu de la scène n'est même pas douteux, comme dans *le Roi s'amuse*) amène par ses amours peu platoniques un chœur éloquent de courtisanes.

Les abstractions et les créatures s'animent, et d'inconcevables dialogues s'établissent. Dans ce pêle-mêle, où l'art n'apparaît que pour disparaître, on peut pressentir çà et là en beaux vers quelque chose de l'*Ahasvérus* de M. Quinet et de ses entraînantes rêveries, quelque chose aussi de l'arrangement volontairement désordonné du drame de *Cromwell*. Seulement M. Lemercier est plus préoccupé de l'idée que M. Hugo, et il ne sacrifie pas tout aux arabesques capricieuses du style, aux puérilités de splendeur vénitienne dans le détail. *La Panhypocrisiade* est l'œuvre d'un génie fougueux, qui s'abandonne à tous les hasards, et qui quelquefois rentre dans les limites les plus étroites. On dirait *Faust* corrigé à certains endroits par M. Jay. De plus, et à part le détail et le style, il n'y a pas là l'unité admirable qui relie le poème de Goethe. Marguerite manque, elle ne ramène pas à elle les rayons épars de la poésie. L'absence de concentration est choquante, car l'humanité hypocrite, menteuse, avec ses dévouemens et ses hontes, avec sa grandeur et ses misères, est le seul héros, le héros mobile, transitoire, éternel de cette fantasque conception. La curiosité pourra attirer quelques-uns à l'étude d'une pareille œuvre, mais elle n'est point de celles que l'art consacre.

Quand *la Panhypocrisiade* fut publiée en 1819, M. Nodier l'examina dans les *Débats* (1); le malin critique s'était habitué au ton de Geoffroy, qu'il suppléa, sans qu'on s'en aperçût, pendant sa dernière maladie, et il ne fut jamais plus spirituel que contre M. Lemercier :

(1) L'article de M. Nodier a été réimprimé dans ses *Mélanges*, 1820, in-8°, tom. II, pag. 257 et suiv.

« Il y a dans cette œuvre, disait-il, tout ce qu'il fallait de ridicule pour gâter toutes les épopées de tous les siècles, et, à côté de cela, tout ce qu'il fallait d'inspiration pour fonder une grande réputation littéraire. Ce chaos monstrueux de vers étonnés de se rencontrer ensemble rappelle de temps en temps ce que le goût a de plus pur, ce que la verve a de plus vigoureux. Tel hémistiche, tel vers, telle période, ne seraient pas désavoués par les grands maîtres; c'est quelquefois Rabelais, Aristophane, Lucien, Milton, *disjecti membra poetæ*, à travers le fatras d'un parodiste de Chapelain... Ouvrez le livre, vous avez retrouvé l'auteur d'*Agamemnon*, et l'on peut se contenter à moins; une page de plus, et vous aurez beau le chercher, vous serez réduit à dire comme le bon abbé de Chaulieu :

C'est quelqu'un de l'Académie. »

Peut-être toute cette verve caustique de jeunesse s'est-elle changée chez M. Nodier en indulgente admiration; il est aussi de l'Académie. M. Lemercier n'en eût jamais été sans doute, malgré le dire du mordant critique, si *la Panhypocrisiade* avait été publiée sous l'empire. Mais, écrite sous le consulat, elle ne parut qu'en 1819; dans l'intervalle, le poète eut le temps de se créer des titres moins hasardeux. Tant de drames, de comédies, de rêves épiques ou didactiques n'avaient pu suffire à cette imagination inquiète, qui voulait s'essayer à tout. La théorie de l'art le tentait, et, ne sachant plus à quoi se prendre, il rêva la gloire de Longin; de là, un cours professé à l'Athénée avec un succès qui rappelait celui de Laharpe. Ces leçons ont été imprimées en grande partie, et, sous une forme souvent inculte, elles renferment beaucoup d'idées, beaucoup de rapprochemens judicieux et de réelle érudition. Il serait très facile de rire des vingt-quatre conditions épiques et des vingt-trois qualités comiques dont parle sérieusement M. Lemercier; mais, si ses classifications sont puériles, si quelques-unes des limites qu'il pose sont étroites, le livre se sauve par des parties excellentes, par une admiration très sentie des grandes beautés littéraires. Cet ouvrage demeurera comme un intermédiaire intelligent entre le terre-à-terre de Le Batteux et la transcendante esthétique de Schlegel, dont il amende les exagérations, et qui peut servir elle-même à en corriger les restrictions exclusives.

M. Lemercier avait une réputation bien établie de novateur téméraire; son *Cours de littérature* vint le réhabiliter à propos. Hoffman l'applaudit de sortir enfin des mélodrames, et le désigna ainsi au

choix de l'Académie. La mort de Naigeon laissait une place vacante, et Chénier détermina facilement ses collègues à un choix dont l'auteur d'*Agamemnon* était digne à tous égards. On était en 1810, à la veille de l'arrivée de Marie-Louise, et l'Europe se reposait un instant pour recommencer la lutte. Cette nomination pouvait ne pas plaire à l'empereur; des amis s'interposèrent, et Fouché supplia M. Lemercier de faire au moins une concession de politesse. Le candidat académique écrivit sur Hercule et Hébé un hymne mythologique fort vague et très peu louangeur. A l'impression officielle toute une strophe fut supprimée, qui se terminait par ces vers :

Dégoûtantes de sang, les ailes de la gloire
Se fatiguent de leur essor.

On ne manqua pas de dire qu'en perdant ainsi l'aiguillon le poète mourrait comme l'abeille, et que son ère allait finir : *Ave, Cæsar, morituri te salutant*. Ce n'était là qu'une épigramme, et l'on vit bientôt que les vers de M. Lemercier n'avaient pas suffi à apaiser les ressentimens de Napoléon.

Malgré l'usage, le discours de réception ne contenait aucune flatterie directe à l'empereur, et s'en tenait à un éloge de Naigeon mêlé de justes insinuations contre le niais fétichisme de cet apôtre d'impiété. Le procureur impérial Merlin répondit avec un embarras croissant qui se trahissait à chaque parole. Après un nécessaire tribut de louanges payé à *Agamemnon*, il parla du bout des lèvres de *Pinto* et de *Plaute;* puis, arrivant à *Colomb*, il blâma vivement l'auteur de s'être écarté des unités, et il ajouta : « Si vous n'aviez récemment, monsieur, professé dans vos leçons une doctrine réparatrice de l'exemple que vous avez donné, l'Académie n'aurait pu, malgré vos titres littéraires, vous admettre dans son sein. » La mercuriale était complète, et Merlin, se trompant d'enceinte, était venu lire un réquisitoire. M. Victor Hugo ne sera pas aussi vertement tancé à coup sûr le jour de sa réception; il deviendrait piquant que M. Lemercier fût à son tour chargé de répondre. Merlin avait prévenu le récipiendaire de cette officielle réprimande, seul biais qu'il eût trouvé pour se tirer de son discours sans offenser l'empereur. Aussi M. Lemercier ne lui sut pas mauvais gré de la semonce; il reconduisit jusqu'à sa voiture le magistrat effaré, qui était haletant de cet effort, et qui lui serrait les mains de reconnaissance. Les critiques furent fort embarrassés le lendemain quand il fallut rendre compte de la séance,

et M. de Féletz céda seulement, je suppose, aux nécessités de la presse impériale, en déclarant *très raisonnables* les conclusions de M. Merlin.

La chute de Napoléon délivra l'auteur de *Plaute* d'un despotisme militaire dont il s'exagérait quelque peu la violence. Le bruit s'étant répandu que l'empereur, à l'île d'Elbe, écrivait ses mémoires historiques, le poète en prit le sujet d'une épître très amère qui fit éclat. Il rappelait au conquérant tombé les prédictions sinistres qu'il lui avait faites. Une colère toute personnelle apparaissait sous ces rimes vigoureuses, et la blessure saignante encore s'y montrait à nu. Cette haine avait entraîné M. Lemercier à des hardiesses de mauvais goût; Dussault s'en effraya, et appuyant sur la *démence raisonnée*, sur *le scandale* de ces innovations prolongées, il déclara M. Lemercier « un homme perdu pour les lettres. »

M. Lemercier a donc eu beau faire. Malgré ses concessions à la poésie de l'empire, il est au théâtre le père de cette école moderne que l'imitation étrangère et tant d'autres influences ont modifiée depuis. Dans ses boutades classiques, Dussault devinait juste. C'est une généalogie qu'on peut nier des deux côtés, mais qui est réelle. Seulement il est facile de deviner que l'auteur de *Pinto* ne regarde pas comme de sa descendance *Marie Tudor* et *la Tour de Nesle* qu'il renvoie volontiers au genre agrandi de Ducange et de Pixéricourt. Pour ma part, sans doute, je ne voudrais pas que *Pinto* fût regardé comme un terme suprême dans les hardiesses dramatiques. A Dieu ne plaise! Les colonnes d'Hercule ne sont bonnes qu'en mythologie; mais, pour n'aimer pas les limites étroitement déterminées, est-ce à dire qu'il faille à la scène pousser la liberté jusqu'à la licence? Remarquons-le en passant, pour se montrer juste à l'égard de la moderne école poétique, il importe de mettre le théâtre à part; et cela est facile à comprendre. Avec des aïeux tels que Corneille et Molière, tels que Racine, l'art ne semble pouvoir grandir que dans des sphères inconnues et par des œuvres profondément empreintes des originalités et des perfections d'un génie nouveau. La poésie pure, au contraire, n'étalait guère dans ses plus glorieux trophées que quelques rares stances de J.-B. Rousseau. De là peut-être les efforts impuissans et sans frein du drame moderne; de là, le succès, au contraire, et la légitimité souvent, à son origine du moins, du mouvement lyrique auquel se rattachent diversement M. de Lamartine et M. Victor Hugo, M. Sainte-Beuve et M. de Vigny.

Pendant les cent jours, Napoléon s'informa de M. Lemercier; il se

plaignit même à Benjamin Constant de ne point le voir dans un moment où chacun, devant la grandeur des circonstances, devait oublier ses haines. On lui objecta que l'auteur de l'*Épître à Bonaparte* ne pouvait convenablement se présenter aux Tuileries : « Qu'importe, répondit l'empereur, il n'a fait qu'écrire ce qu'il m'avait dit en face. » La défaite de Waterloo ne suffit point à ramener M. Lemercier, qui croyait voir partout des menaces de gouvernement prétorien : c'était une hallucination de poète (1); toutefois l'invasion le guérit bientôt, et sous l'aiguillon des événemens il retrouva ses vieilles sympathies de 89. L'opposition le compta dès-lors au premier rang; par habitude, d'ailleurs, il ne pouvait manquer de se croire toujours sous l'empire.

Dans les premières années de la restauration, M. Lemercier publia ses poèmes inédits; il fit représenter, avec des chances diverses, les drames que la censure impériale avait arrêtés; il vida enfin ses portefeuilles encombrés. Mais déjà l'attention se tournait ailleurs, le centre littéraire se déplaçait, la vie n'était plus là. En 1821 pourtant, dans *Frédégonde*, M. Lemercier retrouva çà et là, à travers les duretés prosaïques, des traits de vigueur, l'énergique inspiration, les terribles accens qui vont à l'ame. Un légitime succès couronna dignement cette longue et honorable carrière dramatique, et ajouta, à la suite d'*Agamemnon*, une œuvre dont les beautés fortes sauvent les âpretés de forme et de style. *Frédégonde* se détache au milieu de ces nombreuses tragédies du moyen-âge qui sont comme les temps barbares de M. Lemercier.

Bientôt Talma mourut; le poète ne perdit pas seulement en lui un ami. Ce grand artiste avait, depuis *le Lévite d'Éphraïm*, donné un relief puissant au rôle de Tholus dans *Ophis*, à ceux d'Égisthe, de Pinto et de Plaute. En 1824, il triompha une dernière fois dans le *Richard III* que M. Lemercier imita de Shakspeare, et où il introduisit une figure originale de mendiant qui rappelle celui de *l'Antiquaire*. La perte de Talma fut très sensible au poète, et aigrit encore son humeur croissante (2) contre la nouvelle école, dont il

(1) *Réflexions d'un Français sur une partie factieuse de l'armée*. 1815, in-8°. Malgré la différence des points de vue, cette brochure rapprocha un instant M. Lemercier, plus qu'il ne convenait, de M. de Châteaubriand; mais l'alliance d'idées ne fut pas longue : voyez *D'une Opinion de M. de Châteaubriand dans le Conservateur*, 1818, in-8°.

(2) Voir surtout un article de M. Lemercier *sur les bonnes et les mauvaises innovations dramatiques*, dans la *Revue encyclopédique*, seconde série, tom. XXVI.

avait été le précurseur, mais dont l'essor tumultueux rendait le public de plus en plus inattentif à tout ce qui parlait au nom du passé.

Cette prodigalité naturelle, qui était le fond même, la qualité distinctive et le vice aussi, le vice de plus en plus fatal, du talent de M. Lemercier, se continua sous la restauration. La révolution grecque devait exciter la verve d'une nature aussi ouverte, aussi facile aux élans et aux imprévoyances libérales. Le poète ne se contenta point d'imiter en vers les chants donnés par M. Fauriel, il écrivit une tragédie des *Martyrs de Souli* que la censure arrêta; depuis, ce besoin continuel d'écrire ne s'est pas arrêté; le mélodrame même et la parade burlesque, rien n'a effrayé l'auteur d'*Agamemnon;* le roman *psychologique*, comme on dit, l'a également tenté dans *Alminti*.

Il y a des esprits, dit Fontenelle, qui donnent plus de prise que d'autres aux ravages du temps; ce sont ceux qui avaient de la noblesse, de la grandeur, une certaine fierté austère. Cette sorte de caractère contracte aisément, avec les années, quelque chose de sec et de dur. C'est ce qui est arrivé au grand Corneille; c'est par là aussi que je m'explique le silence qui s'est fait peu à peu autour de M. Lemercier. D'ailleurs l'auteur de *Pinto* n'avait jamais pu entrer avec le public en relations franches et suivies; jamais il n'avait réussi à se faire complètement accepter. D'où venait cette longue impuissance? Sans doute, les entraves politiques l'ont quelquefois arrêté; mais le plus souvent ne devait-il pas s'en prendre aux inégalités d'un génie plein de force à la fois et d'imperfections? Maintenant que les sympathies très peu vives d'un public blasé se sont dispersées ailleurs, comment l'attention reviendrait-elle sur un talent qui ne s'est pas lassé de produire, mais qui n'est plus en vue, et n'a d'éclat que dans le passé? Aussi n'insistons pas; plus on avance, plus la sévérite d'une critique trop impatiente tendrait à se substituer, je crains, aux lenteurs du portrait littéraire, à la calme appréciation biographique.

Peu importe après tout cette fécondité prolongée : M. Lemercier a eu son rôle; il a reculé les limites de l'art de son temps; son nom appartient glorieusement à la résistance littéraire de l'empire et surtout aux origines de cette nouvelle école dramatique dont les efforts serviront au moins de date à une autre ère. Placé, pour ainsi dire, sur les confins des deux âges, M. Lemercier a eu un bonheur unique : il a écrit la dernière grande tragédie classique, et c'est aussi à son génie entreprenant qu'il a été donné de créer dans *Pinto* la première œuvre du théâtre renouvelé. Certes, c'est là plus qu'il ne

faut pour occuper un rang à part dans l'histoire littéraire de notre siècle. D'autres sillons profondément, mais inégalement tracés, d'autres tentatives hardies ou ingénieuses comme *Plaute* et *Colomb*, comme *le Corrupteur*, mériteraient aussi le souvenir. Le *Cours de Littérature* et quelques parties de *la Panhypocrisiade* sont encore pour M. Lemercier des titres bien divers et également dignes de distinction. Je ne parle pas des *Quatre Métamorphoses;* elles ont leur place à côté de Pétrone, sur un rayon dérobé.

Avec ses pierres d'attente, ses vastes parties écroulées, le monument littéraire élevé par M. Lemercier a donc des droits à la durée. Même dans les œuvres les plus mêlées du poète se retrouve l'empreinte d'un esprit original. On dirait ces fresques jetées d'un trait et dont de larges parties sont manquées, mais où quelques figures, quelques groupes attestent l'inspiration et la grandeur. Certes, ce n'est point là *la lenteur de l'huile* dont se plaignait Molière, et cette faculté rapide est sans doute une marque de puissance; à vrai dire, cependant, une pareille manière ne convient qu'aux maîtres, et, pour qu'elle ne soit pas un défaut, il faut atteindre à la beauté autrement que par intervalles, car les vices de détails apparaissent par là bien davantage. Ainsi est-on frappé, dans beaucoup d'ouvrages de M. Lemercier, de l'absence de mesure et de correction, d'un certain manque de tours délicats, d'une inexpérience presque novice des moindres manéges de l'écrivain. Et comment le poète aurait-il eu le loisir de polir et de perfectionner? Les tentatives les plus variées, les genres les plus opposés l'ont séduit, l'ont attiré tour à tour. Malheureusement il ne suffit pas d'avoir l'instinct des entreprises en tous sens et des conquêtes indéfinies. A combien de natures l'universalité réussit-elle? Les hommes doués comme Goethe seront toujours, à travers les siècles, de bien rares exceptions, et l'infatigable démon de l'esprit a pu seul suppléer à tout chez Voltaire. A le bien prendre, c'est plus le talent que le génie, c'est plutôt le goût que la force qui ont fait défaut à M. Lemercier; aussi n'a-t-il eu que des éclats, mais des éclats qui doivent suffire à sauver son nom, à consacrer quelques-unes de ses œuvres.

Il est facile de comprendre combien le poète eût gagné à ne pas éparpiller ainsi ses forces. Cette facilité prodigue lui a été fatale, comme elle l'est, comme elle continuera de l'être aux écrivains de notre temps qui se fient à la verve de l'improvisation. Maintenant on s'égare en croyant imiter les architectes du moyen-âge; on a hâte

de bâtir incessamment, et, pour cela, on entoure souvent de mâsures, bientôt délabrées, quelque édifice heureux sur lequel l'œil se serait arrêté peut-être, si tant de mesquines constructions n'en masquaient la meilleure part. Toutefois, il faut le dire à la louange de M. Lemercier, chez lui c'était une abondance naturelle; jamais l'art ne fut un métier à ses yeux. Loin de ces préoccupations besogneuses qu'on ne saurait trop flétrir, il a toujours au contraire poursuivi un but idéal qu'il a pu ne pas atteindre, mais qui honore son caractère. Fort d'une conviction plus haute que fondée sans doute, au milieu des habitudes rebelles, des sympathies contraires de son temps, son penchant natif l'a poussé à des innovations qui le feront regarder, en histoire littéraire, comme l'avant-coureur hardi et incomplet de l'école moderne. Il n'est même pas sans similitude avec un autre talent plus éclatant et dont la gloire bien plus bruyante a long-temps servi de drapeau à cette école. Ce n'est également ni l'étendue ni la force qui manquent à M. Hugo : de plus, l'auteur d'*Hernani* aura été appuyé par les tendances favorables du dehors; il aura eu le don du rhythme et de la forme, la domination presque absolue d'une langue splendide, d'une langue qu'il manie à son gré, à laquelle il fait faire les plus difficiles évolutions. Malgré cette souveraine faveur, malgré l'incontestable supériorité de son esprit, M. Hugo est-il le messie de cette rénovation littéraire dont, à sa date, M. Lemercier a su être le prophète? Beaucoup de ses œuvres seront-elles plus durables que beaucoup des œuvres de M. Lemercier? Les nombreuses concessions que l'auteur d'*Agamemnon* a faites à l'école de l'empire, tous ces poèmes et ces tragédies oubliés ne sont-ils pas couverts déjà de l'ombre qui attend un jour, bientôt peut-être, les concessions dramatiques faites aussi par M. Hugo aux caprices obstinés d'une fantaisie bizarre? Pour tout dire, en un mot, la jeune génération qui nous suivra ne sera-t-elle pas pour M. Hugo aussi sévère, je le crains, en d'autres limites, aussi injuste parfois, que l'est la nôtre pour M. Lemercier?

La nature, éternellement féconde, ne s'est jamais peut-être montrée moins avare de talens littéraires qu'à notre époque; mais rien ne les tempère, et ce qui manque partout, c'est la mesure, c'est la proportion, c'est cette alliance d'une raison sévère avec l'imagination, qui fait seule le génie. — Heureusement, malgré le nombre déjà effrayant de ses vers, malgré l'inégalité de ton et d'inspiration, M. Hugo vivra par son admirable puissance lyrique : il y a assez de

remarquables strophes dans ses recueils pour défrayer plus d'une réputation de grand poète, et dans sa prose, quoique plus mêlée encore, il demeurera assez de pages éloquentes. M. Lemercier aussi a laissé de quoi suffire à une belle gloire. S'il n'avait écrit qu'*Agamemnon*, *Pinto* (ajouterai-je *les Quatre Métamorphoses*), peut-être serait-il demeuré au premier plan?

Quoi qu'il en soit, les autres essais de M. Lemercier ont aussi leur prix; ces hauts instincts, ces soulèvemens d'un talent grandiose et bientôt intercepté, ces contradictions qui sont celles du temps même, ce laborieux enfantement qui a peu produit d'œuvres égales à ses efforts, tant de génie presque, de caractère et de vertu supérieurs à ce qui en est sorti, tout nous engageait à rappeler l'attention sur ce vétéran de nos modernes poètes, injuste peut-être parfois pour ceux qui le suivent et qui lui ressemblent trop. Qu'il veuille ne voir, dans nos libertés d'examen à son égard, qu'un hommage de respect pour une nature poétique et morale si digne du regard, et qui décèle d'autant plus de traces de hauteur native qu'on la considère plus en elle-même. Heureux ceux chez qui l'homme vaut mieux encore que l'écrivain.

Ch. Labitte.

REVUE LITTÉRAIRE

DE LA

GRANDE-BRETAGNE.[1]

C'est en 1688 que le protestantisme a pénétré définitivement dans la littérature et dans les mœurs britanniques. Ce génie protestant, dont Bossuet avait deviné la destinée et la chute, mais dont il n'avait pas prévu les longs succès, ce génie de l'analyse indépendante et de la critique individuelle avait éclaté violemment sous Élisabeth, Jacques Ier, Charles Ier, Charles II et Jacques II; arme d'attaque ou de défense, il ne se présentait pas encore comme un élément organique. Sa nature même semblait s'opposer à ce qu'il créât; il renfermait en lui la négation et la destruction. La révolution de 1688, avec ses lâchetés de détail et ses mensonges de légalité, accomplit une singulière œuvre : elle concilia les inconciliables et organisa le néant. Tous les groupes restèrent ennemis; fatigués d'une guerre à mort, ils se contentèrent d'une hostilité permanente. On conservait sa haine en déposant ses armes. Le catholicisme seul était banni. En qualité d'ennemi commun, il servait à rallier par l'animosité toutes ces opinions divergentes, qui n'avaient pas d'autre sympathie que l'antipathie.

(1) Nous nous proposons d'examiner successivement, dans cette *Revue,* les productions importantes qui paraîtront en Angleterre; mais nous avons cru devoir commencer par une appréciation générale de la situation littéraire de la Grande-Bretagne. *N. du D.*

Guillaume III saisit le trône. Aussitôt le ton de la littérature change; elle se subdivise comme le protestantisme; elle devient spéciale, minutieuse, fractionnaire; elle prend un caractère de détail *hollandais*, de moralité domestique, et d'indépendance individuelle qu'elle n'avait jamais eu. Le protestantisme la domine. Elle s'organise à son tour, selon le mode et le rite voulus par la critique protestante.

Cette histoire morale de la littérature qui n'a jamais été faite, se montre en Angleterre sous des formes particulièrement intéressantes. Ainsi, au XVIIIe siècle, l'Angleterre, qui possède vingt sectes religieuses sans compter le catholicisme, renferme, dans sa littérature, vingt littératures; vous diriez la poésie et le drame de plusieurs peuples. — Pope représente la cour et le grand monde; chez lui ainsi que chez Adisson, une moralité de convenance et de bon ton corrige la licence de l'ancienne cour; il garde l'élégance et chasse la corruption. — Richardson va bien plus loin, il est puritain, populaire, calviniste, inexorable; il s'embarrasse peu de vous amuser; il professe un culte strict pour la vérité du détail et pour la régularité scrupuleuse. Tout un système de philosophie et de religion vit dans ses romans. — Fielding, au contraire, ce juge de paix qui écrivait de si délicieuses choses entre les bouteilles de vin de Madère et les pâtés de venaison, l'auteur de *Tom Jones*, ennuyé d'entendre toujours cette psalmodie puritaine, et fidèle aux vieilles mœurs bourgeoises de la patrie, mœurs plus joyeuses et plus indulgentes, poursuit à outrance l'hypocrisie et le *cant*. — D'autres groupes représentent la philosophie sceptique, le quakerisme, l'église anglicane, la nationalité irlandaise, la nationalité écossaise. Plus le temps s'écoule, plus l'œuvre du fractionnement continue dans toutes les directions. Jacobitisme, torysme, whiggisme, trouvent leurs échos. Une foule de *Revues* et de *Magazines* s'adressent à chacune des fractions sociales, et elles se subdivisent encore par la diversité des professions ou des goûts. *L'Horticulteur*, *le Boxeur*, *l'Éleveur de chevaux*, *le Chasseur*, ont leurs organes fidèles. Il n'y a pas si petite société de joueurs de billard qui n'aspire à constater son existence au moyen de la presse.

Ce déluge de spécialités ne pouvait convenir qu'aux hommes médiocres. Les grands esprits sont toujours héroïques, ils combattent leur siècle. C'est leur destin. Les idées générales et la synthèse leur devinrent chères, à mesure que l'on se précipitait vers la subdivision infinitésimale et vers les spécialités les plus restreintes. Tel est le caractère de Burke, de Walter Scott, de Burns, de Byron, de

Godwin, de Southey, de Wordsworth. Ils se sont adressés à l'humanité tout entière, Walter Scott surtout, moins remarquable par l'élévation et le coloris que par l'immensité charmante de sa sympathie humaine. C'est sa gloire, comme celle de Gœthe. Crabbe et Cowper, intelligences rares, admirables poètes, sont des génies beaucoup plus étroits. On doit à Bulwer cet hommage, qu'il a cherché aussi la généralité des vues. Mais une multitude de talens secondaires, applaudis pendant une année ou deux, se sont engagés et égarés dans les sentiers les plus resserrés et les plus imperceptibles : tel n'a peint qu'un vaisseau, tel n'a parlé que des prisons, telle femme n'a voulu chanter que son enfant, telle autre s'est consacrée à la Bible. Il est résulté de tout cela des succès passagers couronnant des travaux incomplets, des gloires écourtées passant d'une tête à l'autre, et l'Angleterre assiste aujourd'hui aux résultats extrêmes de cette analyse sans fin. Un mouvement intellectuel ne s'arrête que lorsqu'il est épuisé. L'analyse protestante, en créant les spécialités et en appliquant la division du travail aux œuvres de l'esprit, a détruit les grands travaux philosophiques.

L'Angleterre, au lieu d'une grande littérature, possède donc aujourd'hui une centaine de genres littéraires. La littérature des gravures et la littérature comique jouissent surtout de la faveur universelle. On voit paraître de temps à autre quelques débris de la littérature maritime, par exemple le *Spitfire*, assez bon roman du capitaine Chamier; les calembours de Hood, les facéties de Cruishank et de ses acolytes obtiennent bien plus de succès. Une *Revue* entière (*the Humorist*) exploite la farce au bénéfice d'un libraire; vous avez le *Comic Almanack*, le *Comic Annual*, le *Comic Review*, et même, qui le croirait? une *grammaire latine comique!* On a tourné le gérondif en calembour et prêté un masque de carnaval au participe absolu. La décadence littéraire qui succède à l'époque féconde des Walter Scott et des lord Byron n'a pas de signe plus certain. Cependant la satire de Swift est morte; personne ne relève ce sceptre de la raillerie puissante et de l'imagination hardie ou délicate, que Sterne avait transmis à Charles Lamb : les épigrammes ingénieuses de Thomas Moore ont clos la liste des observateurs caustiques. Un anonyme qui s'est récemment essayé dans cette carrière, et qui a publié de détestables *Observations lunaires*, écrites tout au plus pour les habitans de la lune, mérite à peine d'être cité.

Le vieux Southey, recueillant, comme Jean-Paul-Frédéric Richter, les débris de ses lectures et les recoupes de son érudition, en a com-

posé cinq volumes de mélanges, tout-à-fait précieux pour les amis des curiosités littéraires. Hartley-Coleridge, Croker et Wilson ont tour à tour fixé l'attention du public, curieux de pénétrer le mystère de cet ouvrage anonyme; mais on croit en général que ces amusans volumes appartiennent à Southey.

C'est une intelligence rare que celle de Robert Southey; naturellement féconde, ardente et profonde, enrichie par une culture incessante, elle ne s'est point desséchée au souffle de la vieillesse. Elle a perdu son luxe, son audace, son exubérance, son désir d'usurpation épique, son utopie universelle; elle est restée active, tendre, rêveuse, méditative et savante. Entre Robert Southey et Charles Nodier, les personnes rares qui connaissent à fond les deux peuples et leurs produits littéraires trouveront plus d'un rapport. L'Angleterre a su favoriser le développement de son historien et de son philologue, et l'apprécier dignement : pour nous, Français, qui prétendons aimer l'intelligence, nous jouissons d'elle en l'écrasant, en la décourageant, en la faisant martyre et en calomniant sa force. A peine l'Académie française, armée de sa récompense annuelle de douze cents francs de pension, est-elle venue, aux dernières années de Charles Nodier, couronner cette science multiple, ces connaissances philologiques, cet art profond du style, cette inspiration mélancolique, cette exquise et vaste organisation de poète et d'érudit. Nodier n'avait pas assez fait, disions-nous, c'est-à-dire qu'il n'avait pas créé d'assez gros volumes. Cependant l'auteur de vingt *gros volumes* compilés, sans critique et sans style, s'endormait insolemment sur des tonnes d'or, et les créateurs exclusifs de quelques énormes dictionnaires mahrattes ou tcherkesses, allaient dormir aussi à l'Institut, en qualité de génies. Nous voulons des *volumes;* nous en voulons. La France n'a pas de plus triste symptôme de sa légèreté cruelle que cet amour des volumes et ce respect pour le poids. Elle ne juge plus, elle pèse. Il ne lui faut pas un grain d'or, mais un monceau de plomb. Les cent tomes de M. Delille de Sales, de l'Académie française, ont donné à ce personnage beaucoup de consistance. Quant à ces autres esprits amoureux de la vérité, semant au hasard les rayons lumineux qu'ils concentrent, quant à ces ames sérieuses, à ces intelligences fortes qui préfèrent la valeur intrinsèque d'une phrase et le prix d'une idée à l'ordre extérieur des chapitres et à la multitude des pages, nous ne les apprécions en France que fort tard. Grands esprits : « Pascal » et ses fragmens; « Vauvenargues » et ses fragmens; « La Rochefoucauld » et ses fragmens; ils ont peine

à se faire jour. Le mode de l'intelligence anglaise a cet avantage sérieux sur le nôtre, de juger et de classer un homme d'après la valeur, non la quantité de l'œuvre. Coleridge et Lamb sont pour elle de grands penseurs, honorés et chéris, quoiqu'ils n'aient pas versé des torrens d'encre dans des compartimens réguliers.

Les mélanges de Southey, publiés sous ce titre : *The Doctor*, ressemblent un peu aux *Petits Mélanges tirés d'une grande bibliothèque*, par Charles Nodier. Il y a cependant chez l'écrivain anglais moins d'ordre, plus de bizarrerie, des coudées plus franches, un ton plus étrange, une indépendance plus réelle. Malgré nos airs de liberté et de caprice, nous sommes toujours parfaitement soumis aux lisières monarchiques; la convenance nous reste, faute de vertu; une béquille, faute de force. Pour le savoir et l'esprit fin, brillant, la malice secrète, les jouissances d'érudit, le carnaval des vieux livres, la joie causée par une citation inattendue, le bon style, la bonne grace, le bon sens satirique et doux, les deux écrivains se valent. Southey a osé, dans son livre de mélanges, tout ce que Charles Nodier avait tenté dans *le Roi de Bohême*, roman qui a passé pour fou et qui ne l'est pas. On trouve dans *le Docteur* toutes sortes de choses : la friperie des citations, la biographie, le conte pour rire, l'anecdote, la dissertation, le portrait, la poésie, la nouvelle, le sermon, s'y coudoient. Quelques chapitres ont deux lignes; d'autres ont cent pages. Le vieillard, qui s'amusait, n'a oublié ni la *postface* qui est à la tête, ni la *préface* qui est à la queue, ni l'*interface* qui occupe le centre. Vous rencontrez aussi des *préludes*, des *interludes*, *sous-chapitres*, *intercalations*, et autres folies que je ne vous donne point pour des modèles, mais qui ont peu d'importance et qui ne sont après tout que l'enveloppe de l'ouvrage. Soulevez cette enveloppe, vous trouverez un trésor de citations ravissantes, extraites de poètes oubliés, de prosateurs inconnus, d'écrivains fantastiques, une guirlande de ces fleurs que le temps ne fane pas, la quintessence de trente mille volumes, tout le portefeuille du vieux savant, et d'un savant à l'ame poétique, vidé pour vos menus-plaisirs. Quel écrivain si misérable et si chétif n'a pas produit un jour quelques lignes heureuses ou brillantes? L'océan de l'oubli les recouvre; les flots des âges passent sur ces perles ensevelies; le patient et juste Southey a plongé dans les profondeurs pour les en tirer. Il a joint à ces débris des souvenirs personnels, des fantaisies baroques, une certaine dose de jeux de mots, une espèce d'histoire qui ne commence pas et ne finit jamais, trois ou quatre personnages qui tombent des nues; et

le singulier mélange s'est fort bien vendu, même sous le voile de l'anonyme.

Du reste, le sceptre littéraire, dont Eugène Bulwer s'est emparé à la mort de Walter Scott, se trouve toujours aux mains des morts ou des gens qui se reposent. Bulwer, qui veut bien donner au théâtre quelques momens perdus, semble se diriger vers une activité toute politique. Chaque jour éclaircit les rangs des vieilles illustrations intellectuelles ou blanchit leurs cheveux grisonnans. Brougham, Southey, Wordsworth, Campbell, Thomas Moore, se tiennent debout sur les ruines de cette magnifique génération qui a ouvert les portes du XIXe siècle avec un si grand éclat de génie. Southey, dans sa belle solitude, se joue de ses souvenirs et de ses lectures en composant *le Docteur;* Wordsworth, caché sous l'ombrage de sa forêt, jouit d'une gloire qui mûrit avec les années. Southey revise et corrige ses œuvres complètes; Thomas Moore compile des livres obscurs; miss Edgeworth produit en deux années un roman assez pâle, intitulé *Hélène;* lady Morgan s'éteint; Rogers se tait; Leigh Hunt, homme remarquable et incomplet, écrivain excessif et coloriste faux, qui aurait en France un grand succès, et qui a créé là-bas une école long-temps ridiculisée, perd son exagération avec sa gloire et ne trouve plus d'écho; Wilson continue sa mission de critique dans le *Blackwood;* Lockhart, Campbell et Croly s'en tiennent aux mêmes fonctions. On publie, on annote, on illustre, on commente; Byron, Scott, Cowper et Crabbe, reparaissent sous toutes les formes. Bulwer, qui semble regarder sa carrière littéraire comme achevée, fait paraître une édition complète de ses romans.

C'est l'époque des annotations, des notices, des commentaires, des lettres posthumes, des biographies. La correspondance et les journaux de Shelley viennent de paraître, publiés par sa femme. On commence à donner de l'importance à cette poésie métaphysique, long-temps peu appréciée des Anglais; poésie transparente et flottante, qui ne transforme pas les réalités en idéal, mais qui essaie de condenser et de réduire en une forme solide les nuages du panthéisme mystique. D'ailleurs, en admirant Shelley, on ne l'imite pas. C'est moins une littérature que la queue d'une littérature; le crépuscule suit le jour. Point de nouveauté, point de grandeur. Où sont les maîtres? Où est Crabbe le tragique, Lamb le charmant comique, Coleridge le penseur; Godwin, l'homme de génie qui n'a fait qu'un chef-d'œuvre; Galt l'Écossais; Keats, le jeune poète inspiré; Shelley, le plus lyrique des modernes; mistriss Hemans, dont l'inspiration était

plus morale encore que poétique, et cette infortunée miss Landon, qui dort à jamais au bord d'une mer lointaine? Où sont l'économiste Sadler, le démocrate Cobbett, le misanthrope Egerton Brydges, qui a écrit des sonnets délicieux et recueilli des livres rares? Le berger d'Ettrick, cette contre-épreuve un peu pâle de Robert Burns, vient de mourir aussi; tous les flambeaux s'éteignent l'un après l'autre.

Ainsi se tut la muse anglaise sous Jacques Ier et Charles Ier, après le grand et magnifique concert de ses plus beaux génies. Trente années s'écoulèrent; Milton, Butler et Dryden, sous Charles II, lui rendirent son pouvoir. Il se fit encore un repos et un silence, jusqu'au règne à demi français de Pope, d'Adisson et de Samuel Johnson; ce règne fut à son tour suivi de la grande lacune remplie par les nullités triomphantes de Mason et de Hayley. Le commencement du XIXe siècle rompit le charme fatal. Trente années de splendeur et de fécondité succédèrent.

Les romans de Bulwer, derniers épis de cette moisson prodigieuse, semblent eux-mêmes épuisés. N'espérons plus voir renaître les temps où chaque année donnait un volume de Byron, un recueil d'odes de Wordsworth, une œuvre historique de Southey, un essai de Lamb, un hymne de Campbell, une mélodie de Thomas Moore. Le grand foyer fume encore; mais ceux qui l'ont allumé périssent ou croisent leurs bras. Quand on annonça l'autre jour au vieux Wordsworth la mort de Hogg, berger d'Ettrick, toute cette décadence, ces poètes tombant l'un après l'autre comme les feuilles d'automne sur le chemin, lui apparurent douloureusement. Il trouva dans son émotion une ode pleine de naïveté et de simplicité, consacrée à la mémoire de son ancien ami, homme bon et aimable, commensal de Walter Scott et de Wilson, rustique partisan de la prérogative, agréable narrateur, buveur vigoureux, versificateur facile et naïf :

« — C'était lui, dit Wordsworth, le berger d'Ettrick, qui me conduisait par la main le premier jour où, descendant de mes collines, je visitai la vallée découverte et stérile, arrosée par la rivière d'Yarrow;

« — Lui, qui me conduisait encore, le dernier jour où je foulai sur la même rive les bosquets aux feuilles dorées qui couvraient déjà les sentiers d'automne.

« — Ce puissant poète ne respire plus. Il est couché à jamais au sein des ruines qui s'en vont en cendres. La mort a fermé les pau-

pières du berger-poète, endormi sur les bords buissonneux de l'Yarrow.

« — Deux années n'ont pas accompli leur tour depuis que la merveilleuse intelligence de Coleridge s'est glacée avec toutes les facultés de ce puissant esprit.

« — Il dort dans la terre, l'homme à l'œil lumineux, au front divin, à l'ame inspirée. Il sommeille aussi, Lamb; il a quitté son foyer solitaire, le doux et facétieux ami.

« — Comme ils se sont suivis tous, le frère après le frère, quittant la terre du soleil pour cette autre terre sans soleil! rapides comme les nuages qui balaient le sommet des monts, comme les flots que nulle main ne saurait dompter!

« — Et moi je reste, moi qui m'éveillai avant eux dans mon berceau d'enfant. Je reste pour entendre cette voix qui murmure et me demande : « Le premier qui va tomber et disparaître, quel sera-t-il ? »

« — Notre vie hautaine se couronne de ténèbres, comme Londres se couronne de ses vapeurs noires; dôme sombre que je contemplai de loin avec vous, ô Crabbe! quand nous nous arrêtâmes ensemble sur la bruyère d'Hampstead, sous la brise fraîche qui soufflait alors.

« — C'était hier seulement, ô mon ami! et vous êtes parti déjà; vous m'avez précédé. Fragiles survivans, est-ce à nous de pleurer sur les épis mûrs que le moissonneur recueille?

« — On peut pleurer, mais sur cette femme poète (mistriss Hemans), qui s'en est allée avant le temps, esprit sacré, ame pure, limpide comme l'éther du printemps, profonde comme la mer; pour celle qui, avant l'automne, est tombée (1)! »

Étrange spectacle, assister ainsi à la chute du jour intellectuel, à cette demi-obscurité qui couvre tous les objets, à cet affaiblissement de toutes les couleurs, à ce grand déploiement du voile qui

(1)
When first descending from the Moorlands,
I saw the stream of Yarrow glide
Along a bare and open valley,
The Ettrick Shepherd was my guide.

When last along its banks I wandered
Through groves that had begun to shed
Their golden leaves upon the pathways
My steps the border Minstrel led.
Etc., etc., etc.

vient recouvrir, comme dit Dante, *le belle cose*, les belles choses de l'univers et du soleil! Nous qui avons vu, et de près, l'épanouissement de toutes ces nobles fleurs; nous qui étions à Londres, quand Childe-Harold tombait, d'Italie et de la Grèce, sur la société anglaise, comme le rejaillissement d'un volcan lointain; nous qui étions à Édimbourg quand *Waverley* faisait rêver les jeunes cœurs les plus austères ou les plus tendres; nous ne pouvons, à cet aspect d'une décadence inévitable et croissante, repousser une tristesse qui rend plus pénétrantes et plus mélancoliques pour nous les belles strophes de Wordsworth.

Le dernier des noms que l'aimable poète a placés dans sa liste incomplète, mistriss Hemans, est, sans aucun doute, la plus distinguée des femmes poètes que l'Angleterre ait fait naître en ces derniers temps. Ce n'est point une Corinne ou une Sapho : son inspiration manque de force. Elle a moins d'imagination que de tendresse, et cette tendresse est plus douce que passionnée. Mais un grand charme de moralité, une pureté exquise, et les traces fécondes d'une culture intellectuelle très distinguée mettent son talent hors de ligne. Il lui arrive quelquefois de remplacer la pensée ou le sentiment par cette mélodie rêveuse, aussi funeste à la muse du Nord que la mélodie insignifiante des paroles est fatale à la muse du Midi. Les deux poésies, septentrionale et méridionale, ont deux moyens équivalens pour ne rien dire; l'une file des sons, l'autre enchaîne des soupirs; une chante des sonnets, l'autre laisse couler ses larmes. La poésie française a bien aussi son lieu commun; c'est le genre didactique. Un poète français, quand il sommeille, raisonne sur l'amour et sur l'amitié; un poète italien, quand sa verve est tarie, fait vibrer douze rimes sonores; une poétesse anglaise, quand elle sent son génie faiblir, s'endort sur une tombe et s'enveloppe de vapeurs.

Immédiatement au-dessous de mistriss Hemans nous placerons miss Letitia Landon, morte très jeune, et qui, mariée en 1838, s'est éteinte loin de son pays (1), au mois d'octobre de la même année. Femme spirituelle et aimable, dont la destinée a été douloureuse; imagination peu vigoureuse et peu féconde; douée d'une sensibilité moins vive et moins touchante que mistriss Hemans, mais habile dans son art, sachant varier et colorer ingénieusement ses tableaux, reproduisant avec talent les effets pittoresques; amoureuse surtout de la pompe, des descriptions brillantes et de la partie théâtrale de la poésie,

(1) Au Cap.

elle aurait pu produire des œuvres plus complètes et plus durables, si la société anglaise, dans un de ses accès de pruderie violente, ne l'eût frappée au cœur. Elle semblait se juger elle-même et jeter sur sa vie et son talent inachevés un coup d'œil plein de mélancolie et de justesse, lorsqu'elle écrivit ces vers charmans dont notre traduction reproduira faiblement la grace et le bonheur :

« La vie est faite d'heures misérables. Tout ce dont nous avons désiré la possession rapide, tout ce qui nous a coûté vœux, espérances, efforts; toutes ces bénédictions si souhaitées, tout cela n'arrive que marqué d'un sceau funeste, avec une réserve douloureuse : *Hélas! nous aurions pu être!...*

« Jamais l'avenir ne rend au passé les jeunes croyances qui lui étaient confiées. Sur le marbre pâle qui protégera notre cendre, écrivez ces mots, première et dernière vérité de la vie : *Nous aurions pu être* (1)! »

Miss Landon a publié, quelque temps avant sa mort, un roman remarquable, *Ethel Churchill*. Sa prose est moins élégante que celle de lady Blessington, et moins spirituelle que celle de Mme Gore, les deux reines du roman *fashionable* ou *comme il faut*. La *Governess* de lady Blessington est une de ces délicates et minutieuses peintures qui détaillent curieusement un seul repli des mœurs nationales. La *Governess* occupe une position exceptionnelle; c'est mieux que notre institutrice, c'est beaucoup moins que notre femme du monde; un peu de pédantisme et une nuance *bleue* s'attachent communément à ce personnage, dont lady Blessington a plutôt caressé les aspects intéressans que saisi les côtés comiques. On trouva quelque talent aussi dans le *Diary of a Nun*, espèce de voyage en Italie, déguisé sous forme romanesque; dans le *Favori* de miss Jane Roberts, et

(1) Life is made of miserable hours;
And all of which we craved a brief possessing,
For which we wasted wishes, hopes and powers,
Comes with some fatal drawback on the blessing.
— We might have been!...

The future never renders to the past
The young beliefs entrusted to its keeping.
Inscribe one sentence, life's first truth and last
On the pale marble where our dust is sleeping.
— We might have been, etc.

même dans les *Amis de Fontainebleau*, dernier reste du genre historique, aujourd'hui si négligé. Mais, il faut le dire, toutes ces créations de femmes, délassemens d'un loisir que la vie anglaise leur rend pénible, manquent d'originale puissance. Il n'y a pas de George Sand en Angleterre. La corolle éclatante et parfumée d'une seule rose reine sur sa tige effacerait toutes ces pâles et blanches roses que la brise balance avec mollesse et qui lui abandonnent un faible et doux encens. C'est Mme Gore qui, pour l'esprit et la finesse de l'observation, l'emporte, selon nous, sur ses rivales. Le *Cabinet Minister* est rempli de détails comiques et hardis; le *Courtisan de Charles II* offre une bonne peinture de l'époque. Elle excelle, en général, à dessiner un caractère, à le nuancer, et à faire saillir ses ridicules sans les outrer. Les souvenirs de la cour de George III et de l'ère brillante qui vit paraître et lutter sur le même théâtre Sheridan, Burke, Fox et Pitt, ont fourni à Mme Gore des romans d'autant plus remarquables qu'ils sont peu romanesques.

Une véritable conquête pour l'histoire du XVIIIe siècle en Angleterre, ce sont les *Lettres posthumes de lord Chatham*, récemment publiées. Elles prouvent d'une manière éclatante la fausseté de cette parole vulgaire, « qu'il n'y a pas de grand homme pour son valet de chambre. » Certes, la grandeur théâtrale et fausse, le charlatanisme, l'héroïsme de l'acteur, la pose fanfaronne, l'air matamore, l'apparence du dévouement ou du génie, disparaissent et s'effacent aux yeux des intimes; mais il y a, croyez-moi, des générosités réelles et des puissances d'ame ou d'esprit qui gagnent à être vues de près. Les lettres dont je parle rehaussent beaucoup lord Chatham, qu'elles montrent en déshabillé. Elles suivent dans les particularités les plus vulgaires de sa vie cet homme plein de simplicité et de patriotisme, de sentimens élevés qui se traduisent en actions, et d'orgueil souvent blessant pour les autres, mais toujours noble et désintéressé. Les annales de la politique anglaise au XVIIIe siècle attendaient cet ouvrage important.

Nous ne parlons pas d'un capitaine *Meadows-Toylor*, qui a cru pouvoir transformer en roman la vie d'un étrangleur indien, ou *thug*. Les *Confessions d'un Thug* nous reviendront sans doute quelque jour, non pas traduites, mais mutilées, selon la mode actuelle de la traduction française. L'usage que nous faisons aujourd'hui des littératures étrangères est d'une singularité trop bizarre et trop inconnue de la plupart des lecteurs pour que nous ne la signalions pas ici. Il y a des découpeurs de livres étrangers qui les dépècent, les mê-

lent, les saupoudrent, les arrangent, et servent le tout au public. Un roman de femme, un voyage d'officier, un recueil d'anecdotes, tombent en même temps sous le couteau du cuisinier littéraire. De ces membres épars, on compose je ne sais quel aliment auquel on impose quelque nom britannique. Si ce travail ne frappait que les ouvrages médiocres, peu importerait assurément. Mais de très bons livres ont subi la même transformation; les admirables pages d'Audubon, sa vie dans les bois, ses observations personnelles, ce roman vrai d'une existence dévouée à l'étude de la nature, enfin l'un des beaux produits de la littérature moderne, seront bientôt sacrifiés au même travers, à la même spéculation déplorable. Quiconque s'occupe de la littérature anglaise ou allemande rencontre à chaque pas des pseudonymies inouies, des falsifications sans exemple. Douze romans de douze auteurs divers ont été attribués à l'auteur unique de *Trevelyan* ou de *Marguerite Lindsay*, pour favoriser la vente; *Pickwick*, mêlé à un roman de lord Normanby, la lie du ruisseau confondue avec le plus fade des parfums, a produit une œuvre récente. Pauvretés plus ridicules que coupables, mais qui attestent un grand mépris de toute conscience et l'invasion de la mercantilité la plus déhontée.

La forêt littéraire porte chez nos voisins, comme je l'ai dit, une multitude de feuilles parasites et de fruits sans saveur, résultats inévitables de ces groupes ennemis dont la variété et le nombre ne reconnaissent aucun dogme central. Il y a une littérature spéciale pour les baptistes, une pour les méthodistes, une pour les swedenborgiens, une pour les catholiques romains; une autre, extrêmement féconde, réservée aux prosélytes de l'église établie. Dans ce broiement des opinions réduites en fragmens, la poussière stérile abonde, et nous ne la recueillerons pas. James Howitt et Marie Howitt, tous deux quakers, méritent une honorable exception. Ce sont des ames poétiques, éprises du beau idéal, mais attachées par l'habitude positive de l'existence anglaise à l'amour de l'ordre, aux faits, aux dates, à l'exactitude, aux localités, à l'érudition précise. Un caractère acquis, se composant de sévérité douce et de devoir rigide, devient admirable, lorsqu'il a l'enthousiasme vrai pour ressort et la passion pour base naturelle. C'est chose délicieuse que cet or brillant de l'imagination semé sans effort sur un canevas austère. Aussi les livres de James Howitt, et les pages moins fortes et moins élégantes de Marie, s'emparent-ils du lecteur avec une puissance et un charme extrêmes. Au lieu de froideur dans le désordre, triste résumé de

beaucoup de livres français, vous trouvez chez James Howitt la passion dans l'harmonie. Il aime, rêve, pense, pleure, s'attendrit; dans tout ce qu'il écrit, une émotion continue et contenue se fait sentir, et cette énergie ne reste jamais à l'état d'ébauche: cette flamme est ardente, quoique limpide; l'exécution est délicate, mais non brutale; la pureté de la forme, qualité secondaire quand la pensée est faible, devient merveilleuse et fait ressortir les qualités intérieures et profondes de l'homme et de l'écrivain. Malheureusement, ou heureusement, Howitt, se conformant aux traditions de sa secte, n'aborde point les grandes questions historiques et philosophiques, et ne publie que des livres d'éducation.

Une très mauvaise *Histoire anecdotique des Reines d'Angleterre*, compilation indigeste; un assez bon voyage, *up the Rhine* (en remontant le Rhin), et des *Oriental Outlines*, par W. Wright, qui n'offrent rien de saillant, ne se trouvent ici que pour mémoire. L'Écossais Tytler, érudit et écrivain distingué, a placé quelques matériaux nouveaux et intéressans dans son livre intitulé *l'Angleterre sous Édouard VI et Marie Tudor*. Cependant l'érudition véritable trouvera un aliment plus curieux et plus neuf dans le *Mabinogion*, recueil de contes traduit de la langue gallique (*welsh*), par miss Charlotte Guest. Cet ouvrage, que l'on aurait peine à croire sorti de la plume d'une jeune personne, si la chose n'était incontestable, n'est pas exécuté avec toute la fidélité désirable en pareille matière; mais le petit nombre de monumens que possède la littérature celtique et leur extrême obscurité prêtent de l'intérêt à la traduction de miss Guest. Citons enfin la suite des *Aventures du comédien Mathews*, livre médiocrement écrit, mais assez plaisant pour tenter quelque manipulateur hardi, qui l'attribuera sans doute à Talma, Kean, Iffland, selon la volonté ou le caprice du libraire.

Les *Annuaires* et les livres d'images n'ont pas manqué cette année. La pauvreté de l'intelligence s'arrange fort bien de cette manie pour les gravures, de cette séduction adressée aux yeux, de ce luxe enfantin auquel notre époque attache tant de prix. On aime la blancheur du papier, la rondeur du type, la disposition des marges, la nouveauté et l'élégance de la reliure. On se fait une poésie de ces misères, et l'on charge de volumes qui étincellent, mais qui ne contiennent et ne disent rien, les tables de palissandre. Lorsque cette fureur d'illustration a épuisé ses ressources anglaises, françaises, italiennes, elle va chercher au bout du monde quelque localité inconnue qu'elle exploite à loisir. L'Irlande, l'Amérique, l'Espagne, l'Austra-

lasie, ont couvert de leurs paysages une immense surface de cuivre et d'acier; maintenant c'est le tour de Gibraltar, que le major Hart met à contribution dans un magnifique et stupide volume. Les talens eux-mêmes, conduits en triomphe par le dessinateur, le relieur et le graveur, éditent des almanachs et remplissent de leur prose sans vigueur et de leur poésie sans nouveauté des rames de papier vélin. Ainsi prospèrent et fleurissent sur les cendres de Byron et de Walter Scott cette civilisation de l'industrie, ce sacrifice de l'intelligence aux sens et de la pensée à la matière, que l'on retrouve aujourd'hui chez tous les peuples de l'Europe. Miss Landon, qui ne manquait ni de grace ni de facilité; lady Blessington, remarquable par sa finesse; Mme Norton, si cruellement traitée par la société anglaise; Galt, dont les récits ont de l'originalité, ont subi tour à tour cette suzeraineté de l'éditeur, ce pouvoir du papier blanc, cette tyrannie de la vente. Autrefois on faisait des gravures pour un livre; maintenant on fait le livre pour les gravures. La littérature devient femme de chambre, de maîtresse qu'elle était. Il lui suffit de se voir attelée au char de l'artiste qui achève les vignettes ou couvre de dorures la soie et le tabis.

Le *Livre de la Beauté* (*Book of Beauty*), que l'on traduirait infiniment mieux par *les Beautés anglaises*, a l'honneur de se trouver édité par lady Blessington; c'est ce que l'on peut dire de mieux en sa faveur. Ici l'aristocratie des noms propres, celles du luxe, de la richesse et de la coquetterie, vous offrent une vingtaine de figures qui sourient, et qui ont toutes les cheveux lustrés, le bras potelé, la bouche petite, les yeux grands, des fleurs dans les cheveux et la mélancolie peinte dans le geste et l'attitude. Cette galerie vous amuse un moment et vous passez. *La Belle d'une Saison* (*The beauty of a Season*), due aussi à lady Blessington, est un livre du même genre; seulement la gravure ne l'a pas totalement usurpé; on y trouve, si ce n'est une idée, au moins de la grace dans les détails; non de la poésie, mais de jolis vers; non de l'intérêt, mais de l'élégance. Rien ne ressemble davantage aux fleurs coquettes que la monarchie française, prête à s'éteindre, faisait éclore en 1750 : peu de couleur, peu de chaleur, aucun entraînement, quelques observations sans profondeur, enfin l'éclat mourant d'une civilisation factice. Le titre même ne signifie pas ce qu'il a l'air d'exprimer : au lieu de *la Belle d'une Saison*, lisez : *Trois mois de la vie d'une jeune Anglaise*. On est belle, on a dix-huit ans; le monde vous admire pour la première fois; voici les bals, les guirlandes, les fêtes, la joue qui pâlit, l'incarnat qui

s'efface sous les veilles; c'est le *coming out*. Plus tard, les portes du palais s'ouvrent à vous; vous montez les degrés de marbre de la reine Victoria, vous allez à la cour; c'est la *présentation*. Bientôt l'amour du bal vous prend; et quand vous avez épuisé le quadrille, et exécuté mille fois les marches et les contremarches de cet insignifiant plaisir, vous cherchez un emploi moins trivial de votre beauté. Le *bal costumé* s'offre avec ses ressources qu'il emprunte au drame, ses souvenirs d'histoire, sa poésie de velours et de satin; vous pouvez être reine ou laitière : choisissez. Le moyen-âge, les républiques italiennes, le Tyrol, la Suisse, la Flandre, vous réclament tour à tour. Vous traversez ces enchantemens dont vous êtes la fée et la créatrice, et vous arrivez enfin, conduite par lady Blessington, au port du mariage, où elle vous laisse, et dont la perspective incertaine couronne son œuvre gracieuse, mais trop enfantine.

C'est à ce point qu'est tombée la poésie : nous avons vu tout à l'heure comment se traînent en Angleterre l'histoire et le roman. Le drame seul donne quelques signes de vie : nous nous en occuperons un autre jour.

Cette stérilité fractionnée de la littérature anglaise moderne n'a vu s'élever dans ces derniers temps qu'un esprit vraiment original, mauvais écrivain d'ailleurs, c'est *Carlile*. Auteur d'une traduction de *Wilhelm Meister* de Goethe, de plusieurs autres traductions de l'allemand, et d'un pamphlet extrêmement remarquable, intitulé *le Chartisme*, il n'appartient à aucune école anglaise. Intelligence métaphysique, nourri depuis sa jeunesse de l'étude de Schelling, Hegel et Novalis, il écrit ses ouvrages dans une langue bizarre, qui n'est ni l'anglais pur ni l'allemand véritable, mais qui, toute saxonne par le fonds, emprunte au dictionnaire anglais ses formes grammaticales, à la syntaxe allemande ses procédés de composition, de formation, d'analogie, et à l'habitude germanique ce mysticisme plus novateur dans les mots que dans les choses. L'originalité résultant de cet archaïsme composite n'est pas toujours de bon aloi. Carlile a des adjectifs de cinquante toises et des composés qui ne finissent jamais. Comme Richter qu'il prend pour modèle, comme Novalis qu'il admire, il se permet les métaphores les plus effrayantes et les images les plus hétéroclites. Un sens profond se cache sous ces déguisemens d'un style affecté; mais nous lui reprocherons surtout les ambages de sa pensée, les digressions interminables dans lesquelles il se perd, le lointain et obscur labyrinthe d'investigations historiques dans lequel il se plonge, à propos de la plus simple question. Ainsi, le

Chartisme, cette révélation moderne des souffrances que l'industrie impose aux classes ouvrières, conduit Carlyle jusqu'au berceau de la race saxonne, et de là jusqu'aux langes du genre humain ; s'il pouvait remonter un peu plus haut, il ne s'en ferait pas faute. C'est, après tout, un curieux phénomène que ce mélange accompli dans l'intelligence de Carlyle : l'observation positive et la pratique anglaise s'alliant à l'érudition mystique de l'Allemagne moderne. Si cet homme remarquable voulait épurer, condenser et affermir son système et ses observations, il pourrait donner à l'Angleterre ce qu'elle n'a pas produit depuis long-temps, un bon livre philosophique. Seul, en effet, de tous les hommes politiques de son pays, il paraît comprendre la fusion de l'Europe, l'époque souffrante et palingénésique où nous vivons, sa transformation par les angoisses, son renouvellement par la douleur, et l'épreuve de feu et de larmes que traversent les sociétés humaines aspirant à se reconstruire quand les temps sont accomplis.

PHILARÈTE CHASLES.

DE

LA LITTÉRATURE POPULAIRE

EN ITALIE.

II.[1]

NAPLES — MILAN — BOLOGNE.

La littérature napolitaine ne commence réellement qu'au XVIIe siècle. Avant cette époque, le dialecte napolitain avait cependant fait quelques progrès; sous Alphonse d'Aragon, il était devenu la langue du gouvernement, et le parlement de Naples l'avait substitué au latin. Dans la première moitié du XIVe siècle, on vit paraître une chronique napolitaine pleine de récits merveilleux : c'est une espèce de poëme populaire où Virgile, transformé en nécromant, préside aux destinées de Naples. Il y a d'autres chroniques où l'histoire est moins défigurée et où le patois se montre en dépit de la domination encore flottante de l'italien. Mais vers la fin du XVe siècle la langue italienne devint d'un usage général dans la péninsule : à Naples, Pontano, Sannazar, Costanzo, Britonio, Summonte, et quelques autres, écrivirent en italien. Alors le patois se trouva aux prises avec la langue; il fut méthodiquement combattu par l'académie pontanienne, et en 1554 il fut exclu du parlement. Durant le XVIe siècle,

(1) Voyez la livraison de la *Revue* du 1er juin 1839.

il ne produisit pas un seul écrit tant soit peu remarquable. On perdit même les vers qu'il avait pour ainsi dire arrachés à Brittonio et à Sanazzaro. Nul patois ne fut plus humble devant le mouvement qui fondait l'unité littéraire de la nation. Ce n'est qu'à la chute de la littérature italienne qu'on le voit reparaître dans les livres; cent ans après l'établissement de la domination espagnole, quand la poésie nationale tombe en complète décadence, il s'empare des idées populaires long-temps comprimées, il brille comme par une irradiation soudaine, et trois poètes surgissent en même temps pour représenter sous trois faces différentes l'élan plébéien qui éclatait alors avec la révolution de Masaniello.

Le chevalier J.-B. Basile est le premier de ces trois poètes : il écrivit beaucoup de mauvais vers en italien; sa poésie est surchargée d'images bizarres, mais dès qu'il quitte la langue nationale pour le patois, il devient l'écrivain le plus naïf, le plus simple de l'Italie. Son chef-d'œuvre est le *Pentamerone* ou le *Cunto de li cunti*, ouvrage composé dans le dialecte napolitain. Voici le sujet du *Pentamerone*. Le roi de Monterunno a été transformé en statue par un nécromant, il ne reviendra à la vie que lorsque une jeune fille remplira trois seaux de ses larmes. La tâche est difficile, et le roi gît dans son mausolée depuis plusieurs siècles. Dans un autre royaume très éloigné se trouve une princesse sage comme Zoroastre et sérieuse comme Héraclite : elle n'a jamais ri une seule fois de sa vie. Son père a tout essayé pour dissiper sa mélancolie, il a donné toute sorte de fêtes, il a fait un appel à tous les charlatans de la terre; le mal résiste à ses efforts. Un jour il imagine de faire placer une fontaine d'huile dans la rue, de manière à arroser la foule; il espère que les cabrioles des passans, étourdis par cette pluie artificielle, mettront sa fille en bonne humeur. L'expédient réussit; une sorcière, qui passe dans la rue, fait une culbute si grotesque, que la princesse éclate de rire. Tout le monde se réjouit; mais la sorcière se venge en condamnant Zoza (c'est le nom de la princesse) à épouser le roi de Monterunno. Zoza s'enfuit du palais de son père pour aller à la recherche de son mari; avec le secours de deux fées bienveillantes, elle arrive dans le royaume de Monterunno; elle va droit à la statue du roi, et commence à répandre un ruisseau de larmes dans les trois seaux magiques qui sont attachés au mausolée. Elle passe deux jours dans cet état, les seaux sont presque remplis, mais déjà elle tombe de lassitude et de sommeil. A la fin du troisième jour, elle s'endort; une négresse esclave qui l'avait épiée lui dérobe les seaux et achève de les remplir. Aussitôt la statue se lève, marche, et la négresse épouse immédiatement le roi de Monterunno. On comprend la douleur de Zoza à son réveil; cependant elle espère dévoiler la fraude, et pour se tenir à l'affût d'une occasion favorable, elle va se loger dans un palais situé en face de celui du roi. La négresse, devenue enceinte, se livre à toute sorte de caprices : elle demande les plus rares merveilles du royaume des fées; bientôt il lui prend envie d'entendre raconter des histoires; le roi, qui est infatigable quand il s'agit de lui complaire, fait rassembler toutes les dames de la cour; il en choisit dix, entre autres Zoza, et les charge de satis-

faire à la nouvelle fantaisie de la reine. Ici commence une suite de cinquante nouvelles entremêlées d'églogues et d'autres pièces de vers; ce sont cinquante petits drames d'une bizarrerie inconcevable. Des serpens, des chats doués de la parole, des orques bouffons et cruels, toutes les chimères de la mythologie et des traditions chevaleresques, une foule de transfigurations obscènes, splendides, hideuses, toutes les créations les plus monstrueuses de la magie se rassemblent dans les contes destinés à distraire l'épouse de Monterunno. Puis, quand on revient à la princesse Zoza, on croit retomber dans la réalité, ses propres aventures qu'elle raconte dans la dernière nouvelle ne semblent plus qu'une histoire fort vraisemblable. Le roi, instruit par ce moyen de la ruse dont Zoza est la victime, fait tuer la négresse, et il épouse sa véritable libératrice. — Basile, dans le *Pentamerone*, met en œuvre un merveilleux plus bizarre encore que le merveilleux de la magie. Ici c'est une princesse dont les mains, coupées par ordre d'un roi cruel, sont scellées dans une caisse de cristal et jetées à la mer; elles traversent l'Océan, et sont pêchées par un prince qui s'enflamme aussitôt d'amour, et va chercher sa maîtresse inconnue à travers une foule de prodiges. — Ailleurs, jouet de je ne sais quel sortilége, un roi voit s'opérer dans son palais une conception magique en vertu de laquelle non-seulement tous les habitans du palais, mais tous les objets inanimés qu'il renferme, éprouvent les symptômes de la grossesse. Au bout de neuf mois, il y a un accouchement universel; la reine met au monde un enfant, les chaises accouchent d'autant de petites chaises; tous les objets se dédoublent. Cette extravagante nouvelle se termine par le mariage du fils de la reine, qui est sauvé d'un horrible danger par un enfant né le même jour et combattant avec une épée née d'une autre épée, sous l'influence du sortilége qui a bouleversé tout le palais. — Une fleur qui se métamorphose en jeune fille après une catastrophe fantastique, tel est le sujet d'une autre nouvelle. — Mais c'est surtout le conte du *Serpent* qui mérite de fixer l'attention. Un serpent transforme en or et en argent massif tout un royaume, pour obtenir en mariage la fille du roi. Dans la nuit des noces, il prend la figure d'un jeune homme, puis il disparaît sous la forme d'une colombe. La princesse son épouse quitte la cour pour le chercher, et elle apprend enfin le lieu de sa retraite; c'est un renard, à qui le secret de la demeure du serpent a été révélé par la conversation des oiseaux, qui met fin aux angoisses de la princesse. On le voit, dans la plupart des nouvelles de Basile, il y a comme une crise où l'auteur abandonne l'apologue pour s'élancer dans un monde imaginaire; la métempsycose se réunit alors à la magie et à un reste de mythologie, et ce mélange enfante une nature vivante remplie de sympathies, d'antipathies, de forces occultes. On voit se jouer au milieu de cette création des puissances que l'imagination de Basile évoque au hasard. Ces personnages paraissent et s'évanouissent comme des rêves; mais quelle que soit la bizarrerie des aventures où ils s'engagent, ils gardent constamment cette simplicité, ils entraînent avec cette force qui n'appartient qu'aux traditions populaires. C'est le peuple qui est le grand magicien et le premier créateur de cette fantasma-

gorie; Basile, en la transportant naïvement dans ses contes, s'est assuré un titre durable à la mémoire de son pays. Le *Pentamerone* a été bien dédaigné par la littérature classique, on a presque ignoré son existence; mais il a exercé une action irrésistible sur les poésies municipales de l'Italie : c'est qu'il tenait à des traditions fort répandues dans les provinces italiennes. Il offre des analogies frappantes avec plusieurs contes vénitiens; on retrouve aussi quelques traits de l'imagination capricieuse de Basile dans le célèbre poème florentin du *Malmantile,* qui parut presque en même temps. Cinquante ans plus tard, Marsilio Rep pone (1) imite le *Pentamerone* dans sa *Poselicata,* recueil de nouvelles napolitaines où les contes de Basile développés forment autant de petits romans. Cent ans plus tard encore, les mêmes nouvelles réveillent le génie de Ch. Gozzi: les drames fantastiques du poète vénitien ne sont que le *Pentamerone* mis en scène avec la verve de la comédie impromptu et avec les ressources des masques italiens.

On a dit que Basile est le Boccace de Naples : en effet, son livre offre un faux air de ressemblance avec le *Decamerone,* et puis Basile est le premier prosateur de Naples; il a fixé le langage napolitain, comme Boccace a fixé l'italien. Du reste, il n'y a pas de rapport entre le génie positif et correct de Boccace et l'extravagance poétique du *Pentamerone.* On pourrait, avec plus de justesse, comparer ce livre au recueil des *Mille et une Nuits*, et encore cette ressemblance ne repose que sur des traces presque méconnaissables. Les contes orientaux étaient absolument inconnus à Basile, ils n'arrivaient à lui que défigurés par l'imagination populaire. Les épisodes des *Mille et une Nuits* qu'on rencontre chez Basile, sont toujours réduits à des proportions triviales et altérés par je ne sais quelle atmosphère de cuisine et de ménage; la fantaisie napolitaine, au lieu d'embellir, d'idéaliser l'univers, l'a enlaidi à dessein; pour en développer la vitalité, elle l'a peuplé de monstres. Il serait curieux de chercher par quel itinéraire les contes arabes sont arrivés jusqu'à Basile, et de suivre les transformations qu'ils eurent à subir en traversant des traditions étrangères; mais les données manquent. Ce qu'il y a de certain, c'est que, avant et après Basile, le patois napolitain se trouve étroitement lié avec une poésie presque orientale.

Ainsi, l'ancien chroniqueur de Naples connu sous le pseudonyme de Villani a des pages qu'on dirait empruntées aux *Mille et une Nuits.* Conformément aux idées du moyen-âge, Villani présente Virgile comme le magicien qui a présidé à la grandeur de Rome : c'est lui qui a bâti cette tour merveilleuse d'où l'on découvrait tous les ennemis qui attaquaient l'empire. N'y a-t-il point là une version des traditions arabes sur Alexandre? Villani rattache aussi aux enchantemens de Virgile la salubrité de Naples, l'origine de quelques monumens, l'existence d'un cheval de marbre qui guérit toutes les maladies des chevaux, etc. Après Basile, Marsilio Reppone a également reproduit quelques traits des nouvelles arabes, oubliés ou ignorés par son prédécesseur : évidem-

(1) Son véritable nom est Perrone.

ment il ne connaissait pas le recueil oriental, et ces traits lui étaient fournis par les traditions du peuple. Cette fois, le poète, au lieu d'arranger, a imité et embelli; cependant ses imitations se rapprochent des récits du crédule Villani. Plusieurs monumens de Naples figurent dans ses nouvelles, transformés en gentilshommes ou en magiciens; le Vésuve lui-même et le Pausilippe y apparaissent comme souvenirs de deux grandes catastrophes. Reppone inventait ce que Villani aurait cru.

Cortese est le second poète de Naples. Les Napolitains disent que c'est le Dante de leur littérature; mais il faut bien se garder de prendre ceci à la lettre. Il fleurit en 1630, il était lié avec Basile, on dit même qu'il fut son disciple; on ne connaît de sa vie que cette seule circonstance. Ses ouvrages, qui ne forment qu'un volume, ont été réimprimés cinq ou six fois; Gravina et Quadrio parlent de lui avec beaucoup d'éloges. Cortese est le poète héroï-comique de la plèbe napolitaine, et il occupe une place distinguée dans l'histoire littéraire de son pays. Ses poèmes transportent le lecteur au milieu du XVIIe siècle, il fait revivre les compagnons de Masaniello, cette populace qui s'est insurgée au nom des saints et de la madone; peut-être le père de Masaniello a-t-il posé devant Cortese. Les aventures des lazzaroni, les guerres des bandits, les amours des jeunes filles, les fêtes, les jeux des ouvriers, les exploits des truands, la vie des courtisanes, tels sont les sujets qu'il affectionne. Parfois, ses tableaux sont trop chargés de personnages; les héros, multipliés, se confondent; le poète ne sait pas les grouper autour d'un évènement qui les domine; il se laisse entraîner par une multitude d'épisodes qui se refusent à toute unité littéraire; cependant ses scènes détachées sont toujours admirables de verve et de naïveté. Le *Micco passaro* est le meilleur ouvrage de Cortese; c'est un poème en dix chants, qui se rattache à une guerre soutenue par Naples contre les bandits. Les personnages y sont divisés par grandes masses: les bandits, les soldats espagnols, les lazzaroni et les courtisanes forment autant de groupes séparés. La scène s'ouvre au milieu de Naples : les brigands vont s'approcher de la capitale, le vice-roi en est informé par une lettre qui lui arrive de Madrid; tous les cuisiniers de la ville veulent aller se battre pour *montrer au monde ce que c'est que des Napolitains;* on ne parle plus que de batailles, on entend des roulemens de tambours dans toutes les rues. Les courtisanes se réunissent pour empêcher leurs amans d'aller à la guerre. On voit s'agiter là une population étrange, unissant la vivacité du singe à une superstition capable de prendre à la lettre tous les contes fantastiques de Basile. Quelques individus se détachent du milieu de ces groupes divers; leurs aventures remplissent les dix chants du poème; ici c'est une fille qui a entretenu son amant pendant qu'il était aux galères; là ce sont des sbires et des voleurs qui escriment à coups de couteaux sur la place du marché. Micco occupe le premier rang parmi ses camarades, il finit par dominer tous les autres héros du poème; peu à peu on perd de vue la guerre des bandits, pour ne s'intéresser qu'à Micco le bravache, qui, toujours en quête des dangers, toujours le premier à les fuir, est enfin conquis par Nora, qui l'épouse.

Les jeunes filles de Naples sont le sujet d'un autre poème de Cortese. Les mœurs de la mansarde, les fêtes du peuple, ses amours et ses jalousies comiques, les fiançailles, les mariages, voilà les tableaux que nous offre ce poème. On y peut étudier la superstition nationale dans toute sa bizarrerie; on dirait une sorte de religion fantastique; le plus mince détail de ménage est interprété comme un augure; malheur à la femme qui fait son lit avant que le mari soit sorti! Quelques usages semblent remonter à la plus haute antiquité : dans un accouchement, la sage-femme martyrise le nouveau-né en pratiquant une foule de cérémonies; puis elle le dépose par terre, et il n'est reconnu que lorsque le père le relève en le prenant entre ses bras. Cortese est comique sans songer à faire de la satire; il retrace de magnifiques tableaux de mœurs sans penser à faire de la description; tous les détails ont une physionomie napolitaine pleine de charme.

La magie joue le principal rôle dans un autre poème de Cortese, *la Conquête du Cerriglio*. Le roi du Cerriglio a recours à des sortiléges pour défendre son château, contre lequel Sacripant a dirigé une expédition. Il transforme en bêtes quelques soldats ennemis. Un soldat qu'il a fait prisonnier lui enlève sa fille; les deux amans fuient et, après quelques aventures, sont métamorphosés en statues. Quatre vieillards qui avaient tenté de séduire la princesse subissent le même sort, et *ces statues,* dit Cortese, *ornent encore une fontaine publique.* La valeur de Sacripant, qui commande l'armée ennemie, triomphe de toutes les ruses des assiégés. Dans un combat acharné, Sacripant immole les plus vaillans de ses ennemis et entre victorieux dans l'enceinte du Cerriglio. On célèbre ce triomphe par de telles orgies, que le château est transformé en taverne; c'est la dernière transformation du poème. Cerriglio était le nom d'une taverne des faubourgs de Naples.

Un style pittoresque, une phrase vive jusqu'à réclamer le secours du geste, un entrain tout particulier dans la mise en scène, une stance toujours éclatante et sonore, pleine de bruit et de jactance, une facilité prodigieuse dans la conception des personnages, sont les mérites de Cortese. Jamais, avant lui, la poésie napolitaine n'avait été si animée et si bruyante; le patois devient, entre les mains de Cortese, une onomatopée continuelle. Un combat de Sacripant avec un guerrier nommé Cesarone est décrit de manière qu'on croit voir caracoler les combattans. Cortese n'a rien laissé en italien; ce fut un bonheur pour lui : quand les poètes municipaux quittent leur patois, ils sont atteints encore plus que les autres par la corruption et par l'impuissance de la littérature nationale de l'époque. Les compositions où Cortese s'est rapproché de la littérature italienne, ne fût-ce que par le sujet, sont ses plus faibles ouvrages. La revue des poètes qui se trouve dans son *Voyage au Parnasse*, est pitoyable; son petit roman en prose sur *les Amours aventureux d'un gentilhomme* n'offre ni la naïveté fantasque de Basile, ni la vivacité des scènes populaires qui fourmillent dans ses poèmes. Le drame pastoral de *la Rose*, visiblement écrit sous l'influence du *Pastor fido*, est gâté par les images fausses et par les exagérations de la mauvaise école italo-espagnole qui dominait alors sous le patronage de

Marini : c'est à peine si, grace au patois, quelques scènes, où les mœurs plébéiennes triomphent de l'affectation de la pastorale italienne, méritent d'être sauvées de l'oubli.

En parcourant le recueil des ouvrages napolitains, on rencontre un petit volume de poésies imprimées en 1670, sous le pseudonyme de Sgruttendio. Ce poète, dont on ignore le véritable nom, passe pour le Pétrarque de Naples; bien que le parallèle ne puisse être pris au sérieux, Sgruttendio étonne par la verve de ses chansons. Il écrivit plusieurs *mattinate*, espèces de danses chantées qui rappellent confusément la pyrrhique des anciens, et dont les chants traditionnels du peuple ont probablement fourni les développemens. Ce sont des vers remplis de hurlemens, d'exclamations, d'apostrophes, de mots intraduisibles, qui peignent le tourbillon de la danse. Cette poésie nous montre le lazzarone dans toute sa rudesse native, sortant du cabaret, et appelant à grands cris toutes les filles de la rue; on le voit pirouetter et gambader; il chante sa maîtresse, il invoque une Lucie imaginaire qui préside à la danse, il demande du vin, il imite le chant du coq. Toutes ces extravagances, qui se pressent dans les *mattinate* de Sgruttendio avec la rapidité de l'éclair, jettent le lecteur dans un étourdissement indéfinissable. Redi, l'auteur du meilleur dithyrambe italien, n'a pas dédaigné d'imiter Sgruttendio. Il n'y a pas dans la langue italienne une seule chanson populaire qui vaille les *mattinate*. Malheureusement Sgruttendio avait la manie de parodier Pétrarque; il avait l'imagination tant soit peu ordurière, et il écrivit une foule de sonnets qui ne répondent pas à l'élan lyrique de ses chansons.

La littérature napolitaine commence à déchoir après Basile, Cortese et Sgruttendio. Crescimbeni, Gravina, Metastasio et d'autres écrivains assurent le triomphe de la littérature nationale; l'influence française s'étend en Italie, les mœurs changent, et le patois napolitain perd beaucoup de sa verve et de sa fécondité. C'est à peine s'il reparaît avec un peu d'éclat dans quelques passages isolés, dans quelques traits libertins. Le plus célèbre représentant de la poésie napolitaine au XVIIIe siècle, Capasso, a laissé des sonnets, des épigrammes, une satire contre Gravina, une traduction de sept chants de l'Iliade. On assure qu'il s'est admirablement servi du patois; sa traduction d'Homère passe aussi pour un chef-d'œuvre; ses compatriotes savent par cœur ses épigrammes; cependant Capasso ne peut être compris ni jugé hors de Naples. Il est malheureux dans le choix de ses sujets; évidemment il est dérouté par les nouvelles influences classiques; il a perdu de vue ses trois devanciers. Ne sachant plus que faire de sa verve et de son patois, il traduit Homère et se déchaîne contre Gravina. Mais le moyen de s'intéresser à des parodies publiées avec un texte grec en regard?

Chez les autres poètes du XVIIIe siècle, la poésie napolitaine est encore plus vide. Lombardi, qui est peut-être le meilleur d'entre eux, écrivit un poème sur *les Ânes de Gragnano*. Vers la fin de l'âge d'or, l'Abondance s'enfuit de la terre; la Discorde et la Guerre établissent leur règne parmi les hommes et parmi les animaux. Les ânes de Gragnano, assaillis par les autres bêtes, son-

gent à se défendre, à se fortifier; ils se bâtissent une ville. C'est là une origine très peu flatteuse pour la ville de Gragnano. Les féeries de Basile, les transformations de Villani, font leur dernière apparition dans le poème de Lombardi. — Valentino, Pagano, et plusieurs autres font des parodies de Virgile, des traductions de Phèdre et de Metastasio, quelques satires contre le luxe, les sigisbés, les modes; la poésie s'essaie sur les nouveaux ridicules du siècle, mais elle ne va pas au-delà de la simple épigramme. Paralysée par l'influence italienne, elle s'alourdit, elle perd ses héros, ses caricatures; l'élan de l'époque de Masaniello s'évanouit, et tandis que la littérature nationale se relève, la littérature napolitaine finit avec l'apologue des ânes. Galliani, en bon Napolitain, se plaignait de la décadence de son patois; il écrivait une brochure où il regrettait le beau siècle de Cortese, et où il déplorait les empiétemens de la langue italienne. Cette brochure, réfutée par un anonyme, est la dernière et la seule réaction du langage napolitain.

Les Napolitains ont donné deux personnages à la *comedia dell' arte*, le *Polichinelle,* qui descend directement de Maccus et sort des Atellanes des anciens, et le *Capitaine,* toujours botté, cuirassé, ne parlant que batailles et fuyant devant l'ombre d'un danger. Polichinelle a été invariable au milieu de toutes les révolutions du monde ancien et moderne; le capitaine a changé trois fois. D'abord il était le type de l'aventurier italien; il racontait qu'il avait défait des armées, déjoué les nécromans et tué la Mort en personne; il se disait très riche, et il n'avait pas seulement de chemise sous son énorme cuirasse. A l'époque de la domination espagnole, le capitaine devint tout naturellement Espagnol; il parla le castillan, prit le nom de *Matamoro, Fuego, Muerte,* fut un peu moins peureux, mais plus méchant. Vers la fin du XVIIe siècle, les aventuriers disparurent avec les aventures, et le capitaine, ne pouvant plus se couvrir de lauriers, prit l'habit bourgeois, se métamorphosa en Scaramouche et devint comte ou marquis d'une foule de châteaux imaginaires. — Le répertoire du théâtre napolitain est considérable; le célèbre physiologiste Porta a laissé des comédies; Bruno, le grand philosophe, a écrit une pièce. Nous avons feuilleté plusieurs de ces productions, il est impossible d'en rendre compte : en général, elles sont pitoyables, et, quoiqu'il y ait encore un théâtre napolitain, peut-être le seul en Italie où l'on improvise en patois, jamais aucune des pièces de ce théâtre n'a pu survivre à l'improvisation.

La poésie milanaise, née au déclin de la littérature italienne, est de date aussi récente que la poésie napolitaine. Quelques vers de Lomazzo, des sonnets d'un *musico* de la cathédrale, voilà les plus anciennes productions que nous offrent les recueils de Milan. Lomazzo était peintre : devenu aveugle, il publia plusieurs volumes de vers; mais ses poésies milanaises sont peu nombreuses, car il écrivit presque toujours en italien ou en langue rustique. A cette époque, la littérature populaire de la Lombardie se réfugiait dans les campagnes; la ville était sous l'influence des traditions italiennes. Beltram, le type de cette ancienne poésie rustique, était un paysan gauche et maladroit; on le faisait venir de

Gaggiano, village de l'Adda, près des états de Venise. Au carnaval, on le voyait parcourir les rues de Milan; Venise aussi introduisait souvent la caricature de Beltram dans les mascarades fantastiques de sa comédie impromptu. Au commencement du XVIIe siècle, c'est le patois de la ville qui prend le dessus. Capis (1605) veut relever le patois de Milan par des étymologies tirées du grec et du latin; un autre écrivain attaque la langue italienne dans un petit traité sur la prononciation milanaise. Jusqu'alors la domination espagnole n'avait pas anéanti les traditions italiennes, peut-être se souvenait-on encore de la cour des Sforza; mais la réaction municipale s'accomplit vers la moitié du XVIIe siècle, et la poésie populaire oublie le langage rustique pour adopter le patois de la ville. Maggi est l'homme qui représente cette transition : entraîné par ce mouvement, qui l'éloignait de la langue italienne, il fut séduit par la facilité avec laquelle il écrivait en milanais, et on le vit, de mauvais littérateur italien qu'il était, devenir le premier poète de la Lombardie.

Maggi écrivit quatre comédies; comme le théâtre impromptu de Venise, ces pièces offrent la plus fidèle image du pays. Les personnages inventés par Maggi ont passé à l'état de caricatures traditionnelles; ses bons mots sont devenus des proverbes. Tous les poètes milanais, en quelque sorte, ne relèvent que de lui; son héros de prédilection, Meneghino, est devenu le Polichinelle de Milan, le type même de la poésie milanaise. Meneghino est un valet marié, chargé d'enfans, très attaché à ses maîtres, vertueusement ridicule, honnêtement couard, agissant toujours avec une circonspection comique et toujours attrapé par le premier fripon qu'il rencontre. Sur le théâtre, Meneghino est le jouet de toutes les intrigues; il répand pour ainsi dire sa bonhomie et sa bêtise sur tous les interlocuteurs. Hors du théâtre, il est encore le protagoniste de toutes les poésies locales. C'est sous son nom que passent presque toujours les récits, les chansons, les satires. Il va sans dire que Meneghino fit oublier Beltram; le valet de la ville remplaça celui de la campagne, et il ne fut plus question de Beltram que dans quelques proverbes et dans quelques vers en langue rustique.

La vie poétique de Meneghino commence avec la première pièce de Maggi. Dona Quinzia, dame de qualité chargée d'enfans, voudrait marier sa fille avec Fabio, héritier unique d'une riche famille bourgeoise, mais elle craint de se mésallier : voilà toute la pièce. Les deux familles sont en présence; l'une est prétentieuse et hautaine, l'autre paisible et casanière. Fabio et Meneghino son domestique vont et viennent d'un groupe à l'autre; le maître, incapable de prendre un parti, se laisse toujours diriger par le valet. Au premier acte, il veut se faire acheter un régiment par son père; mais le métier de soldat déplaît à Meneghino. Fabio renonce alors à son projet, et il consent à se marier; cette fois il est rebuté par les hautes prétentions de Mme Quinzia. Le bourgeois ne veut pas s'engager à entretenir des laquais, une voiture, à avoir une loge à l'Opéra; il est médiocrement touché des vertus de la demoiselle, quoiqu'elle sache par cœur son *Amadis de Gaule*. Au second acte, arrive une dépêche de Madrid qui nomme Fabio à une place dans la magistrature;

Mme Quinzia renoue les négociations; elle met en émoi, à cet effet, tout un couvent de nonnes; son fils va chercher querelle à Fabio pour le contraindre au mariage. Malheureusement la place de magistrat qu'on offre à Fabio n'est pas encore du goût de Meneghino; il trouve trop pénibles les devoirs qu'elle impose; souvent d'ailleurs on court risque de blesser les grands personnages. Ces raisons font impression sur le maître, qui prend son parti sans rien dire. Il feint de consentir au mariage, d'accepter la charge; seulement il demande la permission de faire un voyage à Rome. Son père est enchanté; Meneghino se désespère; il ne conçoit pas qu'on puisse vivre loin de Milan. Fabio part; mais à la dernière scène son père reçoit une lettre : Fabio s'est fait capucin pour échapper aux tracasseries de ce monde. A cette nouvelle, Meneghino est saisi d'une profonde surprise, et pour la première fois il s'abstient de blâmer la résolution de son maître.

Fabio et le fils de Mme Quinzia s'expriment en italien, Mme Quinzia parle un baragouin qui n'est ni italien ni milanais; c'est un milanais de son invention, le langage des dames de qualité. La demoiselle ne paraît pas sur la scène, elle est censée être au couvent; on ne la connaît que par les bavardages de Tarlesca, la servante des nonnes, toujours en course pour les fantaisies de ses maîtresses, et toujours préoccupée des prodiges de la loterie.

La seconde pièce de Maggi a pour titre *le Baron de Birbanza*. Une famille est sur le point de stipuler un mauvais mariage, le baron déploie une foule de ruses pour se faire croire riche; mais il est démasqué, et le mariage n'a pas lieu. Cette pièce est surchargée d'épisodes. Un docteur Gratien qui parle bolonais, un Génois et d'autres personnages grotesques viennent compliquer l'intrigue; Meneghino, encore plus niais qu'à l'ordinaire, est dupe de tout le monde. Malheureusement, les aventures qui font le sujet de cette comédie se succèdent sans être unies par un lien commun, ni groupées autour d'un véritable dénouement. — *Le Moindre des Maux* est le titre de la troisième pièce de Maggi; on y voit une jolie veuve entourée de prétendans, elle n'en repousse aucun, les reçoit, les examine, puis elle entre au monastère pour s'épargner l'embarras du choix. — *Le Tartufe* de Molière a fourni le sujet de la dernière comédie, intitulée *le Faux Philosophe*. Ici Maggi a sottement défiguré le chef-d'œuvre français, en attribuant à la philosophie le rôle du jésuitisme.

Ces pièces, sans mouvement et sans dénouement, rendent toutefois, il faut le reconnaître, avec beaucoup de vérité les mœurs bourgeoises de la Lombardie espagnole; l'amour du *quieto vivere* est la seule passion mise en scène par Maggi. Mme Quinzia, Tarlesca, Meneghino, sont les types qu'il affectionne. La partie italienne de ses comédies, constamment mauvaise, en gâte l'harmonie; les personnages italiens sont gauchement dessinés; ils ne se mêlent pas bien avec les personnages choisis dans la société milanaise; ce sont des trouble-fête; tout le travail des intrigues consiste à les chasser. Cependant les comédies de Maggi ne peuvent se passer des personnages italiens; les caricatures locales ne sont ni assez nombreuses, ni assez développées pour animer seules le théâtre.

Les comédies de Maggi eurent beaucoup de succès parmi les bourgeois de Milan ; ce bon public fut ravi de l'apparition de Meneghino. C'était l'avénement d'une poésie nouvelle. Mais, d'un autre côté, les éclats de rire soulevés par ces bouffonneries scandalisaient la noblesse. Quelques écrivains voyaient avec peine Maggi déserter la cause de la langue italienne. Maggi avait ses petites tribulations littéraires. Il en fit le sujet de ses *Dialogues de l'abbaye des Meneghini*. Plusieurs poètes se présentent pour être admis dans l'abbaye : ce sont les caricatures de la ville qualifiées par divers sobriquets ; ils subissent un examen en règle, qui sert de prétexte à Maggi pour répondre à ses adversaires. On cause de l'opéra, de la comédie italienne, et en général on se moque un peu de la haute aristocratie et de la littérature nationale de l'époque. M[me] Quinzia se montre assez alarmée de cette satire dramatique qui livre tout le monde à la risée de la canaille; mais les habitans de l'abbaye la rassurent, et l'on finit par inaugurer la nouvelle poésie en lui formulant ses règles. Ces dialogues, sans être piquans, ont tant de naturel et de laisser-aller, que depuis Maggi, toutes les fois que l'on a discuté en Italie sur la littérature populaire, on a rappelé cette abbaye imaginaire des *Meneghini*.

Maggi mourut en 1699. Il était secrétaire du sénat de Milan, professeur d'éloquence; il imprima plusieurs ouvrages en italien ; Muratori et d'autres savans de l'époque parlent de Maggi avec beaucoup d'éloges. Sa vie fut si régulière, que son biographe n'a rien à dire.

Quelques années après la mort de Maggi, le gouvernement espagnol fut remplacé par la domination autrichienne : on entra dans une époque de paix et de bien-être matériel. En même temps on essaya de restaurer la littérature nationale, et la littérature milanaise commença à décliner. Dès les premières années du XVIII[e] siècle, les poètes du pays s'en plaignent; ils accusent les empiétemens de la langue italienne, et s'efforcent vainement de prolonger la vie des personnages de Maggi. Quand on arrive à Balestrieri, vers 1750, M[me] Quinzia disparaît, Meneghino change d'entourage, les couvens n'occupent plus le fond de la scène. Balestrieri, en écolier respectueux, essaya de rajeunir le petit monde de Maggi, mais il n'y réussit pas. Si Maggi est monotone, Balestrieri est accablant; le premier a peu de mouvement, l'autre est absolument immobile; il ne s'occupe qu'à grandir des riens pour en faire des volumes. Des réceptions de religieuses, la naissance de quelque prince, les éloges de Marie-Thérèse, de Joseph II, des noces, des repas, des enterremens, des complimens aux nobles, au clergé, à l'archevêque de Milan, voilà les sujets de ses vers. Dans sa pénurie d'inspirations, Balestrieri ne sait pas même ce qu'il doit chanter : faute de mieux, il s'attache à parodier les vingt-quatre chants de *la Jérusalem délivrée;* puis il met en vers des épigrammes, de petits contes qui couraient les rues depuis plusieurs siècles. Parini lui conseille de traduire Anacréon, aussitôt il se met à la besogne, et Meneghino cède la place au poète de Théos. Un jour le chat de Balestrieri mourut, ce fut l'occasion de ses meilleurs vers; il écrivit sur cette mort une longue suite de poésies; une foule de rimeurs de la Lombardie et

même de Venise lui répondirent par une salve de sonnets; on tint des réunions académiques sur ce grave sujet, on imprima même un recueil.

Le vieux type de la poésie milanaise, Meneghino, allait mourir, si par hasard un moine, le père Branda, professeur de rhétorique, ne se fût avisé de médire du patois, de la poésie et des dames de Milan; ce fut le signal d'une croisade contre le malheureux pédant. Quelques littérateurs le secoururent, alors la guerre devint générale entre les défenseurs du patois et ceux de la langue; on s'attaqua, on s'injuria, on écrivit une foule de satires, de dialogues; on publia soixante-quatre pamphlets, et Dieu sait ce qu'on aurait imprimé sans l'intervention du gouvernement, qui coupa court au démêlé. Balestrieri fut le grand champion de cette polémique; l'irritation faillit lui donner de l'esprit; il reconstruisit l'abbaye de Maggi; il y introduisit le nouveau personnage de Sganzerlone tout exprès pour ridiculiser son adversaire. Ce Sganzerlone est un gascon lombard; il est comique par la vulgarité de ses idées, qui contraste avec la hauteur de ses prétentions littéraires; il ne peut pas souffrir les trivialités de Meneghino; il veut parler italien, mais son italien n'est que du milanais avec des terminaisons toscanes. Balestrieri fut si enchanté de cette caricature, qu'après en avoir tiré d'interminables plaisanteries dans ses dialogues de l'abbaye, il la reproduisit dans une comédie dont les personnages n'ont d'autre occupation, pendant cinq actes, que celle de dîner et de causer littérature chez un de leurs amis.

Qui le croirait? malgré tous ses défauts, Balestrieri mérite qu'on le remarque. A force de feuilleter les quatre gros volumes de ses poésies, on trouve quelques vers élégans, quelques personnages habilement imaginés, une facilité toujours séduisante dans la moindre épigramme. Puis il y a un moyen de se réconcilier avec lui, c'est de le comparer à ses contemporains et à ses successeurs, à un abbé Pelizzoni, par exemple, qui a passé sa vie dans un village et n'a jamais eu d'autre soin que celui de satisfaire sa gourmandise. Pelizzoni aimait les bons dîners, et il s'est complu à les célébrer dans ses vers. Quelques bouffonneries de campagne, les niches que lui faisaient le curé ou le médecin de l'endroit, les flatteries de pique-assiette qu'il adressait à ceux qui lui envoyaient des invitations, quelques bouderies causées par de mauvais déjeuners, ce furent là tous les évènemens de sa vie. Un jour qu'il pleuvait, ses hôtes oublièrent de le faire reconduire en voiture : ce jour-là il écrivit six sonnets contre le procédé incongru de ses amis. Le bienheureux Pelizzoni ne s'aperçut de l'existence de Napoléon que par la cherté du sucre. L'ancien sénat de Milan le regardait néanmoins comme un esprit hardi, et dans une certaine société il passait pour un satirique redoutable. Les autres contemporains de Balestrieri n'étaient pas moins bornés; un Zanoja est l'auteur d'une adresse envoyée au sénat de Milan sur la révolution de France; il en est si effrayé, qu'il ne veut pas même qu'on s'arme pour lui résister. Un Tanzi, qui jouit d'une certaine renommée, n'est pas supérieur aux précédens.

En 1796, la révolution française déborda au-delà des Alpes; elle bouleversa le vieux Milan de Maggi et de Balestrieri. Quand on fonda la république cisal-

pine, les vieillards se demandaient qui gouvernerait Milan. Il n'y avait plus ni Espagnols, ni Autrichiens, ni Français; c'était la fin du monde pour les bons bourgeois comme Pelizzoni et Zanoja. Mais, sous Napoléon, la révolution s'organisa; elle passa dans les mœurs; l'ancienne Lombardie disparut avec ses fiefs et ses couvens; dix ans plus tard, on ne vit plus dans les idées de l'ancien régime qu'une lourde bouffonnerie. Charles Porta, le poète de la nouvelle génération, tourna en ridicule les vieilleries que Maggi avait prises au sérieux. Sans aucune arrière-pensée, sans faire de la politique, sans trop savoir ce que c'était que la poésie populaire ou la littérature classique, en bon employé napoléonien, Porta furetait les cachettes du vieux Milan; puis, quand il avait découvert une marquise, un abbé, des nonnes, un Meneghino du vieux temps, il le disait à ses amis, et ses contes très simples étaient d'un comique irrésistible. Quinzia, la dame italo-espagnole de Maggi, joue un grand rôle dans la poésie de Porta; Maggi l'avait respectée; chez Porta, elle provoque le fou rire. Rien de plus bouffon que ses jugemens sur Dieu, sur les prêtres, la canaille et les nobles; voulant faire choix d'un chapelain, elle voit bientôt son hôtel se remplir de prêtres qui arrivent en souliers ferrés des campagnes les plus reculées pour solliciter la place vacante. L'insolence de la marquise, la grossièreté des abbés et des valets, produisent les effets les plus grotesques. Dans un autre conte, on voit la marquise entrer dans une église pour vouer à la colère de Dieu les gamins et les gens du peuple qui n'ont pu s'empêcher de rire en la voyant tomber de voiture; sa courte prière, prononcée dans un baragouin italo-milanais, est un chef-d'œuvre. Le bon Maggi était dévot, il adressait ses vers à des religieuses, à des prêtres; Balestrieri ne tarissait pas en éloges sur monseigneur l'évêque et le haut clergé; Porta transporta tous ces personnages dans ses contes. Des prêtres aux gages des marquises et obligés de dire la messe en quinze minutes, de porter des fagots, des paniers, et d'aller chez la modiste; des abbés mangeurs, buveurs, qui jouent trois jours d'avance les profits des funérailles, ou qui entremêlent les versets latins des psaumes de propos grivois; des nonnes supprimées entourées de vieux bourgeois et de dévots; des prêtres animés d'une colère burlesque contre la France et les incrédules, d'autres qui raisonnent à perte de vue sur la corruption du siècle et mettent sur la même ligne les scandales de Rome, les écoles lancastriennes, les grands crimes, le romantisme et le libéralisme : voilà les types ridicules que Porta se plaît à mettre en scène. Puis vient le cauteleux Meneghino, fort embarrassé par la présence des soldats français; il se dédouble dans les deux personnages de Jean Bongé et de Marchionn-Cagneux; le premier est la création de Porta, le second est tiré des dialogues de Maggi et de Balestrieri. Jean est un ouvrier très poltron : quand le soir, en rentrant chez lui, il rencontre une patrouille, c'est pour lui un grand évènement. Il est marié, sa femme est jolie; le poète ne dit pas si elle est honnête, mais le pauvre Jean se rencontre toujours avec des dragons français qui rôdent sous sa fenêtre, et, victime de sa simplicité, il n'attrape que des coups quand il essaie de faire des remontrances. Marchionn-

Cagneux est encore plus malheureux; sa femme est liée avec la moitié des soldats de la garnison, et finit par le quitter pour suivre un régiment de cuirassiers. N'est-ce pas là le vieux Meneghino devenu ouvrier? Il est toujours niais et honnête, et le poète s'en est si bien moqué, que quelques-uns lui reprochent encore ses railleries comme un défaut de patriotisme.

Pour que rien ne manquât à son rôle traditionnel de poète milanais, Porta fut attaqué par un écrivain du parti national, par une espèce de père Branda qui dans le temps était fort admiré des puristes italiens. Ce littérateur écrivait dans *la Bibliothèque italienne,* et déversait le blâme et la réprobation sur les poésies milanaises; c'était, selon lui, une souillure pour la langue italienne. Porta lui répondit par une douzaine de sonnets, et le malheureux critique devint aussi ridicule chez le peuple qu'il était célèbre dans le monde littéraire. Les succès de Porta furent immenses : ses poésies sont encore lues dans toute la haute Italie, on les sait par cœur, et cependant on les relit toujours. Ses conceptions ne sont pas vastes, il n'a écrit que des contes; mais il a déployé un talent admirable dans les détails de ses récits. Entre ses mains, le patois, jadis lourd et traînant, est devenu vif, mordant, incisif; personne n'a connu mieux que lui les traditions du pays et toutes ces intraduisibles nuances qui jouent un si grand rôle dans la langue familière d'une population. Ses caricatures sont devenues des types, ses ennemis ont été couverts d'un ridicule ineffaçable; le vieux langage italo-milanais de l'aristocratie n'a pas résisté à sa satire; après lui personne n'a plus osé s'en servir, et bien des vieilleries qui auraient tenu devant des volumes in-folio ont disparu devant une simple raillerie de Porta. Bref, pendant vingt ans, sans s'en douter, il a été l'écrivain le plus influent de la Lombardie; tel est néanmoins le respect qu'imposent les grandes traditions, que, malgré ses boutades contre les puristes, il aurait donné tous ses vers pour la moins applaudie des productions italiennes.

Porta mourut en 1821, sept ans après la restauration autrichienne qu'il accepta de bonne grace. Il vit ce qui restait du vieux régime se ranimer à l'époque des désastres de l'empire, il vit la vieille populace se lever pour se ruer en masse sur Prina, ministre du parti français, le traîner dans les rues et l'assommer à coups de parapluie. Un des amis de Porta a réuni pour ainsi dire tous les personnages qu'il avait persifflés, il a évoqué dans le récit d'une vision cette foule rétrograde qui s'était attelée au cadavre du ministre; mais la Lombardie française avait fini, et l'ironie de Porta se perdait au milieu d'un frémissement d'indignation qui annonçait de nouvelles tendances. Le patois commençait à devenir sérieux, quelques années plus tard on oubliait les caricatures et les plaisanteries, et la littérature populaire était renouvelée entièrement par la simple apparition d'une petite nouvelle de Tomaso Grossi.

Laissant de côté la satire, Grossi a demandé à sa langue la révélation de ce qu'il y a de plus noble et de plus digne au fond du caractère lombard. Cette ancienne bonhomie, cette intimité bienveillante qui fait du domestique l'ami, le conseiller du maître, cette douceur inaltérable qui distingue les Milanais, tout cela s'est animé d'une manière sérieuse et touchante dans la nouvelle de

Grossi. Le sujet en est simple. Une jeune fille est aimée par un officier italien qui doit l'épouser; mais l'officier est obligé de partir avec l'armée française pour la guerre de Russie. La jeune fille, presque folle de douleur, s'enfuit de la maison paternelle, le rejoint sur la route; puis, arrêtée par une honte invincible, elle n'ose se faire connaître, et le suit de loin sans jamais le perdre de vue. Ils avancent avec l'armée, une secrète terreur s'empare de la jeune fille au milieu de cette immense réunion d'hommes qui grossit à chaque station; elle sent qu'elle approche d'une catastrophe. En effet, son amant est tué à la bataille de la Moscowa, et elle revient mourir de chagrin entre les bras de sa mère. Grossi a écrit sa nouvelle en patois et en italien : cette comparaison silencieuse a humilié la langue bien plus qu'une polémique; le patois seul a eu la force de faire verser des larmes. Grossi aurait pu renouveler la littérature populaire; mais il a foulé aux pieds sa couronne de poète milanais, pour devenir le second poète de l'Italie, et c'est le seul auteur qui se soit surpassé en abandonnant le patois pour la langue générale. Comme poète italien, il n'appartient plus au cadre que nous nous sommes tracé; nous nous bornerons à rappeler que tous ses ouvrages présentent un souvenir confus de sa nouvelle : l'image de cette jeune fille éplorée se retrouve dans les meilleures pages de son roman, dans son poème, et dans les plus belles stances de son *Ildegonda*. Tel est, d'ailleurs, le caractère de la littérature italienne depuis deux siècles; en perdant l'appui de l'ancienne unité classique, elle se retrempe dans les traditions locales. Tassoni a chanté la guerre héroï-comique de deux villes italiennes; Charles Gozzi et Goldoni sont toujours Vénitiens, même dans leurs ouvrages italiens; le chef-d'œuvre de Parini est un poème satirique sur les occupations des grands seigneurs de Milan; la révolution romantique s'annonça en Italie sous le nom d'*école lombarde; les Fiancés,* de Manzoni, et les ouvrages de Grossi, sont des productions entièrement lombardes, et l'influence de cette école va jusqu'à imposer à la langue italienne les phrases et les tournures des patois de la Lombardie.

Les deux littératures de Naples et de Milan offrent des analogies et des différences frappantes : d'abord elles commencent en même temps, au XVIIe siècle; mais l'une est hardie, variée; l'autre, bornée et monotone; l'une s'élève jusqu'à l'ode et au poème, elle sait de plus se servir de la prose; l'autre ne produit que des contes, quelques scènes dialoguées, et ne se soutient que par le vers. Au XVIIIe siècle, il y a décadence dans les deux pays; Capasso est le pendant de Balestrieri : l'un traduit Homère, l'autre le Tasse. Au XIXe siècle, on remarque des deux côtés un changement de direction. Naples obéit à l'influence italienne et se tait, Milan reprend de nouvelles forces sous la domination française. C'est que Milan corrompt l'italien, Naples ne fait que l'exagérer; le milanais ressemble beaucoup au patois du Dauphiné, il accepte les mots français; le napolitain ne fait que violenter la phrase italienne. Aussi les poètes napolitains ne raillent-ils presque jamais la langue nationale, tandis que Milan lui fait une guerre méthodique. Enfin Naples, véritable capitale, a écrasé les idiomes des provinces; à Milan, la centralisation a été faible, peut-être à cause

des antécédens historiques de la ligue lombarde. Bergame et Brescia se dérobent à l'influence lombarde pour se rallier à Venise; à Lodi, Lemene imite librement les comédies de Maggi; dans d'autres villes, les patois sont fortement colorés et résistent en quelque sorte à la capitale.

Turin et Bologne sont les limites les plus reculées de l'influence milanaise. Turin, pressé entre la Lombardie et la France, a eu beaucoup de peine à garder un patois. Le plus ancien poète du Piémont, Aglione, a mêlé dans son recueil de l'italien, du milanais, du latin, des vers macaroniques, du français et du patois piémontais d'Asti. Ses poésies sont naïves et grossières; le caractère en est indécis, il reflète la double influence de Milan et de la France; quelques-unes de ces petites pièces offrent une légère trace de l'ancienne galanterie provençale. Le recueil d'Aglione a été imprimé en 1515 : on y remarque un dialogue franco-turinois entre un chevalier français et une dame du pays, qui ne sait pas résister aux promesses et aux sollicitations de l'étranger. Trois siècles auparavant, un troubadour avait écrit un dialogue sur le même sujet en provençal et en italien. — Plus tard, avec l'agrandissement de la maison de Savoie, le Piémont s'étendit aux dépens du Milanais, et il se forma une littérature originale. A Turin, on vante beaucoup les vers d'Isler, de Calvi et de Pipino; mais ils n'offrent rien de remarquable, si ce n'est un langage saccadé qui n'est ni italien, ni français, ainsi qu'une gaieté brusque et concentrée qui ne peut être goûtée qu'à huis-clos dans les maisons turinoises. Probablement le voisinage de la France a gêné la poésie piémontaise. A l'époque de la domination française, la succession des poètes piémontais fut interrompue. En 1814, le Piémont redevint italien, et, faute d'une puissante centralisation nationale, la poésie populaire se montra de nouveau, mais elle circula inédite, elle craignait les espions et les carabiniers (1). Gerolamo Gianduja est la caricature plébéienne du Piémont; c'est un pauvre rustre très gai, très satirique, habituellement domestique, mais rompu à tous les métiers; il suit même les chevaliers errans, et il est très respectueux envers ses maîtres, envers les fées, envers tout ce qui a l'air comme il faut. Jusqu'à présent le pauvre diable a été dédaigné par les poètes, et il est encore sur les tréteaux à l'état de simple marionnette.

Le patois de Bologne est le plus plaisant de l'Italie : il consiste dans une abréviation burlesque du milanais, auquel il donne une certaine force comique en ne conservant presque de chaque mot que les consonnes; il dit, par exemple, *spnzer, sgner, cnossù,* au lieu de *spingere, signore, conosciuto.* Dante a

(1) La révolution de juillet a réveillé le génie d'un poète piémontais; son recueil vient de paraître en Suisse, sans nom d'auteur. C'est une brillante satire de tous les travers que la pédanterie et la servilité ont multipliés dans le pays. Le poète piémontais imite Béranger, et il semble plein d'enthousiasme pour la poésie de Porta. Chose singulière! avec plus d'originalité, la littérature piémontaise offre encore ce caractère que nous avons signalé dans les vers d'Aglione, qui reflétaient la double influence de la Lombardie et de la France.

fait les plus grands éloges de ce dialecte : « Il se mêle, dit-il, aux patois d'Imola et de Ferrare, il a la légèreté de l'un et la faconde de l'autre; il tient aussi aux langues lombardes, et il sait s'emparer de ce qu'il y a de mieux dans les pays qui l'environnent. » En effet, le patois de Bologne s'est toujours montré habile à profiter des travaux des poètes lombards, sans rien perdre néanmoins de son originalité. Les philologues bolonais ont toujours fait cause commune avec les Lombards, et presque aux portes de Florence, ils ont toujours défendu leur indépendance contre la langue italienne avec une grande ténacité. — Au moyen-âge, Bologne se décernait le titre de *docta*. Vers la fin du XVIe siècle, cette épithète devint une injure en se personnifiant dans la caricature du docteur Gratien. Ce personnage est un bavard qui fait toujours de l'érudition à rebours, sans manquer d'un certain savoir-faire d'avocat; les sentences dont il farcit ses discours ne l'empêchent pas de voir clair dans ses affaires. La poésie bolonaise a tiré presque toute son originalité de ce caractère du docteur Gratien; il a été le Meneghino de Bologne.

Le premier poète bolonais qui mérite qu'on le distingue est J. César della Croce (1), pauvre serrurier qui avait quatorze enfans, et qui écrivit quatre cents brochures. Toutes les bouffonneries, toutes les traditions burlesques du pays, toutes les petites anecdotes de carrefour, tous les contes de gourmands, tout ce qu'il y avait de ridicule et de piquant dans Bologne a passé entre ses mains, et il est encore l'Homère des bonnes et des enfans. Son chef-d'œuvre est le conte de *Bertoldo*, qui a fait le tour de l'Italie, plusieurs fois traduit en italien et en différens patois. Bertoldo était le sage du roi Alboin, ou plutôt c'était le docteur Gratien de sa cour. Quand on le bannit des terres longobardes, il revient aussitôt sur une charrette de sable étranger; quand on lui défend de paraître à la cour, il s'y présente, caché derrière un crible; c'est en cela que consiste sa sagesse. On lui a donné deux fils, Bertoldino et Cacasenno; le premier est le Gribouille italien; renchérissant sur la finesse du père, il se jette à l'eau pour se sauver de la pluie. Cacasenno exagère la sagesse de Bertoldo avec une pédanterie doctorale. Les deux frères ne sont qu'une exagération de la caricature de Gratien ou de Bertoldo. Évidemment, cette trilogie comique n'est que l'histoire du bouffon d'un roi longobard, défigurée d'après le génie et les traditions de la populace bolonaise.

Croce n'a pas toujours écrit en bolonais; son histoire de *Bertoldo* a été rédigée en italien; mais ses contes lui furent inspirés par sa ville natale, son style se ressentit de l'influence du patois, et, quand il abandonna l'italien, il ne fit que suivre la direction des idées populaires qui juraient avec la langue italienne.

Scaligero della Fratta, successeur de Croce, a continué la guerre du patois bolonais contre la langue italienne; il a écrit une bonne comédie, une foule de bouffonneries et un long plaidoyer en faveur du patois de son pays contre l'ita-

(1) Né en 1550, mort en 1605.

lien. Cette apologie est le plus singulier ouvrage que nous aient légué les littératures populaires; l'auteur y démontre l'adresse, l'industrie, l'antiquité, la noblesse des Bolonais; il rapporte une quantité de vers, de sonnets, de lettres; il met en scène les caricatures italiennes. « Pantalon, dit-il, est négociant, le Napolitain est capitaine, le Romain est gentilhomme; mais Gratien, Gratien est savant, il doit donc avoir le pas sur tous les Italiens. » Scaligero développe presque toujours sa pensée sous la forme de la description ou du dialogue; à la suite d'une proposition pédante, il place un conte; à la fin d'un madrigal, il pose un axiome, et, à force de proverbes et de bons mots, il finit par se faire lire d'un bout à l'autre, malgré la bêtise réelle ou simulée de son livre. Sa conclusion est que le bolonais est supérieur à l'italien; elle est d'ailleurs énoncée dans le titre de l'ouvrage : *Discorso di Camillo Scaligero della fratta qual prova che la favella di Bologna precede ed eccede la Toscana in prosa ed in rima.* Après Scaligero, le patois se développa avec plus de vigueur, et les attaques contre la langue italienne furent renouvelées avec plus d'impertinence. Montalbani et Bumaldi voulurent imposer à cette langue la domination des patois de Bologne et de Milan, mais ils se placèrent à un point de vue italien, ils voulurent transporter les phrases bolonaises dans le dictionnaire de la langue nationale, ils prirent au sérieux les plaisanteries de Scaligero, ils eurent l'impudence de citer Dante, et leur prose italienne, farcie de citations stupides, offre les ridicules et non le bon sens satirique du docteur Gratien.

Le troisième poète de Bologne est Lotto Lotti; il fleurissait en 1685 à l'époque où l'on commençait à restaurer la littérature italienne. Il n'a pas la spontanéité de Croce; au lieu d'inventer les caractères, Lotti donne toute son attention aux détails; au lieu de s'emparer des traditions lombardes, il imite le Milanais Maggi. Lotti ne conserve l'originalité bolonaise que lorsqu'il trace des caricatures doctorales; ainsi, sa meilleure pièce de vers est un dialogue intitulé *l'Avocat*, et, dans un petit poème de commande sur le siége de Vienne, l'auteur n'est vraiment inspiré que pour nous montrer Mahomet en queue poudrée et en besicles, faisant les affaires de Pluton avec l'obséquiosité de l'avocat bolonais. Lotti est mort dans le plus complet dénuement, laissant au théâtre italien un répertoire détestable de drames et de comédies.

De 1650 à 1750, la poésie bolonaise a produit des parodies de l'*Énéide* et de *la Jérusalem délivrée*, beaucoup de contes, une foule de nouvelles en vers, en prose, écrites quelquefois dans un italien fort corrompu; ce furent des productions insignifiantes, où vint s'éteindre toute cette famille d'amusantes caricatures qu'avait créée l'imagination de J. César della Croce. A la fin du XVIIIe siècle, on ne trouve plus qu'un dernier poème écrit dans l'intention avouée de tourner en ridicule l'ancienne république de Bologne, pour faire l'apologie du saint-siége. Casali (1), qui est l'auteur de ce poème, a évoqué les Lambertazzi, les Geremei, la mythologie, la magie, la religion; il a fait un pêle-mêle de

(1) Né en 1721, mort en 1802.

créations bouffonnes et de traditions chevaleresques; et, malgré toute la peine qu'il s'est donnée, il n'a réussi qu'à marquer le dernier terme de la poésie bolonaise.

Naples, Venise, Milan et Palerme sont les quatre centres de la poésie populaire en Italie. Nous avons parlé des trois premiers. Palerme est le plus important de ces centres après Venise. A part ses poésies burlesques qui sont nombreuses, la Sicile a eu trois époques littéraires : l'époque féodale, dont il reste encore des chants populaires et des traditions confuses; l'époque classique du XVIᵉ siècle, qui produisit Veneziani et une foule de poètes, et qui fut comme un développement sicilien de la poésie provençale; la troisième époque commence au XVIIᵉ siècle avec la décadence italienne, et finit au XIXᵉ siècle avec les poésies de Melli. Dans cette période, qu'on peut appeler pastorale, la Sicile renouvelle la gloire de Théocrite, comme si elle était la patrie éternelle de l'idylle. Mais nous devons borner, cette fois, au continent italien notre revue des littératures populaires, et, pour la compléter, nous ajouterons quelques mots sur Gênes, Rome et Florence. Les poètes peu nombreux d'Ancône, de Ferrare, du Frioul et d'autres pays n'offrent absolument rien de remarquable, si on excepte leur invariable coïncidence avec l'époque de la décadence italienne (1).

Bien que Gênes soit à peu de distance de Turin, de Milan et de la Toscane, son idiome se détache brusquement des patois qui l'entourent. On ne le comprend qu'avec peine; il est plein d'ellipses, de phrases proverbiales; joignez à cela une prosodie qui change en *ego* toutes les terminaisons, et des conjugaisons qui estropient tous les verbes italiens. En Italie, on dit que Dieu a oublié de donner une langue aux Génois, et qu'ils en ont inventé une à leur fantaisie. Dante disait que, si on ôtait l'*x* aux Génois, ils deviendraient muets. Varchi, en 1550, ne les croyait pas capables d'écrire un seul sonnet. Cependant ils eurent leur littérature, qui fut comme une imitation déguisée de la poésie de Pétrarque. Mais, après 1650, on ne trouve plus un seul poète génois digne d'être cité.

(1) Venise et la Sicile offrent quelques exceptions : ce sont deux îles; mais le théâtre vénitien fleurit au XVIIᵉ siècle, et il est le centre de toutes les littératures municipales. Nous rappelons ici ce que nous avons dit au commencement de l'article sur la poésie de Venise : si les littératures populaires de l'Italie se sont développées avec une richesse unique parmi les nations modernes, c'est qu'elles ont succédé à une littérature nationale, tandis que le contraire est arrivé pour les littératures provinciales de la France, de l'Espagne, etc. Il est à regretter qu'une idée si simple ait été mal comprise dans un article consacré à mon livre sur Vico, et publié par le *Journal des Savans*. On m'a reproché, en effet, de vouloir sacrifier la littérature italienne aux patois, tandis que je me suis borné à tracer l'histoire de l'insurrection des patois contre la langue. Personne ne peut nier qu'à une certaine époque cette insurrection n'ait été victorieuse, et ce phénomène d'une littérature luttant avec désavantage contre les patois n'appartient certainement qu'à l'Italie. Ce n'est pas ici le lieu de répondre aux critiques de détail avec lesquelles on a essayé de com-

La courte période de la poésie génoise peut être divisée en deux époques. Foglietta, Zabatta, Dortona, Villa, Spinola, Casero, appartiennent à la première; Cavalli remplit seul la seconde. Les poètes de la première époque sont brillans, pleins de similitudes hasardées; ils comparent leur belle au marbre, à la neige, au gazouillement du serin, aux éclairs qui embrasent le ciel, au vent qui agite les arbres, aux étoiles, à la mer, etc. On dirait qu'ils veulent miter ces architectes de leurs églises qui ont cherché à produire avec le marbre les effets de la tapisserie. Cavalli est plus pur et plus élégant. Voici quelques-unes de ses strophes : « Ver luisant, étoile chérie, petite et brillante, où vas-tu? Pourquoi si étincelante? Est-ce de colère, est-ce d'amour? Ce rayon de lumière est-il le guide qui t'éclaire dans tes voyages, ou le signal qui appelle ton amie? Est-ce du feu ou quelque chose qui y ressemble? Non, ce n'est pas du feu; tu ne brûles pas, tu voles, tu nages dans l'air, tu crois être dans le ciel. Oh! bienheureux que tu es! Et moi, je meurs d'amour, je brûle toujours et sans espoir. Ver luisant, arrête, donne-moi une étincelle de ton feu, il pourra luire sans me tuer, il pourra se montrer aux yeux de la belle qui cause mon malheur et ne veut pas me croire. »

Le dialecte de Rome se rapproche beaucoup de l'italien, par conséquent il compte très peu de poètes : ses meilleurs écrivains sont Perresio et Bernieri, qui florissaient au XVIIe siècle. Des descriptions de fêtes populaires, des récits de querelles, de rixes, de combats, tels sont les sujets que traitent ces deux poètes. On trouve dans leurs vers une férocité toute romaine, une couleur locale à laquelle on ne saurait se méprendre; à ces coups de couteau donnés et rendus sans mot dire, on s'aperçoit qu'on est au milieu de l'Italie; c'est une poésie joyeuse, mais grossière et tachée de sang. Perresio a chanté la *fête de Mai* en faisant intervenir la féerie au milieu des jeux et des querelles populaires; les descriptions de ce poème sont vives et hardies; toute la plèbe romaine y est mise en scène avec ses mœurs et son irascibilité barbare. Bernieri a publié le *Meo Patacca,* poème qui se rattache indirectement à la délivrance de Vienne assiégée par les Turcs. Meo Patacca, le héros de Bernieri, est le *bravo* de

battre mon opinion. Je dois dire cependant que ces critiques, qui, je puis le prouver, ne reposent sur aucun fondement solide, n'attaquent mes travaux que dans leur partie la plus superficielle. Je n'ai pas songé, en effet, à faire de la philologie; les faits que j'ai cités sont connus de tous les Italiens. Ces faits se trouvent dans les trente-six volumes des poètes napolitains, dans les douze volumes des poètes milanais, dans cinquante volumes à peu près de poètes vénitiens. Il y a des recueils des poésies de Gênes, de Bologne, de Padoue, de la Sicile. Partout, en Italie, le voyageur peut recueillir des chansons populaires et entendre parler en patois. Ceux qui proclament d'ailleurs l'importance des faits ne doivent pas oublier que les faits n'ont par eux-mêmes aucune valeur. En veut-on la preuve? Tous les soirs on jouait la *Comedia dell' Arte;* à chaque instant on imprimait des poésies en patois; les faits étaient là. Tiraboschi, Crescimbeni, Gamba, les connaissaient mieux que moi; mais ils ne les ont pas compris, et cela devait être, car l'histoire est privée de sens pour celui qui recueille les faits sans les rattacher à des principes.

Rome, fier, vaillant, se faisant justice de ses propres mains, dominant la canaille par sa hardiesse; il est l'ame des émeutes, il peut soulever la populace contre le quartier des Juifs, il peut l'apaiser et lui prêcher la modération. Au reste, Meo Patacca n'est pas une simple caricature; le fond de ce type est à demi sérieux; la plèbe de Rome n'a presque pas de types purement bouffons. Pasquino et Marforio ne sont pas de la famille d'Arlequin et de Polichinelle : ce sont deux expressions heureuses d'une satire plus élevée; le plus souvent on les fait parler en italien ou même en latin. C'est à l'époque du conclave que les épigrammes de Pasquino et de Marforio se multiplient, et c'est aux cardinaux surtout qu'ils s'attaquent. Un historien du XVIIe siècle, Gregorio Leti, originaire de Bologne, est peut-être l'écrivain qui a mis en scène ces deux types célèbres avec le plus de bonheur; mais il écrivit ses satires en italien, et on n'y remarque aucune trace des influences locales, si ce n'est cette causticité propre à la population romaine, dont on chercherait en vain un exemple dans le reste de l'Italie.

Le dialecte de Florence ou de la Toscane est celui qui approche le plus de l'italien, mais il en est séparé par des différences assez fortes pour avoir pu se créer une littérature originale. Baldovino a publié une lamentation amoureuse qui, de l'aveu des critiques, dépasse tout ce que la langue italienne a produit dans le même genre : incapable d'écrire même de médiocres vers en italien, il fut le plus grand poète de la littérature florentine. Laurent de Médicis, Pulci, Berni, Simeoni, Doni, Cicognini, Michel-Ange Buonarroti (fils du peintre), Becco da Broggi (pseudonyme), Laurent Lippi, ont également écrit en florentin; nous omettons de compter quelques traducteurs du Tasse et de Boccace. Lippi a écrit un des plus beaux poèmes héroï-comiques de l'Italie. Laurent de Médicis, Pulci, Simeoni, Doni et Cicognini ont publié des stances rustiques; Berni et Buonarroti ont composé des comédies champêtres; Broggi a adressé des stances aux dames de Florence, et Moniglia s'est servi du patois dans quelques-uns de ses drames. En général, la poésie florentine ressemble à celle de Padoue; peu enjouée, peu railleuse, elle parle d'amour avec une naïveté villageoise également éloignée des rêveries chevaleresques de la Sicile et de la bizarrerie vénitienne. La poésie de Padoue est la pastorale de Venise; la poésie de Florence peut s'appeler la pastorale de l'Italie.

Si, dans tous les coins de l'Italie, il y a des patois et des littératures locales, si même, en Toscane, on trouve un dialecte qui se distingue de l'italien, quel est donc le pays où l'on parle la langue de Dante? Qu'est-ce que la langue italienne? Voilà le double problème qui reçoit une double solution dans l'histoire d'Italie, et qui divise toute la littérature de la Péninsule en deux partis, l'un italien proprement dit, l'autre florentin ou toscan. Pour les uns, la langue italienne se recrute dans les phrases de tous les patois, et ils la considèrent ouvertement comme une langue conventionnelle, qu'on ne parle nulle part, et qu'on doit étudier dans les écrivains qui l'ont faite. Les Florentins soutiennent

que la langue italienne n'est autre chose que la langue toscane, et que l'introduction des phrases lombardes, vénitiennes, napolitaines, etc., est le plus absurde attentat contre la pureté de la langue. Ces deux partis ont déchiré la littérature italienne depuis Dante jusqu'à Monti; ils ont commenté, jugé, classé tous les écrivains d'après leurs sympathies, et ils se sont toujours combattus avec l'acharnement des haines guelfes et gibelines.

Le parti florentin a été le plus actif; c'est lui qui a mis le plus de suite dans ses travaux et le plus d'obstination dans sa polémique. Les grands écrivains d'Italie, suivant lui, sont sortis de Florence; Dante, Boccace et Pétrarque sont Florentins. Florence est l'Athènes de l'Italie, la ville où le peuple parle le langage des grands hommes, la ville qui a pris l'initiative de la littérature italienne; c'est donc à Florence de veiller sur la pureté de la langue, de prononcer sur le mérite des écrivains, de faire le triage des mots, des phrases, et de fixer le dictionnaire de la nation. Qu'est-ce qu'une langue mort-née qu'on ne trouve que dans les livres, et qui prétend sortir de tous les dialectes d'Italie? S'il n'y a personne qui la parle, où prend-elle les règles qui lui servent à corriger les barbarismes et les idiotismes de ses patois? On dit que ce travail d'épuration se fait à la cour, que la langue italienne est aristocratique et courtisanesque. Mais c'est précisément à la cour que les langues se corrompent par le contact des étrangers, et qu'elles perdent toute la naïveté et la force populaires. — D'après ces idées, au commencement du XVIIe siècle, on a fait le Dictionnaire de la Crusca, grand lit de justice, où l'on a jugé les meilleurs écrivains de la nation avec une petitesse incroyable, et où les plus insignes pédans de l'Italie ont mis à la porte le Tasse, et ont daigné, après quelque hésitation, accepter Machiavel. Plus tard, l'académie a été forcée de revenir sur son ouvrage; elle s'est beaucoup relâchée de sa ridicule sévérité, mais elle n'a jamais abandonné ni les idées étroites, ni les préjugés des premiers collaborateurs. Buammatei, Tolomei, Bembo, Dolce, Varchi, Lenzoni et Salviati ont été les défenseurs les plus remarquables du parti florentin.

Le parti italien n'a pas eu de centre, mais il a été fort nombreux; il a réuni tout ce qu'il y a de plus national en Italie. L'opinion que soutient ce parti a été formulée par Dante, dans le petit traité *dell'eloquenza volgare*, qui est considéré comme la charte nationale de la langue italienne. C'est là que Dante a passé en revue les quatorze langues italiennes; c'est lui qui le premier les a condamnées, et depuis elles sont descendues au rang de patois. Il a mis celle de Florence au même niveau que celles de Bologne et de Milan; il a trouvé le langage de la Toscane non moins défectueux que celui de la Lombardie ou de la Pouille, et il en a conclu qu'il fallait une *langue noble*, *aulique*, *courtisanesque*, *générale*, pour créer une littérature commune à tous les peuples italiens. Trissino reproduisit ce système avec les détails qui étaient nécessaires pour tenir tête aux prétentions florentines; il travailla surtout à démontrer que Dante, Pétrarque et Boccace appartiennent à l'Italie, et non pas à la Toscane. Calmeta et Castiglione renouvelèrent la pensée de Dante avec quelques

modifications. Muzio s'en empara avec plus de conviction et de grandeur. Il est outré d'abord de la hauteur des Florentins, qui veulent donner le nom de Florence à la langue italienne, tandis que les véritables capitales, comme Paris, Londres, Madrid, n'ont jamais donné leur nom à aucune langue. Ensuite, il voit dans la littérature du XVIe siècle la réalisation de la pensée de Dante. Sanazzaro, Dolce, Trissino, Caro, Molza, le Tasse, l'Arioste, et d'autres écrivains, que l'Italie avait acceptés comme de grands hommes, ne sont pas de Florence, n'ont pas écrit en florentin; ils n'appartiennent à aucun patois, et cependant ils planent sur toute la nation. Que faut-il de plus pour démontrer qu'il y a une langue italienne en dehors de la Toscane, puisée dans les patois de l'Italie et consacrée par le génie des écrivains? Au XVIe siècle, le latin était encore la langue des sciences, et méditait des réactions contre l'italien. Muzio le combat avec des idées populaires qu'on ne s'attend pas à trouver dans un Italien du XVIe siècle; persuadé que la langue italienne est une conquête nationale, une puissante arme intellectuelle, le véritable levier de la pensée moderne, il veut la faire accepter au nom de la civilisation, et il lutte avec un égal acharnement contre les prétentions de Florence et contre les empiétemens du latin. — D'ici à quelques siècles, dit-il en finissant, il y aura une autre révolution; alors les peuples parleront de nouvelles langues, et les savans habitués à l'usage de l'italien refuseront de les reconnaître; ils voudront imposer aux idées nouvelles le joug de la vieille langue. Mais cette révolution s'accomplira comme la première, et les hommes nouveaux qui plaideront la cause de leur langage trouveront dans le patrimoine antique de l'italien de quoi s'autoriser dans leurs innovations. En voyant nos combats contre le latin, ils apprendront à combattre l'italien. C'est ainsi que les hommes supérieurs se donnent la main à travers les révolutions.

Après Muzio, Beni, Salvini et une foule de philologues harcelèrent le parti florentin, en dirigeant leurs efforts contre l'académie de la Crusca; la polémique s'est prolongée jusqu'à Monti, le dernier qui ait reproduit la pensée de Dante. Monti a rendu de grands services à la langue italienne; il a fait le procès au dictionnaire de Florence, il en a dévoilé les bévues, les étourderies, et il a proposé des améliorations incontestables. Malheureusement il avait la prétention d'être le *Dante ingentilito;* c'est comme qui dirait *Homère fashionable*. Il était entiché de cette littérature à la Pompadour qui dénaturait Shakspeare pour en tirer de petits drames de salon. Pour lui, la langue noble, la langue de cour, fut donc une langue de jolies phrases classiques. De là sa morgue aristocratique contre le peuple de Florence, et son aveugle mépris pour les inspirations les plus naïves et les plus populaires de la langue italienne. Perticari, gendre de Monti, se chargea de développer les erreurs de son beau-père; il alla ferrailler contre les écrivains florentins du XIIIe siècle, sans se douter qu'il devait quelque respect à une langue qui avait été parlée par le plus civilisé des peuples italiens.

Vers le commencement du XVIIIe siècle, il se forma un troisième parti, qui

n'était ni italien ni florentin. De l'avis des écrivains de ce parti, l'Italie devait avoir, à l'exemple de la France, une langue logique, dégagée, vraiment moderne, populaire sans s'appuyer sur les écrivains du XIIIe siècle, et noble sans tomber dans les tournures prétentieuses. Baretti et d'autres s'impatientèrent de toutes les discussions des Florentins et des Italiens, et citèrent les dictionnaires français, anglais et espagnols, pour montrer ce que c'est qu'une langue vivante qu'on doit parler sans étude et écrire sans difficulté. En apparence, ce parti était le plus raisonnable; mais il avait le tort d'être trop préoccupé des langues étrangères et de ne pas comprendre les différences qui séparent la littérature florentine de l'italienne, différences qui se reproduisent dans les mots, dans les phrases et dans les moindres détails du style; il avait aussi le grand tort de vouer au ridicule des questions qu'avaient posées des hommes de génie, et qui s'étaient renouvelées à chaque époque de l'histoire italienne. De plus, il était anarchique, car il s'adressait au raisonnement individuel pour accomplir une révolution soudaine dans la langue. Qu'a-t-il produit? D'aigres boutades contre les pédans, et des prosateurs pleins de gallicismes. Ses poètes ont échoué, parce qu'improviser une langue était au-dessus de leurs forces. Goldoni n'a rien gagné à se moquer des Florentins, et même à présent ceux qui suivent la méthode facile de Goldoni ne peuvent, s'ils sont pressés par l'opposition, que se jeter dans le parti florentin ou dans l'italien.

Il va sans dire que c'est la civilisation qui doit décider les questions de langue et de nationalité. Au XIIIe siècle, elle allait les résoudre au profit de l'Italie, ou plutôt de la Sicile; alors la langue italienne avait son centre à Palerme, et on l'appelait langue sicilienne sans chicaner. Vers la moitié du XIIIe siècle, la Sicile vit sa mission accomplie; la Toscane s'empara de la suprématie littéraire; Dante, Pétrarque et Boccace élevèrent Florence au rang de capitale, et les villes de la Péninsule n'osèrent pas même attaquer cette prétention au nom des droits que leur avait octroyés Dante. Au XVIe siècle, ce fut le tour de l'Italie. La langue toscane, en se répandant dans les autres états, subit la double influence des patois et du latin. Ainsi généralisée, renouvelée par des tournures classiques et cultivée à la cour, cette langue se trouva en harmonie avec la littérature de la renaissance, littérature en même temps ancienne et moderne, nationale et savante. Florence plia devant ce mouvement italien. Varchi assure que de son temps, en Toscane, on n'osait plus lire un auteur florentin. Encore enfant, il avait été réprimandé pour avoir été surpris un Pétrarque à la main. Si un grand prince, marchant sur la trace des Borgia, eût improvisé cette unité nationale que la France et l'Espagne ont obtenue dans le cours des siècles et par l'organisation féodale, nul doute que cet homme n'eût tranché pour toujours la question de la langue italienne. Mais ce miracle ne se fit pas, l'Italie tomba sous la domination espagnole, et Florence profita habilement du revirement pour reconquérir, à force d'intrigue, ce qu'elle avait perdu par défaut de génie. Avant le XVe siècle, Florence avait donné trois grands

hommes à la nation, Dante, Pétrarque et Boccace; cette fois elle donna un mauvais dictionnaire. A l'époque de Pétrarque, elle s'était trouvée inopinément la capitale littéraire de l'Italie; au XVIIe siècle, en voulant s'attribuer le monopole de la langue italienne, elle hâta l'indépendance des patois. On ne peut voir sans étonnement l'unanimité avec laquelle plusieurs centaines de poètes, écrivant en patois et dispersés dans toutes les parties de l'Italie, les uns à l'insu des autres, ont tous affecté de donner le nom de langue de Florence à la langue italienne. La logique instinctive de la poésie est infaillible. Les poètes des patois, par une déférence sans bornes envers cette Florence si odieuse aux défenseurs du parti national, ne faisaient en réalité que saisir le moyen le plus sûr pour se débarrasser de la langue italienne. En reléguant l'italien à Florence, ils s'assuraient le droit d'écrire dans leur langage. Ainsi quatre fois l'Italie s'est efforcée de résoudre le problème de sa langue, et quatre fois elle a interrompu son travail pour changer de voie.

Chacun des trois partis qui se disputent la gloire de donner une langue à l'Italie mérite un reproche particulier. Ainsi, la langue toscane est d'un usage circonscrit, la langue italienne manque absolument de popularité; c'est une langue qu'on ne parle pas. La langue moderne ne relève ni des livres ni des localités, elle n'a pas de traditions nationales et ne peut pas se défendre des gallicismes. Aucun des trois partis ne possède donc encore le moyen de résoudre la question.

C'est quelque chose de bien triste que cette querelle qui commence avec Dante et qui n'est pas encore près de se vider, et nous n'avons indiqué que le côté poétique de ces tracasseries sur des riens, dont cependant se composent la langue, le style, l'analyse même de la pensée. Nous avons passé sous silence les divisions intérieures des villes de la Toscane, les dissidences entre Dolce et Bembo, les variantes infinies des philologues qui, en proclamant leur zèle pour la cause de la langue nationale, gardent toujours un secret penchant pour le patois de leur ville natale. Nous n'avons pas rappelé la déplorable impertinence de quelques villes qui ont proposé à la langue les phrases les plus impures de leur patois; les criantes injustices des pédans envers les hommes de génie, et les in-folios où l'on a disséqué mot par mot, phrase par phrase, les nouvelles de Boccace, les terzines de Dante, les stances du Tasse, etc. Les Italiens n'ont pas permis à un seul écrivain d'avancer d'un pas, d'un mot, sans le forcer à rendre raison de ses libertés devant trois ou quatre opinions; ils ont verbalisé sur tout et à toutes les époques. Le Tasse a refait sa *Jérusalem délivrée* pour apaiser les critiques, et Dante lui-même a été obligé d'analyser et de justifier la langue qu'il avait parlée dans ses momens d'inspiration. Or, que l'on imagine cette Péninsule divisée en quatorze parties, partagée entre l'italien, le florentin et les patois, livrée à des chicanes qui ont leur source entre Florence et la Toscane, qui se propagent de la Toscane à l'Italie, puis se multiplient entre l'Italie et chacun de ses états qui réclame l'indépendance de son langage; et au-dessus

de tout cela Rome, centre du monde catholique, parlant encore la langue latine dans ses assemblées politiques et religieuses. Ce spectacle était bien imposant à l'époque de Léon X ; alors la pensée dominait la parole, mais le chaos devint infernal au XVIIe siècle. L'embarras des langues avait été un jeu pour la nation tant qu'elle avait marché ; à l'instant où elle s'arrêta, il devint un poids énorme pour tout poète de génie ; il ôta aux masses le droit de la parole, il supprima toute littérature familière, il imposa la pompe académique aux productions les plus légères ; la rédaction d'une lettre ou d'un dialogue devint d'une extrême difficulté. Aussi la pensée se sépara de la parole : d'un côté, le mérite d'une rédaction tant soit peu élégante éleva des hommes sans idées à une célébrité honteuse pour la nation ; de l'autre, on vit les plus grands penseurs, depuis Campanella jusqu'à Romagnosi, écrire dans une prose terne, prolixe, tandis qu'en France et dans l'Italie de Léon X, la qualité de grand écrivain était tout naturellement réunie à la science de Montesquieu et de Machiavel. Enfin, pour revenir une dernière fois aux patois, la littérature nationale rompit avec la littérature populaire : l'une, grace aux souvenirs du XVIe siècle, s'exprima toujours en un langage harmonieux et qui convenait à l'improvisation tout en restant classique ; la poésie populaire se réfugia dans les cités italiennes, accepta l'anarchie des patois, se déclara en révolte contre la poésie nationale, opposa théâtre à théâtre, poètes à poètes ; et chaque capitale devint un centre d'insurrection contre l'unité littéraire de l'Italie. Les patois de Milan, de Palerme, de Venise, de Naples, jouèrent le rôle de véritables langues mères ; ils subjuguèrent les patois qui les environnaient, et, après huit siècles, l'Italie se trouve encore devant les grands problèmes de langue, de littérature et de nationalité posés par Dante.

C'est en contemplant ce gaspillage de génie, ce chaos de langages, de littératures, de nationalités, qu'on voit que l'Italie est le pays des arts et de la poésie. Quelle force n'a-t-il pas fallu à cette littérature du XVIe siècle pour comprimer tant de prétentions étroites, pour produire de magnifiques poèmes dans une langue qui n'était pas parlée par ses poètes, et pour se faire accepter par tous ces Vénitiens, ces Napolitains, par tous ces peuples si divisés entre eux ! Après le XVIe siècle, que de difficultés n'ont pas eu à combattre les écrivains qui, comme Alfieri, consacraient trois ou quatre heures par jour à l'étude de la langue ! Quand on pense à ce labeur ingrat, à cette multitude de petits obstacles qui épuisaient l'énergie des plus déterminés, on est tenté de faire sa paix avec l'abbé Chiari, et d'applaudir aux mauvaises pièces de Goldoni ; ils sont parvenus à tromper l'Europe à force d'esprit, ils lui ont fait accroire qu'il existait une nationalité italienne ; ils ont caché, jusqu'à un certain point, ces *Goths* et ces *Arlequins* dont parle Voltaire, et qui s'agitaient au fond des municipalités. D'un autre côté, que de verve dans ces Goths et dans ces Arlequins ! que de beautés dans les folles bigarrures de Gritti, dans l'élan plébéien de Sgruttendio, dans la naïveté fantasque de Basile, dans les bouffonneries de Porta, dans les rêveries de Melli et de Veneziani, dans la délicatesse attique

de Baldovino ! Si on examine de près ces chefs-d'œuvre, on est séduit, on prend en aversion l'Italie et sa littérature des deux derniers siècles, on est tenté de faire du fédéralisme avec ces patois si indisciplinés, mais si ingénieux et si adroits à profiter de leurs avantages. C'est pour résister à cette tentation que les écrivains du XVI[e] siècle se sont isolés des villes italiennes au point d'oublier le peuple et ses traditions ; ils ont fait main basse sur toutes les municipalités, parce qu'ils poursuivaient avec la logique instinctive de la poésie ce but d'unité nationale que méditait Machiavel dans son *Prince*. La vieille Italie du moyen-âge mourait méprisée dans les provinces ; mais la nouvelle Italie, prophétisée par Dante, se révélait pour la première fois dans leurs poèmes. Ainsi l'étude des patois, comme toutes les autres études qu'on peut entreprendre sur l'Italie, nous ramène à l'admiration du siècle de Léon X ; les écrivains de cette époque sont au-dessus de toute atteinte ; la critique, en voulant fronder, ne fait que justifier ce qu'elle appelle leurs défauts. Si on fouille dans les patois qui ont travaillé en sous-œuvre contre la littérature du XVI[e] siècle, on est étonné de la domination de ces grands hommes ; si on interroge les révolutions modernes pour chercher un rôle à l'Italie, on est devancé par leurs prévisions.

J. FERRARI.

ÉCRIVAINS CRITIQUES

ET

HISTORIENS LITTÉRAIRES

DE LA FRANCE.

VIII.

M. J.-J. AMPÈRE.

Il y a déjà dix ans que M. Ampère professe la littérature. Depuis le premier essai qu'il fit de la parole publique à Marseille en 1829, il n'a pas cessé, soit dans les conférences de l'École normale, soit au sein de la Faculté comme suppléant tour à tour de M. Villemain et de M. Fauriel, soit enfin en son propre lieu, dans la chaire du collége de France, d'appliquer à l'histoire littéraire moderne les résultats de ses instincts divers, de ses études variées, et il a fini par les concentrer exclusivement sur l'histoire de la littérature française, dont il publie une introduction développée et approfondie pour les temps

qui précèdent le XIIe siècle (1); dans le moment actuel de son enseignement oral, il en est arrivé au XVIe.

L'influence de tels travaux, il faut tout d'abord le reconnaître, est bien antérieure d'ordinaire à la publication qui s'en fait sous forme de livres; et, pour ce qui est de M. Ampère en particulier, voilà sept années au moins que cette influence existe, qu'elle féconde les directions des jeunes esprits laborieux, qu'elle stimule, qu'elle éclaire les travaux collatéraux des autres critiques, qu'elle réagit même sur les talens des maîtres plus mûrs pour les avertir à quelques égards d'un certain progrès nouveau. Mais ce que savaient les auditeurs assidus, les témoins et les juges les plus rapprochés de l'enseignement de M. Ampère, le gros du public sérieux s'en peut faire une idée aujourd'hui par les excellens volumes qui divulguent, aux yeux de tous, les fruits de sa méthode et de ses recherches; une entreprise, ainsi produite, fonde à l'instant ou confirme un nom.

On ne s'étonnera donc pas qu'à propos du livre, et pour le mieux expliquer à notre gré, nous parlions aussi de l'homme même, des origines et des accroissemens intérieurs de cet esprit si original et si vif. Derrière le livre et avant lui, il y a dans M. Ampère un personnage littéraire très caractérisé, un maître très à part en critique, et, pour ainsi dire, une méthode en action. Au milieu de tant d'influences à fracas et de méthodes plutôt subversives, il nous paraît bon d'insister sur une manière neuve et sobre, ingénieuse et judicieuse, fertile en vues, vérifiable toujours, qui, entre mille avantages, a ses imperfections et quelques défauts sans doute, mais aucun de ceux qui égarent. — Il ne nous restera, tout cela démontré, qu'à suppléer l'amitié elle-même de nous pardonner d'avoir pu être si *analyseur* à son égard, et d'avoir tant osé distinguer ici et là. Plus heureux ceux qui se contentent de profiter, de reconnaître et de jouir!

Fils d'un père illustre, nourri au foyer le plus central des sciences, M. Jean-Jacques Ampère, qui les goûtait dès l'abord et les entendait avec cette native curiosité avide du savoir universel, se déclara toutefois d'une préférence irrésistible pour les lettres. Il ne fesait en cela que choisir encore dans les diverses parts, et, pour ainsi dire, les diverses muses de l'héritage paternel. Mais ce qui, chez son père, n'avait été qu'une distraction de jeunesse et un goût délassant,

(1) *Histoire littéraire de la France avant le douzième siècle*, chez Hachette, rue Pierre Sarrasin, 12. — Les deux premiers volumes ont paru depuis quelques mois; le troisième, qui complète cette introduction, doit être mis en vente dans quelques jours.

devint chez le fils une passion principale, entraînante, une verve durable et continuelle. Chose remarquable! lorsqu'après bien des efforts et des détours qui purent souvent lui sembler bien pénibles et lointains, M. J.-J. Ampère en vint à s'établir définitivement au cœur de l'histoire littéraire comme en son domaine propre, il se trouva y apporter précisément cette faculté d'enchaînement, ce besoin instinctif des rapports et des lois, cette sagacité investigatrice des origines et des causes, dont son noble père avait fourni de si hautes preuves dans un autre ordre de vérités. L'originalité de M. Ampère en critique consiste à donner à certaines vastes portions du champ littéraire une sorte de constitution véritablement scientifique. C'est là du fils au père, avec une heureuse variété d'application, un trait frappant de ressemblance, une reproduction à la fois intime et imprévue.

Deux tendances principales semblent s'être partagé de bonne heure l'esprit et l'imagination de M. Ampère : la tendance purement poétique et l'historique. Par la première il se sentait excité à prendre rang dans le groupe des poètes qui, dès 1819, faisaient ouïr les sons d'une lyre nouvelle. Par l'autre voix secrète, il n'était pas moins excité à se marquer une place entre les jeunes et hardis investigateurs qui, dans les dix dernières années de la restauration, allaient demander aux littératures étrangères des vues plus larges, des précédens et des points d'appui pour l'émancipation de l'art, et des termes nombreux de comparaison pour l'histoire de l'humaine pensée. Dans l'une et dans l'autre voie, M. Ampère se jeta avec tout le feu de ces années d'assaut et d'avant-garde; mais, par la forme même de ses projets et de ses ébauches, il dénota tout d'abord son instinct des grands ouvrages et des longues entreprises.

Entre ces deux tendances, il n'y avait pas seulement émulation chez lui; il dut y avoir quelquefois tiraillement. L'une, seule, a prévalu au dehors, et, à dater de ses spirituels articles au *Globe* sur Goethe (1827), M. Ampère s'est classé dans l'opinion uniquement à titre de critique. L'autre tendance est donc demeurée comme étouffée et rentrée; mais le dirai-je? (et les amis de M. Ampère le savent), elle n'a jamais péri. Sous cette continuité de travaux plus ou moins sévères, l'esprit de poésie n'a cessé de courir comme un ruisseau qui, pour être caché, n'en donne pas moins, aux endroits même les plus graves d'aspect, une sorte de fraîcheur et de vie (1).

(1) Toute la veine, chez M. Ampère, n'est pourtant pas restée cachée; on a lu de

C'est une erreur de croire que la poésie ne doive se produire que directement. On l'a dit, dans sa délicatesse première elle est presque une qualité de l'ame et une vertu. Laissée entière sur sa tige, elle est comme la fleur virginale du devoir; à demi cueillie et contenue, elle embaume souvent toute une vie et la pénètre, comme ferait un aromate secret. Produite, au contraire, elle s'évapore, s'altère plus ou moins dans cette atmosphère publique de vanité, et, quand d'autres la respirent à l'envi, le cœur même d'où elle est sortie peut demeurer aigri ou désert. Tandis qu'au moral cela se passe d'ordinaire ainsi, littérairement la poésie rentrée a d'autres détours encore. Qu'est-ce, par exemple, que cet esprit de poésie appliqué en dessous à la critique, à l'histoire littéraire? Est-ce par des fleurs qu'il va se produire? Est-ce par une certaine sentimentalité extérieure? par des élancemens hors de propos? Oh! non pas; tout cela est de la fausse rhétorique et de la pure phrase. Sera-ce du moins par une certaine forme d'art, par une certaine lumière vive et juste d'expression qu'il se fera jour et resplendira à travers l'analyse? Oh! à la bonne heure! ce serait davantage cela. La critique ainsi faite, l'histoire littéraire ainsi arrosée par des sources secrètes reparues à temps et largement brillantes au soleil, ressemblerait dans ses plus heureuses perspectives à ces fertiles contrées merveilleusement touchées par le poète :

A l'horizon déjà, par leurs eaux signalées,
De Luz et d'Argelès se montraient les vallées (1).

Mais ce serait trop beau; et, quand on le pourrait à force de talent, la disposition même des sujets, et, pour ainsi dire, l'ingratitude des lieux ne répondraient pas. Tant de richesse riante n'est pas nécessaire pour que l'esprit poétique dont je parle, et qui s'est refoulé, se refasse son emploi. L'expression même dans son éclat étant absente, et la surface se conformant avant tout aux ressources du fonds, il y a lieu à quelque chose de plus secret. Le poète, sous le critique, se retrouve, et ne fait qu'un avec lui par l'esprit, la vie, et *le sens propre* qu'il découvre et rend aux choses à chaque moment. Cette intelligence secrète et sentie que n'ont pas eue tant d'estimables historiens, pourtant réputés à bon droit critiques, ce don, cet art particulier dont la sobre magie se dissimule à chaque pas, qui ne con-

lui son mâle récit en vers des aventures du héros Sigour, sa haute et grave contemplation dédiée à son père et intitulée *Uranie*.

(1) Alfred de Vigny, *le Cor*.

vertit pas tout en or, mais qui rend à tout ce qu'il touche la qualité propre et la vraie valeur, tient de très près à l'esprit poétique, modéré et corrigé comme je l'entends. On a dit quelque part que le poète c'est celui qui ne sait pas, mais qui devine, qui sent et qui rend. Eh bien! chez M. Ampère, on retrouve à tout moment celui qui devine sous celui qui sait.

On arriverait naturellement à cette conséquence assez singulière, que, sous une telle forme sobre et dissimulée, l'esprit poétique, intime, précis, et en tant qu'il touche aux racines mêmes, existe plus peut-être que dans d'autres manières bien autrement brillantes et spécieuses, où le critique écrivain se rapproche et s'inspire davantage de l'orateur et du peintre.

Cette verve, cette saillie courante et vive qui est le jet de la poésie, M. Ampère en a gardé comme l'impulsion originelle, et il en porte quelque chose au fond jusqu'aux endroits même arides de l'histoire littéraire. Elle est devenue pour lui, à l'état d'étude, un entraînement successif, un sentiment continu et attachant, un voyage ému. Le bon goût spirituel règle l'exécution; mais ce n'est qu'ardeur et feu dans la recherche.

Je me plais à insister, parce que M. Ampère est un des plus beaux exemples de la combinaison utile des deux vocations après une lutte laborieuse; il en est sorti une seconde vocation composée, plus vraie, plus ferme et bien assise. Il est bon d'avoir ainsi deux qualités opposées, et comme deux points de départ distans; cela fait *l'entre-deux* qu'exige Pascal, et donne une base certaine pour prendre la haute mesure des choses.

Un autre bel exemple encore à proposer d'une forte combinaison semblable au sein d'un talent, est celui de M. de Tocqueville, lequel, avec le regret natif des anciens jours, est arrivé, comme malgré lui, à l'idée et à l'initiation de la démocratie grandissante. En le lisant je me suis surpris plus d'une fois à penser que rien n'est beau comme le bon sens, lorsqu'il triomphe de la passion qu'on y sent subsister, qu'on y voit s'abaisser et frémir d'un air de noble coursier sous le frein. Nommer M. de Tocqueville près de l'ami qui nous occupe, c'est parler d'un talent de même portée, et comme d'essor fraternel. Tous les deux travaillent à leur manière, philosophiquement ou historiquement, par les prévisions ou par les souvenirs, à orner sur de larges surfaces et à de grandes hauteurs le monument de la société présente qu'ils acceptent, qu'ils saluent non sans réserve, mais qu'ils sont surtout faits eux-mêmes pour honorer.

En ce qui est de M. Ampère, il ne m'appartient pas de raconter en détail la diversité et la multiplicité des influences, ou, pour mieux dire, des aimantations successives que reçut ce noble esprit avant d'arriver à sa formation entière et à sa constitution actuelle. Châteaubriand, Goethe, Lamartine, Cousin, Fauriel, ont tour à tour ou à la fois agi. De tous ces courans parallèles ou rivaux, de toutes ces lames redoublées (cette image physique et presque domestique est ici permise) il est résulté vraiment une manière de pile de Volta, un appareil littéraire considérable. — Je parlerai encore moins de ces autres influences incomparables qui ne se mesurent pas, et pour lesquelles il faudrait demander un nom aux muses.

Parmi les actions les plus directes qui ont de bonne heure pénétré dans le talent et la méthode critique de M. Ampère, il est juste pourtant de distinguer singulièrement et d'indiquer la part expresse de M. Fauriel. Ce docte et original esprit, dont les idées historiques et littéraires, sans guère franchir encore le cercle de l'intimité, eurent tant d'effet autour de lui dès 1820, peut ici revendiquer un droit que s'est toujours empressé à proclamer, dans sa reconnaissance, le disciple émancipé, devenu maître à son tour. M. Fauriel contribua plus qu'aucun à développer en M. Ampère le goût des origines, à lui faire envisager, hors des enceintes murées des littératures toutes définies, la poésie libre et naïve, s'échappant çà et là par des chants, par des romances populaires, se déroulant par des légendes, et y réfléchissant la vie et l'imagination des diverses races aux âges primitifs ou intermédiaires de la civilisation. Mais M. Ampère, en se livrant même éperduement à ces excursions lointaines et parfois presque sauvages, dut à l'espèce d'idéal poétique que caressa toujours son imagination, de ne jamais renoncer aux monumens des grands siècles, d'en garder le goût, et d'en maintenir le culte en lui, avec une religion, très tolérante sans doute, pourtant très sincère. Par ce dernier côté, il se rattache à M. Villemain, à ce devancier heureux, dont il diffère d'ailleurs avec originalité, et qu'il a pu même continuer d'autant mieux pour sa part qu'il le rappelle moins.

Les voyages ont été un des plus fréquens et des plus actifs moyens d'acquisition intellectuelle pour M. Ampère. Il est l'un des premiers en France qui aient à ce point voyagé dans un simple but de littérature et pour aller étudier sur place, sous toutes les zones, les diverses productions de la pensée. N'y allait-il d'abord que dans ce but d'information curieuse? Dans ses courses, dès 1826, à travers l'Allemagne, dans ses stations près de Goethe à Weimar, en cette petite

cour illustre toute remplie alors des rayons de l'astre couchant, et qui en conserve aujourd'hui un culte si sacré; dans ses pointes aventureuses en Scandinavie dont il ouvrait si bien l'investigation reprise et poussée par d'autres; dans ses fuites et refuites, auparavant et depuis, à des rivages plus doux et aux traces du chantre de Béatrice; dans cette longue parenthèse enfin de Drontheim à Agrigente, n'allait-il que pour amasser des idées précises, des matériaux de première main à une histoire littéraire comparée? N'était-il qu'un Childe-Harold de la critique? N'y eut-il pas d'autres projets plus spécieux, plus vagues, les rêves grandioses de première jeunesse, ce que les aurores boréales ou la fée Morgane nous peignent dans des mirages trop tôt évanouis (1)? Eh! qu'importe que sous cette forme peut-être tout cela n'ait pas donné? Il n'y a pas de naufrage là où se retrouvent justifiées et couronnées toutes les plus nobles espérances; ou bien alors, pour parler avec le poète, c'est un *naufrage victorieux*. De retards en retards, M. Ampère nous est revenu un historien littéraire de plus en plus consommé et enrichi; dans ce genre élevé et combiné tel qu'il l'embrasse, il nous a rendu et nous rend incessamment ce que lui seul pouvait faire.

Il en est exactement de l'ordre littéraire comme de l'ordre naturel d'organisation, et de l'esprit comme de la vie. La vie est jusqu'à un certain point indépendante de la forme de l'organe; mais, une fois

(1) C'est ce qui semble, en effet, respirer et soupirer dans une délicieuse pièce de lui que notre indiscrétion dérobe à un *Album*, et qui révèle tout un coin charmant et attristé de cette ame. Combien la sensibilite du poète s'y trahit sous l'esprit! combien l'ironie douloureuse sous la gaieté scintillante!

LE BONHEUR.

Mes amis ont raison, j'aurais tort, en effet,
De me plaindre; en tous points mon bonheur est parfait:
J'ai trente ans, je suis libre, on m'aime assez; personne
Ne me hait; ma santé, grace au ciel! est fort bonne;
L'étude, chaque jour, m'offre un plaisir nouveau,
Et justement le temps est aujourd'hui très beau.

Quand j'étais malheureux, j'étais triste et maussade,
J'allais au fond des bois rêveur, le cœur malade,
Pleurer. — C'était pitié! j'aimais voir l'eau couler,
Et briller ses flots purs, et mes pleurs les troubler.

Mais maintenant je suis heureux, gai, sociable;
J'ai l'œil vif et le front serein; — je suis aimable.
Le ruisseau peut courir à l'aise et murmurer,
Dans son onde à l'écart je n'irai point pleurer.

l'organe donné dans sa forme générale, elle s'en sert comme d'un point d'appui, elle l'élabore, l'organise au-dedans et se l'approprie pour ainsi dire. De même, avant l'œuvre tout à fait entamée et avancée, il y a plus d'une forme, je le crois, plus d'une issue possible à un vif esprit pour se produire et donner tout ce qu'il contient; mais, une fois la forme de l'œuvre prise ou imposée, pour peu qu'elle convienne, l'esprit s'y loge à fond et y passe tout entier. Béranger d'abord ne se croyait pas fait pour la chanson; il cherchait la grande poésie dans les genres réputés nobles; s'il s'essayait dans le refrain, c'était sans but et par délassement. Mais, un beau jour, il s'aperçoit que la chanson peut tout tenir d'essentiel, même le grand, et le voilà qui s'y porte en entier et y triomphe. — Arrivons donc à cette histoire littéraire dans laquelle le talent, l'imagination, la sagacité et le savoir de M. Ampère se sont croisés et concentrés, et où la greffe savante a multiplié de si fructueux résultats.

Il a pensé avec les Bénédictins, et par des raisons que j'ose dire plus profondes, que l'histoire littéraire de la France ne se pouvait circonscrire aux siècles où l'on a commencé d'écrire en français. Comme il voit, avant tout, dans la littérature l'histoire du développement intellectuel et moral de la nation, il a pris cette nation à ses origines et jusque dans les élémens les plus anciens qu'on retrouve épars sur le sol. A ce titre, les vestiges ibériens, celtiques, phocéens, l'ont d'abord occupé; mais il s'est considéré surtout en plein sujet, aussitôt après la conquête latine, dans l'époque dite gallo-romaine, qui s'étend depuis César jusqu'à l'invasion des Francs. Durant ces quatre

Quand j'étais malheureux, souvent, lassé du monde,
Je m'abîmais au sein d'une extase profonde;
Dans un ciel de mon choix mes sens étaient ravis :
Indicibles plaisirs de longs regrets suivis!

Maintenant j'ai quitté les folles rêveries;
C'est pour herboriser que j'aime les prairies.
A rêver quelquefois si je semble occupé,
C'est qu'un passage obscur, en lisant, m'a frappé.

Quand j'étais malheureux, je voulais aimer, vivre;
Maintenant je n'ai plus le temps, je fais un livre.

Vous qui savez des chants pour calmer la douleur,
Pour calmer la douleur ou lui prêter des charmes,
Quand vos chants du malheur auront tari les larmes,
    Consolez-moi de mon bonheur!

Dans un temps où il y aurait encore une Anthologie française, une seule pièce pareille suffirait pour y marquer un nom.

ou cinq siècles, il a pu disposer, à travers son histoire, ses lignes ingénieuses de perspective, dont plusieurs viennent déjà aboutir, avec un imprévu piquant, à des extrémités visibles de notre histoire littéraire bien connue.

J'en pourrais glaner des exemples, montrer, après lui, l'indépendance gallicane se marquant du premier jour dès saint Irénée, l'éloquence girondine bien célèbre dès avant Ausone, l'itinéraire pittoresque et mélancolique s'essayant avec Rutilius; mais, pour mieux faire apprécier le motif profond de M. Ampère dans cette étude détaillée de la Gaule romaine, et pour le justifier, s'il en était besoin, par une large ouverture toute littéraire, je poserai en thèse que, sans avoir étudié à fond, comme il l'a fait, le IVe siècle et ses environs, on ne peut bien entendre toute une période très importante de nos derniers âges littéraires, l'époque *Louis XIII*. En effet, un grand nombre des vrais précédens de l'époque et du goût Louis XIII en littérature sont aux IIIe et IVe siècles de la Gaule romaine, comme les précédens naturels du goût et du genre Louis XIV sont plutôt à l'époque d'Auguste.

Il y a une raison historique et logique pour que ç'ait été ainsi. La renaissance classique du XVIe siècle avait comme supprimé le moyen-âge et remis juste ce commencement du dix-septième à la suite des grands siècles de la gloire latine. En quittant le seizième, on sortait d'une époque encore gallo-romaine véritablement; de là, en bien des points, cette sorte de singulier rapport de *récurrence*. Les gens de parlement, les théologiens, les doctes, écrivaient la veille en latin; leur style, en passant au français, était tout gorgé de latinismes. Le panégyrique de Trajan, cette grande gloire littéraire si chère aux âges de décadence, offrait au palais, pour les avocats Arnauld et Le Maître, le sublime du genre démonstratif, tout comme pour les rhéteurs gaulois, Pacatus, Eumène ou Nazaire; dans les harangues de *présentation* au parlement, on ne s'attachait à rien tant qu'à reproduire emphatiquement ce modèle oratoire. M. Ampère a très bien rapproché les louanges sans mesure prodiguées par Ausone aux vers de saint Paulin, et les ridicules complimens que Balzac adresse au père Josset : « Oserai-je, écrivait Balzac, hasarder une pensée qui vient de me tomber dans l'esprit? Vous chantez si hautement les triomphes de l'église et les fêtes de l'état, la mort des martyrs et la naissance des princes, qu'il semble que vos vers ajoutent de la gloire à celle du ciel et des ornemens à ceux du Louvre; les saints semblent recevoir de vous une nouvelle félicité, et M. le dauphin une seconde noblesse. » Une étude particulière sur Balzac démontrerait à fond cette identité de

nature qu'il a avec les rhéteurs des siècles inférieurs retracés par M. Ampère. Et ce n'est pas un pur accident et chez un seul personnage; toute la forme de mauvais goût autour de lui reproduit, comme dans un pendant, les bizarreries courantes d'Ausone à Sidoine. Qu'on ouvre les livres du père Garasse, ceux de Pierre Mathieu, si étrangement réhabilité de nos jours; la pensée n'y va qu'à travers toutes sortes d'allusions érudites et sous une marqueterie de métaphores, toutes plus raffinées les unes que les autres, et qui ne permettent presque jamais de saisir le fil direct et simple. M. Ampère a rappelé la Chine à propos d'Ausone et de ses périphrases : « Il existe entre les lettrés, a-t-il dit, surtout quand ils écrivent en vers, une langue convenue comme celle des précieuses, et dans laquelle rien ne s'appelle par son nom. » Le père Garasse sent si bien qu'il est sujet à cette espèce de chinoiserie de style, qu'en tête de sa *Somme théologique*, voulant être grave, il avertit qu'il tâchera d'écrire nettement et *sans déguisement de métaphores;* ce qui n'est pas chose aisée, ajoute-t-il, « car il en est des métaphores comme des femmes, c'est un mal nécessaire. » Le père Lemoyne de *la Dévotion aisée* n'est pas moins ridicule (et dans le même sens) que le plus mauvais des rimeurs allégoriques du IVe siècle. M. de Saci, tout de Port-Royal qu'il était, dans ses *Enluminures de l'Almanach des Jésuites*, n'échappe pas à cette veine persistante ; c'est ainsi que ses vers des *Racines grecques* iraient mieux à quelque grammairien des bas temps qu'à un contemporain de Pascal. Je ne multiplierai pas les échantillons de détail; mais l'influence espagnole elle-même, qui se fait sentir à cette époque Louis XIII, comme elle se prolongeait dans la littérature gallo-romaine, est une ressemblance de plus; il y eut beaucoup d'auteurs gascons des deux parts.

Et ce n'est pas sous les aspects légers et bizarres seulement que se prononce cette ressemblance des deux époques ; elle est plus sérieuse que dans le goût, et elle éclate surtout dans la partie religieuse et profonde. L'espèce de renaissance chrétienne, qui eut lieu au commencement du XVIIe siècle, refit comme un contraste frappant et primitif de la pensée monastique austère avec la littérature mondaine. Port-Royal, étudié de près, m'a appris combien les inductions de M. Ampère sont justes, et combien elles établissent les vrais fonds du tableau qui se redéploiera plus tard à douze cents ans de distance. La conversion de M. Le Maître ne se comprend bien que lorsqu'on a assisté avec M. Ampère à celle de saint Paulin. Les amis du célèbre avocat converti, lorsqu'ils avaient à le défendre

contre les Ausone du temps, n'invoquaient pas d'autre exemple que celui de saint Paulin même; c'est ce que fit dans un petit écrit particulier M. Singlin, lequel, à son tour, rappelait dans ses prédications saint Césaire. Pour apprécier toute l'originalité de Racine, il est besoin de remonter à Euripide; pour embrasser celle de Port-Royal, il n'est pas nécessaire de sortir de la Gaule; on a l'île de Lérins. D'Andilly, dans ses *Vies des Pères des Déserts*, allait traduire Cassien et l'avait même déjà annoncé, lorsqu'il en fut empêché par les scrupules qu'on lui donna sans doute sur le semi-pélagianisme du solitaire trop indulgent. Mais on peut dire de Cassien, dans l'enceinte de Port-Royal, qu'il y brille par son absence, et que le plus fidèle de son esprit s'y reproduit.

La grande différence entre le IVe siècle et cette première moitié du XVIIe, c'est que, dans ce dernier, si, à un certain moment, le cercle correspond, cela dure peu et qu'aussitôt l'on remonte, tandis que dans l'autre on descendait. On se traînait, tout allait finir; ici tout est rapide, on se dégage; on est à la veille du Louis XIV, tandis que là on était à la veille des barbares. Au lieu de Salvien qui fait l'oraison funèbre de la société et de saint Hilaire qui tonne aussi, on touche à Pascal et à Bossuet: on a déjà *Polyeucte* dans l'art. — Mais c'en est assez pour démontrer aux incrédules (s'il y en avait) le lien étroit que l'introduction de M. Ampère nous offre avec les siècles littéraires proprement dits, et combien, même en pleine étude des temps gallo-romains, il vise au cœur des époques toutes françaises.

La méthode de M. Ampère, qui reprend les choses dès l'origine et les embrasse dans tout leur cours selon chacune des branches de leur développement, a cet avantage de n'omettre aucune des influences et aucun des précédens, que les autres critiques n'ont saisis jusqu'ici que par un heureux hasard de coup d'œil ou de réminiscence, et comme *à la volée*. Pour lui, sa méthode est sûre; elle est lente, mais inévitable; il dispose ses lignes, il mesure ses bases, il croise ses opérations: on dirait d'un ingénieur sur le terrain faisant la carte de France. Le résultat, c'est qu'il n'oublie rien; il serre si bien son réseau géographique qu'il prend tous les faits et que tout ce qui a nom y passe. Il y aura bien quelques redites; il y aura même quelques points plus ou moins excentriques, ou trop sinueux, qui ne seront pas représentés; mais, après lui, s'il parcourt le reste de la carrière comme il a commencé, il faudra marcher par les chaussées qu'il aura faites: heureux si l'on trouve encore à glaner par quelques sentiers!

C'est surtout pour le moyen-âge que cela est sensible. Cette portion

capitale de son enseignement n'est pas publiée encore; mais nous qui l'avons entendu dans sa chaire, il nous est permis d'en juger. En gravissant avec effort et courage, en mesurant à chaque pas ces hauteurs qui séparent les temps, et où l'on peut dire au sens propre qu'a lieu le partage des eaux (*divortia aquarum*), M. Ampère est arrivé à dominer avec étendue et certitude les siècles plus connus qui suivent et qui ne font plus que collines ou plaines; il faut voir comme, sans hasarder, sans faire d'irruption fougueuse, et toujours avec sa hardiesse régulière, il y porte des directions neuves et longues, ou les prend à la descente par des revers justes, mais inattendus. Ce qu'en partant communément du Louis XIV et en remontant aussi haut qu'on le pouvait, on proclamait çà et là, dans les divers genres, comme des points extrêmes et des limites littéraires, n'est plus, dans la vraie perspective où il se place, qu'une suite, un rameau plus ou moins renaissant des mêmes branches, un chaînon plus ou brillant d'une même loi. Quelques inconvéniens achètent tant d'avantages; du moment qu'on ne choisit plus une seule route rapide et déjà ouverte, mais qu'on veut occuper l'ensemble du pays et se conformer à l'entière réalité du sujet, on a des intervalles pénibles et qui ne se peuvent supprimer. Je compare ces marches étroites, dans certaines gorges littéraires du moyen-âge, à ces défilés où l'on ne va que pied à pied; la science ne passe plus qu'à dos son bagage; on est bien loin des carrousels à la Louis XIV, et le char d'Olympie s'y briserait. Plusieurs de ces difficultés se rencontraient dès les chapitres préliminaires de l'Introduction, sur les Ibères, les Celtes et les Phocéens; malgré tout l'esprit de détail et les finesses d'interprétation que l'auteur y a semés, il n'a pu éviter de laisser ce portique de son œuvre assez semblable aux époques incertaines et coupées qu'il y représente, quelques pierres druidiques éparses ou superposées, quelques inscriptions à demi comprises, quelques noms roulés comme des cailloux dans le torrent. En général, on pourrait demander à certains chapitres un peu plus de refonte et une sorte de bouillonnement, si cela était conciliable avec la précise exactitude. La méthode d'exécution reste subordonnée chez M. Ampère à celle d'investigation; il y manque par momens un peu plus de *plastique*, comme les Allemands diraient. Mais prenons garde en même temps de méconnaître une qualité essentielle, la *qualité* même, j'entends le sobre et le fin. N'est-ce pas un rare mérite d'exécution aussi, que, chez lui, le fait se présente sous une prise mince, nette, détachée, par le coupant plutôt que par le plat de la lame, si aisément sonore et brillant?

Une autre critique que j'indique seulement, sans prétendre y insister, est celle-ci : Toute méthode, même la plus naturelle et la plus vraie, n'est qu'une méthode, et elle a ses bornes. On rencontre dans l'histoire des opinions humaines une quantité d'accidens où il ne faudrait peut-être apporter que le rire de Voltaire et le branlement de tête de Montaigne. En cherchant partout la loi, ne court-on pas risque quelquefois de la forcer et comme de la faire?

On pourrait aller plus loin que les accidens, et dire : Si une certaine folie n'est pas étrangère à l'homme, même à l'homme pris en masse, en vain on tirerait argument pour la vérité nécessaire d'une idée de son triomphe en de certains siècles. Comme il faut bien, en définitive, que quelque chose triomphe, il y a aussi chance pour que ce soit quelque folie. Or, tandis que l'historien en quête des lois s'occupe surtout à distinguer et introduit parfois la raison sous les erreurs, la partie folle se dissimule sous sa plume et diminue.

Mais, je le sens, ce ne sont là que des réflexions à garder tout bas, et qui, fussent-elles vraies, demeurent peu fécondes. Ces tristes résidus de l'expérience ironique ne méritent pas même le nom de résultats; ce sont encore moins des matières à enseignement et des aiguillons. Les monumens humains ne s'élèvent jamais que moyennant de certaines perspectives où la grandeur et l'ordre l'emportent, et où l'esprit de l'architecte s'impose sur bien des points.

Combien donc j'aime mieux me reporter et convier le lecteur vers tant d'admirables et incontestables chapitres de M. Ampère, dans lesquels il a su ressaisir la vie même des idées et des personnages qu'il exprime, Ausone, saint Paulin, Rutilius, la confession de l'autre Paulin, petit-fils d'Ausone, Sidoine Apollinaire, toutes pages à la fois graves et charmantes, qui suffiraient à caractériser dans la critique française cette manière sobre, délicate, profonde et sûre! Non content d'avoir si bien rendu en ses détails appréciables le mouvement confus des IVe et Ve siècles, M. Ampère, dans une petite composition à part, non encore publiée, mais que plusieurs amis ont entendue, a essayé d'en recomposer une scène entière, un coin de tableau, au moment de l'incendie de Trèves par les Francs. Son *Olga* (c'est le titre de cette nouvelle gallo-germanique (1)), serait comme une barque plus légère voguant à côté de l'escadre imposante, et allant toucher à des points du rivage où le gros vaisseau de l'histoire

(1) Elle se rattacherait en commentaire vivant à la fin du sixième chapitre du livre premier, tome I, page 270.

n'atteint pas. Mais la poésie, la grace de son sujet, M. Ampère ne l'a pas toute détachée et mise à part dans son *Olga;* cette fleur respire avec discrétion et sentiment en d'aimables passages, comme, par exemple, en ces endroits si bien touchés des chastes mariages chrétiens, où les époux convertis n'étaient plus que frère et sœur, où l'épouse rougissante revenait à la virginité (1).

En procédant toujours par des faits précis plutôt que par développement rationnel ou effusion oratoire, et plutôt en traits qu'en couleurs, l'historien s'élève avec son sujet, et, à l'heure de l'immense catastrophe où la société s'abîme, il atteint à une véritable éloquence dans la forte étude qu'il nous ouvre de Grégoire de Tours, *cet Hérodote de la barbarie.* Il en compare fidèlement l'histoire, dans son continuel antagonisme du barbare et du chrétien, à ces vitraux de la cathédrale de Reims qui représentent constamment un roi et un évêque, et l'évêque toujours au-dessus du roi (2). Au sortir de Grégoire de Tours, avec le rhéteur et rimeur Fortunat, il garde tout son piquant et sait être neuf dans ce curieux portrait, même après Augustin Thierry.

Il avait su l'être également, après M. Guizot, dans l'examen des grandes hérésies chrétiennes, le gnosticisme, l'arianisme, le pélagianisme. Il ajoute, dans l'explication de ces doctrines, quelque chose aux simples et hautes traductions philosophiques qu'en avait posées ce grand devancier. La loi de décroissance dans l'ordre des hérésies et de progrès dans l'affermissement du christianisme est lumineusement aperçue. A mesure que le christianisme s'étend et se définit, le champ du combat se circonscrit de plus en plus. Les luttes du gnosticisme se passaient au sein du *Père* en quelque sorte et remettaient en question Jéhovah; celles de l'arianisme, qui viennent ensuite, s'agitent entre le *Père* mis hors de cause et le *Fils,* et comme au sein du *Fils.* Les querelles du pélagianisme et du semipélagianisme enfin n'ont plus guère leur point principal que dans l'homme.

(1) Tome I, pages 277, 348; et dans le choix de certains exemples, tome I, page 441.

(2) M. Ampère est fertile en pareilles images appropriées, mais qui se dissimulent plutôt chez lui sous un tour d'ingénieuse exactitude, et qui surtout ne s'affichent jamais en s'étalant. Je note seulement encore sa grande image sur le gnosticisme, tome I, page 187, et celle sur les médailles d'argent des Grecs opposées aux médailles de bronze des Romains, I, 128. On a tant abusé de l'imagination en ce temps-ci, qu'on a besoin de la signaler du doigt là où elle ne brille que dans sa justesse.

Au milieu de tant de rapprochemens heureux, variés et souvent lointains, que lui fournit son érudition si en éveil, j'ai ouï quelques personnes reprocher à M. Ampère d'avoir un peu trop négligé la part directe de l'antiquité classique et païenne jusque dans le christianisme, de n'avoir pas assez suivi les coutumes, la légende, parfois les divinités même se glissant d'un monde à l'autre, à peine transformées. D'ordinaire, en effet, il se pose le christianisme comme une limite absolue, comme un horizon au-delà duquel il ne remonte pas, pénétré surtout qu'il est, avec raison, de sa haute grandeur, de son caractère sans pareil dans l'ensemble, de son opposition essentielle au paganisme enfin, plutôt que de quelques rapports secondaires.

Mais j'ai hâte d'en venir à un autre rapprochement que les érudits n'ont pas manqué de soulever, et que M. Ampère ne doit pas craindre : dans quel rapport est son histoire littéraire avec la portion de celle des vénérables bénédictins qui embrasse les mêmes sujets dans les mêmes âges?

Et d'abord ses trois volumes d'Introduction ne forment pas le moins du monde un extrait abrégé, résumé et coordonné des huit tomes in-4° de l'histoire littéraire bénédictine antérieure au XIIe siècle. Son ouvrage est tout original, puisé aux sources, d'une méthode et de résultats qui ne sont qu'à lui. Il suffit, pour s'en convaincre, de considérer la forme et le but des travaux entrepris par ses doctes prédécesseurs. C'est bien le cas d'appliquer et de conseiller ici le beau mot de Sidoine : *Legebat cum reverentiâ antiquos et sine invidiâ recentes.*

Dom Rivet qui, aidé de dom Duclou, de dom Poncet, de dom Colomb, de dom Tennes, ces humbles inconnus, est le principal auteur des neuf premiers volumes de l'*Histoire littéraire de la France*, avait en vue, au point de départ, les travaux de La Croix du Maine et de Du Verdier, dans leurs *Bibliothèques françaises* qui s'arrêtent au XVIe siècle. Mais ce n'était là qu'un premier essai bien incomplet, bien arriéré et nullement méthodique; dans sa modestie laborieuse et à la fois dans *sa pleine confiance en celui qui est la force des faibles*, le pieux bénédictin osa embrasser un plan immense qu'un autre bénédictin, Dom Roussel, avait déjà également conçu : rassembler dès les origines toutes les parties éparses de notre histoire littéraire, en composer un corps méthodique et régulier. Suspect de jansénisme à bon droit, comme auteur du Nécrologe de Port-Royal (1723), Dom Rivet ne put obtenir une place dans la communauté de Saint-Germain-des-Prés dont la bibliothèque lui eût été si nécessaire; c'est au fond de

l'abbaye de Saint-Vincent du Mans qu'il se mit à l'œuvre sans jamais s'interrompre. Après plus de dix ans de préparation, le premier volume parut en 1733. Un discours préliminaire expose l'état des sciences et des lettres dans les Gaules avant Jésus-Christ; suivent par ordre de date, à partir de Pythéas, les divers savans et littérateurs; on donne la biographie d'abord, puis la liste, l'analyse et la discussion des écrits. Lorsqu'on en est au Ier siècle de l'église, un discours préliminaire encore sur l'état des lettres en ce siècle précède la série particulière des écrivains; même ordre pour les âges suivans. Ce tome premier allait jusqu'au IVe siècle inclusivement. Le tome second, qui parut en 1735, c'est-à-dire deux ans seulement après le premier, était tout rempli par le Ve siècle. L'abbé Prévost, dans le vingtième *nombre* du *Pour et Contre*, adressa aux auteurs sur leur premier volume, parmi de vrais éloges, assez de critiques qui lui attirèrent une réponse dans la préface du second tome : « C'est une plume agréable, disait-on, qui cherche à badiner... S'étant familiarisé avec le brillant, le nouveau, le magnifique, il voudrait ne voir paraître de livre que dans le même goût. » L'abbé Prévost leur reprochait, en effet, d'une manière assez peu indirecte, le manque d'agrément, de choix et de proportion dans la série des auteurs. Après s'être un peu légèrement égayé sur tant de noms bizarres d'écrivains exhumés pour la première fois, Gnyfon, Télon, Gyarée, Ursulus, Crinas et Charmis..., il ajoutait : « Mais, je me trompe : les auteurs de cette *Histoire Littéraire* n'ont pas eu l'intention de ne parler que de ceux qui le méritaient : ce choix les eût trop embarrassés. Tous les écrivains y ont leur place, parce qu'ils ont été des écrivains : ainsi l'on fait revivre, quinze ou seize siècles après leur mort, bien des auteurs qui étaient peut-être morts de leur vivant. Mais c'est la méthode de tous les bibliothécaires (1). Il suffit même qu'il soit dit quelque part que tel Gaulois ou tel Français a écrit quelque chose pour qu'on lui accorde un rang dans la liste et qu'on en fasse mention dans le corps de l'ouvrage; avoir été simplement homme de lettres, ou même avoir haï et persécuté les sciences (comme l'empereur Caracalla), est un titre pour avoir un article à part, et un digne éloge ou un juste blâme. » Osons le redire à notre tour; oui, Prévost avait raison; échappé lui-même des bénédictins et de leur méthode, il en parlait pertinemment. Ces religieux estimables ont la critique des textes, celle des dates et des noms; mais la critique des idées ou

(1) *Bibliothécaires*, dans le sens *d'auteurs de Bibliothèques.*

du goût, ils ne s'en doutent que peu ou s'en abstiennent. Aussi, leur œuvre patiente est illisible pour les gens du monde, je dirai même qu'elle l'est pour les savans, surtout d'une manière continue et dans le détail; il faut en avoir besoin absolument sur un point pour s'y plonger. Ces volumes sont comme des sacs pleins de toute marchandise, bien rangés et étiquettés par ordre de débarquement; il ne reste qu'à les ouvrir et à y tailler, s'il se peut, l'étoffe aux justes endroits. Les discours préliminaires, du moins, qui sembleraient devoir contenir des idées générales et philosophiques, rassemblent certainement et résument avec utilité les principaux faits extérieurs du siècle et les vues les plus immédiates, mais rien au-delà. Il est juste pourtant d'excepter le tout premier discours sur l'état des lettres dans les Gaules, avant le christianisme; dom Rivet, dans ce tableau général, aussi complet que le permettait l'archéologie de son temps, a échappé à l'inconvénient où est tombé M. Ampère, d'entamer l'œuvre par un début morcelé. Les continuateurs estimables de dom Rivet ont à leur tour vérifié et subi ce que Prévost appelait dès l'abord *le malheur d'une si vaste entreprise,* à savoir l'indiscrétion, l'infinité des matériaux, l'asservissement de l'idée et du goût sous la lettre. Pour que l'esprit le plus éminent qui y ait participé, M. Daunou pût y écrire son beau discours sur le XIIIe siècle, il a fallu que la révolution française et le XVIIIe siècle entier vinssent déposer leur définitive expérience au sein du plus prudent successeur de Voltaire, d'un écrivain consommé et sûr, qui s'est mis à introduire la philosophie d'un air de bénédictin et sous le couvert des faits. Mais, de dom Rivet à dom Brial, ne cherchez que des matériaux; ne demandez ni une vue rare ni un éclair. L'esprit de communauté interdit l'esprit personnel. Dans leurs cellules rigoureuses, dans ces chambres sans feu, même l'hiver (1), les doctes religieux, le front baissé, s'appliquaient sans art à une besogne excellente : se seraient-ils permis même une fleur? Ce rayon rapide qui se reflète et correspond parfois, comme un fanal, d'un siècle à l'autre, leur eût paru une dissipation profane. Dom Rivet, le digne janséniste, très peu philosophe, *extrêmement attaché,* nous dit-on, *aux convulsions* en faveur desquelles il alla jusqu'à écrire, ne se doutait pas, en vérité, que cette histoire, qui débutait à Pythéas, venait finir à M. de Voltaire. M. Ampère (est-il besoin de

(1) Détail touchant! on raconte que dom Rivet, dans les derniers mois de sa vie, fut atteint d'une toux qui *le força de prendre une chambre à feu :* ce fut le seul adoucissement qu'il s'accorda.

le dire?) n'oublie jamais qu'elle va aujourd'hui de Pythéas jusqu'à M. de Châteaubriand, et il s'en souvient avec bonheur pour éclairer tout d'abord, chemin faisant, Rutilius, par exemple, ou Lactance.

Il faut glisser une réserve dans cette comparaison où M. Ampère garde tant de flatteurs avantages. La discussion des points de détail, sur lesquels s'appesantissent si essentiellement les bénédictins, est quelquefois un peu rapide chez lui; ses indications en note sont plus incomplètes et plus empressées qu'on ne le voudrait dans un ouvrage fait pour guider les études et ouvrir les sources. Une seconde édition réparera aisément ces imperfections premières. Je veux lui faire une petite chicane théologique. Dans son chapitre sur le semi-pélagianisme, il s'autorise, contre les augustiniens outrés, du livre intitulé *Prædestinatus* « et qu'un semi-pélagien, dit-il, a publié en l'accompagnant d'une réfutation. » Mais je trouve, dans les querelles jansénistes du XVIIe siècle, que ce fut le Père Sirmond, docte jésuite, qui eut de Rome une copie de ce manuscrit et la publia. Or, plusieurs théologiens prétendirent que le Père Sirmond s'était fort mépris sur la valeur du manuscrit, et qu'il avait lu au sérieux un pur libelle, forgé, il y avait plus de douze cents ans, par quelque semi-pélagien qui s'était donné à plaisir un adversaire absurde et odieux pour le mieux réfuter, comme il arrive quelquefois (1). Il en résultait que le Père Sirmond, plus érudit que critique, aurait été dupe, et que la secte des Prédestinatiens ne serait qu'un fantôme. Là-dessus le Père Sirmond, loin de se tenir pour battu, publia au long l'histoire de cette secte que les contradicteurs ne continuèrent pas moins d'appeler fabuleuse. On en croira ce qu'on voudra; mais j'aurais voulu que M. Ampère touchât un mot du doute soulevé et de la querelle. Il est vrai que ces éternelles discussions entre parenthèses rallentissent un récit, et que, lui, il porte volontiers dans le maniement de son érudition, si vaste et si bien acquise, quelque chose de la façon courante et preste de Voltaire; ce qui est un dernier éloge; car ce nous serait une honte de finir par une chicane janséniste avec un si beau livre qui n'a qu'à se poursuivre sur ces bases et dans cette ordonnance pour être un monument.

SAINTE-BEUVE.

(1) On peut voir en particulier l'écrit intitulé : *Censure d'un livre que le P. Jac. Sirmond a faict imprimer sur un vieil manuscrit,* par le sieur Auvray, docteur en théologie; 1644, in-4°.

ÉTAT ACTUEL

DES INDES ANGLAISES.

SECONDE PARTIE.[1]

L'Indus. — Le Sindh. — Avenir politique et commercial.

I. — SYSTÈME FLUVIAL DE L'INDUS.

Dans ce vaste empire de l'Inde anglaise, tout, il faut en convenir, est sur une vaste échelle. Les plus hautes montagnes du monde lui servent de rempart au nord; les mers qui le baignent sont le lien de l'Orient et de l'Occident; les plus nobles fleuves arrosent et fertilisent son sein. Le plus grand et le plus important de tous sous le point de vue historique et politique est l'Indus, dont la conquête vient de faire un fleuve britannique.

Les sources de l'Indus ne paraissent pas avoir encore été déterminées d'une manière précise. Les indications les moins douteuses font sortir les deux cours d'eau principaux ou branches primitives de l'Indus, l'un du lac Mansorawar, dans le *Pays des Neiges* (Ouna Désa),

(1) Voyez la livraison du 1er janvier.

visité par Moorcroft en 1812, l'autre du lac Nobra-Soh, situé à environ quatorze jours de marche de Léh capitale de Ladack (1), vers Yarkend. Ces deux grandes branches se joignent à quelques milles seulement au-dessus de la vallée d'Iskardoh, explorée par d'autres voyageurs anglais, MM. Vigne et Hamilton, en 1835 et 1837. Elles présentent à peu près le même volume d'eau. Ce qu'il y a de certain, c'est que le cours supérieur de l'Indus commence dans la haute chaîne Himalaya, derrière le Kaïlasa, passant de Ghertope à Léh. De là, descendant sous le nom de San Pou (c'est-à-dire le grand fleuve), le cours de l'Indus n'a été constaté par des témoins oculaires que dans la portion qui longe la route de Léh à Kashmir, au travers du petit Thibet ou Baltistan. Après sa réunion avec son affluent du nord, le Shayouk, il poursuit sa course solitaire sur un espace d'environ 200 milles, pénétrant l'immense barrière du Caucase indien (Hindou Koush), recevant à Mallaï les eaux de l'Abba Sine, et environ 100 milles plus bas (par 33° 15' L. N.) la rivière de Kaboul, le plus important de ses affluens à l'occident; il passe à Attock, et bientôt après se fraie, par un étroit passage, une route au travers des embranchemens de la chaîne des monts Soliman.

C'est à partir d'Attock, et après sa jonction avec la rivière de Kaboul, que l'Indus appartient réellement à l'Hindoustan. Son lit, étendu naguère sur un vaste plateau, se resserre à une largeur de moins de 300 mètres. Sa profondeur et la vitesse de son courant augmentent en proportion. Pendant la saison des hautes eaux, le fleuve, sous les murs de la forteresse d'Attock, est profond de 35 à 40 pieds. Ce point, tant à cause de son importance réelle qu'à cause des souvenirs historiques qui s'y rattachent, mérite que nous nous y arrêtions quelques instans.

Le district d'Attock fait partie du Pandjâb, et est au pouvoir des Sikhs depuis 1813. Randjit-Singh avait rassemblé immédiatement au-dessous de la forteresse une quarantaine de bateaux à l'aide desquels il pouvait jeter un pont en quelques jours pour le passage de son armée. Dans la saison des basses eaux, c'est-à-dire de novembre à avril, vingt-quatre de ces bateaux, mouillés à de petits intervalles (le fleuve n'étant large à cet endroit que d'environ 250 mètres), suf-

(1) *Léh* est, selon les voyageurs les plus récens, le nom véritable de la ville principale du petit Thibet, et *Ladack* est le nom de la province dont cette ville est le chef-lieu immédiat. Léh est située sur un plateau d'une élévation à peu près égale à celle du mont Blanc.

fisaient à la construction du pont, dont le tablier était formé de planches recouvertes de terre mouillée.

Il est remarquable que la méthode de construction de ce pont, telle que la donne Burnes, soit précisément la même que celle que décrit Arrien, comme ayant été en usage chez les Romains, et qu'il suppose avoir été employée par Alexandre. Le passage de l'armée macédonienne a dû s'opérer, en effet, près d'Attock et de l'embouchure du fleuve de Kaboul. C'est là aussi que Tchingiskhan avait conduit la première armée mongole et établi son camp, sans cependant oser franchir le fleuve. Son descendant Timour, deux cents ans plus tard, construisit à la même place un pont de bateaux et y passa le fleuve après avoir donné audience aux envoyés de la Mecque, de Médine et de Kashmir. La position d'Attock, à l'entrée de la partie de l'Indus la plus favorable à la navigation, au bas des pentes immenses de Kaboul, devait appeler à la fois l'attention des souverains de l'Hindoustan et celle des chefs étrangers qui aspiraient à la conquête de ce pays. L'empereur Baber, qui savait aussi bien qu'Alexandre distinguer d'un coup d'œil les points stratégiques et les utiliser, indique, dans ses mémoires, quatre passages différens de l'Hindoustan dans le Kaboul, mais qui tous présentent des difficultés pour la traversée du fleuve. Il remarque qu'en hiver on arrive au Sindh (l'Indus) au-dessus de l'embouchure de la rivière de Kaboul, et que dans la plupart de ses invasions il avait pris ce chemin; dans la dernière, seulement il franchit le fleuve en bateaux à Nilâb; Nilâb est encore aujourd'hui situé à environ quinze milles anglais au-dessous d'Attock. Le lit du fleuve y est très rétréci, l'eau très profonde et le courant très rapide (1). L'empereur Akbar fit construire le fort d'Attock pour protéger efficacement ce point important des frontières de l'empire. Mais les faibles princes qui succédèrent à Aureng-Zeb négligèrent la défense de l'Indus, et Nadir-Shah, en 1738, s'empara facilement d'Attock, qui, en 1809, lorsqu'Elphinstone visita ce lieu mémorable, tombait en ruines. Randjit-Singh a reconstruit ou réparé la forteresse, et la garnison en est considérable. Comme position militaire et sous le point de vue politique, Attock a donc une grande impor-

(1) Le cours moyen de l'Indus, à partir d'Attock, et même le fleuve entier paraissent avoir été désignés souvent par ce nom de *Nilâb*, principalement par les Arabes. — On a donné aussi ce nom à la rivière de Kaboul, et parfois le nom d'*Attock*, parce que les peuples à l'ouest du grand fleuve regardaient cet affluent comme le véritable Indus; mais Rennell fait observer que les habitans de l'Hindoustan ont toujours considéré la branche N.-E. comme le vrai Sindh.

tance. Des préjugés religieux qui ne sont pas indignes d'attention, se rattachent également à ce nom qui a été imposé non-seulement au lieu, mais au fleuve. *Attock* signifie empêchement, obstacle, arrêt. Or, d'après les idées traditionnelles, il y a *empêchement* à ce qu'un Hindou orthodoxe traverse la rivière d'Attock ou même le *Sindh* ou *Indus* en général. Cependant nous ne pouvons affirmer que la formule prohibitive qui spécifie cet empêchement existe dans l'un des livres sacrés. Quoi qu'il en soit, il est admis parmi ces mêmes Hindous orthodoxes que l'*empêchement* cesse immédiatement au-dessus du confluent des rivières d'Attock et de Kaboul. Les Brahmanes du Radjpoutâna et ceux qui habitent l'Afghanistan traversent d'ailleurs le fleuve sans beaucoup de scrupule; et on a vu que les soldats hindous, qui formaient la plus grande partie de l'expédition anglaise dans l'Afghanistan, ont franchi, avec la même ardeur et le même empressement que les troupes européennes, le double obstacle que leur présentait l'Indus. Il faut remarquer, à ce sujet, que l'Indus, malgré son antique célébrité, son importance, et bien qu'il figure parmi les fleuves sacrés, n'a jamais eu, dans l'opinion des Hindous, le caractère de sainteté qu'ils reconnaissent à d'autres rivières, même d'un cours très borné. Les causes de cette espèce d'interdiction dont le passage de l'Indus est frappé, nous paraissent d'ailleurs se rattacher au grand système d'isolement qui fait la base des institutions brahmaniques, et dont le but était surtout de garantir les quatre castes pures du contact des *Mletchas* (*barbares* ou *incivilisés*) qui ne *reconnaissent pas la forme de gouvernement prescrite par les livres sacrés*. Nous ajouterons en terminant que diverses espèces d'interdiction atteignent les eaux de quatre rivières dans l'Hindoustan. Il est défendu de *toucher* les eaux de la Caramnassa, qui sépare la province de Bahar de celle de Benares; de se *baigner* dans la Caratoya, petite rivière du Bengale; de *nager* dans le Gondak, l'un des affluens orientaux du Gange, et enfin de *traverser* l'Attock.

De Nilâb à Karabâgh (improprement appelé Calabâg), vers le 33° L. N., l'Indus serpente au travers des montagnes; à sa sortie de la chaîne des monts *salins* (*salt range*), il s'étend en une nappe claire, profonde et tranquille, et poursuit son cours majestueux vers le sud; c'est là que commence le *cours moyen* de l'Indus. Cependant, de ce point jusqu'à la mer, son bord occidental est longé par un grand système de montagnes (la chaîne des monts Soliman), qui se lie au nord à l'Hindou-Koush, et finit sur la côte de la mer Indo-Persique au cap Mouari ou Monze (le *Fines Gedrosiæ* des anciens):

au-dessous de Karabâgh, l'Indus, qui depuis son entrée dans l'Hindoustan prend le nom d'Attock, ou rivière d'Attock, se partage tout d'abord en quatre bras, qui courent en serpentant pour se réunir à peu de distance, se diviser ensuite en de nouveaux rameaux, se réunir et se diviser encore, de manière que le lit principal du fleuve, sous l'influence des crues inégales et des accidens du terrain, se déplace sans cesse. Près de Mittun-Kote (Mittenda Kote), sous le 28° 55′ L. N., il reçoit du côté gauche, c'est-à-dire du Pandjâb (1), les eaux de cinq fleuves réunis en un seul sous le nom de *Tchénab* (d'après celui des cinq qui est le plus voisin de l'Indus), et désigné, à l'est de l'Indus seulement, sous le nom de *Pandjund*, *Pandjnud* ou *Pandjnoud*. Ce puissant affluent coule presque parallèlement à l'Indus l'espace de 70 milles, et à peu de distance, en sorte que pendant la saison des inondations, en juillet et en août, presque tout le pays intermédiaire est sous l'eau. Les cinq rivières qui arrosent le pays des Sikhs, et dont la réunion forme le Pandjnud, sont le Sutledje (*Hesudrus* des anciens), le Béyas ou Beyah (*Hyphasis*), le Râvy (*Hydraotes*), le Tchénab (*Acesines*), et le Djélôm (*Hydaspes*). Le plus considérable de ces fleuves tributaires est le Sutledje, qui prend sa source au lac Mansorawar dans l'Himalaya thibetain, à 5,200 mètres environ au-dessus du niveau de la mer, et probablement dans le voisinage des sources principales de l'Indus. C'est à une distance de 900 milles de son origine, et sous-tendant pour ainsi dire l'arc immense décrit par le roi des fleuves de l'Inde, que le Sutledje rejoint ce dernier à Mittun Kote. Ainsi, comme deux bras gigantesques, l'Indus et le Sutledje embrassent le Pandjâb, le Kashmir et une partie du Thibet, et l'avenir politique et commercial de ces contrées est soumis désormais à l'influence de l'Angleterre, dont ces deux vastes cours d'eau navigables reconnaissent aujourd'hui la domination. Le Sutledje est navigable pour de grands bateaux dans la majeure partie de son développement fluvial. Après sa jonction avec le Beyah, dont le volume d'eau est au moins égal au sien, il prend le nom de *Gharra* jusqu'au Pandjnud. Après le Sutledje, le Tchénab est le plus important des affluens de l'Indus. Il n'a pas moins de 540 milles de longueur sur une profondeur moyenne de 10 à 12 pieds. Le Djélôm, le Râvy et le Beyah sont aussi des rivières assez considérables et comparables à plusieurs des principales rivières d'Europe par le volume de leurs eaux et l'étendue de leur cours.

(1) *Pandj*, cinq; *âb*, eau; *Cinq-Eaux*.

A partir de Mittun-Kote, le *cours inférieur* de l'Indus a été exploré avec exactitude d'abord par Burnes, puis par des officiers de la marine anglaise; mais de ce point de Mittun-Kote en amont jusqu'à Attock, le *cours moyen* du fleuve est peu connu. Elphinstone, allant en ambassade à Kaboul, traversa l'Indus sur un bac le 7 janvier 1809, à Kahirie Ghât (31° 28' L. N.), environ cent soixante-quinze milles au nord de Mittun-Kote. La rivière était à cet endroit divisée en plusieurs branches parallèles, dont la principale était large d'environ mille mètres, avec une profondeur de douze pieds; c'était la saison des basses eaux. Le lit était sablonneux, un peu limoneux, l'eau pareille à celle du Gange. Près de Kahirie, selon Elphinstone, l'Indus avec ses prairies a un aspect imposant; sur son rivage oriental est situé le plat pays de Moultân, dont les sables touchent presque le fleuve. Une étroite bande sur le rivage est tout ce que l'intelligente activité de l'homme peut disputer au désert. Cette bande naturellement fertile est parfaitement cultivée, pleine de métairies, de terres labourées et fumées avec soin. Des maisons construites en nattes grossières sur le bord même du fleuve sont élevées sur des plate-formes, soutenues par de forts piliers hauts de douze à quinze pieds, et offrent un refuge pendant les inondations. Sur la rive occidentale de l'Indus, on voyait s'élever le haut pays de l'Afghanistan, en trois chaînes distinctes qui paraissaient superposées l'une à l'autre jusqu'au *Takht Soleiman* (trône de Salomon), qui les domine toutes, et dont aucun Européen n'a encore atteint le sommet, quoique cette exploration hardie ait été tentée par des officiers de l'ambassade d'Elphinstone (1).

Ce pays de hautes terrasses s'appelle *Damaun*, c'est-à-dire *lisière de montagnes;* il sépare l'Indus de l'ouest. Traversé par un petit nombre de passes, il est sillonné par quelques courans d'eaux tout-à-fait insignifians, enflés parfois en torrens qui roulent avec bruit, mais ne durent qu'un instant. L'Indus, semblable au Nil égyptien, n'a donc aucun affluent de ce côté, et tous ses affluens de gauche, au contraire, se dirigent vers cette contrepente précipitée de l'ouest. C'est comme si tout le système de l'Indus était attiré vers cet *ourlet* de

(1) MM. Frazer et Harris entreprirent de la gravir, mais la route était si tortueuse, qu'après une marche de douze milles, ils apprirent qu'il leur faudrait encore trois jours pour s'élever près du sommet, que les neiges rendaient d'ailleurs inaccessible; ce qui, joint au départ prochain de la mission, les détermina à revenir sur leurs pas. La tradition de ces peuples veut que l'arche de Noé se soit arrêtée sur le Takht-Soleiman après le déluge.

montagnes (comme le Gange vers le rempart éternel de l'Himalaya), quoique dans l'est une plaine immense s'étende devant lui. Dans ce cours, différens noms sont donnés à l'Indus par différens auteurs : *Sar, Shar, Syr, Mehrân;* mais ils sont, ou erronés, ou *importés* (comme *Mihran* du *Zenda Vesta*, et *Mehran-al-Sind* d'*Abulfeda*). Aujourd'hui la rive orientale est habitée par des Sikhs, des Hindous et des Beloutchies; la rive occidentale est peuplée par des tribus afghanes.

Au-dessous de Kahirie, à partir du parallèle de Sanngar, le cours de l'Indus, strictement parlant, jusqu'à Shikarpour, est désigné par le nom de *Sindh supérieur*. Plus loin, jusqu'au Delta de l'Indus, c'est le *Sindh inférieur*. La plaine étendue autour de Shikarpour, à l'ouest de l'Indus, s'appelle *Kutch-Gandava;* du temps de l'empereur Akbar, elle portait le nom de *Sévistân*. *Dera Ghazi-Khan* est la seule ville considérable située au nord de Mittun-Kote, sur la rive droite de l'Indus; sur la rive gauche, du côté de Pandjâb, il n'y en a aucune de quelque importance. Cette capitale est entourée d'un sol très fertile et remarquable, — ainsi que *Dera-Ismael-Khan*, ville située à 7 milles géog. (35 m. angl.) plus au nord, — par ses beaux jardins et ses bosquets de dattiers. Autrefois appartenant au royaume afghan, elle fut constamment le but des excursions et du pillage des Sikhs, qui enfin, voyant que cette contrée était trop éloignée pour y détacher sans cesse des troupes, l'affermèrent au khan de Bahawalpour, dans le Daoudpoutra, pour *six* lacs de roupies (environ 1,500,000 francs); mais, comme ce district ne pouvait guère fournir plus de *quatre* lacs, le gouvernement du khan a eu recours à d'affreuses exactions, sous lesquelles ce malheureux pays a gémi jusque dans ces derniers temps. Les relations plus directes et plus régulières qui se sont établies entre le Nawab de Bahawalpour et le gouvernement anglais, en vertu des derniers traités, auront sans doute amené dans l'administration de ce petit état les améliorations importantes que réclamait l'humanité.

Quelques productions de la partie occidentale des districts riverains (de l'Indus et du Damaun sont transportées dans le Pandjâb, surtout le bois de teinture appelé *mandjit*, qu'on porte au marché de *Outch* (pays des anciens Oxydrakes); mais la voie commerciale plus animée, qui mène à travers le Pandjâb à l'Indus, se trouve située plus haut, et va de Moultân au passage Kahirie. De là, la route des caravanes continue par terre jusqu'à *Dera-Ismael-Khan;* puis, par *Derabund* et par le pays montagneux de *Vaziri*, à travers *Ghizni*, elle se dirige à *Kaboul*. Cette route, qui a été suivie en 1833 par

M. Honigberger (1), était inconnue auparavant. Il paraît que le fleuve de l'Indus lui-même ne sert encore, dans cette partie de son *cours moyen*, de Calabâg à Mittun-Kote, à aucun transport. Le louage des barques, dont le nombre est très petit, est démesurément coûteux; les transports se font à meilleur marché sur des bœufs et des chameaux. C'est la cause principale pour laquelle cette ligne fluviale n'est pas encore utilisée. Il convient d'observer à ce sujet que dès le temps d'Alexandre les fleuves du Pandjâb avaient eu la préférence pour le transport en aval, parce que le Pandjâb était plus riche, mieux cultivé, et que les grands marchés et les résidences principales, telles que Lahore et Moultân, étaient situés sur ces fleuves, ce qui manque au cours de l'Indus.

Près de Mittun-Kote, l'Indus atteint 2,000 mètres de largeur; dans sa descente jusqu'à Bâkker, il se rétrécit souvent de moitié, mais sa profondeur ne diminue pas dans la même proportion; elle n'est jamais au-dessous de 7 mètres 5 décimètres au temps des basses eaux, et elle atteint parfois l'énorme chiffre de 30 mètres. Sa vitesse n'augmente cependant pas beaucoup, et son lit serpenté indique une pente extrêmement douce.

Au-dessous de Mittun-Kote, le point le plus remarquable jusqu'à Hyderabad, comme le plus important de tout le fleuve, sous le point de vue politique et stratégique, est la forteresse de Bâkker. Bâkker est situé sur une île ombragée de bosquets et de dattiers; le château s'élève sur une roche de silex, entre les villes de Sakker sur la rive occidentale, et Rori sur la rive gauche, les dominant et les protégeant toutes deux. L'île est longue de 800 pas, large de 300. Du rivage de l'Indus, le groupe de rochers sur lequel s'assied la forteresse présente un beau coup d'œil.

La navigation est assez dangereuse sous le fort, à cause des bas-fonds; ces dangers seraient nuls pour des bateaux plats à vapeur. Rori, sur son rocher haut de 40 pieds, compte 8,000 habitans. Ses maisons paraissent suspendues sur le fleuve, et ses habitans peuvent en puiser l'eau de leurs fenêtres. La plus grande partie des habitans de Bâkker sont Hindous; mais cette ville est aussi un lieu de pélerinage pour les mahométans, parce qu'un cheveu de la barbe de Mahomet y est conservé dans une boîte d'or.

Nous ne nous arrêterons pas long-temps sur l'hydrographie du cours inférieur et du delta de l'Indus. Nous ferons observer d'abord

(1) M. Honigberger, ***Journal of a Route from Dera Ghazi Khan through the Vaziri country to Kabul in Journal of the Asiatic society of Bengal.***

que les deux grandes branches de l'Indus, — au sommet desquelles se trouve située Hyderabad, la capitale actuelle du Sindh,—désignées par les noms de *Fulaili* et de *Pinyari*, et qui constituent le *Grand-Delta*, sont desséchées en grande partie dans leur cours inférieur, en sorte que le véritable Delta de l'Indus se réduit à celui que forment immédiatement au-dessous de Tatta les bras du fleuve connus sous les noms de *Baggaur* et *Sata*, le premier, à son origine, coulant à angle droit dans l'ouest, le second au sud. Ces différens bras de l'Indus se divisent et se subdivisent à l'infini avant d'entrer dans la mer (1). Les bouches de l'Indus changent fréquemment de position, ou du moins le chenal dans chaque bouche se trouve souvent déplacé et paraît rarement présenter la même profondeur pendant plusieurs années. L'*Hadjamri* est aujourd'hui l'entrée principale du fleuve. On croit avoir découvert une branche nouvelle navigable dans le voisinage du port de Karatchi, ce qui augmenterait encore l'importance de ce port; mais cela demande confirmation. *Karatchi* et *Vikkar*, ou *Bander-Vikkar*, sont les principaux ports du Sindh; des navires tirant jusqu'à 7 pieds d'eau peuvent remonter le fleuve de l'embouchure Hadjamri jusqu'à Vikkar. Ce bourg, avec les petits villages voisins, a une population d'environ 1,200 ames, abritée par de chétives huttes de roseaux plâtrées de boue; le commerce de Vikkar est cependant plus considérable que ne le semble indiquer ce misérable extérieur. Il s'y fait pour cinq lacs de roupies d'affaires, et l'importance des relations de cette ville ne peut qu'augmenter. Le montant des exportations, d'après les derniers avis reçus, y a excédé de plus d'un tiers celui des importations. Le Sindh exporte, par cette voie, du riz, du *ghi* (beurre fondu), et du *gourh* (sorte de cassonade) : il reçoit en échange, de Bombay, des toiles, sucres, teintures, du fer, du cuivre et du plomb; de *Maskat*, des dattes, des fruits secs et des esclaves; de *Goudjerat* et de *Kutch*, du coton; de la côte de Malabar enfin, du poivre, du bois de construction, de grosses toiles, etc. Le commerce le plus actif paraît être celui qui se fait avec Bombay. Les

(1) Le bras le plus oriental de l'Indus, et qui par sa jonction avec le *Fulaili* (ou *Foulaili*) contribuait à former le *Kori*, dont l'embouchure est encore aujourd'hui la plus vaste de toutes et de l'aspect le plus grandiose, se nommait, du temps de Nader-Shâh, *Nalla Sankra*. Cette branche du fleuve, qui se détachait du tronc principal au-dessus de Bâkker, et qui traversait le petit désert du côté d'Omerkote, n'existe plus que comme un lit d'inondation. L'importance historique de ce nom de *Nalla Sankra*, inconnu aujourd'hui aux habitans du Sindh, nous est révélée par l'acte de *cession* des provinces à l'ouest de l'Indus, signé par l'empereur Mohammed-Shâh en faveur de Nader-Shâh.

droits perçus à Vikkar par les Amirs s'élevaient, année commune, à environ 250,000 fr.

Karatchi a plus d'importance dans le présent et dans l'avenir, et il nous paraît nécessaire de faire connaître plus particulièrement ce point intéressant dont les Anglais ont pris définitivement possession depuis près d'un an.

L'occupation de la ville de Karatchi et de son petit fort par une division de l'armée anglaise, le 2 février de l'année dernière, avait accéléré, on le sait, la soumission des Amirs de Sindh. Ayant des communications sûres et promptes par la voie de terre avec Tatta, avec la mer et les côtes de l'Hindoustan par sa baie d'un accès facile, Karatchi, le seul port véritable sur toute la côte du Sindh, était destiné à devenir de bonne heure le centre d'un commerce de transit soit entre le golfe Persique et celui de Kutch, soit entre l'Hindoustan et l'Afghanistan. Karatchi est situé presque sous le 25e degré de latitude nord et par 65° environ de longitude est, et conséquemment à l'ouest des principales embouchures de l'Indus, entre le cap Monze et l'embouchure Phitti du Baggaur (branche occidentale du petit Delta), à cinq heures de marche de cette embouchure (1). Le petit fort de *Manhara* ou *Manora*, qui garde l'entrée du port, est bâti sur une éminence pittoresque. Les Amirs le regardaient comme imprenable. Quand sir J. Maitland (l'ancien commandant du *Bellérophon*), arriva devant Karatchi, Manhara n'était défendu que par vingt hommes et sept pièces de canon. La garnison s'attendait à être renforcée dans la soirée du 2 février, et avait repoussé les offres de capitulation honorable qui avaient été faites par l'amiral dans la matinée. Une cinquantaine de coups de canon avait, avant l'heure de l'après-midi, démoli le fort en partie et mis en fuite la garnison, qui espérait pouvoir se réfugier à Karatchi, mais que les troupes déjà débarquées firent prisonnière, et la ville, sommée le soir même, était occupée par les Anglais dès le lendemain. Karatchi est

(1) Alexandre avait reconnu lui-même cette portion du Delta avant d'arrêter le départ de sa flotte pour le golfe Persique. Suivant le récit d'Arrien, Néarque, à sa sortie de l'Indus, par cette même embouchure peut-être, très certainement par l'une des embouchures du Baggaur, longea la côte des Arabites, ayant à sa droite le mont Irus, et jeta l'ancre près d'une île sablonneuse appelée Crocala. Les environs de l'embouchure Phitti sont encore aujourd'hui appelés par les natifs Krokala. On voit encore le long de la côte des îles sablonneuses semblables à celle dont parle Arrien, et l'entrée de la baie de Karatchi est fermée à l'est par trois de ces îlots (les îles Andry), debris probables de cette même île où l'amiral macédonien s'arrêta un jour au mois de septembre, il y a 2165 ans.

une ville considérable, bien que de chétive apparence. Les rues en sont étroites et tortueuses à l'excès; toutes les maisons sont construites en terre détrempée mêlée avec de la paille hachée, à toits plats, avec un ou plusieurs ventilateurs faits d'une espèce d'osier et servant à la fois de manche à vent et d'abat-jour; aucun édifice de quelque importance n'attire les regards. Les maisons, dont les plus élevées sont toutes au centre de la ville, diminuent graduellement de dimensions du centre à la circonférence, dont un mur épais en terre défendait autrefois les approches. Il ne reste que des portions de cette enceinte. Quoique Karatchi fût depuis long-temps l'entrepôt commercial du Sindh, ni le gouvernement des Amirs, ni l'administration locale n'avaient pris aucune mesure pour faciliter l'arrivage et le débarquement des marchandises par l'établissement d'un quai, le creusement, l'élargissement du canal naturel qui conduit du port à la ville, c'est-à-dire à plusieurs milles dans l'intérieur, en sorte que le transport s'effectue moitié en bateaux plats qu'on hale avec peine au travers d'une eau vaseuse, moitié à l'aide d'hommes qui portent leur charge sur la tête. Le bazar est grand; quelques-unes de ses rues sont complétement abritées du soleil par des nattes étendues d'un toit au toit opposé. Là se presse une population bigarrée, qui présente peu de traits intéressans pour le voyageur. On y remarque toutefois quelques Hindous du Moultân, qui sont les seuls commerçans et les seuls hommes d'affaires du pays, et qui se distinguent par la propreté de leur mise et leur air de prospérité. On rencontre aussi des soldats Beloutchis, si de pareils brigands peuvent mériter le nom de soldats, dont le costume pittoresque et la physionomie sauvage attirent les regards. Les Beloutchis sont des hommes d'une assez forte stature et dont l'apparence indique la vigueur et les habitudes martiales. Ils sont armés jusques aux dents. Ils laissent souvent croître leurs cheveux par derrière, contrairement à la coutume ordinaire des mahométans. Leur barbe touffue, le bonnet de forme étrange et de couleurs variées dont ils se coiffent, leur nez aquilin, leurs yeux petits, mais vifs, l'expression sournoise et même farouche de leur regard, tout concourt à les faire reconnaître comme une race à part et comme les dominateurs du pays. Les Beloutchis formaient, disait-on, la principale force des Amirs. On supposait que ces princes entretenaient sur pied un corps d'environ 20,000 hommes de cette milice indisciplinée, infanterie et cavalerie. Par les stipulations du dernier traité, cette armée a dû être entièrement licenciée et remplacée par un corps de troupes anglaises de 5,000 hommes.

répartis suivant le bon plaisir du gouvernement suprême. Un régiment européen (le 40e), et d'autres troupes appartenant à la présidence de Bombay occupent Karatchi, qui nous semble devoir être regardé maintenant comme la clé de l'empire hindo-britannique à l'occident, se trouvant au sommet de l'angle formé par la ligne des bouches de l'Indus et la branche la plus occidentale de ce fleuve.

En général, la population mâle de Karatchi a des formes athlétiques et l'apparence de la santé. La tête et la face sont petites, mais d'un beau contour; l'habillement des hommes est d'un tissu grossier, mais il leur sied à merveille, et tous, à l'exception des Hindous, que l'on rencontre en petit nombre, portent le bonnet beloutchi. Les femmes ont, comme les hommes, les traits marqués et le nez aquilin. Leurs cheveux sont simplement partagés sur le front, mais cependant la coiffure des coquettes du pays doit, pour être parfaite, satisfaire à une condition étrange. Une mèche de cheveux bien lisse, ramenée avec soin du sommet du front sur le nez, s'attache à l'anneau qui traverse l'une des narines. Les domestiques sont esclaves pour la plupart. Le commerce d'esclaves a été jusqu'à présent en grand honneur à Karatchi. Un bon esclave mâle se payait en général de 2 à 400 roupies (de 500 à 1,000 francs environ). Les femmes ne coûtaient guère plus de 60 roupies, et les enfans de sept à huit ans, 50. Cet odieux trafic a dû cesser depuis que les Anglais sont entrés en possession de ce district. — Le chameau, qui est ici d'une petite espèce, n'en est pas moins le plus précieux de tous les animaux domestiques. On l'emploie à tout. Les chameaux qui servent de monture font aisément un trajet de 70 milles dans un jour.

Nous avons déjà dit que la portion la plus industrieuse de la population, quoique de beaucoup la moins nombreuse, est hindoue. Le commerce est tout entier entre les mains des Hindous *Moultanis*. Ils occupaient aussi, sous le gouvernement des Amirs, quelques emplois subalternes, mais à la condition de laisser croître leur barbe comme les musulmans et de porter le même habillement qu'eux, humiliation que l'amour du gain leur faisait supporter sans hésitation. Le gouvernement anglais n'a pas tardé à utiliser l'intelligence et l'expérience locale de cette classe d'hommes, et nous voyons, par une lettre d'un des officiers appartenant à la garnison de Karatchi, que l'amiral sir Frédérick Maitland (1) n'a pas dédaigné de s'asseoir à un banquet qui lui avait été offert par un de ces Hindous Moultanis, le principal négo-

(1) Mort dernièrement à Bombay.

ciant de la place. « C'était chose étrange, dit notre jeune officier, que de voir à la table de Seth Pratom Dass le vétéran qui commandait *le Bellérophon* quand le grand Napoléon vint s'y placer sous la protection du pavillon britannique. » Après le repas, et au moment où l'amiral prenait congé du riche Hindou, celui-ci présenta à son excellence un superbe bonnet beloutchi et une pièce de *lounghie*, comme échantillons des manufactures du Sindh. Le *lounghie* est un tissu soie et coton nuancé des plus riches couleurs; la longueur ordinaire d'une pièce de *lounghie* est de 10 à 12 pieds, et sa largeur de 2 pieds. Roulé autour de la taille, un *lounghie* forme une ceinture d'une richesse et d'une élégance parfaites. Il paraît qu'il se fabrique à Karatchi une grande variété de ces tissus de soie et de coton, ainsi que des toiles d'une grande finesse et d'un fil très fort avec de jolies bordures de soie. On cite parmi les produits les plus remarquables de cette industrie des pièces de toile destinées à servir de vêtement aux femmes. Ces pièces sont d'abord teintes du plus beau cramoisi, on y imprime ensuite les plus riches dessins, à l'aide d'une composition de gomme et d'étain dont l'effet est précisément celui d'un magnifique tissu d'argent. Des tissus de laine grossiers, et particulièrement une sorte de couverture faite en poil de chèvre et presque imperméable, méritent aussi d'être mentionnés. Au total, il paraît certain que non-seulement les habitans de Karatchi, mais les *Sindhis* ou *Sindhiens*, en général, sont adroits et imitateurs par nature, et que différentes branches d'industrie auraient déjà atteint un haut degré de développement parmi eux, si la main de fer du gouvernement musulman n'en eût arrêté l'essor. Les revenus des douanes de Karatchi se sont élevés en 1832 à environ 500,000 francs. Ils ont beaucoup diminué depuis cette époque, ce qu'il faut attribuer surtout à la mauvaise administration des Amirs, qui, au lieu de protéger et d'encourager le commerce, l'écartaient pour ainsi dire par des exactions et des violences dont on ne pouvait prévoir le terme. Indépendamment des articles que nous avons indiqués plus haut, le commerce de Karatchi, qui est surtout un commerce de transit, consiste en noix d'areck, cardamome, cochenille, girofle, draps, cuivre, fers en barre, plomb, quincaillerie, sucres, bois de charpente et autres (qui sont importés surtout de Bombay), etc. Les caravanes de Kaboul et de Kandahar apportent des amandes, des graines de cumin, des dattes, du ghi, du grain des cuirs de l'huile, des cotonnades, etc. Karatchi est loin de répondre, par son aspect, à l'idée qu'on doit se former, d'après ce qui précède, de son importance politique et commerciale.

Son territoire est borné au nord et à l'est par une chaîne de hautes montagnes appelée dans le pays le *Pob*, à l'ouest par la chaîne des monts *Lakki*, prolongement du *Hala*, au sud par la mer. L'espace intermédiaire est une plaine aride presque entièrement dépourvue de végétation, et parsemée çà et là de noirs rochers dont les blocs confus semblent témoigner de quelque convulsion intestine de ce sol désolé. A la distance de 8 milles environ de Karatchi, et dans les seuls lieux peut-être dont l'aspect repose un peu le regard qu'attriste sans cesse l'infertilité poudreuse et monotone de ce pays, au milieu de bosquets de dattiers et des tombes de saints musulmans, on a trouvé des sources d'eau chaude dont les propriétés médicinales n'ont point encore été constatées par les Européens. Dans le voisinage immédiat de ces sources, et dans les mares qu'elles alimentent, se voient un grand nombre de crocodiles qui sont non-seulement respectés, mais protégés et nourris par les fakirs. Un jour viendra sans doute où le territoire de Karatchi, utilisant enfin le voisinage des cours d'eau dont il paraît être entouré, et changeant par degrés de nature sous la main intelligente de ses possesseurs actuels, se revêtira de verdure et produira en abondance des légumes et des fruits. En attendant, on trouve quelques légumes dans les rares jardins ou terrains cultivés décorés de ce nom, aux environs de la ville. Le poisson et le gibier sont à très bon compte, ainsi que la volaille. L'eau est remarquablement saine et abondante, quoique ce soit de l'eau de puits. Enfin, comme si la nature eût tenu à dédommager les habitans de ce district des bois touffus, des gras pâturages, des riches moissons qui leur sont refusés, le climat de Karatchi est un des plus beaux de la terre; l'air est vif et pur, les chaleurs sont très modérées, les maladies y sont rares et les convalescences promptes; en un mot, tout semble indiquer que, comme station militaire et comme entrepôt commercial, les Anglais ne pouvaient choisir dans ces parages un poste qui fût plus à leur convenance. La population actuelle de Karatchi peut être estimée à huit ou dix mille ames, et augmentera rapidement selon toute apparence.

Le gouvernement de l'Inde a fait commencer dès 1836 l'exploration hydrographique de l'Indus. A la fin de cette même année, le travail des ingénieurs n'embrassait encore que la partie du cours du fleuve entre Hyderabad et la mer. Ce que nous connaissons de ce beau travail nous semble justifier les conclusions suivantes.

Les données fournies par Burnes sur la largeur moyenne de l'Indus, sa profondeur et le plus ou moins de facilité qu'il présente à la

navigation dans diverses portions de son cours, sont en général d'une grande précision. Il paraît, cependant, que les branches du Delta ont plus de bancs de sable qu'il ne l'avait supposé, et que les embouchures réelles du fleuve se réduisent à peu près à deux, dont la principale est l'*Hadjamri* (où a débarqué au mois de décembre 1838 le corps d'armée de Bombay, sous le commandement de sir John Keane) (1). Les *lits* qui avaient été considérés comme des issues et qui ont été ou ont pu être des embranchemens utiles du fleuve à des époques antérieures, ont entièrement perdu ce caractère. Dans l'état actuel des choses, les deux branches navigables du Delta ne peuvent et ne pourront, probablement d'ici à long-temps, être parcourues avec sûreté que par des navires dont le tirant d'eau n'excède pas sept pieds. Toutefois, à une époque assez rapprochée, la rivière a été navigable pour des navires d'un tirant d'eau beaucoup plus considérable, des débris de navires de cette classe étant encore visibles sur plusieurs points du Delta. Il serait difficile et peut-être impossible, au terme où en sont arrivées nos connaissances, de préciser les causes de changemens aussi rapides que ceux qui sont attestés par ces débris (2). Il est cependant évident que, faisant toute la part possible aux tremblemens de terre et en particulier à celui de 1819, qui a ruiné une partie de la province de Kutch, il faut admettre qu'il y a quelque chose dans la nature du fleuve ou du pays qu'il parcourt, qui le soumet à de plus grands changemens qu'aucun grand cours d'eau du même genre, et que ces changemens se sont manifestés, pour ainsi dire, par des oscillations fréquentes depuis les temps les plus reculés. Sous ce rapport, le résultat des recherches des ingénieurs anglais a une portée historique intéressante, en ce qu'il démontre l'impossibilité de déterminer avec le moindre degré de certitude, au moins dans le Delta, les lieux que l'expédition d'Alexandre a successivement atteints dans sa marche. Le premier *steamer* employé à l'exploration de l'Indus (3) n'était pas, à ce qu'il paraît, d'une assez grande force pour

(1) Voyez la livraison de la *Revue des Deux Mondes* du 1er janvier 1840, pag. 115.

(2) Tavernier écrivait en 1665 : « ... *Moultân* est une ville où il se fait quantité de toiles, et on les transportait toutes à *Tatta, avant que les sables eussent gâté l'embouchure de la rivière; mais, depuis que le passage a été fermé pour les grands vaisseaux*, on les porte à *Agra*, et d'*Agra* à *Souratte*, de même qu'une partie des marchandises qui se font à Lahore. » (*Voyage de Tavernier*, édit. de 1712, vol. II, pag. 62 et suiv.)

(3) Probablement le *Snake* (serpent), employé depuis pour le service de l'expédition en décembre 1838, et retenu par le colonel Pottinger pour courir entre Hyderabad et Tatta.

manœuvrer avec la vitesse et la précision convenables dans cette rivière si difficile à remonter à cause de la nature capricieuse de son lit et de la mauvaise qualité de son fond. Aujourd'hui que la domination anglaise est établie de fait dans toute l'étendue du Sindh, cette exploration importante sera promptement complétée, et il est hors de doute que la navigation de l'Indus et de ses affluens recevra dans peu d'années un immense développement.

L'expédition de l'Afghanistan a été, comme on pouvait le prévoir, l'occasion et l'instrument de nombreuses recherches qui ont suggéré d'utiles mesures pour l'encouragement et l'extension du commerce intérieur par l'Indus et ses affluens. Les points les plus avantageux pour servir d'entrepôt ou de point de départ ont été signalés par le gouvernement à l'attention des spéculateurs. Les ressources du pays, les échanges les plus profitables, leur ont été indiqués; en un mot, une impulsion et une direction nouvelles ont déjà été données au commerce, en particulier à celui de Bombay. Le port riverain le plus important auquel la navigation puisse s'étendre dans les circonstances actuelles, est celui de Firozepour, à 950 milles des bouches de l'Indus. Firozepour était une ville considérable dans les anciens temps, de nombreuses ruines l'attestent. Elle a un fort d'une bonne assiette qui a été récemment mis en état de résister à un coup de main. On y a construit des marchés et de nombreuses boutiques; elle se repeuple rapidement. Trois régimens sont cantonnés dans les environs. Le Ghât (débarcadère) est à la distance d'une lieue environ de la ville et d'un accès commode. De Firozepour on peut se rendre par des routes faciles dans toutes les parties des états sikhs *protégés* (*protected sikhs states*). Patalla, Nabal, etc., sont des pays riches et qui peuvent offrir plusieurs articles de commerce. Toutes les pacotilles d'objets d'Europe pour Sabattou et Simlah sont maintenant envoyées à Barr, située dans la vallée de Pinjore, à 14 marches (160 milles) de Firozepour. Ces pacotilles sont amenées de Calcutta à Allahabad par des bateaux à vapeur, et de là conduites 560 milles plus loin par la voie de terre au Ghât de Gharmakteser, sur le Gange, puis enfin par Mirut (206 milles) au lieu de leur destination. Les prix des articles de luxe venant d'Europe, qui sont fort demandés et dont la consommation tend à s'augmenter de jour en jour, sont portés ainsi à 50 p. 100 au-dessus des prix courans de Calcutta. Les marchands de Bombay, remontant le Sutledje dans la saison favorable, pourront dès à présent, selon toute probabilité, soutenir une concurrence avantageuse avec les expéditionnaires de Calcutta, même dans l'approvisionne-

ment des marchés de Simlah, Sabattou, etc. Loudiana, position civile et militaire importante, située, comme nous l'avons vu, sur le Sutledje, à peu de distance de Firozepour, se fournira aussi de préférence à cet entrepôt. C'est une chose digne de remarque, pour le dire en passant, que le point de départ de l'armée qui a soumis l'Afghanistan à l'influence de la civilisation européenne, soit destiné à devenir l'un des centres principaux du commerce qui va refleurir sous la protection de la domination anglaise.

Sur la rive droite du Sutledje, vis-à-vis de Firozepour, des routes directes conduisent à Amritsir et à Lahore, les deux principales villes des domaines de Rundjit-Singh. La distance est courte et la route facile, et il est probable qu'on pourrait se rendre à Lahore plus commodément par cette voie que par la rivière Râvy (quoique celle-ci passe à Lahore même), parce que le cours du Sutledje est infiniment moins tortueux que celui du Râvy. A sept milles de la rivière, sur la route de Lahore, se trouve une ville nommée Kassour, où il se fait beaucoup d'affaires, et où des articles de sellerie, de quincaillerie, sur les modèles sikhs, et des cuirs de couleur, rouges, verts et jaunes, trouveraient un débit avantageux. Kassour était autrefois une ville fort considérable. Des articles de fantaisie, des soies, des satins, des *kimkhabs* (brocarts) et de la bijouterie, en particulier les perles et les émeraudes, vraies ou fausses, seraient fort recherchés dans les villes sikhs, les chefs sikhs et les gens aisés aimant à s'habiller richement. Des outils de charpentier, du fer en barres, se vendraient aussi avec profit.

En descendant le Râvy, le marché de Moultân appelle l'attention des spéculateurs. Le gouverneur actuel de Moultân est un administrateur éclairé qui protége le commerce. Moultân fabrique de très beaux et bons tapis. Bahawalpour, près du Sutledje, à 377 milles de Firozepour et environ 70 milles de Moultân, se présente ensuite. C'est une ville peuplée de 20,000 habitans parmi lesquels on compte un assez grand nombre d'Hindous; tout le commerce de détail est entre leurs mains. De Bahawalpour, il s'établira probablement des relations avantageuses avec la province anglaise d'Harriana et les provinces voisines, ainsi qu'avec les marchés importans de Bhawani et de Palli dans le Radjpoutana. On trouve encore, de Bahawalpour à Bâkker, plusieurs points situés dans un pays fertile, bien cultivé, et dont les productions offriront très probablement d'utiles échanges; mais Bâkker (144 milles de Bahawalpour) est, nous le répétons, le point le plus important de tous. C'est celui qui commande le commerce de

tout le fleuve; c'est le terme de jonction des routes qui viennent de l'Hindoustan, du Sindh, de l'Afghanistan. Kheyrpour n'en est éloigné que de 15 milles, Shikarpour de 22 milles. C'est là que les *steamers* devront remonter d'abord; c'est de là que l'ouest de l'Afghanistan et la Perse elle-même tireront peut-être un jour tous les articles d'Europe nécessaires à leur consommation. Hyderabad est à 178 milles de Bâkker. On compte 329 milles de Bâkker à l'embouchure Hadjamri de l'Indus.

Vers le mois de mai dernier, un avis officiel du gouvernement suprême avait prévenu le commerce que 5 bateaux, de 300 *mands* au moins chaque (10 à 12 tonneaux), et préparés pour recevoir des passagers aussi bien que des marchandises, seraient expédiés deux fois par mois du Ghât de Firozepour pour Bâkker, à commencer du 1er juin. Au moment où nous écrivons, le commerce de l'Indus par le Sutledge est donc très probablement en toute activité.

Le commerce français nous semble appelé à prendre sa part dans ce mouvement commercial, et nous aimons à croire qu'il profitera des nouveaux débouchés qui lui sont offerts dans l'extrême Orient. Nous pensons que les ports de Bombay et de Karatchi en particulier pourront devenir le but d'expéditions profitables, et nous appelons sur les relations nouvelles et importantes qui doivent nécessairement s'établir pour fournir à de nouveaux besoins, l'attention des armateurs de nos ports principaux.

On ne nous blâmera pas, nous l'espérons, d'avoir exposé dans tout son ensemble et dans ses rapports principaux le système fluvial de l'Indus. Partout, et d'après la même loi, les eaux courantes se fraient leur route, directement ou indirectement, des points les plus élevés de la surface du globe aux mers qui la baignent; mais les circonstances et les effets de la chute présentent des variétés infinies. C'est de l'ensemble de ces circonstances que résulte l'individualité de chaque système d'eaux; par elles, la surface inorganique de la terre se divise et se constitue en unités locales, que nous désignons par les noms de *pays*, *contrées*, et ces lieux, ainsi *individualisés par les eaux*, exercent partout sur l'homme qui y vit un charme secret et mystérieux, et sont la base de toute vie organique. L'exploration détaillée des systèmes d'eaux dans leurs rapports avec l'agriculture, l'industrie et le commerce, est un des élémens les plus importans des études de l'homme d'état, et, avec l'importance de ces systèmes, s'accroît la portée des considérations dont ils sont l'objet (1). Les

(1) Ritter, dans son *Introduction à l'Étude de la terre*, observe que souvent le

fleuves comme l'Indus exercent une immense influence sur la civilisation des peuples et sur leurs destinées. Ces vastes systèmes d'eaux navigables sont comme les artères et les veines de la terre; sans eux, il n'est point de vie politique et commerciale complète; par eux, l'humanité est fortement excitée au développement de ses forces utiles, et, s'organisant en grandes nations, elle sème à chaque instant, dans le présent déjà riche, les germes d'un avenir plus riche encore.

II. — LE SINDH.

Si nous avons réussi à donner une idée exacte du système fluvial de l'Indus et des circonstances particulières de son développement dans la partie inférieure de son cours, on comprendra que la province de Sindh ne vive, pour ainsi dire, que par ce fleuve, qu'elle lui doive son importance politique et commerciale, et que ses élémens de prospérité aient subi jusqu'à ce jour l'influence des causes physiques qui se résument dans les accidens de ce cours gigantesque, qu'une civilisation, toujours imparfaite, souvent rétrograde, n'a pu maîtriser encore.

Alexandre, cet homme d'une si grande prévoyance, d'une volonté si prompte et si ferme, d'une puissance d'exécution si merveilleuse, avait compris du premier coup d'œil le parti qu'on pouvait tirer d'une occupation permanente du Delta : il s'était rendu maître du cours navigable du fleuve en fondant des villes et en élevant des forts sur deux points qui sont précisément, on a tout sujet de le croire, ceux sur lesquels s'élèvent les villes modernes de Bâkker et de Tatta. L'œuvre ébauchée par cet homme, si grand qu'il fût, ne pouvait être achevée que par une nation, et avec toutes les ressources de la civilisation européenne. Ce que tout le génie et la persévérance d'Alexandre n'auraient pu accomplir, même relativement, pendant la durée d'un long règne, se fera de nos jours, sinon sans efforts, au moins sans lutte, et se fera surtout par l'introduction de la navigation à la vapeur, cette puissance miraculeuse qui seule pouvait, en assujettissant complètement le cours de l'Indus à la domination intelligente d'un

moindre fleuve est de la plus haute importance pour le pays auquel il appartient. Par exemple, l'Isar, en Bavière, reçoit, depuis sa source jusqu'à son confluent, 860 rivières sur la rive gauche, dont 44 arrivent directement jusqu'à elle; sur la droite, 433 en 59 lits. Elle est en tout alimentée par 130 lacs et 1,293 rivières, qui s'y jettent en 103 lits; et cependant l'Isar n'est qu'un des trente-quatre affluens du Danube, qui lui-même n'occupe que le troisième rang parmi les grands fleuves de la terre.

grand peuple, doter le Sindh et le Pandjâb d'une vie nouvelle et d'un riche avenir.

Nous avons vu que les pays situés sur la rive occidentale de l'Indus, dans son cours moyen et à partir de Sanngar, sont désignés par le nom de *Sindh;* mais le *Sindh* proprement dit commence au confluent de l'Indus et du Pandjnud, et a pour limites au nord le Pandjâb et le Kutch-Gondava, au sud la province de Kutch et l'océan, à l'est le Radjpoutana et le pays des Daoudpoutras (le Bahawalpour), à l'ouest enfin, le Beloutchistan. Sa forme est irrégulière, elle approche cependant de celle d'un triangle dont les embouchures de l'Indus (occupant une ligne de 130 milles environ de longueur) formeraient en partie le plus petit côté, et dont l'angle opposé aurait son sommet près de Mittun-Kote. L'aire de ce triangle peut être évaluée à environ 2,600 myriamètres carrés. Les quatre cinquièmes au moins de cette surface, si l'on en croit les témoignages les plus dignes de foi, sont propres à la culture; on n'en cultive aujourd'hui qu'un peu plus des deux cinquièmes. Ce que produit cette exploitation imparfaite du sol suffit cependant et au-delà aux besoins de la population actuelle, qui paraît ne pas excéder un million d'ames, si même elle atteint ce chiffre. Dans le Delta comme au Bengale, le riz forme la nourriture principale des habitans; plus haut, le blé, comme dans le cours moyen du Gange, remplace fréquemment le riz. L'aspect de ce pays est dénué d'intérêt. A l'est de l'Indus, à l'exception des collines de Bâkker et d'Hyderabad, on ne rencontre pas un seul accident de terrain, pas une pierre depuis le fleuve jusqu'aux monticules de sable du vaste désert qui sépare la province du Sindh de l'Hindoustan; tout est plat et couvert de buissons. A l'ouest du fleuve, du parallèle de Mittun-Kote à celui de Sehwun (26° 30' L. N. environ), on retrouve cette plaine monotone et infertile jusqu'au pied des monts Hala, qui bordent le Beloutchistan. De Sehwun à la mer, le pays est nu et hérissé de rochers. Le sol du Delta est riche, mais mal cultivé; la surface en est sans cesse modifiée par les inondations périodiques du fleuve. Les points, en petit nombre, qui ne sont pas atteints par le débordement, y participent par des canaux artificiels de 4 pieds de large sur 3 pieds de profondeur qui suffisent aux besoins de l'irrigation. La crue des eaux commence en avril, atteint sa limite en juillet, décroît sous l'influence des vents du nord et disparaît en septembre; les pluies sont très rares (1). Un huitième

(1) A Karatchi, d'après les renseignemens récemment recueillis, il n'aurait pas plu depuis trois ans.

environ du sol du Delta est couvert par les lits du fleuve ou ses ramifications; une grande partie des sept huitièmes restans est envahie par une végétation naine, mais vigoureuse, qui forme des fourrés impénétrables. Dans la proximité des villes seulement, comme près d'Hyderabad et de Tatta, on cultive la vigne, le figuier, le pommier, le grenadier, la canne à sucre; on récolte aussi quelque peu d'indigo, du tabac et du chanvre: ces deux dernières plantes sont employées comme narcotiques. Partout les grands arbres sont rares. De vastes portions de la surface du Delta sont occupées par des plaines entièrement nues, d'une argile durcie. Sans l'Indus et ses inondations bienfaisantes, tout le Sindh deviendrait un désert semblable à celui qui s'étend entre ce pays et l'Hindoustan. Malgré ces désavantages naturels et l'incurie de ses habitans, le Sindh a rapporté, dans ces derniers temps, au gouvernement des Amirs, environ 40 lacs de roupies (à peu près 10 millions de francs); sous la dynastie précédente, les revenus s'élevaient, dit-on, au double de cette somme.

L'histoire du Sindh est assez bien connue. Alexandre avait trouvé ce pays habité par les Hindous et gouverné par les brahmanes. Après avoir fait quelque temps partie de la monarchie bactrienne, le Sindh regagna son indépendance qu'il conserva jusqu'à l'établissement de l'islamisme, et passa bientôt après sous le joug mahométan. Les califes renversèrent la dynastie brahme, et de Baghdad gouvernèrent cette province par députés. Le Sindh passa successivement sous la domination des Ghaznavides et des Ghorides, jusqu'au XIVe siècle; à cette époque, les princes du pays reprirent le dessus, et plusieurs tribus se disputèrent l'honneur de donner des souverains au Sindh, qui fut soumis de nouveau par les conquérans tartares. Enfin, Nâder-Shâh le réunit à son empire, et quand, après sa mort, Ahmed-Shâh fonda le royaume de Kaboul, cette province en fit partie et a été considérée depuis lors comme une de ses dépendances. Du temps de Nader, elle était gouvernée par la famille des Caloras, originaire du Beloutchistan. Sous le règne de Timour-Shâh (fils d'Ahmed-Shâh), vers l'année 1786, le pouvoir passa dans la famille des Talpouris, qui l'a conservé jusqu'à ce jour, et qui est également Beloutchie d'origine. Nous savons déjà ce que l'on doit penser du caractère et des résultats de leur administration, qui avait pour but exclusif de remplir les coffres des Amirs, sans égards pour le commerce, pour l'agriculture, pour le bien-être présent ou futur des populations. Le gouvernement anglais chercha plusieurs fois à former avec ces princes une alliance qui pût profiter d'une manière efficace et durable à leurs intérêts commerciaux; mais il n'y avait aucun résultat utile à attendre de traités con-

clus dans ce but avec des chefs qui n'avaient qu'un respect médiocre pour la foi jurée, et dont les engagemens ne liaient pas d'ailleurs d'une manière absolue les chefs secondaires. Nous avons dit que l'avant-dernier traité datait de 1832. Le caractère des négociations entamées à cette époque par ordre et d'après les instructions positives de lord William Bentinck, se ressentit de la circonspection souvent imprévoyante et de la politique timide et flottante de ce gouverneur-général. La dignité du gouvernement suprême en souffrit sans que les intérêts matériels en retirassent aucun bénéfice. Si jamais l'inopportunité et le danger des demi-mesures ont été démontrés, c'est en ce qui touche aux relations de l'Inde anglaise avec le Sindh. Lord Bentinck a voulu temporiser, se borner à un traité de commerce avec des gens qui ne comprennent, ou du moins qui ne respectent que la force. Ce traité n'a servi à rien parce que les spéculateurs ne pouvaient compter sur aucune protection dans le Sindh, par suite de l'organisation, ou, si l'on veut, de la désorganisation politique du pays. Il fallait *imposer* un traité dont les stipulations pussent protéger efficacement les intérêts politiques et commerciaux. C'était le seul moyen d'en finir avec les Amirs, et c'est celui qu'a adopté lord Auckland. Parmi les princes de la famille régnante, le plus intelligent et le plus puissant de beaucoup est Mir-Mourad-Aly-Khan-Talpour, d'Hyderabad. Les Amirs de Kheyrpour et de Mirpour, ses neveux, sont plus ou moins sous sa dépendance. Mir-Mourad-Aly a usurpé les droits de Mir-Sobdar-Khan, un autre neveu, fils de son frère aîné; il a de plus désigné, comme son successeur, le second de ses propres fils, au détriment de l'aîné; et, comme Mir-Sobdar-Khan est encore en vie, à ce qu'on nous assure, il ne saurait y avoir moins de trois prétendans au trône, à la mort de Mir-Mourad-Aly. Toutefois ces prétentions rivales ont trouvé, par suite des derniers traités, un arbitre dont les décisions seront sans appel, et conséquemment l'avenir politique du Sindh est, sous ce rapport, à l'abri de toute commotion violente.

Nous croyons inutile d'entrer dans de longs détails sur la forme de gouvernement du Sindh et son action dans ces dernières années. La domination anglaise commence pour ce pays, et nous ne pourrions former que des conjectures sur le système d'administration qui va être introduit. Nous nous bornerons donc à résumer en peu de mots ce qu'on sait sur l'état actuel, la population et les ressources du Sindh et le caractère de ses habitans.

Les trois districts principaux du Sindh se subdivisent en un nombre

presque infini de cantons pressurés outre mesure par de petits chefs absolus qui paient une certaine redevance aux Amirs. Ces despotes, grands et petits, ont sans cesse les versets du Koran à la bouche, mais ne reconnaissent, par le fait, d'autre loi que leur caprice. Ils pouvaient mettre à mort, et cela s'est vu maintes fois, leurs femmes ou leurs concubines et leurs propres enfans, sans que personne y trouvât à reprendre. Fumer, mâcher le bétel ou l'areck, s'enivrer par tous les moyens connus dans l'Inde, chasser ou au moins tuer à loisir le gibier entassé dans les innombrables *réserves* ménagées à cet effet sur les bords du fleuve, telles sont leurs occupations habituelles. Ces enclos réservés, connus sous le nom de *Shikar-Gahs*, occupent à eux seuls une portion considérable du pays. On n'en compte pas moins d'une trentaine sur une seule rive, entre Hyderabad et Tatta. Ce sont autant d'obstacles à la culture et même à la navigation, car les clôtures descendent jusque dans le voisinage du chenal et interceptent le halage.

La masse de la population du Sindh est mahométane; un quart environ de cette population suit la religion brahmanique. Sous le rapport ethnographique, comme sous le point de vue du climat et des productions, le Sindh est une terre de transition. Bien des races, autrefois distinctes, s'y sont croisées et confondues. Les Sindhis ou Sindhiens proprement dits sont la partie nomade de la population; on les regarde comme les premiers habitans du pays. Convertis à l'islamisme, ils se sont mêlés par le mariage avec la race des conquérans. Il y a des mahométans dans le Sindh et des Hindous dans la province de Kutch qui reconnaissent les mêmes ancêtres. Les mahométans sont grands et bien proportionnés, très bruns; ils portent les cheveux longs, ce qui les distingue des autres mahométans de l'Inde; ils portent tous le bonnet, au lieu du turban (comme on a déjà pu voir dans la description que nous avons donnée de la ville de Karatchi). Les Hindous du Sindh ne diffèrent pas extrêmement de ceux de l'Hindoustan; ils ont le teint plus clair que les mahométans. On voit aussi dans le Pandjâb quelques Sikhs de la caste ou tribu des Lohanies; ceux-ci et les Hindous se livrent exclusivement au commerce.

Le fanatisme religieux est porté par les musulmans au plus haut degré. En tout ce qui touche aux pratiques extérieures de la dévotion, les Sindhiens sortent de leur apathie habituelle; aussi dit-on d'ordinaire qu'ils n'ont de zèle que pour célébrer la fête de l'*Ide* (1),

(1) La principale de leurs fêtes religieuses.

de libéralité que pour nourrir la paresse des *sayëds* (1), de goût que pour orner les tombeaux de leurs saints. Les sayëds et les fakirs, mendians religieux à pied et à cheval, abondent dans toutes les parties du Sindh; ils demandent l'aumône avec arrogance et souvent la menace à la bouche. Mendier est un métier si profitable dans ce pays, que beaucoup de gens du peuple suivent cette vocation, et s'attirent les respects et les offrandes de la multitude sans y avoir d'autres titres qu'une apparence étudiée d'austérité et de pieux recueillement. Rester assis toute une nuit, par exemple, sur le toit en terrasse d'une maison, et répéter des milliers de fois, sans interruption, le nom d'*Allâh*, suffit pour donner à l'un de ces personnages une réputation de sainteté. Au reste, tout se réduit à ces démonstrations extérieures et à ces vaines pratiques. Pour un homme vraiment religieux et de quelque instruction, on en rencontre cent parmi ces classes privilégiées qui savent à peine lire et qui ne savent pas écrire. Dans toutes les classes, le goût des plaisirs sensuels, des jouissances matérielles les moins relevées, l'emporte sur le sentiment du devoir et les affections de famille. Les personnes des deux sexes s'abandonnent à l'usage immodéré des liqueurs spiritueuses et des drogues enivrantes. Les exercices mâles propres à entretenir et à développer la vigueur de la constitution sont inconnus au bas peuple, qui, ainsi que les grands du pays, regarde l'oisiveté, *il dolce far niente*, comme le bien suprême. Dans ce pays ainsi peuplé et ainsi gouverné, on conçoit que l'agriculture se repose sur l'Indus du soin de fertiliser le sol, et que le commerce languisse ou soit comprimé dans son essor par l'aveugle rapacité du despotisme. Cependant les Sindhiens, nous le répétons, ont un penchant marqué à l'imitation et beaucoup d'aptitude pour les arts mécaniques. Ils fabriquent des armes d'assez bonne qualité, ils préparent les cuirs mieux qu'on ne le fait dans l'Hindoustan. Nous avons vu qu'ils réussissent particulièrement dans la fabrication de certains tissus; mais ces différentes branches d'industrie, que le gouvernement musulman a constamment rançonnées au lieu de leur donner quelque encouragement, n'ont produit, surtout dans ces derniers temps, que ce qui pouvait suffire à la consommation locale.

La plupart des chefs sont Beloutchis. Il y a quelque analogie de position entre eux et les mamelouks au milieu des populations égyptiennes, et ce n'est qu'une des nombreuses analogies qui, sous le

(1) Descendans du prophète.

point de vue physique et sous le point de vue politique, ont été déjà signalées entre le Sindh et l'Égypte.

Il y a peu de villes de quelque importance dans toute l'étendue du pays; la plus considérable est Shikarpour, dont la population est au moins de 26,000 ames, et qui, se trouvant située sur les bords d'un canal, à peu de distance de l'Indus, sur la grande route suivie par les caravanes, est devenue le centre de relations très actives (1). Hyderabad, moins peuplé, quoiqu'elle soit la capitale actuelle du Sindh, ne compte, selon Burnes, que 20,000 habitans (Elphinstone lui en donne 80,000!). Tatta, l'ancienne métropole, la *Pattala* d'Alexandre, a environ 15,000 ames. Viennent ensuite Larkhana, Kheyrpour, Mittun-Kote, Schwun, Karatchi, et quatre ou cinq autres de moindre importance. Au reste, les principales autorités que l'on puisse consulter ne s'accordent guère que sur le chiffre général de la population du Sindh, population qui ne semble pas, comme nous l'avons déjà dit, dépasser un million.

Les productions du règne végétal et du règne animal diffèrent peu de celles de l'Hindoustan. Le chameau et le buffle sont les deux grandes ressources du pays; l'un et l'autre s'y sont prodigieusement multipliés : le chameau est petit, mais très vigoureux; le buffle, d'une grande espèce au contraire, et donnant en abondance un lait très riche. Le mouton à large queue (*doumba*) est aussi très commun. Les produits de la pêche sont assez considérables, non-seulement pour fournir amplement à la consommation, mais encore pour former une branche d'exportation qui ne manque pas d'importance. Le commerce intérieur est insignifiant, la consommation des articles d'Europe est restreinte à la classe élevée; mais à mesure que la population s'accroîtra avec la liberté et l'aisance des classes inférieures, de nouveaux besoins se développeront parmi ces classes, et nos toiles, nos indiennes, nos soies, nos velours trouveront des acheteurs, soit pour être employés sur les lieux, soit pour être exportés dans l'Asie centrale. Dans ces derniers temps, les principales importations consistaient en bois de construction, en indiennes, mousselines, calicots et autres tissus de Bombay, velours, soies, satins, fils de soie, noix de cocos, épiceries, métaux, ivoires, etc., des ports de l'Arabie et autres ports du sud. Goudjerât, Marwar et Djeyssulmire envoient du sucre et de l'opium de Malwa.

Les exportations consistaient en riz, sel, poisson (l'espèce appelée

(1) Voyez, pour des détails intéressans sur le Sindh et sur Shikarpour en particulier, les voyages et les mémoires de Burnes et les voyages de Conolly.

poullah, qui est très délicate), ailerons de requin, ghi, et quelque peu d'indigo, etc.

Le langage du Sindh est d'origine hindoue. Les classes élevées parlent un persan corrompu ; les basses classes, un jargon mêlé de sindhy et de pandjâby : le sindhy est une langue écrite, mais nous ne savons pas quels sont les caractères qu'elle emploie.

Avant de nous occuper des ressources que pourront offrir au commerce les contrées situées à l'ouest de l'Indus, à la suite des grands changemens que la domination anglaise doit amener dans l'administration des pays afghans, nous croyons intéressant de comparer le système du Gange avec le système de l'Indus, et de rattacher à cette comparaison l'étude politique du domaine de ce dernier fleuve.

Les sources du Gange et celles de l'Indus, venant du même système de montagnes, traversent les mêmes parallèles de latitude, mais dans une longueur inégale, une direction opposée, avec des ramifications caractéristiques diversifiées, et par conséquent avec un *développement fluvial* très différent. Le Gange reçoit ses eaux des systèmes Himalaya et Vindhya, l'Indus uniquement du système Himalaya. Tous les deux sont des fleuves sous-tropicaux, tous deux voient leurs eaux croître à des époques déterminées. Le volume de leur décharge dans l'Océan nous marque leur *grandeur relative*, modifiée cependant par la différence de leurs pentes.

Sikliguly, au-dessus de *Rajmahal*, sur le Gange, et *Tatta*, sur l'Indus, sont deux points de comparaison convenables, étant situés l'un et l'autre à l'endroit où chacun des fleuves respectifs a reçu la totalité de ses affluens, et immédiatement avant la *bifurcation* de ces fleuves au delta. Si les deux bras les plus orientaux de l'Indus, le *Fulaili* et le *Pinyari*, n'étaient pas trop insignifians (malgré leur crue momentanée pendant la saison des grandes eaux), Hyderabad serait encore plus propre à servir de point de comparaison avec Rajmahal, tous les deux étant situés à la pointe du delta, comme le Caire sur le Nil. G. Prinsep, qui a étudié particulièrement le sujet qui nous occupe, établit que le Gange, près Sikliguli, décharge dans le mois d'avril 21,500 pieds cubes d'eau par seconde, que la largeur moyenne du fleuve y est de 1,500 mètres au moins, et sa profondeur, pendant la saison des basses eaux, de 3 pieds (d'après Ritter, 5 pieds de *chenal* au plus). Les mesurages à Bénarès (en avril) donnent des résultats semblables; la largeur du Gange y est de 1,400 pieds seulement, sa profondeur, de plus de 34 ; il y passe donc de 19,000 à 20,000 pieds cubes d'eau par seconde.

L'Indus, au milieu d'avril, près Tatta, a une largeur de 670 *yards* (environ 2,000 mètres). Sa vitesse est de 2 milles et demi par heure; ses rives escarpées lui donnent dans toute sa largeur, à quelques mètres près, la même profondeur régulière, qui est au moins trois fois aussi grande que celle du Gange, c'est-à-dire de 15 pieds. Sa décharge s'élèverait, d'après ces données, à 110,500 pieds cubes dans une seconde, ou seulement 93,465 pieds d'après la formule de Buat. Il faut introduire dans cette évaluation une légère correction pour les basses eaux des rivages, et il paraît raisonnable de s'arrêter au chiffre de 80,000 pieds cubes par seconde pour la décharge de l'Indus, c'est-à-dire quatre fois autant que le Gange, dans la même saison, près de Bénarès (le Rhin près de Bâle n'en décharge que la moitié, c'est-à-dire 13,400 pieds cubes par seconde), et presque autant que le Mississipi.

Nous n'avons encore aucunes données précises qui nous permettent d'établir une comparaison utile entre l'Indus pendant la saison de l'inondation et le Gange pendant la saison des pluies, époque du maximum de la crue de ce fleuve, et à laquelle il passe à Sikliguly 500,000 p. cubes d'eau par seconde. Cependant les observations recueillies sur l'Indus conduisent aux considérations suivantes :

La longueur plus grande du cours de l'Indus, depuis le voisinage du lac Mansorawar, où se trouvent les sources de l'Indus et du Satadrou (Sutledje), fait supposer une plus grande quantité absolue d'eau que dans le Gange. L'Indus parcourt un domaine fluvial relativement aride, désert ou faiblement peuplé; le Gange s'élargit beaucoup plus dans son cours et dote ses rivages de plus riches moissons. L'Indus, même dans le temps de son inondation, reste toujours emprisonné dans son lit entre des rives escarpées et proportionnellement beaucoup plus rapprochées; rarement il a plus d'un demi-mille anglais de largeur. Il rappelle en ceci le cours étroitement encaissé du Nil. Le Gange, au contraire, pareil aux fleuves chinois, s'élargit en quelques portions de son parcours comme un immense lac ou une mer d'eau douce; d'un rivage on peut à peine distinguer l'autre. C'est pourquoi l'évaporation à sa surface et la quantité d'eau absorbée par le fond et par l'atmosphère doivent être infiniment plus grandes que dans l'Indus.

Le Gange, avec ses affluens, reçoit le déversement atmosphérique uniquement de la pente méridionale du système Himalaya, et l'Indus le reçoit non-seulement de celle-ci, mais aussi de la pente septentrionale et des gîtes de neiges de la haute masse des plateaux. Ses

eaux croissent long-temps avant la saison des pluies par la fonte des glaces et des neiges, nonobstant la longueur extraordinaire de son cours. Sa pente paraît être très douce, comme dans tous les grands fleuves; sa vitesse moyenne ne dépasse pas 2 milles et demi anglais par heure, tandis que toutes les rivières du Pandjâb parcourent un mille anglais de plus dans le même espace de temps, ce qui s'explique par leur plus grande proximité des montagnes. De l'ensemble des faits observés, il résulte que l'Indus a un volume d'eau plus considérable que le Gange, quoique le Gange paraisse surpasser de beaucoup l'Indus dans le développement grandiose de son lit. Le Gange semble offrir plutôt le caractère d'un torrent de montagnes qui dans une saison inonde tout, et dans une autre accuse une pauvreté d'eau remarquable; l'Indus, au contraire, roule toujours ses eaux également abondantes vers l'Océan. De son côté, le Gange présente d'autres contrastes et d'autres avantages partiels en opposition à ce développement plus régulier du cours de l'Indus, qui rappelle celui du Rhin. Ces contrastes viennent d'un plus riche déversement des pluies sur son domaine fluvial et d'une irruption plus profonde de la marée; deux rapports qui, dans le domaine de l'Indus, situé plus à l'ouest, sont d'une moindre importance, excepté pendant le règne des moussons. L'action de la marée dans l'Indus pénètre à peine jusqu'à Tatta; est-ce à cause d'un plus grand volume d'eau douce, qui oppose une plus grande résistance à la pression des vagues de la mer, ou bien serait-ce que les grandes embouchures de ce fleuve sont situées peu favorablement pour admettre une pénétration complète de la marée? Quoi qu'il en soit, il est certain que la marée, dans l'Indus, reflue avec une vitesse incroyable, surtout dans le voisinage de l'embouchure. La plus grande marée moyenne, dans le Gange, paraît être de douze pieds; dans l'Indus, à la pleine lune, la marée observée par Burnes atteignait neuf pieds, mais la hauteur moyenne n'a pas été observée, que nous sachions.

Ces résultats sont d'une extrême importance pour l'étude de la navigation sur l'Indus. L'application de la vapeur à cette navigation sera grandement facilitée par la découverte faite en 1830 de gîtes de houille très riches, au-dessus d'Attock, à seize heures de marche seulement de cette forteresse, dans les montagnes de *Cohat*. Ces mines se trouvent ainsi à l'extrémité nord de la navigation possible sur l'Indus, comme il s'en trouve à son extrémité sud, et à proximité de son embouchure dans la province de *Kutch*. Il est, certes, très remarquable que l'Indus supérieur, même dans la saison sèche, n'ait pas moins de

15 pieds de profondeur, sur une largeur d'un demi-mille; que le Tchénab conserve 12 pieds de profondeur dans la même saison, et le Râvy 6 pieds environ. Il s'ensuit que la navigation intermédiaire la plus étendue, sans transbordement, ne pourra s'effectuer qu'à l'aide de bateaux plats qui ne tirent pas plus de 4 à 5 pieds d'eau ; de pareils bateaux peuvent charger de 75 à 80 tonneaux, comme les grands bateaux sur le Rhin. Des bateaux à vapeur, construits dans le genre de ceux du pays, répondront parfaitement aux besoins de cette navigation ; mais il ne faut pas songer aux navires à quille tirant beaucoup d'eau. Burnes avait mis deux mois à remonter la rivière jusqu'à Lahore, 40 jours jusqu'à Moultân. Avec des bateaux à vapeur, on arrivera certainement de l'embouchure de l'Indus à Moultân, en 10 jours, au lieu de 40, que nécessiterait, comme on le voit, le hâlage, et déjà, de ce point comme centre, on pourra ouvrir des relations avantageuses avec les provinces voisines. Nulle part la marche n'est obstruée par des barrages, des rapides, des cataractes, et la nature semble avoir tout fait pour favoriser cette navigation intermédiaire. Le trajet de Lahore à la mer (une distance de 1000 milles environ) se fera probablement en moins de 15 jours; à Moultân, en 6 jours; de là à Bakkar en 4 jours au plus; puis à Hyderabad en 3, et de là à l'embouchure en 2 jours. Nous ferons observer, à ce sujet, que du temps d'Aureng-Zeb, il se faisait un commerce considérable par l'Indus et et le Râvy jusqu'à Lahore. Ce commerce, ruiné par les commotions politiques du pays, et surtout par les exactions des nombreux chefs qui s'étaient rendus successivement indépendans, sur les lignes parcourues par les marchands, va renaître, et probablement acquérir, sous la protection du gouvernement anglais, un développement bien supérieur à celui qu'il avait atteint à l'époque dont nous parlons.

Résumons en peu de mots les observations qui précèdent.

Les plus grands obstacles politiques s'opposaient depuis longues années au rétablissement de cette ligne commerciale si importante qui, de l'embouchure de l'Indus, atteint le pied de l'Himalaya. Les princes qui régnaient hier encore le long des rivages de ce fleuve grevaient de droits énormes le passage des marchandises ou pillaient les marchands. Le commerce était réduit à se frayer par terre des voies détournées et coûteuses. Entre Lahore et la mer, on comptait tout au plus dans ces derniers temps, sur tout le système de l'Indus, 700 bateaux, qui suffisaient pour le service des passagers et le transport des bagages et des marchandises. Quelle différence de là aux 300,000 bateliers du système richement peuplé du Gange! Aujour-

d'hui que l'Indus est devenu de fait, comme il était destiné par la nature à le devenir, la frontière occidentale de l'empire hindo-britannique, cet état de décadence va faire place, comme par miracle, à une activité et une prospérité sans cesse croissantes. Les obstacles politiques qui s'opposaient au développement et à l'utilisation des ressources naturelles de ces vastes contrées ont disparu. Ils ont disparu devant la volonté intelligente de la nation anglaise, représentée sur cette terre lointaine par un véritable homme d'état et un grand citoyen, car tel nous apparaît lord Auckland à la tête de ce vaste empire de l'Inde, dont il vient de consolider la puissance. Quelles que soient nos opinions, nos sympathies particulières, nos répugnances peut-être, nous ne pouvons refuser notre admiration à de semblables actes. L'humanité tout entière doit applaudir à des mesures dont l'énergie prévoyante a avancé d'un demi-siècle le triomphe de la civilisation européenne dans ces pays qui languissaient depuis si long-temps sous le joug du despotisme le plus ignorant et le plus immoral à la fois. L'agriculture encouragée, l'industrie protégée, le commerce ouvert à la concurrence des nations de l'Europe et de l'Asie, les rapports intérieurs améliorés et consolidés dans un but d'avenir, les rapports extérieurs étendus et rendus de jour en jour plus profitables, tels sont les bienfaits que la domination anglaise promet aux peuples qui habitent les bords de l'Indus; tels sont les devoirs qu'une saine politique lui impose. Puisse la France s'associer à l'accomplissement d'une œuvre si belle, en contribuant à établir dans ces pays lointains l'heureuse influence de la civilisation et du commerce!

A. DE JANCIGNY.

LE THÉATRE-ITALIEN

ET

MLLE PAULINE GARCIA.

Il y a deux choses graves à considérer quand on prononce en ce moment le nom des grands artistes. La première, c'est que leur destinée, si brillante depuis une vingtaine d'années, est menacée maintenant comme celle de toutes les puissances légitimes ou autres. La seconde, et la plus grave, c'est qu'avec la destinée de ces artistes, l'art est menacé lui-même, non pas dans son essence impérissable, mais dans son mouvement et dans son influence sur la société présente.

Pour ne pas dépasser les bornes de cet article, nous nous renfermerons dans un fait particulier, réservant l'exposé d'autres faits de même nature pour une nouvelle occasion. Les deux principaux faits qui doivent attirer maintenant l'attention publique, c'est la crise où se trouvent engagées les deux principales écoles de l'art dramatique en France : la scène littéraire française, représentée par le Théâtre-Français; la scène lyrique italienne, naturalisée en France et représentée à Paris par le Théâtre-Italien. Nous parlerons aujourd'hui du Théâtre-Italien et des artistes que le public y applaudit avec passion sans songer que c'est peut-être pour la dernière fois, si le juste intérêt qu'il accorde à de si nobles efforts se borne à de stériles applaudissemens, et ne se formule pas par un vote national dans le sein des chambres.

Quelques lignes suffiront à développer clairement la situation du Théâtre-

Italien et les dangers qui pèsent sur son avenir. Depuis l'incendie de la salle qui portait son nom et qui le donnait au principal quartier de Paris, il semble qu'on ait pris à tâche, non de réparer ce désastre, mais de l'aggraver par de nouveaux coups. Lorsqu'il s'agissait, dans le premier moment, de trouver, à la hâte, un asile provisoire pour la scène italienne, l'Odéon, seule salle qu fût alors vacante, pouvait suffire à cet usage. Artistes, abonnés, dilettanti de tout genre se résignèrent facilement à passer une saison comme en hôtel garni, dans ce local, réparé d'ailleurs et disposé à leur convenance. Mais bientôt un premier vote des chambres sur une loi spéciale présentée par le gouvernement, en enlevant la salle Favart au Théâtre-Italien pour la donner à l'Opéra-Comique, sous le prétexte que ce dernier théâtre, exploitant un *genre national*, devait être préféré à l'autre, qui n'exploite, disait-on, qu'un *genre étranger*, a rendu l'Odéon, d'asile provisoire, séjour définitif de la troupe italienne. Nous reviendrons sur l'étrange motif donné à cette décision, et nous nous permettrons d'en contester la justesse. Mais poursuivons l'histoire des vicissitudes que le Théâtre-Italien a subies dans ces derniers temps.

Comme si cette brusque dépossession et cet exil loin du centre de Paris n'eussent pas suffisamment empiré la situation de ce théâtre, un second vote des chambres, sur le budget du ministère de l'intérieur, a supprimé la subvention de 70,000 francs qu'il recevait à la suite des autres théâtres royaux, tous beaucoup plus richement dotés.

Aujourd'hui, au déclin de la seconde saison, l'on ressent déjà les désastreux effets de cette double faute, que l'on reconnaît sans doute, mais que l'on ne songe point encore à réparer. Trompés dans leur attente, dans leur désir, dans leur droit en quelque sorte (car ils avaient reçu des promesses), les abonnés, qui ne peuvent supporter plus long-temps le dérangement de leurs habitudes et la longueur d'un double voyage pendant les nuits de la plus rigoureuse saison, menacent de quitter l'hiver prochain des loges occupées par eux depuis vingt ans, et que naguère on cédait comme un héritage. Qu'un nouveau motif leur soit fourni; que, par exemple, l'imminente retraite de Rubini vienne à être officiellement annoncée; qu'enfin quelques grandes dames, de celles dont l'exemple fait loi dans le beau monde, déclarent qu'elles abandonnent la place aux rentiers du Luxembourg, et peut-être parmi ce public élégant, sur qui la mode règne plus encore que le goût de la musique, sera-t-il de bon ton de fuir le Théâtre-Itelien, comme autrefois de s'y faire admirer? Or, le Théâtre-Italien n'est pas constitué pour courir les chances de représentations bonnes ou mauvaises, les chances de ce qu'on nomme ailleurs le *casuel*. Formé par une réunion d'artistes éminens qu'il faut rétribuer suivant leur mérite et leur renommée, mais qui paient chaque jour de leur personne et ne présentent jamais de remplaçans, de *doublures*, comme on dit, il faut que le Théâtre-Italien trouve dans ses abonnemens le moyen, la certitude, d'avoir toujours *chambrée* complète; il le faut, pour couvrir les dépenses énormes imposées par la réunion de plusieurs talens de premier ordre que se dispute l'Europe entière, que tous les théâtres étrangers mettent comme aux

enchères chaque fois qu'un engagement est à renouveler; il le faut, pour que ces artistes ne soient pas exposés à chanter dans la froide solitude d'une salle dégarnie, pour qu'enfin il y ait toujours entre eux et les spectateurs ces communications chaudes et puissantes qui entretiennent chez les uns le zèle et la passion de l'art, et chez les autres le plaisir et l'enthousiasme.

Sans les abonnemens, qui garantissent à l'avance de suffisantes recettes et des assemblées nombreuses, le Théâtre-Italien n'est pas possible. Tout le monde est d'accord sur ce point. Comment s'étonner dès-lors que, réduit encore à l'Odéon pour une troisième année, privé de la subvention, ne trouvant plus dans les théâtres d'Italie ni assez de grands artistes, ni d'assez grands artistes, pour remplacer ceux qu'il perdrait, comment s'étonner que le directeur remette aux mains du ministre de l'intérieur un privilége dont l'exploitation devient périlleuse dans de telles conditions? La haute probité de M. Viardot se refuse à compromettre les intérêts d'un commanditaire qui lui a donné sa confiance. Il ne peut se résigner à voir périr ou seulement dépérir dans ses mains le Théâtre-Italien, auquel l'attachent des liens bien autrement puissans chez lui que ceux de l'intérêt; et il ne faudrait peut-être pas beaucoup compter sur les espérances hardies que donnerait un administrateur nouveau, quand on voit un homme d'honneur quitter la place, non par découragement, non par manque de capacité à coup sûr, mais par de religieux scrupules et de sages appréhensions.

L'on s'était trompé en croyant que les abonnés braveraient long-temps tous les inconvéniens que présente pour eux l'exil du Théâtre-Italien à l'Odéon. Maintenant on commet une autre erreur non moins funeste. On se persuade que les chanteurs italiens ne quitteront pas, ne peuvent pas quitter Paris. Où iraient-ils? dit-on; quel théâtre au monde peut les accueillir et les conserver tous? Il est vrai que Londres étant abandonné l'hiver par la société riche, aucune autre ville que Paris ne peut réunir les artistes qui forment actuellement la troupe italienne. Mais avant de s'assembler à Paris ils étaient dispersés; ils se disperseront encore. Lablache ira à Naples, Tamburini à Rome, Mlle Garcia à Milan, Mme Persiani à Vienne. Chacun d'eux, ainsi isolé, trouvera des avantages d'argent égaux à ceux que Paris peut lui offrir et jouira seul des autres avantages d'une supériorité non contestée. Que l'on y prenne garde, le temps marche, la saison théâtrale va finir; nul ne peut, dans l'état des choses, renouveler des engagemens qui expirent. Si l'administration qui a laissé faire le mal ne se hâte de le réparer par les mesures les plus promptes et les plus efficaces, nous courons grand risque de n'avoir l'année prochaine ni salle pour loger les chanteurs italiens, ni chanteurs pour occuper une salle.

Voici donc notre scène italienne-française atteinte dans son principe vital par la double mesure législative, le retrait de la subvention et l'exil au-delà des ponts. Cette mesure a été motivée, comme nous l'avons dit, par la nécessité d'encourager exclusivement le genre national en musique, et une profonde indifférence pour l'art *exotique* a présidé à son arrêt de mort en place de l'Odéon.

Si ce motif était bien fondé, nous serions les premiers à y souscrire. Mais la haute sagesse de la chambre des députés n'est peut-être pas ici sans appel. Et d'abord nous pensons que le genre italien est tout-à-fait naturalisé en France, à tel point qu'il n'y a plus de musique française, si tant est qu'il y en ait jamais eu. Messieurs les députés ne peuvent pas croire sans doute que la musique change de nationalité suivant la langue à laquelle elle est adaptée. Ils ne pensent pas que Rossini soit Français pour avoir écrit en tête de sa sublime partition *Guillaume Tell*, au lieu de *Guglielmo Tello*, pas plus que Meyerbeer pour nous avoir donné deux beaux opéras en paroles françaises. Ils savent fort bien que la musique qu'on chante à l'Opéra-Comique est tout italianisée, depuis Nicolo jusqu'à Donizetti; que les plus remarquables productions de nos compositeurs français, *la Muette*, par exemple, ont été inspirées par le génie italien, et que si Berlioz est chez nous le roi de la symphonie, ce n'est ni chez Rameau ni chez Grétry, mais dans la science de Beethoven et de Weber qu'il a puisé la sienne.

Le Devin du Village n'a-t-il pas été dans son temps une réaction énergique et applaudie contre la soi-disant musique française, qui n'était, suivant Rousseau et les gens de goût ses contemporains, qu'une musique infernale et diabolique? Lulli, Gluck et Mozart, que nous invoquons aujourd'hui comme nos maîtres, étaient-ils donc Français? Et parce que nous avons un peu profité à leur école, aurons-nous l'ingratitude de prétendre que nos intelligences musicales se soient éveillées d'elles-mêmes, tandis que nos oreilles le sont à peine encore à leurs savantes mélodies?

Où donc s'est réfugiée cette musique française que vous voulez ressusciter, et conserver comme un art national? Non pas même chez Mlle Loïsa Puget, et je gage que *le Postillon de Longjumeau* serait fort blessé, si vous lui disiez qu'il ne chante pas ses couplets dans le goût italien le plus pur. Et il ferait bien; l'orgueil de l'artiste français, comme son vrai mérite, ne consiste-t-il pas dans cette merveilleuse aptitude qui le porte à vaincre les obstacles que la nature lui a créés, et à s'assimiler l'intelligence, les études, et jusqu'à l'innéité des arts étrangers? Où donc est la grandeur et la priorité de la France entre toutes les nations civilisées, si ce n'est d'avoir attiré à elle et de s'être approprié dans tous les temps les fruits précieux de toutes les civilisations étrangères? Sa vie s'est formée de la vie du monde entier, et le monde entier a trouvé en elle une vie que sans elle il n'eût pas sentie. C'est nous qui apprenons à nos voisins l'importance et la beauté de leurs conceptions en les mettant en pratique sous leurs yeux éblouis. En politique, n'avons-nous pas accompli les révolutions que l'Angleterre avait essayées? En philosophie, n'avons-nous pas opéré ces transformations d'idées que l'Allemagne signalait immobile et comme effrayée elle-même de ce que son cerveau enfantait à l'insu de sa conscience? Et pour ne parler que de l'art qui est le cercle où nous devons nous renfermer ici, n'avons-nous pas légitimement et saintement volé l'architecture, la statuaire, la peinture et la musique aux plus puissantes et aux plus ingénieuses nations de la terre? Notre poésie, enfin, ne l'avons-

nous pas conquise par droit divin sur tous les siècles et sur tous les peuples qui viennent aujourd'hui nous redemander humblement les leçons qu'ils nous ont données? N'avons-nous pas importé chez nous, et ceci à l'exclusion des nations que nous avons bien réellement dépossédées, la peinture qui ne fleurit plus que chez nous? Où est l'école romaine aujourd'hui? Dans l'atelier de M. Ingres. Où est la couleur vénitienne? Sur la palette de Delacroix. Où est l'énergie du pinceau flamand? Sur les toiles de Decamps. Où est la gravure anglaise? A Paris, dans la mansarde de Calamatta et Mercurj, dont le génie s'est naturalisé français; car les plus grands artistes étrangers l'ont dit, et ce mot est devenu proverbial : La France est la vraie patrie des artistes. Et maintenant nous voudrions répudier nos maîtres ! Mais cela n'est pas dans l'esprit de la nation, et jamais on n'a plus profondément méconnu le caractère ardemment sympathique du Français et son généreux enthousiasme pour toute espèce d'éducation, que le jour où on a prononcé dans l'assemblée représentative de la France, qu'il n'y aurait plus d'art étranger en France. N'envoyez donc plus vos peintres et vos musiciens se former à Rome, anéantissez donc les trésors de vos musées, rayez donc *Guillaume Tell* et *le Comte Ory* du répertoire de votre Académie Royale; faites plus si vous pouvez, détruisez toute notion d'art dans le monde élégant et chez le peuple. Brûlez tous les magasins de musique qui vivent de partitions allemandes et italiennes; fermez le Conservatoire, qui a le mauvais goût de nous faire entendre un peu de Beethoven, de Haydn et de Mozart; de temps en temps condamnez à mort le patriarche Cherubini, car celui-là ne se soumettra pas volontiers à l'arrêt. Confirmez la sentence qui a exilé Spontini; faites déporter Lablache, Rubini, Tamburini; défendez à Mlle Grisi de nous montrer le type le plus pur et le plus parfait de la beauté grecque; envoyez le génie de Pauline Garcia se glacer en Russie, et quand vous aurez fait tout cela, tâchez d'interdire à nos gamins de Paris de chanter dans la rue le rataplan des *Huguenots;* brisez enfin jusqu'aux orgues de Barbarie, qui jouent sous vos fenêtres le chœur des chasseurs de *Robin des bois* ou le *Di tanti palpiti*, aussi populaires que *la Marseillaise* et *Vive Henri IV*.

Ne dites pas, à ce propos, que la musique étrangère est suffisamment connue en France. Elle n'est encore que vulgarisée, ce qui ne veut pas du tout dire qu'elle soit comprise; et je le répète, notre éducation musicale, loin d'être achevée, commence tout au plus. Aura-t-elle un succès aussi rapide que la peinture? Je ne le pense pas. Il est de la nature même de la musique de suivre une marche plus lente, parce qu'elle est le plus idéal de tous les arts. Pouvons-nous même nous flatter que nous arriverons à surpasser les Allemands et les Italiens en composition et en exécution musicale, comme nous surpassons en peinture nos contemporains étrangers? Je n'oserais vous le promettre. Peut-être la nature, qui jusqu'ici leur a été plus généreuse qu'à nous sous ce rapport, continuera-t-elle à les placer au-dessus de nous, comme des maîtres chéris et vénérés. Raison de plus de les retenir chez nous, car, privés d'eux, nous n'avons plus guère de progrès à espérer. Ne dites pas non plus que les maîtres

écriront pour notre scène, ou que nous traduirons leurs œuvres lyriques. Vous savez bien que Rossini ne se fût pas arrêté au milieu de sa gloire et de sa puissance sans les dégoûts dont l'abreuvèrent la légèreté avec laquelle on traita son dernier chef-d'œuvre et le morcellement de ses représentations à l'Opéra. Vous savez bien que le *Don Juan* n'a pu être exprimé à ce même théâtre d'une manière satisfaisante, et qu'il a fallu changer l'emploi des voix pour lesquelles il fut écrit. Quand vous voulez l'entendre, c'est à l'Opéra-Italien, non à l'Opéra-Français que vous courez. Vous savez bien que nous ne connaissons en France ni *Fidelio*, ni *Oberon*, ni même *Freyschütz*. Le zèle et l'habileté de M. Véron ont échoué à faire entendre véritablement *Euryanthe* sur la scène française. Vous savez bien, ou du moins vous devriez savoir qu'au lieu de nous retirer l'opéra italien, il faudrait pouvoir nous doter d'un opéra allemand, et vous verrez que quelque jour vous y viendrez, entraîné que vous serez par le progrès de l'art et le mouvement des idées, vainement entravés pour quelques années peut-être par votre arrêt.

Mais vous faites là précisément ce que vous reprochez à un certain radicalisme étroit et aveugle. Vous nous privez, comme d'autant de superfluités coûteuses, des sources où la vie intellectuelle se retrempe et se purifie. Vous nous poussez à la barbarie, vous faites des lois somptuaires pour ce monde opulent que vous voulez vous conserver et qui ne s'y laisse guère prendre; car il commence à voir que nous ne sommes pas aussi ennemis de la civilisation que pourraient le faire croire les nécessités austères d'un passé que nous ne renions pas, mais que nous ne voulons pas ressusciter.

Quand cela vous arrange, vous revenez à l'esprit de la convention, et vous vous emparez des idées d'économie que nous vous présentons quand nous demandons de sages réductions ou de généreux sacrifices dans l'emploi des deniers publics. Mais si vous voulez retourner contre nous nos propres argumens, ne le faites donc pas à propos des choses qui nous sont utiles et bonnes et qui vous le sont aussi, car nos besoins sont les mêmes, et un peu d'idéal dans votre vie ne vous ferait pas de mal. Il y a bien d'autres choses qui nous sont préjudiciables à tous et que vous votez haut la main pour des raisons que je ne veux pas vous dire, non pas que vous manquiez de courtoisie pour les entendre, mais parce que vous avez trop d'esprit pour ne pas les deviner. Je suis sûr que la jeunesse française, qui est tout artiste, se résignera plutôt à des privations qui porteraient sur sa vie matérielle qu'à celles qui l'atteindraient dans sa vie intellectuelle, et que les vexations de la douane, auxquelles chacun de nous se résigne, nous deviendront insupportables le jour où elles prohiberont les beaux-arts à la frontière comme les cotons et les tabacs étrangers.

Si la réforme électorale qui doit s'accomplir était déjà accomplie, si je parlais à des députés qui représentassent véritablement le peuple, j'oserais encore leur demander des mesures protectrices pour les arts, même au profit, en apparence exclusif, des classes riches. Je leur dirais que si le Théâtre-Italien est dans l'état des choses réservé aux plaisirs du grand monde, c'est chose assez légitime, vu qu'il est alimenté et ne peut l'être que par la richesse des hautes classes.

Le jour où la troupe italienne sera installée dans une salle convenable et où la subvention pourra obvier aux dépenses de première nécessité, l'art lyrique marchera, comme il faisait naguère, dans un progrès brillant, et arrivera peut-être à se passer des secours de la subvention. C'est du moins une épreuve qu'il serait impardonnable de ne pas tenter, et l'abandon des moyens de civilisation les plus nobles et les plus exquis est le signe le plus effrayant de la décadence d'une société. D'ailleurs il serait faux de dire que la salle des Italiens est accaparée par ce qu'on appelle le grand monde. Dans la vaste enceinte d'un théâtre il y a place pour les fortunes moyennes, place aussi pour les fortunes étroites, place enfin pour ceux qui n'ont pas de fortune. Le parterre des Italiens a toujours été composé de pauvres artistes et de jeunes gens passionnés pour la musique plus que pour toutes les autres satisfactions de la vie. Nous sommes quelques-uns qui nous souvenons bien d'avoir retranché souvent la bagatelle d'un dîner pour aller entendre la Malibran ou la Pasta, et qui disions bien gaîment à minuit en retrouvant dans la mansarde un morceau de pain dédaigné la veille : *Panem et circenses*. Nous savons bien, nous autres, que si nous avons eu dans notre vie un élan poétique, un sentiment généreux, c'est parce qu'on ne nous a fermé ni l'église, ni le théâtre, c'est parce qu'on ne nous a pas interdit la poésie comme un luxe dangereux ou frivole, c'est parce que qui dit Français dit sobre comme Épictète et idéaliste comme Platon.

Trouvez donc simple que le grand monde (qui ne sera ni plus ni moins porté à l'économie et à la charité si vous lui ôtez ses plaisirs honnêtes) alimente la splendeur d'une école d'art où le pauvre artiste peut aller rêver et concevoir son idéal. Et croyez aussi que ces classes riches à qui vous réclamez, et de qui vous obtiendrez, peut-être plus tôt qu'on ne pense, une libre et loyale adhésion à de meilleures applications de la loi d'égalité, ont besoin comme vous d'une vie intellectuelle plus élevée que celle qu'elles puiseraient à de méchantes écoles et à de fausses théories dans les arts comme dans toute autre source d'éducation.

Maintenant que j'ai dit, un peu plus longuement que je ne l'avais prévu, la haute importance du Théâtre-Italien, je vous rappellerai une des grandes pertes que vous allez faire si vous laissez périr ce théâtre. La France entière sait aujourd'hui combien serait cruel et irréparable le départ définitif de Lablache et de Rubini ; mais la gloire de Pauline Garcia est encore assez fraîche pour que la province, qui n'a pas eu le temps, dans l'espace d'une saison, de venir la juger, se croie dispensée de regretter la grande artiste qu'elle ne connaît pas encore. Il ne faut pas craindre de revenir sur les éloges pleins de justesse et d'intelligence qui lui ont été donnés déjà dans cette *Revue*. Ceci, d'ailleurs, doit intéresser sous un autre rapport. L'apparition de M[lle] Garcia sera un fait éclatant dans l'histoire de l'art traité par les femmes. Le génie de cette musicienne à la fois consommée et inspirée constate un progrès d'intelligence qui ne s'était point encore manifesté dans le sexe féminin d'une manière aussi concluante. Jusqu'ici on avait dû accorder aux cantatrices une part de puissance égale à celle des plus grands chanteurs.

On a dit et écrit souvent que les femmes artistes pouvaient dans l'exécution s'élever au niveau des hommes, mais que dans la conception des œuvres d'art, elles ne pouvaient dépasser une certaine portée de talent. On l'a dit moins haut peut-être depuis que les efforts de quelques-unes d'entre elles ont montré une aptitude plus ou moins estimable pour la composition musicale. Pour le chant, il faut placer au premier rang quelques charmantes mélodies qu'a écrites Mme Malibran; pour la scène, les partitions de Mlle Bertin. Mais voici une fille de dix-huit ans qui écrit de la musique vraiment belle et forte, et de qui des artistes très compétens et des plus sévères ont dit : « Montrez-nous ces pages, et dites-nous qu'elles sont inédites de Weber ou de Schubert, nous dirons qu'elles sont dignes d'être signées par l'un ou l'autre de ces grands noms, et plutôt encore par le premier que par le second. » C'est là, ce nous semble, le premier titre de Mlle Garcia à une gloire impérissable. Supérieure à toutes les jeunes cantatrices aujourd'hui connues en France par la beauté de sa voix et la perfection de son chant, elle peut mourir et ne pas s'envoler comme ces apparitions de chanteurs et de virtuoses qui, renfermés dans une grande puissance d'exécution, ne laissent après eux que des souvenirs et des regrets; gloires qui s'effacent comme un beau rêve en disparaissant de la scène chargées de trophées, mais condamnées à périr tout entières, et de qui l'on peut dire ce qui est écrit dans le livre divin à propos des heureux de ce monde : « Ils ont reçu dès cette vie leur récompense. »

Mlle Garcia est donc plus qu'une actrice, plus qu'une cantatrice. En l'écoutant, il y a plus que du plaisir et de l'émotion à se promettre; il y a là un véritable enseignement, et nous ne doutons pas qu'avec le temps, la haute intelligence qu'elle manifeste en chantant la musique des maîtres, ne soit d'une heureuse influence sur le goût et l'instruction du public et des artistes. Elle est un de ces esprits créateurs qui ne s'embarrassent guère de la tradition et des usages introduits par les exigences de la voix ou la fantaisie maladroite des exécutans ses devanciers. Elle entre dans l'esprit des auteurs; elle est seule avec eux dans sa pensée, et si elle adopte un trait, si elle prononce une phrase, elle en rétablit le sens corrompu, elle en retrouve la lettre perdue. Le public qui l'aime, mais qui n'a pas encore en elle toute la confiance qu'elle mérite, s'étonne et s'effraie quelquefois de ce qu'il prend pour une innovation. Le public n'est pas assez savant pour lui contester avec certitude la liberté de ses allures. La plupart des journalistes ne le sont pas davantage, et moi qui écris ceci, je le suis moins que le dernier d'entre eux. Mais ce que le public, ce que les critiques, ce que moi-même pouvons examiner sans craindre de faire rire les vrais savans, et sans autre conseil que celui de notre logique et de notre sentiment, c'est précisément le sentiment et la logique qui président à ce travail consciencieux auquel Mlle Garcia soumet l'œuvre qu'elle chante. Jamais elle ne dénature l'idée, jamais elle ne substitue son esprit à l'esprit du compositeur. Le jour où vous direz : Mozart n'eût pas écrit cela, ce jour-là seulement vous serez en droit de dire que Mozart ne l'a point écrit; mais si vous retrouvez toujours et partout l'esprit et le sentiment du maître, vous pouvez dire que si le

maître ne l'a pas écrit ainsi, c'est ainsi du moins qu'il l'a senti dans le moment de l'inspiration, et c'est ainsi qu'il l'aurait écrit peut-être la veille ou le lendemain. Ainsi c'est bien toujours du Mozart, c'est bien toujours du Rossini que nous entendons, lors même que pour satisfaire aux exigences de la voix qui devait lui servir d'interprète, Rossini ou Mozart ont consenti à modifier leur premier jet.

Je ne prétends pas que cette liberté d'interprétation doive être illimitée; mais plus une composition vieillit, plus il devient nécessaire d'avoir de grandes intelligences pour interpréter fidèlement les points contestables. Sans cette part d'indépendance, l'esprit du chanteur n'aurait plus à s'exercer que dans les gestes et le costume, et encore faudrait-il qu'il n'y apportât point son propre caprice, mais le goût et la vraisemblance. Il faudrait prononcer que le talent d'exécution exclut le talent de création, et les artistes dramatiques en tous genres deviendraient de pures machines, fonctionnant plus ou moins bien, suivant une impulsion mécanique à jamais donnée. Alors plus de progrès possible, et le mot *goût* n'a plus de sens. De plus, il suffit d'une erreur innocemment commise par un chanteur et inaperçue de l'auditoire pendant un certain temps, pour que cette erreur devienne loi sans qu'aucun autre chanteur ait le droit de la redresser et d'en purger l'œuvre du maître. C'est ainsi que l'ignorance des commentateurs ou seulement des copistes a altéré pendant des siècles l'esprit de textes bien autrement sérieux que ceux des partitions musicales.

Si la simple raison, si un sentiment de l'art qui n'est point refusé même aux gens privés d'éducation spéciale peuvent servir de guide pour juger les artistes avec quelque justice et quelque utilité, nous devons attendre de Mlle Garcia plus que nous ne pouvons lui donner. Si le public comprend l'importance d'un pareil talent, il apprendra beaucoup de lui, et ne cherchera plus à entraver, par la méfiance ou la timidité de ses jugemens, l'essor de facultés aussi rares et aussi précieuses. La critique ne cherchera point à l'intimider. On peut analyser froidement le talent le plus consommé; mais on doit de grands égards au génie même le plus novice. Il y a pour lui un certain respect auquel ne se refusent pas les artistes vraiment éminens. J'ai vu Rubini essayer docilement avec Pauline Garcia, dans l'entr'acte, un trait qu'elle lui avait soumis, et que l'admirable chanteur répétait avec un plaisir naïf et généreux. Lablache est fier d'elle comme un père l'est de son enfant, et Liszt sera plus heureux de l'entendre chanter Desdemona et Tancrède, lui dont elle est, comme pianiste, une des meilleures élèves, que de toutes les ovations que sa bonne Hongrie lui décerne.

Nous n'analyserons pas le talent dramatique de Mlle Garcia, pas plus que l'étendue et la puissance extraordinaire de sa voix. Peu nous importerait la qualité de timbre de cet instrument magnifique, si le cœur et l'intelligence ne l'animaient pas; mais c'est un prodige dont l'honneur revient à Dieu, que de voir une faculté d'expression aussi riche au service d'une intelligence aussi puissante. Cette voix part de l'ame et va à l'ame. Dès les premiers sons qu'elle vous jette, on pressent un esprit généreux, on attend un courage indomptable, on

sent une ame forte qui va se communiquer à vous. Le talent de l'actrice est analogue. Toutes les facultés désirables et toutes les qualités innées l'inspirent presque spontanément; mais ce talent n'a pas été soumis, comme le chant, à de rigoureuses études, et il brille encore par ce qui lui manque: heureux défaut jusqu'à présent, qui attendrit plus qu'il ne le fâche, un public paternel aux grands artistes. Il est remarquable que ce même public qui se montre si scrupuleux pour les choses qu'il ne comprend pas bien encore, se montre si délicatement et si sagement indulgent pour celles qu'il juge sainement au premier coup d'œil. On a remarqué que la jeune actrice avait parfois une certaine gaucherie pleine de grace et de pudeur, parfois aussi une énergie pleine de sentiment et d'irréflexion, et on lui a su bon gré de se laisser gouverner par ses impressions sans prendre conseil que d'elle-même, et sans chercher trop devant son miroir l'habitude que les planches lui donneront assez vite. On a remarqué aussi que sa taille était admirablement belle; dans ses gestes faciles et naturellement gracieux, les peintres admirent la poésie instinctive qui préside à ses attitudes, même les moins prévues par elle. Elle est toujours dans les conditions d'un dessin correct et dans celles d'un mouvement plein d'élégance et de vérité.

Elle ne plaît pas seulement, on l'aime. Le public le prouve en ne l'applaudissant pas avec frénésie; il faudra cependant, pour son propre intérêt, qu'il apprenne à l'applaudir avec discernement et à ne pas rester froid devant une phrase admirablement dite, quand il bat des mains pour une cadence effrayante de durée et de netteté. Ce sont là des tours de force que M[lle] Garcia exécute avec une liberté surprenante, car elle peut tout ce qu'elle veut. Mais le public ne voudra-t-il pas la dispenser quelque jour de cet horrible agrément qui n'aboutit qu'à imiter parfaitement le bruit d'une bouilloire à thé, et qui suspend le sens de la mélodie devant une niaiserie désagréable à l'oreille? Pauvres grands artistes, vous avez bien besoin qu'on vous laisse corriger les sottises de la mode!

Il n'y a qu'une cadence au monde que je voudrais conserver, si tout autre après Rubini pouvait la reproduire; c'est celle qu'il a introduite dans l'air de *Don Juan : Il mio tesoro intanto,* et qui est devenue célèbre. Elle est courte, premier mérite, puis elle est énergique, vaillante, et complète l'idée musicale au lieu de l'altérer. Enfin elle est écrite par Mozart dans l'accompagnement, et le public, entraîné par l'audace et le goût du chanteur, a eu le bon esprit de ne pas la contester.

Avec Rubini, avec Lablache, avec Tamburini, avec M[mes] Garcia, Grisi et Persiani, l'opéra italien va nous quitter si on perd le temps à délibérer froidement et lentement. On sera toujours forcé par la suite de rendre le Théâtre-Italien à la capitale; mais si on tarde, ces grands artistes seront dispersés, et nous aurons des talens de second ordre avec plus d'exigences peut-être. Conservons donc ces généreux chanteurs que nous aimons, que nous connaissons, qui nous connaissent et nous aiment aussi, et qui se prodiguent avec tant de

zèle. Dans aucun théâtre de Paris, on n'a jamais vu régner la paix, l'obligeance et le dévouement comme parmi la troupe italienne. C'est qu'ils sont tous grands et laborieux ; ils n'ont ni le droit ni le temps d'être jaloux les uns des autres. Rubini, malade et fatigué d'une longue suite de représentations que divers accidens ont accumulées sur lui, prodigue sa puissance avec une vaillante ardeur. Le public qui entend cette voix si fraîche et ce sentiment si énergique, sans se douter que l'homme souffre, croit-il payer avec de l'or tant de dévouement et de conscience? Lablache, à l'école duquel nos premiers chanteurs, nos premiers tragiques et nos premiers comiques voudraient long-temps encore prendre des leçons, blessé il y a quelques jours sur la scène pendant la représentation, quitte ses béquilles et reparaît sans égard pour la défense du médecin. Vous avez vu naguère un fait plus remarquable encore. Pauline Garcia, pour ne pas faire manquer la représentation de *Don Juan,* avertie que M[me] Persiani était malade, a étudié un rôle nouveau et improvisé son costume dans l'espace de deux heures. Elle était mise à ravir, et elle a joué et chanté Zerline comme, depuis sa sœur, personne ne l'avait ni joué ni chanté. Elle regardait à peine le cahier pour suivre le récitatif; elle a exprimé Mozart comme Mozart serait heureux de s'entendre exprimer, s'il pouvait un soir s'échapper de la tombe pour y rentrer au coup de minuit. Vraiment nous aurions grand besoin de semblables artistes dans nos théâtres nationaux, et nous avons encore besoin des artistes italiens pour former nos artistes et nous.

GEORGE SAND.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 février 1840.

Ainsi que nous l'avions fait pressentir dans la dernière chronique, rien n'est terminé à Londres sur la question d'Orient. Quelque envie qu'ait le cabinet de Saint-James d'humilier le pacha d'Égypte et de faire sentir à la Porte et à tous les gouvernemens de l'Asie les effets de la puissance britannique, le bon sens des Anglais s'arrête devant les conséquences d'un accord isolé avec la Russie. Une convention qui n'aboutirait pas à des mesures coactives, tranchons le mot, à la guerre contre Méhémet-Ali, serait un *non-sens*. Et, d'un autre côté, qui pourrait prévoir les résultats d'une intervention armée que la France désapprouverait loin de la seconder, et qu'elle pourrait bientôt regarder comme contraire à ses intérêts, à sa dignité, aux principes du système européen, à la tranquillité du monde? Il y a des limites à toutes les résignations, et le désir le plus sincère de conserver les bienfaits inappréciables de la paix devrait nécessairement faire place à des sentimens d'un autre ordre, le jour où l'on mettrait en oubli les rapports internationaux qui assurent le repos de l'Europe.

On dit que M. de Brunow a quitté Londres fort peu satisfait de lord Palmerston : le cabinet anglais aurait résolu de ne signer aucun traité qui ne soit commun aux cinq puissances et à la Porte. Les affaires d'Orient reprennent ainsi leur cours naturel, cours qui ne peut avoir que deux issues : ou les deux parties belligérantes, livrées à elles-mêmes, traiteront sans intermédiaire, ou l'arrangement, ainsi que toutes les mesures qu'il pourrait exiger, seront le fait commun des cinq puissances.

On conçoit que l'un et l'autre système trouvent parmi les hommes d'état d'habiles et zélés défenseurs. Par la non-intervention on évite des négociations longues, compliquées, et offrant par cela même des difficultés qui pourraient devenir des dangers; on évite aussi la périlleuse nécessité d'obtenir par la force l'accomplissement des conditions que les médiateurs jugeraient indispensable

d'imposer. L'intervention éloigne tout danger d'une collision nouvelle entre la Porte et l'Égypte; elle établit le *précédent* du concours de toutes les puissances dans l'arrangement des affaires d'Orient; elle écarte toute prétention exclusive, tout protectorat isolé, et loin de compromettre la paix de l'Europe, elle lui donne, au contraire, de nouvelles et puissantes garanties. Il est également certain que toute idée de résistance disparaîtrait de l'esprit du sultan comme de celui du pacha le jour où des conditions raisonnables leur seraient proposées par une résolution ferme et unanime des cinq puissances. Mais est-il facile, à cette heure, d'arriver à cette résolution unanime? N'y a-t-il pas quelque péril à s'engager plus avant dans des négociations si scabreuses? Peut-on sérieusement espérer un heureux résultat? Peut-on du moins se flatter que de vaines tentatives n'altéreront pas les relations des puissances entre elles? Enfin ces négociations pourraient-elles être interrompues sans laisser de méfiance, sans exciter de ressentimens?

D'un autre côté, les choses ne sont plus entières. Au fait, il y a déjà eu intervention; il y a eu intervention le jour où l'on a arrêté le cours des hostilités. Dès ce jour, l'Europe s'est moralement engagée à procurer au pacha un arrangement convenable et proportionné à ses succès. De quel droit, autrement, aurait-elle interrompu le cours de ses victoires, surtout après l'agression inattendue de la Porte, qui avait ainsi provoqué sa propre défaite et préparé sa ruine?

Quoi qu'il en soit, nous concevons les deux systèmes; nous n'en concevons pas un troisième. Entre l'intervention en commun et la non-intervention, il n'y a rien de raisonnable, rien de conforme aux principes du système européen, rien qui ne compromette la paix du monde. Disons-le sans détour: tout ce qui s'écarterait de l'une et de l'autre de ces voies ressemblerait plus encore à une intrigue qu'à une négociation digne et sérieuse, et pouvant avoir d'utiles résultats.

Au reste, la question ne dépend point du bon plaisir de telle ou telle puissance. Il ne s'agit pas ici de faire la loi au sénat de Cracovie ni à la ville de Francfort. Méhémet-Ali ne se laisserait pas arracher facilement le fruit de ses longs travaux, le patrimoine de ses enfans, le fondement de sa gloire. L'Europe le connaît; elle sait qu'il saurait au besoin s'ensevelir sous les ruines de l'empire ottoman, qu'il entraînerait dans sa chute. Il faudrait, pour soumettre le pacha, de grandes expéditions militaires, des armées, des flottes, une longue lutte. Et ce n'est pas une pensée sérieuse que d'imaginer que la Russie et l'Angleterre pourraient ainsi envahir l'Égypte, l'île de Candie et la Syrie, le reste de l'Europe se bornant au rôle plus que modeste de spectateur de leurs triomphes. Ce sont là des rêves que l'Angleterre et la Russie n'ont sans doute jamais faits, et c'est là précisément ce qui donne aux efforts des négociateurs russes un caractère subalterne, une apparence peu digne. Que veut-on, au fond, lorsqu'on a l'air de chercher ce qui est évidemment impossible?

Au milieu de tous ces faits, une chose nous frappe : c'est une sorte d'abais-

sement, de déclin, dans la politique et la diplomatique russe. On a beaucoup vanté son habileté, son esprit de suite, sa persévérance. Ces éloges étaient mérités, ils l'étaient dans une certaine mesure du moins. Certes, la politique russe, sous les empereurs Paul et Alexandre, a pu être habile, mais elle n'a pas toujours été la même à l'égard de Napoléon. Jamais on n'a vu de changemens plus brusques et plus inattendus. Quoi qu'il en soit, cette politique était grande. Qu'on fût l'ami dévoué ou l'ennemi implacable du grand homme, qu'on lui livrât l'Espagne à Erfürth ou qu'on lui refusât plus tard à Châtillon des conditions honorables, qu'on brûlât Moscou ou qu'on exigeât des Bourbons la promesse d'une charte constitutionnelle, quelque jugement qu'on porte sur ces faits si divers, toujours est-il que c'étaient là de grandes pensées, d'immenses projets, des résultats et des moyens dignes de l'histoire. Que voyons-nous aujourd'hui? La Pologne devenue le chancre de la Russie, comme l'Irlande l'a été de l'Angleterre; des persécutions religieuses, des persécutions politiques au dedans et au dehors; de grands intérêts subordonnés à de petites pensées; de vastes moyens péniblement employés pour des buts secondaires; beaucoup d'agitation, beaucoup d'efforts, beaucoup de vouloirs pour de minces résultats. On dirait de petites passions plutôt que de grandes pensées, des préjugés plutôt que des résolutions profondément méditées. Tant mieux pour la paix du monde, car il n'y a rien là de hardi, de décisif, de redoutable. Le fait n'est pas moins digne d'observation, et là, comme ailleurs, il trouve peut-être une explication toute naturelle dans une seule circonstance, la retraite ou la mort des hommes politiques les plus éminens. C'est une des gloires de l'empereur Alexandre que d'avoir su s'entourer des hommes les plus habiles. Peu lui importait la langue, le pays : l'Allemagne, l'Angleterre, la Suisse, la Grèce, la France, lui ont fourni des généraux, des marins, des administrateurs, des ministres, des diplomates du premier ordre. En lui envoyant ces hommes, c'étaient en quelque sorte des lettres de grande naturalisation que l'Europe octroyait à la Russie. Aussi Alexandre exerça-t-il les droits européens dans toute leur étendue.

Mais ces hommes, le temps les enlève ou les frappe. Pour n'en citer que trois, Capo-d'Istria est mort; M. de Nesselrode se fait vieux, et dans sa vieillesse, fortement préoccupé de l'avenir de sa famille, il se distrait, il se repose, en dirigeant ses propres affaires, des fatigues et des ennuis d'une politique qui n'est plus la grande politique de son beau temps. Enfin un ukase, un rescrit que nous laissons à plus habiles que nous le soin de qualifier, nous apprend que M. le comte Pozzo di Borgo a obtenu sa retraite définitive. La Russie ne remplacera pas de long-temps l'homme que la Corse et les vicissitudes de la politique lui avaient donné, celui qui, par la rare puissance de son esprit et par la haute influence qu'il a exercée dans les grandes affaires de ce siècle, peut être appelé, sans ridicule, ce qu'il était réellement et avec toute l'énergie des sentimens insulaires, l'adversaire de Napoléon. C'est en 1804 que M. Pozzo entra au service de la Russie, et après avoir été chargé de missions

importantes à Naples, à Constantinople, en Angleterre, en Suède, il fut un des acteurs principaux dans les terribles évènemens de 1814. Certes ce n'est pas nous qui pouvons applaudir au rôle que de tristes circonstances et l'ambition démesurée d'un homme ont imposé, nous aimons à le croire, à deux hommes éminens dans la guerre et dans la diplomatie, Bernadotte et M. Pozzo. Ce qui est surtout vrai, c'est que les haines du diplomate étaient toutes corses d'origine et de nature, toutes concentrées, à tort ou à raison, sur la personne de Napoléon; elles ne s'étendaient nullement à la France.

Loin de là : M. Pozzo aimait la France, et il a toujours sincèrement désiré que, constituée sous un gouvernement, monarchique sans doute et régulier, mais libre et fort, elle pût reprendre promptement dans la famille européenne le rang éminent qui lui appartient et que l'intérêt général lui assigne. C'est là la pensée qui l'a incessamment dirigé et en 1814, et en 1815, et en 1830; il a également combattu et les folles prétentions de ces énergumènes qui, en 1815, rêvaient le morcellement de la France, et les utopies rétrogrades de la cour de Charles X, et les alarmes réelles ou simulées de ceux qui s'obstinaient à voir dans les barricades défensives de 1830 une recrudescence de 1793. Mais si, en présence de ces faits, la France doit oublier que M. Pozzo a siégé dans les conseils des coalisés, c'est sur la Russie que pèse envers lui la dette d'une reconnaissance éternelle; car c'est à M. Pozzo, avant tout, à l'élévation de sa politique, à la promptitude et à la sûreté de son coup d'œil, à l'habileté, à la profondeur, à la vivacité de ses négociations et à la hardiesse calculée de ses conseils, qu'elle doit le rôle éminent qu'elle a joué, la haute influence, l'espèce de patronage qu'elle a exercé pendant quinze ans en Europe. La dernière dans la famille des peuples civilisés, elle a présidé un moment le grand conseil de la civilisation européenne. C'est là la page brillante des annales russes. Il se passera long-temps avant qu'on puisse en tracer une seconde. La Pologne opprimée, déchirée, pleurant sur les ruines de ses temples et redemandant à la Sibérie ses enfans, est une barrière infranchissable entre la Russie et l'Europe du XIXe siècle. La Russie a reculé de cent ans; elle est rentrée dans les steppes.

Chacun a pu lire dans les journaux quotidiens le discours fort étendu du roi de Suède à la diète. A n'en juger que par cette pièce, on serait porté à croire que la tranquillité est assurée pour long-temps dans ce royaume du Nord, et que les Suédois, attachés par une juste et profonde reconnaissance à leur nouvelle dynastie, ne s'occupent que du paisible développement de leur prospérité nationale. Si nous sommes bien informés, la réalité ne répond pas à ces apparences. On dit que la couronne rencontrera, au sein de la diète, une sérieuse opposition. L'autorité morale du vieux monarque suffira difficilement à la vaincre. Le prince Oscar plaît à l'armée suédoise, il a su la captiver; mais rien ne résiste en Suède à l'influence de la diète, et il est facile de le comprendre par les élémens divers dont elle est composée. C'est M. Matuschewicz qui représente la Russie à Stockholm. On assure que ce diplomate aspirait à l'ambassade de Londres, et qu'en l'envoyant à Stockholm on lui dit que ce poste

était dans ce moment de la plus haute importance pour la Russie. En attendant, le ministre de France à Stockholm est à Paris, et les affaires de la légation se trouvent confiées à un secrétaire.

M. le comte Bresson, notre ministre à Berlin, est sur le point de retourner à son poste.

La Grèce est aussi un théâtre de complots et d'intrigues. Triste exemple de la faiblesse des gouvernemens imposés par l'étranger! Singulière pensée que de faire d'un Bavarois le roi des Grecs! Mais, puisqu'il en est ainsi, qu'on songe du moins à lui donner un peu de force, un peu de consistance, et par là un peu d'avenir; qu'on ne le laisse pas en proie aux intrigues les plus subalternes et les plus funestes pour la Grèce elle-même. C'est encore un de ces points où la France et l'Angleterre, n'agissant pas dans un parfait accord, manquent à leurs vrais intérêts.

Il a été fort question ces derniers jours d'une note que le représentant russe à Paris aurait remise à notre ministre des affaires étrangères, au sujet des bruits qui auraient circulé à la suite de l'arrestation de M. Durand, rédacteur du *Capitole*. M. de Medem aurait reçu de son gouvernement l'ordre de déclarer au maréchal Soult que le gouvernement russe *exigeait* que l'on publiât les papiers qu'on prétendait avoir trouvés chez M. Durand, et qu'on rendît publiques les accusations malveillantes contre la Russie. Quant à nous, il nous a été impossible de croire qu'une note de cette teneur ait pu être remise par M. de Medem, et reçue par M. le maréchal Soult. La Russie *exigeant* à Paris qu'on publie des pièces d'une procédure! Encore une fois, cela était trop ridicule pour que cela fût possible. Si le représentant russe avait pu oublier à ce point les formes du langage et la signification des mots, M. le président du conseil se serait sans doute empressé de lui renvoyer sa note avec un exemplaire du *Dictionnaire de l'Académie française*.

Au surplus, il arrive pour nos rapports avec la Russie ce qui est arrivé au sujet de nos rapports avec l'Angleterre. On se plaît à nous représenter en lutte ouverte avec les grandes puissances. L'Angleterre, disait-on, avait répudié notre alliance; quelques jours encore, et nous devions être en guerre avec la Grande-Bretagne. La Russie, à son tour, ne laisserait échapper aucune occasion de nous témoigner formellement, officiellement, son aversion et ses tendances anti-françaises. Cette seconde supposition est aussi exagérée que l'était la première. L'Angleterre n'a point brisé l'alliance française, et la Russie ne met aucune aigreur dans ses communications officielles avec notre gouvernement et nos agens diplomatiques. M. de Barante n'éprouve ni refus ni retard, lorsque des faits graves, des démarches hostiles à la France, l'obligent à demander l'éloignement de quelque Français, fût-il un légitimiste. L'empereur, il est vrai, ne nous aime pas, nous France nouvelle, nous révolution et dynastie de juillet, et sans doute la politique russe se subordonne dans une certaine mesure aux préjugés personnels de l'autocrate. C'est la vieille Russie laissant de nouveau croître sa barbe; c'est une halte dans la marche commencée sous Pierre-le-Grand. Peu importe à la France et à l'Europe;

car, tout en boudant la liberté et le progrès, on sait qu'il n'y aurait rien à gagner, même pour la Russie, à passer de la bouderie à l'animosité, et de l'animosité à la guerre. De la froideur et de la stricte politesse, voilà nos rapports. Cela suffit. L'amitié reviendra le jour où, la Russie reprenant son mouvement européen, son gouvernement lui-même éprouvera le besoin de relations plus intimes avec la nation la plus civilisatrice de l'Europe.

La Suisse est le théâtre de nombreux incidens qui, peu importans chacun en soi, ont cependant un caractère commun et montrent une tendance générale digne de remarque. Les divers élémens religieux, géographiques, de langue, de race, dont se compose la confédération suisse, tendent à s'isoler et à repousser tout mélange avec les élémens contraires. C'est une crise de la maladie qui mine l'existence de toutes les confédérations, et plus particulièrement de celles qui, comme la Suisse, sont presque entièrement dépourvues de pouvoir central. La France n'a point à se mêler des affaires de l'Helvétie, mais elle ne doit cependant pas les perdre de vue. La Suisse occupe une position stratégique si importante pour nous, et couvre de son territoire une si grande partie de nos frontières, que nous avons droit de nous assurer qu'elle ne compromettra pas par une dissolution intérieure sa neutralité.

La querelle de l'Angleterre avec la Chine paraît devenir de plus en plus sérieuse. Les hostilités ont commencé, et l'Angleterre prépare une expédition dont la mort de l'amiral Maitland retardera quelque peu le départ. Il sera facile à l'Angleterre de brûler les jonques chinoises qui oseraient tenir la mer, et d'occuper quelques lisières du vaste empire. Ces succès suffiront-ils pour contraindre à demander la paix un gouvernement orgueilleux et barbare, qui ne tient aucun compte des souffrances et des pertes auxquelles il expose une faible partie de son immense population? Nul ne peut le dire. Si la guerre se prolongeait, s'il fallait envoyer des forces considérables et marcher dans l'intérieur de l'empire, les dépenses de cette guerre lointaine seraient difficilement compensées par les bénéfices de l'expédition.

En même temps la Russie, par son expédition de Khiva, paraît avoir jeté quelques alarmes dans l'Inde anglaise. La force des choses pousse l'Angleterre et la Russie à se rapprocher de plus en plus sur le territoire asiatique, près de cet immense empire indien que les Anglais regardent avec raison comme un des principaux fondemens de leur puissance. Le jour du choc n'est pas encore arrivé, mais il est certain pour tous désormais que ce jour arrivera, et que le choc sera terrible. Cette prévision, cette certitude, ne rendent pas facile l'intime et cordiale union qu'on se plaît à imaginer entre le cabinet de Saint-James et celui de Saint-Pétersbourg.

Le ministère anglais est sorti vainqueur de l'épreuve du scrutin; au lieu de dix à douze voix de majorité, il s'en est trouvé vingt. Nous nous félicitons de ce succès. Indépendamment des services que le ministère Melbourne et Russel peut encore rendre à l'Angleterre pour le développement régulier et graduel des réformes qu'elle réclame, il n'est pas à désirer, dans l'état actuel des affaires, qu'un changement de personnes dans le cabinet et de parti dirigeant

dans le parlement jette quelques nuages et quelque incertitude sur les tendances politiques et les relations extérieures de la Grande-Bretagne. Les deux gouvernemens, le nôtre et celui de l'Angleterre, suivent en réalité la même ligne, partent des mêmes principes; leur origine, leurs tendances, leur esprit, sont les mêmes. L'union de l'Angleterre et de la France, cette union si utile aux deux peuples, est dès-lors une sorte de nécessité politique que des causes accidentelles ou l'habileté diplomatique parviendront difficilement à briser.

Si le ministère anglais paraît se raffermir, le nôtre, en revanche, paraît s'ébranler tous les jours davantage. L'espoir qu'il a peut-être conçu un moment de rallier dans la chambre une majorité compacte s'est évanoui pour tout le monde. Malheureusement, plus on avance, et plus il devient évident qu'il faut poser la question en des termes plus généraux et plus alarmans. Cette majorité, sans laquelle toute pensée de gouvernement n'est qu'un rêve, cette majorité désormais impossible pour le ministère tel qu'il est, est-elle possible pour quelqu'un? L'est-elle encore aujourd'hui? le sera-t-elle demain? La chambre se morcelle et se décompose tous les jours davantage; frappée de sa propre impuissance, elle ajoute à tous ses dissolvans le découragement, l'apathie; elle ne prête guère d'attention aux affaires, parce qu'elle ne prend plus rien au sérieux, ni les choses, ni les hommes; un sentiment honnête, l'instinct du bien, lui disent cependant que cette étrange situation est transitoire, qu'il faut en sortir sous peine de tout compromettre. La chambre, qui, en réalité, quoi qu'on en dise, n'a jamais enfanté une administration, qui ne s'est jamais réservé d'autre droit que celui de bien ou de mal accueillir les administrations qu'elle a vu naître; la chambre, fidèle à ses précédens, attend, plus encore ennuyée qu'impatiente, tout aussi mécontente des autres que d'elle-même, et employant son temps à se passer ses petites fantaisies, à des débats dans les bureaux et à des conservations en séance publique. Ceux qui ne s'alarmeraient point de ce déclin général de toutes choses, ceux qui s'obstineraient à reconnaître le meilleur des mondes possibles dans ce grand désordre politique, ceux qui croiraient qu'il faut laisser le vaisseau de l'état dériver à son aise, dans l'espoir qu'il se trouvera un jour devant un port où il entrera tout seul; ceux-là sont doués d'une tranquillité d'esprit et d'un courage que nous ne partageons pas.

Au fond, les chambres n'ont rien fait jusqu'ici, pendant deux mois de session. La chambre des pairs a rejeté l'amendement par lequel on prétendait rendre l'état garant des paiemens qu'Haïti doit aux anciens colons de Saint-Domingue. La chambre, après une discussion assez vive, et malgré l'ingénieuse argumentation de M. Mounier et les sophismes coloniaux de M. le baron Dupin, a rejeté à une forte majorité un amendement qui aurait fondé un précédent aussi insolite en droit public que funeste pour les finances de l'état, et donné à la chambre des pairs l'attitude d'un corps politique voulant s'arroger la seule initiative qui ne lui appartienne pas, l'initiative en matière d'impôts.

A la chambre des députés, la discussion de la proposition Gauguier et celle du projet de loi sur la Légion-d'Honneur ont fait reconnaître, même aux plus incrédules, l'état de désorganisation où se trouve l'assemblée. La discussion,

complètement livrée au hasard, n'est plus qu'une grande et bruyante conversation; c'est le salon avec son laisser-aller, ses propos interrompus, son insouciance un peu volage, et sans les égards réciproques et l'élégance des formes; c'est la rudesse des assemblées politiques, sans les habiletés de la tactique parlementaire, le sérieux de la lutte et l'importance des résultats. C'est réunir tous les inconvéniens et se priver de tous les avantages. Il ne peut en être autrement. Une assemblée ne peut se passer de direction. Livrée à elle-même, quels que soient les talens qu'elle renferme, quelle que soit l'estime qui est due à chacun de ses membres en particulier, elle n'offrira jamais que le triste spectacle d'une confusion impuissante.

Nul ne dirige, dans ce moment, la chambre des députés. Elle n'accepte ni la direction du ministère, ni celle des notabilités parlementaires. Elle ne veut ni choisir ses généraux ni reconnaître ceux qu'on lui présente. Le ministère, dans son ensemble, ne la satisfait point, et par cela même le ministère se rapetisse de jour en jour, au point que ses amis se croient obligés de lui dire fort crûment qu'ils ont peu de confiance dans sa force et qu'ils ne lui apportent que de tièdes convictions. Les notabilités de la chambre sont encore sous l'influence délétère de la coalition, ou, pour mieux dire, de leur excessive personnalité. Elles ont tellement donné à entendre qu'elles étaient incompatibles les unes avec les autres, que la chambre a fini par le croire, par le croire plus peut-être qu'on n'aurait voulu le lui persuader. Cette incompatibilité est devenue une sorte de dogme politique, et, comme d'un autre côté, il n'y a pas dans la chambre d'homme que la majorité voulût accepter comme véritable et unique chef, tout devient impossible. L'impuissance paraît incurable, et on vit au jour le jour, dans la conviction que le mal empire, que le pouvoir s'abaisse et se discrédite, que les hommes s'enfoncent de plus en plus dans des voies d'où il est difficile de revenir, et qu'en définitive on peut se trouver forcé à une dissolution prématurée de la chambre, dissolution dont personne ne pourrait calculer les conséquences.

Telles sont les craintes des esprits graves, réfléchis. Quant à ces optimistes qui se croient de grands hommes par cela seul qu'ils débitent des quolibets sur les chambres et sur le gouvernement représentatif, et qui voient dans la faiblesse des corps délibérans un moyen de force pour le pouvoir, nous ne pouvons les comparer qu'à de mauvais plaisans qui féliciteraient un artilleur de ne manier que des pièces vides. Sans doute il n'a pas à craindre qu'elles éclatent ou qu'elles reculent sur lui; mais à quoi peuvent-elles lui servir, si ce n'est à le fatiguer inutilement et à le faire tomber sous les coups de quelques méchans fantassins?

Nous n'osons pas témoigner l'espoir que cet état de choses ait un terme prochain; le découragement général est tel qu'il y a une sorte de niaiserie à paraître espérer quelque chose de mieux dans un temps rapproché.

— Le dernier numéro de la *Revue* contenait un article, sévère peut-être, mais certainement mesuré, sur la comédie de *l'École du Monde;* huit jours après, *le Messager,* qui appartient, dit-on, à l'auteur de cette comédie, ouvrait une série d'attaques directes et même de dénonciations formelles contre M. Buloz, commissaire du roi auprès du Théâtre-Français, et lui reprochait, d'un air méprisant, ses titres mêmes à la fondation de cette *Revue.* Le rapprochement des dates est fâcheux, ou du moins le serait en un temps où l'on ferait encore quelque attention à ce qu'on appelle bon goût. Quoi qu'il en soit, la presse a de certaines lois et coutumes qui sont assez généralement observées entre ceux de ses organes qui comptent pour quelque chose, et *le Messager* nous paraît ne pas s'en être douté. Plus le régime de la presse est libre et ouvre un vaste champ à toutes les haines, à toutes les injures, et plus il est du devoir de tous ceux qui veulent s'en servir à bonne et longue fin, d'apporter envers les adversaires, et ne serait-ce que par égard pour soi-même, une certaine modération de ton dont rien ne saurait dispenser. Les vétérans de la presse le savent; les gens du monde qui s'y trouvent jetés à l'improviste, courent grand risque de sortir de leur rôle et de se laisser surprendre à tout ce qui ne manque pas de les assiéger. Nous n'avons pas à discuter ici la question soulevée par *le Messager,* en ce qui concerne l'administration et l'organisation même du Théâtre-Français. Mais l'espèce de dédain affiché pour la capacité personnelle et la compétence de jugement de M. le commissaire royal est vraiment plaisante : faut-il donc avoir écrit de médiocres feuilletons ou de fades comédies, pour obtenir de les juger? On prouve déjà son droit à les rejeter par ce bon sens qui a empêché de les commettre. La *Revue des Deux Mondes*, tant reprochée à M. Buloz, demeure son titre, comme, dans sa lettre au *Journal des Débats* du 10 de ce mois, il l'a très bien revendiqué. Fonder, à une époque de dissolution et de charlatanisme, une entreprise littéraire, élevée, consciencieuse, durable, unir la plupart des talens solides ou brillans, résister aux médiocrités conjurées, à leurs insinuations, à leurs menaces, à leurs grosses vengeances, paraître s'en apercevoir le moins possible, et redoubler d'efforts vers le mieux, c'est là un rôle que les *entrepreneurs* de la *Revue* (pour parler le langage du *Messager*) doivent s'honorer d'avoir conçu, et où il ne leur reste qu'à s'affermir.

— C'est jeudi prochain que l'Académie-Française procède à une double élection pour le remplacement de M. Michaud et de M. de Quélen. La curiosité est très éveillée, et demeurera attentive au résultat; c'est donc pour l'Académie une occasion, qu'elle ne doit pas laisser échapper, de répondre au vœu très manifeste du public, et d'accepter avec franchise les noms que lui indique la sympathie générale. Le fauteuil de M. de Quélen paraît destiné avec toutes sortes de convenance à M. Molé; celui de M. Michaud revient de droit à M. Victor Hugo. M. Hugo l'obtiendra, nous l'espérons; mais, si, par impossible, les petites intrigues l'emportaient, l'Académie seule aurait à en souffrir devant l'opinion.

Nous pouvons, on le sait, appuyer M. Hugo en toute sécurité de conscience; ce n'est pas dans ce recueil que les égaremens et la fatale obstination du poète ont rencontré l'indulgence. Cette sévérité même nous donne le droit de reconnaître plus hautement le talent éminent de l'auteur des *Feuilles d'Automne*, et de dire que l'heure de sa reconnaissance officielle a sonné. On avait d'abord imaginé, dans le dénuement de concurrens, d'opposer à M. Hugo l'éternelle pétition académique de M. Bonjour. M. Bonjour a un malheur, il ne peut gagner une seule voix, et c'est de M. Duval à M. Jay, de M. de Cessac à M. Tissot, de M. Jouy à M. Lormian, que se promène ce nom bien-aimé. Les chances de M. Bonjour sont donc nulles, et il ne faut pas craindre pour la première classe de l'Institut qu'elle se compromette par un choix qui amènerait logiquement M. Bignan, et par suite tous les lauréats des Jeux Floraux, tous les coryphées des académies de province.

On assure que M. Bonjour a l'appui de M. Scribe. M. Scribe a trop d'esprit; ce vote est impossible, cela prouve simplement que nous touchons à *la Calomnie*. Que M. Étienne oublie un instant les charmantes scènes des *Deux Gendres*, et voie un digne collègue dans l'auteur des *Deux Cousines*, fort bien; mais M. Scribe n'est pas de l'empire. Qu'il laisse ses prédilections à M. Dupaty, lequel semble oublier l'aimable quatrain qu'il adressait à M. Hugo le lendemain de sa nomination.

Comme toutes ces petites trames classiques s'ourdissent en faveur de M. Casimir Bonjour, il n'y a pas grand danger. C'est ce qu'ont très bien compris les ennemis plus habiles de M. Victor Hugo, et, pour cela, ils ont fait surgir tout à coup une candidature parfaitement inattendue; ils se sont dit : — M. Fourier et M. Cuvier, tous deux secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences, étaient membres de l'Académie française. Pourquoi M. Flourens n'en serait-il pas à son tour? — Pour tout homme de sens, la réponse est fort simple : c'est que M. Flourens est sans nul doute un très estimable savant, dont personne ne conteste le mérite; mais ce n'est pas à l'Académie française qu'on extrait des racines cubiques, et Richelieu n'a nullement songé, dans sa création, aux cornues et à tous les appareils de laboratoire. L'universel génie de Cuvier, les admirables pages qu'a écrites M. Fourier, ce grand mathématicien, expliquent, sans les justifier complètement peut-être, les choix précédens de l'Académie, et ne prouvent aucunement d'ailleurs que tous les secrétaires des Sciences aient droit au fauteuil de Corneille et de Voltaire. Pourquoi M. Flourens plutôt que M. Arago? Pourquoi pas aussi M. Raoul Rochette, secrétaire de l'Académie des beaux-arts? Comme il s'agit de talent littéraire, l'un vaut l'autre, et les nuances échappent.

Si un secrétaire perpétuel de quelque autre section de l'Institut avait droit de se présenter à l'Académie française, c'était assurément M. Daunou. M. Daunou est un maître dans l'art d'écrire, auquel très peu de plumes, dans ce temps-ci, pourraient le disputer en pureté, en élégance, en élévation. Eh bien! le vénérable secrétaire de l'Académie des inscriptions laisse le champ libre aux multiples ambitions de M. Flourens. Cette candidature vaut celle de M. Pariset

(aussi secrétaire de l'Académie de médecine), que M. Lemercier avait trouvé moyen de mettre en avant autrefois. Ce ne sont donc là que des intrigues assez minimes contre M. Hugo. La seule chose à craindre, c'est qu'à un dernier tour de scrutin les partisans battus de M. Bonjour ne se rejettent sur M. Flourens, sur le candidat que prône M. Delavigne, dans l'intérêt des sciences physiques et pour le plus grand bien de la poésie sans doute. Quant à l'honorable M. Viennet, il est, assure-t-on, dans la plus grande perplexité, et, par haine de M. Flourens (lequel lui avait succédé à la chambre des députés), il finira peut-être par voter pour M. Hugo. Dites maintenant que la politique est toujours déplacée à l'Institut!

Quoi qu'il en arrive, M. Victor Hugo est appuyé par les membres les plus éminens de l'Académie, sans acception de parti littéraire. M. de Châteaubriand et M. Thiers, M. Nodier et M. de Lamartine, M. Cousin et M. Mignet, sont cette fois ses patrons avoués. Sur ce terrain, M. Villemain est même d'accord avec M. de Salvandy. M. Dupin, à son tour, met de côté ses répugnances classiques, et M. de Pongerville aussi soutient M. Hugo avec une spirituelle vivacité contre les épigrammes de quelques-uns de ses confrères. Il faut donc espérer, malgré le départ de M. Guizot, malgré l'absence de M. Guiraud et de M. Soumet, malgré l'inopportune et un peu vaniteuse complaisance de M. Flourens, que l'élection de M. Hugo est assurée; elle a d'avance la sanction de l'opinion.

Le fauteuil de M. l'archevêque de Paris est bien moins disputé que celui de M. Michaud. L'Académie et les candidats ont compris que les convenances semblaient interdire en cette occasion les tracasseries trop littéraires. M. le comte Molé s'acquittera aussi bien que personne du difficile éloge de M. de Quélen, et on est sûr de dire vrai en ajoutant qu'il tiendra mieux encore sa place à l'Institut par son talent si distingué que par le seul éclat de son nom, comme voudraient l'insinuer les rares partisans de M. Aimé-Martin. M. de Lamartine appuie à peu près solitairement M. Aimé-Martin. C'est là une réponse sans réplique à ceux qui voient un caractère politique dans le choix de M. Molé. Il s'agit si peu de politique, que M. Villemain donnera sans doute sa voix à l'ancien président du 15 avril. Cela serait de bon goût, cela serait spirituel; cela réparerait un peu les aigreurs de la coalition, et M. Villemain a trop d'esprit, trop de tact, pour ne pas se joindre en cette circonstance à M. Dupin et à M. Thiers.

— M. Donizetti et Mlle Borghèse ont fait ensemble, mardi dernier, leurs débuts sur la scène de l'Opéra-Comique. L'inspiration, toujours si gracieuse, de l'auteur de la *Lucia* s'est prêtée, avec une admirable souplesse, aux exigences un peu soldatesques du sujet qu'il avait à traiter; il a fallu, à la place de ces douces cavatines et de ces duos dont la mélodie plaintive et tendre fait le plus grand charme, mettre des refrains guerriers et des chansons à boire, débarrasser sa muse des longs voiles blancs qui la tenaient si chastement enveloppée,

et substituer à sa fraîche couronne le bonnet de police du 21e régiment de la garde. M. Donizetti a atteint son but au-delà de nos espérances; il a su déguiser à merveille le genre qu'il affectionne; sa musique a pris des allures cavalières, parfaitement appropriées au sujet, sans perdre rien de son caractère chantant. Le duo d'entrée de Marie, cette vivandière enfant de troupe, qui finit par se trouver marquise et épouser un sous-lieutenant, est bien posé; la phrase principale manque peut-être de distinction, mais elle est accentuée vigoureusement et fait briller dans tout son éclat la magnifique voix de Mlle Borghèse. La ronde qui le suit serait assez insignifiante, si l'auteur, au deuxième acte, ne l'avait enchâssée très spirituellement dans une romance langoureuse de Garat. Le sentiment qui emporte Marie, au milieu d'une leçon de chant, à répéter son refrain de soldat, est rendu avec finesse et originalité. Les couplets de Tonio au premier acte, et son duo avec Marie, sont gracieux et bien conduits; mais le ténor chargé du rôle du jeune Tyrolien s'était imposé la tâche de chanter un demi-ton au-dessous du diapason de l'orchestre. Il paraît, du reste, que cette habitude lui est toute naturelle et qu'il y trouve du charme, à voir la persévérance qu'il met à ne pas en dévier. Il serait temps que l'Opéra-Comique pensât un peu à la partie masculine de sa troupe; pour se mesurer avec des femmes telles que Mmes Damoreau, Garcia et Borghèse, ces trois virtuoses que l'Opéra envie, il faut d'autres talens que ceux de MM. Masset et Marié. Ces deux chanteurs ont pourtant des voix remarquables; mais de la façon dont ils les conduisent, la plus belle moitié reste enfouie dans leur poitrine, le peu qu'ils en laissent sortir est presque toujours faux et étranglé. Il est à regretter que M. Donizetti n'ait point pensé à confier son rôle à Roger, qui chante d'une façon supportable; il lui aurait au moins prêté une tournure élégante et distinguée.

La voix de Mlle Borghèse est sonore et vibrante; elle se plaît aux grands éclats et aux motifs énergiques, et s'assouplit singulièrement quand le sentiment musical l'exige. La phrase de son air : *Salut à la France*, qui exprime deux sentimens opposés, l'un très fortement marqué, l'autre d'un caractère plus doux, a été parfaitement comprise par la cantatrice, qui a mis beaucoup d'art à en faire ressortir le contraste. L'andante qui précède est une réminiscence quelque peu flagrante de la deuxième cavatine de Percy dans *Anna Bolena;* il est bien permis à M. Donizetti de piller l'auteur d'*Anna Bolena*, et sur ce point il n'aura à s'en prendre qu'à lui-même. Nous avons un reproche plus sérieux à lui faire : c'est d'avoir rappelé dans le trio : *Nous voilà réunis*, qui du reste a eu les honneurs du *bis*, le final du *Comte Ory : Venez, amis.* Le motif n'est pas le même, mais le dessin du morceau est calqué sur celui de Rossini. L'imagination de M. Donizetti doit être encore assez riche et n'avait pas besoin de recourir aux trésors de ses devanciers pour enrichir son œuvre. L'orchestre, très travaillé, fourmille de jolies idées et d'intentions heureuses; les paroles sont bien jetées sous la mélodie; c'est, en somme, un des morceaux les plus remarquables de la pièce, et qui n'a que le seul défaut

de ne point appartenir en entier à l'auteur. L'ouverture renferme, ainsi que le morceau d'entr'acte, d'élégantes phrases qui seront bientôt converties en contredanses.—Les chœurs sont la partie la plus négligée de l'opéra et la plus mal exécutée. Depuis long-temps, du reste, on sait à quoi s'en tenir sur le mérite des choristes de l'Opéra-Comique, et je ne sache pas de lieu au monde où la laideur humaine y soit plus dignement représentée. Mlle Borghèse, malgré sa profonde émotion, a surmonté toutes les difficultés de son rôle et obtenu un très grand et très mérité succès. La musique de *la Fille du Régiment,* écrite pour elle, a fait ressortir mieux que toute autre les qualités brillantes de sa voix et la hardiesse de sa vocalisation. Le seul reproche qu'on puisse lui faire, c'est la rudesse avec laquelle elle attaque quelquefois les notes élevées, ce qui les fait passer à l'état de cri; il y a aussi quelque hésitation et un manque de netteté dans ses gammes chromatiques et dans son trille. A part ces défauts, dus peut-être à la frayeur d'un début, et que le temps corrigera sans doute, Mlle Borghèse possède, comme cantatrice et comme comédienne, un talent qui ne peut que croître, et sur lequel l'Opéra-Comique doit fonder les plus grandes espérances.

Le Bracelet, par M. Paul de Musset (1). — On ne saurait trop s'étendre sur le récit des sentimens, on ne saurait mettre trop de soins à en noter les nuances les plus légères, car il y aura toujours des découvertes à faire dans le cœur humain; mais le chapitre des sens est connu de tout le monde, et on l'a bien rarement abordé autrement que d'une manière avilissante. — Ainsi parle à un endroit Rodolphe, le héros de ce livre, et il a raison; il a raison peut-être contre le romancier lui-même, contre l'écrivain spirituel qui lui prête ce langage. Je relèverai d'abord une étrange contradiction. On apprend, à la fin de l'ouvrage, que le héros a écrit ses mémoires, le récit de ses galantes aventures, chez son oncle mourant, lequel va le faire héritier et lui laisser assez d'argent pour dénouer le roman à la guise de l'auteur. C'est vraiment peu généreux, car cet oncle, en définitive, était brave homme et méritait bien qu'on le soignât, au lieu de rédiger en détail, devant un lit de mort, le bulletin de ses propres conquêtes de grisettes et de ses bonnes fortunes d'atelier.

C'est par là que s'ouvre *le Bracelet,* et cette gaillarde exposition est un peu longue. Cela ressemble assez, je crois, à une conversation d'étudiant en verve qui récite ses prouesses à l'avenant. Sans pruderie donc, on a trop abusé de ces *juvenilia* de garçon pour qu'on y revienne, et la plume nette et facile de M. Paul de Musset n'eût que gagné, selon moi, à retracer des liaisons de meilleur goût. Pour sauver le récit de pareils hauts faits, il faudrait que la passion s'en mêlât; mais l'ame est très peu de mise en ces rencontres, et je m'en tiens à l'avis qu'exprimait Rodolphe lui-même, avec un vrai sens des convenances littéraires.

(1) Un vol. in-8°, chez Magen, quai des Augustins.

M. Paul de Musset devient plus spirituel et tout-à-fait lui-même en rentrant dans la bonne compagnie. Son héros Rodolphe, fatigué des grisettes et des amours faciles, rêve une affection plus poétique. Un joli bras qui vient chaque jour, de l'autre côté du *square* et vis-à-vis ses fenêtres, arroser quelque pots de myrtes, lui donne à songer. Il y a là des détails délicats et vrais. Après bien de petites vicissitudes de cœur, Rodolphe fait la connaissance de sa jolie voisine. C'est la femme d'un colonel assez maussade qui pourtant invite le jeune homme et le reçoit.

Comme on suppose, Rodolphe aime Mme Gallemand, qui le plaisante d'abord sur ses aventures; le jeune homme déclare sa passion croissante, et on le renvoie aux conquêtes aisées; il fait alors mille folies auxquelles Mme Gallemand, toute raisonnable qu'elle soit, coopère très bien pour sa part. C'est entre autres un voyage fait à Marly exprès pour pouvoir écrire et obtenir des réponses. Quelques-unes de ces lettres sont fines, bien tournées et charmantes. Revenu à Paris, Rodolphe finit par triompher de Mme Gallemand. Je ne veux pas me plaindre de l'absence de moralité de toute cette action. C'est chose reçue en romans. Mais il est difficile d'accepter les longs et particuliers détails de ce dénouement amoureux. Rodolphe ne rêvait-il pas l'idéal tout à l'heure?

Par malheur, le roman s'arrête là, et on n'est encore qu'au milieu du volume. Aussi, l'action manque-t-elle absolument dans la seconde partie, et la jalousie du colonel n'est pas plus amusante que tous les regards possibles de maris inquiets, car M. Gallemand est bien doux auprès du mari d'*Indiana*. On attend donc le dénouement un peu trop long-temps; Rodolphe devient héritier, et l'auteur nous apprend qu'il a fui avec Mme Gallemand, et qu'on le suppose en sûreté au-delà des mers.

Le Bracelet, en résumé, est une bluette aimable, où l'esprit ne couvre pas suffisamment peut-être le défaut d'action, et où il est un peu trop question de jolies confiseuses et de piquantes fleuristes. Toutefois, un style distingué et d'une réelle élégance, des parties gracieuses, de fines observations, me donnent regret d'être sévère. L'auteur de *Lauzun* a voulu se délasser; il réussit toujours à plaire; il prendra un peu plus garde aux moyens une autre fois.

V. de Mars.

LE TEXAS

ET SA RÉVOLUTION.

PREMIÈRE PARTIE.

La révolution qui a fait sous nos yeux de la province mexicaine du Texas une république indépendante, est à la fois un des plus singuliers évènemens de l'histoire contemporaine et un des faits qui exerceront la plus grande influence sur l'avenir politique et social de l'Amérique du Nord. Les gigantesques progrès de ce nouvel état, l'accroissement extraordinaire de sa population, le mouvement qu'il imprime aux esprits et aux intérêts matériels dans le sein des Etats-Unis, le long du golfe du Mexique et dans toutes les provinces septentrionales de la république mexicaine entre l'Océan atlantique et la mer de Californie, l'importance que lui donnent dans le système commercial du monde ses immenses facultés de production, tels sont les motifs qui doivent en ce moment attirer sur le Texas l'at-

tention de l'Europe. Le gouvernement français a eu raison de ne pas hésiter plus long-temps à reconnaître une indépendance que la victoire de San-Jacinto avait solidement établie, et qui, depuis cette époque, n'a pas couru le moindre danger, malgré les vaines protestations et les armemens illusoires du Mexique. Il aurait commis une grande faute, si, par excès de ménagemens pour une puissance à laquelle nous en devons bien peu, il avait négligé l'occasion de fonder sur des bases équitables et avantageuses nos relations de politique et de commerce avec un pays qui s'élèvera infailliblement à un très haut degré de prospérité. Je sais que les ennemis du Texas invoquent des considérations d'une autre nature pour flétrir sa révolution et son gouvernement; mais n'eût-il pas été impolitique et contraire aux vrais principes du droit des gens de se refuser à conclure des traités avec le Texas, parce que sa constitution n'a pas proclamé l'abolition de l'esclavage, et parce que la question de l'esclavage serait étroitement liée aux évènemens qui l'ont détaché de la république mexicaine? Le gouvernement français ne devait pas se préoccuper de ces circonstances; il n'était pas juge compétent d'une aussi redoutable question, et il lui suffisait de savoir que le Texas entendait se conformer aux lois générales du monde civilisé sur l'abolition de la traite.

Je crois qu'il serait inutile de donner plus de développement à ces considérations préliminaires. L'importance du Texas, la grandeur du rôle qu'il est appelé à jouer, l'activité féconde de la race anglo-mexicaine menaçant déjà sur son propre territoire la race espagnole dégénérée du Mexique, ce sont là des faits qui ont vivement saisi les imaginations et frappé tous les esprits sérieux. On accueillera sans doute avec intérêt, comme on peut le faire avec une entière confiance, ces souvenirs tout frais encore d'un voyageur qui a cherché à bien voir, qui a visité les villes naissantes du Texas depuis la Sabine jusqu'au Rio de las Nueces, qui a remonté ses beaux fleuves, dont les rives sont déjà largement exploitées par l'industrie et le commerce, qui a traversé ses solitudes inexplorées pour la plupart, mais dont la physionomie change tous les jours sous les pas du planteur, et qui en a rapporté un vif sentiment d'admiration pour ce vaste et magnifique pays, auquel les hommes ont enfin cessé de manquer.

La Sabine à l'est, la rivière Rouge au nord, à l'ouest une chaîne de montagnes dont le versant oriental donne naissance aux affluens du cours supérieur du Brazos, à ceux du Colorado et au Colorado lui-même; puis, dans la direction du nord-ouest au sud-est, pour compléter la frontière occidentale, le Rio de las Nueces, jusqu'à la

mer; enfin au midi le golfe du Mexique entre l'embouchure de la Sabine et celle du Nueces : telles sont à peu près les grandes lignes naturelles qui marquent sur la carte la délimitation du Texas. Pour les faire coïncider de tous les côtés, il faut tirer entre quelques-unes de ces lignes naturelles, dans une direction ou dans l'autre, des lignes conventionnelles ou imaginaires, qui n'existent guère, pour la plupart, que sur le papier, et qu'on trouvera indiquées sur toutes les bonnes cartes du Mexique. Le vaste territoire ainsi délimité touche aux États-Unis par l'est et une partie de la frontière du nord, et au Mexique, sauf les futurs contingens, par toutes les autres frontières. Les états de la confédération anglo-américaine limitrophes du Texas sont la Louisiane et l'Arkansas; les provinces mexicaines sont celles du Nouveau-Mexique, de Chihuahua et de Cohahuila. A l'époque du voyage de M. de Humboldt à la Nouvelle-Espagne, l'intendant de San-Luis-Potosi, dont la province du Texas dépendait sous le rapport administratif, regardait comme sa limite orientale le Rio Mermentas ou Mexicana, qui débouche dans le golfe du Mexique, à l'est de la Sabine; mais, par l'art. 3 du traité de Washington du 22 février 1819, conclu avec l'Espagne, les États-Unis ont avancé leur frontière à l'ouest jusqu'à la Sabine. En ce moment même, l'état d'Arkansas sollicite du congrès la démarcation plus précise de ses limites du côté du Texas; et quand la nouvelle république aura été reconnue par son ancienne métropole, il y aura aussi une question de frontières à décider entre elle et le Mexique. Par exemple, un ouvrage sur le Texas, publié à New-York en 1838 par le révérend M. Newell, me paraît reculer beaucoup trop au nord les limites de ce pays, quand il les étend jusqu'au 42e degré de latitude, sur le parallèle du Massachussets et du Connecticut. Il me semble qu'une pareille extension empiète terriblement sur la province espagnole de Santa-Fé ou du Nouveau-Mexique. Actuellement les États-Unis, le Texas et le Mexique ne se disputent guère respectivement que des déserts, comme dans le siècle dernier l'Angleterre et la France, à propos du Canada, de la vallée du Mississipi et de la Louisiane; mais la population marche vite dans ces solitudes d'aujourd'hui, qui seront défrichées demain, et ces questions de frontières, qui embrassent la possession de grandes lignes navigables, comme le Rio Bravo del Norte, ou de grands débouchés commerciaux, sont dès à présent fort importantes. On en jugera par quelques détails que je donnerai plus tard.

Je ne chercherai pas à indiquer entre quels degrés de latitude et

de longitude se trouve compris le Texas, parce qu'il faudrait, pour le faire même vaguement, une analyse trop minutieuse de ses élémens territoriaux. On évalue sa surface à 165,000 milles carrés, ou 104,560,000 acres anglaises, ce qui équivaut approximativement à 42,000,000 d'hectares. Il y a donc assez de place pour un grand peuple sur un territoire aussi étendu, quoique ces chiffres soient bien loin des 4 ou 500,000 milles carrés assignés par M. Chester Newell à la superficie du Texas. Laissons là ces détails arides, et occupons-nous de la physionomie du pays. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour voir que le Texas est une des contrées les mieux arrosées qu'il y ait au monde. En allant de l'est à l'ouest, on n'y compte pas moins de neuf fleuves ou rivières considérables, qui sont le Rio-Nueces, le San-Antonio, le Guadalupe, le Colorado, le Brazos, le San-Jacinto, le Rio-Trinidad, le Naches et la Sabine : le plus grand nombre ont leur embouchure dans le golfe du Mexique; les autres se jettent, non loin de la mer, dans le fleuve principal qui y verse directement ses eaux. Une multitude de cours d'eau secondaires sillonnent de tous côtés la plaine immense, dont les profondeurs sont accessibles, sur une direction presque uniforme du nord-ouest, en partant de la mer, par les grands fleuves que je viens d'énumérer. De la Sabine au Rio-Bravo, cette plaine est pour ainsi dire entièrement de niveau sur le littoral du golfe, et peu élevée au-dessus des eaux de la mer. Plus onduleuse à mesure qu'on remonte vers le nord, elle se couvre de quelques collines à l'est, entre le bassin de la rivière Rouge et celui du Rio-Trinidad, et elle présente à l'ouest une chaîne de montagnes assez hautes, à laquelle on a donné le nom de *Sierra de San-Saba*.

Les cours d'eau qui sillonnent le Texas se ressemblent tous; ils sont tous profondément encaissés dans les couches meubles de la prairie, et offrent cette physionomie torrentueuse qu'affectent la plupart des rivières de la Nouvelle-Espagne; la navigation y est quelquefois arrêtée par des *rapides*, et presque tous ont à leur embouchure des barres dont le passage n'est pas toujours sans danger. La première que j'ai vue est celle du *Poisson-Rouge*, à l'embouchure du San-Jacinto, dans la baie de Galveston. Celle de Brazos nuira certainement à l'importance que prend la ville naissante de Velasco; mais il y a trop d'activité dans la race anglo-américaine pour que ces obstacles naturels ne soient pas bientôt détruits, vaincus ou éludés, partout où la chose sera possible. C'est ainsi qu'en 1838 j'ai vu disparaître le *raft* qui avait obstrué jusqu'alors la navigation du Colorado, un des plus beaux fleuves du Texas. Un peu au-dessus de l'em-

bouchure, à quelques milles au nord de Matagorda, s'était accumulée, sur une étendue de trois ou quatre milles, une masse énorme de débris de troncs d'arbres et de bois flotté. Les Texiens de Colorado, jaloux de rendre à leur pays une voie de communication aussi importante, ont entrepris sous mes yeux la destruction de ce *raft*, et en peu de temps ils y avaient pratiqué un canal assez large pour qu'un bateau parti de Bastrop, dans la partie supérieure du fleuve, pût facilement gagner Matagorda (1). Ce travail est du reste un des plus utiles que les citoyens de la nouvelle république aient accompli depuis la déclaration de leur indépendance. L'émigration se porte vivement sur le Colorado, et semble même vouloir momentanément s'arrêter sur ses bords.

C'est par le San-Jacinto que je suis entré dans le Texas. Rien n'était plus frappant que le contraste des solitudes vierges que nous traversions, avec le bateau à vapeur qui nous transportait. Des deux côtés du fleuve, une nature sauvage, des prairies incultes, couvertes de grandes herbes, aucune trace de l'homme, de ses œuvres, de ses besoins; mais sur ce fleuve, incessamment battu par notre puissante machine, l'art moderne représenté par une de ses plus merveilleuses créations, l'industrie qui change la face du monde, la civilisation résumée dans un de ses instrumens les plus énergiques! Il y avait bien là de quoi remuer l'imagination, et fournir à la pensée un noble aliment. Autour de moi on n'avait pas l'air d'y songer : les gens avec qui je voyageais, appartiennent à une race qui fait de grandes choses sans la moindre poésie. On apercevait çà et là, au milieu de la prairie sans bornes qu'arrose le San-Jacinto, des bou-

(1) C'est surtout dans la Louisiane que les *rafts* se présentent sur une échelle vraiment gigantesque. La rivière Rouge en avait un, non loin de son embouchure, qui vient d'être détruit, grace aux soins de la législature de l'état. Il en existe un autre très considérable sur l'Atchafalaya, branche du Mississipi, que l'on regarde comme l'ancien lit de la rivière Rouge. Darby en a donné les dimensions en 1816. Il avait à cette époque dix milles de long et environ six cent soixante pieds de large. Ce pont naturel avait été formé par des accumulations successives de bois flotté. Il s'élevait et s'abaissait alternativement avec le niveau des eaux, et, quoiqu'il ne fût pas fixé, mille végétaux croissaient à sa surface, comme s'ils eussent habité la terre ferme. Le plus monstrueux que je connaisse est celui qui existe sur la Ouachita, l'un des affluens de la rivière Rouge : il a dix-sept lieues de long. On le décrivait en 1804 comme un pont naturel, sur lequel poussaient toutes les plantes de la forêt voisine, sans en excepter les plus grands arbres. La rivière se dérobait complètement aux yeux du voyageur sous ce singulier radeau, et sur plusieurs points on la traversait tout entière sans se douter de son existence.

quets de grands arbres, espèces d'îlots sur un océan de verdure. Quelquefois la forêt s'avançait jusqu'aux bords du fleuve, et le suivait dans tous ses détours. La végétation n'est pas moins riche que variée dans cette partie du Texas. Aux *taxodium distichum*, aux *juniperus* et aux pins que j'avais remarqués d'abord, succédèrent, en remontant le San-Jacinto, de magnifiques bouquets de chênes, entremêlés d'énormes magnolias à grandes fleurs. Le cyprès chauve de la Louisiane et de beaux lauriers se montraient aussi de temps en temps, et, quoique peu accidenté, le pays n'était ni monotone ni triste. Nous avions éprouvé dans la baie de Galveston un froid assez vif; mais, à mesure que nous nous éloignions de la côte, la température s'élevait sensiblement; l'air était très calme, et le sifflement de la vapeur troublait seul le silence de la solitude. Si la végétation était assez belle pour nous faire admirer le désert, la nature vivante, qui se montrait à nous sous des formes plus animées que neuves, suffisait aussi pour l'égayer. Des troupeaux de daims passaient dans l'éloignement; des milliers d'oiseaux voltigeaient autour de nous; des bandes immenses de pélicans se laissaient approcher sans témoigner la moindre frayeur, et la nappe d'eau que sillonnait le *steamer* était couverte de canards et d'oies sauvages. On voyait sur les arbres des deux rives une espèce de vautour qui est tolérée à la Nouvelle-Orléans sous prétexte d'utilité publique.

Lynchburg est la première ville que j'aie vue du continent texien. Elle est située sur la rive droite du San-Jacinto, un peu au-dessous du point où ce fleuve reçoit le *Buffalo-Bayou*. Quelques maisons formaient la ville naissante de Lynchburg, et déjà on y remarquait des chantiers en activité; j'y ai vu un schooner en réparation, et tout indiquait une vocation commerciale pour laquelle la nature a préparé de grandes ressources. Le *steamer* ne s'y arrêta que le temps nécessaire pour prendre quelques passagers. Le général Houston, ex-président de la république, était du nombre. Le soir même, nous visitâmes avec lui, sur les bords du Buffalo-Bayou, dans lequel nous étions entrés, le champ de bataille de San-Jacinto. Comme la navigation devenait difficile et dangereuse pendant l'obscurité, le bateau fut amarré à de grands arbres, sur la rive gauche du Bayou, et les voyageurs s'arrangèrent pour passer la nuit de leur mieux. Les hommes de l'équipage sautèrent à terre, mirent le feu à des arbres, et se couchèrent autour du feu. Pour moi, je revins à bord, après ma petite excursion sur le champ de bataille, que je trouvai encore jonché de squelettes d'hommes et de chevaux.

Le lendemain de bonne heure, on se remit en route; mais il fallut s'avancer avec précaution, à cause des sinuosités infinies du cours d'eau que nous remontions, de son rétrécissement en certains endroits, et des troncs d'arbres enfoncés dans la vase, qui gênaient souvent la navigation. Nous retrouvions là les redoutables *chicots* des fleuves de la Louisiane. Ce n'était plus une rivière que nous parcourions, c'était un ravin profondément encaissé entre deux murs, au-dessus desquels se croisaient et s'entrelaçaient des arbres, qui souvent laissaient à peine distinguer le ciel. La prairie avait disparu : nous traversions une épaisse forêt. Nous passâmes devant Harrisburg, ou plutôt devant ses ruines, car cette petite ville portait encore les traces de l'incendie auquel Santa-Anna l'a livrée pendant la guerre de 1836, et la population, attirée par Houston, qui était alors le siége du gouvernement, n'était pas revenue tout entière sur son ancien territoire.

Houston, qui porte le nom du premier président de la république texienne, est bâtie, comme Harrisburg, sur la rive droite du Buffalo-Bayou, et à la tête de la navigation de cette rivière, qu'on ne peut pas remonter plus loin. Je ne dirai pas qu'Houston est déjà une grande ville, quoique ce soit une capitale; mais au moins c'est une ville. La principale rue, *Main-Street*, qui est tirée au cordeau et assez belle pour le pays, vient déboucher sur la rivière; plusieurs autres, parallèles au Bayou, coupent la grande rue à angles droits; les trottoirs ne sont qu'indiqués, et les constructions achevées laissent entre elles des vides considérables. C'était au commencement de 1838 que je voyais Houston; deux années y auront changé bien des choses, et je suis sûr que je m'y reconnaîtrais à peine. Cependant la translation du siége du gouvernement à Austin, sur le Colorado, beaucoup plus à l'ouest, a dû arrêter le développement de la première capitale du Texas.

Tout, dans ces villes improvisées en quelques mois, est encore à l'état d'ébauche très imparfaite. Il y règne une confusion assez piquante et une sorte de chaos dont rien, en Europe, ne saurait donner l'idée. Ainsi nous trouvâmes le débarcadère encore obstrué par d'énormes troncs d'arbres; on a laissé debout, dans les rues, de grands pieds de pin austral; la pente qui mène de la rivière à la ville est très raide, et l'on y trébuche à chaque pas sur les souches qui l'encombrent. A côté de maisons d'assez belle apparence, mais dont le bois a fait néanmoins tous les frais, on rencontre çà et là ces cabanes de sauvages appelées *log-houses* aux États-Unis. Enfin, pour dernier

trait à ce tableau, on voyait, dans *Main-Street* et près du Capitole, deux tentes énormes qui feraient honneur à un chef de Tartares ou de Bédouins.

On ne comptait pas alors à Houston moins de deux cents maisons et de quinze cents habitans. Ceux-ci se multipliaient pour ainsi dire par une activité surhumaine; mais ils manquent de femmes, comme les Romains avant l'enlèvement des Sabines. Je fus surtout frappé de cette disproportion numérique entre les deux sexes en arrivant à Houston, parce que la population tout entière, inquiète sur le sort de notre *steamer,* se porta au-devant de nous. Cela se conçoit facilement : le Texas est une colonie toute récente des États-Unis. On remarque le même phénomène dans toutes les populations *adventices,* formées, comme celle-ci, d'émigrans, qui sont pour la plupart des jeunes gens hardis et vigoureux, allant chercher fortune ailleurs que sur leur sol natal. Les femmes sont en minorité dans les possessions australiennes de l'Angleterre, et il en a été long-temps ainsi dans les possessions espagnoles du Nouveau-Monde, bien qu'au Mexique et au Pérou les Européens aient trouvé aussitôt à épouser des femmes indigènes. Mais ce vide ne tardera pas à être comblé dans le Texas.

Les environs d'Houston ne sont pas peuplés. La colonisation de cette partie du Texas ne remonte pas à plus de quatre ou cinq ans. Les premiers colons s'étaient portés plus à l'ouest, sur le Brazos, et, à l'époque de mon séjour, un grand nombre de ceux que je voyais arriver dans la ville ne s'y arrêtaient pas; mais leur passage lui donnait une physionomie très animée. Ils étaient à cheval, armés presque tous du trop fameux *bowie knife,* instrument terrible que les gens de l'ouest des États-Unis font jouer à tout propos. Ils portaient de plus devant eux, en travers de la selle, cette carabine rayée, démesurément longue, dont ils se servent avec une merveilleuse adresse, et que Jackson utilisa si bien à la bataille de la Nouvelle-Orléans. L'entretien de leur cheval ne leur coûte pas cher pendant leur séjour à la ville. Aussitôt que le voyageur est arrivé, on conduit sa monture dans la prairie, où elle reste jusqu'au moment du départ; c'est un usage général, auquel ne dérogent pas même les membres du congrès.

Houston fait un grand commerce de planches, qui descendent à peu de frais le Buffalo-Bayou et le San-Jacinto jusqu'à la baie de Galveston. On avait établi très près de la ville une scierie qui avait beaucoup d'activité, et dont les produits étaient transportés à la rivière par un petit chemin de fer. Depuis, une société s'est orga-

nisée pour la construction d'une autre scierie à vapeur, sur la rive opposée du Bayou, et pour ainsi dire dans l'eau. A mon départ de Houston, ses affaires allaient très bien, et la compagnie faisait même la banque avec succès.

Après le San-Jacinto, en allant de l'est à l'ouest, on rencontre le Rio-Brazos, un des plus grands fleuves du Texas. Le pays qu'il traverse peut être considéré comme le berceau de la nouvelle population texienne et le principal foyer de sa vie politique. Le Brazos est sur bien des points aussi large que la Seine au Pont-Royal; son cours a plus de 500 milles de longueur, et dans la saison des grandes eaux il est navigable à plusieurs centaines de milles au-dessus de son embouchure. Ses *rapides*, situés à quatre milles au-dessous de San-Felipe de Austin, sont les seuls obstacles sérieux qu'il oppose à la navigation. Ce qui leur donne naissance, c'est un changement de nature dans le lit du fleuve, qui acquiert alors plus de pente, et coule, dans un espace de quelques cents pas, sur des blocs de grès de formes inégales. Les basses eaux mettent ce grès à nu de distance en distance, et les petits canaux qui subsistent entre les blocs découverts ne sont ni assez profonds ni assez larges pour permettre aux bateaux à vapeur de s'y hasarder. Mais comme la pierre qui compose ces blocs se divise très facilement, je crois qu'il serait possible de les faire disparaître, et de rendre le Brazos navigable en tout temps. Le sol de la vallée de ce fleuve est d'une fertilité merveilleuse; aussi les Anglo-Américains avaient-ils fondé sur ses bords leurs premiers établissemens. Il présente en beaucoup d'endroits une singularité assez commune dans cette partie de l'Amérique du Nord, c'est une teinte rouge qui se communique souvent non-seulement au Brazos, mais à d'autres cours d'eau, et qui les a fait appeler par les anciens voyageurs *rivière Rouge* et *Rio-Colorado*. Ce dernier nom désigne à la fois un fleuve du Texas et un fleuve de la Californie. Il existe aussi, entre le Rio-Trinidad et le haut Brazos, un vaste territoire que les colons ont appelé *red lands* (terres rouges), de la couleur de son sol; à l'extrémité septentrionale du golfe de Californie, on trouve d'autres *terres rouges,* dont parlent les anciennes chroniques des Mexicains, qui s'y arrêtèrent dans leur migration vers le midi, et furent frappés de ce phénomène. Il a fallu des causes géologiques d'une grande étendue et d'une grande puissance pour que cette curieuse anomalie embrasse une si large zone sur le continent américain. Voici l'opinion que je m'en suis faite, et qui se rattache à un évènement dont je fus témoin. Le 22 juin 1838, l'eau du Brazos

changea de couleur; de limoneuse et trouble qu'elle était, elle prit soudainement une teinte rouge foncée de minium. Ce changement, qui s'était opéré tout à coup, sans que le fleuve augmentât ou diminuât de volume, dura quinze jours, et disparut aussi brusquement qu'il s'était manifesté. Je cherchai à connaître quelle pouvait être la cause d'un pareil phénomène, et je m'assurai qu'il était produit par une certaine quantité de péroxide de fer mêlé à de l'argile, et tenu en suspension dans l'eau. Un des affluens du Brazos qui coulent à travers les *red lands* avait sans doute éprouvé une crue subite et enlevé au sol la matière colorante dont le fleuve était imprégné. Cet affluent devait être de peu d'importance, puisque le volume d'eau était resté le même. Les plus vieux planteurs assuraient que les eaux du Brazos n'avaient jamais offert un tel spectacle; cependant il était facile de voir que ce phénomène ne se montrait pas pour la première fois. Toutes les criques, tous les ravins qui se rendent au fleuve sont remplis de dépôts argilo-sableux d'un rouge foncé, d'âges différens, et la diminution d'épaisseur de ces dépôts, à mesure qu'on se rapproche du niveau du sol, indique un décroissement d'intensité dans la cause qui lui a donné naissance.

J'ai fait sur le Brazos une observation assez importante, que je livre aux calculs de la science et qui mérite un sérieux examen. Ce fleuve, beaucoup moins considérable que le Mississipi, obéit cependant, comme *le Père des eaux*, à une impulsion mystérieuse qui le pousse sans cesse de droite à gauche, en lui faisant abandonner une de ses rives pour empiéter sur l'autre : telle est l'origine de plusieurs petits lacs, en forme de fer à cheval, qu'on rencontre çà et là sur la rive droite. Il y en a un à peu de distance de San-Felipe de Austin, qui nourrit encore les mêmes poissons et les mêmes coquilles fluviatiles que le Brazos, et dans lequel on ne saurait méconnaître l'ancien lit du fleuve.

La ville de San-Felipe de Austin occupe, sur le Brazos, une belle position, à l'extrémité orientale d'une immense prairie qui s'étend jusqu'au Colorado. Centre des établissemens anglo-américains dans le Texas, elle était la ville la plus considérable de ce pays à l'époque de l'insurrection. En 1833, un recensement officiel de la population de toute la province portait la sienne, en y comprenant sans doute les campagnes voisines, à plus de 6,000 ames. C'est dans son sein que fut élaboré le plan de la révolution. Les délégués de la convention générale s'y assemblèrent, le 3 novembre 1835, sous la présidence de M. Archer, y établirent un gouvernement provisoire composé d'un

gouverneur et d'un lieutenant-gouverneur, et y signèrent la déclaration solennelle des raisons qui engageaient le peuple texien à prendre les armes contre le Mexique. Berceau de la révolution et de la nationalité texienne, San-Felipe fut victime de la guerre qu'il fallut bientôt soutenir pour les défendre. A l'approche de l'armée mexicaine, commandée par Santa-Anna, les habitans, qui ne pouvaient lui opposer aucune résistance dans une place ouverte et bâtie en bois, mirent eux-mêmes le feu à la ville, pour qu'au moins l'ennemi n'y trouvât pas de ressources, et se retirèrent dans l'intérieur avec ce qu'ils purent emporter. J'ai vu San-Felipe un peu plus de deux ans après ce désastre; la plupart des familles y étaient revenues, et reconstruisaient leurs maisons; les traces de l'incendie s'effaçaient rapidement, et de nouveaux colons, arrivant en foule des États-Unis, imprimaient à tous les travaux une grande activité. Plusieurs familles mexicaines y ont aussi rapporté leurs pauvres pénates, avec tous leurs usages, et jusqu'aux ustensiles de basalte qui leur servent à écraser le maïs, nourriture traditionnelle des indigènes de l'Anahuac. Les Anglo-Américains vont si vite en besogne, que San-Felipe doit avoir maintenant l'apparence d'une jolie ville et tous les établissemens publics nécessaires à un chef-lieu de province. Au mois de juillet 1838, on avait tracé de nouveau toutes les rues à angles droits, la principale venant aboutir perpendiculairement au Brazos; on construisait un palais de justice, et la population avait pour temple une grande salle toute nue avec deux rangées de bancs, l'une destinée aux hommes et l'autre aux femmes. A défaut de ministre, c'était un vieux charpentier, récemment arrivé du Massachussets, qui prononçait le sermon de rigueur, et le brave homme, au demeurant, ne s'en acquittait pas mal. San-Felipe a de l'avenir. Un acte de la législature lui a reconnu la propriété de l'immense plaine sur laquelle est située la ville. On a divisé cette plaine en lots qui se vendront bien, car le sol est très fertile. Déjà il se récolte une quantité considérable de coton dans les bas-fonds qui bordent le Brazos, et le pays est habité par de riches planteurs.

La vallée du Brazos est très peuplée. On y compte un certain nombre de villes dont l'importance se développera rapidement, grace aux émigrations du Missouri, qui a fourni, en 1837 seulement, plus de 6,000 habitans au Texas. La plupart de ces villes sont situées, comme San-Felipe, sur la rive droite du fleuve, qui est beaucoup plus élevée que l'autre et plus saine. On souffre encore de la chaleur à San-Felipe; mais, en remontant le Brazos, la température change

d'une manière sensible. La prairie est plus ondulée, mille ruisseaux limpides l'arrosent dans tous les sens, et je ne doute pas que bientôt la colonisation ne se porte avec ardeur dans cette zone tempérée, qui s'étend jusqu'à la rivière Rouge. Si la navigation du Brazos y est facile, la population qui suivra son cours prendra à revers la Sierra de San-Saba, que ce fleuve contourne à sa pointe nord-est, et se répandra ensuite vers le Rio-Grande ou Bravo, dans un vaste pays que l'on connaît encore bien peu,

On trouve des sources sulfureuses dans l'espace qui sépare le Brazos de Rio-Navasoto, un de ses affluens de l'est. D'autres phénomènes y sont autant de traces d'un bouleversement volcanique. Ainsi, de distance en distance, au milieu de la prairie, le sol est enfoncé d'un ou plusieurs pieds au-dessous du niveau commun, et cela sur une étendue de terrain parfaitement circonscrite et limitée. On pourrait croire que des travaux souterrains auraient fait subitement fléchir les couches supérieures, qui paraissent déchirées et fendues. Les environs de New-Madrid et de Wicksburgh aux États-Unis présentent des enfoncemens analogues, et peut-être ces phénomènes ont-ils leur cause dans des convulsions pareilles à celles qui désolèrent, en 1812, une partie de la vallée du Mississipi. La petite rivière du Navasoto est bordée de forêts où j'ai vu de très beaux arbres, et entre autres des peupliers de la Caroline, dont le tronc avait au moins quinze pieds de diamètre.

La destruction du *raft* qui barrait pour ainsi dire le cours du Colorado, un peu au-dessus de son embouchure, a dû puissamment contribuer au développement de la population et du commerce dans le bassin de ce grand et beau fleuve. Le Colorado a généralement de 7 à 800 pieds de large et de 10 à 15 pieds de profondeur. Il est donc navigable pour les bateaux à vapeur dans la plus longue partie de son cours, et comme il traverse un pays d'une fertilité extrême, comme il donne accès aux montagnes de San-Saba, anciennement exploitées par les Espagnols, comme il pénètre même dans les plaines immenses qui s'étendent au nord-ouest de cette chaîne, on doit en conclure que ses bords ne tarderont pas à devenir une des contrées les plus riches et les mieux habitées de la nouvelle république. La ville de Matagorda, qui est déjà ancienne, lui sert de débouché sur le golfe Mexicain. Malheureusement il existe entre Matagorda et la haute mer une longue barre ou langue de terre, que les vaisseaux ne peuvent traverser qu'en un seul point, à la passe désignée sous le nom de *Boca del Cavallo*, et cette passe n'est pas assez profonde pour

être franchie par des bâtimens au-dessus de 300 tonneaux. En 1838, on publiait un journal à Matagorda, qui comptait 500 habitans, et il était question d'établir entre elle et la Nouvelle-Orléans un service régulier de bateaux à vapeur. Colombus, Lagrange, Colorado-City et Bastrop s'échelonnent le long du fleuve à partir de Matagorda, et en remontant vers le nord. Il est certain que la navigation à vapeur ne rencontrerait aucun obstacle depuis la mer jusqu'à Bastrop, et je ne doute pas que bientôt les habitans de cette dernière ville, qui sont très industrieux et très actifs, ne s'entendent avec ceux de Matagorda pour l'organiser sur le Colorado.

On peut regarder le bassin du Colorado comme le centre du Texas; aussi a-t-il été choisi pour recevoir, en 1840, le siége du gouvernement. Plusieurs villes, Lagrange et Colorado-City par exemple, se sont disputé cet honneur, qui sera en même temps un avantage; mais c'est plus au nord, à 30 milles au-dessus de Bastrop, que doit être établie la nouvelle capitale. On lui a donné le nom d'Austin, en mémoire du patriarche et du fondateur de la colonie anglo-américaine du Texas. La position de cette capitale improvisée a été choisie avec intelligence. Elle touchera, par la partie supérieure du Colorado, à des districts métallifères sur lesquels vont se porter d'énergiques recherches, et la population qu'elle attirera nécessairement autour d'elle se trouvera sur le chemin des provinces septentrionales du Mexique, c'est-à-dire d'un pays bien mal disposé pour le gouvernement central de Mexico. Des motifs de haute politique ne sont donc pas étrangers à la résolution prise par le congrès texien de transférer la capitale sur le Colorado, et il ne faut pas le blâmer de cette hardiesse, bien qu'Austin doive pendant quelque temps se trouver à l'avant-garde du mouvement de la colonisation.

C'est entre les embouchures du Brazos et du Colorado que l'on place la baie de San-Bernardo, où l'infortuné Lasalle, cherchant l'entrée du Mississipi, avait fondé son éphémère établissement.

Le caractère de la végétation commence à changer sur les bords du Guadalupe, fleuve assez considérable qui se jette dans la baie d'Espiritu Santo, après avoir reçu la rivière San-Antonio, et qui arrose des prairies très fertiles. Des mimeuses, dont on rencontre çà et là quelques individus égarés dans la grande plaine de San-Felipe de Austin, se montrent ici de toutes parts et souvent s'agglomèrent en sociétés. Leur présence marque le passage d'une zone tempérée à une zone tropicale. Le Guadalupe serait assez large et assez profond pour recevoir des bateaux à vapeur; mais il est si rapide, que proba-

blement les *steamboats* ne pourraient pas le remonter. On ne trouve sur les bords de ce fleuve que deux petites villes, Victoria, qui est d'origine mexicaine, et Gonzalès, plus au nord, qui est une colonie d'Anglo-Américains établie sur les concessions de terres faites à M. de Witt, du Missouri. L'une et l'autre avaient été abandonnées en 1836. Gonzalès, qui avait déjà pris son essor, fut même brûlée le 10 mars de cette année; depuis, les anciens habitans y sont revenus, mais la plupart des familles mexicaines dispersées à l'est se replient maintenant sur Victoria.

Les deux plus anciennes villes du Texas, San-Antonio de Béjar et la Bahia ou Goliad, sont situées sur le fleuve San-Antonio. La fondation de la première remonte à l'année 1692, celle de la seconde à 1716. La population y est exclusivement mexicaine. On ne saurait se figurer un plus beau pays. Les environs de Béjar et de Goliad sont délicieux au point de vue pittoresque, et joignent à ce mérite l'avantage d'une fertilité extrême. L'agriculture avait fait de grands progrès dans cette partie du Texas; les colons mexicains y avaient transporté un système d'irrigation fort bien entendu, et l'on y cultive l'arbre à thé avec succès. A San-Antonio, il ne pleut presque jamais; le ciel y est d'une parfaite et constante sérénité. Pendant la saison chaude, les brises du golfe rafraîchissent continuellement l'atmosphère. La Sierra de San-Saba défend la ville et ses alentours contre les vents glacés du nord; mais, ainsi que le Guadalupe, la rivière San-Antonio est trop rapide, et la navigation y rencontrerait de grands obstacles.

La physionomie de Béjar est toute mexicaine. On ne remarque point dans les rues, dans les ateliers, dans les boutiques, cette activité fiévreuse qui trahit à elle seule une race différente dans les villes d'Houston, de San-Felipe, de Colorado. Béjar est régulièrement bâtie; ses maisons en pierre n'ont qu'un rez-de-chaussée et sont toutes couvertes d'un toit plat bordé d'une balustrade. On y voit une très vieille église, surmontée d'une plate-forme, où le général Cos avait fait placer de l'artillerie en 1835. Au nord-est de la ville, et sur la rive gauche du San-Antonio, se trouvent les débris de l'Alamo, nom fameux dans les annales texiennes. C'était une citadelle assez forte pour le pays, quoique les murs n'en fussent ni bien hauts ni bien épais. Le brave Travis, avec une poignée d'hommes, opposa long-temps aux troupes quarante fois plus nombreuses de Santa-Anna une de ces héroïques défenses qui eussent honoré l'Espagne de 1808. Il ne reste, des missions établies parmi les sauvages, non

loin de Béjar et aujourd'hui abandonnées, que de grandes constructions désertes, qui se composaient d'une église et d'une forteresse.

Plusieurs petites bourgades, situées entre le San-Antonio et le Rio de las Nueces, que je considère, jusqu'à nouvel ordre, comme la limite occidentale de la république texienne, ont beaucoup souffert de la guerre de 1836. Elles se relèvent, mais n'ont pas encore d'importance; ce sont les hommes qui manquent à la terre.

Je dépasserais les bornes naturelles de ce travail, si, laissant derrière moi le Nueces, je pénétrais sur le territoire de la république mexicaine jusqu'aux bords du Rio-Grande ou Rio-Bravo del Norte, le plus grand fleuve de tout le Mexique, par où l'on peut remonter jusqu'au centre de la Sierra-Verde à Santa-Fé, et qui donne accès par le San-Pablo dans l'intérieur de l'état de Chihuahua. Cependant je ne ferais que suivre les progrès de l'armée texienne, qui, d'après les dernières nouvelles, a refoulé les Mexicains sur la rive droite du Rio-Bravo, s'est emparée de Mier et paraît se diriger sur Monclova, ancienne capitale de l'état de Cohahuila y Texas. Quand le gouvernement de Mexico, renonçant à des illusions ridicules, consentira enfin à reconnaître l'indépendance du Texas et à faire la paix avec cette république, ne sera-t-il point forcé de lui abandonner le territoire qui s'étend du Nueces au Rio-Bravo, et de partager avec elle la souveraineté d'une portion du cours de ce fleuve, qui est pour elle de la plus haute importance? Les évènemens en décideront. Il me suffit d'avoir indiqué un pareil résultat comme possible et même comme probable. Maintenant revenons un instant sur nos pas, afin de compléter cette description du Texas par quelques mots sur la partie orientale du pays et sur l'île de Galveston. Les bassins de la Sabine, du Rio-Trinidad et du Naches ne manquent pas d'importance à cause de la proximité des États-Unis et de la facilité des relations avec la Nouvelle-Orléans. La Sabine est navigable en toute saison pour les bateaux à vapeur d'un faible tirant d'eau, jusqu'à 70 ou 80 milles au-dessus de son embouchure, et, en juillet 1838, un *steamboat* a remonté le Rio-Trinidad jusqu'à 400 milles de la mer sans rencontrer d'obstacles, malgré la barre de l'entrée du fleuve, qu'on s'occupait alors de faire disparaître. Il y a donc lieu de croire que cette région participera bientôt aux rapides progrès du reste du Texas, d'autant plus que la terre y est excellente. Déjà il s'y est formé plusieurs centres de population: Jefferson, sur le Cow-Creak, affluent de la Sabine; San-Augustine, dans la zône des *red lands;* Nacogdoches, ville mexicaine, fondée au commencement du siècle dernier,

et qui compte 500 habitans; Zavala, sur le Naches; Anahuac, qui n'était guère jusqu'en 1835 qu'un poste militaire, et les villes naissantes de Cincinnati et de Liberty, où les maisons ne sont pas encore nombreuses.

L'île de Galveston, dont il me reste à parler, n'est autre chose qu'une barre de sable qui ferme la baie assez profonde dans laquelle se déchargent le Rio-Trinidad et le San-Jacinto. On verra, en jetant les yeux sur une carte du Mexique, combien elle présente d'analogie avec toutes les langues de terre qui bordent le golfe, à partir de la lagune de Tamiagua, un peu au-dessus de Tuxpan, et qui vont se prolongeant jusqu'à l'extrémité orientale de la côte du Texas. C'est surtout après avoir dépassé l'embouchure du Rio-Bravo del Norte qu'on remarque tout le long du littoral, entre la terre ferme et la mer, ces bandes de sable très minces qui suivent la courbure du golfe, les unes attachées au continent par un isthme, les autres entièrement isolées et coupées de distance en distance par des passes généralement dangereuses. Une de ces bandes forme la baie de Matagorda. Il est aisé de voir, à leur disposition, qu'elles doivent toutes leur naissance à une cause identique, que je crois être l'action de l'énorme courant atlantique, connu sous le nom de *gulf-stream*, combinée avec les attérissemens des fleuves qui traversent le Texas. L'île de Galveston a de 30 à 35 milles de long sur trois de large dans sa plus grande largeur. Elle est très basse et ne présente nulle part plus de 12 mètres d'élévation au-dessus de l'Océan. De hautes graminées, entremêlées de quelques mimosas rabougris, dans les lieux les plus arides, couvrent presque toute sa surface. Du côté du nord, on trouve des *trachinotia*, des soudes et autres plantes des bords de la mer. On y voit aussi, mais en petit nombre, quelques *cactus opuntia* de taille peu élevée. De ce même côté, le rivage se prolonge en pente douce, au loin dans la mer, et rend le mouillage près de terre absolument impossible. Au sud, c'est une ceinture de dunes qui borde l'île. J'y ai remarqué une immense quantité de fort belles coquilles et de gros troncs d'abres mêlés à ces débris marins.

Tout prouve que l'île de Galveston est de formation très récente. Je l'ai parcourue avec attention, et je n'ai pu y découvrir la moindre trace d'une couche minérale solide. Partout c'est du sable, ou une couche très mince de terreau noir, produit des générations successives de graminées qui sont mortes à sa surface. L'eau douce y est très rare; on n'en trouve que sur quelques points où le terrain déprimé a conservé de l'eau de pluie, et on ne connaît pas un seul cours d'eau

dans l'île entière. Son histoire offre peu d'intérêt. Jusqu'en 1814, elle ne fut guère habitée que par des pirates. Le fameux Laffitte, qui fit trembler pendant long-temps le golfe du Mexique et les côtes de la Louisiane, l'occupait à cette époque. Un Anglo-Américain qui l'avait connu me conduisit à son camp. C'était un carré long, entouré de fossés profonds, et situé près de la mer du côté de la baie, à l'est de la ville actuelle. Le pirate y entassait son butin, et, s'il faut en croire mon *cicerone*, il aurait eu jusqu'à quatorze voiles sous ses ordres. En 1831, l'île était encore déserte. Le gouvernement de Mexico y envoya une garnison de trente hommes vers le temps où éclatèrent les premières collisions entre le Texas et la république; mais ce ne fut qu'en 1838, et après avoir conquis leur indépendance, que les Texiens y formèrent un établissement permanent. En juin et juillet 1837, j'ai vu colporter à Cincinnati de magnifiques plans de la future ville de Galveston, qui ont été l'objet d'un agiotage effréné; mais du moins les lots se sont vendus, et, au commencement de l'année suivante, il y avait des maisons, des rues, des chantiers sur cet aride rivage, où les douanes sont déjà très productives. Galveston est cependant exposée à des vents du nord qui poussent l'eau de la baie fort avant dans les terres. On en avait eu un terrible exemple au mois de septembre 1837. La tempête avait transporté à plus de vingt-cinq pas sur le rivage trois bâtimens dont j'ai vu les carcasses enfoncées dans le sable, et un autre navire, chargé de trois cents émigrans dont les squelettes couvraient encore la plage, s'était perdu sur la pointe nord-est. Malgré ces désavantages, Galveston prospère, et entretient un commerce actif avec Houston, qui était encore, à l'époque de mon voyage, la capitale de la république, et qui conserve son importance, même aujourd'hui que le siége du gouvernement est transféré ailleurs. J'y ai remarqué une singulière preuve du génie inventif des Anglo-Américains pour gagner de l'argent, ou, comme ils le disent, pour en faire, *to make money*. Il n'y avait pas encore d'auberge à Galveston, quoique souvent les voyageurs fussent obligés de s'y arrêter avant de traverser la baie. Un bateau à vapeur de sept à huit cents tonneaux, qui venait de la Nouvelle-Orléans, fait une voie d'eau, et se trouve hors d'état de continuer son voyage. En attendant qu'il soit réparé, le propriétaire le conduit en face de la ville, l'échoue sur le sable, et y improvise un établissement de restaurateur où les étrangers sont nourris à raison d'un dollar (5, 33) par jour.

Les sauvages, qui ont été pendant plus d'un siècle la terreur des

colons espagnols du Texas, ne sont plus très nombreux. Ils peuvent encore détruire çà et là quelques fermes, assassiner quelques voyageurs; mais leurs faibles restes ne sauraient inquiéter sérieusement les colons, et se replient sans cesse devant la population blanche, qui envahit leurs derniers domaines. Plusieurs tribus n'existent plus que de nom, et les peaux rouges du Texas, qu'il ne faut pas confondre avec les indigènes du Mexique, disparaissent aussi vite que celles des États-Unis. On voit souvent dans les rues d'Houston de misérables Indiens de la tribu autrefois puissante des Cushattes, qui s'étendait jusqu'à la Louisiane. Ils sont petits, et plutôt bronzés que rougeâtres. L'eau-de-vie, qu'ils se procurent en échange des produits de leur chasse, les dévore et les abrutit. Une autre tribu des bords du Rio-Grande, les Lappans ou Lipans, ayant envoyé une députation au président de la république, j'ai pu comparer ces deux peuplades. Cette dernière est d'une taille plus élevée; elle a la peau plus rouge, le maintien plus noble, la physionomie plus fière. On reçut les Lappans avec beaucoup d'égards, et ils dînèrent avec les officiers du gouvernement, qui leur firent un discours contre les Mexicains, si bien que plusieurs Indiens qui savaient un peu d'espagnol crièrent avec eux : *Muerte a los Mejicanos!* Du reste, ces sauvages ne s'enivrèrent point; on leur offrit en vain du rhum, du whisky et de l'eau-de-vie; ils suivirent presque tous l'exemple de leur impassible chef, Castro, qui ne but constamment que de l'eau et du café. Pendant que je me trouvais à San-Felipe de Austin, on y annonça l'arrivée d'une centaine d'Indiens Comanches, qui allaient aussi faire leur traité de paix à Houston. Ils montaient de petits chevaux sauvages qu'on appelle *mustangs*, et formaient avec leurs femmes et leurs enfans une grande caravane. C'était un officier texien qui leur servait de guide. La tribu des Comanches est restée puissante; on la redoute encore au Texas, où les traditions espagnoles lui ont fait une trop juste réputation de courage et de férocité. Ces Indiens s'arrêtèrent à la droite et un peu au-dessous de la ville, sur le bord du fleuve. Chacun d'eux rendit la liberté à sa monture et la lança dans la prairie : pour toute précaution, un long lacet de cuir pendant avait été attaché au cou des plus indomptables de ces animaux. Les hommes prirent leur pipe et se mirent à fumer gravement, sans presque jeter un coup d'œil sur la ville, et en observant ce rigoureux silence qui est le trait caractéristique de l'Indien. A peine descendues de cheval, les femmes coururent au bord du fleuve, couper des branches d'arbres qui, plantées en terre, entrelacées et recouvertes de peaux de

buffalo (bison), servirent de tentes. Celle du vieux chef fut établie la première à une certaine distance des autres; elle était la plus spacieuse et la mieux construite; deux femmes qui paraissaient appartenir au vieux chef avaient été chargées de ce soin.

Les Comanches sont, pour la plupart, d'une taille élevée; leur peau est d'un rouge foncé, et leurs cheveux sont invariablement d'un noir de jais. Quelques-uns, et il m'a semblé que c'était surtout les chefs, les portaient fort longs et pendans en arrière sous la forme d'une tresse jusqu'au milieu du dos. De belles plaques d'argent, de deux à trois pouces de large, placées à quelque distance les unes au-dessous des autres, étaient attachées à cette tresse. Le vieux chef en avait cinq.

Presque tous ces sauvages avaient, au-dessus du coude, un large anneau de cuivre d'où pendait un grand nombre de chevelures, dont quelques-unes offraient encore des traces d'un sang noir et desséché. Cet anneau de cuivre était chez quelques-uns remplacé par un anneau d'or très grossièrement travaillé. Un Indien d'une vingtaine d'années portait au-dessus du coude deux de ces anneaux auxquels étaient suspendues douze à quinze chevelures, parmi lesquelles il était aisé de distinguer des cheveux différens de ceux des Indiens.

Les hommes étaient généralement enveloppés d'une grande couverture teinte en rouge ou de couleur lie de vin. Quelques-uns portaient une peau de buffalo avec le poil tourné en dedans. Les femmes étaient toutes et sans exception vêtues d'une espèce de pantalon collant en peau de daim tannée, et d'une veste ronde, souvent sans manches, aussi en peau de daim; quelques-unes avaient aux doigts des anneaux d'or très grossièrement travaillés. Presque toutes portaient des colliers de verroterie, et il était aisé de voir que les grains de verre allongés, blancs ou rouges, charmaient surtout les belles Comanches.

Les enfans, dont les plus jeunes n'avaient pas moins de six à sept ans, étaient généralement nus. Mais de tous ces Indiens, celui dont l'accoutrement était le plus étrange, c'était, sans contredit, le vieux chef. Il avait pour vêtement une étroite ceinture rouge au milieu du corps, un habit bleu à collet rouge, des débris d'épaulettes et des boutons de métal, habit analogue à ceux de nos gardes nationaux ou de nos soldats d'infanterie, et un chapeau recouvert de toile cirée, comme ceux de nos postillons. Ce chapeau était celui d'un Mexicain qu'il avait tué peu de temps auparavant, dans une excursion sur les bords du Rio-Grande. Les mœurs des Comanches nous sont peu

connues. On sait qu'ils ne sont point cultivateurs, et que, semblables à certains Indiens de l'Amérique du Sud, ils ont appris à dompter le cheval.

Au premier abord, on eut beaucoup de peine à s'entendre avec ces sauvages; le jeune officier texien comprenait seul quelques mots de leur langue. Heureusement il se trouva parmi eux un pauvre enfant mexicain d'une douzaine d'années environ, qui put servir d'interprète. Cet enfant avait été enlevé par les Comanches après le massacre de sa famille, et fait esclave; il parlait très bien leur langue et n'avait pas encore oublié la sienne. J'ai cru remarquer que la langue comanche ne manquait pas de douceur; les mots en sont singulièrement complexes et les sons gutturaux.

Le vieux chef connaissait le pouvoir de *l'eau de feu*, car, un jour qu'on lui en offrait, je le vis faire un geste qui indiquait qu'après avoir bu de ce dangereux breuvage, la tête s'appesantissait, et l'on tombait dans un profond sommeil. Les Comanches passèrent quatre jours à San-Felipe sans qu'on eût à se plaindre de leur conduite. Le jeune officier texien, leur guide, avait été pris de la fièvre intermittente; mais, grace au vieux chef, il recouvra promptement la santé. Quelques instances que je fisse, je ne pus obtenir du vieillard qu'il me communiquât son secret. En quoi consistait donc ce traitement héroïque? Le quinquina était-il connu de l'Indien? Cet arbre précieux n'a jamais été rencontré à la Nouvelle-Espagne, et, des régions habitées par les Comanches aux montagnes du Pérou, la distance est trop grande pour qu'on puisse un instant supposer les moindres relations. Peut-être ce vieux chef devait-il ses connaissances médicales à quelques Européens; je serais tenté de le croire, si j'en jugeais par le fait suivant : il fit un jour venir plusieurs enfans indiens et me montra leurs bras, qui portaient des cicatrices vaccinales parfaitement légitimes. Quelle que fût l'origine d'un pareil bienfait, il est certain que ces sauvages avaient compris et adopté ce moyen d'échapper au fléau le plus terrible qu'aient à redouter les Indiens.

Dix jours plus tard, les Comanches étaient de retour à San-Felipe, et les cris sauvages dont ils faisaient retentir la forêt de l'autre côté du Brazos, nous avertissaient de leur approche. Ils attendaient que le batelier leur prêtât le secours de son bac pour traverser le fleuve; mais depuis quelques jours la seconde crue du printemps avait commencé, et les eaux s'étaient élevées très vite à plus de 40 pieds au-dessus de leur niveau moyen. Le fleuve était couvert de débris et de gros troncs d'arbres, dont quelques-uns portaient encore

leurs racines, leurs branches et leur feuillage. Au centre seulement il était plus libre, le courant entraînant vers le bord cette masse énorme de végétaux. Il y avait donc pour le batelier péril imminent à traverser; mais quelques Indiens, ennuyés d'attendre, se jetèrent dans l'eau et atteignirent l'autre rive sans accident. Sur le soir, on put enfin aller chercher tous les autres : notre vieux chef était du nombre; il portait à la main une longue tige de bambusacée au sommet de laquelle était attaché un drapeau texien.

Les Comanches retournèrent à leurs tentes. De silencieux et grave qu'il était à son passage, le vieux chef était devenu fort expansif. Il répétait à chaque instant le mot de *Houston! Houston!* puis il se frappait la poitrine et nous montrait les présens que le président lui avait faits. Il recommença vingt fois ce manége, dans un état d'exaltation incroyable; c'était la joie d'un enfant. Vingt fois il se fit apporter un grand sac qui était rempli de verroteries, de couvertures et de pièces d'étoffes rouges. Houston et lui étaient deux grands chefs; ils étaient amis. Toutefois, lorsque les sentimens tumultueux que faisait naître la vue de tant de richesses se furent apaisés, le caractère de l'Indien reparut. Il invitait les Texiens à entrer dans sa tente, et leur montrant des balles de plomb, il s'écriait : *Polvora! polvora!* (de la poudre! de la poudre!); puis avec un geste significatif il étalait aux yeux de ses visiteurs de belles peaux de buffalo et de daim parfaitement préparées.

Le drapeau que portait le vieux chef indiquait assez que le traité de paix avait réussi; mais, de la part des Comanches, il ne devait pas être observé long-temps. Cette même troupe qu'on fêtait à San-Felipe volait, quelques jours après, tous les chevaux qu'elle rencontrait dans les environs de Béjar. Trois Texiens, entraînés par la passion des aventures, le désir de gagner de l'argent et d'ouvrir de nouvelles voies au commerce, avaient accompagné les Indiens dans leurs sauvages retraites. Ces malheureux ne devaient jamais revenir; on apprit que l'un d'eux avait été assassiné long-temps même avant que les Comanches eussent atteint leurs wigwams, et on n'entendit plus parler des deux autres.

Les restes affaiblis des Indiens Tankoways et Tarankoways habitent le pays qui sépare le San-Antonio de la rivière de la Vaca; c'est à peine s'ils pourraient mettre cent guerriers en campagne. Le Texas n'a donc rien à craindre que des Comanches, et la population blanche aura souvent à se défendre contre cette race hardie, vigou-

reuse, et assez intelligente pour attaquer la civilisation avec les armes que celle-ci lui fournira.

Maintenant que nous connaissons le pays, nous allons assister à la formation et au développement de la population qui l'habite, en remontant jusqu'à la fondation des premiers établissemens espagnols.

Il n'est pas facile de dire et il est peu important de savoir à qui appartient l'honneur de la découverte du Texas, si toutefois on peut donner le nom de découverte au progrès naturel qui porta un jour les Espagnols-Mexicains du nouveau royaume de Léon ou de la Nouvelle Estramadure sur les rives du San-Antonio et plus à l'est encore, du côté de la Sabine. Quel est le premier Européen qui a mis les pieds sur le territoire actuel du Texas? L'illustre et infortuné Cabeça de Vaca l'a-t-il traversé dans ce voyage presque miraculeux qu'il a fait par terre, vers 1536, de la Floride aux provinces septentrionales du Mexique? Doit-on penser, au contraire, que le célèbre et courageux Lasalle, celui qui a le premier descendu le Mississipi jusqu'à la mer, soit aussi le premier qui ait pris possession du Texas, en établissant un fort à la lagune de San-Bernardo, entre Velasco et Matagorda? Je crois que cela n'est pas douteux, et que, si le chevalier Lasalle s'était maintenu dans l'établissement qu'il avait fondé, la France aurait occupé et conservé le Texas au même titre et du même droit qu'elle a possédé la Louisiane. Il n'en est pas moins étonnant que la cour d'Espagne, qui avait, immédiatement après la conquête du Mexique, pris possession de la Floride, ait tardé, jusqu'à la fin du XVII[e] siècle, à s'assurer la domination de tout le golfe du Mexique par une reconnaissance exacte de toutes les côtes et par une chaîne de forts non interrompue depuis Tampico, par exemple, jusqu'à l'extrémité méridionale de la Floride. Il semble que, suivant les erremens du grand Cortès, son attention se soit plutôt portée au nord-est dans la direction de la Californie et de la mer Vermeille, c'est-à-dire vers l'Asie, la Chine et les Philippines. Avec sa prétention de fermer la mer du sud aux pavillons des autres puissances européennes, elle se persuadait peut-être qu'il y avait plus de sécurité pour elle à s'étendre de ce côté que sur l'Océan atlantique, et c'était rester fidèle à la pensée de Christophe Colomb, qui avait passé sa vie à chercher l'Orient par l'Occident. Quoi qu'il en soit de ces suppositions, il est certain que l'Espagne, épuisée par les gigantesques travaux du siècle précédent, appauvrie en hommes, pitoyablement gouvernée, succombant sous le poids de sa propre grandeur, n'avait

encore rien fait en 1680 pour empêcher le premier venu qui en aurait le courage, de s'établir sur le golfe du Mexique, entre la Floride et l'embouchure du Rio-Bravo del Norte. Tout le pays intermédiaire était abandonné aux sauvages, et personne au Mexique ne soupçonnait l'existence de ce grand fleuve du Mississipi, dont les rives inconnues devaient subir en un siècle et demi la plus étonnante et la plus rapide des transformations.

La découverte du Mississipi par des Français du Canada, qui, partis de Québec en 1673, descendirent ce fleuve jusqu'au confluent de la rivière des Arkansas, les travaux ultérieurs du père Hennepin et du chevalier de Lasalle, sont choses étrangères à l'objet de ces études. Il suffira donc de les avoir sommairement rappelées pour constater la liaison de ces faits avec les premières inquiétudes conçues par l'Espagne sur la conservation du Texas, et par suite avec les premières mesures qu'elle adopta pour y maintenir sa souveraineté. Je ne vois pas, dans l'histoire du Mexique, que le vice-roi de ce pays ou le gouvernement espagnol aient su assez promptement que Lasalle avait descendu le Mississipi jusqu'à la mer en 1682, ni par conséquent que dès cette époque ils se soient occupés de neutraliser les résultats de l'expédition. Mais, en 1684, un chef d'escadre espagnol ayant capturé un bâtiment français dans la mer des Antilles, les prisonniers lui dirent que le chevalier Lasalle était parti de France pour aller fonder un établissement dans le golfe du Mexique. Cette nouvelle, qui était vraie, fut aussitôt communiquée au vice-roi de Mexico, le marquis de la Laguna. Alors, dit l'historien auquel j'emprunte le récit de ce fait, le vice-roi, craignant que cette intrépide nation ne prît racine dans ces parages, au grand détriment de la Nouvelle-Espagne, écrivit au gouverneur de la Havane, pour l'engager à confier le commandement d'une frégate au célèbre pilote Juan-Enriquez Barroso, avec mission d'explorer tout le littoral du golfe du Mexique, et de constater où en était l'entreprise des Français. M. de Lasalle était effectivement parti de La Rochelle en 1684, pour aller fonder aux bouches du Mississipi un établissement français, et ce fut à cause d'une erreur d'estime qu'au lieu d'exécuter ce projet, il s'avança le long de la côte du Texas, à 120 lieues du Mississipi, et fonda son établissement dans la baie de San-Bernardo. Cependant le gouverneur de la Havane, conformément aux ordres du vice-roi, avait expédié le pilote Barroso à la recherche des Français dans le golfe du Mexique. Celui-ci n'en avait pas trouvé trace, et à la fin de 1686 il revint à la Vera-Cruz pour informer le vice-roi

du résultat de sa mission. Son rapport fut envoyé à Madrid. Néanmoins, comme le bruit du dessein des Français avait fort inquiété la cour d'Espagne, le nouveau vice-roi, comte de Monclova, qui arriva peu après, et qui avait des instructions expresses à ce sujet, résolut de vérifier *à fond* (c'est le terme de l'historien espagnol) si les Français avaient ou non fondé quelque colonie dans le golfe du Mexique, et réunit à cet effet les capitaines de la flotte pour adopter les mesures convenables. En conséquence, avant même de partir pour Mexico, il expédia de la Vera-Cruz deux brigantins chargés de relever toute la côte jusqu'aux monts Apalaches dans la Floride. Les brigantins ne furent pas plus heureux dans leur recherche que la frégate du pilote Barroso; seulement les débris de bâtimens français qu'ils rencontrèrent çà et là pendant leur exploration, leur prouvèrent à la fois et la réalité du projet et le peu de succès qu'il paraissait avoir eu. En effet, l'établissement de la baie de San-Bernardo n'existait déjà plus. Lasalle avait été assassiné par les indignes compagnons de son entreprise, et ceux qui l'avaient suivi s'étaient dispersés pour la plupart. Mais ce n'était pas assez pour le comte de Monclova du résultat des recherches qu'il avait prescrites. Craignant toujours que les Français ne vinssent à s'introduire dans le Mexique par le nord-est, il fonda parmi les Indiens de la province de Coahuila, qui s'étaient récemment soumis, le fort ou *presidio* de Monclova, qui est aujourd'hui la capitale de l'état ou province de Coahuila, et qui lui était commune avec le Texas. La première colonie se composait de cent cinquante familles et comptait deux cent soixante hommes capables de porter les armes contre les Français.

Au reste, ce n'était pas sans raison que le vice-roi continuait à prendre ses précautions contre les projets hardis de la France. En 1688, il apprit, non sans étonnement, que trois Français, partis du Canada selon toute vraisemblance, pour la nouvelle colonie du golfe du Mexique, étaient arrivés à Santa-Fé, capitale du Nouveau-Mexique. Le comte de Galve, son successeur, auquel il venait de remettre la vice-royauté, n'en fut pas moins étonné que lui-même, et ils résolurent tous les deux, pour savoir enfin à quoi s'en tenir, d'envoyer par terre, à l'endroit où l'on supposait que les Français avaient fondé la colonie, le gouverneur de Coahuila, avec un détachement de soldats, un géographe et un interprète. Cette fois, la recherche des Espagnols eut un résultat plus satisfaisant. Après avoir traversé de vastes solitudes, le chef de l'expédition atteignit la lagune de San-Bernardo, et y reconnut aisément, au milieu des

ruines d'un fort inachevé de construction récente, les cadavres de plusieurs Français percés de flèches ou tués à coups de massue. On demanda aux Indiens du voisinage quelques renseignemens sur ce qui s'était passé : ils répondirent qu'ils n'en savaient rien, mais que des étrangers, qui étaient restés parmi eux dans les environs, leur raconteraient toute l'histoire. Des Espagnols envoyés à la recherche trouvèrent effectivement chez les sauvages cinq Français, dont deux seulement se décidèrent à les suivre, et furent envoyés à Mexico d'où le vice-roi les fit passer en Espagne. D'après leur récit, ils auraient été attaqués à l'improviste par les Indiens, pendant qu'ils construisaient le fort dont les Espagnols avaient vu les ruines; écrasée par le nombre, leur petite troupe aurait succombé tout entière, à l'exception de cinq hommes qui avaient sauvé leur vie par miracle, et l'entreprise n'avait pas eu d'autres suites.

Cependant le vice-roi de Mexico et la cour d'Espagne conclurent avec raison de tous ces faits que la France avait sérieusement songé à fonder quelque établissement sur la côte septentrionale du golfe du Mexique, et cherchèrent les moyens de prévenir le renouvellement de pareilles tentatives. Un fort ou *presidio* fut d'abord établi sur le point même où les Français avaient débarqué, dans la baie de Saint-Bernard. Puis, on s'est avancé de Cohahuila dans l'intérieur du Texas, en y envoyant à la fois des soldats et des missionnaires. Pensacola est fortifiée en 1696, et aussitôt après la paix d'Utrecht, les missions et les *presidios* du Texas se multiplient. Plusieurs fois abandonnés, ces établissemens ont toujours été relevés par l'Espagne dans le cours du siècle dernier, jusqu'en 1764, pour arrêter les incursions des Français de la Louisiane sur le territoire du Mexique. Mais la population y était faible et le commerce nul, quoique la beauté du climat, la fertilité du sol, la facilité des communications dans ces vastes plaines et le long de ces belles rivières fussent choses bien connues des Espagnols dès 1730. L'auteur d'une histoire manuscrite du nouveau royaume de Galice, composée en 1742, regrette que la salubrité du pays, dont la température, dit-il, ressemble à celle de l'Europe, l'aptitude évidente du sol pour un grand nombre de cultures précieuses, l'abondance des bois de construction, du gibier dans les plaines, du poisson dans les rivières, l'étendue des prairies qui auraient aisément nourri d'immenses troupeaux, que tant d'avantages si rares dans les âpres *sierras* du Mexique n'aient pas attiré au sein du Texas une population agricole. Il en était encore à peu près de même au commencement de ce

siècle; déjà néanmoins on prévoyait sous quels auspices la civilisation, l'industrie et le travail s'introduiraient dans le Texas, et par quelle race d'hommes serait fécondé ce champ que l'Espagne avait dédaigné de cultiver. On comprend que je veux parler des États-Unis et de la race anglo-américaine. En effet, les conséquences de leur voisinage ne devaient pas tarder à se développer, et les évènemens politiques de l'Europe, qui ont toujours exercé une grande influence sur les destinées du Nouveau-Monde, devaient accélérer la marche d'une révolution pressentie dès-lors comme infaillible.

Après avoir puissamment contribué au triomphe des Anglo-Américains et à la création des États-Unis comme république indépendante, l'ancien gouvernement de la France, presque effrayé de la rapidité de leurs progrès, ne désirait plus les voir s'étendre au-delà des limites de 1783, et s'applaudissait que l'Espagne fût en possession de tout le littoral du golfe du Mexique. Mais quand le premier consul, voulant opposer les États-Unis à l'Angleterre, leur eut cédé la Louisiane, dans l'intention systématique de les agrandir et de les fortifier, le cabinet de Washington dut concevoir aussitôt la pensée d'enlever la Floride à l'Espagne affaiblie, et de pousser le plus loin possible à l'ouest les frontières de sa nouvelle acquisition. Quelques esprits aventureux, et entre autres le trop célèbre Aaron Burr, exagérant les idées de leur gouvernement, conçurent même pour leur propre compte le projet d'envahir et de révolutionner le Mexique. Cette fois la théorie devançait la pratique de trop loin; mais les circonstantes favorisèrent jusqu'à un certain point la politique envahissante des États-Unis. L'Espagne, épuisée par la guerre de l'indépendance, incapable de soumettre par la force ses colonies révoltées, trop aveuglée par l'orgueil pour comprendre la nécessité de transiger avec elles, abandonna la Floride en 1819 à la confédération anglo-américaine. Le même traité fixait les limites de la Louisiane plus à droite du Mississipi que ne l'eût désiré la cour de Madrid, mais confirmait au moins les droits de l'Espagne sur la presque totalité de la province du Texas.

A cette époque, les citoyens des États-Unis n'avaient pas encore pénétré au-delà de la Sabine et de la rivière Rouge, sur un territoire dont la législation coloniale de l'Espagne interdisait l'accès aux étrangers. C'était à peine si quelques aventuriers intrépides, moitié chasseurs et moitié marchands, s'étaient glissés parmi les sauvages, au milieu desquels ils vivaient dispersés. Mais dans tous les états de l'ouest et du sud on savait combien le Texas présenterait de res-

sources à l'agriculture, quelle était la richesse de son sol, la beauté de ses forêts, la salubrité de son climat; quelles facilités offrirait pour le commerce intérieur le nombre des cours d'eau qui l'arrosent, et combien les ports multipliés du littoral seraient avantageusement situés pour le commerce maritime, si l'Espagne se relâchait un peu de son système d'exclusion ou si la cause de l'indépendance triomphait au Mexique. Il y avait déjà long-temps que les citoyens de la Louisiane traversaient le Texas dans toute sa largeur pour se rendre dans les provinces septentrionales de la Nouvelle-Espagne. Réunis pendant quarante ans sous la même domination, les Français de la Louisiane et les Espagnols du Mexique s'étaient liés par des relations de commerce qui survécurent à la prise de possession de la première par les États-Unis. En 1805, M. de Humboldt vit au Mexique un certain nombre de personnes qui avaient fait ce long voyage, plus dangereux à cause des incursions des sauvages que difficile sous le rapport des obstacles naturels, et, avec sa sagacité ordinaire, il pressentit les infaillibles conséquences d'une pareille facilité de communications. Le caractère de la race anglo-américaine justifiait entièrement ces prévisions. Le gouvernement des Etats-Unis ayant renoncé, par le traité de 1819, à ses prétentions sur le Texas, un citoyen du Missouri, M. Moses Austin, entreprit l'année suivante d'établir, au milieu des Espagnols, une colonie de ses compatriotes par les voies pacifiques et légales, avec l'autorisation du cabinet de Madrid, et il y réussit; car il obtint des autorités espagnoles une grande étendue de pays, à condition d'y amener trois cents familles de colons industrieux et professant la religion catholique. Puis il retourna au Missouri pour mettre ordre à ses affaires et prendre toutes les mesures convenables à l'effet de remplir le plus tôt possible les conditions qui lui étaient imposées. Mais l'exécution de ce dessein était réservée à son fils. Moses Austin étant mort subitement au milieu de ses préparatifs, M. Stephen Austin prit sans hésiter la direction de l'entreprise, et eut bientôt engagé, dans les états de la Louisiane, du Missouri et du Tennessee, un nombre considérable de colons, avec lesquels il se transporta au Texas. Sur ces entrefaites eut lieu la révolution qui sépara le Mexique pour jamais de la couronne d'Espagne. M. Stephen Austin demanda au gouvernement d'Iturbide la confirmation des concessions faites à son père en 1821, et l'établissement définitif de la colonie se trouva ainsi réalisé.

Cette émigration de quelques familles de l'ouest des États-Unis au-delà de la rivière Rouge fut à peine remarquée à l'époque où

elle eut lieu. Évènement obscur et sans éclat, perdu au milieu des révolutions du Mexique et du grand mouvement de la confédération anglo-américaine, il n'eut aucun retentissement en Europe, et il est probable que parmi les témoins, les acteurs et les promoteurs de l'entreprise, bien peu en apprécièrent exactement la portée. C'est la marche et la loi de toutes choses en ce monde : un commencement inaperçu, une source cachée, souvent inaccessible, des premiers pas incertains, des progrès ignorés; puis un grand fait qui éclate, un empire qui se révèle, une nation qui prend hardiment sa place, une révolution qui triomphe de toute résistance. Pour le Texas, le développement a été rapide; les conséquences de la concession faite à Moses Austin n'ont pas tardé à se manifester. Quelques années devaient suffire pour donner une force irrésistible d'expansion à cet élément étranger que le Mexique avait admis dans son sein. La population du Texas n'étant pas assez nombreuse pour que cette province pût former à elle seule un état séparé, la constitution fédérale l'avait unie à la province de Coahuila, où l'élément espagnol dominait exclusivement. La capitale de l'état se trouva ainsi fort éloignée des premiers établissemens anglo-américains. Ce ne fut pas le seul inconvénient de cette union. Pour encourager la colonisation du Texas, la législation mexicaine, qui proscrivait la traite, permit néanmoins l'introduction des esclaves par terre, ce qui préparait, dans un avenir très rapproché, une opposition de principes sociaux dans un état dont les deux moitiés ne pouvaient conserver long-temps les mêmes intérêts. Cependant les premières années se passèrent sans collision, et le gouvernement de Mexico ne cessa d'attirer les citoyens des États-Unis au Texas et dans les provinces voisines, par des concessions de terres sur lesquelles on agiota beaucoup à New-York. Les colons eux-mêmes étaient encore trop peu nombreux, trop faibles et trop préoccupés des soins matériels de leur établissement pour songer à se séparer du Mexique. Aussi, dans les troubles causés à Nacogdoches, en 1827, par un certain Edwards, se déclarèrent-ils hautement pour l'autorité légale. Mais la lutte qui s'est terminée en 1836 par le triomphe des Texiens, était dès-lors sur le point de s'engager. Ce fut l'ambition du cabinet de Washington, favorisée par les déchiremens de la république mexicaine, et stimulée par des causes particulières à l'Union elle-même, qui en donna le signal; car la question se présenta d'abord sous une forme qu'elle devait conserver long-temps, celle de l'adjonction du Texas aux États-Unis.

Il y avait déjà huit ans que les Anglo-Américains s'étaient intro-

duits dans le Texas, quand les États-Unis entamèrent des négociations avec le gouvernement de Mexico, pour l'acquisition de cet immense territoire. Les ressources naturelles du pays, la beauté de son climat, la possibilité d'établir sur ses fleuves la navigation à la vapeur, étaient alors bien reconnues dans toute l'Union, et principalement dans les nouveaux états de l'ouest et du sud. Ces derniers avaient de fréquens rapports avec les colons du Texas, qui, pour la plupart, étaient sortis de leur sein; surchargés d'esclaves, ils voyaient dans l'acquisition du Texas un moyen d'écoulement pour le superflu de cette population noire qui perdait chaque jour chez eux de sa valeur, et dont ils ne pouvaient utiliser les bras en proportion de son accroissement. Le Texas, au contraire, offrait au travail esclave une carrière presque sans bornes, et pour ainsi dire inépuisable, non moins par son étendue que par le genre de cultures auquel la richesse de ses plaines vierges promettait le plus beau succès. En transportant leur frontière au Rio-Bravo-del-Norte, les États-Unis se seraient considérablement rapprochés des grands districts métallifères, et de plusieurs provinces du Mexique, dont la population, déjà ancienne, assez riche, et privée d'industrie, aurait assuré à leur commerce un précieux débouché. C'eût été enfin un pas de plus, et un grand pas vers la mer de Californie et l'Océan Pacifique, si laborieusement atteint, mais beaucoup plus au nord, par les âpres défilés des Montagnes Rocheuses, et les déserts sablonneux de leur revers occidental. Aussi, à la fin de 1829, et pendant les premiers mois de 1830, l'idée d'acquérir le Texas devint-elle très populaire dans le Tennessee, le Missouri, l'Arkansas, la Caroline du sud, la Virginie, et généralement dans tous les états à esclaves. Le bruit s'étant répandu alors que M. Poinsett, ministre des États-Unis à Mexico, négociait avec le gouvernement de cette république pour l'acquisition du Texas, les journaux de Baltimore, de Saint-Louis, de Charleston, s'emparèrent de la question, et favorisèrent ce projet avec une ardeur extraordinaire. Une suite d'articles sur ce sujet, publiés dans un journal du Missouri, et qui produisirent une vive impression, fut attribuée au colonel Benton, qui siége actuellement dans le sénat des États-Unis, où il s'est signalé par la véhémence de son zèle pour l'administration du général Jackson. D'autres articles dans le même sens furent écrits sous l'influence du gouverneur M'Duffie, de la Caroline du sud. On croyait d'ailleurs, et avec raison, que le nouveau président était personnellement favorable aux vues des états du sud et de l'ouest, sur le Texas. Défenseur de la Louisiane contre les

Anglais, en 1814, grand propriétaire et propriétaire d'esclaves dans le Tennessee, représentant des idées et des intérêts de l'immense vallée du Mississipi, qui est à elle seule un monde tout entier dans l'Union américaine, Jackson semblait destiné à étendre sur les anciens domaines de l'Espagne l'empire de cette race envahissante dont il partage les passions et les irrésistibles instincts.

Le pressentiment universel qui réservait à la présidence de Jackson l'acquisition du Texas par les États-Unis a été sur le point de se réaliser, et n'a pas été entièrement trompé, au moins en ce sens que le Texas n'appartient plus au Mexique, et que la politique du cabinet de Washington a prodigieusement favorisé de toutes manières, pendant les années 1835 et 1836, la révolution qui a livré cette province, non pas à la confédération, mais à la race anglo-américaine. Le peu de temps qu'il a fallu pour atteindre un si grand résultat prouve combien étaient puissans les motifs politiques et sociaux qui, dès 1829, poussaient une partie considérable des États-Unis à en poursuivre l'accomplissement. Ils avaient mis vingt ans à conquérir l'embouchure du Mississipi, dont leurs hommes d'état, non moins que l'instinct populaire, avaient, le lendemain de la révolution, jugé la possession indispensable à leur développement (1). Plus tard, quand leur force d'expansion est plus que doublée, ils ne mettent que six ou sept ans à prendre possession du Texas, d'une manière complète, quoique indirecte, par leurs formes de gouvernement, leurs institutions, leurs mœurs, leur langue, leurs enfans, leur industrie, les intérêts essentiels de leur nationalité.

Le bruit qui avait couru aux États-Unis, en 1829, de négociations entamées avec le Mexique pour la cession du Texas, était fondé. M. Poinsett, aujourd'hui ministre de la guerre à Washington, et alors, comme nous l'avons dit, représentant de son pays auprès de la république mexicaine, espérait peut-être réussir dans cette négociation difficile, grace à l'intimité de ses relations avec Zavala, qui était l'ame de l'administration du président Guerrero, et avec le parti des *Yorkinos* (2), que la révolution du mois de décembre 1828 avait porté aux affaires. Zavala venait d'obtenir lui-même d'immenses con-

(1) Voir *passim* dans la *Correspondance de M. de Lafayette avec ses amis d'Amérique*, antérieurement à la cession de la Louisiane aux États-Unis par le premier consul, et l'*Histoire de la Louisiane*, par M. Barbé-Marbois,

(2) Ces désignations d'*Yorkinos* et d'*Escoceces* ou Écossais se rapportaient à la franc-maçonnerie. Les partisans des idées démocratiques appartenaient à la loge ou rit d'York, ceux de l'aristocratie au rit écossais.

cessions de terrains au Texas, et pour leur donner quelque valeur, il devait désirer ou que cette province fût transférée aux États-Unis, ou que la colonisation par les Anglo-Américains s'opérât sur une très grande échelle. Le Mexique, menacé d'une invasion espagnole qui eut lieu effectivement dans le cours de l'année, se trouvait d'ailleurs en proie, comme toujours, à une extrême détresse financière, et pouvait être accessible à des propositions d'emprunt, de la part du cabinet de Washington, hypothéquées sur le Texas. « Cela nous arrondirait, disait alors M. Poinsett en parlant de l'acquisition de ce pays, et, si on voulait nous le vendre, je me ferais fort de l'acheter. » Mais quoi que ce diplomate actif et remuant dût se promettre d'un concours de circonstances aussi favorables, l'évènement ne répondit point à son attente.

Pendant que M. Poinsett sondait le terrain, la république mexicaine repoussait le dernier effort de l'Espagne contre son indépendance. Conçue dans les proportions les plus mesquines et misérablement conduite, l'entreprise de Barradas n'avait aucune chance de succès. La trahison seule aurait pu la faire réussir, et Santa-Anna ne trahit point. La misérable tentative des Espagnols échoua donc honteusement. On accusa les États-Unis de l'avoir favorisée, ce qui ne me paraît pas vraisemblable, et, dans l'exaltation du triomphe, tous les partis se prononcèrent en même temps contre les ambitieux projets du cabinet de Washington. Une autre circonstance vint ajouter aux défiances réciproques des deux gouvernemens. Le président Guerrero, pour faire face aux dangers de la situation et animer l'enthousiasme patriotique du peuple mexicain, en avait appelé aux sentimens de liberté, aux idées et aux passions révolutionnaires, qui l'avaient porté lui-même au pouvoir. M. Poinsett était démocrate; il s'était associé, d'une manière assez ostensible, à tous les mouvemens du parti des *Yorkinos*, opposé à la faction aristocratique ou écossaise; mais il n'était pas abolitionniste; et lorsque Guerrero, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance (15 septembre 1829), proclama l'abolition de l'esclavage dans toute la république, cette mesure le mécontenta beaucoup et inquiéta son gouvernement, à cause de la sensation qu'elle devait produire parmi la population noire des états à esclaves. Guerrero voulait faire plus encore. M. Poinsett apprit avec effroi qu'il songeait à se mettre en rapport avec le président de la république d'Haïti, pour soulever les esclaves de Cuba. Le ministre des États-Unis se trouva alors au Mexique dans une position très difficile. Le parti *écossais* ne lui pardonnait pas la

révolution du mois de décembre précédent, qui avait exclu de la présidence Gomez Pedraza. Le parti démocratique, au sein duquel il existait de grandes divisions, prenait au sérieux sa couleur libérale, et menaçait indirectement l'union anglo-américaine par le contre-coup de sa politique abolitionniste. Dans l'une et dans l'autre faction, le sentiment national se révolta instinctivement contre les prétentions du cabinet de Washington sur le Texas, et il est permis de croire que l'influence anglaise ne fut pas étrangère à cette manifestation universelle d'hostilité contre les États-Unis. Bientôt le vainqueur des Espagnols, Santa-Anna, qui était l'idole du jour, exigea la destitution de Zavala, son ennemi, de Zavala, qui est mort citoyen du Texas, et il demanda en même temps le renvoi de M. Poinsett. L'opinion publique fut encore animée contre les États-Unis par la publication d'une correspondance du général Bravo avec M. Bustamente, sur ce qu'on avait à craindre de leur ambition. Les commentaires offensans sur le caractère mexicain, que les journaux du sud et de l'ouest de l'Union, partisans de l'acquisition du Texas, joignirent à leurs articles sur ce sujet, dans les derniers mois de 1829, ne purent qu'exaspérer davantage, et ce sentiment général fit explosion, d'une manière pour ainsi dire officielle, dans un mémoire présenté au congrès mexicain par le secrétaire d'état, à la fin de cette même année. Je citerai ici un extrait de ce document, parce qu'il jette un grand jour sur l'histoire morale de la lutte soutenue pendant quelques années entre la race espagnole du Mexique et la race anglo-américaine pour la possession du Texas.

« Les Américains du Nord, dit le secrétaire d'état mexicain, commencent par s'introduire dans le pays qu'ils convoitent, sous prétexte d'opérations commerciales ou de colonisation, avec ou sans l'autorisation du gouvernement auquel il appartient. Ces colonies grandissent, se multiplient, deviennent bientôt l'élément principal de la population; et aussitôt ce fondement posé, les Américains du Nord commencent à élever des prétentions qu'il est impossible d'admettre, qui ne soutiennent pas une discussion sérieuse, et qui sont basées, par exemple, sur des faits historiques contestés par tout le monde, comme les voyages de Lasalle, dont la fausseté est maintenant reconnue, mais qu'ils n'en invoquent pas moins à l'appui de leurs prétendus droits sur le Texas. Ces opinions extravagantes sont d'abord présentées au monde par des écrivains inconnus, et le travail que d'autres s'imposent pour chercher des preuves et pour établir leurs argumens, ceux-là l'évitent au moyen d'assertions hardies qui, au

lieu de prouver la bonté de la cause, ne sont destinées qu'à faire comprendre à leurs concitoyens les avantages du succès. Leurs manœuvres dans le pays qu'ils veulent acquérir se manifestent ensuite par l'arrivée d'explorateurs qui s'y établissent la plupart, sous prétexte que leur résidence ne préjuge pas la question du droit de souveraineté. Ces *pionniers* excitent peu à peu des mouvemens qui troublent l'état politique du territoire en litige; puis viennent des mécontentemens et des collisions calculés de manière à fatiguer la patience du légitime propriétaire, et à diminuer les avantages de la possession. Quand les choses en sont arrivées à ce point, ce qui est précisément le cas du Texas, alors commence le travail de la diplomatie. L'inquiétude qu'ils ont excitée dans le pays, les intérêts des nouveaux colons, les révoltes qu'ils provoquent parmi les aventuriers et les sauvages, l'obstination avec laquelle ils soutiennent leurs prétentions à la propriété du territoire, deviennent le sujet de notes où la modération et la justice ne sont respectées que dans les mots, jusqu'à ce que, grâce à des incidens qui ne manquent jamais de se présenter dans le cours de pareilles négociations, il se conclue un arrangement aussi onéreux pour une des deux parties que favorable à l'autre.

« Et quand les États-Unis ont réussi de cette façon à introduire leurs citoyens en majorité dans le pays qu'ils convoitent, ils profitent généralement, pour faire valoir leurs prétendus droits, du moment où leur adversaire est plongé dans les plus grands embarras. Telle est la politique dont ils ont commencé à user pour l'affaire du Texas. Leurs journaux se sont mis à discuter le droit qu'ils s'imaginent avoir à la souveraineté de cette province jusqu'au Rio-Bravo-del-Norte. On imprime et l'on répand de tous côtés de petits pamphlets sur la convenance de son acquisition. Il y a des gens qui proclament tout simplement que la Providence a fixé elle-même le Rio-Bravo pour limite respective des deux républiques, ce qui a fait accuser les États-Unis, par un auteur anglais, de vouloir rendre la Providence complice de leurs usurpations. Mais ce qui est bien remarquable, c'est qu'ils ont engagé cette discussion avec nous aussitôt qu'ils nous ont vus occupés à repousser l'invasion espagnole, dans la persuasion que nous ne pourrions de long-temps songer à aucun autre ennemi. »

On voit que le gouvernement mexicain comprenait parfaitement, dès cette époque, le danger dont il était menacé par la multiplication rapide des colons anglo-américains dans le Texas. Déjà leur dévorante activité étendait ses spéculations au-delà des bornes de cette

province. Le fils de Moses Austin avait obtenu de chacun des états que traverse le Rio-Bravo le privilége exclusif d'établir sur ce beau fleuve la navigation à vapeur. Il se promettait de remonter à son premier voyage jusqu'à Chihuahua, et il ne doutait point de pouvoir un jour atteindre Santa-Fé, capitale du Nouveau-Mexique. Le succès de cette gigantesque entreprise aurait livré au capitaine Austin et à ses compatriotes le commerce des provinces septentrionales de la confédération mexicaine, et bientôt l'état de Santa-Fé aurait subi une double invasion, celle des habitans du Missouri par le nord-est, et celle des colons du Texas par le midi. Alarmé de ces projets ambitieux, qui se produisaient si hardiment au grand jour, le nouveau gouvernement de Mexico, dirigé par M. Alaman après la chute du président Guerrero, prit le parti de maintenir sa souveraineté sur le Texas en prohibant toute émigration ultérieure des Anglo-Américains. La loi rendue à cet effet par le congrès est du 6 avril 1830. La suite des évènemens prouvera qu'il était trop tard, et qu'on avait fermé les portes de la place quand déjà l'ennemi s'était introduit en force dans les murs. D'ailleurs, il est peu probable que la loi du 6 avril ait suffi pour arrêter l'irrésistible courant de l'émigration. Rien n'est plus rare dans l'Amérique espagnole que le respect de la loi. C'est depuis long-temps, dans l'ordre politique comme dans l'ordre civil, la terre classique de l'anarchie. Institutions, régime électif, représentation nationale, liberté de la presse, justice et tribunaux, ne sont que de pures fictions dans ces républiques, où le caprice d'un régiment et la mauvaise humeur d'un général bouleversent le pays tous les ans au moins une fois. Il serait donc fort étonnant que, depuis le mois d'avril 1830 jusqu'à la révolution de 1836, les Anglo-Américains de la Louisiane, de l'Arkansas et des autres états voisins, eussent regardé le Texas comme une terre sacrée, et se fussent religieusement abstenus d'y pénétrer. Je tiens au contraire pour avéré que la colonisation y a marché son train, sous l'œil inquiet et l'impuissante surveillance de quelques garnisons mal payées, jetées aux deux extrémités de la province.

La résistance que rencontrèrent, dans les dispositions du Mexique tout entier, à la fin de 1829, les projets avoués du cabinet de Washington sur le Texas, ne fut probablement pas la seule qui le força d'en ajourner l'exécution et de recourir à d'autres moyens pour atteindre son but essentiel. Outre l'inquiétude qui se manifesta immédiatement au sein des états du nord de l'Union, le gouvernement mexicain trouva encore un puissant appui dans la politique de l'An-

gleterre, jalouse de la grandeur croissante des États-Unis. M. Huskisson, dans le cours d'une discussion sur les affaires de l'Espagne et du Mexique, dénonça au parlement les manœuvres du cabinet de Washington pour séparer le Texas de la confédération mexicaine. Il rappela combien l'acquisition des Florides par les États-Unis avait alarmé la Grande-Bretagne pour la sécurité de ses possessions dans les Indes occidentales; puis, révélant un projet auquel il est permis de croire que l'ambition anglaise n'a pas renoncé, il dit que le Mexique devait être maintenu en possession du Texas, puisque l'opposition du cabinet de Washington avait fait échouer les négociations de l'Angleterre avec l'Espagne, pour en obtenir la cession de Cuba. Les États-Unis n'ont pas absorbé le Texas; mais le Texas est aujourd'hui indépendant du Mexique, et la race anglo-américaine y domine. L'esclavage, dont l'Angleterre poursuit l'abolition dans le monde entier, soit par intérêt, soit par philanthropie, a jeté de profondes racines dans cette nouvelle république, et le gouvernement anglais en témoigne son mécontentement par une singulière obstination à ne point la reconnaître. Faudra-t-il, selon le système de compensation développé par M. Huskisson, que, pour se consoler de l'indépendance du Texas, la Grande-Bretagne se fasse céder Cuba par l'Espagne nécessiteuse et obérée?

FRÉDÉRIC-LECLERC.

(*La seconde partie à un prochain n°.*)

SANTA-ROSA.

A M. LE PRINCE DE LA CISTERNA.[1]

Mon cher ami,

Le temps a presque emporté le souvenir de la courte révolution piémontaise de 1821, et celui du personnage qui joua dans cette révolution le principal rôle. Cet oubli n'a rien d'injuste. Pour durer dans la mémoire des hommes, il faut avoir fait des choses qui durent. Ce n'est point seulement par faiblesse, comme on le croit, que les hommes adorent le succès; il est à leurs yeux le symbole des plus grandes vertus de l'ame, et de la première de toutes, je veux dire cette forte sagesse qui ne s'engage dans aucune entreprise sans en avoir pesé toutes les chances, et sans s'être assurée qu'elle ne contient rien qui puisse rendre vaine la constance et l'énergie. Le plus brillant courage contre l'impossible touche peu, et les plus héroï-

(1) Cet écrit, comme on le verra, n'avait pas été destiné au public. Il avait été composé pour M. le prince de la Cisterna, au plus fort d'une maladie, à laquelle M. Cousin est heureusement échappé. M. de la Cisterna a cru accomplir un dernier devoir envers la mémoire de M. de Santa-Rosa en permettant de publier cet écrit, auquel l'auteur n'a rien changé.

ques sacrifices perdent en quelque sorte leur prix au service de l'imprudence. Sans doute, le vrai but de la révolution piémontaise n'avait pas été le brusque établissement d'un gouvernement constitutionnel, comme celui de l'Angleterre et de la France nouvelle, dans un pays qui en est encore au XVIIe siècle. Cette révolution n'était autre chose qu'un mouvement militaire tenté pour arrêter l'Autriche au moment où elle allait passer le Pô, étouffer le soulèvement napolitain, et dominer l'Italie. La grande, l'inexcusable faute des chefs de ce mouvement militaire est d'avoir mis sur leur drapeau, par une condescendance mal entendue, la devise d'un libéralisme excessif et étranger, dont l'inévitable effet devait être de diviser les esprits, de mécontenter la noblesse, en qui résidaient la fortune et la puissance, et d'inquiéter la royauté. Et puis, le succès d'une prise d'armes de la maison de Savoie contre l'Autriche était à deux conditions : 1° que la France, si elle ne soutenait pas ouvertement ce mouvement, ne le contrarierait pas, et même le servirait sous main; 2° que l'armée napolitaine résisterait au moins quelques mois. Or, ces deux conditions devaient manquer. En 1821, le gouvernement français inclinait déjà vers la réaction fatale qui aboutit promptement au ministère de M. de Villèle, et plus tard aux ordonnances de juillet; et tout ce qu'il y avait en Piémont de militaires expérimentés savait bien qu'il était chimérique de compter sur l'armée napolitaine. La révolution piémontaise était donc condamnée à ne point réussir; elle a fait le plus grand mal à ce petit pays, qui doit tout à la sagesse mêlée à l'audace, et qui ne peut grandir et s'accroître que par les mêmes moyens, qui depuis trois siècles l'ont fait ce qu'il est devenu. Placée entre l'Autriche et la France, la maison de Savoie ne s'est élevée qu'en servant tour à tour l'une contre l'autre, et en n'ayant jamais qu'un seul ennemi à la fois. La monarchie piémontaise est l'ouvrage de la politique; la politique seule peut la maintenir. Peu s'en est fallu que la révolution de 1821 ne la détruisît. Un roi respecté abdiquant la couronne, l'héritier du trône compromis et presque prisonnier, la fleur de la noblesse exilée, le premier général de l'Italie, l'orgueil et l'espoir de l'armée, le général Giflenga, à jamais en disgrace; vous, mon cher ami, destiné par votre naissance, votre fortune, et surtout par votre caractère et vos lumières, à représenter si utilement le Piémont à Paris ou à Londres, condamné à l'inaction pour toute votre vie peut-être; des officiers tels que MM. de Saint-Marsan, de Lisio et de Collegno réduits à briser leur épée; enfin celui qui vous surpassait tous, permettez-moi de le dire, celui dont l'ame héroïque

mieux dirigée, et le talent supérieur mûri par l'expérience, auraient pu donner à la patrie piémontaise et à la maison de Savoie le ministre le plus capable de conduire ses destinées, M. de Santa-Rosa, proscrit, errant en Europe et allant mourir en Grèce dans un combat peu digne de lui : tels sont les fruits amers de l'entreprise à la fois la plus noble et la plus imprudente. L'Europe se souvient à peine qu'il y a eu en Piémont un mouvement libéral en 1821 ; ceux qui ont l'instinct du beau distinguèrent dans ce bruit passager quelques paroles qui révélaient une grande ame; le nom de Santa-Rosa retentit un moment; un peu plus tard, ce nom reparut dans les affaires de la Grèce, et on apprit que le même homme qui s'était montré avec une ombre de grandeur dans sa courte dictature de 1821, s'était fait tuer bravement en 1825 en défendant l'île de Sphactérie contre l'armée égyptienne; puis il s'est fait un profond silence, un silence éternel, et le souvenir de Santa-Rosa ne vit plus que dans quelques ames dispersées à Turin, à Paris et à Londres.

Je suis une de ces ames; mes relations avec Santa-Rosa ont été bien courtes, mais intimes. Plus d'une fois j'ai été tenté d'écrire sa vie, cette vie moitié romanesque, moitié héroïque; j'y ai renoncé. Je ne viens point disputer à l'oubli le nom d'un homme qui a manqué sa destinée; mais plusieurs personnes, et vous en particulier, qui portez un intérêt pieux à sa mémoire, vous m'avez souvent demandé de vous raconter par quelle aventure moi, professeur de philosophie, entièrement étranger aux évènemens du Piémont, j'avais été lié si étroitement avec le chef de la révolution piémontaise, et quels ont été mes rapports véritables avec votre cher et infortuné compatriote. Je viens faire ce que vous désirez. Je m'abstiendrai de toutes considérations générales, politiques et philosophiques. Il ne s'agira que de lui et de moi. Ce n'est point ici une composition historique, c'est un simple tableau d'intérieur tracé pour quelques amis fidèles, pour réveiller quelques sympathies, réchauffer quelques souvenirs, et servir de texte à quelques tristes conversations dans un cercle de jour en jour plus resserré. Le public, je le sais, est indifférent et doit l'être à ces détails tout-à-fait domestiques entre deux hommes dont l'un est depuis long-temps oublié et l'autre le sera bientôt; mais dans cette longue maladie qui me consume, et dans la sombre inaction à laquelle elle me condamne, j'éprouve un charme mélancolique à revenir sur ces jours à jamais évanouis; j'aime à rattacher ma vie languissante à cet épisode animé de ma jeunesse. J'évoque un moment devant moi l'ombre de notre ami avant d'aller le rejoindre : tristes

pages écrites, pour ainsi dire, entre deux tombeaux et destinées elles-mêmes à mourir entre vos mains.

Dans le mois d'octobre 1821, suspendu de mes fonctions de professeur suppléant de l'histoire de la philosophie moderne à la Faculté des lettres, et menacé dans mon enseignement de l'école normale, qui elle-même fut bientôt supprimée, confiné dans une humble retraite située à côté du jardin du Luxembourg, j'avais été, pour surcroît de disgrace, à la suite d'un travail opiniâtre sur les manuscrits inédits de Proclus, atteint d'un violent accès de cette maladie de poitrine qui pendant toute ma jeunesse effrayait ma famille et mes amis. J'étais à peu près dans l'état où vous me voyez aujourd'hui. Je ne sais comment alors il me tomba sous la main une brochure intitulée : *De la Révolution piémontaise,* ayant pour épigraphe ce vers d'Alfieri : *Sta la forza per lui, per me sta il vero.* Mon voyage en Italie dans l'été et l'automne de 1820, mon attachement à la cause libérale européenne, le bruit des dernières affaires du Piémont et de Naples, m'intéressaient naturellement à cet écrit ; et pourtant malade, fuyant toute émotion vive, surtout toute émotion politique, je ne lus cette brochure que comme on lirait un roman, sans y chercher autre chose qu'une distraction à mes ennuis et le spectacle des passions humaines. J'y trouvai en effet un véritable héros de roman dans le chef avoué de cette révolution, le comte de Santa-Rosa. La figure de cet homme domine tellement les évènemens de ces trente jours, que seule elle me frappa. Je le vis d'abord, partisan du système parlementaire anglais, ne demander pour son pays que le gouvernement constitutionnel, deux chambres, même une pairie héréditaire ; puis, quand le fatal exemple des Napolitains et l'adoption de la constitution espagnole eurent entraîné tous les esprits, ne plus s'occuper que d'une seule chose, la direction militaire de la révolution, et, porté par les circonstances à une véritable dictature, déployer une énergie que ses ennemis eux-mêmes ont admirée, sans s'écarter un seul moment de cet esprit de modération chevaleresque si rare dans les temps de révolution. Je me rappelle encore et je veux reproduire ici l'ordre du jour qu'il publia le 23 mars 1821, au moment même où la cause constitutionnelle semblait désespérée :

« Charles-Albert de Savoie, prince de Carignan, revêtu par sa majesté Victor-Emmanuel de l'autorité de régent, m'a nommé, par son décret du 21 de ce mois, régent du ministère de la guerre et de la marine.

« Je suis donc une autorité légitimement constituée, et il est de mon devoir, dans les terribles circonstances où se trouve la patrie, de faire entendre à mes compagnons d'armes la voix d'un sujet affectionné à son roi et d'un loyal Piémontais.

« Le prince régent a abandonné la capitale la nuit du 21 au 22 de ce mois, sans en prévenir la junte nationale ni ses propres ministres.

« Qu'aucun Piémontais n'accuse les intentions d'un prince dont le cœur libéral, dont le dévouement à la cause italienne ont été jusqu'ici l'espoir de tous les gens de bien. Un petit nombre d'hommes, déserteurs de la patrie et serviteurs de l'Autriche, ont sans doute trompé, par un odieux tissu de mensonges, un jeune prince qui n'a point l'expérience des temps orageux.

« Une déclaration, signée par le roi Charles-Félix, a paru en Piémont; mais un roi piémontais au milieu des Autrichiens, nos inévitables ennemis, est un roi captif : rien de ce qu'il dit ne peut ni ne doit être regardé comme venant de lui. Qu'il nous parle sur un sol libre, et nous lui prouverons alors que nous sommes ses enfans.

« Soldats piémontais, gardes nationales, voulez-vous la guerre civile? voulez-vous l'invasion des étrangers, la dévastation de vos campagnes, l'incendie, le pillage de vos villes et de vos villages? Voulez-vous perdre votre gloire, souiller vos enseignes? Continuez. Que des Piémontais armés se lèvent contre des Piémontais armés? que des poitrines de frères heurtent des poitrines de frères?

« Commandans des corps, officiers, sous-officiers et soldats, il n'y a plus qu'un moyen de salut : ralliez-vous à vos drapeaux, entourez-les, saisissez-les, et courez les planter sur les rives du Tésin et du Pô. Le pays des Lombards vous attend, ce territoire qui dévorera ses ennemis à l'aspect de votre avant-garde. Malheur à celui que des opinions différentes sur les institutions de son pays éloigneraient de cette résolution nécessaire! il ne mériterait point de conduire des soldats piémontais, ni l'honneur d'en porter le nom.

« Compagnons d'armes, cette époque est européenne. Nous ne sommes point abandonnés : la France aussi soulève sa tête trop humiliée sous le joug du cabinet autrichien, elle va nous tendre une main puissante.

« Soldats et gardes nationales, des circonstances extraordinaires exigent des résolutions extraordinaires. Si vous hésitez, plus de patrie, plus d'honneur, tout est perdu. Pensez-y, et faites votre devoir, la junte et les ministres feront le leur. Votre énergique main rendra

son premier courage à Charles-Albert, et le roi Charles-Félix vous remerciera un jour de lui avoir conservé son trône. »

Enfin, quand tout fut perdu, Santa-Rosa négocia avec M. le comte de Mocenigo, ministre de Russie auprès de la cour de Turin, pour obtenir une pacification générale, à la condition d'une amnistie et de quelques améliorations intérieures, offrant, à ce prix, de renoncer à l'amnistie pour lui-même et pour les autres chefs constitutionnels, et de se bannir volontairement, pour mieux assurer la paix et le bonheur de la patrie.

Cette noble conduite me frappa vivement, et pendant quelques jours je répétais à tous mes amis : Messieurs, il y avait un homme à Turin! Mon admiration redoubla quand on m'apprit que le héros de ce livre en était aussi l'auteur. Je ne pus me défendre d'un sentiment de respect en voyant dans le défenseur d'une révolution malheureuse cette absence de tout esprit de parti, cette loyauté magnanime qui rend justice à toutes les intentions, et dans les douleurs les plus poignantes de l'exil ne laisse percer ni récriminations injustes, ni amers ressentimens. L'enthousiasme pour une noble cause porté jusqu'au dernier sacrifice, et en même temps une modération pleine de dignité, sans parler du rare talent marqué à toutes les pages de cet écrit, composaient à mes yeux un de ces beaux caractères cent fois plus intéressans pour moi que les deux révolutions de Naples et de Piémont; car si en moi le philosophe cherche dans les évènemens contemporains le mouvement des principes éternels et leur manifestation visible, l'homme aussi ne cherche pas avec moins d'ardeur l'humanité dans les choses humaines. Et quel trait plus admirable d'un caractère humain que l'union de la modération et de l'énergie! Cet idéal que j'avais tant rêvé semblait se présenter à moi dans M. de Santa-Rosa. On me dit qu'il était à Paris; je voulus le connaître, et un de mes amis d'Italie me l'amena un matin. Je venais de cracher du sang, et les premières paroles que je lui dis furent celles-ci : « Monsieur, vous êtes le seul homme que, dans mon état, je désire connaître encore. » Combien de fois depuis nous sommes-nous rappelé cette première entrevue, moi mourant, lui condamné à mort, caché sous un nom étranger, sans ressources et presque sans pain! Sans insister sur les détails de notre conversation, il me suffira de vous dire que je trouvai plus encore que je n'avais attendu. A sa mine, à sa démarche, dans toutes ses paroles, je reconnus aisément le feu et l'énergie de l'auteur de la proclamation du 23 mars, et en

même temps ma triste santé parut lui inspirer une compassion affectueuse qui se marquait à tout moment par les soins les plus aimables. En me voyant dans cet état critique, il s'oublia lui-même et ne pensa plus qu'à moi. Notre longue conversation, dont il fit tous les frais, m'ayant ému et laissé très faible, le soir il revint savoir de mes nouvelles, puis il revint le lendemain, puis le lendemain encore, et, au bout de quelques jours, nous étions l'un pour l'autre comme si nous avions passé toute notre vie ensemble. Le nom qu'il avait pris était celui de Conti; il était logé tout près de moi, rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel, vis-à-vis la rue Racine, dans une chambre garnie bien près des toits, avec un de ses amis de Turin qui, sans sans avoir pris aucune part à la révolution et sans être compromis, avait quitté volontairement son pays pour le suivre. Quel est donc cet homme avec lequel on préfère l'exil aux douceurs de la patrie et de la famille? Il est impossible d'exprimer le charme de son commerce. Ce charme était pour moi, je le répète, dans l'union de la force et de la bonté. Je le voyais toujours prêt, à la moindre lueur d'espérance, à s'engager dans les entreprises les plus périlleuses, et je le sentais heureux de passer obscurément sa vie à soigner un ami souffrant. Son cœur était un foyer inépuisable de sentimens affectueux. Il était bon jusqu'à la tendresse pour tout le monde. Rencontrait-il dans la rue, en venant chez moi, quelque malheureux? il partageait avec lui le denier du pauvre. Son hôtesse, une vieille femme que je vois encore, était-elle un peu malade? il la soignait comme s'il eût été de sa famille. Quelqu'un avait-il besoin de ses conseils? il les prodiguait, et tout cela par un instinct irrésistible dont il n'avait pas même la conscience. Aussi était-il impossible de le connaître sans l'aimer. Je doute que jamais créature humaine, même une femme, ait été autant aimée. Il avait à Turin un ami auquel il avait pu confier sa femme et ses enfans, et un autre l'avait accompagné dans l'exil. Voici du sentiment qu'il inspirait une preuve bien frappante. Autrefois, tout enfant, servant à l'armée des Alpes, dans le régiment de son père, on lui avait donné pour camarade un enfant de son pays, qui, depuis, avait quitté l'armée et le Piémont, et avait perdu de vue son jeune maître; mais il lui en était resté un souvenir profond, et un jour, dans son grenier de la rue des Francs-Bourgeois, le noble comte, tombé dans la misère, avait vu arriver tout à coup le pauvre Bossi, limonadier à Paris, qui ayant appris par les journaux les aventures de son jeune officier, n'avait pas eu de repos qu'il n'eût découvert sa demeure, et il venait lui offrir ses économies. Plus

tard, combien de fois, en me rendant le matin à la prison de Santa-Rosa, n'ai-je pas trouvé à la porte de la salle Saint-Martin Bossi ou sa femme avec un panier de fruits, attendant des heures entières qu'on leur ouvrît la porte, se glissant avec moi et remettant leur offrande au prisonnier avec le respect d'un ancien serviteur et la tendresse d'un véritable ami!

Depuis la fin d'octobre 1821 jusqu'au 1er janvier 1822, nous vécûmes ensemble dans la plus douce et la plus profonde intimité. Pendant tout le jour, jusqu'à cinq ou six heures du soir, il restait dans sa petite chambre de la rue des Francs-Bourgeois, occupé à lire et aussi à préparer un ouvrage sur les gouvernemens constitutionnels au XIXe siècle. Après son dîner, et la nuit venue, il sortait de sa cellule, gagnait la rue d'Enfer, où je demeurais, et passait la soirée avec moi jusqu'à onze heures ou minuit. De mon côté, j'avais arrangé ma vie à peu près comme lui : je passais la journée dans les médicamens et dans Platon ; le soir je fermais mes livres et recevais mes amis. Santa-Rosa avait la passion de la conversation, et il causait à merveille; mais j'étais si languissant et si faible, que je ne pouvais supporter l'énergie de sa parole. Elle me donnait la fièvre et une excitation nerveuse qui se terminait par des abattemens et presque des défaillances. Alors l'homme énergique, à la voix ardente, faisait place à la créature la plus affectueuse. Combien de nuits n'a-t-il pas passées au chevet de mon lit avec ma vieille gouvernante! Dès que j'étais mieux, il se jetait tout habillé sur un sofa, et malgré ses chagrins, avec sa bonne conscience et une santé incomparable, il s'endormait en quelques minutes jusqu'à la pointe du jour.

Je dois faire ici son portrait. Santa-Rosa avait à peu près quarante ans; il était d'une taille moyenne, environ cinq pieds deux pouces. Sa tête était forte, le front chauve, la lèvre et le nez un peu trop gros, et il portait ordinairement des lunettes. Rien d'élégant dans les manières; un ton mâle et viril sous des formes d'ailleurs infiniment polies. Il était loin d'être beau; mais sa figure, quand il s'animait, et il était toujours animé, avait quelque chose de si passionné, qu'elle en devenait intéressante. Ce qu'il y avait de plus remarquable en lui était une force de corps extraordinaire. Ni grand ni petit, ni gros ni maigre, c'était un véritable lion pour la vigueur et pour l'agilité. Pour peu qu'il cessât de s'observer, il ne marchait pas, il bondissait. Il avait des muscles d'acier, et sa main était un étau où il enchaînait les plus robustes. Je l'ai vu lever, presque sans effort, les tables les plus pesantes. Il était capable de supporter les plus

longues fatigues, et il semblait né pour les travaux de la guerre. Il aimait passionnément ce métier. Il avait été capitaine de grenadiers, et personne n'avait plus reçu que lui de la nature, au physique comme au moral, ce qui fait le vrai soldat. Son geste était animé, mais sérieux; toute sa personne et son seul aspect donnaient l'idée de la force.

Je n'ai jamais vu de plus touchant spectacle que celui de cet homme si fort, qui avait tant besoin d'air pour dilater sa poitrine, de mouvement pour exercer ses membres robustes et son inépuisable activité, se métamorphosant en une véritable sœur de charité, tantôt silencieux, tantôt gai, retenant sa parole et presque son souffle pour ne pas ébranler la frêle créature à laquelle il s'intéressait. La bonté de la faiblesse n'est guère séduisante, car on se dit : C'est peut-être de la faiblesse encore; mais la tendresse de la force a un charme presque divin.

Nous avions au fond les mêmes opinions, et il n'a pas peu contribué à m'affermir dans mes bonnes croyances. Comme moi, il était profondément constitutionnel, ni servile ni démocrate, sans envie et sans insolence. Il n'avait aucune ambition ni de fortune ni de rang, et le bien-être matériel lui était indifférent; mais il avait l'ambition de la gloire. De même en morale il chérissait sincèrement la vertu, il avait le culte du devoir, mais aussi le besoin d'aimer et d'être aimé, et l'amour ou une amitié tendre était nécessaire à son cœur. En religion, il passait en Italie pour un homme d'une grande piété, et en effet, il était plein de respect pour le christianisme, dont il avait fait une étude attentive. Il était même un peu théologien. Il me racontait qu'en Suisse il argumentait contre les théologiens protestans, et défendait le catholicisme; mais sa foi n'était pas celle de Manzoni, et je n'ai guère vu au fond de son cœur plus que la foi du vicaire savoyard. Avide de comprendre et de savoir, d'ailleurs rattachant tout à la politique, il dévorait dans mes livres tout ce qui tenait à la morale et à la pratique. Quoique libéral, ou plutôt parce qu'il l'était véritablement, il redoutait l'influence des déclamations prétendues libérales, et en voyant la foi religieuse s'affaiblir dans la société européenne, il sentait d'autant plus le besoin d'une philosophie morale, noble et élevée. Il possédait naturellement la bonne métaphysique dans une ame généreuse bien cultivée. Personne au monde ne m'a tant encouragé et soutenu dans ma carrière philosophique. Mes desseins étaient devenus les siens, et s'il fût resté en France, il aurait donné à la bonne cause philosophique, dans ses applications morales

et politiques, un excellent écrivain de plus, un organe ferme, élevé, persuasif.

Sans doute, son esprit n'était pas celui d'un homme de lettres ni d'un philosophe, mais d'un militaire et d'un politique. Il avait l'esprit juste et droit comme le cœur; il détestait les paradoxes, et dans les matières graves, les opinions hasardées, arbitraires, personnelles, lui inspiraient une profonde répugnance. Il me gourmandait souvent sur plusieurs de mes opinions, et me ramenait sans cesse des sentiers étroits et périlleux des théories personnelles à la grande route du sens commun et de la conscience universelle. Il n'avait ni étendue ni originalité dans la pensée, mais il sentait avec profondeur et énergie, et il s'exprimait, parlait, écrivait avec gravité et avec émotion. Son ouvrage sur la révolution piémontaise a des pages véritablement belles. Et c'était là son coup d'essai! que n'eût-il pas fait s'il eût vécu?

En politique, ce prétendu révolutionnaire était d'une modération telle que, s'il eût été en France à la chambre des députés à cette époque, à la fin de 1821, il eût siégé entre M. Royer-Collard et M. Lainé. Mes amis et moi nous étions alors assez mal traités par le ministère de M. de Richelieu, et nous n'étions pas toujours justes envers lui. Santa-Rosa, avec sa gravité accoutumée, réprimait mes vivacités et s'étonnait de celles de mes plus sages amis. Je me souviens qu'un soir, étant chez moi avec M. Humann et M. Royer-Collard, il assista à une discussion sérieuse sur ce qu'il fallait faire dans les circonstances présentes, s'il fallait laisser vivre le ministère Richelieu, que défendaient M. Pasquier, M. Lainé, M. Dessolles, ou s'il fallait le détruire en s'alliant avec le côté droit, conduit par MM. Corbière et Villèle. M. Royer-Collard pensait que si MM. Corbière et de Villèle arrivaient aux affaires, ils n'en auraient pas pour six mois; et le ministère Richelieu renversé, il voyait derrière MM. de Villèle et Corbière le prompt triomphe de la cause libérale. C'était là une perspective bien séduisante pour un proscrit comme Santa-Rosa. Dans six mois, après un pouvoir violent et éphémère, un ministère libéral qui eût au moins adouci l'exil des réfugiés piémontais, et, en me tirant de disgrace moi et mes amis, ouvert à Santa-Rosa un avenir en France! Avec quel respect n'entendis-je pas le noble proscrit m'inviter à m'opposer de toutes mes forces à une manœuvre de parti qu'il qualifiait sévèrement : — Ne prenez pas garde à moi, me disait-il, je deviendrai ce que je pourrai; vous, faites votre devoir : votre devoir de bon citoyen est de ne pas combattre un ministère qui est votre dernière ressource contre la faction ennemie de tout progrès et de

toute lumière! Il n'est pas permis de faire le mal dans l'espérance du bien; vous n'êtes pas sûr de renverser plus tard MM. de Corbière et Villèle, et vous êtes sûr de faire le mal en leur livrant le pouvoir. — Pour moi, si j'étais député, j'essaierais de donner de la force au ministère Richelieu contre la cour et le côté droit. Mon opinion était celle de Santa-Rosa. Elle ne prévalut pas, et ce jour-là il fut commis une faute qui a pesé sept ans sur la France. Le ministère Richelieu fut renversé, MM. de Corbière et Villèle arrivèrent au pouvoir, et ils y demeurèrent jusqu'en 1827.

Mais les mauvais jours s'avançaient pour la France. Quand le ministère de M. de Villèle eut remplacé celui de M. de Richelieu, la faction qui occupait le pouvoir, en même temps qu'elle attaquait en France, une à une, toutes les libertés et toutes les garanties, resserrait de plus en plus avec l'étranger son ancienne alliance, et les polices de Piémont et de France s'entendirent pour poursuivre et tourmenter les réfugiés. Ils étaient à Paris sous des noms supposés, et en général ils vivaient tranquilles et retirés. La nouvelle police, dirigée par MM. Franchet et de Laveau, se fit une religion de satisfaire les ressentimens et les peurs de la cour de Turin; au lieu de surveiller, ce qui était son devoir et son droit, elle persécuta. Santa-Rosa reçut l'avis que la police était sur ses traces et qu'on voulait l'arrêter. Une fois arrêté, il pouvait être livré au Piémont, et la sentence de mort rendue contre lui et ses amis pouvait être exécutée. Je pensai qu'il fallait laisser passer le premier orage, et je ménageai à Santa-Rosa une retraite à Auteuil, dans la maison de campagne d'un de mes amis, M. Viguier. Nous nous y établîmes tous les deux, et y vécûmes pendant les premiers mois de 1822, ne recevant presque aucune visite, et ne sortant pas même de l'enceinte du jardin. Je continuais ma traduction de Platon, lui ses recherches sur les gouvernemens constitutionnels. C'est là, dans ces longues causeries des soirées d'hiver, que Santa-Rosa me raconta toute sa vie extérieure et intérieure, et la parfaite vérité, ou, si l'on peut s'exprimer ainsi, le dessous des cartes de la révolution piémontaise.

Il était né le 18 novembre 1783, à Savigliano, ville du Piémont méridional, d'une bonne famille, mais dont la noblesse était récente. Son père, le comte de Santa-Rosa, était un militaire qui fit les premières guerres du Piémont contre la révolution française, et emmena avec lui à l'armée son fils Sanctorre, dès l'âge de neuf à dix ans. Si le père eût vécu, la carrière du fils était décidée; mais le comte de Santa-Rosa fut tué à la bataille de Mondovi, à la tête du régiment

de Sardaigne, dont il était colonel, et plus tard les victoires de Napoléon et la soumission du Piémont mirent fin à la carrière militaire du jeune Sanctorre. Il se retira dans sa famille, à Savigliano, et, moitié dans cette ville, moitié à Turin, il fit de très bonnes études classiques avec plusieurs condisciples, depuis fort connus dans les lettres, sous le célèbre abbé Valpersga de Caluso. Le nom de sa famille était si respecté dans sa province, et lui-même le portait si bien, qu'à l'âge de vingt-quatre ans il fut élu par ses concitoyens maire de Savigliano, et il passa plusieurs années de sa jeunesse dans ces fonctions, où il acquit l'habitude des affaires civiles. Mais ce n'était pas là une carrière pour un homme sans fortune. On lui persuada donc, malgré ses répugnances, d'entrer dans l'administration française, qui gouvernait alors le Piémont; il fut fait sous-préfet de la Spezia, état de Gênes, et il exerça ces fonctions pendant les années 1812, 1813 et 1814 jusqu'à la restauration. Santa-Rosa salua avec enthousiasme le retour de la maison de Savoie, et, en 1815, croyant que l'arrivée de Napoléon à Paris, pendant les cent jours, susciterait une longue guerre, il quitta le service civil pour le service militaire, et fit la très petite campagne de 1815 comme capitaine dans les grenadiers de la garde royale. Puis, tout étant rentré dans le repos après la chute de Napoléon, il quitta encore une fois la carrière des armes pour en prendre une où ses connaissances militaires et civiles se combinaient heureusement, celle de l'administration militaire. Il entra au ministère de la guerre, et y fut chargé de fonctions assez élevées. C'est alors, je crois, qu'il se maria avec une personne qui avait plus de naissance que de fortune. De ce mariage il eut plusieurs enfans. Il était très considéré, fort bien en cour, et destiné à une carrière brillante, quand lors de la révolution napolitaine l'Autriche affecta ouvertement la domination de l'Italie. Je dois m'imposer à moi-même un silence religieux sur les confidences que l'amitié de Santa-Rosa déposa dans mon sein; mais je puis, je dois dire une chose, c'est que dans la profonde solitude où nous vivions, parlant à un ami dont les opinions politiques étaient au moins aussi prononcées que les siennes, vingt fois Santa-Rosa m'assura que ses amis et lui n'avaient eu de rapport avec les sociétés secrètes que fort tard, à la dernière extrémité, lorsqu'il leur fut démontré que le gouvernement piémontais était sans force pour résister lui-même à l'Autriche, qu'un mouvement militaire serait impuissant, s'il ne s'appuyait sur un mouvement civil, et que pour un mouvement civil le concours des sociétés secrètes était indispensable. Il déplorait cette

nécessité, et il accusait la noblesse et les propriétaires piémontais (*gli possidenti*) d'avoir perdu le pays et eux-mêmes en ne faisant pas leur devoir, en n'avertissant pas hautement le roi des périls du Piémont, et en forçant le patriotisme à recourir à des trames occultes. Sa loyauté répugnait à tout mystère, et, sans qu'il me le dît, je voyais clairement qu'il éprouvait, dans sa chevalerie, une sorte de honte intérieure d'avoir été peu à peu poussé jusqu'à cette extrémité. Sans cesse il me répétait : — Les sociétés secrètes sont la peste de l'Italie; mais comment faire pour se passer d'elles, quand il n'y a aucune publicité, aucun moyen légal d'exprimer impunément son opinion? — Il me racontait que long-temps il s'était arrêté à la pensée de ne participer à aucune société, de s'abstenir de toute action, et de se borner à de grandes publications morales et politiques, capables d'influer sur l'opinion et de régénérer l'Italie. C'était ce qu'il appelait une conspiration littéraire. Assurément elle eût été plus utile que la triste prise d'armes de 1821. Son rêve était de recommencer cette conspiration littéraire du sein de la France; sa consolation était de n'avoir rien fait pour lui-même, et de n'avoir pensé qu'à son pays. Sa bonne conscience et son énergie naturelle réunies lui composaient, dans notre solitude d'Auteuil, une vie tranquille et presque heureuse.

Ma mauvaise santé et son imprudente amitié, avec le lâche acharnement de la police française, l'arrachèrent de cette solitude et le perdirent à jamais. S'il fût resté avec moi, il eût refait sa destinée, il eût passé tout le temps de la restauration dans des travaux honorables qui auraient jeté de l'éclat sur son nom; il eût atteint la révolution de juillet, et alors il n'avait qu'à choisir, ou à rentrer en Piémont comme MM. de Saint-Marsan et Lisio, ou, comme M. de Collegno, à entrer au service de la France, et, dans ce dernier cas, une immense carrière était devant lui, si toutefois cette ame altière, dédaigneuse de la bonne comme de la mauvaise fortune, eût jamais consenti à avoir une autre patrie que celle qu'il avait voulu servir, et que ses malheurs mêmes lui avaient rendue plus chère et plus sacrée. Hélas! tout cet avenir a été perdu en un jour. Un jour, l'état de ma poitrine effraya tellement Santa-Rosa, qu'il me conjura de venir chercher quelques secours à Paris. Je cédai, je revins au Luxembourg; Santa-Rosa, inquiet, ne put tenir à Auteuil, et le soir je le vis paraître au chevet de mon lit. Au lieu de rester chez moi, il voulut aller passer la nuit dans son ancien logement, et, avant de rentrer, il eut l'imprudence d'entrer dans un café de la

place de l'Odéon, pour y lire les journaux; à peine en sortait-il que, sur la place même de l'Odéon, il fut saisi par sept ou huit agens de police, terrassé, conduit à la préfecture et jeté en prison. Il paraît qu'il avait été reconnu à la barrière, où il était signalé depuis long-temps.

Dans la nuit même de son arrestation, il avait été interrogé par le préfet de police. Dès ce premier interrogatoire, Santa-Rosa avait reconnu son vrai nom et exprimé des sentimens qui avaient fait une vive impression sur le fanatique, mais honnête M. de Laveau. Il avait repoussé avec indignation l'accusation d'être mêlé à des machinations contre le gouvernement français; il avait déclaré qu'il était absolument étranger à tout ce qui se passait en France, et que son tort unique et involontaire était d'être à Paris sous un autre nom que le sien. Interrogé sur ses relations à Paris, il m'avait nommé comme le seul ami qu'il y eût; il avait demandé comme une grace qu'on ne me mêlât point à cette affaire, et qu'on m'épargnât une visite domiciliaire qui pouvait être funeste à ma santé, offrant lui-même tous les renseignemens qui lui seraient demandés, et même toutes les réparations les plus sévères, plutôt que d'exposer celui qui lui avait donné l'hospitalité. Le mot d'extradition ayant été prononcé, Santa-Rosa avait paru accepter son sort avec cette fierté simple qui ne manque jamais son effet. Il n'avait paru inquiet que d'une seule chose, les suites que toute cette affaire pourrait avoir sur ma santé.

Pendant que ceci se passait à la préfecture de police, moi, j'étais dans mon lit, couvert de sangsues, et dans le plus triste état. Le lendemain, entre quatre et cinq heures du matin, j'entends sonner avec force à ma porte, et tout à coup se précipitent dans ma chambre cinq ou six gendarmes déguisés, ayant à leur tête un commissaire de police qui, montrant son écharpe, me signifia *au nom du roi* qu'il avait l'ordre de faire une perquisition dans mes papiers. Je ne sus pas d'abord ce que cela voulait dire, et ce fut seulement à la fin de la perquisition, dont tout le résultat fut de leur faire découvrir des notes sur Proclus et sur Platon, que le commissaire m'apprit que j'étais recherché à cause de Santa-Rosa, arrêté la veille en sortant de chez moi. Frappé de cette nouvelle comme d'un coup de foudre, je me transportai immédiatement chez M. de Laveau, et je lui demandai pourquoi, s'il accusait de complot contre le gouvernement français un homme qui ne connaissait que moi à Paris, il ne m'avait pas mis moi-même en arrestation, ou, s'il n'osait aussi m'accuser de conspiration, pourquoi il s'en prenait à un homme qui n'avait rien pu

que par moi et avec moi. Si, au fond, il ne s'agissait pas de complot contre la France, je lui montrai ce qu'il y avait de peu noble à poursuivre un proscrit, parce qu'il était sous un autre nom que le sien, quand d'ailleurs ce proscrit était un galant homme et vivait inoffensif, et je lui demandai à voir sur-le-champ Santa-Rosa. M. de Laveau était homme de parti, comme M. Franchet; c'était un esprit étroit et soupçonneux, mais c'était un homme honnête; il venait d'interroger une seconde fois Santa-Rosa; il venait de lire le rapport du commissaire de police sur les résultats de la perquisition faite chez moi, et il commençait à reconnaître que l'accusation de complot contre le gouvernement français était dépourvue de tout fondement. Ma visite, en lui prouvant que nous n'avions pas peur et que nous ne craignions pas un procès, acheva de le persuader. Toutefois, il crut devoir affecter encore des doutes, et m'annonça que le procès aurait lieu. Je demandai à y paraître comme témoin, et, quelques jours après, je fus mandé en effet devant le juge d'instruction, M. Debelleyme, depuis préfet de police, et aujourd'hui membre de la chambre des députés. L'instruction fut courte et détaillée; M. Debelleyme y montra une impartialité et une modération parfaites. Il prit, dans ses rapports avec le prisonnier, une haute idée de sa moralité, et il me parla toujours de lui avec respect et bienveillance. Ce procès ridicule aboutit à une ordonnance déclarant qu'il n'y avait pas lieu à suivre sur la prévention de complot, la seule qui eût motivé l'arrestation. Quant à l'affaire du passeport, sous un nom étranger, le tort du prisonnier était reconnu, mais dans les termes les plus honorables pour lui. Il était fait mention de la loyauté et de la franchise de ses aveux. Cette ordonnance de non-lieu n'intervint qu'au bout de deux mois, et, pendant tout ce temps, le pauvre Santa-Rosa demeura en prison à la préfecture de police, dans une des chambres de la salle Saint-Martin. Les premiers jours de l'arrestation passés, j'avais obtenu la permission de le visiter tous les jours, et quelques autres personnes obtinrent ensuite la même permission. Ce fut dans cette circonstance que j'appris encore mieux à connaître le caractère et l'ame de Santa-Rosa.

Dans le premier moment, il avait eu deux craintes : la première, d'être livré au Piémont, c'est-à-dire livré à l'échafaud; la seconde, que l'émotion de toute cette affaire et de la visite de la police ne portât un coup funeste à ma santé et ne m'achevât. Quand il me vit entrer dans sa prison, peut-être mieux qu'à l'ordinaire, sa sérénité d'ame lui revint, et pendant les deux mois entiers qu'il demeura à la

salle Saint-Martin, je ne l'ai entendu se plaindre ni du sort ni de personne. Il se prépara à bien mourir s'il était livré au Piémont, et ne lut plus que la Bible. Puis, quand cette crainte fut passée, son attention se porta sur tous les détails de la procédure suivie contre lui. Il était touché des égards qu'on lui témoignait, et pénétré de respect pour l'excellence de la loi française et pour l'indépendance de la magistrature. Il fallait voir Santa-Rosa dans sa prison. C'était une chambre assez bonne, aérée, salubre; il n'y était pas mal, et il s'y trouvait à merveille. Le geôlier, qui faisait ce métier depuis longtemps, et qui avait appris à se connaître en hommes, avait bientôt vu à qui il avait à faire, et il ne le traitait pas comme un prisonnier ordinaire. Il l'appelait toujours monsieur le comte, et cela ne déplaisait pas à Santa-Rosa, qui lui parlait avec bonté, et finit par se l'attacher au point que ce geôlier avait tout-à-fait l'air d'un ancien serviteur de sa maison. Santa-Rosa s'était enquis de sa position de fortune, de sa famille, de ses enfans; l'autre le consultait, Santa-Rosa donnait son avis avec douceur, mais avec autorité. On aurait dit qu'il était encore à Savigliano, à la mairie, parlant à un de ses employés. Quand il quitta la prison, le geôlier me dit qu'il perdait beaucoup. Il en était de même dans ma maison. Ma gouvernante l'aimait plus que moi-même, et encore aujourd'hui, après vingt années, elle ne parle de lui qu'avec attendrissement. Ce fut dans cette prison que je rencontrai l'ancien domestique de Santa-Rosa à l'armée des Alpes, Bossi, mauvaise tête et bon cœur, qui ne savait pas conduire ses affaires, mais qui aurait volontiers donné tout ce qu'il avait à son ancien maître.

Il n'est pas besoin de dire que ces deux mois, pendant lesquels je passais chaque jour trois ou quatre heures à la salle Saint-Martin, nous lièrent de plus en plus.

Il semble, après l'ordonnance de non-lieu rendue par M. le juge d'instruction Debelleyme, que le résultat de cette tracasserie devait être au moins de laisser Santa-Rosa tranquille à Paris : il n'en fut rien. D'abord il y eut une première opposition de la police. Il fallut que la cour royale intervînt, et prononçât formellement la mise en liberté, si nulle autre cause d'arrestation ne se rencontrait. Les ombrages de la police de M. de Corbière s'opposèrent même à l'exécution de ce second jugement, et, après que Santa-Rosa eut été déclaré enfin par la justice au-dessus de toute prévention, et par conséquent libre, M. de Corbière, par un arrêté ministériel, décida que M. de Santa-Rosa et quelques-uns de ses compatriotes, arrêtés comme lui, seraient relégués en province sous la surveillance de la

police. Alençon fut la prison, un peu plus vaste que la salle Saint-Martin, à laquelle Santa-Rosa fut condamné par M. le ministre de l'intérieur et de la police. Cet acte lâche et méchant envers un homme évidemment inoffensif, et qui ne pouvait trouver de consolation qu'à Paris, auprès d'un ami dont on connaissait à la fois les opinions libérales et la vie bien tranquille, puisqu'il la passait presque tout entière dans son lit, cet acte qui perdit Santa-Rosa en le séparant de Paris et de moi, lui causa, par son inutile rigueur, une véritable irritation. Il protesta, demanda la permission de rester à Paris ou des passeports pour l'Angleterre. On ne lui fit aucune réponse, et il fut transféré à Alençon.

Voici des fragmens de quelques-unes de ses lettres d'Alençon, qui font connaître la vie qu'il y menait, ses sentimens et ses travaux.

Alençon, 19 mai 1822.

« Nous voilà arrivés depuis hier à Alençon; les ordres du ministre nous soumettent à la surveillance de l'autorité locale, et cette surveillance s'exercera de cette manière-ci : tous les jours, d'une heure à deux, nous devons nous présenter au maire et signer dans son registre; voilà tout. J'ai déclaré bien doucement, bien simplement, mais en termes bien clairs et bien significatifs, ma position au maire. Il n'avait pas de bonnes raisons à me dire, je ne lui en demandais ni de bonnes ni de mauvaises : aussi l'entretien ne fut-il pas vif; mais il fut poli, ce qui ne laissait pas d'être un assez grand point pour votre débonnaire ami. Au reste, j'aime les maires et pour cause. Celui-ci est un bon vieillard, ayant une petite voix fort honnête; son adjoint, dont le nom finit en *ière* et qui marche droit comme un *i*, ne nous a pas reçus aussi bien. Je me suis bien promis que si jamais je redeviens syndic de ma chère ville, je me garderai de donner de mauvais momens aux pauvres diables qu'on m'amènera. Je vais mener une vie d'ermite, cela me consolera de n'être plus dans ma prison de Paris. L'indignation que me cause l'injustice que j'éprouve n'a pas diminué, mais je ne la laisserai pas troubler mon repos. C'est assez parler de moi. J'arrive à un sujet que je ne saurais plus quitter. Songez que vous êtes réellement mieux qu'en novembre dernier; ce mieux doit vous donner un commencement de courage, parce que c'est un commencement d'espérance. Réfléchissez un peu au plaisir, au vif, à l'inconcevable plaisir de redevenir vous-même, et au mien,

de vous voir dans la plénitude de votre puissance d'esprit et de travail. »

Alençon, 2 juin.

« Je suis logé, mon cher ami, dans la rue aux Cieux, chez M. Chapelain, tapissier. J'ai deux chambres assez grandes et assez propres; mais une triste vue sur la rue et sur une petite vilaine cour a remplacé le lac, les Alpes, Vevey et Clarens, que j'avais sous ma fenêtre il y a un an. J'ai voulu hier voir les environs. J'ai rencontré la Sarthe croupissante et des champs peu fertiles. A force de chercher, j'ai trouvé un peu d'ombre à l'abri de quelques pommiers. La ville est très mal bâtie; elle a un jardin public passable, un assez grand nombre de propriétaires aisés. A en juger sur quelques indices fort vagues, les Alençonnais sont de bonnes gens, un peu curieux, mais fort innocemment. Je ne les crois pas plaideurs, tout Normands qu'ils sont, car leur palais de justice n'est qu'à moitié construit. La cathédrale est grande, à vitreaux peints; mais l'intérieur est moitié gothique, moitié mauvais grec. J'y ai entendu un prêtre faisant un sermon à des enfans. Il criait assez fort; mais je n'ai pas entendu un seul mot de son beau discours : c'était cependant du français, mais débité selon la coutume de Normandie.

« Je suis *enamouré* de Paris; il y a une bonne partie de moi-même dans cette ville que j'ai toujours voulu haïr et que j'ai fini par *aimer d'amour*.

« Je n'ai pas reçu de réponse du ministre, et je m'y attendais bien. Je ne cesserai pas de me plaindre, quand ce ne serait que pour leur rappeler leur injustice. On aime assez à voir résignés et silencieux ceux qu'on persécute : je ne leur donnerai pas ce plaisir-là.

« Outre les livres dont nous sommes convenus, je vous demande, 1° M. de Bonald, *Législation primitive;* 2° M. de La Mennais, *de l'Indifférence;* 3° Châteaubriand, *de la Monarchie selon la Charte.* »

Alençon, 12 juin.

« Hier, vos deux lettres, celle du 3 et celle du 9, me sont arrivées à la fois; j'en avais besoin. L'inquiétude que j'éprouvais en ne recevant aucune nouvelle de votre chère personne, commençait à devenir de l'anxiété; il y aurait eu de la folie à vous mettre en chemin par la chaleur qu'il fait. Ne vous étonnez pas des livres que je vous de-

mande; il faut que vous sachiez que rien ne réveille plus en moi la puissance de raisonner et surtout de *sentir vivement mes idées* que la lecture d'ouvrages qui combattent la vérité avec une certaine force. D'ailleurs, dans ceux que je vous demande, on trouve des choses vraies et fortes à côté des sophismes les plus déplorables. En un mot, Bonald et La Mennais m'obligeront de me lever de ma chaise, le feu au visage, et de me promener dans ma chambre, assailli d'une foule d'idées vives et grandes. Je sens plus ce que je suis véritablement en lisant les écrits de nos adversaires qu'en lisant ceux de nos amis; car, dans nos amis, que de choses me troublent, me chagrinent! Il n'y a que l'homme indigné qui soit vrai et fort, lorsque l'indignation n'a rien de personnel. J'ai fini hier *l'Esprit des Lois;* les derniers livres, qui m'avaient presque ennuyé à vingt ans et même à trente, m'ont singulièrement plu cette fois-ci. J'y ai trouvé l'explication de bien des choses, et entre autres de mon séjour à Alençon. Qu'il faut de temps pour achever une émancipation! Je cède à la nécessité, mon ami; mais Alençon est une des plus tristes nécessités des quatre-vingt-quatre départemens du royaume. Je suis si seul! Mais, me dites-vous, malheureux, n'est-ce pas la solitude qu'il vous faut? Oui, mais pas celle-ci. Celle-ci ne me vaut rien; je me connais, et je sens que cette relégation à Alençon est un effroyable malheur pour moi. Ce qu'il me fallait, c'était précisément cet Auteuil de douce mémoire, cette solitude à la porte de Paris; il n'y a que cela pour travailler. Mais voilà ma dernière complainte, vous n'en aurez plus. Que ne puis-je finir par un *capitolo in terza rima* à la louange de notre cher Paris. — Je vous garde votre chambre, vous choisirez de l'appartement du nord ou de celui du midi; j'habite le nord et je couche au midi; je suis grand seigneur, comme vous voyez. Ainsi, féal ami, venez, vous et votre Platon, vous serez bien reçus. Mais vous ne viendrez que lorsque le voyage pourra vous faire du bien, m'entendez-vous, *du bien : cosi e non altrimenti.* O mon ami, j'ai dans l'esprit que votre philosophie, dans l'état où en sont les choses, ferait un grand bien aux hommes. N'êtes-vous pas effrayé de voir en Europe les grandes vérités religieuses et morales abandonnées presque sans défense aux coups de deux sortes d'hommes également funestes à l'ordre et au bonheur des sociétés? Ne voyez-vous pas que la victoire, qu'elle se fixe dans un camp ou dans l'autre, ne sera exploitée que contre la liberté véritable, dont l'alliance avec la morale est une loi impérissable de l'ordre éternel? Cher ami, dans cette lutte du mal contre le bien, dans ce combat entre les deux principes (mais non;

le mal n'est point un principe, ce n'est qu'un fait), c'est un devoir de faire entendre sa voix quand on a la conscience de sa force... Cette édition de Proclus et même cette traduction de Platon sont venues à la traverse de votre véritable carrière... Moi, mon ami, j'ai de la santé, un cœur tendre qui se passionne, une imagination faite pour ce cœur; j'ai l'esprit juste, mais nulle profondeur, et j'ai une instruction si incomplète, ou, pour mieux dire, je suis si ignorant sur un grand nombre de points importans, que cela devient un obstacle presque insurmontable à la plupart des travaux que je pourrais entreprendre. J'ai sans doute une certaine pratique et une connaissance du matériel des affaires qui est rarement réunie à une imagination ardente; voilà ce qui peut faire de moi un citoyen propre à servir mon pays pendant l'orage et après l'orage. Mais c'est d'une manière bien autrement élevée que vous pouvez servir la société humaine. Moi qui ai la conscience d'un prolongement indéfini de mon existence morale, de mon existence de volonté et de liberté, qui l'ai pour vous et pour moi, je désire vivement que votre passage sur la terre soit marqué par votre influence sur le bonheur des autres passagers, nul grand bien n'étant sans grande récompense. Vous voyez, mon ami, que je vous aime tout de bon, et comme un vrai dévot que je suis.

« Le congrès de Florence ne cesse de me trotter par la tête. Il y a quelque chose de bien odieux dans cet abandon des Grecs à la vengeance plus ou moins prompte des ennemis de la foi chrétienne.

« Vous avez commencé la session des chambres par des coups de pistolets; voilà une touchante imitation des usages anglais. Vous prenez ce qu'il y a de meilleur chez vos voisins; je vous en fais mes complimens. Pour moi, je vous avoue que j'aimerais mieux qu'Alençon ressemblât un peu plus à Chester, à Nottingham ou à telle autre ville de l'empire britannique. — M. Royer-Collard aura-t-il l'occasion de foudroyer ses adversaires comme l'hiver dernier? Je crains qu'il ne se présente pas de question digne de lui. Rappelez-moi à son souvenir, vous savez mon sentiment de préférence pour lui : il est de vieille date.

« Adieu, mon cher ami, je vous aime parce que vous m'aimez, parce que vous êtes platonicien, et parce que vous êtes Parisien, et plus encore par une raison occulte qui vaut mieux que toutes les autres, parce qu'elle ne s'exprime pas. Je l'ai sentie en recevant hier vos deux lettres après quelques jours d'attente. »

Alençon, 7 juillet.

« Vous me conseillez un commentaire et une réfutation du Contrat social : c'est une belle idée, je l'avoue; mais je crains que l'exécution ne soit au-dessus de mes forces. Je préfère suivre mon travail commencé sur les gouvernemens. Je suis occupé à lire Daunou sur les *garanties*. Cet ouvrage a deux parties distinctes. Dans la première, l'auteur examine ce que c'est que la liberté ou les garanties; il les caractérise, les décompose, les circonscrit; tout cela me paraît en général bien conçu et bien fait. Dans la seconde partie, on recherche comment les divers gouvernemens accordent ou délimitent ces garanties. Ici, Daunou n'est ni assez étendu ni assez profond. Dans mon ouvrage, je referai cette seconde partie sous un point de vue plus pratique que théorique, et j'entrerai dans des détails faute desquels l'ouvrage de l'oratorien ressemble à un livre de géométrie plutôt que de politique. Peut-être commencerai-je par publier un morceau de mon travail, par exemple la conciliation des garanties que réclame la liberté avec celles que réclame la force, c'est-à-dire l'organisation militaire dans un gouvernement libre. Ce n'est qu'un point, il est vrai; mais ne croyez-vous pas, mon ami, que l'exploitation soignée d'une partie du territoire en friche est plus utile à l'avancement de la science qu'une grande entreprise de culture dont les résultats seraient incertains? Il y a sans doute des génies d'une vigueur immense qui peuvent tout saisir, comme Montesquieu; mais je ne suis pas de ces génies-là. D'ailleurs le temps de la culture parcellaire est le nôtre. Nous sommes trop avancés pour qu'une vaste entreprise, si elle est superficielle, puisse être utile, et peut-être ne sommes-nous pas mûrs encore pour une grande entreprise profondément imaginée et parfaitement exécutée. Si je pouvais bien cultiver mon lot, mon cher ami, j'aurais bien mérité de mes semblables, et obtenu assez de réputation pour assurer et embellir mon existence. — J'ai aussi formé le projet d'un ouvrage de circonstance; mais je ne crois pas pouvoir l'exécuter ici. — J'ai eu de mauvais jours à la fin de juin. Savez-vous que ma tête se refuse quelquefois au travail? J'ai aussi un sang qui a une fâcheuse tendance à presser ma pauvre cervelle. Malheur à moi, si je ne fais pas beaucoup d'exercice. J'ai eu une jeunesse si active! et je suis encore un peu jeune. Je crois que je le serai long-temps par la tendresse du cœur et les enchantemens de l'imagination. Conçu dans le sein d'une femme de

treize ans, il y a quelque chose en moi qui se ressent de cette extrême jeunesse de maternité; je sens que je suis jeune, et que je ne suis pas fini. Il n'y a que le cœur de bien achevé....

« Vous ai-je dit que Sismondi m'a écrit une lettre remplie d'amitié? J'ai reçu aussi une lettre de Fabvier, dont je vous parlerai une autre fois et pour cause. »

Cette lettre de Fabvier, l'ennui qui gagnait visiblement le pauvre prisonnier, et surtout le besoin de le revoir, me décidèrent à aller le rejoindre, malgré ma détestable santé et les ordres positifs de mon médecin, M. Laenneck. Je ne fis part de ma résolution à personne, je pris la diligence et fis les cinquante lieues jour et nuit; j'arrivai dans le plus pitoyable état, mais enfin j'arrivai. J'occupai une des deux chambres de Santa-Rosa, et nous vécûmes ainsi pendant un mois dans une intimité fraternelle. J'ai été souvent malade; plus d'une fois, de tendres soins m'ont été prodigués : jamais je n'en ai connu de pareils. Il serait impossible de décrire la tendresse qu'il me témoigna, et désormais je n'en parlerai plus. Ce mois passé ensemble dans une absolue solitude acheva de nous unir; je pus lire dans son ame, et lui dans la mienne, ce qu'il y avait de plus caché. Là s'accomplirent les dernières confidences, et les secrets les plus intimes de notre vie nous échappèrent l'un à l'autre dans ces momens d'abandon où les ames les plus fermes, comme endormies par la confiance et ne veillant plus sur elles-mêmes, ne contiennent plus leurs peines et livrent à l'amitié jusqu'aux secrets de l'honneur. Dès-lors notre intimité ne put plus s'accroître et prit un caractère de douceur à la fois et de virilité qu'elle a toujours conservé, même pendant les longues années de notre séparation.

Ce fut pendant ce mois que je composai l'argument du *Phédon* sur l'immortalité de l'ame. Santa-Rosa aurait désiré que je visse aussi clair que lui-même dans les ténèbres de cette difficile question. Sa foi, aussi vive que sincère, allait plus loin que celle de Socrate et de Platon; les nuages que j'apercevais encore sur les détails de la destinée de l'ame, après la dissolution du corps, pesaient douloureusement sur son cœur, et il ne reprenait sa sérénité, après nos discussions de la journée, que le soir à la promenade, lorsque ensemble, errant à l'aventure autour d'Alençon, nous assistions au coucher du soleil, et confondions nos espérances pour cette vie et pour l'autre dans un hymne de foi muette et profonde à la divine Providence.

Santa-Rosa n'écrivait qu'à un très petit nombre de personnes, et

vivait, comme on le voit, d'une manière qui ne pouvait guère inquiéter l'autorité. Cependant, soit que ses compagnons d'exil fussent moins prudens que lui, soit par toute autre raison, les ombrages du gouvernement redoublèrent. Ma visite à Alençon, dans l'état de ma santé, troubla la police; ce qui n'était qu'un élan du cœur parut une bravade ou même un complot, et l'impatience d'une pareille existence entra dans l'ame de Santa-Rosa. Il me fit part de la lettre que lui avait écrite le colonel Fabvier, un de nos communs amis. Fabvier lui annonçait que sa sûreté était menacée, qu'une extradition ou du moins qu'un nouvel emprisonnement était possible; il l'engageait à fuir en Angleterre, et il s'offrait à lui en fournir les moyens. A tel jour et à telle heure, une chaise de poste devait se trouver à une demi-lieue d'Alençon avec quelques amis dévoués, et transporter Santa-Rosa déguisé vers un port de mer où les moyens de passer immédiatement en Angleterre auraient été ménagés. Nous reconnûmes dans cette proposition le cœur de celui qui la faisait; mais nous la rejetâmes sur-le-champ. S'enfuir, pour Santa-Rosa, eût été presque avouer qu'il doutait de son droit; c'eût été déshonorer le jugement de non-lieu rendu par la justice française et méchamment suspendu par la police de M. de Corbière. Là-dessus, Santa-Rosa et moi, nous n'eûmes pas même à délibérer. Mais Santa-Rosa voyait arriver avec effroi le moment où je retournerais à Paris et où il demeurerait seul à Alençon, sans amis, sans livres, sans secours pour son cœur et pour ses études.

Sur ces entrefaites, il y eut à la chambre des députés une vive discussion, où plusieurs membres de l'opposition, s'étant plaints des tracasseries de la police française envers les réfugiés italiens, M. de Corbière, ministre de l'intérieur et de la police, prétendit que les réfugiés n'étaient pas du même avis que leurs défenseurs, et qu'ils étaient reconnaissans de la conduite du gouvernement français à leur égard. Santa-Rosa trouva les paroles du ministre aussi déloyales que sa conduite avait été injuste, et il crut devoir à son honneur et à celui de ses compagnons d'infortune de publier une lettre dont le noble et fier langage irrita la police de la congrégation. Bientôt un arrêté du ministre de l'intérieur transféra Santa-Rosa d'Alençon à Bourges, aggravant ainsi sa situation et le poussant à quitter à tout prix la France, où il n'attendait plus une hospitalité supportable.

Mais je reprends ma narration à mon départ d'Alençon et à mon retour à Paris, le 12 du mois d'août. Voici des fragmens de notre correspondance pendant le mois d'août et le mois de septembre :

Alençon, 14 août.

« J'attends avec une impatience dont tu peux te faire une idée des nouvelles de ton voyage; je t'ai bien recommandé à Dieu. Depuis long-temps je n'avais si vivement senti sa présence dans mon cœur. J'ai appelé sur toi toutes les bénédictions du ciel; qu'il te protége, qu'il te donne la force de supporter le bonheur comme le malheur; tout vient de lui, tu le sais bien. — Écris-moi deux mots de Laenneck et de Platon; si le premier n'est pas trop mécontent de ton état, tant mieux; s'il faisait la grimace, souviens-toi qu'il n'est qu'un homme: espère, et surtout espère en toi. Homme si aimé par tes amis, tu offenses Dieu si tu contemples ton existence d'un œil sombre; il est de cruelles, d'amères douleurs que tu ne connais pas et qui font l'effet d'un poison lent. L'organisation de mon corps ne s'en est pas ressentie: elle est si forte! mais l'ame...,.... Mais il vaut mieux parler d'autre chose et revenir au matériel de la vie. Voici la lettre à M. de Corbière; elle est un peu forte, mais la vérité est la vérité. L'original partira demain par la voie du préfet à qui je le remettrai moi-même.

« Ma pensée est trop occupée des suites de ma démarche pour me permettre de continuer tranquillement mes études. L'orgueilleux La Mennais ne me fait aucun bien; j'aime mieux ma chère église catholique, quand je la défends au nom de la raison, non pas contre la bonne philosophie, mais contre la mauvaise. Ce superbe sceptique me repousse au lieu de m'attirer. Bonald est un tout autre homme; c'est une tête très pensante, mais il pousse ses idées systématiques jusqu'à l'extravagance, et tient très peu de compte des faits, quoiqu'il les cite beaucoup. »

Alençon, 20 août.

« ..... Je suis très satisfait d'avoir fait mon devoir et j'en attends les résultats avec une tranquillité parfaite. Si quelque journal ministériel ou *ultra* faisait quelque article contre moi ou sur ma lettre, réponds toi-même si tu le juges convenable, et comme tu le jugeras convenable. Au cas que tu voies un nuage sérieux se former sur ma tête, je suis prêt à passer en Angleterre à la minute; règle-toi en conséquence et dis-le à Fabvier. Mais si, comme je l'espère, on prend le sage parti de recevoir mes démentis en silence, je resterai dans notre chère France, qui, toute coupable qu'elle est, m'attache par je ne sais quel charme.

« Hier, j'ai été faire une petite promenade autour d'Alençon; j'ai salué le soleil couchant pour toi. O cher ami, tu me manques bien! Quelle divinité nous a réunis? Je t'ai vu, je t'ai aimé, et que je l'ai bien senti le jour de ton départ d'ici! Te souviens-tu avec quelle rapidité s'est formée notre si confiante amitié? il faut qu'elle nous donne de beaux jours. J'aurais besoin de te savoir heureux, tranquille, serein. J'ai de la foi en toi; aussi, je te désire heureux, un peu par égoïsme. Heureux, tu t'occuperas avec plus de succès d'adoucir mes profonds chagrins. Ne va pas, par une coupable pitié, diminuer d'un seul degré, du moindre degré, cet abandon si vif et si vrai que tu as avec moi. Je ne m'y tromperais pas, et cela me rendrait réellement malheureux. Tu es mon dernier attachement de cœur.... »

Alençon, 24 août.

« Mon travail avance, tout le plan du livre est arrêté; le titre sera : *De la Liberté et de ses rapports avec les formes de gouvernement.* Bientôt je mettrai la main à l'œuvre; mais à présent, je ne pense qu'au congrès de Vérone. Tu vois qu'il n'est plus douteux. C'est un devoir pour moi de signaler à l'Europe ce que va faire ce nouveau congrès, particulièrement en ce qui regarde l'Italie.

Bourges, 6 septembre.

« Eh bien! me voici à Bourges. Combien ce voyage m'a été pénible! mais je veux m'efforcer de n'y plus penser. Le préfet, comte de Juigné, m'a reçu avec politesse, mais m'a avoué qu'il avait des instructions très sévères sur moi, et il m'a renvoyé au maire, qui m'a témoigné avec beaucoup d'honnêteté son désir d'adoucir ma situation. En venant au fait, j'ai été très mécontent de sa proposition : « Je compte avoir votre parole d'honneur comme celle de ces messieurs, » car j'ai trouvé ici quatre autres réfugiés, MM. de Saint-Michel, de Baronis, de Palma et Garda; sans quoi il me dit qu'il serait obligé de me donner la ville pour prison, à la lettre, de me faire surveiller sans cesse, de me gêner, de m'interdire jusqu'aux promenades, parce qu'elles sont *extra muros;* en un mot, il m'arracha en quelque sorte cette parole d'honneur. Je la lui ai donnée pour dix jours, afin de pouvoir m'orienter un peu, après quoi je verrai. Ma situation est donc empirée, comme tu vois, et j'en suis à regretter Alençon vingt fois par jour. — Enfin me voilà installé dans une chambre bien modeste, ayant un petit cabinet où je travaillerai, chez de braves gens

bien tranquilles, à peu près dans le genre de mes hôtes d'Alençon. — Que me conseilles-tu pour mon fils? j'ai bien envie de le faire venir. Si tu n'y vois pas d'objection sérieuse, envoie la lettre que je t'adressai d'Alençon pour ma femme. Mettons les choses au pis, et que je sois relégué dans une ville de Hongrie ou de Bohème; si mon fils veut me suivre, il pourra seul m'aider à supporter une horrible existence. Mon ami, envoie la lettre; mon cœur est ici dans une solitude déchirante. Oui, si tu n'as pas de raison grave à m'opposer, envoie ma lettre, et que je ne meure pas sans avoir encore un moment de bonheur. J'écris à ma femme qu'à la réception de la lettre qu'elle recevra par la voie que je t'ai indiquée, elle fasse partir mon fils pour Lyon, où elle l'adressera à quelque négociant; il y en a tant qui correspondent avec Turin! De Lyon à Paris, ce n'est qu'un voyage de deux jours.

« Je ne t'ai rien dit de Bourges; rien n'y est remarquable, sauf la cathédrale, qui est une grande et très belle église gothique. Mais le sanctuaire réservé aux prêtres ne laisse pas approcher de l'autel. Vos prêtres français tiennent les chrétiens trop éloignés de Dieu; ils s'en repentiront un jour.

« Et l'argument du *Phédon*, qu'est-il devenu? Te rappelles-tu ce jour qui fut consacré tout entier à lire ces pages écrites au milieu de tant de douleurs de l'ame et du corps? Elles m'appartiennent, ou plutôt je leur appartiens, etc. »

Bourges, 15 septembre.

« ..... O mon ami! que nous sommes malheureux de n'être que de pauvres philosophes, pour qui le prolongement de l'existence n'est qu'un espoir, un désir ardent, une prière fervente. Je voudrais avoir les vertus et la foi de ma mère. Raisonner, c'est douter; douter, c'est souffrir; la foi est une espèce de miracle; lorsqu'elle est forte, lorsqu'elle est vraie, qu'elle donne de bonheur! Combien de fois, dans mon cabinet, je lève les yeux au ciel, et je demande à Dieu de me révéler, et surtout de me donner l'immortalité!

« J'ai un cabinet, et j'y passe la plus grande partie de ma journée, d'abord de huit à onze heures; ensuite, je sors pour déjeuner avec mes camarades. Je fais quelquefois un tour au jardin de l'évêché; je rentre à une heure ou un peu plus tard, et je travaille jusqu'à cinq. Je dîne seul en dix ou douze minutes, et je vais chercher une promenade avec le cœur presque serein; mais je ne trouve que des eaux dormantes, des champs pierreux, quelquefois un peu de gazon sous

une rangée de noyers, et alors je m'assieds et je lis en m'interrompant souvent pour méditer ou pour rêver. Tu as bien embelli ma promenade d'avant-hier. Je l'ai commencée en t'écrivant dans ma tête une lettre charmante. Il ne m'en est rien resté ou presque rien ; mais j'ai eu une heure qui m'a rappelé ma vie de dix-huit ans, et je te l'ai due, mon bon ami. Cela ne te fait-il pas plaisir, et n'aimes-tu pas que je te le dise?

« J'ai toujours le projet d'écrire sur le congrès de Vérone; en attendant, je continue mes lectures, et j'ai commencé à jeter sur le papier les idées fondamentales de l'ouvrage qui est ma pensée habituelle. Plus j'avance, plus je pénètre, et plus je vois les ombres grandir autour de moi. Bonald a des choses profondes et admirables; il en a d'autres qui font sourire de pitié ou qui excitent l'indignation. Bonald et Tracy sont d'accord pour déprécier les anciens, ces anciens à qui nous devons tant, et dont les reliques vénérables ont renouvelé la civilisation, qui avait péri. Le christianisme a peut-être empêché qu'elle ne s'abîmât tout-à-fait au milieu des barbares; mais sa renaissance est due aux anciens. Maintenant nous bafouons nos maîtres, et nous nous proclamons sages, éclairés, grands, lorsqu'il se passe autour de nous tant de choses qui devraient nous humilier... Il me paraît nécessaire, et d'ailleurs radicalement vrai, d'établir une différence essentielle entre l'utilité générale et l'utilité individuelle. L'utilité générale, que j'appelle aussi, pour me l'expliquer à moi-même, égalité de la liberté, doit être le but des lois. Cette utilité générale est aussi le bonheur, et le plus grand bonheur de tous les individus. Le bonheur est de faire ce qu'on veut. Pour que tous l'aient, il faut ne rien faire de nuisible à autrui. Le développement des droits de l'homme est le but du législateur, comme l'enseignement du Décalogue est le but du prêtre. Dieu est le centre de tout cela. La soumission du fort aux lois qui protègent le faible ne peut pas s'expliquer sans Dieu. La liberté de tous ne peut exister que dans l'état social. A quelles conditions? comment? La première chose est de mettre la liberté au-dessus du pouvoir de la majorité. C'est ce que Rousseau n'a nullement fait. Certes on ne peut pas l'y mettre tout entière, car il n'y aurait pas d'existence sociale possible. Mais, pour les garanties principales de l'individu, ou, en d'autres termes, quant à la portion la plus précieuse de la liberté, je pense qu'elle ne peut pas être livrée à la discrétion de la majorité. Il reste à celle-ci les lois constitutionnelles et les lois administratives. J'appellerais lois sociales celles qui délimitent l'exercice de la liberté de chaque individu pour

l'assurer à tous. Qu'on les appelle droits, devoirs, garanties, n'importe. Les droits peuvent se traduire par les devoirs, et *vice versa.* »

Bourges, 21 septembre.

« Aujourd'hui, le préfet m'a envoyé chercher, et m'a demandé si j'étais toujours dans l'intention de me rendre en Angleterre. « Le « ministre m'a chargé de vous faire cette question, et de vous de- « mander si dans ce cas vous préférez vous embarquer à Calais ou à « Boulogne. » Je répondis que je ne pouvais désirer de rester en France qu'autant que je jouirais d'une entière liberté; que si cela ne m'était point accordé, j'acceptais avec empressement des passe-ports pour l'Angleterre. Je priai ensuite le préfet de demander pour moi la faculté de me rendre à Calais sans l'escorte d'un gendarme, offrant ma parole d'honneur de suivre la route qu'on me prescrirait. Le préfet a répondu ce soir au ministre, et probablement, dans cinq ou six jours, l'ordre ou la permission de partir arrivera.

« Tu sens bien que je ne pouvais faire d'autre réponse honorable que celle que j'ai faite. Je dirai donc adieu à la France, à ton pays, mais je n'y renonce point. La société européenne aura quelques années de calme. Peut-être l'inquiétude qu'inspire si mal à propos ma personne à certains esprits s'évanouira-t-elle. Je reviendrai alors te voir, et probablement m'établir auprès de toi, dans la capitale de l'Europe. J'ai besoin de cette espérance. — Tu le vois, mon ami, c'est la Providence qui me conduit par la main en Angleterre; il faut céder. J'ai le cœur tranquille, il n'y a plus lieu à doute, à perplexité, et c'est le seul état qui me prive de la moitié de mes forces... »

Bourges, 27 septembre.

« ... J'étais tout préparé pour mon hiver à Bourges; mais je t'avoue que la pensée de ravoir ma liberté me touche infiniment. Je te prie de me procurer, si cela est en ton pouvoir, quelques lettres pour Londres...

« O mon ami, je vais en Angleterre avec le cœur tranquille, parce que je m'y vois, pour ainsi dire, poussé par les circonstances où je me trouve, et où je me suis placé par une conduite dont tu connais les détails. Mais je n'y vais point avec le cœur gai : je te laisse en France. Ton nom dans la balance l'eût toujours fait pencher de ce côté-ci du détroit; mais ma position est claire : ou libre en France

et à Paris, par conséquent au comble de mes vœux, ou en Angleterre. Il n'y a pas d'intermédiaire possible ni convenable. »

Bourges, 1er octobre.

« Je pars demain à midi. M. Franchet a répondu qu'il ne permettrait pas que je me rendisse à Calais sans escorte. J'aurai donc un gendarme. Je passe par Orléans et Paris. C'est après-demain, entre cinq heures et demie et sept heures du soir que j'arriverai à Paris. J'ai promis de ne rester à Paris que le temps nécessaire pour passer, en quelque sorte, d'une diligence à l'autre. J'aurai à peine le temps de te serrer la main et de t'embrasser.

« Je suis tranquille, parce que ma résolution était commandée par ma situation; mais je sens au fond du cœur une tristesse mêlée d'inquiétude. Je suis sûr de regretter Alençon plus d'une fois; mais c'est la Providence qui me pousse en Angleterre, et j'obéis... Mon ami, tu es une grande partie de mon existence morale. Si tu savais avec quel serrement de cœur je t'écris! Il y a bien peu de personnes, non, je crois qu'il n'y en a qu'une sur la terre à qui j'écrive avec plus d'émotion qu'à toi. »

Santa-Rosa avait raison; nous pûmes à peine nous voir quelques minutes à son passage à Paris. Il lui fut permis de se rendre chez moi avec un gendarme, et ce fut devant ce gendarme que nous nous fîmes des adieux qui devaient être éternels. Sans doute, à cette époque, ni lui ni moi n'avions ce funeste pressentiment; il était soutenu par la pensée d'accomplir un devoir; moi, j'avais peur de céder à une sorte d'égoïsme en le retenant en France, au milieu des ombrages et des tracasseries de la police, et pourtant un instinct secret remplit pour moi d'une amertume inexprimable cette heure fatale où il me sembla que je le perdais pour toujours. Nous échangeâmes à peine quelques paroles, et je le reconduisis silencieusement à la diligence qui l'emporta loin de moi. Bientôt il avait quitté la France pour laquelle il était fait, et il était comme perdu dans cet immense désert de Londres, sans fortune, sans ressource, sans un seul ami véritable, lui qui ne savait vivre que pour aimer ou pour agir. Après les premiers momens d'activité inquiète pour se créer une situation supportable, l'infortuné tomba bientôt dans une mélancolie profonde dont il sortait quelque temps pour y retomber bientôt, jusqu'à ce qu'enfin l'ennui de cette vie, ou solitaire ou dissipée, le conduisit à

la résolution magnanime et funeste qui le ramena un moment avec quelque éclat sur la scène du monde avant qu'il en disparût à jamais.

Pendant le séjour de Santa-Rosa en Angleterre, notre correspondance ne cessa pas d'être intime, sérieuse et tendre, comme elle l'avait toujours été; mais elle est nécessairement très monotone, uniquement remplie de sentimens affectueux, de projets avortés, d'espérances déçues, triste tableau que je veux m'épargner à moi-même; aussi ne citerai-je que de rares fragmens des lettres de Santa-Rosa pour donner une idée de sa situation intérieure.

Londres, 26 novembre 1822.

« ... Il faut cependant que je te dise les raisons de mon silence, ou plutôt que je te prouve que je n'ai pas cessé de penser beaucoup à toi. La meilleure manière de le prouver serait de t'envoyer trois lettres que j'ai commencées et que j'ai ensuite déchirées dans un mouvement, non d'impatience, mais d'amitié. Elles t'auraient réellement affligé. Je t'y parlais d'un ton si sombre de mon abattement et de ma tristesse intérieure, qu'il y aurait eu de la cruauté à te les envoyer, persuadé, comme je le suis, comme je le serai toujours, de la profondeur de ton sentiment pour moi... Ne va pas trop t'alarmer, ou plutôt alarme-toi sérieusement, toi qui sais et qui sens que toute la vie est dans l'existence intérieure. J'ai eu des journées où je me suis cru réellement perdu. Bon Dieu! n'est-ce pas là se sentir mourir? Au fond, je n'ai rien à reprocher à l'Angleterre, mais à mon genre de vie. Faire des visites, en recevoir; des courses insignifiantes d'un bout de la ville à l'autre; la nécessité d'apprendre l'anglais, et une répugnance décidée à m'en donner la peine; un avenir inquiétant, si je ne me sers pas de mes facultés; des dépenses bien au-dessus de mes moyens, etc., etc. Mon écrit sur le congrès de Vérone m'occupe presque continuellement la pensée, lorsque je peux penser. J'en ai déjà écrit bien des pages dans ma tête sur les trottoirs de Londres. J'espère que ce petit ouvrage sera utile. Je l'écrirai en français; je le ferai traduire en anglais sans qu'il m'en coûte rien, et je le publierai ici; alors je t'enverrai une copie de mon manuscrit, en t'autorisant à retrancher et à modifier tout ce qui effraierait un libraire parisien. Malgré la modération qui guidera toujours ma plume, il est impossible que j'oublie en écrivant que je suis en Angleterre. Comme je mettrai mon nom à cet écrit, il pourra, s'il

réussit, me donner un commencement de réputation qui suffira pour quadrupler le prix de mes travaux. Je vais mettre la main à l'œuvre aussitôt que le congrès de Vérone aura publié une déclaration. C'est nécessairement le point de départ. Je vais maintenant te parler des connaissances que j'ai faites à Londres.

« Je mets en première ligne M. James Mackintosh, membre whig du parlement, beau-frère de Sismondi et de Jeffrey, principal rédacteur de la *Revue d'Édimbourg*. Une instruction qui m'a paru immense, une philosophie politique très éclairée, caractérisent M. Mackintosh, si je puis en juger. Au reste, sa réputation en Angleterre est très avantageusement établie. Il parle le français plutôt bien que facilement; il connaît beaucoup Paris. Tu sais peut-être qu'il a défendu notre révolution contre Burke, et sa voix s'est constamment élevée dans le parlement en faveur de la cause de l'indépendance des nations et des améliorations sociales. M. Austin et sa famille, jeune avocat encore obscur, mais tête très pensante, disciple de M. Bentham, que lui et sa femme connaissent particulièrement. Celle-ci est une personne d'un excellent caractère, prodigieusement instruite pour une femme, mais n'en étant pas moins aimable. Elle veut bien me donner quelques leçons d'anglais, dont je profite peu, malgré l'attrait que pourraient offrir les leçons d'une femme de vingt-sept à vingt-huit ans, d'une figure très agréable. C'est une connaissance intéressante que je cultiverai avec soin, et voilà tout. Quant à M. Bentham, la bizarrerie de son caractère et la difficulté de l'approcher sont des choses connues ici. M. Bowring est son favori; mais j'ai encore très peu vu M. Bowring. J'espère voir sous peu M. Wilberforce et M. Brougham. J'ai reçu quelques invitations de plusieurs radicaux; mais il ne convient pas de me montrer dans un rapport trop intime avec le parti radical exalté.... »

10 décembre 1822.

« J'ai reçu des nouvelles de ma femme, elle et nos enfans se portent à merveille; mais mon aîné Théodore m'inquiète, il a besoin d'instruction, de surveillance; il a besoin de son père en un mot, et cependant il m'est impossible de l'appeler auprès de moi. Mes faibles ressources s'épuisent rapidement... »

25 decembre.

« ...... Que je craignais avec raison l'Angleterre! mais je ne l'en estime pas moins... »

12 février 1823.

« ...... Je ne pense pas du tout au Portugal ni à l'Espagne, où Collegno est allé. Mes principes politiques ne m'y appellent nullement.

« Tu me dis des douceurs, et je t'en remercie; je les aime beaucoup. Il y a juste un an que nous étions ensemble à Auteuil. Quelle douce vie j'y menais! Seulement, si je ne t'avais pas vu souffrir. Mais peut-être ce que tu m'as coûté de douleurs sous ce rapport augmente-t-il mon sentiment pour toi. Il ne finira qu'avec mon existence, et j'espère avec Socrate qu'elle ne finira pas de bien long-temps. »

14 avril 1823.

« Il faut que je te gronde de ne m'avoir pas encore envoyé le premier volume de Platon. Je l'ai vu chez Bossange. Peu s'en est fallu que je n'aie délié ma bourse, quoique si mince, et que je n'aie payé au libraire 10 à 12 shellings pour emporter le livre dans ma poche et le dévorer à mon aise. Ce me semblait une espèce d'affront que de ne pas avoir en ma possession ce cher volume, dont j'ai vu naître et croître la meilleure part. J'y ai un droit réel.

« J'espère bientôt aller à la campagne. Impossibilité absolue pour moi de travailler à Londres. Des visites à faire, à rendre, à recevoir; plusieurs dîners par semaine; la moitié du jour dans les rues de Londres, qui ne finissent point; beaucoup de soirées à table à voir défiler des bouteilles auxquelles je ne touche pas; bref, je ne fais que lire un peu, prendre des notes, et je ne travaille point. Mais je te jure que je ne continuerai pas cette sorte de vie, et que je m'ensevelirai plutôt dans un coin du pays de Galles.

« J'ai reçu et lu avec infiniment de plaisir la traduction de Manzoni par Fauriel; elle est exquise. L'écrit de Manzoni sur les unités m'a paru parfait et m'a quasi converti. *Adelchi* me plaît moins que *Carmagnola*, dont le mérite croît à mes yeux toutes les fois que je le relis; mais les chœurs d'*Adelchi* sont d'une beauté ravissante.

« On vient d'imprimer à Barcelone une déclaration au nom du corps italien, mais sans signature, où je suis accusé avec une insigne mauvaise foi de n'avoir pas voulu prendre part à cette expédition par des raisons indignes de moi. Je ne crois pas devoir répondre à un écrit anonyme. Conviens que c'est fort triste. Je ne manque-

rais pas du genre de courage qu'il faut à un homme de bien contre la calomnie. Ce qui m'afflige, c'est le mal que cela fait à un parti que je ne préfère point à la patrie, et que je ne confonds pas avec elle, mais auquel pourtant je suis attaché..... »

25 mai 1823.

« ... Non, je ne veux rien accepter de personne. On ne peut avoir que son ami intime pour patron, et j'ai clos la liste pour toujours. Tu y es inscrit le dernier, pour la date; mais quant à l'affection, tu ne peux pas être le second : mon cœur me le dit bien clairement. Il est un très petit nombre de personnes que j'aime autant que je t'aime, quoique pas de la même manière; il est sûr que je n'aime personne plus que toi. Tout ce que je te dois ne me coûte rien, absolument rien. Je crois que si tu avais un million de bien, je t'en demanderais la moitié sans balancer. — J'ai enfin quitté la vie dissipée de Londres, et je suis établi avec M. le comte Porro dans une maisonnette, appelée ici *cottage*, à l'extrémité de la ville, comme serait à Paris un logement à Montrouge ou à Chaillot. C'est absolument comme à la campagne : de ma fenêtre j'ai la vue du Regent-Canal, et des cottages bâtis sur la rive opposée. On croirait être à cent lieues d'une grande ville, et cependant dans vingt minutes on peut être dans Oxford-Street ou dans Hyde-Park, au milieu des promeneurs les plus élégans. Notre cottage appartient à Foscolo; je l'aime beaucoup, mais Auteuil sera toujours mon favori. J'en ai gardé un souvenir, je puis dire tendre; il s'y mêle de la tristesse quand je me rappelle à quel point je t'y voyais souffrir. Il est possible que je passe l'automne prochain et l'hiver même dans mon cottage; il me faut de la retraite et du travail. Si je puis gagner de quoi vivre, j'appellerai ma famille auprès de moi. Avec les ressources de ma femme et ce que je puis gagner ici en travaillant, notre ménage ira bien. Si mes espérances me trompent sur mes moyens de gagner de l'argent, alors il faudra nous établir dans le Wurtemberg, puisque la Suisse nous est fermée. »

4 août 1823.

« Je n'ai pas de bonnes nouvelles à te donner de moi, et je ne puis t'en dire les raisons; ce sera le premier sujet de nos entretiens si tu viens ici. Que de choses j'ai à te dire, que de choses à te demander!..... »

10 septembre 1823.

« Je travaille avec suite, mais sans goût. Bien me fâche qu'il faut que j'écrive des articles de journaux, ils m'empêcheront d'exécuter des ouvrages plus sérieux. Grande objection, je le conçois; mais premièrement le besoin de gagner quelque argent est impérieux pour moi, et les articles de journaux sont le seul moyen d'en gagner qui soit entre mes mains. En second lieu, il me paraît que, lorsque je serai un peu exercé, ce travail ne prendra que la moitié de mon temps, et que je pourrai donner l'autre à mes anciens projets.

« Je t'ai écrit que je ne plaisais guère aux Anglais, et en général c'est assez vrai; mais il y a cependant quelques personnes sur l'amitié desquelles je crois pouvoir compter. Je connais, entre autres, une famille de quakers, la famille Fry, qui est dans le commerce, riche, et dont un des membres, la mère de famille Catherine Fry, est connue en Angleterre par les soins qu'elle donne aux prisonniers de New-Gate. J'ai passé quelques jours avec eux à la campagne, et cette famille a fait sur moi une impression profonde.

« J'ai relu trois fois le *Parga* de Berchet; la troisième partie est un chef-d'œuvre. Dans le reste, il y a des longueurs, et cependant il y manque des détails intéressans et nécessaires. Berchet vient de publier deux romances italiennes; la première est écrite avec beaucoup de verve et de grace, mais la seconde a un caractère plus sérieux : c'est un morceau de poésie d'une beauté achevée.

« As-tu lu Las-Cases? En vérité, il faudrait avoir perdu la mémoire pour prêter quelque foi à tout ce que Napoléon nous va disant de ses beaux projets libéraux. Il a vu que la tendance de notre époque était à la liberté depuis 1814, et s'il a joué gauchement son nouveau rôle en 1815, cela ne l'empêche pas, dans le manifeste qu'il adresse à la postérité par Las-Cases, de nous faire de la poésie sur ce qu'il voulait, sur ce qu'il allait entreprendre pour la liberté. Mais ce qui me raccommode avec Napoléon, ce sont ses successeurs : ils travaillent nuit et jour à la réputation de l'homme qu'ils ont renversé. »

18 septembre.

« Je me porte bien et continue à travailler. Cher ami, il faut que je pense au désir que j'ai de te plaire, en faisant mon devoir, pour surmonter mon dégoût. — J'ai reçu de Turin une lettre qui m'a fait du bien; j'en attends avec impatience de Villa Santa-Rosa. Je les appel-

lerai auprès de moi le printemps prochain, ces pauvres créatures associées à ma malheureuse destinée. Tu les verras à leur passage à Paris. »

30 septembre.

« Je continue à travailler de la même manière, gagnant ma vie aux dépens de tous mes desseins. J'écris maintenant une esquisse de la littérature italienne. Le travail a grossi sous ma main. Le moyen de passer légèrement sur certains hommes et sur certaines époques? En revoyant les vies aventureuses de Jordano Bruno, de Campanella, et de quelques autres de cette trempe, j'ai beaucoup pensé à toi. Et ce platonisme florentin, d'où il est sorti une vaillante et généreuse jeunesse, qui aurait sauvé la patrie si elle eût pu l'être; mais ils sauvèrent du moins l'honneur. Nous, Italiens du XIXe siècle, nous n'avons pas même eu ce triste avantage. Il y a, mon ami, des pensées qui poursuivent un homme toute sa vie; tu me comprends et tu dois me plaindre. Que de reproches je me fais, et à quel prix je voudrais racheter ces trente jours de carrière politique marqués de tant d'erreurs!... Je vais avoir quarante ans; j'ai beaucoup désiré le bonheur; j'avais une immense faculté de le sentir. Mon amère destinée est venue à la traverse. J'ai cependant un avenir : j'ai des enfans, j'aime et j'estime leur mère; mes enfans me rendront heureux ou malheureux. Au reste, si je succombe à mes maux, je ne crains pas le vide, l'horrible néant auquel je ne veux ni ne peux croire, et que je repousse dès à présent et à jamais par volonté, par instinct, à défaut de démonstration positive. — Si j'écris, je mettrai ma conscience dans mes livres, et j'aurai aussi ma patrie devant les yeux; le souvenir de ma mère sera aussi une divinité qui me commandera plus d'un sacrifice. Ce sentiment est un des mobiles de mon existence intérieure. Bien ou mal, cela est. Il m'est impossible d'appartenir tout entier aux nouvelles mœurs et à la nouvelle époque par cette raison toute puissante.

« Laisse-moi espérer sérieusement de te voir dans l'année 1824. On ne te refusera pas obstinément un passeport. D'ici là, ou je me trompe, ou le gouvernement français sera devenu encore plus fort, ce qui ne peut manquer d'arriver, à moins qu'il ne fasse de grandes folies. Si on te surveille, on doit savoir que tu vis tout entier pour la philosophie. Ainsi on ne te refusera pas un passeport, et je t'embrasserai sur la plage anglaise en dépit des Anglais, qui ouvriront de grands yeux.

« Écrire des articles de journaux m'ennuie. Moi aussi je voudrais contribuer un peu à l'honneur de ce pauvre et malheureux pays, à qui j'ai sacrifié toutes les douceurs de l'existence. L'exemple glorieux de Manzoni doit enflammer tout Italien qui a un peu de cœur et de talent. Berchet se porte bien, et paraît assez heureux. Il m'a promis de faire un bon nombre de romances semblables aux dernières; s'il tient sa parole, il aura créé un genre. »

18 octobre.

« Oui, mon ami, il me faut une certaine superstition dans ma vie intérieure et dans mes affections; ce qui vient de m'arriver m'y confirme. Aujourd'hui 18 octobre, jour où j'accomplis quarante ans et où je demeure renfermé, invisible, dans mon petit ermitage, méditant à mes malheurs, à mon avenir, m'entourant de mes plus chers souvenirs, de mes plus douces amitiés; aujourd'hui, dans ce moment même, on m'apporte ta lettre du 12 et ton Platon. Véritablement de race et de sang romain, j'en accepte l'augure, comme au temps de Camille et de Dentatus. J'ai pris la plume sur-le-champ pour te répondre dans ce premier moment de vie délicieuse. O quelle chose mystérieuse et divine que le cœur humain! combien je déplore les doctrines du matérialisme! J'y pensais quand ton Platon est arrivé. Nous croyons tous les deux au bien, à l'ordre. La philosophie n'est pas de savoir beaucoup, mais de se placer haut. Sous ce seul rapport, je crois être philosophe malgré mon ignorance sur tant de choses. Adieu, je te laisse. Aujourd'hui je m'appartiens tout entier, et il faut que je t'aime comme je fais pour t'avoir écrit. Adieu, encore. »

Ainsi s'écoula l'année 1823; celle de 1824 le trouva dans cet état, tantôt de découragement, tantôt d'exaltation que lui donnait tour à tour et l'énergie de son ame et la misère de sa position. Dans les premiers mois de 1824, ses lettres devinrent successivement plus rares, plus courtes et plus tristes; il luttait contre une pauvreté toujours croissante, se reprochant de demander des secours à sa famille, qui était elle-même très gênée, et ne pouvant suffire à ses besoins par un travail de journaliste pour lequel il n'était pas fait. Sa situation devint telle qu'il fallut prendre un parti décisif. Il se détermina à quitter Londres et à se retirer à Nottingham, où, sous un autre nom que le sien, il gagna sa vie en donnant des leçons d'italien et de français. Adieu ses projets de grands ouvrages, ses rêves d'hon-

neur et de bonheur! L'infortuné, à quarante ans, voyait sa vie s'anéantir dans une occupation honorable sans doute, mais sans terme et sans but. Il se découragea jusqu'à douter de l'avenir et de lui-même. Pendant quelque temps il ne m'écrivit plus. Il me fallut savoir par d'autres ce qu'il était devenu. Mais bientôt je fus entraîné moi-même dans les aventures les plus inattendues et les plus bizarres. Dans une grande circonstance, M[me] la duchesse de Montebello, ne pouvant accompagner son fils aîné en Allemagne, me pria de la remplacer. La noble veuve du maréchal Lannes ne pouvait s'adresser en vain à mon amitié, et, dans le mois de septembre, je partis avec M. de Montebello pour Carlsbad. On sait ce qui arriva. Arrêté à Dresde, livré par la Saxe à la Prusse, jeté en prison à Berlin, mon refus de répondre à toute question venant d'un gouvernement étranger, avant que le gouvernement français eût intervenu, prolongea ma captivité, et je n'étais de retour à Paris que dans les premiers jours de mai 1825. Voici les deux lettres que j'y trouvai :

Nottingham, 26 août 1824.

« Si je ne t'ai pas écrit jusqu'à ce moment-ci, tu sais pourquoi. Je n'osais pas paraître devant toi. Tu es pour moi une espèce de conscience; peut-être, je tremble en te l'écrivant, mais il faut que je te dise toute la vérité, peut-être ne t'aurais-je plus écrit et aurais-je renoncé à l'amitié de l'homme que j'aime le plus sur la terre, et à qui je pense toutes les heures de ma vie, si je ne m'étais pas relevé du triste état où j'ai vécu depuis mon arrivée en Angleterre. Je ne m'en suis pas relevé par une résolution, mais bien par une action, par une action commencée et dont la suite ne dépend plus de moi. Mais quand cela n'aboutirait à rien, j'aurais le cœur déchargé d'un grand poids, et j'aurais retrouvé l'énergie morale que j'avais perdue. Aussitôt que je saurai le résultat de ma démarche, je te l'écrirai. — Tout me condamne, je le sais; mais si je péris, ô mon ami, ce n'est pas de légères blessures. Mon cœur, avant l'époque de notre révolution, avait été cruellement déchiré; j'ignore ce que je serais devenu si la fièvre italienne ne m'avait saisi. Je me rendrai cette justice à moi-même, que je n'ai pas connu un seul moment ni l'intérêt, ni la peur, ni aucune passion dégradante. Mais je restai au-dessous des circonstances. A mesure que les évènemens s'éloignent de moi, le souvenir de mes fautes se présente à mon imagination avec plus de vivacité. Je pense toujours en frémissant à cette malheureuse

affaire de Novarre, où l'armée constitutionnelle fut mise si promptement en déroute; c'est la seconde blessure, ô mon ami, elle saignera toujours; elle me fait languir misérablement. Je sais tout ce que tu peux répondre aux reproches que je fais à ma vie politique. Je me suis dit, je me dis tous les jours, qu'il me reste de beaux et grands devoirs à remplir; mais si la force de les remplir me manque, si la volonté, qui fait tout l'homme, vacille sans cesse, que ferai-je? Si mon ame est malade, doit-on lui demander les actions d'un être rempli de vigueur? J'ai tenté le dernier remède. Si ma démarche a des suites, je redeviens moi-même, j'aurai un retour de jeunesse; si elle n'en a point, réhabilité à mes yeux, je lèverai la tête, je retrouverai la conscience de moi-même.

« Qu'auras-tu pensé en apprenant que j'étais devenu maître de langue à Nottingham? Que veux-tu! je me suis vu près de manquer d'argent. Sentant que ma dépense d'une semaine à Londres imposait des sacrifices à ma famille pour des mois entiers, rougissant de demander de nouvelles sommes, ayant une répugnance insurmontable à écrire pour les journaux, j'ai pensé qu'il fallait avoir du pain qui ne me coûtât ni honte, ni un travail antipathique. Quel triste métier que d'écrire des articles de journaux! J'en ai fait l'expérience. M. Bowring m'a demandé un article pour sa *Revue de Westminster;* je l'ai fait. « Bon, m'a-t-il dit, très bon, mais trop long. » Je l'ai mutilé. « Bien, à présent. » Puis, au bout d'un mois: « Le rédacteur le trouve écrit dans un esprit qui ne lui convient pas; il faut le refondre. » Je le redemande. On me refuse avec douceur. Je le laisse, qu'on en fasse ce qu'on voudra. Un beau jour, j'en reçois les épreuves, je trouve des contre-sens, des omissions ridicules; je corrige, j'arrange tout et je renvoie le paquet à Londres. Des mois se passent sans que j'en aie de nouvelles. Que toutes ces vicissitudes sont fatigantes! Non, plus d'articles, je me sens la force de faire autre chose que des articles. Aussitôt que j'aurai la réponse de Londres, je règlerai ma vie, j'irai me renfermer dans un grenier à Londres, auprès d'une bibliothèque publique; j'aurai par devant moi quarante-cinq louis environ; je travaillerai avec ardeur, j'en ai le pressentiment.

« J'écris peu en Piémont; les nouvelles que j'en ai sont excellentes en ce qui regarde la santé de ma femme et de mes enfans, et l'affection que me conservent tous mes amis. Quant à la fortune, ma femme avait presque obtenu que mes biens lui fussent cédés par le gouvernement; tout était conclu, il ne fallait que la signature du roi; il l'a refusée. On espère encore, malgré ce premier refus. Je laisse faire,

je ne crois devoir ni encourager, ni empêcher ces démarches. Je crains cependant que si le roi rend mes biens à ma femme et à mes enfans, il ne veuille prendre soin de l'éducation de ceux-ci. Je frémis à l'idée de mes fils élevés par des jésuites. Vois, mon ami, que de sujets de peine pour mon cœur!

« J'ai lu et relu l'argument du premier Alcibiade; j'y ai profondément réfléchi, et je te déclare que mon esprit ne peut pas se faire une idée nette de la substance. L'existence personnelle est la seule que je conçoive, je n'ai pas la conscience *sourde et confuse*, dont tu parles à la page x.

« ... J'apprends avec effroi que tu as de temps en temps des retours de ton ancien mal de poitrine. O mon ami, vis, je t'en conjure, vis assez pour me donner la plus douce récompense de mes sacrifices, ton estime, ton approbation, un mot d'éloge. Si tu meurs avant que j'aie fait le premier pas dans ma noble carrière, je m'arrêterai, je n'aurai plus la force d'avancer, je me laisserai tomber; vis, je t'en supplie, tu as à répondre de nous deux, car si je laisse éteindre le feu qui est encore dans mon sein, vivrai-je? Est-ce vivre que se lever chaque matin pour se fuir soi-même jusqu'au soir? — Adieu, je t'embrasse avec le cœur rempli d'espoir. Je suis sûr que tu me pardonneras mon long silence; Dieu m'est témoin que je m'entretiens avec toi tous les jours. Je t'écris dans ma tête, je te vois, je t'écoute. Que ne donnerais-je pas pour deux semaines passées avec toi! Comme je me retrace avec complaisance nos promenades d'Alençon, et cet adieu de dix minutes à Paris! Adieu encore, aime-moi toujours, car je suis toujours le même. »

Londres, 31 octobre 1824.

« Demain, mon ami, je pars pour la Grèce avec Collegno. Si tu as reçu la lettre que je t'ai écrite il y a environ six semaines, et que le comte Piosasco a dû te remettre à son arrivée à Paris, tu ne seras pas étonné de ma résolution. Il fallait, mon ami, que je sortisse de mon engourdissement par un moyen extraordinaire. Mon inaptitude à travailler venait de ce que mon ame avait la conscience d'un devoir à remplir encore dans la vie active. — J'ignore si je pourrai être utile; je suis préparé à toute sorte de difficultés, résigné à toute espèce de désagrémens. Il le faut bien : songe que Bowring m'a déclaré que le comité anglais, ou du moins plusieurs de ses membres, désapprouvaient mon voyage. Je veux croire que leurs motifs sont

droits. J'ignore s'ils sont fondés; mais, dans tous les cas, pouvais-je, devais-je retirer ma parole? Les députés grecs seuls avaient le droit de me retenir, eux à qui j'avais offert mes services sans aucune condition. Ils ne l'ont point fait, et je pars.

« Mon ami, je n'avais point de sympathie pour l'Espagne, et je n'y suis point allé, puisque par cela seul je n'y aurais été bon à rien. Je sens au contraire pour la Grèce un amour qui a quelque chose de solennel; la patrie de Socrate, entends-tu bien?—Le peuple grec est brave, il est bon, et bien des siècles d'esclavage n'ont pas pu détruire entièrement son beau caractère; je le regarde d'ailleurs comme un peuple frère. Dans tous les âges, l'Italie et la Grèce ont entremêlé leurs destinées; et ne pouvant rien pour ma patrie, je considère presque comme un devoir de consacrer à la Grèce quelques années de vigueur qui me restent encore. —Je te le répète, il est très possible que mon espoir de faire quelque bien ne se réalise point. Mais dans cette supposition même, pourquoi ne pourrais-je pas vivre dans un coin de la Grèce, y travailler pour moi? La pensée d'avoir fait un nouveau sacrifice à l'objet de mon culte, de ce culte qui seul est digne de la Divinité, m'aura rendu cette énergie morale sans laquelle la vie n'est qu'un songe insipide.

« Tu n'as pas répondu à la lettre dont je t'ai parlé. Dieu me préserve de penser que tu aies voulu me punir de mon silence en l'imitant! Écris-moi maintenant, je t'en conjure. Fais-moi parvenir ma lettre à Napoli de Romanie, siége du gouvernement grec dans le Péloponèse. Cherches-en les moyens sans perdre de temps.

« J'emporte ton Platon. Je t'écrirai ma première lettre d'Athènes. Donne-moi tes ordres pour la patrie de tes maîtres et des miens.

« Tu me parleras de ta santé et avec détail, tu me diras que tu m'aimes toujours, que tu reconnais ton ami dans le sentiment qui lui a commandé ce voyage. Adieu, adieu. Personne sous le ciel ne t'aime plus que moi. »

Quand je reçus ces deux lettres à la fois à mon retour de Berlin, et en apprenant en même temps que Santa-Rosa avait accompli sa résolution, que l'armée égyptienne était débarquée en Morée, et que Santa-Rosa était devant elle, je ne dis que ces mots à l'ami qui me remit ces deux lettres : « Il se fera tuer; Dieu veuille qu'à cette heure il soit encore vivant! » et à l'instant même je fis tout pour le sauver. J'écrivis immédiatement à M. Orlando, envoyé grec à Londres, qui avait été chargé par son gouvernement de négocier l'envoi

en Grèce d'officiers européens, pour l'inviter à envoyer sur-le-champ une lettre de moi à Santa-Rosa partout où il se trouverait. Dans cette lettre, je parlais à Santa-Rosa avec l'autorité d'un ami éprouvé, et lui donnais l'ordre formel de ne pas s'exposer inutilement, de faire son devoir et rien de plus. J'ai la certitude que si cette lettre lui était parvenue à temps, elle eût calmé l'exaltation de ses sentimens et de son courage. J'envoyai des doubles de cette lettre par huit ou dix occasions différentes; j'ai la conscience de n'avoir négligé aucun moyen de le sauver, mais j'étais revenu trop tard.

Bientôt les plus funestes nouvelles nous arrivèrent du Péloponèse. Les avantages de l'armée égyptienne étaient certains, la résistance des Grecs mal concertée. Tous les journaux s'accordaient à applaudir aux efforts de Santa-Rosa; l'un d'eux annonça sa mort. Cette nouvelle, quelque temps démentie, se confirma peu à peu, et à la fin de juillet j'acquis la triste certitude que Santa-Rosa n'était plus. *L'Ami de la Loi,* journal de Napoli de Romanie, après avoir rendu compte de la bataille qui avait eu lieu devant le vieux Navarin, s'exprimait ainsi sur la mort de Santa-Rosa : « L'ami zélé des Grecs, le comte de Santa-Rosa, est tombé vaillamment dans cette bataille. La Grèce perd en lui un ami sincère de son indépendance et un officier expérimenté, dont les connaissances et l'activité lui auraient été d'une grande utilité dans la lutte actuelle. » Je reçus presque en même temps une lettre de M. Orlando, du 21 juillet 1825, qui me confirmait cette triste nouvelle.

Ainsi tout doute était impossible; je ne devais plus revoir Santa-Rosa, et le roman de sa vie et de notre amitié était à jamais fini. Quand les premiers accès de la douleur furent passés, je m'occupai de rechercher avec soin tous les détails de sa conduite et de sa mort. Je ne pouvais mieux m'adresser qu'à M. de Collegno, son compatriote et son ami, qui l'avait accompagné en Grèce. J'obtins de lui la note suivante, dont la scrupuleuse exactitude ne peut être contestée par quiconque a la moindre connaissance du caractère et de l'esprit de M. de Collegno :

« Santa-Rosa quitta Londres le 1er novembre 1824, et les côtes d'Angleterre le 5.

« Le motif principal qui lui faisait quitter Nottingham paraît avoir été l'état de nullité forcée à laquelle il se voyait réduit. Santa-Rosa écrivait à cette époque à un de ses amis : *Quando si ha un animo forte, conviene operare, scrivere, o morire.*

« Il avait offert aux députés du gouvernement grec à Londres d'aller en Grèce comme militaire. Il demandait d'y commander un bataillon. On lui répondit que le gouvernement grec serait très heureux de l'employer d'une manière bien autrement importante. On parlait de lui confier l'administration de la guerre ou l'administration des finances. Santa-Rosa partit porteur de lettres françaises et italiennes *ouvertes*, remplies d'expressions on ne saurait plus flatteuses pour lui, et d'autres lettres *cachetées* en grec. Des trois députés grecs qui se trouvaient à Londres, deux seulement favorisaient le voyage de Santa-Rosa. Le troisième, beau-frère du président Conduriotti, avait toujours paru s'y opposer.

« Quoi qu'il en soit, Santa-Rosa fut reçu froidement par le corps exécutif à son arrivée à Napoli de Romanie, le 10 décembre. Après quinze jours, il se présenta de nouveau au secrétaire-général du gouvernement, Rhodios, pour savoir si, prenant en considération les lettres des députés grecs à Londres, on voulait l'employer d'une manière quelconque. On lui répondit qu'*on verrait*.

« Le 2 janvier 1825, il quitta Napoli de Romanie, prévenant le gouvernement qu'il attendrait ses ordres à Athènes. Il visita Épidaure, l'île d'Égine, et le temple de Jupiter-Panhellénien, débarqua le 5 au soir au Pyrée, et arriva à Athènes le 6. Il consacra quelques jours à visiter les monumens de cette ville. Ayant trouvé sur une colonne du temple de Thésée le nom du comte de Vidua, il écrivit le sien à côté de celui de son ami, qui avait visité Athènes quelques années auparavant.

« Le 14 janvier, il entreprit une excursion dans l'Attique pour visiter Marathon et le cap Sunium. Sur une colonne du temple de Minerve-Suniade, il écrivit son nom et celui de ses deux amis, Provana et Ornato, de Turin, comme monument de leur triple amitié. A son retour à Athènes, il eut quelques accès de fièvre tierce qui l'affaiblirent beaucoup, et le confirmèrent dans l'idée de se fixer à Athènes plutôt que de retourner à Napoli de Romanie, dont l'air malsain aurait aggravé ou du moins prolongé sa maladie.

« Odysseus, qui paraissait d'intelligence avec les Turcs, ayant menacé de s'emparer d'Athènes, Santa-Rosa contribua à en organiser la défense. Les éphémérides d'Athènes parlèrent de son enthousiasme et de son activité; mais son importance cessa avec les menaces d'Odysseus, et Santa-Rosa quitta Athènes pour rejoindre ses amis à Napoli de Romanie.

« A cette époque, on se préparait à entreprendre le siége de Patras.

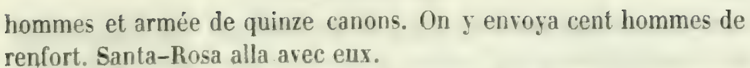
Santa-Rosa, n'ayant jamais eu aucune réponse du corps exécutif à ses premières offres de service, insista de nouveau pour faire partie de cette expédition. On lui répondit « que son nom, trop connu, pouvait compromettre le gouvernement grec auprès de la sainte-alliance, et que s'il voulait continuer à rester en Grèce, on le priait de le faire sous un autre nom que le sien », sans qu'on lui offrît pour cela aucun emploi civil ni militaire.

« Ce fut en vain que ses amis voulurent lui représenter qu'il avait plus que rempli toutes les obligations qu'il pouvait avoir contractées envers les députés du gouvernement grec à Londres, envers ses amis, envers lui-même; qu'il ne devait rien et ne pouvait rien devoir à une nation qui n'osait pas ouvertement avouer ses services. Santa-Rosa partit de Napoli le 10 avril, habillé et armé en soldat grec, et sous le nom de Dérossi. Il rejoignit le quartier-général à Tripolitza, et l'armée destinée à assiéger Patras s'étant portée au secours de Navarin, il suivit le président à Leondari. Là, le prince Maurocordato se portant en avant pour reconnaître la position des armées et l'état de Navarin, Santa-Rosa demanda à le suivre. Il prit part à l'affaire du 19 avril contre les troupes d'Ibrahim-Pacha, et entra le 21 dans Navarin.

« Il avait constamment sur lui le portrait de ses enfans. Le 20, s'étant aperçu que quelques gouttes d'eau avaient pénétré entre le verre et la miniature, il l'ouvrit, et voulant l'essuyer, il effaça à moitié la figure de Théodore. Cet accident l'affligea amèrement. Il avoua à Collegno qu'il ne pouvait s'empêcher de considérer cela comme un mauvais présage, et le 21 il écrivait à Londres à un ami : *Tu me riderai, ma sento dopo di cio ch'io non devo piu rivedere i miei figli.*

« Resté dans Navarin, où la faiblesse de la garnison empêchait de prendre l'offensive, il passa quinze jours à lire, à penser et à attendre la décision des évènemens. Ses dernières lectures furent Shakespeare, Davanzati, et les Chants de Tyrtée, de son ami Provana.

« Cependant l'armée grecque destinée à faire lever le siége s'était débandée; la flotte grecque n'avait pu empêcher la flotte turque d'aborder à Modon. Le siége, qui avait paru se ralentir les derniers jours d'avril, était repris avec plus d'ardeur, la brèche était ouverte et praticable, l'ennemi logé à cent pas des murs. Les deux flottes combattaient tous les jours devant le port, qui était encore occupé par une escadre grecque. Le 7 au soir, le vent ayant poussé les Grecs au nord, on craignit que les Turcs ne cherchassent à s'emparer de l'île de Sphactérie qui couvre le port. Elle était occupée par mille



hommes et armée de quinze canons. On y envoya cent hommes de renfort. Santa-Rosa alla avec eux.

« Le 8, à neuf heures du matin, il écrivait à Collegno : *Uno sbarco non mi pare impraticabile sul punto alla difesa del quale io mi trovo.* A onze heures l'île fut attaquée, à midi les Turcs en étaient les paisibles possesseurs.

« De onze à douze cents hommes qui se trouvaient dans l'île, quelques-uns s'étaient sauvés en gagnant l'escadre qui était à l'ancre dans le port, et qui, coupant ses câbles au moment de l'attaque, se fit jour au travers de la flotte turque. Deux vinrent à la nage depuis l'île jusqu'à la forteresse. Ils disaient que le plus grand nombre avait traversé un gué au nord de l'île et s'était jeté dans le Paleo Castro. Ce monceau de ruines fut pris par les Turcs le 10. On ignorait dans la place le sort des Grecs qui s'y trouvaient.

« Navarin était au moment de manquer d'eau. On en distribuait depuis long-temps deux verres par jour à chaque homme. Les munitions de guerre étaient épuisées. Ibrahim fit proposer une capitulation et demanda qu'on envoyât des parlementaires.

« Collegno sortit de la place avec eux le 16 mai, pour tâcher de découvrir le sort de son ami, qu'il ne prévoyait que trop. On lui désigna Soliman-Bey comme ayant commandé l'attaque de l'île. Il le trouva dans la tente du lieutenant d'Ibrahim, sous les murs de Modon. Soliman lui dit avoir examiné tous les prisonniers, qu'il ne s'y était trouvé qu'un seul Européen, un Allemand qui avait été mis immédiatement en liberté, et se trouvait alors à bord d'un bâtiment autrichien. Au reste, Soliman fit appeler son lieutenant-colonel, lui expliqua en arabe le signalement de Santa-Rosa, que Collegno lui dictait en français, et lui ordonna de lui donner le lendemain les informations les plus exactes sur le sort de l'homme qu'on cherchait. Le nom de Santa-Rosa n'était pas ignoré des Turcs. Leur figure prit un air de tristesse lorsqu'ils surent qu'on craignait qu'il ne fût mort. Ils regardaient avec le silence de la compassion son ami qui venait le réclamer.

« Le 18, Soliman-Bey fit demander Collegno aux avant-postes, et lui dit qu'*un soldat de son régiment avait vu parmi les morts l'homme dont il lui avait donné le signalement.*

« Le 24, la garnison de Navarin fut débarquée à Calamata, où elle avait été transportée sur des bâtimens neutres d'après la capitulation. On y sut que la plus grande partie des Grecs qui s'étaient trouvés dans l'île de Sphactérie le 8, s'étaient retirés à Paleo Castro; qu'ils y avaient capitulé le 10, et en étaient sortis sans armes, mais libres.

Santa-Rosa n'était point avec eux. Il ne s'était pas non plus retiré à bord des bâtimens grecs qui se trouvaient dans le port. Collegno a revu à Smyrne l'Allemand qui avait été pris à Sphactérie et dont Soliman-Bey lui avait parlé; il n'avait pas vu Santa-Rosa parmi les prisonniers. »

Plus tard, ayant demandé à M. de Collegno s'il ne trouvait pas dans ses souvenirs quelque détail exact et certain à ajouter à la note précédente, il me remit celle qui suit :

« Le 4 décembre 1824, nous découvrîmes les montagnes du Péloponèse. Des six passagers qui étaient à bord de la *Little Sally*, cinq éprouvaient la joie naturelle à tout homme qui touche au terme d'un long voyage de mer; trois surtout étaient impatiens de toucher le sol sacré. Santa-Rosa seul, appuyé sur un canon, contemplait tristement le pays qui se présentait de plus en plus distinctement à notre vue. Le soir, il disait à Collegno : « Je ne sais pourquoi je regrette que le voyage soit fini déjà; la Grèce ne répondra pas à l'idée que je m'en fais; qui sait comment nous y serons reçus, qui sait quel sort nous y attend? »

« Le 31 décembre, Santa-Rosa se trouvait chez le ministre de la justice (comte Theotoki). On parlait de la froideur avec laquelle des étrangers dont les députés grecs à Londres répondaient, et qui ne demandaient qu'à être employés, étaient accueillis par le gouvernement. Le comte Theotoki dit : « Que voulez-vous? Ce n'est pas d'hommes, ce n'est pas d'armes, de munitions, que nous avons besoin; *c'est d'argent.* » Le lendemain, 1er janvier, M. Mason, Écossais qui s'était lié avec Santa-Rosa, lui dit qu'un Grec ami du comte Theotoki avait conseillé à lui, Mason, *de ne pas fréquenter Santa-Rosa ni Collegno, comme étant suspects au gouvernement.* Santa-Rosa quitta Napoli le lendemain.

« En partant d'Épidaure le 3 janvier au soir, un *papas* d'un aspect vénérable, mais couvert de haillons, demanda qu'on lui accordât de passer à Égine dans la barque que nous avions frétée. Interrogé par notre interprète, il nous fit répondre qu'il avait quitté la Thessalie, sa terre natale, pour échapper à la persécution des Turcs. Sa femme et cinq enfans étaient réfugiés dans une des îles de l'Archipel. Ils n'avaient tous d'autres moyens de subsistance que les aumônes que le père recueillait dans ses courses, en montrant des reliques aux fidèles. La similitude de position, la femme et les cinq enfans réduits

à la misère, émurent Santa-Rosa. Il donna au *papas* ce qu'il avait d'argent sur lui. Le surlendemain, comme nous partions pour Athènes, le *papas* descendait de la ville, comme autrefois les prêtres de Neptune, et de la place où était jadis le temple de ce dieu, il bénissait notre barque.

«Au commencement de mars, Santa-Rosa paraissait avoir renoncé à toute idée de s'établir en Grèce avec sa famille. Toutefois il ne voulait pas partir sans avoir *du moins vu* les ennemis. Un envoyé du comité philhellénique de Londres (M. Whitcombe) arriva alors à Napoli de Romanie, porteur de plaintes de ce comité contre les députés Luviotti et Orlando, qui compromettaient, disait-on, le sort de la Grèce en y envoyant des hommes connus par leur opposition constante à la sainte-alliance. C'est à l'arrivée de M. Withcombe que Santa-Rosa dut peut-être d'être réduit à faire la campagne comme *simple soldat*.

« Le 16 mai, lorsque Collegno disait dans la tente du lieutenant d'Ibrahim-Pacha à Modon que Santa-Rosa était dans l'île de Sphactérie lorsque les Égyptiens l'avaient attaquée, au moment où Soliman-Bey lui répondait que Santa-Rosa n'était point parmi les prisonniers, un vieillard turc à longue barbe d'argent s'approcha de Collegno, et lui dit en français: «Comment, Santa-Rosa était dans l'île de Sphactérie, et je ne l'ai pas su pour lui sauver la vie une seconde fois! » C'était Schultz, Polonais, colonel en France, à Naples, puis en Piémont en mars 1821, puis en Espagne sous les cortès, puis en Égypte. Il était autrefois arrivé à Savone au moment où des carabiniers royaux avaient arrêté Santa-Rosa. A la tête d'une trentaine d'étudians armés, il l'avait délivré de sa prison, c'est-à-dire de l'échafaud, et, quatre ans plus tard, il dirigeait en partie l'attaque dans laquelle Santa-Rosa succomba! »

Quelle tragédie, bon Dieu, dans la fin de cette lettre! Quel contraste que celui de Santa-Rosa mourant fidèle à une seule et même cause, et de cet aventurier errant de contrée en contrée, ici sauvant Santa-Rosa, là le massacrant peut-être, changeant de drapeau comme de religion, et, dans cette absence de toute vraie moralité, conservant encore une sorte de générosité naturelle et le respect du soldat pour le courage malheureux!

Un Français, M. Édouard Grasset, attaché au prince Maurocordato, et qui était venu avec lui pour observer l'état de défense de l'île de Sphactérie, qui venait en ce moment d'être attaquée par les Arabes,

rencontra Santa-Rosa dans l'île le 8 mai, à neuf heures et demie du matin, et eut avec lui une dernière entrevue, dont il m'a communiqué la relation suivante :

Ile de Sphactérie, 8 mai, neuf heures et demie du matin.

SANTA-ROSA. — « Tous nos amis du fort se portent bien ; je suis venu ici avec le capitaine Simo, parce qu'il faut défendre cette île, d'où dépend le salut de la place. Je me repens bien d'avoir entrepris à tout prix la vie de pallicare ; je croyais savoir le grec, et je n'en comprends pas un mot, la langue du peuple étant tout-à-fait différente de celle des gens instruits. En outre, le désordre qui règne dans l'armée grecque est affreux et ne laisse rien à espérer. » M. Édouard Grasset lui dit : « Venez à la batterie avec nous. » Santa-Rosa répondit : « Non, je resterai ici ; je veux voir les Turcs de plus près. » A ces mots, ils se séparèrent.

Je n'ai pas rencontré un Grec ayant pris part à la campagne de 1825 qui ne m'ait parlé avec admiration de la conduite de Santa-Rosa. Je n'hésitai donc pas à écrire au gouvernement grec, dans la personne du prince Maurocordato, pour demander que le nom de Santa-Rosa fût donné à l'endroit de l'île de Sphactérie où il avait été tué ; je demandai, en outre, qu'un tombeau modeste lui fût élevé dans le même lieu, et que le gouvernement me permît de faire élever ce tombeau à mes frais, pour qu'au moins j'eusse la consolation d'avoir rendu ce dernier devoir à l'homme de mon temps que j'avais le plus respecté et chéri. Je n'ai jamais reçu de réponse à cette demande ; mais, en même temps que je m'adressais au gouvernement grec, j'eus le bon esprit d'écrire au colonel Fabvier, pour lui recommander la mémoire de notre ami. Celui-là était fait pour me comprendre. Aussi, dès que l'armée française, commandée par le maréchal Maison, eut délivré le Péloponèse et l'île de Sphactérie de l'invasion égyptienne, le colonel Fabvier s'empressa d'acquitter notre dette commune en élevant à Santa-Rosa, au lieu même où il passe pour avoir été tué, à l'entrée d'une caverne située dans l'île, un monument avec cette inscription : « AU COMTE SANCTORRE DE SANTA-ROSA, TUÉ LE 9 MAI 1825. » Le gouvernement grec n'y prit aucune part ; mais le peuple et surtout les soldats français mirent l'empressement le plus vif à seconder le digne colonel dans cet hommage rendu à la mémoire d'un homme de cœur.

Et moi aussi, jaloux de payer ma dette à une mémoire vénérée,

n'ayant point d'autre monument à lui élever, j'ai voulu du moins attacher son nom à la partie la moins périssable de mes travaux, en lui dédiant un des volumes de ma traduction de Platon.

Je pose la plume, mon cher ami; je n'ai fait, vous le voyez, que rassembler des fragmens de correspondance, recueillir des renseignemens dignes de foi, retracer quelques faits, et exprimer des sentimens que quinze années n'ont point affaiblis et qui sont encore dans mon ame aussi vifs, aussi profonds qu'ils l'ont jamais été. Mais je n'ai plus la force de faire passer dans mes paroles l'énergie de mes sentimens. Ce long récit n'a point l'intérêt que j'aurais voulu lui donner. Mon esprit épuisé ne sert plus ni mon cœur ni ma pensée; ma plume est aussi faible que ma main; elle a tracé péniblement chacune de ces lignes : il n'y en a pas une qui ne m'ait déchiré le cœur, et je n'aurais pas souffert davantage si j'eusse, de mes mains, creusé la fosse de Santa-Rosa. Et n'est-ce pas, en effet, ce triste devoir que je viens d'accomplir? Mon cœur n'est-il pas son vrai tombeau? Encore quelques jours peut-être, la voix, la seule voix qui disait son nom parmi les hommes et le sauvait de l'oubli, sera muette, et Santa-Rosa sera mort une seconde et dernière fois. Mais qu'importe la gloire et ce bruit misérable que l'on fait en ce monde, si quelque chose de lui subsiste dans un monde meilleur, si l'ame que nous avons aimée respire encore avec ses sentimens, ses pensées sublimes, sous l'œil de celui qui la créa? Que m'importe à moi-même ma douleur dans cet instant fugitif, si bientôt je dois le revoir pour ne m'en séparer jamais? O espérance divine, qui me fait battre le cœur au milieu des incertitudes de l'entendement! ô problème redoutable que nous avons si souvent agité ensemble! ô abîme couvert de tant de nuages mêlés d'un peu de lumière! Après tout, mon cher ami, il est une vérité plus éclatante à mes yeux que toutes les lumières, plus certaine que les mathématiques : c'est l'existence de la divine Providence. Oui, il y a un Dieu, un Dieu qui est une véritable intelligence, qui, par conséquent, a conscience de lui-même, qui a tout fait et tout ordonné avec poids et mesure, dont les œuvres sont excellentes, dont les fins sont adorables, alors même qu'elles sont voilées à nos faibles yeux. Ce monde a un auteur parfait, parfaitement sage et bon. L'homme n'est point un orphelin : il a un père dans le ciel. Que fera ce père de son enfant quand celui-ci lui reviendra? Rien que de bon. Quoi qu'il arrive, tout sera bien. Tout ce qu'il a fait est bien fait; tout ce qu'il fera, je l'accepte d'avance, je le

bénis. Oui, telle est mon inébranlable foi, et cette foi est mon appui, mon asile, ma consolation, ma douceur, dans ce moment formidable.

Adieu, mon cher ami; conservez cet écrit comme un souvenir et de moi et de lui. Vous l'avez connu, vous l'avez aimé; parlez souvent de lui avec le petit nombre d'amis qui ont survécu. Songez que c'est à lui que nous devons de nous être connus l'un et l'autre. Je me souviens encore de ce jour où, vers la fin de 1825, vous et Lisio, qui ne m'aviez jamais vu, vous vîntes chez moi me demander pour vous, ses compagnons d'infortune et d'exil, quelque chose du sentiment que j'avais pour lui. Eh bien! c'est moi aujourd'hui qui, en me retirant, viens vous demander de me remplacer auprès de sa mémoire. Gardez-la fidèlement, mes amis, entourez de respect sa femme et ses enfans; guidez ceux-ci dans la route du devoir et de l'honneur; apprenez-leur quel fut leur père; faites-leur lire cet écrit, il est exact et fidèle; il n'y a pas un mot qui ne soit scrupuleusement vrai, pas un mot qui ne soit emprunté aux lettres mêmes de leur père. Ses défauts sont manifestes à côté de ses grandes qualités. L'énergie touche à l'exaltation, et l'exaltation est presque une folie sublime. Il y a du héros de roman dans tout héros véritable, et nos plus grandes qualités ont leur rançon dans leur excès. Sans doute Santa-Rosa fut un homme incomplet, mais Santa-Rosa eut une ame grande et à la fois une ame tendre; c'est par là que vous lui devez une place éminente dans votre admiration et dans vos regrets. Adieu.

1er novembre 1838.

VICTOR COUSIN.

DIX ANS APRÈS

EN LITTÉRATURE.

Et comme notre poil, blanchissent nos désirs.
RÉGNIER.

Il y a des temps décisifs dans la vie des individus, où leur constitution physique ou morale subit de graves changemens et se fonde comme de rechef, où l'on refait bail, pour ainsi dire, sur un certain pied et à de certaines conditions avec ses idées, avec ses moyens; il y a, enfin, des années critiques, *climatériques,* comme disaient les anciens médecins, *palingénésiques,* comme disent de modernes philosophes. Cela semble aussi se reproduire assez fidèlement dans la vie d'une époque. Il y a des momens où le cours général des choses amène de certains aspects naturels, et où il se dispose de certains retours, de certaines inclinaisons, vagues sans doute, mais que l'activité humaine bien dirigée et agissant avec quelque concert peut saisir, déterminer et achever. Ne sommes-nous pas, sous l'aspect littéraire et moral, à l'un de ces momens dont il y aurait à tirer parti? On dirait que le tempérament littéraire de l'époque sommeille, attend, se refait sourdement, qu'il passe par l'un de ces lents efforts

de recomposition intérieure dans lequel il y a lieu d'agir, et plus lieu assurément qu'à aucun des instans qui ont couru durant ces dix dernières années.

Il semble qu'après dix ans les dispositions littéraires se rejoignent plus qu'elles n'avaient fait dans l'intervalle, qu'elles se rapprochent du moins; on ne revient pas au point de départ sans doute, et le cercle ne se ferme pas; mais il y a une sorte de correspondance, comme d'un cercle à l'autre dans la spirale. On revient, après dix ans, en vue des mêmes idées, non plus pour y aborder, mais pour les juger; si on y revient ensemble, il y a de quoi se consoler peut-être. On a l'ardeur et la rapidité de moins, on a l'expérience de plus.

Le mouvement littéraire de la restauration était au plus plein de son développement, et au plus brillant de son zèle, quand il fut brisé et comme licencié par le coup d'état de juillet, et par les journées qui s'ensuivirent. Un grand nombre des plus éminens et des plus actifs champions de cette croisade si animée passèrent immédiatement à la politique pratique, et parurent cesser d'être gens de lettres. Ceux qui n'étaient ni aussi à portée des choses ni aussi mûrs, qui n'avaient pas épuisé leurs vingt-cinq ans ni leur chimère, ne s'abattirent pas et essayèrent de continuer. De cette persévérance sortit plus d'une œuvre imprévue. Il se manifesta chez la plupart de ceux qui tinrent la campagne une seconde phase (et pas toujours progressive) de leur talent : il y eut bien des coups de vent dans les bannières. Cependant un petit nombre de nouveaux-venus prirent rang avec éclat; mais, depuis dix ans, ces nouveaux-venus eux-mêmes ont eu le temps d'en venir à leurs phases secondes. La politique, à son tour, ayant graduellement épuisé ses ardeurs, a rendu quelque loisir, au moins de coup-d'œil, à ceux qui s'y étaient d'abord absorbés. Plusieurs même, et des plus éminens, se remettent à écrire, avec lenteur et discrétion sans doute, mais enfin ils s'y remettent. On se rencontre, on se retrouve sur un terrain un peu neutre; mais c'est quelque chose de se retrouver. Et ceux qui étaient encore en feu il y a dix ans, et ceux qui se sont produits et déjà fatigués depuis, et ceux qui ressaisissent aujourd'hui de bons éclairs d'une ferveur littéraire long-temps ailleurs détournée, tous ne sont pas si loin de s'entendre pour de certaines vues justes, de certains résultats de goût, de sens rassis et de tolérance. Si l'on excepte quelques illustres incurables, auxquels les années n'ont guère appris, la plupart, d'un côté ou d'un autre, sont arrivés à un fonds commun; ce que j'appelle les secondes phases du talent a tourné chez presque tous

à l'expérience. Bref (puisqu'il faut articuler le mot fatal), le jeune Siècle, ou du moins ce qui se nommait le jeune Siècle encore il y a dix ans, a aujourd'hui, l'un portant l'autre, quarante ans à peu près : grand âge climatérique pour les tempéramens littéraires comme pour les autres. Cela rend possible bien des accords.

Cela les rend urgens aussi. C'est l'âge ou jamais, on en conviendra, pour l'ensemble des générations suffisamment contemporaines qui se sont long-temps laissé intituler le jeune Siècle, de prendre un dernier parti. La figure qu'on fera devant ces autres générations survenantes, et toujours assez peu bien disposées, l'idée générale qu'on laissera de soi, et la considération définitive qu'on ménagera à ses vieux jours littéraires, dépendent beaucoup de la façon dont on va se comporter et se poser en ces années où tant de féconds emplois sont possibles encore. Les laissera-t-on échapper et se dissiper, ce qui est en train de se faire? N'aura-t-on eu décidément que de beaux commencemens, un entrain rapide et bientôt à jamais intercepté, cette verve courageuse d'esprit que donne la jeunesse? N'aura-t-on à livrer à l'œil du jaloux avenir que des phénomènes individuels, plus ou moins brillans, mais sans force d'union, sans but, même secondaire, sans accord, même spécieux et décent? Ne sera-t-on en masse, et à le prendre au mieux, qu'une belle déroute, un *sauve qui peut* de talens enfin? Ou bien, méritera-t-on de compter parmi les siècles qui ont eu quelque consistance, qui ne se sont pas hâtés eux-mêmes de se dissoudre, qui ont lutté avec honneur sur les pentes dernières de la littérature, de la langue et du goût? Aura-t-on à présenter, sous les phénomènes excentriques éclatans qui illustrent et compromettent aussi une époque, et dans l'entre-deux de ces hasards de génie aussi souvent insensés que glorieux, un fonds plus sage, un corps de réserve et d'élite encore, rebelle à entamer, sensé, judicieux, fin, mesurant applaudissement ou sentence sur ce qui joue et brille ou s'égare devant lui? La question est posée; chacun peut la retourner à son gré, en étendre ou en resserrer les termes. Le moment me semble extrêmement favorable pour la laisser envisager dans toute sa clarté : si bien qu'il dépend peut-être de dix ou douze hommes dont les noms se pourraient dire, et qui au talent qu'ils ont joindraient un peu du zèle qu'ils ont eu, de la résoudre favorablement aujourd'hui.

Nous qui avons prêché autrefois plus d'une croisade, et pas toujours des plus orthodoxes assurément, qui avons poussé, je le crains, à de trop vives aventures, au rapt d'Hélène et à l'imprudent assaut, nous venons donc (dût-on nous accuser de prêcher à tout propos et

un peu par manie), nous venons conseiller comme urgent, opportun et pas trop difficile, cet acte de seconde union, cette espèce de mariage de raison pour tout dire, entre les talens mûris. Chacun aurait ses réserves pour de certains apanages propres et auxquels on tient chèrement tout bas; mais on entrerait en communauté et en concert sur bien des points de critique positive et de travaux qui s'appuieraient.

Cet accord s'essaie et subsiste plus ou moins déjà; c'est la pensée et le vœu de cette *Revue* même, et c'est parce que la chose est en train de se faire, qu'elle devient possible, et qu'il y a lieu d'insister, d'achever et de s'exhorter. — Un coup d'œil sur l'ensemble de la littérature et sur les phases de ses principaux personnages depuis dix ans éclairera encore mieux notre idée et la modération de notre désir.

M. de Châteaubriand, qu'il faut toujours nommer d'abord (*ab Jove principium*), non-seulement comme le premier en date et en rang, mais aussi comme le plus durable, comme l'aïeul debout qui a vu naître, passer et cheoir bien des fils et petits-fils devant lui; M. de Châteaubriand, après s'être dégagé avec honneur de la politique et s'être voué uniquement à sa grande composition finale, aux vastes bas-reliefs de son monument, a eu cela de remarquable et de progressif de s'établir dans une existence plus calme, plus sereine et véritablement bienséante à tant de gloire. Son rare bon sens, qui, dans ses éloquens écrits, se revêt si souvent et s'arme ou se voile d'éblouissans éclairs, n'a jamais paru plus élevé, plus net, mieux discernant, aux yeux de tous ceux qui ont l'honneur de l'approcher. Si une conciliation entre toutes les parties généreuses et saines peut sembler possible au sein de la littérature moderne, c'est surtout en contemplant celle qui s'est faite avec les années dans ce haut esprit de plus en plus étendu, attentif et accueillant.

Les organes les plus en vue, les chefs de file tout-à-fait considérables du mouvement historique, philosophique et littéraire, aux dernières années de la restauration, MM. Guizot, Cousin et Villemain, ont dû cesser un peu brusquement cette activité de rôle. Ils n'ont pourtant pas renoncé à assister aux suites, à y présider même par leur esprit; ils ont donné de leur présence constante des témoignages trop rares sans doute pour ceux qui les admirent et auraient voulu les suivre encore, mais des témoignages suffisans pour maintenir leur influence supérieure et leur nom. M. Guizot a donné Washington, M. Cousin Abélard, et M. Villemain deux volumes d'une litté-

rature exquise et consommée. De leur côté enfin, il y a plutôt quelque chose qui favorise et rien qui gêne; ils ont gardé chacun leur rang, et la place est laissée à d'autres qui tous ne sont pas venus.

C'est ce qu'on peut dire aussi de plusieurs éminens historiens ou philosophes, M. Augustin Thierry, M. Thiers, M. Jouffroy. La fatigue d'une organisation délicate chez l'un, le torrent des affaires chez l'autre, et pour le premier des infirmités, hélas! qui n'ont pas du moins entamé l'ardeur, ont paru ralentir les productions; mais rien n'est tari, mais la ligne n'est pas brisée, mais les suites se retrouvent encore. M. Thiers a repris la plume : ne va-t-il pas la quitter de nouveau? M. Thierry ne l'a jamais laissée oisive à la main fidèle qui retrace sa pensée. Il doit nous en donner sous peu de jours des preuves rassurantes. Là donc encore il y a lieu de s'appuyer à des frontières connues et d'espérer même des alliés dans les maîtres.

L'imprévu, l'extraordinaire, depuis dix ans, a surgi à d'autres endroits et a jailli par d'autres noms. C'est à M. de La Mennais, à M. de Lamartine, à ces talens tout ouverts, l'un si impétueux et l'autre si fécond, qu'il faut demander surtout cette surprise de déploiement et cet éclat d'aventure. Ils ont, en un sens, passé toutes les espérances et aussi laissé derrière eux toutes les craintes; tous les hasards d'idées déchaînées dans les hautes régions ont soufflé en eux à pleines voiles, et les ont fait vibrer sur toutes les cordes selon leur mode particulier de véhémence ou d'harmonie. Certes, s'il ne s'agit que d'apprécier les ressources et la portée du génie individuel, l'étendue de ressort qu'on lui pouvait supposer, les applications plus ou moins larges qui s'en pouvaient faire, nous dirons que M. de La Mennais dans son ordre, et M. de Lamartine dans le sien, ont témoigné une flexibilité, une vigueur ou une grâce, une amplitude en divers sens, que leurs premières œuvres ne démontraient pas. *Jocelyn* d'une part, de l'autre les *Paroles d'un Croyant* et les *Affaires de Rome* sont, à ne voir que l'écrivain même, d'admirables et riches preuves de puissance et de fertilité. Mais, contradiction singulière, et qui est un des caractères de ce temps! avec plus de produit dans le talent et avec un dégagement à tout prix, le résultat de l'œuvre a été moins beau que d'abord : la loi de l'ensemble, l'unité, a été violée; le fonds entier s'est vu compromis. Il y a eu étonnement, bouleversement en définitive et ravage dans les impressions résultantes. Ces grands exemples n'ont pu être utiles qu'en tant qu'ils ont quelque peu effrayé et ont fait rentrer en soi par leur excès. On y chercherait en vain à

quoi se rallier directement, mais ils ont prêté beaucoup à qui sait considérer et s'instruire.

Si la noble, accueillante et expansive nature de M. de Lamartine, et qui semblait tellement faite pour être de celles qui concilient, a manqué jusqu'ici à ce rôle par une trop grande facilité d'ouverture et d'abandon, une autre nature bien haute de talent s'y est refusée par une raideur singulière que rien n'a fléchie. En ces dix ans qui s'achèvent, M. Hugo a donné à la fois les plus belles marques de son génie lyrique dans *les Feuilles d'Automne*, et de son talent de prosateur dans sa *Notre-Dame de Paris; Marion Delorme* aussi (une œuvre dramatique véritable) n'a paru à la scène que depuis 1830. Mais on est tenté d'oublier ces portions magnifiques quand on songe à tant d'autres récidives simplement opiniâtres, à cette absence totale de modification et de nuance dans des théories individuelles que l'épreuve publique a déjà coup sur coup jugées, à ce refus d'admettre, non point en les louant au besoin (ce qui est trop facile), mais en daignant les connaître, et en y prenant un intérêt sérieux, les travaux qui s'accomplissent, les idées qui s'élaborent, les jugemens qui se rasseoient, et auxquels un art qui s'humanise devrait se proportionner. On peut dire que le genre de déviation propre à M. Hugo depuis dix ans, c'est sa persistance. Est-il disposé à le sentir aujourd'hui? Ces sortes de natures si entières se corrigent-elles jamais, et ne mettent-elles pas leur point d'honneur à être ou à paraître jusqu'au bout invincibles? Quoi qu'il en soit, ce n'est pas la faute de cette *Revue* en particulier, si M. Hugo est resté isolé d'elle, et si cet isolement s'est traduit bientôt en lignes si tranchées, et a entraîné des conséquences sévères. Mais la première condition de toute communauté littéraire, c'est l'égalité morale, toute part faite à la supériorité des talens. Dans ce mouvement de retour, dans cette combinaison modérée que nous invoquons, M. Hugo, jusqu'à présent inaccessible, demeure naturellement en dehors; il reste un des grands exemples qu'on admire en partie, qui éclairent par réflexion, à distance, et qui hâtent la maturité de ceux qui en sont capables.

Ceux-ci, par bonheur, sont assez nombreux; ils subissent humblement la loi intime de changement: qu'ils y joignent le travail, l'effort régulier, et cela pourra s'appeler progrès. Mais avant de compter avec eux, avant d'essayer de leur persuader ce que nous concevrions de leur concours, il est bon de voir ce qui ne saurait s'en séparer, ce qui s'est produit de tout-à-fait nouveau en littérature depuis juillet 1830, et de postérieur aux talens éclos déjà sous la restauration.

Il s'en est produit très peu de nouveaux et d'entièrement nets au soleil : dans l'ordre de l'imagination, M. de Balzac, George Sand; dans l'ordre politique, M. de Tocqueville. En fait de grosse idée, il y a eu le saint-simonisme, et ce genre de doctrines plus ou moins avoisinantes, desquelles est sortie l'*Encyclopédie* de MM. Leroux et Reynaud. On aurait à citer encore quelques noms de poètes, de romanciers, de critiques; mais ce serait entrer dans le détail, et un coup-d'œil d'ensemble (ce qui est singulier à dire) ne fournit guère rien que cela. Je ne parle toujours que de ce qui n'était pas déjà en train de luire sous la restauration.

M. de Balzac est né depuis, en effet, malgré les cinquante romans qu'il avait publiés d'abord; nous voudrions ne pas ajouter qu'il a déjà eu le temps de mourir, malgré les cinquante autres qu'il s'apprête à publier encore. Il a tout l'air d'être occupé à finir comme il a commencé, par cent volumes que personne ne lira. On n'aura vu de sa renommée que son milieu, comme le dos de certains gros poissons en mer. Il a eu pourtant son éclair bien flatteur, bien chatoyant, son moment de sirène :

Subdola quum ridet placidi pellacia ponti.

Ce moment-là ne pouvait venir qu'entre deux vagues, dans un intervalle de mélange et de confusion. Il a saisi à nu la société dans un quart d'heure de déshabillé galant et de surprise; les troubles de la rue avaient fait entr'ouvrir l'alcôve, il s'y est glissé; mais, si de pareils hasards sont précieux, il ne faut pas en abuser, on le sent, ni les prolonger outre mesure, sous peine de faire céder le charme au dégoût. Or, depuis ce temps-là, cette malheureuse alcôve est restée entr'ouverte, que dis-je? ouverte à deux battans; on y entre, on en sort, on y décrit tout; ce n'est plus le poète dérobant les fins mystères, c'est le docteur indiscret des secrètes maladies. — A défaut de M. de Balzac, qui ne semble pas en mesure de modifier la verve croissante de ses entraînemens, et en se garant surtout du ruisseau impur des imitateurs, c'est à tels ou tels de ses disciples rivaux et de ses héritiers vraiment distingués qu'on voudrait demander parfois l'œuvre agréable dans laquelle le choix de l'expression, le soin du détail, quelque art littéraire enfin, se joindraient à toutes les veines délicates qu'ils ont.

La plus manifeste, la plus originale, et la plus glorieuse apparition individuelle qui se soit dessinée depuis dix ans, est assurément

George Sand, et tout ce qui se rattache à ce nom. Ici l'on n'a qu'à se féliciter. Avec bon nombre de ces qualités qui peuvent à bon droit sembler souveraines, il ne s'est rien rencontré (exception bien rare!) d'exclusif contre ce qui entoure, rien de littérairement chatouilleux sur soi-même ni sur les autres; mais, au contraire, une sorte d'insouciance généreuse et de courage d'esprit qui ne demande qu'à toujours aller. Des phases nombreuses se sont déjà succédées ou plutôt croisées dans ce talent d'écrivain de plus en plus élargi. Aux purs chefs-d'œuvre du roman, auxquels, lorsqu'on y réussit à ce point, nul genre (il est bon de le maintenir) ne saurait être dit supérieur, il s'est mêlé des essais plus ambitieux dans des sphères moins définies, de ces recherches qu'une pensée ardente et immortelle n'a pas le droit non plus ni le pouvoir de s'interdire. Qu'il aille donc ce talent à la plume si sûre, qu'il épuise çà et là ses fougues d'essor, mais que surtout il revienne encore souvent au naturel et charmant récit. Dans ces hautes influences philosophiques qu'il ne se refuse pas, il est, par rapport à tous, une simple précaution à garder : c'est de songer parfois à ceux qui sondent à d'autres points la sphère infinie, ou qui même, lassés, ne la sondent plus, et de se rappeler aussi que l'actuel espoir, l'impétueux désir des fortes ames n'est pas le but trouvé.

Si quelque regret tempère la satisfaction et le respect qu'inspirent les doctes et courageux travaux de l'école encyclopédique de MM. Leroux et Reynaud, c'est à cause de l'aspect parfois exclusif et répulsif que se donne dans l'expression une doctrine si vaste, si patiente au fond, si faite en définitive pour comprendre et tolérer. Qu'elle consente à se relâcher un peu de l'absolu de la forme et de la rigueur affirmative, à s'interdire envers les adversaires une chaleur de réfutation trop facile et qui déplace toujours les questions, qu'elle permette autour d'elle à bien des faits de détail de courir plus librement sous le contrôle naturel d'un empirisme éclairé, et elle aura permis qu'on s'appuie souvent avec avantage sur elle sans s'y ranger nécessairement; elle aura fourni un contingent utile à une œuvre pratique d'intelligence et d'indépendance qu'elle est digne d'apprécier, car, chez elle aussi, si je ne me trompe, et derrière ces grands développemens de croyances, la maturité personnelle et l'expérience secrète sont dès long-temps venues.

Un des plus clairs résultats des doctrines vagues qui se rattachent au mot de saint-simonisme a été négatif, comme cela arrive souvent : elles ont eu pour effet de neutraliser, de couper chez beaucoup de

jeunes esprits la fièvre flagrante du libéralisme, et de les placer dans une habitude plus calme, plus pacifique, plus ouverte aux idées et aux combinaisons véritablement sociales. Si le sentiment moral s'est parfois trouvé affaibli sous le coup de cette transformation profonde, c'est là un mal à combattre, à réparer; mais il y a eu, à d'autres égards, de l'avantage : il s'est répandu dans toute l'atmosphère des esprits un certain mélange dont l'intelligence et la tolérance ont profité. Il s'agirait d'y rendre aujourd'hui, sous l'empire d'un sentiment moral tout pratique, le mouvement, le concert et l'action.

Une quantité de talens déjà nés sous la restauration, mais qui ont développé depuis lors des secondes phases complètes, semblent merveilleusement s'y prêter pour le fond; il leur manque seulement que l'impulsion leur en vienne de quelque part; ils sont exactement disponibles : quel souffle donc les pourrait remuer, et, si peu que ce fût, rassembler?

Qui n'a vu dans une de ces soirées encombrées, dans un de ces *raouts* où se figure si bien notre époque, tous les talens, tous les noms divers dont une littérature de loin s'honore, et qui, si on les lorgne de Vienne ou de Saint-Pétersbourg, ont l'air d'être groupés, grace à la distance, et qui ne le sont pas? Qui ne les a vus se presser, se heurter, se croiser? On se rencontre, on se salue de l'œil ou du geste; au mieux on se serre la main, et l'on passe, et tout est dit. La vie d'une littérature est-elle là?

Un symptôme pourtant se prononce, et il appartient à chacun de l'aider. Nul groupe sans doute n'existe, nulle école imposante, nul centre doctrinal comme on dit, et à quelques égards je ne m'en plains pas : variété et liberté, c'est quelque chose. Mais, ainsi que je l'ai posé en commençant, depuis trois ou quatre années, les choses politiques s'étant graduellement apaisées ou affaissées dans ce qu'elles avaient d'habituellement imminent et absorbant, on a le loisir, on se regarde; rien ne s'est recomposé littérairement et avec le feu des premières œuvres; du moins les individus se retrouvent, s'essaient; il y a une sorte de retour des uns à leurs anciens travaux, il y a persistance et perfectionnement chez d'autres, un peu de désabusement chez tous, mais en somme une disposition assez favorable et qui s'intéresse avec assez de sincérité. Le rallentissement de ceux-ci, l'échouement de ceux-là, la difficulté des vents pour les heureux même, les ont à peu près tous jetés en vue des mêmes rivages : ce n'est plus certes le navire Argo qui peut voguer d'une proue magique à la conquête de la toison d'or; mais de toutes ces nefs restantes, de tous

ces débris d'espérances littéraires et de naufrages, n'y aurait-il donc pas à refaire encore une noble escadre, un grand radeau?

La critique surtout (hélas! c'est le radeau après le navire), la critique, par épuration graduelle et contradiction commune des erreurs, tend à se reformer et à fournir un lieu naturel de rendez-vous. La critique est la seconde face et le second temps nécessaire de la plupart des esprits. Dans la jeunesse, elle se recèle sous l'art, sous la poésie; ou, si elle veut aller seule, la poésie, l'exaltation s'y mêle trop souvent et la trouble. Ce n'est que lorsque la poésie s'est un peu dissipée et éclaircie, que le second plan se démasque véritablement, et que la critique se glisse, s'infiltre de toutes parts et sous toutes les formes dans le talent. Elle se borne à le tremper quelquefois; plus souvent elle le transforme et le fait autre. N'en médisons pas trop, même quand elle brise l'art : on peut dire de ce dernier, même lorsqu'il est brisé en critique, que les morceaux en sont bons. Fontenelle nous est un grand exemple : il n'avait été qu'un bel-esprit contestable en poésie, un fade novateur évincé; il devint, sous sa seconde forme, le plus consommé des critiques et un patriarche de son siècle. Il y a ainsi, au fond de la plupart des talens, un pis-aller honorable, s'ils savent n'en pas faire fi et comprendre que c'est un progrès. Il faut tôt ou tard, bon gré mal gré, y consentir : la critique hérite finalement en nous de nos autres qualités plus superbes ou plus naïves, de nos erreurs, de nos succès caressés, de nos échecs mieux compris. Tout y pousse et contribue à la hâter de nos jours. L'instituer largement et avec ensemble en littérature, l'appuyer à des exemples historiques positifs qui la fassent vivre et la fertilisent, la mêler, sans dogmatisme, à une morale saine, immédiate, décente, ce serait, dans ce débordement trop général d'impureté et d'improbité, rendre un service public et, j'ose dire, social.

Je croirais presque qu'il en est ici de la littérature comme de la politique. Si j'avais l'honneur d'être conservateur à quelque degré et de tenir à la société par quelque coin essentiel (et qui donc n'y tient pas un peu en avançant?), je penserais que c'est le moment ou jamais, pour tous les hommes qui ont cette conservation à cœur et qui ne sont pas disposés à se confier immédiatement aux ressources de l'inconnu, — que c'est le moment pour eux de s'unir, de comprendre que la chose publique s'en va dans un morcellement misérable d'intrigues, dans une diminution sans terme de tous les pouvoirs et de toutes les fonctions. Il me semblerait, en leur place, que la distance de quelques points de départ divers devrait s'évanouir et se confondre

dans un but désormais commun de recomposition et de salut. Parmi les écoles conservatrices et non pourtant ennemies du progrès, celle qui a le plus de confiance en elle-même, et qui n'est pas encore guérie de croire à l'efficacité absolue de certaines formes et de certaines distinctions plus théoriques que vraies, à dû, ce me semble, se guérir au moins de tout dédain envers ceux qui n'ont à apporter au concours des choses publiques qu'un empirisme équitable, modéré, et qui a sa philosophie aussi dans l'histoire. Et qui donc, dans de certains rangs où l'expérience a soufflé, en pourrait être aux exclusions et aux dédains aujourd'hui? Il les faut laisser à l'orgueil des générations survenantes, qui ont encore à parcourir en leur propre nom tout le cercle des erreurs. Voilà ce que je me hasarderais à penser de la politique de conservation, en idée du salut du pays, si toutefois je m'étais accoutumé d'assez longue main à concevoir le salut et l'honneur du pays sous ces sortes d'aspects.

Eh bien! cette tolérance, cette union conservatrice, cette ligue de bon vouloir et de bon sens, si regrettable et si loin de nous en politique, il est plus facile de provisoirement l'établir en littérature; et si les symptômes ne nous trompent, et pour peu que quelque activité y aide, on serait à même, à l'heure qu'il est, de l'accomplir. Il ne faut qu'un léger effort et comme un clin d'œil de correspondance pour cela. Le départ du mauvais s'est fait de lui-même; les excès se sont tirés sur chaque ligne et jusqu'à leurs dernières et révoltantes conséquences; l'industrialisme, la cupidité, l'orgueil, ont atteint d'extravagantes limites qui font un camp à part et bien large à tous les esprits modérés, revenus des aventures, amis des justes et bienfaisantes lumières. On est plus qu'un groupe, on est près de devenir une cité par le fait même de ces débordemens et brigandages qui ont rendu le reste du pays littéraire inhabitable, qui ont refoulé et rapproché les honnêtes esprits.

Une critique nouvelle, et sans prétention de l'être, faisant digue au mal, refaisant appui aux monumens, peut naître de là; elle est toute née par la force des choses; elle existe déjà de formation naturelle plutôt que de propos délibéré; c'est la meilleure : on en voit déjà les caractères.

J'en signale seulement l'esprit général et la tendance; je ne m'aviserai pas d'en aller préciser d'avance les points, d'en dresser les formules et le programme. Le premier caractère de cette critique serait précisément d'être revenue des programmes. Ce n'est que dans

une collaboration un peu étroite et continue qu'un beau jour ce programme, s'il prenait envie de le déduire, se pourrait à toute force préciser : et qu'aurait-il besoin de se tant préciser jamais, puisqu'il se pratiquerait avant tout et qu'il vivrait?

Décidément, la littérature qui a suivi l'ordre de choses du 8 août ne paraît pas, non plus que la politique, devoir se marquer par quelques grandes influences centrales, glorieuses, qui dominent le reste, et autour desquelles tout se subordonne avec plus ou moins d'harmonie en monument. Il est des noms éclatans qui font pointe à part et qui s'échappent le plus qu'ils peuvent hors de l'orbite; mais ils n'entraînent et ne rangent rien autour d'eux. S'il est vrai que les rois s'en vont, il ne l'est pas moins que le règne des demi-dieux littéraires, du moins pour le quart d'heure, est passé. Que reste-t-il donc? une multiplicité de chefs de partis, mais surtout des individus notables, distingués, des talens réels et variés, qui, à divers titres, peuvent se croire égaux. Qu'ils suivent chacun leur ligne pour les œuvres individuelles et consentent à coexister dans de certains rapports de communauté et de confins dans les jugemens; qu'on pratique ainsi la vraie égalité et indépendance, l'estime mutuelle du fond avec les réserves permises : voilà des mœurs littéraires de juste et saine démocratie, ce semble, et qui seraient d'un utile exemple à offrir aux jeunes hommes survenans, lesquels ne trouvent rien où se rattacher, que l'ambition illimitée égare ou déprave, dont quelques uns tombent du second jour aux vices littéraires, les plus bas de tous, et dont on voit quelques autres plus généreux rôder dans la société comme de jeunes Sicambres, des Sicambres plume en main et sans emploi.

Les générations prennent, à mesure qu'elles avancent, des teintes plus uniformes, de certaines couches générales de lumière qui les différencient en masse d'avec celles qui suivent, et en font ressembler davantage entre eux les individus. C'est là une indication extérieure, et comme un avertissement de s'unir effectivement au-dedans. Je ne craindrai pas d'éclaircir ma pensée avec trois noms : vers 1829, M. de Carné était au *Correspondant*, journal catholique, M. Saint-Marc Girardin aux *Débats*, M. de Rémusat au *Globe*. Des différences tranchées séparaient les points de départ, les origines de ces esprits distingués; l'un n'aurait pu écrire indifféremment là où écrivait l'autre; il y avait barrière. Dix ans se sont écoulés, et ces mêmes esprits développés, rapprochés, peuvent, quand on les lit, sembler

unis en une large nuance commune, qui ne laisse guère subsister d'essentiellement différent que ce qui tient au talent propre, à la manière, à la finesse.

Dans l'art, c'est moins apparent, c'est pourtant un peu ainsi. Les talens qui en sont à leurs secondes phases, et qui les ont eues meilleures que les premières, se trouvent rapprochés par une certaine harmonie plus proportionnée des œuvres. En somme, chacun, sur ce terrain commun que nous tâchons bien plutôt d'indiquer et de fixer que de définir, y gagnerait précisément de ne pas négliger, de reconnaître au contraire et de suivre les parties de son emploi les moins contestables et les mieux agréées. Qu'Alfred de Musset laisse courir ces charmantes comédies qui ont déridé même les classiques sévères, que Quinet écrive sur Strauss avec une imagination tempérée par les faits, tout le monde applaudit.

Mais une grande part du présent appel (pourquoi ne pas le déclarer?) s'adresse encore plus particulièrement dans notre pensée à ces anciens amis qui, long-temps groupés au *Globe*, ne se sont plus retrouvés depuis en littérature, ou ne s'y sont rencontrés qu'un peu au hasard et pour se montrer la brèche déserte, pour regretter les lacunes des absens. Ils sont là tous encore, pourtant, debout, dans la maturité vigoureuse de l'esprit. Qu'attendent-ils? la politique, dont c'est plus que jamais le cas de déplorer les soubresauts déconcertans et les perpétuelles coupures, ne les absorbe pas tellement aujourd'hui, qu'il n'y ait de leur part bien des idées qui se perdent en chemin vers les nôtres. Pourquoi ne les pas rejoindre? Que M. Dubois, qui fut l'éloquent journaliste par excellence, ressaisisse donc encore, comme par secousses, sa vive plume acérée; qu'au sortir de ces contentions dont la vivacité surpasse trop le résultat, M. Duvergier de Hauranne, si net et si fin en littérature, nous parle, comme autrefois, de l'Irlande; que M. Vitet nous parle encore des beaux-arts avec cet enthousiasme que son érudition nourrit et justifie. Mêlés aux nouveaux, ils rejoindraient et exciteraient ceux d'autrefois qui n'ont pas quitté. Un retour, ne fût-il qu'assez rare de la part d'un chacun, s'il est réel et suivi, peut suffire à renouer le lien et à maintenir les lignes.

Sans doute il y aura des différences, des dissidences qui subsisteront; mais, en avançant, et par un triste bienfait des années, tant de portions âpres sont dépouillées déjà : ne serait-il pas temps de se rabattre vers les vues semblables, d'insister sur les endroits de la trame qui se fortifient en se croisant? C'est par là surtout qu'on peut

valoir encore. Des séries de travaux littéraires sur des sujets positifs, ces travaux animés d'un reflet d'expérience morale, et plus ou moins attristés de regrets chez les uns ou colorés d'espérances chez les autres, offriraient, rouvriraient à tous un champ sûr, agréable, fructueux.

Des existences ainsi ne se dissiperont pas, d'autres se régleront; de nobles esprits retrouveront de ces emplois dont l'effet durable, après des années, se revoit aux momens de réflexion avec le plaisir du sage. Tout serait gagné s'il venait à y renaître un certain souffle de désintéressement qui ne se peut espérer que dans les travaux en commun. Et certes, un sentiment moral et patriotique, ami des lettres, ami du pays qui a été si offensé dans cette chère portion de lui-même, est bien fait aussi pour devenir une inspiration à l'égal de quelque conviction plus jeune et plus absolue. Est-ce donc se montrer naïf que de s'y adresser tout haut et d'y croire?

Le fait est que c'est l'heure pour les générations qui ont commencé à briller ou qui étaient déjà en pleine fleur il y a dix ans, de se bien pénétrer, comme en un rappel solennel, qu'il y a à s'entendre, à se resserrer une dernière fois, à se remettre en marche, sinon par quelque coup de collier trop vaillant, du moins avec quelque harmonie, et, avant de se trouver hors de cause, à fournir quelque étape encore dans ces champs d'études qui ont toujours eu jusqu'ici gloire et douceurs.

SAINTE-BEUVE.

NOUVELLES SATIRES

PAR M. AUGUSTE BARBIER.

Les deux satires nouvelles que M. Auguste Barbier vient de publier ne rappellent en rien les premiers poèmes qui ont fondé la popularité de son nom. Quoique la première de ces deux satires soit exclusivement politique, l'auteur a cru devoir choisir pour sa pensée un moule qui n'a rien de commun avec celui de *l'Idole* et de *la Curée*. Si nous en croyons la préface du nouveau volume, M. Barbier s'est proposé de fondre ensemble la comédie et la satire. A l'appui de cette tentative, il invoque l'exemple des anciens; nous croyons qu'il s'est mépris sur la nature et la portée du conseil que lui offrait la littérature latine. Plusieurs fois, il est vrai, les satiriques romains ont eu recours au dialogue pour donner plus de vivacité, plus de variété à l'expression de leur pensée; mais ils ont toujours eu soin de ne pas empiéter sur le domaine de la comédie. Les interlocuteurs qui leur servent d'interprètes parlent et n'agissent pas. Or, c'est là précisément ce que M. Barbier n'a pas su éviter. Au lieu de se contenter des interlocuteurs de la satire latine, il a voulu créer des personnages vivant et agissant à la manière des personnages comiques. Il a encadré ces personnages dans une action, et dès-lors il nous a donné le droit de discuter rigoureusement la vraisemblance de leur conduite. C'est là, si je ne m'abuse, un grave inconvénient: il faut choisir entre la comédie et la satire, car il me paraît impossible de soumettre le développement et l'expression de la pensée aux conditions combinées de ces deux poèmes. La satire et la comédie, en essayant de s'allier, se gênent mutuellement et n'arrivent à produire qu'une impression confuse. Si la valeur théorique des idées que nous exprimons ici pouvait être contestée, la nouvelle satire politique de M. Barbier ne laisse-

rait aucun doute à cet égard. Nous n'insisterons pas sur la généalogie singulière du personnage de Pot-de-Vin, nous ne demanderons pas à M. Barbier pourquoi il en a fait le fils de la Paix et de Mammon, nous ne relèverons pas tout ce qu'il y a de bizarre dans l'alliance des idées païennes et des idées modernes; mais une fois résigné à prendre pour vraie l'origine de ce personnage, nous avons le droit de juger comme une fable comique l'action dans laquelle il se trouve engagé. Or, il faut bien le dire, cette action ne résiste pas à l'analyse. Le poème de *Pot-de-Vin* est divisé en quatre parties: la première partie, ou le premier acte, se passe sur la terre d'Europe; la seconde, dans le palais de la France; la troisième, dans le temple de Mammon, et la quatrième, dans le même lieu que la seconde. Au premier acte, l'Espagne, l'Italie et la Pologne déplorent tour à tour leur misère et leur abaissement; assurément, cette élégie dialoguée n'est dépourvue ni de vigueur ni d'élévation; et si M. Barbier, en personnifiant ces trois nations, se fût contenté de l'expression élégiaque, il eût excité dans l'ame du lecteur une vive sympathie. Malheureusement il traite ces trois nations comme des personnages dramatiques; il les fait voyager; malgré les remontrances que leur adresse la Renommée, l'Espagne, l'Italie et la Pologne se décident à partir pour la terre de France, et afin de tromper la surveillance jalouse de leurs gardiens, elles prient Dieu de laisser à leur place une ombre faite à leur image. On sent tout ce qu'il y a de puéril dans cette invention; l'élégie, brusquement arrêtée dans son développement, garrottée dans une fable sans vraisemblance, encadrée dans une machine d'opéra, perd toute sa grandeur et toute sa puissance; la poésie disparaît, et le lecteur se laisse aller à discuter les paroles et la conduite des personnages, comme s'il s'agissait d'un récit historique. Ce que je dis de la première partie de cette satire, je peux le dire avec une égale vérité, une égale justesse des trois parties suivantes. Je sens très bien tout ce qu'il y aurait de ridicule à chicaner l'auteur sur les moindres incidens de son poème; toutefois je ne puis me dispenser d'appeler l'attention sur le dommage causé au développement de la pensée poétique par la fable que M. Barbier a imaginée. L'Espagne, l'Italie et la Pologne frappent aux portes du palais de la France; la France, assise au milieu de nombreux convives, se prépare à épouser Pot-de-Vin. Cette invention n'a pas besoin d'être caractérisée, il suffit de l'énoncer. La France, d'abord sourde aux plaintes des trois voyageuses, finit par leur promettre son assistance, malgré les réclamations énergiques de son étrange fiancé. Pot-de-Vin, désespéré,

quitte le palais de la France pour aller réclamer le secours de Mammon. Nous entrons dans le temple de ce dieu païen; là nos oreilles entendent des prières monstrueuses; tous les crimes enfantés par la cupidité sont racontés devant l'autel du dieu avec une franchise effrayante. Pot-de-Vin demande conseil à son père, qui, pour toute réponse, ne lui jette qu'un mot : la peur. Ne comprenant pas le sens de cette réponse mystérieuse, Pot-de-Vin s'adresse au grand prêtre de Mammon, qui lui en explique toute la portée. Que Pot-de-Vin réveille l'émeute, et la France tremblante aura bientôt congédié l'Espagne, l'Italie et la Pologne. Pot-de-Vin suit ponctuellement le conseil du grand-prêtre, et en effet, au quatrième acte, nous retrouvons les trois suppliantes essayant vainement d'attendrir la France épouvantée. Nous renonçons à discuter la valeur poétique des ressorts employés par M. Barbier. Quelles que soient notre admiration et notre déférence pour le talent de l'auteur, nous sommes forcé de condamner sans réserve le poème que nous venons d'analyser. On remarquera certainement de belles pensées noblement exprimées dans la première partie de cette composition singulière; mais il y a dans le reste de l'ouvrage tant d'incohérence, de confusion et de puérilité, que ces belles pensées ne peuvent décider le lecteur à l'indulgence. Disons-le donc avec une entière franchise, *Pot-de-Vin* n'est ni une satire ni une comédie; l'auteur, en écrivant cet ouvrage que je ne sais comment nommer, s'est complètement trompé; son intention était contraire aux lois de la poésie, et son œuvre est encore bien au-dessous de son intention. C'est précisément parce que nous admirons les *Iambes* et le *Pianto* de M. Barbier, que nous croyons devoir condamner *Pot-de-Vin* avec une sévérité absolue. M. Barbier a fait ses preuves, nous savons la mesure de ses facultés; nous pouvons donc, sans injustice, nous montrer exigeant. Qu'il n'impute qu'à lui-même la rigueur de nos paroles d'aujourd'hui. S'il avait moins fait, nous pourrions hésiter à dire toute notre pensée; mais la valeur évidente de ses précédens ouvrages nous met à l'abri du reproche de cruauté. Nous devons des ménagemens aux poètes qui débutent; nous ne devons à ceux dont le nom est justement populaire que l'expression franche de notre pensée. Si la critique, par respect pour les noms glorieux, s'interdisait la manifestation complète de son mécontentement, elle manquerait à ses devoirs, à sa mission, et perdrait bientôt toute autorité.

Le poème d'*Érostrate* est assurément très supérieur au poème précédent. M. Barbier nous dit, dans sa préface, « qu'il a voulu, sous le

masque antique, peindre une maladie commune de nos jours, la maladie du nom, la soif du bruit et de la célébrité. » Il a voulu, « en montrant la médiocrité ambitieuse obligée d'aller par le crime à la renommée, dégoûter les esprits faibles et vulgaires de la recherche de la gloire. » Cette donnée, je le reconnais volontiers, ne manque ni de vérité ni de grandeur; elle est d'ailleurs conforme au témoignage des écrivains de l'antiquité. Nous savons en effet qu'Érostrate a brûlé le temple d'Éphèse dans l'espoir d'immortaliser son nom. En choisissant pour thème satirique le crime d'Érostrate, l'auteur a donc voulu stigmatiser l'orgueil poussé au crime par l'impuissance. Est-il demeuré fidèle à cette donnée dans l'exécution de son ouvrage? Toutes les parties de la fable qu'il a imaginée relèvent-elles de l'intention qu'il annonce? A-t-il fait, en un mot, ce qu'il voulait faire? Je ne le crois pas. Des quatre parties qui composent le poème d'*Érostrate*, une seule est remplie par l'incendie du temple d'Éphèse, la quatrième et dernière; les trois parties précédentes ne préparent que très indirectement le dénouement du poème. Au premier acte, en effet, nous voyons Érostrate essayant de faire violence à une jeune fille; en vérité, il faut une grande complaisance pour voir dans la brutalité d'Érostrate une inspiration de l'orgueil. Érostrate, séduit par la beauté d'une jeune fille, veut chercher le plaisir dans ses bras. Il n'y a dans cette action vulgaire rien qui ressemble à la soif de l'immortalité. Le poète essaie vainement de rattacher la luxure à l'orgueil; les paroles mêmes qu'il emploie pour caractériser la conduite d'Érostrate démontrent surabondamment l'intervalle qui sépare la luxure de l'orgueil. Érostrate ne craint pas de dire à la jeune fille qui lui résiste: « Je suis le bouc, le mâle du troupeau, » et il s'étonne qu'elle ne se rende pas à cet argument. Les pâtres qui accourent aux cris de la jeune fille et qui la délivrent, donnent à Érostrate le seul nom qui lui convienne : ils le traitent de satyre. Le vieillard qui intervient pour apaiser la querelle et qui condamne Érostrate à quitter sur-le-champ l'île de Lemnos, s'associe pleinement au sentiment des pâtres furieux. Il entame avec lui une discussion sur les plaisirs des sens et les joies de l'ame; il lui donne d'excellens conseils, un peu longs peut-être, mais il refuse très justement de voir dans l'action brutale d'Érostrate une inspiration de l'orgueil. A notre avis donc, toute la première partie du poème de M. Barbier doit être blâmée sévèrement, comme ne servant en rien au développement de la pensée qu'il a choisie. On peut louer dans cette première partie plusieurs vers qui rappellent heureusement la manière d'André Chénier;

mais il est certain que cette première partie ne s'accorde nullement avec l'idée que nous avons d'Érostrate d'après les écrivains de l'antiquité. Si Érostrate eût pris les satyres pour modèles, il est probable qu'il n'eût jamais brûlé le temple d'Éphèse, car la luxure, loin de favoriser le développement de l'orgueil, mène rapidement au mépris de la gloire. La seconde partie du poème s'ouvre par un chant de matelots. Ce morceau se recommande par la franchise et l'élévation; malheureusement le dialogue qui s'engage entre Érostrate et le pilote n'offre pas les mêmes qualités. Dans ce dialogue, l'orgueil d'Érostrate se dessine tout entier; mais chacun des deux interlocuteurs emploie pour exprimer sa pensée un langage qui nous étonne. Érostrate énonce sur les tortures de l'obscurité bien des idées que le pilote ne doit pas comprendre, et le pilote, à son tour, récite sur le néant de la gloire une foule de maximes parfaitement vraies sans doute, mais placées dans sa bouche on ne sait trop pourquoi. Quel que soit donc le mérite de chacune des pensées qui composent ce dialogue, nous devons dire qu'elles ne réussissent pas à nous intéresser. Arrive un alcyon qui annonce la tempête aux matelots. Je l'avouerai franchement, je ne saurais approuver l'emploi confié à ce nouveau personnage : le poète lyrique, et la Bible nous en offre plus d'un exemple, peut douer de la parole les animaux et même les plantes; dans un poème dramatique, cette générosité présente de graves inconvéniens. En effet, lorsque l'alcyon a parlé, on s'étonne involontairement que les matelots et le pilote se servent de la même langue que l'alcyon. Enfin le vaisseau se brise, l'équipage est englouti, et la tempête jette Érostrate sur la côte d'Ionie. Je dirai de cette seconde partie ce que j'ai dit de la première, à savoir qu'elle ne sert pas au développement du sujet choisi par M. Barbier. Je ne conteste pas le mérite qui distingue le chant des matelots; mais le dialogue du pilote et d'Érostrate est d'une obscurité qui provoque souvent l'impatience, et l'amertume orgueilleuse qui éclate dans les paroles du héros ne présage pas, même d'une façon indirecte, le dénouement du poème.

Je suis forcé de blâmer le chant des hirondelles comme j'ai blâmé le chant de l'alcyon. Il est vrai que leurs hymnes joyeux excitent la colère d'Érostrate; mais, pour atteindre ce but, il n'était pas nécessaire de prêter la parole aux hirondelles : le spectacle de la nature saluant le retour de la lumière et de la sérénité suffisait pour exaspérer l'orgueil du naufragé. L'intervention des dieux souterrains a le malheur de n'être pas préparée. Comme les deux premières par-

ties du poème ne rappellent que rarement la mythologie païenne, la voix des Telchines excite un mouvement de surprise et donne à cette troisième partie un caractère laborieux. Il n'est pas défendu aux poètes de consulter la *Symbolique* de Creuzer; seulement il faut qu'ils sachent profiter de leur érudition sans la montrer d'une façon officielle, et c'est ce que M. Barbier n'a pas su faire. Les Telchines soulèvent une objection d'une nature plus délicate, que je ne crois cependant pas pouvoir passer sous silence. Les Telchines, en jouant le rôle d'agens provocateurs, n'atténuent-ils pas le crime d'Érostrate? Si les plus grands poètes de l'antiquité païenne n'ont pas toujours réussi à présenter sous une forme heureuse la lutte de la liberté humaine contre la volonté divine, cet écueil est encore plus dangereux pour les poètes modernes qui essaient de traiter des sujets païens. L'idée de la responsabilité morale est aujourd'hui si généralement acceptée, que le lecteur ne consent pas sans peine à voir la liberté humaine fléchir sous l'action de la volonté divine. Je crois volontiers que l'intervention des dieux est indispensable dans toutes les fables qui reposent sur une donnée païenne; mais, tout en acceptant cette nécessité, je pense que le poète moderne doit, sans oublier la date du sujet qu'il a choisi, tenir compte de son temps et des lecteurs auxquels il s'adresse. Dans tous les cas, il ne peut nous reporter à l'antiquité païenne qu'à la condition d'être païen dès le début de son poème; or, c'est là précisément ce que M. Barbier n'a pas fait.

La quatrième et dernière partie d'*Érostrate* est, à notre avis, la meilleure du poème. Le monologue d'Érostrate, au moment où il va pénétrer dans le temple de Diane, exprime très bien la situation de son ame et la fièvre d'orgueil qui le dévore. Le dirai-je? la quatrième partie d'*Érostrate* est la seule qui se rapporte directement au sujet choisi par M. Barbier; les trois premières parties sont de véritables hors-d'œuvre qui ne servent en rien au développement de l'idée inscrite par le poète en tête de son ouvrage. Toutefois, je ne saurai approuver le ressort inventé par M. Barbier pour arrêter l'orgueilleux incendiaire sur le seuil du temple de Diane; en voyant paraître la Piété, la Beauté, Mnémosyne, le lecteur sent trop bien qu'il n'est pas dans le domaine de la réalité. Si quelque divinité doit parler, c'est la voix de Diane qui doit se faire entendre. Je dirai des Mégabyzes ce que j'ai dit des Telchines; ce détail érudit sent le placage et distrait l'attention. Ce qui manque en un mot à cette quatrième partie comme aux trois parties précédentes, c'est une atmosphère

païenne; il eût mieux valu se passer des Telchines et des Mégabyzes, et ne jamais oublier que l'action du poème se passe trois siècles et demi avant l'ère chrétienne. Or, il n'y a pas un des personnages du poème d'*Érostrate* qui exprime les idées de son temps; il n'y a pas jusqu'à l'orgueil même d'Érostrate qui ne soit entaché d'anachronisme, et qui ne ressemble à l'ennui tel que l'a fait la civilisation moderne. L'Érostrate de M. Barbier est un homme de vingt ans, qui a lu *René*, *Werther* et *Childe-Harold*.

Le style des deux nouvelles satires de M. Barbier mérite des reproches nombreux : non-seulement il est parfois prosaïque jusqu'à la trivialité, non-seulement il offre dans la même page, dans la même période, des images contradictoires; mais souvent même, nous devons le dire, il viole jusqu'aux lois de notre langue. Ainsi Pot-de-Vin dit :

> *Chaques* mots que j'entends viennent user ma trame.

Érostrate dit au pilote :

> Je sais une grande île, une île magnifique,
> Où navire mortel *n'ait* abordé jamais.

L'Espagne dit à l'Italie :

> Tel on voit l'olivier, de sa racine antique
> Et de son tronc ouvert par l'outrage des ans,
> *Élancer* dans les airs plus d'un jet magnifique...

A Dieu ne plaise que nous prétendions renfermer la critique littéraire dans le cercle étroit de l'analyse grammaticale. Le style, nous le savons, ne constitue pas toute la poésie, et la grammaire elle-même est loin de posséder tous les secrets du style; mais le style joue dans la poésie un rôle immense, et la grammaire joue dans le style un rôle non moins important. On s'est beaucoup moqué, dans le siècle où nous vivons, des chicanes faites aux poètes français du XVII[e] siècle par les grammairiens du XVIII[e], et souvent on a eu raison; cependant il y a dans ces chicanes, toutes puériles qu'elles paraissent, une part de vérité qu'on ne doit pas méconnaître. Il est arrivé sans doute plus d'une fois aux grammairiens du XVIII[e] siècle de pousser la sévérité jusqu'à l'injustice, d'appliquer aux contemporains de Pascal et de Bossuet des lois que ces deux maîtres illustres ne connaissaient pas, qui étaient encore à faire au moment où ils écrivaient. Mais si l'on veut bien tenir compte des conditions de progrès auxquelles sont soumises les lois de la langue, comme toutes les autres lois; si l'on veut bien ne pas oublier que l'analyse de la parole

a toujours marché du même pas que l'analyse de la pensée, on ne lira pas sans profit les remarques faites par les grammairiens sur les poètes. Ces commentaires, qu'on accuse de sécheresse, n'ont pas été sans utilité. L'étude persévérante des secrets de la parole ne saurait être impunément négligée, car cette étude est la seule voie qui conduise à la clarté. Or, dans la poésie comme dans la science, la clarté sera toujours un besoin impérieux. Toutes les fois qu'un écrivain se propose d'agir sur le public par l'enseignement ou l'émotion, toutes les fois qu'il entreprend de démontrer les vérités qu'il croit avoir aperçues, ou de peindre les sentimens qu'il éprouve, il doit se préparer à l'accomplissement de sa tâche par l'étude complète de l'instrument qu'il va manier. La langue, en effet, pour celui qui la connaît à fond, n'est pas seulement un moyen d'exprimer, mais bien aussi un moyen de sonder la pensée. La connaissance complète de la langue offre donc deux genres d'utilité; non-seulement elle permet à l'écrivain de montrer sous une forme claire et précise ce qu'il sait ou ce qu'il sent, mais elle est pour lui-même, abstraction faite de son auditoire, une méthode puissante d'invention dialectique ou poétique. Chacune des propositions que nous venons d'énoncer est depuis long-temps tombée dans le domaine public; cependant nous n'hésitons pas à les reproduire, car il arrive trop souvent aux écrivains de notre temps de traiter la langue en pays conquis. M. Barbier, qui jusqu'ici avait montré pour le vocabulaire et la syntaxe un respect assez constant, s'est laissé aller, dans ses deux nouvelles satires, à des distractions que rien ne saurait excuser. Nous ne pouvons mettre sur le compte de l'ignorance les fautes qu'il a commises, car les *Iambes* et le *Pianto* réfuteraient victorieusement notre accusation; mais, volontaires ou involontaires, ces fautes doivent être blâmées, et dût-on nous traiter d'éplucheur de mots, nous n'hésitons pas à les signaler.

M. Barbier, dans ses deux nouvelles satires, a commis des erreurs d'une nature plus délicate, qui cependant, aux yeux des amis de la poésie, n'ont pas moins de gravité. Il connaît certainement aussi bien que nous les lois qui président à la construction de la strophe; il n'ignore pas sans doute l'analogie de la strophe et de la voûte; il sait la valeur et l'emploi des rimes plates et des rimes entrelacées. Pourquoi donc a-t-il violé ces lois? Pourquoi donc a-t-il placé dans la partie lyrique de ses deux satires plusieurs séries de rimes plates qui ne sont, à proprement parler, ni des strophes, ni des stances. J'admettrai volontiers que l'école littéraire de la restauration exagé-

rait l'importance de la forme; que, dans son culte fervent pour les merveilles rhythmiques de la renaissance, elle s'est parfois montrée scrupuleuse jusqu'à la puérilité. Je ne me ferai pas prier pour reconnaître qu'elle a souvent pris le vêtement de la poésie pour la poésie elle-même; mais elle a remis en honneur les lois trouvées et promulguées par le XVI[e] siècle, et ces lois sont aujourd'hui si claires, si bien définies, si populaires, qu'il n'est plus permis de les violer. Il n'y a pas de stances possibles sans rimes entrelacées; il n'y a pas de strophes sans rimes séparées par des intervalles réguliers et prévus; il est absolument nécessaire, dans les strophes de dix vers, que le septième vers rime avec le dixième. Or, plus d'une fois, dans ses deux nouvelles satires, M. Barbier n'a tenu aucun compte de ces vérités élémentaires. Nous n'avons pas la prétention de lui enseigner ce qu'il sait aussi bien que nous, de lui rappeler ce qu'il ne peut avoir oublié; mais notre devoir nous commande d'appeler son attention sur des négligences qui frapperont sans doute les yeux les moins clairvoyans. Oui, l'école littéraire de la restauration a trop souvent pris la forme pour la pensée; mais la forme bien comprise, réduite au seul rôle qui lui convienne, peut rendre à la pensée des services importans, et l'auteur des *Iambes* l'a souvent prouvé. Si les deux nouvelles satires de M. Barbier n'obtiennent pas le même succès que ses précédens ouvrages, il devra s'en prendre surtout au moule indécis dans lequel il a jeté ses idées. Cependant l'incorrection du style et le défaut de précision dans la forme ne suffiraient pas seules à expliquer la tiédeur du public, car la foule qui admire *la Curée* ne se préoccupe guère des questions grammaticales ou rhythmiques. Ce qui blesse les lecteurs pour qui la littérature est un délassement et non une profession, c'est le développement démesuré que M. Barbier a donné à sa pensée. Il y a certainement, dans la corruption, dans l'orgueil poussé au crime par l'impuissance, la matière de deux satires excellentes; mais ces deux satires ne sont possibles qu'à la condition de se renfermer dans de justes limites. Le peintre, quel que soit son talent, doit toujours régler l'étendue de la toile sur la nature et l'importance du sujet; or, c'est là précisement ce que M. Barbier n'a pas fait. Il eût écrit sans doute sur la corruption et sur l'orgueil deux iambes énergiques; en choisissant pour sa pensée un cadre trop étendu, il a composé deux poèmes dont la valeur sera vivement contestée par les juges compétens, et que la foule n'adoptera pas; mais il est homme à prendre bientôt une revanche éclatante.

GUSTAVE PLANCHE.

REVUE LITTÉRAIRE

DE L'ALLEMAGNE.

Il y a douze ans que M. W. Menzel commençait ainsi son livre sur la littérature allemande : « Les Allemands n'agissent pas beaucoup, mais en revanche ils écrivent énormément. Si, dans quelques siècles d'ici, un honnête citoyen s'avise de reporter ses regards vers l'époque actuelle, il sera sans doute plus frappé de l'aspect des livres que de l'aspect des hommes. Il dira que nous avons rêvé et dormi avec les livres. C'est qu'en vérité notre nation est devenue tout écrivassière, et au lieu de porter dans nos armes l'aigle à double tête, nous pourrions fort bien y placer une oie. »

Cette extension de la presse, que la critique constatait en 1828 avec une amère ironie, n'a fait que s'accroître. Chaque année le catalogue des nouvelles publications augmente; chaque année les mille ruisseaux de la librairie allemande débordent dans l'immense réservoir de Leipzig. Autrefois on pouvait énumérer encore, sans trop d'efforts, les ouvrages que le bulletin littéraire proclamait régulièrement à la foire de Pâques et de la Saint-Michel. Maintenant le statisticien le plus intrépide ose à peine les compter. Autant vaudrait dénombrer les feuilles de la forêt que le vent balaie en automne. Ce n'est plus un état normal, c'est un fléau pareil à celui des sauterelles d'Égypte.

Tandis que l'Angleterre et l'Amérique se jettent avec une incessante activité dans les rudes expériences de l'industrie, tandis que la France s'ameute autour de la tribune politique, l'Allemagne immobile, assise comme une filandière au coin de son foyer, continue à tirer patiemment le fil de sa quenouille. Tout

ce qui nous donne à nous tant de vives et soudaines émotions produit à peine une légère rumeur dans son silence. Quand nous jetons une idée en avant, elle la livre à l'analyse de ses écoles, et quand nous agissons, elle rêve. Ce serait lui faire tort pourtant que d'attribuer ce calme à l'indifférence. Non, le vieux sang germain ne peut pas ainsi se mentir à lui-même. Il y a au fond de la nation allemande trop de générosité, trop de noblesse de caractère pour que le mouvement social des peuples qui l'entourent, leurs jours de combat et leurs angoisses, leurs succès ou leurs revers, n'éveillent pas en elle une véritable sympathie. On lui reprocherait, avec plus de raison, de s'oublier elle-même et de tomber à chaque instant dans une sorte de cosmopolitisme banal. Mais il est dans sa nature de disserter plutôt que d'agir. Elle assiste à la lutte des peuples comme les juges qui jadis assistaient aux tournois pour mesurer l'étendue de la lice et les armes des combattans. Elle se mêle au drame moderne comme le chœur des tragédies grecques, qui, d'une voix joyeuse ou lamentable, répétait tour à tour le cri de victoire du héros ou les sanglots de la victime. Les légendes racontent que l'on voit, dans une grotte du Wunderberg, l'empereur Frédéric Barberousse, son épée au côté, assis devant une table de marbre. De loin en loin, les bergers en passant lui rapportent ce qui arrive dans le monde. Il écoute leur récit la tête penchée, et demande si les corbeaux volent encore sur la montagne, car, quand les corbeaux cesseront de voler, et quand sa barbe blanche fera trois fois le tour de la table, il sortira de sa retraite et reparaîtra sur les champs de bataille. J'ai bien peur que l'Allemagne tout entière ne ressemble à ce vieil empereur, qu'elle ne soit, comme lui, enchaînée dans sa grotte merveilleuse, et qu'elle attende, pour reprendre son ardeur passée, que les corbeaux cessent de voler et que sa barbe traîne dans les sillons.

Une fois pourtant les hommes de la génération actuelle l'ont vue se lever fière et ardente pour marcher contre nous. En vérité, ce fut un beau mouvement. Un même cri vint ébranler toutes les vieilles tribus teutoniques; une même pensée les ralliait. Il n'était plus question des différences de royaumes, de principautés, de seigneuries. Les membres disjoints du vieil empire avaient retrouvé leur armure d'acier et leur ceinturon de fer. L'Allemagne du nord tendait la main à l'Allemagne du sud, et le peuple, aiguillonné comme un taureau, bondissant comme un lion blessé, s'élançait sur le champ de bataille, en agitant son glaive et en secouant sa blonde chevelure. Les Muses elles-mêmes prirent le casque de Minerve. Le professeur sortit de sa cellule, comme le moine du moyen-âge, pour s'en aller à la croisade; l'étudiant vendit ses livres pour acheter un cheval, et le poète, pareil au barde d'Érin, mit à son arc la corde de sa lyre. Le fougueux Jahn prêchait la nationalité allemande en suivant la grande route de France; le jeune et chevaleresque Kœrner chantait au bivouac le *chant de l'épée*, et Rückert lançait de par le monde, comme autant de flèches acérées, ses *sonnets cuirassés* (1).

(1) Ils parurent sous le titre de *Geharnischte sonnetten* (sonnets cuirassés); ils ont été réimprimés récemment sous le même titre.

Mais à peine la victoire leur eut-elle jeté, du haut de son char, quelques palmes infécondes, que ces soldats d'un jour s'empressèrent de rentrer chez eux, et, à les voir se remettre si vite à l'étude, on eût dit qu'ils avaient hâte de réparer, par le travail de la plume, le temps employé à l'exercice des armes et de cacher sous un flot d'encre le flot de sang qu'ils avaient vu couler. Déjà, en 1815, Uhland demandait, avec sa prévision de poète, si les combats et les blessures des hommes de son âge serviraient à leurs enfans (1). Aujourd'hui, on pourrait répondre : Oui, ces combats et ces blessures ont servi à occuper une foule d'écrivains et à faire imprimer une quantité de livres. L'Allemagne, à la suite de ses batailles, n'a pas érigé, comme nous, une colonne de bronze; mais elle pourrait bien en élever une plus haute que la nôtre avec les brochures, les pamphlets, les lourdes dissertations et les innombrables récits enfantés par les dernières guerres, car une partie de sa vie se passe à méditer, et l'autre à écrire. Allez dans quelle province que ce soit de cette vieille Germanie, entrez dans la première ville venue, dans un médiocre chef-lieu de district, dans une bourgade; vous y trouverez probablement une imprimerie, peut-être un journal, et, dans tous les cas, deux ou trois hommes au moins occupés à écrire. Ceux qui n'exercent encore aucun emploi écrivent pour en obtenir un ; ceux qui remplissent des fonctions importantes écrivent pour montrer qu'ils tiennent dignement leur rang. Les professeurs des universités écrivent pour soutenir l'honneur du corps, et les jeunes gens à peine sortis des bancs de l'école écrivent pour se venger des leçons qu'ils ont reçues de leurs maîtres. En un mot, tout le monde, dans cette heureuse contrée, écrit ou du moins rêve à la joie d'écrire. L'Allemagne, unie autrefois par les liens de l'empire, à peine reliée aujourd'hui par la diète de Francfort, forme, en littérature, un monde bien plus serré et plus compact qu'il ne le sera probablement jamais en politique ou en industrie.

C'est une république de mandarins, en admettant toutefois que ce mot de mandarin ne soit pas absolument le synonyme de lettré. Ceux qui publient les plus gros volumes sont les sénateurs de cette république, les riches libraires sont ses patriciens, et la bourse de Leipsig est son Capitole. Tout ce qu'on raconte du développement et de l'ambition des anciens états n'est rien comparé à l'incessante activité de celui-ci. Que n'a-t-elle pas écrit, cette bonne et studieuse Allemagne, depuis qu'elle est ainsi constituée en corporation de scribes et d'imprimeurs! Quel est le nom, le fait, le livre antique ou moderne qui ait échappé à ses laborieuses investigations? Quelle est l'idée qui n'a pas été cent fois remise dans son creuset, analysée et détaillée? Et de toute cette masse de livres qui encombrent chaque semestre les magasins, que reste-t-il? De belles œuvres sans doute, mais qu'elles sont rares! Le temps n'est plus où

(1) O mères! vous qui sentez s'épanouir votre cœur en contemplant vos fils bien-aimés et en lisant sur leur visage les promesses d'un joyeux avenir, plongez votre regard dans le leur, et dites-nous si les combats et les blessures des pères serviront à leurs enfans?

les grands hommes de Weimar étonnaient le monde par la majesté de leurs œuvres, où Tieck bâtissait son palais de fées avec les colonnettes et les rosaces du moyen-âge, où Novalis racontait ses merveilleuses visions, où les frères Schlegel développaient leurs élégantes théories, où Paul Richter parcourait d'un pas de géant le domaine sans fin de l'imagination. Les génies éminens sont morts, et les hommes secondaires qui leur ont survécu s'arrêtent dans la lice, fatigués par l'âge, ou surpris par un prompt sommeil. Le premier d'eux tous, le plus fort après les forts, Tieck, ne reprend plus que de temps à autre et d'une main affaiblie l'ingénieux canevas qu'il couvrit autrefois de tant de fleurs charmantes et de tant d'arabesques. Uhland a jeté sa harpe mélancolique et chevaleresque dans les orageux débats de la tribune. Grillparzer s'est laissé prendre à l'indolence de la vie autrichienne. A. W. Schlegel écrit des vers saphiques pour le prince royal de Prusse, et depuis plusieurs années la muse rêveuse et moqueuse de Heuri Heine a cessé de soupirer ses douces et amères chansons.

Le temps des grandes œuvres n'est plus. Goethe acheva lui-même cette ère éclatante dont il avait successivement parcouru toutes les phases. Comme un maître jaloux qui surveille jusqu'au bout la tâche qu'il a entreprise, il vit les moissonneurs s'en aller l'un après l'autre, et descendit dans la tombe, fermant derrière lui la porte d'ivoire, ouverte par Klopstock et Lessing. Quand cet homme ne fut plus, ceux qu'il avait arrêtés par la puissance de son regard crurent que l'heure était venue où ils pouvaient impunément régner à leur tour, et ils se jetèrent sur ses dépouilles, comme autrefois les centurions ambitieux se jetaient sur celles des empereurs. A celui-ci son sceptre, à celui-là sa couronne, lourd fardeau qui écrasait leur corps débile. La grande ombre du poète dut bien rire de cette mascarade. Puis, lorsqu'ils virent qu'en prenant le manteau de Goethe, ils disparaîtraient tout entiers sous ses larges plis, ils se mirent à nier celui qu'ils ne pouvaient remplacer. Ils abandonnèrent la voie qu'il avait faite si large et si belle, formèrent entre eux une société régénératrice qui s'appela fièrement *la Jeune Allemagne,* et, dès le premier jour de sa formation, se mit à prêcher et à dogmatiser. Entre autres idées nationales, cette société élevait au-dessus de tous les génies celui de Voltaire; entre autres idées neuves et originales, elle enseignait le saint-simonisme. Elle fonda des journaux (1), elle écrivit des drames, des romans, des poèmes, s'imaginant qu'à chaque brochure elle allait réformer le monde, prenant pour des succès le scandale produit par ses paradoxes, et s'enivrant de l'encens qu'elle se donnait libéralement à elle-même. Lorsqu'elle eut développé toutes ses théories et dépeint fort au long les avantages de sa morale et les beautés de son style, au moment où elle allait, selon toute probabilité, clore la porte d'un temple ouvert en vain aux prosélytes, et s'endormir dans l'aridité de son œuvre et le néant de sa gloire, la police lui rendit le service de la persécuter, ce qui la raviva encore pour

(1) L'un des principaux était *le Phénix.* Il est mort sur son bûcher, et rien n'annonce qu'il renaîtra.

quelques mois. Puis ses liens se rompirent, et ses apôtres les plus ardens devinrent de bons et pacifiques bourgeois, qui vivent aujourd'hui fort bien avec la police et la censure. L'un d'eux, qui avait lancé un anathème irrévocable sur le mariage, fut le premier à se marier. Un autre, qui s'était acquis un certain renom par sa fougue démagogique, a employé le produit d'un de ses derniers livres à faire faire une livrée, et travaille aujourd'hui à se composer des armoiries.

Maintenant il n'y a plus d'école littéraire en Allemagne, ou plutôt il y a autant d'écoles qu'il y a d'hommes écrivant un livre. Le savant qui donne une nouvelle interprétation à un texte ancien fait école; le poète qui emploie une nouvelle combinaison de syllabes et un nouveau rhythme fait école. Le critique fait école par un paradoxe, l'historien par une citation, le romancier par la mélodie d'une phrase d'amour ou l'effet inattendu d'un meurtre. Dès que le livre qui renferme une de ces hautes révélations est livré au public, il apparaît dans le camp littéraire comme un drapeau autour duquel tous les guérillas de la presse se hâtent d'accourir. Ceux-ci l'attaquent, ceux-là le défendent. Les deux partis font assaut de dilemmes, de métaphores et de citations. On dirait une des luttes scholastiques du moyen-âge, et le résultat de cette lutte c'est un amas d'articles de journaux, de livres et de brochures que le temps balaie dans le Léthé de la littérature.

La nature de la langue allemande contribue encore à augmenter le nombre de ces sectes éphémères. Elle est elle-même soumise chaque jour à de nouveaux essais et à de nouvelles analyses; car les hommes du XVIIIe siècle l'ont bien élevée à une grande hauteur, mais ne l'ont pas fixée. Nulle académie ne la régente, et nul professeur de rhétorique ne lui prescrit ses allures. Elle ne doit pas, comme la nôtre, marcher prudemment sur la lisière d'un sentier dont on connaît tous les détours, éviter les locutions vieillies et fuir devant les innovations. Elle se prête à toutes les fantaisies de l'écrivain. Elle est grave, elle est légère. Elle prend le manteau du moyen-âge ou la robe de gaze des temps modernes. Elle se bariole de néologismes, elle s'entortille dans de longues phrases. Elle compose des mots, invente des adjectifs et crée des inversions. Au sud, elle adoucit ses syllabes et vocalise ses consonnes pour flatter l'oreille des femmes et des poètes. Au nord, elle corrobore ses sons et ne recule devant aucune des aspérités de la philosophie et de la dialectique. Ici c'est un rude canevas hérissé de mots étrangers, de verbes transformés en substantifs, de lourdes tirades qui se moquent impunément de la ponctuation. Là c'est une délicate broderie dessinée avec art et travaillée soigneusement dans tous ses détails. Bref, l'Allemagne a autant de langues différentes qu'elle a de différentes natures d'esprit. La langue du poète n'est pas celle de l'historien, et celle du philosophe ne ressemble nullement à celle du romancier. Hegel s'est fait un dialecte dont le tiers des mots ne se trouve dans aucun dictionnaire, et d'autres écrivains rendraient certainement service à celui qui essaie de les lire s'ils voulaient bien adjoindre à leurs œuvres un petit bout de glossaire et quelques notes explicatives; car, s'il résulte de toute cette variété de styles une

richesse philologique, il en résulte souvent aussi une notable confusion, d'autant que beaucoup d'écrivains allemands, préoccupés seulement de la pensée fondamentale de leur livre, traitent la langue à peu près comme les mystiques du XIV[e] siècle traitaient le corps, c'est-à-dire comme une enveloppe grossière, comme une matière sans prix qui ne mérite aucun soin. Il y avait, il y a quelques années, à Heidelberg, un professeur dont l'esprit s'était élevé aux plus hautes spéculations de la philosophie. Dans sa longue et laborieuse carrière, il avait tout étudié et tout appris, hormis une petite chose qui lui semblait complètement indigne de lui : l'art vulgaire d'expliquer d'une manière lucide sa pensée. Quand il envoyait une de ses savantes dissertations aux Annales de Berlin, tout le comité de rédaction s'assemblait pour la lire et l'interpréter. Aux phrases les plus obscures, chacun était sommé de donner son avis; mais souvent ce vénérable jury, qui n'était pas une assemblée de sphynx, se trouvait hors d'état d'expliquer les sublimes énigmes du philosophe, et les rejetait, quoiqu'à regret, dans les cartons. L'histoire de ce professeur est celle de plusieurs Allemands d'un esprit peut-être fort distingué, mais que l'on n'étudie pas par la raison qu'ils sont trop difficiles à comprendre.

En l'absence d'un génie supérieur qui indiquerait lui-même les règles du beau, et entraînerait à sa suite les esprits secondaires, chaque écrivain s'en va par la route qui lui plaît le mieux; chacun d'eux se fait sa théorie et se choisit sa langue, qui bien, qui mal, selon sa force ou sa patience. Chacun d'eux, après le retentissement plus ou moins prolongé de quelques publications, s'exalte par l'idée de sa propre importance, se couronne de ses propres mains, et se nomme roi de son petit royaume. Dès-lors, il a une pleine confiance dans sa légitimité; il s'intitule souverain par la grace de Dieu et des Muses, et traiterait comme un acte de haute félonie toute atteinte portée par la critique à son empire. Il y a parmi nous aussi une quantité de ces petits rois qui ont reçu les lettres-patentes de la réclame et l'investiture du feuilleton. Cependant l'éclat de leur diadème ne nous empêche point de voir leur misère. Quand nul grand écrivain ne surgit à l'horizon, quand nulle œuvre importante n'apparaît dans le monde littéraire, nous crions à la décadence de l'art, à la pénurie de la pensée. Nos cris de détresse indiquent au moins que nous portons au dedans de nous le sentiment d'un état de choses meilleur. Nos craintes expriment nos désirs; mais les Allemands s'arrangent déjà fort bien de cette espèce de sommeil où rien ne les trouble dans la satisfaction de leurs rêves. Depuis dix ans, on peut dire qu'un grand nombre d'entre eux ont parfaitement su apprécier les joies du repos et la béatitude de la médiocrité.

Par une singulière anomalie, ces mêmes hommes qui gardent toujours l'un envers l'autre une vanité ombrageuse, une susceptibilité irritante, sont, à l'égard des étrangers, d'une modestie parfaite. Ils disputent avec acharnement la royauté littéraire à leurs compatriotes; mais ils la cèdent volontiers à leurs voisins. Un livre écrit dans leur langue, imprimé dans leur pays, court grand risque d'être écrasé par la massue de la critique; mais un ouvrage qui leur

arrive, sous les dehors les plus simples, de par-de là le Rhin ou l'Océan, a des chances pour obtenir très promptement un brevet d'immortalité. Cet état de choses est triste, car il y a là tout à la fois faiblesse et envie, rigueurs injustes d'une part, admiration outrée de l'autre, et, ce qui est plus déplorable, absence de nationalité. L'étranger qui aime l'Allemagne, qui sait ce qu'elle a été, qui comprend ce qu'elle pourrait être, s'afflige de la voir ainsi s'abaisser elle-même, oublier sa force, mentir à sa mission. Et cet état de choses que nous constatons ici à regret, l'Allemagne ne peut malheureusement pas le nier. Tant que Goethe vécut, il la retint de sa main vigoureuse sur la pente où plus tard elle s'est sentie glisser. Il tâcha de l'affermir dans un noble sentiment d'orgueil et de nationalité. Les souvenirs de son grand siècle étaient, du reste, encore trop récens pour ne pas produire sur elle une heureuse influence. Il lui suffisait de regarder à quelques années en arrière, de voir les noms illustres qu'elle avait vu surgir de son sein, et les œuvres qu'elle avait produites, pour sentir tout ce qu'il y avait en elle de sève puissante et de vitalité. Mais à peine les dernières lueurs de son beau siècle étaient-elles éteintes, que l'Allemagne, inquiète et troublée par l'ombre subite qui l'enveloppa, reprit timidement la route qu'elle avait suivie autrefois. Elle est maintenant courbée devant les littératures étrangères plus qu'elle ne l'était au temps de Gothsched. Il faut voir avec quel soin ces herboristes littéraires rangent dans leur herbier les plantes exotiques, avec quel empressement surtout on recherche ce qui vient de la France, et comme on réimprime nos livres, et comme on les traduit. Dans cette ardente reproduction de notre littérature, les Allemands, nous devons le dire, ne discernent pas toujours parfaitement le bon du mauvais. Ils se trompent sur le style et le mérite de plusieurs de nos écrivains; ils mettent dans la même balance des œuvres d'une valeur fort différente, et portent dans leur panthéon des noms qu'on ne s'attendait guère à voir figurer ensemble. De peur d'oublier la plus petite parcelle de leur moisson, ils prennent tout ce qui leur tombe sous la main, depuis le rameau de cèdre jusqu'au brin d'hyssope. Il n'est si mince auteur parmi nous qui n'ait été plusieurs fois cité, analysé, et vraisemblablement traduit au-delà du Rhin, car l'Allemagne traduit tout. Il y a à Leipzig, à Iéna, des fabriques de traductions, comme on voit ailleurs des fabriques de toile peinte, des ouvriers qui travaillent à tant le pied cube, à tant la toise, qui entreprennent un roman le matin en prenant leur *fruhstuck*, et le rendent deux jours après habillé de pied en cap de l'habit allemand, et prêt à faire son entrée dans le monde. Ce qui ne peut être mis en livre, on le met dans les journaux. *Les Feuilles littéraires* de Hambourg, le *Didaskalia* de Francfort, *la Minerve* d'Iéna, l'*Europa* de Stuttgardt, et cinquante autres recueils hebdomadaires ou mensuels, traduisent perpétuellement nos *Revues* et nos journaux. Dans ces recueils, je distingue *le Magazin* de M. Lehman, l'*Ausland* de M. Pfizer, qui se font au moins un travail sérieux d'une tâche que les autres accomplissent seulement le plus vite possible.

Ce n'est pas tout néanmoins. Les Allemands, non contens de nous étudier

ainsi à distance, veulent nous voir de près et font de fréquentes pérégrinations de notre côté. Ils ont plus d'une fois reproché amèrement à nos écrivains de mal dépeindre l'Allemagne, et tiennent sans doute à nous enseigner de quelle manière on apprend à connaître les mœurs, l'esprit, le caractère d'une nation étrangère. Or veut-on savoir comment les voyageurs d'Allemagne qui s'en vont disant : — J'ai vu la France,— l'ont réellement vue et étudiée? voici deux faits qui peuvent en donner l'idée. Un Allemand arrive à Paris il y a quelques années, et notez que c'était un Allemand investi de graves fonctions, professeur d'université, docteur en philosophie, membre futur du consistoire, bref un personnage considérable. Il débarque dans la rue Richelieu, ce refuge classique des étrangers et des provinciaux, et le jour même de son arrivée adresse une demande d'audience aux douze écrivains qu'il regardait comme les sommités de la littérature. Le premier était M. de Châteaubriand, le second M. Paul de Kock, et je crois que M. Touchard-Lafosse arrivait immédiatement après M. Victor Hugo. S'il revenait aujourd'hui, il ne pourrait faire moins que d'ajouter à sa liste le nom de M. Flourens. Le lendemain il prit un cabriolet de remise et fit onze visites. Il aurait bien souhaité faire du même coup la douzième; mais pour celle-ci il fallait passer la barrière, car elle s'adressait à Béranger, et l'illustre poète demeurait à Passy. Une fois cette première tâche accomplie, l'Allemand alla voir les Invalides et Franconi, la Bourse et le Café des Aveugles, le Jardin-des-Plantes et le Père-Lachaise. Il lorgna trois magasins de librairie et deux boutiques de lithographies, prit des notes sur la situation des affaires dans le journal du soir et dans un pamphlet de M. de Cormenin, acheta trois romans qu'il se proposait de traduire, et regagna les messageries Laffitte. Huit jours après avoir fait son entrée dans la rue Richelieu, il parcourait déjà la route d'Allemagne, et à peine de retour dans son université, il écrivait un assez gros volume intitulé : LETTRES SUR PARIS (1).

Un autre Allemand qui n'est pas encore professeur, mais qui aspire à le devenir, et qui désire préluder aux succès du professorat par des succès littéraires, est à Paris depuis trois ans, retiré dans son hôtel tout aussi discrètement qu'il pourrait l'être à Goettingue ou à Leipzig dans sa cellule d'étudiant. Il ne sort pas, il ne va pas dans le monde, il ne se mêle à aucun mouvement politique et à aucune coterie de salon. Si quelqu'un vient le voir, soyez sûr que c'est un Allemand; s'il se décide, par un beau jour, à quitter ses pantoufles, sa robe de chambre, et à se lancer intrépidement sur le pavé de la rue, c'est aussi pour aller voir un Allemand. Le reste du temps, il compulse avec une merveilleuse patience les plus lourds volumes, il analyse d'un bout à l'autre *le Moniteur,* il traduit des colonnes entières de nos journaux. Si, lorsqu'il est ainsi occupé avec ses cahiers de notes, une émeute vient à passer, ou si une tuile tombe du toit, il met le nez à la fenêtre, puis se hâte bientôt de retourner comme une infatigable fourmi à son labeur. Or, quel beau livre croyez-vous qu'il prépare dans cette retraite si bien close, dans cette vie fermée à la vie

(1) *Briefe über Paris*, von O.-L.-B. Wolff.

extérieure? Il prépare un ouvrage en trois ou quatre volumes in-8°, qui aura pour titre : *De l'état politique, moral et intellectuel de la France en* 1840. Que ce livre soit un travail curieux de recherches et d'érudition, c'est probable; mais vrai et animé, j'en doute.

Cependant tous ces livres bons ou mauvais, écrits à la hâte ou travaillés lentement, s'impriment et se vendent, car la nation allemande a un immense besoin de livres. Il en faut aux gens du monde, qui ne sont pas encore absorbés comme en France par les rumeurs de la politique; il en faut à toute cette bourgeoisie paisible, heureuse, qui s'est faite une douce loi d'étudier et d'être instruite; il en faut aux ouvriers et aux paysans, qui tous savent lire et veulent tous avoir dans leur atelier ou dans leur ferme quelques volumes pour occuper leurs veillées d'hiver et leurs loisirs du dimanche. De là vient que les libraires, tout en faisant plusieurs fausses spéculations, et en voyant revenir au bout de l'année une quantité de ces malheureux ouvrages rétrogrades qu'ils appellent des *krebsen* (1), s'enrichissent encore, ou tout au moins maintiennent l'équilibre dans leurs affaires.

J'ai dit le mauvais côté de la littérature allemande. Il y en a un autre plus doux à représenter. En perdant successivement les hommes qui l'ont élevée si haut dans l'estime des nations étrangères, l'Allemagne n'a pas été complètement dépouillée de ses illustrations, comme une forêt où la hache du bûcheron ne laisse ni arbres, ni arbrisseaux. Sa vie ne s'est pas éteinte dans son deuil, et sa mâle beauté ne s'est pas perdue tout entière sous ses habits de veuve. Tant qu'un immense pays comme celui-ci conserve ses institutions paisibles, ses désirs sages, ses habitudes de travail et ses puissantes facultés de réflexion et de persévérance, que ne doit-on pas en attendre pour le progrès des sciences et des lettres! Je me retourne vers vous, noble école des frères Grimm, et j'admire l'édifice savant que vous reconstruisez à l'aide de tant de recherches et d'ingénieuses observations. J'ouvre la porte des universités, et je vois tout un peuple d'érudits poursuivant avec une patience de bénédictins les travaux de leurs prédécesseurs. Ici, Othfried Müller continue ses études archéologiques, là Ritter ajoute une nouvelle page à sa géographie, et tandis que Bopp et Hammer explorent, sous le point de vue littéraire et philologique, les richesses de l'Orient, Lachmann, Wolff, Hoffmann de Fallersleben, Van der Hagen, recueillent d'une main pieuse les poétiques débris du moyen-âge. Si, dans cette rapide énumération, que plus tard nous reprendrons, je ne cite pas M. de Humboldt, c'est que les lecteurs ont déjà sans doute prononcé son nom, car quand on parle de l'Allemagne scientifique, il est le premier qui vienne à la pensée. Si de ce domaine de graves études, je passe à celui de la poésie, voici les derniers vers et les dernières lettres que Chamisso,

(1) Toute la librairie allemande se fait, comme on sait, par commission. L'éditeur envoie les exemplaires des livres qu'il publie à ses correspondans, qui doivent, à la foire de Leipzig, ou lui en tenir compte s'ils les ont vendus, ou les lui rendre. L'exemplaire qui rentre ainsi en magasin est désigné sous le nom caractéristique de *krebs* (écrevisse.)

en mourant, a laissé tomber de sa main défaillante; voici les douces idylles d'amour, les paraboles orientales et les mélancoliques élégies de Rückert. A côté des tristes et froides questions soulevées par le livre de Strauss, voici les pieuses chansons et les naïves légendes que Guido Gœrres, le fils du philosophe, répand comme une œuvre de foi parmi les catholiques. A côté de toutes ces pâles imitations de notre littérature, voici les poésies de Gustave Schwab, et les traditions d'Allemagne recueillies au nord et au sud, qui ont au moins un caractère national. Enfin, au milieu d'une foule d'essais dramatiques sans génie et sans vigueur, et pour la plupart copiés maladroitement sur les nôtres, on en a vu apparaître quelques-uns que l'on pourrait regarder comme un meilleur présage pour l'avenir. Telle est, entre autres, cette tragédie de *Griseldis,* publiée par le fils d'un diplomate, M. Munch-Billinghausen, sous le modeste pseudonyme de F. Halm (1). C'est l'une des plus touchantes traditions du moyen-âge, mise en drame par un homme qui sentait profondément les beautés naïves et le génie poétique de cette époque. C'est le tableau d'un dévouement auguste, le dévouement de la femme à l'amour sans bornes qu'elle a pour son époux. Là reparaissent tous ces noms charmans que l'on retrouve si souvent dans les traditions du temps passé, toutes ces nobles et gracieuses figures dépeintes par les vieux poètes de France, d'Allemagne, d'Italie et d'Angleterre : le vaillant Arthur, le roi de la Table-Ronde, et la belle Ginevra avec Lancelot du Lac, et Tristan, dont Gottfried de Strasbourg a raconté les héroïques aventures, et le valeureux Percival, sur lequel Wolfram d'Eschenbach composa un poème plus long que l'Iliade. Toutes ces images chevaleresques s'effacent néanmoins devant celle de Griseldis, la pauvre fille de charbonnier qui fait l'admiration d'une cour brillante, l'humble femme sans fiel et sans envie devant laquelle se courbe une reine. Rien de plus touchant que la scène où, privée de son enfant, chassée de sa demeure, reniée par son époux, elle s'éloigne en murmurant encore un dernier vœu d'amour pour celui qui, après lui avoir donné un rang élevé, un nom glorieux, la rejette impitoyablement dans la douleur et la misère. Puis, quand on lui apprend que tout ce qu'elle a souffert n'était qu'un jeu; qu'en lui enlevant son enfant, en l'exilant de son château, en la dépouillant de son nom, on ne voulait que mettre sa patience et sa douceur à l'épreuve; quand elle sait que c'est son époux lui-même qui a osé la soumettre à ces horribles angoisses, c'en est fait de son dernier prestige et de sa dernière joie. Pour celui dont elle se croyait noblement et profondément aimée, elle pouvait tout supporter, l'humiliation, la pauvreté, la solitude; mais songer qu'elle a pu être le jouet d'un vain caprice, l'objet d'un honteux essai, elle si noble, si tendre, si sûre de son amour, c'est une pensée plus poignante que les douloureuses émotions qu'elle a subies dans l'espace de quelques instans. Elle se relève alors dans toute sa dignité, et rejette celui qui a été assez aveugle pour la méconnaître, assez cruel pour la condamner gratuitement à de mortelles souffrances. Le drame se termine là. Il n'est ensanglanté par aucun

(1) *Griseldis, dramatisches gedicht.*

meurtre; mais il représente le plus douloureux tableau, le tableau d'une foi ardente qui s'éteint, d'une pensée généreuse qui succombe, d'un cœur qui se brise (1).

Il est une autre branche de la littérature allemande qui, par son origine déjà reculée et par son retour régulier, mérite de fixer au moins quelques instans nos regards. C'est celle de tous ces *Keepsake, Annuals*, ou *Taschenbücher*, qui vers le mois de décembre apparaissent derrière les vitraux de chaque librairie, avec leur couverture élégante, leurs guirlandes et leurs arabesques pareilles à ces rangées de fleurs que les habitans du Nord mettent sur leurs fenêtres pour faire diversion aux teintes monotones du ciel d'hiver. En Angleterre, on les imprime sur le plus beau vélin, on les couvre d'or et de velours, et on les range dans le domaine de la *fashion*. En France, on les abandonne au caprice des provinciaux et des étrangers. En Allemagne, on les prend encore au sérieux. C'est dans un de ces almanachs que vers le milieu du XVIII[e] siècle les étudians de Goettingue commencèrent à publier des odes et des élégies qui présageaient une ère nouvelle dans la poésie allemande. C'est dans un de ces almanachs que Goethe et Schiller firent paraître leurs célèbres *Xenies;* car ces almanachs ont été long-temps pour l'Allemagne ce que les *Revues* sont pour nous. C'est par là que le poète, le romancier débutaient dans le monde littéraire, et plus d'un écrivain distingué est resté fidèle au recueil qui accueillit ses premiers essais. Tieck a fait la fortune de l'*Urania* en lui donnant chaque année une de ses jolies nouvelles, et peu de temps avant sa mort Chamisso se glorifiait de mettre son nom en tête de l'*Almanach des Muses*. Dans une contrée où la vie est réglée d'avance, où le retour systématique des mêmes joies matérielles et intellectuelles est regardé comme un bonheur de plus, l'apparition de ces petits livres qui cachent sous leur étui moiré d'étonnantes prétentions à l'élégance est une de ces bonnes jouissances naïvement attendues dont notre existence inquiète et mobile nous a déshérités. L'Allemagne serait probablement tout aussi surprise, j'allais presque dire aussi affligée, de voir un hiver sans *Taschenbücher*, que de voir un printemps sans soleil ou une automne sans moisson. La plupart de ces recueils ne renferment que des nouvelles et des vers. D'autres sont spécialement consacrés à des notices sur l'art, sur le théâtre, sur l'histoire. Chaque lecteur choisit le sien comme nous choisissons notre journal, et il y a des familles où ces almanachs de littérature et de poésie sont gardés avec un soin religieux comme le souvenir des années qui ne sont plus.

Parmi les publications d'une nature plus sérieuse, je distingue un livre sur les principaux évènemens de la vie de Gustave III et de Gustave IV, par M. Arndt (2). C'est ce même Arndt qui, du temps de nos guerres avec l'Alle-

(1) Cette tragédie, qui a été très applaudie en Allemagne, vient d'être traduite en français, et sera prochainement publiée. Un de nos auteurs dramatiques l'arrange, dit-on, pour notre scène.

(2) *Schwedische geschichten unter Gustav dem dritten*, 1 vol. in-8°; Paris, chez Brockhaus et Avenarius.

magne, se signala entre ses plus fougueux compatriotes par sa haine contre Napoléon, par ses écrits contre la France. Quand la bataille d'Iéna soumit à nos armes les destins de la Prusse, Arndt ne se sentit plus en sûreté dans son pays, et se réfugia en Suède, où ses œuvres anti-napoléoniennes ne pouvaient que lui mériter la faveur de Gustave IV. Il séjourna quelque temps à Stockholm, puis parcourut les différentes provinces de la Suède, et publia un récit de voyage un peu long, un peu monotone, mais au demeurant assez riche de faits et d'observations. A la chute de l'empire, il revint en Allemagne et fut nommé professeur à l'université de Bonn. Là il recommença ses plaidoiries furibondes contre la France et ses dissertations sur la liberté de l'Allemagne. Mais ces mêmes vœux de liberté, que le gouvernement prussien regardait comme un acte de patriotisme quand il courbait la tête sous la puissante main de l'empereur, devinrent pour lui autant de cris séditieux quand il eut recouvré son indépendance. Le pauvre Arndt, qui en était encore aux idées de 1807, fut bien surpris un jour de se voir signalé comme un être dangereux, lui qui se regardait comme un des libérateurs de l'Allemagne, et qui pensait peut-être que sa plume aurait pu être mise dans la même balance que l'épée de Blücher. La police fit une descente chez lui, visita sa demeure, et s'empara de ses papiers. Le gouverneur de la province le suspendit de ses fonctions de professeur, et l'appela à répondre de ses idées démagogiques devant une commission d'enquête établie à Mayence. Arndt écrivit protestation sur protestation. Il déclarait qu'il n'était ni un membre des sociétés secrètes, ni un corrupteur de la jeunesse, ni un jacobin, et en vérité il avait raison. Il était réellement très dévoué au roi et au gouvernement monarchique, mais il n'aimait guère l'aristocratie. Sa parole ne suffit pas pour le justifier. Il subit toutes les tortures d'une rigoureuse inquisition, et n'obtint qu'après maintes difficultés la permission de reprendre ses cours.

L'ouvrage qu'il vient de publier porte la vive empreinte de ses anciennes passions politiques. Dans la préface, il déclare que sa sympathie pour Gustave IV provenait de sa haine pour Napoléon. Dans son introduction, il trace un tableau très développé et très intéressant de la Suède. Tout ce qu'il dit de l'état moral de ce pays, du caractère du peuple et des habitudes de la vie domestique dans le Nord est fort judicieux. Seulement l'aristocratie le gêne. Quand il en vient à parler d'elle, le levain de la démocratie fermente dans sa pensée, et sa parole tourne au sarcasme. Il oublie que cette aristocratie a été pendant plusieurs siècles la partie la plus vitale de la nation suédoise, qu'elle a conquis son illustration dans les postes les plus difficiles et sur les champs de bataille, avec Gustave Wasa dans les forêts de la Dalécarlie, avec Gustave-Adolphe dans les plaines de Lutzen, avec Charles XII dans les champs de la Pologne. Il oublie que cette aristocratie n'est point, comme dans d'autres pays, un corps hautain et arrogant, appuyé sur les traditions du passé, fier de ses privilèges, séquestré de la vie commune. Ce qui fait la force de l'aristocratie suédoise, c'est qu'elle s'est toujours montrée profondément imbue d'un sentiment national, c'est qu'elle a souvent été plus près du peuple que de la royauté, c'est

qu'à certaines époques elle s'est elle-même renouvelée en appelant à elle, en décorant de ses titres les hommes de la bourgeoisie ou du peuple qui se distinguaient par leur courage ou leur talent. Que l'on ouvre aujourd'hui le *Peerage* de la noblesse suédoise; à côté de toutes ces anciennes familles des Bonde, des Brahe, des Bielke, dont l'histoire commence, pour ainsi dire, avec l'histoire même de leur pays, on en trouvera des centaines d'autres d'une origine fort récente et fort modeste. La plupart des hommes qui, dans les derniers temps, ont occupé les plus hautes fonctions de l'état, étaient tout simplement des fils de prêtres, de marchands, de professeurs, et le chef de l'opposition dans la diète qui vient de s'assembler à Stockholm est un vieux gentilhomme.

Le récit qui succède à cette introduction est fait d'après les mêmes principes anti-aristocratiques. Gustave III et Gustave IV apparaissent dans ce récit comme deux grandes et imposantes figures au milieu des ombres inquiètes de la noblesse. L'un et l'autre avaient pourtant bien quelques défauts, l'auteur est obligé d'en convenir; mais il est évident qu'ils auraient été les premiers rois du monde, s'ils n'avaient eu autour d'eux cette fatale aristocratie. Or, tous ceux qui ont étudié impartialement l'histoire de la Suède savent que, si ces deux rois eurent quelquefois le malheur d'être, comme tous les rois, mal servis par leurs agens ou trahis par leurs ministres, ils furent eux-mêmes le plus souvent la cause première, la cause unique de leurs fautes et de leurs revers.

Gustave III était, il est vrai, un prince doué des plus brillantes qualités : beau, spirituel, instruit, passionné pour la gloire des armes et la gloire des lettres; mais il se laissa éblouir par l'aspect des cours étrangères, et renia la mâle simplicité de ses ancêtres. Il répandit autour de lui les habitudes de luxe, les frivolités ruineuses et les folles galanteries de Versailles. En un mot, il fut, avec plus de dignité pourtant et plus d'élévation d'esprit, le Louis XV de la Suède. Il avait été aimé et vénéré comme lui; il se vit, comme lui, privé des sympathies de sa nation, plusieurs années avant de succomber sous le fer d'Ankarstrœm.

Quant à Gustave IV, il ne commit qu'une légère erreur, ce fut de croire qu'il était de taille à lutter avec Napoléon et avec la France; que dis-je avec la France? avec la Russie, le Danemark et l'Angleterre, car il se trouva réellement en guerre, lui tout seul, avec ces quatre puissances. Son royaume était pour lui une terre fabuleuse dont il ne comprenait pas très bien l'étendue et les ressources. Il ordonna, un beau matin, une contribution extraordinaire de 200,000,000, et fut assez étonné d'apprendre que c'était le revenu de vingt années de tout le pays. Il se figurait que la Suède était encore la *vagina gentium*, et qu'il ne fallait que frapper le sol du pied pour en faire sortir des hommes. Un jour les Suédois, las de l'entendre frapper si souvent, marchèrent contre lui, et le mirent tout simplement à la porte du royaume. Dans le temps où ses dissensions avec la France éclatèrent, *le Moniteur* dit de lui qu'il n'avait de son aïeul Charles XII que la folie et les grandes bottes. L'épigramme était un peu crue, mais assez juste.

M. Arndt a fort atténué les déplorables résultats du règne de Gustave IV et les fautes de Gustave III. Sous ce rapport, son livre est incomplet; mais on y trouve des documens précieux sur plusieurs évènemens dont l'auteur a été lui-même témoin, sur des hommes d'état qu'il a connus, sur des faits dont il a pu fort bien savoir le secret, étant sur les lieux. Du reste, nous n'avons rien encore d'aussi étendu sur toute cette époque si animée et si dramatique de l'histoire de la Suède. En attendant que Geiier la dépeigne avec sa sagacité habituelle, ou que Fryxell nous la représente avec toute l'animation de sa pensée et de son style, l'ouvrage de M. Arndt reste comme un mémoire que l'on peut consulter avec fruit et qu'on lira avec intérêt.

Un autre professeur de Bonn, M. Loebell, à qui l'on doit déjà plusieurs dissertations historiques très recommandables, vient de publier un livre qui a pour nous un intérêt tout particulier. C'est une biographie assez étendue de Grégoire de Tours, (*Gregor von Tours und seine Zeit*,) un tableau de son époque, une peinture caractérisque des hommes de son temps. M. Guhrauer, qui adressa en 1839, à l'académie des sciences morales et politiques, un mémoire sur le projet d'expédition en Égypte présenté à Louis XIV par Leibnitz, vient de compléter les documens relatifs à cette curieuse question, et en a fait un livre que nos historiens s'empresseront de consulter. (*Kur-Mainz in der Epoche von* 1672.) MM. Heeren et Uckert, qui ont entrepris une collection complète d'ouvrages historiques, la poursuivent avec autant de zèle que d'intelligence. Ils viennent d'ajouter à leurs premières publications l'*Histoire d'Angleterre*, par M. Lappenberg, et le commencement de l'*Histoire de Danemark*, par M. Dahlmann. Dans une autre série d'études, nous devons signaler la collection complète des Minnesinger, si long-temps attendue et publiée enfin par M. Van der Hagen (1). Nous essaierons une autre fois d'apprécier ces différens ouvrages.

Ainsi, en dépouillant les nouveaux catalogues de la librairie allemande, si dans l'innombrable quantité de livres qu'ils renferment, nous trouvons beaucoup à blâmer, il y aura aussi, çà et là, plus d'une œuvre digne d'éloges. Et même en blâmant l'Allemagne, il y a quelque lieu de l'envier. Son défaut, c'est de produire trop de livres; ils sont sérieux du moins, et font preuve de labeur et de fécondité. Le public allemand enrichit encore les libraires; le nôtre les ruine. Là-bas on demande des volumes; ici on s'arrête aux feuilletons.

X. Marmier.

(1) Librairie Brockhaus et Avenarius, 60 rue Richelieu.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

29 février 1840.

Nous avons joué de tout point le rôle de Cassandre. — Il faut avant tout, disions-nous, rallier la majorité, aider la chambre à recouvrer la puissance politique qui doit lui appartenir, une puissance régulière, gouvernementale : le ministère du 12 mai, bien que composé d'hommes capables, ne peut par son agencement, et par les exclusions qu'il inflige, donner à la chambre cette vie politique, cette unité, sans lesquelles il n'y a pour toute assemblée délibérante qu'impuissance et désordre. En méconnaissant la nécessité de se reformer et de se renforcer, le ministère s'expose à une chute peu flatteuse pour lui, et prépare au pays de nouveaux embarras et de grandes difficultés.

Nos prévisions se sont réalisées, plus tôt même que nous ne le pensions; ce qui n'est pas un mal, si le cabinet était décidé à repousser toute idée de modification et de réforme. Une fausse position, en se prolongeant, ôte de leur valeur aux hommes qui y persistent; et sommes-nous si riches en hommes capables, que nous puissions assister gaiement et périodiquement au naufrage politique de quelques-uns d'entre eux?

Certes, nous ne nous faisons aucune illusion sur le fait parlementaire qui a renversé le ministère du 12 mai. Le cabinet est tombé sous les étreintes d'une conspiration plutôt que sous les coups d'une lutte. Le mot si spirituel de l'un des ministres du 12 mai est bon à rappeler : ils ont été étranglés entre deux portes par des muets. Les muets n'appartenaient pas au même sultan, en supposant qu'il y ait des sultans dans la chambre. C'était encore une coalition, dont aucune fraction de la chambre n'est parfaitement innocente; mais c'est une coalition que nul n'a faite, et qui s'est enfantée d'elle-même. Il y a eu conspiration tacite, et la preuve qu'elle n'a pas été expresse, c'est que ni le point de départ, ni le but, ni les intentions des conjurés n'étaient les mêmes. Quelques hommes ont pu s'expliquer ensemble, s'entendre, se dire le fond de leur pensée; mais ce

qui a déterminé le rejet de la loi, ce sont les suffrages de quarante à cinquante députés d'origine, d'opinion, de tendances très diverses, et entre lesquels il n'y a eu ni combinaison ni accord. Les uns voulaient repousser une loi qui leur déplaisait, et dont ils ne comprenaient point l'importance politique : ils l'ont traitée comme une question de centimes additionnels; les autres voulaient faire sentir que rien n'était possible sans leur concours, et en même temps faire tomber le ministère; enfin il y a eu tel député qui ne voulait ni repousser la dotation ni renverser le ministère, et qui a cependant déposé dans l'urne une boule noire. C'est qu'il ne croyait pas au rejet de la loi, c'est qu'il comptait sur les boules blanches de ses voisins. Il se proposait de ne pas se vanter de son vote à Paris, et de s'en vanter auprès de ses électeurs. Et d'ailleurs, il savait bien que la loi une fois passée, on est fort oublieux à Paris, tandis qu'on a longue et bonne mémoire en province.

Même dans le pacte du silence, il y a eu de l'équivoque et du sous-entendu. Quelques-uns savaient sans doute ce qu'ils faisaient; c'était pour eux de la tactique parlementaire. D'autres acceptaient le silence comme un débarras, comme on saisit au vol tout prétexte pour ne pas parler d'un sujet qu'on n'aime guère.

C'est ici que les ministres ont manqué à la fortune. Je ne sais si leur silence a été une calamité publique; mais, à coup sûr il a perdu la dotation et précipité la chute du cabinet. Il nous est impossible de comprendre comment un ministère, dont six membres appartenaient à la chambre des députés, sans compter les secrétaires-généraux et autres fonctionnaires attachés aux divers départemens, et également membres de la chambre, ont pu ignorer les dispositions de l'assemblée, et ne pas voir qu'une discussion vive et forte pouvait seule les changer. Encore une fois, il n'y avait pas coalition formelle, mais l'accord tacite transpirait de toutes parts; les dispositions peu bienveillantes de la chambre ne pouvaient être un mystère pour personne. Le gouvernement représentatif a-t-il donc ses hallucinations, comme les gouvernemens absolus? Au moins, ce n'est pas faute de causeries et d'indices de toute nature qu'on peut chez nous se tromper dans ses prévisions.

Mais *post factum nullum consilium*. La crise ministérielle a éclaté. Il ne s'agissait pas seulement de trouver des ministres; il fallait une majorité. Un 22 février pur était impossible; les doctrinaires se seraient portés de l'autre côté avec la fraction du centre gauche qui serait restée fidèle à MM. Dufaure et Passy. Un 15 avril n'était pas plus possible, la même manœuvre aurait eu lieu en sens inverse : il ne restait d'autre ressource qu'une combinaison, il n'y avait de possible qu'un ministère de coalition. Au fait, trois combinaisons étaient seules praticables : le centre gauche avec les doctrinaires, les 221 et les doctrinaires, les 221 et M. Thiers; nous disons les 221 avec M. Thiers, car il paraît certain que, dans cette combinaison, M. Thiers aurait été abandonné par la grande majorité du centre gauche, et n'aurait guère pu apporter comme lot que sa valeur personnelle et quelques voix restées fidèles à sa fortune.

C'est à la combinaison du centre gauche avec les doctrinaires qu'on s'est

arrêté. Nous ne nous en plaignons pas, parce que nous aimons, avant tout, la sincérité du gouvernement représentatif. Le ministère du 12 mai étant tombé par le rejet de la loi de dotation, les dépouilles devaient appartenir aux vainqueurs, au centre gauche et aux doctrinaires aussi, qui, tout en ayant, la plupart du moins, voté la loi par courtoisie et à contre-cœur, n'en étaient pas, assure-t-on, les partisans, et se trouvaient d'ailleurs, par les réminiscences de la coalition, dans des relations plus amicales avec le centre gauche qu'avec les 221.

M. de Broglie refusant le pouvoir et M. Guizot gardant son ambassade, les doctrinaires n'ont pu obtenir la présidence du conseil et ont accepté la présidence de M. Thiers, comme M. Thiers était disposé à accepter celle de M. de Broglie. M. de Rémusat a l'un des deux grands ministères, M. Jaubert un ministère fort important aujourd'hui, le ministère des travaux publics : telles sont du moins les nouvelles du jour. La crise ne durerait ainsi qu'une semaine. C'est merveilleux dans ce temps-ci. Une si courte gestation annonce-t-elle au nouveau-né une longue vie?

Nous dirons notre pensée sans détour. Tout ami sincère de son pays doit désirer une administration forte et durable. C'est là un vœu général. On n'est pas seulement fatigué, on est effrayé de ces agitations sans but, de ces crises, de ces interrègnes ministériels qui compromettent à la fois la dignité du pouvoir et la paix du pays. Le ministère qu'on nous annonce, composé d'hommes capables, de notabilités parlementaires, se trouverait formé, nous l'avons dit, dans les conditions du gouvernement représentatif. Quoi qu'on pense au point de vue politique et moral du moyen employé contre le 12 mai, toujours est-il que l'administration se trouverait confiée aux mains qui l'ont renversé. On ne dirait pas cette fois qu'on a cherché à éluder les résultats de l'action régulière de notre machine politique. Il n'y aurait pas de prise pour la calomnier.

Mais l'avénement du ministère changerait-il la situation de la chambre? Les 221, que la réunion Jacqueminot cherche de nouveau à organiser, se résigneraient-ils à la nouvelle administration? M. Thiers pourrait-il du moins en détacher une partie assez considérable pour qu'une majorité forte, compacte, pût enfin se réaliser, et nous replacer dans les conditions régulières de notre gouvernement?

Il est évident que si le camp tout entier des 221 repoussait tout accord, la durée du ministère serait compromise, à cette formidable opposition venant tout naturellement se joindre les amis du ministère du 12 mai.

Le problème ne peut être résolu, et la majorité désirable se former qu'en donnant aux hommes du centre des garanties de modération et des preuves d'impartialité qui calment leur irritation, qui dissipent leurs doutes et leur fassent surmonter leurs répugnances.

Certes, ce n'est pas à l'homme d'état qui va présider la nouvelle administration que peuvent échapper les difficultés et les nécessités de la situation. Si tout dépendait de sa sagacité, de son jugement, de son action personnelle, nous serions complètement rassurés.

Ce qui nous laisse quelque doute, ce qui nous inspire de l'inquiétude, ce sont les amitiés que M. Thiers a dû contracter pendant son éloignement des affaires; amitiés hautaines, dévouemens impérieux, impatiens de tout frein, de toute mesure, daignant à peine accorder aux hommes qu'ils devraient rallier une insultante amnistie.

Si M. Thiers ne parvenait pas à contenir, à discipliner ses amis, si au lieu de se présenter aux centres avec des auxiliaires dociles à sa voix, il ne leur présentait que des adversaires implacables, tout serait perdu. Le chef du cabinet ne serait plus, aux yeux des hommes modérés, que l'instrument ou le complice d'un parti hostile; la discorde ne tarderait pas à se mettre même au sein du ministère; ses adversaires en triompheraient, et la lutte ne pourrait se terminer que par la dissolution du cabinet ou par la dissolution de la chambre. Ou M. Thiers succomberait comme un homme aventureux, téméraire, incapable de tenir le gouvernail, ou le pays serait exposé à des épreuves dont nul ne peut prévoir le résultat, et dont la responsabilité serait immense.

Ainsi, pour nous, la question tout entière est de savoir si le cabinet qu'on annonce donnera ou ne donnera pas de suffisantes garanties aux hommes qui aiment également l'ordre et la liberté, aux hommes de gouvernement et de progrès sensé et mesuré. Nous le désirons, nous le croyons, parce que nous sommes convaincus que M. Thiers voit dans son avénement au pouvoir autre chose que le gain d'une gageure, qu'une puérile satisfaction d'amour-propre. Celui qui consentait à s'associer à M. de Broglie, qui l'acceptait comme chef du cabinet, a le droit d'inspirer confiance aux hommes des centres, aux conservateurs de notre dynastie, de nos institutions, de la dignité nationale et de la paix. Au surplus, leurs doutes ne tarderont pas à être dissipés. L'avénement du nouveau ministère laissera nécessairement vacantes plusieurs places considérables dans les diverses administrations. Le choix des nouveaux fonctionnaires est un fait politique de sa nature. Le ministère révélera par ces nominations sa pensée tout entière; les centres ne pourront pas s'y tromper. Ils verront s'ils ont affaire à un ministère de coalition, habile, mesuré, prudent, maître de lui-même et tenant compte de toutes les nécessités de la situation, ou bien à un cabinet dominé par une pensée exclusive et par des influences qui ne pourraient que rapetisser les hommes qui auraient consenti à lui prêter leur nom et leur valeur politique.

Du reste, ce n'est que sur le fondement d'une conjecture et du bruit public que nous parlons. Nous ne sommes pas assez ignorans des choses de ce monde pour ne pas savoir qu'en pareille matière il n'y a de certain, de positif, que les paroles du *Moniteur*. Il est en ce moment même des personnes graves qui doutent fort de la combinaison annoncée. Il leur paraît impossible qu'une partie considérable des centres se rallie à une administration où les 221 ne trouveraient ni leur chef ni aucun de leurs membres influens. Ils ne conçoivent pas que les 221 puissent ainsi se résigner au rôle de vaincus. Il n'est, à leur avis, qu'un seul cabinet qui puisse rallier dans la chambre une forte majorité : c'est le cabinet qui devait se former par l'alliance de M. Molé

avec M. Thiers. M. Thiers, dit-on, perdrait, il est vrai, une partie de ses amis; mais rien ne devrait empêcher les doctrinaires, disposés à s'allier à M. Thiers seul, de le suivre dans son alliance avec le chef du parti conservateur. N'avoueraient-ils pas, en s'y refusant, que c'est vers la gauche qu'ils préfèrent marcher, et qu'ils sacrifient leurs principes à leurs antipathies? Raisonnement spécieux sans doute et qui pourrait peut-être faire avorter, par de nouvelles tentatives, le cabinet qu'on donnait aujourd'hui comme chose certaine.

Certes, nous applaudirions fort à cette triple combinaison; mais nous n'osons pas la croire possible. Il n'y a peut-être pas de grande raison qui s'y oppose. Il y en a trop de petites, et malheureusement en pareille matière les petites raisons trop souvent l'emportent.

Il serait fâcheux, dans le cas présent, qu'il en fût tout-à-fait ainsi, particulièrement à l'égard de cette portion influente et persistante de la chambre qui s'attache, avant tout, à l'idée de conservation. L'alliance ou l'appui de quelques membres influens des 221 tendrait à reporter M. Thiers vers les centres, à le replacer dans une situation analogue à celle qu'il avait il y a quatre ans, et dont l'abandon a été pour tous une cause incessante d'affaiblissement et d'agitation.

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons que nous réunir à tous ceux qui demandent à grands cris une prompte solution. Qu'on ne laisse pas croire au pays que l'établissement de juillet est travaillé d'une sorte d'agitation périodique, dont les accès se rapprochent au lieu de s'éloigner, et dont la guérison devient de jour en jour plus difficile.

Tout est arrêté à l'intérieur. Les lois les plus importantes, les mesures les plus impatiemment attendues, se trouveront cette année encore rejetées à la fin de la session, lorsque l'ennui, le dégoût, l'impatience, ne laissent aux chambres aucune puissance de travail, et ôtent toute dignité à leurs délibérations. La question des sucres, celles de l'esclavage, de la rente, des chemins de fer, et tant d'autres, resteront sans solution pour peu que la crise se prolonge, et alors recommenceront, avec plus de violence et plus d'apparence de raison, les récriminations contre les résultats de ce système électoral qu'on voudrait bouleverser à tout prix. Il est vrai qu'il serait impossible d'offrir longtemps au pays le spectacle de deux chambres inactives, l'une plongée dans un profond sommeil, l'autre ne veillant que pour se trémousser et pour amener des crises qu'elle déplore, et dont elle est incapable de prévenir le retour.

L'extérieur n'est guère plus rassurant. Quoi qu'on en dise, notre alliance avec l'Angleterre, sans être rompue, est singulièrement affaiblie. Nous sommes alliés; mais sur une question capitale, immense, nous ne voulons pas la même chose, nous ne tendons pas au même but : nous sommes des alliés qui, sans tendre au même but, cherchons à augmenter chacun nos forces maritimes. L'Angleterre ne cesse de négocier avec les autres puissances, et particulièrement avec la Russie, sans notre participation; l'Angleterre ne cesse de monter la tête au divan, que nous voulons ramener à des idées, à des projets raisonnables; l'Angleterre ne cesse d'irriter et de menacer ce pacha d'Égypte que nous dési-

rons à la fois soutenir et contenir. En Grèce, l'Angleterre, par le ministère de M. Lyons, empêche, embrouille toutes choses, et a rendu inutiles les directions et les conseils, aussi désintéressés que salutaires, que la France n'a cessé de donner au gouvernement grec. Le parlement d'Angleterre retentit tous les jours d'accusations, de plaintes, de suppositions contre la France, souverainement ridicules, il est vrai, mais auxquelles ne craignent pas de prendre part des chefs de parti, des hommes qui devraient être graves et mieux apprécier l'importance de l'union des deux pays. Certes, ce ne sont pas là les rapports de deux alliés bien intimes; et cependant c'est de l'alliance anglo-française que dépend la paix du monde. Qu'on la suppose rompue, et il n'est plus de bornes aux conjectures : le champ des évènemens devient incommensurable; c'est une mer sans rivage.

Ajoutons que le cours naturel des choses peut faire naître à tout instant des incidens graves. Le grand-visir a été frappé; il est mort pour les affaires. Méhémet-Ali n'est pas jeune, et il n'est pas le seul grand personnage, prince ou non, qui approche du terme de sa carrière. Sans doute les hommes changent, les affaires et les intérêts restent les mêmes; mais il en est de cette proposition comme de beaucoup d'autres : elle n'est vraie que dans une certaine mesure. La mort de l'empereur Paul, même celle de Fox, ne furent pas indifférentes pour la France. La mort de Ferdinand a été le commencement d'une guerre sanglante, atroce, en Espagne.

Cette guerre ne touche pas encore à son terme. On ne sait pas encore si Cabrera est mort ou convalescent. Qu'on dise ensuite que dans ce siècle tout se sait, tout se communique avec la rapidité de l'éclair. L'Espagne est un démenti permanent à notre civilisation. Espartero paraît enfin vouloir sortir de sa tente et commencer quelque promenade de printemps. Il prendra peut-être une ou deux bicoques; il se reposera ensuite pendant six mois de ces énormes fatigues. A ce jeu, si Cabrera ne meurt pas de maladie, il mourra un jour ou l'autre de vieillesse.

Ce qui est plus rassurant pour l'Espagne, c'est le succès de ses élections et le bon esprit qui paraît devoir dominer au sein des cortès. La minorité y est plutôt turbulente qu'habile, plutôt tracassière que redoutable. L'émeute que les exaltés ont faite dans la salle des cortès et qui n'a pas trouvés d'auxiliaires dans les rues, est une preuve d'impuissance. Madrid a été mis en état de siége; c'est un acte de vigueur. Le jour où l'Espagne pourra se donner une administration forte et intelligente, vaincre son insouciance et son fatal laisser-aller, elle remportera une victoire plus utile que toutes celles qu'elle peut gagner au pied des Pyrénées. Qu'elle offre à ses provinces le spectacle d'un gouvernement actif, régulier, et la pacification spontanée des provinces ne tardera pas à couronner les efforts de l'administration.

Les travaux de nos chambres, pendant la crise, méritent à peine d'être mentionnés. Il n'y a eu que deux faits remarquables. A la chambre des pairs, l'éloge du général Bernard, par M. le comte Molé. Plein de faits intéressans et curieux, de rapprochemens ingénieux et délicats, d'aperçus élevés et de

cette mesure, de ce tact qui distinguent cet homme d'état, il a été accueilli par la chambre avec la plus vive satisfaction. Il n'a laissé qu'un désir, celui d'entendre le plus tôt possible un éloge qui offre plus de difficultés encore dans la bouche d'un ministre de juillet, l'éloge académique de M. de Quélen.

M. Teste, à la chambre des députés, appelé à la tribune pour une pétition relative aux offices, a fait preuve de talent en repoussant les accusations et les reproches dont il avait été l'objet. La chambre, malgré des préventions que la presse et les parties intéressées avaient soigneusement alimentées, a applaudi à la parole du ministre et goûté ses raisons. Singulière assemblée, dira-t-on, qui vous renverse aujourd'hui sans vous entendre, et vous applaudit demain ! Mais aussi pourrait-elle répondre : Pourquoi ne parliez-vous pas deux jours plus tôt? Est-ce à la chambre de vous prier de parler, ou à vous de demander à la chambre de vous écouter? Pourquoi avez-vous laissé à l'éloquence pâteuse de M. Amilhau le soin de réfuter M. Laffitte?

Une réponse vive, piquante, s'il le fallait, faite par un ministre, aurait engagé la bataille. Ne serait-ce pas que les ministres aussi ne brûlaient guère du désir de parler sur la question, et auraient désiré l'emporter comme un ordre du jour sur une pétition? Au surplus, nous nous plaisons à le reconnaître, il serait injuste de trop insister sur le silence des ministres dans ce jour mémorable. Nul n'est certain d'échapper aux effets d'une surprise. Ce qui est moins concevable, ainsi que nous l'avons dit, c'est que la surprise ait été possible, surtout pour les ministres députés.

Revue Littéraire.

La grande émotion littéraire de la quinzaine a été la nomination de M. Flourens à l'exclusion de M. Victor Hugo. Nous venons trop tard pour ajouter aux lazzis de toutes sortes qui en ont couru, et cela serait peu de notre goût d'ailleurs. Il est très fâcheux que la portion de l'Académie française, qui s'est obstinée à ce point contre M. Hugo, n'ait pas compris que, dans le discrédit général où tombent tous les corps, il y avait inconvénient, pour le corps prétendu spirituel par excellence, à ranimer toutes les vieilles plaisanteries qui ont cours depuis Piron, depuis Chapelle, et à se les attirer grossies de ce je ne sais quoi de particulièrement méprisant et mortifiant qui est le propre de la clameur publique en ce temps-ci. Nous regrettons surtout que M. Flourens, un homme honorable, un savant distingué, qui remplit si bien son rang à l'Académie des sciences, se soit prêté à une véritable intrigue qui, sans lui, aurait probablement échoué. Les Éloges de Cuvier, de Chaptal, de Desfontaines, sont assurément des morceaux convenables, où la gravité du ton est

assortie à celle des sujets, où il ne se rencontre (mérite rare!) aucune sortie déclamatoire et de mauvais goût; mais on n'y distinguerait rien de particulièrement littéraire. Fontenelle, cité quelque part par M. Flourens, a dit que « ce qui ne doit être embelli que jusqu'à une certaine mesure précise, est ce qui coûte le plus à embellir. » M. Flourens, dans ses Éloges, est encore bien en-deçà de cette mesure discrète et permise de l'embellissement grave qui sied à la science. Il aurait au besoin à se souvenir un peu plus, en écrivant, de Vicq-d'Azir et de Condorcet. Philosophe de cette dernière école, de celle de Tracy et de Cabanis, il a eu, dans le cas présent, cette piquante et méchante fortune d'être porté à l'Académie française par une coalition de littérateurs tous plus étrangers à la science les uns que les autres (j'en excepte l'honorable M. Lemercier), par des faiseurs de petits vers, d'opéras-comiques, par des royalistes boudeurs, par des hommes enfin qui, certainement, l'appréciaient moins directement en lui-même qu'ils ne repoussaient par son moyen M. Victor Hugo. N'est-ce pas là un tort réel qu'a eu M. Flourens de se prêter à servir ainsi d'instrument? Ne le sent-il pas aujourd'hui? Ces nuées d'épigrammes qui lui pleuvent sur la tête depuis quinze jours, qu'a-t-il à y opposer? Son mérite propre n'est pas de ceux qui se puissent démontrer à la foule et qui aient le droit d'espérer une revanche; il aura beau multiplier, au sein de l'Académie des sciences, ses estimables travaux sur la garance et la coloration des os, la plaisanterie ne subsistera pas moins autour de son nom, qui sera à jamais coloré de cette sorte dans l'opinion moqueuse et légère. Combien d'honnêtes gens, d'estimables esprits, sous la restauration, sont demeurés ainsi sous le coup du ridicule pour quelque faux pas qui a donné la seule idée de leur allure! M. Flourens n'a guère qu'un moyen visible et direct de répondre à toutes les plaisanteries que sa nomination a déchaînées : c'est de profiter de son fauteuil à l'Académie française pour voter avec l'indépendance qu'il sait garder, nous assure-t-on, au sein de l'Académie des sciences. Si M. Hugo se représente à la vacance prochaine, M. Flourens lui doit sa voix.

Il ne faudrait pourtant pas que l'excès de la plaisanterie allât, en se prolongeant, jusqu'à devenir trop sérieux. On parlerait de je ne sais quelle protestation qu'une association de gens de lettres prétendrait opposer au vote de l'Académie française : c'est ainsi, en des temps fameux, que la Commune de Paris protestait contre la Convention. De telles rodomontades, qui sentiraient, jusqu'à un certain point, le sans-culotisme littéraire, manqueraient trop leur effet, et elles iraient trop au rebours des intérêts et de la cause de M. Hugo, pour que nous y croyions le moins du monde avant de lire la protestation en toutes lettres au *Moniteur*.

Il n'a manqué à l'honneur et à la bonne grace de la nomination de M. Molé que d'être précédée de celle de M. Hugo. L'opinion publique, en ce qu'elle a d'éclairé, a applaudi à un témoignage de considération si unanime et si mérité. Ç'a été une bonne fortune pour le nouvel académicien d'avoir à prononcer, deux jours après, au sein de la Chambre des Pairs, l'éloge du général Bernard; cette parole simple, honnête, élevée, touchante, eût justifié tous les choix.

Le Théâtre-Français a eu son succès brillant dans la nouvelle comédie de M. Scribe. L'idée de *la Calomnie* est aussi courageuse que spirituelle; on doit remercier l'auteur d'avoir osé dire et su faire accepter au public, si esclave des journaux, bon nombre de vérités assez neuves sur la scène. Il faut convenir pourtant que ceux même qui rient ne se corrigent pas; un de mes voisins qui applaudissaient le plus, avait le journal *le Siècle* dans son chapeau. Il y a deux manières de juger cette comédie : ou bien l'on veut, même sur les planches, de la vérité fine, de l'observation fidèle et non outrée des caractères, une vraisemblance continue de ton et de circonstances; ou bien on se contente d'une certaine vérité scénique, approximative, et à laquelle on accorde beaucoup, moyennant un effet obtenu. Dans le premier cas, on sera assez sévère pour la pièce de M. Scribe; on adressera à l'auteur plusieurs questions auxquelles il lui serait difficile de répondre. Où a-t-on vu une nigauderie matoise si complète que celle de Coqueney? Ce n'est, comme le rôle de la marquise, qu'une amusante caricature. Où a-t-on vu, même aux bains de Dieppe, une telle facilité d'aborder le ministre, une telle ouverture à causer, chacun de ses affaires privées, dans la salle commune, une telle crédulité bruyante pour compromettre une jeune fille? Je pourrais pousser l'interrogatoire bien loin... Et cette importance des propos du garçon de bain? Et ce ton de vrai commis-voyageur, ce dandinement détestable du vicomte de Saint-André? Mais il faut prendre garde de paraître pédant, surtout quand on s'amuse. Or, à prendre les choses de ce bon côté, on redevient très indulgent à la pièce. Le second acte a des parties énergiques dans le rôle du ministre; il en est partout de délicates et de fines dans le rôle de Cécile, surtout au moment où, forcée par la calomnie, elle ose regarder en elle-même et s'avouer son amour pour son tuteur : ce revirement de cœur est traité à merveille. Mais le chef-d'œuvre de la pièce est au quatrième acte, dans la scène où le vicomte de Saint-André, pressé par le ministre et par M. de Guibert, essaie de justifier Cécile sans compromettre en rien Mme de Guibert, laquelle, survenant à l'improviste, se trahit d'un mot, sans s'en douter, aux yeux de son mari et de son frère. Cela est d'un franc comique, et dont l'auteur a tiré tout le parti en le prolongeant. C'est là ce qu'on appelle une *situation* par excellence. Je m'imagine que M. Scribe, dans beaucoup de ses pièces, n'a trouvé d'abord qu'une situation, à peu près comme le chansonnier qui trouve, avant tout, son refrain; le reste vient après et s'arrange en conséquence. Pour cette pièce, en particulier, le procédé pourrait bien s'être passé ainsi. Une telle situation étant trouvée, il ne s'est plus agi que de l'encadrer, de l'amener : les quatre actes qui précèdent peuvent sembler un peu longs pour cette fin. Quand M. Scribe, dans sa première manière du Gymnase, procédait par deux actes, l'action courait plus vite, et les préparatifs se voyaient moins. A la première représentation, j'ai entendu comparer la pièce à un bonbon exquis (cette scène du quatrième acte), qui serait enveloppé dans quatre boîtes de carton, et tout au fond de la quatrième. C'est un compliment sévère. Cette pièce de *la Calomnie* est très commode, par cette dilatation en cinq actes, qui ne sont pas tous également remplis, pour étudier très à nu le procédé et,

en propres termes, le mécanisme dramatique de M. Scribe, qui se dérobe dans des œuvres plus rapides. Les ménagemens d'entrée et de sortie, les adresses de ralentissement pour économiser l'action, se peuvent admirer au point de vue du métier : il y a une scène surtout, à la fin du second acte, une préparation de musique vocale qu'on voit venir et qui ne doit pas avoir lieu; c'est le plus charmant escamotage.

L'observation de la société se retrouve dans des traits spirituels et dans des détails heureux bien plutôt que dans l'ensemble de l'action et dans les caractères des personnages. M. Scribe ressemble en un sens aux poètes dits *de la forme,* qui s'inquiètent, avant tout, des circonstances de l'art et négligent souvent l'inspiration toute naturelle. Lui, il s'inquiète beaucoup des habiletés et des ruses du métier, et sa raillerie ingénieuse ne puise pas *à même* de la société pour ainsi dire; Picard, pour ne prendre qu'un exemple proportionné, le Picard du bon temps était bien autrement que lui en pleine et vraie nature humaine. Mais n'allons pas nous montrer trop exigeans, et à propos d'un légitime succès, envers notre seul auteur comique d'aujourd'hui. Cela ne fera peut-être pas beaucoup d'honneur à notre époque d'avoir eu M. Scribe pour seul auteur comique; mais cela fera beaucoup d'honneur à M. Scribe assurément, et il faut l'en applaudir. Je ne veux plus que lui adresser une simple observation au sujet d'un personnage de *la Calomnie*. Depuis long-temps il est reçu que la *marquise* est ridicule; c'est un personnage sacrifié. Mais cette marquise de *la Calomnie* passe toutes les bornes; elle réussit pourtant, elle fait rire; le parterre s'écrie que *c'est bien cela*, comme si le parterre avait rencontré sur son chemin de telles marquises. M. Scribe, en flattant par là les instincts de classe moyenne et les préventions démocratiques, méconnaît les qualités les plus essentielles d'un monde qui disparaît graduellement et qui n'aura plus sa revanche, même à la scène. Allons! cette marquise de *la Calomnie* n'est-elle pas elle-même un petit échantillon de calomnie? Tant il est vrai qu'elle se glisse partout, là même où elle est si hardiment d'ailleurs et si spirituellement moquée.

Si *la Calomnie* a rendu un peu d'éclat au théâtre, les romans dignes de quelque attention sont toujours aussi rares. En vain feuilletons-nous le *Journal de la Librairie;* les productions nouvelles qu'il annonce sont de celles qu'il faut accueillir par le silence. Dans une telle disette de travaux d'imagination, la critique serait forcée de garder le silence, si elle ne trouvait à se rejeter sur les publications sérieuses. C'est dans le domaine de l'histoire et de la science que s'est réfugiée la vie intellectuelle, et c'est là qu'en attendant une occasion meilleure, nous essaierons de l'étudier aujourd'hui.

La religion des Druzes, par M. de Sacy (1). — On comprend jusqu'à un certain point l'établissement du mahométisme. En s'inspirant de l'Évan-

(1) Deux vol. in-8. Chez Dondey-Dupré, rue Vivienne.

gile qu'il mutilait, des dogmes chrétiens qu'il transformait grossièrement, le Koran présenta à la race arabe dispersée une unité propice pour la politique, propice pour l'agrégation de ces nationalités restreintes et désunies. Aux débris épars du polythéisme antique, à Mercure, à Jupiter, au Soleil, dont les tribus, diversement sabéennes, avaient fait chacune quelque dieu suprême, à l'ismaélisme, doctrine dégénérée des croyances judaïques, à tant de sectes contraires, Mohammed venait substituer une religion nouvelle, qu'il sut affermir par le prestige des conquêtes. Cependant le dogme du prophète, bien qu'il dût persister à travers les siècles et dominer jusqu'à nos jours sur toute une partie du monde, eut dès l'abord ses contradicteurs. On le sait, Mohammed trouva dans sa famille même des rivalités ennemies, et l'un des premiers son beau-frère, Talhha-Ibn-Khouweyled, proclama le schisme, s'isola de la foi naissante. L'Arabie fut plus ensanglantée encore par les luttes de l'islamisme, que ne l'a jamais été peut-être l'Europe par les hérésies sans nombre dont l'institution chrétienne a triomphé tour à tour.

L'introduction du livre de M. de Sacy est consacrée aux dissidences religieuses du mahométisme; dès les premières pages de cette exposition, à la fois historique et métaphysique, se retrouve l'élévation lumineuse, l'inépuisable et souveraine érudition de l'illustre orientaliste. Ce qui frappe avant tout dans cette étude, c'est la singulière analogie qui se rencontre entre la marche des hérésies ottomanes et celle de nos hérésies d'Occident. Les unes comme les autres, elles ont pour point de départ ces inquiétudes de l'esprit qui veut savoir plus que la foi primitive n'enseigne, l'impatience de quelque prescription trop sévère, ou bien elles servent de prétexte et de déguisement aux ambitions de la politique. Il convient encore de remarquer que les mêmes causes occasionnelles d'altération se sont souvent rencontrées dans les deux religions : ainsi les doctrines du magisme, desquelles est sortie chez nous la secte manichéenne, ont amené au sein de l'islamisme de redoutables divisions. L'étude de la philosophie grecque introduisit également chez les musulmans l'esprit de dispute, et par suite le scepticisme, d'où sont nées ces interprétations allégoriques du Koran, tout-à-fait semblables, dans leur procédé et dans leurs conséquences, aux interprétations symboliques qu'a eu à subir l'Évangile. Des deux côtés, auprès de questions qui touchent aux problèmes les plus élevés de la destinée humaine, auprès de spéculations qui ne sont point dépourvues de grandeur, ce sont, chez les hérésiarques, les mêmes subtilités théologiques, les mêmes rêveries bizarres, les mêmes minuties mystiques. Les opinions les plus étranges, les plus absurdes, les plus inconciliables avec les dogmes reçus, trouvent également, chez les musulmans comme chez les chrétiens, des croyans et des martyrs. Si des abstractions on descend à l'histoire, c'est un spectacle analogue, et les dissidences religieuses se traduisent dans les faits par des haines impitoyables, des persécutions, des guerres sanglantes.

J'ai hâte de le dire, toutefois, c'est seulement dans cette sphère hétérodoxe que l'histoire des deux religions se rejoint et se confond. Singulière solidarité de l'erreur! On peut comparer légitimement le développement des hérésies

mahométanes au développement des hérésies chrétiennes; ce sont des causes, une marche, des résultats identiques. Le Koran au contraire ne peut subir aucun rapprochement sérieux avec l'Évangile; pour être tout-à-fait juste, il faudrait même mettre à part quelques-unes des vastes hérésies chrétiennes, comme le pélagianisme et la réforme, auxquelles rien ne correspond chez les mahométans. On ne peut nier qu'il y ait là une certaine grandeur. L'islamisme au contraire a ses proportions restreintes, et, malgré les similitudes, l'erreur chrétienne a le plus souvent encore l'avantage. Pour ne prendre qu'un exemple, nos schismatiques et nos sectaires d'Occident ont professé quelquefois sur Dieu, sur sa nature, les opinions les plus extravagantes; eh bien! ce sont là miracles de sagesse et de raison auprès des croyances de quelques tribus musulmanes. En Europe, nous avons quelquefois prêté à l'être en soi des formes singulières, mais sans nous le représenter, à la façon des Hischanni, comme une masse de métal fondu, sans lui donner, avec les Djoulakis, une figure humaine accompagnée d'une bouche, d'oreilles et de poils tout noirs, sauf la barbe, sans soutenir surtout que sa moitié supérieure est concave, sa moitié inférieure solide, et qu'il est pourvu de cinq sens en n'ayant ni chair ni membres.

Parmi les plus insignes folies des hérésies mahométanes et de l'esprit humain, il faut compter les dogmes des Druzes. Ces dogmes étaient restés jusqu'ici couverts d'un profond mystère. Quelques fragmens des livres druzes, rapportés à de longs intervalles par des missionnaires ou des voyageurs, étrangers la plupart aux études sérieuses, ne suffisaient pas à éclairer l'histoire de cette remarquable secte. Nasr-Alla-Bin-Gilda, médecin syrien, avait eu grand'peine à se procurer, en Orient, l'exemplaire du *Livre des témoignages des mystères de l'Unité,* dont il fit hommage, en 1700, au roi de France. Ce précieux document, ignoré de la science, devait attendre plus d'un siècle la mise en œuvre et la lumière. Vers 1763, un compilateur, Puget de Saint-Pierre, avait fait paraître, il est vrai, une *Histoire des Druzes,* et, depuis, un savant danois, Adler, leur consacra quelques recherches dans le *Museum Kuficum.* Mais tout cela était fautif, incomplet, mal renseigné; on savait seulement que les Druzes, dispersés dans le Kaire, aux environs d'Alep, avaient leurs habitations principales sur le Liban, le long des côtes de la Syrie, qu'ils étaient maîtres de Barout, et qu'ils occupaient environ mille bourgs ou villages, vivant du commerce de soie, de vin et de salpêtre.

Les Druzes adorent comme dieu le troisième khalyfe fathimite d'Égypte, Hakem-Bem-Rillah. Or, on se rappelle la vie de Hakem, ce long règne de vingt-sept années, ce mélange monstrueux d'extravagances et de cruautés. Le khalyfe avait onze ans, quand il commença de régner, l'an 386 de l'hégyre, c'est-à-dire vers la fin du xe siècle de notre ère. Son naturel féroce s'exerça d'abord contre un rival. Il fit enchaîner le prétendant vaincu, pieds et poings liés, sur un chameau, et un singe fut attaché à ses côtés, qui frappait incessamment avec une pierre la tête du patient jusqu'à lui briser le crâne. Le trait le plus marqué du caractère de Hakem fut une inconstance sans bornes, une

tyrannie capricieuse, ivre, frénétique, qui rappelait celle de certains empereurs romains. Tantôt il proscrivait toutes les sectes musulmanes, faisant écrire sur les murailles les anathèmes qu'il lançait contre elles, et défendant, sous peine de mort, de les effacer; tantôt il proclamait la liberté de conscience la plus absolue, ou bien il accablait de faveurs les chrétiens et les juifs, pour les persécuter bientôt avec violence, pour leur imposer, par exemple, des vêtemens marqués de signes ignominieux. Les prescriptions les plus puériles, les lois les plus ineptes étaient le fruit de cette fantaisie sans frein : on ne pouvait approcher de son palais sans être tué immédiatement; l'usage de certains légumes était puni de l'échafaud. Afin que les femmes ne pussent sortir de chez elles, il était enjoint aux cordonniers de ne les point chausser, sous peine de mort. Pour imiter Néron, Hakem fit mettre le feu à l'ancienne capitale de l'Égypte, et il se plut à contempler l'incendie; une autre fois il prit plaisir à faire murer subitement le bain des femmes, et rit long-temps de leurs cris et de leurs gémissemens. Les aboiemens d'un chien ayant effrayé l'âne sur lequel il était monté, il dressa immédiatement contre les chiens des listes de proscription, et en fit périr plus de trente mille en un jour, dans la seule ville du Kaire. Tant de crimes, tant de folies devaient trouver des vengeurs. Pour prévenir leur propre perte, ses sœurs et le chef de ses troupes l'assassinèrent sur le mont Mocattam, où il allait tous les matins pour s'entretenir, disait-il, avec Dieu, comme Moïse au Sinaï.

Comment un tel monstre est-il parvenu à se faire adorer? Comment la religion qui l'avait déifié lui a-t-elle survécu, et s'est-elle conservée encore, après huit cents ans, à travers les obstacles et les évènemens? Hakem se vit servi dans son projet insensé par Hamza et un certain Mohammed, le premier Persan, le second Turc. Hakem fut le dieu et Hamza le pontife suprême; voilà le seul fait bien établi de cette étrange institution. Jusqu'ici on n'avait parlé que très vaguement du culte des Druzes et de leurs dogmes. Eux-mêmes recommandaient comme le plus grand, le plus sacré des préceptes, un silence absolu sur leur foi. Le *Livre de la Loi*, enfermé dans une sorte d'arche sainte, n'était accessible qu'au chef des initiés, et le Druze infidèle qui trahissait le secret de sa croyance était publiquement mis à mort. M. de Sacy étudie, pour la première fois, avec ensemble, et après avoir soumis à une critique sévère et comparé entre eux les documens originaux, cette religion qui s'entourait de voiles, comme la statue d'Isis. Constatons quelques-uns de ces curieux résultats.

L'unité et l'incompréhensibilité de Dieu, tel est le caractère primordial, essentiel de cette religion. De là vint le nom d'*unitaires* donné à ces sectaires. La théodicée des Druzes est incomplète, mais souvent élevée; elle proclame un être suprême sans attributs, sans bornes; elle déclare que la manière la plus parfaite de confesser Dieu, c'est de le chercher fort au-dessus du *comment* et du *où*, c'est de ne le faire ni extérieur, ni intérieur, ce qui supposerait des idées de relation. Voilà, en deux mots, la métaphysique religieuse des Druzes. En tant qu'abstraction, et tout inacceptable qu'elle soit, elle me paraît valoir

bien des théodicées plus connues et indulgemment vantées. Tant qu'il s'agit du ciel, les Druzes sont, en somme, assez raisonnables; mais, dès qu'on arrive sur terre, Hakem et ses folies se retrouvent vite. Selon eux, Dieu s'est manifesté dix fois sous une apparence humaine et en divers lieux, dans la Perse, dans l'Inde, dans l'Yémen, sous la forme tantôt d'un riche propriétaire de chameaux, tantôt d'un constructeur de ports, exerçant divers métiers, même la royauté (1). Noé, Abraham, Moïse, Jésus, Mahomet, n'étaient que des prophètes chargés de missions successives; ils n'ont pas eu le caractère de révélateurs. Dans ses diverses manifestations au contraire, Dieu est tellement uni à la figure humaine, que les actions et les paroles de cette figure sont véritablement les actions et les paroles de Dieu. Hakem est la dernière incarnation de l'être en soi, et les croyans prétendent que, pour cacher modestement sa divinité, il se donna comme un descendant de Mahomet. On le voit, la tradition superstitieuse altère bientôt l'histoire.

Aux yeux des Druzes, les moindres actions de Hakem prennent un sens symbolique. Pourquoi, par exemple, montait-il sur un âne sans selle? Cela prouve qu'il détruisit et abrogea la loi, car les ânes, dans le texte du Koran, signifient les prophètes qui ont révélé au monde la loi extérieure. Pourquoi portait-il une étoffe de laine noire? Pour indiquer l'épreuve à laquelle seraient soumis, après lui, ses adorateurs. De son vivant, Hakem voulait déjà qu'on le prît de la sorte au sérieux. C'est en l'an 408 de l'hégyre qu'il commença à répandre la croyance qu'il était dieu, et c'est là aussi la date qui ouvre l'ère chronologique des Druzes. Un imposteur, Darazi, seconda les vues ambitieuses du khalyfe. Tous les argumens de persuasion lui furent bons. Aux crédules il disait que l'ame d'Adam était venue jusqu'à lui; à d'autres, il prodiguait l'argent; ailleurs, il séduisait la foule en autorisant l'usage du vin, en légitimant le vice. De son côté, Hamza enseignait en secret le dogme de la divinité de Hakem, et bientôt tout le peuple de l'Égypte et de la Syrie crut fermement que cette vie, pleine d'atrocités sans nom et de caprices insensés, était bien celle d'un dieu fait homme. Aucune appellation, aucune définition, disait Hamza, ne convient à Hakem, et ce n'est que par nécessité et pour se faire comprendre, qu'on emploie, en parlant de lui, des formes usitées parmi les hommes. Que personne, ajoutait l'apôtre, ne dise : « La paix de Dieu soit avec lui! » Ce serait du polythéisme.

Hakem ne laissa pas à Hamza le soin de son apothéose posthume; il avait lui-même réglé les formalités de la divine étiquette que l'on devait observer à son égard. La modestie s'en mêlait parfois. Il était défendu de baiser la terre

(1) C'est ainsi, on se le rappelle, que Bouddha affirmait avoir passé par une infinité de formes humaines. Il disait que les ossemens de ses corps, morts durant la suite de ses incarnations, eussent dépassé en volume des planètes entières, et que le sang qu'il avait répandu par suite de ses décapitations successives, formerait une mer plus vaste que l'Océan. Avec les Druzes, on n'est encore qu'en Syrie, et les grandes merveilles orientales commencent plus loin.

en sa présence, de descendre de cheval à sa rencontre. Quand on venait pour le saluer, tout le monde devait se ranger du côté droit; quand on lui présentait une supplique, le texte de la requête devait expressément ne contenir qu'un nombre impair de lignes. Cette tyrannie arithmétique pénétrait même dans la vie privée, et il était également enjoint d'observer le nombre impair dans toutes les actions et dans toutes les paroles. Voilà les plus impérieuses des prescriptions ordonnées de sang-froid par Hakem-Bem-Rillah, troisième khalyfe d'Égypte, et dieu par la grace de son ministre Hamza et par la bonhomie des Druzes.

Quant aux maximes et aux rites de la religion musulmane, Hakem en fit bon marché. Le précepte d'exterminer les infidèles, le jeûne, le rhamadan, les pèlerinages, toutes les coutumes gênantes furent abolies. Ce code relâché séduisit le peuple; mais cela ne suffisait point : il fallait des prosélytes. Hakem ouvrit donc, dans son palais, une école où l'on apprenait toutes les sciences relatives à la religion, et il munit abondamment cette école d'argent, d'encre, de papier et de plumes. Les élèves devinrent des adeptes ardens, et célébrèrent à l'envi les actions merveilleuses du divin khalyfe, si bien qu'on peut répéter à ce propos le verset du Koran : « Si tous les arbres de la terre étaient des plumes, que la mer fût convertie en encrier, et qu'après elle il y eût encore sept autres mers pareilles, cela serait insuffisant pour écrire tous ses miracles. » Nous l'avons vu, dans la réalité, le règne de Hakem n'avait été qu'un enchaînement monstrueux de forfaits; ces actes s'étaient passés publiquement, aux yeux de l'Égypte tout entière, et cependant voilà qu'il suffit de quelques intrigans, de quelques illuminés pour imprimer un sceau suprême à ce tyran misérable. Ses flatteurs en firent un dieu : l'ignorance, l'ambition, la crainte, ont maintenu cette foi impie; le temps et la coutume l'ont consacrée. Cela peut paraître honteux pour l'esprit humain; mais on ne saurait trop, à la vue des faiblesses populaires, répéter le mot de Vauvenargues : « Il n'y a point de superstition qui ne porte avec elle son excuse, les grands sujets sont pour les hommes le champ des grandes erreurs. » Or, la religion est le couronnement, la fin des choses humaines, et les Druzes n'ont pas été les seuls à se tromper.

Hakem s'aperçut bientôt que, quand on n'est point dieu, il ne faut pas être seul pour créer, pour établir un dogme. Il eut donc recours au sacerdoce, il institua des prêtres. Sa prétendue divinité ne pouvait pas toute seule faire illusion; il fallait, pour prendre son langage, des satellites à cet astre trop peu resplendissant de lui-même. De là les *ministres de la religion unitaire*. Ces ministres commandent le respect et l'obéissance, car ils sont les clés de la miséricorde. On en compte cinq spirituels, célestes, inaccessibles, auxquels répondent sur terre cinq ministres corporels qui s'élèvent à ce haut pontificat par des initiations successives. C'est quelque chose de la hiérarchie de l'église triomphante reproduite ici-bas par l'église militante. En opposition aux ministres de vérité, il y a les ministres de l'erreur. Ce sont comme les démons en regard des anges, Ormuz et Ahriman.

Le premier des ministres célestes est Hamza, *l'Intelligence,* qui a paru dans toutes les révélations depuis Adam, sous divers noms : Pythagore, David, Éléazar, etc. C'est lui qui frappe les disciples du polythéisme et de l'irréligion, qui démontre les vérités et conduit les hommes dans les voies de l'obéissance, vers le Dieu miséricordieux. — Le second est Ismaïl (1), *l'Ame.* Il a paru du temps de Hamza sous le personnage d'Abou-Ibrahim, fils de Mohammed-Témimi. Hamza lui donna l'investiture, et déposa en lui ses secrets et sa sagesse. Hamza, disent les livres des Druzes, c'est le mâle, Ismaïl la femelle. Leur union est nécessaire à la production des ministres et des fidèles. Il faut qu'ils agissent de concert pour donner la lumière, comme l'amadou et la pierre à feu pour donner l'étincelle. — Le troisième ministre est Mohammed, fils de Wahab, ou *la Parole.* C'est le premier fruit né de *l'Intelligence* et de *l'Ame.* Il est chargé de l'enseignement religieux, de surveiller les rites et cérémonies, de s'enquérir du bien et du mal, de punir les coupables, d'imposer les pénitences.—Le quatrième ministre est Sélama ou *l'Aile droite.* Sa vie réelle, comme sa vie figurative, est entourée d'impénétrables mystères.—Le cinquième ministre, enfin, est *l'Aile gauche* ou Aboul-Assan-Ali. Il a joué un grand rôle dans le développement de la religion unitaire, et il est l'auteur de la plupart des traités qui composent le recueil religieux des Druzes. — Ces divers ministres ont tous annoncé la divinité du khalyfe avec des voix « pareilles à celle du tonnerre ; » ils sont au sommet de la hiérarchie théocratique, rangée autour du céleste trône de Hakem.

Jusqu'ici nous ne sommes pas sortis du ciel. Après Dieu, révélé dans Hakem, après les intermédiaires entre la cause et l'effet, adorés dans les ministres divins, on arrive à la création, et ici les bizarreries abondent plus que jamais. Les choses ont été formées, dès leur origine, dans l'état où nous les voyons aujourd'hui. Au premier jour il y eut par milliers des habitans de tout sexe et de tout âge. Chaque homme était né sachant son métier. Dès l'abord pourtant, et avant les siècles, tout cela n'existait qu'en imagination, et se réalisa par un effet de la toute-puissance du créateur. Ensuite les ames passèrent successivement d'un corps dans un autre. L'ame d'un unitaire passe dans une figure unitaire, celle d'un polythéiste dans la figure d'un polythéiste. La masse des êtres humains n'est susceptible ni d'augmentation ni de diminution ; car, si le monde augmentait seulement à chaque millier d'années d'un seul individu, la terre deviendrait à la fin trop étroite pour contenir l'humanité; s'il diminuait, au contraire, d'un seul individu par chaque millier d'années, le globe, à la suite des siècles, demeurerait désert. Cette absurde immobilité de la théogonie des Druzes n'est pas seulement dans le chiffre de la population, elle est aussi dans le fond même de leur doctrine. En effet, les ames des infidèles, lors même qu'elles ont paru se réunir à la religion unitaire, finissent toujours par retourner à leur nature perverse et cor-

(1) On a de cet Ismaïl divers écrits, l'un intitulé *le Cierge,* l'autre *le Cantique de l'ame.* Ce dernier est un poème.

rompue. — Nous voilà bien loin des innocentes utopies du *progrès humanitaire*.

La psychologie des Druzes vaut leur théorie de la création. Selon eux, il y a dans l'homme deux ames ou substances immatérielles, et, comme les contradictions ne leur coûtent pas, avec cette immobilité fatale de tout à l'heure, avec le retour nécessaire à une forme moins parfaite, même après une vie excellente, ils proclament le libre arbitre le plus absolu. La beauté ou la laideur du corps auquel l'ame s'unit dans ses diverses transformations, a un rapport direct avec la pureté ou la corruption de cette ame. Peut-être (tant sont obscures et enveloppées toutes ces doctrines), peut-être dans les métamorphoses d'hommes en animaux, dont il est parlé, ne faut-il voir que le symbole d'une dégradation morale.

Comme le dogme de Hakem n'est, en réalité, autre chose qu'un mélange bizarre, confus, méconnaissable, des cosmogonies de l'Inde, du judaïsme, du Koran et même de l'Évangile, à côté de rêveries propres aux ambitieux fondateurs de cette secte, le jugement et la résurrection devaient ne pas être oubliés. La fin du monde amènera le triomphe de la religion des Druzes et la punition des méchans. Lorsque Hakem se manifestera au dernier jour, les crimes seront dévoilés. Ceux qui échapperont à l'épée se verront assujétis à un impôt qui les couvrira de honte, à un impôt de deux drachmes et demi. Les apostats porteront un bonnet de peau de porc, long d'une aune; ils auront aux oreilles des anneaux de verre noir, brûlans l'été et froids l'hiver. — Ceci n'est qu'un misérable pastiche des terribles mystères de la vallée de Josaphat.

Après avoir défiguré les miracles auxquels croient les mahométans et les chrétiens, Hakem devait aussi réformer la morale du Koran. Les sept commandemens de l'islamisme, parmi lesquels le paiement de la dîme, le jeûne, la guerre contre les infidèles, sont remplacés par sept autres dont le premier et le plus grand est « la véracité dans les paroles. » Les autres se suivent ainsi : « Veiller à la sûreté réciproque, — renoncer à la fausse religion, — se séparer des démons, — reconnaître l'unité de Dieu, — être content de ses œuvres, quelles qu'elles soient, — se résigner aux ordres de Dieu, dans l'une et l'autre fortune. »

Telle est, en resumé, la doctrine des Druzes; elle enveloppe dans une universelle proscription tous les autres cultes. La haine de l'islamisme est surtout sensible. Pour les chrétiens et les juifs, dont l'existence en Syrie et en Égypte était très précaire au temps de Hakem, ils ne sont dignes que du dédain. Tout en admettant une partie de la Bible, et en l'expliquant au profit de la religion unitaire, les Druzes, dans leur mépris, affirmaient même que les chrétiens sont, après leur mort, changés en pourceaux et en singes. — On sera moins sévère en Europe pour les sectateurs de Hakem. Bien qu'il soit radicalement absurde, le culte du khalyfe a joué un assez grand rôle dans l'histoire de l'Asie occidentale, pour mériter une très notable place. Sans doute, Hakem n'a pas été un puissant législateur comme Zoroastre, un moraliste éminent comme Confucius; il n'a pas eu une grande destinée de conquérant et de fon-

dateur comme Mahomet: mais, au-dessous de ces noms, il doit être regardé, dans l'ordre intellectuel, et à part l'affreux souvenir qu'il laisse en politique, comme un des imposteurs religieux les plus habiles qui se soient fait accepter par les hommes.

L'institution sacerdotale de Hakem était si bien établie, qu'elle a traversé les siècles. Le temps néanmoins a modifié ces croyances, et les Druzes d'aujourd'hui sont assez éloignés, sur certains points, du primitif esprit de leurs codes sacrés; des superstitions nouvelles se sont mêlées à leur culte bizarre, et, à l'heure qu'il est, l'idolâtrie chez eux a sa grande part. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, ils adorent secrètement la figure d'un bœuf ou d'un veau, qu'ils tiennent enfermée dans une boîte et cachée à tous les yeux, avec le même soin qu'ils mettent à dérober aux profanes leurs livres saints. Apis est maintenant sur l'autel à côté du parodiste de Jésus et de Mahomet.

L'*Exposé de la Religion des Druzes* est le dernier ouvrage écrit par M. de Sacy. Il l'avait commencé dès sa jeunesse, et, à travers les préoccupations d'une existence si glorieusement, si assidûment remplie, ce projet préféré lui souriait toujours. L'accomplissement en a été retardé jusqu'à ses derniers jours, comme pour couronner dignement cette grande et laborieuse carrière. Sans nul doute, si un pareil travail s'accomplissait pour toutes les religions, il en jaillirait de toutes parts d'immenses lumières historiques et philosophiques. Mais ce n'est point là le seul mérite de ce livre. L'Europe savante n'avait que des notions vagues et fautives sur le culte important et mystérieux des Druzes : seul, M. de Sacy, par sa connaissance vraiment prodigieuse de l'Orient, pouvait combler cette lacune. Il l'a fait avec cette science sûre, inépuisable, avec cette méthode lumineuse, cette critique saine et mesurée, cette supériorité calme et sereine qui le mettent à part, bien au-dessus de la tourbe vulgaire des orientalistes, et lui assignent dans l'érudition le rang de Laplace en mathématiques, le rang solitaire de Cuvier dans les sciences naturelles. On ne remplacera pas M. de Sacy; mais sa vie demeurera au moins comme un exemple pieux, comme un idéal encourageant. L'*Exposé de la Religion des Druzes* ne peut que perpétuer autour de son souvenir ces traditions graves, élevées, auxquelles a su rester fidèle, dans une autre sphère, le publiciste distingué qui a hérité de ce nom illustre.

Histoire d'Espagne, par M. Rosseeuw Saint-Hilaire (1). — Le livre de M. Saint-Hilaire, dont nous avons déjà eu occasion d'examiner rapidement le premier volume, ne commence qu'avec l'invasion gothique; mais une introduction étendue est consacrée à l'Espagne romaine. Des détails intéressans sur la configuration de la Péninsule, sur les populations primitives, telles que les Celtes et les Ibères, sur les influences grecques et phéniciennes, sur la domination carthaginoise, s'offrent dès l'abord. Puis viennent les vieux récits de Carthagène et d'Hamilcar, d'Annibal et de Sagonte; les victoires des

(1) Quatre vol. in-8°. Chez Levrault, rue de la Harpe, 81.

Scipions, la lutte héroïque de Viriates, le siége sanglant de Numance, les chances guerrières de Metellus, de Sertorius et de Perpenna, toutes ces vieilles histoires enfin qu'on sait du collége, mais auxquelles M. Rosseeuw Saint-Hilaire a su souvent conserver leur caractère de grandeur antique. Avec l'empire, l'Espagne, devenue province romaine, n'a plus d'annales, pour ainsi dire; sa nationalité s'efface, elle ne se distingue plus par un caractère propre, et son histoire alors n'est autre que celle de la Gaule et de Rome.

Ce n'est qu'avec l'invasion des Goths que recommence l'histoire d'Espagne. Cette partie du livre de M. Saint-Hilaire est tout-à-fait digne d'éloges. Ce qu'il raconte de la domination gothique en Espagne, la conversion de Recha-red au catholicisme, le règne des rois orthodoxes à Tolède, la persécution des Juifs sous Sisebut, enfin le long déclin et la chute de cette monarchie de l'invasion, offrent un tableau plein d'intérêt. Cependant la partie vraiment neuve de ce travail, c'est l'examen de la constitution ecclésiastique, des conciles, de l'épiscopat, des couvens des Goths; c'est surtout l'étude de leur législation et de leur code, de leurs formes juridiques et pénales, des modifications qu'ils ont apportées à l'esclavage, de leur agriculture et de leur commerce. M. Rosseeuw Saint-Hilaire n'a pas été aussi heureux dans les détails, trop étendus et peu proportionnés avec son cadre, qu'il a donnés sur l'origine des Goths, sur leur histoire antérieure à l'invasion de l'Espagne. Cette exposition manque de dégagement, et on sent à chaque instant l'embarras. C'est que, quand il parle si au long de la conquête de l'Italie et d'Alarich, quand il insiste sur Attila, sur l'empire gothique de Gaule, M. Rosseeuw Saint-Hilaire n'est pas dans son sujet. Avec les Arabes et leur rapide conquête, il ne tarde pas à prendre sa revanche.

Fondé par la guerre, l'islamisme devait pousser à la guerre et aux conquêtes les peuples qu'il avait soumis. Une pensée politique et religieuse présidait aux expéditions des Arabes contre l'Europe. Ils voulaient reculer jusqu'aux dernières limites du monde connu les bornes du royaume de Damas; et quand ils arrivèrent en Espagne, ce n'était pas comme les Normands, par instinct de pillage, par amour de lointaines et belliqueuses aventures, c'était pour prendre racine sur le sol et dans l'espoir aussi d'acquérir au prophète des empires nouveaux. M. Saint-Hilaire fait habilement ressortir les causes apparentes ou détournées qui arrachèrent à l'Asie et à l'Afrique ces hordes musulmanes. — Trois ans suffisent à la conquête. Les Arabes marchent au combat comme les premiers chrétiens marchaient au martyre; ils se battent et meurent avec l'enthousiasme du fanatisme. La guerre qu'ils apportent est terrible, et pour montrer qu'ils ne redoutent pas la famine plus que l'épée, ils font cuire, sous les murs d'Écija, les cadavres restés sur le champ de bataille, et annoncent aux Espagnols qu'à défaut de vivres ils sont décidés à se nourrir de leur chair. Quand les fascines manquent pour l'assaut, ils comblent les fossés avec des morts, et ces fascines-là ne manquent jamais, car les Espagnols, malgré les revers, n'ont pas oublié Numance et Sagonte. Retranchés sur leurs murailles, ils meurent jusqu'au dernier, et, si les historiens arabes ont souvent

raison de les comparer, dans une défaite, aux chèvres qui s'enfuient vers les montagnes, ils leur rendent du moins cette justice que dans leurs châteaux ce sont des lions. Chose remarquable, le fanatisme n'exclut pas chez les Arabes la générosité et la clémence. Des flots de sang seront versés sur les champs de bataille, mais la nation vaincue gardera paisiblement son culte; l'armée musulmane, au milieu des plus tristes rigueurs de la guerre, respecte les femmes, les enfans, les vieillards, les moines, et pour elle la foi jurée, le traité conclu est chose sainte comme le Koran. L'exercice du catholicisme est libre et sans entraves. Les évêques célèbrent les conciles, et les chrétiens de l'Andalousie, par déférence pour des vainqueurs généreux, font un volontaire hommage, tout en gardant la foi de leurs pères, aux pratiques de l'Orient, et donnent à leurs enfans la circoncision en même temps que le baptême. C'était là une concession sans importance. L'islamisme, pour triompher, s'était vainement armé de toutes ses vertus. En Asie, en Afrique, ses victoires avaient été promptes et définitives, parce qu'il offrait l'unité politique et religieuse à des tribus, débris de mille sectes, qui, dans l'isolement même de la vie nomade, sentaient le besoin puissant d'un lien. En touchant le sol de la Péninsule, il rencontra le christianisme patient, opiniâtre dans le malheur, résigné à toutes les épreuves. L'Arabe était supérieur à l'Espagnol par la culture, l'intelligence, peut-être même par certaines vertus; mais rien de ce qu'il apportait de grand, d'élevé, ne germa sur la terre conquise. Arrivée dès le début à son dernier degré de force et d'action, la religion du prophète marcha rapidement vers la décadence. La conquête tendit sans cesse à s'éparpiller; la nation vaincue, au contraire, malgré de continuels morcellemens, s'avança toujours vers une destinée supérieure et plus forte. Le christianisme fut son arche sainte.

C'est un curieux synchronisme que cette double histoire de deux peuples, que ce duel sanglant, au nom de Mahomet et du Christ, sur ce sol à la fois fécond et sauvage, si heureusement disposé pour des guerres sans fin. Pendant huit siècles, l'Espagne poursuit vainement à travers toutes les luttes et les misères le rêve de son unité politique. Chacune de ses provinces est un royaume incomplet, arabe ou chrétien; mais l'histoire de ces royaumes étroits est toute une épopée. L'unité de foi n'a pas éteint les haines entre tous ces conquérans, d'origines diverses, asiatiques ou africains. Arabes et Berbers ont à peine touché le sol espagnol, qu'ils s'en disputent la domination suprême. Luttes sanglantes, mêlées implacables, où les armées rivales, après avoir combattu plusieurs heures à cheval et à la lance, les lances brisées et les chevaux morts, continuent, pendant tout un jour, à combattre à pied, et finissent par briser leurs épées comme leurs lances. Heureusement pour les vaincus, le dogme de la fatalité est là qui les console, et les plus terribles défaites n'arrachent ni plainte ni murmure. M. Rosseeuw Saint-Hilaire expose avec une très remarquable lucidité les diverses vicissitudes des Arabes d'Espagne au VIIIe siècle, sous la domination des émirs. Il raconte avec une connaissance fort exacte des chroniques musulmanes et chrétiennes leurs guerres civiles, leurs luttes contre les populations indigènes, leurs lointaines excursions dans

le pays des Francs, et la fortune toujours hasardée et changeante de ces chefs qui passent si vite du pouvoir au supplice. Par occasion, et comme éclaircissement rapide, il jette aussi un coup d'œil intelligent sur la situation du khalifat et de l'émirat d'Afrique, dont l'histoire est étroitement liée à celle de l'Espagne musulmane; et, de la sorte, on peut saisir les causes intimes et les causes extérieures des révolutions, des désastres et des succès de la race conquérante; on sait l'impulsion, les forces actives qu'elle recevait encore du dehors, ce qu'elle tenta pour s'isoler, et les limites que l'Europe éleva contre ses envahissemens.

Après avoir tracé avec talent l'histoire politique et militaire des monarchies arabes de l'Espagne jusqu'à la domination des Almoravides, l'auteur, qui est arrivé comme à mi-chemin, s'arrête pour résumer dans un tableau général l'état du gouvernement et de la civilisation. C'est d'abord l'impôt, et l'impôt d'après la loi musulmane; c'est la dîme qu'il faut donner à Dieu et au souverain pour légitimer la possession de ses biens. La destination de la dîme dans l'origine est donc essentiellement religieuse, c'est une sorte de taxe des pauvres. Les moines, les enfans, les femmes, les esclaves, tous ceux qui souffrent, qui sont faibles, ou dont la vie est occupée de choses saintes, en sont exempts. Plus tard l'impôt est principalement appliqué aux besoins de l'état, aux charges publiques. Les chrétiens paient le double des musulmans, et le revenu total de l'Espagne arabe est d'environ 200 millions de notre monnaie actuelle, non compris le produit flottant des guerres et des conquêtes, qui était considérable. Ce chiffre élevé du revenu public fait supposer une prospérité remarquable; et, en effet, l'agriculture et l'industrie avaient pris sous la domination arabe un développement qu'elles n'atteignirent que beaucoup plus tard chez les peuples de la chrétienté. Le fils d'Abd-el-Rahman, disent les chroniques, avait changé les épées et les lances en pioches et en râteaux, et on comptait sous son regne cent mille presses à huile dans la Péninsule.

Le commerce était abondant comme le sol. On fabriquait à Cordoue des draps que les khalifes envoyerent en présent solennel à Charlemagne et à Charles-le-Chauve, et qui furent regardés en France comme une merveille. La diffusion de l'islamisme et les habitudes de la vie nomade favorisaient le trafic; la population était riche, active, nombreuse, et l'on peut, sans trop craindre l'erreur, l'évaluer au double de ce qu'elle est aujourd'hui. Quant au gouvernement, comme chez tous les peuples d'origine orientale, il fut exclusivement despotique; le pouvoir du khalife dans l'état est absolu, illimité, comme celui du père dans la famille, et ce khalife, *commandeur des croyans*, délègue ou révoque la puissance à son gré. Chose vraiment singulière, et qui tendrait presque à établir que la valeur des institutions politiques est relative, que le despotisme sied mieux à certains peuples que la liberté, et que chaque chose, en ce monde, a son temps et son degré propice de latitude! Le Koran lui-même, ce code de l'immobilité, n'a-t-il pas vu ses croyans les plus fidèles figurer au premier rang de la civilisation? Ces Arabes, que nous avons laissés si loin derrière nous, n'étaient-ils pas nos maîtres au xe siècle? Quand les ténèbres descendaient, menaçantes et profondes, sur la chrétienté, une vive lumière éclairait

l'Espagne musulmane, sous le règne de cet Al-Hakem II, qui recherchait les livres des vaincus comme des dépouilles opimes. Quelques débris mutilés de la littérature antique, les pères de l'église, défigurés par les ignorantes interpolations des moines, et les commentaires sans valeur des livres saints formaient alors le fonds des bibliothèques chrétiennes. On parvenait à grand' peine à rassembler quelque centaine de volumes, et cent volumes étaient un trésor qui suffisait à rendre une abbaye célèbre et enviée. Al-Hakem, plus inquiet que les chrétiens des produits de l'intelligence, avait réuni une immense bibliothèque, dont le catalogue seul ne comptait pas moins de quarante-quatre volumes. La science, dans ses états, n'était pas, comme dans le monde chrétien, le partage exclusif du petit nombre. Les femmes elles-mêmes la cultivaient avec ardeur, et le talent des vers était recherché dans les esclaves infidèles presque à l'égal de leur beauté. La philosophie, la médecine, les sciences exactes, l'histoire naturelle, avaient trouvé de nombreux disciples et des protecteurs fervens dans le royaume de Cordoue; la philosophie des Arabes, il est vrai, bien que dominée par la souveraine mémoire d'Aristote, se résumait trop souvent encore en un vain entassement de mots et de formules; leur poésie substituait la rêverie banale et vague à la pensée; leur médecine recourait plus volontiers à la cabale qu'à l'observation : mais, si grande qu'ait été l'imperfection, il y avait du moins étude, préoccupation sérieuse des choses de l'esprit, aspiration vers la science et l'art, et cette société, qui touchait à la fois par ses origines à Rome, à la Grèce, à Constantinople, gardait un cachet original et profond. Les chroniques arabes laissent à une immense distance toutes les chroniques espagnoles contemporaines. Les Arabes ont une histoire, quand l'Europe chrétienne n'a, pour ainsi dire, que des légendes; ils ont de plus Avicenne et Averroës.

L'Espagne chrétienne, comme l'Espagne infidèle, est morcelée en royaum e rivaux qui ont leurs sympathies, leurs intérêts distincts; mais ces états, resserrés dans leurs limites restreintes, vivent d'une vie plus durable que le puissant empire de Charlemagne. C'est le royaume des Asturies, toujours en guerre, et qui sonne tous les ans sa croisade contre les Maures; c'est le royaume de Léon, chevaleresque champ clos, où les infidèles et les chrétiens échangeront leurs plus terribles coups de lance. Ici, comme chez les Arabes, les grands caractères, les batailles sans pitié, les sombres infortunes présentent à l'historien une trame toujours animée d'un intérêt puissant, et M. Saint-Hilaire fait très bien ressortir les diverses nuances du caractère espagnol; il montre comment, sur cette terre où le despotisme a toujours été dans les lois civiles et religieuses, le culte austère de la liberté s'est toujours conservé impérissable au fond de toutes les ames, et comment l'Espagnol, opprimé comme peuple, a conservé comme individu toute son indépendance. Mais pourquoi donc la liberté, la civilisation, n'ont-elles jamais pu atteindre dans la Péninsule un entier développement? Pourquoi tant de faiblesse, d'impuissance et de grandeur à la fois? Pourquoi cette stérilité d'une terre qui ne demande qu'à produire, cette pauvreté d'un royaume qui renferme tant d'élémens de richesse?

Il y a là un problème historique que M. Saint-Hilaire aborde avec une science curieuse et patiente, et dont il cherche la solution dans l'étude approfondie des lois et des institutions nationales. Au XIIe siècle encore, il retrouve et signale, chaque fois qu'il les rencontre sur sa route, les derniers vestiges du code gothique; il note ce qui meurt et ce qui survit de cette législation barbare, quelle empreinte elle laisse aux mœurs, quelles formules elle lègue au droit. Il examine tour à tour les *fueros*, espèce de chartes municipales octroyées par les rois ou les hauts barons, les institutions militaires, et ces ordres guerriers de Calatrava, d'Alcantara, de Santiago, dont les moines armés, noirs de hâle et de soleil, n'aimaient, disait-on, que Dieu, la guerre et les chevaux rapides. En débrouillant ainsi le chaos des *fueros* provinciaux, l'auteur expose nettement tous les inconvéniens, tous les avantages du système municipal espagnol, et fait connaître d'une manière satisfaisante les rapports des villes entre elles, les obstacles que les institutions particulières présentaient aux progrès de l'unité monarchique, l'état de la commune dans le royaume, et l'état de l'homme privé dans la commune.

La tâche laborieuse que s'est imposée M. Rosseeuw Saint-Hilaire est loin d'être accomplie, et ce qui reste à publier de son livre présentera un intérêt non moins soutenu. Les plus grandes époques n'ont point encore été abordées. L'Amérique, Charles-Quint, Napoléon, trouveront place dans son œuvre, qui se continuera jusqu'en 1830. Cette œuvre sera donc complète, et remplacera sans retour bon nombre de livres français relatifs à l'histoire de la Péninsule. L'*Abrégé chronologique* de Desormeaux, historiographe de la maison de Bourbon, le travail de Macquer et Lacombe, ne sont que des compilations exactes qui ne sauraient mériter le nom d'histoire. Le père d'Orléans et l'abbé Bertou n'ont pas une valeur plus durable. Pour savoir quelque chose de sûr et d'exact sur l'Espagne, il fallait donc recourir aux sources. C'est là un rude labeur dont quelques rares érudits ont seuls le courage, et tous les esprits sérieux qui s'intéressent aux études consciencieuses et persévérantes sauront bon gré à M. Saint-Hilaire de leur avoir révélé tant de faits curieux, et restés comme inédits jusqu'à ce jour dans les chroniques arabes et espagnoles. On pourrait bien adresser à l'auteur quelques objections, lui reprocher par exemple certaines formes de style qui rappellent trop *la Gaule poétique*, certaines déductions philosophiques qui manquent de précision et de netteté; mais, en somme, l'*Histoire d'Espagne* est un livre très estimable, très consciencieux, et qui prendra rang.

V. DE MARS.

MORETO.

Le théâtre espagnol, dont la richesse est en quelque sorte proverbiale, est loin d'être aussi connu que sa célébrité pourrait le faire supposer. Depuis deux cents ans, l'opinion de l'Europe a changé plus d'une fois en ce qui le concerne, et ses titres de gloire ont été bien diversement appréciés, suivant les variations qu'ont éprouvées le goût et les doctrines littéraires. Au commencement du XVIIe siècle, à l'époque où l'Espagne, déjà sur son déclin, était pourtant encore la première des puissances, où ses usages, ses modes, sa langue, régnaient dans toutes les cours, où elle imposait aux autres pays les principes, les caprices même de sa littérature, presque au même degré que la France l'a fait depuis; à cette époque, son théâtre était l'objet d'une admiration universelle. Les immortels ouvrages des Lope de Vega, des Calderon, et même de leurs émules moins fameux, avaient à peine paru, qu'ils étaient traduits au-delà des Pyrénées, et que des imitations plus ou moins heureuses les reproduisaient sur les scènes étrangères. C'est par ces imitations que le grand Corneille commença sa brillante carrière, et tout le monde sait qu'il puisa dans les ouvrages de deux poètes espagnols du second ordre non-seulement l'idée, mais les principaux développemens et même les traits les plus saillans de la première tragédie et de la première comédie vraiment dignes de ce nom qu'ait possédées la France.

Cet état de choses changea bientôt La puissance et le génie abandonnèrent à la fois le sol de l'Espagne, opprimée par un despotisme ignorant. La France, au contraire, sortant des discordes civiles qui avaient long-temps arrêté ses progrès, s'éleva en un moment, à l'ombre du pouvoir absolu, mais vigoureux

et éclairé de Louis XIV, à un degré de force et de gloire qu'il eût été impossible de prévoir. Elle devint pour quelque temps la première des nations par la politique et par la guerre; elle obtint par les lettres et par les arts une suprématie plus durable.

De même que la littérature espagnole un peu auparavant, ce fut surtout par la poésie dramatique que la littérature française s'éleva à ce point de splendeur et de prééminence. Il est à remarquer que dans tous les temps cette branche de la poésie, celle qui représente le plus exactement le caractère moral et l'organisation sociale des peuples, a été l'instrument le plus efficace et le plus actif de cette influence qu'ils sont appelés à exercer les uns sur les autres par les travaux de l'intelligence.

Né en quelque sorte, comme nous le rappelions tout à l'heure, du théâtre espagnol, le théâtre français n'avait pas tardé à entrer dans une voie toute différente, plus conforme à l'esprit, au goût, aux habitudes de la nation, à la nature même de son idiome. Racine et Molière consommèrent cette révolution; entre leurs mains, la tragédie et la comédie prirent ces formes rationnelles et régulières qu'elles n'avaient jamais eues à un égal degré, même chez les anciens. L'Europe, éblouie à l'aspect des chefs-d'œuvre éclatans qu'ils surent faire éclore de ce nouveau système, attribua à ce système ce qui était surtout le résultat de leur incomparable génie. L'esprit d'imitation s'étendit dans toute l'Europe civilisée; partout le théâtre subit la loi des unités, partout la comédie et la tragédie, dont jusqu'alors les limites avaient été assez peu distinctes et s'étaient souvent tout-à-fait confondues, virent s'élever entre elles de rigoureuses, d'infranchissables limites, et la scène espagnole, naguère si admirée, qualifiée maintenant de barbare par le sévère Boileau, tomba dans le mépris et l'obscurité; on confondit presque Lope de Vega avec notre Hardy, parce que leurs ouvrages, si inégaux en mérite, présentaient extérieurement les mêmes formes, les mêmes irrégularités.

L'entraînement était si puissant, que l'Espagne même ne put s'y soustraire. En dépit de cet orgueil national qui la rend si peu accessible aux innovations étrangères, on la vit répudier ses anciennes admirations, renoncer à sa propre gloire et accepter dans toute leur rigueur, avec les doctrines dramatiques dominantes au-delà des Pyrénées, les anathèmes lancés contre ses plus grands poètes, convaincus du crime de n'avoir pas connu ces doctrines, ou de ne pas s'y être conformés. A Madrid même, Lope de Vega expia, par un ingrat oubli, les triomphes presque exagérés qu'il avait obtenus de son vivant; on cessa de représenter ses ouvrages, on ne parla plus de lui que comme d'un esprit doué d'une brillante facilité, mais qui, abusant des dons de la nature, et les prodiguant sans cesse dans de monstrueuses conceptions, n'avait laissé aucun monument digne d'arrêter les regards de la postérité. Si Calderon, Moreto, Solis, tombèrent dans une disgrace moins complète, ils le durent à cette circonstance, que quelques-unes de leurs comédies familières, de celles que les Espagnols appellent *de cape et d'épée,* se rapprochaient jusqu'à un certain point

des règles des unités et des autres prescriptions de l'école française. Quant aux comédies historiques ou héroïques, ces véritables tragédies de l'Espagne, comme il était absolument impossible de les faire rentrer dans le cadre de la tragédie telle que Racine l'avait conçue, elles tombèrent dans le mépris le plus complet; non-seulement elles disparurent tout-à-fait de la scène, mais les critiques espagnols du XVIII[e] siècle ne les mentionnent qu'avec une sorte de honte, comme de bizarres vestiges du mauvais goût et de l'extravagance de l'époque.

En même temps que ces critiques s'unissaient aux étrangers pour flétrir leurs plus belles gloires nationales, quelques-uns d'entre eux pourtant, par une contradiction singulière, s'efforçaient de prouver que la réputation dont leur théâtre avait joui jadis n'était nullement usurpée, que seulement elle reposait sur d'autres titres que ceux qu'on lui avait d'abord assignés; persistant à voir dans Lope et Calderon les corrupteurs du goût, ils prétendaient qu'à une époque antérieure, bien long-temps avant que les Français eussent adopté le système dont ils voulaient maintenant s'attribuer l'invention ou au moins la restauration, d'autres poètes espagnols avaient écrit des tragédies et des comédies régulières. A l'appui d'une assertion aussi étrange, ces critiques alléguaient les noms et les ouvrages d'écrivains obscurs et décriés, et s'efforçaient de les élever sur un piédestal. Comme il arrive toujours, les théories littéraires qui s'introduisaient ainsi en Espagne trouvèrent bientôt des esprits disposés à les appliquer. Des hommes qui n'étaient ni sans talent ni sans lumières, mais auxquels manquait le don du génie, ou, ce qui revient au même, celui de la véritable originalité, se mirent, vers le milieu du dernier siècle, à composer des tragédies et des comédies suivant les règles françaises. Quelques-unes de ces tragédies sont bien écrites, conduites avec assez d'art, mais froides et compassées; le feu créateur y manque complètement. Les comédies, à l'exception de celles de Moratin et d'un très petit nombre d'autres, ne s'élèvent guère non plus au-dessus de la médiocrité.

Cependant une nouvelle révolution se préparait dans le monde littéraire, non moins mobile que le monde politique. Dans l'un comme dans l'autre, l'esprit novateur du XVIII[e] siècle s'apprêtait à renverser les formes graves, sévères, régulières, dont la cour de Louis XIV avait consacré l'empire; toutes les règles, tous les jougs allaient être brisés à la fois.

Voltaire, le premier, par des innovations qui nous semblent aujourd'hui bien timides et qu'on trouvait alors bien hardies, avait commencé à élargir les limites où les faibles successeurs de Racine avaient enfermé le théâtre; le premier, il avait indiqué par son exemple les ressources que la tragédie pouvait puiser dans un respect moins scrupuleux pour des restrictions insignifiantes, dans un choix de sujets plus en rapport avec nos idées et nos mœurs: le premier enfin, il avait révélé à l'Europe le nom de Shakespeare, mort depuis cent vingt ans, et presque du même ton dont il citait parfois des fragmens de la littérature de la Chine ou de l'Indostan, il avait fait connaître, non sans les défigurer, quelques-unes des scènes sublimes, des situations dramati-

ques éparses, suivant lui, au milieu des monstrueuses compositions *de ce génie inculte et barbare.* A la manière dont il formule ses singuliers éloges, on serait tenté de croire qu'il se proposait plutôt d'éblouir ses contemporains par un paradoxe brillant et hardi, que de leur faire partager une admiration sincère pour le grand poète qu'il prenait sous son équivoque protection.

Voltaire avait ouvert la voie, il y fut bientôt dépassé, et dans les dernières années de sa vie il s'effrayait déjà des progrès de l'école nouvelle qui travaillait à entraîner le théâtre dans des voies si différentes de celles où Racine, où lui-même, avaient cueilli tant de lauriers; il s'indignait contre les admirateurs de Shakespeare, contre ses imitateurs, bien peu osés pourtant à cette époque.

En France, la lutte entre les deux systèmes était encore bien inégale : ceux qui professaient les opinions désignées depuis sous le nom de *classiques*, avaient encore l'avantage du nombre, du goût, de l'esprit; mais au dehors une vive réaction s'effectuait contre le despotisme que nous avions si long-temps exercé sur toutes les littératures européennes. Cette réaction, favorisée, stimulée par les haines que provoquèrent contre la France les évènemens de notre révolution, et par l'esprit de nationalité qu'elle éveilla chez presque tous les peuples, se manifesta surtout en Allemagne où une littérature naissante, toute brillante de génie et d'originalité, empruntait à l'Angleterre ces formes indépendantes et hardies, ces vives allures qui caractérisent et qui constituent le *romantisme.*

Shakespeare fut le dieu de cette nouvelle école, et bientôt, malgré les efforts de classiques exclusifs, l'admiration de l'Europe entière le vengea de l'oubli révoltant qui avait long-temps pesé sur sa mémoire jusqu'au sein de sa patrie.

Les Allemands, principaux auteurs de cette grande résurrection, ont voulu réparer une autre injustice : ils ont voulu réhabiliter le théâtre espagnol. Calderon surtout est devenu pour eux l'objet d'une sorte de culte, et, non contens de traduire ses principaux ouvrages, il en ont transporté plusieurs sur la scène germanique presque sans y faire aucun changement.

Il était, en effet, naturel qu'au moment où le système dramatique qui avait renversé celui de l'Espagne s'écroulait de toutes parts, où, en France même, il finissait par succomber, les préventions qui depuis plus d'un siècle obscurcissaient la renommée des Lope et des Calderon se dissipassent complètement. C'est ce qui est arrivé. Aujourd'hui l'Europe célèbre la richesse et l'originalité de l'ancien théâtre espagnol avec la même unanimité qu'elle le proscrivait naguère comme grossier et barbare, et l'Espagne est peut-être le seul pays où, tout en rendant déjà plus de justice au génie de Lope de Vega, on lui reproche encore quelquefois d'avoir violé les unités dramatiques. Il y a cinq ou six ans, lorsque déjà partout ailleurs on les foulait aux pieds, elles étaient encore respectées à Madrid, où elles se sont maintenues d'autant plus long-temps qu'elles y ont plus tardivement pénétré. Depuis, le romantisme a encore franchi cette dernière barrière; il règne aujourd'hui en Espagne comme en France.

Il faut le dire pourtant, ce revirement de l'opinion publique en faveur du

théâtre espagnol, quelque juste qu'il soit à tant d'égards, doit plutôt être considéré comme un effet de la direction nouvelle imprimée aux esprits que comme le résultat d'une appréciation éclairée. En effet, les élémens de cette appréciation manquent presque complètement hors de l'Espagne. Ce théâtre, le plus national qu'il y ait en Europe, est si étroitement lié à l'histoire, aux mœurs, aux usages du pays, que, pour le bien comprendre, il est indispensable de posséder sur tout cela des notions qu'il n'est guère possible d'obtenir que sur les lieux et après un séjour prolongé. Des commentaires composés avec intelligence pourraient sans doute y suppléer jusqu'à un certain point; mais ce genre de travail, auquel l'esprit espagnol est très peu propre, n'existe pas : la critique littéraire, encore en son berceau au-delà des Pyrénées, n'a produit, surtout par rapport au théâtre, que des essais entièrement insuffisans. Enfin, une dernière circonstance plus matérielle, mais plus décisive encore, rend à peu près impossible aux étrangers l'étude approfondie des poètes dramatiques espagnols : la plupart de leurs ouvrages sont devenus si rares par le peu de soin qu'on a mis à en multiplier les exemplaires, qu'à Madrid même il n'est rien moins qu'aisé d'en former une collection un peu complète, et qu'à Paris, à Vienne, à Londres, on ne pourrait pas y songer. Calderon, plus souvent réimprimé, fait seul exception à cet égard.

Par une conséquence forcée de cet état de choses, la plupart des critiques étrangers qui ont parlé du théâtre espagnol, le jugeant d'après le petit nombre de drames que le hasard leur avait mis entre les mains, et qu'ils n'avaient les moyens ni de comparer ni de bien comprendre, en ont porté des jugemens aussi vagues qu'inexacts. Le plus profond, le plus ingénieux, le plus éloquent de ces critiques, Guillaume Schlegel, dans son bel ouvrage sur l'art dramatique, n'a pas échappé plus que les autres à ce résultat inévitable des circonstances données.

Cependant, si l'Europe ne connaît que bien imparfaitement et Calderon et son illustre prédécesseur Lope de Vega, si c'est en quelque sorte sur parole qu'elle leur accorde son admiration, au moins leur gloire n'a pas à en souffrir, en ce sens que personne aujourd'hui ne leur conteste plus la place qu'ils ont si bien mérité d'occuper parmi les plus beaux génies des temps modernes. Mais c'est à eux que s'arrête cette justice : les poètes qui ont fondé avec eux la gloire du théâtre espagnol sont loin de partager leur célébrité hors de l'Espagne; leurs noms, loin d'avoir ce retentissement populaire que l'on appelle la gloire, sont à peine connus des savans, et l'on pourrait en induire que leurs ouvrages sont, à l'égard de ceux des deux maîtres de la scène, dans ce rapport d'infériorité infinie qui, n'admettant aucune comparaison, explique qu'une réputation secondaire s'absorbe entièrement dans l'éclat d'un génie immensément supérieur.

Il n'en est pourtant pas ainsi : non-seulement quelques-uns de ces poètes ont marché d'assez près sur les traces de Lope et de Calderon, mais il en est un qu'en Espagne l'opinion des hommes éclairés place presque à leur niveau. Cet homme, c'est *Augustin Moreto*.

Moreto appartient à la grande époque du théâtre espagnol, à celle qui suivit Lope de Vega, et dont Calderon est la plus brillante personnification.

Philippe IV régnait alors. Ce prince présente une physionomie toute particulière parmi les tristes et sombres descendans de Charles-Quint. Parvenu au trône très jeune encore, il y porta un vif désir de rendre son nom glorieux. Il se croyait appelé à arrêter la décadence de la monarchie, déjà si avancée, à lui rendre la force et la grandeur qu'elle avait eues pendant le siècle précédent. Il réussit un instant à faire partager à l'Espagne cette illusion généreuse, et pendant quelques années l'opinion publique ne lui contesta pas le titre de grand dont le zèle adulateur de son ministre Olivarez s'était empressé de le décorer.

Mais au point où les choses en étaient déjà venues, il est permis de douter que le génie le plus énergique et le plus heureusement doué eût pu arrêter l'Espagne sur la pente fatale qu'elle descendait avec tant de rapidité. Philippe s'y montra tout-à-fait impuissant, et les quarante années qu'il passa sur le trône virent compléter l'abaissement du grand empire fondé par les Ferdinand, les Charles-Quint, les Philippe II.

Ce n'est pas ici le lieu d'énumérer les guerres malheureuses et les traités non moins désastreux qui, à cette époque, détruisirent la puissance militaire de l'Espagne, épuisèrent toutes ses ressources, lui enlevèrent quelques-unes de ses possessions les plus importantes, et firent passer à la France la suprématie politique. Il suffira de faire remarquer que le nom de Philippe IV est resté comme accablé sous le souvenir de ces désastres, préparés par les fautes de ses prédécesseurs, et que l'éclat même dont les lettres et les arts brillent sous son règne n'a pu le protéger dans l'histoire, si indulgente d'ordinaire pour les princes qui ont favorisé ces nobles distractions de l'esprit.

Cet éclat fut grand pourtant[1], et Philippe IV put en revendiquer avec justice une glorieuse part. Ami des plaisirs et des distractions élégantes qui lui firent trop souvent oublier les préoccupations plus sérieuses du gouvernement, il donna à la cour, à la société, un caractère qu'elles n'avaient pas eu sous ses prédécesseurs. Loin de se renfermer dans la rigoureuse étiquette à laquelle ils s'étaient si scrupuleusement soumis, parce qu'elle n'imposait aucun sacrifice à leur triste et sévère humeur, le nouveau monarque appelait, dans son palais du Buen Retiro, tous les hommes distingués par leur talent et par leur esprit. C'est là qu'il faisait travailler sous ses yeux, qu'il encourageait, qu'il comblait d'honneurs et de récompenses le grand peintre Velasquez, l'un des plus illustres maîtres de cette grande école espagnole qui vit surgir presque en même temps les Murillo, les Zurbaran, les Espagnolet, les Alonso Cano; c'est dans ce même palais qu'on donna, pendant plusieurs années, de magnifiques fêtes, dont les représentations dramatiques étaient le principal ornement.

Le goût de ces représentations était la passion dominante de Philippe IV. S'il faut en croire une tradition fort accréditée, il est l'auteur de quelques comédies encore existantes aujourd'hui. Ce qui paraît certain, c'est qu'il réunissait parfois quelques auteurs comiques avec lesquels il se plaisait à improviser des scènes à la manière italienne.

Sous un pareil patronage, l'art dramatique prit bientôt un développement qui surpassa tout ce qu'on avait vu jusqu'alors. A Lope de Vega vieillissant succéda toute une génération de jeunes poètes dont les encouragemens du monarque ne créèrent pas, sans doute, les rares facultés, mais qui, dans un temps moins propice, eussent peut-être méconnu leur véritable vocation. A leur tête brillait Calderon, dont la gloire surpassa bientôt celle de Lope ; Augustin Moreto tenait après lui, et bien près de lui, le premier rang; Rojas, Solis et d'autres encore, sans égaler ces deux grands hommes, marchaient dignement sur leurs traces.

Entre leurs mains, le drame espagnol conserva et compléta la forme que Lope et ses contemporains lui avaient donnée. Toute distinction entre la tragédie et la comédie avait disparu. Le drame nouveau, dans lequel elles s'étaient pour ainsi dire confondues et absorbées, régnait si exclusivement, qu'il ne se présentait plus comme une insurrection contre les règles de l'art, mais bien comme le produit d'un art particulier qui, différant sans doute de celui des anciens, n'en était pas moins soumis à des principes fixes et déterminés. On trouve en effet dans les compositions de Calderon et de la plupart de ses émules, au milieu même de leurs plus grandes hardiesses, une sorte de régularité artificielle tout-à-fait étrangère à l'improvisation désordonnée de Lope. On y trouve aussi dans le langage quelque chose de plus élégant, une expression plus délicate et plus exquise, due sans doute aux raffinemens que le contact de la cour si brillante de Philippe IV avait dû introduire dans les habitudes de la société.

Ces perfectionnemens incontestables ne furent malheureusement pas sans mélange. L'affectation du style précieux, le goût des métaphores alambiquées, des pensées extraordinaires jusqu'à l'extravagance, faisaient de déplorables progrès. Cette école nouvelle qui s'honorait alors du nom de *cultisme* et que la postérité a flétri sous celui de *gongorisme,* emprunté à Gongara, son principal propagateur, gagnait chaque jour du terrain. Non-seulement elle ralliait sous sa bannière la tourbe entière des écrivains médiocres, toujours disposés à chercher dans ce qui est extraordinaire et bizarre l'apparence de l'originalité et de l'énergie dont la nature leur a refusé le don, mais les esprits les plus heureusement doués n'échappaient pas eux-mêmes à son influence. Trop souvent, malgré leurs efforts pour s'y soustraire, cette contagion défigurait leurs plus admirables chefs-d'œuvre. Le sentiment du vrai beau, l'amour du naturel, s'affaiblissaient dans toutes les intelligences. Les beautés nobles et simples des poètes de l'âge précédent n'étaient déjà plus comprises, et Lope lui-même, ce hardi novateur, n'était plus considéré, par les présomptueux adeptes de la nouvelle école, que comme un esprit timide et commun.

De tels symptômes annonçaient d'une manière peu équivoque que la décadence des lettres suivrait bientôt, en Espagne, celle de la politique et de l'art de la guerre: c'étaient là de ces signes auxquels les observateurs éclairés ne se trompent pas. Mais avant d'arriver à ce terme fatal, on avait à parcourir encore

une époque bien glorieuse pour l'art dramatique. Suivant une loi dont on retrouve souvent l'application dans l'histoire de l'esprit humain, et qui tient à son imperfection irrémédiable, le dernier terme de progrès devait coïncider avec les premiers développemens des germes de décadence.

Nous venons de caractériser l'époque littéraire à laquelle appartient Moreto. Ces explications étaient peut-être nécessaires pour faire bien comprendre ce que nous avons à dire sur ce grand poète.

On sait fort peu de choses de la vie de don Augustin Moreto. Né vers le commencement du XVIIe siècle, et un peu plus jeune que Calderon, il mourut le 28 octobre 1669, à Tolède, où le retenaient depuis plusieurs années les fonctions d'un emploi ecclésiastique. On voit que, comme Lope et Calderon, il termina au service de l'église une existence commencée sous de tout autres auspices. Ses dernières années furent, dit-on, entièrement consacrées à l'accomplissement des devoirs de sa nouvelle profession et à la composition de poésies sacrées.

Moreto, le premier incontestablement des poètes dramatiques de l'Espagne, après les deux grands hommes que nous venons de nommer, ne leur est même inférieur que par une circonstance qui affecte plutôt sa personne que ses ouvrages. Il paraît avoir été dépourvu de cette fécondité, de cette puissance d'invention qui distinguaient si éminemment l'auteur de *l'Étoile de Séville* et de tant d'autres chefs-d'œuvre. Ses comédies, beaucoup moins nombreuses, sont d'ailleurs presque toujours des imitations, des emprunts faits à ses prédécesseurs ou à ses contemporains; parfois même ces imitations serrent de si près l'original, qu'on serait tenté d'y voir de véritables copies. Hâtons-nous d'ajouter que dans ces luttes corps à corps avec des modèles qui, certes, auraient écrasé un talent médiocre ou secondaire (car c'est presque toujours à Lope qu'il s'attaque de la sorte), Moreto est constamment victorieux.

Il surpasse d'ailleurs tous les autres poètes espagnols par la régularité et la sagesse de ses compositions, par l'habileté et en même temps par la simplicité, au moins relative, qui président presque toujours à l'arrangement du plan et à la conduite de l'action. L'intrigue, moins compliquée chez lui que chez Calderon, fatigue moins l'esprit du spectateur ou du lecteur, et, avec plus de vraisemblance, elle a aussi plus d'intérêt; ses dénouemens sont plus naturels, mieux préparés, plus facilement amenés; son style, un peu moins riche de poésie, sans être entièrement exempt de la contagion du gongorisme, en est beaucoup moins infecté; la versification n'a ni moins d'élégance ni moins de facilité, et on trouve dans ses dialogues la même délicatesse, la même grace, le même mélange de gaieté fine et de noble courtoisie.

Dans les comédies *de cape et d'épée*, celui de tous les genres de drames qu'il a traité le plus souvent et avec la supériorité la plus incontestée, il possède une plénitude de force comique qui a manqué à Lope aussi bien qu'à Calderon. L'art de peindre les ridicules, de soutenir les caractères, d'y ratta-

cher les situations, lui était, dans son temps, tout-à-fait particulier. Seul il semblait comprendre que, pour constituer la véritable comédie, il faut autre chose qu'une intrigue ingénieuse et des traits spirituels. Il n'eût eu à faire que quelques pas de plus pour arriver à la comédie de mœurs, à celle dont Molière dotait alors la France.

De tous les ouvrages de Moreto, celui peut-être qui s'est maintenu sur la scène avec le plus de succès et qu'on entend le plus souvent citer, c'est *le Roi vaillant et justicier ou le Rico Hombre d'Alcala.* On sait qu'avant Charles-Quint, qui a institué les grands d'Espagne, le titre de *rico hombre* désignait la classe la plus élevée de la noblesse.

Lope de Vega avait composé un *Seigneur d'Illescas* (*el Infanzon de Illescas*), dont Moreto a complètement imité l'idée première et même les détails principaux. L'imitation est si frappante, qu'il n'a fallu rien moins, pour la faire pardonner, que l'incomparable supériorité de la copie et l'oubli absolu dans lequel elle a fait tomber l'original.

Ce *roi vaillant et justicier,* c'est le fameux don Pèdre, qu'on pourrait appeler la providence des tragiques espagnols, tant il les a souvent et heureusement inspirés. Le caractère si dramatique que lui attribue la poésie a rarement été peint avec d'aussi énergiques couleurs, rarement la scène a présenté un tableau aussi frappant des mœurs et de l'état social de cette époque du moyen-âge.

Dans la petite ville d'Alcala, non loin de Madrid, dont la cour n'avait pas encore à cette époque fait sa demeure permanente, réside, au centre de vastes domaines que lui a transmis une longue suite d'aïeux, le *rico hombre* don Tello Garcia. De son palais somptueux, il fait peser le plus odieux despotisme sur une contrée où sa naissance, sa fortune et le nombre de ses vassaux lui assurent le premier rang. Habitué à tout voir plier devant lui, il ne comprend même pas qu'aucune considération, aucune idée d'humanité, de devoir, puisse entrer en balance avec les exigences impétueuses de ses passions ou de son orgueil. Il a séduit par une promesse de mariage une personne noble, mais pauvre, dona Léonor de Guevara ; et maintenant, non content de la repousser avec dédain lorsqu'elle vient lui rappeler sa promesse, il ne rougit pas de la rendre en quelque sorte complice, à son insu, d'un attentat qui doit être pour elle le plus sanglant affront. Un gentilhomme appelé don Rodrigue est au moment d'épouser une jeune fille dont la beauté a attiré l'attention de don Tello et fait naître dans son cœur de coupables désirs. Feignant de vouloir honorer don Rodrigue par un témoignage d'estime et d'affection, il a offert d'assister en qualité de parrain, suivant l'usage espagnol, à son mariage avec dona Maria. Il oblige la triste Léonor, qui n'ose pas lui résister, à sortir de sa retraite pour servir de marraine à la jeune fille. Pendant que les époux se livrent à l'expression naïve de leur joie, et que don Rodrigue remercie son perfide protecteur de l'honneur qu'il lui a fait, des hommes apostés se préci-

pitent sur dona Maria et l'entraînent malgré ses cris. Vainement Rodrigue veut la défendre. Terrassé, désarmé, il ne doit la vie qu'à la dédaigneuse pitié des ravisseurs, qui s'éloignent aussitôt avec leur victime. Rodrigue a reconnu dans cet attentat la main de don Tello. Désespéré de son impuissance, il se livre aux emportemens d'une douloureuse indignation. Léonor le console, l'encourage à chercher les moyens de se venger. « Vous avez raison, lui répond-il ; je sais qu'aujourd'hui même le roi don Pèdre se rend à Madrid de Guadalajara où il fait sa résidence. Ce n'est qu'à son tribunal qu'on peut appeler des violences d'un homme aussi puissant que Tello. Je me jetterai à ses pieds, je les baignerai de mes larmes ; et puisqu'en dépit de la malveillance, qui veut le faire passer pour sanguinaire et cruel, il affecte le nom de justicier, il trouvera dans le châtiment d'un tel outrage une occasion nouvelle de le mériter.

« — Eh bien ! reprend Léonor, je vous accompagnerai, et moi aussi je porterai plainte des torts de Tello à mon égard. »

En ce moment on aperçoit au loin quelques cavaliers emportés de toute la vitesse de leurs chevaux. C'est le roi lui-même qui poursuit son frère, le comte de Trastamare, révolté contre son autorité. Au moment où il va l'atteindre, son cheval tombe mort, épuisé de fatigue. Rodrigue, qui n'a jamais vu son souverain, et qui ne peut par conséquent le reconnaître, s'empresse d'accourir pour l'aider à se relever. Il lui demande s'il s'est blessé.

LE ROI. — Non, je vous remercie. Mais dans quel lieu sommes-nous? Quelles sont ces campagnes?

RODRIGUE. — Celles d'Alcala.

LE ROI. — La ville est-elle loin d'ici?

RODRIGUE. — A une demi-lieue.

LE ROI. — A qui appartient ce château?

RODRIGUE. — A don Tello, *rico hombre* d'Alcala, dont la puissance ne vous est sans doute pas inconnue.

LE ROI. — Sa puissance?

RODRIGUE. — Celle du roi, je pense, ne l'égale pas.

LE ROI. — Ne l'égale pas?

RODRIGUE. — Il faut le croire, à en juger par la terreur qu'il inspire.

LE ROI. — Je n'en ai jamais entendu parler.

RODRIGUE. — Vous êtes sans doute étranger à la Castille?

LE ROI. — Non, je suis Castillan ; mais ceux qui, comme moi, servent le roi et le voient de près, ne connaissent pas d'autre puissance que la sienne.

RODRIGUE. — Ainsi donc vous êtes au service du roi? Quelle heureuse rencontre!

LE ROI. — C'est en le suivant (car il se rend ce soir à Madrid) que, dans mon empressement à ne pas rester en arrière, je viens, comme vous le voyez, de tuer mon cheval. Mais les éloges que vous faites de don Tello, me persuadent que vous êtes un de ses serviteurs.

Rodrigue. — Bien loin de là, je demande vengeance de l'injure qu'il m'a faite; c'est du roi seul que je puis l'attendre; et puisque vous êtes à son service, si vous pouvez obtenir de lui qu'il veuille bien m'écouter, je vous devrai mon salut.

Le Roi. — Quelle est cette dame?

Léonor. — Une infortunée qui pleure aussi les iniquités de ce tyran.

Le Roi. — N'est-il donc pas possible d'en obtenir justice?

Léonor. — Dans le ciel sans doute. Sur la terre, je ne pense pas que le roi lui-même puisse les punir.

Le Roi, à part. — Se peut-il que du vivant de don Pèdre on s'exprime de la sorte en Castille! Se peut-il que j'ignore à ce point ce qui se passe dans mes états! (Haut). Et pourquoi le roi ne le pourrait-il pas?

La suivante de Léonor. — Parce qu'il est lui-même cruel et sanguinaire, qu'il ne nous fera pas justice, et qu'au contraire il se réjouira de voir qu'on imite ainsi sa méchanceté.

Le Roi. — C'est bien là l'erreur du vulgaire ignorant, qui confond la justice avec la cruauté, et qui lui fait un crime d'avoir su rétablir le respect des lois.

Léonor, encouragée par les paroles bienveillantes de l'inconnu qui lui promet sa protection auprès du roi, se décide, non sans quelque embarras, à lui faire confidence de l'affront dont elle demande la réparation. Rodrigue lui raconte aussi la violence qui vient de lui enlever sa jeune épouse.

Le Roi, à part. — Et on me laisse ignorer qu'il existe en Castille de semblables scélérats! Et l'on m'appellera cruel parce que je punis leurs forfaits! (Haut.) N'y a-t-il donc pas de justice à Alcala? L'alcade, le corrégidor ne devraient-ils pas l'avoir fait arrêter?... Quel homme est-ce donc?... Je veux aller le voir... Madame, habitez-vous sa maison?

Léonor. — Je l'habitais, mais maintenant j'ignore si l'entrée m'en sera ouverte.

Le Roi. — Ayez soin de vous y trouver, j'y passerai ce soir, et je verrai s'il m'est possible d'obtenir qu'à vous il vous rende votre femme, et qu'envers vous, madame, il accomplisse ses obligations.

Rodrigue. — Pour moi, je veux parler au roi.

Le Roi. — Allez donc à Madrid, et je m'engage à vous faire donner audience.

Cependant les agens des violences de don Tello ont conduit dans sa maison la pauvre dona Maria. Vainement il s'efforce de la calmer et de la séduire par le pompeux étalage de sa puissance et de sa richesse, vainement il oppose au triste sort qui serait son partage auprès d'un pauvre et obscur gentilhomme tout ce qu'elle peut attendre de l'amour d'un homme tel que lui. Maria ne l'écoute point, elle ne cesse de demander qu'il lui soit permis d'aller retrouver son époux.

On vient annoncer à don Tello qu'un voyageur demande à lui parler. « Qu'on le fasse entrer sur-le-champ, dit-il; mes portes sont ouvertes pour tous ceux qui veulent me voir; aujourd'hui, surtout, je désire avoir de nombreux témoins de mon bonheur. »

Le roi est introduit; ici commence une scène admirable.

DON TELLO. — Il a l'air distingué.

LE ROI, à part. — Le mal appris ne sait pas qui entre chez lui, et il reste assis. Peu s'en faut que je ne le jette à bas de son siége; mais il convient de dissimuler et de lui laisser ignorer qui je suis, pour qu'ensuite son châtiment exemplaire serve de leçon à tous ces tyrans. (Haut.) Je prie votre seigneurie de me donner sa main à baiser.

DON TELLO. — Couvrez-vous.

LE ROI. — C'est ce que j'allais faire; jamais je ne parlerai découvert à qui me recevra assis.

DON TELLO. — Holà! un tabouret.

LE ROI. — Encore!... soit!

DON TELLO. — Je n'ai que deux fauteuils, l'un pour mon épouse bien-aimée (montrant dona Maria), l'autre pour moi. N'en soyez pas blessé, c'est tout au plus si les hommes de ma qualité offrent leur fauteuil au roi.

LE ROI. — Je vois que c'est une marque de votre grandeur, et je me contente de ce qui m'appartient.

DON TELLO. — Quoique votre aspect dise assez que vous êtes gentilhomme, puis-je savoir quel rang vous occupez dans la noblesse?

LE ROI. — Mon nom est Aguilera; je suis de la montagne.

DON TELLO. — Je connais votre nom, il y a eu des Aguilera écuyers dans ma maison. Et quel est l'objet de votre voyage?

LE ROI. — Je suis la cour pour un procès.

DON TELLO. — Comment, lorsqu'on peut recourir à l'épée pour se faire justice, va-t-on dépenser son argent en procès?

LE ROI. — J'obéis à la loi.... Le roi est en ce moment à Madrid.

DON TELLO. — Il a amené, pour nous édifier, sans doute, sa chère Padilla...

LE ROI, se levant. — Son épouse et votre reine... Quiconque parlera de lui autrement qu'avec le respect qui lui est dû, mon épée...

DON TELLO. — Bien, très bien, je vois que le bon Aguilera est un sujet dévoué à son roi.

LE ROI. — Je m'en fais gloire.

DON TELLO. — Asseyez-vous, bon Aguilera; ainsi donc, le roi est à Madrid?

LE ROI. — Si vous voulez le voir, il est temps d'y aller.

DON TELLO. — Si le roi pense que je puis lui être de quelque utilité, ma maison est prête à le recevoir; les rois qui ont bien voulu s'y arrêter y ont toujours été accueillis comme des parens. Je me souviens que plus d'une fois cet appartement même a reçu le grand Alfonse. Celui-là était un roi, mais on dirait que son fils n'a d'autre pensée que de flétrir son glorieux héritage.

Le Roi. — Encore une fois, songez que vous parlez du roi don Pèdre, qu'il est votre souverain, et, ne le fût-il pas, qu'il est peu patient, que s'il savait ce que vous dites de lui il vous aurait bientôt fait taire. (Il se lève d'un air irrité, un valet effrayé appelle du secours, don Tello lui impose silence.)

Don Tello. — Crois-tu que si je voulais châtier sa hardiesse, je ne suffirais pas pour cela?

Le Roi. — Je ne sais.

Don Tello. — Allons, son intention était bonne; c'est son zèle pour son roi qui l'a emporté; qu'on ne lui fasse pas de mal.

Le Roi. — Je suis un sujet fidèle, vive Dieu!

Don Tello. — Il n'est pas besoin de jurer.

Le Roi. — Soit!

Don Tello. — Vous aimez beaucoup le roi?

Le Roi. — C'est un devoir.

Don Tello. — Asseyez-vous, brave Aguilera.

Le Roi. — Pardonnez cet emportement au zèle d'un sujet dévoué de cœur à son souverain.

Don Tello. — Et moi aussi, je suis sujet du roi, et ma maison s'est toujours fait honneur de ne le céder à aucune autre en loyal dévouement. C'est pour cela que ce que vous venez de faire ne m'a pas déplu; donnez-moi la main.

Le Roi. — Les nobles doivent parler des rois avec respect, parce que, bons ou mauvais, ils sont sur la terre la représentation de la divinité, destinés dans les impénétrables décrets de la providence, les uns à nous châtier, les autres à nous récompenser. Mais laissons cela. J'avais tant entendu parler de vous, que, passant près de votre demeure, j'ai voulu la visiter, et l'amour qu'on vous porte dans ce pays me prouve que le bruit public ne m'avait pas trompé sur votre compte.

Don Tello. — Il est sûr que je suis fort aimé à Alcala.

Le Roi. — On dit que le roi lui-même n'y inspire pas autant de respect.

Don Tello. — C'est que, voyez-vous, on n'y connaît de son altesse que le sceau et la signature, et si quelquefois on y exécute les ordres qui en sont revêtus, c'est avec mon consentement.

Le Roi, à part. — Juste ciel! vit-on jamais pareille impudence! si dès cet instant même il n'en reçoit pas le prix de ma main, si je ne lui fais pas voir qui je suis, c'est pour mieux justifier bientôt mon nom de justicier.

En ce moment, Léonor, se frayant un passage malgré les efforts des valets pour la repousser, vient de nouveau sommer don Tello de tenir sa promesse. Don Tello lui répond que, bien qu'elle lui ait plu quelque temps, il n'a jamais eu la pensée de l'épouser, qu'elle ne doit s'en prendre qu'à elle-même de la folle espérance qu'elle avait conçue et qui l'a portée à céder à ses désirs; que, néanmoins, il consent à lui donner tout ce qu'elle voudra demander en dédommagement de son honneur perdu. Don Pedro, contenant son indignation, feint de trouver la proposition raisonnable, et la pauvre Léonor, croyant

que son protecteur, naguère si confiant, s'est lui-même laissé intimider, s'éloigne avec désespoir, s'écriant qu'elle va se jeter aux pieds du roi.

Don Tello. — A la bonne heure! pour moi, j'ai toujours pensé que quand on ne se laissait pas effrayer par le titre pompeux des rois, leur épée n'avait rien de bien redoutable.

Le Roi. — On dit pourtant que don Pedro est vaillant.

Don Tello. — Parce qu'il a tué un prêtre et un chanteur.

Le Roi. — C'étaient des hommes comme d'autres.

Don Tello. — Mais non pas des ricos hombres. Brave Aguilera, si vous voulez passer la nuit à Alcala, vous resterez dans ma maison; toutefois c'est à une condition.

Le Roi. — Quelle est-elle?

Don Tello. — Je ne reçois personne à ma table.

Le Roi. — Cela ne m'eût pas empêché d'accepter votre hospitalité, si je n'avais hâte d'arriver à Madrid.

Don Tello. — Adieu donc: n'oubliez pas de me voir à votre retour, vous serez le bien venu.

Il est, je le pense, inutile d'insister sur le caractère éminemment dramatique de cette scène, qui fait si admirablement ressortir le caractère des deux principaux personnages. La fougue contenue de don Pedro, l'insolence de don Tello presque bienveillant, presque poli à force de dédain, forment un contraste d'un puissant effet. On frémit d'avance de l'orage qui se prépare.

Le roi, arrivé à Madrid, s'entretient avec son favori, don Gutierre, des troubles du royaume, des désordres que ses trois frères ne cessent d'y susciter, de la nécessité d'extirper ces germes sans cesse renaissans de sédition. Cependant il laisse voir quelque disposition à pardonner encore une fois au comte de Trastamare, qui vient de lui écrire pour implorer sa clémence, et dont la ville de Tolède, qu'il est bon de ménager, sollicite aussi la grace. Au milieu de ces graves préoccupations, la pensée du roi se reporte sans cesse sur ce qu'il a vu la veille à Alcala. Sa colère, son étonnement sont toujours les mêmes. Il a fait appeler don Tello. En attendant son arrivée, il donne audience à ceux qui viennent implorer sa justice. Ceci rappelle un passage du *Médecin de son honneur*, de Calderon.

Un capitaine se présente. Il expose à don Pèdre que vingt années de combats contre les Maures l'ont laissé aussi pauvre qu'il l'était en commençant sa carriere; il demande qu'on lui donne des moyens d'existence pour le peu de temps qui lui reste encore à vivre. Le roi lui répond sèchement qu'il y pensera. Au vieux soldat, qui exprime assez brusquement son mécontentement d'un tel accueil, succède un solliciteur d'une autre nature.

Le Solliciteur. — Sire, je suis le fils d'André Alvarado, contrôleur de votre maison. Votre altesse, satisfaite des services de mon pere, a bien voulu

me donner l'administration de la douane de Jaen, que j'exerce depuis quatre ans.

Le Roi. — Je présume que vous n'avez pas eu autant à souffrir de la faim que le capitaine.

Le Solliciteur. — L'administration de Murcie est vacante depuis hier; elle vaut mieux que l'autre, je vous supplie de me la donner en récompense de mes services.

Le Roi. — Est-ce donc un service que de faire fortune? Vous m'alléguez comme un titre pour obtenir une faveur nouvelle celle que vous avez déjà obtenue. Bien remplir un emploi tel que le vôtre, c'est tout simplement faire ce qu'il faut pour le conserver. Contentez-vous de la situation qu'un hasard heureux vous a procurée plutôt que votre mérite, et craignez que des prétentions exagérées ne vous exposent à la perdre. Je donne l'administration vacante au pauvre capitaine.

Le Capitaine. — Et vous avez bien raison, sire.

Le Solliciteur. — Que votre altesse veuille bien réfléchir qu'il manque de l'expérience nécessaire pour remplir cet emploi.

Le Roi. — On a toujours assez d'expérience pour vivre dans l'aisance. (Au capitaine.) Je vous donne deux cents écus pour vos premiers frais.

Le Capitaine. — Ah! sire, puissiez-vous régner plus long-temps que n'a vécu Mathusalem! Permettez qu'à vos pieds....

Le Roi. — Donnez-moi la main. (Il la lui serre de toutes ses forces.)

Le Capitaine. — Ah! sire, sire, vous me faites mal! Cessez, cessez, sinon.....

Le Roi. — Voilà comme j'aime les soldats.

Le Capitaine. — Et voilà comme j'aime les rois.

On introduit don Rodrigue, qui vient, comme il l'avait annoncé, demander justice. Surpris et troublé en reconnaissant le roi dans celui qu'il a pris pour un de ses officiers, il croit pouvoir se dispenser de lui faire un nouveau récit de l'offense dont il se plaint; mais don Pèdre lui dit qu'il ne l'a encore entendu que comme voyageur, et qu'il doit maintenant l'entendre comme roi. Rodrigue raconte en peu de mots l'enlèvement de sa fiancée.

Le Roi. — Si vous y avez consenti, j'y consens aussi.

Rodrigue. — On m'a désarmé, et je me suis trouvé réduit à l'impuissance.

Le Roi. — En vous ôtant l'épée que vous portiez, vous a-t-on ôté aussi celle que vous pouviez aller chercher?

Rodrigue. — Je suis hors d'état de me venger d'un homme aussi puissant.

Le Roi. — Ainsi donc, ce n'est pas de l'injure qu'on vous a faite, mais de votre frayeur que vous me portez plainte?

Rodrigue. — Ce que je crains, sire, ce n'est pas sa personne, mais sa puissance.

Le Roi. — Et quand cet homme est seul, qu'importe sa puissance?

Rodrigue. — Lorsque je viens vous demander justice, vous m'ordonnez d'aller me battre avec lui?

Le Roi. — Je ne veux pas que vous vous battiez; je voudrais que vous vous fussiez battu. Il n'y a rien qu'on puisse reprocher à celui qui défend sa femme. En succombant dans une telle entreprise, vous eussiez pu être plus offensé encore, mais votre honneur eût été intact. Au point où en sont les choses, je puis sans doute, dans ma justice, forcer cet homme à vous rendre votre femme; mais pour l'honneur, je n'y puis rien.

Rodrigue. — Eh bien! c'est à moi qu'il appartient de le recouvrer.

Le Roi. — Prenez garde de vous exposer à quelque châtiment en voulant faire à présent ce que je vous ai dit que je n'aurais pas désapprouvé si vous l'eussiez fait plus tôt... Allez, vous aurez justice de l'injure que vous avez reçue.

Rodrigue. — Et ne pourrai-je pas, puisque mon honneur est compromis, commencer par le dégager?

Le Roi. — Oui et non.

Rodrigue. — Lequel croire de ces deux avis?

Le Roi. — Don Pèdre vous dit oui, et le roi vous dit non.

Rodrigue sort, et Léonor est admise à son tour auprès de don Pèdre. Sa surprise n'est pas moindre que celle de Rodrigue lorsqu'elle reconnaît le roi. Elle lui apprend que ce n'est qu'en fugitive qu'elle a pu parvenir jusqu'à lui; que don Tello, instruit de son projet, n'a pas rougi de se porter envers elle aux plus indignes violences; qu'il a brisé sa voiture et mutilé ses chevaux, en l'invitant ironiquement à joindre ce nouvel affront à tous ceux dont le roi ne manquerait pas sans doute d'assurer le châtiment. Rien de plus noble, de plus pathétique, que la vive apostrophe dans laquelle la malheureuse Léonor fait un appel à la majesté royale, si insolemment méprisée. Le roi lui promet qu'elle sera vengée avant de sortir du palais.

Don Tello est enfin arrivé, accompagné d'une suite nombreuse. A l'entrée de l'appartement royal, on lui déclare qu'il ne peut y pénétrer que seul. Malgré son insistance, il se voit forcé de se séparer de son cortége. On l'invite à attendre que le roi puisse le recevoir. Indigné d'un accueil auquel son orgueil s'attendait si peu, il veut partir à l'instant; mais les portes se sont refermées sur lui. Toutes ces circonstances et la rencontre de Léonor, qu'il a aperçue sortant du cabinet du roi, ébranlent son courage; déjà il est en proie à une secrète inquiétude, qu'il s'efforce de dissimuler sous un langage altier. Ce qui peut lui rester encore de présence d'esprit s'évanouit lorsque, entendant un huissier annoncer le roi, il reconnaît dans don Pèdre cet Aguilera qui la veille a été témoin de son insolente tyrannie.

Don Pèdre, qui veut rendre complète la leçon qu'il lui destine, feint d'abord de ne pas s'apercevoir de sa présence, ou plutôt de n'en tenir aucun compte. Il parcourt des yeux des dépêches qu'on vient de lui remettre. Don Tello s'ap-

proche avec timidité et veut se jeter à ses pieds. Le roi le regarde fixement et continue sa lecture. Don Tello, après un moment d'attente, se hasarde à faire l'observation qu'il est venu parce qu'on l'a appelé. Le roi lui demande qui il est, et, sans écouter sa réponse, s'entretient avec un des seigneurs de la cour. Le rico hombre, retrouvant quelque courage dans l'excès de son humiliation, fait une nouvelle tentative pour sortir.

Le Roi. — Restez.

Don Tello. — Sire, pour que je puisse... permettez... je vous demande... la faveur...

Le Roi. — Comment un homme à qui je n'inspire aucune crainte s'est-il ainsi troublé à mon aspect?

Don Tello. — Je ne suis pas troublé.

Le Roi. — Je crains pour vous que vous ne le soyez bientôt. Approchez.

Don Tello. — Sire, vous me voyez à vos pieds..... Vous laissez tomber votre gant.

Le Roi. — Que dites-vous?

Don Tello. — Que je suis venu...

Le Roi. — Ne le sais-je pas?

Don Tello. — Si je dois considérer comme un favorable augure que lorsque je viens vous baiser la main vous perdiez votre gant...

Le Roi. — Pourquoi ne me le rendez-vous pas?

Don Tello. — Le voici.

Le Roi. — Pour un homme si fier vous êtes bien troublé. Qu'avez-vous donc?...

Don Tello. — Votre gant... (Dans sa confusion c'est son propre chapeau qu'il présente au roi au lieu du gant qu'il vient de ramasser.)

Le Roi. — Que signifie ce chapeau que vous m'offrez? Je ne le veux qu'avec votre tête. C'est donc vous qui dans votre maison daignez à peine donner un siége au roi lui-même? C'est vous, le rico hombre d'Alcala, qui vous croyez plus puissant que le roi en Castille, qui pensez que toutes les lois, moins la loi divine, sont au-dessous de vous, comme si celui qui méconnaît les lois humaines ne violait pas aussi celles de Dieu? C'est vous, vous l'avez dit devant moi, qui entrez en partage de ma puissance, puisque vous ne permettez pas qu'on exécute sans votre autorisation les ordres revêtus de ma signature? C'est vous qui ne reconnaissez d'autre règle que votre bon plaisir, et qui, pour satisfaire le moindre de vos caprices, sacrifiez sans pitié l'honneur des femmes et des filles qui ont eu le malheur d'attirer vos regards?... Apprenez, puisque vous l'ignorez, que pour punir de tels excès, un roi n'a pas même besoin de courage personnel; que la loi, l'impassible loi, frappe pour lui, sans colère, sans violence; que l'audace du crime ne peut rien contre la puissance de la justice. Contre le roi, la valeur et la ruse sont également impuissantes, son glaive atteint le criminel avant même que celui-ci ne l'ait vu sortir du fourreau. Apprenez, de plus, que je ne suis pas seulement votre roi, que

je suis le roi don Pèdre, que si je pouvais me dépouiller de la majesté qui vous tient prosterné à mes pieds, ma personne seule ferait sur vous l'effet que produit en ce moment la dignité royale. Mais puisque cela ne dépend pas de moi, puisque c'est par le bras de la loi que je dois vous punir, je veux en vous quittant vous laisser un gage d'amitié, que vous n'oublierez pas sans doute. Recevez ceci à compte de ce que vous avez si bien mérité.

(Il lui prend la tête et la frappe violemment à plusieurs reprises contre une colonne).

On doit comprendre l'effet terrible que produit à la représentation cette énergique peinture des mœurs rudes et violentes du moyen-âge.

Don Tello est resté accablé sous le poids de l'indignation, de la honte et de la terreur. Tout à coup il voit paraître don Gutierre, le confident et le conseiller du roi, accompagné de Léonor et de dona Maria qu'on est allé chercher à Alcala. Don Gutierre déclare au rico hombre que, chargé par le roi d'informer sur les plaintes qu'elles ont élevées contre lui, il vient lui demander ce qu'il a à répondre. Don Tello avoue tous les faits qu'on lui reproche; mais, déjà revenu à son incorrigible arrogance, il ne peut croire, dit-il, que pour de pareils motifs on châtie un homme tel que lui. En ce moment même le hasard amène don Rodrigue, qui depuis son entretien avec le roi ne rêve que vengeance. A peine a-t-il aperçu don Tello qu'il met l'épée à la main et se précipite sur lui. Au bruit de leurs armes qui se croisent, le roi sort de son appartement, il les fait arrêter comme coupables de lèse-majesté, pour avoir tiré l'épée dans son palais.

Don Rodrigue. — Mais ne m'avez-vous pas dit, sire, que je pouvais, sans me rendre coupable, venger mon honneur?

Le Roi. — Non pas ici, par un acte qui blesse mon autorité et le respect dû à ma personne. Au surplus, c'était don Pèdre qui vous donnait ce conseil, et c'est le roi qui vous fait arrêter.

Dona Maria. — Grace, grace pour mon époux!

Le Roi. — Il ne peut plus l'être, et je vous conseille d'en chercher un autre ou d'entrer dans un couvent.

Don Rodrigue est conduit en prison. Avant qu'on n'emmène aussi don Tello, le roi lui demande quelles sont ses intentions à l'égard de Léonor. Il avoue encore une fois qu'il l'a séduite en lui promettant sa main, mais il refuse de tenir cette promesse; il offre, pour dégager sa parole, une partie de sa fortune. Léonor indignée s'écrie qu'elle n'acceptera que sa main ou sa tête.

Don Tello. — Un rico hombre ne peut mourir pour un délit de cette espèce.

Le Roi. — Qui est l'auteur de la loi que vous invoquez?

Don Tello. — C'est un privilége accordé par les rois vos ancêtres aux grands de leurs états.

Le Roi. — Étaient-ils plus rois que moi?

Don Tello. — Non, sire.

Le Roi. — Eh bien! la loi qu'ils ont faite, je puis l'observer ou y déroger suivant que la justice et l'intérêt public me paraîtront l'exiger. Pour vous, si vous avez promis d'épouser Léonor, faites-le pour que votre ame ne périsse pas avec votre corps. C'est d'ailleurs un point que je vous laisse à débattre avec votre confesseur; car marié ou non, demain, je vous l'annonce, sans plus de retard, votre tête roulera sur l'échafaud.... Qu'on l'emmène au château.

L'orgueil de don Tello est enfin dompté. En face de la mort, il annonce à Léonor, d'assez mauvaise grace il est vrai, qu'il reconnaît ses torts envers elle et qu'il veut les réparer. Léonor et dona Maria vont se jeter aux pieds du roi pour obtenir la grace des deux condamnés.

Le Roi. — Vous m'avez demandé justice, je vous l'ai faite.

Léonor. — C'est encore justice que je vous demande, sire, car dans un roi, image de la Divinité, la justice et la clémence envers les coupables repentans sont une seule et même chose.

Le Roi. — Que voulez-vous donc?

Léonor. — Nous craignons que nos paroles ne vous irritent.

Le Roi. — La demande la moins fondée ne peut être un sujet d'irritation; un refus en fait suffisamment justice. Un roi doit tout écouter, sauf à prononcer ensuite selon la raison...

Léonor, toujours un peu pompeuse et sentencieuse dans ses discours, adresse alors au roi une longue harangue où elle reproduit assez noblement tous les lieux communs que les rhéteurs ont jamais pu inventer en faveur de la clémence. Dona Maria, plus simple et plus timide, ajoute quelques mots en faveur de son amant qui, bien moins coupable, semble pouvoir compter sur quelque indulgence. Le roi leur répond que la sentence est déjà rendue, qu'il l'a revêtue de sa signature et que sa conscience lui défend de la révoquer. Elles veulent insister : « Apprenez-leur, dit-il, qu'en renouvelant une demande que j'ai dû écouter une première fois sans colère, vous m'offenseriez en effet..... Gutierre, qu'on les fasse sortir! » Elles se retirent tout épouvantées et le désespoir dans l'âme.

Don Tello reçoit la notification de son arrêt de mort. Il attend avec résignation le jour qui doit éclairer son supplice. Mais don Pèdre, non content d'avoir, comme roi, vaincu et châtié son orgueil, veut encore, comme homme, comme chevalier, lui faire sentir sa supériorité; il ordonne à don Gutierre de se trouver à l'entrée de la nuit à la porte du jardin du palais, avec deux chevaux et une épée. Gutierre, surpris et inquiet de ces préparatifs, veut en connaître l'objet. Peu satisfait d'une réponse évasive par laquelle don Pedre s'efforce d'éluder ses questions, il laisse entendre qu'il soupçonne quelque chose de

grave. Son insistance excite le courroux du roi, qui lui adresse ces sévères paroles : « Si vous présumez qu'il y a ici quelque mystère, puisque je ne vous en fais pas confidence, il est plus qu'indiscret à vous de vouloir le pénétrer. Je vous ai pris pour mon serviteur et non pas pour mon conseiller, et la meilleure manière de servir les rois, c'est d'obéir scrupuleusement à leurs ordres. »

Don Pèdre se fait conduire à la prison où don Tello attend l'heure de son supplice. Déjà le jour a disparu. Enveloppé dans son manteau, et déguisant soigneusement sa voix, le roi pénètre auprès du prisonnier et lui annonce qu'il vient lui rendre la liberté. Ce n'est pas sans quelque hésitation que don Tello se décide à suivre ce libérateur inconnu.

LE ROI. — Suivez-moi, ne perdez pas un moment, si vous voulez que l'ordre barbare du roi ne reçoive pas son exécution.

DON TELLO. — Il lui a fallu toute sa puissance pour me réduire à cet état... Quelque terrible qu'il soit, je voudrais le rencontrer seul à seul, dans un lieu où la majesté royale n'élèverait pas une barrière entre lui et moi.

LE ROI. — Je sais que vous êtes vaillant, et c'est votre réputation qui m'a inspiré le désir de vous sauver... Nous voici arrivés dans le parc du palais; nous y sommes plus en sûreté.

DON TELLO. — Éloignons-nous des murs, je crains que le roi ne nous aperçoive.

LE ROI. — Vous avez donc peur de lui?

DON TELLO. — Si la question était d'homme à homme, si je le rencontrais ici corps à corps, peut-être la crainte ne serait-elle pas de mon côté; mais le pouvoir royal est un adversaire bien fort et sur lequel le courage personnel a peu de prise...

LE ROI. — J'aperçois quelqu'un qui s'avance vers nous.

DON TELLO. — Sans épée, je ne puis aller le reconnaître.

LE ROI. — Prenez la mienne, je vais en chercher une autre que j'ai laissée à l'arçon de ma selle; ne vous éloignez pas d'ici.

Le roi ne tarde pas à revenir, mais d'un autre côté que celui par lequel il s'est éloigné. S'avançant vers don Tello, qui ne reconnaît pas son libérateur, il lui demande ce qu'il vient faire la nuit dans ce parc, et veut l'obliger à dire son nom. Après avoir échangé quelques paroles de provocation et de défi, ils mettent l'épée à la main. La victoire reste quelque temps indécise, mais don Tello est enfin désarmé.

LE ROI. — Reprenez votre épée.

DON TELLO. — Cela m'est impossible, mon bras est engourdi.

LE ROI. — Avez-vous peur de moi?

DON TELLO. — Peur, non; mais je vous porte envie, puisque vous m'avez vaincu. Qui êtes-vous donc, homme audacieux? Vous ne savez pas de quelle gloire vous venez de vous couvrir.

Le Roi. — Ne me connaissez-vous pas?

Don Tello. — Non.

Le Roi. — Vous avouez donc que c'est ma seule personne et non pas le rang que je puis avoir qui a triomphé de votre orgueil?

En ce moment, le valet de don Tello que don Pèdre, pour éloigner un témoin incommode, avait envoyé chercher de la lumière, accourt un flambeau à la main. En reconnaissant le roi : — Dieu! dit-il, qu'est-ce que je vois?

Le Roi. — Le rico hombre d'Alcala aux pieds du roi don Pèdre.

Don Tello. — C'est vous, Sire?

Le Roi. — Oui, don Tello, vos vœux sont accomplis, vous m'avez rencontré corps à corps. Votre orgueil a pu se convaincre que vous aviez tort de dédaigner ce prêtre et ce chanteur que j'ai tués, et qui peut-être avaient mieux combattu que vous. Vous savez que comme chevalier je puis faire avec mon épée ce que comme roi je fais par le respect qui s'attache à ma dignité.

Don Tello. — Je l'avoue.

Le Roi. — Maintenant que je vous ai vaincu par mon courage, après vous avoir vaincu dans votre maison par ma modestie, et dans mon palais par ma justice, partez, vous êtes libre, sortez de mes états sans perdre un instant; car si vous y êtes repris, votre mort est certaine... Ici, où pour vous combattre j'ai déposé ma majesté, je puis vous pardonner; mais lorsque j'aurai repris mon caractère de roi, de défenseur de la loi, cela me serait impossible... Vous trouverez près d'ici un homme qui vous attend avec des chevaux et de l'argent. Partez.

Le rico hombre part en effet pour l'exil. Le roi se hâte de regagner son palais avant que le jour paraisse. Moreto a placé ici une de ces scènes bizarres dans lesquelles les poètes aiment à faire figurer le roi don Pèdre. Déjà, dans une scène précédente, il nous l'a montré obsédé par de fantastiques apparitions qui font retentir à ses oreilles des paroles mystérieuses. Au moment où il passe auprès d'une chapelle dédiée à saint Dominique, un fantôme se présente à ses yeux.

Le Roi. — Ombre ou démon, que me veux-tu? Pourquoi me poursuivre ainsi?

Le Fantome. — Approche si tu désires le savoir. Nous pouvons nous asseoir sur la margelle de ce puits, près de ce sanctuaire humble autant que vénérable que saint Dominique, assisté du séraphique saint François, a élevé de ses glorieuses mains.

Le Roi. — Le jour arrive, je ne puis m'arrêter.

Le Fantome. — Assieds-toi, ou je croirai que tu as peur.

Le Roi. — Pour toute réponse je resterai, me voilà assis, parle.

Le Fantome. — Me connais-tu?

Le Roi. — Je n'ai aucun souvenir de toi, et tu es si hideux, que je te prendrais volontiers pour un démon attaché à ma poursuite. (Il se lève.)

LE FANTOME. — Non, assieds-toi, te dis-je.

LE ROI. — Soit.

LE FANTOME. — Tyran superbe, je suis le prêtre que tu as tué à coups de poignard.

LE ROI. — Moi!

LE FANTOME. — Tu ne peux le nier.

LE ROI. — Ton zèle pouvait être louable, mais il avait trop de hardiesse; tu n'as pas su respecter ton roi, tu t'es mêlé de ce qui devait te rester étranger.

LE FANTOME. — Cela se peut; mais le ciel te menace d'une mort semblable. C'est ce même poignard qui, par la main de ton frère, fera justice à la Castille de tes violences.

LE ROI. — Mon frère! Dieu! que dis-tu? rends-moi ce poignard.

LE FANTOME. — Le voici! (Il le laisse tomber.)

LE ROI. — Si je pouvais te tuer une seconde fois, je l'aurais fait.

LE FANTOME. — C'est le jour de saint Dominique que tu m'as égorgé.

LE ROI. — Que veux-tu dire par là?

LE FANTOME. — Dieu t'ordonne de fonder ici même un couvent où tu lui offriras des vierges sacrées en expiation des outrages que tu as commis envers lui. Le promets-tu?

LE ROI. — Je le promets. Veux-tu encore autre chose?

LE FANTOME. — Non. Accomplis promptement ta promesse. C'est dans ce couvent que tu dois habiter à jamais... Donne-moi la main en gage de ta foi.

LE ROI. — La voici!... ciel! je brûle! laisse-moi! laisse-moi!

LE FANTOME. — Tel est le feu dont je suis condamné à souffrir les atteintes, jusqu'au jour où tu auras accompli ta promesse;... apprends par là à craindre le feu de l'enfer.

Le fantôme disparaît. Le roi regagne enfin son palais, plein tout à la fois de terreur et de courroux. En ce moment même, arrive le comte de Trastamare, qui, ayant obtenu son pardon, se hâte de venir se jeter aux pieds de son frère pour compléter la réconciliation. Dans son empressement, il a devancé sa suite. En traversant la place où le roi vient de rencontrer le fantôme, il aperçoit le poignard qu'il a laissé tomber dans son trouble. Il reconnaît l'arme favorite de don Pèdre et se félicite de pouvoir la lui rapporter : « Ce sera, dit-il, un moyen de me faire mieux accueillir de lui; je ne sais quelle voix intérieure me dit que ce poignard me portera bonheur. »

Ces paroles si terribles lorsqu'on se rappelle la fin tragique de don Pèdre, sont suivies d'une scène non moins terrible, que Moreto a empruntée presque textuellement au *Médecin de son honneur*. Don Pèdre, en voyant le comte l'aborder le poignard à la main, éprouve un mouvement d'effroi instinctif qu'il essaie en vain de dissimuler. Il tombe dans une sorte de délire, il laisse échapper le secret de l'horrible pressentiment dont il est obsédé. Mais bientôt, [illegible] pieds sous le poids de l'horreur et de l'épouvante : « Lève-toi, Henri, lui dit-il avec une résignation mélan-

colique, lève-toi; en présence des décrets du ciel, l'homme n'est rien, c'est en vain qu'on voudrait en empêcher l'accomplissement. »

Cependant don Tello a été rencontré par les gens de la suite de l'infant, qui, le prenant pour un malfaiteur fugitif, l'ont arrêté et le conduisent devant le roi. Don Pèdre, comme il l'avait annoncé, ordonne l'exécution de l'arrêt rendu contre lui. Le comte de Trastamare parvient pourtant, à force d'instances, à obtenir son pardon; celui de don Rodrigue est facilement accordé, il retrouve sa chère Maria, don Tello épouse Léonor, et tout se termine ainsi à la satisfaction commune, dénouement que faisait peu prévoir la nature du sujet et des personnages.

Le Vaillant Justicier est incontestablement un chef-d'œuvre du premier ordre, qui, s'il ne surpasse pas tous les drames tragiques de l'Espagne, n'est du moins inférieur à aucun. Il n'y a peut-être pas dans l'action un intérêt aussi vif, aussi soutenu, aussi saisissant que dans *le Médecin de son Honneur* de Calderon et dans *l'Étoile de Séville* de Lope de Vega, mais les caractères sont tracés avec une vérité, une énergie vraiment rares, et la couleur de l'époque est admirablement rendue. Don Tello est le type complet, achevé de l'orgueil aristocratique et de la tyrannie féodale. Jamais peut-être le roi don Pèdre, si souvent mis sur la scène avec un remarquable talent, ne l'a été d'une manière aussi heureuse. Tous les détails de son rôle sont d'une perfection et d'une profondeur qui méritent une longue analyse, et qui expliquent suffisamment l'étendue des citations qu'on vient de lire. Le génie de Moreto a pour ainsi dire résolu le problème historique des jugemens si contradictoires portés sur ce prince par les chroniqueurs et les poètes. Dans l'inflexible justicier, il nous fait déjà pressentir le tyran sanguinaire et implacable. A l'irritation que don Pèdre ressent déjà de la turbulence de ses frères et des violences de la noblesse, aux projets de châtiment et de vengeance qu'il exprime à chaque instant, à l'instinct de despotisme qui se mêle à son amour de la justice, aux emportemens que lui fait éprouver la moindre contradiction, à la rudesse sauvage, bizarre et presque féroce qui vient trop souvent dominer en lui une affectation de courtoisie galante et chevaleresque, on devine ce qu'il pourra devenir lorsque de nouvelles provocations, de nouveaux outrages auront achevé de le pousser à bout. Déjà même le crime ne lui est pas étranger, déjà il a répandu le sang innocent, et, à défaut de remords, de superstitieuses terreurs le poursuivent, l'agitent, ébranlent son imagination et bouleversent cette ame inaccessible à toute autre crainte. Ce sont là des conceptions puissamment tragiques, de ces conceptions qui rappellent Shakespeare, et qui montrent dans le grand poète, l'historien, le moraliste, presque l'homme d'état, comme si à une certaine hauteur toutes les grandes facultés de l'esprit se touchaient et se confondaient.

Quoique Moreto se soit plus d'une fois essayé dans le genre tragique, quoique dans plusieurs de ses comédies héroïques ou sacrées on trouve d'incontestables beautés, il n'en est aucune, à l'exception du *Vaillant Justicier*, qui

soit restée au théâtre ou dans le souvenir des amis des lettres. C'est par ses comédies *de cape et d'épée* qu'il a surtout, nous l'avons déjà dit, conquis sa glorieuse renommée.

Nous ne savons pourtant s'il faut ranger dans cette classe le drame admirable qu'il a appelé *Dédain contre Dédain,* et qui, par le choix des personnages comme par l'élévation et l'élégance soutenue de la diction, semble appartenir à un genre intermédiaire.

Dans cette composition, Moreto a encore marché sur les traces de Lope de Vega. Il existe deux comédies de Lope, *la Belle Laide* et *les Miracles du Mépris,* où il semble vouloir démontrer que, pour triompher des rigueurs d'une femme, le moyen le plus efficace est de paraître la dédaigner. Telle est aussi l'idée qui préside à l'œuvre de Moreto, et qu'il y développe avec une telle supériorité, qu'il serait puéril de lui reprocher de n'avoir pas eu le premier la pensée de transporter sur le théâtre un de ces lieux communs, féconds seulement lorsqu'un homme de génie se charge de les exploiter.

C'est en Catalogne, à une époque non déterminée du moyen-âge, qu'il a placé le lieu et le théâtre de l'action. La fille du comte de Barcelonne, la princesse Diane, belle, spirituelle, savante, pleine du sentiment de son mérite et d'un goût excessif d'indépendance, s'est promis de ne jamais se soumettre aux lois du mariage et de ne répondre que par le mépris et la haine à l'amour qu'on lui témoignera. Vainement son père, dont elle est l'unique héritière, s'efforce d'ébranler une telle résolution; vainement tous les princes voisins viennent solliciter sa main, et s'efforcent, par les fêtes brillantes qu'ils lui offrent, de lui prouver leur passion et de toucher son cœur : toutes ces tentatives ne font, pour ainsi dire, qu'exalter son orgueil dédaigneux et l'affermir dans ses refus.

Cependant, au nombre de ces prétendans, il en est un dont le caractère réservé et l'apparente froideur commencent à fixer son attention, c'est don Carlos, comte d'Urgel. Attiré d'abord à Barcelonne par la curiosité plutôt que par le désir bien positif de fixer le choix de Diane, il n'a pas tardé à concevoir pour elle une vive passion; mais l'ardeur même de ce sentiment, la timidité qui suit presque toujours l'amour vrai et profond, l'incertitude ou plutôt l'extrême invraisemblance du succès, tout se réunit pour refouler au fond de son cœur les émotions auxquelles il est en proie.

Les conseils du *gracioso* Polilla, son valet et son confident, le décident à conserver cette attitude qui, bien qu'involontaire d'abord, est peut-être le meilleur moyen d'agir sur un esprit tel que celui de la princesse. en piquant son orgueil blasé à force d'hommages et d'adulations, et en fournissant un aliment momentané à son imagination bizarre et délicate tout à la fois. Dans le but de veiller de plus près au succès de cette combinaison, Polilla commence par s'introduire auprès de la princesse en qualité de bouffon de cour; par la vivacité et l'à-propos de ses reparties, il réussit à l'amuser, à se mettre avec elle sur un pied de familiarité, à gagner peu à peu sa confiance. Il fait naître assez naturellement l'occasion de lui parler du comte d'Urgel, et en le lui

peignant comme un homme d'un caractère fier et sauvage sur qui l'amour et la beauté n'exercent aucun empire, il excite peu à peu, dans l'ame de l'orgueilleuse Diane, le désir de triompher de cette nature rebelle.

Ce n'est d'abord en elle qu'un caprice sans conséquence qui l'agite d'autant moins qu'elle ne doute pas d'un prompt et facile succès. Un regard de bienveillance, quelques paroles d'une condescendance équivoque, suffiront, elle le croit, pour mettre à ses pieds le seul homme qui semble méconnaître l'empire de ses charmes, et elle se promet bien de lui faire alors expier cruellement le crime dont il s'est rendu coupable envers elle par un moment d'indifférence. Tel est déjà l'amour du comte d'Urgel, qu'averti par le *gracioso* du but de ces artifices, c'est tout au plus s'il puise dans cet avertissement la force nécessaire pour ne pas céder aux premières et faibles avances de la princesse.

Étonnée de cette résistance, elle revient à la charge. La lutte s'engage par des dissertations métaphysiques sur l'amour et la reconnaissance, sur le danger d'arriver au premier de ces sentimens par le second, sur la nécessité, lorsqu'on veut conserver son indépendance, de ne pas même répondre à la tendresse qu'on nous témoigne par l'expression d'une courtoisie bienveillante. C'est le comte d'Urgel qui, dans cette controverse, exprime les opinions les plus sévères, les plus rudes. La fière Diane, surprise et déconcertée, se trouve amenée comme malgré elle, comme à son insu et non sans un dépit évident, à prendre la défense, non pas encore de l'amour, mais des lois de la galanterie ou au moins de la simple politesse. Toutes ces dissertations sont d'une délicatesse et d'un agrément infini. Leur subtilité même, qui ailleurs paraîtrait excessive, est ici à sa place parce qu'elle est parfaitement dans la nature : ce sont bien là les premiers entretiens de deux amans qui n'en sont pas encore à se dire leur secret, et qui, n'osant ou ne voulant pas se parler l'un de l'autre, se jettent dans des allusions et des généralités où leur esprit, animé par le désir de briller et de plaire, prodigue toutes ses ressources.

Diane, mécontente du résultat de ces premières attaques et comprenant qu'elle perd peu à peu du terrain, veut tenter une épreuve plus décisive. On célèbre les fêtes du carnaval. Suivant l'usage catalan, elle décide que le jour même il y aura un *sarao,* espèce de ballet dans lequel chacun des danseurs doit conserver, pendant toute la soirée, la compagne que le sort lui a assignée, et prendre avec elle, sans qu'elle puisse s'en offenser, sans que d'ailleurs cela tire à conséquence, le langage et les manières d'un amant favorisé. Comme on le pense bien, Diane a pris ses mesures pour diriger l'œuvre prétendue du hasard, et c'est elle qui échoit au comte d'Urgel. Il y a ici une scène charmante.

DIANE, à part. — Je triompherai de cet homme, ou je consens à passer pour la plus stupide des femmes. (Haut.) Vous êtes un galant bien froid ! On reconnaît à votre maintien la violence que vous avez à vous faire pour vous donner la seule apparence de la tendresse ; mais, puisqu'en en ce moment cette appa-

rence est pour vous un devoir, ne pas savoir la prendre, c'est, permettez-moi de vous le dire, manquer d'adresse plus encore que d'amour.

Le Comte. — Si j'avais à feindre ce sentiment, vous trouveriez mon langage plus expressif. Lorsque le cœur est libre, l'esprit trouve facilement les paroles.

Diane. — Cela veut-il dire que vous m'aimez?

Le Comte. — Si je ne vous aimais, d'où me viendrait cette timidité?

Diane. — Que dites-vous? Est-ce sérieusement que vous parlez?

Le Comte. — Ne voyez-vous pas que mon ame ne peut plus contenir le sentiment dont elle est remplie!

Diane.—C'est pourtant vous qui me disiez que vous ne pouviez pas aimer.

Le Comte. — C'est que je n'avais pas encore été frappé du trait qui m'était réservé.

Diane. — Quel trait?

Le Comte. — Celui dont cette main charmante a pénétré mon cœur. Comme ce poisson merveilleux dont la puissance magnétique, au moment même où il touche le fil suspendu à l'extrémité d'une ligne, imprime au pêcheur une secousse violente et paralyse son bras, ainsi la main qui en ce moment touche la mienne y glisse un poison à la fois brûlant et doux, que je sens circuler dans mes veines, et qui arrive jusqu'à mon cœur.

Diane, à part. — Victoire! Son orgueil est enfin subjugué. Je puis enfin punir le mépris qu'il a fait de ma beauté. (Haut.) Vous qui vous regardiez comme si assuré de ne jamais aimer, vous aimez donc sérieusement?

Le Comte. — Pouvez-vous douter de l'ardeur qui me consume? C'est à genoux que je vous supplie de calmer mes souffrances par quelque marque de bonté.

Diane, ôtant son masque et retirant sa main. — Laissez-moi! laissez-moi! Que dites-vous? Moi, de l'amour? Si la passion qui vous entraîne peut vous excuser assez pour vous mettre à l'abri du châtiment dû à tant d'audace, elle ne m'empêchera pas de vous rappeler à la raison. Vous me demandez des faveurs en m'avouant que vous m'aimez?

Le Comte, à part. — Ciel! je me suis perdu... Mais il est encore possible de réparer ma faute.

Diane. — Avez-vous donc oublié ce que je vous avais annoncé, qu'en m'aimant vous vous condamniez à subir mon mépris sans pouvoir espérer d'émouvoir ma pitié?

Le Comte. — Mais vous-même, c'est donc sérieusement que vous me parlez?

Diane. — N'est-ce pas sérieusement que vous m'aimez?

Le Comte. — Moi! madame. Juste ciel! Mon caractère eût-il pu se transformer ainsi? Moi, aimer sérieusement? Belle Diane, avez-vous pu le penser? Si un tel sentiment eût, par impossible, trouvé place dans mon cœur, la honte m'eût empêché de l'avouer. Je ne faisais que me conformer aux usages de cette fête.

DIANE. — Qu'entends-je? Votre langage n'était pas sérieux? (A part.) Je suis si confuse, que je ne sais que lui dire.

LE COMTE. — Comment, avec tout votre esprit, n'avez-vous pas reconnu que c'était une fiction?

DIANE. — Mais ce trait dont vous vous disiez frappé, ce poison si doux qui avait banni l'indifférence de votre cœur?...

LE COMTE. — Fictions que tout cela. Me jugiez-vous donc assez dépourvu d'adresse et d'esprit pour ne pas même savoir donner à la feinte une apparence de vérité?

DIANE, à part. — Qu'est-ce qui m'arrive? Ai-je bien pu m'exposer à un tel affront? Je me sens toute brûlante de honte et de dépit, je crains qu'il ne s'en aperçoive... Il faut absolument que je le mette à mes pieds, quoi qu'il puisse m'en coûter.

LE COMTE. — Madame, on nous attend.

DIANE. — Moi, tomber dans un pareil piége... Comment vous...

LE COMTE. — Que dites-vous?

DIANE. — Qu'allais-je faire! Je perds l'esprit... Remettez votre masque et rejoignons la foule.

LE COMTE, à part. — Mon imprudence est réparée. C'est donc ainsi que la cruelle récompenserait un amour sincère?

DIANE. — Vous savez feindre avec tant d'adresse, qu'en vérité j'avais pris vos paroles au sérieux.

LE COMTE. — Non, non, je ne m'abuse pas, vous n'avez pu vous tromper à ce point; mais, pour vous conformer aux usages de cette fête, qui vous prescrivait de m'accorder quelque faveur, ne pouvant prendre sur vous de paraître répondre à la tendresse que je vous témoignais, vous avez voulu rendre une sorte d'hommage à mon esprit en faisant semblant de croire à la sincérité de mes paroles.

DIANE, à part — Quelle piquante ironie! N'importe, j'essaierai encore de le tromper. (Haut.) Venez, et, puisque je sais que tous vos propos ne sont que fictions, continuez à m'entretenir sur ce ton, je vous en estimerai davantage.

LE COMTE. — Comment cela!

DIANE. — Je suis plus touchée de votre esprit que je ne le serais de votre amour, je vous en sais meilleur gré.

LE COMTE, à part. — Ah! si je ne comprenais pas sa pensée! Rendons-lui trait pour trait.

DIANE. — Vous ne continuez pas?

LE COMTE. — Non, madame.

DIANE. — Pourquoi?

LE COMTE. — Vous m'avez tellement effrayé en me disant que vous m'en sauriez gré, qu'il me serait impossible en ce moment de feindre avec vous le langage de l'amour.

DIANE. — Quel mal peut-il donc résulter pour vous du plaisir que je trouverais à ces propos ingénieux?

LE COMTE. — Je risquerais... de vous plaire.

DIANE. — Vous en trouveriez-vous donc si mal?

LE COMTE. — Madame, cela ne dépend pas de moi. Si j'en venais là, il me faudrait mourir.

DIANE, à part. — Se peut-il que je sois condamnée à entendre de telles choses! (Haut.) D'où vient cette présomption de croire que je pourrais vous aimer?

LE COMTE. — Vous m'avez dit vous-même que de la reconnaissance à l'amour il n'y a pas loin; on est donc bien près d'aimer ceux auxquels on avoue qu'on sait gré des sentimens qu'ils nous expriment.

DIANE. — Il y a moins loin encore de votre fol orgueil à une grossièreté injurieuse, et je ne veux pas vous donner le temps de franchir cet espace. Laissez-moi.

LE COMTE. — Voulez-vous donc manquer aux usages de cette fête? N'en concevrait-on pas quelques soupçons?

DIANE. — Ce danger ne regarde que moi; je dirai que je suis souffrante.

Le comte s'éloigne sans insister davantage. A peine est-il parti, que la princesse regrette de l'avoir renvoyé. Étonnée et humiliée de la facilité, de l'espèce d'empressement avec lequel il a accepté son congé, elle n'a plus qu'une pensée, celle de triompher de sa froideur. Pour dompter ce cœur indocile, elle n'épargnera rien. Le *gracioso*, qui feint de partager son indignation et d'entrer dans ses projets, est chargé par elle d'aller trouver le comte et de le conduire dans le jardin intérieur du palais, comme pour lui en faire admirer le dessin savant et les riches ornemens. Diane s'y trouve comme par hasard, se livrant avec les dames de sa suite au plaisir de la musique. Elle sait que le comte est sensible aux charmes d'une belle voix; elle compte pour l'émouvoir sur les accens qu'elle va lui faire entendre, et peut-être aussi sur les attraits du déshabillé gracieux dans lequel il va la surprendre.

Tout se passe comme elle l'a ordonné. Le comte arrive avec le *gracioso*, qui n'a pas manqué de l'instruire des intentions de la princesse. Vingt fois, dans le trouble dont il est saisi, il est sur le point de s'élancer vers elle et de se jeter à ses pieds. C'est à grand'peine que le souvenir de la scène du bal, et surtout les avis, les prières, les menaces du gracioso, peuvent le détourner d'aller encore une fois s'offrir au mépris de l'altière Diane. Il affecte de ne pas s'apercevoir de sa présence et d'être entièrement absorbé par l'admiration que lui inspire la savante ordonnance des parterres et des bosquets. Diane se persuade qu'il ne l'a pas entendue; elle recommence à chanter, elle essaie de donner à sa voix plus de force et d'expression. Le comte, vivement agité, réussit cependant à renfermer en lui-même l'émotion à laquelle il est en proie. Rien dans son extérieur, dans son attitude, ne la laisse soupçonner. Diane ne peut plus y tenir; elle charge une de ses femmes d'aller comme d'elle-même avertir le comte de sa présence; celui-ci, sans paraître y faire attention, s'entretient avec la messagère des agrémens du jardin, des défauts qu'il a cru y

remarquer, et de ce qu'on pourrait faire pour les corriger. Diane, de plus en plus surprise, lui envoie encore une de ses suivantes.

La Suivante. — Don Carlos, je dois vous dire que la princesse vous a vu.

Le Comte. — Je m'étais arrêté à contempler cette belle fontaine, et je n'avais pas aperçu son altesse. Veuillez m'excuser auprès d'elle et lui dire que je me retire à l'instant.

Diane, à part. — Je crois, en vérité, qu'il s'en va. (Elle se lève et s'avance vers lui.) Arrêtez, je veux vous parler.

Le Comte. — A moi, madame?

Diane. — A vous.

Le Comte. — Que m'ordonnez-vous?

Diane. — Comment avez-vous eu la hardiesse de pénétrer en ce lieu, sachant que c'est celui où je viens me reposer avec les dames de ma suite?

Le Comte. — Madame, je ne vous avais pas vue; je me suis laissé attirer par la beauté de ce jardin. Je vous en demande pardon.

Diane, à part. — Il ne daigne pas même me dire qu'il est venu pour m'écouter. (Haut.) Mais ne m'avez-vous pas entendue?

Le Comte. — Non, madame.

Diane. — Cela n'est pas possible.

Le Comte. — La faute que j'ai commise est de celles qui ne se réparent qu'en s'abstenant de les prolonger.

Il se retire en prononçant ces derniers mots, laissant la princesse confuse, humiliée, et déjà hors d'état de dissimuler, aux yeux des femmes dont elle est entourée, ce qui se passe dans son ame. Le *gracioso,* pour lui porter le dernier coup, feint de lui avouer d'un air d'embarras et d'indignation que le comte a trouvé son chant détestable.

Nous ne suivrons pas Moreto dans tous les développemens qu'il a donnés à son sujet. C'est avec un art et une délicatesse incomparables qu'il nous fait voir les progrès de l'amour qu'allument peu à peu dans le cœur de Diane la vanité blessée et le caprice, bien plus qu'une sensibilité réelle. Elle se décide enfin à une dernière et décisive épreuve. Le but que n'ont pu atteindre sa coquetterie et ses avances, elle va essayer d'y parvenir par l'arme puissante de la jalousie. Heureusement elle a pris encore cette fois le *gracioso* pour son confident, et cette fois encore il a pu préparer le comte à l'attaque dont il va être l'objet.

La princesse y prélude, comme dans les précédens entretiens, par des subtilités métaphysiques sur la tendresse, l'indifférence, et tous les mystères du cœur. Le comte, réfutant une des opinions qu'elle vient d'exprimer, lui fait remarquer en termes assez galans que, n'ayant jamais connu l'amour, elle est peu en état de traiter ces questions.

Diane. — Je vous répondrai d'abord que la réflexion et le raisonnement peuvent, dans certaines matières, tenir lieu de l'expérience, mais cette expérience même ne me manque peut-être pas pour les comprendre.

Le Comte. — Dois-je entendre par là que vous aimez?

Diane. — Cela pourrait être. (A part.) S'il n'est pas dépourvu de tout sentiment, il ne résistera pas à cette épreuve.

Le Comte. — Je vous écoute avec étonnement.

Diane. — Don Carlos, j'ai reconnu que les principes que j'avais pris jusqu'à présent pour règles de ma conduite, étaient également contraires à la raison et à mes devoirs envers ceux qui seront un jour mes sujets. Je me suis donc décidée à y renoncer, à faire choix d'un époux. Au moment même où la puissance de la vérité a ainsi triomphé des sophistiques illusions de mon esprit, le nuage qui me couvrait les yeux s'est dissipé, j'ai aperçu ce qui jusqu'alors avait été comme caché à ma vue. Le prince de Béarn est un si noble chevalier, que je le crois digne de moi; je ne puis en dire davantage. Sa naissance est telle qu'il n'y a rien au-dessus. Personne ne l'égale en esprit et en bravoure. Bonne grace, élégance, courtoisie galante, noblesse et générosité, toutes ces qualités exquises réunies en lui au degré le plus éminent le laissent véritablement sans rival. Je ne puis comprendre l'aveuglement qui m'a empêchée si long-temps de lui rendre justice.

Le Comte, à part. — Je sais que tout ce discours n'est qu'artifice, et cependant je m'en sens pénétré comme d'un poison mortel.

Diane. — Je vous le déclare donc, je suis résolue à me marier; mais, connaissant toute votre sagacité, j'ai voulu vous consulter auparavant. Ne croyez-vous pas comme moi que le prince de Béarn mérite la préférence sur ses rivaux? N'ai-je pas raison de le juger le plus accompli de tous ceux qui recherchent ma main? Qu'en pensez-vous? Il me semble que vous changez de visage. (A part.) L'épreuve a réussi, sa physionomie me le prouve, il a pâli, mon but est atteint.

Le Comte, à part. — Je n'en peux plus.

Diane. — Vous ne me répondez pas! Qu'en dois-je conclure? Vous paraissez troublé.

Le Comte. — Troublé, non, mais surpris.

Diane. — De quoi?

Le Comte. — Je ne croyais pas que le ciel eût pu créer deux êtres doués de sentimens aussi absolument semblables que nous le sommes, vous et moi. Sans doute, madame, nous sommes nés sous l'influence de la même constellation... Depuis combien de temps vos pensées ont-elle pris cette direction nouvelle?

Diane. — Il y a déjà plusieurs jours que la lutte était engagée dans mon cœur, mais ce n'est qu'hier que mes incertitudes ont cessé.

Le Comte. — Eh bien! c'est précisément depuis hier que je me suis aussi décidé à aimer. Moi aussi, dans mon aveuglement, j'avais long-temps méconnu la beauté que j'adore, que je veux adorer comme certes elle en est digne.

Diane, à part. — Je triomphe. (Haut.) Vous pouvez me parler sans retenue, je ne vous ai rien caché.

Le Comte. — Oui, madame, je suis trop fier de mon amour pour le dissimuler... c'est Cynthie.

Diane. — Qui, Cynthie?

Le Comte. — Ne trouvez-vous pas que j'ai fait un digne choix? jamais femme a-t-elle réuni plus d'esprit à plus de beauté? Que de graces, de charmes et de dignité tout à la fois! Qu'en pensez-vous?... vous me semblez contrariée?

Diane, à part. — Je sens dans mes veines un froid glacial.

Le Comte. — Vous ne répondez pas?

Diane. — Je ne puis revenir de la surprise que me cause l'illusion où je vous vois. Je n'ai jamais aperçu dans Cynthie ces merveilleuses perfections; elle n'a ni charme, ni beauté, ni esprit; la passion vous égare.

Le Comte. — Est-il possible ! autre ressemblance entre nous.

Diane. — Comment?

Le Comte. — De même que la beauté de Cynthie échappe à vos regards, je ne vois ni la bonne grace ni le mérite du prince de Béarn. En un mot, telle est entre vous et moi la parfaite similitude, que je ne trouve qu'à blâmer dans ce que vous aimez et vous dans ce que j'aime.

Diane. — Les goûts sont libres; que chacun suive le sien.

Le Comte. — Puisque vous me le permettez, je vais trouver celle qui désormais aura toutes mes pensées. Je vous l'aurais avoué plus tôt, si j'avais pu deviner que ma situation et mes sentimens fussent à ce point semblables aux vôtres.

Diane. — Vous allez la voir?

Le Comte. — Oui, madame.

Diane, à part. — Je ne sais où j'en suis, ma tête se perd.

Le Comte. — Adieu, madame.

Diane. — Un moment!... écoutez!... Un homme comme vous peut-il donc immoler sa raison et son jugement à une aberration des sens? en quoi consiste donc la beauté de Cynthie? par quel prestige vous a-t-elle fait croire à son esprit? où donc est cette élégance, cette grace que vous admirez en elle?

Le Comte. — Que dites-vous?

Diane. — Que vous faites preuve de peu de goût.

Le Comte. — De peu de goût? O ciel! la voici qui passe au fond de cette galerie. Regardez-la, et jugez si j'ai eu tort de lui donner mon cœur. Cette chevelure partagée en tresses élégantes, ce front éclatant qui s'unit si merveilleusement à son charmant visage, ces yeux noirs et brillans, ces lèvres vermeilles, ce cou de cygne, cette taille si fine que la pensée même n'est pas assez déliée pour la représenter..... J'étais aveugle sans doute, moi qui ai pu si long-temps méconnaître tant d'attraits... Mais j'oublie dans mes transports qu'il est peu convenable de vanter ainsi en votre présence une autre beauté. Pardon, madame; permettez que je vous quitte pour aller demander sa main à son père, et aussi pour porter au prince de Béarn l'heureuse nouvelle que vous venez de me donner.

Le comte, maintenant assez certain du succès pour ne plus craindre de le compromettre par la hardiesse de ses stratagèmes, s'empresse, en effet, de publier le prétendu choix de la princesse. Le prince de Béarn accourt pour la remercier; le comte de Barcelonne vient, accompagné de toute sa cour, témoigner à sa fille la joie qu'il éprouve de la voir enfin renoncer aux étranges préjugés qui lui faisaient repousser avec tant d'horreur toute idée de mariage. On devine le reste. L'orgueilleuse Diane, poussée à bout, se voit enfin forcée de proclamer elle-même le nom de son vainqueur et d'offrir sa main au comte d'Urgel. Moreto a mis dans cette scène une extrême délicatesse, qui empêche que l'humiliation de l'héroïne ne dépasse, si je puis parler ainsi, les bornes de la décence.

Tel est le drame qu'on cite souvent comme le chef-d'œuvre de la comédie espagnole, de celle au moins qui tire ses moyens de succès de la peinture fidèle du cœur humain et du développement des passions. C'est une suite de tableaux dont l'élégance achevée, la finesse, le coloris poétique causent à l'esprit un plaisir vraiment exquis. Il y règne, avec cette force comique inséparable de la profonde vérité des caractères, un enjouement vif et gracieux, qui éclate surtout dans le rôle charmant du *gracioso,* inventeur et principal instrument de cette ingénieuse intrigue.

Molière, dans sa *Princesse d'Élide*, a imité et en quelques endroits traduit l'ouvrage de Moreto. Il est douteux qu'en aucun cas, dans ce genre un peu quintessencié, si merveilleusement approprié au génie de la langue castillane et au tour particulier de la poésie espagnole de cette époque, il eût égalé son illustre modèle; mais il ne put même avoir la pensée d'engager avec lui une lutte sérieuse. On sait, en effet, que *la Princesse d'Élide,* destinée à un divertissement de la cour, fut composée avec une telle précipitation, qu'il eut à peine le temps d'en versifier le premier acte. Les autres ne sont que des ébauches à peine esquissées. Il y a donc quelque chose d'un peu puéril dans l'affectation que mettent quelques critiques espagnols à constater la supériorité de Moreto, et je dirai même qu'une comparaison établie dans de telles circonstances est également indigne de l'un et de l'autre de ces deux grands hommes. Mais ce qui est plus étrange et plus difficile à concevoir, c'est l'opinion de certains critiques français, qui, admettant la médiocrité de *la Princesse d'Élide* et parlant de *Dédain contre dédain* comme du chef-d'œuvre d'un poète auquel ils veulent bien accorder quelque mérite, n'en prétendent pas moins que Molière a perfectionné ce qu'il a emprunté à Moreto. Qu'il nous suffise de dire que, dans son imitation presque informe, la délicieuse scène du bal a complètement disparu, que celle du jardin est à peine indiquée, et que le spirituel et piquant *gracioso* est devenu un bouffon insipide.

Nous avons dit que c'est surtout dans la comédie *de cape et d'épée* que Moreto avait montré la supériorité de son talent dramatique, en substituant à l'intérêt parfois fatigant qu'excitent les *imbroglios* romanesques de

Calderon, un intérêt plus réel, tiré soit de la nature comique des situations, soit même de la peinture des ridicules.

Ce n'est pas qu'il n'ait quelquefois manié, et même avec assez de bonheur, le ressort puissant et difficile auquel Calderon a eu si souvent recours. Dans quelques-unes de ses pièces, particulièrement dans *la Confusion d'un Jardin,* il a prouvé qu'il pouvait au besoin inventer une intrigue aussi compliquée et y porter un degré de vraisemblance et de clarté qu'on chercherait vainement dans Calderon; mais, je le répète, c'est habituellement par d'autres moyens qu'il a obtenu ses succès.

Dans *le Beau don Diégo*, dont le titre est devenu une locution proverbiale pour désigner la plus frivole fatuité, on trouve le tableau piquant d'un travers qui appartient à tous les temps, bien que, suivant les époques, il change de formes et d'expression. Un élégant de province arrive à Madrid, où il est appelé pour un riche mariage. Tout enivré des succès qu'il a obtenus dans sa petite ville, et persuadé qu'il n'a qu'à se montrer pour entraîner tous les cœurs, il fait éclater dès l'abord son impertinente présomption. Non-seulement il se rend insupportable à la jeune personne qu'il vient épouser et qui a d'ailleurs un autre amour en tête; mais il blesse même son futur beau-père qui, cependant, pour des motifs de famille et d'arrangemens de fortune, tient beaucoup à son alliance. Telle est même l'opiniâtreté du vieillard, que rien ne le déciderait à abandonner ce projet, si le beau don Diégo, toujours entraîné par sa folle vanité, ne tombait lourdement dans un piége dressé par le valet de son rival. Ce valet, très amusant et très spirituel *gracioso*, comme tous ceux de Moreto, lui persuade qu'il a inspiré une passion violente à une grande dame, à une comtesse. Le fat, trop persuadé de son mérite pour concevoir le moindre doute, se laisse conduire dans une maison où une femme richement et ridiculement parée, qui n'est autre qu'une soubrette malicieuse, achève de lui tourner la tête par de grands airs qu'il prend pour des manières de cour. Cette scène est fort jolie, et Moreto a trouvé moyen d'y introduire une satire très piquante des écarts du style *précieux* alors à la mode. La prétendue comtesse, pour éblouir don Diégo, emploie en lui parlant des expressions tantôt vides de sens, tantôt ironiques ou même insultantes, mais pompeuses, sonores, recherchées. Don Diégo, n'y comprenant rien, mais voulant paraître comprendre, et se persuadant que ce sont autant de complimens ou de témoignages de tendresse, s'efforce d'y répondre sur le même ton et se perd dans un inintelligible galimatias. Sûr désormais de sa conquête, il ne daigne pas même chercher un prétexte spécieux pour rompre le projet de mariage qui l'a appelé à Madrid. Le beau-père, indigné de tant d'impertinences, consent enfin à donner sa fille au rival préféré de don Diégo, et ce n'est qu'alors que le fat apprend, à sa grande confusion, le tour qu'on vient de lui jouer.

Le rôle du beau don Diégo, un peu chargé peut-être dans quelques endroits, est d'ailleurs excellent, parfaitement soutenu, et d'un très bon comique. Il est impossible de mieux rendre cette intrépidité de bonne opinion contre laquelle viennent échouer tous les conseils, toutes les leçons de l'expérience.

Dans les remontrances que lui fait entendre un ami pour l'engager à modérer les manifestations par trop choquantes de sa vanité puérile, don Diégo ne voit que l'expression de l'envie qu'excite sa supériorité. Les paroles de mépris et de colère qu'arrache à sa fiancée l'imperturbable assurance avec laquelle il l'aborde, comme si, dès la première vue, elle ne pouvait manquer de lui donner son cœur, lui paraissent l'explosion d'une jalousie passionnée. Tout ce qui devrait l'éclairer contribue ainsi à accroître son aveuglement. Cette donnée est aussi comique que profondément vraie.

Le Beau don Diégo est un des premiers modèles de ce que les Espagnols appellent la comédie de *figuron*, ce qui signifie un caractère ridicule, une espèce de caricature, genre de composition à peu près inconnu à Calderon et à Lope, mais que plus tard d'autres poètes ont traité avec assez de succès.

Le plus gai, le plus animé, le plus vivement intrigué des drames de Moreto, c'est peut-être celui qui porte ce singulier titre : *En avant la Ruse* (*Trampa Adelante*). Un jeune gentilhomme sans fortune, don Juan de Lara, a inspiré à une riche veuve une passion violente, à laquelle il ne peut répondre, parce qu'il aime lui-même une autre personne. Son valet imagine de profiter de cette circonstance pour tirer son maître de la détresse où l'a jeté sa pauvreté. De peur de blesser sa délicatesse, il se garde bien de lui faire part du projet qu'il a conçu; mais, par une suite d'artifices très adroitement combinés, il parvient à persuader à la veuve qu'elle est payée de retour. Mettant à contribution sa généreuse gratitude, il se trouve bientôt en état de faire régner dans la maison de don Juan l'abondance et même le luxe. Ce dernier s'en étonne un peu d'abord; puis il se laisse persuader que c'est à la facilité des usuriers et des marchands qu'il doit ces ressources inattendues. Tout va bien; mais le moindre hasard peut renverser l'édifice si ingénieusement élevé par le *gracioso*. Il faut même, pour qu'il ne s'écroule pas à l'instant, empêcher à tout prix que don Juan et la veuve ne viennent à se rencontrer; il faut inventer des prétextes spécieux pour expliquer à la veuve les retards apportés à une entrevue qu'elle désire si ardemment; il faut calmer ou détourner les soupçons de la véritable maîtresse de don Juan; il faut lui dérober à lui-même les indices qui lui révèleraient la déception dont il est involontairement le complice. Tout cela donne lieu à une suite de scènes charmantes, où la vivacité, l'enjouement, l'esprit fin, élégant et naturel tout à la fois de Moreto, brillent d'un éclat incomparable. Je connais peu de drames qu'on lise d'un bout à l'autre avec plus de plaisir. Il est inutile de dire que cet *imbroglio* finit par se dénouer à la satisfaction de tous les personnages, que, conformément aux lois du théâtre espagnol, il se trouve pour consoler l'amante dédaignée par le héros un amant repoussé par l'héroïne, et que chacun se retire content.

C'est encore une très jolie pièce d'intrigue que *la Chose impossible*. Moreto en a emprunté le sujet et les idées principales à *la plus grande Impossibilité* de Lope de Vega, et, suivant son usage, il a de beaucoup surpassé son modèle. Le début rappelle celui d'une autre comédie de ce même Lope, *la Moza de Cantaro*. Quelques personnes d'esprit sont réunies chez une femme de qua-

lité qui tient périodiquement des assemblées littéraires. On y fait de la musique, on y lit des sonnets, on y pose des questions de métaphysique et de galanterie qui sont discutées à perte de vue et avec une excessive subtilité. Un des assistans demande quelle est la chose impossible. Don Félix de Toledo dit que c'est de garder une femme. Don Pedro de Carrizales nie cette impossibilité, et prétend qu'avec de la vigilance on peut se mettre à l'abri de tous les dangers auxquels les écarts d'une femme, d'une fille ou d'une sœur exposent l'honneur des hommes. La discussion s'anime, et don Pedro, qui voit tout le monde se tourner contre lui, s'échauffant peu à peu par la contradiction, déclare en se retirant, avec une sorte d'emportement, qu'ayant sous sa garde une sœur belle et aimable, il défie qui que ce soit de pénétrer jusqu'à elle. Don Félix se décide à accepter le défi. La tâche qu'il se propose est d'autant plus difficile que don Pedro, bientôt revenu de son emportement, et comprenant, non sans quelque regret, les conséquences de son imprudente provocation, n'a pas perdu un moment pour s'entourer des précautions les plus minutieuses et les plus exagérées. C'est à rendre ces précautions inutiles que s'exerce le génie du *gracioso*, valet de l'amant. Sous un premier déguisement, il pénètre dans la maison du jaloux, et parvient à nouer des intelligences avec la belle captive, que la surveillance même dont elle est entourée dispose à seconder les projets formés pour l'en délivrer. Bientôt il fait plus : se présentant à don Pedro comme un riche colon arrivant d'Amérique, et qui lui est recommandé par un grand seigneur de ses amis, il le met dans la nécessité de lui offrir, bien à regret, l'hospitalité dans sa maison. Lorsqu'il y est établi, il réussit, par l'étrangeté et la bizarrerie de ses manières, à endormir tous les soupçons que pourrait concevoir un homme aussi défiant que don Pedro; il lui persuade d'ailleurs qu'une créole lui a fait prendre jadis par jalousie un philtre dont la puissance est telle que la seule vue d'une femme le fait tomber en défaillance, et, pour donner crédit à cette invention, il feint, en apercevant de loin la sœur de don Pedro, d'être saisi d'une convulsion. Les stratagèmes par lesquels il parvient ensuite à amener don Felix auprès de sa maîtresse, à déjouer toutes les mesures si laborieusement concertées par don Pedro, à le rendre lui-même l'instrument de sa défaite, à le mettre au point de ne pouvoir plus refuser la main de sa sœur, sont aussi ingénieux que divertissans. Une petite comédie française, jouée il y a une quarantaine d'années sous le titre de *Ruse contre Ruse*, peut donner une idée très affaiblie de l'ouvrage de Moreto, dont elle a certainement été imitée.

Il y a dans *la Chose impossible* un passage assez curieux pour l'histoire littéraire. En réponse à l'observation faite par un des personnages, que la fortune et la poésie sont peu habituées à se tenir compagnie, don Félix oppose à cet axiome trivial l'expérience de tous les temps : il cite assez singulièrement Homère chez les Grecs; il rappelle qu'à Rome Virgile fut en état d'instituer l'empereur héritier des biens qu'il lui avait donnés. Il rappelle Pétrarque comblé de biens en France et couronné à Rome par le souverain pontife; don Juan de Mena, l'un des pères de la poésie castillane, recherché, enrichi et

favorisé par le roi Jean II; le chevalier Marino, Sanazar, Guarini, le Tasse, si heureux s'il eût eu moins d'audace, et ce Garcilaso, l'honneur de Tolède, si illustre, si brillant, si fortuné, qui succomba glorieusement dans un combat et dont Charles-Quint vengea si bien la mort. « Et aujourd'hui, poursuit don Félix, quel est l'homme de génie à qui notre roi n'ait pas fait une belle existence? Quel écrivain digne de ce nom n'a pas éprouvé sa libéralité? Le recteur de Villahermosa, Gongora, Mesa y Encina, Mendoza et tant d'autres sur lesquels s'est portée sa généreuse sollicitude! Trouvez-vous qu'il faille citer encore d'autres exemples? Le comte de Villamediana n'était-il pas riche et grand seigneur aussi bien que grand poète? D'autres grands personnages n'ont-ils pas illustré la poésie? De nos jours même, n'en voyons-nous pas des exemples éclatans? Un de nos principaux seigneurs, après avoir mérité, par son courage, les applaudissemens de l'Espagne entière, ne cultive-t-il pas maintenant la poésie avec une telle supériorité, que ses sonnets, par l'élévation des pensées qu'il y exprime, font l'admiration de tout Madrid? »

Il n'est pas sans intérêt de comparer à ce tableau animé de la faveur dont jouissaient les lettres espagnoles pendant le règne de Philippe IV, un passage bien différent que contient un autre ouvrage de Moreto : dans *l'Occasion fait le Larron*, deux voyageurs se rencontrent à quelques lieues de Madrid. Don Pedro de Mendoza demande à don Manuel, qui en arrive, quelles sont les nouvelles et particulièrement les nouvelles du théâtre.

Don Manuel. — On donne fort peu de pièces nouvelles. A peine, de loin en loin, en voit-on paraître quelqu'une d'un poète qui compose pour la cour et par ordre; mais tout ce qu'il écrit a une telle empreinte de nouveauté et de supériorité, qu'on croirait qu'il se surpasse lui-même.

Don Pedro. — C'est sans doute Calderon?

Don Manuel. — Eh! quel autre que lui pourrait exciter à ce point l'admiration de tous les esprits intelligens?

Don Pedro. — Ce genre de talent ne jouit plus de la faveur qu'il avait autrefois.

Don Manuel. — De là vient qu'aujourd'hui bien peu de personnes se consacrent à ces nobles travaux, avec le dévouement qu'il faut y porter : voyez, au contraire, par combien de distinctions et de récompenses l'antiquité honorait les hommes de génie.

Don Pedro. — L'empereur Antoine donna à Opimius deux mille écus pour chacun des vers qu'il lui présenta; Virgile était le favori d'Auguste, qui se montrait en public avec lui.

Don Manuel. — Gratien faisait tant de cas du poète Antoine, qu'il le nomma consul. Alexandre ne traitait pas moins bien Pindare, à qui il fit élever des statues d'or. C'est pour cela que l'on voit, dans les siècles reculés, tant de beaux esprits arriver à une gloire immortelle. Étrange changement des temps! se peut-il que ce qui jadis était considéré comme un don presque divin, soit maintenant devenu en quelque sorte un objet de mépris!

On ne doit sans doute pas prendre à la lettre l'exagération de ces plaintes. Cependant il faut peut-être y voir autre chose qu'une simple boutade poétique; peut-être la contradiction qu'elles présentent avec l'assertion toute contraire énoncée ailleurs par Moreto, n'est-elle, jusqu'à un certain point, qu'une question de dates. Une allusion historique, qui se trouve dans l'ouvrage où nous avons recueilli cette espèce de cri de détresse, en fixe l'époque aux dernières années du règne de Philippe IV, au temps où ce prince, affaibli par l'âge et la maladie, attristé par l'épuisement où des guerres aussi longues que désastreuses avaient laissé ses états, accordait moins d'encouragemens aux nobles distractions qui l'avaient si long-temps consolé de ses disgraces politiques.

La comédie à laquelle nous avons emprunté cette citation, *l'Occasion fait le Larron, ou le Troc des Valises,* est fondée, comme beaucoup d'autres comédies de Moreto, sur une supposition de personnes. Le troc involontaire de deux valises qui a lieu la nuit dans une auberge, au milieu de l'obscurité, est la base de l'action, et amène, avec un degré suffisant de vraisemblance, une suite d'incidens aussi piquans que dramatiques. Cette pièce est tirée d'un des chefs-d'œuvre de Tirso de Molina, *la Paysanne de Vallecas;* ce n'en est pas seulement une imitation, un grand nombre de scènes sont littéralement et complétement copiées. Il fallait que le théâtre de Tirso fût dès-lors tombé dans l'oubli où depuis il est long-temps resté.

Dans *la Ressemblance* (*el Parecido en la corte*), Moreto a traité, avec plus de bonheur encore, un sujet à peu près analogue. Don Fernando de Ribera, forcé, par suite d'un duel, de quitter précipitamment Séville, s'est réfugié à Madrid où, pour le moment, il se trouve dépourvu de toutes ressources. Par un singulier hasard il ressemble d'une manière frappante à un certain don Lope de Lujan, parti il y a plusieurs années pour l'Amérique, et qui n'a pas donné depuis long-temps de ses nouvelles à sa famille. Le père de don Lope rencontrant don Fernando, croit reconnaître son fils, l'aborde avec les témoignages de la plus vive joie, et s'empresse de lui annoncer qu'en son absence, leur maison a fait un riche héritage. Don Fernando veut d'abord dissiper une erreur à laquelle il ne conçoit rien; mais son valet Tacon, comprenant tout le parti qu'ils peuvent en tirer, s'empresse de lui imposer silence, et, pour expliquer ses dénégations, il les attribue aux effets d'une maladie terrible qui, après avoir mis sa vie dans le plus grand danger, l'aurait entièrement privé de la mémoire. La crédulité du père, trop heureux de retrouver son fils pour que son ame puisse s'ouvrir à aucun sentiment de défiance, accepte sans hésiter cette absurde invention. Dès-lors tout ce qui devrait l'éclairer ne sert qu'à accréditer de plus en plus l'imposture du malicieux *gracioso.* Vainement don Fernando persiste à protester contre les mensonges de son valet; le vieillard, désespéré d'être méconnu par son fils, n'y voit qu'une preuve nouvelle du déplorable état où l'a réduit la maladie, et redouble de soins, de tendresse, d'empressement. Bientôt, d'ailleurs, don Fernando cesse de lutter contre cette illusion. Il a reconnu dans sa prétendue sœur une jeune personne dont la beauté l'avait vivement frappé, et l'artifice qu'il repoussait, lorsqu'un motif

d'intérêt en était le seul mobile, ne lui répugne plus dès qu'il prend le caractère d'un stratagème amoureux. Admis à toute heure auprès d'Inès, qui, dans son innocence, le comble des plus douces caresses, l'étrange infirmité morale dont on le croit atteint lui permet de paraître quelquefois oublier sa qualité de frère et de donner aux témoignages de sa tendresse une expression vive et passionnée qui, peu à peu, porte un trouble inconnu dans le cœur de la jeune fille. C'est là une situation hardie autant qu'originale, qui, traitée avec moins de délicatesse, eût été presque intolérable, mais que Moreto a su rendre tout à la fois intéressante et comique sans sortir des bornes de la décence. L'arrivée du véritable frère vient remettre toutes choses à leur place, et lorsqu'il est parvenu à faire reconnaître son identité, qu'on lui conteste d'abord, il faut bien accorder à don Fernando la main de la belle Inès. Cette comédie, l'une de celles qu'on représente le plus souvent sur le théâtre de Madrid, y est toujours accueillie avec une faveur due en grande partie à la gaieté pleine de verve qui règne dans tout le rôle du *gracioso*.

Il y a plus d'un rapport entre les deux précédentes pièces et *la Tante et la Nièce*. Celle-ci, comme tant d'autres ouvrages de Moreto, est encore imitée d'un drame de Lope qu'elle a complètement fait oublier. C'est, parmi les chefs-d'œuvre de son auteur, un de ceux où il a répandu avec le plus de profusion le véritable comique, celui qui est fondé sur l'observation des faiblesses et des ridicules. Deux jeunes officiers récemment arrivés de l'armée de Flandre viennent de perdre tout leur argent au jeu. Ne sachant plus à quel expédient recourir, ils se rappellent qu'un vieux capitaine, qu'ils ont connu à l'armée, leur a donné une lettre d'introduction pour sa sœur, riche veuve qui habite Madrid. Après avoir, par une adroite altération, substitué aux termes assez vagues de ce billet une recommandation pressante qui doit leur ménager, non-seulement un accès familier, mais encore l'hospitalité dans la maison de la veuve, ils s'empressent de se présenter à elle munis de la lettre ainsi contrefaite. Elle ne manque pas de les accueillir, et de leur offrir de venir demeurer chez elle pendant leur séjour dans la capitale, ce qu'ils acceptent avec empressement. Les choses n'en restent pas là. Bientôt l'un des deux amis devient amoureux d'une jeune nièce que la veuve a sous sa garde, et qui, fatiguée de la contrainte exagérée où on l'a jusqu'alors retenue, n'en est que mieux disposée à répondre aux premiers hommages dont l'expression peut arriver jusqu'à elle. Mais un bizarre contretemps se jette à la traverse de cet amour naissant. La veuve elle-même s'éprend d'une grande passion pour le jeune officier, et ses avances, qu'il n'ose décourager, de peur qu'elle ne l'oblige dans sa colère à quitter sa maison, prennent un caractère si pressant, qu'il ne sait comment s'y soustraire. Elle lui propose de l'épouser. Pour éluder cette offre sans qu'elle puisse s'en offenser, il lui révèle, comme un grand secret, qu'il est son neveu, né d'une liaison secrète du capitaine avec une dame flamande. La veuve, loin de se déconcerter, s'occupe aussitôt des moyens de se procurer les dispenses nécessaires, et, en attendant qu'elle les ait obtenues, elle se prévaut de sa qualité de tante pour accabler de ses caresses le prétendu neveu dans le-

quel elle espère bientôt voir un époux. Le malheureux, pris à son propre piége, est tout à la fois en butte aux empressemens ridicules de la tante et aux transports jaloux de la nièce. Vainement s'efforce-t-il de gagner du temps pour éloigner le mariage dont il est menacé, de fatiguer, de refroidir par de fausses colères, par des affectations de caprices bizarres et impertinens, l'ardeur amoureuse de sa vieille maîtresse. Quelquefois il peut croire qu'il y a réussi. Cette femme, d'ordinaire si impériense, si acariâtre, si accoutumée à voir plier tout ce qui l'entoure sous sa volonté, se révolte un moment contre la tyrannie dont elle est elle-même devenue l'objet; mais bientôt l'amour l'emporte, la crainte de perdre son amant la ramène à ses pieds, humble, tremblante et soumise. L'arrivée inattendue du vieux capitaine dénoue enfin cet *imbroglio*. Après de très amusans quiproquos, après de grands éclats de colère, il finit par donner sa nièce à l'étourdi qui s'était si singulièrement impatronisé dans sa maison.

Il y a dans cette charmante comédie plusieurs caractères parfaitement tracés. Celui de la veuve est un des meilleurs qu'il y ait au théâtre, et toutes les scènes où elle figure sont d'un excellent comique. Le rôle de l'ami et du compagnon de fortune du héros, jeune officier gai, spirituel, insouciant et fort peu sentimental, est plein de naturel et de grace. Deux personnages épisodiques, dont l'un passe sa vie à adresser à toutes les femmes des déclarations d'amour, tandis que l'autre, ancien juge subalterne, ne peut exprimer une seule idée sans citer à l'appui un texte de loi, jettent aussi, par leur ridicule un peu chargé, beaucoup de comique dans l'action. On y trouve encore un nouvelliste assez divertissant, et la scène où il se réunit, avec d'autres curieux, sur les degrés de l'église de Saint-Philippe, les contes absurdes qui s'y débitent, la crédulité avec laquelle ils sont accueillis, constituent un tableau fort piquant des habitudes de cette époque.

Nous venons d'examiner les compositions les plus achevées de Moreto, celles où il a laissé la plus forte empreinte de son génie. Nous ne pousserons pas plus loin ce travail, déjà plus que suffisant d'ailleurs pour faire connaître le caractère particulier qui distingue les ouvrages d'un des premiers poètes de l'Espagne.

Pour résumer et compléter notre appréciation, nous dirons que Moreto, moins riche d'invention et d'imagination que Calderon et Lope de Vega, était doué d'un esprit plus sage, d'un goût plus sûr, et d'un sentiment du naturel et de la vérité qui leur a trop souvent manqué; nous dirons que si un seul de ses drames tragiques mérite d'être placé à côté de leurs chefs-d'œuvre, il les a habituellement surpassés dans ses drames comiques, ou plutôt qu'il a créé en Espagne la véritable comédie dont Lope n'avait eu qu'une idée très vague, et que Calderon ne semblait pas même soupçonner, celle qui cherche ses moyens d'intérêt, non pas dans des aventures romanesques et extraordinaires, mais dans la peinture des travers et des ridicules de l'humanité.

Ses ouvrages sont du nombre de ceux qui, en Espagne, se sont toujours maintenus dans la faveur publique, même à l'époque où le goût de l'imitation des classiques français avait fait tomber presque tout l'ancien théâtre dans un si injuste discrédit. Peut-être, nous l'avons déjà dit, furent-ils moins redevables de cet avantage aux mérites très réels que nous venons de rappeler qu'à une circonstance relativement bien secondaire. La régularité de leur forme, l'absence presque complète des écarts et des hardiesses tant reprochés à l'ancienne école espagnole, les recommandaient à la bienveillance de l'école nouvelle. L'amour-propre national aimait à les citer comme pour prouver que, dans ces temps signalés par un oubli si général de toutes les règles classiques, quelques esprits privilégiés y étaient encore restés à peu près fidèles.

La gloire de Moreto n'a donc pas péri parmi ses compatriotes, elle n'a pas même, comme celle de Lope, éprouvé une éclipse temporaire. Cependant il est certain qu'elle n'a jamais eu cet éclat, cette popularité, qui s'attachent aux noms de Lope et de Calderon. Il y a plus, elle n'a pas passé les Pyrénées. En France, en Angleterre, en Allemagne, le nom de Moreto est complètement inconnu de quiconque n'a pas fait une étude spéciale de la poésie espagnole. D'où vient une telle injustice? Il m'est impossible d'y voir autre chose que l'effet d'un de ces hasards qui président aux destinées littéraires.

LOUIS DE VIEL-CASTEL.

LETTRES A UN AMÉRICAIN

SUR L'ÉTAT

DES SCIENCES EN FRANCE.[1]

I.

L'INSTITUT.

MONSIEUR,

Malgré vos instances, ce n'est qu'avec beaucoup d'hésitation que je prends la plume pour vous parler de nos savans et de l'état des sciences parmi nous; car, avec les meilleures intentions et en employant même tous les ménagemens possibles, il est bien difficile de

(1) Depuis long-temps nous désirions présenter à nos lecteurs un tableau de l'état des sciences en France; mais il était difficile de rencontrer dans la même personne les connaissances spéciales et l'indépendance de caractère et de position nécessaires pour entreprendre avec fruit ce travail. L'auteur de ces *Lettres* remplit au plus haut degré ces conditions, et nous croyons rendre service aux sciences en publiant des observations sur les hommes et sur les choses, où la franchise n'est jamais séparée de la modération et de l'impartialité. A la fin de cette lettre, on verra les motifs qui ont porté l'auteur à garder l'anonyme, et l'on pourra se convaincre que, tout en se plaçant à l'écart, il n'a jamais entendu décliner la responsabilité de ses écrits.

(*N. du D.*)

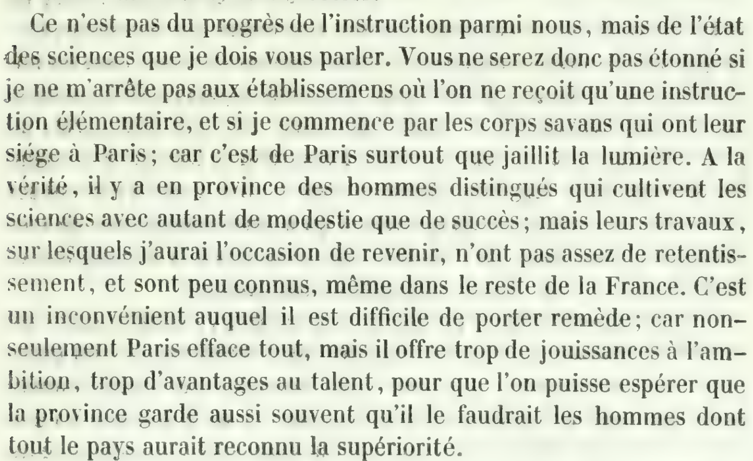
ne pas irriter certaines susceptibilités, de ne pas blesser l'amour-propre des personnes dont on doit parler. S'il ne s'était agi que de satisfaire votre curiosité, j'aurais gardé le silence; mais puisque vous ne voulez vous instruire de ce qui arrive chez nous que pour tâcher d'introduire dans le pays où vous exercez une si belle influence, des institutions semblables à celles qui font notre gloire, tout en vous efforçant de le préserver des inconvéniens que nous n'avons pas su toujours éviter, je crois devoir surmonter mes scrupules et me lancer sans plus hésiter sur cette mer périlleuse. En dehors de toute coterie, cultivant les sciences pour satisfaire un besoin de mon esprit sans aspirer à la renommée, je pourrai observer ce qui se passe, et vous en rendre compte mieux peut-être que ne sauraient le faire ces savans illustres qui sont quelquefois un peu éblouis par la lumière qu'ils répandent et par l'éclat dont ils sont entourés.

La France est par excellence la patrie des sciences. Non-seulement, depuis Pythéas jusqu'à nos jours, elle n'a cessé de produire des hommes éminens, mais depuis deux siècles elle s'est placée au premier rang, et chaque année a été marquée par de nouveaux progrès. Ce ne sont pas uniquement quelques esprits supérieurs qui ont contribué chez nous à l'avancement des connaissances humaines; c'est surtout par l'ensemble et par l'admirable succession de leurs travaux que, depuis la création de l'ancienne Académie des sciences, nos savans semblent avoir fixé à Paris le foyer des lumières. La noblesse du caractère français a ouvert les portes de nos académies aux hommes distingués de toutes les nations, et cette générosité, qui n'a été égalée par aucun autre peuple, n'a pu qu'augmenter notre influence en élevant notre position. En effet, c'est le hasard seul qui a fait naître Huyghens en Hollande et Lagrange à Turin; mais l'accueil que ces hommes célèbres ont reçu chez nous, les bienfaits et les encouragemens de Louis XIV, qui allaient chercher le mérite dans toutes les parties de l'Europe, ne sont point des accidens. On essaierait en vain de le nier: depuis cinquante ans, Paris est devenu le centre du monde; les questions les plus élevées de la politique, les découvertes scientifiques les plus éclatantes, ont eu besoin d'être traitées à la chambre des députés ou présentées à l'Institut de France pour que l'Europe les acceptât sans réclamation.

Vous connaissez trop bien notre histoire pour que j'aie besoin de vous dire comment nos institutions littéraires et scientifiques furent englouties par la révolution. L'Université de Paris, presque aussi ancienne que la monarchie, fut précipitée avec elle au fond d'un gouf-

fre où les académies ne tardèrent pas à aller les rejoindre. Mais l'esprit scientifique est si vivace parmi nous, qu'à peine sortis de la terreur, et lorsque l'Europe entière nous regardait encore avec une sorte d'effroi, nous fîmes surgir, comme par enchantement, du chaos révolutionnaire les établissemens les plus utiles aux sciences et les plus glorieux pour le nom français. N'est-ce pas un spectacle bien singulier, monsieur, que de voir, après la mort ou la dispersion des Girondins, la Convention, où ne restaient guère que des hommes illettrés qui s'étaient attaqués avec acharnement à toutes les supériorités, oublier soudain qu'elle a l'Europe à combattre, et décréter coup sur coup la création de l'École polytechnique, de l'École normale, du Bureau des longitudes et de l'Institut? Ce fait, qui caractérise l'esprit français et qui l'honore, ne me semble pas avoir été assez mis en relief par les historiens de la révolution. Les hommes qui nous gouvernent ne devront jamais oublier qu'il fallut plusieurs années de tentatives et la volonté de Napoléon pour rendre les églises au culte, tandis que le cri de l'opinion publique avait su forcer un gouvernement révolutionnaire, et peu favorable aux études, à rouvrir subitement nos académies et nos écoles.





Ce n'est pas du progrès de l'instruction parmi nous, mais de l'état des sciences que je dois vous parler. Vous ne serez donc pas étonné si je ne m'arrête pas aux établissemens où l'on ne reçoit qu'une instruction élémentaire, et si je commence par les corps savans qui ont leur siége à Paris; car c'est de Paris surtout que jaillit la lumière. A la vérité, il y a en province des hommes distingués qui cultivent les sciences avec autant de modestie que de succès; mais leurs travaux, sur lesquels j'aurai l'occasion de revenir, n'ont pas assez de retentissement, et sont peu connus, même dans le reste de la France. C'est un inconvénient auquel il est difficile de porter remède; car non-seulement Paris efface tout, mais il offre trop de jouissances à l'ambition, trop d'avantages au talent, pour que l'on puisse espérer que la province garde aussi souvent qu'il le faudrait les hommes dont tout le pays aurait reconnu la supériorité.

Les grands établissemens scientifiques de Paris sont l'Institut, la Faculté des sciences et celle de médecine, le Collége de France, le Jardin du roi, le Conservatoire des arts-et-métiers, le Bureau des longitudes, auxquels on peut ajouter les écoles spéciales supérieures telles que l'Ecole polytechnique, l'Ecole des mines, celle des ponts-et-chaussées et l'Ecole normale. Il serait difficile de rencontrer dans aucune autre ville du monde une réunion plus complète de moyens

d'instruction, dirigés par des hommes plus capables de propager les sciences et d'aider à leurs progrès. Excepté l'Institut et le Bureau des longitudes, ces divers établissemens sont destinés à l'enseignement public ou à l'instruction d'une classe particulière d'auditeurs, et (sauf le Conservatoire des arts et métiers) ils sont consacrés à l'enseignement supérieur. Quant à l'Institut, vous le savez, monsieur, ce n'est pas seulement une académie, c'est un tribunal, un aréopage composé des hommes les plus éminens du pays, qui, tout en contribuant au progrès des lumières par leurs travaux, sont encore chargés de juger en dernier ressort les ouvrages des autres savans, de distribuer le blâme et la récompense, de désigner à l'attention du gouvernement et de la nation les jeunes talens qui s'élèvent, de présenter des candidats pour les places scientifiques les plus importantes, de diriger en un mot la marche des sciences dans toute l'étendue de la France.

Investi de ces prérogatives, l'Institut est devenu un des grands corps de l'état et presque un corps politique, et il était impossible qu'il en fût autrement; car, composé comme il l'est aujourd'hui (après plusieurs remaniemens dus aux révolutions politiques qui n'ont cessé de se succéder depuis sa création) de cinq académies qui réunissent tout ce que nous avons d'hommes supérieurs dans les sciences, dans les lettres, dans la politique, dans les arts, jouissant depuis plusieurs années du privilége de donner à l'armée des chefs tels que Bonaparte, au gouvernement des ministres comme Talleyrand et Carnot, à la chambre des orateurs tels que Guizot et Thiers, il a étendu partout ses racines et s'est créé une force morale qu'il serait impossible de méconnaître. C'est donc par l'Institut, qui se trouve à la tête des autres corps savans, que je devrai commencer cet examen.

D'après la pensée qui a présidé à sa formation, l'Institut doit être considéré comme un corps unique destiné à montrer, par son organisation et ses travaux, que toutes les branches des connaissances humaines sont liées intimement entre elles, et qu'il n'existe qu'une seule et grande science qui a tour à tour pour objet la recherche du vrai, du beau et du bon. Cependant, malgré cette unité primitive, les liens qui attachaient les différentes académies de l'Institut s'étant relâchés par diverses circonstances, elles ont cessé peu à peu de se réunir et de vivre en commun; chacune d'elles a adopté un réglement particulier, et leurs rapports avec le public se sont tellement modifiés, qu'il serait impossible de parler avec quelque certitude des travaux intérieurs des académies qui n'admettent point d'étrangers

à leurs séances. Je me bornerai donc, pour celles-ci, à des considérations générales qui trouveront leur place ailleurs, et je m'étendrai particulièrement sur l'Académie des sciences, qui seule a accepté une entière publicité, et qui a dévoilé de cette manière tous les principes de son existence et tous les ressorts de son organisation.

Mais d'abord, comment l'Institut a-t-il perdu son unité? comment une telle séparation s'est-elle opérée? Sous la république et sous l'empire, les différentes *classes* de l'Institut (c'est le nom qu'elles avaient alors) formaient un tout indivisible. A la restauration, quelques membres de la classe de langue et de littérature française, se rappelant qu'ils étaient les héritiers légitimes de *messieurs les quarante*, réclamèrent les entrées au château, dont jouissaient leurs prédécesseurs, et voulurent se séparer de leurs confrères trop bourgeois. Cette affaire souleva de vives discussions, et ce fut avec peine que, tout en consacrant le principe du rétablissement des anciennes académies (l'Académie française, celle des inscriptions et belles-lettres, l'Académie des sciences et celle des beaux-arts), le nom d'*Institut* fut conservé malgré l'opposition de quelques personnes qui tentèrent d'effacer jusqu'à ce dernier reste d'origine républicaine. En même temps, la restauration commit la faute énorme de chasser de l'Institut des savans célèbres auxquels on substitua, *par ordonnance*, des hommes qui eurent la faiblesse d'accepter une position indigne de leur talent. L'attitude de l'Académie française, les tentatives criminelles d'un gouvernement qui, redoutant partout le principe d'élection, voulait diriger le choix de l'Institut, et refusait même quelquefois de sanctionner les élections qui lui déplaisaient, obligèrent l'Académie des sciences, un peu délaissée par ses sœurs, à chercher une défense dans ses propres forces, dans la conscience de son utilité, dans la faveur dont elle jouissait auprès du public, et dans tous les moyens que lui offrait alors le mouvement libéral qui s'opérait parmi nous.

Le plus puissant de ces moyens, ce fut la publicité. D'après les réglemens, les séances ordinaires de toutes les académies de l'Institut étaient secrètes. L'Académie des sciences n'admettait que des étrangers célèbres momentanément à Paris, et les personnes dont les travaux avaient été approuvés et jugés dignes de paraître dans le recueil des *Savans étrangers*. Cet auditoire peu nombreux, mais choisi, était composé d'hommes capables de comprendre les lectures et de suivre les discussions, et c'est parmi eux que l'Académie se recrutait d'ordinaire quand elle éprouvait quelque perte. Un tel

public suffisait à sa véritable gloire, et les membres les plus illustres de ce grand corps, parmi lesquels il faut citer Laplace et Cuvier, qui savaient que la haute science ne peut jamais être expliquée directement à la foule sans perdre de sa rigoureuse et indispensable sévérité, s'efforçaient de maintenir cette demi-publicité. Mais les fautes du gouvernement rendirent vains leurs efforts; car, lorsqu'on vit annuler la nomination d'un homme tel que Fourier, lorsqu'on s'aperçut que la *congrégation* se mêlait à toutes les élections, on eut peur et l'on se jeta dans les bras de quelques gens habiles qui, appelant au secours des libertés académiques le public et la presse, saisirent avidement cette occasion d'augmenter leur influence et de se poser en protecteurs de la science. Nous sommes blasés aujourd'hui sur toutes sortes d'émotions, et nous nous rappelons à peine les jours où une élection à l'Académie des sciences remuait toute la société parisienne, et où les portes de l'Institut étaient assiégées par la foule avide de savoir si c'était le candidat de la cour ou celui de l'opposition qui avait eu le dessus. Le lendemain de la bataille, les journaux, racontant les incidens de la lutte, distribuaient les éloges aux libéraux, qui, comme de raison, avaient seuls la science en partage, et il n'y avait pas assez d'injures pour leurs adversaires, non-seulement désignés au public comme de mauvais citoyens, mais devenus par là même des ignorans, fussent-ils des Cauchy ou des Ampère. Il faut l'avouer, les hommes les plus éminens de l'Académie laissèrent alors échapper l'occasion d'assurer leur ascendant, qu'ils auraient affermi à tout jamais, s'ils avaient consenti à suspendre leurs travaux pour se jeter hardiment dans une lutte qui intéressait si profondément l'indépendance du corps auquel ils appartenaient. Par suite de leur inaction, il surgit d'autres influences qui ne prirent pas toujours naissance dans les véritables titres scientifiques, et ces influences, s'exerçant d'abord pour la défense de l'Académie, furent aidées par la voix de tous ceux qui croyaient avoir besoin d'appui et qui sentaient la nécessité de créer une grande réputation scientifique aux protecteurs qu'ils se donnaient. Prônés par la plupart de leurs confrères et par les journaux libéraux, ces protecteurs acquirent bientôt un ascendant à l'Académie et une réputation dans le public qu'ils auraient eu de la peine à obtenir si rapidement par leurs travaux.

Je viens de vous dire, monsieur, que ces résultats furent dus principalement à la publicité. D'abord il n'y eut que des communications officieuses avec quelques journalistes et surtout avec les rédacteurs du *Globe;* puis on en admit quelques-uns aux séances, et l'on aug-

menta sous divers prétextes le nombre des auditeurs ; enfin on ouvrit les portes à deux battans, on engagea tous les journalistes à entrer, on leur donna communication de la correspondance, on leur réserva des places particulières, on les flatta de toutes les manières, et, pour satisfaire aux exigences d'un nombreux auditoire, on construisit une nouvelle salle, qui est très incommode à plusieurs égards, mais où le public domine, où les meilleures places sont réservées aux rédacteurs des journaux, en face desquels, par une nouvelle disposition qui a semblé surprendre plusieurs personnes, se trouve le lecteur, qui paraît même ne plus parler aux membres de l'Institut. Et comme si tout cela n'était pas assez, pour ne négliger aucun moyen de publicité, on finit par obtenir de l'Académie la permission d'imprimer officiellement les *comptes rendus* de ses séances, et ce journal, qui a reçu depuis un si prodigieux accroissement, est devenu une espèce de feuille d'insertions gratuites où, parmi beaucoup de choses intéressantes, se trouvent parfois des annonces qui ne sont pas dignes de paraître sous le patronage de l'Institut. Cette facilité de publication a donné une extension inattendue à la correspondance, qui occupe, souvent sans beaucoup d'intérêt, la moitié des séances académiques, et elle sert merveilleusement à augmenter l'influence des personnes qui sont chargées de rédiger ce recueil périodique, et de choisir à leur gré les matériaux qui doivent le composer. Une telle publication enlève tous les ans à l'Académie des sommes très considérables qu'elle devrait consacrer aux progrès des sciences, et qu'elle est forcée quelquefois de prendre sur des fonds légués par différentes personnes pour récompenser les travaux utiles et les découvertes remarquables. Cette question des *comptes rendus*, dont les esprits sages commencent à se préoccuper vivement, renferme tout l'avenir de l'Académie; car, si l'on n'y prend pas garde, si l'on n'établit pas des règles sévères, toutes les autres publications finiront par être suspendues par l'effet de celle-ci, et l'Académie des sciences de Paris, qui ne faisait paraître autrefois que les travaux de ses membres et les recherches qu'elle avait approuvées après un examen sérieux, sera réduite à ne publier qu'un journal, rédigé à la hâte, dont tout le monde peut devenir collaborateur, et qui ne trouve même pas assez de souscripteurs pour subvenir aux frais d'impression.

Mais comment, direz-vous, l'Académie s'est-elle laissée engager dans une voie si insolite, si périlleuse? L'Académie, monsieur, frappée par une triste fatalité dans ses membres les plus illustres, l'Académie, qui avait vu disparaître en dix ans Cuvier, Laplace, Le-

gendre, Fourier, Fresnel, Jussieu, Ampère et Dulong, privée de la plupart de ses chefs naturels, ne savait plus autour de qui se grouper, et acceptait sans murmurer les pilotes qui s'emparaient du gouvernail. D'ailleurs, les nouveaux rapports qui s'étaient établis entre elle et le public ne tardèrent pas à réagir sur la direction de ses travaux. D'un côté, les applaudissemens de la galerie, que l'on n'obtenait que lorsqu'elle croyait comprendre les questions qui étaient traitées en sa présence, devaient peu à peu amener nécessairement l'Académie à descendre des hauteurs de la science pour se mettre à la portée de ceux qu'on lui avait donnés pour auditeurs et pour juges : c'est ainsi que les recherches abstraites, les travaux mathématiques, par exemple, qui autrefois avaient captivé principalement l'attention de ce corps savant, perdirent successivement de leur faveur, et cédèrent la place à des recherches moins élevées. D'autre part, les applications, et ce que l'on appelle les *connaissances utiles*, s'alliant nécessairement aux intérêts matériels, si prépondérans chez nous, contribuèrent à imprimer une nouvelle direction aux travaux académiques, qui ont été modifiés aussi par les fondations de M. de Monthyon. Je reviendrai plus tard, monsieur, sur ces célèbres fondations en général; mais, pour ne pas sortir actuellement de l'Académie des sciences, il est hors de doute qu'en chargeant ce corps de distribuer chaque année des sommes très considérables pour des travaux de médecine pratique, de mécanique et de chimie appliquées aux arts, on a rendu un très mauvais service à l'Académie en masse, qui s'est trouvée engagée de plus en plus dans la voie de la science subalterne, et à chacun de ses membres en particulier, qu'on oblige à perdre un temps précieux pour examiner une foule d'inventions et d'ouvrages qui ne sont trop souvent que des entreprises purement industrielles. Enfin les travaux des membres de l'Académie ont été modifiés surtout par l'apparition des *comptes rendus*; car, ce journal hebdomadaire offrant un moyen prompt et facile de publication, il en est résulté qu'au lieu de se livrer à des travaux de longue haleine, et de méditer profondément sur un sujet, comme on le faisait toujours autrefois pour rédiger les beaux mémoires qui sont la gloire de l'ancienne Académie des sciences, on s'est contenté quelquefois d'un premier aperçu, et l'on a livré à l'impression des notes incomplètes qui portent des traces évidentes de précipitation, et qui ne sauraient guère contribuer aux progrès des sciences ni à la réputation de leurs auteurs.

Voilà, monsieur, de bien grands changemens, et vous serez sans doute curieux de savoir quel est le dieu inconnu par lequel ils ont

été produits. Je pourrais ici m'arrêter et laisser à d'autres le soin de vous instruire de ces particularités, et ce serait sans doute le parti le plus prudent. Mais, d'un côté, il ne saurait y avoir un grand inconvénient à répéter tout haut ce que déjà tant de personnes disent tout bas, et d'ailleurs il est bon que les faits dont j'ai à vous entretenir soient constatés par un contemporain, afin que, si quelque érudit des temps futurs parvient d'ici à cent ans à découvrir dans un coin cet écrit, et s'il a le courage de le lire, il puisse y trouver l'explication des évènemens qui se passent de nos jours à l'Académie des sciences, et qui ne seront consignés ni dans les éloges ni dans les relations officielles. Eh bien donc! puisqu'il faut nommer le magicien qui a eu le pouvoir de produire cette grande transformation... ce magicien, c'est M. Arago.

Vous connaissez, monsieur, cet homme célèbre, dont le nom est devenu si populaire. Né dans le midi de la France, d'une famille originaire d'Espagne, il a les qualités et les défauts des hommes méridionaux. L'esprit prompt, l'imagination vive, la parole facile, beaucoup d'amour-propre, un désintéressement qui ne s'est jamais démenti, une grande mobilité dans les idées, plus d'énergie que d'activité, une impétuosité de caractère qui l'entraîne quelquefois trop loin, et, avec cela, beaucoup d'adresse, de modération même quand il ne peut pas emporter une question de haute lutte; très chaud pour ses amis, implacable et souvent injuste envers ses adversaires, M. Arago, en un mot, est un de ces hommes destinés à faire beaucoup de bien ou beaucoup de mal partout où ils se trouvent. Sorti de cette ancienne École polytechnique qui a donné à la France tant d'hommes éminens, il se fit distinguer de bonne heure par ses maîtres, et il fut chargé, très jeune encore, d'accompagner M. Biot en Espagne pour l'aider dans les opérations relatives à la mesure du méridien que cet habile astronome était chargé de diriger. Mais ses travaux furent interrompus par la guerre et par l'insurrection de la Péninsule. Après avoir couru les plus grands dangers, auxquels il ne put échapper que grace à l'habitude qu'il avait dès l'enfance de parler catalan, il arriva à Paris, où Monge, Laplace et M. Biot, voulant récompenser le zèle dont il avait fait preuve, lui ouvrirent bientôt les portes de l'Institut. Membre de l'Académie des sciences, attaché de bonne heure au Bureau des longitudes en qualité d'astronome, professeur à l'École polytechnique, examinateur à l'école de Metz, M. Arago se trouva dès sa jeunesse en possession des avantages qui ordinairement sont réservés à l'âge mûr comme récom-

pense de longs et pénibles travaux. A ce moment, le plus bel avenir se déroulait devant lui. Pendant que les plus anciens académiciens, au milieu desquels brillaient Lagrange, Laplace, Monge, Jussieu, Delambre, Berthollet, dictaient des lois à toute l'Europe, une foule de jeunes savans marchaient sur les traces de ces grands maîtres, et promettaient de continuer leur gloire. Et certes, les destinées futures de la science, confiées aux mains des Cuvier, des Poisson, des Fourier, des Cauchy, des Biot, des Dulong, des Ampère, des Geoffroy, des Gay-Lussac, des Thénard, des Malus, des Brongniart, des Mirbel, des Fresnel, des Magendie, des Blainville, semblaient devoir grandir sans cesse, et M. Arago n'avait qu'à suivre de si beaux exemples pour se créer, par des travaux solides, une réputation européenne. Mais la facilité de ses premiers succès, une certaine indolence que malheureusement il n'a jamais pu surmonter, la disposition particulière de son esprit, qui semble plus propre aux aperçus brillans et soudains qu'aux vastes conceptions, aux recherches longues et opiniâtres et aux théories élevées, le portèrent peu à peu à abandonner l'étude des mathématiques, à négliger l'astronomie théorique, et à ne chercher dans la physique, à laquelle il se livra presque exclusivement, que les faits curieux et singuliers, qui frappent, il est vrai, vivement l'imagination, mais qui sont aussi souvent le résultat d'un hasard heureux que de l'habileté de l'observateur.

La belle découverte de Malus sur la polarisation de la lumière éveilla dès l'origine l'attention des savans, et l'optique devint un sujet de recherches à l'ordre du jour. M. Biot et M. Arago s'y livrèrent des premiers. Malheureusement, au lieu de servir à resserrer les liens qui les unissaient, cette communauté d'études devint entre eux la source de discussions animées qui finirent par une rupture éclatante, et l'Académie fut souvent émue par les luttes de ces deux rivaux qui, dans la chaleur de leurs débats, se laissèrent parfois emporter beaucoup trop loin, surtout en discutant des questions toujours si délicates de priorité. D'autres savans se mêlèrent à ces discussions; et comme Laplace, qui voulait que l'on fût géomètre avant tout, avait semblé prendre parti contre M. Arago, on lui suscita des ennemis de toutes parts, on grandit exprès Legendre pour le lui opposer, on tendit la main à tous ceux qui attaquaient les résultats contenus dans la *Mécanique céleste*, et l'on remua toute la presse libérale pour la lancer contre nos anciennes gloires, qui, disait-on, n'étaient plus que de vieilles idoles qu'il fallait briser. Parce que le géomètre Laplace était devenu le marquis de la Place, sous

prétexte que d'autres académiciens faisaient partie de la *Société des Bonnes-Lettres*, ils furent, de par la charte, déclarés ignorans dans tous les journaux. C'est alors que, comme je l'ai déjà dit, le public commença à être admis à l'Académie, où il se fit le soutien des hommes qui ne voulaient pas briller uniquement par la science. Laplace fut réduit au silence, M. Biot s'absenta de l'Institut pendant plusieurs années, et M. Arago resta maître du champ de bataille.

Durant cette longue querelle, cet habile physicien n'avait fait guère que des communications verbales à l'Académie, tandis que son infatigable adversaire ne cessait de lire de longs et importans mémoires. Tous les savans regretteront que depuis trente ans M. Arago n'ait pas pu rédiger la seconde partie, qu'il avait promise au public, du seul mémoire qu'il ait inséré dans les volumes de l'Institut. Le temps (c'est l'auteur qui le dit) lui manqua alors, et malheureusement il lui a toujours manqué depuis. Cependant un homme d'un talent supérieur et dont la France devra toujours déplorer la fin prématurée, Fresnel, intervint dans la lutte et se chargea de fournir des armes à l'adversaire de M. Biot. Les découvertes de Fresnel resteront toujours dans la science, non pas seulement par l'importance des résultats, mais aussi par le talent avec lequel l'auteur a su les prévoir, les déduire les uns des autres et en former un des plus beaux systèmes scientifiques qui aient jamais été imaginés. Quelles que soient dans l'optique les destinées futures de l'hypothèse de l'émission ou de celle des ondulations, on devra toujours admirer la sagacité infinie avec laquelle Fresnel a su se diriger dans ses recherches à l'aide des principes théoriques qu'il avait adoptés, et il sera perpétuellement à regretter que ses amis n'aient pas pu l'arracher à la position subalterne dans laquelle il a vécu, ni le soustraire aux pénibles fonctions qui ont usé le reste de ses forces et contribué sans doute à précipiter dans la tombe, à la fleur de l'âge, un des plus ingénieux physiciens.

Si vous rattachez ce qui précède à ce que je vous ai déjà dit, monsieur, sur les fautes de la restauration et sur l'appui que le public et la presse avaient accordé à l'Académie des sciences, vous comprendrez quel ascendant devaient assurer à M. Arago, d'un côté ses succès contre M. Biot, et d'autre part le mouvement politique qui s'opérait dans les esprits. Ce fut alors l'époque la plus brillante de sa vie, et il faut reconnaître hautement que l'emploi qu'il fit d'abord

de son influence, tourna fréquemment au profit des sciences, et fut souvent favorable aux hommes qui les cultivent.

Mais si, dans les dernières années de la restauration, l'ascendant de M. Arago eut des avantages pour l'Académie, il devint nécessairement inutile et même dangereux dès que les besoins qui l'avaient créé eurent cessé de se faire sentir. Après la révolution de 1830, le gouvernement n'a jamais tenté de s'immiscer dans les affaires de l'Institut, et cependant, au lieu de diminuer, le pouvoir de M. Arago n'a fait que grandir. Nommé, par suite de la mort de Fourier, secrétaire perpétuel pour les sciences mathématiques, il ajouta à son influence personnelle celle que lui donnait la place éminente qu'on venait de lui conférer. Je ne m'arrêterai pas, monsieur, à vous signaler toute l'importance des fonctions que remplissent les secrétaires perpétuels, car elle ressort du titre même. Inamovibles, réglant la marche des travaux de l'Académie dans les sciences qui les concernent, dirigeant les rapports qu'elle doit avoir avec le public, administrant les fonds, surveillant les impressions, chargés dans les éloges de déterminer la part de gloire qui revient à chacun de leurs confrères, les deux secrétaires perpétuels de l'Académie des sciences jouissent, même sans la chercher, de la plus grande autorité. Imaginez, monsieur, ce que cela dut être chez M. Arago, avec ses précédens, avec son instinct de domination, surtout lorsque, par la mort de Cuvier, il perdit un collègue avec lequel il fallait réellement partager le pouvoir! D'ailleurs, la carrière politique dans laquelle M. Arago se lança après la révolution de juillet, le rôle qu'il voulut jouer à la Chambre, lui firent sentir encore plus la nécessité d'établir son autorité à l'Académie. Et comme, par suite de ses préoccupations politiques, il fut conduit à s'éloigner de plus en plus de la culture des sciences, et qu'il voulut se faire de l'Académie une tribune (ce qui l'amena à ce singulier système d'éloges dont malheureusement il a tant abusé), il dut s'appliquer à prévenir toute tentative d'indépendance de la part de ses confrères, qui commençaient à regarder avec surprise le chemin qu'on leur avait fait parcourir, sans pourtant comprendre encore toute la gravité de ces innovations.

Nous voici arrivés, monsieur, à un point délicat, c'est-à-dire à rechercher quels ont pu être les moyens employés par M. Arago pour s'assurer le concours de l'Académie. De nos jours, tous les partis s'accusent avec une légèreté inconcevable de corruption en matière électorale; mais, malgré tout ce qui a été dit à ce sujet, on

ne saurait nullement admettre que M. Arago se soit jamais laissé entraîner à voter plutôt pour le candidat qui paraissait devoir lui être le plus dévoué, que pour celui que la science désignait au choix de l'Académie, et il est plus raisonnable de supposer que ces bruits, qui, on doit pourtant l'avouer, ont pris dans ces derniers temps beaucoup de consistance, ne sont dus qu'à l'activité des démarches faites par M. Arago et par ses amis en faveur des candidats auxquels ils s'intéressaient. Cependant il importe que l'on s'impose à l'avenir une scrupuleuse réserve, afin qu'on ne puisse plus avancer que des membres de l'Académie sont devenus l'objet de la plus vive, de la plus persévérante animosité; qu'ils ont été traversés dans tous leurs desseins, pour avoir voulu voter suivant leur conscience, et non pas au gré de M. Arago. Tout cela, monsieur, est bien triste et bien déplorable. Si la supériorité de l'esprit, si la culture des sciences ne doivent pas élever l'homme et le soustraire aux petites misères de l'humanité, on ne sait plus où chercher la source de la dignité morale et de l'indépendance.

Sans vouloir scruter les replis des consciences, étudions l'histoire dans les faits qui se passent au grand jour. De notre temps, les rois trouvent partout des sujets rebelles, et tel a été le sort de M. Arago. Au moment où il croyait son influence assurée et à l'abri de toute atteinte, des résistances se sont manifestées, des discussions animées ont eu lieu à l'Académie. Il est vrai que d'abord la manière dont M. Arago, aidé par les journaux qui lui étaient dévoués, a traité ses adversaires, était faite pour leur ôter toute envie de revenir à la charge; mais l'exemple est souvent contagieux, et il s'est trouvé des hommes opiniâtres qui ont mieux aimé affronter les coups que céder sans combat. Ces luttes, dans lesquelles la modération n'a pas toujours été du côté du secrétaire perpétuel, ont aigri son esprit, et l'irritation a pris quelquefois chez lui un caractère si passionné, que tous les hommes sages en ont été frappés, et que la presse même a dû en déplorer l'excès. On se rappelle encore la grande querelle qui éclata, il y a plusieurs années, entre M. Arago et les rédacteurs de certains journaux radicaux, qui avaient quelquefois raison pour le fond et qui se donnèrent presque toujours tort pour la forme. Cependant, lorsqu'ils dirent avec une franchise toute républicaine qu'ils avaient élevé M. Arago et qu'ils sauraient bien l'abattre, l'avertissement, quoique rude, était bon : il aurait dû faire ouvrir les yeux au savant physicien, et lui prouver que la gloire véritable est bien différente de la popularité, qui brille et passe comme l'éclair. En cette

circonstance, l'Académie tout entière prêta main-forte à M. Arago : ses amis pour le soutenir, ses adversaires pour se venger de la presse, dont ils avaient eu souvent à se plaindre. Ce fut une grande faute que de céder à un petit ressentiment plutôt que d'accueillir et de protéger le seul principe d'émancipation et de résistance qui restât encore. Après cet incident, qui n'eut pas de suite, M. Arago marcha de succès en succès, et, s'il avait montré plus de modération dans la victoire, il aurait réduit au silence tous ses adversaires. Mais, enivré par la faveur populaire, il franchit quelquefois les bornes, et, ne ménageant pas assez ses confrères, il eut même le malheur de rompre, sur des prétextes frivoles, avec ses plus anciens amis, avec les membres les plus considérables de l'Académie, qui, néanmoins, dans l'intérêt des sciences, et un peu aussi pour ne pas compromettre leur tranquillité, hésitèrent long-temps avant de se déclarer contre lui, et se bornèrent pour la plupart à se tenir à l'écart.

Toutefois, poussés par l'instinct de la défense, les hommes indépendans se groupèrent peu à peu, et, dans quelques circonstances, ils surent résister avec avantage et faire prévaloir leur droit. M. Arago ne put voir sans un vif regret plusieurs de ses candidats écartés successivement par l'Académie, qui en choisissait de plus dignes. Après la colère cependant, vinrent les réflexions, et il sentit la nécessité de ne pas laisser à l'opposition le temps de s'organiser. Se rapprochant alors brusquement de ses anciens adversaires, il leur fit des avances, leur tendit la main et prit la défense des personnes qu'il avait souvent attaquées, qu'il avait même poursuivies des accusations les moins mesurées. C'est ainsi qu'après avoir fait la paix avec M. Biot, il s'est réuni au parti ultra-religieux, qu'il avait tant combattu sous la restauration. De cette manière, M. Arago est parvenu à se rendre de nouveau formidable, et il a eu souvent bon marché d'une opposition qui flotte un peu au hasard. Malheureusement rien n'est durable dans ce monde; lorsqu'il se croyait bien consolidé, il lui surgit des ennemis là où il devait s'y attendre le moins. Voici, monsieur, quelques détails sur ce nouvel incident, qui peut avoir les suites les plus graves pour la popularité et l'influence de cet habile astronome.

A la dernière séance publique de l'Académie des sciences, M. Arago a lu l'éloge d'Ampère, savant géomètre qui a cultivé avec éclat toutes les branches des connaissances humaines, et auquel la physique doit de notables progrès. Cet éloge, dont la lecture a duré près de trois heures, n'a eu, il faut l'avouer, qu'un médiocre succès. Malgré ses sympathies pour l'auteur, la presse a été presque unanime à cet

égard, et, quoique avec ménagement, elle s'est exprimée là-dessus en termes fort clairs. On s'était accoutumé à ne pas toujours trouver dans les éloges que prononçait M. Arago le respect des belles traditions académiques que Cuvier et Fourier avaient laissées. On savait que, pour lui, la science n'était pas l'affaire principale, et qu'il la sacrifiait quelquefois à la popularité; mais on croyait qu'après avoir poussé le système dramatique et anecdotique à l'excès dans son éloge de Carnot, il avait choisi exprès Ampère, qui n'avait jamais été un homme politique, pour faire amende honorable et revenir aux habitudes de l'Académie. L'attente du public a été bien déçue, lorsqu'on a entendu le secrétaire perpétuel parler si long-temps de choses totalement étrangères à la science, réciter des vers de Boileau, raconter des anecdotes douteuses, s'arrêter longuement sur les distractions si connues d'Ampère, et ne dire que quelques mots, qui ont paru à peu près inintelligibles, sur les travaux scientifiques du savant académicien. A chaque instant, M. Arago répétait qu'il n'avait pas le temps d'exposer les découvertes d'Ampère, et il prolongeait cependant son récit par de nouvelles anecdotes, et tout cela dans un style si diffus et d'une manière si décousue, qu'à la fin l'impatience avait gagné tout le monde. Les avis, je viens de le dire, furent unanimes dans l'auditoire, et la presse tout entière (excepté *la Quotidienne*) rendit fidèlement les impressions de la séance. Le *Journal des Débats* consacra à l'examen de cet éloge un article fort développé, où la question était traitée à fond, bien qu'avec beaucoup de modération. Là-dessus grande rumeur à l'Observatoire et grande colère chez M. Arago. Il paraît même que, dans la vivacité de son ressentiment, le savant astronome fit adresser des reproches et des espèces de menaces au docteur Donné, qui était l'auteur de cet article. Huit jours après, M. Donné, rendant compte de l'élection qui venait d'avoir lieu du vice-président de l'Académie, parla de ces menaces, et, à propos des trois tours de scrutin qui avaient été nécessaires pour arriver à un résultat, signala, avec mesure pourtant et sous forme dubitative, l'apparition d'un parti qui se serait formé derrière M. Arago, et dont ce savant astronome aurait été le chef. D'après tout ce que j'ai eu l'honneur de vous dire jusqu'ici, vous croirez facilement, monsieur, qu'il avait été souvent question à l'Académie de l'existence de ce parti; mais enfin le public n'en avait jamais été instruit par les journaux, et il lui était permis jusqu'à un certain point de l'ignorer. Vous pouvez donc vous figurer si le ressentiment du secrétaire perpétuel dut être apaisé par ce nouvel article, qui renfermait

de plus des remarques très judicieuses sur l'Académie, sur les changemens que la publicité y avait introduits, et sur les devoirs de la presse, qui doit savoir défendre l'indépendance des corps savans et les intérêts de la science envers et contre tous. L'effet fut tel, qu'il dicta à un des confrères de M. Arago la démarche la plus singulière qu'on puisse imaginer. A propos d'un écrit où M. Arago était seul en cause, l'académicien dont il s'agit adressa une provocation à M. Donné, et, pour lui prouver qu'il n'y avait à l'Académie aucune personne capable de disposer de sa voix suivant les intentions de M. Arago, il se montra prêt à donner sa vie pour lui. Raisonnement fort peu logique, et auquel M. Donné répondit que d'abord il ne concevait pas que M. Arago et les siens voulussent entraver le droit de libre examen dans tout ce qui est soumis au public, et que d'ailleurs il ne pensait pas que, si M. Arago se trouvait offensé, il pût permettre à personne de prendre sa place. Il paraît qu'on a senti la faute qu'on avait commise, et les choses n'ont pas eu d'autres suites; mais il faut savoir gré à M. Donné, qui est dans la force de l'âge, d'avoir montré à ses adversaires ce que doit être la véritable liberté de la presse, car, en France, il faut beaucoup plus de courage pour laisser tomber une provocation que pour en accepter les suites. Du reste, ce n'est pas la première fois que l'on a dit que les partisans de M. Arago ne craignaient pas de faire un appel à la violence pour préserver à tout prix leur chef des attaques qu'ils réprouvent moins quand elles ont un autre but. On raconte, en effet, qu'un de nos artistes les plus spirituels, ayant fait une charge de M. Arago, qu'il gardait chez lui sans l'exposer au public, se trouva assailli dans son propre atelier, et forcé, l'épée sur la gorge, de détruire la malencontreuse caricature. Ce fut bien dommage, car ceux qui l'ont vue assurent qu'elle aurait eu beaucoup de succès.

Ces dissentimens avec la presse et surtout avec un journal grave et répandu comme les *Débats*, ont porté un rude coup à M. Arago, car tous les pouvoirs qui s'insurgent contre le principe de leur élévation affaiblissent leur base et sont exposés à chanceler; et, comme pour M. Arago c'est la presse plutôt que les grands travaux scientifiques qui a fait sa force et sa réputation, le célèbre secrétaire perpétuel aurait dû à tout prix tâcher de prévenir une telle rupture. Il est vrai que les journaux républicains sont arrivés à son secours, mais il a été mal défendu et seulement pour acquit de conscience; l'avantage est resté au *Journal des Débats*. D'ailleurs, on ne saurait croire qu'il s'agisse ici d'une affaire de parti, puisque c'est dans les *Débats*

que M. Arago a trouvé ses plus sincères admirateurs, tant qu'il ne s'est servi de son influence que dans l'intérêt des sciences et de l'Académie. Je ne vous parlerai pas de quelques autres journaux qui, à cette occasion, ont avancé que M. Arago n'avait jamais rien fait et qu'il n'a aucun titre à la réputation dont il jouit, car c'est là évidemment une exagération inexcusable. M. Arago est un homme qui connaît admirablement certaines branches des sciences : personne ne sait mieux que lui l'optique, l'astronomie physique et la physique terrestre, et on lui doit plusieurs observations dont tous les savans apprécient l'importance. Mais il y a loin de là à cette universalité de connaissances, à cette suprématie de talent que ses amis lui attribuent et que la presse a proclamée si long-temps. Même après les pertes cruelles qu'elle a éprouvées dans ces dernières années, l'Académie renferme des hommes qui, parce qu'ils ont su rester fidèles aux sciences, ont contribué plus que M. Arago aux progrès des connaissances humaines, et dont le nom vivra probablement dans l'histoire plus long-temps que le sien.

Comme je vous l'ai déjà dit, M. Arago doit être rangé parmi les savans qui cherchent plutôt les phénomènes singuliers, capables de frapper l'imagination, que les théories élevées ou les résultats amenés par une étude profonde et persévérante. Les faits dont il a enrichi la science sont des observations heureuses qu'il a abandonnées presque immédiatement après les avoir faites, et qui ont eu besoin d'être fécondées par d'autres pour qu'on en sentît tout le prix. Ainsi, par exemple, la découverte du magnétisme développé par la rotation, qui est peut-être le fait le plus remarquable que la science doive à M. Arago, est un phénomène isolé qu'il rencontra, de son propre aveu, en cherchant autre chose et par accident, et qui place ce savant physicien à côté de M. Oersted pour la découverte de l'électro-magnétisme, de M. Dobereiner pour l'inflammation du gaz hydrogène mis en contact avec le platine spongieux, et de M. Dutrochet pour la découverte de l'endosmose. Cependant, sans les grands travaux de M. Faraday, qui a su rattacher les recherches de M. Arago à sa belle théorie de l'induction, l'observation du savant secrétaire perpétuel serait probablement restée aussi stérile que l'était la découverte de l'habile physicien danois avant les profondes recherches d'Ampère.

La faculté la plus remarquable de M. Arago, celle qui lui a valu principalement sa popularité, c'est son talent d'exposition, qui est véritablement d'un ordre très élevé. Il faut l'avoir entendu pour savoir avec quelle lucidité, avec quelle méthode il sait analyser une

question scientifique, la ramener à ses élémens les plus simples, éviter tout ce qu'elle a de trop difficile, et la présenter au public sous un aspect si séduisant, que les auditeurs s'imaginent avoir compris parfaitement des choses dont, privés comme ils le sont le plus souvent des connaissances nécessaires, ils ne sauraient avoir aucune idée nette. Cette faculté par laquelle M. Arago sait captiver l'attention de son auditoire et qui lui a valu tant de succès, jointe à la peine avec laquelle il travaille, aux fonctions politiques qu'il remplit, et qui lui prennent presque tout son temps, l'ont peut-être conduit à penser, bien à tort cependant, qu'il lui était inutile de se livrer à de nouveaux travaux scientifiques, et qu'il lui suffisait de parler pour augmenter sans cesse sa réputation. Mais on commence à remarquer que, depuis quinze ans, M. Arago n'a fait aucune observation, aucune recherche nouvelle, et qu'actuellement, en substance, tous ses travaux se réduisent en *projets* d'expériences qu'il a l'air quelquefois d'improviser au moment de la séance, en communications verbales relatives à des faits déjà anciennement connus, et en anecdotes scientifiques ou en extraits de la correspondance. M. Arago est très heureux lorsqu'il peut rencontrer une de ces questions singulières qui excitent la curiosité du public. On se rappelle avec quel empressement il rendit compte, il y a quelque temps, des *pluies de grenouilles*. Pendant trois mois, il en fut souvent question à l'Académie ; mais un érudit allemand ayant cru devoir citer, à l'appui de ce fait extraordinaire, je ne sais quel auteur ancien qui raconte une *pluie de bœufs*, le secrétaire perpétuel se le tint pour dit, et depuis cette époque on n'en a plus parlé. Une autre fois, ce furent les étoiles filantes périodiques que M. Arago annonça avec pompe. A cette occasion, un de ses confrères ne put s'empêcher de lui jouer un tour d'écolier; car, quelque temps après, il lut à l'Académie un mémoire où il commençait par citer votre savant ami M. Olmsted, à qui l'on doit cette remarque importante, et que M. Arago avait oublié de mentionner. Depuis plus d'un an, M. Arago ne cesse d'entretenir l'Académie de la découverte de M. Daguerre, de sorte que la salle des séances est devenue une espèce d'exposition permanente des produits de tous les opticiens de Paris. Il serait temps de mettre un terme aux communications de cette nature qui s'adresseraient bien mieux à la *Société d'Encouragement*, car rien n'est moins scientifique ni moins conforme aux usages de l'Académie et à la dignité des sciences, que la manière dont se manifeste la curiosité du public lorsqu'on lui présente (pour me servir de

l'expression attribuée à M. Berzélius) ces *joujoux scientifiques*. Au reste, cette tendance de M. Arago à faire valoir tout ce qui peut exciter la curiosité est tellement connue, que l'été dernier le propriétaire de deux chiens savans crût pouvoir demander (à ce qu'on assure) la permission de faire manœuvrer ses animaux devant l'Académie.

Comme secrétaire perpétuel, M. Arago est chargé de dépouiller la correspondance alternativement avec l'autre secrétaire, M. Flourens, et il s'en acquitte avec un succès qui sert à augmenter encore son influence; car les communications verbales qu'il fait à propos de certains mémoires, faisant briller leurs auteurs aux yeux des journalistes et du public, il est facile de concevoir combien de personnes il doit s'attacher ainsi. Cependant on doit dire que, malgré tous les moyens dont il dispose, ce n'est guère qu'en France, et surtout à Paris, qu'il exerce cet ascendant. A l'étranger, où sa popularité ne peut guère avoir d'écho, et où l'on juge d'après les travaux imprimés, M. Arago est fort amoindri. Au reste, ses relations avec les différentes parties de l'Europe subissent des alternatives et des changemens assez fréquens. Ainsi, par exemple, à cause de ses discussions avec M. Brewster, M. Arago fut long-temps en guerre contre les savans anglais; puis, lorsqu'à son dernier voyage en Angleterre, il se vit fêté et nommé citoyen de je ne sais combien de villes de l'Écosse, il changea d'opinion et devint l'admirateur de ces mêmes savans qu'il avait tant critiqués. Mais ne voilà-t-il pas que, se confiant un peu légèrement peut-être au savoir de lord Brougham, qu'il avait cependant révoqué en doute dans l'éloge d'Young avant que la communauté des opinions politiques eût rapproché les radicaux des deux nations, le secrétaire perpétuel a répété dans l'éloge de Watt des insinuations qui ont semblé blessantes pour la mémoire de Cavendish. Là-dessus grande rumeur au-delà du détroit; les savans s'émeuvent, l'association britannique, corps illustre qui dirige actuellement la marche des sciences en Angleterre, lance un manifeste contre lord Brougham et contre M. Arago, où elle leur dit qu'ils n'ont pas examiné les pièces, qu'ils n'ont pas étudié les faits. Le savant astronome a annoncé qu'il préparait une réponse, et l'on dit qu'il est fort disposé à tonner de nouveau contre la perfide Albion. Il faut que des deux côtés la question soit examinée avec calme et sans aucune prévention politique, afin qu'on ne puisse pas dire que les uns défendent Watt parce qu'il était plébéien, et que les autres soutiennent dans Cavendish un représentant de l'aristocratie.

Depuis la mort de Cuvier, les relations scientifiques de l'Institut avec l'Allemagne sont devenues de jour en jour moins fréquentes, et c'est grand dommage, car on sait combien sont solides et profonds les travaux des Allemands. Peut-être M. Arago n'éprouve-t-il pas assez de sympathie pour ces savans du Nord qui cherchent moins la réputation de leur vivant que la gloire après leur mort; et d'ailleurs, ne connaissant pas leur langue, il est encore moins porté à apprécier leurs écrits. Les seules communications qu'il ait avec l'Allemagne dépendent de l'amitié qu'a pour lui M. de Humboldt, savant célèbre, qui sait suffire à tout, et qui, malgré son séjour à la cour et ses succès de société, ne cesse de travailler et de produire toujours d'importans ouvrages. On doit regretter vivement que, sous le rapport scientifique, l'Allemagne ne soit plus aussi intimement liée à la France qu'elle l'était autrefois. Dans le siècle dernier, notre littérature dominait dans toute l'Europe, les cours du Nord avaient adopté notre langue, les académies les plus célèbres de l'Allemagne publiaient leurs mémoires en français, et, depuis Pétersbourg jusqu'à Lisbonne, il ne se faisait aucune découverte, aucune observation intéressante, que l'auteur ne s'empressât d'en donner connaissance à l'Académie des sciences de Paris, qui, à huis clos et sans chercher la popularité, avait établi partout sa suprématie. Et maintenant on dirait qu'à mesure que l'on fait des avances au public, la sphère d'action et l'influence de l'Académie diminuent. L'Académie de Berlin s'est séparée de nous et emploie la langue allemande pour ses publications. Les hommes les plus illustres du Nord, les Berzélius, les Gauss, n'envoient même plus leurs ouvrages à l'Institut. C'est là un fait grave, qui intéresse au plus haut degré la dignité du corps et la gloire scientifique de la France. Rétablir les relations qu'avait l'Académie avec les sociétés savantes des autres pays, lui rendre tout son ascendant en Europe, voilà ce que doivent chercher de préférence les hommes qui sont ses organes officiels, et qu'elle a choisis pour interprètes et pour représentans.

Les succès que M. Arago a obtenus à l'Académie en s'appliquant à populariser la science l'ont porté à introduire partout le même système. Dans les cours d'astronomie qu'il est chargé de donner à l'Observatoire, et qui malheureusement sont devenus si rares, il ne semble chercher qu'à attirer un nombreux auditoire, à intéresser les dames et les gens du monde, de sorte que ses leçons sont devenues une espèce de supplément au *Spectacle de la Nature* de l'abbé Pluche, où les lois les plus sublimes de l'univers sont exposées sans

aucune démonstration et sous la forme de récit. Le talent du professeur est sans doute admirable, mais la dose de science qu'il communique à ses auditeurs n'est pas proportionnée à ce talent, et d'ailleurs on doit regretter que M. Arago ne se montre pas toujours suffisamment pénétré de la dignité du professorat. Les habitués de l'Observatoire se rappellent encore le jour où dans une de ses leçons ce savant astronome vint à parler subitement d'un *gigot de mouton.* L'auditoire émerveillé ne comprenait rien à cette constellation d'un nouveau genre; mais, à la séance suivante, le mystère fut expliqué, et l'on apprit que ce comestible n'avait apparu au cours d'astronomie que par suite d'un pari fait par le professeur avec l'une de ses plus spirituelles élèves, de parler à ses leçons d'un sujet quelconque qu'elle voudrait bien lui indiquer.

M. Arago, qui depuis tant d'années n'a pas su trouver le temps d'achever les belles recherches scientifiques qu'il avait entreprises, s'est occupé de rédiger, pour l'*Annuaire du Bureau des longitudes,* des notices populaires où brille un remarquable talent d'exposition, mais qui ne méritaient certainement pas d'exercer un esprit aussi distingué. Le désir de captiver sans cesse l'attention, n'importe à quel prix, lui a fait accueillir dernièrement, avec un peu trop de facilité peut-être, des anecdotes scientifiques qui ne semblent pas reposer sur des fondemens assez solides; et comme d'ailleurs son ardeur pour la popularité n'a jamais pu stimuler son activité, il en est résulté d'abord qu'au grand déplaisir de l'éditeur, un almanach où sont prédites les éclipses ne paraît souvent qu'après le milieu de l'année, lorsque les prédictions astronomiques qu'il contient ont pu se vérifier d'avance, et que, d'autre part, n'ayant pas le temps de remonter toujours aux sources et de faire lui-même l'histoire, M. Arago a été forcé de la prendre quelquefois toute faite dans les livres des autres, ce qui l'a exposé à tomber dans plusieurs inexactitudes, et l'oblige à rester dans le vague lorsqu'il doit citer quelque ouvrage. On dit que, vers la fin de sa vie, le pauvre M. Salverte parlait souvent de son ami M. Arago, qui, disait-il, avait emprunté sans le citer, à son *Histoire des Sciences occultes,* des faits piquans sur l'électricité et sur les machines à vapeur.

Au reste, les savans pardonneraient plus facilement à M. Arago son goût pour la popularité, s'il avait à leurs yeux toutes les qualités nécessaires à la place qu'il occupe à l'Académie. Mais ce qui lui nuit le plus et ce qu'il s'efforce en vain de cacher, c'est que, secrétaire perpétuel pour les sciences mathématiques, il n'est guère en état d'ap-

précier les travaux analytiques qui sont adressés à l'Institut. Sur ce point, les avis de tous les hommes compétens sont unanimes : ses amis les plus dévoués se taisent, mais n'osent pas contester la vérité du fait. Ce défaut se révèle à chaque instant de la manière la plus fâcheuse dans son cours, et surtout à l'Académie, où il lui est arrivé parfois de se tromper même dans les expressions techniques et dans les termes les plus usuels. C'est là véritablement son côté faible, et l'on conçoit combien un tel fait a de gravité pour le successeur de Fourier. Il n'y a pas un seul géomètre au monde qui ne sache au juste combien sont restreintes les connaissances mathématiques de M. Arago; et si le public reste encore dans le doute à ce sujet, c'est qu'il s'agit de sciences difficiles et qui ne sont pas à la portée d'un nombreux auditoire. Il y a eu sans doute d'autres illustres physiciens qui n'étaient guère géomètres; mais ceux-là avouaient leur insuffisance, et probablement ils n'auraient pas ambitionné la place de secrétaire perpétuel pour les mathématiques à l'Académie des sciences de Paris. C'est peut-être aussi pour cacher ce défaut que M. Arago, bien que doué de si heureuses facultés, a consenti à perdre la plupart de ses avantages, à se suicider pour ainsi dire aux yeux des savans, et à ne rechercher que les applaudissemens de la foule qu'elle jette toujours à ceux qui la flattent, et que par lassitude ou par caprice elle refuse un jour à ses plus chères idoles. Un homme de talent qui, au lieu de se livrer à des recherches originales, se ferait l'écho et le traducteur des idées des autres pour se rendre populaire, imiterait à son insu cet écrivain célèbre qui se fit comédien, sous prétexte qu'il voyait les acteurs toujours plus applaudis que les auteurs. Sans doute, Talma et Mlle Mars ont obtenu plus d'applaudissemens dans leur vie que n'en eurent jamais Corneille ou Racine; mais, sans parler des couronnes qui vont chercher l'auteur sur la tête du comédien, demandez après cent ans ce que sont devenus les plus grands acteurs? Tout meurt avec eux, tandis que la gloire de l'écrivain traverse les siècles et ne cesse jamais de grandir.

Pour vous donner une idée complète de M. Arago, il faudrait que je pusse vous le montrer aussi hors de l'Académie, car ce n'est pas là seulement qu'il cherche à exercer son influence et à faire prévaloir son opinion. M. Arago, vous le savez, est aussi un homme politique; il est député, il est membre du conseil général de la Seine; et mettant habilement à profit, à la chambre sa position scientifique, ailleurs son influence politique, il a su étendre partout son autorité. C'est ainsi qu'il a établi sa prépondérance à l'Observatoire

et dans le conseil de l'École polytechnique. Je reviendrai une autre fois, monsieur, sur cette école célèbre et sur l'Observatoire de Paris, auquel est attaché le sort de l'astronomie en France, et d'où l'on voudrait voir sortir plus souvent des travaux comparables à ceux que produisirent, dans le siècle dernier, les astronomes qui surent répandre tant d'éclat sur ce grand établissement.

Comme je ne veux nullement entrer dans la politique, je me bornerai à vous faire remarquer qu'à la Chambre M. Arago n'a pas réussi à se créer une position tout-à-fait conforme à son talent. Cela tient en partie sans doute aux opinions démocratiques qu'il professe, mais en partie aussi au caractère un peu trop passionné et souvent personnel des discours qu'il a prononcés. On ne conçoit pas, en effet, pourquoi un homme d'un esprit si distingué, et dont les connaissances théoriques auraient pu en plusieurs circonstances être très utiles à la Chambre, n'a presque jamais pris la parole sans attaquer quelque corps ou quelque individu. L'enseignement classique tout entier, l'École des ponts-et-chaussées, la marine, les examinateurs de l'École de Saint-Cyr, et même le professeur d'astronomie du Collége de France, ont été tour à tour l'objet de ses agressions. M. Arago semble oublier quelquefois que du haut de la tribune un député parle à la France et à l'Europe entière, et que, pour ne pas compromettre sa dignité, il doit toujours s'abstenir de toute personnalité.

Vous trouverez peut-être, monsieur, que, voulant vous parler de l'état des sciences en France, je vous ai entretenu bien long-temps d'un seul homme. Mais si vous considérez la position que cet homme occupe à l'Institut et à la Chambre, l'influence qu'il exerce sur une partie notable de la presse, les nombreux partisans qu'il a dans les premiers corps scientifiques de Paris, sa grande popularité, l'activité avec laquelle il sait servir ses adhérens et poursuivre ses adversaires; si vous remarquez qu'il est devenu le chef d'un parti redoutable qui menace de tout envahir, vous comprendrez que je ne pouvais pas me borner à quelques mots sur son compte, et qu'en vous le faisant connaître, je vous initiais aux ressorts cachés, mais puissans, qui agissent continuellement chez nous sur les sciences, et qui, si la chose était possible, tendraient à les faire descendre des plus hautes sommités pour les amener à suivre l'impulsion capricieuse de la foule et à ambitionner le suffrage de juges incompétens.

Les défauts que j'ai dû signaler dans M. Arago ne m'empêchent pas, monsieur, de reconnaître ses qualités. Personne plus que moi

n'est porté à admirer son talent; et si j'ai avancé que par suite de son caractère impérieux, de son désir ardent de popularité, l'influence qu'il exerce actuellement n'est plus aussi utile à l'Académie qu'elle l'a été autrefois, c'est que je le crois capable d'entendre ces paroles et de se vouer au progrès des hautes sciences avec un zèle égal à celui qu'il a montré jusqu'ici pour la propagation des connaissances élémentaires. Que M. Arago reprenne sérieusement ses travaux, qu'il laisse à chacun la liberté de ses opinions, et il n'y aura jamais assez d'éloges et de couronnes pour lui; mais si, écoutant de perfides conseils, il voulait abuser de son ascendant pour imposer toujours sa volonté, pour faire dominer de plus en plus la science populaire, alors tous ceux qui aiment la France se verraient à regret forcés d'élever la voix pour avertir le public des dangers qui menacent les hautes sciences et la gloire nationale. Au reste, c'est surtout M. Arago qui maintenant est entouré de dangers, car l'abus du pouvoir finit toujours par amener une réaction violente où l'injustice marche à la suite de la révolte, et l'on peut affirmer que, malgré ses succès actuels, s'il ne se hâte de changer de système, avant peu il tombera, et qu'il se verra même privé du degré d'influence et de réputation que ses talens devaient lui assurer. L'expérience et l'histoire sont là pour justifier cette prédiction.

Vous ne vous attendez pas sans doute, monsieur, à trouver dans cette lettre l'exposé des travaux de tous les membres de l'Académie, car un tel exposé ne serait rien moins que l'histoire des sciences en France depuis la fin du XVIII[e] siècle. D'ailleurs, ce ne sont pas les travaux individuels que vous voulez étudier, c'est l'ensemble des connaissances humaines qui vous intéresse et dont vous voulez suivre les progrès. Toutefois, comment résister au désir de vous nommer quelques-uns au moins de ces savans illustres qui honorent notre siècle et l'humanité? Et d'abord ce Gay-Lussac, grand chimiste et grand physicien, dont tous les travaux sont des chefs-d'œuvre, et qui, malgré sa modestie, jouit d'une si belle gloire. Qui n'a pas admiré la parfaite urbanité avec laquelle il combattit les opinions de Davy sur les points les plus élevés de la science? Il a semblé seul ne pas s'apercevoir qu'il avait vaincu l'illustre chimiste anglais. Et ce Thénard, qui, au mérite de contribuer personnellement aux progrès de la philosophie naturelle, a su joindre celui encore plus rare de faire des élèves qui sont devenus à leur tour des maîtres célèbres, et de les signaler avec une affection paternelle à l'estime du pays. C'est à MM. Thénard et Gay-Lussac, dont les noms se trouvent si souvent

réunis; à M. Chevreul, qui sait porter le flambeau de la philosophie dans toutes les questions dont il s'occupe; à M. Berthier, qui s'est créé une si brillante spécialité dans la chimie minérale; à M. Robiquet, qui a fait tant d'observations ingénieuses; à toute la section de chimie, en un mot, que la France doit cette jeune et brillante école à la tête de laquelle se sont placés MM. Dumas et Pelouze, et qui compte, même en dehors de l'Institut, tant d'habiles chimistes. Dumas, esprit supérieur, si connu pour le succès de ses leçons et pour sa belle théorie des substitutions, appartient à cette famille Brongniart, qui actuellement a cinq de ses membres à l'Académie des sciences, et dont le chef semble éviter avec un soin particulier de faire usage de l'influence que ses travaux et sa position lui ont si bien méritée. Les Brongniart et les Geoffroy paraissent destinés à remplacer à l'Institut les Cassini et les Jussieu, qui honorent la science depuis si long-temps, et qui malheureusement semblent ne pas devoir laisser de postérité académique.

Si la chimie est la science que l'on cultive actuellement avec le plus d'ardeur et de succès parmi nous, la physique ne se trouve pas dans un état aussi prospère. Ce n'est pas que, même après la perte irréparable d'Ampère et de Dulong, l'Académie ne renferme des physiciens du premier ordre. La section de physique est une des plus fortes de l'Institut; mais au dehors les physiciens sont rares, et le nombre des candidats est fort restreint quand il y a quelque vide à remplir. Cependant une section qui se compose d'hommes tels que MM. Gay-Lussac, Poisson, Savart, Becquerel et Pouillet, et qui se trouve renforcée par MM. Arago et Biot, et par les chimistes de l'Académie, lesquels en général sont aussi de très habiles physiciens, doit nécessairement exercer son influence dans le public, et ramener à l'étude des grandes lois de la nature ces esprits ingénieux qui maintenant ne semblent prendre intérêt qu'aux phénomènes particuliers de la chimie organique. Le champ est vaste et promet de riches moissons. Malheureusement, la physique ne mène pas, comme la chimie, à la fortune, et, dans notre siècle, le moindre perfectionnement sur la fabrication du sucre de betterave aura toujours plus de retentissement dans le public que toutes les belles recherches de M. Savart sur l'acoustique, ou de M. Becquerel sur l'électricité.

De même que la chimie, la mécanique est destinée à satisfaire aux besoins actuels de la société : aussi, non-seulement elle se trouve dignement représentée à l'Institut par des hommes du plus grand mérite, mais il y a au dehors plusieurs savans distingués que l'on

s'impatiente de ne pas voir encore à l'Académie. Tous les services publics ont été mis à contribution pour enrichir la section de mécanique. La marine a donné M. Dupin; les ponts-et-chaussées MM. Cauchy et Coriolis; M. Poncelet est sorti de cette belle école de Metz où la science est appliquée à la fois à la défense et à la prospérité du pays. M. Gambey, entré récemment à l'Académie, et qui jouit d'une réputation si bien méritée, est un exemple frappant de la supériorité de la classe ouvrière chez nous, où chaque individu a dans son sac à outils la médaille de membre de l'Institut. Enfin, il ne faut pas oublier un académicien libre, M. Séguier, qui trouve dans les plus ingénieuses combinaisons mécaniques un délassement à ses graves fonctions de magistrat.

La section de géométrie, qui est la première à l'Académie, était peut-être aussi la plus forte et la plus illustre lorsqu'elle renfermait à la fois Lagrange, Legendre et Laplace. Maintenant, quoique, sous la direction du vénérable M. Lacroix, elle soutienne encore l'honneur du corps, elle fait entendre trop rarement sa voix, et, excepté quelques beaux mémoires de M. Poinsot sur la philosophie des mathématiques, on ne connaît aucun travail analytique sorti récemment de la plume d'un des membres de cette section. Sans doute, M. Puissant est à la tête de tous ceux qui s'occupent de géodesie en Europe, M. Biot est un physicien du premier ordre; mais, comme géomètres, ils ne prennent part que bien rarement aux travaux de la section à laquelle ils appartiennent. Cependant cette section est renforcée à l'Académie par d'autres savans qui suffiraient seuls à la réputation de la France. A leur tête brille M. Poisson, si fertile et si profond à la fois, que nous pourrons toujours montrer aux étrangers avec un juste sentiment de fierté nationale, et qui a fait faire à la mécanique céleste, à la physique mathématique, à toutes les branches de l'analyse, de si notables progrès. M. Cauchy, qu'après une longue absence on a vu avec plaisir rentrer à l'Académie, étonne l'Europe par le nombre et la variété de ses travaux Enfin, M. Poncelet, qui, lorsqu'il était prisonnier en Russie, pour se soustraire aux ennuis d'un séjour forcé dans des pays barbares, sut créer des méthodes qui ont donné une nouvelle impulsion à la géométrie, mérite d'être cité parmi nos plus habiles mathématiciens. De tels exemples doivent exciter la jeunesse à cultiver avec ardeur la science qui, depuis deux siècles, n'a cessé de briller chez nous. L'esprit géométrique ne s'éteindra jamais en France, mais on pourrait craindre qu'après avoir bien appris les mathématiques, nos jeunes savans,

attirés par des avantages et des séductions de toute nature, ne négligeassent les sciences abstraites pour se livrer trop exclusivement aux applications. Cependant le danger est loin d'être imminent; car, même en dehors de l'Institut, il existe plusieurs géomètres qui cultivent avec succès les branches les plus élevées de l'analyse, et auxquels il ne manque que le titre d'académicien.

Ce sont les naturalistes qui, à l'Académie des sciences, produisent le plus grand nombre de mémoires et de travaux originaux. M. de Mirbel, qui a tant fait pour la physiologie végétale, a donné récemment une preuve admirable de dévouement et de zèle, en allant étudier dans l'Algérie le mode de développement du palmier. Lors de la dernière irruption des Arabes, l'Académie s'est émue en songeant qu'un tel botaniste, qui depuis plus de trente ans ne cesse de contribuer aux progrès de la science, pouvait tomber sous le fer d'un barbare. Heureusement ces craintes n'étaient pas fondées : M. de Mirbel est revenu au milieu de ses confrères, et il va sans doute leur communiquer bientôt les résultats de son voyage. M. de Blainville, qui, pour la profondeur et la variété de ses connaissances, est regardé à l'Académie comme le successeur de Cuvier, a dû accepter aussi l'héritage des discussions et des rivalités de ce grand naturaliste, et combattre les tendances de l'école synthétique et philosophique dont le chef, M. Geoffroy Saint-Hilaire, dédaignant de suivre la route ordinaire, aime surtout, à ce que l'on dit, à être appelé le Kepler de l'histoire naturelle. M. Magendie, dont les beaux travaux sont connus dans toute l'Europe, ne cesse de combattre pour la science positive et pour les faits, contre ce que la médecine et la physiologie peuvent avoir de systématique et de trop conjectural. Malgré ses occupations nombreuses, M. Flourens entretient souvent l'Académie du résultat de ses recherches. Scrupuleusement attaché, dans l'histoire naturelle, à la méthode expérimentale, dans le sein de l'Académie, aux réglemens, M. Flourens, comme savant et comme secrétaire perpétuel, est doublement utile à l'Institut. M. Breschet est un de ces hommes qui savent allier la pratique de l'art difficile de guérir aux travaux les plus remarquables sur l'histoire naturelle générale. MM. Audouin et Milne Edwards offrent le spectacle rare d'une amitié scientifique qui a résisté à toutes les chances de dissolution, aux candidatures auxquelles ils se sont présentés ensemble, et à la réputation qu'ils ont acquise dans les mêmes branches de l'histoire naturelle. Admis tous deux, et dans la même année, à l'Académie, ils sont destinés par leur âge à la faire jouir long-temps du fruit de leurs travaux.

On pourrait ajouter d'autres noms illustres à ceux qu'on vient de citer; mais malheureusement il y a des académiciens qui depuis très long-temps n'ont pas lu un seul mémoire à l'Institut, et dont, pour ce motif, il me semble que je dois m'abstenir de parler ici. A la vérité, pour les médecins de l'Académie, cette inaction est presque une nécessité; car, chargés ordinairement de quelque cours public et accablés par une nombreuse clientelle, ils se voient de plus ravir par les commissions des prix Monthyon le peu de temps dont ils pourraient disposer pour se livrer à l'étude. Concevez-vous, monsieur, quelque chose de moins logique, de moins profitable aux véritables intérêts de la science, qu'un réglement qui force des hommes tels que les Larrey, les Double, les Magendie, les Dumeril, les Breschet, les Roux, les Serres, à interrompre tous leurs travaux scientifiques pour s'occuper exclusivement pendant plusieurs mois de l'examen d'ouvrages qui sont, sans aucun doute, bien inférieurs aux écrits originaux qui sortiraient de la plume de ces hommes célèbres, si on ne les privait pas ainsi de leur temps? C'est là un des inconvéniens les plus graves des dispositions testamentaires de M. de Monthyon, et ce n'est pas le seul. Mais il n'y a pas uniquement des médecins à l'Académie, et l'on ne conçoit pas comment des hommes d'un talent incontestable, qui sont dans la force de l'âge, et qui peuvent disposer de leur temps, n'entretiennent pas plus souvent leurs confrères du fruit de leurs recherches. Leur silence appauvrit le corps auquel ils appartiennent; il est à désirer, de toutes manières, qu'il ne se prolonge pas davantage. Les marques non équivoques de satisfaction que donne toujours l'Académie lorsqu'un de ses membres, surtout des plus anciens, demande la parole pour lire un mémoire, doit prouver généralement que, malgré des tendances et des aberrations individuelles, la haute science conserve son ascendant à l'Institut, et que ce corps n'a jamais cessé de rendre hommage au véritable talent.

Ne croyez pas cependant, monsieur, que par ces réflexions je veuille m'associer à ces voix malveillantes qui s'en vont répétant que les membres de l'Académie des sciences ne travaillent plus, et qu'il est nécessaire de réveiller leur zèle à tout prix : sans parler de ces illustres vétérans qui, au déclin d'une vie noblement employée, servent d'exemple à leurs jeunes confrères, même parmi ceux qui ne prennent jamais la parole, il n'y en a presque pas un seul qui ne poursuive avec persévérance un sujet déterminé de recherches, ou qui ne s'occupe activement de la publication d'un ouvrage considérable. Mais ces ouvrages contribuent plus à la réputation individuelle

de l'auteur qu'à la gloire du corps dont il fait partie, et il faudrait qu'avant de livrer le résultat de ses recherches au public, chaque auteur, dans un mémoire détaillé, rendît compte de ses travaux à l'Académie. On enrichirait ainsi toujours les volumes académiques, et l'on ne laisserait guère à la science secondaire les moyens de s'introduire à l'Institut, ni d'absorber par la correspondance un temps si considérable.

Après vous avoir parlé rapidement des savans les plus célèbres que réunit dans son sein l'Académie des sciences, de leur influence sur le public, et de l'action que le public exerce sur eux, il me resterait à vous entretenir, monsieur, des rapports de cette Académie avec les autres classes de l'Institut et avec le gouvernement, des relations qu'elle a établies dans toutes les parties de l'Europe à l'aide de ses correspondans, à l'aide surtout de ses huit associés étrangers, pris parmi ce que la science a de plus éminent. Mais, sous cet aspect, ce n'est plus l'Académie des sciences seulement qu'il faut considérer, c'est l'Institut tout entier qui jouit des mêmes attributions, qui exerce la même influence, et qui a su se rattacher tous les talens de l'Europe. Je vous demanderai donc la permission de renvoyer à une autre occasion l'examen de tout ce qui se rapporte à l'organisation générale de l'Institut, à l'action qu'il exerce comme corps unique, et je terminerai cette lettre par quelques remarques dont j'espère que vous reconnaîtrez l'opportunité.

J'ai dit en commençant que je me voyais à regret exposé à froisser l'amour-propre de quelques savans illustres dont j'admire sincèrement le talent; car le jugement que j'ai dû porter sur des hommes d'un mérite si éminent a pu, je le crains, les irriter contre cet inconnu qui, malgré lui, était forcé parfois de mêler la critique à l'éloge. Mais ce qu'il y a de plus singulier dans ma position, c'est que peut-être cette lettre est destinée à exciter encore plus de ressentiment chez les personnes dont je partage et défends les opinions que chez les hommes dont j'ai dû combattre les tendances. Cela tient surtout à l'abus que l'on a fait quelquefois de la publicité à l'Académie, abus par suite duquel les savans qui ont eu à s'en plaindre ont conçu la plus vive aversion contre toute intervention de la presse dans les affaires de l'Institut. Cette aversion, qui est peut-être exagérée, ne tend à rien moins cependant qu'à les livrer sans défense à leurs adversaires. Si tout le monde s'imposait la même réserve, on conçoit les scrupules qui pourraient arrêter quiconque serait tenté de faire un appel à la publicité; mais reconnaître

qu'entre les mains de certaines personnes, la presse est un moyen puissant qui leur a donné souvent la victoire, qui a servi même quelquefois à égarer l'opinion publique, et vouloir combattre en se privant de l'arme à laquelle on attribue tous les avantages de ses adversaires, c'est véritablement accepter un duel où l'on sait d'avance que l'on doit succomber. D'ailleurs, la presse n'a pas de parti pris ni de préventions : elle a reproduit les opinions de ceux qui se mettaient en rapport avec elle, et ne pouvait pas faire autrement; mais elle est prête à accepter la vérité, de quelque côté qu'elle lui vienne. Il faut donc ne pas la repousser lorsqu'elle combat avec modération et convenance pour les saines idées. Voilà du moins mon opinion : elle servira, je l'espère, d'excuse à mon zèle.

Cependant, si la presse est un auxiliaire qui, dans l'état actuel des choses, ne saurait être négligé, je crois que celui qui a la prétention, trop ambitieuse peut-être, de porter la parole dans l'intérêt des sciences, doit s'effacer avec soin, afin qu'on ne puisse pas supposer qu'il n'a soulevé certaines questions que dans le but d'attirer sur lui l'attention du public. Voilà pourquoi, monsieur, mon nom ne sera pas imprimé ici. Mais, tout en gardant l'anonyme, je ne cesserai jamais d'avoir devant les yeux les devoirs de l'écrivain, et je me rappellerai toujours que, quoique je me sois placé à l'écart, je dois me conduire de manière à pouvoir, s'il le faut, me présenter à tout instant pour assumer la responsabilité de mes écrits.

* * *

LE

THÉATRE EN ITALIE.

I.

STENTARELLO.

La haute comédie est morte en Italie, il est vrai qu'elle n'y a jamais été fort vivante; Goldoni, Carlo Gozzi, le comte Giraud, effleurent l'écorce comique plus souvent qu'ils ne pénètrent au cœur. Goldoni est plein de verve, mais il est grossier; Gozzi abuse de la poésie et pousse le fantastique jusqu'au délire. Giraud, esprit voltairien, offre un assez heureux mélange de gaîté et de sensibilité, sa comédie de *Don Desiderio* ne manque ni d'intérêt ni de nerf comique; mais ce ne sont là que des étincelles : rien de franc, rien de complet. *La Mandragore* de Machiavel est toujours la seule comédie vraiment digne de ce nom qu'ait produite l'Italie, comédie peut-être un peu triste.

Ce ne sont pas cependant les sujets qui ont manqué aux poètes comiques italiens. Les ridicules par-delà les Alpes ne sont ni plus rares ni plus communs qu'ailleurs; ils sont seulement moins remarqués et moins sentis. A bien dire, dans ce que nous appelons des *ridi-*

cules, un Italien voit plutôt des manières d'être plus ou moins fâcheuses que des sujets de moquerie. L'avarice, la misanthropie, la poltronnerie, la jalousie et toutes les péripéties de la passion paraissent à la plupart des Italiens des choses toutes simples, des nécessités de notre nature; et du moment qu'une chose est naturelle, pourquoi s'en moquer? On souffre de l'avarice autant qu'un avare, on évite un misanthrope, on comprend la peur, on l'avoue même, on plaint un jaloux, on console un amant trompé, on ne songe pas à en rire, on s'exposerait à se moquer de soi-même; puis l'esprit italien est en général peu porté à s'égayer de ce qui fait souffrir; ce genre d'esprit est tout-à-fait français; en France, on rit de tout, même de sa propre souffrance. Un jeune homme bien élevé tombe de cheval sur le boulevart, se casse un bras et se relève en disant un bon mot; un Italien dans le même cas jette les hauts cris. Cette disposition au rire, cette gaieté dans le malheur et la souffrance, nous sont venues sans doute par héritage; ne sommes-nous pas les descendans de ces hommes du Nord qui combattaient en chantant et qui mouraient en riant?

La censure du gouvernement et des prêtres fut une autre cause de l'infériorité de la comédie italienne. Les théâtres bouffes, où se jouaient ces farces populaires improvisées en partie (*comedia dell' arte*), échappant seuls à la censure préventive, avaient seuls conservé une gaîté, sinon relevée, du moins franche et nationale; cette comédie en langue parlée, toute différente de la haute comédie, ou *comédie académique*, écrite en italien pur, eût pu s'appeler *provinciale*, chaque province ayant son type comique : Bergame, Arlequin; Venise, Pantalon; Naples, Polichinelle; Milan, Meneghino; Rome, Cassandrino et Meopattaca, et Florence Stentarello. Quelques-uns de ces types s'étaient même popularisés chez les nations voisines, comme Polichinelle ou *Punch* à Londres, et Arlequin à Paris; ce qui faisait dire à Voltaire, qui jugeait d'ensemble et un peu à la légère, qu'en fait de comédies les Italiens n'avaient que des arlequinades (1).

Aujourd'hui ce mot de Voltaire serait encore vrai, en ce sens qu'en Italie la farce seule intéresse et fait rire. Rien de plus niais et de plus ennuyeux que les rapsodies décorées du nom de hautes comédies, que de malheureux auteurs colportent des théâtres de Milan

(1) Voltaire, toujours flatteur quand on le flattait, écrivait à Goldoni : « Oh che fecondità! mio signore, che purità! aveta riscattato la vostra patria delle mani degli Arlechini. Vorrei intitolare le vostra comedia : l'Italia liberata dà Goti. »

et de Venise à ceux de Florence et de Naples. Ce sont des scènes du comique larmoyant le plus lourd, ou des comédies *nobles* dans lesquelles il s'agit presque toujours d'une grosse somme d'argent à gagner ou à perdre, ou de coups de bâton à donner ou à recevoir. On croirait, à voir la persistance des auteurs dans la mise en œuvre de ces singuliers ressorts dramatiques, qu'ils ne peuvent émouvoir leurs spectateurs par d'autres moyens; et cependant n'est-il pas en Italie comme ailleurs de ces hommes rares qui joignent à un esprit délicat et supérieur une ame tendre et une belle et noble imagination? Les péripéties de ces drames, où tout l'intérêt se concentre autour d'un gros sac d'argent tiraillé par les quatre coins, ou d'un bâton plus ou moins lourd, sont incroyables. La naïve et insolente bassesse des drôles en habit noir accrochés à ce sac, ou se débattant sous le bâton, offre un spectacle des plus ignobles et des moins comiques. Si par hasard quelque poète mieux avisé choisit des personnages d'un ordre plus relevé, le résultat n'est guère plus heureux; ces pauvres poètes censurés manquent de la liberté de pinceau nécessaire et de la fermeté de touche indispensable pour peindre d'une manière franche et vraie ce mélange d'opulence avare, d'intrigue pesante et d'impudente bonhomie qu'en Italie, comme chez nous, on ne rencontre guère que dans certaines régions d'un certain monde qui, bien qu'on ait dit, n'est ni *grand* ni *beau*.

L'Italie, depuis le commencement du siècle, n'a donc produit aucun poète comique dont le talent se soit élevé au-dessus du médiocre; il y a plus, aucun des pitoyables auteurs dont nous venons de parler n'a pu même arriver à cette popularité de bas étage, à cette célébrité de mauvais aloi, partage souvent assuré de ces esprits communs qui ne doivent peut-être qu'à leur manque de goût et à leur vulgarité les sympathies et les suffrages de la foule. Aussi toutes ces pièces écrites en italien, en *style noble*, ne tardent-elles pas, après un petit nombre de représentations, et quels que soient les efforts du malheureux *impresario* qui paie leurs auteurs, à rentrer dans le néant. A peine une sur cent obtient-elle les honneurs de l'impression. Les ridicules imitations des pièces de nos théâtres, mutilées par la censure et mises tant bien que mal à la portée de l'intelligence des spectatenrs italiens par des arrangeurs sans goût, et qui souvent ne comprennent pas même l'auteur qu'ils affublent d'oripeaux italiens, n'obtiennent guère plus de succès. Elles expriment des nuances de sentiment trop délicates, et pour les saisir, il faudrait un public plus raffiné. Tout en déplorant la nécessité où nous sommes de formuler

un pareil jugement, nous n'hésiterons cependant pas à ajouter qu'il est applicable à chacun des grands centres de l'Italie, aux théâtres de Turin, de Milan et de Venise, comme à ceux de Florence, de Rome et de Naples.

Quelque sévère qu'elle puisse paraître, cette opinion semble partagée par la société italienne, qui ne va plus au théâtre que pour faire ou recevoir des visites, tenir conversation et entendre un peu de musique, quand par hasard l'impresario a loué pour la saison un ou deux artistes de talent, ce qui est fort rare. La foule, qui voudrait rire, et que l'assommant dialogue de la *comédie noble* fait bâiller, remplit les petits théâtres où se jouent l'*impromptu* et la farce. Là règne une sorte de gaieté grossière, licencieuse même; mais du moins c'est de la gaieté. Là seulement on peut trouver aujourd'hui la peinture comique du caractère du peuple italien, l'expression vive du côté plaisant de son esprit. Nous ne nous occuperons ici que de ces théâtres populaires, et particulièrement des petits théâtres de Florence, de Rome et de Naples, comme les plus franchement italiens. Qu'on ne s'imagine pas, du reste, que ces petits théâtres ressemblent en aucune façon à leurs analogues de Paris, au Gymnase, au Vaudeville, au théâtre du Palais-Royal. Le théâtre de Débureau, quand il est bien *composé*, peut seul en donner une idée. A Florence, un théâtre comme celui du Palais-Royal serait presque un théâtre du premier ordre, et pour la tenue, le bon goût et les belles manières, ses acteurs en remontreraient aux premiers sujets de la *Pergola* ou du *Cocomero*.

Dans ces petits théâtres florentins, dont nous parlerons d'abord, on ne joue guère que des pièces à tiroir et des farces plus ou moins extravagantes. Les acteurs, que les trois quarts du temps on ne voudrait pas toucher avec des pincettes, improvisent sur un canevas donné. Ces malheureux en haillons sont pleins de verve, de saillies et d'imprévu. Le rire s'est réfugié sur leurs tréteaux, et l'on est étonné de retrouver là quelque chose de cette vieille comédie satirique des Italiens, dont *la Mandragore* est le chef-d'œuvre. Les acteurs et auteurs de ces petites pièces recherchent avant tout la vérité, quelque triviale qu'elle soit, et ils ne reculent devant aucun détail pour arriver à leur but. Ce sont les mœurs du peuple qu'ils peignent de préférence. Les marchands, les ouvriers, les voiturins, les femmes des marchés, figurent tour à tour dans ces compositions, dont le comique ne réside guère que dans un dialogue plein de locutions populaires et souvent mêlé de patois, et dans le jeu plus ou moins

expressif des acteurs. Les caractères et les dialectes des habitans des villes voisines de Florence, Lucques, Pérouse, Sienne, Arezzo, Pistoie, y sont souvent reproduits d'une manière très plaisante; mais ce qui donne à ces petites compositions un caractère local et tout particulier, c'est le singulier personnage de Stentarello. Stentarello est le favori du public florentin; il n'y a pas d'impromptus et de farces supportables sans Stentarello. Qu'on se figure de petits yeux perçans encadrés dans d'énormes sourcils noirs, un visage blafard sillonné aux coins de la bouche de trois rides profondes et parallèles qui lui donnent une expression diabolique et quelque peu machiavélique, ce qui va bien d'ailleurs à un bouffon florentin; un front tout plissé couronné d'une perruque blondasse, terminée par une interminable queue, et l'on aura une peinture assez exacte de cet enfant gâté des Florentins. Son langage est varié, son caractère est mobile, mais son visage ne change pas.

Stentarello n'est, du reste, pas né d'hier. Je n'ai pas vu son extrait de baptême, et je ne pourrais dire depuis quand et à quel propos il a reçu ce nom si pittoresque (1); mais Stentarello était bien vivant il y a quelques centaines d'années. Aujourd'hui, Stentarello est devenu vieux; il est presque retombé en enfance, et comme les vieilles gens que chacun abandonne, il fréquente la canaille. Au temps de la république, il vivait dans les palais; il était alors dans toute la force de l'âge et dans toute la verdeur de son esprit; il s'appelait Machiavel, Boccace, l'Arétin et Poggio. Stentarello est le petit-fils un peu vulgarisé de tous ces beaux esprits, et il a hérité surtout de leurs vices et de leurs petitesses. Je m'étonne qu'au lieu de prendre le nom de Stentarello, il n'ait pas gardé celui de Poggio. C'est le même esprit sous la même enveloppe, ou, pour mieux dire, c'est le même personnage un peu vieilli et encanaillé, comme nous l'avons dit, et de plus devenu avare, poltron, et fort réservé dans certaines matières qu'il abordait autrefois d'un ton plus décidé.

Poggio, Voltaire florentin, implacable railleur, bouffon plein de science, de politique et de génie, secrétaire à la fois de trois papes et du *Buggiale* (2), a toujours, comme ce pauvre Stentarello, qui fait chaque soir une si prodigieuse dépense de verve au théâtre de *Borgo-ogni-Santi*, un conte à faire, ou un trait de satire à lancer;

(1) *Stentare* veut dire *peiner, souffrir;* Stentarello est une espèce de souffre-douleur comique.

(2) Appartement du Vatican où les gens d'esprit du temps se rassemblaient pour écouter des contes ou en faire.

mais Poggio, plus hardi que Stentarello, ne s'attaque pas seulement aux ridicules du peuple : sa moquerie atteint à la fois le noble et le bourgeois, le tyran et l'esclave, le prêtre et le philosophe.

Qu'est-ce que le peuple? se demande Poggio, citoyen d'une république qui pendant long-temps ne trouva rien de mieux à faire pour flétrir un homme que de l'inscrire sur le livre de la noblesse, ce qui n'empêcha pas cette république de se voir un beau jour métamorphosée en monarchie par un marchand qui avait fait fortune... Le peuple, ce sont des hommes comme vous et moi, et, le titre excepté, de patricien à plébéien je ne vois de différence que beaucoup d'insolence d'un côté et beaucoup de patience de l'autre. — A ce propos, il raconte l'historiette suivante.

« Un jeune patricien avait insulté un brave officier qui sortait du peuple; celui-ci lui demanda raison de son insulte. — Y songez-vous, mon ami? lui dit le patricien avec hauteur; moi, vous rendre raison! mais vous oubliez que ma noblesse date de plus de quatre siècles, et que ma famille a été illustrée par je ne sais combien de comtes, de princes, de cardinaux et de généraux de terre et de mer. — Je le sais parfaitement, répliqua l'officier; mais ce n'est pas contre vos nobles ancêtres que je veux me battre, c'est contre vous. »

Poggio, secrétaire de trois papes, garde néanmoins son franc-parler. Martin V avait fait cardinal un imbécile qui riait toujours. — De quoi rit-il? demanda à Poggio un Florentin qui se trouvait à Rome. — Il rit de la sottise du pape qui l'a fait cardinal.

Poggio ne craint pas non plus de s'attaquer aux petits tyrans qui de son temps se partageaient les villes du centre de l'Italie; Machiavel leur donnait des conseils, Poggio les poursuit de ses sarcasmes et se fait l'historien ingénieux de leurs méfaits. L'un d'eux, raconte-t-il dans ses *facéties*, avait appris qu'un riche commerçant de sa ville venait de recevoir une grosse somme d'argent; il le fit saisir par ses gardes et conduire devant lui. — Il y a long-temps que tu es d'accord avec mes ennemis, lui dit-il, et je sais même que tu en caches quelques-uns dans ta maison. — Il est vrai, je suis coupable, et j'avoue mon crime, répondit le commerçant, homme d'esprit; mais si vos ennemis sont entrés dans ma maison, c'est dans mon cabinet et peut-être bien dans mon coffre-fort qu'ils se sont cachés; que votre trésorier vienne avec moi, et je vous promets de les lui livrer tous jusqu'au dernier. — Le tyran se prit à rire, envoya son trésorier, et pardonna à un conspirateur qui s'exécutait de si bonne grace.

— Cela n'est pas vrai! s'écrie une autre fois Poggio, chancelier de



la république, en rencontrant un intrigant, grand hableur de son métier. — Mais je n'ai rien dit. — N'importe, vous allez parler.

Veut-on voir comment du même coup il se moque des juges et des avocats?

« Un paysan des environs de Pérouse avait un procès; il prit le meilleur avocat de la ville. — Ta cause est excellente, et tu as un bon avocat; eh bien! tu n'en perdras pas moins ton procès, lui dit charitablement un de ses voisins. — Tu crois? — J'en suis certain. — Que faire alors? — Que faire?.... Écoute, je vais te le dire en confidence : prends dans ton grenier un beau sac de blé, et va l'offrir à ton juge. — Tu as, ma foi, raison. — Le paysan ne se le fait pas dire deux fois; il charge sur le dos de son âne un sac de blé et le porte chez le juge, qui accepte sans façon. La cause arrive, l'avocat plaide, fait de belles phrases, déploie l'érudition la plus vaste; il cite, à propos d'une borne déplacée, Solon, Dracon, Lycurgue et toutes les lois romaines, à partir de la loi des douze tables jusqu'aux institutes et aux pandectes. L'affaire plaidée, le juge prononce et donne gain de cause au paysan. Aussitôt son avocat accourt d'un air triomphant, attribuant nécessairement ce résultat à son éloquence. — Vous avez très bien plaidé, lui répond le paysan; mais ce n'est cependant pas votre plaidoyer qui m'a fait gagner mon procès, c'est celui de mon âne qu'hier j'ai mené braire à la porte du juge. »

L'admirable bouffon n'épargne pas plus le clergé; sa satire contre les prédicateurs est vraiment ingénieuse. Un cordelier, nous dit-il, était chargé de prononcer le panégyrique de saint Étienne, dont la fête est célébrée en hiver le lendemain de Noël. C'était dans l'une des bourgades des montagnes, aux environs de Florence; la neige couvrait la terre, et il faisait un froid piquant. — Soyez court, dit le curé de l'église au cordelier montant en chaire; sans cela nous allons tous geler. — Tranquillisez-vous, je ne serai pas long, répondit celui-ci; et faisant le signe de la croix, il commença en ces termes : « Mes frères, c'est aujourd'hui la fête de saint Étienne, patron de cette paroisse; l'an dernier, à pareille époque, je vous ai raconté son histoire, je vous ai fait connaître ses vertus et j'ai célébré son martyre; vous avez tous assez bonne mémoire pour vous souvenir de ce que je vous ai dit il y a un an, et comme depuis ce temps-là je n'ai pas appris que ce grand saint ait rien fait de nouveau, je finis en vous souhaitant à tous la vie éternelle. »

Eh bien! ce même esprit satirique, ces mêmes bouffonneries rail-

leuses, vous les retrouvez encore dans les dialogues comiques et dans les farces les plus triviales du théâtre Stentarello. Là ce n'est plus l'esprit de quelque pauvre diable d'auteur, c'est l'esprit du peuple qui se traduit chaque soir, et l'esprit du peuple n'a pas varié autant qu'on le pense. Le Florentin est toujours un bonhomme un peu moqueur, qui se fâche et s'apaise facilement, qui crie très fort et qui se laisse battre, et qui surtout est prodigieusement avare; il est toujours prêt à répondre, comme ce riche vieillard de Poggio au médecin qui lui recommandait de se nourrir de blancs de perdrix et de volaille, et de fréquenter la compagnie s'il ne voulait pas tomber dans la mélancolie et périr d'étisie : — Ce régime est absolument contraire à mon tempérament; — n'osant pas dire, à mon caractère et à ma bourse.

La plupart de ces petits drames, où Stentarello paraît chaque soir comme victime ou comme héros, à la grande satisfaction du public florentin, échappent à l'analyse; nous essaierons néanmoins de faire connaître ce singulier personnage et de raconter quelques-unes de ses prouesses. Stentarello a d'ordinaire la cinquantaine au moins; son épaisse crinière blonde et sa longue queue contiennent bon nombre de mèches grises, et pourtant ses énormes sourcils sont toujours d'un beau noir de jais. Son teint est blafard et passe du blanc jaunâtre au blanc mat dans les momens critiques, lorsqu'il se trouve en présence du danger. Stentarello est du reste fort maigre, et c'est à sa maigreur qu'il doit son extrême agilité, car Stentarello est très leste, surtout lorsqu'il s'agit de se sauver; il est galant au suprême degré, et tombe inévitablement amoureux de chaque jolie femme qu'il rencontre. Comme il est Italien, et de la vieille roche, il ne s'amuse pas à faire sa cour avec des phrases, mais il *agit*, ce qui lui attire bon nombre de soufflets et de coups de bâton. Après la luxure, le péché capital auquel Stentarello est le plus enclin, c'est la gourmandise; l'odeur seule d'un bon morceau le met hors de lui et lui fait oublier l'amour et même le danger. La paresse vient après la gourmandise, et l'avarice après la paresse; mais Stentarello est si pauvre, qu'il n'a pas de plaisir à être avare, comme il le dit quelque part. Amoureux, on le soufflette parce qu'il est trop vieux; gourmand, il est réduit à flairer le dîner des autres; poltron, il tremble au moindre bruit et fuit devant son ombre; avare, il n'a ni coffre-fort ni même la plus petite cassette à remplir et à caresser. Stentarello serait donc un être fort malheureux, s'il n'avait ce qui console de tout les gens de son espèce : une fort mauvaise langue. Pourvu qu'il puisse

médire du prochain, le pauvre diable ne sent pas sa propre souffrance, et du moment qu'il trouve un bon mot ou qu'il fait un conte, il oublie qu'il est à jeun, que sa belle le trompe ou le bat, et qu'il n'a pas un paoletto.

Mais voyons-le d'abord père de famille.

Stentarello a eu une jeunesse orageuse; il a séduit la fille d'un négociant de Florence et il l'a épousée. Cette fille avait de la fortune; cependant comme Stentarello est joueur et qu'il aime le plaisir, il a bientôt mangé sa dot; et quand il se trouvera sans le sou, il se campera à la porte d'une église, pleurant à chaudes larmes, car ce jour-là son courage et sa gaieté l'ont abandonné. Il paraît si malheureux que des passans s'intéressent à son sort et lui demandent ce qu'il a. Je n'ai *rien*, répond Stentarello, qui, tout triste qu'il est, ne peut perdre l'habitude de faire un jeu de mots. — Eh bien! si vous n'avez *rien*, pourquoi pleurez-vous? — Et les gens charitables qui tiraient leur bourse la rengaînent et lui tournent le dos. Stentarello, qui voit que l'esprit ne lui a pas réussi, prend un grand parti; il se met à voyager, espérant faire fortune en courant le monde. Il laisse sa femme sans argent et sans enfans, lui donnant sa bénédiction pour toute ressource et la recommandant à la Providence.

Plusieurs années se sont écoulées. Stentarello, qui s'est fait tour à tour médecin, avocat, condottiere et colporteur, et qui n'a fait fortune dans aucun de ces métiers, revient à Florence et rentre au logis. Il avait laissé une masure délabrée, il trouve en place une jolie maison. Stentarello s'étonne : — Suis-je bien chez moi? — Il appelle sa femme; celle-ci accourt. Elle est vêtue avec élégance, car, de son côté, elle a su mieux employer le temps que son mari, et la galanterie a été pour elle un métier fort profitable. Stentarello la trouve bien autrement belle qu'avant son départ. — Comme te voilà jolie et bien habillée, lui dit-il en lui prenant la taille. — Pourquoi t'en étonnes-tu? lui répond celle-ci en riant; tu m'avais recommandée à la Providence, et c'est à la Providence que je dois ces beaux habits. — Et cette jolie maison, qui l'a décorée? — La Providence. — Et ces beaux meubles, qui les a donnés? — La Providence. — Stentarello est dans l'enchantement; à chacune de ces réponses de sa femme, il sautille, se frotte joyeusement les mains et paraît fort satisfait. On lui sert un excellent repas, il mange comme un ogre; et quand sa femme lui répond que c'est à la Providence qu'il doit un si bon dîner, il ne peut plus se contenir et chante la Providence le verre à la main. Comme il est en gaieté, il veut embrasser sa femme, qui le repousse

doucement et qui s'échappe en riant. Lorsqu'elle est sortie, monologue de Stentarello : il se réjouit de son bonheur ; mais tout à coup il croit rêver ; il veut s'assurer qu'il ne dort pas, avale d'un seul trait une bouteille de vin de *Montepulciano*, et comme il doute encore, pendant un quart d'heure il fait d'affreuses grimaces, cherchant à voir la racine de son énorme nez, parce qu'on lui a dit, dans ses voyages, qu'on ne pouvait voir son nez en dormant. Il est tout entier à cette belle occupation, quand trois marmots, conduits par Mme Stentarello, arrivent en courant. — Embrassez votre père, leur dit la bonne femme en leur montrant son mari, et tous trois sautent au cou de Stentarello, qui se récrie, se débat, et jure par Bacchus qu'il n'a pas laissé un seul enfant à Florence..... pas même, dit-il, *un projet d'enfant*. — Imbécille que tu es, lui dit Mme Stentarello en se fâchant ; ne vois-tu pas que ce sont encore les enfans de la Providence ? — Stentarello se gratte le front. — Je comprends, dit-il avec un geste expressif, je vois que la Providence n'a rien oublié. — Puis, tout à coup prenant sa femme par le bras et la conduisant à la fenêtre : — Tiens, lui dit-il, ne serait-ce pas la Providence qui passe là-bas dans un carrosse et qui semble lorgner de ce côté ? — Mme Stentarello rougit, baisse les yeux d'un air discret ; mais bientôt elle jette ses bras au cou de son mari, lui parle bas à l'oreille, et finit en lui disant à demi-voix et en accompagnant ses paroles d'une œillade assassine : — De cette façon, tu n'y perdras rien. — Soit, j'y consens, dit Stentarello en prenant un air de résignation comique ; j'y consens, car à Florence un mari fait toujours bien de se confier à la Providence. — Cette maxime est applaudie à tout rompre par le public florentin.

Dès que Stentarello peut dire mes gens, ma maison, mes enfans, il devient rangé, et bientôt, comme tout bon Florentin, il tourne à l'avarice. Cependant, comme il a beaucoup de vanité, il lésine en cachette sur les petites choses. Il a des chevaux, et il les laisse mourir de faim ; il a des domestiques, et il ne les paie pas. Son système d'économie intérieure est des plus plaisans ; il ne coupe pas un œuf en quatre : il a imaginé un moyen pour en faire plusieurs repas. Au déjeuner, dit-il, on le pique à l'un des bouts avec une grosse épingle, on aspire la moitié du contenu, et l'on réserve le reste pour dîner. De cette façon, le goût est satisfait, le plaisir dure long-temps, et la bourse ne se vide pas. Bien plus, l'œuf n'est pas perdu ; on reporte la coquille au poulailler, où elle invite les poules à pondre. — Voilà qui peut s'appeler manger un œuf avec profit.

Stentarello a des retours de jeunesse, des momens de laisser-aller où il ambitionne le titre de magnifique; il se passe ces fantaisies de grandeur à bon marché. Il invite tous les étrangers de distinction qui sont dans la ville à un pique-nique dans sa maison. Chacun apporte son plat; le repas est splendide et délicat; Stentarello et ses amis de Florence se régalent aux dépens de ses convives; puis, avec les débris du repas, il remplit son garde-manger, et le lendemain il envoie ses domestiques chez chacun des invités réclamer l'étrenne obligée. De cette façon, il a régalé son monde, approvisionné sa maison, payé ses gens, et fait même un assez joli bénéfice, car on raconte que, lorsqu'il présume que la recette a été bonne, il oblige les pauvres diables de valets à rendre gorge.

Malheureusement Stentarello, en devenant avare, est devenu spéculateur. La spéculation lui paraît un moyen prompt de satisfaire sa passion pour l'argent. Il se mêle donc à sa lésinerie un fonds d'imprudence qui doit le perdre. Il veut grossir rapidement son petit trésor, se met dans la main des juifs, et prête à gros intérêts. Ceux à qui il a prêté, ne pouvant payer l'intérêt, gardent le capital. Stentarello veut les poursuivre; les huissiers l'achèvent, et vers la cinquantaine il se trouve sur le pavé avec sa femme, qui a perdu sa beauté, et ses enfans, dont il ne sait que faire. Autrefois sa femme était une ressource; maintenant c'est un embarras. Il la chasse en lui reprochant son inconduite; il envoie au diable ses enfans, qu'il appelle de petits bâtards, et va chercher fortune ailleurs.

Stentarello a de l'expérience : il se fait pédagogue. La pièce dans laquelle nous l'avons vu remplissant ces nouvelles fonctions rappelle un peu *le Précepteur dans l'embarras*.

Notre brave Florentin est le mentor d'un jeune seigneur, auquel il fait force morale; mais son élève, qui est d'un caractère fort décidé, ne l'écoute pas, et ses actions sont toujours en opposition avec la morale de son gouverneur. Stentarello veut faire acte d'autorité, parle haut, se fâche. Son élève l'envoie paître, et lui fait peur. Le jeune seigneur devient amoureux de la fille d'un cordonnier. Stentarello essaie d'abord de combattre sa passion; mais soit faiblesse, soit sympathie, il finit par lui donner les moyens de voir la jeune fille; il va même jusqu'à signer la promesse de mariage de son élève. Au milieu d'une scène pathétique qui suit la signature de cette promesse arrive le cordonnier. C'est une assez bonne caricature d'ouvrier florentin, bruyant, criard, et qui aime à boire. Stentarello, effrayé, s'est caché dans un cabinet, son élève dans un autre.

Le malheur veut que ce soit le pauvre pédagogue qui soit découvert. Il a si mauvaise mine, qu'on le prend pour un voleur. Il est bien penaud et tremble de tous ses membres quand son élève est découvert à son tour. Grande bataille entre le cordonnier et les deux inconnus. Comme il ne s'agit que de donner des coups de pied et des coups de poing, Stentarello paie bravement de sa personne; il finit même par assommer à moitié le cordonnier, et se sauve avec son élève. Stentarello est traduit en justice : il est tout-à-fait câlin devant le tribunal, et comme on parle de la potence, il soupire, pense à sa femme et à ses trois enfans. Il est tiré de ces idées mélancoliques par la vue d'une biscotte qu'on lui allonge de l'orchestre; il l'avale, puis une seconde, puis une troisième, et, se sentant réconforté, il commence un beau plaidoyer. Il courrait néanmoins grand risque d'être pendu, si le cordonnier, à qui le jeune seigneur a payé une grosse somme, ne se désistait de la poursuite.

Mais c'est en sergent napolitain que notre héros est sublime. Il s'appelle don Stentarello, chante des airs de bravoure d'une voix tonnante, traîne son sabre d'un air superbe et ne jure que par la bombe et le canon. Il aime surtout à faire le récit de ses exploits et à raconter ses prouesses à qui veut l'écouter. Une fois, d'un coup d'estoc, il a embroché trois généraux ennemis; une autre fois, d'un coup de taille vigoureusement appliqué, il a pourfendu un cavalier et son cheval, faisant du tout quatre morceaux; le coup était si bien frappé, que son sabre, après ce beau travail, s'enfonça en terre assez profondément pour qu'il lui fût impossible de l'en retirer.

Un jour, dans une grande bataille contre les pandours, il vit venir à lui une énorme bombe; loin de se troubler et de fuir, il l'attendit de pied ferme, recueillit toutes ses forces, et, la prenant au bond, la renvoya comme une balle de paume dans les rangs ennemis, où elle fit un grand carnage. Ce héros merveilleux n'est sensible qu'à trois choses, à l'amour, à la faim et à la peur. Il a fait de grands dégâts dans les couvens d'Espagne et dans les sérails de la Turquie; il a toujours une faim atroce et une soif alarmante, et malgré tous les beaux récits de ses hauts faits, il est facile de voir qu'il craint tout et n'a pas d'autre crainte.

Dans l'un de ses voyages, don Stentarello rencontre un capitaine piémontais. A Florence, un capitaine piémontais est toujours un héros. Stentarello lie conversation avec lui; tout en lui racontant longuement ses exploits, il pense qu'ils feront bien de voyager ensemble, car des brigands infestent les environs; il finit par lui de-

mander, d'un air familièrement câlin, s'il n'a pas quelque bon petit morceau de parmesan dans sa gibecière. Le Piémontais se met à rire, car lui ne connaît pas plus la faim que la peur. Tandis qu'ils sont à jaser, un pauvre vient à eux. Ce pauvre n'est rien moins que le chef d'une bande de brigands qui a élu domicile dans un vieux château près duquel Stentarello vient de rencontrer le capitaine piémontais. Le coquin, qui voit deux militaires armés jusqu'aux dents, avec lesquels il n'y a rien à gagner, et qui aime mieux les effrayer que de payer de sa personne, leur raconte que le château est habité par des esprits qui rôdent dans les environs à la tombée de la nuit. Le soleil vient de se coucher, et, en entendant ce récit, Stentarello commence à trembler de tous ses membres; le Piémontais, au contraire, se redresse de toute sa hauteur, et tout en frisant sa moustache : — Ah! ah! des esprits, dit-il en ricanant; allons un peu voir quelle tournure ils ont, ces esprits, mon brave Stentarello, car je suis certain que tu es aussi curieux que moi de voir ces habitans d'un autre monde. — Le Napolitain fait des façons; il est trop pressé pour s'arrêter et s'amuser à ces bagatelles, et puis sa femme l'attendrait, serait inquiète. Le Piémontais insiste. — Je n'aime à me mesurer qu'avec des êtres bien vivans, armés jusqu'aux dents; je craindrais de me gâter la main en essayant de pourfendre des ombres, lui répond son compagnon... Chasser des esprits, bast! c'est l'affaire de mon curé... La seule manière de combattre ces drôles-là, c'est de les asperger d'eau bénite. — Tout en continuant sur ce ton moitié badin, moitié fanfaron, Stentarello veut se remettre en chemin. Le Piémontais l'arrête : — Crois bien que je ne t'aurais pas proposé de rendre une petite visite à ces esprits, si je n'eusse supposé qu'ils étaient de chair et d'os comme toi et moi, mon brave Stentarello, lui dit-il; puis, se rapprochant et lui parlant à demi-voix : — Regarde ce pauvre! ajoute-t-il; eh bien! je le soupçonne fort d'être quelque coquin déguisé. — Stentarello a une défaillance. Le voleur, voyant qu'il ne peut les effrayer, et que le Piémontais semble l'examiner en parlant à son compagnon, s'échappe en abandonnant le panier qu'il portait, et qui contient du pain, du fromage et du vin.

Stentarello, à la vue de ces provisions, oublie tout-à-fait le danger, et, la gourmandise l'emportant, il profite d'un moment où le capitaine s'est éloigné pour examiner les alentours du château, pour avaler le pain et le fromage; il se dispose même à boire le vin quand une femme, dont les vêtemens sont dans le plus grand désordre, accourt, le saisit par le bras et l'arrête. Stentarello, épouvanté de ce contact,

fait un bond de quatre pieds de haut; à la vue d'une femme, il se rassure et veut continuer l'opération interrompue. Cette femme est muette, et elle lui explique par des signes que ce vin qu'il veut boire est empoisonné. Stentarello fait une horrible grimace; néanmoins il a si soif, que, malgré les avertissemens de la muette, il va goûter le vin, quand tout à coup on entend une grosse voix et un grand bruit de chaînes. L'ivrogne laisse tomber sa bouteille; il se lève; ses jambes flageollent et ne peuvent le porter; sa main tremble si fort, qu'il lui est impossible de trouver la garde de sa redoutable épée. Il voudrait fuir; mais de quel côté? D'ailleurs, il n'en a pas la force.

L'officier piémontais est de retour; il a découvert l'entrée du château, et il est décidé à y pénétrer; il donne l'un de ses pistolets à Stentarello, et lui dit de le suivre, mais l'invincible napolitain a perdu toute espèce de faculté locomotive; ses jambes, qui ont subi un singulier ramollissement, lui refusent leur service, et, quand il peut bouger, ses mouvemens sont fort irréguliers; le pistolet à la main, il recule à la façon des écrevisses; fort heureusement, le capitaine piémontais est trop occupé de son côté pour s'apercevoir de ce moment de faiblesse du héros, car les brigands sortis du château viennent de l'assaillir. Il fait feu sur le chef; au bruit de la détonation arrivent les carabiniers, qui combattent et mettent en fuite les brigands. Tant que l'on entend le cliquetis des sabres et le bruit des coups de fusil, Stentarello, qui dès le commencement de l'affaire s'est laissé prudemment tomber derrière une racine d'arbre, fait le mort; aussitôt que les brigands ont pris la fuite, il se relève, et, saisissant un de ces coquins qui est venu tomber à demi mort à son côté, il le traîne après lui, le frappant du fourreau de son sabre, car dans la bataille la lame, plus dentelée que celle de Falstaff, s'est brisée. Don Stentarello est rayonnant de gloire, il serre la main du Piémontais en lui disant : — Mon ami, vous êtes un brave, je suis content de vous! — Dans cet instant il se sentirait la force de conquérir le monde.

On voit qu'à Florence on ne se fait pas faute de charger le caractère napolitain; les Napolitains auraient beau jeu s'ils voulaient renvoyer la balle aux Florentins. Stentarello, vainqueur, ne songe plus qu'à achever son déjeûner : il a retrouvé du même coup la langue, les jambes et l'appétit.

Les derniers Amours de Stentarello, tel est, si je ne me trompe, le titre du plus compliqué de ces petits drames, improvisés en grande partie sur un canevas plus ou moins détaillé. Le Florentin est dégoûté des affaires, il a rompu avec l'état militaire, dont les émotions le fati-

guent; il est attaché à la maison d'un prince du voisinage qu'il s'est chargé de divertir, et il s'acquitte le mieux qu'il peut de son rôle de bouffon. Tout en contrefaisant le fou, il a néanmoins conservé sa raison, et ne perd jamais de vue son intérêt. L'exemple de Triboulet, qui vend un beau cheval que le roi lui a donné, pour acheter du foin pour le nourrir, n'est pas perdu pour lui ; il s'aperçoit toujours à temps qu'il n'a plus de cheval, et revend fort bien le foin.

Quand Stentarello a été par trop méchante langue, on lui dit quelque grosse injure; au lieu de s'en fâcher, il fait le sourd, et si on lui demande pourquoi il ne réplique rien, il répond comme Arlotto : Cet homme est maître de sa bouche, et moi je suis maître de mes oreilles; je ne veux pas l'entendre.

Un jour que Stentarello se promène avec le prince son maître dans la campagne, ils rencontrent un jeune seigneur florentin, monté sur un beau cheval, suivi d'une nombreuse meute et un faucon sur le poing. Le bouffon le salue très humblement, et prenant un air fort sérieux : — Peut-on demander à son excellence où elle va avec tout ce bel équipage? lui dit-il.

— Où je vais! à la chasse, parbleu! répond le jeune homme.

— Et qu'allez-vous faire à la chasse?

— Prendre du gibier, imbécille.

— Comptez-vous en prendre beaucoup?

— J'en doute; le gibier est rare, la plaine est épuisée; tout ce que je demande, c'est que mes chiens puissent forcer un lièvre, et mes éperviers attraper une caille ou une grive.

— Voilà tout?... mais ce gibier-là ne vaut pas un écu!

— D'accord.

— Et ce beau cheval, combien vous coûte-t-il à nourrir par jour?

— Un écu.

— Et chacun de vos valets?

— Un écu.

— Et vos chiens, vos oiseaux?

— Il leur faut une nourriture délicate, et chacun d'eux me coûte également un écu.

— A ce compte voici trente écus que vous déboursez pour en attraper un.

Et Stentarello se tournant vers son maître : — Si Stentarello vient à mourir, lui dit-il, je vous recommande ce jeune homme; il mérite sa survivance.

Quoique déjà passablement vieux, Stentarello a toujours le cœur tendre, et devient subitement amoureux de toutes les filles qu'il rencontre. Il fait plus : son seigneur a une jolie femme, et Stentarello, qui se croit irrésistible depuis que la cour rit de ses quolibets, se persuade qu'il est aimé et lui fait une cour assidue. Il se peint le visage et noircit ses épais sourcils. Il reconnaît pour la première fois qu'il a énormément de cheveux blancs, et fait venir un barbier pour l'épiler. Le barbier travaille de si bon cœur et avec tant de conscience, ne voulant pas oublier un cheveu blanc, qu'il finit par laisser Stentarello sans un seul cheveu sur la tête. Le patient s'aperçoit un peu tard qu'il est absolument chauve; le barbier lui apporte alors une belle perruque bien frisée, et aussitôt que notre amoureux l'a placée sur son chef, il se sent rajeuni d'un demi-siècle. Stentarello, qui veut être irréprochable, emprunte le nécessaire de toilette d'un jeune Anglais de sa connaissance. Ce nécessaire contient une foule de petits objets dont il ne peut deviner l'usage, et quatorze brosses différentes pour se nettoyer les ongles. Cette critique de la minutieuse propreté des Anglais est tout-à-fait italienne et fort drôle. Stentarello s'émerveille à la vue de chacune des pièces du nécessaire, et, après les avoir longuement examinées, il cherche à s'en servir. Son embarras et ses commentaires sont à mourir de rire; enfin, après avoir retourné dans tous les sens cette machine si compliquée, il finit par s'éplucher le nez avec un *coupe-cors*, et par se brosser les dents avec une savonnette pleine de savon, ce qui lui fait faire une horrible grimace.

Quand cette toilette préliminaire est achevée, il revêt un bel habit de cour tout couvert de paillettes que le tailleur lui apporte, et il se compose à grand renfort de filasse une jambe tout-à-fait attrayante. Il faut voir les airs vainqueurs qu'il affecte, lorsque sa toilette est achevée, et avec quelle intime satisfaction, quel contentement de lui-même, il se regarde dans son miroir. La tête lui tourne, il se croit sûr de son fait, et il saisit la première occasion favorable pour adresser une belle déclaration à la princesse, qui l'écoute en souriant. Notre amoureux prend ce sourire pour un encouragement, il est au comble du bonheur et devient entreprenant; il a saisi la main de la princesse et se précipite à ses pieds, quand tout à coup le prince arrive. La frayeur de Stentarello pris en flagrant délit de déclaration est si grande, qu'il ne peut se relever : — Que fait Stentarello dans cette belle position? dit le prince en arrivant.

— Je cherchais un bijou que la princesse a perdu.

— C'est vrai; don Stentarello vient de me remettre le bracelet qui était tombé.

Et en disant cela, la princesse fait à son mari un geste d'intelligence. Stentarello est au comble du bonheur; il se relève d'un seul temps, et il faut voir de quel tendre et ardent coup d'œil il paie l'adorable supercherie de la princesse. Celle-ci sort avec son mari, et Stentarello, resté seul, célèbre dans une joyeuse et vive cavatine ses prouesses galantes et l'adresse avec laquelle il séduit une femme et trompe un mari. A la fin, il s'accuse d'avoir toujours été un grand scélérat. Mais aussi pourquoi la nature l'a-t-elle doté de tant d'aimables qualités et de charmes irrésistibles? En disant cela, il se caresse le menton, cligne amoureusement de l'œil, et sautille allégrement. Dans sa pétulance, il se croit tout permis, tout lui paraît possible, et l'on devine que tout à l'heure il oubliera sa prudence accoutumée.

Dans l'acte suivant, Stentarello s'est caché dans la chambre à coucher de la princesse; il est blotti derrière un rideau, et attend avec impatience qu'elle paraisse, quand le chat favori de la dame de ses pensées lui saute tout à coup au visage. Bataille entre Stentarello et le chat, qui imprime sur chaque joue du pauvre amoureux de profondes égratignures. Stentarello finit cependant par triompher et par jeter son ennemi par la fenêtre; mais il est entièrement défiguré. Il se console de sa mésaventure en pensant qu'il va faire nuit, et qu'à défaut des charmes du visage, il a mille autres moyens de plaire. Sur ces entrefaites, la princesse arrive : elle sait que Stentarello est caché dans sa chambre à coucher; elle a prévenu son mari, et tous deux sont décidés à se divertir aux dépens du pauvre diable d'amoureux.

La princesse achève rapidement sa toilette de nuit et renvoie ses femmes. Restée seule, elle pousse de bruyans soupirs et murmure le nom de Stentarello. Stentarello ne se possède plus. —Divine adorée, tu penses à ton amant! — se dit-il d'un air fat; et, rejetant de côté le rideau qui le cache, il se précipite aux pieds de sa belle, qui feint une vive terreur et se défend mollement, abandonnant sa main, que le passionné Florentin couvre de baisers. Celui-ci cependant s'attendait à une résistance plus provoquante; il commence à être inquiet de sa victoire trop facile, il craint de pousser plus avant ses avantages, dont il ne saurait sans doute comment profiter. Il exprime son

embarras par deux ou trois *à parte* à l'usage du parterre de Florence, mais que nous ne traduirons pas ici.

Un évènement imprévu vient subitement le tirer de cette situation délicate. On entend un grand bruit à la porte de la chambre de la princesse. — Ciel! c'est mon mari, j'ai reconnu sa voix s'écrie celle-ci. — Le prince! — Oui, mon cher Stentarello, le prince lui-même! grand Dieu! que va-t-il faire s'il te trouve ici, à cette heure; point de doute, il va nous tuer! — Il va me tuer! — Oh! oui, cache-toi! — Où me cacher? — Dans ce coffre. — Et Stentarello se précipite dans un coffre placé dans l'un des coins de la chambre, et où la princesse le pousse et le fait entrer de force.

Le côté de ce coffre qui regarde le théâtre est enlevé de façon à ce qu'on ne perde rien du jeu de l'acteur qui y est caché.

Le prince fait grand bruit en arrivant; il sait que sa femme le trompe et que son amant était en tête-à-tête avec elle; s'il découvre le coupable, il a inventé un supplice dont César Borgia eût été jaloux. En disant ces mots, il jette son épée sur le coffre, Stentarello bondit.

— J'ai entendu du bruit de ce côté, s'écrie le prince.

— Ce sont les rats, répond la princesse.

Stentarello joint les mains et lève les yeux au ciel avec une angélique expression de reconnaissance.

— Oh! oui, j'ai trouvé un nouveau genre de supplice, un supplice qui vient des Turcs; on suspend le coupable à une poulie au-dessus d'un pieu de fer, et puis on lâche la poulie... C'est le pal!

Stentarello tremble si fort, qu'il fait crier les planches du coffre.

— Mais tous les rats du logis se sont donc donné rendez-vous dans ce maudit coffre! Voilà, sur ma parole, une belle occasion de les détruire d'un seul coup; l'Arno coule sous cette fenêtre, il faut jeter ce vieux coffre dans l'Arno.

Le prince s'approche du coffre et essaie de le soulever. Stentarello voudrait sortir et pousse le couvercle, qui en retombant lui écrase les doigts; il pousse un cri aigu.

— Voilà des rats qui ont la voix de chrétiens. En disant ces mots, le prince soulève le couvercle du coffre et découvre Stentarello, qui se blottit et se cache la tête à la façon de l'autruche, espérant par ce moyen ne pas être vu; la princesse, de son côté, feint de s'évanouir.

— Quel rat! mais, par Bacchus, c'est Stentarello en personne. Ah! ah! don Stentarello caché dans la chambre de ma femme; holà, compagnons! — Quatre hommes arrivent et s'emparent de Stentarello,

qui, en se débattant, laisse sa perruque blonde entre les mains d'un des gardes; sa tête chauve, ses gros sourcils noirs et sa face balafrée lui donnent l'air le plus comique du monde.

Le prisonnier implore le pardon du prince d'une voix suppliante; il a voulu seulement ménager une surprise à la princesse dans le but de la divertir; il n'est pas coupable.

— Et alors pourquoi t'es tu caché?

— Je croyais sortir de la chambre, j'ai pris ce coffre pour la porte.

— Non pas, don Stentarello, vous êtes un vieux débauché, et vous allez être puni par où vous avez péché.

Le prince accompagne ces paroles d'un geste terrible, et tire un énorme couteau de chasse dont la lame, dit-il, coupe comme un rasoir. (Applaudissemens frénétiques du parterre.) Stentarello, à la vue du couteau, essaie, mais vainement, d'échapper aux quatre vigoureux compères qui le retiennent chacun par un membre. Il proteste vivement de son innocence, et jure par la madone, par le corps du Christ et tous les saints du paradis, qu'il n'a pas péché, que même il ne pouvait pécher, ajoute-t-il d'un air contrit en baissant piteusement la tête. Mais le prince paraît inflexible, et comme Stentarello voit toujours briller le formidable couteau, il se lamente, pleure comme un enfant, et fait vœu, s'il échappe à ce danger, de suspendre à l'autel de la santissima madonna un bel *ex voto*.

— Et que représentera ce bel *ex voto?* lui demande le prince.

— Le pauvre Stentarello sauvé du couteau.

— Et tu appelles cela un bel *ex voto!* la madonne n'en voudrait pas, tu lui ferais peur.

Le prince brandit le couteau et s'approche; Stentarello pousse un si terrible cri, qu'il tire la princesse de son évanouissement. Le malheureux la prend à témoin de son innocence.

— Ne le croyez pas, c'est un grand coupable, répond la princesse.

— Tu vois, dit le prince s'adressant au patient.

— Coupable! généreuse princesse... de quoi suis-je donc coupable? Vous savez que je n'ai commis aucune méchante action.

— Sans doute, mais si tu n'as pas péché par action, tu as péché par pensées, par paroles et surtout par omission. (Nouvelle explosion d'applaudissemens au parterre.)

Stentarello, à qui la peur a ôté tout amour-propre, convient humblement de sa faiblesse, et maintenant qu'on doit être bien convaincu de son innocence, il implore la magnanimité du prince.

— Et si je te pardonnais et te rendais la liberté, que ferais-tu désormais?

— J'ai un physique agréable, dit Stentarello en redressant sa tête chauve et balafrée, et une fort jolie voix flûtée; l'impresario du théâtre de *Borgo-ogni-Santi* m'engagerait, j'en suis sûr, comme *soprano.*

— Eh bien! soit, je te fais grace, mais donne-nous un échantillon de ton talent.

Stentarello supplie le prince et la princesse de l'excuser, si dans ce moment il n'a pas tous ses moyens; il tousse, se caresse agréablement le menton, et chante de joyeux couplets dans lesquels il célèbre la clémence de son seigneur : — Cette fois, dit-il, il a eu bien raison de pardonner au pauvre Stentarello, parce qu'il n'était pas coupable; mais, dans son jeune temps, il a été grand pécheur, et alors il aurait bien mérité le sort qui le menaçait tout à l'heure.

Il serait facile de prolonger indéfiniment cette analyse de scènes plus ou moins comiques où figure Stentarello, et de montrer notre héros à demi grillé par un incendie, emporté par le vent, enterré vivant par un éboulement, ou repêché du fond d'un étang où il a fait le plongeon; car si Stentarello craint tout, tout lui est contraire, et il est en quelque sorte en lutte perpétuelle avec les quatre élémens. Du reste, tout ce qui, pour un autre, serait une catastrophe n'est pour lui qu'un accident dont il se tire toujours bien, et dont il est le premier à rire quand le danger est passé. Les spectateurs de *Borgo-ogni-Santi* savent qu'il ne court aucun risque, et qu'il doit sortir sain et sauf de chaque aventure; autrement ils ne prendraient pas ses misères si gaiement. Il n'est pas jusqu'aux spectres qui ne s'acharnent après l'étique personnage, qu'ils prennent sans doute pour un des leurs. D'immenses et grotesques tableaux, suspendus dans les différens carrefours de Florence, et qui servent d'affiches aux petits théâtres où se jouent les farces *con Stentarello*, nous le montrent dans toutes ces situations si critiques. Comme nous ne pouvions passer toutes nos soirées dans l'agréable compagnie qui fréquente ces théâtres un peu primitifs, nous avons surtout pu juger, par ces affiches engageantes, que si le théâtre Stentarello ne suivait pas scrupuleusement la règle des trois unités, il se conformait du moins à celle qui régit les spectacles analogues, la règle de *toujours de plus fort en plus fort.*

Un académicien de la *Crusca* à qui j'en faisais la remarque se

permit de me répondre qu'il n'y avait là rien qui dût m'étonner; que je venais du pays *du progrès,* d'un pays où la règle du théâtre Stentarello présidait non pas seulement au drame, à la grande et à la petite littérature, mais à tout.

Il y avait peut-être du vrai dans la remarque du membre de la Crusca, et je me contentai d'en sourire. Un de mes amis, plus patriote sans doute, qui se trouvait là, ne prit pas la chose avec le même sang-froid; mais, relevant lestement le gant, il répondit au *cruscante* qu'il reconnaissait bien là les préjugés de ces gens rétrogrades qui, eux, semblaient avoir adopté une devise toute contraire à celle du progrès, et qui, depuis Dante et Pétrarque, s'étaient toujours montrés de moins forts en moins forts. L'innocent académicien comprit sans doute cet argument *ad hominem,* car il ne répliqua pas, et, nous tirant un beau salut, il fit comme Stentarello dans les momens de danger, il tourna prudemment les talons.

Ces messieurs de la *Crusca,* et en général les puristes de Florence, sont ennemis déclarés du pauvre Stentarello. Ils n'en parlent qu'avec dédain et colère, et c'est moins son inconduite que l'incorrection de son langage et son faible pour les patois qui motivent leur haine. Stentarello en effet est plutôt Toscan que Florentin. Vous le rencontrerez à Pérouse, à Arezzo, à Pistoie, à Sienne; il s'est même naturalisé chez les Luquois, les Pisans et les Bolonais, ses voisins, et il parle à merveille la langue accentuée du peuple de ces villes, dont on le croirait citoyen. Mais si le langage varie, les actions sont les mêmes. A Bologne, Stentarello a pris quelque peu les allures de ses compagnons de Venise, de Milan et de Turin : Arlequin, Meneghino et Gerolamo, avec lesquels il a d'ailleurs quelques liens de parenté. Ce ne sont en effet que des variétés d'un même type, que les diverses faces d'un même caractère, modifié par l'entourage et le climat; ce ne sont pas des types différens. L'étude de ces nuances serait fastidieuse et sans grand résultat. Nous ne nous y arrêterons donc pas; passant à des variétés bien tranchées de la nombreuse famille des bouffons italiens, nous ferons connaissance une autre fois avec Cassandrino, l'aimable et coquet vieillard romain, et avec l'héroïque Pulcinella, ce joyeux et turbulent héritier des capitans napolitains.

FRÉDÉRIC MERCEY.

LES

MISSISSIPIENS.

PROVERBE.

PROLOGUE.

1703.

PERSONNAGES.

LA MARQUISE DE PUYMONFORT.
JULIE, sa fille.
LE DUC, ami de la maison.
SAMUEL BOURSET, fait comte de Puymonfort par son mariage avec Julie.
LÉONCE, chevalier de Puymonfort, cousin de Julie.
DESCHAMPS, vieux valet de chambre de la marquise.

Chez la marquise de Puymonfort. — Un petit hôtel au marais.

SCÈNE PREMIÈRE.

LE DUC, DESCHAMPS.

LE DUC entre en belle toilette du matin.

Eh bien! Deschamps, on est déjà parti pour l'église?

DESCHAMPS.

Ah! monsieur le duc! votre présence eût été bien nécessaire. Au moment

de monter en voiture, mademoiselle s'est trouvée mal. Il a fallu la rapporter dans son appartement, où madame la marquise a eu toutes les peines du monde à la faire revenir. Madame la marquise s'inquiétait beaucoup de ne pas voir arriver monsieur le duc; elle me disait: Deschamps, aussitôt que monsieur le duc sera au salon, faites-le monter ici. Et puis elle ajoutait, comme se parlant à elle-même: Ah! mon Dieu! il n'y a que lui qui ait un peu de tête ici! Enfin, mademoiselle a repris courage, et elle s'est laissée emmener; mais madame la marquise m'a ordonné, en partant, de prier monsieur le duc d'aller la rejoindre à l'église...

LE DUC, s'asseyant.

C'est çà!... je vais aller m'enrhumer dans vos diables d'églises! (Se parlant à lui-même en se frottant les jambes.) La chère marquise croit que j'ai toujours vingt ans... C'est bien assez qu'il faille avaler la messe du roi quand on va faire sa cour... Oh! pardi, j'ai de la dévotion par-dessus les yeux!

DESCHAMPS.

Monsieur le duc aura la bonté de dire à madame la marquise que j'ai obéi à ses ordres, car elle me gronderait beaucoup si j'y manquais.

LE DUC.

Te gronder, toi, Deschamps? est-ce qu'on se fâche avec un vieux serviteur comme toi?

DESCHAMPS.

Eh! eh! quelquefois, monsieur le duc, depuis la mort de monsieur le marquis!

LE DUC.

Eh! eh! monsieur Deschamps, vous persiflez, je crois!... Il y a long-temps que je ne t'ai rien donné... Tiens, vieux coquin!

SCÈNE II.

LE DUC, seul.

Ces canailles-là se mêlent d'avoir de l'esprit! Ah çà, pourvu que la petite n'ait pas fait quelque nouvelle sottise avec sa belle passion... Baste! elle se consolera comme se consolent toutes les femmes à présent, avec des parures, de beaux équipages et un grand train de vie... Autrefois les femmes valaient mieux; c'est un fait, elles nous aimaient quelquefois pour nous-mêmes; pas souvent, mais enfin çà se voyait, tandis qu'aujourd'hui il n'y a pas un regard qu'il ne faille payer au poids de l'or... La Maintenon, et avec elle la dévotion, a introduit cet usage... Aussi il fait cher vivre à présent... Mais qu'y faire?... Il faut bien marcher avec son siècle.

SCÈNE III.

LE CHEVALIER, LE DUC.

(Le chevalier, pâle et dans un grand désordre, quoique mis avec une certaine recherche, entre avec agitation, et, sans faire attention au duc qui est enfoncé dans un fauteuil, jette brusquement son chapeau sur la table.)

LE DUC, tressaillant.

Eh! doucement donc, mon cher! vous avez des façons... (Se retournant vers le chevalier.) Ah! comment diable! c'est toi, mon pauvre chevalier? Je ne m'y attendais guère.

LE CHEVALIER.

Et cela vous paraît bien ridicule, monsieur le duc?

LE DUC.

Passablement, à ne te rien cacher. Que diable viens-tu faire ici, mon cher?

LE CHEVALIER.

Je voulais la voir encore une fois, lui dire adieu, ou du moins rencontrer son regard avant que cet horrible sacrifice fût accompli.

LE DUC, tranquillement.

En ce cas tu viens trop tard, car déjà le sacrement est entre vous. Tiens, écoute ces cloches; c'est le *sanctus* qui sonne à la paroisse. La messe touche à sa fin, le mariage est consacré. (En chantant.) : *Allez-vous-en, gens de la noce.*

LE CHEVALIER.

Avec quelle horrible tranquillité vous m'enfoncez ce poignard dans le cœur!... Ah! je vous ai cru mon ami, celui de Julie du moins, et vous voyez notre désespoir avec une indifférence!...

LE DUC.

Votre désespoir! dis le tien, pauvre fou, puisque tu es assez naïf pour prendre la chose au sérieux; mais quant à celui de Julie, elle épouse Samuel Bourset. C'est ce que j'y vois de plus clair.

LE CHEVALIER.

Et qui donc a fait ce mariage infame? car enfin, je le sais, et désormais votre feinte pitié ne me trompera plus; c'est vous qui l'avez conseillé, et vous l'avez mené à bout avec une persévérance, avec une perfidie...

LE DUC, haussant les épaules.

Chevalier, tu perds la mémoire. Tu es fort troublé, c'est ton excuse. Mais essaie un peu de rappeler tes esprits. Lorsqu'il y a huit jours tu vins me trouver et me dire : La succession de mon père est liquidée; il s'y trouve plus de dettes que d'argent; je suis un homme ruiné...

LE CHEVALIER.

Ah! je vous ouvris mon cœur avec un abandon!

LE DUC.

As-tu donc sujet de t'en repentir? Quels conseils me demandas-tu? Des conseils pour être heureux ou des conseils pour être sage?

LE CHEVALIER.

Je vous demandai de me tracer mon devoir; vous l'avez fait, j'en conviens; mais...

LE DUC.

Mais j'aurais dû y joindre un miracle, n'est-ce pas, et trouver le moyen de te conserver honnête homme en te faisant faire une mauvaise action? Je ne suis pas si habile.

LE CHEVALIER.

Je sais que, perdu sans ressource, je ne pouvais plus aspirer à la main d'une fille bien née, sans fortune elle-même.

LE DUC.

Quand la faim et la soif se marient, comme on dit, ils ont pour enfans la misère et la honte.

LE CHEVALIER, vivement.

Non, monsieur le duc, la misère n'est pas la sœur de la honte.

LE DUC.

Eh bien! mettons qu'elle est sa cousine germaine. Je ne dis pas cela pour te blesser, chevalier. Tu es jeune, tu as du courage, de l'esprit, du génie... Tu feras ce que tu as projeté. Tu iras dans l'Inde ou dans le Nouveau-Monde refaire ta fortune ou mourir. C'est le devoir d'un homme de ta naissance. Mais tu m'avoueras qu'en épousant ta cousine, tu ne prenais pas le chemin de réparer tes désastres. Jeunes tous deux et amoureux en diable, vous eussiez eu une nombreuse famille...

LE CHEVALIER.

Ah! quelles images d'un bonheur pur vous me mettez cruellement sous les yeux! Et maintenant il faut qu'elle passe du sanctuaire où je la plaçais dans mes rêves, aux bras d'un ignoble traitant, d'un juif, d'un Samuel Bourset! Oh! non, ce n'est pas la misère qui est la sœur de la honte, monsieur le duc! c'est la richesse acquise au prix de l'amour et de la pudeur.

LE DUC.

Parlons-nous philosophie? j'en suis et je te donne raison. Mais si nous vivons dans un monde positif, et je crois que nous ne pouvons en sortir décemment, quoi que nous fassions, il nous faut bien suivre l'opinion, accepter ce qu'elle encourage et nous garder de ce qu'elle proscrit. Tu te croyais passablement fortuné et tu allais épouser ta cousine. Un beau matin tu te trouves sur le pavé, il faut que tu t'en ailles, et de plus il faut que ta cousine se marie. Je sais bien que dans le premier moment tu t'es flatté qu'elle attendrait ton retour des Grandes-Indes. Il a fallu te le laisser croire pour te donner du courage.

LE CHEVALIER.

Eh! ne pouviez-vous me le laisser croire du moins jusqu'à mon départ!.....

Quelques jours encore, et je serais parti plein d'avenir, plein d'illusions, tandis que maintenant je n'ai plus qu'à me brûler la cervelle.

LE DUC.

Fi donc! c'est du plus mauvais goût. Mon perruquier en a fait autant la semaine dernière pour la femme de mon valet de chambre. Tu n'en feras rien, mon cher; un gentilhomme ne doit pas finir comme un pleutre. Et, quant au reproche que tu me fais de ne t'avoir pas embarqué avec tes illusions en pacotille, j'ai à te répondre que si on t'avait laissé l'ombre d'une espérance, tu ne serais jamais parti. Tel est l'homme, surtout quand il est amoureux et qu'il a dix-huit ans.

LE CHEVALIER.

Ah! que vous étiez tous pressés de me voir partir!... Eh bien! si je devais subir ce dernier supplice, fallait-il donc mêler le ridicule à l'odieux, et sous mes yeux la livrer à un homme de cette espèce?

LE DUC.

Mon cher ami, cet homme a des millions, et la semaine dernière sa majesté a promené elle-même dans ses jardins de Marly, de l'air le plus gracieux qu'on lui ait vu depuis vingt ans, et en disant les plus aimables choses qu'elle ait dites de sa vie, maître Samuel Bernard le financier, l'oncle du Samuel Bourset que nous épousons aujourd'hui. Maître Bernard paie les dettes du roi, cela vaut bien deux heures d'affabilité, car ce ne sont pas de petites dettes! mais aussi ce n'est pas un petit monsieur que celui que Louis XIV caresse de la sorte!

LE CHEVALIER.

Et vous aussi, vous contemplez tranquillement de pareilles choses?

LE DUC.

Moi? je sais qu'en penser, aussi bien que toi. Mais à nous deux nous ne changerons pas le monde. La cour et la ville se modèlent l'une sur l'autre; le roi est ruiné et nous le sommes. Il est magnifique et veut que nous le soyons; il s'endette et nous nous endettons, il flatte la finance et nous tirons le chapeau après lui. Ainsi, ta cousine fait aujourd'hui un excellent mariage, et, à l'heure qu'il est, plus de deux mille nobles familles qui ne savent plus à quel clou se pendre, bien loin de mépriser le sang d'Israël, eussent bien voulu attirer vers elles ce filon d'or.

LE CHEVALIER.

Julie est assez belle, assez charmante, d'une famille assez illustre pour qu'un homme riche et bien né eût recherché sa main.

LE DUC.

Non pas dans le temps où nous sommes. Et d'ailleurs, chevalier, puisque tu me forces à te le dire, Julie était compromise plus que tu ne penses par la violence de ton amour. L'attrait d'un grand nom a pu seul déterminer un traitant à passer par-dessus certaines craintes... qui sont un préjugé sans doute, mais un préjugé moins facile à vaincre chez nous autres que chez les gens du commun.

LE CHEVALIER.

Ah! elle est pure comme la vertu elle-même!... J'en atteste....

LE DUC.

Je ne te demande pas cela; ça ne regarde personne; la voilà mariée....

LE CHEVALIER.

Si cet homme a de pareilles craintes, il n'en est que plus vil de les braver.

LE DUC.

Cet homme quitte aujourd'hui son fâcheux nom de Samuel Bourset pour celui de Bourset de Puymontfort. Sa femme le rebaptise par contrat de mariage; qui sait? le roi l'anoblira peut-être. C'est comme cela que les grandes familles se conservent; c'est l'usage maintenant, il n'y a rien à dire. Les hommes de finance y tiennent beaucoup. S'ils ne changeaient de nom, ils n'arriveraient pas aux emplois, et il faut bien qu'ils y arrivent. Dans vingt ans d'ici ils y seront tous. Heureusement je n'y serai plus.... Et toi qui vas en Amérique, je t'en félicite; je voudrais être assez jeune pour t'accompagner.

LE CHEVALIER.

Eh bien! votre froide sévérité sur les choses et sur les hommes de ce temps me gagne et me fortifie.... Oui, je partirai, mais sans l'avoir vue.... Je veux qu'elle sache que je la méprise trop pour lui dire adieu.

LE DUC, l'observant.

Est-ce que, par hasard, elle comptait te revoir?

LE CHEVALIER.

Croyez-vous que je serais venu ici de moi-même? Non; je n'aurais jamais remis les pieds dans cette maison; mais elle l'a voulu.... Tenez, voici le billet que j'ai reçu ce matin....

LE DUC, à part, le parcourant.

Ah! c'est donc pour cela qu'elle a fait promettre à sa mère de ne pas la conduire directement de l'église à la maison du banquier, mais de la ramener ici pour quelques instans!... (Lisant.) *J'ai arraché à maman la promesse que nous nous verrions un instant en sa présence.* (Haut.) Mais non pas en la présence du mari, je pense?... (Avec une mordante ironie.) Bonne mère! je la reconnais bien là! (Regardant le chevalier, qui est fort ému.) Et tu comptes accepter ce rendez-vous?

LE CHEVALIER.

Non pas! Vous me rappelez à moi-même... je pars à l'instant!... (Il fait quelques pas, regarde autour de lui et fond en larmes.) Ah! ce pauvre vieux petit salon où j'ai passé la moitié de ma vie, innocent et pur, auprès d'elle!... heureux comme jamais ne l'a été le roi de France au milieu des pompes de Versailles!.. je ne le verrai plus... Je vais vivre sur une terre étrangère, où pas une main amie ne serrera la mienne, où pas un cœur ne comprendra ma souffrance?

LE DUC.

Pauvre chevalier!... il me fait vraiment pitié... Voyons, modère-toi un peu, que diable! Veux-tu m'écouter un instant et suivre mes conseils?

LE CHEVALIER.

Parlez! Je suis privé de force et dépourvu de raison à l'heure qu'il est.

LE DUC.

A ta place, voici ce que je ferais : je ne partirais pas, du moins je ne partirais que l'année prochaine.

LE CHEVALIER.

Et à quoi bon prolonger d'une année ce supplice, trop long déjà d'une heure?

LE DUC.

Qu'il est simple! Mais où donc as-tu été élevé, mon pauvre garçon? Comment, tu ne me comprends pas? Voilà le mariage conclu à ne plus s'en dédire; ta présence ne peut plus l'embrouiller... Maintenant, tu aimes, tu es aimé... Tu me regardes avec de grands yeux! Que diable! je ne peux pas parler plus clairement, ce me semble?

LE CHEVALIER.

Que me dites-vous? Troubler son repos? ternir sa réputation?...

LE DUC.

C'est ce que tu fais depuis huit jours avec tes emportemens. Calme-toi, sois modeste dans ton bonheur, tout ira bien, car c'est ainsi que va le monde.

LE CHEVALIER.

Puis-je vivre ainsi, sans fortune et sans état?

LE DUC.

A quoi bon faire fortune, si tu n'épouses pas? Pourvu que tu aies une position dans le monde, d'ici à un an je te ferai avoir une compagnie de quelque chose.

LE CHEVALIER.

Croyez-vous donc que dans un an je pourrai quitter Julie plus aisément qu'aujourd'hui?

LE DUC.

Oh! bien certainement je le crois. Il est même possible que dans ce temps-là vous soyez aussi charmés de vous quitter que vous en êtes désolés aujourd'hui.

LE CHEVALIER.

Mais Julie oubliera-t-elle ainsi ses devoirs, car enfin son mari... sa mère...

LE DUC.

Sa mère est la meilleure femme du monde. Je la connais, moi. Je la connais même beaucoup, entre nous soit dit, et je te réponds qu'au lendemain du mariage ses idées sur la morale ne seront plus celles de la veille.

LE CHEVALIER.

Oh! comme vous parlez de ma tante! Moi, qui l'ai vénérée jusqu'ici comme une mère!... Je crois rêver.

LE DUC.

Relis donc le billet; tu verras que la marquise ne veut pas que sa fille meure de chagrin. Quant au mari, dans cette classe-là ils sont tous aveugles de nais-

sance. Et puis, quand il se douterait de quelque chose, est-ce qu'un homme comme ça oserait faire du bruit? Je voudrais bien voir!

LE CHEVALIER.

Mon Dieu!.. préservez ma raison!.. Mais, monsieur le duc, vous l'oubliez donc? ce misérable est son maître désormais... Partagerai-je ce trésor précieux et sans tache avec le vil traitant qui l'a acheté?..

LE DUC.

Bah! tu songes à tout! Ventregois! j'étais plus amoureux que cela à ton âge.

LE CHEVALIER.

C'est parce que j'aime que cette idée m'est insupportable, odieuse!.. Oh! jamais... jamais!..

LE DUC.

Eh bien! mon Dieu, si ce n'est que cela, ne sais-tu pas que les femmes ont mille ruses pour retarder, pour ajourner indéfiniment le bonheur d'un mari? Allons, Julie est une femme d'esprit... Tu lui en donneras plus encore.

LE CHEVALIER.

Ah! ne vous faites pas un jeu de mon délire! Je ne suis qu'un pauvre enfant sans expérience, mais éperdument amoureux... Ne m'ôtez pas le courage, car vous ne pouvez plus me donner le bonheur.

LE DUC.

Voici la voiture de la mariée dans la cour... Mais il me semble que le mari est avec elle! Va-t-en.

LE CHEVALIER, égaré.

Fuir devant lui?.. N'ai-je pas le droit, comme cousin de Julie, de venir faire mon compliment ici, chez ma tante? Soyez tranquille, je suis calme, je suis glacé!..

LE DUC.

Et tu dis cela du ton d'un homme qu'on va mener aux Petites-Maisons!... Allons, songe que le mari ne sait rien, et ton désordre lui apprendrait tout... Viens avec moi. Je ne te quitte pas d'un instant.

(Il l'entraîne par une petite porte conduisant aux appartemens intérieurs.)

SCÈNE IV.

JULIE, en costume de mariée des plus magnifiques, LA MARQUISE, fort parée, SAMUEL BOURSET, en habit écrasé de broderies. Julie, chancelante et pâle, est soutenue d'un côté par sa mère, de l'autre par son mari. Ils l'approchent d'un fauteuil où elle se laisse tomber.

LA MARQUISE.

Eh bien! ma fille, n'êtes-vous pas mieux?

JULIE, d'une voix éteinte.

Non, ma mère.

SAMUEL, lui tapant dans les mains.

Ma chère demoiselle, reprenez courage. (Julie retire ses mains avec horreur.)

LA MARQUISE.

Allons, monsieur, laissez-nous un peu ensemble... Vous voyez que ma fille est malade.

SAMUEL.

Je vous aiderai à la soigner.

LA MARQUISE.

Eh! cela ne vous regarde pas.

SAMUEL.

Si fait.

JULIE.

Monsieur!.. je voudrais être seule avec ma mère...

SAMUEL.

Je ne m'éloignerai pas dans l'état où je vous vois.

LA MARQUISE.

Mais vous êtes nécessaire chez vous. Tout notre monde y arrive en ce moment, et il n'y a personne pour recevoir. Voulez-vous qu'on trouve chez vous *visage de bois* un jour de noce?

SAMUEL.

Oh! mes gens sont là, j'en ai beaucoup, et des mieux stylés.

LA MARQUISE.

C'est peut-être l'usage dans votre monde que les valets remplacent le maître; mais, dans le nôtre, cela ne se fait pas, mon cher.

SAMUEL.

En ce cas, madame la marquise, vous aurez la bonté de remonter dans ma voiture et d'aller faire les honneurs de mon hôtel, car pour moi je reste auprès de ma femme.

LA MARQUISE.

De votre femme!... Eh! vous êtes bien pressé de lui donner ce nom.

JULIE.

Ma mère, ne me quittez pas!

SAMUEL.

Je vous en supplie, n'ayez pas peur de moi, madame... madame Bourset!..

LA MARQUISE.

Elle s'appelle de Puymonfort, monsieur! et elle vous a épousé à condition de ne pas perdre son nom.

SAMUEL.

Ah! ce n'est pas comme moi, qui l'ai épousée à condition de perdre le mien.

LA MARQUISE.

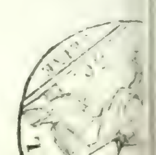
On le sait bien... Allons! voilà ma fille qui s'évanouit... Allez donc appeler sa femme de chambre.

SAMUEL.

Je sonnerai, ce sera plus tôt fait.

JULIE, bas à la marquise.

Ah! ma mère, quel supplice!



LA MARQUISE, de même.

Le duc !.. nous voilà sauvées.

SCÈNE V.

LE DUC, LA MARQUISE, JULIE, SAMUEL.

LE DUC.

Quoi ! monsieur, Julie en cet état ? Et vous êtes ici, M. de Puymonfort ?

SAMUEL, à part.

A la bonne heure, voilà un homme qui ne craint pas de s'écorcher la langue... (Haut.) Eh bien ! monsieur le duc, n'est-ce pas ma place ?

LE DUC.

Pas encore, mon cher ami. Vous tourmentez la pudeur de votre femme... Allons ! un homme comme vous sait son monde ! Laissez cette enfant avec sa mère. Elles ont à se dire des choses que vous n'êtes pas censé deviner.

(Il passe son bras familièrement sous celui de Samuel et l'emmène.)

SAMUEL, à part.

Celui-là me flatte... hem ! je ne m'en vas pas pour long-temps. (Ils sortent.)

SCÈNE VI.

JULIE, LA MARQUISE, puis LE CHEVALIER.

JULIE.

Ah ! j'en mourrai... Cet homme me fait horreur !

LA MARQUISE.

Il t'aime beaucoup, mon enfant, et son empressement le rend indiscret. Il faudra lui apprendre à vivre, et ce sera un excellent mari.

JULIE, pleurant.

Et Léonce !... (Le chevalier sort du cabinet et se jette à ses pieds.)

LA MARQUISE.

Mes enfans, mes enfans ! ayez du courage !

LE CHEVALIER.

Vous ne voulez pas qu'elle meure ? Vous ne la livrerez pas à ce rustre ! Ah ! Julie, je le tuerai plutôt !

LA MARQUISE.

Eh ! pour Dieu, ne parlez pas si haut. M. Bourset est ici près... J'entends sa voix. (Elle court fermer la grande porte du salon en dedans.)

JULIE.

Léonce, il faut nous séparer à jamais !

LE CHEVALIER.

Est-ce vous qui l'ordonnez ?... Non, Julie, ce n'est pas toi !

(Il l'entoure de ses bras.)

JULIE.

Mon Dieu! (On entend tousser.)

LA MARQUISE.

Ah! c'est la grosse toux de ce Bourset! Sauvez-vous, Léonce! (Le chevalier se relève et veut tirer son épée.) Y songes-tu, malheureux enfant? Veux-tu donc perdre ma fille? Et vite! et vite!

(Elle le pousse vers une des petites portes de dégagement. Bourset tousse encore.)

LE CHEVALIER, exaspéré.

Julie!

JULIE, hors d'elle-même.

Ne crains rien, Léonce! Cache-toi, nous nous reverrons bientôt. Ma mère, je le veux, je veux lui dire adieu, une dernière fois, devant vous.

LE CHEVALIER.

Mais cet homme?...

JULIE.

Ne crains rien, jamais, jamais! (Elle se lève et le pousse aussi vers la porte.)

LE CHEVALIER.

Nous nous reverrons? Oh! dis-le-moi, ou je brave tout. Je ne puis te quitter ainsi!

JULIE.

Oui, nous nous reverrons; la conduite de cet homme me pousse à bout.

(Bourset rentre par une autre porte de dégagement, pendant que Julie et la marquise entraînent le chevalier par la porte opposée et lui tournent le dos.

LA MARQUISE, à sa fille.

Je vais le cacher dans ma chambre, car je suis sûre que Bourset nous espionne. (Elle sort avec le chevalier.)

JULIE, leur parlant encore sur le seuil de la porte de gauche.

Et revenez vite près de moi, ma mère, car il va venir m'obséder de sa présence. (Elle se retourne, trouve Samuel debout devant elle, et reste muette d'effroi. Aussitôt Samuel, qui a déjà eu soin de refermer la porte par laquelle il vient d'entrer, va à celle par où vient de sortir le chevalier, et la ferme aussi, puis il met tranquillement les deux clés dans sa poche. Julie s'élance vers la grande porte pour s'enfuir et la trouve fermée.)

SAMUEL.

Oh! cette clé-là, votre mère l'a dans sa poche.

JULIE.

Quelle est cette inconvenante plaisanterie? Je veux être seule avec ma mère, je vous l'ai déjà dit, monsieur. (Elle veut s'approcher d'une sonnette, Samuel lui barre le chemin, la salue et lui offre une chaise.)

SAMUEL.

Je suis charmé que vous vous portiez mieux. Comme vous vous êtes promptement remise sur pied! C'est merveille de voir comme les couleurs vous sont vite revenues.

JULIE.

Laissez-moi.

SAMUEL.

Là, là, je ne vous regarde seulement pas. Quelle mouche vous pique?

JULIE.

Mais pourquoi m'enfermez-vous ainsi? Nous n'avons rien à nous dire.

SAMUEL.

Si fait, si fait, nous avons à causer.

JULIE.

Je n'y suis nullement disposée.

SAMUEL.

Je suis sûr que vous l'êtes au contraire, et que le nom seul de la personne dont j'ai à vous entretenir va vous donner de l'attention.

JULIE.

Que voulez-vous dire?

SAMUEL, lui offrant toujours la chaise.

Asseyez-vous.

JULIE.

Non, dites tout de suite, je ne m'assoierai pas.

SAMUEL, s'asseyant.

A votre aise! quant à moi, j'ai tant couru ces jours-ci pour vos cadeaux de noces, que je n'en puis plus.

JULIE, à part.

Oh! quel supplice!...

SAMUEL.

Vous avez un parent qui vous intéresse?

JULIE, troublée.

J'en ai plusieurs, ma famille est nombreuse, et, quoique pauvre, elle est encore puissante, monsieur.

SAMUEL.

Je le sais, c'est à cause de cela que j'ai voulu en faire partie; ainsi donc vous avez, c'est-à-dire, *nous avons* un cousin.

JULIE, tremblante.

Eh bien! que vous importe?

SAMUEL.

Il m'importe beaucoup, parce que premièrement il est mon parent, et qu'en second lieu il est mon débiteur.

JULIE.

Votre débiteur?

SAMUEL tire des papiers de sa poche et les déroule lentement.

Il a eu le malheur d'emprunter, du vivant de M. le baron de Puymonfort son père, qui ne lui donnait pas beaucoup d'argent (et pour cause), la somme de quatre cents et *tant* de louis à un capitaliste de mes amis, lequel m'a cédé sa créance pour se libérer envers moi d'une somme égale...

JULIE.

Abrégeons, monsieur. Si c'est pour me parler d'affaires que vous me retenez ici contre ma volonté, le procédé est au moins bizarre; et si le chevalier de Puymonfort, mon cousin, est votre débiteur, il s'acquittera envers vous : cela ne me regarde pas. Laissez-moi sortir.

SAMUEL.

Un petit moment, un petit moment! ceci vous regarde plus que vous ne pensez. Le chevalier est insolvable.

JULIE.

Ma famille se cotisera pour ne vous rien devoir.

SAMUEL.

Ah bien oui! votre famille!... si entre vous tous vous aviez pu réunir cinq cents louis, vous ne m'auriez pas épousé.

JULIE, outrée.

C'est possible! après?

SAMUEL.

Après!... comme j'ai droit à être payé, j'ai pris des sûretés, et voici une lettre de cachet que le ministre de sa majesté, plein de bontés pour moi, a bien voulu me délivrer contre ce bon chevalier.

JULIE.

Quoi! vous n'avez pas reculé devant une pareille violence? vous, à la veille de votre mariage, vous avez sollicité une lettre de cachet contre un des membres de la famille où vous alliez entrer?

SAMUEL.

Et je m'en servirai le jour même de mon mariage, si la famille dans laquelle j'ai l'honneur d'être admis ne fait pas ma volonté.

JULIE.

Votre volonté!... oh! il est facile de vous contenter. Le chevalier a des protecteurs aussi, monsieur! le duc, notre ami intime, ne souffrira pas,... vous serez payé.

SAMUEL.

Et si je ne veux pas l'être?

JULIE.

Mais que voulez-vous donc?

SAMUEL.

Si je veux faire mettre tout bonnement le chevalier à la Bastille? Une lettre de cachet n'est pas toujours un mandat de prise de corps pour dettes, c'est aussi parfois un ordre absolu motivé par le bon plaisir de qui le donne, et exécuté selon le bon plaisir de qui s'en sert, eh! eh!

JULIE.

Si votre bon plaisir est de vous déshonorer...

SAMUEL.

Oui-dà, madame ma femme! Ici les rieurs seraient de mon côté. Diantre!..

un mari qui le jour de ses noces fait embastiller l'amant de sa femme, ce n'est pas si bête, eh! eh!

JULIE.

Ah! vous m'outragez, monsieur! et votre brutalité m'autorise à rompre dès à présent avec vous. Je suis encore chez moi, sortez d'ici! laissez-moi! jamais je n'aurai rien de commun avec un homme tel que vous! (On essaie d'ouvrir la porte par laquelle sont sortis la marquise et le chevalier. Julie veut se lever.)

SAMUEL, la retenant.

Un petit moment, s'il vous plaît. Le chevalier est dans la maison... Oh! je la connais, la maison : ici, un cabinet qui n'a qu'une porte donnant dans la chambre de votre mère; et puis, la chambre de votre mère, où est maintenant le chevalier, laquelle chambre a une sortie sur le vestibule, dont j'ai aussi la clé dans ma poche. J'ai beaucoup de clés! Et une autre sortie sur le petit escalier, au bas duquel il y a quatre laquais à moi, postés avec des armes. Je ne voudrais pas qu'il arrivât malheur à ce pauvre chevalier.... ni vous non plus?...

JULIE.

Oh! monsieur... au nom du ciel!...

SAMUEL.

N'ayez pas peur, mignonne, je ne suis pas méchant quand on ne me pousse pas à bout. Allez dire à votre maman, par le trou de la serrure, que vous voulez causer encore avec moi un petit instant.

(Julie s'élance vers la porte, Samuel la suit et se place à côté d'elle pour entendre les paroles qu'elle échange avec sa mère.)

LA MARQUISE, derrière la porte, frappant avec impatience.

Julie! Julie! êtes-vous seule?

SAMUEL, parlant très haut.

Je suis avec ma femme, et je désire lui parler sans témoins. C'est son intention aussi.

LA MARQUISE, dehors.

Ce n'est pas vrai.

SAMUEL.

Si fait. (A Julie.) Dites donc, madame...

JULIE.

Ma mère, je suis à vous dans l'instant.

LA MARQUISE, d'un ton d'étonnement, toujours dehors.

Ah! vraiment, ma fille? (Samuel serre avec force le bras de Julie, et la regarde fixement.)

JULIE, épouvantée.

Oui, vraiment, ma mère!

LA MARQUISE, dehors.

J'attends!

SAMUEL, ramenant Julie à son fauteuil, où elle tombe accablée.

Maintenant, ma colombe, calmez-vous; il ne sera fait aucun mal à votre bon petit cousin. Je n'exigerai même pas qu'il paie ses dettes. Je lui fais grace. Je suis généreux, moi, quand c'est mon intérêt. Mais voyez-vous, il faut qu'il parte aujourd'hui, tout de suite, et pour tout de bon.

JULIE.

Il partira, monsieur, mais je suis bien aise de vous dire que c'est la première et la dernière de vos volontés que je subirai.

SAMUEL.

Vous vous abusez, mon enfant, vous les subirez toutes; et pour commencer, ouvrez cette porte. (Julie se lève indignée, et le toise avec hauteur.) Si vous n'ouvrez pas cette porte, j'ouvrirai cette fenêtre, et je jetterai cette clé à mes laquais, qui sont au bas du petit escalier, afin qu'ils entrent, et qu'ils se saisissent du chevalier dans la chambre de votre mère. (Julie, terrassée, va ouvrir la porte à sa mère. Samuel la suit, et la tient fascinée sous son regard. — La marquise, entrant, les regarde tour à tour d'abord avec effroi, puis avec surprise, et finit par éclater de rire.)

JULIE, se cachant le visage.

O ma mère! ne riez pas.

LA MARQUISE, riant toujours.

Eh bien! eh bien! ma pauvre enfant... Il n'y a pas de mal à cela!... (Elle rit encore.)

SAMUEL.

N'est-ce pas que c'est drôle? Et le chevalier?... (Il rit aux éclats.)

LA MARQUISE, reprenant son sérieux.

Comment!... le chevalier?... (Elle regarde Samuel attentivement; puis elle part encore d'un grand éclat de rire.) Eh bien! le tour est parfait! (Elle tend la main à Samuel.) Mon gendre, je vous rends mon estime!

JULIE.

Ah! c'est odieux! (Elle pâlit et chancelle.)

SAMUEL, bas en la soutenant.

Je n'entends pas que vous vous évanouissiez, entendez-vous bien? (Haut.) Ma chère marquise, je ne suis pas si mal élevé que vous pensiez. Je ne veux pas enfoncer le poignard dans le cœur de ce pauvre chevalier au moment de son départ... Il est amoureux de sa cousine!.... Ce n'est pas à moi de m'en étonner; mais Julie vient de m'ôter, par une sincère explication et d'aimables promesses, tout sujet de jalousie, et je désire qu'elle lui fasse ses adieux ici, tout de suite, sans mystère et de bonne amitié... Appelez-le, je vous prie.

LA MARQUISE.

Le voulez-vous, Julie?

JULIE hésite, rencontre le regard de Saumel, et dit en s'efforçant de sourire :

Je vous en prie, maman. (La marquise sort.)

SAMUEL.

Je veux qu'il reçoive son congé sur l'heure... Et croyez bien qu'il ne sera pas perdu de vue un instant jusqu'à ce qu'il ait mis le pied sur le navire qui doit l'emmener en Amérique.

JULIE, accablée.

Vous serez obéi!

(On frappe. Samuel va ouvrir. Tandis que le duc entre par la grande porte, la marquise et le chevalier entrent par la petite. Le chevalier fait quelques pas avec impétuosité vers Julie; puis, voyant Samuel, il s'arrête stupéfait et se retourne d'un air d'interrogation et de reproche vers la marquise, qui essaie de tenir son sérieux, et rit sous cape de temps en temps.)

LE DUC.

Ah çà! je ne conçois rien à ce qui se passe ici, et je ne sais à quoi vous pensez tous. Comprend-on un jour de noces où toute la famille attend les mariés dans une maison, tandis qu'ils s'amusent à babiller dans l'autre?... Monsieur Puymonfort, votre majordome envoie ici message sur message pour vous dire que votre hôtel est plein de monde et qu'il ne sait où donner de la tête; et vous êtes inabordable...

SAMUEL.

Ma mère est là, qui ne s'en tirera pas mal... C'est une femme qui n'est pas sotte.

LA MARQUISE, à part.

Et qui a une jolie tournure! (Elle se contient un instant, puis éclate de rire.)

LE CHEVALIER, avec amertume.

Vous êtes fort gaie, ma tante!

(La marquise passe auprès du duc et lui parle bas.)

LE CHEVALIER, bas à Julie.

Que se passe-t-il, Julie? Mon Dieu!

JULIE, bas.

Vous devez partir à l'instant même, et ne me revoir jamais.

SAMUEL, passant entre eux.

Monsieur le chevalier, je suis tout à vous. Ma femme vient de m'ouvrir son cœur, et de me dire que vous désiriez prendre congé d'elle. Je suis heureux de trouver cette occasion pour vous offrir mes petits services... Vous partez? Une de mes voitures et plusieurs de mes gens sont à votre disposition... Vous êtes gêné d'argent? m'a-t-on dit. Mes correspondans ont déjà reçu avis de tenir des fonds à votre ordre dans toutes les villes où vous voudrez séjourner, tant en France qu'à l'étranger.

LE CHEVALIER, avec hauteur.

C'est trop de graces... Je n'en ai que faire.

SAMUEL, lui offrant un portefeuille.

Vous voulez de l'argent comptant?

(Le chevalier jette le portefeuille à terre avec un mouvement de fureur.)

SAMUEL le ramasse tranquillement, l'ouvre, et en tire un papier qu'il lui présente.

Puisque vous ne voulez rien me devoir, reprenez donc ce petit effet au porteur de quatre cent vingt-cinq louis qui a été passé à mon ordre par Isaac Schmidt, échéable au 15 octobre 1703, c'est-à-dire après-demain.

LE CHEVALIER, le repoussant avec indignation.

J'acquitterai cette dette, monsieur, n'en doutez pas.

SAMUEL, remettant le papier dans sa poche.

A votre aise!... Maintenant, je vous présente le bonjour, et vous souhaite un bon voyage. Ma femme vous en souhaite autant et vous fait ici ses adieux.

(Il s'éloigne d'un pas, mais sans les perdre de vue.)

LE CHEVALIER, à Julie.

Ainsi vous trahissez jusqu'au secret, vous effacez jusqu'au souvenir de notre amour!

JULIE.

Partez! il le faut.

LE CHEVALIER.

Oh! malédiction sur vous! (Il veut se retirer par la petite porte.)

SAMUEL, se rapprochant.

Pas par ici, les portes sont closes. Si vous voulez donner le bras à ma femme jusqu'à la voiture, vous sortirez par la grande porte. (Le chevalier jette à Julie un regard d'indignation, à Samuel un regard de mépris, et s'élance dehors avec impétuosité.)

SAMUEL, bas, prenant le bras de Julie.

Allons! ferme sur les jambes! marchons!

JULIE.

Et la lettre de cachet! ne la déchirez-vous pas?

SAMUEL.

Nous verrons cela demain.

LA MARQUISE, moitié triste, moitié gaie, prenant le bras du duc et les suivant.

N'est-ce pas incroyable?... Comment ce Bourset a-t-il pu s'emparer si vite de sa confiance?

LE DUC.

Ce n'est pas malhabile de la part de Julie. Le chevalier, furieux et passionné, eût pu la compromettre par ses clameurs involontaires. Elle lui ferme la bouche en prenant son mari pour rempart; c'était le meilleur parti à prendre.

LA MARQUISE.

Pauvre chevalier!

LE DUC.

Pauvre Bourset, peut-être!

FIN DU PROLOGUE.

GEORGE SAND.

ÉTAT ACTUEL

DES INDES ANGLAISES.

IIe PARTIE.[1]

L'Afghanistan. — Mœurs des Afghans.

A l'ouest de l'Indus, et à partir des monts Soliman, commence un pays dont le Sindh a toujours été une dépendance jusque dans ces derniers temps, et dont l'importance ethnographique, historique et politique appelle toute notre attention. Comme le parti que saura tirer l'Angleterre de ce pays de transition et de ces peuplades inquiètes et belliqueuses exercera la plus grande influence sur l'avenir de l'Asie centrale et de l'Hindoustan, nous chercherons à faire connaître, par une esquisse nette, quoique rapide, le caractère du pays et celui de ses habitans, et nous rattacherons à cette étude l'examen sommaire de la condition actuelle et des ressources des contrées voisines que dominent également les crêtes neigeuses de l'Indou-Koh et qu'arrose l'Oxus.

Dans l'acte de cession de ces belles provinces de l'ouest à Nader-Shâh, acte auquel on conçoit à peine que Mohammed-Shâh ait eu la

(1) Voyez les livraisons du 1er janvier et du 15 février.

lâcheté d'apposer son sceau impérial, on voit spécifiés tous les points dont la valeur stratégique ou politique avait été reconnue par l'œil exercé du conquérant. « En considération, y est-il dit, de cette faveur (celle de ne pas l'avoir détrôné et de lui avoir permis de garder une partie de ses pierreries!) qu'un père ne fait pas à son fils, ni un frère à son frère, je lui cède tout le pays à l'ouest de la rivière Attock, du cours du Sindh, c'est-à-dire Peshaver avec son territoire, la principauté de Kaboul, Ghaznavi (Ghizni), les montagnes où résident les Afghans, le Hazaridjat et les passes avec le fort de Bakker, Sankar et Khoudabad; le reste des territoires, passes et résidences des Tchokias, Beloutchis, etc., avec la province de Tatta, le fort de Râm et les villages de Tirbinn, les villes de Tchun, Samawali et Ketra, etc., places dépendantes de Tatta; toutes les campagnes, villes, villages, forts et ports, depuis le commencement de la rivière Attock avec toutes les passes et lieux habités compris dans le bassin de ladite rivière jusqu'au Nala-Sankra, où elle se décharge dans la mer; en un mot, tous les lieux à l'ouest de la rivière Attock, de la rivière Sindh et du Nala-Sankra (1). »

Ce document officiel d'une précision si remarquable témoigne surtout de l'importance que Nader-Shâh attachait à la possession des passes, et ce sont ces passes, en effet, qui font la force principale de l'Afghanistan. Elles sont les clés du plateau de Kandahar, de la haute terrasse de Kaboul et du Khorassan, et dominent le cours de l'Oxus d'un côté, celui de l'Indus de l'autre. Les systèmes de montagnes dont elles font partie, et qu'elles permettent de franchir, n'ont été qu'imparfaitement étudiés. Nous allons essayer d'en donner une idée (2).

La limite de l'Afghanistan au nord est la continuation occidentale de la grande chaîne de l'Himalaya, le Caucase indien des Macédoniens, désigné par les géographes orientaux sous les noms de Hindou-Koh, Hindou-Khou, Hindou-Koush. Les vallées de l'Abou-Sine, du Londye (l'une des principales branches de la rivière de Kaboul), du Kaméh, appartiennent à sa pente méridionale; l'intérieur et la pente septentrionale de cette chaîne sont entièrement inexplorés. La pente

(1) Daté de Shâdjahanabâd (Delhi), le 4 de moharram 1152 de l'hégire (2 avril 1739.)

(2) Dans cette partie de notre exposé, et dans nos recherches ethnographiques, nous nous appuierons plus particulièrement sur le beau travail de Ritter, 8me vol. de son grand ouvrage : *Die Erdkunde*, Berlin, 1838, et sur la dernière édition de l'ouvrage d'Elphinstone : *An account of the kingdom of Caubul*, etc. Londres, 1839, 2 vol.

sud n'a été étudiée que vers son extrémité ouest dans ces dernières années par Burnes, qui en a mesuré et franchi les passes principales. Le fleuve ou rivière de Kaboul coule au pied de l'Hindou-Koh et reçoit ses affluens en partie des montagnes avancées au sud et à l'ouest, en partie de la terrasse de Kaboul, en partie enfin de l'Hindou-Koush même. La petite rivière qui passe par la ville de Kaboul est le plus insignifiant de ces affluens, mais donne cependant son nom au cours principal. A quatre journées de marche, à l'ouest de Kaboul, on trouve le village de *Sir-Tchaschma* (*sir*, tête; *tchaschma*, source); c'est là que la rivière prend sa source, et non loin de là s'élève la première rangée de montagnes que l'on passe à la hauteur de 3,350 mètres environ. C'est le commencement d'une chaîne dépendante de l'Hindou-Koush, connue sous le nom de *Koh-é-Baba*, et qui s'étend vers le S.-O. entre Kaboul et Bâmiân. L'élévation des sources donne une grande rapidité à la rivière de Kaboul et à tous ses affluens. Les montagnes opposées à l'Hindou-Koush, au sud de la rivière, se nomment monts *Tira* ou *Khaybers*. Il faut les traverser pour se rendre de Peshaver à Kaboul. La passe de Khayber, longue de 25 milles, est, pour les provinces du Haut-Indus, ce que la passe du Bolan est pour les provinces du Sindh. L'une et l'autre peuvent être défendues par une poignée d'hommes résolus contre les efforts de toute une armée. Nader-Shâh fut arrêté plus d'un mois et demi devant la passe de Khayber, et craignant de ne pouvoir la forcer sans y perdre une grande partie de son armée, les Khayberiens lui ayant déjà tué et blessé beaucoup de monde, il négocia avec eux et obtint le passage moyennant une somme convenue, se mettant ainsi aux lieu et place des empereurs moghols qui allouaient à ces dévaliseurs de caravanes une certaine redevance annuelle. Cette redevance, au temps de l'invasion de Nader-Shâh, n'avait pas été payée depuis cinq ans. Shâh-Shoudjâ, lors de son avènement au trône, avait passé une sorte de traité avec les Khayberiens en vertu duquel, moyennant 60,000 roupies qui leur étaient alloués par an, ils répondaient du libre passage des hommes et des marchandises. C'était une sorte de prime d'assurance à laquelle Shâh-Soudjâ aura désormais le pouvoir de se soustraire, les Anglais, ses protecteurs, étant maîtres de la passe. On a vu, dans la première partie de ce travail, qu'une des divisions de l'expédition d'Afghanistan, composée d'un détachement de troupes du Bengale et d'un corps sikh, sous le commandement du colonel Wade, avait marché par la passe de Khayber, défendue par un fils de Dost-Mohammed, mais abandonnée par lui lors de la marche de sir J. Keane de

Kandahar sur Kaboul. Un service de postes est aujourd'hui établi entre Calcutta et Kaboul, en passant par le Pandjâb et la passe de Khayber. Les monts Khaybers courent de l'est à l'ouest, vis-à-vis de la projection septentrionale du Hindou-Khou, dont le sommet le plus élevé paraît atteindre 6,000 mètres (le Kound d'Elphinstone, le pic Kouner de Burnes). Ces deux séries de montagnes forment un passage étroit que le fleuve de Kaboul perce près de Djellalabad, pour passer de son gradin supérieur de Kaboulistan sur le gradin inférieur de Peschaver, qui se lie au plat pays de l'Indus.

C'est cette même contrée montagneuse vers le haut Kound, contrée dans laquelle Alexandre-le-Grand pénétra par la vallée de Kouner, le long du fleuve Kaméh, qui porte le nom de *Hindou-Khou* ou *Hindou-Kôh*, strictement parlant. Le nom de *Hindou-Koush*, qui a de l'analogie avec le premier et qui souvent est confondu avec lui, ne se rapporte qu'aux passages plus occidentaux entre Bâmiân et le pays de Balkh. D'après Ibn-Batuta (1), qui franchit ces passes vers le milieu du XIV[e] siècle, l'étymologie de *Hindou-Koush* se déduit de la destruction causée par le froid parmi les Indiens qu'on traînait en esclavage dans la Bactriane, et qui trouvaient la mort dans ces montagnes. *Hindou-Koush* signifie, en effet, mot à mot, destructeur ou tueur des Hindous (2).

Toute cette contrée au nord du fleuve du Kaboul fut le théâtre de combats livrés par l'une des divisions de l'armée d'Alexandre. Elle est désignée aujourd'hui sous le nom de *Kohéstân* de Kaboul (*Koh-é-stân*, c'est-à-dire pays de montagnes), et ses hauteurs avancées, du côté du fleuve, sous le nom de *Kohdamaun*. L'ensemble de ces contrées, à partir de la rive gauche du fleuve de Kaboul, peut se diviser en trois régions : dans les basses plaines les plus chaudes se sont établis les Afghans proprement dits; dans les vallées moyennes, les Youssouf-Zaïs, dont nous aurons occasion de parler bientôt; les hautes vallées presque inaccessibles de la chaîne géante sont ha-

(1) Ibn-Batuta, savant sheik et célèbre voyageur, florissait à la cour de l'empereur de Delhi, Mahmoud-Toghluk, vers 1340. — Les voyages d'Ibn-Batuta ont été traduits de l'arabe par le révérend Sam. Lee, Londres, 1829, in-4°.

(2) Ces passages sont les six mesurés par Burnes, et qui atteignent de 3,350 à 4,000 mètres environ de hauteur. — Les observations de Burnes prouvent que Bâmiân se trouve déjà au nord de la ligne de partage des eaux entre l'Indus et l'Oxus. Mohan-Lall, jeune Hindou, qui accompagnait MM. Burnes et Gerard dans la première mission à Kaboul, et qui a publié une relation intéressante de ses voyages (*Journal of a Tour*, etc., Calcutta, 1834), donne la même étymologie du mot *Hindou-Koush*; mais, selon lui, la tradition rapporte qu'une armée hindoue aurait péri tout entière dans ces montagnes.

bitées par un peuple tout-à-fait distinct, les *Kafers*. Le *Kaferistân*, ou pays des Kafers (*kafers*, mécréans, infidèles, qui ne sont ni mahométans ni Hindous), est d'une étendue indéterminée, mais qui comprend au moins tout le pays au nord du fleuve de Kaboul, depuis *Tchitrâl* jusqu'à *Badakshan*, *Anderab* et *Balkh*. Le Kaferistân offre un vaste champ aux explorations des voyageurs futurs; c'est une vraie *terra incognita* dans sa partie orientale. Elphinstone, dans son excellent ouvrage sur le Kaboul et les pays voisins, a donné une notice très intéressante sur les *Kafers* ou *Siapôsh* (1). C'est un fait très remarquable que non-seulement ces peuplades (visitées en 1810 par Moulla-Nadjib, et dont Elphinstone décrit les mœurs et les usages surtout d'après cet observateur musulman), mais en général toutes les tribus qui habitent au nord du Hindou-Koh et sur la rive droite de l'Indus jusque dans le petit Tibet, prétendent descendre des Macédoniens de l'armée d'Alexandre (2). On peut espérer que M. Vigne, voyageur anglais qui a tout récemment exploré avec soin les pays au nord de l'Hindoustan, et dont on imprime en ce moment la relation à Londres, aura recueilli des renseignemens curieux sur cette intéressante question.

Au-dessous et à l'est du Kaferistân, le pays montagneux entre la rivière *Londye* et l'Indus (au nord d'Attock) est habité par la tribu des Youssouf-Zaïs, dont l'importance historique mérite une mention particulière. D'après les traditions et les histoires écrites que possède cette tribu, les Youssouf-Zaïs sont originaires du pays situé entre Hérat et le Beloutchistan, sur les confins du Dushté-Lout, ou grand désert salé; et lorsqu'ils en furent expulsés vers la fin du XIII[e], ou au commencement du XIV[e] siècle, ils peuplèrent en partie la haute terrasse de Kaboul, et, de proche en proche, s'établirent, de gré ou de force, dans les districts voisins du bassin de l'Indus, et plus particulièrement dans celui que nous avons désigné, et d'où ils ont envoyé des colonies dans tout l'Hindoustan. Les Youssouf-Zaïs

(1) *Sia*, noir, *pôsh*, vêtement; *habillés de noir*. On donne ce nom à quelques-unes de leurs tribus, parce qu'elles portent une espèce de surtout de poil de chèvre.

(2) L'ouvrage d'Elphinstone abonde en observations judicieuses et en détails précieux, surtout en ce qui concerne l'ethnographie de l'Afghanistan. Burnes, qui a visité ces contrées vingt-trois ans après Elphinstone, a confirmé par son témoignage toutes les observations de ce dernier, qu'il nomme *classiques*. La carte jointe à la dernière édition de la description du royaume de Kaboul semble laisser encore beaucoup à désirer. Nous regardons la carte d'Arrowsmith, publiée à Londres en 1834 (*Central Asia, comprising Bokhara, Cabool, Persia*, etc.), d'après les observations d'Alex. Burnes, comme la meilleure carte générale que l'on puisse consulter pour l'intelligence des questions qui nous occupent.

n'ont ni agriculture, ni industrie, ni commerce. Propriétaires par droit de conquête, ils vivent du travail des tribus qu'ils ont soumises, et si l'accroissement de la population rend les moyens de subsistance précaires, l'émigration est une ressource que leur audace aventureuse a su exploiter avec avantage depuis des siècles. Comparable en quelques points aux Lacédémoniens par son organisation intérieure, aux Normands par le caractère et le but de ses expéditions, ce peuple turbulent, connu à l'est de l'Indus sous le nom général de Patanes, a exercé, à diverses époques, une grande influence sur les affaires de l'Hindoustan. Les armées mogholes se sont toujours recrutées de ces émigrés. Les Hindous ont plus d'une fois plié devant eux. Une dynastie de leur souche a occupé le trône de Delhi pendant trois siècles, et sur les ruines de l'empire du Grand-Moghol, ils avaient élevé la république des Rohillas dans l'ancienne province de Kattaïr (au S.-E. de Hardwar), aujourd'hui le Rohilkond (1), d'où ils s'étaient rendus souvent redoutables aux Anglais eux-mêmes. Ce pays est aujourd'hui soumis entièrement à la domination anglaise, ainsi que les autres colonies afghanes de moindre importance qu'on trouve dans toute l'étendue de l'Hindoustan, telles que Furruckabad, Bopâl, Karnoul, Kadappa, etc.; mais les Patanes sont toujours rangés, sinon parmi les meilleurs, au moins parmi les plus braves soldats de l'Hindoustan.

Revenons à l'Afghanistan, et en particulier à la haute terrasse de Kaboul. Le Hindou-Koush au nord, le Koh-é-Baba au sud-ouest, les monts Khayber avec le Sofaid-Koh (*montagne blanche*, à cause de ses neiges éternelles) au sud, l'Indus à l'est : telles sont les limites naturelles et bien définies de ce pays gradué qu'arrosent la rivière de Kaboul et ses affluens, dont un seul prend sa source dans le plateau de Ghizni. Liée à ce plateau et à celui de Kandahar, la haute terrasse de Kaboul, moins élevée que l'un et l'autre, est plus favorisée de la nature dans son aspect général comme dans ses productions. Le plateau de Ghizni est le plus haut et le plus froid.

Kaboul est situé tout près du Kohéstan, c'est-à-dire de la pente méridionale de l'Hindou-Koush. Vu de ce côté, c'est un pays de montagnes; mais, vers le sud-ouest et le sud, le terrain prend la forme d'un plateau ondulé, sillonné par des séries de rochers, traversé par des plaines de sable et de grès, offrant par intervalles des portions

(1) Pays de montagnes, de *roh*, montagne en pandjabi; *rohillas*, peuples des montagnes.

de sol qui, sans être précisément stériles, sont cependant privées d'eau; des steppes arides, des herbes sèches, des broussailles et des buissons épineux. Ni arbres ni arbrisseaux; çà et là quelques cours d'eau qui fertilisent un vallon; et dans les crevasses des rochers, de nombreux amandiers, végétation caractéristique de tout le plateau de l'Afghanistan. A peu de distance, la scène change comme par miracle. Autour de Kaboul même, et surtout au nord et à l'ouest de la ville, les champs cultivés, les prairies, les vergers arrosés par mille ruisseaux, les nombreux villages, tout contribue à animer le paysage, dont le cadre de montagnes qui l'entoure augmente encore la richesse et la grandeur. Dans la seule vallée d'Estalif, on compte plus de 6,000 vergers où mûrissent tous les fruits de l'Europe et de l'Asie.

La ville de Kaboul est située, d'après les observations les plus récentes, par 34° 24′ 5″ de L. N., et 69° 7′ 15″ de L. E., sur une plaine élevée de plus de 2,000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Sur cette haute plaine, la rivière de Kaboul n'a pas moins de 50 pieds de chute par mille anglais, et la pente vers l'est est si raide, qu'après une journée de marche à l'ouest, près de la source principale du fleuve, à Sir-Tchaschma, on s'est déjà élevé à la hauteur absolue de 2,620 mètres. La ville de Kaboul est très animée et très bruyante, quoiqu'elle ne compte que 60,000 habitans. De grands bazars où abonde tout ce qui est nécessaire à la vie, et ce qui peut flatter les goûts asiatiques, sont le rendez-vous de toutes les classes de la population, qui viennent s'y pourvoir d'étoffes, de soieries, de draps, de provisions de toute espèce offertes à bas prix, ou admirer les innombrables boutiques où sont étalés, jour et nuit, avec autant de profusion que d'élégance, les produits de l'industrie locale, ceux des manufactures européennes que les caravanes ont apportés de Russie ou de l'Inde anglaise, et les fruits délicieux que la vallée de Kaboul y envoie dès le mois de mai. Burnes donne une description très détaillée et très pittoresque de la ville de Kaboul, telle qu'elle était en 1832. Son aspect a changé sans doute depuis que le shâh a repris possession du Balahissar, où un ministre anglais réside à ses côtés, et que l'armée anglo-indienne a établi ses cantonnemens aux portes de la ville. Un élément nouveau et désormais le plus important de tous est entré dans cette population déjà si variée et si active. Les Européens peuvent, dès à présent, traverser l'Afghanistan dans toutes les directions, et avant peu ils auront formé dans les villes principales, surtout à Kaboul et à Kandahar, des établissemens durables, destinés à étendre et à vivifier le commerce, et à satisfaire

aux nouveaux besoins que leur exemple aura créés parmi les populations indigènes.

Jusqu'ici le marché de Kaboul a reçu principalement de la Russie les approvisionnemens de denrées ou de produits industriels nécessaires à la consommation du peuple afghan. Les caravanes, parties d'Orembourg et passant par Khiva, lui fournissent, par la voie de Bokhara, principal entrepôt de ce commerce, des armes à feu, de la coutellerie, du cuivre en feuilles, des ustensiles en cuivre, des aiguilles, des miroirs, des verres de lunettes, des verreries, de la porcelaine, du papier, du thé de plusieurs espèces, dont une, dit-on, supérieure au thé qui nous vient de Canton; des cuirs préparés, de la cochenille, du sulfate de cuivre, du fil d'or et d'argent, des draps, des indiennes, des velours, des satins, des toiles appelées *nanka*, et une infinité d'autres articles.

Tous les efforts du gouvernement anglais vont tendre désormais à exclure les Russes du marché de Kaboul et, par la suite, de celui de Bokhara. C'est là, selon nous, la seule lutte qui, d'ici à long-temps, puisse s'établir entre ces deux puissances. Nous reviendrons sur ce sujet important, quand nous traiterons des intérêts généraux des deux empires dans l'Asie centrale.

Sous le point de vue physique comme sous le point de vue politique, la position très remarquable de Kaboul dans le monde asiatique attire sur cette ville l'attention de tout l'Orient. Kaboul est le carrefour où se croisent les grandes routes de communication de la Perse et de l'Inde, de l'Irân et du Tourân, ou, en d'autres termes, du nord et du sud, de l'est et de l'ouest de l'Asie centrale. Sous le rapport du climat, Kaboul est aussi un point de transition d'une importance caractéristique, offrant une réunion singulière des influences diverses du ciel et de ses dons variés, en un mot le climat accidenté qui, dans les pays de *terrasses*, rapproche toujours les contrastes dans le moindre espace et le temps le plus court, mais aussi dans le style le plus grandiose. A Kaboul règne déjà en partie le climat sec de la Perse; mais les derniers nuages de la mousson, suivant l'éternel rempart de l'Himalaya et de l'Indou-Kôh, arrivent encore jusqu'ici, et y déposent les pluies fertilisantes dont ils sont gonflés. La neige, inconnue aux plaines de l'Hindoustan, se montre dans le haut pays de Kaboul; mais, en hiver, elle ne fait que couronner les hauteurs qui environnent de toutes parts sa délicieuse vallée. Au mois de mai, de nouvelles pluies viennent féconder le sol, et le printemps se montre, comme en Europe, avec son nouveau feuillage et ses boutons de

fleurs. Il n'y a point ici de chaleurs étouffantes comme sur les bords du Gange; mais l'air est pur et vif, les rayons du soleil pénètrent aisément l'atmosphère. L'été, comme l'hiver, arrive subitement et s'en va de même. Le changement des saisons est brusque, mais régulier. A une journée de marche de Kaboul, vous trouverez des endroits où il ne tombe jamais de neige, et en deux heures vous pouvez vous transporter dans des lieux où elle couvre le sol pendant presque toute l'année.

Tous les observateurs constatent que c'est ici que finit, pour ainsi dire, l'Asie orientale et que commence l'Asie occidentale avec ses tendances européennes. De ce point critique, regardez à l'est, et vous y voyez une race d'hommes recueillis en eux-mêmes, séparés par leur civilisation et leurs mœurs du reste du continent asiatique et du monde entier. A l'ouest, aux yeux de ces peuples spectateurs immobiles et impassibles du mouvement des autres peuples, commence l'*Europe*, même en Asie, tant est frappant le contraste que présentent ces deux moitiés d'une même masse terrestre (1).

Sous le point de vue historique, l'une de ces moitiés semble exercer une force attractive, l'autre une force répulsive, sur les races humaines, phénomène qu'aucune autre partie du monde ne présente avec le même caractère de grandeur. D'un côté, habitudes calmes et contemplatives, indifférence de ce qui se passe à l'extérieur, obstacles physiques, répugnance naturelle et empêchemens religieux à l'émigration; de l'autre, agitation perpétuelle des hommes et des intérêts, besoin de changement, recherche d'un équilibre inconnu entre les besoins et le superflu : natures différentes en un mot, et non moins dans le sens physique que dans le sens moral.

Avant de nous occuper de l'ethnographie de l'Afghanistan, achevons l'esquisse de la constitution physique du pays, et jetons un coup d'œil sur les provinces qui en étaient autrefois des dépendances.

Les monts Soliman, décrits pour la première fois par Elphinstone, commencent au Sofaid-Kôh et suivent la direction du sud jusque vers 29° L. N., où ils tournent en s'abaissant vers le plateau de Kélat et se joignent aux monts Brahoé, qui forment le bord oriental de ce plateau, et que H. Pottinger a nommés ainsi d'après les peuples qui les habitent (2). Sur le dos du haut et froid plateau de

(1) *Vilaèt* et *Vilaèti*, dans l'Hindoustan et les contrées voisines, désignent également *notre* Europe et l'Europe *asiatique*, c'est-à-dire les pays au-delà de l'Indus et les habitans ou les productions de l'une et de l'autre.

(2) C'est la chaîne que Burnes désigne sous le nom de *Halarange*, et dont les

Kélat est située la ville de même nom (à 2,600 mètres de hauteur absolue au-dessus du niveau de la mer), capitale ou au moins ville principale du Béloutchistan. Toute la contrée à l'ouest des chaînes Soliman et Brahoé forme, depuis Kaboul jusqu'à la côte de Mékran (l'ancienne *Gédrosia*), un haut pays non interrompu de plateaux et de montagnes, qui a pour rempart au nord l'Hindou-Koush, la triple chaîne Soliman pour boulevart frontière vers l'Indus, et le plateau du Béloutchistan pour limite au sud. Au nord-ouest, sur le prolongement de l'Hindou-Koush, s'étend le *Paropamise*, pays des Hazarehs, semblable par son isolement à une forteresse de montagnes inaccessibles, entre le Kaboul, le Kandahar, Balkh et le Khorassan. A l'ouest, enfin, s'étend jusque vers le lac Zarah et le Seistân un pays montueux, de forme quadrangulaire, dont les déserts sablonneux et salins de la Perse centrale forment la limite. Telles sont les frontières naturelles du vaste plateau de l'Afghanistan; quant aux frontières politiques, elles n'ont jamais été nettement déterminées à aucune époque dans un pays où aucune domination n'a réussi à former d'unité monarchique de quelque durée.

Les passes par lesquelles on pénètre de la vallée de l'Indus dans le haut pays, sont assez nombreuses; les principales, sous le point de vue commercial, sont celles qui se trouvent sur la route conduisant du Moultân au bassin de la rivière Gomul, et de là à Ghizni, et celles qui mènent plus haut, par les pays de Bannou et Bungush, directement à Kaboul. La première route, qui passe par Dérabund, n'est suivie que par les Lohanies, tribu guerrière, pastorale et commerçante à la fois, qui, depuis long-temps, est en possession presque exclusive du commerce de l'Hindoustan avec Kaboul et le nord de l'Afghanistan par le Moultân. La seconde route, beaucoup plus courte et bien plus praticable, et qui était autrefois la grande route entre Kaboul et Moultân, avait été abandonnée par suite des troubles du pays; mais il est probable qu'elle va être rétablie. Au sud de ces deux routes que nous ne faisons qu'indiquer, les plus importantes sont celles dont Mittun-Kote, au confluent de l'Indus et du Pandjund, et Shikarpour, près de Bâkker, sont les points de départ à l'ouest de l'Indus. La seconde de ces routes mène à Bâgh, Dâder, et de là à Quetta, par la passe Bolan, et enfin de Quetta à Kandahar; c'est la route suivie par l'expédition anglaise, mais elle est peu fréquentée,

monts *Lakki*, formant la frontière occidentale du Bas-Sindh, font partie. Ritter propose d'appeler l'ensemble des chaînes Soliman et Brahoe « chaîne frontière hindo-persique. » M. Balbi la désigne sous le nom de « monts Salomon-Brahouiks. »

surtout pendant l'été; on lui préfère une autre route qui, de Shikarpour, mène, par la passe de Gandava, à Kélat et Moustoung, et rejoint ensuite la route royale de Kandahar.



Lié par le plateau de Kélat à l'Afghanistan, le Béloutchistan est une vaste contrée soumise à divers chefs, et dont les limites politiques ont varié comme celles de l'Afghanistan. Le principal chef, le khan de Kélat, reconnaissait la suzeraineté du roi de Kaboul, auquel il payait tribut et fournissait un contingent de huit mille hommes, sous la condition toutefois que ces troupes ne fussent pas employées dans les guerres civiles. Du temps d'Ahmed-Shâh, le prince béloutchi Nassêr-Khan était maître de tout le pays, et le shâh lui avait abandonné en outre la province de Shâl, et deux autres districts près de Dera-Ghazi-Khan, en récompense de ses services. La ville de Kélat porte encore, d'après ce chef, le nom de Kélat-é-Nassêr. Dans ces derniers temps, les possessions du khan de Kélat ont été réduites par la rébellion; cependant, lorsque l'expédition anglaise traversait le Balan, l'autorité du khan s'étendait jusqu'à Dâder et sur les districts voisins. Le gouvernement anglais avait cru s'être assuré, sinon la coopération active de ce prince, au moins sa neutralité; mais loin de tenir les engagemens qu'il avait contractés à cet égard, Mehrab-Khan (c'est le nom de ce prince) avait cherché tous les moyens de nuire à la marche de l'armée et au succès de l'expédition. Nous avions fait pressentir que la perfidie de Mehrab-Khan ne resterait pas impunie (1); les dernières nouvelles de l'Inde ont confirmé ces prévisions. Une marche rapide a conduit, le 13 novembre dernier, sous les murs de Kélat, une brigade de l'armée anglaise composée d'environ 1500 hommes, la plupart Européens, avec six pièces d'artillerie, et le fort a été enlevé en une heure, après un assaut plus brillant encore et plus meurtrier, en proportion, que celui de Ghizni. Tous les chefs béloutchis, Mehrab-Khan à leur tête, ont fait une résistance désespérée. Dans cette circonstance, comme à Ghizni, la lutte a été acharnée, corps à corps, mais de courte durée, et par une cause qu'il est intéressant de signaler. Le sabre n'a pu lutter long-temps contre la baïonnette. La supériorité de cette arme terrible, dans deux combats où la force physique et le courage paraissaient si bien balancés, a été établie d'une manière incontestable. Mehrab-Khan est mort, comme il l'avait dit, le sabre à la main, à la porte de son *zenana*. Le gouvernement anglais a remplacé ce chef par un khan de

(1) *Revue des Deux Mondes* du 1er janvier.

son choix, mais on ne sait rien encore sur l'organisation politique qu'il aura pu convenir à ce gouvernement de donner au Béloutchistan; toutefois, il nous paraît probable qu'une partie au moins de ces provinces rentrera sous l'autorité de Shâh-Shoudja.

Dans l'esquisse historique que nous avons tracée des évènemens qui ont amené l'expédition d'Afghanistan, nous nous sommes arrêté plus particulièrement sur les circonstances qui témoignaient de l'importance politique d'une des provinces, anciennes dépendances du royaume de Kaboul, la principauté d'Hérat : nous n'en reparlerons ici que pour rappeler à nos lecteurs qu'aux termes de la déclaration de lord Auckland, Hérat doit demeurer indépendante à l'avenir, sous la garantie de l'Angleterre. Les correspondances de l'Inde avaient fait supposer que les vues de l'Angleterre à cet égard auraient pu se trouver contrariées par l'étrange résolution qu'aurait prise Shâh-Kamrân de se placer tout à coup sous la protection suzeraine de la Perse, qu'il avait repoussée naguère par de si sanglans efforts; mais le ministère anglais, interpellé tout dernièrement à ce sujet, a déclaré qu'il n'avait été reçu aucun avis officiel qui pût donner lieu de penser que l'exécution des mesures politiques adoptées par le gouvernement dans cette partie de l'Orient éprouvât des obstacles sérieux.

Balk et Bokhara étaient aussi autrefois des dépendances de la monarchie douranie. De l'attitude que prendront les chefs de ces contrées dans lesquelles Dost-Mohammet-Khan a été chercher un asile, et de la nature des relations qui s'établiront entre ces chefs et le shâh d'Hérat, dépend en grande partie l'affermissement de Shâh-Shoudja sur le trône de Kaboul. Nous examinerons plus tard quelles sont, sous ce point de vue, les probabilités de l'avenir; nous ajouterons seulement que les derniers avis reçus par la voie de Saint-Pétersbourg, doivent faire regarder comme très probable l'entrée du corps d'armée russe commandé par le général Perowski, à Khiva, dans les derniers jours de janvier, et que cette circonstance aura, selon toute apparence, donné lieu à des intrigues dont Hérat et Bokhara seront les principaux foyers. Sir William Macnaghten et Shâh-Shoudja devront déjouer ces intrigues avant de pouvoir accomplir la rude tâche que leur impose la réorganisation politique de l'Afghanistan.

Sept ou huit fleuves serpentent sur le plateau de l'Afghanistan de l'est à l'ouest : aucun de ces fleuves n'arrive à la mer; leurs eaux sont détournées et épuisées par de nombreux canaux pour les besoins de l'irrigation. Le plus considérable de ces fleuves est l'Hirmend

ou Helmund (l'*Etymander* des anciens), qui prend sa source dans le Paropamise et se jette dans le lac de Zarah après un cours d'environ 400 milles; il est navigable, ainsi que plusieurs des autres cours d'eau du plateau, mais seulement dans certaines limites.

Le bassin de l'Helmund est le lien qui unit l'Irân, le Tourân et l'Hindoustân. Les caravanes trouvent dans cette région seule un point d'appui solide, pour ainsi dire, et des communications assurées, des routes et les provisions nécessaires aux voyageurs. Cette circonstance a exercé une influence décisive sur les relations historiques et ethnographiques de l'Afghanistan. C'est à travers ce pays qu'en 1738 le shah Nader, comme jadis Alexandre-le-Grand, marcha à la conquête de l'Inde. Bien avant cette époque, c'est-à-dire en l'an 1000 après J.-C., le sultan Mahmoud s'appuya sur Ghazna dans sa marche à la fois politique et religieuse. Timour, le conquérant de l'Asie supérieure, fut obligé de se rendre maître de Kaboul (1398) pour pouvoir pénétrer jusqu'au Gange. Le sultan Baber, fondateur de l'empire moghol (1520), se montrait partout comme le souverain de Kaboul.

Les Afghans constituent ici depuis des siècles un état intermédiaire entre l'Inde et la Perse. Occupant le pays des passages, ils furent long-temps redoutables aux rois d'Ispahan et de Delhi. Leurs migrations se répandaient dans tous les pays voisins. Plus tard, quand l'Afghanistan devint royaume indépendant, il s'étendait depuis la mer jusqu'à Kashmir et Balkh, et depuis l'Indus jusqu'au Kerman. Un mouvement immense et continu de différens produits, marchandises, peuples, tribus, et au milieu des circonstances les plus variées, donna à ce pays et au peuple qui l'habite un caractère tout particulier. L'agglomération des étrangers et la division des indigènes en *oulousses* (tribus) et en *khails* eurent ici pour résultat l'étrange spectacle d'un chaos de peuples se mouvant, s'en allant, se colonisant, contrastant par leur mobilité, de la manière la plus frappante, avec les peuples de l'Hindoustan.

Les bords de l'Indus, depuis un temps immémorial, sont unis à la ville de Kaboul par six voies de communication, dont une seule, celle qui passe par les monts *Khayber*, fut rendue praticable pour tous les moyens de transport sous le règne de l'empereur Akbar. Sept passages conduisent de Kaboul à Tourân; mais à l'ouest il n'y a qu'une route par Ghazna, Kandahar et Hérat en Perse; c'est la *route royale*, remplie aujourd'hui encore de caravanes, et concentrant tout le commerce, malgré le redoutable voisinage des Béloutchis, qui la bordent de deux côtés.

Nous avons déjà fait observer, au début de ce travail, que *Kaboul* et *Kandahar* sont, en effet, appelées les portes de l'Inde. Chaque jour encore le Turc, l'Arabe, le Moghol, le Persan, l'Indien, l'Ouzbeg, etc., viennent frapper à ces portes, près desquelles, depuis hier seulement, l'Angleterre fait sentinelle, et que sa main puissante ouvrira seule désormais au commerce de l'Asie. C'est sur cette langue de terre, c'est dans ce pays de montagnes et de pâturages, pays rempli de chevaux et de chameaux, qu'en 1747, *Ahmed-Shâh* fonda l'empire que les Anglais relèvent en ce moment à leur profit. Mais bien avant cette époque, *Kandahar* formait à lui seul un point central très important (1).

Le peu de villes principales de l'immense plateau de l'Afghanistan, villes où se concentrent la civilisation, la politique et le commerce du monde asiatique, se trouvent situées non sur la même ligne comme le dit Ritter, mais sur un grand segment de cercle, et à peu de distance l'une de l'autre. Ce sont *Kaboul, Ghazna, Kandahar, Hérat,* toutes bordant la route royale, qui a quatre-vingt-cinq m. géo. (418 m. ang.) de long. Zeman-Shâh quand il régnait à Kaboul, mit onze jours à faire ce chemin. Le voyage ordinaire de caravane dure de trente à quarante jours. On trouve le long de cette route beaucoup de stations commodes, mais peu d'habitations. Chacune des villes que nous venons de nommer a son territoire bien cultivé. Elles doivent en grande partie leur importance aux souverains qui ont successivement régné sur ce plateau. La plus glorieuse de ces dynasties, la dynastie des Ghaznavides (976 à 1184) fut fondée par Mahmoud, qui, en mourant, laissa pour limites à son empire les frontières extrêmes de la Géorgie et de Bagdad, l'Océan indien, l'Hindoustan de Goudjrât au Gange, Kaschgar et Bokhara. Les Afghans formaient la meilleure partie de son armée, et ce furent encore les Afghans de Ghour et du Paropamise, qui secouèrent les premiers le joug de cette dynastie, et en chassèrent de chez eux les derniers rejetons. Le nouveau royaume des Afghans se releva avec la famille des *Douranies* (1747). Du temps de l'ambassade d'Elphinstone (1809), ce royaume comprenait dix-huit provinces. C'est vers 1774 que la résidence royale, qui avait été à Kandahar, fut transportée à Kaboul,

(1) Le nom de cette ville peut se déduire de *kend* ou *kand* (fort), et *dehar* ou *dahar* (crevasses de rochers); en effet, *Kandahar* (fort de rocs) est bâti au milieu des rochers. D'autres cherchent à rattacher l'etymologie de ce mot au temps d'Alexandre, et pensent que *Kandahar* n'est que l'ancienne *Skanderia* (Alexandria), ville bâtie par Alexandre.

et c'est une faute que les politiques du pays reprochent à Timour-Shâh. Nous avons vu que Shâh-Shoudja a eu soin de prendre possession solennelle de sa couronne à Kandahar. Cependant il paraîtrait porté à fixer sa résidence habituelle à Kaboul. Peut-être changera-t-il de résidence selon les saisons. D'après les derniers avis, il se préparait à se rendre avec le ministre anglais et toute sa cour à Djellalabad, sur la route de Peshaver, autrefois sa capitale favorite, mais maintenant au pouvoir des Sikhs. Shâh-Shoudja regrettera plus d'une fois Peshaver et le Cachemir; il ne faudrait même pas s'étonner que ces regrets prissent plus tard un caractère politique. *Kaboul* et *Peshaver* sont pour le Tourân et l'Inde ce que *Hérat* et *Kandahar* continuent à être pour tout l'ouest et le sud, c'est-à-dire de grands entrepôts de commerce. Les relations auxquelles ce commerce donne lieu s'étendent de ces quatre villes à travers toute l'Asie. Cependant elles ont beaucoup souffert des troubles politiques de la Perse et de l'Hindoustan. Anciennement, du temps du shah *Abbas-le-Grand* (pendant le séjour de Chardin à Ispahan, 1674), on a vu sur la route royale des caravanes de deux mille hommes, portant pour une valeur de plus de treize millions et demi de livres.

Le recensement ou plutôt l'énumération que fit le sultan Baber des peuples habitant l'Afghanistan, ne saurait plus être admis maintenant. Plusieurs races *kafers* ont disparu ou se sont confondues avec les races mogholes et afghanes. D'autres, et surtout les tribus afghanes, se sont dispersées et établies par groupes dans les différens recoins des montagnes; d'autres encore, comme les Arméniens et les Hindous, ont émigré et ont donné naissance à des colonies considérables telles que *Guèbres*, *Patanes*, *Rohillas*. Ce peu de mots doit faire comprendre combien il serait difficile de donner une notice historique exacte sur chacun de ces peuples. Cependant nous pouvons, avec beaucoup de probabilité, les ranger tous dans deux grandes catégories, savoir, celle *des peuplades autochtones*, et celle des *peuplades immigrées*.

Sous le nom de *Thât*, *Tadjik*, *Tadschik*, *Tadschek*, il faut comprendre toute cette réunion de peuplades agricoles qui occupe le pays supérieur de l'Irân, n'appartenant à aucune des races nouvellement dominantes, et n'ayant d'autre unité que celle de la même dégradation et du même avilissement. L'origine du mot *Tadjik* (1) est per-

(1) *Malcolm hist. of Persia*, tom. II, pag. 606.

sane; les Tartares donnent ce nom à la Perse entière, et dans la langue moghole il signifie le *paysan*. Quand a-t-il été imposé à cette partie de la population de l'Afghanistan ? c'est ce qui n'est pas facile à préciser. Ritter a prouvé, en s'appuyant sur les annales chinoises, que, par ce mot de *Tadjik*, on désigne dans toute l'Asie centrale *un homme parlant le persan*. Du temps de Timour, on appelait ainsi tous les habitans de l'Irân qui n'étaient ni Arabes ni Moghols. Ce nom était déjà alors un signe de mépris et correspondait au *fellah* des Turcs dans l'Égypte. Malcolm les regarde avec vraisemblance comme un restant de l'ancienne population autochtone, qui survécut à toutes les guerres, révolutions et secousses désastreuses de l'Irân. Les *Tadjiks* s'étendent par toute la Perse, tout le Béloutchistan, tout l'Afghanistan, jusqu'à la Boukharie. Ils parlent dans tous ces pays un des dialectes du vieux persan, mélangé de néo-persan, de poushtou et de tourkoman, et forment une classe de serviteurs, des *glebæ adscripti*, des colons vivant sous la domination tyrannique de leurs maîtres.

En jetant un coup d'œil sur toute l'Asie supérieure de l'ouest, depuis les monts Hindou-Koush jusqu'au Taurus, on aperçoit un contraste très constant et très prononcé entre les peuples nomades et les peuples agricoles. Les rapports de l'une de ces deux classes à l'autre ressemblent à ceux qui existent ordinairement entre les seigneurs et les serfs, entre la noblesse et le peuple. L'origine de cette division remonte, si l'on peut croire les témoignages de quelques officiers d'Alexandre-le-Grand, jusqu'au temps de l'expédition de ce conquérant en Asie. Les Afghans et les Tadjiks sont l'expression la plus frappante qui existe encore de cette division.

Les Tadjiks se trouvent aussi dans le Turkestan chinois; ils y sont établis comme dans le Turkestan tartare, dans le pays d'Usbeks et dans toute la Perse. Leur sort diffère cependant dans chacun de ces pays. Dans le *plateau d'Irân*, où ils furent conquis par les khalifes avec le premier débordement de l'islamisme, ils restèrent *serfs* tant que dura la domination arabe; mais dès que celle-ci s'écroula, ils se mêlèrent avec leurs dominateurs, et en prirent, jusqu'à un certain point, les mœurs, la langue et la civilisation. Tel fut le sort de la population primitive de la Boukharie. L'Afghanistan, au contraire, conserva son indépendance plus long-temps. Il résista aux Arabes pendant près de trois siècles, et ne fut influencé par le contact de cette race qu'en passant sous la domination de la Perse. C'est alors que naquit dans ce pays, du mélange de la population arabe et persane avec la

population indigène, la classe des Tadjiks, classe des travailleurs aux yeux de toutes les hordes nomades qui traversèrent ce pays, mais classe profondément différente de celle des anciens cultivateurs de l'Afghanistan, qui, à l'approche de l'ennemi, se sont retirés dans les montagnes, emportant avec eux leur vieille liberté.

La noblesse de l'Afghanistan n'est pas prétentieuse; elle admet dans son sein les hommes les plus incultes, pourvu qu'ils soient d'origine libre. Aussi cette classe y devint facilement très nombreuse, par l'incorporation de différentes hordes nomades tout entières. Mais à mesure qu'elle croissait, la classe des Tadjiks devenait de plus en plus asservie. La majeure partie des hommes de cette classe se recommande par des mœurs douces, paisibles et industrieuses. Ils sont généralement plus policés, plus entreprenans et plus intelligens que leurs maîtres, pour lesquels ils sont obligés de travailler, et auxquels ils livrent souvent la moitié de leurs revenus. Dans les villes, ils sont attachés à différentes branches d'industrie manuelle, et se louent tant par an. Leur religion est celle des *Sounnis* ou *Sunnites*. Dans le *Sistan* (Sedjestan) et le Béloutchistan, ils forment la majeure partie de la population. Ailleurs, ils sont semés çà et là par groupes et présentent ainsi le triste spectacle d'un peuple dispersé par tous les vents des révolutions.

Parmi les races d'origine étrangère qui ont colonisé l'Afghanistan, et dont la plus ancienne, celle des Tadjiks, n'est encore qu'un jeune peuple métis, il faut distinguer les Kazzelbashis (appelés *Qizalbash* par Mohun-Lall; *Kuzzilbaushes* par Elphinstone), tribu tourkomane, qui du temps de la domination des dynasties tourkomanes parvint en Perse à un haut degré de puissance, et qui, à la suite de Nader-Shâh et d'Ahmed-Shâh, s'est établie, au nombre de plusieurs milliers de familles, principalement à Kaboul et dans les autres grandes villes de l'Afghanistan. Les Kazzelbash, race intelligente et vaniteuse, à la fois insolente et servile, passionnée pour la gloire et les plaisirs, aimables compagnons, mais dangereux amis, sont à Kaboul en possession de presque tous les postes de confiance dans les grandes familles et même à la cour, et exercent par leur nombre, leur union, les qualités redoutables de leur esprit et leur audace, une assez grande influence sur le gouvernement et le peuple dont ils sont cependant haïs à cause de la différence des religions, les Kazzelbash étant de zélés Shiahs, tandis que la masse des populations appartient à la secte des Sounnis. Les Kazzelbash ont vu, avec une extrême jalousie, que les Anglais eussent pris une part si active

et si glorieuse au rétablissement de l'autorité de Shâh-Shoudja. Depuis l'arrivée de l'armée anglaise à Kaboul, ils n'ont cessé de témoigner, par l'insolence provoquante de leur langage et de leur conduite, de la haine que leur inspiraient ces étrangers et du mépris qu'ils affectent pour les troupes indiennes, ces cypahis dont la froide bravoure, la persévérance intrépide et la discipline forment cependant un contraste si frappant avec la folle jactance, les habitudes corrompues et l'insubordination orgueilleuse de ces fils dégénérés des compagnons d'armes de Nader Shâh. A entendre les Kazzelbash, l'armée anglo-indienne n'a dû son salut qu'à leur modération. « Si ce n'était pour ces hommes blancs, disent-ils, nous aurions bon marché de ce ramas d'Hindoustanis. » Une affaire un peu sérieuse aux portes de Kaboul aurait rabaissé la morgue de ces « bonnets rouges (1), » et leur aurait appris que le cypahi leur est aussi supérieur en vrai courage et en mérite militaire qu'en conduite et en valeur morale. Les Kazzelbash sont de beaux hommes, bien montés, bien armés, prompts à s'offenser comme à offenser les étrangers, surtout les Européens qu'ils ont en aversion : avec de semblables dispositions, il paraît bien difficile que le séjour des troupes anglaises à Kaboul puisse se prolonger beaucoup sans amener quelque collision sanglante entre eux et les Kazzelbash.

Outre ces étrangers, il y a encore dans les plaines du haut pays afghan plusieurs débris des innombrables hordes de conquérans qui les ont traversées. Dans cette catégorie, les Hazarehs tiennent, par leur nombre, la première place; viennent ensuite les descendans des Moghols, des Tartares, des Kalmouks, des Kourds, des Lesguis et d'autres peuples du Caucase. On rencontre aussi plusieurs Abyssiniens; le roi de Kaboul en avait autrefois plusieurs à son service comme gardes du corps. Quelques hommes sortis de cette caste ont joué dans l'Irân un rôle remarquable. Le nombre des Juifs établis dans l'Afghanistan n'est pas considérable; la plupart d'entre eux se tiennent dans le Kaboul et s'occupent du commerce de la Haute-Asie jusqu'à la Chine.

Ainsi une multitude de peuplades d'origines différentes vivent maintenant côte à côte dans l'Afghanistan, et y ont conservé jusqu'à un certain point leurs habitudes et leurs mœurs; mais rarement admises dans le sein des populations indigènes de manière à s'y fondre, et ne pouvant pas conserver leur individualité comme peu-

(1) C'est la signification des mots *kazzel-bash*.

ple, elles ont en général passé comme serfs sous le joug des plus forts.

Il n'y a qu'un siècle et demi que les Afghans sont désignés dans l'histoire sous ce nom d'*Afghans* comme peuple dominateur. Il est fait mention d'eux par Tavernier et par Chardin sous les noms d'*Aghuans*, d'*Aguacs* et *Augans*, et Tavernier les désigne de la manière la plus significative par ces mots : « peuples appelés *Augans*, qui habitent depuis Candahar jusqu'à Kaboul, vers les montagnes de Balch, et qui sont gens forts et voleurs de nuit. » Elphinstone, qui les a étudiés dans le pays, en parle comme d'un peuple auquel la nature a donné un caractère très marqué au physique comme au moral. Il nous représente les Afghans comme des hommes forts, osseux, bien faits, ayant les yeux vifs, le visage long, le nez aquilin et une chevelure noire ou brune, rarement rousse : leurs manières sont simples et prévenantes; leur caractère franc, valeureux, sans dureté bien que sans culture; ils portent des barbes longues, ce qui leur donne un air grave, bien que naturellement ils soient vifs, agiles, adroits, presque coquets dans leurs mouvemens et enfans dans leurs jeux (1); leur parole est facile et coulante, leur mémoire active et fidèle (surtout en ce qui concerne la généalogie et l'histoire de leurs tribus): leur ignorance est moins grande que ne l'est leur modestie et leur désir de s'instruire. Ils sont regardés comme des barbares par les Persans, mais c'est parce qu'ils sont plus véridiques que ces derniers et qu'ils ont des inclinations moins vicieuses.

On remarque d'assez grandes différences entre les Afghans orientaux et les Afghans occidentaux : les premiers sont bruns comme les Hindous, les seconds plus olivâtres; chez les uns et chez les autres, on rencontre des figures noires comme celles des habitans du Dekkan, au milieu de visages au teint clair et animé comme ceux des peuples du Caucase; mais cette complexion européenne se montre bien plus souvent chez les Afghans orientaux. Les Afghans occidentaux sont plus grossièrement organisés que ceux du côté de Kaboul; ils sont plus lourds, plus mous que ces derniers. Les uns tenant à la Perse, les autres à l'Inde, ils forment par leur ensemble une sorte de peuple hindo-persan. Bien qu'également indépendans à l'égard de l'un et de l'autre pays, ils préfèrent les vêtemens, le langage et les habitudes persanes, à tout ce qui pourrait leur venir de l'Inde. Ce-

(1) Il n'est pas rare, dit Elphinstone, de voir des hommes d'un âge mûr jouer aux billes, ou à une sorte de lutte à cloche-pieds.

pendant c'est un peuple différant essentiellement des Hindous, des Persans et des Tartares, et qui, converti l'un des premiers à l'islamisme, a su néanmoins résister courageusement à tous les conquérans de l'Irân. Mohammed, Tchingiskhan, Timour, Abbâs, Nader-Schâh, ont tous trouvé les Afghans indomptables ou prêts à se révolter.

La race afghane forme trois groupes principaux : les Béloutchis, les Ghildjies et les Douranies; ces trois groupes se distinguent par la bravoure militaire et les habitudes de pillage. Celui des Douranies a des dispositions très démocratiques, et cependant les hommes faisant partie de ce groupe sont presque tous établis dans les villes, tandis que ceux des deux autres mènent la vie de pasteurs. L'organisation des tribus de ce singulier peuple est pour ainsi dire toute généalogique et peut se résumer dans la formule qui suit : Chaque famille est sous le gouvernement absolu de son chef.

Dix ou douze familles sont présidées par un ancien, *spîn-zhéra* (mot à mot, barbe blanche), ancêtre commun de ces familles ou son représentant.

Dix ou douze *spîn-zhéras* reconnaissent l'autorité d'un *canndidâr,* représentant l'aîné de toutes ces familles.

Un certain nombre de ceux-ci composent une subdivision à laquelle préside un *mallik* ou *moushir,* qui à son tour doit représenter l'ancêtre commun.

Plusieurs subdivisions forment une division régie d'après le même principe *ancestorial*.

Enfin plusieurs divisions composent le *khail*, et plusieurs *khails* forment les grandes familles ou tribus, telles que les Barakzaïs, les Saddozaïs, Ismaëlzaïs, etc. (1).

Chaque groupe de khails ou chaque khail indépendant, ou même chaque division qui a pour chef un khan, est désigné par le mot *oulous*.

Ce qui distingue particulièrement les Afghans, c'est l'amour extrême de la liberté et de l'indépendance. Ce sentiment a donné à leur caractère un fonds immense d'originalité. Leur système militaire, leur cavalerie, leur législation et leur gouvernement, tout est frappé, dit Elphinstone, d'un sceau qui leur est particulier. Ils obéis-

(1) Le *zaïs*, qui termine si fréquemment les noms de tribus en Afghanistan, a la signification de *fils*, comme le *vitch* à la fin des noms russes et le *mac* au commencement des noms écossais. Les termes *mallik* et *moushir*, d'origine arabe, désignent, le premier un roi ou chef suprême, le second un conseiller.

sent aveuglément à leur chef, mais c'est que, dans ces chefs, ils voient la personnification de la force et de l'éclat de leurs tribus; c'est que, dans leur grandeur et leur influence, chaque Afghan voit la splendeur de sa propre famille. Ils les accompagnent à la guerre avec la soumission aveugle et le tendre dévouement d'un enfant pour son père. En général ce gouvernement est aussi étranger à l'égoïsme qu'il se complaît dans une discipline militaire dure et inexorable. Les Afghans parlent avec enthousiasme de la liberté de leurs institutions : ils sont toujours prêts à maintenir que *tous les Afghans sont égaux,* ce qui, bien que l'histoire du passé et celle du présent donnent un démenti formel à cette prétention, montre au moins leurs dispositions naturelles et la tendance constante de leurs idées. Elphinstone s'efforçait un jour de convaincre un vieillard d'une de leurs tribus, homme très intelligent, de la supériorité et des avantages de la vie civilisée dans nos grandes monarchies, comparée aux tumultes, aux alarmes et aux discordes sanglantes, résultat inévitable de leur système de gouvernement. Le vieillard, répondant avec une chaleureuse indignation à ces argumens, conclut en ces mots : « Nous aimons la discorde, nous aimons les alarmes, nous aimons le sang; mais nous n'aimerons jamais un maître! » Avec de pareils sentimens, le gouvernement monarchique est en effet difficile, et il est aisé de prévoir que pendant un long temps encore la présence d'une armée anglaise pourra seule contenir l'esprit turbulent et inquiet et les vagues désirs d'indépendance de ces populations, qui n'ont jamais montré d'unité nationale que pour envahir eux-mêmes ou repousser l'invasion.

Les Afghans, tout en aimant la guerre, la rapine et le pillage, prétendent qu'il n'y a de force que dans la justice; mais ils sont justes à leur manière : l'hospitalité est encore une de leurs vertus, seulement cette hospitalité ne dépasse pas les limites du village ou du territoire; au-delà de ces limites, le droit de pillage reparaît dans toute sa force, et ne respecte personne; les amis comme les ennemis subissent la loi commune. Telles sont principalement les mœurs des habitans des monts Soliman et du Béloutchistan.

Les Afghans primitifs résidaient, selon toute apparence, dans le Paropamise, entre l'Inde, la Perse et la Bactriane. Les données que nous fournit l'histoire, et qui remontent au temps d'Alexandre, prouvent que, déjà à cette époque, il y avait une différence profonde entre les habitans de l'Afghanistan actuel et les populations de l'Hindoustan. Les premiers sont actifs, agiles, entreprenans et énergi-

ques; les seconds, doux, indolens, plongés dans une extase et une contemplation habituelle. Cette différence de caractère et de mœurs frappa les Anglais. Ils aimaient à retrouver dans l'habitant de l'Afghanistan un homme de la trempe européenne. C'est de ce point de vue que les Afghans furent étudiés et représentés par Elphinstone. D'autres écrivains sont allés plus loin, cherchant à donner un tableau exact de l'état actuel de ce peuple remarquable, en même temps qu'à pénétrer jusqu'à son origine, pour en faire ressortir tous les points d'affinité avec la race germanique, la race iranienne, et celle des peuples occupant l'Asie centrale. Parmi ces écrivains, nous citerons surtout Fr. Wilken, dont la dissertation, portant ce titre : *De l'Origine et du Gouvernement des Afghans,* a trouvé un excellent accueil au sein de l'Académie des sciences de Berlin, où elle avait été lue en séance publique.

Le point de départ de Wilken est diamétralement opposé à celui de ses prédécesseurs. A commencer par les écrivains persans et arabes, tels que *Neamet-Oulla, Ebn-Batuta,* tous les autres, et particulièrement *Ferishta,* J. Potocki, A. Burnes, etc., etc., mêlant plus ou moins de fables à leurs récits, se plurent à déduire l'origine des Afghans de la race juive habitant primitivement les monts Caucase. Wilken protesta contre cette hypothèse ou cette assertion, au nom de données historiques et ethnographiques aussi curieuses qu'incontestables, que nous résumerons ici.

De tous les peuples conquis par les musulmans, les Afghans ont été les plus fidèles gardiens de leur nationalité. Leur organisation sociale a résisté à toutes les tentatives faites par leurs rois pour y établir un gouvernement despotique. Elle ressemble sous plus d'un rapport à celle des anciens Persans et à celle des anciens Germains.

Les Afghans se divisent, comme autrefois les Persans, en deux grandes classes : 1° *colons etablis,* 2° *pasteurs.* Ces derniers changent de place périodiquement, à de certaines saisons de l'année. D'après leurs mœurs, ils se divisent encore en Afghans orientaux et en Afghans occidentaux. Les tribus les plus renommées et exerçant une espèce d'autorité sur les autres tribus sont celles des Ghildjies (Gildschi) et celle des Douranies. Ces divisions n'en font pas des peuples aussi différens les uns des autres que l'avaient été jadis dans la race germanique les Francs et les Saxons. Les Afghans déduisent leur origine de *Kais-Abdulraschid* et de ses quatre fils. Ce Kais fut, suivant la légende, le premier de son peuple qui, du temps de Chaled,

accepta l'islamisme. Ce mythe n'a probablement d'autre but que d'indiquer l'origine de la noblesse afghane.

Le roi des Afghans est le chef de l'état; il a un pouvoir suprême dans toutes les affaires concernant le peuple entier, mais il n'administre que le domaine de sa propre tribu, et ne se mêle des choses touchant les autres tribus que lorsqu'elles le lui demandent elles-mêmes. Cependant elles sont toutes obligées à lui fournir des troupes et à payer un impôt. Nous avons vu quelle est l'organisation intérieure de la tribu; la moins importante compte rarement plus de dix familles.

De même que les tribus se forment des familles, de même le peuple n'est qu'un assemblage de tribus. Les liens qui unissent entre elles toutes ces parties sont les mêmes que ceux qui unissaient jadis les *demen* et les *phylen* des Grecs, ou les *pagi* et les *vici* des Germains, et dont les traces se sont conservées jusqu'à présent parmi quelques peuplades des Slaves méridionaux.

L'union du droit de *succession aux dignités vacantes,* au droit d'élection des chefs de famille, repose sur les mêmes bases que chez les anciens Francs. Dès qu'un *khan* ou un *supérieur* quelconque meurt, l'élection a lieu. Ordinairement c'est le puîné de la famille qui est choisi. Cependant c'est une règle qui n'est pas obligatoire. Le roi n'a que le droit d'approbation. Quelques tribus lui accordent celui de nomination, dont il n'est libre de se servir qu'en faveur des membres de la famille possédant telle ou telle dignité par droit d'hérédité. Ce système de succession politique expose les Afghans, comme c'était jadis chez les Germains, à des guerres intestines. Ils prennent, suivant l'usage adopté par ces derniers, leurs *reges ex nobilitate* et leurs *duces ex virtute.* Leur *khan* est, comme autrefois le roi des Germains, le chef de la tribu pendant la paix. Il résigne son pouvoir pendant la guerre entre les mains d'un commandant général ou dictateur. Après la guerre, les khans redeviennent ce qu'ils avaient été avant. L'administration intérieure de chaque tribu afghane se trouve encore tracée par Tacite : *De minoribus rebus principes consultant, de majoribus omnes* (1). Les khans, les malliks et les moushirs ne peuvent donc rien décider dans les circonstances graves sans prendre l'avis préalable des chefs de familles et de la masse de leurs subordonnés. Les assemblées des chefs de famille, ou les *djirgas,* sont convoquées par un *spihn zerah* (barbe blanche), et ne contiennent que les chefs de famille. Les djirgas (assemblées) d'*ou-*

(1) Tacite, *Germ.* II.

lousses, se composent de tous les spihn zerahs. Les djirgas des malliks n'admettent que leurs subordonnés, les moushirs, et les djirgas des khans ne sont composées que de malliks. Dans toute affaire concernant la tribu entière, et devant être réglée par la décision de tous les chefs de famille, on prend les voix de la manière suivante : les spihn zerahs interrogent les chefs de familles qui leur sont subordonnés. Ils se rendent ensuite à l'assemblée des moushirs. Les moushirs forment le conseil privé des malliks, qui sont le dernier et le seul organe par lequel le khan apprenne la volonté de sa tribu. Les affaires courantes ne passent pas à travers cette filiation des assemblées populaires, et sont décidées ou réglées par le khan lui-même ou par ses subordonnés. En examinant cette organisation de près, il est impossible de ne pas se croire transporté au milieu de ces anciennes tribus germaines réglant toutes leurs affaires par leurs villages (*gauen*), leurs bourgs (*marken*) et leurs centines (*zehenten*). Les chefs des *gauen* furent également élus par le peuple et parmi les chefs de familles. Les *centeni singulis ex plebe comites,* qui formaient le conseil du prince, correspondent bien aux djirgas du khan.

Les *djirgas* exercent aussi un pouvoir judiciaire, et leur intervention, en général conciliatrice, substitue par degrés, aux habitudes sanglantes de vengeance, l'idée d'une proportion équitable et régulière entre la peine et le délit. Les Afghans seuls jouissent de tous les droits consacrés par les djirgas; ils sont, à peu d'exceptions près, les seuls propriétaires et *citoyens* dans le pays. Les peuples qui leur sont soumis n'ont, au contraire, aucun droit de propriété sur les terres qu'ils habitent. Le pays entier est divisé entre les différentes tribus, de manière que chacune d'elles possède un district à elle seule.

Parmi quelques tribus des Afghans orientaux, l'occupation territoriale suit, comme chez les anciens Germains, un tour de rôle; c'est le sort qui en décide. Le tirage des lots se fait à des époques périodiques et de manière à ce que les terres les plus fertiles puissent changer de mains. Cette opération s'appelle *waish.* Dans la tribu des Youssouf-Zaïs, elle a lieu tous les dix ans.

Les Afghans ne cultivent pas toutes les terres qui leur échoient en partage, ni ne les font cultiver par leurs colons, mais ils en abandonnent une grande partie aux peuples *vaincus.* Ces derniers sont partagés en plusieurs catégories pareilles à celles qui existaient parmi les esclaves des anciens Germains.

Les relations des Afghans avec les habitans reçus par octroi ne sont pas moins dignes d'attention. A cette classe appartiennent non-

seulement les colons, mais aussi les fermiers et les *Buzgurs*, connus sous le nom générique de *Humsayehs* (voisins). Ils n'ont ni le droit de propriété ni celui d'assister aux djirgas. Cependant ils peuvent s'y faire représenter par des personnes de leur choix. Chaque Humsayeh est tenu de se choisir un *patron* parmi les Afghans. Le nombre de ces patrons, qui rappelle l'usage adopté à cet égard par les Romains, est, dans certaines tribus, très considérable. Le sort des Humsayehs est généralement assez heureux. Leurs patrons sont obligés de les défendre et de les protéger de tout leur pouvoir et dans toutes les circonstances possibles. La plupart d'entre eux sont Tadjiks ou étrangers. Cependant on y voit aussi des Afghans venant d'une tribu dans une autre tribu. Les Humsayehs d'origine afghane sont plus estimés que les autres.

Telle est l'organisation intérieure des Afghans : toutes les tribus de ce peuple jouissent de droits égaux et sont soumises à des obligations égales. La tribu des Douranies est la seule qui fasse exception à cette règle, comme étant attachée par des liens de consanguinité à la maison royale.

Les Douranies sont exempts des impôts fonciers. Les rois des Afghans font partie de l'*Oulouss Populzaï*, et particulièrement de la famille *Saddozaï*. Cette famille a des priviléges considérables : aucun de ses membres ne peut être condamné et puni qu'en vertu d'un décret prononcé dans le sein de la famille. Le khan de l'*Oulouss* des *Douranies* lui-même n'a aucun pouvoir sur aucun individu appartenant à la famille Saddozaï. Leurs personnes sont sacrées et placées, du consentement de la nation, à l'abri de toute attaque particulière, fût-elle la plus juste au fond.

Wilken a montré qu'il existait de très grandes analogies entre cette organisation à la fois *démocratique* et *monarchique* (avec des priviléges en faveur d'une tribu particulière), et l'organisation politique de la Perse ancienne, au temps de Cyrus. Il a donné, par ses savantes recherches, un très grand degré de probabilité à l'hypothèse de Klaproth sur l'origine de la langue *poushtou*, lien commun de toutes ces peuplades. La constitution primitive des Afghans, constitution marquée énergiquement au coin de l'individualité persane, vient à l'appui de cette hypothèse d'une manière aussi tranchante que la langue même. Selon Klaproth, Wilken et Ritter, le poushtou serait d'origine perso-mède. Des recherches toutes récentes sembleraient indiquer des analogies entre le poushtou et le sanskrit (1);

(1) Voyez *Asiatic journal*, décembre 1839, p. 255.

mais c'est un point qui a grand besoin d'être éclairci. Quoi qu'il en soit, la langue des Afghans paraît n'être rien moins qu'harmonieuse. La tradition s'est même égayée à ce sujet. Selon elle, un certain roi ayant envoyé son visir pour étudier les différentes langues de la terre et lui en rapporter des vocabulaires, le visir, à son retour, essaya de donner à son maître une idée de chaque langue par des citations. Quand il en vint à l'*afghani*, il s'arrêta, et, prenant un vase en étain dans lequel il avait mis un gros caillou, il commença à secouer le vase. Le roi surpris lui demanda ce que signifiait ce charivari; le visir déclara que, n'ayant pu réussir à apprendre la langue des Afghans, il n'avait vu que ce moyen d'en donner une idée à sa majesté. Cependant cette langue, selon Elphinstone, ne manque ni d'expression ni surtout d'énergie, et elle se prête aux sentimens les plus passionnés; elle a sa poésie, et les poètes poushtous sont assez nombreux, surtout depuis deux siècles.

Ahmed-Shâh a composé un recueil d'odes en poushtou, son fils Timour en a publié un en persan. Le shâh actuel, Shâh-Shoudja, est lui-même très versé dans la littérature arabe, persane et poushtou. Dans un pays où la poésie est en honneur, l'amour se révèle tôt ou tard à l'homme en dépit des institutions qui assignent à la femme le rôle d'esclave et la condamnent à ne pas franchir les limites de la vie intérieure. L'amour est un sentiment qu'éprouvent fréquemment ces populations nomades ou guerrières de l'Afghanistan, et qui chez elles paraît même présenter des caractères tout-à-fait analogues à ceux qui distinguent le véritable amour d'après nos idées européennes. La condition des femmes, malgré les restrictions qu'imposent les habitudes musulmanes, est au total heureuse dans ces contrées, et l'influence du beau sexe se manifeste souvent dans les évènemens qui changent la destinée des familles, et même celle de l'état. L'appel d'une femme à la protection d'un Afghan n'est jamais fait en vain, et la forme même de cet appel a quelque chose de simple, de noble et de touchant, comme la confiance dont elle est le signe. Ainsi, à la mort de Timour-Shâh, la reine favorite, mère de Shâh-Zeman, envoya son voile à Sarfraz-Khan, chef de la tribu des Barekzaïs, et se plaçant ainsi avec son fils sous la protection de ce puissant serdar, le mit dans l'obligation d'appuyer les prétentions de Shâh-Zeman au trône.

Tel est le tableau général et fort incomplet de l'Afghanistan sous le point de vue physique et ethnographique. Elphinstone évaluait sa population totale à plus de quatorze millions. Ce qui reste de l'ancien empire douranie, sous la domination de Shâh-Shoudja, compte

probablement encore de huit à dix millions. Cette population est trop mélangée et trop remuante pour qu'il soit possible de lui imprimer promptement la direction salutaire qui doit la conduire à un avenir heureux. Cependant il y a au fond de l'esprit afghan, et dans la constitution des peuples qui habitent à l'ouest de l'Indus, des tendances européennes que l'influence de la civilisation anglaise parviendra à développer tôt ou tard. Cette disposition ou cette aptitude à se convertir, pour ainsi dire, à notre civilisation, tient à des considérations générales que nous avons déjà indiquées, et sur lesquelles nous croyons utile de revenir en peu de mots avant de terminer.

Kaboul étant le point culminant parmi tous les points de cette double ligne de séparation que la nature physique et la nature morale ont tracée entre les deux mondes asiatiques, et en même temps le point d'intersection le plus remarquable des routes qui viennent de l'Asie centrale ou qui se dirigent vers elle, les différences ou les contrastes que nous avons signalés s'y résument, pour ainsi dire, aux yeux de l'observateur attentif, mais ils se manifestent dans leur plus grande généralité, aussitôt que l'on a franchi l'Indus.

Les peuples à l'ouest de ce grand fleuve se distinguent par un sentiment profond de liberté et d'indépendance, sentiment complètement étranger à la plupart des nations de l'extrême Orient. Ils possèdent en outre un grand fonds de courage relevé et soutenu par la barbarie relative de leurs mœurs. Leur pays est généralement peu cultivé : on n'y voit point, comme dans l'Hindoustan, de grandes routes ni de grandes plantations. La colonisation n'y est qu'un fait sporadique; les points qui lui sont acquis se trouvent séparés les uns des autres par de vastes pâturages où se heurtent et se croisent en tous sens les pâtres avec leurs bestiaux. Leurs physionomies sont dures, leur peau velue et brunie au soleil; ils vivent sous l'influence des traditions patriarcales. Gouvernement, tribunaux, magistrature, lois, police et civilisation, tels que l'Hindou les a conçus, créés ou acceptés, leur sont entièrement inconnus, et cependant il y a du mouvement et de l'ordre dans cette étrange agglomération d'hommes à demi barbares.

Le ciel de ces pays est, comparativement à celui de l'Hindoustan, plus frais et plus pur; la nature s'y montre sous des formes plus pittoresques. La coupe des figures humaines se rapproche autant de la nôtre qu'elle diffère de celles des Hindous; la forme et surtout la nature des vêtemens s'éloignent de celles qui sont généralement adoptées dans l'Hindoustan. Les tissus blancs et légers cèdent ici la place

aux cotonnades de couleurs foncées et aux habillemens en cuir ou en peau de mouton. L'activité du corps et de l'esprit est, chez ces peuples, poussée aussi loin qu'au milieu des Hindous l'indolence et l'apathie. Ceux-ci trahissent à chaque instant, et dans toute leur manière d'être, les habitudes de soumission servile à la domination d'un maître; ceux-là sont libres et ne reconnaissent d'autre frein à ce sentiment de liberté qui les anime, que la force et la volonté de la masse.

La physionomie des pays n'est pas moins différente que celle de leurs habitans. A l'est de l'Indus, le terrain est égal et fertile, tandis que du côté opposé, il est plein des contrastes les plus frappans; les changemens subits de température, l'impétuosité des vents d'hiver et de printemps sont autant de phénomènes très communs du côté de l'Afghanistan, et complètement inconnus dans l'Hindoustan. Les terrasses qui constituent la surface du premier sont remplies de sinuosités, de plaines et de gradins qu'on ne trouve point dans les domaines de l'Indus et du Gange.

Cette différence se fait remarquer jusque dans les plantes des deux régions; celles de l'Afghanistan se rapprochent beaucoup plus des plantes européennes que des plantes de l'Hindoustan; le dattier, si commun dans l'Hindoustan, ne se rencontre que par bouquets clair-semés entre les monts Soliman et l'Indus, et a disparu au-delà. Le dernier dattier observé par les voyageurs qui se dirigent du Sindh sur Kandahar, s'élève solitaire à l'entrée de la célèbre passe du Bolan. Vers le haut Indus, quand on s'avance dans l'Afghanistan, le dattier ne dépasse pas Peshaver; cet arbre royal est entièrement inconnu dans l'Iràn; mais, en revanche, on y rencontre une foule d'arbres européens. Les jardins de Kaboul, de Kandahar, d'Hérat, en sont remplis; les forêts de la Perse ne diffèrent en rien de celles de l'Europe. Le platane, qui orne les environs de Kashmir et tout l'Afghanistan, disparaît complètement près d'Attock sur l'Indus : c'est surtout à partir de ce point que la physionomie de l'Inde se dessine d'une manière plus prononcée; c'est à partir de là qu'on ne rencontre, à mesure qu'on s'avance vers l'est, que des plaines ensemencées avec du riz et du froment. Le panorama prend, au-delà du Djélôm, un aspect plus monotone : il embrasse un pays sillonné par une multitude de rivières, et s'inclinant par une pente douce, mais continue, du côté du Bengale et de la mer. Les Afghans égarés dans ce pays ne ressemblent point à ceux de leurs compatriotes d'en-deçà de l'Indus.

Ritter fait observer que dans l'Hindoustan même, et plus particulièrement dans le Dekkan, les habitans qui occupent la partie orientale ne ressemblent en rien à ceux qui se trouvent dans la partie occidentale. Dans le Dekkan, l'air, les saisons, les vents, rien n'est comme dans le Coromandel. Les habitans du premier pays sont pleins d'énergie et d'activité; ceux du second vivent au contraire dans la mollesse et la nullité la plus complète.

Les animaux semblent suivre aussi cette ligne de démarcation que nous avons indiquée entre l'est et l'ouest dans les rapports tant ethnographiques qu'orographiques. L'éléphant ne se trouve nulle part dans l'Asie antérieure, tandis que dans l'Inde il abonde. Du temps d'Alexandre, il paraissait parfois sur les bords de l'Indus, où on ne le trouve plus du tout. A l'est, au contraire, il pénètre jusqu'à la Chine. Le chameau est rare et s'acclimate difficilement dans l'Inde; il fait l'une des richesses et des principales ressources du pays à l'ouest de l'Indus.

Ces rapprochemens sont d'un haut intérêt, parce que leur étude, quand elle repose sur des données exactes, peut conduire à des déductions importantes pour les progrès de l'agriculture, du commerce, de la civilisation en général; mais nous devons nous borner à ces indications sommaires, qui suffisent pour apprécier le caractère spécial des pays dont le contact immédiat intéresse l'avenir de l'Inde britannique. Nous avons dû nous arrêter sur l'Afghanistan proprement dit, pour montrer quels étaient les nouveaux élémens de force et de résistance, et aussi de richesse commerciale, dont le gouvernement anglais aura à disposer désormais. Il nous reste à examiner quel est l'état actuel des nations qui habitent le bassin de l'Oxus, et au milieu desquelles la Russie, suivant l'exemple que lui a donné l'Angleterre, paraît vouloir se faire une position influente et durable, militaire et commerciale à la fois. Comme l'Angleterre, la Russie s'avance dans une route nouvelle, le glaive d'une main, le caducée de l'autre, et sur cette route l'Angleterre peut la rencontrer un jour! Le caractère qu'aura cette rencontre, les circonstances qui peuvent la hâter ou la retarder, les résultats qu'elle pourrait amener, toutes ces questions se rattachent à l'examen de la condition actuelle et des ressources de l'empire hindo-britannique considéré dans son ensemble; nous remettons cet examen à notre dernier article.

A. DE JANCIGNY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mars 1840.

Le ministère du 1er mars n'a pas encore quinze jours d'existence, il n'a pas encore eu l'occasion de dire une parole décisive, le temps de faire un acte significatif, que déjà il se trouve entouré d'ennemis, attaqué avec fureur, menacé de mort. On lui prépare, dit-on, un coup fourré dans le parlement, une chute ignominieuse; on veut venger sur lui l'étranglement silencieux du 12 mai.

Ces projets ne sont pas des chimères; le danger est réel; l'existence du cabinet est sérieusement menacée. Tout le prouve; les attaques de la presse, les propos de tous les hommes qui se mêlent de politique, la réorganisation de la réunion Jacqueminot, le langage du ministère lui-même. En proposant la loi des fonds secrets, le cabinet n'a point cherché à éluder la question, il n'a pas essayé de l'ajourner; il le pouvait à la rigueur, en demandant à la chambre un vote de *nécessité* plutôt qu'un vote de *confiance;* il ne l'a pas fait, et nous l'approuvons fort, dans son propre intérêt du moins; il est allé au-devant de la question; il l'a franchement acceptée telle qu'on veut la poser; il a formellement reconnu que son avenir dépendrait du vote de la chambre. Ainsi, dans dix jours, plus d'incertitudes: ou le cabinet du 1er mars sera accepté et soutenu par la chambre, ou le ministère se retire, en laissant à d'autres le soin de chercher s'il reste quelque chose de possible après lui. Je me trompe; il est une troisième issue, la dissolution de la chambre par le ministère du 1er mars et à son profit.

Dans cette situation, il est une chose qui nous paraît, à nous, étonnante, prodigieuse; nous voulons dire le courage et la tranquillité d'esprit et de conscience des hommes pour qui ce jeu parlementaire n'a rien d'inconnu, rien d'obscur. Ceux-là ne peuvent pas en méconnaître les dangers, ni se méprendre sur la gravité des suites irréparables qu'il peut avoir. Ils savent, comme nous, que jamais, depuis 1830, la situation n'a été plus grave, ni le péril plus réel, ni le remède plus incertain, plus hasardeux.

De 1830 à 1835, l'établissement de juillet était, il est vrai, ouvertement menacé, violemment attaqué; mais toutes les forces gouvernementales se trouvaient réunies, tous les hommes ayant quelque intelligence des conditions du pouvoir se donnaient la main. L'anarchie rugissait aux portes du parlement, du conseil, du pouvoir; mais il ne lui était pas donné de franchir l'enceinte: des défenseurs nombreux, unanimes, intelligens, dévoués, n'ont jamais manqué aux nécessités des temps; ils se préoccupaient profondément de la France, de la royauté, de notre avenir, de l'avenir de nos enfans; ils se préoccupaient aussi de leur propre gloire. Aussi tout se consolidait, tout se raffermissait à vue d'œil : le jeu des ressorts constitutionnels devenait de plus en plus régulier, et tout paraissait annoncer que nous verrions bientôt disparaître ces frottemens un peu rudes et ces légères secousses qui sont inévitables dans toute machine nouvellement réorganisée.

Où en sommes-nous aujourd'hui? L'ennemi extérieur a posé les armes; il est fatigué de ses défaites. La France pourrait être forte, calme, prospère, jouir hardiment du présent, et espérer un avenir plus brillant encore. Hélas! ce n'est là qu'une utopie, qu'un rêve. Le présent décourage; l'avenir effraie; tout le monde se demande où l'on va, ce qu'on veut, et nul ne le sait. Toute confiance a disparu; on est incertain sur toute chose, sceptique sur tous les principes, et, quant aux personnes, il n'est plus de sentiment honorable, digne, dans les rapports d'homme à homme. Il n'y a plus qu'un lien, des haines communes; qu'un gage de fidélité, les mêmes intérêts personnels : il n'y a plus qu'un moyen commun d'action, qui est de dénigrer, de calomnier, de renverser son adversaire, de prendre sa place.

Le désordre des esprits a pénétré dans l'enceinte même du pouvoir. Il n'y a pas de majorité dans la chambre, et les ministères sont culbutés par des majorités faites à la main, par des majorités *ad hoc;* elles se forment aujourd'hui et renversent un cabinet, elles ne sont plus demain : on dirait une mine qui fait explosion; on voit le terrain bouleversé, mais où est la poudre qui a produit tout ce ravage? C'est une armée d'amateurs; elle enfonce les portes d'un fort et se débande; elle reviendra à la charge lorsqu'une nouvelle garnison aura remplacé la garnison égorgée. C'est la guerre pour la guerre, sans espoir ni souci de conquête. Je le crois bien. Pour faire des conquêtes, des conquêtes sérieuses, durables, il faut une armée organisée, des intentions communes, des vues générales, des chefs reconnus de tous, un drapeau, un plan, un système; il faut tout ce que la chambre n'a pas, tout ce qu'elle pourrait, tout ce qu'elle devrait avoir, tout ce que le pays lui demande, tout ce qu'elle aura le jour où elle voudra imposer silence aux coteries et fixer les yeux sur la France.

En attendant, le gouvernement représentatif se trouve attaqué dans sa base. Une chambre n'ayant de majorité que pour renverser, n'en ayant pas une pour gouverner, une chambre qui ne serait ainsi qu'un obstacle pour toutes les améliorations que le pays attend avec une juste impatience, assumerait

sur elle une immense responsabilité morale. Que veut-on? Prouver à la France que le gouvernement représentatif est incompatible avec notre ordre social? Non : la France sait que ce gouvernement est possible, facile même, pourvu que les hommes ne se laissent pas entièrement asservir par leurs petites passions, et qu'ils ne ferment pas complaisamment les yeux sur l'intérêt général.

Ces réflexions, sévères peut-être, mais justes, s'offrent naturellement à l'esprit de tout homme impartial. Il est impossible que le pays ne s'en pénètre pas, qu'il n'y puise pas des règles pour apprécier les hommes et les choses.

Nous n'avons certes ni désiré ni approuvé la chute du 15 avril; quant au 12 mai, ce que nous désirions, c'était une réforme du cabinet qui lui donnât plus de force et un meilleur agencement de ses parties. Au lieu de se réformer, il s'est laissé surprendre et étrangler silencieusement sur une question délicate, fâcheuse, qu'il ne fallait pas soulever, ou qu'il fallait défendre vivement, noblement, de haut. Paix aux morts. Le 12 mai réformé pouvait rendre de grands services au pays; sa chute est un malheur. Mais sur qui doit en peser la responsabilité? Nous l'avons déjà dit, et c'est un fait qui n'est point contesté : il y a eu des *muets* dans tous les camps.

Ce sont donc, il faut bien le reconnaître, les conservateurs, les hommes monarchiques par excellence, les 221, nos amis, qui ont renversé le 12 mai, et qui l'ont renversé en refusant une dot à un prince français. Le ministère qui présentait la loi, sur quels suffrages devait-il compter? Sur les voix de la gauche, des légitimistes, des républicains? Nul ne le dira. Sur les amis de M. Thiers? de l'homme avec qui le 12 mai était en guerre ouverte par la rupture du centre gauche en deux fractions opposées? Il eût été peu raisonnable d'y compter. C'était essentiellement sur les voix des centres que comptait, que devait compter le ministère; ces voix, avec celles des amis de MM. Dufaure et Passy, de la plupart des doctrinaires et de quelques amis de M. Thiers, lui donnaient la majorité.

On n'est jamais renversé par les voix sur lesquelles on ne compte pas. Un ministère établi ne perd ses batailles que par la défection. Le 12 mai a trouvé dans ses rangs des Saxons. Seulement, au lieu de faire tonner leur artillerie, ils lui ont porté un coup fourré. Ils ont tué le 12 mai, mais par cela même ils ont donné naissance au cabinet de M. Thiers. Le 12 mai, en se maintenant et en se fortifiant, pouvait seul fermer au centre gauche les avenues du pouvoir. La lutte était difficile, elle n'était pas même sans quelque danger; mais le succès était possible, probable même, du moins pendant toute cette législature. La force était dans l'alliance des 221 avec une partie du centre gauche et les doctrinaires; mais le scrutin a prouvé que l'alliance était loin d'être sincère; il n'y avait pas de pensée, de direction commune. Les 221 toléraient le 12 mai; et le toléraient avec impatience et dédain. L'union apparente n'était en réalité qu'un mensonge, une comédie; faute énorme des 221, que d'avoir écouté leurs préjugés, leurs antipathies, leurs passions, au lieu de cimenter leur union avec les doctrinaires et les amis de MM. Dufaure et

Passy; faute irréparable. En politique, les occasions perdues ne se retrouvent jamais. Les faits se chargeront de prouver que nous ne nous trompons pas.

Une fois le 12 mai dissous, l'avénement de M. Thiers était tellement indiqué, tellement nécessaire, que nul n'a sérieusement imaginé un ministère sans lui. On se demandait seulement quels seraient les hommes, quelles seraient les fractions de la chambre qui contribueraient à la formation de la nouvelle administration.

Il serait inutile de rechercher ici comment on est arrivé, assez promptement du reste, au terme de la crise ministérielle, à ce cabinet du 1er mars, qu'on se propose aujourd'hui de renverser. Le renverser! Pourquoi? Pas du moins à cause de son origine. Eh quoi! on a renversé par embuscade et guet-apens le 12 mai, on a rendu par cela même l'avénement de M. Thiers indispensable, et les mêmes hommes voudraient, le jour d'après, venger sur le cabinet Thiers les coups qu'ils ont eux-mêmes portés au cabinet Soult! Et les hommes du 12 mai, encore tout meurtris de leur chute, tendraient la main à ceux qui les ont renversés, pour renverser à leur tour le seul cabinet possible aujourd'hui!

Ce n'est pas, dit-on, à cause de son origine, c'est à cause de ses tendances qu'il importe de le renverser au plustôt. Il est impossible d'accorder un vote de confiance à un ministère centre gauche s'appuyant sur la gauche, impossible aussi d'endurer les dédains, les provocations, l'outrecuidance des journaux pour la première fois ministériels. Plier vers la gauche, serait une manœuvre parlementaire aussi déshonorante pour les centres que désastreuse pour le pays. Faut-il, pour éviter une nouvelle crise ministérielle, aider M. Thiers à élever M. Barrot à la présidence de la chambre, et lui laisser le soin de préparer la dissolution dans l'intérêt du centre gauche, peut-être même de la gauche?

C'est là le résumé fidèle de tout ce qui se dit, de tout ce qui s'écrit contre le ministère du 1er mars, et pour préparer sa chute dans la discussion des fonds secrets.

Ces accusations sont très graves, et certes, si c'étaient là les vues, les projets du cabinet, s'il était vrai qu'il inspire ou qu'il avoue tout ce que ses amis disent ou écrivent, on pourrait demander un compte plus sévère encore de leur conduite politique aux hommes des centres qui ont aidé au renversement du 12 mai et rendu inévitable l'avénement de M. Thiers. Prévoyaient-ils ce qui est arrivé? Leur vote aurait été un acte de légèreté bien coupable. S'ils n'ont rien prévu de ce qui est arrivé, qu'ils renoncent donc, une fois pour toutes, à la prétention de passer pour des hommes politiques; le plus léger soupçon de l'avénement de la gauche aux affaires devait les déterminer à soutenir de toutes leurs forces le ministère du 12 mai, qui était nécessairement conservateur.

Mais tout en blâmant leur conduite, nous croyons qu'ils ont droit à plus d'indulgence. Au fait, ils n'ont jamais cru, ils ne croient pas aujourd'hui encore que M. Thiers prépare l'avénement de la gauche aux affaires, qu'il médite

de nous ramener à la constitution de 1791. Cela se dit, cela se répète, c'est là l'expression obligée de la colère des partis; mais au fond nul ne le pense : c'est un langage de convention pour dire qu'on regrette le ministère qu'on n'a pas, et qu'on déteste celui qui existe.

M. Thiers nous ramener à 1791! Il a donc oublié tous ses antécédens, le ministère du 11 octobre, et même celui du 22 février; il a donc perdu son esprit positif, son admirable bon sens, son génie gouvernemental, qui, certes, pourrait plutôt donner quelque inquiétude à la liberté que la moindre espérance à la licence! Il acceptait hier la présidence de M. de Broglie au conseil, et voudrait aujourd'hui inféoder la France aux hommes de la gauche; se faire, lui M. Thiers, l'instrument de leurs utopies, pour être bientôt après la victime de leurs exagérations! Et c'est dans ces vues qu'il a accepté pour collègues des hommes modérés, prudens, timides même, et des hommes hautement connus comme des hommes de la résistance? C'est pour évoquer de son antre le génie des révolutions, qu'il s'est associé MM. de Rémusat, Cubières, Cousin, Jaubert?

Nous ne voulons nous porter garans pour personne, dans ce temps-ci moins que jamais. La maladie du temps nous gagne aussi. Notre foi est ébranlée; nous croyons toujours à nos principes, nous croyons fort peu aux hommes, à leur sincérité, à leur désintéressement, à leur prudence. Mais dans notre réserve, nous conservons cependant assez d'impartialité, assez d'équité, pour ne pas condamner sans preuves; et avant de rejeter du giron du pouvoir un homme éminent qui a rendu de grands services au pays, qui peut en rendre encore, nous croyons qu'il faut attendre ses actes, ses déclarations officielles, et ne pas se hâter de le juger sur des propos colportés, commentés, et qui, très probablement, se dénaturent et s'enveniment en passant de bouche en bouche.

Au surplus, nous éprouvons ici le besoin d'expliquer notre pensée tout entière, et de dire comment nous concevons, dans l'intérêt du pays et de la royauté, le grand drame qui va se jouer à la chambre des députés.

C'est un fait irrécusable que, depuis le 6 septembre, M. Thiers, exclu du pouvoir, s'est trouvé tout naturellement placé plus à gauche qu'il ne l'était auparavant. Les hommes du centre gauche et de la gauche, leurs amis, leurs journaux, ont adopté avec empressement M. Thiers, bien heureux qu'ils étaient de pouvoir dire d'un aussi beau talent : Il est des nôtres! M. Thiers, qui, en homme politique, voulait, avant tout, ne pas se trouver isolé, les a laissés dire. Mais qu'a-t-il fait, qu'a-t-il dit lui-même pour qu'on puisse aujourd'hui affirmer que M. Thiers est tout juste l'opposé d'un conservateur? Il a gardé le silence, il a été aux eaux des Pyrénées, il a visité l'Italie, et commencé deux livres d'histoire. A-t-il pour cela trompé la gauche? Non, pas plus que M Barrot n'a trompé les doctrinaires lors de la coalition. Sans être de la gauche, M. Duvergier de Hauranne était moins éloigné de M. Barrot que M. Jacques Lefèvre; sans être de la gauche, M. Thiers en est moins éloigné

que M. Martin du Nord. Le jour où une portion de la gauche, fatiguée d'une opposition sans résultat, voudrait prendre rang au nombre des partis gouvernementaux, elle le pourrait avec M. Thiers, elle ne le pourrait pas avec M. Salvandy. C'est ainsi qu'une fraction du centre gauche s'est ralliée au parti gouvernemental avec MM. Passy et Dufaure; aurait-elle suivi MM. Lacave et Cunin-Gridaine?

Ainsi les amis politiques de M. Thiers, nous voulons bien le reconnaître, sont aujourd'hui à gauche et au centre gauche : sa force parlementaire est là. Certes, le langage des 221 et de leurs journaux ne peut pas lui laisser le moindre doute à cet égard. Ils ne sont occupés qu'à lui prouver qu'il a planté son drapeau au milieu de la gauche, qu'il est condamné à l'y laisser, qu'il n'y a pour lui dans les centres ni confiance ni affection, qu'il n'a rien à espérer d'eux, qu'eux n'espèrent rien de lui.

Tels sont les antécédens, les dispositions des partis. Et cependant que disent à M. Thiers les conservateurs modérés, impartiaux, et ceux qui voudraient passer pour tels? — Rien n'est plus facile au cabinet que de se maintenir; il n'a qu'à planter son drapeau parmi nous, qu'à faire à la tribune des déclarations officielles qui le séparent à tout jamais de la gauche. A ces conditions il vivra, nous lui apporterons la majorité. — Eh! non, quoi qu'il dise à la tribune, vous ne lui apporterez pas la majorité, d'abord parce que vous, 221, vous ne l'avez pas, en second lieu parce que si vous l'aviez, ce n'est pas à lui que vous l'apporteriez, et vous auriez raison; il y aurait niaiserie à ne pas la donner à vos chefs naturels.

On parle de majorité, tandis que pour renverser le 12 mai on a dû recourir à une coalition tacite dix fois plus étrange que la coalition formelle de l'an dernier. On parle de majorité, et quand on a convoqué le ban et l'arrière-ban, on est loin d'atteindre le chiffre de 200. Répétons-le, il importe de l'apprendre à la France: il n'y a pas de majorité dans la chambre, il n'y en a pour personne; aucune des grandes fractions de la chambre ne s'y trouve en majorité.

Les circonstances, et surtout les préjugés, les haines, ont bien servi les doctrinaires. Séparés de la gauche par leurs opinions, et des 221 un peu par leurs opinions et beaucoup plus par l'antipathie qu'on s'est plu à leur témoigner, ils se trouvent ainsi, en guise de bataillon volant, placés entre les deux corps d'armée, et maîtres, s'ils restent unis, de la majorité dans toutes les grandes questions.

Cela étant, quel conseil donnent à M. Thiers les conservateurs? « Quittez vos amis, quittez-les solennellement, brusquement, avec éclat, et venez à nous, seul, désarmé, comme un humble varlet; nous daignerons ouvrir nos rangs; nous vous promettons une majorité que nous n'avons pas, et que, certes, nous ne mettrions pas à votre service, si elle était en notre pouvoir. »

Cela n'est pas sérieux, ce n'est qu'une comédie mal jouée. On veut à tout prix préparer la chute du ministère, amener une nouvelle crise, une crise

dangereuse, imprudente, mais sans en encourir la responsabilité morale. On veut pouvoir dire : La faute en est à M. Thiers, qui n'a pas suivi nos conseils.

Quels conseils ! Refuse-t-il les déclarations qu'on se propose de lui demander, cherche-t-il à éluder les difficultés, à glisser entre les écueils : on criera à l'homme de la gauche, à l'envahissement de la gauche, au triomphe de la gauche; et réveillant chez les doctrinaires les souvenirs des uns, les passions des autres, on parviendra à former une majorité telle quelle contre le ministère. M. Thiers se prête-t-il aux désirs des centres : brouillé avec ses amis, on l'acceptera peut-être un moment avec défiance, en vainqueurs; à l'aide des doctrinaires, on lui prêtera pendant quelque temps une majorité dédaigneuse, on l'abandonnera ensuite avec éclat.

De deux choses l'une : veut-on amener demain une nouvelle crise ministérielle? Rien n'est plus facile. Que le cabinet du 12 mai tende la main à la réunion Jacqueminot, et le ministère est renversé, pour peu que MM. Dufaure, Passy et Duchâtel puissent mener à l'assaut un certain nombre de leurs amis.

S'alarme-t-on, au contraire, de ces crises réitérées et du désordre qu'elles mettent dans tous les rouages de l'administration publique? Il n'est qu'un moyen sûr et honorable de les éviter. C'est de ne pas faire de la tribune un confessionnal. Qu'importent à la France les opinions intimes, les tendances instinctives de tel ou tel homme? Ce qui lui importe, ce sont les actes ministériels, ce sont les faits du gouvernement. M. Thiers abandonnerait-il par ses actes les saines traditions du pouvoir, chercherait-il à affaiblir les garanties données à nos institutions et à l'ordre public? Qu'on n'hésite pas alors à lui refuser tout concours; nous applaudirons les premiers. Jusque-là toute tentative de renversement, tout moyen imaginé pour l'embarrasser et le faire tomber n'est qu'une témérité, et peut-être une folie.

Deux partis paraissent s'être donné le mot pour faire de M. Thiers un homme exclusif, passionné, extrême. Le bon sens nous dit que M. Thiers ne se prêtera à aucune de ces impérieuses alternatives. Il laissera dire, il laissera faire, convaincu qu'au moment décisif tous les amis de l'ordre reculeront devant les conséquences d'un vote imprudent, et qu'en tout cas mieux vaut tomber en conservant son bon sens et toute sa valeur personnelle, que de se rabaisser en se mettant à la suite d'une opinion exagérée, quelle qu'elle soit. Nous parlons d'exagération, parce que la polémique de nos jours rappelle malheureusement, par son acrimonie, ses violences et ses injustices, ces époques fatales où il n'y avait plus d'asile nulle part pour la modération et le bon sens. Spectacle d'autant plus affligeant que s'il y a du calcul partout, il n'y a, au fond, nulle part une passion vraie, une conviction profonde. Que resterait-il de toutes ces luttes si les intérêts personnels et les vanités ne se mêlaient pas au débat? Et cependant ces luttes, qu'aucune pensée élevée n'anime et dont l'intérêt général n'est que le prétexte, ces luttes ont déjà coûté fort cher au pays, et probablement lui coûteront encore davantage.

En effet, supposons que les espérances des adversaires de M. Thiers se

réalisent, que la question de cabinet, posée à l'occasion des fonds secrets, se trouve décidée dans l'urne parlementaire contre le ministère, qu'arrivera-t-il? Il vaut la peine de parcourir les diverses hypothèses; il n'en est pas une seule qui ne soit un péril pour la France.

Repoussé par la chambre avant d'avoir rien fait, condamné *à priori* par une opposition systématique, le cabinet ne s'écartera nullement des règles du gouvernement représentatif, en demandant à la couronne la dissolution de la chambre, et en insistant respectueusement pour l'obtenir. Que pourra-t-on lui opposer? que, composé d'hommes nouveaux, inconnus, le cabinet trouverait dans le pays les mêmes résistances qu'il trouve dans la chambre, la même répugnance à lui livrer la conduite des affaires? Non; M. Thiers a été long-temps ministre, il a déjà été le chef d'un cabinet; il a été un des principaux membres de ce ministère glorieux qui a pris Anvers, désarmé la Vendée et réprimé l'insurrection à Paris, à Lyon; il a, dans les temps les plus difficiles, dirigé la police du royaume comme ministre de l'intérieur, déployé la plus grande énergie, payé de sa personne. Non, le pays connaît M. Thiers et le cabinet du 1er mars. La question entre lui et la chambre se trouvera donc nettement, clairement posée devant le pays. Ce n'est pas entre le connu et l'inconnu, mais entre une chambre et un ministère également bien connus que le pays serait appelé à décider. Comment refuser cette épreuve au cabinet qu'on a choisi hier après une crise ministérielle des plus courtes, à un cabinet qui n'a rien fait encore, et que la chambre condamne par préjugé, *à priori?*

La dissolution est-elle accordée? Qu'on en pèse les conséquences. M. Thiers lui-même pourrait-il retenir les électeurs dans la ligne de modération et de sagesse dont sans doute il ne voudrait pas les voir s'écarter? Il est permis d'en douter. Qu'a fait la chambre, qu'a fait le parti conservateur pour ne pas redouter l'épreuve électorale? Il y a bientôt deux ans que le pays attend en vain de la législature les mesures les plus urgentes, les lois les plus utiles, et qu'il n'obtient que des débats parlementaires et des crises ministérielles. Le ministère pourrait-il décemment seconder la réélection des hommes qui l'auront condamné avant d'attendre ses actes? Pourrait-il combattre l'élection de leurs adversaires? Quand on dira aux électeurs que cette chambre était impuissante, qu'il n'y avait pas en elle de majorité possible, qu'elle n'était propre qu'à tout empêcher, seront-ce là de pures calomnies, des accusations faciles à repousser? Quand on leur dira qu'après avoir amené la crise, on a, par une bizarre contradiction, voulu, le jour d'après, en détruire les résultats, que penseront les électeurs? Et une fois l'impulsion donnée contre les 221, où s'arrêtera-t-elle? où s'arrêtera-t-elle dans un pays comme le nôtre?

Ces considérations graves, très graves, déterminent-elles à refuser au ministère l'ordonnance de dissolution, à ne pas lui accorder une fois ce qu'on a accordé deux fois au 15 avril? Nous serions loin de blâmer ce refus; mais ici encore il importe de peser les conséquences.

Il faut alors un nouveau ministère. Lequel? Un amalgame quelconque du

12 mai avec le 15 avril. C'est la seule combinaison qui offre les apparences de la vitalité. Elle ne serait cependant pas viable. Où serait sa majorité? Comment la former? A l'aide des amis de MM. Dufaure et Passy et des doctrinaires? Base trop fragile, si ces fractions de la chambre n'obtenaient pas dans les affaires une part disproportionnée à leur nombre! Base plus fragile encore si elles l'obtenaient, car on perdrait, dans les centres, plus de boules qu'on n'en gagnerait de l'autre côté, et des boules qui tuent à bout portant, coûte que coûte : témoin le rejet de la dotation.

Ce serait une pure illusion que celle d'un ministère succédant au cabinet du 1er mars et se flattant de pouvoir gouverner avec la chambre actuelle. Aussi est-il juste d'ajouter qu'il n'est pas un seul des hommes politiques que cette combinaison pourrait appeler aux affaires qui le pense sérieusement. Ils sont trop éclairés, trop habiles, trop versés dans le maniement des affaires publiques et dans les combinaisons parlementaires, pour qu'il leur reste à cet égard le moindre doute. Ils savent et ils ne cachent pas que la première mesure à prendre, ce serait la dissolution de la chambre.

Ce qu'on dit moins, ce qu'on ne peut cependant pas ignorer, c'est que la dissolution ne serait prononcée qu'après l'avoir refusée à M. Thiers, qu'après l'avoir contraint à se lier de plus en plus avec la gauche, qu'après lui avoir donné aux yeux du pays un nouveau relief, qu'après avoir fourni à ses amis des armes bien dangereuses, et dont il est plus facile de désirer que d'espérer que par sagesse et par patriotisme ils ne voudront pas faire usage.

Quelle lutte! quels combats! quelle agitation! Et cela dans un moment où tous les besoins matériels du pays n'ont pu encore être satisfaits, et où les vicissitudes ministérielles et parlementaires ont enlevé au pouvoir une si grande partie de sa force, de son influence, de son crédit!

Ceux qui peuvent de sang-froid arrêter leurs regards sur une pareille situation sont doués, nous nous empressons de le reconnaître, d'un courage auquel nous ne saurions atteindre. Ils aiment, eux, les grosses aventures; nous, nous aimons les sages résolutions; ils préfèrent à toutes choses le triomphe de leur parti; nous, nous préférons le maintien de nos principes. Or, certes, rien ne serait plus propre à les compromettre et à nous jeter dans un avenir pour le moins fort incertain, que des mesures téméraires, une lutte poussée jusqu'aux dernières extrémités entre les deux grandes fractions de la chambre. Le calme des esprits est si trompeur dans notre pays! et c'est avec une si grande rapidité que la chute de la moindre pierre y produit une avalanche!

L'erreur capitale serait de se persuader qu'il ne peut être question dans la crise qu'on prépare que d'un changement de ministère, qu'il ne s'agit que de ramener aux affaires un parti politique offrant à nos principes, à nos idées, plus de garanties. Certes nous pourrions applaudir à un pareil résultat. Nous n'avons pas abandonné nos principes, nos tendances restent les mêmes. Nous avons toujours déploré les circonstances politiques qui ont éloigné M. Thiers des centres pour le rapprocher de la gauche. Les tendances, les idées, la capa-

cité gouvernementale de la gauche, sont loin de nous rassurer. Si nous comptons sur la sagesse politique de M. Thiers et du cabinet actuel, ce n'est pas *parce que,* mais *quoique*. Nous espérons que tout en laissant aux hommes et aux journaux de la gauche cette intempérance de paroles qu'il lui est impossible de réfréner, et dont il ne faut ni trop s'irriter ni trop s'alarmer, le cabinet du 1er mars ne songe nullement à jeter le trouble dans nos institutions et à tenter des expériences insensées. Au surplus, si nous croyons qu'il serait téméraire de le renverser avant de l'avoir mis à l'épreuve, nous ne demandons pas non plus pour lui une confiance aveugle, un concours illimité. Un homme éminent a résumé le rôle du parti conservateur à l'égard du ministère en deux mots qui nous paraissent parfaitement justes : il faut le *soutenir* et le *contenir*. C'est dire que le parti conservateur doit à la fois *appuyer* et *observer* le ministère; lui prêter son concours en connaissance de cause pour toutes les mesures conformes aux principes et à l'esprit de notre gouvernement, le lui refuser le jour où il deviendrait manifeste qu'il prétend dévier de ces principes, et qu'il est, comme on dit, à la remorque de la gauche. Mais serait-il juste, sage, prudent de tenir ce fait pour établi avant d'en avoir eu la moindre preuve, et par cela seul que les journaux de la gauche ont battu des mains à l'avènement? C'était habile à eux : la preuve en est la colère qu'ils ont excitée chez les conservateurs, et qui, si elle devait produire tous les résultats qu'on en attend, aurait pour résultat nécessaire de faire de plus en plus de M. Thiers et de ses amis des hommes de la gauche. Est-ce à nous de seconder la tactique de la gauche et de lui amener, bon gré, mal gré, par nos emportemens, nos injures, nos dédains, un renfort si puissant, un chef si éminent?

Le rôle que le parti conservateur doit jouer dans la chambre est un rôle difficile, et plus difficile que brillant, nous n'en disconvenons point. — Il est plus simple, plus hardi, plus décisif de monter à l'assaut et de renverser un ministère. — Là est la question. Que ce fût là le parti le plus décisif, le plus hardi, nul ne le conteste; que ce fût en même temps le plus simple, nous sommes loin, très loin d'en convenir. Pour nous, la conséquence inévitable de ces hardiesses est la dissolution très prochaine, immédiate peut-être de la chambre. Un seul doute peut rester dans notre esprit : cette dissolution, par qui et au profit de qui sera-t-elle faite? Qu'on réponde comme on voudra, à nos yeux le péril est toujours immense, plus encore redoutable peut-être, si la dissolution est faite contre M. Thiers que si elle était faite pour lui. Faite contre lui, il doit nécessairement abandonner les élections à toutes les influences irrégulières et désordonnées qui viendront se mettre à son service; faite pour lui, nous ne croyons pas que M. Thiers, disposant des influences gouvernementales, voulût, de gaieté de cœur, travailler à devenir l'instrument servile d'un parti qui, arrivant en majorité à la chambre, le briserait sans façon le jour où il résisterait à la moindre de ses prétentions. Sans doute plusieurs des membres de la chambre pourraient ne pas être réélus; le gouvernement n'appuie-

rait pas leur réélection, mais il travaillerait, nous le croyons, à les faire remplacer par des hommes modérés.

Quoi qu'il en soit, nous repoussons de toutes nos forces l'idée de la dissolution, de quelque côté qu'elle viennne. Nous n'applaudirons jamais à ceux qui voudraient jouer l'avenir du pays sur un coup de dés. Or la dissolution ne peut être évitée qu'en soutenant le ministère et en s'appliquant à le contenir, sans rancune, sans dédain, dans les limites que M. Thiers lui-même a posées dans les ministères du 11 octobre et du 22 février.

La *réunion constitutionnelle* a été convoquée hier sous la présidence de M. de Nogaret, pour procéder à la désignation de ceux de ses membres qu'elle désirerait faire entrer dans la commission des fonds secrets. Si nous sommes bien informés, l'assemblée était calme, grave, presque morne. Nous le croyons sans peine. Il est impossible que des hommes d'ordre et de gouvernement ne se sentent pas profondément pénétrés de la gravité des circontances; pourraient-ils méconnaître l'immense responsabilité qui s'attache dans ce moment à toute mesure décisive? S'il ne leur est pas donné de ressaisir les rênes du gouvernement, ils peuvent rendre tout gouvernement impossible : ils ne peuvent pas édifier, il leur est facile de renverser. C'est à eux de sonder leurs cœurs, et de juger s'il appartient au parti conservateur de précipiter une nouvelle crise avant d'avoir acquis la preuve irrécusable de l'incompatibilité du nouveau cabinet avec les principes d'ordre et de stabilité dont ils sont les défenseurs naturels et dévoués.

Les affaires extérieures n'ont rien offert de remarquable dans cette quinzaine. Et d'ailleurs, qui se donne la peine d'y regarder? Y a-t-il d'autres questions à l'ordre du jour que celle de savoir si le nouveau cabinet obtiendra les fonds secrets sans amendement?

La question d'Orient n'a présenté aucun incident nouveau. L'Angleterre est toujours fort jalouse, fort inquiète de l'accroissement et de la consolidation de la puissance égyptienne. L'Angleterre ne voit que l'Inde. C'est pour elle une question de vie et de mort. Le pacha, de son côté, arme, se fortifie et ne renoncera pas à des conquêtes, qui ont été le travail et le but de toute sa vie. Et la France pourrait-elle sans déshonneur livrer le pacha aux colères calculées de la Grande-Bretagne? Telle est la question dans toute sa gravité. Nous ne désespérons pas cependant d'un arrangement amiable.

D'un côté, l'Angleterre a trop d'affaires sur les bras pour vouloir pousser les choses trop loin; de l'autre, ce qu'il faut à l'Angleterre, ce n'est pas un territoire, une souveraineté en Égypte et en Syrie, mais des sûretés, des garanties pour la libre communication avec l'Inde.

Il doit suffire que les portes, dont le souverain de l'Égypte tient les clés, ne puissent jamais être fermées à l'Angleterre. La diplomatie ne trouvera-t-elle pas un moyen de concilier dans une juste mesure les droits de Méhémet-Ali

avec les intérêts légitimes de l'Angleterre et de toutes les puissances commerçantes de l'Europe?

La vigueur que le gouvernement de Madrid a déployée paraît avoir produit des effets salutaires. Il a intimidé la minorité et rassuré la grande majorité des cortès et du pays. C'est là le grand secret des révolutions qui ne veulent pas dépasser leurs justes limites. Les révolutions accomplies, comme celles de l'Espagne, ne périssent que par de nouvelles révolutions qu'une minorité exaltée veut greffer sur la première révolution, au mépris du vœu national, et en opprimant la majorité.

La rupture de l'Angleterre avec la Chine ne manque pas de gravité. C'est une expédition dans toute la force du mot, une expédition longue et coûteuse que l'Angleterre se croit obligée d'entreprendre contre le céleste empire. Nous sommes loin de blâmer cette mesure énergique. L'Angleterre veut que le nom et le pavillon anglais soient partout honorés et respectés; c'est bien. Seulement il serait équitable, lorsqu'on attaque la Chine par cela seul qu'elle ne veut pas recevoir l'opium des Anglais, de ne pas trouver à redire sur les expéditions que la France a dû diriger contre ceux des états américains qui, au mépris du droit des gens, s'étaient permis, au préjudice du commerce français et de nos compatriotes, les faits les plus condamnables et des violences de sauvages.

La reprise de *Chatterton* au Théâtre-Français a été l'occasion d'un beau triomphe pour M. Alfred de Vigny. Ce drame si élevé et si pathétique ne pouvait manquer d'être accueilli avec une faveur unanime. Tous ceux qui s'intéressent aux œuvres vraiment littéraires féliciteront le Théâtre-Français de cette tentative, à laquelle il donnera suite, il faut l'espérer. Il est à désirer aussi que M. Alfred de Vigny ne se contente pas du succès d'une reprise. Nous n'avons jamais regretté plus vivement son silence qu'après avoir entendu *Chatterton*.

Correspondance du comte Capodistrias, président de la Grèce, recueillie par les soins de ses frères, et publiée par M. Bétant, l'un de ses secrétaires (1). — Cette publication importante et depuis long-temps désirée rappellera l'attention sur une des figures politiques les plus considérables et les plus intéressantes dont la destinée à la fin s'est dérobée comme dans un sanglant nuage. Né à Corfou, dans ce berceau d'Ulysse, Capodistrias témoigna de bonne heure les qualités de finesse et d'habileté unies à un patriotisme sincère. Ayant dû quitter cette patrie mobile qui ne s'appartenait plus, il passa au

(1) Quatre vol. in-8°. Genève et Paris, Cherbuliez.

service de la Russie et s'acquit la confiance d'Alexandre. Nul mieux que lui n'entra dans les intentions de ce monarque, aux heures de politique généreuse; la France lui dut, en 1815, plus d'un bon office, dont Louis XVIII et le duc de Richelieu ont emporté le souvenir. Détaché de la Russie lors du soulèvement de la Grèce, et bientôt porté à la présidence de cette nation à peine émancipée, il eut à lutter contre des difficultés de tout genre, et les plus nobles intentions ne le sauvèrent pas. Il tomba en octobre 1831, sous le poignard. La publication actuelle est tout-à-fait propre à éclaircir les idées sur son administration, sur la ligne qu'il voulut suivre, les efforts qu'il prodigua, et à répondre aux calomnies qui ne lui furent pas épargnées. Une notice biographique, due à la plume affectueuse et éloquente de M. de Stourdza, nous le montre tel qu'il est resté au cœur de ceux qui l'ont aimé. Nous ne faisons qu'annoncer aujourd'hui cet ouvrage, qui, contrôlé par d'autres écrits, deviendra pour quelqu'un d'entre nous, nous l'espérons, l'occasion et le texte d'une étude plus approfondie et d'un portrait de l'homme d'état même.

LES RÉCITS DES TEMPS MÉROVINGIENS (1), de M. Augustin Thierry, ont paru il y a quelques jours. C'est le premier ouvrage suivi et étendu que l'illustre écrivain ait publié depuis ce déplorable accident qui, selon le mot de M. de Châteaubriand, l'a assimilé à Milton et à Homère. On retrouve dans ce livre toutes les éminentes qualités de l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre,* avec les perfections nouvelles d'un génie mûri encore et maintenant dans toute sa plénitude. Nos lecteurs sont initiés d'avance à ces tableaux des temps barbares où les mœurs du VIe siècle se trouvent reproduites avec un art si simple à la fois et si admirable. Les *Récits des temps mérovingiens* sont précédés d'une vaste introduction qui est, à elle seule, un livre. Ces considérations, tout-à-fait neuves et pleines de sagacité et d'élévation, embrassent le développement des systèmes historiques, depuis le XVIe siècle jusqu'à nos jours. C'est un morceau tout-à-fait capital. Nous reviendrons bientôt, et avec détails, sur les *Récits des temps mérovingiens.*

(1) Deux vol. in-8°, chez Just Tessier, quai des Augustins, 37.

V. DE MARS.

TABLE

DES MATIÈRES DU VINGT-UNIÈME VOLUME.

(QUATRIÈME SÉRIE.)

FIN DE LA TABLE.

